




3 1761 11970539 0



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119705390>

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 45

Thursday, October 10, 1985

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 45

Le jeudi 10 octobre 1985

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Document entitled, "Refugee determination in Canada"
(Plaut Report)

CONCERNANT:

Document intitulé, «Reconnaissance au Canada du
statut de réfugié» (rapport Plaut)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Terry Clifford
Sheila Copps
Vincent Dantzer
Léo Duguay
Charles Hamelin
Jean-Guy Hudon
Carole Jacques
Rod Murphy
Lorne Nystrom
John Oostrom
Peter Peterson
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pauline Browes
Roger Clinch
Jim Edwards
Dan Heap
Jean Lapierre
Paul McCrossan
Bob Pennock
Lucie Pépin
Allan Pietz
André Plourde
Joe Price
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee



MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, OCTOBER 10, 1985
(56)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:09 o'clock p.m., this day, the Vice-Chairman, Fernand Jourdenais, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Fernand Jourdenais and Andrew Witer.

Alternates present: Pauline Browes, Dan Heap and Lucie Pépin.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers.

Witnesses: From "La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés": Rivka Augenfeld, President; Giovanni Fiorino, Member; Diane Bélanger, Member; Mathilde Marchand, Secretary. *From "La Ligue des droits et libertés":* Sylvie Gagnon, Co-ordinator, Immigration Committee; Diane Bélanger, Member.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled "Refugee determination in Canada".

Rivka Augenfeld, Giovanni Fiorino, Diane Bélanger and Mathilde Marchand made a statement and answered questions.

It was agreed,—That the document presented by "*La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés*" entitled, "*Mémoire sur l'établissement d'un nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada—28 septembre 1985*", be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "TRAV-8"*).

At 7:18 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 7:28 o'clock p.m., the sitting resumed.

Sylvie Gagnon with Diane Bélanger made a statement and answered questions.

It was agreed,—That the document presented by "*La Ligue des droits et libertés*" entitled, "*Le nouveau processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié: des principes et des droits fondamentaux à respecter*", be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "TRAV-9"*).

At 8:57 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 10 OCTOBRE 1985
(56)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, ce jour à 18 h 09, sous la présidence de Fernand Jourdenais, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Fernand Jourdenais, Andrew Witer.

Substituts présents: Pauline Browes, Dan Heap, Lucie Pépin.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche.

Témoins: De La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés: Rivka Augenfeld, présidente; Giovanni Fiorino, membre; Diane Bélanger, membre; Mathilde Marchand, secrétaire. *De La Ligue des droits et libertés:* Sylvie Gagnon, coordinatrice, Comité de l'immigration; Diane Bélanger, membre.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé «Reconnaissance au Canada du statut de réfugié».

Rivka Augenfeld, Giovanni Fiorino, Diane Bélanger et Mathilde Marchand font une déclaration et répondent aux questions.

*Il est convenu,—*Que le document présenté par La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, intitulé «Mémoire sur l'établissement d'un nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada—28 septembre 1985», figure en appendice aux Procès-verbaux et témoignages de ce jour (*voir appendice "TRAV-8"*).

A 19 h 18, le Comité interrompt les travaux.

A 19 h 28, le Comité reprend les travaux.

Sylvie Gagnon et Diane Bélanger font une déclaration et répondent aux questions.

*Il est convenu,—*Que le document présenté par La Ligue des droits et libertés, intitulé «Le nouveau processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié: des principes et des droits fondamentaux à respecter», figure en appendice aux Procès-verbaux et témoignages de ce jour (*voir appendice "TRAV-9"*).

A 20 h 57, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, October 10, 1985

• 1808

Le vice-président: À l'ordre!

Bonsoir à tous. Bienvenue aux membres de la Table de concertation. Ce matin on a rencontré trois de ces membres; en voici un autre ce soir. Si j'étais assis de l'autre côté, je ferais une farce, mais je resterai tranquille. Elles sont trois femmes contre un homme; je serai très sage.

Bonsoir, monsieur Fiorino; madame Marchand, madame Augenfeld; et maître Bélanger. Vous avez un mémoire ou une présentation; vous avez la parole.

Mme Rivka Augenfeld (présidente, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés): Merci, monsieur le président.

Je remercie d'abord votre Comité d'avoir invité la «Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés» à témoigner devant vous sur cette très importante question qu'est le nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada.

La Table de concertation est un groupe d'organismes, d'agences de service, d'Eglises, d'associations culturelles, etc., qui oeuvre pour les réfugiés à Montréal. Plus de 35 organismes travaillent dans ce domaine. Cette occasion de pouvoir vous faire part de notre consensus sur cette importante question est très appréciée.

Monsieur le président, notre mémoire complet a été déposé. Mais je ne lirai pas tout ce mémoire, ce soir. Je citerai seulement des extraits, les points principaux. Je pourrai ensuite répondre aux questions.

• 1810

Avec votre permission, on a divisé un peu notre présentation pour que chaque personne de notre délégation en fasse une partie.

Je pense que probablement plusieurs groupes qui sont passés devant vous ont dit des choses qui vont ressembler beaucoup à ce qu'on va vous dire ce soir. Notre mémoire est le mémoire qu'on a déposé à Mme Flora MacDonald le 28 septembre, à la consultation nationale qui a eu lieu à Montréal et à laquelle étaient présents des représentants de tout le Canada qui oeuvrent dans ce domaine.

Je voudrais commencer à noter que nous parlons ici uniquement de «réfugiés» qu'il faut distinguer de «immigrants». Ces deux réalités commandent deux approches, deux logiques et deux traitements différents. Dans le cas des réfugiés, la possibilité de leur trouver une protection, de les soustraire à la persécution et à la répression dont ils sont l'objet doit primer sur toute autre considération, en particulier les considérations d'ordre économique qui prévalent souvent dans les politiques d'immigration. Les principes de base qui, nous le croyons, devront guider toute réforme sont, premièrement, la reconnais-

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 10 octobre 1985

The Vice-Chairman: Order, please!

Good evening all. Welcome to the members of the *Table de concertation*. This morning we met three of their members; here is another one tonight. If I were sitting on the other side, I would make a little joke here but I will keep quiet. We have three ladies versus one man; I will just be a nice boy.

Good evening, Mr. Fiorino; Mrs. Marchand, Mrs. Augenfeld and Ms Bélanger who also happens to be a lawyer. You have a brief or a presentation; you have the floor.

Mrs. Rivka Augenfeld (President, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I thank your committee for having invited the *Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés*, here as witnesses on this very important question, the new process for recognizing refugee status in Canada.

The *Table de concertation* is a group of organizations, service agencies, churches, cultural associations and so on who works for refugees in Montreal. Over 35 organizations work in that area. We really appreciate the opportunity you have given us tonight to make known to you our consensus on this very important question.

Mr. Chairman, our complete brief was tabled with you. However, I will not read that whole brief tonight. I will simply quote parts and the main points. I will then be ready to answer your questions.

If you do not mind, we divided our presentations so that everyone in our delegation could do part of it.

I think it probable that many groups who came before you had things to say that resembled much of what we are going to be saying here tonight. Our brief is the one that we gave to Miss Flora MacDonald on September 28 during the national consultation in Montreal where you had representatives of organizations everywhere in Canada that do work in that area.

I would like to point out at the very beginning that we are talking here only about "refugees" as distinct from "immigrants". These two realities require two approaches, two ways of reasoning and two different treatments. In the case of refugees, the possibility of finding them protection, of getting them away from the persecution and repression of which they are the victims must take precedence over all other considerations and in particular, those considerations of an economic nature which often prevail in immigration policy. The basic principles which, so we believe, should be the guiding light of

[Texte]

sance que le refuge est un droit de la personne ou du groupe menacé de persécution et non un privilège qu'accorde le pays d'accueil selon les grandes traditions humanitaires qui plongent leurs racines autant dans l'Église du Moyen-Orient européen que dans les communautés africaines; que la protection du réfugié doit être la préoccupation centrale de tout système. Il vaut mieux laisser passer quelques abus que de risquer la sécurité d'un véritable réfugié. En ce sens, il faudra se prémunir contre la psychose des abus.

On croit que les conventions internationales actuelles constituent des repères minimums pour la protection des réfugiés. On peut adopter, face à ces conventions, deux attitudes: soit une interprétation limitée, stricte et négative qui vise à bloquer autant que possible l'accès au statut de réfugié, ou avoir une vision plus large qui intègre la réalité contemporaine de la persécution de toute une catégorie de population par un gouvernement ou un groupe lié à un gouvernement. Il va sans dire que nous privilégions la deuxième attitude.

On trouve qu'une attitude plus positive et une plus grande ouverture face aux réfugiés peuvent se manifester de diverses façons et se concrétiser dans un système qui reconnaîtrait les règles suivantes: premièrement, la présomption de bonne foi, le bénéfice du doute dans le cas où les décideurs arrivent à égalité de voix; l'approche non contradictoire en première et en seconde instances; en plus du respect intégral du principe de non-refoulement, le Canada doit manifester une plus grande ouverture se traduisant par la reconnaissance du droit d'asile. Aussi, il faut développer le caractère humanitaire du processus par la formation, la compétence et la sensibilité du personnel aux problèmes des réfugiés. On croit également à l'indépendance du système concernant les réfugiés et le pouvoir décisionnel reconnu à ce même système. Une procédure respectueuse des principes de justice fondamentale—et on va faire allusion à ça plus tard—que cela doit être avec audition, avec droit à la confidentialité, avec accès aux conseils ou à un avocat, accès à l'information, au tribunal juste et impartial et à la célérité du processus sans en sacrifier la qualité.

Et pour continuer, je voudrais que M. Fiorino vous parle de la seconde partie de notre présentation.

M. Giovanni Fiorino (membre, Ligue des droits et libertés): Bonsoir, monsieur le président.

Pour les personnes qui viennent au Canada pour demander protection ou pour des raisons humanitaires, on fait une distinction bien précise et claire entre deux catégories. Pour nous, il y a des personnes qui viennent au Canada et qui demandent le statut de réfugié à cause de persécutions, et il y a d'autres personnes qu'on pourrait appeler des cas humanitaires qui exigent davantage une autre approche. Et dans les deux cas, nous abordons la question sous l'angle individuel comme personne, et aussi sous l'angle des programmes spéciaux pour des groupes.

Par rapport aux requérants au statut de réfugiés, on se penche un peu sur la question de la définition telle qu'elle existe actuellement dans la loi canadienne et qui est reprise dans la Convention de Genève. Nous sommes tous conscients que cette définition a été souvent critiquée et qu'effectivement, cette définition présente des failles.

[Traduction]

any reform are, first of all, the recognition that refuge is a right for the person or group threatened by persecution and not a privilege granted by the host country in the spirit of those great humanitarian traditions that find their roots both in the Middle Eastern church of Europe and in the African communities; that the protection of the refugee must be the main concern of any system. It is better that some abuse go unnoticed rather than risk the security of a real refugee. Thus, we should be forewarned against the psychosis of abuse.

We believe that the present international conventions are the minimum guidelines for refugee protection. In interpreting these conventions, one can adopt one of two attitudes: Either a limited interpretation, strict and negative, the objective of which is to limit access to refugee status as much as possible or to have a broader vision which takes into account our contemporary reality of persecution of a whole category of population by a government or a group having ties with a particular government. Needless to say, we favour the second approach.

We find that a more positive attitude and more broad-mindedness towards refugees can be shown in different ways and be translated into a system which would recognize the following rules: First, the presumption of good faith, the benefit of the doubt in cases where the decision-makers are equally divided; a non-adversarial approach both in the first and second instances; besides integral respect for the principle of non-refoulement, Canada must show more openness which translates into recognizing the right of asylum. Also, the humanitarian character of the process should be developed through training, competence and sensitization of personnel to the problems of refugees. We also believe in the independence of the system concerning the refugees and the decisional power recognized for this same system. A procedure which respects the principles of fundamental justice, and we will be talking about that later, must be done through hearings, with a right to confidentiality, access to advice or even legal counsel, access to information, to a just and impartial tribunal and to a speedy process without any sacrifice in quality.

I would now like Mr. Fiorino to go on with the second part of our presentation.

Mr. Giovanni Fiorino (Member, League of Rights and Liberties): Good evening, Mr. Chairman.

For those people who come to Canada to ask for protection or for humanitarian reasons, we do make a very specific and clear distinction between two categories. As far as we are concerned, there are people who come to Canada and who request refugee status because of persecution and others that could be classified as humanitarian cases which demand a different approach. In both cases, however, we are approaching the question from the angle of the individual as a person and also from the angle of special programs for groups.

As for those people requesting refugee status, we are concerned with the question of the definition as it presently exists in Canadian legislation and as it is found in the Geneva Convention. We are all conscious of the fact that this definition has often been criticized and that, in effect, it does have flaws.

[Text]

• 1815

Cependant, nous savons que la plupart des États sont plutôt réfractaires à changer cette définition pour l'améliorer. Il y aurait plutôt tendance à la restreindre. Dans ce sens-là, on accepte, nous autres, cette définition comme un minimum. Mais on demande au gouvernement canadien, dans sa loi, d'y mettre des principes qui donnent une interprétation plus large.

A ce jour, on n'a pas tous les éléments pour définir exactement comment elle est interprétée dans le processus actuel. Mais on sait que grosso modo, les personnes qui demandent le statut de réfugié doivent faire la preuve qu'il y a eu un niveau élevé de persécution, et que c'est personnalisé. Selon nous, on devrait tenir compte des situations particulières dans lesquelles la persécution est beaucoup moins rationnelle. À nos yeux, avec nos systèmes, certaines personnes ne devraient pas être persécutées mais en fait, ces personnes le sont. Dans ce sens-là, nous demandons à ce que des lignes directrices soient intégrées dans la loi ou au moins dans les règlements de façon qu'il se crée une espèce de jurisprudence. Actuellement, l'application des lignes directrices se fait d'une façon administrative sans trop pouvoir vérifier la qualité.

Un autre point, c'est qu'on distingue le cadre humanitaire. Dans le cadre humanitaire, nous entendons des personnes qui ne demandent pas la protection du Canada parce qu'elles sont persécutées par le gouvernement ou par des groupes qui sont connexes au gouvernement de leur pays, mais pour toutes sortes de raisons, comme peut-être, pour des calamités naturelles comme un tremblement de terre, comme dernièrement c'est arrivé au Mexique. Donc, c'est le premier des deux groupes.

Par rapport aux programmes, en plus d'une approche individuelle, nous sommes d'accord avec ce que le rapport Plaut dit: il s'agit d'utiliser aussi des programmes spéciaux pour des groupes. Mais là aussi, nous distinguons deux catégories: ceux qui, à nos yeux, sont des personnes qui, clairement, demandent la protection du Canada à cause de violations flagrantes des droits de la personne, et ceux qui demandent une intervention des groupes pour des situations, comme je l'ai dit avant, de calamités naturelles.

Et selon nous, dans les deux cas, le processus d'examen de ces questions, autant au niveau individuel qu'au niveau des groupes, devrait être soumis à un processus bien défini plutôt qu'à la discrétion d'un processus administratif.

On parle aussi de l'accès au système. Par rapport à cette question, souvent le ministère de l'Immigration fait allusion à des cas manifestement abusifs. Nous sommes en désaccord avec l'insistance qui est mise sur cette catégorie, et dans notre mémoire nous indiquons certains éléments qui pourraient corriger la situation. Nous ne sommes pas d'accord pour un filtrage, on l'a dit clairement je pense ce matin, et on le répète, nous ne sommes pas d'accord pour un filtrage au départ parce que cela peut faire de la discrimination, car des cas qui semblent manifestement fondés, ne le sont pas après analyse.

Par contre, avec un nouveau système, avec l'audition, on est convaincus que ces cas vont beaucoup diminuer et par ailleurs,

[Translation]

However, we know that most governments do not want to change this definition and improve it. On the contrary, there is a tendency to make it more restrictive. We therefore accept this definition as a minimum. But we ask the Canadian government to include principles in the act which will result in a broader interpretation.

We do not have all the facts as yet to enable us to determine exactly how this definition is interpreted under the present system. What we do know is that generally speaking, people asking for refugee status have to prove that there is intense persecution of a personalized nature. We feel that allowances should be made for particular cases when persecution is not as rationally organized, so that even though from our viewpoint some individuals should not be persecuted, in fact they are. Directives should therefore be included in the act or at least in the regulations so as to provide for precedents. At the present time, directives are implemented on a purely administrative basis without any further checking.

There should also be a humanitarian category by which we mean people who ask for the protection of the Canadian government not because they are persecuted by their own government or groups affiliated to their government but for other reasons, such as natural disasters, including earthquakes, like recently in Mexico. So this is the first of the two groups.

As far as programs are concerned, besides the individual approach, we fully endorse the Plaut report in as far as the use of special programs are concerned for groups. Here we distinguish two separate categories; first, those who ask for the protection of Canada because of flagrant human rights violations and those who come under special groups as a result of natural disasters.

In both cases, whether it be individuals or groups, investigations should be subject to a well defined procedure and not left to the discretion of the administration.

As far as access to the system is concerned, the Department of Immigration often points to cases where there has been obvious abuse. We feel that too much stress is laid on this category and we point out in our brief ways to remedy the situation. As was clearly explained this morning, we are against preliminary screenings which could result in discrimination, because cases which at first glance might appear well founded may turn out not to be so after closer scrutiny.

Under the new system, the number of such cases should decrease significantly; what should be stressed are ways to control abusive counsellors.

[*Texte*]

on insiste sur le fait que l'accent devrait être mis sur un meilleur contrôle de ce qu'on appelle les «conseillers abusifs».

Pour l'accès, on insiste aussi sur le fait que cet accès devrait pouvoir se faire en tout temps au Canada et pas seulement lors d'une enquête.

Le vice-président: Est-ce que je peux me permettre une question?

M. Fiorino: Oui.

Le vice-président: Normalement, ce qu'on fait, c'est qu'on pose des questions durant la présentation. Est-ce qu'il y en a qui ont des questions? Moi, j'en aurais une. La dernière phrase que vous venez de dire...

M. Allmand: J'invoque le Règlement. Est-ce qu'ils ont complété leur mémoire?

Le vice-président: Non.

We have been practising that we ask questions as they go along—I forgot to mention it in the beginning—because it is easier now that we are hearing witnesses concerning Rabbi Plaut's report than after.

Mr. Allmand: Fine.

• 1820

M. Fiorino: On est parfaitement d'accord avec le rapport Plaut, à savoir qu'une personne peut, en tout temps, au point d'entrée, une fois qu'elle est sur place, en tout temps, demander le statut de réfugié. Et sa demande devrait être traitée sans discrimination, sans conséquences au niveau des services qu'on appelle socio-économiques comme c'est le cas maintenant.

Mme Augenfeld: Il y avait aussi le problème des conseillers non scrupuleux sur lequel notre attention doit portée. Il y avait un rapport de Me Robinson. En quelle année déjà?

M. Fiorino: En 1982.

Mme Augenfeld: En 1982. Voilà un problème important sur lequel il y a eu un rapport.

Le vice-président: Pourriez-vous expliquer un peu?

Mme Augenfeld: Pardon?

Le vice-président: Pourriez-vous expliquer cela exactement car j'ai perdu le fil de la discussion.

M. Fiorino: Il y a eu même des articles dans les journaux. Dans certains cas, des personnes peuvent rencontrer des conseillers qui ne sont pas nécessairement compétents et qui expédie leur cas rapidement. Ce qui donne un mauvais départ à ces personnes.

Dans ce sens-là, la plupart des organismes qui travaillent avec compétence sont d'accord pour trouver les moyens, s'il y en a, de contrôler ce phénomène. Il ne faudrait pas exagérer, mais certains cas ont été engagés dans un processus qui ne les concernait pas. Il faut éviter cela.

Le vice-président: D'accord.

Pauline, do you want to ask a question?

Mrs. Browes: Yes. Thank you very much, Mr. Chairman.

[*Traduction*]

Access to the system should be available at anytime, whatever, and not only during an inquiry.

The Vice-Chairman: Could I also venture a question?

Mr. Fiorino: Certainly.

The Vice-Chairman: Normally, questions are asked during the presentation. Are there any questions? I do have one. You just said in your last sentence...

Mr. Allmand: On a point of order. Have the witnesses completed their presentation?

The Vice-Chairman: No.

J'ai oublié de signaler en début de séance qu'il avait été convenu qu'on pourrait poser des questions pendant l'intervention de témoins au sujet du rapport du rabbin Plaut, car cela facilite notre travail.

M. Allmand: Parfait.

Mr. Fiorino: We agree entirely with the Plaut Report that once a person is in Canada, he or she should be allowed to apply for refugee status at any time whatever. Such an application should be treated without discrimination so as to avoid fallout as far as socio-economic services are concerned as is the case now.

Mrs. Augenfeld: We must also deal with the case of unscrupulous counsellors which were dealt with in Mr. Robinson's Report. What was the year of that report?

Mr. Fiorino: 1982.

Mrs. Augenfeld: Right, 1982. This is an important problem which was dealt with in this report.

The Vice-Chairman: Could you give us some more details?

Mrs. Augenfeld: I beg your pardon.

The Vice-Chairman: Could you give us some more details because I am a bit lost?

Mr. Fiorino: Articles have even appeared in the papers about this. There are cases where immigrants have to deal with incompetent counsellors who cannot be bothered to devote sufficient time to each case, and so these immigrants are off to a bad start.

Most competent organizations try to find ways to circumvent incompetent counsellors. We should not exaggerate, of course, but certain cases are known to have been completely misdirected, and this should be avoided.

The Vice-Chairman: Fine.

Vous avez une question Pauline.

Mme Browes: Oui, merci, monsieur le président.

[Text]

I would like to welcome you here. I am pleased to have an opportunity to hear your comments and report and to have some dialogue with you.

I have been working on another committee, which is the Equality Rights committee, a subcommittee of Justice, dealing with section 15 of the Charter of Rights and Freedoms. That is the equality section which talks about the protection of the law and the benefit of the law, that every individual shall have that protection and benefit and that there be no discrimination. It outlines a number of items where there is no discrimination, and it has been the committee's position that that section of the charter is really open-ended in terms of the items that have been delineated.

You have mentioned in your comments the Human Rights Act and conventions, and I wonder if you care to comment on what impact you believe our Charter of Rights and Freedoms would have on the case in point we are speaking about tonight in terms of refugees—or in fact do you think there is any impact on this particular subject?

Maître Diane Bélanger (membre, Ligue des droits et libertés): Une incidence en Cour suprême, s'est produite pour la première fois depuis l'adoption de la Charte, en 1982. Dans un jugement rendu le 4 avril 1985, l'arrêt *Singh*, le jugement de la cour a clairement indiqué que la Charte des droits et libertés, inscrite dans la Constitution du Canada, s'appliquait à toute personne se trouvant en sol canadien, abstraction faite d'un statut légal ou non, eu égard à la Loi sur l'immigration. Une chose est certaine aujourd'hui: nous savons que la Charte, dans toutes ses dispositions, s'applique à toute personne au Canada, y compris les personnes qui revendiquent le statut de réfugié politique.

Mrs. Browes: I suppose we have not seen the real impact section 15 of the charter is going to have, and we certainly have been looking at that particular case also as we bring forth our report to the House, which will be within the next two or three weeks.

May I continue?

• 1825

The Vice-Chairman: No, I would like them to keep on, and if you want the point to be clarified, then you can ask.

Merci. Voulez-vous continuer, s'il vous plaît.

Me Bélanger: En ce qui me concerne, je vais vous présenter le résultat de notre étude du rapport Plaut et de notre évaluation de ce que devrait être à l'avenir, au Canada, le traitement accordé aux réfugiés, aux revendicateurs au statut de réfugiés politiques. Je vais vous parler de structure.

Je vais donc aborder l'aspect judiciaire du traitement des réfugiés; je vais aborder également l'aspect administratif du traitement des réfugiés. Rapidement j'aborderai la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, la Cour fédérale, le Haut-commissariat aux réfugiés; et enfin, en conclusion, je vous indiquerai rapidement les divergences et convergences de nos positions par rapport au rapport Plaut.

[Translation]

Je voudrais tout d'abord saluer nos témoins dont j'ai beaucoup apprécié le point de vue.

J'ai siégé au comité des Droits à l'égalité qui est un sous-comité du Comité de la justice et qui était chargé d'étudier l'article 15 de la Charte des droits et libertés. Il s'agit notamment de l'article sur l'égalité qui stipule que chaque personne doit pouvoir compter sur la protection de la loi sans discrimination aucune. Mention est faite d'une série de cas où il n'y a pas de discrimination, le Comité pour sa part est d'avis que les cas ainsi énumérés dans cet article ne sont pas limitatifs.

Vous avez fait allusion à la Loi sur les droits de la personne; je voudrais savoir si à votre avis la Charte canadienne des droits et libertés aura une incidence quelconque en ce qui concerne le statut de réfugié.

Miss Diane Bélanger (Member of the Association of Rights and Freedoms): A case was brought before the Supreme Court for the first time since the coming into force of the Charter in 1982. In a judgement handed down on April 4, 1985, in the *Singh* case, the Supreme Court clearly states that the Charter of Rights and Freedoms, which is part of the Canadian Constitution, applies to any individual on Canadian soil, whatever his or her legal status vis-a-vis the immigration law. So we do know definitely that all the provisions of the Charter apply to all persons on Canadian soil, including those who have applied for political refugee status.

Mme Browes: L'incidence réelle de l'article 15 de la Charte n'est pas encore tout à fait claire; nous devons bien entendu tenir compte de cette décision de la Cour suprême au moment de la rédaction de notre rapport qui devra être déposé à la Chambre d'ici deux ou trois semaines.

Puis-je continuer?

Le vice-président: Je préfère donner la parole aux témoins, mais vous pouvez toujours poser des questions si quelque chose n'est pas clair.

Thank you. Carry on please.

Miss Bélanger: I would like to set forth the conclusions we drew from our examination of the Plaut Report as well as the way in which, in our view, people claiming refugee status should be treated in the future.

I will speak both about the legal and administrative treatment of refugees. I will mention just in passing the Immigration Appeal Board, the Federal Court, the High Commission for Refugees and, to conclude, I will point out the points on which we agree or disagree with the Plaut Report.

[Texte]

Ce dont je vais vous faire part ce soir, c'est contenu dans le document qui est déposé par notre organisme.

Dans un premier temps, au niveau judiciaire, au niveau de la structure judiciaire à créer, nous considérons qu'un office des réfugiés doit être instauré, office des réfugiés ayant juridiction exclusive pour traiter de toute question relative au statut de réfugiés au Canada tant sur les plans judiciaires qu'administratifs. Il s'agirait d'un office des réfugiés dont la structure serait distincte de la structure de l'immigration, donc une structure indépendante avec juridiction exclusive, en première instance et en deuxième instance, quant au traitement des revendications au statut de réfugié.

Quant à la composition de l'office, nous considérons qu'une expertise à la fois juridique et concernant les questions politiques, les situations internationales, doivent guider la sélection des membres devant composer l'office des réfugiés. Ainsi nous recommandons qu'au moins la moitié des membres de l'office soient sélectionnés parmi les membres des barreaux des différentes provinces, donc des avocats, de façon à s'assurer à ce qu'il y ait une expertise juridique au sein de ce nouvel office des réfugiés. Ainsi des personnes sélectionnées également pour leur qualité d'appréciation des situations politiques internationales et des situations particulières aux personnes revendiquant le statut de réfugiés politiques. Donc, deux plans de compétence, le plan juridique et le plan de la connaissance politique et sociologique des personnes revendiquant le statut de réfugiés.

Nous pensons également que les membres de l'office devraient être nommés à l'issue de consultation avec les milieux concernés, c'est-à-dire les organismes non-gouvernementaux. Donc, une concertation au niveau de la sélection des membres.

Nous envisageons un office ayant une structure régionale en première et en deuxième instances. C'est-à-dire, et j'y reviendrai plus loin, au niveau de la première et au niveau de l'appel. Un office également qui aurait l'obligation de motiver ses décisions quand il accepte ou quand il refuse une personne qui revendique le statut de réfugié. Un office, évidemment, qui aurait un pouvoir réglementaire quant à sa structure, quant à ses modes d'opération et à ses activités administratives. Un office qui, en ce qui concerne ses fonctions judiciaires, aurait à transiger en première instance avec toute demande de refus politique déposée au Canada. Un office qui aurait également juridiction au niveau de sa première instance pour réviser toute question de détention d'une personne ayant revendiqué le statut de réfugié politique au-delà d'une certaine période prolongée de détention, et cette période, nous l'avons fixée à 14 jours.

• 1830

Actuellement, les arbitres en immigration ont juridiction pour maintenir ou libérer les personnes revendiquant le statut de réfugiés politiques. Il n'y a pas de droit d'appel sur les questions de détention. Nous voyons là, une lacune importante à combler. Elle doit être comblée, pensons-nous, par un droit d'appel à l'office d'un réfugié. Cet organisme a l'expertise nécessaire pour se prononcer sur l'opportunité des détentions

[Traduction]

You will find all this in the document tabled by our organization.

First of all, a refugee bureau must be set up which will have exclusive jurisdiction over all questions relating to refugee status in Canada, both on the legal and administrative levels. This refugee bureau would be quite distinct from the Department of Immigration; it would therefore be an independent entity with exclusive jurisdiction over all matters relating to refugee status in the first and second instances.

In choosing members of the bureau, we should look for people with expertise in the legal, political and international fields. We would therefore recommend that at least half the members of the bureau be chosen among lawyers from the different provinces who would have the necessary legal expertise. Some members of the board should also be chosen for their knowledge of international problems as well as the special situations relating to the individuals claiming refugee status. Members of the bureau will therefore have to have both legal expertise and socio-political expertise relating to the countries of the people claiming refugee status.

People should be appointed to the bureau after consultation with the NGOs concerned.

The bureau would have a regional structure both at determination and redetermination levels. The bureau would furthermore have an obligation to justify its decisions, both when it approves or rejects a request for refugee status. The bureau would, of course, have full regulatory powers with regard to its structure, the way it operates and its administrative activities. It is the bureau which would have to decide in the first instance in all cases where a person claims refugee status in Canada. The bureau would also have jurisdiction to decide in the first instance in the cases of individuals detained for more than 14 days after having claimed refugee status.

Presently, immigration adjudicators have jurisdiction to keep or free those people claiming political refugee status. There is no right of appeal in matters of detention. To our mind, that is an important flaw to be corrected. It must be corrected, in our opinion, through a right of appeal to a refugee board. This organization has the necessary expertise to decide on matters concerning the detention of refugee status

[Text]

des revendicateurs au statut de réfugiés. Nous suggérons donc un droit d'appel sur la détention devant l'office.

Il faut une audition. Que les personnes puissent se présenter en personne devant l'office, en première instance, pour déposer leurs revendications au statut de réfugiés politiques. On sait que cela se fait actuellement par écrit. Les personnes qui décident, le ministre de l'Immigration, le Conseil consultatif de l'immigration, n'ont jamais l'opportunité de voir la personne, d'apprécier sa crédibilité, de lui poser des questions. La Cour suprême a dit en avril qu'une audition doit être tenue, dès la première instance, par l'office des réfugiés.

Evidemment, assorti au droit à l'audition en première instance, il va de soi que le droit à l'avocat ou au conseiller est immédiatement lié à l'audition. Donc une reconnaissance et une facilité d'accès pour les gens démunis financièrement au service des avocats et des conseillers pour procéder aux auditions en première instance. La possibilité évidemment de pouvoir utiliser l'une des deux langues officielles en première instance, assortie du droit d'être assisté d'un interprète compétent. Cela a été dénoncé à plusieurs reprises; on le retrouve également dans le rapport Plaut. Il n'y a aucun critère de sélection pour les interprètes qui ont à travailler devant les différentes instances de l'immigration. Nous considérons qu'il y a là un problème majeur; des mesures doivent être mises sur pied pour s'assurer la présence d'interprètes compétents.

Quant au quorum devant siéger en première instance, quant au nombre de décideurs devant apprécier, en première instance, les revendications au statut de réfugiés politiques, nous considérons qu'un quorum basé sur l'unanimité décisionnelle de deux personnes serait approprié. C'est-à-dire que pour qu'une revendication au statut de réfugiés politiques puisse être acceptée, les deux personnes procédant à l'audition en première instance devraient arriver à la conclusion, une fois l'audition effectuée, qu'il s'agit d'une personne correspondant à la définition de la Convention de Genève. Advenant un doute, puisque nous parlons d'un quorum de deux personnes, advenant une dissidence entre l'évaluation respective des deux personnes procédant à l'audition, nous considérons que le bénéfice du doute doit jouer en faveur du requérant ou de la requérante. Par conséquent, une issue favorable doit être donnée à la revendication.

Considérant les conséquences hautement graves sur la sécurité et la vie de la personne, nous estimons qu'il n'y a que le principe de l'unanimité qui puisse garantir, au minima, la possibilité de commettre des erreurs irréparables. Nous avons également évalué la possibilité, de concert avec d'autres organismes du Canada, d'un quorum à trois personnes. Nous ne rejetons pas l'hypothèse d'un quorum à trois personnes en première instance, sur une base de décision majoritaire. Mais à ce moment-ci nous privilégions le quorum à deux personnes devant se prononcer unanimement; le bénéfice du doute devant jouer en faveur du requérant.

• 1835

Nous considérons également qu'une des deux personnes procédant aux auditions soit membre du Barreau, de façon à assurer la présence de juristes dès la première instance.

[Translation]

claimants. We therefore suggest that detention be appealable to the board.

People have to be heard, to be able to report to the board in person, at the first level, to make their claim to political refugee status. We know this is presently done in writing. The people who make the decisions, the Minister of Immigration, the Advisory Appeal Board of Immigration, never get to see the person, to evaluate his credibility or to put questions. The Supreme Court ruled, in April, that a hearing must be held at the first level through the refugee board.

Inseparable from the right to a hearing at the first level, is, of course, the right to counsel, legal or otherwise, and hence recognition of the financially underprivileged and easy access for them to the services of lawyers and counsel for hearings in the first instance. Of course, the either official language may be used at that first level, together with the services of a competent interpreter. This point has been raised many times and is repeated in the Plaut report: there are no selection criteria for the interpreters who work before the diverse immigration bodies. We consider that a major problem; steps must be taken to ensure the presence of competent interpreters.

As for the quorum in the first instance, as for the number of decision makers who, in the first instance, are to decide upon the political refugee status claims, we consider that a quorum based on the unanimous decision of two people would be appropriate. Which means that for a claim to political refugee status to be accepted, the two people proceeding with the hearing in the first instance must arrive at the conclusion, once the hearing is over, that the subject is a refugee within the meaning of the Geneva Convention. If there is any doubt, as we have a quorum of two, if there is a difference of opinion between the two people presiding, we consider that the benefit of the doubt must go to the claimant. Consequently, a favourable reply must be made to the claim.

Considering the terribly serious consequences for the security and life of the person, we believe that only the principle of unanimity can guarantee, as a minimum, against the possibility of irreparable error. We have also, together with other organizations in Canada, looked at the possibility of a three-person quorum. We are not rejecting the hypothesis of a three-person quorum at the first level based on a majority decision. But at this point, we prefer the unanimous, two-person quorum; the benefit of the doubt going, of course, to the claimant.

We also consider that one of the two people at these hearings should be a member of the bar, thus ensuring the presence of a jurist at this first level.

[Texte]

Nous considérons que dans l'éventualité d'une acceptation de la personne au statut de réfugié, aucun droit d'appel ne devrait être exercé.

Nous considérons que le huis clos est nécessaire eu égard à la nature des dossiers de réfugiés, aux éléments factuels qui doivent être fournis qui sont parfois fort compromettants. Donc le huis clos, sous réserve évidemment d'une demande à l'effet contraire de la part de la personne qui fait l'objet de la revendication.

En ce qui concerne l'appel, nous considérons que le droit à l'appel est un droit inaliénable, que toute personne a le droit de porter sa cause en appel, sans que cette demande d'appel fasse l'objet d'un filtrage ou d'une permission. Donc un droit d'appel automatique, de plein droit, *de plano*. Un droit d'appel devant une deuxième instance relevant également de l'Office des réfugiés et comportant évidemment les mêmes garanties de procédure quant au droit à l'avocat, quant au droit à un interprète compétent que la première instance de l'office.

Nous considérons qu'un quorum de trois personnes en deuxième instance est approprié. Quorum de trois personnes fonctionnant sur la base du principe décisionnel majoritaire. Évidemment, encore une fois, nous considérons que le huis clos est nécessaire.

Voilà pour les fonctions judiciaires de l'Office des réfugiés, en première instance et en deuxième instance.

En ce qui concerne les fonctions administratives de l'Office, par rapport à la question des personnes revendiquant le statut de réfugié, nous considérons que des services d'accueil au point d'entrée sont nécessaires. Que les services d'accueil actuels ne suffisent pas à la tâche en termes d'horaire. Il est insuffisant, à Montréal, d'avoir des bureaux ouverts de 9h00 à 17h00, du lundi au vendredi. Cela ne permet pas de répondre aux besoins dans les aéroports où des gens arrivent à toute heure et les fins de semaine également.

Donc un service d'accueil assuré par l'Office des réfugiés, par le biais d'une personne. On retrouve ce concept également dans le rapport Plaut. Un agent chargé des réfugiés, serait en quelque sorte la courroie de transmission entre le réfugié et l'Office des réfugiés et entre le réfugié et la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, tant sur les plans administratifs que judiciaires. Donc un service d'accueil permanent dont les effectifs auraient actuellement à être augmentés mais dont la structure actuelle pourrait satisfaire. Il n'y aurait qu'à l'adapter aux nouveaux besoins.

Donc un agent chargé des réfugiés lequel ne devrait pas, quant à nous, être sélectionné seulement à partir du personnel actuel de la Commission de l'emploi et de l'immigration. Nous estimons qu'une pluralité, quant aux compétences, doit être présente de façon à instaurer une nouvelle mentalité dans l'approche des personnes qui revendiquent le statut de réfugié. Nous n'estimons pas que cet agent chargé des réfugiés doive porter à la fois le chapeau d'une personne accueillant le réfugié et d'une personne pouvant avoir un rôle coercitif sur le réfugié.

[Traduction]

We consider that if a person's claim to refugee status is accepted, no right of appeal should then exist.

We consider that in-camera meetings are necessary because of the nature of refugee cases and of the evidence that must be given and can sometimes put people in very compromising situations. Therefore, in-camera hearings are recommended, with the reservation, of course, that the claimant can request they be open.

As for the appeal itself, we consider that the right to appeal is an inalienable right and that every person has the right to appeal his case without having this request subject to any kind of filtering or approval. So there would be an automatic right to appeal, a full right of appeal, *de plano*, to a second instance—also subject to the refugee board—together with, of course, the same procedural guarantees as to the right to legal counsel and to a competent interpreter as for the first-level hearings.

We consider that a quorum of three at the second level is appropriate, the quorum of three being based on the principle of a majority decision. Of course, once again, we consider it necessary that the hearings be held in camera.

That is what we had to say about the legal function of the refugee board at the first and second levels.

As for the administrative functions of the board as they relate to the question of claimants to refugee status, we consider that refugee reception services at the point of entry are necessary and that the present reception services are not responsive in terms of scheduling. It is insufficient, in Montreal, to have offices open from 9.00 a.m. to 5.00 p.m. from Monday to Friday. That does not allow us to meet the needs in airports where people are coming in at all hours of the day including weekends.

So, therefore, a reception service would be ensured by the refugee board through a person on the spot. We also find that concept in the Plaut Report: an officer in charge of refugees who would be sort of a link between the refugee and the refugee board and also between the refugee and the CEIC at both the administrative and legal levels. So, with a permanent reception service, whose staff would have to be somewhat larger for the next while, but whose present structure might be satisfactory, all that would have to be done would be to adapt it to new needs.

The refugee officer should not, in our opinion, be chosen only from personnel presently in the employ of CEIC. We think that a certain plurality of jurisdictions must exist with a view to creating a new mentality in the approach to refugee status claimants. We do not think that this official in charge of refugees should wear two hats: that of a person welcoming the refugee and that of a person who may have to apply some coercion to the refugee.

[Text]

• 1840

Nous considérons qu'il ne doit pas y avoir de confusion entre les tâches à effectuer par cet agent et que par conséquent, les enquêtes, les procédures d'immigration, doivent être poursuivies par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et non pas par l'agent chargé des réfugiés.

Le centre de documentation: À l'instar du rapport Plaut, nous considérons que l'Office des réfugiés doit se doter d'un centre de documentation accessible aux différents intervenants concernés de façon à assurer une expertise centralisée se rapportant aux réfugiés du Canada.

A l'heure actuelle, il n'y a aucune compilation de la documentation des références bibliographiques où que ce soit.

Nous sommes d'avis que la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada doit poursuivre sa tâche actuelle, c'est-à-dire, s'occuper des cas d'immigration, mais être amputée de tout ce qui concerne les réfugiés.

Quant à la Cour fédérale, nous considérons que le rôle que lui confie la Loi sur la Cour fédérale doit demeurer et qu'elle doit continuer à exercer le contrôle et la surveillance des instances inférieures y compris l'Office des réfugiés.

Vous pourrez retrouver dans le détail de notre rapport les points qui s'apparentent à ceux qui ont été préconisés par le rapport Plaut et ceux qui diffèrent des positions prises par le rabbin Plaut dans son évaluation du nouveau processus instauré.

J'ai fait le contour de ces lignes directrices.

Le vice-président: C'est bien. Quelqu'un a-t-il quelque chose à ajouter?

M. Fiorino: Il faut souligner clairement que l'agent chargé des réfugiés doit dépendre de l'Office des réfugiés et non pas de la Commission de l'emploi et de l'immigration.

Le vice-président: Avez-vous quelque chose à dire, madame Marchand?

Mme Mathilde Marchand (secrétaire, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés): Oui.

Je vais toucher un point qui jusqu'à présent n'a pas été contesté. Tout le monde se rallie à ces principes généraux qui touchent toutes les considérations d'ordre socio-économique. On peut résumer en une phrase: nous demandons un système uniforme accessible à tous les réfugiés, un système juste, équitable sur tout le territoire, à la largeur du territoire canadien.

Dans les principes généraux, je peux affirmer que le Canada étant signataire de la convention, il s'est engagé à accorder aux revendicateurs de statut des conditions de vie décentes. Ces droits doivent trouver réponse dans la pratique sociale parce que nous intervenons évidemment au niveau social. On voit parfois des situations vraiment dramatiques causées par un système fort déficient pour le demandeur de refuge.

Ainsi quel que soit le port d'entrée du demandeur au Canada, quelle que soit la province où il va atterrir, s'installer, les droits qu'on lui reconnaît doivent être les mêmes partout au

[Translation]

We believe that there should be no confusion regarding the officer's duties. Hence, investigations and immigration procedures should be the responsibility of the Canada Employment and Immigration Commission and not of the refugee officer.

The documentation centre: We believe, as does Rabbi Plaut, that the refugee board should have a documentation centre open to the various interested parties in order to offer centralized expertise on refugees in Canada.

At present, documentation on bibliographic references has not been compiled anywhere.

It is our belief that the Canada Employment and Immigration Commission should pursue its current work in dealing with immigration cases but be relieved of all refugee matters.

As for the Federal Court, we believe that its role under the Federal Court Act should be maintained and that it should continue to control and supervise bodies at a lower level such as the refugee board.

You can find in our report statements similar to those made in the Plaut Report and others which differ from Rabbi Plaut's positions in his evaluation of the new process.

I have outlined the main points.

The Vice-Chairman: Very well. Does anyone wish to add something?

Mr. Fiorino: We wish to stress that the refugee office should answer to the refugee board and not to the Canada Employment and Immigration Commission.

The Vice-Chairman: Do you wish to add something, Mrs. Marchand?

Mrs. Mathilde Marchand (Secretary, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés): Yes.

I wish to touch on a point which has not been the subject of discussion as yet. Everyone supports general principles of a socio-economic nature. We can summarize it in one sentence: We seek a uniform system open to all refugees, a fair system, applied equally throughout Canada.

Where general principles are concerned, I can assure you that Canada, as signatory to the Convention, has agreed to grant refugee claimants decent living conditions. These rights must be reflected in social practices since we naturally intervene at the social level. Really tragic situations can arise with a system that does not treat the refugee claimant properly.

Thus, whatever the claimant's port of entry in Canada, whatever province he arrives in and settles in, his rights must be the same everywhere in Canada. However, there are

[Texte]

Canada. Cependant, il y a des disparités terribles. Tout dépend où le pauvre type arrive. Les ports d'entrée au Canada sont variés: Mirabel est très très important en ce moment, Toronto et dans l'Ouest aussi les réfugiés ont un point de chute. Ce principe, qui doit guider la pratique, a été reconnu dans le règlement de l'immigration. Il dit aussi: nous devons faire en sorte que les revendicateurs puissent attendre la réponse à leur revendication sans avoir à subir d'épreuves, ni dans leur personne, ni dans leurs biens.

Malgré cette reconnaissance, on se rappellera qu'en octobre 1982 le fédéral a abandonné son leadership en matière de droit socio-économique en laissant le fardeau à la charge des provinces. Ceci a eu pour effet de créer une situation injuste et incompréhensible pour quelqu'un, il faut se le répéter, qui atterrit chez nous, sans connaître la géographie du Canada. Quand on lui demande au port d'entrée de Mirabel ce qui est une question typique: «Avez-vous de la famille, avez-vous des amis, où voulez-vous aller? » Le Canada, pour lui, c'est un pays, c'est une entité, c'est un tout, c'est quelque chose qui répond à une idée de liberté, d'esprit humanitaire, mais ne lui demandez pas en plus de connaître la géographie.

• 1845

On a vu récemment un exemple de ce qui se passe. Un pauvre type arrive avec sa femme. Il dit: Oui, j'ai un ami à Toronto. Sa femme, elle, a l'adresse d'une vague cousine à Montréal. À leur arrivée à Mirabel, on leur donne une fiche d'identité, la fameuse fiche 6106. Je ne sais pas si cela vous dit quelque chose, mais cela veut dire beaucoup pour nous. Cette fiche d'identité doit indiquer le port d'entrée et le point de chute où ils vont aller s'installer, ou plutôt attendre la décision finale. Pour clore l'affaire, comme le mari avait un vague ami à Toronto et la femme une vague cousine à Montréal, le type qui les a reçus a écrit: Québec-Toronto. Ce qui fait que Québec refuse d'aider, parce qu'il faut vraiment que sur le document, le point de chute soit Québec. Si c'est écrit Toronto, c'est l'Ontario. L'Ontario, évidemment, a aussi refusé de les aider. Vous vous imaginez dans quelle sorte d'écartèlement on se trouve. Ce sont des choses qu'il faudrait clarifier, planifier. C'est pour cela qu'on demande au fédéral de reprendre le leadership en matière de droits sociaux.

Je vais passer assez brièvement sur les six points, parce que ce document existe dans le mémoire. Vous pourrez le lire à tête reposée.

Il y a l'accès aux soins de santé.

Mr. Heap: Excuse me, Mr. Chairman. Would Mrs. Marchand tell us which part of the brief she is talking about now? Is she talking about the six points?

Mme Marchand: C'est le dernier document: *Considérations d'ordre socio-économique*.

Le vice-président: Y a-t-il un numéro de page, madame?

Mme Augenfild: Nous nous excusons, mais la pagination de notre mémoire est mal faite. On a mis ensemble à la dernière minute les résultats des travaux de plusieurs comités de travail, et on a fait l'erreur de ne pas refaire la pagination. Il arrive

[Traduction]

enormous disparities. It all depends where the poor guy arrives. There are various ports of entry in Canada: Mirabel is a major one at the moment, but refugees also arrive in Toronto or in the West. This principle, which should underlie our practice, has been reflected in the immigration regulations. It also states that we must allow claimants to await an answer to their claim without suffering hardship to their person or their property.

Despite this principle, we will recall that in October 1982, the federal government abandoned its leadership in the socio-economic field and left the provinces to shoulder the burden. That created an unfair and incomprehensible situation for someone—we must keep telling ourselves this—who arrives here without knowing Canada's geography. When he is asked at the Mirabel port of entry a typical question such as: Do you have any family, do you have any friends, where do you wish to go? As far as he is concerned, Canada is one country, one entity, a whole, a symbol of freedom, humanitarian concern; you cannot expect him, to know the geography as well.

We recently saw an example of what happens. A poor guy arrives with his wife. He says: Yes, I have a friend in Toronto. His wife has the address of some sort of cousin in Montreal. When they arrive at Mirabel, they are given an identity form, the famous form 6106. I do not know whether that means anything to you, but it means a great deal to us. On the identity form, they must show the port of entry and the place where they will settle pending the final decision. In order to wrap up the matter, since the husband has a kind of friend in Toronto and the wife a sort of cousin in Montreal, the guy who received them writes: Quebec-Toronto. As a result, Quebec refuses to help because the document must indicate that the place where they will settle is Quebec. If Toronto is indicated, then it is Ontario. Ontario naturally also refuses to help them. You can imagine the confusion. These are things that need to be clarified, to be planned. That is why we are asking the federal government to assume once again its responsibility for social rights.

I will go over the six points briefly, because this document is available in our brief. You can read it at leisure.

There is the matter of health care.

M. Heap: Excusez-moi, monsieur le président. M^{me} Marchand pourrait-elle nous dire de quelle partie du mémoire il s'agit? Parle-t-elle des six points?

Mrs. Marchand: It is the last document: *Considérations d'ordre socio-économique* (Socio-economic considerations).

The Vice-Chairman: Is there a page number, madam?

Mrs. Augenfild: We apologize, but the pages of our brief are not clearly numbered. It was put together at the last minute and represents the work of several working groups. We made the mistake of not renumbering the pages. The page

[Text]

que cela recommence à plusieurs reprises. Il y a un bloc qui s'appelle: *Considérations d'ordre socio-économique*.

Mme Marchand: Donc, le point premier est l'accès aux soins de santé. En juillet 1984, à la suite des pressions des ONG et en vue de protéger la santé des citoyens canadiens, le gouvernement fédéral reconnaissait l'obligation pour tout requérant au statut de réfugié de passer l'examen médical statutaire dans les quinze jours après son arrivée.

La pratique nous a cependant démontré que l'application de ces nouvelles mesures entraîne des délais inacceptables dus à un appareil bureaucratique lourd et encombré. En conséquence, nous demandons que des mesures soient prises pour alléger le processus que nous trouvons lourd et encombrant, afin que les délais maximums pour l'examen obligatoire n'aillent pas au-delà de 15 jours. Deuxièmement, nous recommandons que les soins d'urgence, les soins généraux et les autres services médicaux réguliers, y compris l'hospitalisation, soient accessibles au requérant comme à tout autre citoyen.

Le permis générique de travail: Là encore, le 16 janvier 1985, le gouvernement du Canada a reconnu le droit au permis de travail générique pour tous les requérants. Actuellement, le permis de travail générique est émis uniquement lorsque le résultat de l'examen médical statutaire est parvenu au dossier du requérant. Vous voyez un peu la gymnastique que cela cause. Il faut attendre non seulement que l'examen médical ait été subi, mais aussi que les résultats soient dans les dossiers à l'immigration. Il faut compter trois mois. Ces gens-là qui, pour la plupart, arrivent démunis, n'ont pas droit au travail et tombent alors à la charge de l'État. C'est le Québec, chez nous, qui l'assure; en Ontario, c'est autre chose. Enfin, chaque province a sa formule, d'où la disparité, d'où l'injustice, parce que ce n'est pas un régime universel. Même le rapport Plaut nous dit qu'un tel délai est intolérable pour une personne sans ressources financières. Je crois que cela se comprend sans trop d'explications.

Aucun critère autre que l'examen médical ne doit être invoqué pour l'émission d'un permis de travail.

La formation à la langue et au programme d'accès au travail: C'est évident que sans la langue d'usage, il est impossible que le demandeur de refuge arrive à trouver un emploi et devienne autonome.

• 1850

Tel que convenu par le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, nous affirmons que tous les requérants au statut de réfugié devraient avoir accès immédiatement aux cours de langue afin d'être autonomes le plus rapidement possible. Selon ce principe, les cours de formation générale doivent aussi être accessibles aux requérants.

Le vice-président: Puis-je vous demander une précision? Vous venez de parler de la raison pour laquelle on a besoin du rapport médical avant d'émettre le permis de travail.

Mme Marchand: On ne remet pas en question la raison. C'est le délai qu'on remet en question.

[Translation]

numbers start over again several times. There is one section entitled: *Considérations d'ordre socio-économique*.

Mrs. Marchand: So, our first point deals with access to health care. In July 1984, following pressure by NGOs and in order to protect the health of Canadian citizens, the federal government recognized that all refugee claimants were obliged to have a regulation medical examination within 15 days of their arrival.

In practice, however, the implementation of these new measures results in unacceptable delays due to a ponderous bureaucracy. Hence, we request that steps be taken to streamline the procedure, which we find cumbersome, so that the waiting period for the compulsory examination does not exceed 15 days. Secondly, we recommend that emergency care, general care and other regular medical services, including hospitalization, be available to claimants just as they are to any citizen.

The generic work authorization: Here again, on January 16, 1985, the Government of Canada recognized the right of all claimants to a generic work authorization. At present, the generic work authorization is only issued once the results of the required medical examination have found their way into the claimant's file. You can imagine the acrobatics that are involved. One has to wait not only for the medical examination to take place, but also for the results to be filed with immigration. That takes three months. These people, who for the most part arrive penniless, are not authorized to work and must be supported by the state. In Quebec, we provide the insurance; in Ontario, it is different. Finally, each province has its formula, and this creates disparities and injustice because there is no universal system. Even the Plaut Report claims that such delays are intolerable for someone with no financial resources. I think that is easily understood.

The medical examination is the only criterion required in issuing a work authorization.

Language training and employment training: It is obvious that the refugee claimant can never find a job and become independent if he does not speak the language.

As agreed by the Canadian Advisory Council on Employment and Immigration, we believe that all refugee claimants should immediately have access to language courses in order to become independent as quickly as possible. According to this principle, general training courses should also be available to claimants.

The Vice-Chairman: May I ask you for some clarification? You have just explained why it is necessary to have a medical report before an employment authorization is issued.

Mrs. Marchand: We are not calling into questioning the reasoning behind it, but rather the time it takes.

[Texte]

Le vice-président: Je vais vous dire la raison. Certains réfugiés vont aller travailler dans des restaurants, dans des familles. C'est pour cela qu'il s'écoule un certain temps entre l'examen et le moment où le rapport médical arrive au gouvernement.

Mme Marchand: On demande que des mesures soient prises pour raccourcir les délais. Ce délai de trois mois se prolonge parfois jusqu'à quatre ou cinq mois.

Mme Pépin: Je ne savais pas que je pouvais demander des précisions pendant l'exposé. En ce qui concerne l'accès aux soins de santé, combien de temps s'écoule-t-il, actuellement, avant que la personne puisse subir un examen médical?

Mme Marchand: Actuellement, ils subissent l'examen dans les trois ou quatre semaines après leur arrivée. Mais l'examen lui-même, c'est acquis. Ce sont les résultats qui sont très longs à obtenir.

Mme Pépin: À part cela, en ce qui concerne le permis générique de travail, vous dites:

Aucun critère autre que l'examen médical ne doit être invoqué pour l'émission d'un permis de travail.

Quels sont les autres critères?

Mme Marchand: On se fait donner toutes sortes de réponses. Par exemple: Vous ne parlez aucune des deux langues du Canada. Oui, mais ils n'ont pas accès aux cours de langues. Ou alors: Vous volez les jobs aux Canadiens; cherchez-vous du travail dans le journal. Si le requérant au statut de réfugié va au Centre de main-d'oeuvre fédéral pour profiter de l'aide accordée pour une recherche d'emploi, on lui dit: Monsieur, vous êtes un profiteur; vous n'êtes pas un immigrant, et vous n'avez pas droit à nos services; consultez le tableau; débrouillez-vous; lisez le journal.

M. Fiorino: J'aimerais citer un cas tout récent. Tout le monde a entendu parler du cas de Francesco Piperno. Nous ne nous penchons pas sur la demande de statut comme telle, mais nous savons qu'on lui refuse depuis deux ou trois ans tout permis de travail. Tout dernièrement, il a fait une demande qui lui a été refusée. Pourtant, cette personne est aidée par le Bien-être social, donc par les citoyens canadiens. Il a une offre d'emploi dans sa poche. On lui refuse, sans aucune explication, un permis de travail. Il nous semble qu'il y a d'autres raisons que la santé, parce qu'il a déjà subi un examen médical; il n'y a pas de problème à ce niveau-là.

Mme Pépin: En ce qui concerne la formation linguistique, on sait qu'il y a un problème particulier aux femmes immigrantes. Les femmes ne peuvent pas suivre des cours de langue parce qu'elles ne travaillent pas à l'extérieur du foyer. Y a-t-il une difficulté semblable dans le cas des réfugiés, ou si tout le monde est sur le même pied?

Mme Marchand: Parlez-vous des cours de langue organisés par le ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration?

Mme Pépin: C'est cela.

Mme Marchand: C'est complètement exclu. Les ONG doivent se battre pour trouver des fonds pour payer un

[Traduction]

The Vice-Chairman: I will explain why. Certain refugees work in restaurants, in families. This is why there is a certain delay between the time the examination is carried out and the time the medical report reaches the government.

Mrs. Marchand: We are asking that steps be taken to shorten that delay. The three-month delay occasionally extends to four or five months.

Mrs. Pépin: I did not know that I could ask for a clarification during the presentation. As regards access to health care, how long does it now take before the person can undergo a medical examination?

Mrs. Marchand: At present, they can usually undergo the examination within three or four weeks of their arrival. However, the examination itself is no problem. The delay arises because of the time it takes to obtain the results.

Mrs. Pépin: Apart from this, with regard to the generic employment authorization, you are saying:

the medical examination is the only criterion recognized for issuance of an employment authorization.

What are the other criteria?

Mrs. Marchand: We get all sorts of answers. For example, you do not speak either of Canada's two languages. Yes, but they have no access to language courses. Or else: you are stealing jobs from Canadians; look for a job in the want ads. If the refugee claimant goes to a federal Manpower centre in order to take advantage of the assistance granted to those looking for employment, he is told: sir, you are a profiteer; you are not an immigrant and you are not entitled to our services; look at the bulletin board; you must sort things out for yourself; read the newspaper.

Mr. Fiorino: I would like to tell you about a recent case. Everyone has heard of the Francesco Piperno case. We are not studying the status application as such, but we know that he has been refused a work authorization for two or three years. He recently made an application which was rejected. Nevertheless, he has obtained welfare and is therefore being helped by Canadian citizens. He has a job offer in his pocket. He is being refused work authorization, without explanation. There appear to be reasons other than health, since he has already undergone a medical examination and received a clean bill of health.

Mrs. Pépin: As regards language training, there appears to be a special problem with immigrant women. The women cannot follow the language courses because they do not work outside the home. Is there a similar problem with refugees, or is everyone on the same footing?

Mrs. Marchand: Are you referring to the language courses offered by the federal Department of Employment and Immigration?

Mrs. Pépin: Yes.

Mrs. Marchand: It is absolutely impossible. The NGOs must struggle to find funds to pay a French professor who will

[Text]

professeur de français qui enseignera dans des locaux qui sont les nôtres. Nous n'avons aucun appui gouvernemental, à aucune échelle, ni fédérale ni provinciale.

Mme Pépin: Donc, les cours de langue se donnent aux hommes, aux personnes qui travaillent à l'extérieur.

Mme Marchand: Aux hommes et aux femmes.

Mme Pépin: Je sais que cela se donne aux hommes et aux femmes, mais...

Mme Marchand: Vous parlez des immigrants?

Mme Pépin: Non, je suis au courant des problèmes des femmes immigrantes.

Mme Marchand: Aucun demandeur de refuge, homme ou femme, n'a droit à un cours de langue payé par l'État. Aucun. Ce sont les ONG qui le font à même leurs propres ressources.

Mme Pépin: Même s'ils sont là depuis...

Mme Marchand: Il faut avoir le permis ministériel pour avoir droit aux cours de langue du gouvernement. Cela, c'est très loin pour eux, dans le futur.

Mme Pépin: Parfait. Merci bien.

• 1855

Me Bélanger: Bien plus, ces gens n'ont pas de permis d'étude.

Mme Marchand: Ils n'ont pas le droit d'étudier.

Me Bélanger: On leur accorde un permis de travail de façon discrétionnaire, mais pour pouvoir étudier, ils doivent également demander un permis. Par exemple, pour pouvoir prendre un cours du soir au niveau du CEGEP, ils doivent absolument avoir un permis d'étude. Non seulement on n'assume pas les coûts, mais on ne leur permet pas, non plus, d'accéder aux structures scolaires.

Mme Marchand: En nous battant très fort, nous avons obtenu que les enfants d'âge scolaire de six à seize ans—c'est la loi au Québec—aient droit à l'école. On trouvait cela absolument inhumain de laisser des enfants se morfondre pendant deux, trois, quatre et cinq ans devant la télévision. Tout cela a nécessité une gymnastique administrative dont je vous passe les détails, étant donné que l'heure avance. On pourrait en parler.

Quatrièmement, il y a l'aide financière. Nous savons que dans certains cas, l'aide financière est nécessaire, étant donné que la plupart de nos requérants sont des démunis. Nous avons déjà mentionné que les requérants ont droit à des conditions de vie décentes. Le permis de travail n'est pas suffisant pour donner aux requérants toute la protection à laquelle ils ont droit. Il faut donc envisager une aide financière sous forme d'allocation, sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Ceci permettra de rétablir un principe de justice et d'équité, tel qu'énoncé plus haut.

Cinquièmement, la réunion des familles: Vous avez ici une citation qui vient de *The Final Act of the United Nations*. Vous pourrez la lire. Selon le rabbin Plaut, tout retard à réunir les familles va à l'encontre de l'esprit de la convention et de nos

[Translation]

teach in our classrooms. We have no government support, at any level, either federal or provincial.

Mrs. Pépin: The language courses are therefore given to men, to those who work outside the home.

Mrs. Marchand: To men and to women.

Mrs. Pépin: I know that they are offered to men and women, but...

Mrs. Marchand: Are you speaking of immigrants?

Mrs. Pépin: No, I am familiar with the problems of immigrant women.

Mrs. Marchand: No refugee claimant, either a man or a woman, is entitled to paid government language courses. No one. The NGOs provide these out of their own resources.

Mrs. Pépin: Even though they have been there since...

Mrs. Marchand: You have to have an authorization from the department in order to be entitled to follow government language courses. This is far into the future for them.

Mrs. Pépin: Fine. Thank you.

Ms Bélanger: In addition, these people do not have study permits.

Mrs. Marchand: They are not allowed to study.

Ms Bélanger: They are issued work authorization on a discretionary basis, but they also need an authorization in order to study. In order to take an evening course at the CEGEP level, for example, they are required to have a study permit. Not only do we not pay their fees, but we do not give them the opportunity to further their schooling.

Mrs. Marchand: We had to fight hard to give school-age children between 6 and 16 years of age the right to go to school, although it is the law in Quebec. We felt it was absolutely inhuman to allow children to waste their time during two, three, four and five years watching television. It called for bureaucratic acrobatics, but I will spare you the details as it is getting late. We could discuss it another time.

Fourthly, there is the matter of financial assistance. We know that in some cases, financial assistance is necessary as most of our claimants are impoverished. We have already mentioned the fact that claimants are entitled to decent living conditions. An employment authorization is not sufficient to give claimants the protection to which they are entitled. We must thus consider financial assistance in the form of an allowance from the federal government. This will allow us to implement the principle of justice and equity we referred to earlier.

Fifthly, family reunification: you have here a quote from *The Final Act of the United Nations*. You can read it. According to Rabbi Plaut, any delay in bringing about family reunification runs counter to the spirit of the Convention and

[Texte]

traditions humanitaires (page 183). En résumé, pour la protection de la famille, pour la sauvegarde de son unité, nous recommandons que des mesures soient prises pour faciliter la réunification des familles dès la déposition de la demande et pour leur permettre de vivre en même temps la période d'adaptation dans le pays d'accueil.

Sixièmement, le droit à un conseil, à un avocat et à un interprète: C'est un droit indéniable. Tout requérant au statut de réfugié doit être accompagné d'un avocat ou d'un conseiller. Le priver de ce droit peut avoir de graves conséquences tout au long du processus de sa demande de refuge. Les requérants démunis, c'est-à-dire la majorité de nos demandeurs, ont la possibilité d'obtenir l'aide d'un avocat grâce à l'aide juridique. Toujours en vertu d'un principe juste et équitable, nous réclamons que l'aide juridique soit accessible à tout requérant démuné partout au pays. On sait que ce n'est pas le cas. Au Québec, c'est possible. Je ne me prononce pas en ce qui concerne toutes les provinces, mais dans bien des provinces, ils n'ont pas ce droit à l'aide juridique. Ce droit devrait leur être accordé à l'échelle du pays.

Merci.

Le vice-président: Merci.

Mme Augenfeld: En ce qui concerne la question de l'arrérage, je ne sais pas comment procéder exactement, monsieur le président. On voulait dire quelque chose à ce sujet. Je sais qu'on en a parlé ce matin à un autre comité, auquel étaient présents la plupart des membres qui sont ici ce soir. Je ne sais pas si on veut consigner au compte rendu notre position sur l'arrérage. Je ne sais pas comment vous voulez procéder.

Le vice-président: Si vous en parlez, il y aura moins de temps pour les questions.

Me Bélanger: Dans la mesure où nous demanderons l'annexion de notre rapport au compte rendu, les dispositions concernant l'arrérage seront...

Mme Augenfeld: Si on demande le dépôt de notre mémoire, est-ce que ce sera inclus?

Le vice-président: Il y a deux façons de procéder. Soit qu'on accepte qu'il soit simplement déposé au Comité, soit qu'on décide de le faire imprimer en annexe au compte rendu.

Mme Augenfeld: C'est ce qu'on demande.

Le vice-président: Le Comité désire-t-il que le mémoire soit annexé au compte rendu?

Des voix: D'accord!

Mme Augenfeld: À ce moment-là, il nous suffit de dire qu'on a une position en ce qui concerne un programme de redressement.

• 1900

Mr. Witer: Before we get to redress, I would appreciate a very brief summary of what appears in the report, because I understand it is only available in one language. I know when it comes to my office it will probably be translated, but I may have some questions tonight. So I would really appreciate...

[Traduction]

of our humanitarian tradition (p. 153). In summary, we recommend, for the protection of the family and to safeguard unity, that steps be taken in order to facilitate family reunification as soon as an application is made in order to enable them to experience together the adaptation period in their host country.

Sixth, the right to counsel, a lawyer and an interpreter: That is an undeniable right. Any refugee claimant must be accompanied by a lawyer or advisor. To deprive him of that right would have serious consequences on the entire refugee claim process. Impoverished claimants, who are the majority of our claimants, can obtain a lawyer through Legal Aid. In the light of this principle of justice and equity, we request that legal aid be available to all impoverished claimants throughout the country. We know that such is not now the case. It is possible in Quebec. I cannot speak for the other provinces, but in many provinces legal aid is not available; it is a right that should be available throughout the country.

Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mrs. Augenfeld: As regards the matter of backlogs, I do not know how to proceed exactly, Mr. Chairman. We wanted to speak of it; I know that it was discussed this morning in another committee, which was attended by most of the members who are here this evening. I do not know whether you want to include in the minutes our position on the backlogs. I do not know how you wish to proceed.

The Vice-Chairman: If you bring it up, there will be less time for questions.

Ms Bélanger: Since we are requesting that our report be annexed to the minutes, the provisions regarding backlogs will be...

Mrs. Augenfeld: If we request that our brief be tabled, will they be included?

The Vice-Chairman: There are two procedures possible. Either we agree to have it tabled before the committee, or we decide to have it printed as an annex to the minutes.

Mrs. Augenfeld: That is what we want.

The Vice-Chairman: Do you agree to have this brief annexed to the minutes?

Some hon. members: Agreed.

Mrs. Augenfeld: In that case, suffice it to say that we have adopted a position on a program of corrective measures.

M. Witer: Avant de parler du redressement, j'aimerais que vous me fassiez un bref résumé de ce que contient votre rapport, car, pour l'instant, nous ne l'avons qu'en une seule langue. Je sais que quand il parviendra à mon bureau, il sera traduit, mais il se peut que je veuille vous poser des questions ce soir. Je vous serais donc reconnaissant...

[Text]

Ms Augenfeld: On this whole report?

Mr. Witer: No, not on the whole report, just on the backlog issue.

Ms Augenfeld: Not to repeat everything that was said this morning, we are asking for a universal program, which we are not calling an amnesty, because an amnesty implies some kind of crime or infraction was committed for which there is an amnesty. We are asking for a "universal program" which would include everyone who is in the backlog now, irrespective of religion, of ethnic background, and of what step they are in the process. We feel that given that the present process is completely inadequate and has been deemed inadequate by the Supreme Court decision . . .

In the Supreme Court decision a notion of rights comes in, as opposed to a notion of privilege. One of the problems has always been that in immigration, immigration is a privilege and not a right of an individual. But we feel when we are talking about refugees certain rights come into play, and what the Supreme Court has decided is that refugee claimants are persons in the law and according to the charter benefit from some of the same protection. Therefore, given that people have been prejudiced by the old and inadequate system, we feel the only way at this point to deal with the backlog is to have some kind of administrative measures put into place that would effectively clear up the backlog and proceed to Minister's permits, but the kind of Minister's permits which would allow people to apply for permanent residence; and excluding any considerations and inadmissible cases—criminal backgrounds, etc.—excluding those kinds of immigration considerations, all persons in the backlog should now be permitted to be documented with Minister's permits and allowed to make applications for permanent residence and they should be allowed to apply immediately for reunification of families, to bring forward their families, who have often been waiting for many years in conditions of great hardship. The reasons and the legal background are in the brief.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Je me permets, monsieur Heap, de continuer la question que je voulais poser aux invités tout à l'heure. Quand vous avez parlé de médical ou de médicaux, est-ce qu'il y a un endroit spécifique où le réfugié peut aller? Est-ce le gouvernement qui dit: «Allez à tel endroit entre autres?». Je suis profane, je ne sais pas.

Mme Marchand: Je vous parlais du Québec, évidemment. Je ne touche pas à l'expérience dans toutes les provinces. Mais chez nous, il a été décidé avec les Affaires sociales; c'est ainsi au Québec.

Le vice-président: Ah! De Québec, oui.

Mme Marchand: Il y a eu des rencontres longues et douloureuses. Il y a maintenant, à Montréal, un hôpital où il est possible d'avoir l'examen médical selon les normes.

Maintenant, la liberté du requérant est impliquée. On lui remet une liste de quatre noms pour qu'il choisisse, en tenant

[Translation]

Mme Augenfeld: Vous voulez un résumé de tout le rapport?

M. Witer: Non, seulement des paragraphes qui portent sur l'arriéré.

Mme Augenfeld: Je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit ce matin. Nous demandons un programme universel, que nous ne voulons pas appeler amnistie, car l'amnistie implique qu'il y aurait eu un crime commis. Nous demandons donc un «programme universel» qui toucherait tous ceux dont le cas est encore en souffrance actuellement, quelles que soient la religion, l'origine ethnique, l'étape où en est leur demande. Nous estimons que la procédure actuelle ne convient absolument pas et, du reste, un arrêt de la Cour suprême en témoigne . . .

Dans l'arrêt de la Cour suprême, la notion de droits intervient, et elle est opposée à la notion de privilège. Les problèmes découlent en grande partie du fait qu'en matière d'immigration, l'immigration est un privilège et non pas un droit. Toutefois, quand il s'agit de réfugiés, certains droits sont en cause, et d'après l'ordonnance de la Cour suprême, ceux qui demandent le statut de réfugié sont des personnes devant la loi et, en vertu de la charte, ils bénéficient de la même protection que les autres citoyens. Par conséquent, étant donné qu'il y a des gens qui ont souffert de l'ancien régime, qui était imparfait, nous estimons que la seule façon de régler la question de l'arriéré maintenant est d'avoir recours à des mesures administratives pour, en fait, régler les cas en souffrance et décerner des permis ministériels, permis qui permettraient à ces gens de demander le statut de résident permanent. Ainsi, on fermerait les yeux sur les considérations d'inadmissibilité—conduite criminelle, etc.—en vertu des critères d'immigration, et tous ceux dont le cas est actuellement en souffrance recevraient un permis ministériel, pourraient demander la résidence permanente et pourraient demander immédiatement de faire venir les membres de leur famille, qui, souvent, attendent depuis des années, dans des conditions très difficiles. Les raisons pour lesquelles nous demandons cela et le dossier juridique se trouvent dans notre mémoire.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mr. Heap, with your permission, I would like to go back to the question I was asking our witnesses earlier. When you were talking about the medical examination, were you saying that there was a specific place where refugees should go? Does the government tell them: "go to that specific place?" I do not know, because I am a layman.

Ms Marchand: I was talking about Quebec obviously. I know nothing about the situation in the other provinces. In our province, the Department of Social Affairs has decided, and such is the situation.

The Vice-Chairman: I see. You were talking about Quebec.

Ms Marchand: There has been long and painful meetings regarding that issue. Presently, there is a hospital in Montreal where one can get a medical examination according to standards.

Now, there is a question of the claimant's freedom. The claimant receives a list with four names and he can choose

[Texte]

compte des distances à parcourir. Mais en fait un hôpital est responsable. C'est le DSC St-Luc à Montréal. Mais il y a quand même quatre noms sur la liste: deux médecins privés, deux hôpitaux. Il y a quand même un choix. Ce qui fait que chez nous c'est relativement accessible.

Dans certaines provinces, le gouvernement fédéral a émis la même directive à la grandeur du pays. Cela on en est certain. Mais cela n'est pas tout à fait appliqué de la même façon. Pour plus de détails, il faudrait peut-être faire une petite enquête.

Le vice-président: D'accord. Merci beaucoup.

Voulez-vous ajouter quelque chose, madame Augenfeld.

Mme Augenfeld: Je voulais ajouter quelque chose sur le permis de travail générique. Encore une fois, un peu dans la ligne de M^{me} Marchand. On sait qu'il y a une politique de la Commission en ce qui concerne le permis de travail générique. Mais on sait qu'elle n'est pas appliquée de la même façon à travers le pays. On trouve cela inacceptable.

On sait que, malgré tous les problèmes que l'on a au Québec, c'est peut-être mieux qu'ailleurs. On sait qu'à Toronto et dans l'Ouest, il y a beaucoup plus de problèmes pour l'accès au permis de travail. On invoque toutes sortes de raisons: un cinquième cousin, par exemple, qui gagne un salaire minimum. Et l'on croit que la personne devrait assumer les frais pour le requérant. On trouve donc que le permis de travail générique doit être accessible, de la même façon, partout au pays. C'est une politique canadienne.

• 1905

Mme Marchand: Un tout petit rajout. On entend souvent des réflexions de fonctionnaires—sans en nommer—à savoir: vous, au Québec, vous êtes trop attrayants; vous avez un système trop bien fait, vous les attirez tous. Ce n'est pas bien d'avoir... Si les directives du régional sont appliquées chez nous, en conformité avec les règlements, on ne peut que dire bravo. Si dans d'autres provinces, la région n'applique pas le même principe... On se dit que c'est une loi fédérale; on ne peut pas aller faire, nous, des inspections ailleurs pour voir comment les autres font pour copier les défauts.

Que ça marche bien chez nous, on en est bien conscients et contents, mais qu'on ne nous dise pas qu'on est attrayants. Le régional ne fait qu'appliquer la loi faite par le fédéral.

Le vice-président: D'accord, merci. Monsieur Heap, vous avez une question?

Mr. Heap: Yes. At the meeting this morning, one of the witnesses—I have forgotten which one it was—in speaking about the backlog, said that people who have been here for several years should be landed. I did not have an opportunity to get clarification then. This evening it was said that everybody should be landed. I am not clear about the difference between the way it was said this morning and the way it is said this evening.

Ms Augenfeld: We are saying that many of the people in the backlog have been here for quite a few years. We are saying

[Traduction]

from it according to the distance he has to travel. Actually, there is one hospital responsible. It is the St. Luke Hospital, in Montreal. Still, the list contains four names: two doctors in private practice, and two in hospital practice. So, the choice exists. We can say that in our province, it is relatively accessible.

In other provinces, a federal government guideline is applicable and it is the same for the whole country. That we are sure of. However, it is not implemented the same way everywhere. In order to know more about the situation, a little inquiry would help.

The Vice-Chairman: I see. Thank you very much.

Ms Augenfeld, did you want to add anything?

Ms Augenfeld: I wanted to add something regarding the generic work permit. It is something along the lines of what Ms Marchand was saying. We know that the board has got a policy regarding the generic work permit. But we know it is not enforced equally in every province. We find that unacceptable.

We know that in spite of all the problems we are facing in Quebec, the situation is probably better than elsewhere. We know that in Toronto and in the West, there are a lot of problems when one tries to gain access to a work permit. All kinds of excuses are given: for example, a fifth cousin who earns minimum wages. And that person is expected to take financial responsibilities for the claimant. We believe that generic work permits should be accessible in the same way all across the country. It is official policy.

Ms Marchand: I would like to add something. We often hear from officials, and I do not wish to name them, that the situation in Quebec is too attractive. They say that our system is too good, and that we attract them all. It is no good to... If regional guidelines are enforced in our province, according to the rules, we can only applaud. If in other provinces the regional office does not enforce the same principle... It is a federal statute and we cannot, as far as we are concerned, go elsewhere in order to check on the other provinces and copy their flaws.

We are very conscious and happy that things go well in our province, but we do not want to be told that we are attractive. The regional office only enforces a federal law.

The Vice-Chairman: I see. Thank you. Mr. Heap, did you have another question?

M. Heap: Oui. À la réunion de ce matin, un témoin, et j'oublie qui c'était, a dit au sujet de l'arriéré que les gens qui étaient ici depuis plusieurs années devraient recevoir le statut d'immigrant reçu. Je n'ai pas eu l'occasion de demander des précisions à ce moment-là. Ce soir, on a dit que tous les demandeurs devraient recevoir le statut d'immigrant. Je ne comprends pas très bien la distinction que vous établissez entre ce que vous avez dit ce matin et ce que vous dites ce soir.

Mme Augenfeld: Nous disons que beaucoup de cas sont en souffrance depuis des années. Lors de la concrétisation de ce

[Text]

there should not be a distinction in this universal program between people who have been here for five years or two years or one year. Nor should there be a distinction between the countries of origin or other considerations. It should be universal. We feel that this can be done through administrative measures, that it takes no change in the law, and that any measures introduced should be administrative ones. We know it can be done in this way. We feel, given the present system and the unjust nature of the present system, that people who are in the backlog at this point should all be treated in the same way.

Mr. Heap: So someone who came yesterday and who claimed refugee status should be landed?

Ms Augenfeld: Someone who came yesterday is still subject to an immigration inquiry and is still subject to all of the prejudicial things that happen at the inquiry and at the first instance. We therefore do not see any other way of dealing with it right now.

Le vice-président: Oui, monsieur Fiorino. Allez-y.

M. Fiorino: J'ajouterais ceci: cette position qu'on a depuis le début, depuis le mois de mai, on l'a toujours eu, et on nous disait «être beaucoup trop idéalistes». J'ai appris, d'une façon très agréable, que même le rabbin Plaut a fait la même constatation et qu'il a évolué dans cette direction tandis que dans son rapport, il proposait d'autres mesures; et dernièrement, je pense, devant ce Comité il a tenu à peu près la même position que nous avons. Donc, j'en suis vraiment content.

Le vice-président: Sur le *backlog*, vous voulez parler?

Mme Augenfeld: Oui, juste pour ajouter encore un autre avis sur la même question. Le Conseil consultatif des communautés culturelles et de l'immigration du Québec a publié récemment un rapport sur cette question et aussi sur le rapport Plaut et d'autres considérations, et eux aussi, dans leurs recommandations, se rallient à cette position à savoir qu'un programme de redressement universel est la meilleure position à adopter. Et je suis sûre que vous pouvez vous procurer une copie de ce document.

Le vice-président: Merci.

Mr. Witer.

Mr. Witer: Thank you, Mr. Chairman. From what we heard this morning, I understand that the witnesses—correct me if I am wrong—are in favour of setting up a separate mechanism to deal with the whole problem of refugee determination. That is correct. I am also aware, as are the witnesses, that the process may take some time. The estimate has been anywhere from 12 months to 15 years. Those were some of the numbers that were mentioned. If we were in fact to deal with the current backlog by issuing a universal redress program, what would you suggest that we do with the buildup between, let us say, today and the time it takes to put the appropriate mechanisms into place to deal with the refugee determination process?

[Translation]

programme universel, nous demandons qu'on ne fasse pas de différence entre les gens qui sont ici depuis cinq ans, ceux qui sont ici depuis deux ans, ou seulement un an. On ne devrait du reste pas faire de distinction entre les pays d'origine ou d'autre titre. Le programme devrait être universel. Nous pensons qu'il est possible de le concrétiser en ayant recours à des mesures administratives et qu'il n'est donc pas besoin de faire de modifications législatives. Nous savons qu'on pourrait procéder ainsi. Étant donné le régime actuel, et étant donné les injustices qu'il crée, nous pensons que tous les cas qui sont à l'étude actuellement devraient subir le même sort.

M. Heap: Quelqu'un qui serait arrivé au pays hier en demandant le statut de réfugié devrait être accepté comme immigrant reçu alors?

Mme Augenfeld: Celui qui est arrivé hier est passé, comme les autres, par l'enquête des responsables de l'immigration, et il a donc souffert de tous les préjugés qu'on reconnaît dans cette enquête, cette première instance. Nous ne voyons donc pas comment on pourrait le traiter différemment actuellement.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Fiorino. Go ahead.

Mr. Fiorino: I would like to add something. The position we are taking now has always been the same, since the month of May, and we were called *too idealistic*. I was very pleased to see that even Rabbi Plaut was seeing the same thing but that he nevertheless was suggesting other solutions in his report. However, lately, and I think it was before this committee, he suggested a position similar to ours. I am particularly glad about that.

The Vice-Chairman: Did you want to add something on the backlog?

Ms Augenfeld: I wanted to add another opinion on the same topic. The *Conseil consultatif des communautés culturelles et de l'immigration du Québec* recently published a report on this issue and on Rabbi Plaut's report and other issues, and we find that in their recommendations, they also take the same position, that a universal redress program would be the best solution. I am sure you can find a copy of that document.

The Vice-Chairman: Thank you.

Monsieur Witer.

M. Witer: Merci, monsieur le président. Je ne sais pas si je me trompe, mais d'après ce que j'ai entendu ce matin, nos témoins préconisent un mécanisme distinct pour la reconnaissance du statut de réfugié. C'est cela, n'est-ce pas? Tout comme nos témoins, je me rends bien compte que ce mécanisme exigera un certain temps. On a dit que cela pourrait prendre entre 12 mois et 15 ans. Ce sont les chiffres que l'on a cités. Si, pour régler le problème d'arriéré, on avait effectivement recours à un programme universel de redressement, comment proposez-vous de traiter les cas qui s'accumuleraient entre maintenant et le moment où pourrait fonctionner un mécanisme satisfaisant pour la reconnaissance du statut de réfugié?

[Texte]

[Traduction]

• 1910

Le vice-président: Qui veut répondre?

M. Fiorino: C'est une question difficile. Mais mon point de vue est que si la Cour suprême a reconnu que le processus actuel a trop d'aspects négatifs, trop de failles, je pense que pour faire justice aux personnes, le gouvernement canadien devrait se hâter de revoir sa loi. On attend depuis longtemps un projet de loi présentant une réforme majeure. Donc nous ne pouvons pas accepter que des personnes dont la vie peut être menacée se voit rendre une justice inadéquate.

Ainsi, nous croyons qu'il faudrait trouver des solutions administratives rapides, ou du moins qu'on se soumette au nouveau processus, avec des mesures qui respectent les droits fondamentaux des gens.

Le vice-président: Voulez-vous ajouter quelque chose?

Me Bélanger: Oui, si vous me le permettez, j'aimerais ajouter quelque chose.

Mme Augenfeld: Non, je cède la parole à Me Bélanger.

Le vice-président: D'accord, allez.

Me Bélanger: Il est raisonnable de penser qu'un certain temps, dont on ignore la durée, sera nécessaire pour procéder à une réforme globale du traitement des réfugiés au Canada.

Donc le problème se pose non seulement pour les cas en souffrance depuis la décision de la Cour suprême, mais aussi pour ceux qui s'accumulent et qui s'accumuleront, jusqu'à ce qu'on mette en place cette nouvelle structure. Donc, tout le monde, tant l'appareil gouvernemental que la communauté des réfugiés que les ONG ont le problème. Que fait-on en attendant?

Nous préconisons une mesure de redressement de nature administrative, qui aurait à tout le moins l'avantage de pouvoir procéder beaucoup plus rapidement que ce qui est préconisé par le Bill C-55. Ce dernier est un refiltrage de tous les dossiers par audition devant la commission d'appel de l'immigration. Notre problème de temps, de désengorgement du système, se règle de façon beaucoup plus pragmatique et certainement moins coûteuse, par un programme universel de redressement. La mise en place d'une structure judiciaire colmatée risque, bien que colmatée, de s'effondrer demain matin sous la pression des procédures judiciaires, susceptibles d'être déposées; ce matin, j'en ai fait état avec plus de détails.

Il y a deux possibilités: régler le problème d'une façon administrative rapide et économique, ou le régler d'une façon judiciaire longue, coûteuse et injuste.

Le vice-président: Vous avez une minute.

Ms Augenfeld: Given what what said this morning by Maitre Bélanger about the challenge that is now coming up in the Supreme Court, which we hope will have some positive results, positive as far as we are concerned, if the first instance is judged to be inadequate, what are we going to be left with in the interim? It is a problem. I agree it is a problem. We do not have an easy answer, but we submit that some administrative way to deal with this period has to be found which recognizes

The Vice-Chairman: Who wants to answer?

Mr. Fiorino: This is not an easy question. To my mind, since the Supreme Court has recognized that the present system offers too many negative aspects, too many deficiencies, the Canadian government should, in order to do justice to the claimants, rapidly review the legislation. We have waited for a long time for a bill that would offer a major revision. Therefore, we can no longer accept that people whose lives are threatened be submitted to inadequate justice.

This is the reason why we are calling for quick administrative solutions, or alternatively, that an entirely new process be set up in order to respect the fundamental rights of those people.

The Vice-Chairman: Do you want to add something?

Ms Bélanger: Yes, with your permission, I would like to add something.

Ms Augenfeld: No, I will let Ms Bélanger answer.

The Vice-Chairman: Okay, go ahead.

Ms Bélanger: It is reasonable to expect that a certain time, nobody knows how long, will be necessary in order to do a complete revision of the refugee determination in Canada.

The problem is not only confined to the backlog that has piled up since the Supreme Court decision, because it extends to all those cases that will pile up between now and the day when a new process will be put in place. The problem affects everybody, government officials, refugees, as well as NGOs. What can we do in the meantime?

We are advocating an administrative redress program, that would at least be quicker than the proposed provisions contained in Bill C-55. In Bill C-55, the proposal is to re-examine all the cases through hearings by the Immigration Appeal Board. The problem we have with time, with the clogged system, would be solved much more practically and much more economically through a universal redress program. The judicial structure that would be put into place, even though it would be patched up, could presumably collapse tomorrow morning by the mere pressure of judicial procedures. I have given the details this morning.

There are two possibilities: we could solve the problem through an administrative quick and economical step or we could use a long judiciary solution, that would be costly and unjust.

The Vice-Chairman: You have a minute.

Mme Augenfeld: Étant donné ce que Me Bélanger a dit ce matin au sujet des affaires qui seront entendues sous peu à la Cour suprême, et pour lesquelles, nous l'espérons, nous obtiendrons gain de cause, que pourrions-nous alors faire si le tribunal de première instance est jugé inadéquat? Nous faisons donc face à un problème, je le reconnais. Nous n'avons pas de réponse toute faite à vous offrir, mais nous estimons qu'il faut trouver une solution administrative, qui reconnaisse que le

[Text]

that the present system is very faulty. Challenges are going to be coming up one after the other to the system, and some other way has to be found to deal with these cases pending a new system.

We hope a new system will be in place as quickly as possible. If we thought it was going to take 15 years, I think we would be feeling terrible right now; but we have hopes, given all the briefs you have received and the kinds of things you are hearing from all across the country, that a new and much better system will be in place in the near future. But in the meantime, we do have this problem, and we submit to you that trying to push it through at all costs through this old system is going to cause more trouble than it is worth.

The Vice-Chairman: Do you have another question?

Mr. Witer: Yes.

The Vice-Chairman: I will give you 30 seconds.

Mr. Witer: Are we in a hurry?

The Vice-Chairman: Question and answer, because we have other witnesses.

• 1915

Mr. Witer: In that case, I will pass. I simply wanted to say that I am not sure I disagree with anything that has been said, but I do foresee a problem. Even if we proceed with haste, I suspect it will take at least six, seven or eight months, and at the rate we are accumulating backlog now, you are looking at another 7,000 or 8,000 people into the stream. So it is a problem. This is an issue that you deal with on a daily basis. I am asking for some recommendations, for some advice.

The Vice-Chairman: Thank you.

Ms Augenfeld: Just one more. In Mr. Fiorino's presentation I think he made allusion to the possibility of having some kind of organized humanitarian program. We feel that many of the cases which now have no choice but to go into the refugee stream might be dealt with in another way by a well organized and clear humanitarian stream with well defined criteria, not the kind of special review committee we have now that we cannot get a handle on. If that were in place, it might deal with some of these numbers, some. Think about that as well, that there are other alternatives for some of the cases that are now going into this process.

Le vice-président: Merci beaucoup. Eh bien, ce qu'il reste à faire au président de l'assemblée, c'est de vous remercier pour votre présentation, vous quatre; je suis convaincu qu'à la suite des travaux que le Comité fait depuis un an au sujet des réfugiés et des immigrants, nous prendrons certainement en considération vos recommandations lorsque nous préparerons notre rapport. Merci beaucoup.

Mme Augenfeld: Merci beaucoup.

[Translation]

mécanisme actuel est insuffisant, et qui permette de faire le pont en attendant de trouver autre chose. Si l'ancien mécanisme est maintenu, les poursuites vont se multiplier, et il faut absolument trouver une autre solution pour régler ces cas-là, en attendant le nouveau régime.

Nous espérons qu'un nouveau régime pourra être instauré le plus tôt possible. Si nous pensions devoir attendre 15 ans, nous serions fort découragés actuellement. Nous avons de l'espoir, cependant, car nous songeons aux mémoires qui ont été déposés ici et aux témoignages qui proviennent de toutes les régions du pays. Nous misons sur l'adoption d'un nouveau régime, bien meilleur, sous peu. En attendant, nous sommes aux prises avec ce problème, et nous pouvons affirmer que si l'on essaie, à tout prix, de le régler en ayant recours au vieux mécanisme, le jeu n'en vaudra pas la chandelle.

Le vice-président: Avez-vous une autre question?

M. Witer: Oui.

Le vice-président: Je vous donne 30 secondes.

M. Witer: Sommes-nous pressés?

Le vice-président: Pour la question et la réponse, car d'autres témoins attendent.

M. Witer: Puisque c'est comme cela, j'attendrai. Je voulais tout simplement dire que je suis plutôt d'accord avec tout ce que vous avez dit, mais je puis prévoir un problème. Même si nous nous hâtons de réagir, je soupçonne qu'il faudra quand même de six à huit mois, et étant donné le rythme auquel l'arriéré s'accumule actuellement, cela signifiera entre 7,000 et 8,000 nouvelles demandes. Je vois donc là un problème. C'est une question dont vous vous occupez quotidiennement, et vous aurez peut-être des recommandations ou des conseils à nous donner.

Le vice-président: Merci.

Mme Augenfeld: Encore une chose. Dans son exposé, M. Fiorino a fait allusion à la possibilité d'un programme organisé humanitaire. Nous pensons que beaucoup de gens, qui actuellement sont forcés de se constituer réfugiés, pourraient profiter d'un programme humanitaire, bien organisé, suivant des critères précis, et n'auraient pas à s'adresser au comité spécial de révision, qui est submergé actuellement. Si un tel programme existait, le nombre des demandes de la part de réfugiés serait inférieur. On pourrait donc songer également qu'il y a d'autres solutions pour régler certains cas que l'on met actuellement avec les réfugiés.

The Vice-Chairman: Thank you very much. Now, there remains for the Chair to say thank you for your presentation. I am convinced that in the course of its deliberations, which have been going on for a year on the question of refugees and immigrants, the committee will take into consideration your recommendations when preparing its report. Thank you very much.

Ms Augenfeld: Thank you very much.

[Texte]

Me Bélanger: Donc, notre rapport va être annexé au procès-verbal et publié.

Le vice-président: Oui, c'est cela.

Me Bélanger: Merci.

The Vice-Chairman: Now the Chair will take five minutes to stretch and rest before we see the other witnesses.

• 1917

• 1928

Le vice-président: À l'ordre!

Nous recevons les représentants de la Ligue des droits et libertés. M^{me} Gagnon est la soeur jumelle de M^{me} Bélanger. Étant donné que vous êtes des habituées, je vous fais grâce du rituel. Vous avez la parole.

Mme Sylvie Gagnon (coordinatrice du Comité d'immigration, Ligue des droits et libertés): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de nous donner encore une fois la possibilité d'exprimer nos positions et nos conclusions sur un rapport qui, à notre avis, est déterminant pour le futur processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada, soit le rapport Plaut.

Me Diane Bélanger m'accompagne, mais j'aimerais signaler que d'autres personnes ont également collaboré à la position que la Ligue des droits et libertés a élaborée sur ce rapport, entre autres Me Denis Racicot, qui est actuellement à Genève pour faire des représentations auprès du Comité exécutif du Haut-commissariat pour les réfugiés.

J'ai remis au greffier du Comité une copie de notre rapport. J'aimerais aussi, si possible, qu'il soit annexé au compte rendu dans sa version intégrale, puisque je me limiterai à en citer certains passages ce soir.

Le vice-président: Vous nous mettez dans une situation très serrée.

Monsieur Allmand.

• 1930

Mr. Allmand: I was merely going to move that we accept the request that was made and that we attach this or include it in the *procès-verbal* of today's meeting as if read.

The Vice-Chairman: This is what you wish?

Mr. Allmand: Yes, because that would save time, if you include it as if it was read, print it as if read.

Le vice-président: Très bien. Allez, madame Gagnon.

Mme Gagnon: La Ligue des droits et libertés souhaite donc prendre part à cette démarche importante pour les réfugiés et apporter sa contribution à la lumière de l'expérience acquise sur ces questions et dans le champ spécifique des droits humains fondamentaux.

[Traduction]

Ms Bélanger: That means that our report will be appended to today's proceedings.

The Vice-Chairman: Exactly.

Ms Bélanger: Thank you.

Le vice-président: Le président va faire une pause de cinq minutes pour se dégourdir avant d'entendre les autres témoins.

The Vice-Chairman: Order please.

We will now hear from *la Ligue des droits et libertés*. Miss Gagnon is Miss Bélanger's twin sister. Since you are familiar with our procedures, I will dispense from the ritual opening remarks. You have the floor.

Ms Sylvie Gagnon (Co-ordinator for the Immigration Committee, la Ligue des droits et libertés): Thank you, Mr. Chairman.

I thank you for this new opportunity to voice our positions and recommendations on a report which we think will be of paramount importance for the future refugee process determination in Canada, the Plaut Report.

Ms Diane Bélanger is here with me but I would like to indicate that in preparing its report, *la Ligue des droits et libertés* has been helped by other people, particularly Mr. Denis Racicot, who is presently in Geneva making representations to the executive committee of the HCR.

We have tabled a copy of our report with the clerk of the committee. If possible, I would like the report to be appended *in extenso* to the proceedings because I will only quote certain sections of it tonight.

The Vice-Chairman: You do not give us much latitude.

Mr. Allmand.

M. Allmand: Je voulais proposer que nous accédions à la demande du témoin et que ce rapport soit inclus dans notre procès-verbal comme s'il avait été lu.

Le vice-président: C'est ce que vous souhaitez, n'est-ce pas?

M. Allmand: Oui, nous pourrions gagner du temps si le rapport était imprimé, comme s'il avait été lu.

The Vice-Chairman: Very well. Go ahead, Mrs. Gagnon.

Mrs. Gagnon: The *Ligue des droits et libertés* wishes to take part in this important exercise on behalf of refugees and contribute its experience on these issues and the broader issue of fundamental human rights.

[Text]

Dans un contexte où, d'une part, nous assistons à des restrictions sévères à l'échelle internationale aux droits des réfugiés, et où, d'autre part, le Canada est confronté à une réforme majeure de sa procédure en cette matière, nous tenterons de démontrer quelle attitude notre pays doit adopter dans les circonstances et, plus globalement, d'exposer les principes et les droits fondamentaux dont nous devons assurer la reconnaissance dans le nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié.

Nous voulons mentionner aussi qu'à notre avis, ces éléments constitutifs des futures pratiques au Canada devront tout autant prévaloir et s'appliquer dans le traitement des demandes de refuge soumises à nos autorités à l'étranger, qui méritent la même considération.

Tout d'abord, j'aimerais vous rappeler l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme:

Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

Selon les données du Haut-commissariat pour les réfugiés, il y a actuellement plus de 10 millions de personnes réfugiées à travers le monde qui font appel à l'aide de la communauté internationale. Les États répondent à ces besoins de façons variées, et nous savons que plus de la moitié des réfugiés recensés par le HCR se trouvent actuellement en Afrique. En Europe, par contre, des pays traditionnellement accueillants ferment leurs portes de façon croissante et concertée au mouvement de réfugiés qui arrivent pour solliciter leur protection.

Nous pensons qu'en adhérant à la Convention de Genève et à son protocole d'application, le Canada a fermement indiqué sa volonté d'assumer ses responsabilités internationales envers les réfugiés. De fait, plusieurs personnes ont pu s'établir chez nous sur la base des persécutions qu'elles avaient subies antérieurement dans leurs pays. Cet accueil que nous leur avons réservé dans certains cas a contribué à alimenter notre réputation internationale de pays généreux et ouvert, et nous encourageons le Canada à continuer dans cette direction.

Cependant, il nous faut déplorer certains problèmes qui existent dans le processus de reconnaissance du statut de réfugié. Je pense qu'il serait bon d'en rappeler brièvement les éléments avant de passer à l'énoncé des principes qui devront guider la réforme.

Comme principaux problèmes dans le processus actuel de reconnaissance du statut de réfugié, mentionnons d'abord l'absence d'auditions, et ce malgré le caractère complexe de l'évaluation de la crédibilité du requérant. On remarque une séparation entre l'instance qui procède à l'examen de la revendication de réfugié et celle qui décide de son bien-fondé.

Nous devons déplorer aussi la compétence et l'utilisation inadéquates des ressources humaines impliquées dans le processus: manque d'information sur les pays dont proviennent les requérants; manque de compétence juridique; qualité médiocre des services d'interprétation et ainsi de suite.

Nous avons aussi dénoté certains problèmes liés à l'accessibilité. Il y a d'abord la nécessité de présenter la revendication à l'intérieur d'une enquête; nous y reviendrons plus loin. Il y a

[Translation]

In the present situation where we see every nation drastically restricting refugees' rights, and where Canada is confronted with a major revision of its own procedure, we will try and describe what attitude our country should adopt under the circumstances, and more generally, we will try and define the principles and fundamental rights that should be recognized in the new refugee determination process.

We also want to indicate that we believe these components of our future policy in Canada should apply equally to those refugee claims made in our foreign posts, which deserve the same consideration.

First, I would like to quote Article 14 of the Universal Declaration of Human Rights:

Everyone has the right to seek and to enjoy in other countries asylum from persecution.

According to statistics from HCR, there are presently more than 10 million people who are refugees in the world and who seek help from the international community. Countries have various ways to meet these people's needs and we know that at the moment, more than half of the refugees listed by the HCR are Africans. In Europe, however, countries that have traditionally opened their doors to refugees are now increasingly closing them to people who ask their protection.

We think that Canada, in signing the Geneva Convention and its Protocol, has clearly indicated that it wishes to face its international responsibility toward refugees. In fact, many people have been able to establish themselves here after suffering persecution in their own country. The way we treated these people has contributed to increase our international reputation for generosity and openness and we can only encourage Canada to carry on.

However, we unfortunately have to recognize certain difficulties in the refugee determination process. I think it would be appropriate to review those difficulties before getting out the principles that should form the basis of the revision.

Amongst the main problems is the lack of hearings, which is the more surprising in that the claimant's trustworthiness is never easy to assess. We know that there is a sharp division between the responsibility for examining the claim and the decision-making concerning its validity.

Unfortunately, we note that the human resources responsible for the process lack skills and are misused; they are uninformed about the claimants' countries of origin; they lack judicial knowledge; the interpretation services are mediocre, etc.

There are also problems of access. First of all, a claim has to be made in the context of an inquiry. We will talk about that later. There is also a discrepancy in the socio-economic rights

[Texte]

ensuite les disparités dans les droits socio-économiques reconnus aux requérants, selon la validité de leur statut antérieur, selon la province où ils se trouvent au Canada.

• 1935

On peut penser aussi à un processus qui se trouve encombré d'un certain nombre de demandes ne correspondant pas à la définition de réfugié, mais qui sont appliquées quand même. On peut parler aussi de la durée indûment prolongée du processus et enfin, des déficiences d'ordre socio-économique au niveau des permis de travail, de l'assistance financière, du droit au conseil, de la détention et de la réunion des familles.

C'est d'ailleurs cet ensemble de problèmes qui ont amené le rabbin Plaut à conclure que la législation et les structures ont besoin de changements radicaux et de certaines mesures transitoires.

Nous aimerions d'abord rappeler les obligations du Canada à l'endroit des réfugiés. Le Canada, à l'endroit des réfugiés, a certainement des obligations légales qu'il a contractées par son adhésion à la Convention de Genève et à son protocole d'application. L'honorable juge Wilson de la Cour suprême du Canada a bien compris la nature de ces obligations en estimant qu'un réfugié, et je cite, au sens de la convention:

dont la sécurité est menacée dans un autre pays a le droit de compter sur la volonté de ce pays de faire honneur aux obligations qu'il a contractées en qualité de signataire de la Convention des Nations Unies relative au statut de réfugié.

En reconnaissant, donc, aux réfugiés le droit d'exiger du Canada qu'il respecte ses obligations internationales, le juge Wilson est venue conférer une force accrue à ce droit en ne le subordonnant plus entièrement à la souveraineté de l'État.

En plus des obligations légales que le Canada a envers les réfugiés, il a aussi certaines obligations morales. Il ne faudrait pas l'oublier. Le législateur dans sa sagesse a inclus dans la loi des dispositions obligeant le Canada à remplir envers les réfugiés ses obligations légales, et à maintenir également sa traditionnelle attitude humanitaire à l'égard des personnes déplacées ou persécutées. En fonction de cette attitude humanitaire, le rabbin Plaut définit le processus de reconnaissance du statut de réfugié comme un geste d'accueil. Nous reviendrons plus loin sur les éléments qui devront caractériser cette attitude humanitaire, mais d'abord, nous rappellerons les principes et les droits fondamentaux qui doivent être reconnus aux réfugiés.

Comme d'autres l'ont dit avant nous, le refuge c'est un droit et non un privilège. À la différence des questions d'immigration qui sont perçues comme relevant du privilège, le refuge, de par son insertion dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Convention de Genève, constitue un droit. Et ce droit est relié à la spécificité même de la situation des réfugiés et le rabbin Plaut l'a compris en nous disant: «Le réfugié authentique est une personne qui défend sa vie et sa liberté».

Pour assurer la pleine reconnaissance du droit au refuge, le rapport Plaut associe d'ailleurs le centre d'intérêt du processus au réfugié éventuel et à sa protection plutôt qu'à l'élimination

[Traduction]

given claimants based on their previous status and on the province where they make their claim in Canada.

There is also the fact that claims are submitted which do not meet the definition of refugee status, but are processed anyway, which overloads the system. We might also mention the undue length of the process and the fact that it leaves something to be desired socio-economically, in terms of work permits, financial assistance, the right to counsel, detention and family reunification.

Those are the problems that led Rabbi Plaut to conclude that the legislation and structures needed to be radically changed and that transitional measures must be introduced.

We would first like to remind you of Canada's commitments to refugees. By signing the Geneva Convention and its Protocol, Canada recognized its legal obligations towards refugees. The Hon. Justice Wilson of the Supreme Court of Canada clearly understood the nature of these obligations when she stated that, under the terms of the Convention, a refugee:

Whose safety is threatened in another country has the right to count on the will of that country to honour the obligations it undertook when it signed the United Nations Convention relating to the status of refugees.

By recognizing that refugees have the right to require that Canada live up to its international commitments, Judge Wilson gave that particular right added force by declaring that it is no longer entirely subordinate to the sovereignty of a state.

Canada not only has legal obligations vis-à-vis refugees, but ethical ones as well. This must not be forgotten. The legislator, in his wisdom, included in the Act provisions requiring that Canada fulfil its legal obligations with respect to refugees and uphold its humanitarian tradition with respect to displaced or persecuted persons. Reflecting this humanitarian tradition, Rabbi Plaut defined the refugee determination process as being an act of welcome. We will deal later with what we feel should be the components of this humanitarian tradition, but we would first like to read you the principles and basic rights that should be extended to refugees.

As other witnesses have said, refugee status is a right and not a privilege. As opposed to immigration matters which are perceived as being related to privilege, refuge, because it is in the universal declaration of human rights and the Geneva Convention, is a right. It is a right that is related to the specificity of the situation that refugees find themselves in, something which Rabbi Plaut understood when he said that the true refugee is someone who is defending his life and liberty.

To ensure full recognition of the right to refugee status, the Plaut report places the potential refugee and his protection, rather than the elimination of possible abuses, at the centre of

[Text]

des abus pouvant l'affecter. Nous souscrivons à ce parti pris, à ce préjugé favorable au réfugié qui, certainement, exerce une influence déterminante sur la perspective dans laquelle nous allons aborder la protection des réfugiés.

Comme deuxième principe fondamental d'un nouveau processus, nous voulons rappeler à l'instar de plusieurs autres personnes et intervenants, que les questions d'immigration et de réfugié doivent être séparées. Bien que reconnaissant l'interférence inévitable de considérations liées à l'immigration, le rapport Plaut insiste pour que ces considérations ne défavorisent pas le requérant et davantage pour que les aspects juridiques de la législation sur les réfugiés demeurent le facteur primordial dans la décision.

• 1940

Il nous semble donc préférable dans ce contexte, dans l'intérêt des réfugiés et dans le souci du respect de nos obligations internationales de détacher complètement la reconnaissance, la sélection et l'accueil des réfugiés des politiques d'immigration. Ce sont deux réalités complètement différentes qui obéissent à des impératifs différents, tant du côté des requérants que pour le pays d'accueil. Seule une telle séparation permettrait d'éliminer progressivement les nombreuses interférences d'immigration qui jouent actuellement dans le processus d'acceptation des réfugiés. Une conséquence logique de cette séparation doit certainement résulter dans l'indépendance de la structure décisionnelle chargée de l'étude des demandes de refuge par rapport à l'appareil gouvernemental traitant des questions d'immigration. Cette indépendance opérationnelle est, même selon le rapport Plaut, l'une des conditions essentielles pour que cette structure exerce ses fonctions de tribunal juste et impartial.

Un autre des principes essentiels à insérer dans le nouveau processus sera d'assurer que la procédure qu'il applique soit respectueuse des principes de justice fondamentale. Le rabbin Plaut nous dit que le nouveau processus devrait offrir la meilleure protection qui soit dans le domaine de la procédure car, encore une fois, la vie et la liberté des réfugiés sont en jeu.

J'exposerai donc les éléments qui, selon nous, devraient composer une procédure respectant la justice fondamentale. D'abord le droit à un délai raisonnable. Cela suppose l'établissement d'un calendrier procédural qui accorde au requérant et à son conseiller une période de préparation suffisante, et ce, en conformité avec le respect du principe de célérité. Comme deuxième élément d'une procédure respectueuse, le droit d'être entendu, cet élément fondamental d'un processus qui repose essentiellement sur l'évaluation de la crédibilité d'un requérant.

Il nous a fallu attendre le jugement de la Cour suprême pour qu'enfin soit reconnu ce droit à être entendu. Car comme nous le dit la juge Wilson, même si la justice fondamentale n'exige pas la tenue d'une audition dans chaque cas, lorsque la vie ou la liberté peut dépendre de conclusion de faits et de la crédibilité, la possibilité de soumettre des observations écrites même assorties de la possibilité de répondre par écrit aux allégations de faits et de droits défavorables est insuffisante. Nous voulons également que les requérants aient le droit de connaître les

[Translation]

the refugee determination process. We support this principle, which implies a certain bias in favour of the refugee that will certainly be a determining factor in terms of the way we look at refugee protection.

As other persons and witnesses have mentioned, the second basic principle in the determination process is that immigration matters and refugee matters must be treated separately. While it recognizes that there will inevitably be a certain amount of interference, the Plaut report insists that immigration considerations not prejudice the claimant's case. It is even more adamant that the legal aspects of the refugee legislation continue to be the deciding factor.

In this context, we feel that it would be preferable, in the interest of refugees and in order to fulfil our international obligations, to completely separate refugee determination, selection, and acceptance from immigration policies. These are two completely different situations which involve different imperatives, both for the claimant and for the receiving country. It is only by making this distinction that we will gradually eliminate the numerous instances where immigration interferes with the refugee determination process. Once the two are separate, the refugee decision-making structure should logically become independent of the government apparatus dealing with immigration matters. Such operational independence is, even according to the Plaut Report, one of the basic requirements if the structure is to be a firm and impartial forum.

Another basic principle that should underlie a new process is that its procedures should respect the principles of natural justice. Rabbi Plaut tells us the new process should provide the best possible protection in terms of procedure because, once again, the life and liberty of refugees are at stake.

I will now describe a procedure which, in our opinion, would uphold the principles of natural justice. First of all, the processing time should be reasonable. That implies that a schedule would be set up that would give the claimant and his counsel long enough to prepare their case, which would uphold the principle of expeditiousness. The second point of the procedure would be the right to be heard, which is the basic component of a process essentially based on assessment of the claimant's credibility.

The right to be heard was only recognized in a decision by the Supreme Court. As Justice Wilson stated, while natural justice does not require that a hearing be held in each case, when the life or liberty of a person hangs on the facts or that person's credibility, it is not enough to be able to submit written comments, or even to respond in writing to unfavourable allegations based on points of law or of fact. We feel that claimants should have the right to know what is in their files and to respond to it. In fact, as we said this morning, the basic

[Texte]

éléments de leurs dossiers et d'y répondre. En fait, et c'est ce que nous avons fait valoir ce matin, en première instance et au niveau de l'appel on ne respecte pas cette exigence essentielle à l'exercice d'une défense pleine et entière. C'est également une lacune soulignée déjà par la Cour suprême du Canada.

Nous croyons aussi que le requérant devrait avoir droit aux conseils et à l'avocat. Et le rabbin Plaut a noté à ce sujet que la portée de ce droit a été inutilement restreinte. Dans le contexte des réfugiés, ce droit est encore plus important car les revendicateurs doivent faire face à une procédure juridique qui, en fin de compte, peut influencer sur leur sécurité.

Le Sous-comité du Comité permanent, qui a fait son étude d'ailleurs sur les conditions de détention à Montréal et à Toronto, a très bien saisi l'ampleur de ce problème et a, à notre avis, fourni des recommandations intéressantes sur les moyens à prendre pour faciliter l'accessibilité des conseillers dès les ports d'entrée. Enfin nous croyons que les requérants devront connaître les raisons qui motivent la décision ou la réponse qu'on donne à leurs revendications. C'est là un élément essentiel, comme composante d'une audition complète et ce, quelle que soit la nature de la réponse.

Dans le cas d'une décision négative, par exemple, une réponse motivée contribuera soit à faire accepter la décision par le requérant ou encore, à lui permettre d'évaluer la pertinence d'aller en appel avec son conseiller. Par ailleurs, les réponses qui sont favorables au requérant devraient aussi être étayées de motifs qui, systématiquement recensés et comptabilisés, pourraient contribuer au développement d'une jurisprudence cohérente en cette matière. On peut également penser à l'impact de cette mesure sur le processus lui-même qui, ainsi amélioré, obtiendrait plus de crédibilité auprès des intervenants.

• 1945

Nous voulons réaffirmer aussi la nécessité de reconnaître le droit d'appel. Dans les cas de réfugiés, la gravité des conséquences pouvant résulter d'une erreur est telle qu'elle exige la possibilité d'un réexamen ou d'un appel. Nous partageons l'analyse du rabbin Plaut selon laquelle ce n'est pas le nombre de recours qui assure l'équité du processus. Ainsi, outre l'exigence de disposer d'une réponse motivée, nous estimons également essentielles à l'exercice de plein droit, c'est-à-dire sans permission, du droit d'appel les conditions suivantes: un délai raisonnable; une audition *de novo* procédant à une nouvelle appréciation de la preuve devant un tribunal indépendant de la première instance, hiérarchiquement supérieur à celle-ci et doté d'une expertise en matière de réfugiés.

La confidentialité du processus est également un élément important à assurer. À toutes les étapes du processus à l'exception des cas où, pour des considérations particulières, le requérant ou son conseiller demanderait que d'autres personnes soient présentes. Je crois que les raisons de sécurité dans ces cas sont assez évidentes pour justifier la nécessité du huis clos.

Enfin, nous croyons que la célérité, la rapidité avec laquelle les demandes sont traitées est également un élément important assurant une procédure juste et équitable. Nous partageons

[Traduction]

right to a full defence is not upheld either at the initial hearing or at the appeal level. That shortcoming was noted by the Supreme Court of Canada.

We also feel that the claimant should have a right to get advice and to consult a lawyer. Rabi Plaut noted in his report that this right has been unnecessarily restricted. It is even more important when we are dealing with refugees, because claimants are involved in a legal proceeding that could affect their safety.

The subcommittee of the standing committee, which looked into conditions in detention centres in Montreal and Toronto, fully understood the amplitude of the problem and, in our opinion, made worthwhile recommendations on what could be done to make it easier to get advice at the point of entry. We also feel that claimants should be informed of the reasons for the determination that was made or of the reaction to their claim. Whatever the decision, that is one of the basic components of a full hearing.

In the event of a negative determination, an explanation of the reasons will either help the claimant to accept the decision or to assess with his lawyer the relevance of an appeal. Favourable determinations should also be accompanied by an explanation. If the reasons for judgment were systematically recorded and compiled, they could contribute to the development of consistent caselaw in this area. We should also look at the impact that this would have on the process itself. If it were improved, it would gain credibility with those involved.

We would also like to reaffirm the need to recognize the right to appeal. When you are dealing with refugees, the potential consequences of a mistake are so serious that a review or appeal mechanism is a necessity. We agree with Rabbi Plaut that the process does not get any fairer simply because multiple levels of appeal are provided. Over and above the requirement that a response be filed with reasons, we feel that the automatic right to appeal should imply the following things: reasonable expeditiousness; a *de novo* hearing with the new assessment of evidence by a higher court, independent of the first, with expertise in refugee matters.

Confidentiality is also essential. This should apply at all stages of the process except in cases where, for specific reasons, the claimant or his counsel requests that other persons be present. I think that the security considerations are obvious enough to justify having in-camera hearings.

Finally, we feel that expeditiousness in processing claims is also a key element in ensuring that the procedure is fair and equitable. We agree that speeding up the process would

[Text]

l'opinion selon laquelle un rythme accéléré d'étude des demandes constituerait un élément dissuasif, efficace contre la présentation de revendications qui ne correspondent pas à la définition de réfugié. Cependant, comme nous l'avons indiqué plus tôt, nous avons franchement opté pour un processus axé sur la protection des réfugiés plutôt que sur l'élimination des abus. Notre mention de la célérité n'est donc pas gratuite mais doit davantage être comprise comme une des composantes essentielles à l'exercice des principes de justice fondamentale. Dans le cas qui nous occupe, la célérité du processus devrait donc être atteinte en conformité avec l'équité de ce dernier aussi.

Le rabbin Plaut mentionne également l'importance d'inclure dans la nouvelle procédure les mesures de protection supplémentaires exigées par le Haut-Commissariat pour les réfugiés et qui, donc, concernent plus spécifiquement la situation des réfugiés. Je vais donc les rappeler très brièvement.

D'abord, pour ce qui est de l'accueil du requérant au point d'entrée, il serait nécessaire que les agents aient une formation adéquate et, surtout, qu'on respecte le principe du non-refoulement.

Le requérant doit aussi avoir la possibilité de disposer de conseils adéquats sur sa situation dans son ensemble.

Le HCR recommande l'existence d'une autorité clairement identifiée chargée d'examiner la revendication et de prendre la décision.

Enfin, le requérant doit avoir droit à tous les services qui lui sont nécessaires y compris la référence à un délégué du HCR.

Dans le cas d'une réponse favorable, il est important d'informer le requérant et de lui fournir les documents attestant de son statut et, dans le cas d'une réponse négative, de lui donner un délai d'appel raisonnable.

Enfin, dans l'attente d'une réponse initiale ou finale, il serait important de permettre au requérant de demeurer au pays. Nous savons que si cela est la pratique administrative habituelle il y a des cas où des personnes dont les causes sont encore pendantes devant les tribunaux peuvent être expulsées si une décision négative a été rendue.

S'il y a des questions à cet égard, je pense que Me Bélanger pourrait y répondre. Elle a un client qui, la semaine dernière, a été expulsé alors que sa cause était encore pendante devant la Cour fédérale.

Enfin, j'aimerais parler du droit à la liberté et à la sécurité de sa personne qui est énoncé à l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés du Canada:

Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

• 1950

Cette référence à l'article 7 nous amène à parler des droits socio-économiques des réfugiés, mais en fait, je crois que la présentation de mes collègues de la Table de concertation a été suffisamment élaborée et éloquente pour que je n'aie pas besoin de m'y attarder davantage. Nous partageons entière-

[Translation]

discourage people from filing frivolous claims. However, as we indicated earlier, we have frankly opted for a process designed to protect refugees rather than eliminate abuse. Our reference to expeditiousness is therefore not gratuitous; it should be understood as being essential to the maintenance of the principles of fundamental justice. In the matter before us, expeditiousness should be achieved without sacrificing fairness.

Rabbi Plaut also mentioned the importance of including, in the new procedure, the additional safeguards required by the High Commission for Refugees, which deal more specifically with the situation of refugees. I shall review them quickly.

First, when the applicant arrives at the point of entry, the officers he encounters should have adequate training and the principle of non-refoulement must be upheld.

The applicant must also be given the opportunity to obtain adequate advice on his overall situation.

The HCR recommends that there be a clearly identified authority with responsibility for examining requests for refugee status and making decisions.

Finally, the applicant must have a right to all of the services he needs, including referral to an HCR delegate.

If the determination is favourable, it is important to inform the applicant and to provide him with documents confirming his status; if it is negative, he must be given reasonable time to appeal.

Finally, the applicant should be allowed to remain in the country until an initial or final decision is made. While that is current practice, people have been deported while their cases were pending before the courts when a negative determination was made.

If there are any questions about this, I believe that Ms Belanger will be able to answer. She has a client who was deported last week while his case was pending before the federal court.

Finally, I would like to refer to the right to liberty and security of the person that is affirmed in section 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms:

Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

Reference to Section 7 would normally lead to a discussion of the socio-economic rights of refugees, but I believe that my colleagues from the Table de concertation elaborated enough and were eloquent enough that I do not have to go into it at

[Texte]

ment les propositions qui ont été émises par la Table de concertation à ce niveau-là.

Cependant les droits protégés par l'article 7 de la Charte, nous amènent aussi à parler de la détention. Dans les cas de détention, nous savons que c'est le droit à la liberté et d'une certaine façon le droit à la sécurité, qui englobe plus que la simple protection contre une menace, qui est impliquée; on doit garantir le bien-être physique et matériel des personnes. Or, ce droit est menacé par les conditions de détention qui existent actuellement.

Nous sommes très favorables au rapport que le Sous-comité de la Chambre a déposé sur la détention et nous souhaiterions que ces recommandations soient appliquées dans les plus brefs délais.

Nous souhaiterions aussi qu'il y ait des mécanismes de contrôles judiciaires, efficaces, qui soient appliqués pour reviser la détention.

La raison qui nous amène à demander cette mesure, est qu'il y a eu des cas récents à Montréal de personnes dont les détentions prolongées dans des prisons, comme dans la prison de Parthenais, en particulier, où un Salvadorien a préféré rentrer chez lui. Alors nous croyons que c'est une situation totalement inacceptable et qu'il doit absolument exister un mécanisme de contrôle pour assurer que des situations comme celle-là ne se produisent pas.

J'aimerais maintenant parler de l'accessibilité au processus car si équitable que sera la nouvelle procédure, encore faut-il s'assurer qu'elle soit opérationnelle et, surtout, accessible à toute personne se réclamant du statut de réfugié.

Nous partageons les inquiétudes du rapport Plaut et du Haut-Commissariat des réfugiés face au risque d'erreur trop élevé et aux conséquences trop graves que comporterait le recours à une pré-sélection.

Nous reconnaissons que la réduction des abus demeure un aspect souhaitable pour atteindre l'objectif fondamental du processus, la protection des réfugiés. Cependant, compte tenu de cet objectif aussi, une attention particulière doit être prioritairement accordée à l'accessibilité.

En premier lieu, nous désirons donc réaffirmer notre complète opposition à l'imposition des visas comme mesure de dissuasion à l'endroit des candidats réfugiés désirant accéder au processus. Limiter notre protection à des réfugiés sélectionnés à l'étranger en empêchant d'éventuels requérants de se prévaloir de notre processus ne constitue, à notre avis, ni plus ni moins que du refoulement à la source et va par le fait même à l'encontre du principe fondamental de non-refoulement de la Convention de Genève.

Le rabbin Plaut a reconnu qu'à cause de notre situation géographique, nous ne sommes pas inondés de demandes émanant de personnes qui ne cherchent qu'à améliorer leur situation financière. La majorité des revendicateurs proviennent de pays où sévissent la répression politique et les atteintes au droit de la personne.

La question des demandes jugées non fondées mérite d'être replacée dans son contexte. À l'instar de nombre d'autres

[Traduction]

any length. We fully support the Table de concertation's position.

However, the rights guaranteed in Section 7 of the Charter should also lead to a discussion of detention. We know that detention involves the right to liberty and in a certain sense the right to security, which implies more than just protection against a threat; people's material and physical well being must be guaranteed as well. That right is threatened by the conditions under which people are currently being detained.

We are very much in favour of the report on detention tabled by the House subcommittee, and we hope that its recommendations will be implemented as quickly as possible.

We also hope that effective judicial review mechanisms will be applied to detention.

We have included this in our demands because there were cases recently in Montreal where people were detained in prison for long periods of time; a Salvadoran who was being held in the Parthenais Institution chose to go back to his own country. We feel that this situation is totally unacceptable and that there absolutely must be some sort of review mechanism to ensure that this type of thing does not happen.

I would now like to talk about access to the system. However fair the new procedure is, it also has to work and be accessible to everyone claiming refugee status.

We share the concerns expressed in the Plaut Report and by the High Commission for Refugees that the risk of error would be too great and the consequences too serious if we were to put in place a screening mechanism.

We recognize that the prevention of abuse is compatible with the basic purpose of the process, which is to protect refugees. However, that being its purpose, particular attention should be paid to accessibility.

We would first like to reaffirm our complete opposition to visas as a way of discouraging potential refugees from seeking access to the system. Limiting our protection to refugees selected in other countries by preventing potential claimants from gaining access to our system amounts, in our opinion, to on-the-spot rejection and goes against the basic principle of non-refoulement set out in the Geneva Convention.

Rabbi Plaut recognized that because of our geographical location, we are not inundated with applications from people who want only to better their financial situation. The majority of claimants come from countries where political repression and human-rights violations are rampant.

The issue of unfounded claims deserves to be looked at in context. The situation appears to us, as it has appeared to

[Text]

intervenants, cette situation nous apparaît comme une conséquence des problèmes structurels de l'actuel processus de reconnaissance du statut de réfugié. Dans certains cas, nous savons que des personnes qui souhaitent s'établir au Canada, à cause de critères d'immigration trop stricts, n'ont d'autres possibilités que de recourir au processus de reconnaissance du statut de réfugié même si leur situation n'est pas celle de requérant.

• 1955

Nous avons fait allusion un peu plus tôt aux pratiques abusives de certains conseillers dont le rapport Robinson avait fait état en 1981 et qui ont été confirmées après une *The Globe and Mail* menée au printemps de cette année.

Nous pensons aussi que l'absence d'auditions qui a caractérisé notre processus, du moins jusqu'à l'arrêt *Singh*, a été un facteur qui a pu faciliter la présentation et le maintien de demandes qui n'étaient pas conformes à la définition de réfugié.

Pour chacun de ces éléments, nous croyons qu'il existe des correctifs efficaces, et ce sans qu'il soit nécessaire de recourir à une présélection dangereuse.

Nous avons parlé plus tôt de l'intérêt d'instaurer un processus de traitement des cas humanitaires séparé de celui des demandes de refuge, ainsi que de la possibilité de reconduire l'application de certains programmes spéciaux. Nous pensons qu'ainsi, un nombre significatif de demandes ne serait plus dirigé vers le processus de reconnaissance du statut de réfugié.

Si des mesures énergiques étaient prises contre les conseillers sans scrupule, nous pensons qu'un certain nombre de demandes ne seraient plus acheminées au processus de reconnaissance du statut de réfugié, et que la tenue d'auditions qui vont permettre d'établir plus adéquatement la crédibilité des requérants va décourager la présentation de demandes qui ne correspondent pas à la définition de réfugié et l'intervention de conseillers mal préparés.

Certes, il est difficile d'évaluer de façon précise l'ampleur de ce problème. Cependant, il nous semble que trop souvent, dans le passé, on a fait porter aux réfugiés en attente de statut l'odieux d'un système inefficace, miné de problèmes structurels identifiés par le rabbin Plaut et qui s'est avéré non conforme aux principes de justice fondamentale enchâssés dans notre Charte constitutionnelle.

Il nous semble primordial de ne pas sous-estimer la gravité des enjeux en cause, à savoir la protection d'individus dont la vie ou la liberté est menacée. C'est dans cet esprit que nous désirons rappeler la préoccupation première du rapport Plaut d'ériger en principe fondamental du nouveau processus la protection des réfugiés plutôt que l'élimination à tout prix des abus.

Le nouveau processus devra donc être accessible à tout requérant et, dans le souci de respecter la séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés, le recours à l'enquête ne devra être conservé que pour les contrôles d'immigration. Aussi, nous pensons que tous les requérants devront avoir accès

[Translation]

others, to be the result of the structural problems that afflict the existing refugee determination process. We are aware that, in some cases, people who want to come to Canada have no choice but to turn to the refugee determination process, although they are not really refugees, because the immigration criteria are too strict.

We referred earlier to the abusive practices of some advisers, which were mentioned in the Robinson report in 1981 and were confirmed in a study done this spring by the *Globe and Mail*.

We feel that the failure to hold hearings, which is characteristic of our process, or was until the *Singh* decision, may have been a factor that made it easier to submit and support unfounded claims.

We believe that for each of these factors, effective steps could be taken to rectify the situation without having to introduce a dangerous screening process.

We referred earlier to the advantages of instituting a system for dealing with humanitarian cases separately and to the possibility of continuing certain special programs. That would mean that a significant number of applications would no longer be channelled into the refugee-determination stream.

We think that taking strong steps against unscrupulous advisers would eliminate a certain number of claims and that hearings that will make it possible to better assess the credibility of claimants will discourage people from filing claims that do not meet the definition of refugee and would discourage ill-prepared advisers from getting involved.

It is of course hard to judge the size of the problem. It seems to us that too often, in the past, illegal refugees have had to bear the burden of an ineffective system riddled with the structural problems identified in the Plaut report, a system that contravenes the principles of fundamental justice enshrined in our constitutional Charter.

It is essential that we not underestimate the seriousness of what is at stake: the protection of individuals whose life or liberty is threatened. It is in this spirit that we would remind you of the main concern of the Plaut report: to make the protection of refugees, and not the elimination of abuse at all costs, the cornerstone of the new process.

The new process should therefore be accessible to all applicants and, in order to ensure that immigration and refugee issues are treated separately, investigations should continue to be carried out only for immigration purposes. We

[Texte]

aux mêmes droits socio-économiques, quel qu'ait été leur statut valide antérieur au pays.

Comme nous l'avons indiqué plus tôt, les obligations du Canada envers les réfugiés ne sont pas que juridiques, puisque notre législateur a inscrit dans la loi des dispositions relatives à l'attitude humanitaire du Canada envers les réfugiés.

Nous apprécions l'invitation sans cesse renouvelée du rapport Plaut à notre pays à manifester une ouverture et une générosité plus grandes à l'endroit des réfugiés. Selon le rabbin, le nombre de réfugiés que l'on nous demande d'admettre, et tout particulièrement le nombre de revendicateurs qui sont déjà ici au pays, est minime lorsqu'on le compare à l'immense étendue de notre territoire, à la richesse de nos ressources naturelles et aux conditions de paix intérieure et extérieure du Canada.

Nous aimerions compléter cet exposé sur les droits fondamentaux du nouveau processus en rappelant les composantes qui permettront à ce processus d'atteindre l'humanité essentielle à son exercice.

La présomption de bonne foi: Trop souvent, nous avons assisté à certains écarts dans les discours officiels qui associaient les revendicateurs à des personnes profitant de la générosité des autorités et du peuple canadiens. A notre avis, cette attitude cause un grave préjudice aux requérants dans l'étude de leurs demandes et est porteuse d'éléments susceptibles d'alimenter une certaine xénophobie et des préjugés racistes, si faciles en période de crise économique.

• 2000

Il nous semble donc opportun de rappeler, en cette matière, le rôle et la responsabilité de nos gouvernements quant à leur sphère d'influence sur l'opinion publique. Nous ne saurions trop insister sur la nécessité de faire particulièrement attention en présentant à la population les différentes questions concernant les réfugiés. Il importe donc que la présomption de bonne foi de ces personnes soit rétablie pour assurer que nous les traitons en êtres ayant des droits égaux.

Nous croyons aussi qu'une interprétation élargie de la définition de réfugié est une des composantes importantes d'une attitude plus humanitaire du Canada à l'endroit des réfugiés. Nous avons constaté à plusieurs reprises l'inadéquation de la définition actuelle de réfugié inscrite dans la Convention de Genève, inadéquation de cette définition par rapport à la nature des circonstances qui peuvent amener des personnes de provenances multiples à revendiquer le statut de réfugié.

Actuellement, même si nous n'avons pas les raisons exhaustives qui motivent les réponses négatives aux demandes de refuge, nous savons que les demandes des requérants doivent comporter un degré élevé de persécution personnelle pour qu'une réponse favorable soit rendue par le ministre. À notre avis, cette appréciation ne tient pas compte de la situation de populations civiles qui sont la cible indifférenciée des diverses formes de répression généralisée dans leur pays, ou encore appliquée à certains groupes de la population. Irons-nous jusqu'à exiger de ces personnes qu'elles demeurent chez elles

[Traduction]

also feel that all applicants should have the same socio-economic rights, whatever their previous status.

As we indicated earlier, Canada's obligations with respect to refugees are not only legal ones, since the legislator has referred in the act to our humanitarian tradition vis-à-vis refugees.

We appreciate the fact that the Plaut report repeatedly encourages our country to be more open and generous towards refugees. According to Rabbi Plaut, the number of refugees we are being asked to admit, and particularly the number of claimants who are already in Canada, is minimal compared to the vastness of our land, the wealth of our natural resources and the peacefulness of our internal and external relations.

We would like to end our presentation on fundamental rights in the context of the new process by reviewing the elements that will make that process essentially humanitarian.

The assumption of good faith: Too often we have noted lapses in official statements which portray claimants as taking advantage of the generosity of Canadians and their authorities. We feel that attitude is extremely prejudicial to claimants whose cases are under review and contains the seeds of xenophobia and racism, which propagate so easily in hard times.

It seems appropriate at this time to remind you of the role and responsibilities of our governments in influencing public opinion. The need to be particularly careful about the way in which we present refugee-related issues to the public cannot be too strongly emphasized. If refugees are to be treated equally, there must be an assumption that they are acting in good faith.

We also feel that a broad interpretation of the definition of the term "refugee" is an important component of Canada's humanitarian tradition with respect to refugees. We have noted on a number of occasions that the definition contained in the Geneva Convention is inadequate, inadequate in light of the kinds of circumstances that lead people of various backgrounds to claim refugee status.

Although we do not receive detailed explanations as to why a claim was turned down, we know that there must have been a considerable degree of personal persecution for the Minister to accept an application. This assessment, we feel, does not take into account the fact that entire civilian populations are indiscriminately subjected to various forms of generalized repression in their country or that certain groups are persecuted. Should we expect these people to stay in their country until they have been persecuted so that they can then apply for and obtain refugee status?

[Text]

jusqu'à ce qu'elles y soient persécutées pour leur permettre ensuite de demander et d'obtenir le statut de réfugié?

La nature et la variété des situations qui entraînent un besoin de protection et justifient la présentation d'une demande, exigent donc à notre avis l'adoption d'une interprétation plus large que celle qui prévaut actuellement. Nous croyons que le contexte actuel de réforme de notre processus est favorable à un tel changement, plus conforme, à notre avis, à l'attitude d'ouverture dont le rapport Plaut invite le Canada à faire preuve ainsi qu'à notre compréhension des violations des droits humains qui sévissent en plusieurs endroits du monde et qui conduisent à des déplacements de populations nécessitant une protection particulière pour leur vie ou leur liberté.

La Convention de Genève constitue donc pour nous une exigence minimale; le Canada doit se conformer non seulement à la lettre mais aussi à l'esprit de la Convention.

Pour faciliter la mise en oeuvre de cette ouverture dans l'interprétation de la définition de réfugié, nous pensons que les références suivantes pourraient s'avérer utiles, outre les lignes directrices du ministre Axworthy qui ont été mentionnées plus tôt. Nous pensons au guide d'interprétation du Haut-commissariat pour les réfugiés, aux positions de l'Organisation de l'unité africaine sur les personnes déplacées et en situation de détresse et à l'arrêt *Singh* de la Cour suprême du Canada.

Malgré une application ouverte et généreuse des dispositions qui assureront l'équité, il se trouvera toujours des cas limites où une réponse négative apparaît exagérée, mais où il subsiste certains doutes à reconnaître le statut de réfugiés. Dans ces cas, nous croyons que le bénéfice du doute devra être donné aux requérants, encore une fois à cause de la gravité des conséquences qui peuvent résulter d'une erreur.

Enfin, nous voulons vous rappeler le respect intégral du principe de non-refoulement et la reconnaissance plus large du droit d'asile. En fait, la Convention de Genève comporte un certain nombre d'exigences dont notre pays, en faisant preuve d'une plus grande ouverture, pourrait envisager de dépasser les limites en reconnaissant plus largement le droit d'asile.

• 2005

Le droit au non-refoulement nous semble si fondamental qu'il y aurait lieu, à notre avis, d'en assurer une plus grande reconnaissance, en permettant entre autres au Haut-commissariat pour les réfugiés d'exercer son pouvoir de protection et en ne renvoyant pas vers leurs pays d'origine des groupes ou des individus refusés lorsque leur cas soulève encore certains doutes. Nous voyons là une garantie supplémentaire de protection pour des revendications qui, refusées ici, n'en demeurent pas moins susceptibles d'être acceptées ailleurs. N'avons-nous pas nous-mêmes ici au Canada accepté ces réfugiés dont la demande avait été refusée ailleurs?

Enfin, dans une attitude humanitaire, nous devrions trouver une procédure non contradictoire. Le rapport Plaut est ferme à cet égard, dans la mesure où une approche contradictoire irait à l'encontre des principes mêmes du Canada à l'endroit des réfugiés.

[Translation]

The nature and variety of situations which result in a need for protection and justify the filing of a claim require that we adopt a broader interpretation than the one that currently prevails. We feel that the reform process that is underway is compatible with this type of change, with the open-mindedness that the Plaut report encourages Canadians to show, and with our understanding of the human rights violations which are rampant in many countries and which result in the need to protect the life and liberty of displaced persons.

For us, the Geneva Convention is a minimal requirement; Canada must adhere not only to the letter but to the spirit of the convention.

To facilitate the introduction of this new openness in the interpretation of the term "refugee", we feel that the following references, along with the Axworthy guidelines that were mentioned earlier, could prove useful. We would refer you to the High Commission for Refugees' interpretation manual, to the African Unity Organization's positions on displaced persons and persons in distress, and to the Singh decision of the Supreme Court of Canada.

Even with such an open and generous application of the provisions as will ensure fairness, there will always be extreme cases where refusal seems exaggerated, but where there are still doubts about granting refugee status. In these cases, we feel that the benefit of the doubt should be given to applicants, once again because of the seriousness of the possible consequences of a wrong decision.

Finally, we would like to draw your attention to the full respect of the principle of non-refoulement and broader recognition of the right to asylum. The Geneva Convention in fact contains a number of requirements that our country could go beyond by showing greater open-mindedness and giving broader definition to the right to asylum.

The right to *non-refoulement* seems so fundamental to us that, in our opinion, it should be given greater recognition by allowing the High Commissioner for Refugees, among others, to exercise his powers of protection, and by not returning refused individuals or groups to their country of origin when there is still room for doubt. We think this would provide an additional measure of protection to claimants who have been refused here, but may be accepted elsewhere. After all, we have accepted refugees in Canada who were refused elsewhere.

Lastly, if we are to be humanitarians, we must find a non-adversarial procedure. The Plaut Report is very firm in saying that an adversarial approach goes against the very principles that Canada upholds with respect to refugees.

[Texte]

Nous approuvons pleinement les recommandations du rapport Plaut qui visent à accroître la formation et l'ouverture aux problèmes des réfugiés des divers intervenants de ce processus complexe. Il nous apparaît justifié d'espérer qu'en améliorant ces aspects, le caractère humanitaire du processus en bénéficiera largement.

Mon collègue de la Table de concertation a abordé plus tôt la question des cas humanitaires et des programmes spéciaux. Nous souscrivons à cette option, car nous savons que le processus de reconnaissance du statut de réfugié comporte des demandes qui, bien que ne correspondant pas à la définition de réfugié, méritent d'être étudiées attentivement par nos autorités sur la base de considérations humanitaires. Il faudrait donc qu'il y ait un processus adéquat pour ces demandes, qui n'est pas le processus de reconnaissance du statut de réfugié. Si nous avions un processus traitant des cas humanitaires et un processus traitant des cas de refuge, nous croyons que chacun de ces deux types de situations serait mieux examiné.

Nous appuyons également l'idée de programmes spéciaux, parce que si une étude individuelle est nécessaire dans plusieurs cas, il y en a d'autres où nous avons affaire à des catégories de personnes dont les situations présentent des points communs, pour ne pas dire identiques. De façon à éviter une étude individuelle qui nécessite du temps et des ressources, nous croyons qu'il serait souhaitable d'établir une procédure accélérée pour traiter l'ensemble des demandes semblables.

Nous avons préparé certains commentaires généraux sur la nouvelle structure. Ils sont généraux, je le précise, dans la mesure où nous n'abordons pas les aspects plus techniques. Nous voulons simplement rappeler les principes fondamentaux qui doivent s'appliquer dans l'implantation de la nouvelle structure.

En ce qui concerne l'Office des réfugiés, le respect du principe de séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés commande l'établissement d'une structure indépendante, décisionnelle et ayant une compétence et une juridiction exclusives sur toute question relative à une revendication au statut de réfugié. Nous croyons que l'Office des réfugiés devrait avoir le pouvoir d'établir les règles de pratique et de procédure ainsi que la réglementation régissant ces activités. L'Office devrait avoir une juridiction exclusive en première et en deuxième instances. Aucun recours ne pourrait être exercé contre une décision favorable au requérant.

Nous accordons une importance privilégiée à la qualité des décisionnaires appartenant à l'Office. Nous partageons les nombreuses propositions du rapport sur la sélection et la compétence juridique et intellectuelle de ces personnes ainsi que sur les ressources matérielles nécessaires pour leur assurer une formation adéquate et une mise à jour continue des données essentielles à leur travail.

Il nous apparaît que la complexité des éléments à évaluer et l'importance pour le requérant des enjeux relevant de la réponse à sa revendication, rendent plus que souhaitable la participation de plus d'un décisionnaire à chacune des instances du processus sous la juridiction de l'Office des réfugiés.

[Traduction]

We fully support the recommendations in the Plaut Report in favour of increased training and awareness of refugee problems on the part of the various actors in this complex process. We believe that in so doing the process will become much more humanitarian.

Earlier, my colleague on the *Table de concertation* raised the issue of humanitarian cases and special programs. We support this option because we know that some requests for refugee status, while not corresponding to the definition of refugee, deserve to be carefully studied by our authorities on humanitarian grounds. There should be a proper process for these requests, which should not be the process for recognizing refugee status. We believe that if we were to have one process for dealing with humanitarian cases and another for refugee cases, there would be a better review of both situations.

We are also in favour of special programs because, while an individual study may be necessary in several cases, there are other categories of people who have similar, if not identical, situations. Since individual studies cost time and money, we believe that it would be preferable to establish a procedure for speeding up the processing of similar requests.

We have prepared some general comments on this new structure. The comments are general in that they do not deal with the more technical aspects. We just wish to underline the fundamental principles that should be applied in implementing this new structure.

As far as the Refugee Board is concerned, the principle of separating immigration and refugee questions requires the establishment of an independent structure, with decision-making powers, and with exclusive jurisdiction over any matter pertaining to a claim for refugee status. We feel that the Refugee Board should have the power to establish its own rules of practice and procedure, as well as regulations governing its own activities. The board should have exclusive jurisdiction in the first and second instance. It should not be possible to appeal a decision favourable to the applicant.

We have attached special importance to the quality of decision-makers appointed to the Board. We agree with numerous proposals in the report about the selection of these people, and their intellectual and legal expertise, as well as the physical resources necessary to ensure adequate training and constant updating of the data necessary for their work.

So complex are the issues to be reviewed, and so crucial is the result of that review to the claimant, that it is imperative more than one person participate in the decisions made at each level in the process.

[Text]

Nous ne sommes pas sans ignorer les considérations administratives et financières résultant de ce choix, mais une fois de plus, il y a va de la vie et de la liberté de ces personnes. Dans ces conditions, la meilleure protection doit être recherchée.

• 2010

Nous aimerions insister sur l'apport considérable susceptible d'être fourni par l'ensemble des organismes non gouvernementaux oeuvrant auprès des réfugiés. Nous avons le désir très grand d'assister à un rapprochement étroit entre l'Office des réfugiés et la communauté des organismes non gouvernementaux et ce, tant pour le recrutement des membres de cet organisme que pour le suivi à accorder aux requérants et à leur revendication. Il semble que cette collaboration accrue entre les principaux intervenants du processus constituerait une mesure susceptible de rétablir une saine confiance qui, trop souvent, a fait défaut. Nous croyons que l'efficacité de l'ensemble du processus en serait grandement améliorée et, par conséquent, sa crédibilité. Dans ces conditions, c'est d'abord et avant tout, la protection des réfugiés qui en jouirait.

Il nous apparaît inopportun de confier des pouvoirs coercitifs à l'agent chargé des réfugiés. Pour nous les fonctions de cet agent sont essentiellement celles d'un agent d'accueil et de soutien pour les réfugiés et nous voyons mal qu'il exerce des fonctions qui relèvent davantage de l'exécution de la loi.

Nous croyons aussi que c'est l'Office des réfugiés qui devrait traiter des questions de programmes spéciaux et de l'étude des demandes pour motifs humanitaires.

Il va sans dire que nous croyons que la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et les fonctions d'exécution de la loi devraient être complètement détachées du processus de reconnaissance du statut de réfugié et de l'Office des réfugiés.

Dès l'instant où une personne revendique le statut de réfugié, il ne s'agit plus de statuer sur son admissibilité au Canada, mais les considérations humanitaires doivent prévaloir. Or, actuellement, avec l'enquête comme condition préalable à la présentation d'une demande de refuge, nous savons que l'arbitre est obligé d'appliquer des considérations d'immigration, alors que ce ne sont pas des considérations pertinentes dans les circonstances.

Nous ne partageons pas l'analyse du rabbin Plaut selon laquelle la révision de leur détention devrait être laissée à l'arbitrage. Nous croyons que cette instance actuellement n'est pas habilitée à remplir cette fonction et qu'elle n'est pas suffisamment indépendante pour l'exercer.

Enfin, nous souscrivons entièrement aux propositions du rapport Plaut d'accorder un rôle important au Haut-commissariat pour les réfugiés dont la contribution a été des plus précieuses à ce jour.

Je ne reviendrai pas sur les considérations qui portent sur l'arrérage. Je pense qu'à moins qu'il n'y ait des questions auxquelles je me ferai un plaisir de répondre, suffisamment d'éléments ont été apportés à ce sujet.

[Translation]

We do realize how costly that will be, and what an administrative chore it will involve, but we can only reiterate that people's lives and liberty are at stake. That being so, we must spare no pains to ensure their full protection.

We would like to emphasize that considerable support could be provided by all of the non-governmental agencies that work with refugees. We would like to see closer relationships between the Refugee Board and non-governmental agencies, both in recruiting members and in the follow-up given to applicants and their claims. It seems to us that closer co-operation among the major players would increase the confidence that is often lacking. We believe that the overall efficiency of the process would be greatly increased and, as a result, its credibility. It is the protection of refugees that should be considered first and foremost.

We do not consider it appropriate to grant the refugee officer any powers of coercion. We think his duties should be basically those of welcome and support, not law enforcement.

We also believe that the Refugee Board should deal with the issue of special programs and claims on humanitarian grounds.

It goes without saying that we believe that the Canada Employment and Immigration Commission and law enforcement functions should be completely removed from the process of granting refugee status and the Refugee Board.

From the moment a person claims refugee status, it is no longer a question of deciding on his eligibility as an immigrant, rather humanitarian considerations must hold sway. However, at the present time, since an inquiry is a prerequisite to presenting a claim for refugee status, we know that the adjudicator is obliged to take immigration factors into consideration, whereas they are not pertinent under the circumstances.

We do not share Rabbi Plaut's view that detention should be left up to the adjudicator. We do not feel that adjudicators are presently equipped to handle this function, nor are they sufficiently independent to do so.

Lastly, we fully support the Plaut proposals about granting an important role to the High Commission for Refugees, which has made one of the most important contributions to date.

I will not dwell on the backlog. Unless there are questions, which I would be happy to answer, I think enough has already been said on this subject.

[Texte]

J'aimerais conclure. Nous aimerions, en terminant, souligner l'apport précieux fourni par le rapport du rabbin Gunther Plaut tout au long de cette démarche. Si nous y avons relevé certains écarts entre les principes énoncés et leur modalité d'application, nous en avons d'abord et surtout dégagé un grand esprit d'ouverture et de compréhension face à la réalité mouvante et complexe des réfugiés et, plus largement, une invitation pressante pour le Canada à intervenir aussi énergiquement qu'équitablement dans ce domaine. Le rabbin Plaut nous rappelle que de transmettre, à d'autres États, la responsabilité de remplir les obligations prévues par la Convention, peut avoir des conséquences très graves.

Nous souscrivons à cette perception du rôle plus généreux que notre pays est convié à remplir envers les réfugiés en ne se limitant pas à ce qui est légalement obligatoire mais en assurant, plus fondamentalement, ce qui est décent et humain.

Nous rappellerons que le Canada doit se conformer à la lettre et à l'esprit de la Convention de Genève ainsi qu'aux conditions assurant l'exercice véritable de l'attitude humanitaire qu'il a inscrite dans sa Loi sur l'immigration. Nous comprenons également que dans le contexte actuel de cette réforme, une reconnaissance accrue devrait être accordée au droit d'asile énoncé à l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

• 2015

De fait, le rapport Plaut s'est fait l'écho de la communauté des organismes non gouvernementaux d'aide adaptée aux réfugiés, en misant sur une responsabilisation accrue de notre pays envers les réfugiés. Il nous apparaît qu'un élément important de celle-ci consiste dans l'obligation pour le Canada de participer à la résolution des graves problèmes des réfugiés en ne se limitant pas à les accueillir ici, mais plus fondamentalement en travaillant à l'élimination des causes à la source même des mouvements de réfugiés.

Le temps n'est-il pas venu pour notre pays de développer une politique extérieure et commerciale plus cohérente en cette matière, parce que plus sensible à l'état des droits humains dans nos pays partenaires? Ici même sur place, n'y aurait-il pas lieu de réviser à la hausse notre capacité d'accueil de ressortissant étranger, en y assurant un espace plus privilégié à des personnes nécessitant notre protection? D'autres pays, passablement moins nantis que le nôtre, auraient certainement de précieux enseignements à nous dispenser en la matière. Nous disions tantôt que 5 millions des réfugiés dans le monde sont en Afrique, dans des pays qui souffrent aussi de famine.

De toute façon, n'avons-nous pas une réserve démographique plus souple depuis que nous connaissons maintenant, de façon certaine, les conséquences prévisibles d'une baisse significative de notre population au cours de la prochaine décennie. Notre population d'ailleurs mériterait d'être informée plus adéquatement sur cet ensemble d'enjeux importants reliés à l'accueil des réfugiés parmi nous. Et, nous avons vu dans le passé des exemples où, lorsque la population était adéquatement informée, sa capacité d'accueil en a été grandement améliorée.

[Traduction]

I would like to conclude by saying that Rabbi Gunther Plaut's report has been of invaluable assistance throughout these whole proceedings. While we may have found some gaps between the principles and their application, there is a great spirit of openness and understanding about the complex and changeable reality of the refugee situation, as well as a pressing invitation for Canada to intervene firmly and fairly in this area. Rabbi Plaut reminds us that any transfer of our responsibility for meeting Convention obligations to other countries may have serious consequences.

We support the view that our country can play a more generous role towards refugees by not restricting ourselves to our legal obligations but by insuring that what we do is decent and humane.

We would point out that Canada must conform with the letter and the spirit of the Geneva Convention as well as with the humanitarian attitude that has been written into the Immigration Act. We further understand that in the present context of this reform, better recognition should be given to the right of asylum as it appears in section 14 of the Universal Declaration of Human Rights.

The Plaut report is echoing the position of the NGOs which try to help refugees, trusting that Canada is feeling a stronger sense of responsibility towards refugees. Thus Canada should participate in the resolution of serious refugee problems not only by welcoming them on Canadian soil but more fundamentally by trying to eliminate the causes at the heart of the refugee problem.

We feel that Canada should adopt a more consistent policy as far as foreign relations and international trade are concerned, a policy which would be more consonant with the status of human rights in the countries we deal with. We should increase the number of people authorized to settle in Canada and more particularly those who are in need of our protection. Other countries less well off than we are would have a lot to teach us in that respect. We mentioned that there are 5 million refugees in Africa alone where people are dying of hunger.

Now that we can forecast with a great deal of precision the likely effects of a significant decrease in our population during the next 10 years, some measures could be taken from a demographic point of view. The Canadian public should be better informed about these important matters as they relate to the granting of refugee status to people. We know from past experience that when Canadians are well informed, they are willing to accept the arrival of people in greater numbers.

[Text]

Nous désirons assurer nos autorités à cet égard de l'appui très ferme que nous sommes disposés à leur apporter à ce niveau. Nous terminerons d'ailleurs sur cette réflexion qui, applicable à cet aspect particulier de l'action auprès des réfugiés, n'en demeure pas moins valable pour l'ensemble de cette réalité. Si ambitieux et généreux soit-il, le travail de la communauté non gouvernementale sur la question des réfugiés auprès du public ne saurait suffire à lui seul à occuper un champ d'intervention aussi large et étendu. Bien davantage, il s'agit de la capacité d'une société par l'intermédiaire de ses représentants élus d'assumer ce grand défi collectif que constitue la reconnaissance égale des droits de tous ses membres et davantage de ses plus vulnérables. Merci.

Le vice-président: Merci beaucoup. Y a-t-il des questions? Allez.

Mr. Witer.

Mr. Witer: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to, first of all, congratulate the witnesses for the comprehensive report they presented. It not only covered the entire refugee question but also got into causes of why in fact refugees exist. I have several questions in that area, but I am not sure if they are germane to what we are trying to determine in this committee. I will try to ask a couple of questions as to some of the difficulties that obviously are there now, that you see on a day-to-day basis, and that may occur in the new structure we are trying to set up. I am concerned, as you may by now know, about the interim stage. Let me ask you this: In your opinion, have you come across any fraudulent refugee claimants?

• 2020

Mme Gagnon: Personnellement, notre organisme ne donne pas un service direct aux personnes qui revendiquent le statut de réfugiés. C'est par l'intermédiaire de la collaboration que nous avons, avec les organismes qui dispensent ses services, que nous connaissons mieux la situation quotidienne des requérants au statut de réfugiés.

Nous savons qu'un certain nombre de demandes, qui ne correspondent pas à la définition de réfugiés, apparaissent dans le processus de reconnaissance de réfugiés et s'y trouvent maintenant. Nous le savons. Nous pensons cependant que le nombre est moins élevé qu'on le prétend. Et si ces demandes existent, un bon nombre de problèmes structurels expliquent pourquoi elles s'y trouvent.

Les délais prolongés actuellement que nécessitent l'étude d'une demande de statut de réfugiés peuvent être un élément intéressant pour des personnes qui voudraient s'établir au Canada, même si elles ne sont pas des réfugiés.

J'ai parlé des conseillers sans scrupule tantôt qui, quelle que soit la validité de la demande d'une personne, sont prêts à acheminer cette revendication dans le processus. Il n'y a actuellement pas de procédure adéquate pour les situations de personnes qui voudraient s'établir ici, sur la base de considérations humanitaires. Ce ne sont pas des considérations de réfugiés, ils sont différents, mais ces personnes n'ont pas

[Translation]

We are for our part ready to help the government with all means at our disposal. In conclusion we wish to stress that the action of the NGOs, however generous and ambitious, is not by itself enough to solve the refugee problem. It is our country as a whole through its elected representatives which must meet the challenge of recognizing the equal rights of all its members and especially who are most vulnerable. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much. Are there any questions?

Monsieur Witer.

M. Witer: Merci, monsieur le président.

Permettez-moi tout d'abord de remercier les témoins pour leur rapport exhaustif qui non seulement traite de la question des réfugiés mais en aborde également les causes. Je voudrais poser plusieurs questions mais je ne suis pas sûr qu'elles se rapportent directement aux questions dont le Comité a été saisi. Je vais donc vous poser seulement une question concernant les difficultés d'ordre pratique qui se posent maintenant et qui risquent de se poser à nouveau dans la nouvelle organisation que nous nous proposons de créer. Existe-t-il à votre connaissance des personnes qui demandent à être reconnues comme réfugiés politiques pour des raisons frauduleuses?

Mrs. Gagnon: Our organization does not offer services directly to refugee status claimants. We operate in co-operation with the organizations who dispense those services as we are more conversant with the daily situation of refugee status claimants.

We realize that some applications from people who do not fit into the refugee category are now going through the refugee determination process. We realize this. However, we do feel there are not as many of these cases as it has been alleged. And the very fact that those applications are there indicates that there are many structural problems to be dealt with.

The long delays required for the consideration of a refugee status claim can be an advantage for people who want to come to live in Canada, although they may not be refugees.

Earlier, I made mention of unscrupulous advisors who are ready to put a claim through this process, however valid the applicant's case may be. There is currently no appropriate procedure to cover situations where people would like to land here for humanitarian reasons. I am not referring to refugee considerations; that is a different story. I am referring to people who have no other choice but to go the refugee status determination process at the moment.

[Texte]

d'autre choix actuellement que d'emprunter le processus de reconnaissance du statut de réfugiés.

J'ai mentionné aussi le fait que l'absence d'audition dans le processus a pu faciliter la présentation et le maintien, dans le processus, de demandes qui ne correspondaient pas à la définition de réfugiés. Quand un processus n'est pas capable, dès le départ, d'identifier de façon adéquate le bien-fondé d'une demande, il est certainement plus facile pour une demande de s'y maintenir à plus long terme.

Alors nous pensons que si ces différents problèmes étaient corrigés; si le processus était plus rapide sans être au détriment de la justice; si des sanctions sévères étaient prises contre les conseillers sans scrupule; si une procédure spéciale était établie pour les demandes de motifs humanitaires; et si le nouveau processus permet des auditions où sera établie de façon plus juste la validité de la demande, nous pensons que tous ces éléments contribueraient à retirer du processus les demandes qu'on y trouve actuellement et qui ne correspondent pas toujours à la situation très définie ou interprétée de façon très stricte des réfugiés.

C'est aussi la raison pour laquelle nous avons demandé que soit élargie l'interprétation de la définition de réfugiés. Comme je le disais tantôt pour être reconnu comme réfugié au Canada actuellement, une personne doit subir un degré élevé de persécution. Or, la persécution est quelque chose qui par essence est arbitraire, qui ne frappe pas nécessairement un individu ayant des activités spécifiques ou des activités politiques très développées ou des responsabilités importantes.

La répression et la persécution frappent n'importe où quelquefois. Et nous pensons que la définition actuelle ne tient pas compte de cette réalité. C'est pourquoi nous demandons que la définition soit interprétée de façon plus large.

Je pense que cet ensemble d'éléments nous donne un autre aperçu de ce que constituent réellement les demandes appelées non fondées. Beaucoup de précautions doivent être prises dans ces conditions, parce qu'on parle de la vie ou de la liberté de personnes. Il est donc dangereux de porter atteinte à leur crédibilité de cette façon. Il serait encore plus grave de ne pas leur donner le droit d'avoir une procédure juste et complète où serait établi de façon adéquate le bien-fondé de la revendication.

• 2025

Mr. Witer: I have a couple more questions, Mr. Chairman, if I may. I do not disagree with anything you have said to date, but presuming there are fraudulent claimants, what would you recommend we do with those fraudulent claimants?

Me Bélanger: L'évaluation d'une demande non fondée quant à nous doit être le résultat d'une appréciation de la demande. Or, dans la mesure où une évaluation aura été faite, et qu'une appréciation négative aura été portée, à ce moment-là, il ne s'agit pas de cas de réfugié. Nous en sommes à nous opposer à une sélection initiale avant qu'on ait eu l'opportunité de procéder à une évaluation complète du dossier. Nous ne pensons pas qu'il est possible d'étudier avec justice, *a priori*, une demande et de porter un diagnostic *a priori* sans verser

[Traduction]

I also mentioned the fact that because there is no hearing it is easier to submit and to keep applications that do not correspond to the definition of a refugee. When there has been no mechanism established to winnow the invalid applications, it is of course easier to keep the application pending for a long time.

We feel that if these problems were remedied, if the process were made more efficient, but not at the expense of justice, if strict sanctions were taken against unscrupulous advisors, if a special procedure was established to deal with applications on humanitarian grounds and if that new process allowed hearings to determine the validity of the claims, we think that it would be easier to sort out the applications. It would be easier to separate out the claims that do not necessarily meet the strict interpretation or definition of refugee.

That is why we asked that the definition of refugee be wider. As I said earlier, to be recognized as a refugee in Canada at the moment, a person has to have suffered a great amount of persecution. Persecution is per force arbitrary. It is not something that necessarily strikes an individual involved in very specific political or other activities or who has great responsibilities.

Repression and persecution strike anywhere. We feel that the current definition does not recognize this. That is why we would like the definition to be given a wider interpretation.

I think that all these elements together give us another perspective on what really makes up what is known as an unjustified claim. Precautions have to be taken, because we are talking about the life and freedom of human beings. It is dangerous to undermine their credibility in this way. It would be even more serious to deny them the right to a fair and complete procedure that would appropriately establish whether or not their claim is justified.

M. Witer: Je voudrais poser encore deux questions monsieur le président. Je suis tout à fait d'accord avec tout ce que vous venez de dire. Cependant qu'est-ce qu'il faudrait faire à votre avis avec les demandes non fondées?

Ms Bélanger: The evaluation of a fraudulent claim should result from an inquiry into the claim. If a claim meets with a negative decision, then it is no longer a refugee claim. What we are against is the initial selection before a full evaluation of each claim. In our opinion it is impossible to make an *a priori* decision which will protect those individuals seeking Canada's protection from arbitrary, discretionary and just plain unjust decisions. We must not forget that in case of a wrongful decision, these individuals are sent back to their countries of

[Text]

dans l'arbitraire, dans le discrétionnaire, et dans l'injustice la plus flagrante pour les personnes qui revendiquent la protection du Canada. Il faut considérer les conséquences d'une erreur sur ces personnes qui se verraient retournées *ipso facto* dans leur pays d'origine. Alors procédons avec des auditions en bonne et due forme et ensuite on pourra avoir une évaluation éclairée. C'est impossible de procéder à une sélection initiale.

Mr. Witer: I think one of the witnesses had mentioned that in fact in one case in which you were representing as counsel the claimant was returned to a country or sent out of Canada before the final appeal had been either heard or decided upon. Could you perhaps give me some details on that? I am not sure if I have ever heard of that kind of case.

Me Bélanger: En fait, on se réfère à un cas qui s'est produit vendredi dernier. Il y a eu audition à la Commission d'appel de l'immigration, audition qui a conduit à une réponse négative émise le 19 août 1985. Mais samedi dernier, quand mon client a été expulsé du Canada, vers son pays d'origine, nous n'étions pas en possession des motifs de la décision de la Commission d'appel de l'immigration. Alors notre prétension était de demander à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, la CEIC, de suspendre l'exécution de l'ordonnance d'expulsion jusqu'à ce que nous ayons eu connaissance des motifs ayant conduit la Commission d'appel de l'immigration à refuser de reconnaître le statut de réfugié politique à cet individu. Il n'y a pas d'obligation légale pour la CEIC actuellement d'attendre que la Commission d'appel de l'immigration ait motivé sa décision. Alors, nous sommes dans une situation factuelle qui, bien qu'ayant eu l'opportunité de présenter notre cause à la Commission d'appel, permet à la Commission, dès réception du refus, sans motif, de donner suite et d'exécuter l'expulsion. C'est ce qu'ils ont fait.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Heap.

Mr. Heap: On that case, was that the case of the Salvadoran?

Ms Bélanger: No.

Mr. Heap: It is a different case.

Me Bélanger: Non, c'est un cas de la République dominicaine. Rosario Estrella, originaire de la République dominicaine.

Mme Gagnon: J'aimerais préciser qu'à Montréal, c'était le troisième cas, en huit jours, de requérants au statut de réfugiés, qui était expulsé vers son pays d'origine.

• 2030

Alors, à Montréal, les conditions de détention ont atteint un degré assez critique puisque, certains d'entre vous le savent peut-être, les détenus du Holiday Inn ont entrepris une grève de la faim il y a quelques semaines à la suite de laquelle les autorités de l'Immigration ont promis de répondre en adoptant certaines mesures pour corriger des abus. Alors, d'un côté, nous nous sommes trouvés dans une situation où les autorités de l'Immigration ont promis d'entreprendre des mesures mais, de l'autre, ils ont durci leur attitude en expulsant des gens qui avaient été détenus depuis longtemps.

[Translation]

origin with all that that entails. Full hearings are therefore absolutely essential before an evaluation can be made. An initial selection is not the way to go.

M. Witer: Un des témoins avait évoqué l'affaire dans laquelle vous aviez justement défendu une personne demandant le statut de réfugié politique au Canada et qui a été renvoyée dans son pays avant que l'on ait statué sur son cas. Pourriez-vous nous donner plus de détails sur cette affaire?

Ms Bélanger: This happened just last Friday. There was a hearing before the Immigration Appeal Board further to a negative decision rendered on August 19, 1985. When my client was deported from Canada last Saturday to his country of origin, the IAC had not given us its reasons for rejecting this appeal. We therefore asked the Employment and Immigration Commission to suspend the deportation order pending our receiving of the reasons why the IAC had rejected the claimant's refugee status. At the present time, the Employment and Immigration Commission is not obliged by law to wait until the IAC has explained its decision. So even though we did present our case before the Immigration Appeal Board, as soon as the commission learns of the rejection, it can implement a deportation order without any further explanation and that is what happened.

Le vice-président: Merci beaucoup. Monsieur Heap.

M. Heap: Il s'agit bien du ressortissant du Salvador?

Me Bélanger: Non.

M. Heap: Il s'agit donc d'un autre cas.

Ms Bélanger: It was the case of Rosario Estrella who is a native of the Dominican Republic.

Mrs. Gagnon: This is the third time in eight days in which claimants to refugee status were deported to their countries of origin from Montreal.

Conditions in Montreal have reached the critical stage since a number of people staying at the Holiday Inn have undertaken a hunger strike several weeks ago; since then immigration authorities have promised to redress a number of abuses. So, on the one hand, the immigration authorities have promised to redress the situation but, on the other, they have hardened their position by deporting people who had been detained for a long time.

[Texte]

Le cas du Salvadorien est le cas d'une personne qui était détenue depuis neuf mois à la prison de Parthenais parce qu'il avait commis certaines infractions..., des voies de fait. C'était un jeune homme d'une vingtaine d'années qui s'était retrouvé dans une bande de délinquants et qui avait fait certaines choses comme un adolescent ici peut le faire. Mais c'était une personne qui était sous le coup de la Loi sur l'immigration, qui était soumise aux sanctions de cette loi-là, qui a été maintenue en détention pendant neuf mois—pas au Holiday Inn mais à Parthenais—, et qui a préféré rentrer chez elle plutôt que de rester encore à Parthenais. Je pense que c'est assez grave.

Si vous me permettez, pour la question que vous posiez antérieurement quant à la possibilité d'une sélection initiale à l'entrée du processus, vous savez sans doute que quand une situation politique, au niveau interne d'un pays, devient source de répression et d'oppression pour les gens, ça prend un certain temps avant que ce soit connu de la communauté internationale. Cela a toujours été comme ça. Au début, les Salvadoriens, quand ils sont arrivés ici, personne ne croyait ce qu'ils disaient. Tout le monde avait l'impression d'être en face d'opportunistes, de personnes qui venaient profiter de notre système. Actuellement, ce sont les préjugés qui sont véhiculés à cause des gens de la République dominicaine. Pourtant, avec le temps, les conflits internes explosent: ça se sait et là, enfin, on reconnaît qu'il y avait des gens en état, réellement, de danger.

Alors, le problème posé par une sélection initiale dans ce contexte-là nous conduirait fatalement, avec le temps nécessaire pour connaître les situations, à des erreurs ayant les conséquences que vous savez.

Mr. Heap: I have not heard Mr. Witer ask for pre-selection. I wish we . . .

Mr. Witer: I did not ask for pre-selection.

Mr. Heap: I wish we could get on with new things, rather than having the same sermons repeated over and over and over and over and over again. Nobody has defended pre-selection. Please do not give us any more sermons against pre-selection.

I wanted to find out more about the people who were sent back. You say there were three in eight days. The reason I would like to find out more about them—I have heard bits about it—is that it has some practical bearing on the way the Immigration Appeal Board is seen at the present time.

Also, I would like to get an update on the situation in the detention centre at Montreal. Within two days after the events occurred, I asked Mr. Donagher, the Director-General of Operations, to give me information on it, and he said there was to be a meeting the following Tuesday to talk things over, and he would report to me since. I have phoned his office since, but I have never got any information from Mr. Donagher. It does not give me any greater confidence in the enforcement division than I had before, when I cannot get information from the director of enforcement about an extraordinary situation under his responsibility.

[Traduction]

The Salvadorian national had been detained for nine months at the Parthenais Prison on charges of assault. He is a man in his twenties who fell in with a bunch of delinquents and who acted as some of our teenagers do. But, since this man came under the Canada Immigration Act, he was detained for nine months at the Parthenais Prison and not at the Holiday Inn; rather than staying on in prison, he chose to go back to his country, which is a rather serious matter.

As for the question which you asked earlier concerning an initial selection at the beginning of the process, you are, of course, aware of the fact that when the political situation in a country leads to the repression of its citizens, it takes a certain time before the international community becomes aware of the situation. Thus, in the beginning when the first Salvadorans arrived in Canada, no one believed their story. We all thought that they had simply come to abuse our system. Such prejudices now exist towards people from the Dominican Republic. Still with time, those situations become so explosive that it becomes known abroad and we then realize that these people really were in danger.

So, a pre-selection process under such circumstances would necessarily lead to serious errors with all the implications, which you can well imagine, given the time necessary for us to become aware of the true situation in any given country.

M. Heap: M. Witer à ma connaissance n'a pas exigé une sélection initiale.

M. Witer: Effectivement je ne l'ai jamais demandé.

M. Heap: Plutôt que de nous rebattre les oreilles avec vos sermons contre la présélection que personne ne cherche à défendre, passons plutôt à autre chose. Épargnez-nous de grâce vos remarques concernant la présélection.

Je voudrais avoir plus de renseignements concernant les personnes qui ont été expulsées. Vous venez de nous dire que trois personnes ont été expulsées en huit jours. Or ceci a une incidence directe sur la façon dont la Commission d'appel de l'immigration est perçue.

Je voudrais savoir par ailleurs ce qui se passe au juste dans le centre de détention de Montréal. Deux jours après ces événements, j'ai demandé à M. Donagher, le directeur général chargé des opérations, de faire le point de la situation. Il m'a fait savoir qu'une réunion était prévue pour le mardi suivant, réunion au cours de laquelle on discuterait de la situation et qu'il me tiendrait au courant. J'ai essayé de téléphoner à son bureau mais jusqu'à présent je n'ai pas obtenu de renseignements de M. Donagher. Cela ne renforce bien entendu pas ma confiance dans les services chargés de l'application de la loi quand le directeur de ce service ne se donne même pas la peine de me donner les renseignements demandés au sujet de cette affaire.

[Text]

So I would like to ask, while we are on the record, if you can give us some information about what was agreed on at that meeting following the difficulties or the disturbance, and what has happened since the meeting.

• 2035

Me Bélanger: En fait, j'étais présente lors de cette réunion qui réunissait les intervenants de l'Immigration, le comité des détenus, les groupes des Églises et un certain nombre d'avocats. On se réfère à une réunion qui a dû avoir lieu il y a deux semaines. À ce moment-là, on a fait part des problèmes; les détenus ont fait part de leurs problèmes qui concernaient les conditions de détention du Centre et la question des cautionnements, des garanties de mise en liberté déraisonnablement élevés. Les personnes représentant le régional de l'Immigration qui était présent...

Mr. Heap: About the bail, I know that we discussed this in June at our meeting in Montreal and the report on detentions referred to the unreasonably high bail. Can you now give me a general picture of the level of bail that is being demanded?

Me Bélanger: Cinq mille dollars.

M. Heap: Cinq mille dollars.

Me Bélanger: Alors, les engagements qui ont été pris à l'issue de cette réunion étaient de deux ordres. Il y a eu des promesses fermes qui ont été tenues, pour la plupart, concernant les conditions du Centre de détention—je n'entrerai pas dans les détails. À ce moment-ci, il n'y a qu'une seule qui est insatisfaisante; on a construit une cour à l'extérieur pour permettre aux détenus de s'oxygéner au moins une fois par jour, ce qui n'était pas le cas avant, car ils ne pouvaient jamais sortir, même ceux détenus pendant des mois. Alors, on a effectivement procédé à la construction d'une cour mais je n'oserais même pas utiliser le mot «cour» pour désigner la cabane que j'ai vue dans le terrain de stationnement. Donc, cela est insatisfaisant.

Concernant les cautionnements maintenant. Il y a eu des dossiers de présentés. Effectivement, la Commission de l'emploi et de l'immigration a recommandé des mises en liberté sur la base d'engagements par les groupes des Églises, d'engagements moraux. Le problème c'est que l'arbitrage n'a pas accepté ces recommandations qui étaient présentées par les procureurs et par la Commission de l'emploi et de l'immigration, par les fonctionnaires de l'Immigration. Les arbitres, dans tous les dossiers, ont refusé d'entériner ces possibilités de remise en liberté.

Hier soir, je communiquais avec une des personnes membres de l'exécutif des détenus qui me disait: Écoutez! Les mesures vont reprendre, la grève de la faim va reprendre puisque ça ne donne rien. Demain après-midi... Je ne sais pas si aujourd'hui... je n'ai pas de confirmation officielle, mais la probabilité qu'aujourd'hui les détenus aient repris leur grève de la faim est élevée; je n'en ai pas de confirmation officielle. Hier soir, on me faisait état de cette possibilité. Demain après-midi, il y a une réunion qui se veut un bilan entre les représentants

[Translation]

Pourriez-vous donc nous expliquer ce qui avait été convenu lors de cette réunion tenue à l'issue des désordres et qu'est-ce qui est arrivé depuis lors.

Ms Bélanger: In fact, I was present at the meeting attended by the officers of Immigration, the Committee of prisoners, the groups representing the churches and several lawyers. Reference is made to a meeting which probably took place two weeks ago. Several issues were brought up at the time by the prisoners concerning the conditions of detention at the Centre, the amount of bail, the abnormally high guarantee required for setting a prisoner free. The people representing the regional office of Immigration who attended...

M. Heap: Je sais que nous avons discuté de la question du cautionnement lors de notre rencontre de Montréal, en juin, et le rapport sur les détentions mentionnait les montants anormalement élevés exigés pour les cautions. Pouvez-vous me donner une idée générale des sommes exigées actuellement pour le cautionnement?

Ms Bélanger: Five thousand dollars.

Mr. Heap: Five thousand dollars.

Ms Bélanger: There were two sorts of commitments taken at that meeting: there were firm commitments—most of which have been respected—concerning the conditions at the detention centre and I will not examine them in detail. At the moment there is only one which leaves to be desired: an outdoor yard was built in order to allow the detainees to get some fresh air at least once a day, which was not the case before, because even those who had been there for months were never allowed to go out. So they did build a yard, but I do not like to use that word to describe the shack which I saw on the parking lot. This is therefore a matter which has not been satisfactorily attended to.

As for the bail, the matter has been brought up. The Canada Employment and Immigration Commission recommended that the people be set free upon a moral commitment by the church groups, but the adjudicator did not accept the recommendations made by the prosecutors and by their Canada Employment and Immigration Commission, by the officials of Immigration. The adjudicators have in all cases refused to accept those conditions for setting the detainees free.

I was having a conversation last night with one of the members of the executive of detainees who warned me that since there had been no results, they would be starting again their action and going on a hunger strike. Tomorrow afternoon... I do not know if today... I do not have official confirmation, but it is very likely that the detainees have gone again on their hunger strike. I do not have an official confirmation, but the possibility was flagged at me last night. There is a meeting tomorrow afternoon at 1.30 p.m. there is a

[Texte]

de l'Immigration, du Régional, les avocats et les détenus au Centre de détention, à 13h30.

Mr. Heap: I see. Then the main outstanding problems there are the insistence on unreasonable amounts of bail, such as \$5,000, and the continued lack of outdoor exercise. Do I understand you right that they still do not get outdoor exercise?

Me Bélanger: C'est-à-dire qu'on a procédé à l'érection d'une cour, mais pour les raisons que je vous ai invoquées, entre autres sa superficie, ce n'est pas satisfaisant. Pour la question des cautionnements, il n'y a pas, à ce moment-ci, de solution de trouvée parce que les arbitres refusent, bien que la loi leur permette d'envisager cette solution, ils refusent, dis-je, d'envisager des mises en liberté autres que sous forme monétaire. Or, on sait que les personnes qui arrivent ici n'ont pas un sou; ils n'ont certainement pas 5,000\$. Et, dans la plupart des cas, non plus ils ne connaissent personne qui pourrait s'engager conditionnellement, sans dépôt d'argent. Résultat: détention prolongée pendant des mois.

• 2040

Mr. Heap: During our hearings last June it was suggested by some people—and I cannot remember who and whether in Toronto or in Montreal—that the conduct of some of the staff in the detention centres—either CEIC staff there or at the airports, or the staff of the security company—appeared to be guided by a wish to harass the detainees so that the word would spread around: Do not come to Canada because we will give you a bad time. Would you be willing to send us some sort of description? Mr. Chairman, perhaps I should make a motion in the committee, if that would be in order, to request information about this point.

The Vice-Chairman: We do not have a quorum. A motion cannot be moved.

Mr. Heap: Then, Mr. Chairman, if I may, as an individual, ask *Maitre Bélanger* to send me some information, and some time when we have enough Conservatives here to make up a quorum, I will move it in the committee.

The Vice-Chairman: Oh, I like that! I accept this.

Mr. Heap: I think this is very serious. It is now months since the report was tabled in Parliament. It is a year since complaints began to be voiced about these conditions. It appears that some of the officials concerned have contempt for the general public opinion in the matter, and for the opinion of this committee as tabled in Parliament. Whether the Minister agrees with this committee or agrees with the contemptuous officials, we do not know yet. We might know next week if we get the Minister's report.

But it is becoming a serious matter because it brings the whole process of the treatment of refugees into further disrepute. It is in the same sense that I would hope to get a description from *Maitre Bélanger* of the three cases of people

[Traduction]

meeting at the detention centre between the representatives of Immigration, the regional authorities, the counsels and the detainees, meeting in order to take an overview of the situation.

M. Heap: Il reste donc, comme principaux problèmes, les sommes exorbitantes exigées pour cautionnement, de l'ordre de 5,000\$, et le manque prolongé d'exercice en plein air. Si je vous ai bien compris, ils sont toujours encore calfeutrés à l'intérieur?

Ms Bélanger: A yard has been built, but for the reasons which I gave earlier, among others its small size, that requirement has not been satisfactorily met. As far as the bail is concerned, there has been no solution to date because the adjudicators refuse—in spite of the fact that the law would allow them to consider this solution—to set the detainees free except against payment. But the people who arrive in this country are penniless, they certainly do not own such a sum, neither, in most cases, do they know anyone who would answer for them without putting up money. Therefore, they remain detained for months.

M. Heap: Au cours de nos audiences de juin dernier, certaines personnes—je ne sais plus de qui il s'agissait et si c'était à Toronto ou à Montréal—ont mentionné que certains membres du personnel des centres de détention, soit à la CEIC, soit aux aéroports, soit le personnel de sécurité, semblaient motivés par le besoin de harceler les détenus afin de les inciter à dissuader les autres de venir au Canada, parce que l'accueil y était si mauvais. Seriez-vous disposés à nous faire là-dessus une sorte de rapport? Si vous le permettez, monsieur le président, je pourrais peut-être saisir le Comité d'une motion de demande d'information sur ce point.

Le vice-président: Ce n'est pas possible, parce que nous n'avons pas le quorum.

M. Heap: Permettez-moi en ce cas, monsieur le président, à titre privé, de demander à Me Bélanger de m'envoyer des renseignements sur ce sujet, et je présenterai une motion au Comité lorsqu'il y aura suffisamment de Conservateurs pour constituer un quorum.

Le vice-président: Excellente idée! Bien volontiers.

M. Heap: La question me paraît très grave. Il y a des mois maintenant que le rapport a été présenté au Parlement et il y a un an déjà que des plaintes se sont fait entendre sur ces conditions. Certains des hauts fonctionnaires en question semblent se moquer de l'opinion publique, ainsi que de l'opinion du Comité, dont le Parlement a été informé. Nous ne savons pas encore si le ministre est du côté du Comité ou s'il se rallie à l'opinion de ses fonctionnaires arrogants, mais nous le saurons peut-être la semaine prochaine, lorsque nous aurons le rapport du ministre entre les mains.

Mais la question devient grave, car elle jette encore davantage le discrédit sur la façon dont sont traités les réfugiés. C'est la raison pour laquelle j'aimerais que Me Bélanger nous fasse parvenir une description des trois cas de personnes

[Text]

who have been deported while their appeal was in progress—if I understand it correctly—including the reasons why the Salvadoran was kept in the Parthenais. I have heard conflicting accounts of why he was kept in the Parthenais, and I would like to have something on paper.

My reason for that is because this reflects on the credibility of the Immigration Appeal Board and the commission together. I do not know exactly the relationship in those cases between the action of the board and the action of the commission, but it is very difficult to support a law which could give the board greater powers to make a decision, after which the commission would ship a person back to the country from which he said he was running away, before he has finished his appeal. We all know that he could be dead by the time the appeal is heard. I am not saying he will be, but that is the question the appeal was supposed to decide. If the Minister wishes Members of Parliament and the public to have enough respect for the commission and the Immigration Appeal Board to enlarge the board with its powers over refugee determination, then the Minister will have to find out whether it is possible for her to have the principles reflected in our report of June carried out in the detention centre, and will have to find out why the commission is in such indecent haste, apparently, to ship people out of the country while their cases are under appeal.

• 2045

Le vice-président: Merci. Est-ce qu'il y a d'autres questions? J'en aurais une: Est-ce que je peux vous la poser? Surtout pour les centres de détention après la déclaration que vient de faire mon collègue Heap et d'autres personnes qui siégeaient au Comité, on a eu une suggestion, la semaine dernière, de faite par un témoin, et je voudrais avoir votre opinion. Lorsqu'un réfugié ou une personne s'amène d'un autre pays, arrive au port d'entrée, et demande le statut de réfugié, apparemment on la met en prison jusqu'à un an, six mois, neuf mois, je ne sais pas exactement. Je voudrais savoir, au lieu de les emprisonner, si on les confiait à des groupes, des groupes d'église, de charité, d'organisations qui s'occupent des réfugiés., ça serait plus humain... Et je le répète: «plus humain», parce que moi ça me fait frissonner quand j'entends dire qu'on met le monde en prison; c'est une bonne façon de les recevoir dans notre pays! *It is a free country.* Je voudrais avoir votre opinion.

Mme Gagnon: Cela entre tout à fait dans le cadre des recommandations qu'on avait faites, et qu'on a faites même au rabbin Plaut, l'automne dernier, lorsqu'il est venu nous consulter sur le nouveau processus. C'est une demande qu'on a soumise aussi à l'attention du Sous-comité, sur la détention, du Comité permanent. Nous partageons entièrement cette option-là.

Nous reconnaissons que dans certains cas il peut y avoir nécessité de garder les personnes pour effectuer certains contrôles d'identité par exemple, à l'entrée, lorsqu'une personne arrive. Mais ce n'est pas nécessaire pour faire ces contrôles-là, que des personnes soient dans des chambres où il n'y a pas de porte, qu'elles soient maintenues confinées dans ces chambres-là, sans avoir les possibilités d'avoir des loisirs,

[Translation]

déportées alors qu'elles avaient interjeté appel—si je l'ai bien compris—ainsi que les raisons pour lesquelles le Salvadorien était détenu dans la prison de Parthenais. J'ai entendu sur ce point des versions contradictoires, et j'aimerais recevoir un document là-dessus.

Je tiens à tirer cela au clair, parce que cette affaire déconstruit à la fois la CEIC et la Commission d'appel de l'immigration. Je ne sais pas au juste comment ces deux instances sont intervenues dans ces affaires, mais il est difficile d'être en faveur d'une loi qui élargirait les pouvoirs de la commission en lui permettant de refouler une personne et de la déporter dans son pays d'origine, qu'elle avait fuit, avant que son appel n'ait été entendu. Nous savons tous qu'il risque la mort avant que cet appel ne soit entendu. Ce n'est peut-être pas toujours le cas, mais c'est exactement ce dont doit décider l'appel. Si le ministre veut que les députés et le public aient suffisamment de respect pour la CEIC et pour la Commission d'appel de l'immigration pour qu'il puisse élargir leurs pouvoirs en leur permettant de reconnaître le statut de réfugié, il devra chercher à faire traduire dans la réalité des centres de détention les principes qui ont guidé notre rapport de juin, et il devrait également tirer au clair pourquoi la commission paraît avoir une telle hâte d'expulser les gens de notre pays avant que leur appel n'ait été entendu.

The Vice-Chairman: Thank you. Are there any other questions? I have one, if I may. After statements made by my colleague, Mr. Heap, and other members of the committee, a witness made a suggestion to us last week that I would like to hear your comments on. When a refugee or another person from a foreign country arrives at the port of entry and requests refugee status, he or she is apparently held in prison for up to six months, nine months and even a year. Instead of imprisonment, could we not put these people in the care of church groups, charity groups, refugee organizations? That would be so much more humane. And I do mean more humane, because it makes me shudder to hear that people are being jailed. A fine way to welcome people to your country! It is a free country. I would like to hear your comments.

Mrs. Gagnon: This is precisely what we recommended to Rabbi Plaut last fall when he consulted us on the new process. We also made this known to the subcommittee on detention. We are in complete agreement with that idea.

We realize that in some cases it may be necessary to detain people for purposes of identification upon arrival, upon entry into the country. But those identity checks can be carried out without people being kept shut up in rooms without doors and confined to one room without any recreation, with no information on what is happening to them and without the benefit of advice. I think some sort of balance has to be reached between

[Texte]

sans être informées adéquatement de ce qui leur arrive, sans avoir eu accès à un conseiller à l'entrée. Je pense qu'il y a comme un équilibre à atteindre entre la nécessité de vérifier dans certains cas l'identité des requérants et l'humanité qu'on doit adopter envers eux, parce que ce sont des personnes, il ne faut pas l'oublier, qui prétendent avoir subi de la persécution de la part des autorités de leur pays. Alors, quand elles arrivent ici elles ont déjà une crainte face aux représentants de l'ordre, et si en plus on les traite comme ça, on peut imaginer leur désespèrement devant un accueil semblable.

Le vice-président: D'accord. Merci. Le temps avance, mais il faut absolument que je vous la pose. On parle toujours du *backlog*, de l'arriérage, on parle toujours d'un redressement, on parle toujours de les laisser ou de les accepter sans passer par le processus, par pays ou par catégorie. On ne les acceptera pas tous. Il y a certainement certains pays ou certaines catégories qui vont être oubliés ou ne seront pas inclus dans le processus pour dire . . . très bien nous vous acceptons.

Est-ce que ceux qui vont rester ne seront pas touchés par l'article 15 concernant les droits de la personne? Cela devient injuste envers eux; si on fait ça il va falloir faire entrer les réfugiés et les immigrants qui le demandent à partir d'ici et qui étaient visiteurs, qui ont demandé le statut d'immigrants. Cela fait au-delà de 20,000 ou 22,000 personnes d'un seul coup.

Mme Gagnon: Je ne comprends pas bien votre question là.

Le vice-président: D'accord; disons qu'actuellement il y a 16,000 dossiers dans le *backlog* . . .

Mme Gagnon: Dossiers à l'étude?

Le vice-président: . . . dossiers des réfugiés à l'étude. Il y en a probablement la moitié autant, d'immigrants. Ce sont des gens qui sont au pays et qui ont demandé le statut d'immigrant mais qui attendent et qui traînent dans le même processus.

Mme Gagnon: Quand on parle du *backlog*, des 16,000 cas en attente, on parle de 16,000 cas de personnes qui ont revendiqué le statut de réfugié.

Le vice-président: Oui, et vous avez à peu près 6,000 personnes qui ont revendiqué le statut d'immigrant et qui attendent encore.

• 2050

Mme Gagnon: En plus?

Le vice-président: Oui.

Mme Gagnon: À l'extérieur de ces 16,000 là?

Le vice-président: Ici au pays. Oui, oui, à part de ceux-là, exactement. D'accord?

Mme Gagnon: Pour des considérations humanitaires.

Le vice-président: C'est ça, et sans compter à part cela les parents de ces personnes-là, autant que les parents des autres, ce qui fait un total de peut-être 22,000 ou 25,000 personnes.

Si on acceptait d'un seul coup, par un redressement quelconque, les 16,000 . . . Avez-vous déjà pensé que les immigrants qui demandent le statut d'immigrants et qui traînent actuellement . . . J'ai des cas au-delà de 200 dans mon

[Traduction]

the need to do identity checks on claimants and the sense of humanity we must have towards these people who, we must not forget, say they have undergone persecution from the authorities in their country. So, when they get here they are already fearful of those who represent law and order and if, to boot, they are treated so abominably, you can imagine how bewildered they must feel.

The Vice-Chairman: Fine. Thank you. Time is moving on but I do have one more question I really must ask. People talk about backlog, about amnesty, about letting claimants stay or enter without having to go through the procedure, by country or by category. Not all of them will be admitted. Surely there are certain countries or certain categories that are going to be excluded from the process.

Will those who stay be subject to section 15 of the Charter? That would hardly be fair to them. If we do that, we would have to let in all the refugees and immigrants who have applied for immigrant status and who were here as visitors. That would mean letting in more than 20,000 or 22,000 people at one go.

Mrs. Gagnon: I did not quite understand your question.

The Vice-Chairman: Well, let us say that there are 16,000 cases in the backlog at the moment.

Mrs. Gagnon: Cases under consideration?

The Vice-Chairman: Refugee cases under consideration. Probably half of them are immigrants. People who are in the country and who have applied for immigrant status but who have been waiting and made to wait by this procedure.

Mrs. Gagnon: When we talk about a backlog, we are talking about 16,000 cases pending, cases of people who have claimed refugee status.

The Vice-Chairman: Yes, and approximately 6,000 people who have applied for immigrant status and who are still waiting.

Mrs. Gagnon: Over and above?

The Vice-Chairman: Yes.

Mrs. Gagnon: Over and above the 16,000?

The Vice-Chairman: Here in this country. Yes, over and above those ones. Exactly.

Mrs. Gagnon: For humanitarian reasons.

The Vice-Chairman: Exactly. And that does not take into account their families or the families of the other claimants, which means a total of about 22,000 or 25,000 people.

If they were all admitted in one fell swoop, through some kind of amnesty, the 16,000 . . . Did it ever occur to you that the immigrants who have applied for immigrant status and who are waiting at the moment . . . In my riding there are

[Text]

comté; et j'ai des cas en tête, un entre autres qui ne veut pas le statut de réfugié, il n'en veut pas, il veut être immigrant. Eh bien, qu'est-ce qu'on fait avec lui qui est ici depuis quatre ans au pays, que l'on prolonge son visa de visiteur pendant quatre ans, son visa d'étudiant? J'en ai un entre autres qui a 34 ans; il est temps qu'il sorte de l'université, car ça fait à peu près 11 ans qu'il étudie au Canada et on ne l'accepte pas. Qu'est-ce qu'on va faire avec lui concernant l'article 15 des Droits de la personne?

Me Bélanger: Je suis bien tentée de répondre Sylvie, tu me compléteras.

Mme Gagnon: Vas-y, je continuerai après.

Me Bélanger: C'est parce que l'article 15, dans son deuxième paragraphe, est tout à fait explicite. Il dit bien que le paragraphe 1 qui réfère à la discrimination... Donc, le paragraphe 2 dit: le paragraphe 1 n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation des individus, ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, leur religion, leur sexe, leur âge, leurs déficiences mentale et physique. Qu'est-ce que ça veut dire? Cela veut dire que si le gouvernement demain matin dit: nous, on accepte par catégorie, ou tout ce monde-là, parce que c'est la solution de gestion administrative la plus appropriée dans les circonstances... Il n'y a personne le lendemain matin qui va pouvoir venir dire: un instant, moi je veux avoir le même traitement en vertu de l'article 15, parce que le paragraphe 2 dit que ce n'est pas de la discrimination quand c'est pour donner des droits, mais cela en est si c'est pour enlever.

La jurisprudence n'est pas encore très élaborée sur l'article 15, mais le libellé seul est assez explicite. Et c'est le sens qui a été donné actuellement par la doctrine, au paragraphe 2. Alors, le problème que vous soumettez ne pourrait pas être...

Le vice-président: Si on n'acceptait pas tous les réfugiés de tous les pays...

Me Bélanger: Le paragraphe 2 de l'article 15. Non, parce que ce sont des programmes qui seraient créés... Prenons l'exemple des programmes de promotion pour accorder plus de droits aux femmes. Les hommes ne peuvent pas venir dire: écoutez, c'est discriminatoire parce que vous leur en donnez plus qu'à nous autres. Parce que le paragraphe 2 dit: on peut en donner plus, et ce qu'on ne peut pas faire, c'est en donner moins.

Le vice-président: Nous sommes ici pour entendre des témoins. Hier, nous avons entendu exactement le sens contraire de ce que vous venez nous dire, et par un avocat.

Me Bélanger: Qui travaille?

Le vice-président: Oui, et justement qui est avec les réfugiés. C'est exactement ce que je lui disais et il m'a dit: oui, mais vous trouverez la solution. La solution, actuellement., c'est pour ça qu'on reçoit des témoins, parce qu'on veut avoir des solutions aux problèmes qui existent. C'est de vos suggestions que vont probablement venir les solutions du fameux système qui est tout à l'envers actuellement ou qui n'est pas bon, qui n'est pas efficace. D'accord? Allez-y.

[Translation]

more than 200. One, in particular, comes to mind. He does not want refugee status, but immigrant status. So what do they do with him? Well, he has been here for four years—should his visitor's visa, his student's visa be extended continually? I know of another chap who is 34 years of age. It is time he got out of university, because he has been there for about 11 years, but Canada has still not admitted him. What do we do with him under Section 15 of the Charter?

Ms Bélanger: I am tempted to respond, Sylvie, you can add to my comments.

Mrs. Gagnon: Go ahead, I will take my turn afterwards.

Ms Bélanger: In Subsection (2) of Section 15, it is quite explicit that Subsection (1) deals with discrimination. Subsection (2) reads as follows: Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability. What does that mean? It means that if, tomorrow morning, the government were to say: We accept all these people, or certain categories, because that is the administrative management solution that is the most appropriate under the circumstances. No one is going to come and say: Just a minute, I want the same treatment under the terms of Subsection 15(2), which states that it is not discrimination when rights are given, but discrimination when they are taken away.

Jurisprudence is not very sophisticated on the application of Section 15, but the wording alone is quite explicit. And that is the interpretation that has been given to Subsection (2). So, the problem you raise could not...

The Vice-Chairman: If we were not to admit all the refugees...

Ms Bélanger: Subsection (2) of Section 15. No, because programs would be created... Take the example of affirmative action programs for women. Men cannot say: Listen, that is discriminatory because you are giving them more rights than us. Under Subsection (2), more rights can be given, but rights cannot be taken away.

The Vice-Chairman: We are here to hear witnesses. Yesterday, we heard exactly the opposite of what you just said, and from a lawyer.

Ms Bélanger: Who practises?

The Vice-Chairman: Yes, and with refugees. I made exactly the same comments to him and he replied that the solution could be found. We are hearing witnesses precisely because we want to find solutions to the problems that exist. The solutions will probably stem from your suggestions. It is through your comments that we will probably be able to find solutions to this inefficient system. Go ahead.

[Texte]

Mme Gagnon: Pour les cas d'immigration dont vous avez parlé, nous, ce dont on a parlé ce soir, c'est des cas de réfugiés. Et on a parlé par exemple de cas dont, pour des considérations humanitaires, la demande d'établissement au pays pourrait être étudiée de façon autre que celle qu'on utilise habituellement, quand on se réfère à des critères d'immigration.

Effectivement, ce serait peut-être l'opportunité d'examiner la situation de ces personnes-là, dans cet angle-là et nous, on souhaite qu'il y ait des règles, ou des critères plus précis que ceux qui existent actuellement, qui pourront définir quels sont les motifs humanitaires pouvant être examinés quand une demande est présentée pour motif humanitaire.

Si des critères plus précis étaient établis, je pense que ça pourrait constituer une façon de traiter le cas de ces personnes-là.

Le vice-président: Très bien, merci. Est-ce qu'il y a d'autres questions?

• 2055

Mr. Witer: Just a quick one. In view of the earlier question about the violation of section 15 of the Charter of Rights and Freedoms, as I understand it, as it relates to the Singh case, that could probably be corrected by removing some of the discriminating practices currently in place in the Immigration Appeal Board. Is that not correct?

Me Bélanger: Dans la mesure où l'article 15 vise les comportements discriminatoires, il est ouvert comme recours dans tous les dossiers où il y a de la discrimination qu'elle soit exercée par la Commission de l'immigration ou par une autre instance. Sauf que... Il me semble que la réalité qui était soumise par M. le président concernait les conséquences de l'adoption d'un programme de redressement général par rapport à une possibilité d'utilisation de l'article 15 pour tenter de prétendre obtenir le même traitement pour toute autre personne n'ayant pas revendiqué le statut de réfugié au Canada ou non touchée, par exemple, par un programme spécial, ce à quoi j'ai répondu.

Maintenant, c'est une autre question que de se demander, dans la réalité de l'immigration de chaque jour, comment on va utiliser l'article 15. Il est ouvert, le recours.

Le vice-président: Merci. Pas d'autres questions?

Je vous remercie pour votre présentation. Je vous remercie de vos suggestions et je suis convaincu que lorsqu'on va faire notre rapport, certainement qu'il y aura de vos recommandations qui y seront incluses. Merci beaucoup.

La séance est levée.

[Traduction]

Mrs. Gagnon: You spoke of immigration cases and we are talking about refugee cases here this evening. We mentioned the case where, for humanitarian reasons, the application to land in Canada could be considered in a way that differs from the method currently used, a method based on immigration criteria.

In fact, this might be just the opportunity to examine the situation in which these people find themselves, and from that angle. We would like there to be rules or better defined criteria than the ones which exist at the moment, criteria that would allow for humanitarian grounds to be taken into consideration when a claim is presented.

If criteria were better defined, I think that would be one way of taking care of that type of case.

The Vice-Chairman: Fine. Thank you. Are there any other questions?

M. Witer: Une toute petite. D'après la question posée tout à l'heure sur l'infraction à l'article 15 de la Charte des droits de la personne et son rapport avec l'affaire Singh, on pourrait corriger les défauts en éliminant certaines pratiques discriminatoires utilisées à présent par la Commission d'appel de l'immigration, n'est-ce pas?

Ms Bélanger: To the extent that section 15 relates to discriminatory behaviour, it offers itself as a recourse in all cases where there is discrimination, whether it be exercised by the Immigration Appeal Board or by some other body. However, it seemed to me that the problem put by the chairman related to the consequences of a general amnesty program and the possibility of using section 15 to make a claim to the same treatment for any other person who had not claimed refugee status in Canada or who did not come under a special program, for example.

Now, it would be another matter altogether to determine how section 15 could apply to the everyday operations of immigration. The recourse is there.

The Vice-Chairman: Thank you. Any other questions?

Thank you for your presentation. I am grateful for your suggestions and I am sure that when we make our report some of your recommendations will be in it. Many thanks.

The meeting is adjourned.

APPENDIX "TRAV-8"

TRANSLATION

BRIEF

ON THE ESTABLISHMENT OF A NEW PROCESS
FOR THE DETERMINATION OF REFUGEE STATUS IN
CANADA

Prepared by the
Coordinating Committee of Montreal Refugee
Service Organizations
in cooperation with numerous other organizations
working with refugees in Montreal

September 28, 1985

THE FOLLOWING PERSONS HAVE WORKED DIRECTLY
IN THE PREPARATION OF THIS BRIEF:

Robert Beaupré
Pierre Brien
Sylvie Gagnon
Diane Bélanger
Mathilde Marchand
Denis Racicot
Adriana Nunez
Keder Hyppolite
Giovanni Fiorino
Carlos Guerra
Ginette Bouchard
Rivka Augenfeld
Denise Lainé
Gliceria Acosta
Steve Foster

INTRODUCTION AND PRINCIPLES

INTRODUCTION

1. At the present time there are more than ten million refugees throughout the world, of whom more than five million are in Africa alone without counting the populations displaced by the HCR. In most cases, the countries which must bear the economic burden of these displaced populations are themselves in critical condition. Canada has a humanitarian image and tradition, but one may well ask whether it could not do more with respect to the immense need that is being felt at the present time.

2. It should be noted that here we are speaking only of refugees as distinct from immigrants. These two realities require two separate approaches. They must be perceived and handled differently. With respect to refugees, the first and foremost consideration must be the possibility of providing them with protection or freedom from the persecution or repression to which they are subjected. This consideration must override economic considerations which often prevail in immigration policy.

3. Canada's refugee policy traditionally has been subordinated to immigration criteria and considerations. This has led Canada to limit itself strictly to the role of a country of resettlement. Thus, immigration officers go to refugee camps and themselves select the refugee candidates according to immigration criteria, in order to make immigrants out of them.

Further, Canada has always hesitated to consider itself as a country of first refuge, hence its regulations and especially its policy of imposing visas in order to maintain control over its borders. Increasingly, however, one can no longer select the refugees who are presenting themselves in larger numbers at entry points. Consequently, Canada is becoming a country of asylum. In the future, should this fact not be recognized when establishing our policies?

The control of Canadian embassies abroad by the Department of External Affairs and consequently by the imperatives of political alliances can create a handicap for those refugees who submit their applications to those embassies. We recommend that the principles which must underlie a new process for the determination of refugee status in Canada be also applied in Canadian embassies abroad.

4. The problems posed by the present process for the determination of refugee status were foreseen by groups serving refugees as early as 1976 when the present law was enacted. Recommendations have been made to alleviate these difficulties. We hope that this time they will receive a better hearing.

It has now become clear that we need a major reform of the process for the determination of refugee status in Canada, and we hope that a separate piece of legislation for refugees will be passed.

Criticism of the present system comes from all directions: refugee groups, the Plaut Commission, the Supreme Court of Canada, not to mention the administrative quagmire which has been created and in which more than 16,000 cases are rotting away.

THE PRINCIPLES WHICH SHOULD GUIDE A REFORM

1. Refuge is a right of a person or of a group threatened with persecution and not a privilege granted by the host country. This definition is in accordance with the great humanitarian traditions whose roots go back to the church of the European Middle Ages as well as to African communities.
2. The protection of refugees must be the central preoccupation of the system and it must override any other consideration, including that of possible abuse. It is better to allow some abuse than to risk the safety of a real refugee. We must protect ourselves from this "obsessive fear of abuse."
3. Present international agreements constitute minimum guidelines for the protection of refugees. Two attitudes can be adopted towards these agreements:
 - a) a limiting, strict and negative interpretation which is aimed at blocking access to refugee status as much as possible;
 - b) a wider vision which integrates the contemporary reality of the persecution of a whole class of people by a government or by a group linked to a government (eg. the peasants of Guatemala, the people of Eritrea).

It goes without saying that we prefer the second attitude.

A more positive attitude and a greater openness towards refugees can be expressed in different ways and can be realized within a system if it recognizes the following rules:

- a) the presumption of good faith when a person first requests refuge at any port of entry in Canada whatsoever, including embassies abroad;
 - b) the benefit of the doubt in cases where decision-makers arrive at a split vote;
 - c) a non-contradictory approach in first and second instance;
 - d) in addition to full respect for the principle of non-expulsion, Canada must demonstrate greater openness by acknowledging the right to asylum;
 - e) enhancement of the humanitarian character of the whole process through the training, competence and sensitivity of personnel towards the problems of refugees;
4. Independence of the system dealing with refugees and the granting of decision-making power to said system;
5. A procedure which respects the principles of fundamental justice:
- a) with a hearing;
 - b) the right to confidentiality;
 - c) access to counsel or to a lawyer;
 - d) access to information;
 - e) a just and impartial court;
 - f) a speedy process without sacrificing quality.

APPLICANTS FOR REFUGEE STATUS
HUMANITARIAN CASES AND ABUSIVE REQUESTS

In addition to the fundamental principles mentioned above and the questions concerning the structure and process which we will examine later, there are also other equally important aspects which lead us to the more general question of persons requesting admission to Canada for reasons of protection or for various other considerations of a humanitarian nature.

In this connection, the report of Rabbi Plaut points out Canada's legal and moral obligations towards refugees. He also made several recommendations on the treatment and procedure which should be followed for the benefit of individuals and groups who do not necessarily fall into the definition of refugee. Humanitarian reasons could lead the minister to show himself more generous towards these individuals than required by international obligations." (p. 99)

Inspired by the spirit of openness and humanism which characterizes this report, we have therefore deemed it opportune to examine the protection of refugees and the reception in Canada of persons for humanitarian reasons.

The definition of refugee

The enshrining in our legislation of the definition of refugee contained in the Geneva Convention and in its Application Protocol has certainly made a substantial contribution to the recognition of this status in Canada.

In light of past experience in this field, we now must underscore the problems created by the application of this definition with respect to the very nature of the circumstances which lead persons from different origins to claim refugee status.

Many among us are following with great interest the updating work of the Convention which, and unfortunately we must say this, increasingly comes up against the sovereignty of states anxious to preserve their territorial integrity, even to the detriment of foreign nationals.

The problems engendered particularly in Canada by a restrictive interpretation of the Geneva definition were raised publicly by various organizations aiding refugees in Montreal in the fall of 1981. This was little more than three years after the present immigration regulations came into effect. In February of the following year this situation gave rise to the announcement of guidelines for the definition of refugees. These guidelines were intended for the members of the Advisory Board on Refugee Status who were entrusted with submitting recommendations to the Minister concerning the validity of the applications being presented.

Basically, the content of those guidelines presumed the good faith of the applicants and generally they also took into account the limited character of the concept of persecution contained in the Convention's definition of refugee.

Since that time, the rate of approval of refugee applications has been slightly on the increase. However, although not fully notified of the reasons behind the decisions, we do know that the applications must include a high level of personal persecution in order for the Minister to grant a favorable decision.

As mentioned earlier, the nature and variety of situations involving a need for protection and justifying the filing of applications for refugee status require, in our view, the adoption of a broader interpretation than the one which prevails now.

For example, we hope that the distressing situation of civilian populations who are the indiscriminate target of various types of repression in their countries will be taken into account. In both cases, we maintain that there is no need for these persons to remain in their countries and expose themselves to personal persecution in order to be able to obtain refugee status.

With respect to the attitude of openness which Canada is urged to adopt in the Plant Report, our understanding of the violation of human rights and the displacement of individuals and groups in need of protection -- something which is occurring in many parts of the world -- leads us to recommend that a broader interpretation of the definition of refugee be adopted within the framework of this important reform.

Although we are aware of the serious limitations which the Convention faces today, it nevertheless constitutes a minimum requirement. Canada must conform not only to its letter, but also and more generously to its spirit. In this respect, the following references could prove to be useful: besides the guidelines mentioned above and which we would like to see included in the law and applied in a visible fashion, we will mention the Interpretation Guide of the United Nations High Commissioner for Refugees, the positions of the Organization for African Unity (OAU) on displaced persons and persons in distressing situations, the Singh decision of the Supreme Court of Canada, etc.

Humanitarian cases

The fundamental distinction between questions of immigration and refugee makes it imperative that a separate and adequate process for refugee applications be established. This should include, among other things, a broader interpretation of the definition of refugee. It must also be recognized that persons other than refugees as defined by the Convention present themselves de facto at our borders to obtain entry into the country. Among them some deserve to be accepted on the basis of humanitarian considerations (as distinct from immigration criteria).

Under the new process for the determination of refugee status, these individuals (and/or groups) would be treated as non-refugees and would not be able to legitimately submit their applications for settlement in this country. The mechanisms of this process are simply not appropriate in these circumstances.

We subscribe to the analysis made by Rabbi Plaut who states that the narrow framework in which applications of this nature have had to be presented in the past has led to some of them being stuck in the present process.

In view of the fact that, under certain conditions, the processing of the two types of applications (refugees/humanitarian cases) has suffered, we recommend with Rabbi Plaut that a separate process be established to deal with refugee applications. This process should be devoted exclusively to the assessment of cases on the basis of humanitarian considerations.

As for the rights which these persons will be able to enjoy in Canada, it goes without saying that they will also be protected by the Charter of Rights and Freedoms of Canada which, as mentioned by the Honourable Judge Wilson in the Singh decision, applies to every person in Canada.

Special programs

Generally, separate evaluations are necessary to evaluate the merits of applications for refuge or admission to Canada for humanitarian reasons. However, there are situations where for each one of these classes of persons, the circumstances justifying admission into the country are the same.

On various occasions Canada has adopted special measures or programs to facilitate the stay or establishment in our midst of individuals belonging to groups from various backgrounds. For example, the special measures for nationals of Iran, Guatemala, Sri Lanka, etc.

We hope, together with Rabbi Plaut, that such measures will be included in this reform. Also, in accordance with the distinction made earlier between refugee cases that could benefit from a broader interpretation of the definition and cases for admission into the country based on humanitarian reasons, we believe that two types of programs could be established.

The first type of program would facilitate the quick settlement of applicants for refugee status originating from countries where the violation of rights and the repression of the population are widely known. The second type of program would be applicable, for example, to victims of natural catastrophes from countries roughly fitting such a situation (the nationals of Mexico or Ethiopia, among others).

Both types of programs would help to relieve the congestion of the regular process for reviewing applications. This would be the case particularly in situations where the facts are conclusive. Also, the resulting administrative and financial advantages would be particularly beneficial to cases of refugees where the principle of promptness is both a norm of fundamental justice and a discouragement of applications not meeting the definition of refugee.

In contrast with the special programs (corresponding to as many groups) which have been established in the past, we would hope to assist in the standardization of the measures applicable to their beneficiaries. In fact, important disparities among earlier programs have too often masked discriminatory and prejudicial attitudes toward some groups. This is why, in view of the fundamental principles that should guide the drafting of this reform, we believe it is time that this disparity were rectified.

"Plainly unfounded applications"

Since the whole question of applications deemed abusive is in our opinion one of the structural problems within the present process for determining refugee status in Canada, then the principle of fairness which should inspire this reform demands that adequate corrections be made.

We share this concern with the other partners in this process. And we believe it useful to bear in mind the problem of abusive applications in order to better evaluate the approach that should be adopted. In this respect, Rabbi Plaut's report is particularly interesting in that it demonstrates the irrelevance of the concept of "plainly unfounded applications." The report also makes reference to a number of applications which, while not corresponding to the definition of refugee, had practically no other alternative but to be included in the process handling claims to refuge. This was their only hope of obtaining some possibility of residing in this country.

To us it seems difficult to evaluate with precision the real extent of this problem. Moreover, the narrow interpretation of the definition of refugee and the restrictive attitude of our authorities vis-à-vis applicants on location have added another dimension to the problem. Meanwhile, the establishment of a review process for humanitarian cases, separate from that used to handle applications for refuge, and the adoption of various other special programs, would reduce significantly the number of applications forwarded as claims for refugee status. In this way, the process would be speeded up and it would discourage persons wishing to prolong their stay in Canada.

Another strictly technical change that could prevent the inclusion of irrelevant applications in the process intended for refugees is the adoption of severe measures against unscrupulous advisors.

As early as 1981, in a report dealing with this problem, Councillor Robinson spoke against this danger. More recently, a Toronto daily drew disturbing conclusions with respect to these abusive practices which continue not only to undermine the system, but also to seriously threaten the refugees themselves. Since these damning revelations were made, nothing has been done, to our knowledge, to counter the harmful effects of this situation. Is there no effective recourse against such acts which themselves constitute real abuses?

It should also be mentioned that the holding of hearings, by the very fact that they will help to establish the credibility of applicants, will also help to discourage "unfounded" applications and poorly trained advisors.

Too often in the past, refugees waiting for status have had to face an odious and inefficient system which, according to Rabbi Plaut, is burdened with structural problems and which no longer conforms to the fundamental principles enshrined in our constitution.

Beyond these transitional measures and radical changes which must be the object of our legislation and of the structures that depend on it, one should not neglect the seriousness of the stakes involved and the concomitant broader stance that needs to be taken. In this respect, Rabbi Plaut's report contains a number of useful suggestions. According to him, "because of our geographic position, we are not swamped with applications from persons who are interested only in improving themselves financially. The majority of applicants come from countries rife with political repression and attacks against the rights of the person." (p. 111)

Hence the report's concern with the establishment of the protection of the individual as a fundamental principle underlying the new process. This should be the fundamental principle, and not the "obsessive fear of abuse" to which we have too often turned as the number of on-the-spot applicants has increased.

Access to the system

Although we do not intend to deal exhaustively with the various aspects of the question of access, the preceding considerations lead us to make a number of observations.

In the spirit of the remarks made earlier, it seems logical to contemplate a process for the determination of refugee status which is accessible to everyone, regardless of the validity of their current status. And in order to counter any discrimination in this matter, it goes without saying that all applicants should benefit from the same socio-economic rights.

As the HCR and the Plaut Report emphasized, recourse to a pre-selection process involves too high a risk of error and very serious consequences. Also, while the reduction of abuses remains a desirable objective rendering the new system more efficient, priority should also be given to accessibility to the system for persons who need to turn to it.

PROPOSALS CONCERNING A NEW STRUCTURE APPLICABLE TO THE
PROCESS FOR THE DETERMINATION OF REFUGEE STATUS IN CANADA

I.- Refugee Board: judicial functions.

1. Establishment and jurisdiction;
2. Composition;
3. Head Office;
4. Powers;
5. Decision-making power;
6. Regulatory power;
7. Division of first instance;
8. Division of second instance;

II.- Refugee Board: administrative functions.

1. Reception services;
2. Officer in charge of refugees...OCR;
3. Social services officer...SSO;
4. Documentation centre;

III.- Other considerations.

1. The CEIC;
2. The Federal Court;
3. The HCR;

IV.- Our evaluation of the Plaut report

1. Agreement;
2. Disagreement.

I. Refugee Board: judicial functions:

1. Establishment and jurisdiction

The establishment of a Refugee Board totally independent of the Employment and Immigration Commission, with exclusive jurisdiction over all questions concerning a

claim for refugee status, especially with respect to the judicial and administrative processing of applications and the socio-economic treatment of applicants;

2. Composition

- a) At least one half of the Board members would be lawyers who have been called to the bar of a province or who possess a university law degree;
- b) The Board would be composed of members who are recognized for their expertise and competence with respect to the problems unique to applicants for refugee status and international political situations;
- c) The Board members would be appointed following consultation with and recommendations from the sectors concerned (NGO);

3. Head Office

- a) The Board would have its head office in the national capital;
- b) The Board would have a regional structure in the first and second instance;

4. Powers

The Board would serve as a Court of Record with all related powers, rights and privileges;

5. Decision-making power

The Board would be obligated to justify its decisions in writing;

6. Regulatory power

The Board would have the power to establish and adopt its own rules of practice and procedure as well as the regulations governing its administrative activities;

7. Division of first instance

- a) The Board would have exclusive jurisdiction in the first instance to judge the merits of any claim to refugee status presented in Canada with or without status;
- b) The Board would have jurisdiction in the first instance to revise any detention order involving a detention of more than fourteen days imposed on a person who has applied for refugee status as well as over any conditions imposed in view of being released. This jurisdiction would be exercised statutorily during a first hearing and subsequently at the request of one of the parties concerned;
- c) Any claim to refugee status should result in a hearing before the Board's division of first instance. This hearing should be conducted without any initial selection and in accordance with the principles of fundamental justice;
- d) Any person who has applied for refugee status should be notified of his right to be represented, during the hearing before the Board's first instance, by a lawyer or by counsel, and the services of the latter should be assumed whenever the applicant cannot afford the costs;
- e) During the hearing of the first instance before the Board, any person who has applied for refugee status should be able to proceed in one of the two official languages according to his/her choice, and should be able to benefit from the services of a competent interpreter in the chosen language;
- f) During a hearing of the first instance, the Board must have a quorum of two persons, of whom at least two have been called to the bar of a province or possess a university law degree;
- g) The principle of decisional unanimity would be applicable to the decisions rendered by the Board in the first instance. In case of disagreement between the two members forming the quorum, the benefit of the doubt should go to the person who has applied for refugee status and his/her application should therefore be received;

- h) In the eventuality of a positive determination of refugee status no right of appeal could be exercised before the Board's second instance;
- i) The hearing before the Board's first instance would proceed in camera subject to an application to the contrary by the applicant for refugee status;

8. Appeal

Any decision rendered by the Board sitting in first instance could be appealed by law before the Division of second instance, with the exception of a positive decision determining the applicant's refugee status;

9. Division of second instance

- a) The Board would have exclusive jurisdiction in second instance to proceed "de novo" concerning any application for a hearing based on a refusal to recognize the merits of a claim to refugee status pronounced by its Division of first instance
- b) It goes without saying that the appeal hearing before the Board's division of second instance should include the same guarantees as those listed earlier concerning hearings before the first instance, that is, respect for the principles of fundamental justice, the right to be represented by a lawyer or by counsel, financial support for these services, the choice of the official language to be used, and the assured competence of translation services;
- c) During a hearing of the second instance, the Board would have a quorum of three persons at least one of whom should have been called to the bar of a province or hold a university law degree;
- d) The principle of majority decision would be applicable to the decisions rendered by the Board in second instance;
- e) The hearing before the Board's second instance would be in camera unless a request to the contrary was made by the applicant for refugee status;

II. Refugee Board: administrative functions1. Reception services

- a) Any claim for refugee status could be presented at the port of entry or when the person making the claim is already in Canada with or without status;
- b) In all cases, the treatment given to a claim should be uniform and the rights associated with it should be equal for everyone especially with respect to socio-economic rights;
- c) Any person who is the object of an immigration examination or inquiry should be notified in advance of his/her right to be assisted by a lawyer or by counsel and their services should be assured whenever the applicant is incapable of assuming the costs; a list of organizations capable of helping him/her should also be provided preferably in a language that he/she can understand;

2. Officer in Charge of Refugees; (OCR)

- a) When a person has expressed his/her willingness to ask for refuge in Canada, he/she should be referred to an Officer in Charge of Refugees (OCR). This Officer should be a member of the Refugee Board;
- b) The OCR would be responsible for introducing the application for refuge into the Board's juridicial process, that is in the hearing of first instance. He/she would also be responsible for referring the applicant to the relevant federal, provincial, or non-governmental services so that the applicant will have access to services such as: identification documents, medical examinations, health insurance card, work permit, social insurance number, social assistance, and non-governmental organizations that might be able to help him/her, etc.
- c) We do not think it is proper for an immigration inquiry to be held at the moment when a person claims refugee status. From that moment on, what is involved is no longer a question of immigration in terms of admissibility to Canada, but rather the interpretation and application of an international agreement aimed at protecting persons who might be subjected to persecution in their country of origin as a result of the five reasons stipulated in the Geneva Convention. This is why we propose the establishment of a separate process for reviewing and handling the claims and the persons who are the subject of such claims. This process should be independent of the immigration services and it should begin at the moment when the claim is first made known;

- d) When the immigration services have deemed it necessary to detain a person who has claimed refugee status, the Officer in Charge of Refugees (OCR) should be notified of this decision immediately;
- e) When the detention of a person who has claimed refugee status is longer than fourteen days, the Refugee Board's Division of first instance should be notified of the case by law in order to decide on whether to uphold or to appeal the detention order and all the conditions imposed for his/her release. In the event that the applicant is released, he/she should be immediately referred to the Officer in Charge of Refugees (OCR);

3. Social Services Officer (SSO)

We deem it necessary that a permanent reception service be maintained which would be available to any person encountering difficulties with the immigration services. We propose that the structure of the Travellers and Immigrants Assistance Service -- Mirabel/Service d'Aide aux Voyageurs(euses) et Imm.-Mirabel (SAVIM) be maintained and expanded in terms of staff and office hours. In view of the fact that the Officer in Charge of Refugees (OCR) will not intervene until the claim is made known, we consider it essential that an initial service be offered to persons having immigration difficulties, since these nearly always deal with detention orders and the persons involved might need information or reference assistance;

4. Documentation centre

A documentation centre integrated with the Board's administrative services should be established according to the model contained in the Plaut report. This should be accessible to lawyers, advisors, and other concerned participants.

III. Other considerations

1. The CEIC

The CEIC must, in our opinion, deal with problems of immigration, that is with the application of legislation whose aim is to control Canada's borders with respect to the reasons for admissibility or inadmissibility contained therein. Any question concerning a claim for refugee status or the refugee himself/herself should be referred to the international commitments contracted by Canada with the exception of all considerations relating to the Immigration Act. This is why we deem it essential to separate these two aspects of our government apparatus, both at the administrative and judicial levels:

2. The Federal Court

The Federal Court would continue to exercise its jurisdiction over the control and supervision of the Refugee Board;

3. The H.C.R.

We see the role of the H.C.R. as that of a reference resource for the Refugee Board, especially with respect to the interpretation and application of the Geneva Convention in Canada. The H.C.R. could also be granted the right to participate in the Board's hearings in the first and second instance as an observer, except in hearings previously slated to be held in camera;

IV. Our evaluation of the Plaut report

1. Agreement

We share the analysis and recommendations contained in the Plaut report with respect to the following:

- The establishment of a body which is independent of the CEIC and of the Minister, with the responsibility to rule on any claim for refugee status both with respect to status determination and the interpretation of the Convention;
- The possibility of presenting a claim with or without status, without distinction as to the holding of inquiries or other considerations, particularly those concerning socio-economic rights;
- The need to speed up the present process without a loss in the quality of the process and the resulting decisions;
- The application of fairness and natural law to the process;
- The establishment of a liaison officer in the person of the Officer in Charge of Refugees (OCR);
- The obligation of the CEIC to refer any claim to an Officer in Charge of Refugees (OCR) within 24 hours;
- The liaison functions of the Officer in Charge of Refugees (OCR) with the judicial and social services as well as with the CEIC;
- Referral by the Officer in Charge of Refugees (OCR) in cases involving special programs;
- The possibility of personally addressing the claim to the Refugee Board;
- The abolition of investigations of claimants, these being carried out only after a specific request has been made by the CEIC;
- No jurisdiction by the Minister over the refusal or acceptance of a claim;
- The establishment of a documentation and information centre within the Refugee Board which is accessible to the public;

2. Disagreement

We do not share the analysis and recommendations contained in the Plaut report with respect to the following:

- The fact that the Officer in Charge of Refugees (OCR) could request an inquiry;
- The selection of the Officer in Charge of Refugees from within the CEIC; in so doing we would be limiting ourselves to a relatively small pool of professional expertise for the OCR's;
- The possibility for the OCR to determine whether an immigration inquiry is necessary; this question is, in our opinion, a matter to be dealt with exclusively by the CEIC;
- The retention of the adjudicator's jurisdiction over any detention longer than fourteen days;
- The role of the CEIC before the Refugee Board with respect to the possibility of presenting information or evidence which could result in conflicting hearings or procedures;
- The Minister's right of appeal whenever the Refugee Board has determined that there are grounds for a claim;
- Plan A seems too limited because it entrusts jurisdiction over appeals to the Federal Court. We fear that this could restrict the matters raised to questions of law, and thus make it impossible to obtain a re-evaluation of the facts presented and of the applicant's credibility;
- As for Plan B, it seems totally unacceptable because it entrusts only one person with the responsibility of assuming the heavy task of proceeding to an inquiry in the first instance. Nor can we accept a re-examination on the mere basis of documentary evidence and argument. Our objection is based on the reasons elaborated at length by the Supreme Court of Canada. The national structure of the second instance seems to us equally inadequate;
- As for Plan C, the fact that a de novo hearing could take place in the second instance before an appeals section composed of three members does not guarantee the redressing of the damage that might have been done by a hearing in the first instance before a single decision-maker. We favor the maximization of personnel at the level of the first instance. This would ensure the least possible error, which to us seems to be proportional to the number of persons forming a quorum in the first instance.

...prefer the expression "RECONSTRUCTION PROGRAM" to the term "AMNESTY." In fact, it is important to distinguish the two different realities represented by these two expressions. When one speaks of amnesty, one is granting to offending persons the privilege of putting their situation in order, while what one is really doing is developing ways of reconstructing their lives in order to repair the damages done to them.

We believe that this program must be universal because it should apply to all persons claiming refugee status regardless of race, ethnic origin, or religion. To us, this seems a priority because even if the applications of persons claiming refugee status from certain countries are classified as "clearly without grounds", we believe that the present procedure is such that it does not permit the proper establishment of the grounds of the refugees' applications.

We also think that the program must be universal because it must apply to all claimants whose applications are at the earlier or later stages of the process. Similarly, the applicants who have participated in the hearings pilot project (Montreal-Toronto) must also be included because this project did not involve a complete hearing in the true sense of the word.

Similarly, this program must also be applicable to those who have had a hearing before the Immigration Appeal Board because the first instance was damaging to their case. Our opinion is confirmed by Mrs. Wilson in her decision of April 4 on the Singh case. While before the Appeal Board, the Minister had in his possession all the applicant's arguments. The applicant, on the other hand, had not seen his file (pp. 52-53).

Finally, we must also consider the rights of the persons included in this program. The delays that the great majority of applicants have already experienced through the present procedure have been considerable. Therefore, it is unfair to subject them again to further delays. This is why we believe that it is very important that their situation be put in order as soon as possible. This can be done by granting them the same rights as permanent residents, as provided for by ministerial permit no. 86. In this way, refugees whose families are abroad will be able to rejoin them quickly. A MINIMUM OF HUMANITY DEMANDS THIS.

There are other cases which, after verification, might fall into one of the two inadmissible classes as stipulated by the law. For these, other special and exceptional measures could be considered. For example, the right to file an appeal of a removal or expulsion order; the right to an impartial hearing of their case; the right not to be removed to another country where their live and/or their freedom are endangered, and finally the right to return to Canada if no other safe country is available. These are FUNDAMENTAL RIGHTS acknowledged to refugees by the GENEVA CONVENTION.

SOCIO-ECONOMIC CONSIDERATIONS

GENERAL PRINCIPLE

Adherence to the Geneva Convention implies that Canada has agreed implicitly to grant to applicants for refugee status decent living conditions. Therefore, Canada has the obligation to ensure that everyone can provide for his/her own vital needs. These rights must be realized in practice. Thus, whatever the port of entry of a person claiming refuge in Canada, whatever the province of settlement, the rights which have been acknowledged to that person must be the same throughout Canada.

This principle must guide practice. Moreover, it has been recognized in paragraph 8.11 of the immigration regulations which reads as follows: "We must ensure that claimants can look forward to a response to their claim without having to experience hardship neither in their persons nor in their possessions."

In spite of this acknowledgement, the federal government in October 1982 abandoned its leadership role in matters of socio-economic rights by shifting the burden on to the provinces. This has created a situation which is both unfair and incomprehensible to new arrivals who are unfamiliar with our geo-political complexities. This is why we demand a system which includes uniform socio-economic rights, whatever the port of entry or the province in which the applicant will settle.

ACCESS TO HEALTH CARE

In July 1984, after pressure was exerted by non-governmental organizations and in order to protect the health of Canadian citizens, the federal government determined that any person claiming refugee status had to pass a statutory medical examination within fifteen days following his/her arrival.

The practical application of these new measures, however, involves unacceptable delays due to a heavy and congested bureaucratic apparatus.

Consequently, we demand the following:

1. that measures be taken to streamline the administrative process and to ensure that the maximum delay for the compulsory medical examination not exceed fifteen days.

2. that emergency care, general care and other regular medical services, including hospitalization, be made available to applicants as to any other citizen.

GENERAL WORK PERMIT

On January 16, 1985, the Government of Canada recognized the right to a general work permit for all persons claiming refugee status. At the present time, the general work permit is issued only after the results of the statutory medical examination have been included in the applicant's file.

All these steps could involve a delay of six months. This delay is due to the connection that is made between the general work permit and the medical examination. While retaining the medical examination as stipulated above, we maintain with the Plaut report "that such a delay is intolerable for a person without financial resources."

No criteria other than the medical examination must be required in issuing a work permit.

LANGUAGE TRAINING AND EMPLOYMENT PROGRAMS

Knowledge of the language is recognized as the main tool for gaining employment and for adaptation. As recognized by the Canadian Employment and Immigration Advisory Council, we maintain that all persons claiming refugee status must have immediate access to language training courses in order to become independent as soon as possible. According to this principle, general training courses should also be accessible to persons claiming refugee status.

FINANCIAL AID

As mentioned earlier, persons claiming refugee status have the right to decent living conditions. This right has been recognized by Canada in its international commitments. The work permit is not sufficient to give applicants all the protection to which they have a right. Therefore, one must consider providing financial aid in the form of allowances under the auspices of the federal government. This will permit the re-establishment of the principle of justice and fairness mentioned earlier.

REUNION OF FAMILIES

We agree with the declaration of the Final Act of the United Nations Conference of Plenipotentiaries of the Status of Refugee and Stateless Persons, which reads as follows:

...Whereas the unity of the family, society's basic and natural group, is an essential right for the refugee and that this unity is constantly threatened and...in accordance with the official observations of the Special Committee on Statelessness and related problems, the rights granted to a refugee are extended to the members of his/her family, (the Committee) recommends to governments that they take the necessary measures to protect the refugee's family, especially for the purpose of: (1) ensuring that the unity of the refugee's family is maintained...(Plaut, 182)

It logically follows from this declaration that as soon as the applicant submits his/her application, he/she endangers the very lives of the members of his family. Therefore, it is necessary to ensure that the family is reunited as quickly as possible. Otherwise, according to the Plaut report, "we are only half fulfilling our obligation, and adding involuntary cruelty to the desired benevolence." (p. 182)

Still according to Rabbi Plaut, "any delay in reuniting families goes against the spirit of the Convention and of our humanitarian traditions." (p. 183)

In summary, in order to protect the family and to safeguard its unity, we recommend that measures be taken to facilitate the reunification of families as soon as the application is made and to permit all family members to live together during the period of adaptation in the host country.

RIGHT TO COUNSEL OR TO A LAWYER

This is an undeniable right. Every person claiming refugee status has the right to be accompanied by a lawyer or by counsel. To deny him/her of this right can result in serious consequences throughout the processing of his/her application for refuge.

In cases where the applicants are in financial need, and these are the majority of cases, it is possible to provide the applicants with the assistance of a lawyer thanks to legal aid.

But in the name of justice and fairness, we demand that legal aid be accessible to all needy applicants throughout the country.

APPENDIX "TRAV-9"

(TRANSLATION)

La ligue des Droits et Libertés

THE NEW CANADIAN SYSTEM
FOR REFUGEE DETERMINATION:

FUNDAMENTAL PRINCIPLES AND RIGHTS TO BE RESPECTED

Brief to the Standing Committee on
Labour, Employment and Immigration

October 10, 1985

1825, rue de Champlain, Montreal, Quebec H2L 2S9
Tel.: (514) 527-8551

TABLE OF CONTENTS

Introduction

- I- Shortcomings in the Existing System
- II- The Fundamental Principles and Rights to be
Recognized in the New System
 - A. Canada's Obligations Towards Refugees
 - B. The New System: Fundamental Principles and Rights
 - 1- Refuge: a Right, not a Privilege
 - 2- The Separation of Immigration from Refugee Matters
 - 3- A System Which Respects the Principles of Fundamental
Justice
 - (a) The Right to Adequate Notice
 - (b) The Right to be Heard (Audi Alteram Partem)
 - (c) The Right to Disclosure of the Substance of the Case
and the Opportunity to Reply
 - (d) The Right to Counsel or a Lawyer
 - (e) Information on Reasons for Decision
 - (f) The Right to Appeal
 - (g) Confidentiality of the Process
 - (h) Expeditiousness of the Process
 - (i) UNHCR Protection Measures
 - 4- The Right to Liberty and Security of the Person
 - (a) Socio-economic Rights of Refugees
 - (b) Detention of Claimants

- 5- Right of Access to the System
- 6- Humaneness
 - (a) Presumption of Good Faith
 - (b) Broader Interpretation of the Definition of a Refugee
 - (c) The Benefit of the Doubt
 - (d) Full Respect of the Principle of Non-Expulsion and the Recognition of the Right to Asylum
 - (e) A Consistent Process
 - (f) Sensitivity and Capability of Participants in the Process
 - (g) Humanitarian Cases
 - (h) Special Programs
- III- General Comments on the New Structure
 - A. The Refugee Board
 - B. The Employment and Immigration Commission and Enforcement of the Act
 - C. The Role of the United Nations High Commissioner for Refugees
- IV- Processing the Backlog and Transitional Arrangements

Conclusion

Notes

INTRODUCTION

"Everyone has the right to seek
and to enjoy in other countries
asylum from persecution." *

According to data from the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), there are over 10 million refugees in the world, to which must be added another several hundred thousand displaced persons.

These major movements of populations escaping from repression, persecution or war, not to mention victims of natural disasters, require help from the international community, whose member countries respond in varying ways and degrees. Thus, the African continent currently receives over half the refugees counted by the UNHCR in the whole world while the traditionally receptive countries of Europe are increasingly and in a concerted manner closing their doors to persons asking for their protection.

As a signatory to the Geneva Convention and its Protocol, Canada has firmly indicated its willingness to meet its international responsibilities towards refugees and, in fact, many individuals have been able to move to our country to escape from the persecution to which they had been subjected. The welcome we extended under a number of circumstances to such refugees

* The International Bill of Human Rights, Article 14.

contributed to Canada's international reputation as a generous and humanitarian country, and in the current context of the global review of the Canadian system for refugee determination, we encourage our country to continue to forge forward and to increase its involvement in solving the serious problems of refugees.

In the same spirit in which we recall our past generosity, we feel it is equally desirable that solutions should be brought to a number of the more problematic aspects of our refugee policy. For example, we need only recall the unequal treatment meted out by our authorities to applications for refugee status submitted abroad; our decision to be a country of reestablishment which, too often, led to the subordination of refugee questions to economic immigration considerations; the requirement for visas from refugee "source" countries; etc...

Sustained criticism of these practices by all agencies devoted to the assistance and support of refugees, the conclusions of the Robinson and Ratushny reports, as well as, more recently, the Supreme Court of Canada decision, are all important landmarks which preceded the publication of Rabbi Gunther Plaut's Report, which today is one of the cornerstones of the in-depth review of the Canadian system for refugee determination.

Like other human rights organizations, the Ligue des droits et libertés wishes to be involved in this important step on behalf of refugees and make a contribution based on experience it has acquired on these matters, specifically in the field of human rights.

Thus in a context in which, on the one hand, serious international restrictions are being placed on the rights of refugees and, on the other, Canada is faced with a major reform of its refugee system, we shall attempt to shed light on the approach that should be taken by Canada under the circumstances and, more generally, explain the fundamental principles and rights that we should recognize and put into practice through a new refugee determination system. We also believe that these components of Canada's future practices should also prevail and be applied to the processing of applications for refugee status submitted to our authorities abroad, because they deserve equal consideration.

In our study, which we trust will be useful for the various parties involved in this subject, we based our opinions to a great extent on Rabbi Plaut's Report which, in our opinion, provides valuable information about the role and approach that Canada should adopt towards refugees. We shall therefore not hesitate to quote extensive passages from it and also, in a few instances, point to its shortcomings.

I- SHORTCOMINGS IN THE EXISTING SYSTEM

Before discussing the principles and rights which should become the foundation for the new Canadian system for refugee determination, we feel it would be useful to provide a brief account of the shortcomings of the existing system as well as the resulting structural problems.

Despite a number of provisions in the Canadian Immigration Act designed to ensure that the Act meets our international obligations towards refugees, Rabbi Plaut's Report correctly identifies the following shortcomings of the current system:

- lack of oral hearings, despite the complexity of evaluating the applicant's credibility;
- division of the examination and decision-making roles;
- lack of expertise and misuse of human resources by participants in the process; lack of information about applicants' countries; lack of legal training; poor quality of interpreting; shortcomings in use of personnel; etc...
- access problems: access to determination system only by persons who are the subject of an inquiry; disparities in socio-economic rights granted to applicants on the basis of the validity of their prior status; a system burdened with requests that do not meet the definition of a refugee; visa requirements (this matter is unfortunately not considered in the Plaut Report); etc...
- the unduly long time it takes to complete the process;
- socio-economic shortcomings: work permits, financial aid, right to counsel; detention; reuniting families, etc.

Having identified a number of such elements which are prejudicial to refugees, Rabbi Plaut then adds his voice to the chorus of those agencies who work with refugees in concluding that, despite a number of recent improvements, "Sweeping legislative and structural changes are required as well as certain transitional arrangements."

(1)

II- THE FUNDAMENTAL PRINCIPLES AND RIGHTS TO BE RECOGNIZED IN
THE NEW SYSTEM

A) Canada's Obligations Towards Refugees

By adhering to the Geneva Convention and Protocol in 1969, Canada thereby formally accepted the obligations and principles therein.

The Plaut Report states that Canada's commitment to refugees goes so far as to restrict its traditional sovereignty in this area by obliging it to grant the protection internationally recognized by respecting the principle of non-expulsion (non-refoulement).

This position was also reached by the Honourable Justice Wilson of the Supreme Court of Canada who concluded "That a Convention refugee who does not have a safe haven elsewhere is entitled to rely on this country's willingness to live up to the obligations it has undertaken as a signatory to the United Nations Convention Relating to the Status of the Refugees." (2) In fact by granting refugees the right to require of Canada that it meet its international obligations, Justice Wilson gives increased force to the right by not subordinating it to the sovereignty of the State.

Moreover, our Immigration Act, 1976 adds a further dimension to these obligations by recognizing the need "to fulfil Canada's international legal obligations with respect to refugees and to uphold its humanitarian tradition with respect to the displaced and the persecuted". (s. 3)

This humanitarian tradition, which we will define in greater detail later, is, according to Rabbi Plaut, one of the two cornerstones (the other is the Geneva Convention) of our system for refugee determination which, in this context, must "be seen and designed as an act of welcome." (3) Thus, this humanitarian tradition adds a moral dimension to the strictly legal nature of our obligations towards refugees. This brief summary of their character allows us to move on to a more detailed description of the principles and rights which should be adopted in the new system.

B) The New System: Fundamental Principles and Rights

1. Refuge: a Right, not a Privilege

The Plaut Report pointed out that the establishment under the Geneva Convention of a legal person defined as a refugee had as a major consequence conferring upon him a certain number of rights within a relatively clear framework. It should also be pointed out that the strict obligations contracted by the signatory countries of the Convention do not prevent them from taking a still more open stance. We shall return to this point later.

Unlike questions of immigration which, on the international level, are subordinated to our country's sovereignty*, the recognition of a refugee and the attendant obligation to protect him necessarily refer to rights pertaining to refugee status.

In this connection, moreover, it is the very specificity of refugee status which calls for this approach. "The true refugee is a person who fights for life and liberty." (4) states the Plaut Report.

* Please note, however, that the Ligue des droits et libertés has always referred to the right to immigration from the standpoint of the International Bill of Human Rights, which recognizes a right to emigration. To protect this right, we feel that it is logical to recognize the former.

It is in the same spirit that we interpret the concerns expressed by the Supreme Court of Canada in the Singh decision last April. According to the Court, an earlier restrictive interpretation of the Canadian Bill of Rights upheld the dichotomy between right and privilege. According to Justice Wilson however, this distinction cannot be upheld under the Charter of Rights and Freedoms. Even more than in the case under consideration, the Justices recognized the specific character of refugees by emphasizing that under the circumstances, an adequate assessment of an applicant's credibility and the seriousness of the potential consequences resulting from a denial require that protection under the Charter apply unrestrictedly to such persons. In the course of our study, we will also have occasion to return in greater detail to the determining significance of this decision in its various applications.

To ensure full recognition of the refugee's right and the special nature of the refugee's circumstances, the Plaut Report focuses on the future refugee determination and protection system rather than on the elimination of potential abuses. We will discuss the latter aspect later, but it is worth pointing out at this stage that we subscribe fully to his bias in favour of the refugee and this has a determining effect on the standpoint from which we view the development of the new system.

2- The Separation of Immigration from Refugee Matters

By referring to the special character of refugee status, we have already begun to point to the need to recognize the fundamental principle of any system for dealing with refugees, i.e. the separation of questions of immigration from questions pertaining to refugees.

In the brief sent by our agency to Rabbi Plaut as part of his national consultation process, we indicated that "we have often deplored, along with many others, the close links ... at all levels, including the Act, between immigration and refuge ... refuge should be a matter entirely separate from immigration at all levels: political, administrative, procedural, etc..." (5)
(unofficial translation)

Rabbi Plaut has understood this very clearly in his comments on the refugee as a person "subject to a tension between two different governmental strategies." Also, while recognizing the inevitable interference of immigration considerations, Rabbi Plaut emphasizes that they should not be detrimental to the applicant, especially to ensure "that refugee law concerns are the primary determinant of the manner in which claims to refugee status are decided." (6)

We subscribe fully to Rabbi Plaut's principles and recall that in our brief to him we stated that "it appears to us preferable, in the interest of refugees and with a concern for meeting our

international obligations, that the recognition, selection and welcoming of refugees should be completely separate from immigration policies. They are two completely different realities that follow totally different imperatives both from the claimants' and the host country's points of view. Only such a separation makes it possible to gradually eliminate the numerous immigration interferences which currently come into play in the refugee determination process." (7)

It goes without saying that a logical consequence of this separation will result in the independence of the decision-making structure responsible for considering applications for refugee status from the government structure which considers immigration matters.

Moreover, as pointed out in the Plaut Report, the operational independence of this structure is one of the conditions essential to the exercise of the functions of a fair and impartial tribunal.

3. A System Which Respects the Principles of Fundamental Justice

Pointing to the special nature of the situation in which refugees find themselves, Rabbi Plaut emphasizes the fact that the new Canadian refugee determination system "should have the highest level of procedural guarantees, for at stake in the refugee process are life and liberty." (8) He then adds that any determination process "should provide the highest level of international and domestic procedural requirements, to ensure as far as possible that justice is not only done, but is also seen to be done." (9)

This then is the context in which Rabbi Plaut considers it worth adding to the application of the principles of natural right the various requirements ensuring that equity in procedural matters is followed. Also, for some decisions which may have serious consequences, such as refugee cases, Rabbi Plaut considers that the application of the following requirements is mandatory:

(a) The Right to Adequate Notice

This requirement assumes that adequate notice of proceedings should be granted to the claimant and his counsel to allow for preparation and presentation of the case pursuant also to the principle of expeditiousness;

(b) The Right to be Heard (Audi Alteram Partem)

It is difficult to overstate the importance of this

fundamental component of a system based essentially on the evaluation of a claimant's credibility. However, despite the complete solidarity on this point among non-government agencies acting on behalf of refugees, it was necessary to await the Supreme Court's decision in the Singh case for recognition to be granted "That although 'fundamental justice' will not require an oral hearing in every case, where life or liberty may depend on findings of fact and credibility, and it may in these cases, the opportunity to make written submissions, even if coupled with an opportunity to reply in writing to allegations of fact and law against interest, would be insufficient." (10)

(c) The Right to Disclosure of the Substance of the Case Against Him and the Opportunity to Reply

Despite the self-evidence of this requirement, the current process, at first hearing and at the appeal level, does not allow the refugee a full defence. This major shortcoming was also criticized by the Supreme Court of Canada, and it was suggested that the shortcoming be dealt with. Also, for all cases subject to national security requirements, in which it is difficult to make public certain sensitive documents, the Plaut Report argues that if they are used then at least the most important points contained in these files should be provided to the claimants to allow them to answer arguments which could prejudice their defence. Thus, "In the refugee context, however, it is appropriate to provide for an

explicit right to respond to the allegations." (11)

(d) The Right to Counsel or a Lawyer

Even though it would appear obvious that this should be a requirement for protecting the fairness of the procedure itself, and despite the enshrinement of this guarantee in Canada's Constitution Act, 1982, Rabbi Plaut notes that its scope was unnecessarily restricted, despite the fact that "In the refugee context the right to counsel is even more important, for the refugee faces a legal process which may ultimately affect his/her security and safety." (12)

In its report (13) on detention conditions in Montreal and Toronto, a House of Commons subcommittee expressed its concern about the problems and abuses resulting from the application of a directive prohibiting the provision of the assistance of any counsel at the various ports of entry into the country. To deal with this situation, it recommended a number of measures to ensure access to legal counsel when being examined by immigration officers.

The Plaut Report reaches the same conclusions, and we agree fully with them. Constraints on the special situation in which applicants find themselves (including their fear of government authorities) make it all the more desirable that a third party should be present at examinations at ports of entry. To facilitate this task, we suggest that it is not

necessary to have a lawyer present in all cases. Thus the already significant services provided by legal advisers from NGOs could be increased and used on a more regular basis.

(e) Information About Reasons for a Decision

This factor appears to us to be an essential feature of a complete hearing, whatever the decision. Cogent proper reasons can go a long way in assisting the claimant in accepting the decision and will also assist counsel in determining whether there are grounds for appeal or review. We also feel that it is important to provide reasons even where decisions are in favour of claimants because they could be used to establish a consistent body of jurisprudence on the subject. Also to be taken into account is the impact of this measure on the process itself which, improved in this way, would give it greater credibility.

(f) The Right to Appeal

The seriousness of the potential consequences for refugees of an error is such that the right to appeal is absolutely essential for any claimant. We subscribe to Rabbi Plaut's analysis in which he states that a large number of appeals in no way ensures that the process is equitable. However, in addition to the requirement to provide reasons for a decision, we also feel that it is essential to attach the following condition to any meaningful exercise of the right

of appeal: reasonable time; a "de novo" hearing (based on a new evaluation of the evidence) before an independent trial court, at a higher level than the court at which the first hearing was held and with special expertise in refugee matters.

(g) Confidentiality of the Process

We share Rabbi Plaut's analysis of confidentiality, which states that it must be maintained at all stages of the process except where, for special reasons, the claimant and his counsel request otherwise. In the refugee context, the legitimate interest of the public in legal proceedings is "outweighed by the very real danger to the claimant (should the claim be refused) or to the claimant's family, if the fact of the claim and the testimony given at the hearing become public knowledge and come to the attention of the authorities in the country from which the claimant fled."

(14)

(h) Expeditionousness of the Process

The Plaut Report frequently emphasizes the importance, both for the claimant and the government, of an expeditious process. We also believe that more rapid consideration of applications would be an effective way to discourage the submission of claims which do not fall under the Geneva Convention's definition of a refugee. However, as we mentioned earlier, we openly opted for a process based on the

protection of refugees (rather than on the elimination of abuses). Our inclusion of expeditiousness here is therefore not gratuitous; it must be understood to be one of the key elements in exercising the principles of fundamental justice. Also, for the case under consideration, expeditiousness must be achieved without infringing upon equity.

(i) UNHCR Protection Measures

Finally, like Rabbi Plaut, who stated that his first consideration was to ensure the highest possible compliance with equity, we feel that it is important for the additional protection measures passed by the UNHCR also to be applied. The following is a brief list of these measures:

- reception of claimant at port of entry: adequate training for government officers and compliance with the principle of non-expulsion;
- making it possible for the claimant to have satisfactory counsel on his overall situation: procedures provided for under the Act; rights and obligations of the parties; services available; etc...
- the existence of a clearly identified authority responsible for examining the claim and making a decision;
- providing the claimant with all necessary services, including referral to a UNHCR delegate;
- if the decision is favourable, to inform the claimant and provide him with documents attesting to his status;

- if the decision is negative, provide a reasonable time for appeal;
- until a decision is reached (initial or final), allow the claimant to remain in the country. Unlike the UNHCR, we consider that this possibility should not be taken away from claimants whose claim is determined to be "manifestly unfounded". We will return shortly to the approach that we feel should be adopted in this matter.

4. The Right to Liberty and Security of the Person

In Article 7, the Canadian Charter of Rights and Freedoms states that "everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice."

In this brief we have on a number of occasions described the special nature of the situation of the refugee in order to highlight one of the fundamental aspects of the Canadian refugee determination system, i.e. the protection of the refugee's right to life.

In this section of our brief we shall consider a number of other rights protected by this section of the Charter which, as determined by the Supreme Court of Canada, apply to every person on our territory, whatever his status.

(a) The Socio-economic Rights of Refugees

Subscribing to the conclusions of the Law Reform Commission, according to which the right to "security of the person" includes not only the right to physical security, but also the right to those things that are essential for living, the Honourable Justice Wilson of the Supreme Court of Canada added that his understanding of a number of arguments concerning the scope of s. 7 of the Charter should not be interpreted in such a limiting fashion. Justice Wilson specifies that "I do not

by any means foreclose the possibility that s. 7 protects a wider range of interests than those involved in these appeals." (15)

In the report it published in response to the conclusions of the Singh decision, a coalition of Montreal agencies commented on the above statement as follows: "We wish simply to emphasize the recognition in these comments of the socio-economic rights of refugees. It is important to recall that Canada still has a number of obligations resulting from its adherence to the International Covenant on economic, social and cultural rights passed by the United Nations." (16)
(unofficial translation)

Because Canada is also a signatory to the Geneva Convention and Protocol, it means that our country is committed to providing claimants of refugee status with decent living conditions. That is why, like the Plaut Report and the report of the Canadian Advisory Committee on employment and immigration (17), we recommend that the federal government should once again play a leading role in ensuring the establishment of a system which recognizes, consistently across Canada, (no matter what the prior status of the claimant) the following socio-economic rights:

- access to various types of health care;
- the use of a generic work authorization;

- access to language courses and general training;
- adequate financial assistance;
- accelerated reunification of claimant's family;
- financial access to the services of counsel or a lawyer.

We will not here go into great detail on these matters because they have been treated by other Montreal agencies. (18) We would, however, like to recall the following particularly eloquent comment from Rabbi Plaut which, although it was made in the context of the reunification of families, could also apply more generally: "Here clearly is an opportunity to play out the true humanitarian purposes of our refugee admission process. Being half generous is sometimes equal to not being generous at all." (19)

(b) Detention of Claimants

Despite the protection provided by s. 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, we must unfortunately remind ourselves of the abuses which result from so-called "preventive" detention, especially for refugee claimants. This "hidden side of immigration" is certainly better known since the publication of the excellent study (referred to above) by a House of Commons subcommittee as well as reports from a number of Toronto and Montreal agencies, including our own. (20)

Far too many applicants have their freedom of mobility

seriously threatened or completely denied. And what can be said about the physical conditions in which it is practised: in many cases, the minimum rules approved by the United Nations for the treatment of detainees are not even followed!

On this question, the Plaut Report states that it is necessary, under certain circumstances, to detain claimants. He nevertheless says that increased involvement by non-government agencies for the purpose of effective assistance to government authorities in this matter would be desirable. We approve this type of intervention and monitoring by NGOs and agree that the government should make better use of them. However, to solve a number of particularly thorny problems, we believe that legal control mechanisms for detention conditions must also be introduced to prevent, as has occurred in the past, claimants from feeling themselves forced to return to their countries to avoid treatment that is both cruel and unjustified.

5. Right of Access to the System

However equitable the new system may be, it is necessary to ensure that it becomes operational and, especially, accessible to every refugee claimant. In view of the many international measures whose purpose is to restrict access to the refugee determination process and to the rights conferred thereby, we fully share the concerns of the Plaut Report and the UNHCR with respect to the high risk of error and the far too serious consequences that would be involved in the use of any form of pre-screening.

Like these two participants, we recognize that reducing the amount of abuse remains a desirable goal in the overall achievement of the basic objective of the process, which is the protection of refugees. However, in view of the latter, special attention must be given to accessibility.

We therefore begin by reaffirming our complete opposition to the requirement for visas as a means of dissuading potential refugee applicants from access to the system. Limiting our protection to refugees selected abroad by preventing potential applicants from making use of our system is, in our opinion, neither more nor less than expulsion at the port of entry and runs counter to the fundamental principle of non-expulsion under the Geneva Convention.

These considerations lead us to consider the question of applicants said to be "abusive" or worse still "manifestly unfounded", which the Plaut Report, quite rightly, eloquently proved to be irrelevant.

According to the Plaut Report, "Because of geography, we are not inundated with 'refugee' claims made by persons seeking only to better their economic situation. The vast majority of claimants are from countries experiencing political repression and human rights violations." (21)

Also, in order to give adequate consideration to the question of abusive claims, we feel that it is necessary to clearly identify the phenomenon if we are to be able to determine which approach to take to deal with it.

In this connection, the Plaut Report recognizes that the situation results from structural problems in the existing refugee determination system. Thus the report considers a number of applicants who, although they do not meet the definition of a refugee, had no alternative but to make use of the system intended for refugees if establishment in Canada was to be made possible.

This, we feel, clearly shows the restrictive provisions of our immigration policy which is a powerful factor in leading people to appeal to the refugee determination system instead.

We can also not ignore the abusive practices of a number of unscrupulous counsellors revealed in a report prepared by Counsellor Robinson a number of years ago, and which, according to

recent frightening claims made in a Toronto daily newspaper, still exist today. (22)

The fact that the existing system does not provide for an oral hearing, until the Singh decision at least, was certainly a factor which facilitated the submission of claims that did not meet the definition of a refugee to the refugee determination process, and helped to keep them working through the system.

For each of these elements however, we believe that corrective action can be taken without compromising the system through the use of a pre-screening process.

Thus we feel that setting up a system for handling humanitarian cases separately from refugee claims is highly advisable, as is the possibility of extending the application of a number of special programs; we believe that doing so would cause a significant number of claims to no longer be submitted to the refugee determination process.

We also believe that strong measures should be taken against the abusive practices of some counsellors against both the system and, even more seriously, against refugees.

Finally we believe that holding oral hearings would make it possible to establish more readily the credibility of claimants and that it would also discourage the submission of "frivolous claims" and the intervention of poorly prepared counsellors.

It is of course difficult to evaluate the full extent of the problem, which has been accentuated still further we believe by the narrow definition of a refugee and by the restrictive approach taken by our authorities towards refugee claimants already in Canada.

However, it would appear that all too often in the past, refugees awaiting a decision on their status were subjected to an inefficient system full of structural problems as identified by Rabbi Plaut and, moreover, a system which did not comply with the principles of fundamental justice enshrined in the Charter included in our Constitution.

That is why, in addition to the transitional arrangements and radical changes required in our legislation and in the new system, it appears to us essential to not underestimate the seriousness of what is at stake, i.e. the protection of individuals whose life or liberty is threatened. It is also from this standpoint that we wish to remind you that the main concern of the Plaut Report is to establish fundamental principles for a new system for protecting refugees and not the elimination of abuses "at any price".

To summarize this section, we wish to join Rabbi Plaut in stating that the new process should be accessible to all claimants independently of prior status. With a view to keeping questions of immigration distinct from questions of refugees, recourse to an inquiry, called "an administrative nightmare" by the Plaut Report,

should be used only for immigration controls. Finally, we also believe it is very important that all claimants should have access to equal socio-economic rights. One of the objectives of the reform must also be the elimination of existing disparities and discriminatory practices.

6. Humaneness

As we stated at the beginning of our brief, Canada's obligations towards refugees are not merely legal. Showing wisdom and openness, our law-makers decided to place in the wording of the Act itself a number of provisions concerning the humaneness of Canada towards refugees.

We are eternally grateful for the oft-repeated invitation in the Plaut Report for our country to be more open and generous to refugees. For it is true that "The number of refugees we are asked to admit, and especially the number of inland refugee claimants is small when compared to the vastness of our land, the wealth of its resources and the peaceful internal and external conditions which are Canada's." (23)

In the same spirit that permeates the report, we would like to conclude our section on the fundamental principles and rights of the new Canadian refugee determination system by summarizing the features that will make it possible for the system to be as humane as it should be.

(a) Presumption of Good Faith

We must denounce officials who, far too often, treat claimants as if they were persons taking advantage of the generosity of the authorities and the Canadian people. We feel that this attitude causes serious prejudice to the

applicants whose cases are being considered and also may feed racist xenophobia and prejudice, which are so easily spread in a period of economic crisis. We also feel it is worth underlining the role and responsibility of governments in influencing public opinion. We cannot emphasize strongly enough the need to pay special attention to how questions pertaining to refugees are presented to the people. It is important then that the good faith of claimants be assumed if they are to be treated as having rights equal to the rights of others.

(b) A Broader Interpretation of the Definition of a Refugee

The inclusion of the Geneva Convention's definition of a refugee in our legislation has provided important legal support to the recognition of refugee status in Canada.

In light of earlier problems experienced in this area, which Montreal agencies had already been making public at a symposium in the fall of 1981, it is important to underline the inadequacy of this definition in describing the circumstances which lead people from various other countries to claim refugee status.

Thus, even though there may not be exhaustive reasons for not granting refugee status, we know that claimants' applications must include a high degree of personal persecution for a favourable answer to be given by the Minister.

In our opinion this evaluation does not take into account the circumstances of civilians who are the random targets of various forms of general repression in their countries, or the circumstances of targeted groups in certain countries. Does not our legislation already include "oppressed minorities" as a designated category? Would we go so far as to require of such persons that they return to their countries in order to become personally persecuted and only then accept their application for refugee status?

In fact, the nature and variety of circumstances leading to the need for protection and justifying the submission of an application for refugee status, require, in our opinion, the adoption of a broader interpretation than is currently being used.

We believe that the current context of reform in our system is favourable to such a change, which is in our opinion better suited to the open attitude which the Plaut Report is inviting Canada to take and to our improved understanding of the violations of human rights which are taking place in many parts of the world and which cause individuals and groups to leave and to require special protection for their life or liberty.

Also, although we are aware of the important restrictions that threaten compliance with the Convention in countries which had

formerly been open to them, the fact remains that it, in our view at least, is a minor requirement which Canada should not only comply with but also, more generously, should broaden still further. In order to facilitate the implementation of this more open approach, reference to the following could be useful: Minister Axworthy's guidelines on the definition of a refugee (which we would like to see applied more generally); the UNHCR interpretation guide; the positions taken by the Organization for African Unity (O.A.U.) on displaced persons and persons in distress; the Singh decision of the Supreme Court of Canada; etc...

(c) The Benefit of the Doubt

We believe that despite an open and generous application of the provisions providing for equity, there will always be those cases for which a negative decision appears unfair but where certain doubts remain in recognizing refugee status. In such cases, the seriousness of the consequences which could result from an error lead us to recommend that for safety's sake, the benefit of the doubt should be granted to the applicant.

(d) Full Respect of the Principle of Non-Expulsion and
Recognition of the Right to Asylum

The Geneva Convention limits itself to recognizing the right to non-expulsion and, in a number of national security cases for example, it goes so far as to recognize the right of a

host country to return the refugee under the Convention to the country from which he fears persecution.

We do not subscribe to this option which, in our opinion, leaves too much latitude for discretionary power. As we stated earlier, the Geneva Convention includes a number of requirements which Canada, by showing a greater degree of openness, could go beyond by recognizing the right of asylum to a greater extent.

Thus the right of non-expulsion or return is, we feel, so fundamental that we believe greater recognition should be given to it by allowing the UNHCR to exercise its power of protection by not returning to their country of origin groups or individuals refused when doubts still remain about their status. This would provide a supplementary guarantee of protection for claimants who, if refused refugee status here in Canada, would nevertheless remain eligible for such status in other countries. Have we not here in Canada accepted as refugees persons whose applications had been refused in other countries?

(e) A Consistent Process

In a process which is as humane as possible, we feel it would be unfortunate to include any contradictory elements.

The Plaut Report is particularly firm in this regard insofar

as such an approach would go against the very principles that Canada holds vis-à-vis refugees. As for the equity needed to ensure such procedural consistency, we believe that enough criteria have been described here to show how such contradictions can be prevented.

(f) Sensitivity and Capability of Participants in the Process

We fully agree with all of the Plaut Report's recommendations for increased training and increased openness to the problems of refugees for the various participants in this complex process. We believe that it is not too much to hope that improving such aspects would do a great deal to improve the humaneness of the process.

(g) Humanitarian Cases

As we mentioned earlier, our current system for refugee determination includes de facto a number of applications which, although they do not meet the definition of a refugee (even a broadened definition) deserve to be considered for humanitarian reasons.

For such applications, which we distinguish clearly from requests for refuge, we think it would be worthwhile, indeed necessary, to create a separate process with appropriate determination mechanisms. Introducing such a measure would surely significantly reduce the number of humanitarian

applications which are currently being channelled through the refugee determination system and thus ensure that this different class of persons are treated differently and more appropriately in view of their circumstances.

As to the question of what rights these individuals should benefit from in Canada, it strikes us as only logical to extend to them the protection granted by the Canadian Charter of Rights and Freedoms to every person in Canada.

(h) Special Programs

A separate study is usually required to evaluate the cogency of applications for refuge in Canada on humanitarian grounds. Nevertheless, there are situations in which, for each of these classes of persons, the circumstances which would justify admission to Canada are the same.

On a number of occasions, Canada has adopted special measures and programs to facilitate the stay or establishment in our country of individuals belonging to groups with common characteristics. For example, special measures were adopted for nationals of Iran, Guatemala, Sri Lanka, etc...

Like Rabbi Plaut, we would like to see such measures renewed and extended as part of this reform. Also, in accordance with the distinction established earlier between refugees who could benefit from a broadened interpretation of the definition and

cases admitting individual and groups to Canada for humanitarian reasons, we believe that both types of programs could be introduced.

The former would facilitate the rapid granting of refugee status to applicants from countries where human rights' violations and repression are well-known. The latter type of programs could be applied, for example, to victims of natural disasters in a country which is suffering a great deal from the conditions there (nationals from Mexico or Ethiopia, for example).

In both cases such programs would prevent clogging up the normal system for refugee determination where the situation or the facts are conclusive. This administrative and financial benefit appears to us to be most desirable and beneficial for the cases of refugees in which the principle of expeditiousness is both one of the standards of fundamental justice and a factor dissuading applications which stand no chance of meeting the definition of a refugee.

Unlike the special programs established for various groups in the past, we recommend a consistent body of measures to apply to all applicants. In fact, major disparities in the earlier programs often included discriminatory aspects which were

prejudicial to certain groups. That is why, in light of the fundamental principles which should guide the development of this reform, we believe that any differences which exist in handling various groups should be eliminated.

III- GENERAL COMMENTS ON THE NEW STRUCTURE

It is not the intention of the Ligue des droits et libertés to do an exhaustive study of the many possible ways of administering the reform of the Canadian system for refugee determination. We have also chosen to leave to lawyers and other organizations with greater expertise in these matters the task of closely studying these more technical but equally important aspects of reform.

Nevertheless, in view of the fundamental principles and rights which we wish to have recognized as the very heart of the new system, we feel that we must give some consideration to how these principles and these rights will affect the new structure established for handling refugee applications. We shall begin by considering structural aspects for various classes of participants in the process.

A) The Refugee Board

We feel that following the principle of separating questions of immigration from refugee matters requires the establishment of an independent Refugee Board which has decision-making power and exclusive jurisdiction over all matters pertaining to refugee determination, especially in connection with the legal and administrative processing of refugee claims as well as all matters dealing with the socio-economic status of applicants.

This means that the Refugee Board would have the power to establish

the rules of practice and procedure as well as the regulations governing its activities. Any action of the Board would of course have to comply with the principles of fundamental justice stated earlier. The Board would have sole jurisdiction for both the initial hearing and the appeal. Moreover, no recourse should be allowed against a decision in favour of the applicant.

We agree with the Plaut Report that special importance must be given to the expertise of those working for the Board. We agree with many of the report's proposals about the selection and legal and intellectual skills that should be required of such persons as well as the physical resources required (research and documentation) to provide them with appropriate training and continuous updating of data essential to their work.

Although we shall not go into it in any great detail, we feel that it is important to say something about how many members of the Board should be involved in the decisions. We feel that the complexity of the factors that need to be evaluated and the importance for the applicant of what is at stake in the decision make it all the more desirable that more than one decision-maker should be involved at each stage of the process under the jurisdiction of the Refugee Board. We are not unaware of the administrative and financial consequences of doing so but, once again, the decisions made will affect the life or liberty of claimants, and, under such conditions, the best possible protection must be sought.

We would like to emphasize once again the amount of support that could be given to the system by the non-governmental agencies working with refugees. We would very much like to see close cooperation between the Refugee Board and the NGO community, both for recruiting members of the Board and for following up on applicants and their claims. We think that increased cooperation among the major participants in the process would reestablish confidence, something which to date has been lacking. In the same vein, we believe that the overall efficiency of the process would be greatly improved by such cooperation, and that its credibility would soar. Above all, increased protection for refugees would be the big winner.

We would also like to say a few words about the staff of the Board, especially the refugee officer: in order to ensure a clear separation between immigration and refugee matters, we wish to emphasize how important it is for the Board to have its own staff, specially trained in refugee matters. Our approach to this matter differs significantly from the recommendations in the Plaut Report which, we feel, make the Refugee Board's administrative structure too much like the immigration apparatus.

We therefore wish to emphasize that we feel it would be inappropriate to give coercive powers to the refugee officer. The essentially humanitarian role of this officer, whose duties are primarily those of a guide who provides support for applicants, is, we feel incompatible with duties pertaining to enforcement of the Act.

Finally, the sole jurisdiction of the Refugee Board in dealing with the many considerations pertaining to the situation of refugees leads us to recommend that the determination of cases on humanitarian grounds and the establishment of special programs also be placed under the Board's jurisdiction.

B) The Employment and Immigration Commission and Enforcement
of the Act

As its name implies, the Commission has jurisdiction in the sphere of immigration and therefore is responsible for applying our legislation on the control of Canada's borders.

However, as soon as a person claims refugee status, the matter is no longer one of immigration in terms of admissibility to Canada, but rather of interpreting and applying an international treaty on the protection of persons whose life or liberty is threatened. As underlined in the Plaut Report, "Whether or not a person is a refugee is a question which is not so much one of Canadian law; rather, it belongs to the realm of international definition and justice." (24)

That is why we recommended a system for dealing with applicants' claims which is independent from immigration services, from the moment the claim is submitted.

Like the Plaut Report, we wish to underline the fact that "the ability to make a claim must be removed from the context of an immigration inquiry." (25)

In addition to the "administrative nightmare" mentioned earlier in our brief and in the Plaut Report, the law as applied requires that adjudicators "regard the claimant as a technical law breaker and hence an enforcement problem, while a true refugee need clearly not be considered in this light." (26)

This leads to a number of consequences: under such conditions, the risks of detention are higher for applicants. Like the non-government agencies that work with refugees, the Plaut Report encourages the use of controlled measures of this kind with respect to applicants only where "absolutely necessary". Also, in view of the seriousness of the prejudices against claimants that could arise, we recommend that prolonged detention by immigration authorities be reviewed by the Refugee Board and, as we mentioned earlier, made subject to effective judicial monitoring mechanisms.

We disagree with the Plaut Report's recommendation to keep the review of applicant detention in the hands of adjudicators. Because it sees the enforcement of the Act in terms of immigration considerations, it does not seem to us suitable for processing applicants in accordance with the special nature of their situation.

Also in connection with enforcing the Act, the report recommends amending the Act to prevent legal action against refugees for illegal entry or presence in the country.

The logical consequence is that the submission of claims for refugee status should be removed from immigration inquiries and authorized at various ports of entry to the country and/or when the applicant is already in Canada, whether with or without a valid status.

We do not agree with the Plaut Report that the Commission should be allowed to present information or evidence at a claim hearing because we feel that such a procedure would lead to a contradictory hearing incompatible, as we mentioned earlier, with the principles to which Canada subscribes with respect to refugees.

C) The Role of the United Nations High Commissioner for Refugees

We generally agree with the views of the Plaut report on the extremely valuable contribution of this organization on the many aspects and stages involved in the refugee determination process. Whether in connection with the training of members, or to be more specific, the decision-makers of the Refugee Board; or perhaps to be present and provide advice as required at claims hearings; or in connection with the discretionary powers of the organization to grant its protection to certain claimants whose applications have been denied: in all these circumstances, the firm and diligent participation of the UNHCR, which is devoted to the needs of refugees, is to be desired.

IV-- PROCESSING THE BACKLOG AND TRANSITIONAL ARRANGEMENTS

As we indicated at the beginning of this report, the very nature and complexity of the problems stemming from the existing refugee determination process in Canada require the full implementation of the reform.

However, as the Plaut Report points out, the large number of applications currently under consideration in the system requires special treatment calling for transitional arrangements.

Our brief would be incomplete if it did not refer to one of the most important decisions concerning refugees in Canada: the Singh decision of the Supreme Court of Canada which, because of the determining conclusions it reached, gave a special perspective to the problem of the backlog and hence to the measures that would be called for to solve the problem.

The analysis of this decision (27) that was prepared by the coalition of Montreal agencies providing help and support to refugees noted the many factors present in the case that helped to clarify the refugee determination process in general. That is why we referred to it on a number of occasions in this brief.

Many of the conclusions drawn by the Supreme Court in connection with this case and the many aspects that were considered also provided, according to the coalition, a number of helpful suggestions about what measures should be taken to eliminate

prejudice against applicants currently involved in the existing system.

Since the Ligue des droits et libertés was a member of the coalition which prepared this study, it goes without saying that we share the opinions and general conclusions of the report and, especially for the case under consideration, the recommendations concerning how to handle the backlog.

We do not believe that it would be useful here to consider all the thoughts and arguments that could be produced to support our view that a universal rectification program should be established to grant all applicants at whatever stage of the process they may be involved, the right to benefit from all rights granted to permanent residents of Canada. Instead we refer the reader to the coalition's report; we shall restrict ourselves here to simply recalling a number of the key points that justified setting up such a special measure to deal with the backlog.

We trust that our description of the shortcomings and structural problems of the current refugee determination system has convinced the reader of the ineffectiveness of the latter in determining the cogency of a refugee claim. The lack of an oral hearing, the lack of disclosure of the contents of the file, the incompetence of a number of participants and the considerable time involved for the majority of claimants, are only a few of the elements which have caused serious prejudice to persons who have sought refuge in Canada.

We therefore believe that it would be profoundly unjust, and even incompatible with the spirit of openness which we hope will characterize the new system, to impose on these persons no more than a partial processing which would require them to yet again undergo a procedure which is basically faulty, or on the other hand to require them to await the implementation of a new process at some unspecified future date.

Why should such persons content themselves with partial, unsatisfactory measures isolated from the general reform whose purpose is to make the new process more equitable? Why should they be subjected to further long delays when many of them have already waited several years to be reunited with their families.

In the spirit of openness that is in keeping with the humanitarian tradition passed into Canadian law and in keeping with the respect of the fundamental rights of refugees, we believe that Canada, by recognizing the unjust treatment that has been inflicted upon refugees, would do well by finally restoring to them the dignity that has been taken away from them until now.

CONCLUSION

The Ligue des droits et libertés's study of the new Canadian refugee determination system has attempted to take into account a number of considerations based on our special expertise in the field of the defence of human rights. This expertise was gained through sustained cooperation with agencies providing help and support to refugees, and their recommendations should be added to our own as well as the contributions of researchers and experts in the field.

In this connection, we must emphasize again the valuable contribution of Rabbi Gunther Plaut's Report throughout the process. In fact, although we have pointed to a number of apparent gaps between the principles stated and the methods recommended for their application, what we primarily found in this report was very much a spirit of openness and understanding of the moving and complex reality of refugees and more generally, an urgent invitation for Canada to intervene both forcefully and equitably in this field. "This shifting of responsibility to other States to carry out their obligations under the Convention can have very serious consequences," (28) states the report.

We fully agree with this view of the more generous role that our country is being called upon to play towards refugees by going beyond what it is legally required to provide and aiming instead at providing what is decent and human.

In this connection, it must not be forgotten that Canada is required to comply with the letter and spirit of the Geneva Convention as well as the conditions to provide the true exercise of the humanitarian tradition referred to in the Immigration Act. We also understand that in the current context of the reform under way, increased recognition must be granted to the right of asylum described in Article 14 of the International Bill of Human Rights.

In fact, the Plaut Report mirrors the views of the community of non-government agencies that provide help and support to refugees in emphasizing increased responsibilities for our country towards refugees. We feel that an important component of these increased responsibilities lies in the obligation for Canada to participate in the solution of the serious problems of refugees by going beyond simply agreeing to welcome them here and, more fundamentally, by working towards eliminating at the source the problems that cause refugees to move.

Has the time not come for our country to develop an external and trade policy that is more consistent in this matter by being more sensitive to the status of human rights in the countries with whom we deal? Have we so soon forgotten that repression is a weapon in the hands of privileged economic minorities who are desperate to consolidate their power over countries that the developed nations of the world have contributed to impoverishing?

And in Canada itself could we not increase our capacity to welcome foreign nationals and give greater space to those requiring our

protection? Other countries much less wealthy than ours could certainly teach us a lot! Do we not, moreover, now have a better idea of how flexible we can be about demography now that we know for certain the foreseeable consequences of a significant decline in our population over the next decade?

The Canadian people certainly deserve to be better informed about what is at stake in opening our doors to refugees. We wish to make it clear to the authorities that we are prepared to do everything we can to help them in this matter.

We wish to conclude with a thought which is applicable to this specific aspect of the refugee problem, but which is also applicable to the whole question: no matter how ambitious and generous the work of the NGO community may be in informing the general public about the problems of refugees, it cannot alone do everything that is needed in such a broad field. A society must do everything possible through its elected representatives to take on the collective challenge of recognizing the equal rights of all its members, especially those who are most vulnerable...

NOTES

- (1) Refugee Determination in Canada.
Proposals for a new system. A report to the Honourable Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration, by W. Gunther Plaut, Special Policy Adviser, April 17, 1985, page 46.
- (2) Singh et. al. Reasons of Justice Wilson, April 4, 1985, page 193 S.C.R.
- (3) Plaut Report, page 17.
- (4) Ibid., page 22.
- (5) Le Canada et les réfugiés. Mémoire sur le processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada submitted to the Special Committee chaired by Rabbi Gunther Plaut by the Ligue des droits et libertés, September 21, 1984, page 3.
- (6) Plaut Report, page 19.
- (7) Brief from the Ligue des droits et libertés, page 4.
- (8) Plaut Report, page 51.
- (9) Ibid., page 53.
- (10) Singh et. al. Reasons of Justice Beetz, April 4, 1985, page 231, S.C.R.
- (11) Plaut Report, page 138.

- (12) Ibid., page 158.
- (13) Standing Committee on Labour, Employment and Immigration.
Report to the House of Commons on the Detention of
Immigrants, June 1985.
- (14) Plaut Report, page 128.
- (15) Singh et. al. Reasons of Justice Wilson, April 4, 1985,
page 193 S.C.R.
- (16) L'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada: Analyse et
recommandations sur les mesures correctrices à apporter à la
procédure de reconnaissance du statut de réfugié au Canada.
Report prepared by a group of individuals and agencies
providing help and support to refugees and submitted to the
Honourable Flora MacDonald, Minister of Employment and
Immigration, Montreal, May 6, 1985, page 19.
- (17) Canadian Advisory Council for Employment and Immigration ,
Services to refugee claimants. Report to the Honourable
Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration. May
1985.
- (18) Mémoire sur l'établissement d'un nouveau processus de
reconnaissance du statut de réfugié au Canada prepared by the
group of Montreal agencies providing services to refugees in
cooperation with numerous refugee organizations in Montreal.
September 28, 1985.

- (19) Plaut Report, page 155.

- (20) La détente "préventive": une face cachée de l'immigration.
Special report in the Bulletin of the Ligue des droits et
libertés. Volume III, No. 6, February 1985.

- (21) Plaut Report, page 93.

- (22) "Tangled immigration rules called ripe for exploitation",
The Globe and Mail, April 24, 1985, page 1.

- (23) Plaut Report, page 179.

- (24) Ibid., page 162.

- (25) Ibid., page 37.

- (26) Ibid., page 41.

- (27) See note 16.

- (28) Plaut Report, page 66.

APPENDICE «TRAV-8»

MEMOIRE

SUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN NOUVEAU PROCESSUS
DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE RÉFUGIÉ
AU CANADA

Préparé par la
Table de Concentration des Organismes de Montréal au
Service des Réfugiés
en collaboration avec de nombreuses organisations
oeuvrant auprès des réfugiés à Montréal

28 septembre 1985

LES PERSONNES SUIVANTES ONT DIRECTEMENT TRAVAILLÉ

À LA PRÉPARATION DE CE MÉMOIRE :

Robert Beaupré
Pierre Brien
Sylvie Gagnon
Diane Bélanger
Mathilde Marchand
Denis Racicot
Adriana Nunez
Keder Hyppolite
Giovanni Fiorino
Carlos Guerra
Ginette Bouchard
Rivka Augenfeld
Denise Lainé
Gliceria Acosta
Styeve Foster

INTRODUCTION ET PRINCIPES

INTRODUCTION

1. Actuellement, il y a plus de 10 millions de réfugiés dans le monde, dont plus de 5 millions dans la seule Afrique sans compter les populations déplacées du HCR. Dans la plupart des cas, les pays qui ont supporté le fardeau économique de ces populations déplacées sont eux-mêmes en situation critique. Le Canada a une image et une tradition humanitaires, mais on peut se demander s'il ne peut pas faire encore davantage en regard des besoins actuels immenses.

2. A noter que nous parlons ici uniquement de réfugié qu'il faut distinguer de l'immigrant. Ces deux réalités commandent deux approches, deux logiques ou deux traitements différents. Dans le cas des réfugiés, la possibilité de leur trouver une protection, de les soustraire à la persécution et à la répression dont ils sont l'objet, doit primer sur toute autre considération, en particulier les considérations d'ordre économique qui prévalent souvent dans les politiques d'immigration.

3. Or la politique canadienne en matière de réfugiés a traditionnellement été subordonnée aux critères et à la logique de l'immigration. Ce qui a amené le Canada à se confiner à un rôle strictement de pays de réinstallation. Ainsi, les officiers de l'immigration vont dans les camps de réfugiés et choisissent eux-mêmes les candidats réfugiés selon des critères d'immigration, pour en faire des immigrants.

Dans cette perspective, le Canada a toujours hésité à se considérer comme un pays de premier asile, d'où sa réglementation et en particulier sa politique d'imposition de visas pour garder le contrôle de ses frontières. Or, de plus en plus, on ne peut choisir les réfugiés qui se présentent en plus grand nombre aux points d'entrée, et de ce fait, le Canada devient une terre d'asile. Ne faudrait-il pas à l'avenir, reconnaître cet état de fait dans l'établissement de nos politiques?

Le contrôle des ambassades canadiennes à l'étranger par le Ministère des Affaires extérieures et de ce fait, les impératifs des alliances politiques peuvent créer un handicap pour le réfugié qui y présente sa demande. Nous recommandons que les principes qui doivent sous-tendre un nouveau processus de reconnaissance de statut au Canada soient également appliqués dans les ambassades canadiennes à l'étranger.

4. Les problèmes que pose l'actuel processus de reconnaissance du statut de réfugié ont été anticipés par les groupes au service des réfugiés, dès l'adoption de l'actuelle loi en 1976. Des recommandations ont été faites pour pallier à ces difficultés; nous espérons cette fois qu'elles seront mieux entendues.

Il est devenu clair maintenant que nous avons besoin d'une réforme majeure dans le processus de reconnaissance au Canada du statut de réfugié, et nous souhaitons une législation qui soit distincte pour les réfugiés.

Les critiques du fonctionnement actuel viennent de toute part: des groupes de réfugiés, de la Commission Plaut, de la Cour Suprême du Canada, sans parler de l'engorgement administratif qui s'est créé et dans lequel pourrissent plus de 16,000 cas.

LES PRINCIPES QUI DEVRAIENT GUIDER LA REFORME

1. Le refuge est un droit de la personne ou du groupe menacé de persécution et non un privilège qu'accorde le pays d'accueil selon les grandes traditions humanitaires qui plongent leurs racines autant dans l'église du Moyen-Âge européen que dans les communautés africaines.
2. La protection du réfugié doit être la préoccupation centrale du système et doit primer sur toute autre considération y compris celle des abus possibles. Il vaut mieux laisser passer quelques abus que de risquer la sécurité d'un véritable réfugié. En ce sens, il faudra se prémunir contre la «psychose des abus».
3. Les conventions internationales actuelles constituent des repères minimum pour la protection des réfugiés. On peut adopter face à ces conventions deux attitudes:
 - a) avoir une interprétation limitative, stricte et négative qui vise à bloquer autant que possible l'accès au statut de réfugié;
 - b) ou avoir une vision plus large qui intègre la réalité contemporaine de la persécution de toute une catégorie de population par un gouvernement ou un groupe lié à un gouvernement (ex: les paysans du Guatemala, les populations en Erythrée).

Il va sans dire que nous privilégions la deuxième attitude.

Une attitude plus positive et une plus grande ouverture face aux réfugiés peuvent se manifester de diverses façons et se concrétiser dans un système qui reconnaîtrait les règles suivantes:

- a) la présomption de bonne foi lorsqu'une personne demande au départ le refuge, à quelque point d'entrée du Canada que ce soit, y compris dans les ambassades à l'étranger;
- b) le bénéfice du doute dans les cas où les décideurs arrivent à égalité des voix;
- c) l'approche non-contradictoire en première et en seconde instance;

- d) en plus du respect intégral du principe de non-refoulement, le Canada doit manifester une plus grande ouverture se traduisant par la reconnaissance du droit d'asile;
- e) développer le caractère humanitaire du processus par la formation, la compétence et la sensibilité du personnel aux problèmes des réfugiés;
- 4. Indépendance du système concernant les réfugiés et pouvoir décisionnel reconnu à ce même système
- 5. Une procédure respectueuse des principes de justice fondamentale:
 - a) avec audition;
 - b) droit à la confidentialité;
 - c) accès au conseil ou à un avocat;
 - d) accès à l'information;
 - e) tribunal juste et impartial;
 - f) célérité du processus sans en sacrifier la qualité.

REQUERANTS AU STATUT DE REGUGIECAS HUMANITAIRES ET DEMANDES ABUSIVES

Outre les principes fondamentaux ci-haut mentionnés et les questions relatives à la structure et au processus que nous examinerons plus loin, il y a également d'autres aspects tout aussi importants qui nous renvoient à la question plus générale des personnes sollicitant l'admission au Canada pour des raisons de protection ou pour diverses considérations d'ordre humanitaire.

A cet égard, le rapport du rabbin Plaut ne se limite pas qu'à rappeler les devoirs légaux et moraux du Canada envers les réfugiés. Il émet également plusieurs recommandations sur le traitement et la procédure dont devraient pouvoir bénéficier des individus et des groupes qui ne correspondent pas nécessairement à la définition de réfugié, mais pour lesquels des raisons humanitaires peuvent amener le Ministre à se montrer plus généreux que ne l'exigent nos obligations internationales. (p. 99)

Nous inspirant de l'esprit d'ouverture et d'humanisme dont est largement imprégné ce rapport, nous avons donc jugé opportun d'examiner la protection des réfugiés et l'accueil au Canada de personnes pour motifs humanitaires.

La définition de réfugié

L'enchâssement, dans notre législation, de la définition de réfugié figurant dans la Convention de Genève et son Protocole d'application a certainement fourni un apport juridique substantiel à la reconnaissance de ce statut au Canada.

A la lumière des expériences passées dans ce domaine, force nous est cependant de souligner les problèmes occasionnés par l'application de cette définition en regard de la nature même des circonstances amenant des personnes de multiples provenances à revendiquer le statut de réfugié.

Plusieurs parmi nous suivent avec un grand intérêt les travaux de mise à jour de la Convention qui, nous devons malheureusement le constater, se butent de façon croissante à la souveraineté des États soucieux de préserver leur intégrité territoriale, serait-ce au détriment des besoins de protection de ressortissants de pays étrangers.

Au Canada, plus précisément, les problèmes engendrés par une interprétation restrictive de la définition de Genève ont été soulevés publiquement par les divers organismes d'aide aux réfugiés de Montréal à l'automne 1981, soit un peu plus de trois ans après l'entrée en vigueur de l'actuel règlement d'immigration. Cette situation a donné lieu à l'annonce, en février de l'année suivante, de lignes directrices sur la définition de réfugié destinées

aux membres du Comité consultatif sur le statut de réfugié chargés de soumettre leurs recommandations au Ministre sur la validité des demandes présentées.

Leur contenu, essentiellement, présumait de la bonne foi des requérants et prenait aussi largement en compte le caractère fondamentalement limité du concept de persécution figurant dans la définition de réfugié de la Convention.

Depuis ce temps, les taux d'acceptation des demandes de refuge ont été légèrement modifiés à la hausse. Cependant bien que n'ayant pas de réponses exhaustives sur les raisons motivant les réponses, nous savons que les demandes des revendicateurs doivent comporter un niveau élevé de persécution personnelle pour qu'une réponse favorable soit accordée par le Ministre.

Or, comme nous le soulignons plus tôt, la nature et la variété des situations entraînant un besoin de protection et justifiant par conséquent la présentation de revendications au statut de réfugié exigent, quant à nous, l'adoption d'une interprétation plus large que celle qui prévaut actuellement.

A titre d'exemple, nous souhaitons que soit prise en compte la situation de détresse de populations civiles qui sont la cible indifférenciée des diverses formes de répression sévissant dans leur pays. Dans ce cas comme dans l'autre, à notre avis, point n'est besoin pour ces personnes de rester dans leur pays et de s'exposer à subir une persécution personnelle pour pouvoir obtenir par la suite le statut de réfugié.

Dans le respect de l'attitude d'ouverture dont le rapport Plaut invite le Canada à faire preuve, notre compréhension de la violation des droits humains et des déplacements d'individus et de groupes nécessitant la protection qui en résultent en plusieurs endroits du monde, nous amène donc à recommander qu'une interprétation élargie de la définition de réfugié soit appliquée dans le cadre de cette importante réforme.

Bien que conscients des restrictions menaçantes auxquelles la Convention elle-même est confrontée aujourd'hui, il n'en demeure pas moins que cette dernière constitue une exigence minimale. Le Canada doit se conformer non seulement à la lettre, mais plus généreusement, à l'esprit également. À cet égard, les sources de référence suivantes pourraient s'avérer utiles: outre les lignes directrices mentionnées plus tôt et que nous aimerions voir insérées dans la loi et appliquées de façon évidente, nous mentionnons le Guide d'interprétation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, les positions de l'Organisation pour l'Unité africaine (OUA) sur les personnes déplacées et en situation de détresse, l'arrêt Singh de la Cour Suprême du Canada, etc.

Les cas humanitaires

Si la distinction fondamentale entre les questions d'immigration et de réfugiés exige un traitement spécifique adéquat des demandes de refuge (dans lequel s'insère entre autres une interprétation élargie de la définition de réfugié), il nous faut par ailleurs reconnaître que des personnes autres que les réfugiés au sens de la Convention se présentent de facto à nos frontières pour obtenir l'admission au pays et que, parmi elles, certaines méritent d'être acceptées sur la base de considérations d'ordre humanitaire (séparées des critères d'immigration).

N'étant pas des réfugiés, ces individus (et/ou ces groupes) ne sauraient donc légitimement soumettre leur demande d'établissement au pays à l'intérieur du nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié dont les mécanismes ne sont pas appropriés dans ces circonstances.

Nous souscrivons à l'analyse du rabbin Plaut selon qui le cadre restreint dans lequel les demandes de cette nature ont dû être présenté dans le passé, a fait en sorte que certaines d'entre elles sont venues s'interposer dans le processus actuel.

Considérant que, dans ces conditions, le traitement des deux types de demandes (refuge/cas humanitaires) en a souffert, nous recommandons à l'instar du rabbin Plaut, que, pour parer à cette situation un processus distinct des demandes de refuge et exclusivement voué à l'étude de dossiers fondés sur des considérations humanitaires, soit instauré. Quant aux droits dont ces personnes pourront bénéficier au Canada, il va sans dire qu'elles seront aussi assujetties à la protection de la Charte des droits et libertés du Canada qui, comme le mentionnait l'honorable Juge Wilson dans l'arrêt *Signh*, s'applique à toute personne se trouvant au Canada.

Les programmes spéciaux

Une évaluation individuelle s'avère généralement nécessaire pour évaluer le bien-fondé des demandes de refuge ou d'admission au Canada sur la base de motifs humanitaires. Cependant, il existe des situations où pour chacune de ces catégories de personnes, les circonstances justifiant l'admission au pays sont les mêmes.

A diverses reprises déjà, le Canada a adopté des mesures ou programmes spéciaux facilitant le séjour ou l'établissement chez nous d'individus appartenant à des groupes présentant des caractéristiques diverses. A titre d'exemple, mentionnons les mesures spéciales destinées aux ressortissants d'Iran, du Guatemala, du Sri Lanka, etc.

A l'instar du rabbin Plaut, nous souhaitons que de telles mesures soient reconduites à l'intérieur de ce réforme. Aussi, conformément à la distinction établie plus tôt entre le cas de réfugiés pouvant bénéficier d'une

interprétation élargie de la définition et les cas d'admission au pays pour motifs humanitaires, nous croyons que deux types de programmes pourraient être implantés.

Le premier type de programme faciliterait l'établissement rapide de requérants au statut de réfugié originaires de pays dont les violations des droits et la répression de la population sont largement reconnues. Quant au type de programme, il pourrait être applicable, à titre d'exemple, aux victimes d'une catastrophe naturelle d'un pays lourdement hypothéqué par cette situation (les ressortissants du Mexique ou d'Éthiopie, entre autres).

Dans les deux cas, un engorgement des processus réguliers d'étude des demandes serait ainsi évité pour des situations où les faits sont concluants. Signalons que cet avantage administratif et financier nous apparaît particulièrement bénéfique pour les cas de réfugiés où, rappelons-le, le principe de célérité constitue à la fois une norme de justice fondamentale et un facteur de désincitation pour les demandes ne correspondant pas à la définition de réfugié.

A la différence des programmes spéciaux (correspondant à autant de groupes) qui ont été instauré dans le passé, nous souhaiterions assister à une uniformisation des mesures s'appliquant à leurs bénéficiaires. En effet, des disparités importantes dans les programmes antérieurs ont trop souvent revêtues des aspects discriminatoires préjudiciables à certains groupes. C'est pourquoi, à la lumière des principes fondamentaux devant guider l'élaboration de cette réforme, nous croyons opportun d'apporter un redressement.

Les demandes dites «manifestement non fondées»

Si la question des demandes jugées abusives, s'insère à notre avis parmi les problèmes structurels de l'actuel processus de reconnaissance de statut de réfugié au Canada, l'équité même dont cette réforme soit être imprégnée, exige d'y apporter des corrections adéquates.

Dans cette préoccupation que nous partageons avec les autres partenaires de cette démarche, nous croyons utile de rappeler le problème du phénomène des demandes jugées abusives pour mieux évaluer ensuite l'approche à adopter. A cet effet, le rapport du rabbin Plaut s'avère particulièrement intéressant en ce qu'il démontre d'abord la non pertinence du concept de «demandes manifestement non fondées». Le rapport fait également référence à un certains nombre de demandes qui, bien que ne correspondant pas à la définition de réfugié, n'avaient pratiquement d'autre alternative que d'emprunter le processus d'étude des revendications de refuge, en espérant obtenir ainsi quelque possibilité de résider au pays.

Il nous apparaît difficile d'évaluer de façon précise l'ampleur véritable de ce problème auquel l'interprétation étroite de la définition de réfugié et l'attitude restrictive de nos autorités face aux requérants sur place ont

ajouté une autre dimension. Cependant, considérant les possibilités d'instaurer un processus de traitement des cas humanitaires séparé de celui des demandes de réfugié et d'adopter également différents programmes spéciaux, nous croyons qu'un nombre significatif de demandes ne seraient plus dirigé vers le processus de reconnaissance du statut de réfugié. La rapidité du processus en serait améliorée décourageant les personnes désireuses de prolonger leur séjour au Canada.

Un autre élément, strictement technique celui-là, susceptible d'empêcher que des demandes non pertinentes soient acheminés dans le processus destiné aux réfugiés, consiste dans l'adoption de mesures sévères à l'endroit des conseillers sans scrupules.

En 1981 déjà, dans un rapport consacré à ce problème, le conseiller Robinson s'insurgeait contre ce fléau et, plus récemment, un quotidien de Toronto livrait des conclusions troublantes sur ces pratiques abusives qui continuent de sévir contre le système, mais plus grave encore, contre les réfugiés eux-mêmes. Depuis ces révélations accablantes, rien n'a été fait, à notre connaissance, pour contrer les effets nuisibles de cette situation. N'y aurait-il pas là, pourtant, des recours efficaces à exercer pour combattre ces actes qui eux constituent des abus réels?

Nous pouvons également mentionner que la tenue d'auditions du fait qu'elles permettront d'établir de façon plus adéquate la crédibilité des requérants, favorisera aussi le découragement de demandes dites «non fondées» et découragera les conseillers mal préparés.

Trop souvent dans le passé, on a fait porter aux réfugiés en attente de statut l'odieux d'un système inefficace, farci de problèmes structurels aux dires mêmes du rabbin Plaut et, qui plus est, non conforme aux principes de justice fondamentales enchâssés dans notre constitution.

Au delà des mesures transitoires et des changements radicaux dont notre législation et les structures qui en dépendent devront être l'objet, il ne faudrait surtout pas négliger la gravité des enjeux en cause et partant, l'attitude essentiellement caractérisée par l'ouverture à adopter dans les circonstances. Dans ce sens, le rapport du rabbin Plaut nous fournit de précieuses indications quant aux mesures à prendre. Selon lui, «à cause de notre situation géographique, nous ne sommes pas inondés de demandes émanant de personnes ne cherchant qu'à améliorer leur situation financière. La majorité des revendicateurs proviennent de pays où sévissent la répression politique et les atteintes aux droits de la personne». (p. 111) C'est aussi dans cette optique que nous situons la préoccupation du rapport d'ériger en principe fondamental du nouveau processus, la protection des réfugiés plutôt que la «psychose des abus» à laquelle nous avons été trop souvent confrontés à mesure que le nombre des revendicateurs sur place croissait.

L'accessibilité au système

Bien que n'envisageant pas d'aborder de façon exhaustive les divers aspects de la question de l'accessibilité, les considérations qui précèdent nous amènent à vouloir émettre certaines réflexions.

Dans l'esprit des remarques formulées plus tôt, il nous apparaît logique d'envisager un processus de reconnaissance du statut de réfugié accessible à tous, quelle que soit la validité du statut en cours. Et pour contrer toute discrimination en cette matière, il va sans dire que tous les requérants devraient alors bénéficier des mêmes droits socio-économiques.

Comme l'ont adéquatement souligné le HCR et le rapport Plaut, le recours à une pré-sélection comporte un risque d'erreur trop élevé et aux conséquences trop graves. Aussi, si la réduction des abus demeure un objectif souhaitable s'inscrivant dans les paramètres de rentabilité du nouveau système, une attention prioritaire doit tout autant être prodiguée au niveau de l'accessibilité du système pour les personnes ayant besoin d'y recourir.

PROPOSITION CONCERNANT UNE NOUVELLE STRUCTURE APPLICABLE AU PROCESSUS
DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE REFUGIE(E) AU CANADA

I.- L'Office des réfugiés(es): ses fonctions judiciaires.

1. Création et juridiction;
2. Composition;
3. Siège;
4. Pouvoir;
5. Décision;
6. Pouvoir réglementaire;
7. Division de première instance;
8. Appel;
9. Division de deuxième instance;

II.- L'Office des réfugiés(es): ses fonctions administratives.

1. Les services d'accueil;
2. L'agent(e) chargé(e) des réfugiés(es)...ACR;
3. L'agent(e) des services sociaux ...ASS;
4. Le centre de documentation;

III.- Autres considérations.

1. Le CEIC;
2. La Cour Fédérale;
3. Le HCR;

IV.- Notre évaluation du rapport Plaut

1. Les convergences;
2. Les divergences.

I. L'Office des réfugiés(es); ses fonctions judiciaires:

1. Création et juridiction

Institution d'un Office des réfugiés(es) totalement indépendant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration, ayant compétence exclusive sur toute question relative à une revendication au statut de réfugié(e) notamment en ce qui concerne le traitement judiciaire et administratif des revendications et le traitement socio-économique des revendicateurs(trices);

2. Composition

- a) L'Office serait composé de membres dont au moins la moitié seraient des avocats(es) inscrits(es) au barreau d'une province ou détenteurs(trices) d'une licence universitaire en droit;
- b) L'Office serait composé de membres reconnus pour leurs expertise et compétence relatives à la problématique particulière des revendicateurs(trices) au statut de réfugié(e) et des situations politiques internationales;
- c) Les membres de l'Office devraient être nommés à l'issue de consultations et recommandations des milieux concernés (ONG);

3. Siege

- a) L'Office aurait son siège dans la capitale nationale;
- b) L'Office aurait une structure régionale en première instance et en deuxième instance;

4. Pouvoir

L'Office serait une Cour d'archive avec tous les pouvoirs, droits et privilèges y afférant;

5. Décision

L'Office aurait l'obligation de motiver par écrit ses décisions;

6. Pouvoir réglementaire

L'Office aurait le pouvoir d'établir et d'adopter ses propres règles de pratique et de procédure ainsi que la réglementation régissant ses activités administratives;

7. Division de première instance

- a) L'Office aurait juridiction exclusive en première instance pour juger du bien-fondé de toute revendication au statut de réfugié(e) présentée au Canada en statut ou hors statut;
- b) L'Office aurait juridiction exclusive en première instance pour réviser toute ordonnance de détention impliquant une détention de plus de quatorze jours imposée à une personne ayant revendiquée le statut de réfugié(e) ainsi que sur toutes conditions imposées en vue d'être remis en liberté. Cette juridiction serait exercée sur une base statutaire lors d'une première audition et, par la suite, à la demande d'une des parties concernées;
- c) Toute revendication au statut de réfugié(e) devrait conduire à une audition devant la première instance de l'Office, sans qu'aucune sélection initiale n'ait été effectuée, laquelle audition devrait être conforme aux principes de justice fondamentale;
- d) Toute personne ayant revendiquée le statut de réfugié(e) devrait être informée de son droit d'être représentée, lors de l'audition en première instance devant l'Office, par un(une) avocat(e) ou conseiller(ière) et les services de ces derniers(ières) devraient être assurés lorsque le(la) revendicateur(trice) se trouve dans l'incapacité d'en assumer les coûts;
- e) Toute personne ayant revendiquée le statut de réfugié(e) devrait pouvoir procéder lors de l'audition en première instance devant l'Office dans l'une ou l'autre des deux langues officielles, selon son choix, et pouvoir bénéficier des services d'un(une) interprète compétent(e) dans la langue retenue;
- f) L'Office procédant lors d'une audition en première instance aurait un quorum de deux personnes dont au moins une devrait être inscrite au barreau d'une province ou détenteur(trice) d'une licence universitaire en droit;
- g) Le principe de l'unanimité décisionnelle serait applicable aux décisions rendues par l'Office en première instance. En présence d'un désaccord entre les deux membres formant quorum, le doute devrait bénéficier à la personne ayant revendiquée le statut de réfugié(e) et sa demande devrait par conséquent être accueillie;

- h) Dans l'éventualité d'une reconnaissance positive du statut de réfugié(e) aucun droit d'appel ne pourrait être exercé devant la deuxième instance de l'Office;
- i) L'audition en première instance devant l'Office procéderait à huis clos sous réserve d'une demande en sens contraire présentée par le(la) revendicateur(trice) au statut de réfugié(e);

8. L'appel

Toute décision rendue par l'Office siégeant en première instance pourrait faire l'objet d'un appel de plein droit devant sa deuxième instance, exception faite d'une décision positive reconnaissant le statut de réfugié(e) à un(une) revendicateur(trice);

9. Division de deuxième instance

- a) L'Office aurait juridiction exclusive en deuxième instance pour procéder «de novo» relativement à toute demande d'audition fondée sur un refus de reconnaître le bien-fondé d'une revendication au statut de réfugié(e) prononcé par sa division de première instance;
- b) Il va de soi que l'audition en appel devant la division de deuxième instance de l'Office devrait comporter les mêmes garanties que celles énoncées précédemment et se rapportant à l'audition de première instance, à savoir; le respect des principes de justice fondamentale, le droit d'être représenté par un(une) avocat(e) ou un conseiller(ière) et l'accessibilité financière à ces services, le choix de la langue officielle utilisée et la compétence assurée des services de traduction;
- c) L'Office procédant lors d'une audition en deuxième instance aurait un quorum de trois personnes dont au moins une devrait être inscrite au barreau d'une province ou détenteur(trice) d'une licence universitaire en droit;
- d) Le principe de la majorité décisionnelle serait applicable aux décisions rendues par l'Office en deuxième instance;
- e) L'audition en deuxième instance devant l'Office procéderait à huis clos sous réserve d'une demande en sens contraire présentée par le(la) revendicateur(trice) au statut de réfugié(e);

II. L'Office des réfugiés(es): ses fonctions administratives

1. Les services d'accueil

- a) Toute revendication au statut de réfugié(e) pourrait être présentée au point d'entrée ou lorsque le(la) revendicateur(trice) se trouve déjà au Canada en statut ou hors statut;
- b) Dans tous les cas le traitement donné à la revendication devrait être uniforme et les droits qui en découlent devraient être égaux pour tous notamment en ce qui concerne les droits socio-économiques;
- c) Toute personne devant faire l'objet d'un examen ou d'un enquête de l'immigration devrait être informée préalablement de son droit d'être assistée d'un(une) avocat(e) ou d'un(une) conseiller(ière) et les services de ces derniers(ères) devraient être assurés lorsque la personne se trouve dans l'incapacité d'en assumer les coûts, une liste d'organismes susceptibles de l'aider pourrait à cet effet lui être fournie de préférence dans une langue qu'elle puisse comprendre;

2. L'agent(e) chargé(e) des réfugiés(es); ACR

- a) Dès qu'une personne a indiqué sa volonté de demander le refuge au Canada, elle devrait être référée à un(une) agent(e) chargé(e) des réfugiés(es) (ACR). Ce dernier étant membre de l'Office des réfugiés(es);
- b) L'ACR serait chargé d'introduire la demande de refuge dans le processus judiciaire de l'Office c'est-à-dire vers l'audition de première instance. Il aurait / de plus la responsabilité de référer le(la) revendicateur(trice) vers les services concernés tant fédéraux que provinciaux ou non-gouvernementaux de façon à ce que le(la) revendicateur(trice) puisse accéder aux services tel que: documents d'identification, examens médicaux, carte d'assurance-maladie, permis de travail, numéro d'assurance sociale, aide sociale, ONG pouvant lui venir en aide, etc.
- c) Nous n'estimons pas approprié qu'une enquête de l'immigration soit tenue à partir du moment où une personne revendique le statut de réfugié(e). Dès lors ce ne sont plus des questions d'immigration en termes d'admissibilité au Canada qui sont soulevées mais bien l'interprétation et l'application d'un traité international visant la protection des personnes susceptibles d'être persécutée dans leur pays d'origine du fait des cinq motifs énoncés dans la Convention de Genève. C'est pourquoi nous proposons la création d'un processus d'étude et de traitement de la revendication et de la personne qui en fait l'objet qui soit indépendant des services de l'immigration et cela dès la connaissance de la revendication;

- d) Lorsque les services de l'immigration estiment devoir détener une personne ayant revendiquée le statut de réfugié(e), l'ACR devrait être informé sans délai de cette décision;
- e) Lorsque la détention d'une personne ayant revendiquée le statut de réfugié(e) se prolonge au-delà de quatorze jours, la division de première instance de l'Office des réfugiés(es) devrait être saisi de plein droit du dossier afin de statuer sur le maintien ou la cassation de l'ordonnance de détention et sur toutes conditions imposées en vue d'être remis en liberté. Advenant que le(la) revendicateur(trice) soit libéré(e) celui-ci (celles-ci) serait immédiatement référé à l'ACR;

3. L'agent(e) des services sociaux: (ASS)

Nous estimons nécessaire de maintenir un service d'accueil permanent qui soit disponible pour toute personne ayant des difficultés avec les services de l'immigration. Nous proposons que la structure du Service d'Aide aux Voyageurs(euses) et Imm.-Mirabel (SAVIM) soit maintenue bien qu'élargie en terme d'effectif et d'horaire de disponibilité. Considérant que l'ACR n'interviendra qu'à partir du moment où la revendication sera connue nous considérons essentiel d'offrir un service de première ligne aux personnes en difficulté avec immigration dans la mesure où celles-ci font face dans la presque totalité des cas à des ordonnances de détention et qu'elles peuvent par conséquent avoir besoin d'informations et de références d'aide;

4. Le centre de documentation

Un centre de documentation intégré aux services administratifs de l'Office devrait être instauré selon le modèle prévu dans le rapport Plaut. Ce centre devrait être accessible aux avocats(es), conseillers(ières) et différents(es) intervenants(es) des milieux concernés.

III. Autres considérations

1. La CEIC

La CEIC doit, quant à nous, traiter des questions d'immigration c'est-à-dire voir à l'application de la législation qui a pour objet le contrôle des frontières du Canada eu égard aux motifs d'admissibilité ou d'inadmissibilité y stipulée. Toute question relative à une revendication ou à la personne même du (de la) réfugié(e) se réfère à des engagements internationaux contractés par le Canada abstraction faite de toutes considérations relatives à sa Loi sur l'immigration; c'est pourquoi nous estimons primordial de dissocier tant sur les plans administratif que judiciaire ces deux préoccupations de notre appareil gouvernemental;

2. La Cour Fédérale

La Cour Fédérale continuerait à exercer sa juridiction de contrôle et de surveillance laquelle serait applicable à l'Office des réfugiés(es);

3. Le H.C.R.

Nous concevons le rôle du H.C.R. comme constituant une ressource de référence pour l'Office des réfugiés(es) et particulièrement en ce qui concerne l'interprétation et l'application que doit recevoir la Convention de Genève au Canada. Le H.C.R. pourrait également se voir accorder le droit d'assister aux audiences de l'Office en première et deuxième instance à titre d'observateur et cela abstraction faite du huis clos recommandé précédemment;

IV. Notre évaluation du rapport Plaut

1. Les convergences

Nous partageons l'analyse et les recommandations du rapport Plaut en ce qui concerne:

- La création d'un organisme indépendant de la CEIC ou du (de la) Ministre devant statuer sur toute revendication au statut de réfugié(e) tant du point de vue de la reconnaissance du statut que de l'interprétation de la Convention;
- La possibilité de présenter une revendication en statut ou hors statut sans distinction de traitement quant à la tenue des enquêtes ou autres considérations notamment quant aux droits socio-économiques;
- La nécessité d'accélérer le processus actuel sans pour autant lésiner sur la qualité de ce dernier et des décisions qui en découlent;
- L'application des normes d'équité et de droit naturel au processus;
- La création d'un(e) agent(e) de liaison en la personne de l'ACR;
- L'obligation pour la CEIC de référer dans les 24 heures tout(e) revendicateur(trice) à un(e) ACR;
- Les fonctions de liaison de l'ACR avec les services juridiques et sociaux ainsi qu'avec la CEIC;
- La référence par l'ACR dans les cas relevant des programmes spéciaux;
- La possibilité d'adresser directement la revendication à l'Office des réfugiés(es);
- L'abolition des enquêtes pour les revendicateurs(trices), celles-ci ne devant avoir lieu qu'à la suite d'une demande spécifique de la CEIC;
- L'absence de juridiction pour le (la) Ministre quant à tout refus ou acceptation d'une revendication;
- La création d'un centre de documentation et d'information intégré à l'Office des réfugiés(es) et accessible à la collectivité;

2. Les divergences

Nous ne partageons pas l'analyse et les recommandations du rapport Plaut en ce qui concerne:

- Le fait que l'ACR puisse requérir une enquête;
- La sélection de l'ACR au sein de la CEIC, nous prévilégions une diversité minimale relativement aux profils professionnels des ACR;
- La possibilité pour l'ACR de déterminer si une enquête de l'immigration est nécessaire, cette question relevant quant à nous exclusivement de la CEIC;
- Le maintien de la juridiction des arbitres pour toute détention de plus de 14 jours;
- Le rôle de la CEIC devant l'Office des réfugiés(es) quant à la possibilité de présenter des informations ou des preuves ce qui conduirait concrètement à des auditions et procédures contradictoires;
- Le droit d'appel du (de la) Ministre lorsque l'Office des réfugiés(es) reconnaît le bien-fondé d'une revendication;
- Le modèle A nous apparaît trop limité lorsqu'il confie la juridiction d'appel à la Cour Fédérale, nous craignons que de ce fait les questions pouvant être soulevées ne se limitent qu'à des questions de droit sans qu'il soit possible d'obtenir une réévaluation des faits soumis et de la crédibilité du (de la) revendicateur(trice);
- Quant au modèle B, il nous semble totalement inacceptable en ce qu'il confie à une seule personne la responsabilité d'assumer la lourde tâche de procéder à l'audition de première instance, nous ne pouvons accepter davantage un réexamen sur la seule base de preuve et argument documentaire pour les raisons longuement élaborées par la Cour Suprême du Canada, la structure nationale de deuxième instance nous apparaît également inadéquate;
- Concernant le modèle C, le fait qu'une audition de novo puisse avoir lieu en deuxième instance devant une section des appels composée de trois membres ne peut pas servir à rétablir l'iniquité que constitue une audition en première instance devant un seul décideur, nous prévilégions une maximisation des effectifs au niveau de la première instance de façon à s'assurer d'une erreur minimale ce qui nous semble-t-il est proportionnel au nombre de personne formant quorum en première instance.

SUR L'ARRERAGE DES CAS DANS LE
PROCESSUS ACTUEL

Il serait difficile d'analyser la question de l'arrérage et l'instauration d'un programme de redressement, sans faire référence d'une part, au contexte dans lequel la situation a évolué, et d'autre part, aux concepts de droit et privilège que nous retrouvons dans le jugement Singh de la Cour Suprême du Canada, rendu le 4 avril dernier.

Nous pouvons déduire, à partir de ce jugement que les réfugiés ont toujours été eux aussi, des «personnes», et ce, avant que ledit jugement soit rendu.

Ils auraient dû dans le passé et aujourd'hui encore avoir la protection de la Charte des droits et libertés et de la Déclaration canadienne des droits et ce, au même titre que n'importe quelle autre personne se trouvant au Canada.

Les réfugiés ont des DROITS devant les tribunaux. Ils doivent être traités dans le respect des principes de justice fondamentale.

La loi de l'immigration et plus particulièrement, les dispositions traitant du processus de reconnaissance du statut de réfugié, sont fondées sur la notion de «PRIVILÈGE» et ce qui explique l'absence de DROITS et garanties de justice fondamentale. Le jugement Singh s'est limité à ne redresser qu'une seule lacune et, à notre avis, bien d'autres subsistent que nous expliciterons au cours de notre présentation sur notre choix d'un programme de redressement.

Cette notion de PRIVILÈGE qui caractérise la question de l'immigration a été transposée à la problématique des réfugiés en leur causant un tort énorme. Encore une fois, cette confusion IMMIGRATION-RÉFUGIÉ s'avère néfaste.

A la lumière du jugement de la Cour Suprême et des considérations qui l'ont motivé, nous avons dégagé diverses conclusions sur les mesures à adopter pour corriger les préjudices causés par l'actuelle procédure de reconnaissance du statut de réfugié.

La première mesure doit consacrer le principe de l'universalité du programme de redressement pour tous les requérants qui ont été lésés dans leurs droits. Ce ne sont pas des raisons gratuites qui nous font préférer l'expression «PROGRAMME DE REDRESSEMENT» au terme «AMNISTIE». Il importe, en effet de distinguer deux réalités différentes dans ces deux terminologies. Quand on parle d'amnistie, on accorde à des personnes fautives le privilège de régulariser leur situation, alors qu'on élabore des mesures de redressement en vue de réparer des préjudices causés à certains individus.

Nous pensons que le programme doit être universel parce qu'il devrait s'appliquer à tous les requérants sans distinction de race, d'origine ethnique ou de religion. Ceci nous semble prioritaire, car même si les demandes de revendicateurs issus de certains pays sont classées comme «manifestement non

fondées», nous croyons que la procédure actuelle est telle qu'elle ne permet pas d'établir de façon appropriée le bien fondé des demandes de réfugiés qui sont présentées.

Nous pensons aussi que le programme doit être universel parce qu'il doit s'appliquer à tous les requérants dont la demande se situe à l'une ou l'autre des étapes de la procédure. De la même façon, les requérants ayant participé au projet-pilote d'audition (Montréal-Toronto) doivent être inclus parce qu'il ne s'agit pas d'audition complète dans le sens réel du terme.

Également, ce programme doit être applicable à ceux qui ont eu une audience devant la Commission d'appel de l'Immigration car la première instance leur a été préjudiciable. Notre opinion a été confirmée par Madame Wilson dans son jugement du 4 avril sur les cas Singh; devant la Commission d'appel, le ministre avait en main tous les arguments du requérant, mais celui-ci n'avait aucune connaissance du dossier dont on disposait (Pp 52-53)

Enfin, nous devons aussi considérer les droits des personnes incluses dans ce programme. Si nous jugeons importants, les délais que la grande majorité des requérants ont déjà subis à l'intérieur de la procédure actuelle, il est très injuste de les soumettre à nouveau à des délais supplémentaires. Nous croyons donc qu'il est très important de régulariser leur situation dans les plus brefs délais, en leur octroyant les mêmes droits qu'aux résidents permanents, par le truchement du permis ministériel 86. De cette façon, les réfugiés ayant leur famille à l'extérieur pourront rapidement la retrouver. UN MINIMUM D'HUMANITÉ OBLIGE.

Dans les cas qui, après vérification, appartiendraient à l'une ou l'autre des catégories inadmissibles prévues dans la loi, des mesures particulières et d'exception pourront être considérées. A savoir, le droit d'interjeter appel d'une ordonnance de renvoi ou d'expulsion; le droit à une audition impartiale de leur cause; le droit de ne pas être renvoyé dans un pays où leur vie et/ou leur liberté sont menacées, enfin le droit de revenir au Canada, si aucun pays sûr n'est trouvé. Comme vous pouvez remarquer, il s'agit de DROITS FONDAMENTAUX reconnus aux réfugiés dans la CONVENTION DE GENÈVE.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE SOCIO-ÉCONOMIQUES

PRINCIPE GENERAL

L'adhésion à la Convention de Genève sous-entend que le Canada s'est engagé de façon implicite à accorder aux revendicateurs de statut des conditions de vie décentes. Le Canada a donc l'obligation de s'assurer que chacun puisse subvenir à ses besoins vitaux. Ces droits doivent trouver réponse dans la pratique sociale. Ainsi, quel que soit le port d'entrée du demandeur de refuge au Canada, quelle que soit la province où il va s'installer, les droits qu'on lui reconnaît doivent être les mêmes partout au Canada.

Ce principe qui doit guider la pratique a été reconnu dans le règlement de l'immigration dans l'alinéa 8.11 qui dit: «Nous devons faire en sorte que les revendicateurs puissent attendre la réponse à leur revendication sans avoir à subir d'épreuves ni dans leur personne ni dans leurs biens».

Malgré cette reconnaissance, le fédéral en octobre 1982, a abandonné son leadership en matière de droit socio-économique en laissant le fardeau à la charge des provinces. Ceci a eu pour effet de créer une situation injuste et incompréhensible pour de nouveaux arrivants qui ignorent tout de nos complexités géo-politiques. En conséquence, nous réclamons un système qui comporte des droits socio-économiques uniformes quel que soit le port d'entrée ou la province où s'installera le revendicateur.

ACCES AUX SOINS DE SANTE

En juillet 1984, suite aux pressions des ONG et en vue de protéger la santé des citoyens canadiens, le gouvernement fédéral reconnaissait l'obligation pour tout requérant au statut de réfugié de passer l'examen médical statutaire dans les 15 jours après sont arrivée.

La pratique nous a cependant démontré que l'application de ces nouvelles mesures entraîne des délais inacceptables dus à un appareil bureaucratique lourd et encombré.

En conséquence, nous réclamons:

1. que des mesures soient prises pour alléger le processus administratif et faire en sorte que le délai maximum pour l'examen obligatoire n'aille pas au delà de 15 jours.
2. que les soins d'urgence, les soins généraux et les autres services médicaux réguliers y compris l'hospitalisation soient accessibles aux requérants comme à tout autre citoyen.

PERMIS GNERIQUE DE TRAVAIL

Le 16 janvier 1985, le gouvernement du Canada a reconnu le droit au permis de travail générique pour tous les requérants au statut de réfugié. Actuellement, le permis de travail générique est émis uniquement lorsque les résultats de l'examen médical statutaire est parvenu au dossier du requérant.

L'ensemble de ces démarches peut atteindre un délai de 6 mois. Ce délai s'explique par le lien qui existe entre le permis générique de travail et l'examen médical. Tout en maintenant l'examen médical tel que stipulé plus haut, nous nous appuyons sur le rapport Plaut pour affirmer «qu'un tel délai est intolérable pour une personne sans ressources financières».

Aucun critère autre que l'examen médical ne doit être invoqué pour l'émission d'un permis de travail.

FORMATION-LANGUE ET PROGRAMMES D'ACCES AU TRAVAIL

La connaissance de la langue d'usage est reconnue comme le principal outil pour l'accès au travail et à l'adaptation. Tel que reconnu par le Conseil consultatif canadien de l'Emploi et de l'Immigration, nous affirmons que tous les requérants au statut de réfugié devraient avoir accès immédiatement aux cours de langue afin d'être autonome le plus rapidement possible. Selon ce même principe, les cours de formation générale doivent aussi être accessibles aux requérants.

AIDE FINANCIERE

Nous avons déjà mentionné que les requérants ont droit à des conditions de vie décente. Ce droit a été reconnu par le Canada dans ses engagements internationaux. Le permis de travail n'est pas suffisant pour donner aux requérants toute la protection à laquelle ils ont droit. Il faut donc envisager une aide financière sous forme d'allocations, sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Ceci permettra de rétablir un principe de justice et d'équité tel qu'énoncé plus haut.

REUNION DES FAMILLES

Nous nous rallions à la déclaration de la Final Act of the United Nations Conference of Plenipotentiaries of the Statut of Refugee and Stateless persons, qui se lit comme suit:

...Attendu que l'unité de la famille, le groupe fondamental et naturel de la société, est un droit essentiel pour le réfugié et que cette unité est constamment menacée et... conformément aux observations officielles du Comité spécial sur l'apatridie et les

problèmes connexes, les droits octroyés à un réfugié sont étendus aux membres de sa famille, (le Comité) recommande aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour protéger la famille du réfugié, particulièrement dans le but de: (1) assurer que l'unité de la famille du réfugié (soit) maintenue... (Plaut, 182)

La suite logique à cette déclaration nous amène à penser que de toute évidence, aussitôt que le requérant dépose sa demande, il met en danger la vie même des membres de la famille. Il est donc nécessaire de faire en sorte que la famille soit réunie dans les plus brefs délais, car selon le rapport Plaut, autrement «nous n'accomplirons nos obligations qu'à moitié, ou bien associerons la cruauté involontaire à la bienveillance désirée». (p. 182)

Toujours selon le Rabbin Plaut, «tout retard à réunir les familles va à l'encontre de l'esprit de la Convention et de nos traditions humanitaires». (p. 183)

En résumé, pour la protection de la famille et pour la sauvegarde de son unité, nous recommandons que des mesures soient prises pour faciliter la réunification des familles dès la déposition de la demande et leur permettre afin de permettre à tous ses membres de vivre en même temps la période d'adaptation dans le pays d'accueil.

DROIT A UN CONSEIL OU A UN AVOCAT

C'est un droit indéniable. Tout requérant au statut de réfugié a le droit d'être accompagné d'un avocat ou d'un conseiller et le priver de ce droit peut avoir de graves conséquences tout au long du processus de sa demande de refuge.

Dans les cas de requérants démunis, c'est-à-dire la majorité des demandeurs, il leur est possible d'obtenir l'assistance d'un avocat grâce à l'aide juridique.

Toujours en vertu d'un principe juste et équitable, nous réclamons: que l'aide juridique soit accessible à tout requérant démunis, partout au pays.

APPENDICE "TRAV-9"

**La Ligue des Droits et Libertés**

LE NOUVEAU PROCESSUS CANADIEN
DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE REFUGIE:
DES PRINCIPES ET DES DROITS FONDAMENTAUX A RESPECTER

Mémoire présenté au
Comité permanent
du travail, de l'emploi
et de l'immigration

Le 10 octobre 1985

1825, rue de Champlain, Montréal, Qué. H2L 2S9 Téléphone: (514) 527-8551

TABLE DES MATIERES

Introduction

- I- Les lacunes du système actuel
- II- Les principes et les droits fondamentaux à reconnaître dans le nouveau processus
 - A. Les obligations du Canada envers les réfugiés
 - B. Le nouveau processus: principes et droits fondamentaux
 - 1- Le refuge: un droit et non un privilège
 - 2- La séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés
 - 3- Une procédure respectueuse des principes de justice fondamentale
 - a) Le droit à un délai raisonnable
 - b) Le droit d'être entendu (Audi Alteram Partem)
 - c) Le droit de connaître les éléments de son dossier et d'y répondre
 - d) Le droit au conseil ou à l'avocat
 - e) La connaissance des raisons motivant une décision
 - f) Le droit d'appel
 - g) La confidentialité du processus
 - h) La célérité du processus
 - i) Les mesures de protection du H.C.R.
 - 4- Le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne
 - a) Les droits socio-économiques des réfugiés
 - b) La détention des requérants
 - 5- Le droit d'accès au processus

- 6- Une attitude humanitaire
 - a) La présomption de bonne foi
 - b) Une interprétation élargie de la définition de réfugié
 - c) Le bénéfice du doute
 - d) Le respect intégral du principe de non-refoulement et la reconnaissance du droit d'asile
 - e) Une procédure non contradictoire
 - f) Sensibilité et compétence des intervenants
 - g) Les cas humanitaires
 - h) Les programmes spéciaux

III- Commentaires généraux sur la nouvelle structure

- A. L'Office des réfugiés
- B. La Commission de l'emploi et de l'immigration et l'exécution de la Loi
- C. Le rôle du Haut-Commissariat pour les réfugiés

IV- Traitement de l'arrérage et mesures transitoires

Conclusion

Notes

INTRODUCTION

"Devant la persécution,
toute personne a le droit
de chercher asile et de
bénéficier de l'asile en
d'autres pays."*

Selon les données du Haut-Commissariat pour les réfugiés (H.C.R.) des Nations Unies, notre monde compte plus de 10 millions de réfugiés auxquels s'ajoutent encore quelques centaines de milliers de personnes déplacées.

Ces importants mouvements de population fuyant la répression, la persécution ou la guerre, sans parler des victimes de calamités naturelles, font appel à l'aide de la communauté internationale dont les Etats membres répondent de façon et à des degrés considérablement variables. Ainsi, le continent africain reçoit actuellement sur son territoire plus de la moitié des réfugiés recensés par le H.C.R. dans le monde alors que des pays d'Europe traditionnellement accueillants ferment de façon croissante et concertée leurs portes aux personnes revendiquant leur protection.

En adhérant à la Convention de Genève et à son Protocole d'application, le Canada a fermement indiqué sa volonté d'assurer ses responsabilités internationales envers les réfugiés et, de fait, plusieurs personnes ont pu s'établir dans notre pays sur la base des persécutions qu'elles avaient subies antérieurement. L'accueil que nous avons réservé dans certaines circonstances à des réfugiés a contribué à alimenter cette réputation internationale de notre pays comme étant généreux et capable d'humanité et, dans le contexte actuel de révision globale du processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié, nous encourageons

* Déclaration universelle des droits de l'homme, article 14.

notre pays à poursuivre plus avant et à accroître sa participation à la résolution des graves problèmes des réfugiés.

Dans cet esprit où nous voulons souligner les gestes d'accueil posés dans le passé, il nous apparaît également souhaitable que des correctifs soient apportés à certains aspects plus problématiques de notre politique à l'endroit des réfugiés. A titre d'exemple, qu'on nous permette de rappeler le traitement inégal accordé par nos autorités aux demandes de refuge présentées à l'étranger; notre choix d'être un pays de réétablissement qui, trop souvent, a justifié la subordination des questions de réfugiés à des considérations économiques d'immigration; l'imposition de visas à l'endroit des pays "sources" de réfugiés; etc...

La critique soutenue de ces pratiques par l'ensemble des organismes d'aide et d'appui aux réfugiés, les conclusions des rapports Robinson et Ratushny ainsi que, plus récemment, le jugement de la Cour suprême du Canada sont donc les balises importantes ayant précédé la publication du rapport du rabbin Gunther Plaut qui, aujourd'hui, constitue une des pierres angulaires majeures de la refonte en profondeur du processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié.

A l'instar des autres organisations des milieux concernés, la Ligue des droits et libertés souhaite prendre part à cette démarche importante pour les réfugiés et

apporter sa contribution à la lumière de l'expérience acquise sur ces questions et dans le champ spécifique des droits humains fondamentaux.

Aussi, dans un contexte où, d'une part, nous assistons à des restrictions sévères à l'échelle internationale aux droits des réfugiés et où, d'autre part, le Canada est confronté à une réforme majeure de sa procédure en cette matière, nous tenterons de démontrer quelle attitude notre pays doit adopter dans les circonstances et, plus globalement, d'exposer les principes et les droits fondamentaux dont nous devons assurer la reconnaissance et l'exercice par un nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié. Mentionnons également que, dans notre esprit, ces éléments constitutifs des futures pratiques au Canada devront tout autant prévaloir et s'appliquer dans le traitement des demandes de refuge soumises à nos autorités à l'étranger qui méritent la même considération.

Dans cette analyse que nous souhaitons utile pour les divers intervenants au dossier, nous nous sommes grandement inspirés du rapport du rabbin Plaut qui, à notre avis, fournit de précieuses indications sur le rôle et l'attitude que le Canada devra adopter envers les réfugiés. Nous n'hésiterons donc pas à y référer pour en extraire les passages importants ainsi que, dans certains cas, les faiblesses à corriger.

I- LES LACUNES DU SYSTEME ACTUEL

Avant d'aborder les principes et les droits qui devraient guider l'élaboration du nouveau processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié, il nous apparaît utile de rappeler brièvement les lacunes de l'actuel système ainsi que les problèmes structurels qui en ont résulté.

Ainsi, malgré certaines dispositions de la Loi canadienne d'immigration ayant pour objectif de conformer cette dernière à nos obligations internationales envers les réfugiés, le rapport du rabbin Plaut identifie avec justesse les lacunes du système actuel:

- l'absence d'audition, et ce malgré le caractère complexe de l'évaluation de la crédibilité du requérant;
- une séparation entre l'instance procédant à l'examen de la revendication de réfugié et celle qui décide de son bien-fondé;
- la compétence et l'utilisation inadéquates des ressources humaines impliquées dans le processus: manque d'information sur les pays des requérants; manque de compétence juridique; qualité médiocre de l'interprétation; carences dans l'utilisation du personnel; etc...
- les problèmes liés à l'accessibilité: la nécessité de présenter la revendication à l'intérieur d'une

enquête; les disparités dans les droits socio-économiques reconnus aux requérants selon la validité de leur statut antérieur; un processus "encombré" de demandes ne correspondant pas à la définition de réfugié; l'imposition des visas (à noter que cet aspect n'est malheureusement pas traité dans le rapport Plaut); etc...

- la durée indûment prolongée du processus;
- les déficiences d'ordre socio-économique: permis de travail; assistance financière; droit au conseil; détention; réunion des familles; etc...

Ayant relevé ces divers éléments considérablement préjudiciables aux réfugiés, le rabbin Plaut joint alors sa voix à celles des organismes oeuvrant auprès des réfugiés en concluant que, malgré certaines améliorations récentes, "la législation et les structures ont besoin de changements radicaux, ainsi que de certaines mesures transitoires." (1)

II- LES PRINCIPES ET LES DROITS FONDAMENTAUX A
RECONNAITRE DANS LE NOUVEAU PROCESSUS

A) Les obligations du Canada envers les réfugiés

En adhérant à la Convention de Genève et à son Protocole d'application, en 1969, le Canada s'est obligé à en respecter les dispositions et les principes.

Le rapport Plaut précise que cet engagement du Canada à l'endroit des réfugiés va même jusqu'à limiter sa souveraineté traditionnelle dans ce domaine en l'obligeant d'accorder la protection qui lui est internationalement reconnue en respectant le principe du non-refoulement.

Cette position rejoint par ailleurs la conclusion de l'Honorable juge Wilson de la Cour suprême du Canada qui estimait "qu'un réfugié au sens de la Convention dont la sécurité est menacée dans un autre pays a le droit de compter sur la volonté de ce pays de faire honneur aux obligations qu'il a contractées en qualité de signataire de la Convention des Nations Unies relative au statut de réfugié". (2) En effet, en reconnaissant aux réfugiés le droit d'exiger du Canada qu'il respecte ses obligations internationales, le juge Wilson confère une force accrue à ce droit en ne le subordonnant plus entièrement à la souveraineté de l'Etat.

Par ailleurs, notre Loi sur l'immigration de 1976 ajoute une dimension supplémentaire à ces obligations en reconnaissant la nécessité "de remplir, envers les réfugiés, les obligations légales du Canada sur le plan international et de maintenir sa traditionnelle attitude humanitaire à l'égard des personnes déplacées ou persécutées." (art. 3)

Cette attitude humanitaire dont nous aurons plus loin l'occasion de définir les composantes fondamentales constitue donc, selon l'analyse du rabbin Plaut, l'une des deux pierres angulaires (l'autre étant la Convention de Genève) sur lesquelles repose notre processus de reconnaissance du statut de réfugié qui, dans ce contexte, "doit être vu et conçu comme un geste d'accueil." (3) Ainsi présentée, cette attitude humanitaire vient donc ajouter une dimension morale au caractère strictement légal de nos obligations envers les réfugiés. Ce bref rappel de leur nature nous permet donc maintenant d'entreprendre plus adéquatement l'exposé des principes et droits devant prévaloir dans le nouveau processus.

B) Le nouveau processus: principes et droits fondamentaux

1. Le refuge: un droit et non un privilège

Le rapport Plaut rappelle que la création, par la Convention de Genève, d'une personne juridique définie comme réfugié a eu comme conséquence majeure de lui conférer un certain nombre de droits à l'intérieur d'un cadre relativement précis. Mentionnons par ailleurs que les obligations strictes contractées par les Etats parties n'empêchent pas ces derniers d'adopter un traitement plus ouvert. Nous y reviendrons.

Ainsi, à la différence des questions d'immigration qui, au niveau international, relèvent du domaine du privilège subordonné à notre souveraineté*, la reconnaissance d'un réfugié et l'obligation de le protéger qui en découle nous renvoient nécessairement aux droits entourant ce statut.

A cet égard, c'est d'ailleurs la spécificité même de l'état de réfugié qui commande cette approche. "Le réfugié authentique est une personne qui défend sa vie et sa liberté" (4), nous rappelle le rapport Plaut.

* A noter cependant que la Ligue des droits et libertés a toujours fait référence au droit à l'immigration en s'appuyant sur la Déclaration universelle des droits de l'homme qui reconnaît le droit à l'émigration. Or, pour assurer l'exercice de celui-ci, il nous apparaît logique de reconnaître le premier.

C'est aussi dans le même esprit que nous interprétons les préoccupations de la Cour suprême du Canada exprimées dans l'arrêt Singh d'avril dernier. Selon ce tribunal, une interprétation antérieure restrictive de la Déclaration canadienne des droits a entretenu cette dichotomie entre droit et privilège. Pour le juge Wilson cependant, cette distinction ne peut être maintenue avec l'entrée en vigueur de la Charte des droits et libertés. Plus encore dans le cas qui nous occupe, les juges ont reconnu la spécificité de la situation des réfugiés en soulignant que, dans ces circonstances, l'évaluation adéquate de la crédibilité d'un requérant et la gravité des conséquences pouvant résulter d'un refus exigent que la protection de la Charte s'applique sans restriction à ces personnes. Au cours de notre analyse, nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir de façon plus précise sur la portée déterminante de ce jugement dans ses diverses applications.

Pour assurer la pleine reconnaissance du droit au refuge et de la spécificité de la situation du réfugié, le rapport Plaut associe le centre d'intérêt du processus au réfugié éventuel et à sa protection plutôt qu'à l'élimination des abus pouvant l'affecter. Nous aborderons plus loin ce dernier aspect, mais nous pouvons dès maintenant affirmer qu'il y a là un parti-pris favorable au réfugié auquel nous souscrivons entièrement et qui exerce une influence déterminante sur la perspective dans laquelle nous envisageons l'élaboration du nouveau processus.

2. La séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés

En ayant fait état de la spécificité de la situation du réfugié, nous avons déjà commencé de rappeler la nécessité de reconnaître ce principe fondamental de tout processus respectueux de cette dernière à savoir, la séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés.

Dans le mémoire que notre organisme soumettait au rabbin Plaut dans le cadre de sa consultation nationale, nous indiquions que "nous avons souvent déploré, avec bien d'autres, les liens étroits (...) à tous les niveaux, y compris dans la Loi, entre immigration et refuge (...) le refuge devrait être une réalité séparée de l'immigration, et ce, à tous les niveaux: politique, administratif, procédural, etc..." (5)

Le rabbin Plaut a d'ailleurs perçu de façon très juste cette situation en parlant du réfugié comme d'une personne "tiraillée entre deux stratégies gouvernementales opposées". Aussi, bien que reconnaissant l'interférence inévitable de considérations liées à l'immigration, le rabbin insiste pour qu'elles ne défavorisent pas le requérant et, davantage, pour "que les aspects juridiques de la législation sur les réfugiés demeurent le facteur primordial dans la décision." (6)

Souscrivant aux principes retenus par le rabbin, nous rappellerons donc qu'"il nous semble préférable dans l'intérêt des réfugiés et dans le souci du respect de nos obligations internationales, de détacher complètement la reconnaissance, la sélection et l'accueil des réfugiés des politiques d'immigration. Ce sont là deux réalités complètement différentes, qui obéissent à des impératifs totalement différents tant du côté des requérants que pour le pays d'accueil. Seule une telle séparation permettrait d'éliminer progressivement les nombreuses interférences "d'immigration" qui jouent actuellement dans le processus d'acceptation des réfugiés." (7)

Il va sans dire qu'une conséquence logique de cette séparation doit résulter dans l'indépendance de la structure décisionnelle chargée de l'étude des demandes de refuge par rapport à l'appareil gouvernemental traitant des questions d'immigration.

Plus encore, comme le souligne le rapport Plaut, l'indépendance opérationnelle de cette structure constitue l'une des conditions essentielles à l'exercice de ses fonctions de tribunal juste et impartial.

3. Une procédure respectueuse des principes de justice fondamentale

Rappelant la spécificité de la situation des réfugiés, le rabbin Plaut insiste sur le fait que le nouveau processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié "devrait offrir la meilleure protection qui soit dans le domaine de la procédure car la vie et la liberté des réfugiés sont en jeu." (8) Ce qui l'amène à préciser ensuite que tout processus de ce type "doit observer en matière de procédure les exigences internationales et nationales les plus élevées, pour assurer, dans toute la mesure du possible, non seulement que justice est faite, mais encore que sa pratique est recherchée." (9)

C'est donc dans ce contexte que le rabbin juge opportun d'ajouter à l'application des principes de droit naturel les diverses exigences assurant le respect de la règle d'équité en matière de procédure. Aussi, pour certaines décisions susceptibles d'exercer des effets graves, comme dans les cas de réfugiés, le rabbin Plaut estime obligatoire l'application des exigences suivantes:

a) le droit à un délai raisonnable

Cet élément suppose l'établissement d'un calendrier procédural accordant au requérant et à son conseiller une période de préparation suffisante, et ce en conformité avec le respect du principe de célérité également;

b) le droit d'être entendu (Audi Alteram Partem)

Nous ne saurions trop insister sur cet élément fondamental d'un processus fondé essentiellement sur la l'évaluation de la crédibilité d'un requérant. Or, malgré le consensus des plus solides ayant existé sur cet aspect au sein des organismes non gouvernementaux intervenant auprès des réfugiés, il aura fallu attendre le jugement de la Cour suprême dans le cas Singh pour reconnaître que " même si la justice fondamentale n'exige pas la tenue d'une audition dans chaque cas, lorsque la vie ou la liberté peut dépendre de conclusions de fait et de la crédibilité (...) la possibilité de soumettre des observations écrites, même assortie de la possibilité de répondre par écrit aux allégations de fait et de droit défavorables, est insuffisante." (10)

c) le droit de connaître les éléments de son dossier et d'y répondre

Malgré l'évidence apparente de cet élément, il y a lieu de déplorer que le processus actuel, en première instance et au niveau de l'appel, ne respecte pas cette exigence essentielle à l'exercice d'une défense pleine et entière. Cette lacune importante fut d'ailleurs également critiquée par la Cour suprême du Canada, suggérant par là d'y remédier. De plus, pour les cas relevant de la sécurité nationale où il est difficile d'exposer publiquement des documents de nature délicate, le rapport Plaut veut s'assurer que s'ils étaient utilisés, les éléments importants

de ces dossiers devraient être communiqués aux requérants afin de leur donner la possibilité de répondre aux arguments préjudiciables à la défense de leur cas. Ainsi, "concernant les réfugiés, il convient cependant de leur octroyer expressément le droit de répondre aux allégations." (11)

d) le droit au conseil ou à l'avocat

Même si la présence de ce dernier apparaît évidente pour assurer l'équité de la procédure elle-même et malgré l'enchâssement de cette garantie dans la Loi de 1982 sur la Constitution du Canada, le rabbin Plaut note que sa portée a été inutilement restreinte, et ce malgré que "dans le contexte des réfugiés, ce droit est encore plus important car les revendicateurs doivent faire face à une procédure légale qui en fin de compte peut influencer sur leur sécurité." (12)

Dans son rapport (13) sur les conditions de détention prévalant à Montréal et à Toronto, un sous-comité de la Chambre des Communes exprimait son inquiétude devant les problèmes et les abus résultant de l'application d'une directive interdisant l'assistance de tout conseiller ou avocat dans les différents ports d'entrée au pays. Pour pallier à cette situation, il recommandait par conséquent différentes mesures assurant l'accessibilité à des conseillers juridiques lors des examens menés par des agents d'immigration.

Le rapport Plaut rejoint par ailleurs ces conclusions auxquelles nous nous rallions également avec empressement. Les contraintes liées à la situation spécifique des requérants (entre autres, leur crainte face aux autorités gouvernementales) rendent plus que souhaitable l'assistance d'un tiers lors d'un examen au port d'entrée. Pour faciliter cette mesure, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de recourir dans tous les cas aux services constants d'un avocat. Ainsi, les services appréciables déjà fournis par des conseillers sociaux provenant d'agences non gouvernementales pourraient-ils être augmentés et utilisés sur une base plus régulière.

e) la connaissance des raisons motivant une décision

Cet élément nous apparaît essentiel comme composante d'une audition complète et ce, quelle que soit la nature de la réponse. Ainsi, une décision négative motivée contribuera autant à faire accepter la décision par le requérant qu'elle lui permettra, ainsi qu'à son conseiller, d'évaluer la pertinence d'aller en appel. Par ailleurs, il nous apparaît important que les réponses qui sont favorables aux requérants soient également étayées de motifs qui, systématiquement recensés et comptabilisés, pourraient contribuer au développement d'une jurisprudence cohérente en la matière. On peut également penser à l'impact de cette mesure sur le processus lui-même qui, ainsi amélioré, n'en obtiendrait que plus de crédibilité.

f) le droit d'appel

Dans les cas de réfugiés, la gravité des conséquences pouvant résulter d'une erreur est telle qu'elle exige le droit à un appel pour le revendicateur refusé. Nous souscrivons à l'analyse du rabbin Plaut selon qui ce n'est pas le nombre des recours qui assure l'équité du processus. Cependant, outre l'exigence de disposer d'une réponse motivée, nous estimons également essentielles à l'exercice de plein droit (sans permission) du droit d'appel les conditions suivantes: un délai raisonnable; une audition "de novo" (procédant à une nouvelle appréciation de la preuve) devant un tribunal indépendant de la première instance, hiérarchiquement supérieur à celle-ci et doté d'une expertise en matière de réfugiés.

g) la confidentialité du processus

Nous partageons l'analyse du rabbin Plaut pour qui la confidentialité doit être préservée à toutes les étapes du processus à l'exception des cas où, pour des considérations particulières, le requérant et son conseiller présenteraient une demande à l'effet contraire. Ainsi, dans le contexte des réfugiés, l'intérêt légitime du public pour les procédures judiciaires est "contrebalancé par le danger très réel pour le requérant (quand sa demande a été rejetée) et sa famille si les faits communiqués pour

étayer son cas et les témoignages présentés à l'audition entrent dans le domaine public et sont portés à l'attention des autorités du pays où il vient." (14)

h) la célérité du processus

Le rapport Plaut insiste à plusieurs reprises sur l'importance, tant pour le requérant que pour le gouvernement, d'instituer un processus rapide. Nous partageons également l'opinion selon laquelle un rythme accéléré d'étude des demandes constituerait un élément dissuasif efficace contre la présentation de revendications ne correspondant pas à la définition de réfugié de la Convention de Genève. Cependant, comme nous le mentionnions plus tôt, nous avons franchement opté pour un processus axé sur la protection des réfugiés (plutôt que sur l'élimination des abus). Notre mention de la célérité du processus n'est donc pas gratuite, mais doit davantage être comprise comme une des composantes essentielles à l'exercice des principes de justice fondamentale. Aussi, dans le cas qui nous occupe plus précisément, la célérité du processus doit-elle être atteinte en respectant l'équité de ce dernier.

i) Les mesures de protection du H.C.R.

Enfin, à l'instar du rabbin Plaut qui a exprimé son souci premier d'assurer un processus respectueux des exigences les plus élevées en matière d'équité, nous jugeons important que les mesures supplémentaires de

protection édictées par le H.C.R. soient également appliquées. Nous rappellerons brièvement leur contenu qui concerne plus particulièrement:

- l'accueil du requérant au point d'entrée: formation adéquate des agents gouvernementaux et respect du principe de non-refoulement;
- la possibilité pour le requérant de disposer de conseils adéquats sur sa situation dans son ensemble: procédures prévues à la Loi; droits et obligations des parties; services disponibles; etc...
- l'existence d'une autorité clairement identifiée chargée d'examiner la revendication et de prendre la décision;
- l'octroi au requérant de tous les services qui lui sont nécessaires, y compris la référence à un délégué du H.C.R.;
- dans le cas d'une réponse favorable, en informer le requérant et lui fournir les documents attestant de son statut;
- dans le cas d'une réponse négative, donner un délai d'appel raisonnable;
- dans l'attente d'une réponse (initiale ou finale), permettre au requérant de demeurer au pays. Nous devons cependant préciser ici qu'à la différence du H.C.R., nous considérons que cette possibilité ne doit pas être retirée aux revendicateurs dont la demande est jugée "manifestement non fondée". Nous reviendrons bientôt sur l'approche qu'il convient quant à nous d'adopter en cette matière.

4. Le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne

Dans son article 7, la Charte des droits et libertés du Canada énonce que "chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale".

Tout au cours de cette réflexion, nous avons exposé à différentes reprises la nature spécifique de la situation des réfugiés afin de mettre en relief l'un des enjeux fondamentaux du processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié à savoir, la protection du droit à la vie de ces personnes.

Dans cette partie de notre exposé, nous nous attardons plus particulièrement aux autres droits protégés par cet article de la Charte qui, comme l'a statué la Cour suprême du Canada, s'applique à toute personne se trouvant sur notre territoire, indépendamment de son statut.

a) Les droits socio-économiques des réfugiés

Souscrivant aux conclusions de la Commission de réforme du droit selon laquelle le droit à la "sécurité de sa personne" inclut non seulement le droit à l'intégrité physique, mais également le droit aux choses nécessaires à la vie, l'Honorable juge Wilson de la Cour

suprême ajoute cependant que son acceptation de certains arguments concernant la portée de l'article 7 de la Charte ne saurait être interprétée de façon limitative. En effet, le juge précise qu'elle n'exclut "en aucune façon la possibilité que l'article 7 protège un éventail de droits plus large que ceux dont il est question en l'espèce." (15)

Dans le rapport qu'elle a publié pour réagir aux conclusions de l'arrêt Singh, une coalition d'organismes de Montréal commentait ainsi la déclaration précédente: "Qu'on nous permette seulement de souligner la reconnaissance, à travers ces propos, des droits socio-économiques des réfugiés. A cet égard, il n'est pas sans importance de rappeler que le Canada a encore une fois certaines obligations résultant de son adhésion au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté par les Nations Unies." (16)

De plus, l'adhésion du Canada à la Convention de Genève et à son Protocole implique aussi que notre pays s'est engagé à accorder des conditions de vie décentes aux requérants au statut de réfugié. C'est pourquoi, à l'instar du rapport du rabbin Plaut et de celui du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration (17), nous recommandons que le gouvernement fédéral reprenne son leadership antérieur pour assurer l'instauration d'un processus qui reconnaisse de façon uniforme au Canada (et quel qu'ait été le statut antérieur du requérant) les droits socio-économiques

suivants:

- l'accès aux divers soins de santé;
- l'utilisation d'un permis générique de travail;
- l'accès aux cours de langue et à la formation générale;
- une assistance financière suffisante;
- la réunion accélérée de la famille du requérant;
- l'accessibilité financière aux services d'un conseil ou d'un avocat.

Nous ne reprendrons pas ici l'exposé détaillé fourni sur ces questions par d'autres organismes montréalais. (18) Nous aimerions cependant rappeler le commentaire suivant et particulièrement éloquent du rabbin Plaut qui, bien qu'exprimé en regard de la réunion des familles, peut également s'appliquer de façon plus générale: "Nous avons manifestement ici une occasion de prouver les véritables objectifs humanitaires de notre procédure pour admettre des réfugiés. En certaines circonstances, n'être généreux qu'à moitié équivaut à ne pas être généreux du tout." (19)

b) La détention des revendicateurs

Malgré la protection conférée par l'article 7 de la Charte des droits et libertés, il nous faut malheureusement rappeler les abus occasionnés par la détention

dite "préventive" et ce, plus particulièrement à l'endroit des requérants au statut de réfugié. Cette "face cachée de l'immigration" est certainement mieux connue depuis qu'elle a été l'objet de l'excellente étude (citée plus haut) d'un sous-comité de la Chambre des Communes ainsi que de rapports de quelques organisations de Toronto et de Montréal, dont la nôtre. (20)

C'est ainsi que pour un nombre trop élevé de requérants, le droit à la liberté de circuler se voit dangereusement menacé, voire nié complètement. Que dire également des conditions matérielles dans lesquelles celle-ci est pratiquée: dans plusieurs cas, en effet, l'ensemble des règles minima approuvées par les Nations Unies pour le traitement des détenus n'est même pas respecté!

Sur cette question, le rapport du rabbin Plaut évoque la nécessité, pour certaines considérations, de détenir des requérants. Il souhaite cependant une plus grande implication des organismes non gouvernementaux susceptibles d'assister efficacement les autorités gouvernementales en cette matière. Nous approuvons ce type d'intervention et de "surveillance" de la part des O.N.G. et dont le gouvernement devrait tenir compte. Cependant, pour remédier à certains problèmes particulièrement aigus, nous croyons que des mécanismes judiciaires de contrôle des conditions de détention doivent

également être implantés pour éviter, comme cela s'est produit dans le passé, que des requérants se sentent forcés de rentrer dans leur pays pour éviter un traitement aussi cruel qu'injustifié.

5. Le droit d'accès au processus

Si équitable que soit la nouvelle procédure, encore faut-il s'assurer qu'elle soit opérationnelle et, surtout, accessible à toute personne se réclamant du statut de réfugié.

Devant le lot de mesures visant à restreindre, à l'échelle internationale, l'accès au processus de reconnaissance du statut de réfugié et aux droits que ce dernier confère, nous partageons entièrement les inquiétudes du rapport Plaut et du H.C.R. face au risque d'erreur trop élevé et aux conséquences trop graves que comporterait le recours à une pré-sélection.

A l'instar de ces deux intervenants, nous reconnaissons que la réduction des abus demeure un aspect souhaitable pour atteindre l'objectif fondamental du processus, la protection des réfugiés. Cependant, compte tenu de ce dernier également, une attention particulière doit par ailleurs être prioritairement accordée à l'accessibilité.

Dans cet esprit, nous désirons en premier lieu réaffirmer notre complète opposition à l'imposition de visas comme mesure de dissuasion à l'endroit des candidats-réfugiés désirant accéder au processus. Limiter notre protection à des réfugiés sélectionnés à l'étranger en empêchant d'éventuels requérants de se prévaloir de notre processus ne constitue, à notre avis, ni plus ni

moins que du refoulement à la source et va par le fait même à l'encontre du principe fondamental de non-refoulement de la Convention de Genève.

Ces considérations nous amènent à aborder la question des demandes dites "abusives" ou, pire encore, "manifestement non fondées" dont le rapport Plaut, fort heureusement, a éloquemment démontré la non-pertinence.

Selon ce dernier, "à cause de notre situation géographique, nous ne sommes pas inondés de demandes émanant de personnes ne cherchant qu'à améliorer leur situation financière. La majorité des revendicateurs proviennent de pays où sévissent la répression politique et les atteintes aux droits de la personne." (21)

Aussi, afin de traiter adéquatement la question des demandes jugées abusives, il importe d'abord selon nous d'identifier correctement ce phénomène pour mieux évaluer ensuite l'approche à adopter.

A cet égard, le rapport Plaut reconnaît que cette situation est une conséquence des problèmes structurels de l'actuel processus de reconnaissance du statut de réfugié. Ainsi, le rapport fait état d'un certain nombre de demandes qui, bien que ne correspondant pas à la définition de réfugié, n'ont eu jusqu'à présent d'autre alternative que d'emprunter le processus destiné aux réfugiés pour espérer obtenir l'établissement au Canada.

Cet aspect met également en évidence, à notre avis, les dispositions restrictives de notre politique d'immigration en général qui, ainsi, constituent un facteur pouvant inciter à recourir au processus de reconnaissance du statut de réfugié.

De plus, nous ne pouvons ignorer les pratiques abusives de certains conseillers "sans scrupules" mises à jour dans un rapport du conseiller Robinson il y a déjà quelques années et qui sévissent toujours selon les conclusions récentes et accablantes d'un quotidien torontois. (22)

L'absence d'audition qui a également caractérisé notre processus actuel, jusqu'au jugement Singh du moins, a certainement été un facteur pouvant faciliter la présentation et le maintien dans le processus de demandes non conformes à la définition de réfugié.

Pour chacun de ces éléments cependant, nous croyons que des correctifs efficaces pourront être entrepris et ce, sans que le processus soit compromis par les dangers d'une pré-sélection.

Ainsi, considérant le bien-fondé d'instaurer un processus de traitement des cas humanitaires séparé de celui des demandes de refuge ainsi que la possibilité de reconduire l'application de certains programmes spéciaux, nous croyons qu'un nombre significatif de demandes ne serait plus dirigé vers le processus de reconnaissance du statut de réfugié.

Nous croyons également qu'un recours efficace consisterait dans l'adoption de mesures énergiques contre les pratiques abusives de certains conseillers à l'endroit du système mais, plus grave encore, envers les réfugiés.

Enfin, nous estimons que la tenue d'auditions permettant d'établir plus adéquatement la crédibilité DES requérants découragera également la présentation de demandes dites "non fondées" et l'intervention de conseillers mal préparés.

Certes, il est difficile d'évaluer de façon précise l'ampleur réelle de ce problème, encore accentué à notre avis par l'interprétation étroite de la définition de réfugié et par l'attitude restrictive de nos autorités envers les requérants au statut de réfugié se trouvant au Canada.

Cependant, il nous apparaît que, trop souvent dans le passé, on a fait porter aux réfugiés en attente de statut l'odieux d'un système inefficace, miné de problèmes structurels identifiés aussi par le rabbin Plaut et, qui plus est, s'avère non conforme aux principes de justice fondamentale enchâssés dans notre Charte constitutionnelle.

C'est pourquoi, au-delà des mesures transitoires et des changements radicaux dont notre législation et le nouveau processus qui en dépend devront être l'objet, il

nous apparaît primordial de ne pas sous-estimer la gravité des enjeux en cause à savoir, la protection d'individus dont la vie ou la liberté est menacée. C'est également dans cet esprit que nous désirons rap-peler la préoccupation première du rapport Plaut d'éri-ger en principe fondamental du nouveau processus la protection des réfugiés plutôt que l'élimination "à tout prix" des abus.

En terminant brièvement sur cet aspect de la réforme, il nous apparaît utile de mentionner, à l'instar du rabbin Plaut, que le nouveau processus devra donc être accessible à tout requérant, indépendamment de la validité de son statut antérieur. Dans le souci de res-pecter également la séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés, le recours à l'enquête, ce "cauchemar administratif" aux dires du rapport Plaut, ne pourra être conservé que pour les contrôles d'im-migration seulement. Enfin, nous croyons aussi priori-taire que tous les requérants aient accès aux mêmes droits socio-économiques. Un des objectifs de cette réforme ne doit-il pas viser aussi l'élimination des disparités et des pratiques discriminatoires antérieu-res?

6. Une attitude humanitaire

Comme nous l'indiquions au début de ce rapport, les obligations du Canada envers les réfugiés ne sont pas que légales. Faisant preuve de sagesse et d'ouverture, notre législateur a en effet jugé bon d'insérer dans le texte même de la Loi certaines dispositions relatives à l'attitude humanitaire du Canada envers les réfugiés.

Nous ne saurions trop exprimer notre appréciation de cette invitation sans cesse renouvelée du rapport Plaut à l'endroit de notre pays pour qu'il manifeste une ouverture et une générosité plus grandes à l'endroit des réfugiés. En effet, "le nombre de réfugiés que l'on nous demande d'admettre, et tout particulièrement le nombre de revendications qui sont déjà ici au pays, est minimum (sic) lorsqu'on le compare à l'immense étendue de notre territoire, à la richesse de nos ressources naturelles et aux conditions de paix intérieure et extérieure du Canada." (23)

Dans un esprit conforme à celui dont ce rapport est imprégné, nous aimerions compléter notre présentation sur les principes et les droits fondamentaux du nouveau processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié en rappelant les composantes qui permettront à ce processus d'atteindre l'humanité essentielle à son exercice.

a) La présomption de bonne foi

Nous devons dénoncer certains écarts du discours officiel qui, trop souvent, associent les revendicateurs à des personnes profitant de la générosité des autorités et du peuple canadiens. A notre avis, cette attitude cause un grave préjudice aux requérants dans l'étude de leur demande et est porteuse d'éléments susceptibles d'alimenter une certaine xénophobie et des préjugés racistes, si "faciles" en période de crise économique. Aussi, il nous apparaît opportun de rappeler le rôle et la responsabilité de nos gouvernements quant à leur sphère d'influence sur l'opinion publique. Dans ces conditions, nous ne saurions trop insister sur la nécessité d'apporter une attention particulière dans la présentation à la population des différentes questions concernant les réfugiés. Il importe donc que la présomption de bonne foi de ces personnes soit rétablie pour assurer que nous les traitions en êtres ayant des droits égaux aux autres.

b) Une interprétation élargie de la définition de réfugié

L'inclusion de la définition de réfugié de la Convention de Genève dans notre législation a fourni un apport juridique important à la reconnaissance de ce statut au Canada.

A la lumière des problèmes passés expérimentés dans ce domaine et que les organismes de Montréal exposaient déjà publiquement lors d'un colloque à l'automne 1981, il importe cependant de souligner l'inadéquation de cette définition en regard de la nature même des circonstances amenant des personnes de provenances multiples à revendiquer le statut de réfugié.

Ainsi, même si nous n'avons pas les raisons exhaustives motivant les réponses négatives aux demandes de refuge, nous savons que les demandes des requérants doivent comporter un degré élevé de persécution personnelle pour qu'une réponse favorable soit rendue par le Ministre.

A notre avis, cette appréciation ne prend pas en compte la situation de populations civiles qui sont la cible indifférenciée des diverses formes de répression généralisée dans leur pays, ou encore appliquée à certains groupes de la population. Notre législation n'a-t-elle pas déjà inclus les "minorités opprimées" comme catégorie désignée? Irons-nous jusqu'à exiger de ces personnes qu'elles demeurent là-bas jusqu'à ce qu'elles y soient personnellement persécutées pour leur permettre ensuite de demander et d'obtenir le statut de réfugié?

De fait, la nature et la variété des situations entraînant un besoin de protection et justifiant la

présentation d'une demande de refuge exigent, quant à nous, l'adoption d'une interprétation plus large que celle qui prévaut actuellement.

Nous croyons que le contexte actuel de réforme de notre processus est favorable à un tel changement plus conforme, à notre avis, à l'attitude d'ouverture dont le rapport Plaut invite le Canada à faire preuve ainsi qu'à notre compréhension des violations des droits humains sévissant en plusieurs endroits du monde et qui conduisent à des déplacements d'individus et de groupes nécessitant une protection particulière pour leur vie ou leur liberté.

Aussi, bien que conscients des restrictions importantes qui menacent l'application de la Convention dans des pays autrefois accueillants, il n'en demeure pas moins que cette dernière constitue à nos yeux une exigence minimale dont le Canada doit non seulement se conformer à la lettre mais, plus généreusement, à l'esprit également. Afin de faciliter la mise en oeuvre de cette ouverture, le recours aux références suivantes pourrait s'avérer judicieux: les lignes directrices du Ministre Axworthy sur la définition de réfugié (que nous souhaiterions voir appliquées de façon plus éloquente); le guide d'interprétation du H.C.R.; les positions de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) sur les personnes déplacées et en situation de détresse; l'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada; etc...

c) Le bénéfice du doute

Nous croyons que malgré une application ouverte et généreuse des dispositions favorisant l'équité, il se trouvera toujours des cas limites où une réponse négative apparaît exagérée, mais où il subsiste certains doutes à reconnaître le statut de réfugié. Dans ces cas, la gravité des conséquences pouvant résulter d'une erreur nous amène à recommander d'opter pour la prudence et à accorder le bénéfice du doute au requérant.

d) Le respect intégral du principe de non-refoulement et la reconnaissance du droit d'asile

La Convention de Genève se limite à reconnaître le droit au non-refoulement et, dans certains cas de sécurité nationale par exemple, elle va même jusqu'à reconnaître le droit d'un pays "hôte" à retourner un réfugié au sens de la Convention dans le pays dont il craint la persécution.

Nous ne souscrivons pas à cette option qui, à notre avis, laisse encore trop d'espace à un pouvoir discrétionnaire. Comme nous l'exprimions plus tôt, la Convention de Genève comporte un certain nombre d'exigences dont notre pays, en faisant preuve d'une plus grande ouverture, pourrait envisager de dépasser les limites en reconnaissant plus largement le droit d'asile.

Ainsi, le droit au non-refoulement nous apparaît si fondamental qu'il y aurait lieu, à notre avis, d'en assurer une plus grande reconnaissance en permettant au H.C.R. d'exercer son pouvoir de protection en ne renvoyant pas vers leur pays d'origine des groupes ou des individus refusés lorsque leurs cas soulèvent encore certains doutes. Nous y voyons là une garantie supplémentaire de protection pour des revendications qui, refusées ici, n'en demeureraient pas moins susceptibles d'être acceptées ailleurs. A ce propos, n'avons-nous pas nous-mêmes reconnu au Canada des réfugiés dont la demande avait déjà été refusée ailleurs?

e) Une procédure non contradictoire

Dans un processus imprégné d'humanité, il nous apparaîtrait malvenu d'instituer une procédure de caractère contradictoire.

Le rapport Plaut est particulièrement ferme à cet égard dans la mesure où une telle approche irait à l'encontre des principes mêmes du Canada à l'endroit des réfugiés. Quant à l'équité nécessaire à assurer en matière de procédure, nous croyons que suffisamment de critères ont été exposés ici sans qu'il soit nécessaire de recourir à une approche contradictoire.

f) Sensibilité et compétence des intervenants

Nous partageons pleinement l'ensemble des recommandations du rapport Plaut visant à accroître la formation et l'ouverture aux problèmes des réfugiés des divers intervenants de ce processus complexe. Il nous apparaît justifié d'espérer qu'en améliorant ces aspects, le caractère humanitaire du processus en bénéficierait largement.

g) Les cas humanitaires

Comme nous le mentionnions plus tôt, notre processus actuel de reconnaissance du statut de réfugié contient de facto un certain nombre de demandes qui, bien que ne correspondant pas à la définition de réfugié (et même à une interprétation élargie de celle-ci) méritent d'être considérées sur la base de motifs humanitaires.

Pour ces demandes que nous distinguons clairement des demandes de refuge, il nous apparaît opportun, voire nécessaire, de créer un processus distinct et aux mécanismes d'étude appropriés. Cette mesure aurait vraisemblablement pour conséquence de réduire significativement le nombre de demandes à caractère humanitaire actuellement acheminées au processus de reconnaissance du statut de réfugié et assurerait ainsi à ces différentes catégories de personnes un

traitement différent et conforme à la spécificité de leur situation.

Quant aux droits dont ces individus pourront bénéficier au Canada, il nous apparaît logique de leur assurer la protection accordée par la Charte des droits et libertés à toute personne se trouvant sur notre territoire.

h) Les programmes spéciaux

Une étude individuelle s'avère généralement nécessaire pour évaluer le bien-fondé des demandes de refuge pour admission au Canada sur la base de motifs humanitaires. Cependant, il existe des situations où, pour chacune de ces catégories de personnes, les circonstances justifiant l'admission au pays sont les mêmes.

A diverses reprises déjà, le Canada a adopté des mesures et des programmes spéciaux facilitant le séjour ou l'établissement chez nous d'individus appartenant à des groupes présentant des caractéristiques communes. A titre d'exemple, mentionnons les mesures spéciales destinées aux ressortissants d'Iran, du Guatemala, du Sri Lanka, etc...

A l'instar du rabbin Plaut, nous souhaitons que de telles mesures soient reconduites à l'intérieur de cette réforme. Aussi, conformément à la distinction

établie plus tôt entre les cas de réfugiés pouvant bénéficier d'une interprétation élargie de la définition et les cas d'admission au pays pour motifs humanitaires, nous croyons que deux types de programmes pourraient être implantés.

Le premier type de programmes faciliterait l'établissement rapide de requérants au statut de réfugié originaires de pays dont les violations des droits humains et la répression de la population sont largement reconnues. Quant au second type de programmes, il pourrait être applicable, par exemple, aux victimes d'une catastrophe naturelle d'un pays lourdement hypothéqué par cette situation (les ressortissants du Mexique ou d'Ethiopie, entre autres).

Dans les deux cas, un engorgement des processus réguliers d'étude des demandes serait ainsi évité pour des situation où les faits sont concluants. Signalons que cet avantage administratif et financier nous apparaît particulièrement souhaitable et bénéfique pour les cas de réfugiés où, rappelons-le, le principe de célérité constitue à la fois une norme de justice fondamentale et un facteur de dissuasion pour les demandes ne correspondant pas à la définition de réfugié.

A la différence des programmes spéciaux correspondant à autant de groupes qui ont été instaurés dans le passé, nous recommandons une uniformisation des

mesures s'appliquant à leurs bénéficiaires. En effet, des disparités importantes dans les programmes antérieurs ont trop souvent revêtu des aspects discriminatoires préjudiciables à certains groupes. C'est pourquoi, à la lumière des principes fondamentaux devant guider l'élaboration de cette réforme, nous croyons opportun d'apporter un redressement à ces différences de traitement.

III- COMMENTAIRES GENERAUX SUR LA NOUVELLE STRUCTURE

Il n'est pas du ressort de la Ligue des droits et libertés d'entreprendre ici un exposé exhaustif sur les multiples modalités d'application de la réforme du processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié. Aussi, nous avons préféré laisser à certains avocats et à d'autres organisations, mieux préparés que nous sur ces questions, le soin d'étudier attentivement ces aspects plus techniques mais tout aussi importants de la réforme.

Cependant, à la lumière des principes et des droits fondamentaux dont nous avons voulu assurer la reconnaissance au coeur même du nouveau processus, il nous apparaît opportun de nous attarder un tant soit peu à la portée de ces principes et de ces droits sur la nouvelle structure chargée des demandes de refuge. Nous aborderons donc à partir de maintenant cet aspect pour les diverses instances intervenant tout au long du processus.

A) L'Office des réfugiés

A notre avis, le respect du principe de séparation entre les questions d'immigration et de réfugiés commande l'établissement d'un Office des réfugiés indépendant, décisionnel, et ayant une compétence et une

juridiction exclusives sur toute question relative à une revendication au statut de réfugié, notamment en ce qui concerne le traitement judiciaire et administratif des revendications de même qu'à la condition socio-économique des requérants.

Ces conditions impliquent que l'Office des réfugiés aurait le pouvoir d'établir les règles de pratique et de procédure ainsi que la réglementation régissant ses activités. Il va de soi que ces dernières devraient être conformes aux principes de justice fondamentale énoncés antérieurement. L'Office aurait une juridiction exclusive en première et en deuxième instances. De plus, aucun recours ne pourrait être exercé contre une décision favorable au requérant.

A l'instar du rapport Plaut, nous accordons une importance privilégiée à la qualité des décisionnaires appartenant à l'Office. Nous partageons les nombreuses propositions du rapport sur la sélection et la compétence juridique et intellectuelle de ces personnes ainsi que sur les ressources matérielles nécessaires (recherche et documentation) pour leur assurer une formation adéquate et une mise à jour continue des données essentielles à leur travail.

Bien que nous ne la traiterons pas de façon détaillée, il nous semble important d'aborder la question du nombre de membres de l'Office participant aux décisions. A cet égard, il nous apparaît que la complexité des

éléments à évaluer et l'importance, pour le requérant, des enjeux relevant de cette réponse rendent plus que souhaitable la participation de plus d'un décisionnaire à chacune des instances du processus sous la juridiction de l'Office des réfugiés. Nous ne sommes pas sans ignorer les considérations administratives et financières résultant de ce choix mais, une fois de plus, il y va de la vie ou de la liberté de ces personnes et dans ces conditions, la meilleure protection doit être recherchée.

Nous aimerions insister sur l'apport considérable susceptible d'être fourni par l'ensemble des organismes non gouvernementaux oeuvrant auprès des réfugiés. Dans ce sens, nous nourrissons un vif désir d'assister à un rapprochement étroit entre l'Office des réfugiés et la communauté des O.N.G., et ce tant pour le recrutement des membres de cet organisme que pour le suivi à accorder aux requérants et à leur revendication. Il nous apparaît que cette collaboration accrue entre les principaux intervenants du processus constituerait une mesure susceptible de rétablir une saine confiance qui, trop souvent jusqu'à présent, a fait défaut. Dans la même veine, nous croyons que l'efficacité de l'ensemble du processus en serait grandement améliorée et, par conséquent, sa crédibilité également. Dans ces conditions, c'est aussi, d'abord et avant tout, la protection des réfugiés qui en sortirait "gagnante".

Quelques mots également sur l'ensemble du personnel de l'Office et, plus spécialement, sur "l'agent chargé des réfugiés": de façon à assurer la séparation effective entre les questions d'immigration et de réfugiés, nous soulignons l'importance d'avoir un personnel relevant de cet organisme même et recevant une formation spécifique sur les réfugiés. A noter que notre approche diffère de façon significative des voies empruntées par le rapport Plaut qui, à notre avis, associe encore trop étroitement l'appareil d'immigration à l'Office des réfugiés.

Dans cet esprit, nous désirons indiquer qu'il nous apparaît inopportun de confier des pouvoirs coercitifs à l'agent chargé des réfugiés. La "vocation" essentiellement humanitaire de cet agent dont les fonctions sont davantage celles d'un guide et d'un soutien pour les requérants est à notre avis incompatible avec des fonctions relevant davantage de l'exécution de la Loi.

Enfin, cette exclusivité de l'Office des réfugiés comme unique organisme habilité à traiter les multiples considérations liées à la situation des réfugiés nous amène à recommander que l'étude de cas sur la base de considérations humanitaires et l'établissement de programmes spéciaux soient également sous sa juridiction.

B- La Commission de l'emploi et de l'immigration et
l'exécution de la Loi

Comme son nom l'indique, la Commission a juridiction dans la sphère de l'immigration et, dans ce sens, voit à l'application de notre législation ayant pour objet le contrôle des frontières du Canada.

Or dès l'instant où une personne revendique le statut de réfugié, il ne s'agit plus de questions d'immigration en termes d'admissibilité au Canada, mais plutôt de l'interprétation et de l'application d'un traité international sur la protection des personnes dont la vie ou la liberté est menacée. Comme l'a souligné le rapport Plaut, "le fait de savoir qu'une personne est ou n'est pas un réfugié ne concerne pas tellement la législation canadienne. Elle (sic) relève davantage du domaine de la justice et des définitions internationales." (24)

C'est pourquoi nous avons proposé un processus de traitement de la revendication et du requérant qui soit indépendant des services de l'immigration et ce, dès la présentation de la revendication.

Dans ce sens, nous voulons souligner, comme le rapport Plaut, que "le fait de pouvoir présenter une revendication doit être dissocié de l'idée même de tenir des enquêtes d'immigration." (25)

Outre le "cauchemar administratif" évoqué plus tôt et auquel le rapport fait allusion, la législation ainsi appliquée oblige les arbitres "à considérer le revendicateur comme une personne ayant techniquement enfreint la Loi et qui représente par conséquent un problème en matière d'exécution de la Loi. Or le véritable réfugié n'a manifestement pas besoin d'être considéré comme tel." (26)

Cette situation n'est d'ailleurs pas sans conséquence: dans ces conditions, en effet, les risques de détention sont plus élevés pour les requérants. Du même souffle que les organismes non gouvernementaux oeuvrant auprès des réfugiés, le rapport Plaut n'encourage le recours à des mesures de contrôle de cet ordre à l'endroit des requérants que lorsqu'il y a "absolue nécessité" d'agir ainsi. Aussi, considérant la gravité des préjudices qu'elle peut occasionner aux requérants au statut de réfugié, nous souhaitons que la détention prolongée initiée par les autorités d'immigration soit révisée par l'Office des réfugiés et, comme nous le mentionnions plus tôt, soumise à des mécanismes de contrôle judiciaire efficaces.

En effet, nous ne souscrivons pas au maintien de la révision de la détention des requérants entre les mains de l'arbitrage, tel que le propose le rapport Plaut. Dans la mesure où cette instance voit à l'application de la Loi en termes de considérations d'immigration, elle ne nous semble pas apte à traiter les requérants

selon la spécificité de leur situation.

De plus, en matière d'exécution de la Loi, le rapport recommande l'adoption d'amendements à celle-ci afin d'empêcher que soient entreprises des poursuites contre les réfugiés pour entrée ou présence illégale au pays.

Il découle donc logiquement de cette analyse de retirer la présentation de revendications au statut de réfugié des enquêtes aux fins d'immigration et de l'autoriser dans les divers points d'entrée au pays et/ou lorsque le requérant est déjà au pays, avec ou sans statut valide.

Nous n'approuvons pas la possibilité que le rapport Plaut accorde à la Commission de soumettre des informations ou des preuves lors de la présentation d'une revendication et ce, dans la mesure où cette façon de procéder conduirait à notre avis à une audition de type contradictoire incompatible, comme nous l'avons déjà mentionné, avec les principes auxquels le Canada a adhéré envers les réfugiés.

C) Le rôle du Haut-Commissariat pour les réfugiés

Nous partageons largement les vues du rapport Plaut sur l'apport des plus précieux de cet organisme aux diverses instances et étapes du processus de reconnaissance du statut de réfugié. Qu'il s'agisse de la formation des membres ou, plus précisément, des décisionnaires de l'Office des réfugiés; qu'il s'agisse d'assurer une présence attentive et non dénuée de conseils, au besoin, lors de l'audition de la revendicatin; ou qu'il s'agisse du pouvoir discrétionnaire de cet organisme à accorder sa protection à certains requérants refusés: nous souhaitons pour chacune de ces fonctions du H.C.R. ainsi que dans les autres responsabilités qui lui incombent une action soutenue, à la fois ferme et diligente et, enfin, à la mesure des besoins des réfugiés.

IV- TRAITEMENT DE L'ARRERAGE ET MESURES TRANSITOIRES

Comme nous l'indiquions au début de ce rapport, la nature et la complexité même des problèmes issus du processus actuel de reconnaissance du statut de réfugié au Canada nécessitent la mise en oeuvre de cette réforme en profondeur.

Cependant, comme le rapport Plaut le mentionne, le nombre considérable de demandes actuellement dans le processus nécessite à lui seul un traitement spécifique se traduisant par des mesures transitoires.

A cet égard, il nous apparaîtrait incomplet de ne pas nous référer à ce jugement capital pour les réfugiés au Canada: l'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada qui, par les conclusions déterminantes auxquelles il est arrivé, a donné une perspective particulière au problème de l'arrérage et partant, aux mesures de redressement à instituer pour le résoudre.

L'analyse (27) que la coalition des organismes d'aide et d'appui aux réfugiés de Montréal a tirée de ce jugement a mis en évidence la présence de nombreux éléments de celui-ci projetant un éclairage sur la procédure de reconnaissance du statut de réfugié dans son ensemble. C'est d'ailleurs pourquoi nous y avons référé à plusieurs reprises au cours de ce rapport.

Or, les conclusions du jugement de la Cour suprême et les nombreuses considérations qui les accompagnent ont également fourni, selon la même coalition, un bon nombre d'indications sur les mesures à prendre pour réparer les préjudices occasionnés aux requérants déjà confrontés à la procédure actuelle.

La Ligue des droits et libertés était l'une des composantes de cette coalition dont, il va sans dire, nous partageons entièrement l'analyse et les conclusions générales et, plus précisément dans le cas qui nous occupe, les recommandations qui concernent le traitement de l'arrérage.

Nous ne croyons pas utile de reprendre ici l'ensemble des réflexions et des arguments à l'appui de notre demande en faveur de l'établissement d'un programme de redressement universel accordant à tous les requérants à l'une ou l'autre des étapes du processus actuel le droit de bénéficier de tous les droits accordés aux résidents permanents au Canada. Nous préférons référer nos lecteurs au rapport de la coalition et c'est pourquoi nous nous contenterons plutôt de rappeler certains éléments-clés justifiant l'instauration de cette mesure spéciale dans le contexte de l'arrérage.

A cet égard, nous osons espérer que notre exposé sur les lacunes et les problèmes structurels de l'actuel processus de reconnaissance du statut de réfugié a convaincu nos lecteurs quant à l'inefficacité de ce

dernier à statuer sur le bien-fondé d'une revendication au statut de réfugié. L'absence d'audition, la méconnaissance des éléments inscrits à leur dossier, l'incompétence de certains intervenants et les délais déjà considérables occasionnés à la majorité des requérants, pour ne rappeler que ces aspects, sont parmi les éléments importants ayant causé un grave préjudice à des personnes venues réclamer la protection du Canada.

Dans ce contexte, nous croyons qu'il serait profondément injuste, voire incompatible avec l'esprit d'ouverture qui, nous l'espérons, caractérisera le nouveau processus, d'imposer à ces personnes quelque traitement partiel les obligeant à "repasser" par une procédure viciée à la base, ou encore de les obliger à attendre l'entrée en vigueur du nouveau processus dont la date demeure inconnue.

Pourquoi ces personnes devraient-elles se contenter de mesures partielles, insatisfaisantes et isolées d'une réforme globale visant à imprégner d'équité le nouveau processus? Pourquoi devraient-elles subir d'autres délais indûment prolongés quand, pour plusieurs d'entre elles, leur insécurité et leur séparation d'avec les membres de leur famille remontent déjà à plusieurs années?

Dans un esprit d'ouverture conforme à l'attitude humanitaire que le Canada a inscrite dans sa Loi et dans le respect des droits fondamentaux des réfugiés, nous

croyons que notre pays, en reconnaissant le traitement injuste infligé à ces personnes, a mieux à faire en restituant enfin à ces personnes la dignité dont elles ont été dépourvues jusqu'à présent.

CONCLUSION

La réflexion de la Ligue des droits et libertés sur le nouveau processus canadien de reconnaissance du statut de réfugié a tenté de prendre en compte un ensemble de considérations s'appuyant sur notre expertise spécifique dans le domaine de la défense des droits. Cette dernière a été forgée dans le creuset de la collaboration soutenue des organismes d'aide et d'appui aux réfugiés dont les recommandations s'ajoutent aux nôtres et des contributions de chercheurs et d'experts dans le domaine.

A cet égard, nous nous devons de souligner l'apport précieux fourni par le rapport du rabbin Gunther Plaut tout au long de cette démarche. En effet, si nous y avons relevé ce qui nous a semblé constituer certains "écarts" entre les principes énoncés et leurs modalités d'application, nous en avons d'abord et surtout dégagé un grand esprit d'ouverture et de compréhension face à la réalité mouvante et complexe des réfugiés et, plus largement, une invitation pressante pour le Canada à intervenir aussi énergiquement qu'équitablement dans ce domaine. "Transmettre à d'autres Etats la responsabilité de remplir les obligations prévues par la Convention peut avoir des conséquences très graves, " (28) nous rappelle-t-il.

Nous souscrivons d'emblée à cette perception du rôle plus généreux que notre pays est convié à remplir

envers les réfugiés en ne se limitant pas à ce qui est légalement obligatoire mais en assurant, plus fondamentalement, ce qui est décent et humain.

Dans cette optique, nous rappellerons que le Canada doit se conformer à la lettre et à l'esprit de la Convention de Genève ainsi qu'aux conditions assurant l'exercice véritable de l'attitude humanitaire qu'il a inscrite dans sa Loi d'immigration. Nous comprenons également que dans le contexte actuel de cette réforme, une reconnaissance accrue devrait être accordée au droit d'asile énoncé à l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

De fait, le rapport Plaut s'est fait l'écho de la communauté des organismes non gouvernementaux d'aide et d'appui aux réfugiés en misant sur une responsabilisation plus grande de notre pays envers les réfugiés. Il nous apparaît qu'un élément important de celle-ci consiste dans l'obligation, pour le Canada, de participer à la résolution des graves problèmes des réfugiés en ne se limitant pas à les accueillir ici mais, plus fondamentalement, en travaillant à l'élimination des causes à la source même des mouvements de réfugiés.

Le temps n'est-il pas venu pour notre pays de développer une politique extérieure et commerciale plus cohérente en cette matière parce que plus "sensible" à l'état des droits humains dans nos pays-partenaires? Aurions-nous oublié si facilement que la répression est

une arme entre les mains de minorités économiques privilégiées avides de consolider leur pouvoir sur des Etats dont les pays développés ont contribué à l'appauvrissement?

Ici-même, sur place, n'y aurait-il pas lieu de reviser à la hausse notre capacité d'accueil de ressortissants étrangers en y assurant un espace plus privilégié à des personnes nécessitant notre protection? D'autres pays considérablement moins nantis que le nôtre auraient certainement de précieux enseignements à nous dispenser en la matière! De plus, n'avons-nous pas de toute façon une "réserve" démographique plus souple depuis que nous connaissons maintenant de façon certaine les conséquences prévisibles d'une baisse significative de notre population au cours de la prochaine décennie?

Cette dernière mériterait d'ailleurs d'être informée plus adéquatement sur cet ensemble d'enjeux importants reliés à l'accueil des réfugiés parmi nous. A cet égard, nous désirons assurer nos autorités de l'appui très ferme que nous sommes disposés à leur apporter à ce niveau.

Nous terminerons d'ailleurs sur cette réflexion qui, applicable à cet aspect particulier de l'action auprès des réfugiés, n'en demeure pas moins valable, nous semble-t-il, pour l'ensemble de cette réalité: si ambitieux et généreux soit-il, le travail de la communauté non gouvernementale sur la question des réfugiés

auprès du public ne saurait suffire à lui seul à occuper un champ d'intervention aussi étendu. Bien davantage, il s'agit de la capacité d'une société, par l'intermédiaire de ses représentants élus, d'assumer ce grand défi collectif que constitue la reconnaissance égale des droits de tous ses membres et, davantage, de ses plus vulnérables...

NOTES

- (1) La reconnaissance du statut de réfugié au Canada. Propositions relatives à l'élaboration d'un nouveau processus. Rapport adressé à Madame Flora MacDonald, Ministre de l'Emploi et de l'Immigration par M. W. Gunther Plaut, conseiller politique spécial, 17 avril 1985, page 54.
- (2) L'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada. Version française des motifs exprimés par le juge Wilson, 4 avril 1985, page 15.
- (3) Rapport Plaut, page 21.
- (4) Ibid, page 27.
- (5) Le Canada et les réfugiés. Mémoire sur le processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada présenté au Comité spécial présidé par Monsieur Gunther Plaut par la Ligue des droits et libertés, le 21 septembre 1984, page 3.
- (6) Rapport Plaut, page 23.
- (7) Mémoire de la Ligue des droits et libertés, page 4.
- (8) Rapport Plaut, page 60.
- (9) Ibid, page 61.
- (10) L'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada. Version française des motifs exprimés par le juge Beetz, pp. 17-18.
- (11) Rapport Plaut, page 164.
- (12) Ibid, page 189.
- (13) Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration. Rapport à la Chambre des Communes sur la détention d'immigrants, juin 1985.
- (14) Rapport Plaut, page 154.
- (15) L'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada, version française des motifs exprimés par le juge Wilson, page 62.

- (16) L'arrêt Singh de la Cour suprême du Canada: Analyse et recommandations sur les mesures correctrices à apporter à la procédure de reconnaissance du statut de réfugié au Canada. Rapport préparé par un regroupement d'individus et d'organismes d'aide et d'appui aux réfugiés et présenté à Madame Flora MacDonald, Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, Montréal, le 6 mai 1985, page 19.
- (17) Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, Services aux revendicateurs du statut de réfugié. Rapport à l'Honorable Flora MacDonald, Ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Mai 1985.
- (18) Mémoire sur l'établissement d'un nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié au Canada préparé par la Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés en collaboration avec de nombreuses organisations oeuvrant auprès des réfugiés à Montréal. 28 septembre 1985.
- (19) Rapport Plaut, page 186.
- (20) La détention "préventive": une face cachée de l'immigration. Dossier spécial du Bulletin de la Ligue des droits et libertés. Volume III, numéro 6, février 1985.
- (21) Rapport Plaut, page 111.
- (22) "Tangled immigration rules called ripe for exploitation", The Globe and Mail, 24 avril 1985, page 1.
- (23) Rapport Plaut, page 216.
- (24) Ibid, page 195.
- (25) Ibid, page 43.

- (26) Ibid, page 47.
- (27) Se reporter à la note numéro 16.
- (28) Rapport Plaut, page 78.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

*From «La Table de concertation des organismes de Montréal
au service des réfugiés»:*

Rivka Augenfeld, President;
Giovani Fiorino, Member;
Diane Bélanger, Member;
Mathilde Marchand, Secretary.

From «La Ligue des droits et libertés»:

Sylvie Gagnon, Co-ordinator, Immigration Committee;
Diane Bélanger, Member.

*De La Table de concertation des organismes de Montréal au
service des réfugiés:*

Rivka Augenfeld, présidente;
Giovani Fiorino, membre;
Diane Bélanger, membre;
Mathilde Marchand, secrétaire.

De La Ligue des droits et libertés:

Sylvie Gagnon, coordinatrice, Comité d'immigration;
Diane Bélanger, membre.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 46

Wednesday, October 16, 1985
Monday, October 21, 1985
Wednesday, October 23, 1985
Tuesday, October 29, 1985
Wednesday, October 30, 1985
Tuesday, November 5, 1985

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 46

Le mercredi 16 octobre 1985
Le lundi 21 octobre 1985
Le mercredi 23 octobre 1985
Le mardi 29 octobre 1985
Le mercredi 30 octobre 1985
Le mardi 5 novembre 1985

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Document entitled, "Refugee Determination in
Canada" (Plaut Report)

INCLUDING:

The Fifth Report to the House

CONCERNANT:

Document intitulé, «Reconnaissance au Canada du
statut de réfugié» (rapport Plaut)

Y COMPRIS:

Le Cinquième Rapport à la Chambre



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Terry Clifford
Sheila Copps
Vincent Dantzer
Charles Hamelin
Jean-Guy Hudon
Carole Jacques
Rod Murphy
Lorne Nystrom
Frank Oberle
John Oostrom
Peter Peterson
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pauline Browes
Roger Clinch
Jim Edwards
Dan Heap
Jean Lapierre
W. Paul McCrossan
Bob Pennock
Lucie Pépin
Allan Pietz
André Plourde
Joe Price
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 70(6)(b)

On Tuesday, October 22, 1985:

David Orlikow replaced Ray Skelly.

On Wednesday, October 23, 1985:

Ray Skelly replaced David Orlikow.

On Thursday, October 24, 1985:

Frank Oberle replaced Léo Duguay.

Conformément à l'article 70(6)b) du Règlement

Le mardi 22 octobre 1985:

David Orlikow remplace Ray Skelly.

Le mercredi 23 octobre 1985:

Ray Skelly remplace David Orlikow.

Le jeudi 24 octobre 1985:

Frank Oberle remplace Léo Duguay.

ORDER OF REFERENCE

Pursuant to Standing Order 47(4), the following paper was deemed referred to the Committee:

Monday, September 30, 1985

Report of the Department of Employment and Immigration and the Canada Employment and Immigration Commission, for the fiscal year ended March 31, 1985. (Tabled in the House of Commons pursuant to section 6 and subsection 14(3) of the Employment and Immigration Reorganization Act, chapter 54, Statutes of Canada 1976-77, together with the Auditor General's Report on the Unemployment Insurance Account, for the year 1984. Sessional Paper No. 331-1/8A.)

ORDRE DE RENVOI

Conformément aux dispositions de l'article 47(4) du Règlement, le document suivant était réputé déferé au Comité:

Le lundi 30 septembre 1985

Rapport du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985. (Déposé à la Chambre des communes conformément aux articles 6 et 14(3) de la Loi régissant l'emploi et l'immigration, chapitre 54, Statuts du Canada 1976-1977, ainsi que le rapport du vérificateur général sur le Compte d'assurance-chômage pour l'année 1984. Document parlementaire n° 331-1/8A.)

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, November 7, 1985

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration has the honour to present its

FIFTH REPORT

REFUGEE DETERMINATION IN CANADA: THE
PLAUT REPORT

In accordance with its Order of Reference dated Tuesday, June 18, 1985, your Committee has examined the document entitled, Refugee Determination in Canada (the Plaut Report). The Committee has also considered its Order of Reference dated Monday, November 19, 1984 respecting the Annual Report of the Department of Employment and Immigration, and the Canada Employment and Immigration Commission, for the fiscal year ended March 31, 1984 which dealt with matters relating to refugees on pages 55 to 57.

The Committee would like to pay tribute to Rabbi Gunther Plaut for the thoroughness and sensitivity with which he has dealt with the subject of refugee determination in Canada. The Committee also benefited from Rabbi Plaut's personal testimony which enriched the Committee's understanding of his report. Participation by the non-governmental organizations concerned with refugees and by officials of Employment and Immigration Canada has similarly been invaluable to the Committee in its attempt to comprehend the very complex and very human realities of the refugee determination process.

The combination of the Plaut Report and the oral and written testimony of witnesses has enabled the Committee to consider each of the options suggested by Rabbi Plaut. In its own deliberations and consideration of evidence, the Committee has decided to respond to all of Rabbi Plaut's suggestions. Where the Committee does not agree with Rabbi Plaut, the Committee has made recommendations in the belief that if the Parliament of Canada were to follow its advice, the result would be the system most likely to work in both an efficient and very human way.

The Committee has been persuaded by Rabbi Plaut and other witnesses that the decision to provide the protection of Canada to those who have well-founded fears of returning to their own country should be undertaken by a body of people knowledgeable and sensitive to human rights issues rather than immigration issues. The determination decision is not an immigration matter but instead a decision as to who are Convention refugees in need of Canada's protection. Care must be taken to make sure that our international obligations to Convention refugee claimants are dealt with by a refugee determination system that is not part of our immigration system.

When the basic decision has been made on whether or not to recognize a person as a Convention refugee, then there are consequent implications for the immigration system. It is the Committee's belief that the immigration decision, which

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 7 novembre 1985

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT*

LE PROCESSUS DE RECONNAISSANCE AU CANADA
DU STATUT DE RÉFUGIÉ: LE RAPPORT PLAUT

Conformément à son ordre de renvoi du mardi 18 juin 1985, votre Comité a examiné le document intitulé Reconnaissance au Canada du statut de réfugié (le rapport Plaut). Le Comité a également étudié son ordre de renvoi du lundi 19 novembre 1984 concernant le Rapport annuel du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1984, qui traite, aux pages 60 et 61, des questions concernant les réfugiés.

Le Comité tient à louer le rabbin Gunther Plaut pour le souci du détail et la grande sensibilité dont il a fait preuve dans son étude du processus de reconnaissance au Canada du statut de réfugié. Le Comité a eu la chance d'interroger le rabbin Plaut, ce qui l'a aidé à mieux comprendre le contenu du rapport. La participation des organisations non gouvernementales s'intéressant aux réfugié(e)s et de fonctionnaires d'Emploi et Immigration Canada a aussi grandement aidé le Comité à se faire une juste idée du processus de reconnaissance du statut de réfugié, qui comporte des aspects à la fois très complexes et très humains.

Le Comité a étudié chacune des options proposées par le rabbin Plaut, en tenant compte des témoignages oraux et écrits des témoins. Après délibération et étude des témoignages, il a décidé de répondre à chacune des suggestions du rabbin Plaut. Là où il n'est pas d'accord avec ces dernières, il a fait des recommandations qui, si le Parlement du Canada décidait de les adopter, permettraient d'instaurer un système à la fois efficace et humain.

Le rabbin Plaut et d'autres témoins ont convaincu le Comité que la décision d'accorder, au Canada, une protection à ceux qui craignent à juste titre de retourner dans leur propre pays doit être prise par un ensemble de spécialistes de la question des droits de la personne, et non de l'immigration, soucieux de faire respecter ces droits. La décision de reconnaître à quelqu'un le statut de réfugié n'a rien à voir avec l'immigration: il s'agit en fait de décider si le(la) requérant(e) est un(e) réfugié(e) au sens de la Convention qui a besoin de la protection du Canada. Il faut veiller à ce que nos obligations internationales à l'égard des personnes qui revendiquent le statut de réfugié au sens de la Convention soient respectées, grâce à l'établissement d'un processus de reconnaissance du statut de réfugié qui soit distinct de notre système d'immigration.

Toute décision touchant la reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention a des répercussions évidentes sur le système d'immigration. Le Comité estime que les décisions en matière d'immigration, qui suivent le processus de

follows a determination of refugee status, should remain in the hands of the Minister responsible for immigration.

Four basic principles are fundamental to the approach of the Committee and the recommendations it has made:

1. It is the Committee's strongly-held conviction that Canadians do not want people sent back to countries where they may be persecuted.
2. Every person in Canada who wishes to claim that he or she is a Convention refugee should have an unqualified right of access to a formal process that will adjudicate the claim.
3. All Convention refugee claimants should have their case decided at a non-adversarial oral hearing.
4. The decision-maker in the formal process shall have the power, in addition to declaring an individual to be a Convention refugee, to recommend to the Minister that specific individuals who are not within the strict definition of Convention refugee, nevertheless should be considered for landing on compassionate and humanitarian grounds.

I. ACCESS CRITERIA

1. Definition of Convention Refugee

a) Exclusion and Cessation Clauses

Plaut Report

Rabbi Plaut believes that although Canada has incorporated the general definition of a Convention refugee and the principle of non-refoulement into the *Immigration Act* (section 2(1) and section 55 respectively), a number of exclusion and cessation clauses should be incorporated as well. He therefore recommends that the following exclusion and cessation clauses of the UN Convention be incorporated into Canada's statutory definition of a refugee.

Article 1(D)—the exclusion of refugees receiving U. N. assistance, and the corollary exemption from proving that these refugees fall within the general definition.

Article 1(E)—the exclusion of "national" refugees.

Article 1(C)(1)—The cessation of refugee status upon re-availment of national protection.

Article 1(C)(2)—The cessation of refugee status upon the voluntary acquisition of lost nationality.

Article 1(C)(3)—The cessation of refugee status upon the acquisition of a new nationality.

Article 1(C)(5)—The cessation of refugee status when the circumstances causing fear of persecution have ceased to exist.

Article 1(F)(a)—The exclusion of refugees who have committed crimes against peace, war crimes, or crimes against humanity.

reconnaissance du statut de réfugié, doivent continuer de relever du ministre responsable de l'immigration.

La démarche du Comité et les recommandations qu'il formule sont fondées sur quatre principes fondamentaux:

1. Le Comité est fermement convaincu que les Canadiens ne veulent pas que l'on renvoie dans leur pays des personnes qui pourraient y être persécutées.
2. Toute personne revendiquant au Canada le statut de réfugié au sens de la Convention doit avoir accès sans réserve à une procédure officielle de reconnaissance du statut de réfugié.
3. Le cas de toutes les personnes qui revendiquent le statut de réfugié au sens de la Convention doit être tranché au cours d'une audition orale de nature non contradictoire.
4. Dans le processus officiel, le décideur doit pouvoir déclarer une personne réfugiée au sens de la Convention, et, en outre, recommander au Ministre que certaines personnes précises qui ne répondent pas strictement à la définition de réfugié au sens de la Convention soient néanmoins autorisées à s'établir au Canada pour des raisons d'ordre humanitaire.

I. CRITÈRES D'ACCESSIBILITÉ

1. Définition du réfugié au sens de la Convention

a) Clauses d'exclusion et de cessation

Rapport Plaut

Bien que le Canada ait incorporé la définition générale du réfugié au sens de la Convention et le principe de l'interdiction de refouler les réfugié(e)s à la *Loi sur l'immigration* (par. 2(1) et article 55 respectivement), le rabbin Plaut estime que certaines clauses d'exclusion et de cessation doivent également figurer dans la Loi. Il recommande par conséquent que les clauses d'exclusion et de cessation suivantes de la Convention des Nations Unies soient intégrées à la définition du réfugié figurant dans la loi canadienne.

Alinéa 1(D)—Exclusion des réfugiés qui bénéficient déjà de la protection des Nations Unies et exemption corollaire de prouver que ces réfugiés tombent sous le coup de la définition générale.

Alinéa 1(E)—Exclusion des réfugiés «nationaux».

Alinéa 1(C)(1)—Cessation du statut de réfugié lorsque l'intéressé se prévaut à nouveau de la protection du pays dont il a la nationalité.

Alinéa 1(C)(2)—Cessation du statut de réfugié si l'intéressé reprend volontairement sa nationalité perdue.

Alinéa 1(C)(3)—Cessation du statut de réfugié si l'intéressé acquiert une nouvelle nationalité.

Alinéa 1(C)(5)—Cessation du statut de réfugié si les circonstances entraînant la crainte de la persécution ont cessé d'exister.

Alinéa 1(F)a)—Exclusion des réfugiés ayant commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité.

Article 1(F)(b)—The exclusion of refugees who have committed serious non-political crimes outside the country of refuge.

Article 1(F)(c)—The exclusion of refugees who have been guilty of acts contrary to the purposes and principles of the United Nations (p. 60-64).

Rabbi Plaut suggests that the Refugee Board (RB) should apply these exclusion and cessation clauses and that, with regard to Article 1(F)(b), the Board should be given wide discretionary powers to compare the seriousness of the offence committed with the nature of the persecution feared (p. 64).

Committee

The Committee disagrees with this recommendation. The Committee believes that these exclusion and cessation clauses provide little or no benefit to the refugee determination process and that few of the exclusion clauses apply directly to the refugee situation in Canada. Inclusion of these clauses may therefore cause confusion and difficulty for those whose responsibility it is to determine refugee status.

b) Prior Protection

Plaut Report

While entitled to the benefits of the Convention, individuals may not be entitled to remain in Canada if they have received protection in another country which is a signatory to the Convention prior to coming to Canada. In these cases, Canada is not in violation of its convention responsibilities if it returns the individual to that country. As a test to determine whether prior protection actually exists, Rabbi Plaut proposes that a Convention refugee should not be removed from Canada unless he or she is:

—“a person who is a permanent resident of another state and has an absolute legal right of re-entry into that state not subject to the exercise of discretion by border officials. Such residency must be permanent and not for a stated term of months or years;

—or is a person who has a valid Convention travel document with a return clause.” (p. 67)

Committee Response

The Committee has some concerns with this proposal. The proposal of Rabbi Plaut is a response to the serious problem of the refugee “in orbit.” A refugee in orbit is one who is returned to a country which is not in fact prepared to offer protection and consequently this individual is bounced from country to country. In response to this problem Rabbi Plaut wishes to ensure that refugees would be accepted unequivocally by a country which had previously protected them.

The Committee recognizes that refugees must not be bounced from country to country. Nevertheless, the Committee thinks that Rabbi Plaut's approach may be overly narrow and might lead to abuse. The first criterion, the status of permanent

Alinéa 1(F)(b)—Exclusion des réfugiés qui ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil.

Alinéa 1(F)(c)—Exclusion des réfugiés qui se sont rendus coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies (p. 67-75).

Le rabbin Plaut soutient que l'application de ces clauses d'exclusion et de cessation doit être confiée à l'Office des réfugiés et que, en ce qui concerne l'alinéa 1(F)(b), l'Office devrait disposer de vastes pouvoirs discrétionnaires pour comparer la gravité de l'infraction et la nature de la persécution appréhendée (p. 75).

Réponse du Comité

Le Comité ne souscrit pas à cette recommandation. Il estime que ces clauses d'exclusion et de cessation ont peu d'intérêt, s'il en est, pour le processus de reconnaissance du statut de réfugié, et que très peu des clauses d'exclusion s'appliquent directement à la situation des réfugié(e)s au Canada. L'insertion de ces clauses dans la législation pourrait entraîner de la confusion et des difficultés pour les personnes chargées de décider de la reconnaissance du statut de réfugié.

b) Protection antérieure

Rapport Plaut

Une personne peut avoir droit aux avantages de la Convention mais en même temps ne pas être autorisée à demeurer au Canada si, avant de venir au Canada, elle a bénéficié de la protection d'un autre pays signataire de la Convention. Dans ce cas, le Canada ne contrevient pas aux responsabilités que lui impose la Convention s'il renvoie l'intéressé dans ce pays. Pour déterminer si la personne jouit déjà de la protection d'un autre pays, le rabbin Plaut propose les critères suivants: un réfugié au sens de la Convention ne pourrait être expulsé du Canada sauf s'il était:

—[. . .] un résident permanent d'un autre État [et s'il] possède un droit légal absolu de rentrer dans ce même État sans que ce droit soit soumis à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire de la part des autorités à la frontière. La résidence doit être permanente et non avoir été octroyée pour un nombre déterminé de mois ou d'années;

—[. . .] muni d'un titre de voyage de la Convention accompagné d'une clause de retour (p. 79).

Réponse du Comité

Le Comité a des réserves à l'égard de cette proposition. Elle constitue une réponse au grave problème des réfugiés «sur orbite», qui sont renvoyés dans des pays qui ne sont pas vraiment disposés à leur offrir une protection et qui sont par conséquent renvoyés d'un pays à un autre. Pour résoudre ce problème, le rabbin Plaut veut que l'on s'assure que les réfugiés seront acceptés sans équivoque par un pays qui les avait précédemment protégés.

Le Comité admet que les réfugiés ne doivent pas être renvoyés d'un pays à un autre. Néanmoins, il pense que la démarche proposée par le rabbin Plaut est peut-être trop étroite et qu'elle pourrait entraîner des abus. Le premier critère, le statut de

residence, has no relevance in many countries of the world because they only distinguish between foreigners resident in their country for a limited period of time, and citizens. Residency permits are valid for a stated period of time and must be renewed. The concept of permanent residency is therefore not part of their systems. Consequently, prior protection in Western Europe, for example, would not be recognized in Canada under Rabbi Plaut's test.

The alternative criterion, possession of a valid Convention travel document with a return clause, could accentuate the already-prevalent practice of destruction of documents. Individuals claiming refugee status in Canada clearly wish to remain in Canada, not to be returned to a former country of protection. Destroying their documents, an act of fraud, would assist their case under Rabbi Plaut's proposal.

It should be noted that it is the policy of the UNHCR that the practice whereby refugees leave their country of protection and enter other countries irregularly to seek asylum should be deterred. The UNHCR has stated that refugees may be returned to a country which has previously protected them against refoulement and will allow them to remain under minimum recognized standards until a durable solution is found. Provided these conditions are met and due consideration has been given to Canada's policy of family reunification, the Committee believes that Canada should be allowed to return Convention refugees to countries which have previously protected them.

2. Right to Make a Claim

Plaut Report

As a signatory to the UN Convention and Protocol relating to refugees, Canada became bound to observe the provisions contained therein. "Declaring a claimant to be a refugee is, then, not a privilege we grant, but rather a right we acknowledge" (p. 17).

"At present, persons who do not disclose their true intentions upon entry into Canada and after entry claim refugee status, may make "in-status" claims and are not subject to immigration controls in the form of an enforcement proceeding. ... Refugees who fully disclose their intentions and make their claims immediately upon entry should be treated in a similar fashion" (p. 77).

Committee Response

The Committee agrees with Rabbi Plaut that access to the refugee determination process is a right, not a privilege. It further supports his recommendation that there be no distinction between "in-status" and "out-of-status" claims, in other words, between refugee claimants who have entered Canada legally and those who have entered illegally.

3. Inadmissible Claim

a) Définition

résident permanent, ne s'applique pas dans un grand nombre de pays, qui n'établissent de distinction qu'entre les étrangers résidant dans le pays pour une période déterminée et les citoyens du pays. Les permis de résidence sont valables pendant une période donnée et doivent être renouvelés et la notion de résidence permanente n'existe donc pas dans ces pays. Par conséquent, la protection antérieure obtenue en Europe de l'Ouest, par exemple, ne serait pas reconnue au Canada si l'on appliquait les critères du rabbin Plaut.

L'autre critère, c'est-à-dire la possession d'un titre de voyage valable de la Convention, comportant une clause de retour, pourrait encourager la pratique déjà répandue consistant à détruire les documents en question. Les personnes qui réclament le statut de réfugié au Canada tiennent manifestement à demeurer au Canada et ne veulent pas être renvoyées dans un pays où elles jouissaient autrefois d'une protection. La destruction de leurs documents, qui est en fait une fraude, leur donnerait de meilleures chances de rester au Canada si les propositions du rabbin Plaut étaient adoptées.

Il y a lieu de remarquer que le HCR est d'avis qu'il faut décourager les réfugié(e)s de quitter leur pays de protection et d'entrer illégalement dans d'autres pays pour y demander asile. Le HCR a déclaré que les réfugié(e)s peuvent être renvoyé(e)s dans un pays où ils jouissaient auparavant d'une protection et qui les autoriserait à y séjourner dans des conditions minimales reconnues jusqu'à ce qu'une solution durable soit trouvée. Si ces conditions sont respectées et qu'il est établi que la politique canadienne de réunion des familles ne peut s'appliquer, le Comité estime que le Canada doit être autorisé à renvoyer les réfugié(e)s au sens de la Convention dans des pays où ils ont déjà joui d'une protection.

2. Droit de revendiquer le statut de réfugié

Rapport Plaut

En tant que signataire de la Convention et du Protocole des Nations Unies sur les réfugiés, le Canada est tenu d'observer les dispositions qui y figurent. «Par conséquent, en déclarant qu'un revendicateur est un réfugié, nous n'octroyons pas un privilège mais plutôt nous reconnaissons un droit» (p. 21).

«Actuellement, les personnes qui ne dévoilent pas leurs intentions véritables lorsqu'elles arrivent au Canada et revendiquent par la suite le statut de réfugié peuvent présenter au pays une revendication qui les exempte des contrôles d'immigration revêtant la forme d'une procédure d'exécution de la Loi [...]. Les réfugiés qui font connaître entièrement leurs intentions et présentent leur revendication aussitôt qu'ils sont entrés au Canada devraient bénéficier des mêmes avantages» (p. 91).

Réponse du Comité

Le Comité convient avec le rabbin Plaut que le fait de demander la reconnaissance du statut de réfugié est un droit et non un privilège. Il souscrit en outre à sa recommandation selon laquelle il ne faudrait faire aucune distinction entre les revendications «régulières» et les revendications «irrégulières», autrement dit entre les personnes qui sont entrées légalement au Canada et celles qui y sont entrées illégalement.

3. Demandes irrecevables

a) Définition

Plaut Report

The introduction of the concept of "manifestly unfounded" claims stems from a desire to limit bogus claimants' access to the refugee determination process. Rabbi Plaut feels that the concept of manifestly unfounded claims is practically unworkable, open to administrative misapplication and should be abandoned. He concludes that all refugee claims must be considered as substantive and recommends that claims which fall within one of the following three categories be dealt with in a special way:

- legal inadmissibility: claims which do not in any way relate to the criteria stated in the Convention, assuming all statements made by the claimant to be true.
- expired time limits: ¹ claims made 6 months after the claimant's arrival in Canada, or 6 months after the claimant became aware of events causing fear of persecution (whichever is later).
- repeat claims, with no new evidence (p. 100-103).

Committee Response

The Committee disagrees with this recommendation. To ensure that all individuals in Canada have equal access to the process of refugee determination, the Committee believes that the concept of an inadmissible claim should not be adopted. The Committee also believes that if the original claim is negatively determined, then claimants should be provided with a mechanism that would allow them to present evidence dealing with a change in circumstances. The mechanism chosen should be very efficient if potential abuse is to be avoided.

b) Process

Plaut Report

The process governing inadmissible claims should be designed to deal with these at an early stage. Rabbi Plaut suggests that inadmissible claims be determined, after written submissions, by a member of the Refugee Board and agreed to by a representative from the UNHCR. Individuals whose claims are refused in this manner should be informed as to the reasons for the decision and should have a right of appeal with leave to the Federal Court of Appeal. In the event that the RB member or the UNHCR representative does not deem the claim to be inadmissible, then the claim is automatically referred to the ordinary oral hearing process (p. 104-105).

Committee Response

Since the Committee feels that the concept of an inadmissible claim violates the principle of equal access, this recommendation should not be adopted.

(1) Rabbi Plaut proposes a time limit for making a claim. Accordingly, a person would have to declare himself or herself to be a refugee within a specified period of time after arriving in Canada (p. 100).

Rapport Plaut

Le concept de demande «manifestement non fondée» a été adopté pour limiter l'accès des fraudeurs à la procédure de reconnaissance du statut de réfugié. Le rabbin Plaut soutient que ce concept n'est pas applicable en pratique, qu'il ouvre la porte aux abus administratifs et qu'il devrait être abandonné. Il conclut que toutes les revendications du statut de réfugié doivent être considérées comme fondées, mais il recommande que les demandes qui appartiennent à l'une des trois catégories suivantes fassent l'objet d'une procédure spéciale:

- irrecevabilité juridique: demandes qui ne se rapportent aucunement aux critères énoncés dans la Convention, en supposant que toutes les déclarations du requérant sont véridiques;
- délais expirés: ¹ demandes présentées six mois après l'arrivée du requérant au Canada ou six mois après que celui-ci s'est rendu compte des événements qui l'ont amené à craindre la persécution, si cette dernière date est ultérieure;
- revendications répétées dépourvues de tout nouvel élément de preuve (p. 118-123).

Réponse du Comité

Le Comité rejette cette recommandation. Afin que toutes les personnes au Canada aient également accès au processus de reconnaissance du statut de réfugié, le Comité est d'avis que la notion de demande irrecevable ne doit pas être adoptée. Cependant, le Comité est d'avis que si leur première demande est rejetée, les requérants devraient avoir la possibilité d'avoir recours à un mécanisme leur permettant de présenter des éléments de preuve portant sur un changement de circonstances. Le mécanisme choisi devrait être très efficace, de façon à restreindre les abus possibles.

b) Procédure

Rapport Plaut

La procédure applicable aux demandes irrecevables devrait permettre de prendre une décision très tôt à leur sujet. Le rabbin Plaut propose qu'un membre de l'Office des réfugiés (OR) soit chargé de déterminer quelles demandes sont irrecevables, après étude des pièces à l'appui, et que sa décision soit approuvée par un représentant du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Les personnes dont la revendication est ainsi refusée doivent être informées des motifs de la décision et doivent avoir le droit d'interjeter appel avec autorisation à la Cour d'appel fédérale. Si le membre de l'OR ou le représentant du HCR estiment que la revendication du réfugié n'est pas une demande irrecevable, le cas sera automatiquement soumis à la procédure normale de l'audition orale (p. 124-125).

Réponse du Comité

Le Comité estime que cette recommandation ne devrait pas être adoptée, la notion de demande irrecevable allant à l'encontre du principe de l'égalité d'accès.

(1) Le rabbin Plaut propose d'imposer un délai pour la présentation d'une revendication du statut de réfugié. En conséquence, une personne devrait se déclarer en tant que réfugié(e) à l'intérieur d'une période donnée après son arrivée au Canada (p. 118).

II. STRUCTURE

1. Refugee Officer

a) Creation of Position, Powers and Duties

Plaut Report

Although Rabbi Plaut received a number of submissions urging him to separate the Canada Employment and Immigration Commission (CEIC) from the refugee determination process, his report recommends maintaining a link between the two. His solution is to create a new category of CEIC personnel called a Refugee Officer (RO). ROs will act as liaison between CEIC and the Refugee Board (RB); interview refugee claimants within 24 hours of their arrival in Canada; guide refugee claimants to proper resources, especially counsel and support systems; identify inadmissible claims; identify cases which qualify for consideration under special programs; and identify those cases requiring enforcement action (p. 72, 73, 81 and 104).

ROs should be selected by a joint committee of the RB and CEIC and be seconded to the RB on a contract basis for three-year terms at least (p. 72-73).

Committee Response

The Committee agrees that a new position called a Refugee Officer should be created. However, the Committee also believes that Refugee Officers should be selected and employed by the Refugee Board and not the CEIC. The duties of this position should be restricted to those of a facilitator rather than a decision-maker. For example, assisting refugee claimants in securing the necessary resources to make a claim, providing information on special programs and indicating when claimants are ready for their hearing would all be appropriate activities. ROs could also be present at the Board hearing to ensure that refugee claimants' cases are fully presented.

From time to time, members of the Refugee Board should function as Refugee Officers in order to become more sensitive to the needs of refugee claimants.

The Committee believes strongly that Refugee Officers should not have any enforcement responsibilities. Ideally they would be selected from the local immigrant aid community and, in most cases, would be part-time employees of the Refugee Board.

b) Training

Plaut Report

The Plaut Report suggests that Refugee Officers should be specifically trained in matters pertaining to refugees including, for example, countries that produce refugees, the problems which refugees face and services available to refugees. ROs' training should be intensive and last for three to six months.

II. STRUCTURE

1. Agent chargé des réfugiés

a) Création du poste, pouvoirs et fonctions

Rapport Plaut

Bien que le rabbin Plaut ait reçu bon nombre de mémoires l'exhortant à écarter la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) du processus de reconnaissance du statut de réfugié, il recommande dans son rapport que l'on maintienne un lien entre la CEIC et ce processus. La solution qu'il propose est la création d'une nouvelle catégorie au sein du personnel de la CEIC, celle des agents chargés des réfugiés (ACR). Les ACR agiraient à titre d'intermédiaires entre la CEIC et l'OR; ils donneraient une entrevue à ceux qui réclament le statut de réfugié, dans les 24 heures de leur arrivée au Canada; ils serviraient de guides aux revendicateurs, leurs indiquant les services qui sont à leur disposition, tout particulièrement l'aide juridique et les réseaux d'aide sociale; ils détermineraient les demandes irrecevables, les cas relevant de programmes spéciaux et ceux qui exigent des mesures exécutoires (p. 84, 85, 89 et 124).

Les ACR devraient être choisis par un comité mixte composé de membres de l'OR et de la CEIC et être détachés auprès de l'OR pour un engagement contractuel d'au moins trois ans (p. 85-86).

Réponse du Comité

Le Comité convient qu'il devrait y avoir création d'un poste d'agent chargé des réfugiés. Il estime cependant que les agents chargés des réfugiés devraient être choisis et employés par l'Office des réfugiés et non par la CEIC. Les fonctions de ce poste devraient être essentiellement celles d'un conciliateur. Par exemple, l'ACR pourrait être chargé d'aider les revendicateurs à réunir les ressources nécessaires à la présentation de leur demande, de leur donner des renseignements sur des programmes spéciaux et d'indiquer quand les revendicateurs sont prêts à être entendus. L'ACR pourrait également être présent à l'audition tenue par l'Office, afin de veiller à ce que les cas des revendicateurs soient présentés dans tous leurs détails.

De temps à autre, les membres de l'Office des réfugiés devraient faire fonction d'agents chargés des réfugiés, de façon à être davantage sensibilisés aux besoins des personnes qui revendiquent le statut de réfugié.

Le Comité est fermement convaincu que les agents chargés des réfugiés ne devraient avoir aucune responsabilité en matière d'application de la loi. Idéalement, ils seraient choisis parmi les membres des services locaux d'aide aux immigrants et, dans la plupart des cas, ils seraient des employés à temps partiel de l'Office des réfugiés.

b) Formation

Rapport Plaut

Les agents chargés des réfugiés devraient recevoir une formation spéciale sur les questions touchant les réfugiés, notamment, les pays d'où proviennent les réfugiés, les problèmes auxquels ils font face et les services qui leur sont offerts. La formation des ACR devrait être intensive et d'une durée de

Training should be provided by the Education Division of the Refugee Board (p. 72).

Committee Response

The Committee agrees with this recommendation and stresses that training should be intensive and ongoing.

2. Refugee Board

a) Creation of the Refugee Board

Plaut Report

A fundamental element of the three models proposed by Rabbi Plaut for determining refugee status is the creation of a new institution called the Refugee Board. The RB will have three divisions: a Hearings Division, a Documentation and Information Division, and an Education Division (p. 131).

In terms of governmental structure the following possibilities are presented:

- “That the RB be a court of record;
- That the RB be a board directly supervised in its administrative capacities by the Minister's office;
- A third, that the IAB be restructured into an Immigration and Refugee Board (IRB) with two permanent divisions, one concerning itself exclusively with immigration appeals (IAB) and the other being the RB. Both the IAB and the RB, it should be emphasized, would function entirely independently; only their ultimate administrative locus would be found in the IRB.”
- Rabbi Plaut prefers the latter structure (p. 143).

i) Hearings Division

- Headed by a Chairman and the various sections (i. e., Determination and Review in Model B and Appeals in Model C) by a Vice-Chairman (p. 131-132).
- All panels will have one federal appointee who should serve on a full-time basis for a term of between five and seven years (p. 132). Federal appointees must be well trained in law and all matters which pertain to the problems of refugees (p. 132).
- Where panels consist of more than one member, additional members will be selected from the public and they will serve on a part-time basis (p. 132).

ii) Documentation and Information Division

- Headed by a director (p. 131).
- The Documentation Division of the RB would establish a library which would be divided into two parts: one part would be responsible for collecting country-specific information while the other part would collect legal materials (p. 136).
- If the RB is part of a newly created body called the Immigration Refugee Board (IRB) then the Documen-

trois à six mois. Elle devrait être assurée par la Division de la formation de l'Office des réfugiés. (p. 85).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à cette recommandation et tient à souligner que la formation devrait être intensive et continue.

2. Office des réfugiés

a) Création de l'Office des réfugiés

Rapport Plaut

Un élément fondamental des trois modèles proposés par le rabbin Plaut pour déterminer le statut de réfugié consiste en la création d'un nouvel organisme appelé l'Office des réfugiés (OR). É(1) L'OR comprendrait trois divisions: la Division des auditions, la Division de la documentation et de l'information et la Division de la formation (p. 156).

Pour ce qui est de la structure, les possibilités sont les suivantes:

- Premièrement, que l'OR soit une cour d'archives;
- Deuxièmement, que l'OR soit une commission placée directement sous le contrôle administratif du cabinet du Ministre;
- Troisièmement, que la CAI [Commission d'appel de l'immigration] soit restructurée pour former la Commission de l'immigration et des réfugiés (CIR) comprenant deux divisions permanentes, l'une chargée exclusivement des appels pour les questions d'immigration (CAI) et l'autre qui serait l'OR. J'insiste sur le fait que l'OR et la CAI seraient complètement indépendants l'un de l'autre; leur seul point commun serait des locaux administratifs partagés au sein de la CIR.
- Le rabbin Plaut préfère cette dernière structure (p. 169-170).
- i) Division des auditions
 - Elle serait dirigée par un président; les différentes sections (c'est-à-dire Reconnaissance du statut et Examen dans le modèle B, et Appels dans le modèle C) seraient dirigées par un vice-président (p. 157).
 - Tous les jurys comprendraient un délégué du gouvernement fédéral nommé à plein temps pour un mandat de cinq à sept ans (p. 157). Les délégués devraient être parfaitement au courant de la loi et de toutes les questions concernant les problèmes des réfugiés (p. 157).
 - Si un jury comprenait plusieurs personnes, celles-ci seraient choisies parmi le public et exerceraient leurs fonctions à temps partiel (p. 158).
- ii) Division de la documentation et de l'information
 - Elle serait dirigée par un directeur (p. 157).
 - Elle aménagerait une bibliothèque divisée en deux parties: une section serait chargée de réunir les renseignements sur les divers pays d'où proviennent les réfugiés, et l'autre recueillerait les documents juridiques (p. 162).
 - Si l'OR était une division de la Commission de l'immigration et des réfugiés (CIR) récemment créée,

tation Division should be accessible to both the RB and the IAB (p. 140).

—A board of advisors (consisting of representatives from External Affairs, other departments engaged in relevant information gathering and members of NGOs) should be attached to this division (p. 140).

—The Division should be initially staffed by a director, legal research counsel, a librarian and two assistants with computer training (p. 141).

iii) Education Division

—Headed by a director (p. 131).

—Activities might include: initial and ongoing training of persons involved in the refugee determination process, liaison with the UNHCR, publish a newsletter, and hold conferences and seminars across Canada (p. 142).

—The Division should be initially staffed by a director, an information officer and an assistant (p. 142).

The proposed RB will be headed by a Refugee Commissioner (p. 131). It is recommended that the Commissioner, Directors, Chairman and Vice-Chairman be appointed to the RB for periods comparable to those applicable to members of the Immigration Appeal Board (p. 132).

Committee Response

The Committee agrees with the recommendation to create a new body to determine Convention refugee claims. However, the Committee thinks the name of this new body should be the Convention Refugee Determination Board (CRDB). The Committee agrees that this body should have three divisions: Hearings, Documentation and Information, and Education. The Committee further recommends that the CRDB should be located in Toronto, in view of the large number of claims made there. The CRDB should be headed by a refugee commissioner.

The Committee is strongly opposed to integrating the CRDB and the Immigration Appeal Board. The Committee suggests that the CRDB be a board directly supervised in its administrative capacities by the Minister's office. The Committee believes that this structure offers the greatest scope for approaching refugee determination in a non-adversarial setting. With regard to hearing rooms, there will be a need for permanent facilities in Toronto and Montreal, while in other communities existing community facilities could be used on a part-time basis.

Although provincial governments do not have responsibility for Convention refugee determination in Canada, they do provide assistance to claimants throughout the period of determination. In view of this the Committee recommends that the federal government consult with the provinces before establishing the CRDB and implementing the model proposed by the Committee. In addition, the government should consider

les représentants de ces deux organismes devraient avoir accès à la Division de la documentation (p. 167).

—Un comité de conseillers (comprenant des représentants du ministère des Affaires extérieures, d'autres organismes gouvernementaux chargés de réunir des informations et des membres des ONG) devrait être rattaché à la Division (p. 167).

—La Division comprendrait au départ un directeur, un conseiller en recherches juridiques, un bibliothécaire et deux assistants ayant reçu une formation en informatique (p. 168).

iii) Division de la formation

—Elle serait dirigée par un directeur (p. 157).

—Ses activités pourraient comprendre: une formation initiale et permanente pour les personnes qui participent à la procédure de reconnaissance du statut de réfugié, une liaison étroite avec le HCR, la publication d'un bulletin, et la tenue de conférences et de colloques dans diverses régions du Canada (p. 169).

—La Division comprendrait au départ un directeur, un agent d'information et un assistant (p. 169).

L'OR dont la création est proposée serait dirigé par un directeur général (p. 157). Il est recommandé que le directeur général, les directeurs, le président et les vice-présidents soient nommés à l'OR pour des durées comparables à celle du mandat des membres de la CAI (p. 157).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à la recommandation de créer un nouvel organisme chargé de statuer sur les demandes d'obtention du statut de réfugié au sens de la Convention. Il recommande toutefois que ce nouvel organisme porte le nom d'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention (ORSRC). Cet organisme devrait comprendre trois divisions (Auditions, Documentation et information et Formation), comme le préconise le rapport Plaut. Le Comité recommande de plus que cet Office ait son siège à Toronto, vu le grand nombre de demandes déposées dans cette ville, et qu'il soit dirigé par un commissaire aux réfugiés.

Le Comité s'oppose tout à fait à la fusion de l'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention et de la Commission d'appel de l'immigration. Il propose que l'Office soit directement supervisé, du point de vue administratif, par le cabinet du Ministre. Selon le Comité, c'est la structure qui permettrait le mieux d'aborder la question de la reconnaissance du statut de réfugié dans un contexte non contradictoire. Pour ce qui est des salles devant servir aux auditions, il sera nécessaire de prévoir des installations permanentes à Toronto et à Montréal; dans les autres villes, on pourrait utiliser des locaux communautaires à temps partiel.

Les provinces n'ont aucune attribution dans le processus de reconnaissance au Canada du statut de réfugié au sens de la Convention, mais elles offrent néanmoins aux requérant(e)s des services d'aide pendant toute la durée du processus. En conséquence, le Comité recommande que le gouvernement fédéral consulte les provinces avant la création de l'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention et la mise en oeuvre du modèle qu'il propose. De plus, le gouver-

providing the provinces with an ongoing advisory role in matters pertaining to refugee claimants.

b) Powers and Duties of Members

Plaut Report

In making a determination, members of the RB should not be bound by the strict rules of evidence (p. 124). Hearings should be non-adversarial. The RB should have the exclusive jurisdiction to limit cross-examination and the power to subpoena witnesses and administer oaths (p. 124-125). RB members should be permitted to ask questions of the claimant for clarification. The RB should be allowed to refer a case deserving of humanitarian consideration to the Minister with a favourable recommendation (p. 85 and 129). In appropriate situations, the RB should be at liberty to present its views to an adjudicator for release of a claimant who is in detention (p. 81).

Committee Response

The Committee agrees with all of these recommendations except the last one. The Committee believes that the CRDB should not be involved in the adjudication process. In matters pertaining to detention, the Board could offer advice to the counsel of detained claimants but it should remain the responsibility of claimants or their counsel to argue their own case at detention hearings.

c) Appointments

Plaut Report

The Plaut Report proposes that there should be a full-time member on each panel hearing a case. These members should be appointed by the federal government for a period of five to seven years. Where panels consist of more than one member, additional members should be selected from the public on a part-time basis. All members should be appointed on the basis of their expertise in the area of refugees, their knowledge of refugee law and their human sensitivity. Before appointments are made, non-governmental associations would be invited to suggest names for appointments to the panels, both as professional and as public members (p. 132-134).

Committee Response

The Committee agrees with the thrust of these recommendations and in particular stresses the need to appoint people who are experienced and well-informed in refugee matters. Consideration should also be given to greater flexibility in the composition of panels. Expertise should be the guiding principle and consequently the Committee believes that the requirement to have one full-time member on each panel is too restrictive.

d) Training

nement fédéral devrait envisager de confier aux provinces un rôle consultatif permanent au sujet des questions relatives aux personnes qui revendiquent le statut de réfugié.

b) Pouvoirs et fonctions des membres

Rapport Plaut

Pour déterminer le statut de réfugié, les membres de l'OR ne devraient pas être liés par les règles strictes en matière de preuve (p. 148). Les auditions ne devraient pas être de nature contradictoire. L'OR devrait avoir le droit exclusif de restreindre les contre-interrogatoires et le pouvoir d'obliger des témoins à comparaître et à prêter serment (p. 149). Les membres de l'OR devraient être autorisés à poser des questions au revendicateur pour obtenir des éclaircissements. Pour des raisons humanitaires, l'OR devrait être autorisé à déferer des cas au Ministre en donnant un avis favorable (p. 101 et 154). Quand les circonstances le justifient, l'OR devrait avoir la possibilité de présenter ses arguments à un arbitre pour faire libérer un réclamant détenu (p. 96).

Réponse du Comité

Le Comité est en faveur de toutes ces recommandations, à l'exception de la dernière. Il est d'avis que l'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention ne devrait pas intervenir dans le processus d'arbitrage. Quant aux questions liées à la détention, l'Office pourrait offrir ses conseils à l'avocat d'un requérant détenu, mais il reste que c'est ce dernier, ou son avocat, qui devrait présenter son propre cas lors des audiences.

c) Nominations

Rapport Plaut

Il est proposé dans le rapport Plaut que chaque jury qui entend un cas comprenne un membre à temps plein qui serait nommé par le gouvernement fédéral pour un mandat de cinq à sept ans. Si le jury se compose de plusieurs personnes, les membres supplémentaires devraient être choisis parmi le public et exercer leurs fonctions à temps partiel. Tous les membres devraient être nommés en fonction de leur expérience des problèmes des réfugié(e)s, de leur connaissance des lois relatives aux réfugié(e)s et de leur ouverture d'esprit à la dimension humaine des problèmes en question. Avant les nominations, des organismes non gouvernementaux seraient invités à proposer les noms de personnes qui pourraient siéger aux jurys, parmi des membres des professions libérales et de simples citoyens (p. 158-160).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à l'essentiel de ces recommandations et tient à souligner en particulier la nécessité de nommer des jurés ayant une expérience et une connaissance poussées des problèmes des réfugié(e)s. Il y aurait lieu également de prévoir une plus grande souplesse dans la composition du jury. Le principe directeur devant être la compétence des jurés, le Comité estime que la recommandation voulant que chaque jury comprenne un membre à temps plein est trop restrictive.

d) Formation

Plaut Report

The Plaut Report recommends that the Education Division of the RB be responsible for providing initial and on-going training of all who are involved in the refugee process, conduct seminars and conferences in various parts of Canada and act as a general information office on behalf of the RB. In addition, it would disseminate information collected by the Documents and Information Division to panel members throughout the country (p. 142).

Committee Response

The Committee agrees with these recommendations and encourages the UNHCR's involvement in the provision of training.

e) Rules of the Refugee Board

Plaut Report

The Plaut Report suggests that the RB should establish rules governing its procedure and specify matters such as service, motions, late applications for review or appeal, or motions to re-open a hearing on the basis of new evidence (p. 127).

Committee Response

The Committee agrees that the Convention Refugee Determination Board should be allowed to establish its own rules. These rules should reflect the non-adversarial nature of the proceedings in accordance with the model proposed by the Committee.

f) Guidelines

Plaut Report

The RB should formulate guidelines for its procedures and decisions. Rabbi Plaut recommends continued use of the Minister's guidelines (IE 8. 06-8.09), since these reflect internationally accepted standards. In addition, the UNHCR Handbook on Procedures and Criteria for Determining Refugee Status should be incorporated into the RB's guidelines (p. 129).

Committee Response

The Committee agrees with the intent of this recommendation, although it feels that because of the complexity of the UNHCR Handbook on Procedures and Criteria for Determining Refugee Status there is no need to incorporate it into the guidelines. The Minister should review the UNHCR Handbook to ensure that Canadian procedures reflect its spirit.

3. The Models

Plaut Report

—All models call for an independent RB consisting of either one-person or three-person panels to make an initial decision after an oral hearing in a nonadversarial setting (p. 107).

Rapport Plaut

Dans le rapport Plaut, il est recommandé que la Division de la formation de l'OR soit chargée d'assurer une formation initiale et permanente pour tous ceux qui participent à la procédure concernant les réfugié(e)s, de tenir des colloques et des conférences dans diverses régions du Canada et d'agir à titre de bureau d'information générale au nom de l'OR. En outre, elle distribuerait aux comités régionaux les informations réunies par la Division de la documentation et de l'information (p. 168-169).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à ces recommandations et encourage le HCR à participer à la formation.

e) Règlements de l'Office des réfugiés

Rapport Plaut

Dans le rapport Plaut, il est recommandé que l'OR établisse des règles de procédure et précise certains points comme le service, les requêtes, les demandes de réexamen ou d'appel tardives, ou les demandes de reprise de l'audition afin de présenter de nouvelles preuves (p. 152).

Réponse du Comité

Le Comité convient qu'il devrait être permis à l'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention d'établir son propre règlement, lequel devrait refléter la nature non contradictoire des auditions, selon le modèle proposé par le Comité.

f) Directives

Rapport Plaut

L'OR devrait donner des directives concernant ses procédures et ses décisions. Le rabbin Plaut recommande de fonder ces directives sur les directives actuelles du Ministre (IE 8.06 à 8.09), puisque celles-ci sont basées sur des normes acceptées internationalement. En outre, le Guide du HCR des procédures et critères à appliquer pour reconnaître le statut de réfugié devrait être incorporé aux directives de l'OR (p. 154-155).

Réponse du Comité

Le Comité est d'accord avec l'intention qui sous-tend cette recommandation, mais il estime que, vu la complexité du Guide du HCR des procédures et critères à appliquer pour reconnaître le statut de réfugié, il n'est pas nécessaire d'incorporer celui-ci aux directives. Le Ministre devrait revoir le Guide du HCR pour s'assurer que les procédures canadiennes en reflètent l'esprit.

3. Les modèles

Rapport Plaut

—Tous les modèles prévoient un OR indépendant, comprenant une seule personne ou un jury de trois personnes, qui rendrait une décision initiale après une audition orale dans un contexte non contradictoire (p. 127).

—The decision-making process in the first instance occurs at the regional level (i. e. in those cities where the vast majority of claims are made) (p. 107).

—All models feature an appeal by the claimant and/or the Minister to the Federal Court of Appeal (p. 107).

—All models will provide for tape recording and, when necessary, transcripts will be prepared (p. 107).

a) Model A. (p. 108-111)

In model A, the RB is composed of a three member panel. This panel schedules a hearing at which the claimant, counsel, (including that of the CEIC) witnesses and representatives of the UNHCR state their concerns, opinions and present evidence to the panel. The three member panel of the RB then determines whether the claimant is a convention refugee. If it is deemed that the individual is a refugee and the claimant so wishes, then an application for landing is made and processed. The Minister may appeal this decision to the Federal Court of Appeal.

If the individual is declared not to be a refugee, then the claimant may appeal this decision to the Federal Court of Appeal. The Federal Court of Appeal would have the authority to substitute its decision for that of the RB or order a rehearing of the claim.

b) Model B. (p. 111-115)

Unlike model A, the initial oral hearing in model B is made by a single member. This member determines, by way of an oral hearing, the validity of a claimant's refugee claim. In the event of a negative decision, the case may be reviewed in Ottawa by a three-member panel of the Refugee Board. This review will be based on transcript evidence or, in special circumstances, an oral hearing may be required for further evidence and/or clarification. In the event that the initial decision is upheld, the appeal procedure is the same as in Model A.

c) Model C. (p. 115-118)

Model C differs from Model B in two respects. In the event that the initial review by a one member panel is negative, the claimant may appeal to a three member panel for another oral hearing. This hearing will be held regionally unlike the central review contained in Model B. In the event that the appeal upholds the initial decision, a claimant may appeal to the Federal Court of Appeal as in Models A and B.

d) Evaluation

Rabbi Plaut rates the above three models in the following way: C, A and B (p. 119). Model A provides the briefest process. Models B and C are expected to require the same amount of time and the former is regarded as being the most cost-efficient of all three proposals (p. 119 and 176).

—La prise de décision serait d'abord régionale, c'est-à-dire qu'elle aurait lieu dans les villes où se traite traditionnellement la vaste majorité des demandes (p. 127).

—Tous les modèles prévoient la possibilité pour le revendicateur ou le Ministre d'en appeler de la décision de l'OR en s'adressant à la Cour d'appel fédérale (p. 127-128).

—Tous les modèles prévoient l'enregistrement sur bande magnétique des auditions et leur transcription, le cas échéant (p. 128).

a) Modèle A (p. 128-133)

Dans le modèle A, le jury de l'OR se compose de trois membres. Le jury fixe une date pour une audition au cours de laquelle le revendicateur, des conseils (y compris celui de la CEIC), des témoins et des représentants du HCR peuvent présenter des preuves et exprimer leurs vues et préoccupations. Le jury détermine ensuite si le revendicateur est un réfugié au sens de la Convention. Le cas échéant, le revendicateur peut, s'il le désire, présenter une revendication de droit d'établissement, aux fins d'étude. Le Ministre peut en appeler de cette décision devant la Cour d'appel fédérale.

Si le revendicateur est déclaré ne pas être un réfugié, il peut en appeler de cette décision devant la Cour d'appel fédérale, qui serait autorisée à rendre une décision infirmant celle de l'OR ou à ordonner une nouvelle audition de la revendication.

b) Modèle B (p. 133-137)

A la différence du modèle A, dans le modèle B, la première audition orale a lieu devant une seule personne, qui détermine la validité de la revendication du statut de réfugié. En cas de décision négative, le cas peut être réexaminé à Ottawa devant un jury de trois membres appartenant à la section des réexamens de l'OR. Le réexamen porte sur le texte du compte rendu; dans des circonstances particulières, le comité peut inviter le revendicateur à une audition orale pour donner de nouvelles preuves ou clarifier certains points. Si la décision initiale est confirmée, la procédure d'appel est la même que celle prévue par le modèle A.

c) Modèle C (p. 138-141)

Le modèle C diffère du modèle B à deux égards. Si la décision initiale prise par un seul agent est négative, le revendicateur peut interjeter appel devant un jury composé de trois membres pour obtenir une autre audition orale. Cette audition aura lieu dans les régions, contrairement à l'examen central prévu dans le modèle B. Si la section des appels confirme la décision initiale, le revendicateur peut en appeler à la Cour d'appel fédérale, comme dans les modèles A et B.

d) Évaluation

Le rabbin Plaut classe selon ses préférences personnelles les trois modèles précités: C, A et B (p. 142). Le modèle A est le plus rapide. Les modèles B et C prendront vraisemblablement le même temps, et le premier (B) est considéré comme le moins coûteux des trois (p. 142 et 212).

Committee Response

The Committee heard a great deal of testimony concerning the three models proposed by Rabbi Plaut. Much of this evidence suggested the need for modification. The testimony indicated that a new refugee determination process should be fair and provide equal access to all. It should also be as efficient and speedy as the requirements of fundamental justice permit. In view of these considerations, the Committee has decided to propose its own model.

In the Committee's model all refugee claims will be heard orally, in a non-adversarial setting, by panels composed of two members located in the region where the claim is made. A negative determination of a refugee claim will require unanimity on the part of panel members. That is, if one member of the panel makes a positive determination, then the claimant is deemed to be a Convention refugee. In the event that both members of the panel make a negative determination, they must then decide whether a recommendation should be made to the Minister to issue a permit to the claimant on humanitarian and compassionate grounds.

If a claimant receives a negative determination and is not permitted to remain in Canada on humanitarian or compassionate grounds, then the claimant may appeal the decision to the Federal Court of Appeal, with leave of that Court. The Committee recommends that the grounds of appeal should be broad. The Committee is not proposing that the Minister be given the same right of appeal. The Committee believes that the availability to the Minister of a review under section 28 of the *Federal Court Act* for errors of law and jurisdiction will be sufficient.

The Committee recognizes that there should be some mechanism to accommodate a change of circumstances pertaining to conditions in the countries from which refugee claimants flee. There should be some procedure for the refugee claimant to present that kind of information for reconsideration. The Committee realizes that a number of methods could be chosen. In view of the gravity of this decision the Committee urges that procedural protections for claimants be devised and recommends that the Convention Refugee Determination Board be responsible for the reconsideration decision. At the same time the potential for abuse should be minimized.

III. RIGHTS OF CONVENTION REFUGEES IN CANADA

1. Application for Permanent Residence

Plaut Report

The ability of Convention refugees to be landed in Canada should not depend on an Order in Council exempting them individually from the requirement to obtain a visa prior to coming to Canada. It should be enshrined in Canada's *Immigration Act*. Rabbi Plaut therefore recommends that the Act be amended "to enable Convention refugees in Canada to apply for permanent residence and, if accepted, be landed in Canada" (p. 89). A similar approach is recommended for the landing of people through special programs and in special

Réponse du Comité

Le Comité a entendu de nombreux témoignages sur les trois modèles proposés par le rabbin Plaut. Il en ressort toutefois que des modifications s'imposent. Les témoignages ont indiqué qu'un nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié devrait être équitable et accessible à tous sans distinction. Il devrait également être aussi efficace et rapide que le permettent les besoins de la justice fondamentale. Étant donné ces considérations, le Comité a décidé de proposer son propre modèle.

D'après le modèle du Comité, le cas de toutes les personnes revendiquant le statut de réfugié serait tranché par un jury composé de deux personnes, au cours d'une audition orale de nature non contradictoire. Dans le cas d'une décision défavorable, il devrait y avoir unanimité des membres du jury. En d'autres termes, si un membre du jury rendait une décision favorable, le revendicateur serait réputé être un réfugié au sens de la Convention; si les deux membres du jury rendaient une décision défavorable, ils devraient ensuite déterminer s'il y aurait lieu de recommander au Ministre de délivrer un permis au revendicateur pour des motifs d'ordre humanitaire.

Le revendicateur dont la demande aura été refusée et qui ne pourra demeurer au Canada pour des motifs d'ordre humanitaire pourra en appeler de la décision devant la Cour d'appel fédérale, avec l'autorisation de cette dernière. Le Comité recommande que les moyens d'appel soient larges. Le Comité ne propose pas que le Ministre obtienne le même droit d'interjeter appel. Le Comité estime qu'il suffira que le Ministre puisse examiner la question aux termes de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, afin de déceler des erreurs de droit et de juridiction.

Le Comité reconnaît qu'il faudrait instaurer un mécanisme permettant de tenir compte d'un changement de circonstances, lorsque la situation évolue dans le pays d'où s'est enfui un revendicateur du statut de réfugié. Ce dernier devrait pouvoir présenter ce genre de renseignements afin que son cas soit étudié à nouveau. Le Comité se rend compte qu'un certain nombre de méthodes pourraient être adoptées; conscient de la gravité de cette décision, il demande instamment que des mesures de protection des requérants soient prévues dans la procédure, et il recommande que l'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention soit chargé de statuer sur les cas soumis une deuxième fois. En même temps, il faudrait minimiser les possibilités d'abus.

III. DROITS DES RÉFUGIÉS AU SENS DE LA CONVENTION PRÉSENTS AU CANADA

1. Demande de résidence permanente

Rapport Plaut

La possibilité qu'a un réfugié au sens de la Convention d'obtenir le droit d'établissement au Canada ne devrait pas dépendre d'un décret en conseil l'exemptant de satisfaire aux exigences relatives à l'obtention d'un visa avant sa venue au Canada, mais au contraire être enchâssée dans la *Loi sur l'immigration*. Le rabbin Plaut recommande donc que la *Loi sur l'immigration* soit modifiée afin de «permettre aux réfugiés au sens de la Convention présents au Canada de revendiquer la résidence permanente, et en cas d'acceptation, d'obtenir le

humanitarian classes (p. 89). Furthermore, Convention refugees who are entitled to remain in Canada should have a right to a Convention Travel Document (p. 90).

Committee Response

The Committee agrees that the process of landing applicants individually, by Order in Council is too lengthy, may impede the settlement of the refugee, and therefore should be changed. In order to accomplish this, the Act might be amended directly, as Rabbi Plaut recommends, or it may be that sufficient authority already exists under section 9(1) of the Act to achieve the same thing through a regulation exempting Convention refugees from the requirement to obtain a visa before entering Canada. This change should also apply to individuals accepted for humanitarian and compassionate reasons.

The Committee agrees that the current practice of issuing Convention Travel Documents to refugees to facilitate their travel abroad should continue.

2. Family Reunification

Plaut Report

Rabbi Plaut also recommends that immediate family members of a refugee recognized by the Refugee Board, whether in Canada or not, should be automatically recognized as Convention refugees. Minister's permits should be issued to the family as a matter of course and the Immigration Manual should be clarified so as to ensure that this policy is carried out (p. 153-154).

Committee Response

The Committee strongly supports the speedy reunification of refugees with their families. The Committee finds it unnecessary, however, that they be automatically recognized as refugees. The Committee agrees with Rabbi Plaut's recommendation that Minister's permits should be issued to the family as a matter of course and that the Immigration Manual should reflect this policy.

3. Protection Against Removal

Plaut Report

Under section 55 of the *Immigration Act*, refugees may be returned to the country in which they fear persecution only in certain circumstances:

- (a) if they were convicted of an offence, inside or outside of Canada, for which a term of imprisonment of ten years or more may be imposed;
- (b) if they have (or there are reasonable grounds to believe they have) engaged in acts of espionage or subversion against democratic governments;

droit d'établissement» (p. 106). On recommande la même démarche dans le cas des personnes qui veulent obtenir le droit d'établissement au Canada dans le cadre de programmes spéciaux ou pour des raisons d'ordre humanitaire (p. 105). En outre, les réfugiés au sens de la Convention qui sont autorisés à demeurer au Canada devraient avoir le droit d'obtenir un titre de voyage prévu par la Convention (p. 106).

Réponse du Comité

Le comité reconnaît que le processus d'obtention individuelle du droit d'établissement par décret en conseil est trop long, peut nuire à l'établissement du réfugié et, par conséquent, devrait être modifié. À cette fin, on pourrait modifier la loi directement, comme le recommande le rabbin Plaut; par ailleurs, il se pourrait qu'on dispose déjà, en vertu du paragraphe 9(1) de la loi, des pouvoirs nécessaires pour obtenir le même résultat grâce à l'établissement d'un règlement qui exempterait les réfugiés au sens de la Convention de l'obligation d'obtenir un visa avant d'entrer au Canada. Cette modification devrait aussi s'appliquer aux personnes acceptées pour des motifs d'ordre humanitaire.

Le Comité estime que la pratique actuelle qui consiste à délivrer aux réfugié(e)s des titres de voyage conformes à la Convention pour faciliter leurs déplacements à l'étranger doit être maintenue.

2. Réunion de la famille

Rapport Plaut

Le rabbin Plaut recommande également que les membres de la famille immédiate du réfugié soient reconnus automatiquement par l'Office des réfugiés, au Canada ou ailleurs, comme des réfugiés au sens de la Convention. La famille devrait obtenir automatiquement des permis du Ministre, et le Guide de l'immigration devrait être clarifié afin d'assurer l'application de cette mesure (p. 183-184).

Réponse du Comité

Le Comité est tout à fait en faveur de la réunion rapide des réfugié(e)s et de leur famille, mais il estime inutile d'accorder automatiquement aux membres de la famille le statut de réfugié. Il souscrit aux recommandations du rabbin Plaut, à savoir que la famille devrait obtenir automatiquement des permis du Ministre et que le Guide de l'immigration devrait refléter cette politique.

3. Protection contre le renvoi

Rapport Plaut

Selon l'article 55 de la Loi sur l'immigration, un réfugié peut être renvoyé vers le pays où il craint la persécution dans certaines circonstances:

- a) s'il a été condamné pour une infraction, commise au Canada ou ailleurs, passible d'un emprisonnement de dix ans ou plus;
- b) s'il s'est livré à des activités d'espionnage ou de subversion contre des gouvernements démocratiques, ou s'il existe des craintes justifiées de croire qu'il s'est livré à de pareilles activités;

(c) there are reasonable grounds to believe they will, while in Canada, attempt to subvert by force any government; and

(d) if there are reasonable grounds to believe they will engage in violent activities which threaten the lives or safety of persons in Canada.

In relation to (a), Rabbi Plaut suggests that this section of the *Immigration Act* should be amended "so that the Minister would consider as grounds for removal only offences committed in Canada if the person poses a serious threat to the public safety. It should further be amended to require that the Minister not only be of the opinion that the refugee should be removed from Canada, but also that he or she is a danger to the security of Canada" (p. 87). In cases involving national security, the Minister should continue to decide matters of removal (p. 87).

When an offence committed outside Canada has been considered by the RB in determining whether the refugee should be excluded from protection, the Minister should be bound by the decision of the RB (p. 87).

Furthermore, in the event that removal is imminent, the refugee should have an explicit right to respond to the allegations before any decision on removal is made (p. 87 and 138).

Committee Response

The Committee is not persuaded that any changes to section 55 are warranted where serious offences are concerned. It appears that Rabbi Plaut intended the test of "serious threat to the public safety" to be a higher test, therefore more beneficial to refugees, than the test of an offence for which the maximum sentence is 10 years' imprisonment or more. (If the offence was committed outside of Canada, the comparable Canadian sentence is used.) The Committee is not convinced that Rabbi Plaut's test is more beneficial to refugees and the Committee prefers the certainty of the more clearly-defined standard.

With regard to offences committed outside of Canada, these matters will not be relevant to the Refugee Board's determination given that the Committee has rejected the recommendation to include the UN Convention exclusion and cessation clauses. Consideration of serious crimes should therefore remain under the jurisdiction of the Minister.

The Committee agrees that refugees should have a right to respond to the serious allegations made against them under section 55 of the *Immigration Act* before removal to a country where they fear persecution. Section 39 was introduced into the *Immigration Act* in 1984 to ensure that all persons who may be the subject of a security certificate which would be conclusive proof of most of the activities covered by section 55 are given a summary of the information that will enable them to be as fully informed as possible of the circumstances leading to the adverse report. There is a further duty to inform the person of the conclusion eventually reached by the Review Committee under the *Canadian Security Intelligence Service Act*, although not of its reasons. The individuals in question, therefore, are as fully informed as possible about the facts behind a certificate. They are not, however, given an opportu-

c) s'il existe des raisons valables de croire qu'il se livrera, pendant son séjour au Canada, à des activités de subversion par la force contre un gouvernement, quel qu'il soit; et

d) s'il existe des raisons valables de croire qu'il se livrera à des activités violentes susceptibles de menacer la vie ou la sécurité de personnes au Canada.

Le rabbin Plaut recommande de modifier l'alinéa 55 a) de la *Loi sur l'immigration* «de façon que le Ministre ne tienne compte que des infractions commises au Canada pour renvoyer une personne si celle-ci présente une menace grave pour la sécurité publique. La loi devrait être amendée en outre pour exiger que le Ministre soit d'avis non seulement que le réfugié doit être renvoyé du Canada, mais également qu'il présente un danger pour la sécurité de notre pays» (p. 103). Pour les cas relevant de la sécurité nationale, le Ministre devrait continuer à décider des questions de renvoi (p. 103).

Lorsque l'OR a examiné une infraction commise en dehors du Canada et décidé de refuser la protection à un réfugié, le Ministre devrait être lié par cette décision (p. 103).

En outre, lorsqu'un renvoi est imminent, le réfugié devrait se voir accorder expressément le droit de répondre aux allégations avant qu'une décision ne soit prise au sujet de son renvoi (p. 103-104).

Réponse du Comité

Le Comité n'est pas convaincu que la révision proposée de l'article 55 de la Loi soit justifiée dans le cas des infractions graves. Le rabbin Plaut a apparemment voulu avantager les réfugié(e)s en donnant plus de poids au critère de la «menace grave pour la sécurité nationale» qu'à celui de l'infraction passible d'une peine d'emprisonnement minimale de dix ans. (Si l'infraction a été commise à l'extérieur du Canada, on recourt à la peine prévue pour une infraction comparable au Canada.) Le Comité n'étant pas convaincu que le critère établi par le rabbin Plaut soit plus avantageux pour les réfugié(e)s, il préfère s'en tenir à une norme plus clairement définie.

Les infractions commises à l'extérieur du Canada ne seront pas soumises à l'examen de l'Office des réfugiés parce que le Comité a rejeté la recommandation d'inclure les clauses de la Convention des Nations Unies portant sur l'exclusion et la cessation. L'examen des crimes graves doit donc continuer à relever de la compétence du Ministre.

Le Comité reconnaît que les réfugiés doivent avoir le droit de répondre aux allégations graves portées contre eux en vertu de l'article 55 de la *Loi sur l'immigration* avant d'être renvoyés vers un pays où ils craignent la persécution. Conformément à l'article 39 incorporé dans la *Loi sur l'immigration* en 1984, les personnes qui font l'objet d'une attestation de sécurité faisant foi de la plupart des activités visées par l'article 55 doivent recevoir un résumé qui leur permet d'être informées de la façon la plus complète possible des circonstances qui ont donné lieu au rapport défavorable. Elles doivent également être informées des conclusions du comité de surveillance établi en vertu de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, mais non des motifs sur lesquels reposent ces conclusions. Les personnes concernées sont ainsi très bien renseignées sur les faits motivant la délivrance d'une attesta-

nity in section 39 to reply to the allegations, either orally or in written form. Because the certificate which is issued on the basis of those facts (after investigation by the Review Committee) is "conclusive proof of the matters stated therein" (s. 40(2)), the refugee has no opportunity to respond to its contents in order to contest his removal.

The Committee feels that this is a denial of natural justice and urges that refugee claimants be given a right of reply before deportation to a country in which they have a well-founded fear of persecution. Because the official at the removal hearing does not have access to the background information, it may be most feasible to provide a right of reply before the Review Committee. Whatever the mechanism, however, the Committee recommends that the law be amended to provide for a right of reply.

4. Right of Review and Appeal

Plaut Report

If a Convention refugee's application for permanent residence is refused, he or she should have the right of appeal to the Immigration Appeal Board (IAB) on legal and equitable grounds. If the refusal involves the issue of national security and evidence cannot be disclosed, then a security certificate would be filed and the IAB would be limited to reviewing only the legality of the refusal (p. 90).

Committee Response

The Committee agrees with this recommendation.

Plaut Report

A decision to reject a claim by a three-member panel which is not unanimous should be referred to the UNHCR for review. The panel should reconsider their decision in view of any comments made by the UNHCR (p. 164).

Claimants should be given a reasonable amount of time to appeal or apply for review of the initial decision. For model B and model C the time recommended is 15 days and 7 days respectively (p. 128).

It is recommended that the *Immigration Act* be amended to provide for an appeal to the Federal Court of Appeal on the grounds set out in section 28. "It is recommended that the appeal be with leave, except if Model A is adopted, in which case there would be an appeal as a right" (p. 171).

If the Federal Court allows the appeal then it should have the power to reverse the decision of the RB or order a rehearing (p. 171).

Committee Response

The Committee has chosen another approach. In the Committee's model there is an appeal with leave of the Court. The Committee recommends the application for appeal should be made within 15 days of receipt of the decision of the CRDB. The Committee agrees that if the Federal Court allows the

tion. En vertu de l'article 39, elles ne peuvent toutefois pas répondre aux accusations, ni par écrit, ni verbalement. Comme l'attestation délivrée (après l'examen effectué par le comité de surveillance) «fait foi de son contenu» (par. 40(2)), le réfugié ne peut y répondre pour contester son renvoi.

Le Comité considère qu'il s'agit d'un déni de justice naturelle et recommande d'accorder aux revendicateurs du statut de réfugié un droit de réponse avant de les déporter vers un pays où ils sont fondés à craindre la persécution. Comme le fonctionnaire qui tient l'audience de renvoi ne peut prendre connaissance des renseignements touchant le réfugié, il serait tout à fait logique d'accorder à ce dernier un droit de réponse devant le comité de surveillance. Quel que soit le mécanisme choisi, le Comité recommande de modifier la loi de manière à y reconnaître le droit de réponse des revendicateurs du statut de réfugié.

4. Droit de réexamen et d'interjection d'appel

Rapport Plaut

Un réfugié au sens de la Convention qui s'est vu refuser la résidence permanente devrait pouvoir interjeter appel auprès de la Commission d'appel de l'immigration (CAI) sur la foi de raisons reconnues et équitables. Si le refus tient à des motifs de sécurité nationale et que l'on puisse prouver que ceux-ci ne peuvent être dévoilés, un certificat de sécurité sera déposé et le rôle de la CAI se limitera alors à vérifier si le refus de reconnaître le droit d'établissement est légal (p. 107).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à cette recommandation.

Rapport Plaut

Lorsqu'un jury composé de trois membres n'est pas unanime dans une décision de rejeter une revendication, cette décision devrait être renvoyée au HCR aux fins d'examen. Le jury devrait réexaminer sa décision en tenant compte de toute observation formulée par le HCR (p. 196).

Les revendicateurs devraient se voir accorder un délai raisonnable pour interjeter appel ou demander le réexamen de la première décision. Pour le modèle B ou le modèle C, le délai recommandé est de quinze jours et de sept jours respectivement (p. 153).

Il est recommandé de modifier la *Loi sur l'immigration* afin qu'elle prévoie un appel à la Cour fédérale, pour les motifs exposés à l'article 28. «Il est recommandé que cet appel soit soumis à une autorisation, sauf pour le modèle A, où l'appel serait de droit» (p. 206).

Si la Cour fédérale accueille l'appel, elle devrait avoir le pouvoir de renverser la décision de l'OR et d'ordonner la tenue d'une nouvelle audition (p. 206).

Réponse du Comité

Le Comité a choisi une autre démarche. Le modèle proposé par le Comité prévoit un droit d'appel avec l'autorisation de la Cour. Le Comité recommande que la demande d'interjection d'appel soit présentée dans les quinze jours qui suivent la réception de la décision de l'Office. Le Comité convient que si la Cour fédérale autorise l'appel, elle devrait donc avoir le

appeal then it should have the power to reverse the decision of the CRDB or order a rehearing.

Plaut Report

To avoid a series of appearances before the Federal Court, Rabbi Plaut suggests the following:

- “That the claimant who is the subject of an inquiry under the Immigration Act be given a right of appeal to the Federal Court of Appeal on the same grounds and in the same manner (with or without leave) as the appeal from the decision of the RB;
- That the time limits be calculated from the receipt of reasons of the RB or the making of the removal order, whichever is later; and
- That both appeals be considered together by the Court” (p. 172).

Committee Response

At present, a refugee claimant who has received a negative determination and is subject to a removal order is entitled to a judicial review of the decision. There is no right of appeal. The Committee does not recommend that this be changed but agrees that all actions before the Federal Court should be considered together.

IV. COMMISSION COUNSEL

Plaut Report

The Plaut Report recommends that the CEIC should not be viewed as an antagonist of the refugee. “The CEIC should participate in refugee determinations as one of the partners in a co-operative inquiry”. The CEIC should have the right to present evidence and should share information, relevant to the hearing, with the RB. Immigration concerns have no place in the refugee determination process and CEIC officers who participate should not voice these matters during refugee hearings. “It is recommended that CEIC officers who fill this role receive special training” (p. 74-75).

Committee Response

The Committee strongly endorses the non-adversarial approach to refugee determination reflected in this recommendation. It may be that in many cases it will not even be necessary for CEIC counsel to be present at the oral hearing before the Board. When CEIC counsel do present relevant evidence, this must be communicated to the claimant prior to the oral hearing.

V. INQUIRIES

1. Decision to Hold an Inquiry

Plaut Report

After interviewing the claimant (and completing the basic data form), Rabbi Plaut suggests that the RO should determine if the claimant should be the subject of an inquiry (p. 77).

pouvoir d'annuler la décision de l'Office ou d'ordonner la tenue d'une autre audition.

Rapport Plaut

Afin de réduire le nombre de comparutions devant la Cour fédérale, le rabbin Plaut propose ce qui suit:

- Qu'un revendicateur faisant l'objet d'une enquête aux termes de la *Loi sur l'immigration* ait le droit d'interjeter appel auprès de la Cour fédérale pour les mêmes motifs et de la même manière (avec ou sans autorisation) que pour les appels contre des décisions de l'OR;
- Que le délai maximum soit calculé à partir de la date à laquelle l'OR a reçu les arguments, ou à la date de l'ordre de renvoi si celle-ci est ultérieure; et
- Que les deux appels soient examinés simultanément par la Cour (p. 207).

Réponse du Comité

A l'heure actuelle, un(e) requérant(e) dont la demande a été refusée et qui fait l'objet d'un ordonnance de renvoi a droit à une révision judiciaire de la décision. Il(elle) n'a aucun droit d'interjeter appel. Le Comité ne recommande pas que cette règle soit modifiée, mais convient que tous les recours devant la Cour fédérale devraient être examinés simultanément.

IV. CONSEIL DE LA COMMISSION

Rapport Plaut

Le rapport Plaut recommande que la CEIC ne devrait pas être considérée comme l'adversaire du réfugié. «Dans les décisions concernant les réfugiés, le rôle de la CEIC devrait être celui d'un partenaire dans une enquête conjointe». La CEIC devrait avoir le droit de présenter des preuves et échanger avec l'OR des renseignements qui se rapportent à l'audition. Les problèmes d'immigration n'ayant pas leur place dans le processus de reconnaissance du statut de réfugié, les agents de la CEIC qui participent à ce processus devraient se garder de les aborder pendant les auditions des réfugiés. «Je recommande de donner une formation spéciale à cet effet aux agents de la CEIC qui exerceront ce rôle» (p. 88).

Réponse du Comité

Le Comité est entièrement d'accord avec cette recommandation, selon laquelle le processus de reconnaissance du statut de réfugié doit être non contradictoire. Dans bien des cas, il se peut que le conseil de la Commission ne soit même pas appelé à assister aux auditions tenues par l'Office. Lorsque le conseil de la Commission présente une preuve pertinente, celle-ci doit être communiquée au requérant avant l'audition orale.

V. ENQUÊTES

1. Décision de tenir une enquête

Rapport Plaut

Après l'entrevue avec le revendicateur (et une fois remplie la formule de renseignements de base), le rabbin Plaut propose que l'ACR détermine si le revendicateur devrait faire l'objet d'une enquête d'immigration (p. 90).

Committee Response

The Committee has earlier rejected any enforcement role for the Refugee Officer and consequently disagrees with Rabbi Plaut's recommendation that the RO should determine if the claimant should be the subject of an inquiry. The Committee further agrees with the numerous witnesses who noted that the basic data form contains more information than is necessary at that stage.

2. Offences and PunishmentPlaut Report

Article 31 of the Convention prohibits the imposition of penalties against a refugee for illegal entry into a country. Rabbi Plaut therefore recommends that Canada's *Immigration Act* be amended "to prohibit any prosecutions for illegal entry or presence in Canada during the determination process" (p. 161).

Committee Response

Although present policy of the government is not to prosecute refugees for immigration offences pending determination of their claims (for false documents, illegal entry and so on), the *Immigration Act* is silent on the point. The Committee agrees that such an important matter should not rest on a policy decision but should be part of the Act itself.

Amending the *Immigration Act*, however, will not be sufficient. The *Criminal Code* contains provisions (sections 58 and 59) dealing with passport and certificate of citizenship offences that could be used to prosecute refugee claimants. The Committee recommends that these sections be amended as well.

3. Role of RO and CRDBPlaut Report

The Plaut Report suggests that, "The RO, who is trained and knowledgeable in refugee matters, could provide valuable information to CEIC and adjudicators" during an inquiry, especially in determining whether a claimant will appear for immigration removal proceedings. The RB, should be allowed to present its views to an adjudicator for the release of a claimant in detention (p. 81).

Committee Response

As indicated earlier, the Committee believes that the CRDB (including Refugee Officers) should not be directly involved in matters concerning enforcement. Consequently, the Committee does not agree with these recommendations.

4. Adjudication Decision ReviewPlaut Report

Rabbi Plaut suggests that there may be a need to review decisions by adjudicators regarding the detention of refugees. In this context, decisions of adjudicators concerning refugee

Réponse du Comité

Le Comité s'est déjà prononcé contre l'attribution de toute fonction d'application de la loi à l'agent chargé des réfugiés; il rejette par conséquent la recommandation du rabbin Plaut voulant que l'ACR détermine si le(la) requérant(e) devrait faire l'objet d'une enquête d'immigration. Le Comité partage en outre l'avis des nombreux témoins qui ont déclaré que le formulaire de données de base contient plus de renseignements qu'il n'en faut à ce stade.

2. Infractions et peinesRapport Plaut

L'article 31 de la Convention interdit d'imposer des pénalités pour entrée ou présence illégale aux réfugiés qui entrent dans un pays. Le rabbin Plaut recommande donc que la *Loi sur l'immigration* du Canada soit modifiée «pour interdire toute poursuite pour entrée ou présence illégale au Canada durant la procédure de reconnaissance» (p. 193-194).

Réponse du Comité

Bien que le gouvernement ait actuellement pour politique de ne pas poursuivre les réfugié(e)s pour des infractions en matière d'immigration (production de faux documents, entrée illégale, etc.) tant qu'une décision n'a pas été rendue sur leur demande, la *Loi sur l'immigration* ne traite aucunement de cette question. Le Comité convient qu'une question aussi importante ne devrait pas dépendre de la politique de l'État, mais bien être incluse dans la Loi comme telle.

Cependant, la *Loi sur l'immigration* n'est pas la seule qu'il convient de modifier. En effet, le *Code criminel* contient des dispositions (articles 58 et 59) prévoyant des infractions relatives au passeport et au certificat de citoyenneté qui pourraient être invoquées pour poursuivre les revendicateurs. Le Comité recommande que ces articles soient aussi modifiés.

3. Rôle de l'ACR et de l'OfficeRapport Plaut

Le rapport Plaut laisse entendre ce qui suit: «un ACR ayant reçu la formation nécessaire et connaissant les problèmes des réfugiés peut à cet égard fournir des renseignements précieux à la CEIC et aux arbitres» au cours d'une enquête, surtout pour déterminer si un revendicateur comparaitra en cas de poursuites relatives au renvoi. L'OR devrait être autorisé à présenter ses vues à un arbitre pour faire libérer un réclamant détenu (p. 96).

Réponse du Comité

Comme on l'a dit précédemment, le Comité estime que l'Office (y compris les agents chargés des réfugiés) ne doit pas participer directement à l'application de la loi. Par conséquent, le Comité ne souscrit pas à ces recommandations.

4. Réexamen de la décision des arbitresRapport Plaut

Le rabbin Plaut laisse entendre qu'il peut se révéler nécessaire de reconsidérer les décisions des arbitres au sujet de la détention de réfugiés. A cet égard, les décisions prises par les arbitres au sujet des revendicateurs devraient être périodique-

claimants should be discussed periodically by adjudicators, CEIC, ROs and members of the RB (p. 82).

Committee Response

The problems of the detention of refugees and the role of adjudicators must be seen as part of the larger problem with immigration detention generally which the Committee identified in its Fourth Report to Parliament. In particular, the Committee urges that further action be taken on recommendations one and six in that Report.

VI. CLASSIFIED INFORMATION

1. Documentation Division

Plaut Report

Rabbi Plaut proposes that classified information be segregated and accessible to members of the RB, the director of the Documentation Division and the staff of the Division (including legal research counsel) (p. 141).

Committee Response

The Committee does not envisage the need for the Documentation Division to collect classified information on claimants. However, the Committee agrees with this recommendation as it pertains to country-specific classified information.

2. In Hearings

Plaut Report

The Plaut Report notes that although the availability of information to all parties involved in the determination process is essential, classified information does present a special problem. Rabbi Plaut suggests two ways to resolve this problem. First, all sensitive materials should be excluded from the process. Second, members of the RB should be cleared to receive this information and not be permitted to share its source with claimants and their counsel (p. 136). However, the RB could share those elements relevant to their decision so as to provide claimants the opportunity to respond (p. 137).

Committee Response

Since refugee determination hearings will not deal with the issue of exclusion, then the relevance of classified information dealing personally with claimants is diminished. However, in the event that classified country-specific information is used in a hearing, the Committee believes that the source of this information should not be revealed and claimants should be given the opportunity to respond to this information.

VII. SUPPORT

1. Employment Authorizations

ment étudiées par des arbitres, la CEIC, les ACR et les membres de l'OR (p. 97).

Réponse du Comité

Le problème de la détention des réfugié(e)s et du rôle des arbitres doit être considéré comme une partie du problème plus large de la détention des immigrants en général, que le Comité a cerné dans son Quatrième rapport au Parlement. En particulier, le Comité demande instamment que d'autres mesures soient prises pour donner suite aux recommandations n^{os} 1 à 6 de ce rapport.

VI. RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

1. Division de la documentation

Rapport Plaut

Le rabbin Plaut propose que les renseignements confidentiels soient séparés des autres et accessibles aux membres de l'OR, ainsi qu'au directeur et au personnel de la Division de la documentation (y compris aux conseillers en recherches juridiques) (p. 168).

Réponse du Comité

Le Comité ne prévoit pas que la Division de la documentation aura besoin de recueillir des renseignements confidentiels sur les requérant(e)s. Cependant, le Comité souscrit à cette recommandation, dans la mesure où elle porte sur des renseignements confidentiels relatifs à certains pays.

2. Au cours des auditions

Rapport Plaut

Le rapport Plaut fait remarquer que, bien qu'il soit indispensable de fournir des renseignements à toutes les parties en cause dans le processus de reconnaissance du statut de réfugié, les documents confidentiels présentent en fait un problème particulier. Le rabbin Plaut propose deux façons de le régler. Tout d'abord, tous les documents de nature délicate devraient être exclus du processus. Deuxièmement, les membres de l'OR devraient être autorisés à accéder à ces documents, mais sans pouvoir en citer la source ni aux revendicateurs ni à leur conseil (p. 163). Toutefois, l'OR pourrait communiquer les éléments importants pour les décisions, de manière à donner aux revendicateurs la possibilité de répondre aux arguments préjudiciables à la défense de leur cas (p. 163).

Réponse du Comité

Étant donné que l'audition des demandes de reconnaissance du statut de réfugié ne portera pas sur la question de l'exclusion, les renseignements personnels confidentiels sur les requérant(e)s ont moins d'importance. Cependant, si des renseignements confidentiels portant sur un pays en particulier devaient être utilisés au cours d'une audition, le Comité estime que la source des renseignements ne devrait pas être divulguée et que les requérant(e)s devraient pouvoir donner leur propre version des faits.

VII. AIDE AUX RÉFUGIÉS

1. Permis de travail

Plaut Report

The Plaut Report indicates that, at present, only those refugee claimants who have contravened the law and are subject to an inquiry qualify for an employment authorization. Since Rabbi Plaut recommends that all persons have a right to make a refugee claim in Canada (regardless of their immigration status), then they should also have the right to apply for employment authorizations. The sole criterion for receiving an employment authorization should be financial need. Rabbi Plaut supports the use of generic work permits and claimants should be permitted to use Canada Employment Centres (CECs). Claimants should be informed immediately that a medical examination is required before a generic work permit can be issued (p. 145-148).

Committee Response

The Committee agrees with these recommendations.

2. Social AssistancePlaut Report

According to the Plaut Report, "The task of making sure that claimants are provided with the necessities of life is an obligation of the provinces as it is of the federal government and claimants should be assured proper treatment either by an amendment to the Canada Assistance Plan, explicitly prohibiting provincial legislation that discriminates in the payment of assistance on the basis of immigration status, or by means of federal/provincial agreements. . . The same principles should be applied to all other areas of assistance: day-care subsidies, housing . . . and in particular medical assistance. Access to medical treatment is of particular concern because refugees are often seriously traumatized, having suffered physical and/or emotional torture" (p. 147-148).

Committee Response

The Committee agrees that these services should be provided and this should be achieved through a federal-provincial agreement.

3. Student AuthorizationsPlaut Report

Rabbi Plaut recommended that immigration regulations should permit refugee claimants and their families to apply for, and obtain, student authorizations (p. 149).

Committee Response

At the present time there is no provision in the Act or regulations to permit student authorizations to be issued to refugee claimants and their families in Canada. The Committee agrees that this is a serious oversight and agrees with Rabbi Plaut that it should be corrected. The Committee believes that the Act should be amended without delay to permit the necessary regulations to be made. Because a variety of sections of the

Rapport Plaut

Le rapport Plaut indique que, actuellement, parmi les personnes qui demandent le statut de réfugié, seules celles qui ont enfreint la loi et qui font l'objet d'une enquête peuvent demander un permis de travail. Étant donné que le rabbin Plaut recommande que toutes les personnes présentes au Canada aient le droit de faire une demande quel que soit leur statut d'immigration, celles-ci devraient également avoir le droit de demander un permis de travail. Le seul critère pour la délivrance d'un permis de travail devrait être le besoin d'assurer sa subsistance. Le rabbin Plaut est en faveur de l'utilisation de permis de travail types. De plus, selon lui, les personnes qui revendiquent le statut de réfugié devraient pouvoir s'adresser aux Centres d'emploi du Canada (CEC). Les intéressés devraient être immédiatement informés qu'ils doivent passer un examen médical pour obtenir un permis de travail type (p. 172-174).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à ces recommandations.

2. Prestations d'aide socialeRapport Plaut

Selon le rapport Plaut, la tâche d'assurer au revendicateur le minimum vital est une obligation qui appartient à la province aussi bien qu'au gouvernement fédéral. Pour atteindre ce but, nous pouvons soit apporter un amendement au Régime d'assistance sociale du Canada pour interdire expressément aux législations provinciales d'établir des écarts dans le montant sur la base du statut d'immigration, soit conclure des accords [fédéraux provinciaux]. Les mêmes principes devraient être appliqués à tous les autres domaines de l'assistance publique: subsides pour garderies d'enfants, logement, etc., et tout spécialement pour les soins médicaux. Ce dernier point est particulièrement important car de nombreux réfugiés sont gravement traumatisés par les tortures physiques ou psychologiques qu'ils ont dû subir. (p. 176).

Réponse du Comité

Le Comité convient que ces services devraient être offerts et ce, par le biais d'un accord fédéral-provincial.

3. Permis de séjour pour étudiantRapport Plaut

Le rabbin Plaut a recommandé que les règlements en matière d'immigration soient modifiés de manière que les personnes qui revendiquent le statut de réfugié et leur famille soient autorisées à demander et à obtenir des permis de séjour pour étudiant (p. 177).

Réponse du Comité

À l'heure actuelle, il n'existe aucune disposition ni dans la Loi ni dans le Règlement qui permette de délivrer un permis de séjour d'étudiant à ceux qui revendiquent le statut de réfugié et à leurs familles au Canada. Le Comité convient avec le rabbin Plaut qu'il s'agit là d'un grave oubli qui devrait être corrigé. Le Comité estime que la Loi devrait être modifiée sans tarder de façon que l'on puisse prendre les règlements voulus.

Act could be amended to achieve this result, the Committee leaves the choice to the Department as to which method is preferable.

4. Claimant Identification

Plaut Report

Rabbi Plaut recommends that refugee claimants should receive special documentation that would serve to identify claimants as people who qualify for certain privileges. He feels that the document contained in Appendix VI is suitable, providing the title is changed and the box referring to money is removed (p. 150-151).

Committee Response

The Committee agrees with this recommendation.

5. Right to Counsel

Plaut Report

Rabbi Plaut recommends that the Education Division, with the assistance of the UNHCR, should prepare and display, at major ports of entry, a pamphlet which outlines the rights of refugees, Canada's legal processes and practices in relation to refugee claims and a list of local agencies which may provide assistance to refugees (p. 126). He also suggests that it would be "helpful if in the major refugee centres NGOs would pool their resources to establish an information office where the claimant may receive additional advice and assistance and be provided with names of lawyers who practice in the refugee field" (p. 158).

Committee Response

The Committee agrees with this recommendation.

Plaut Report

Rabbi Plaut recommends "that the refugee claimant have the right to counsel as soon as a claim is made, that he/she be advised of this right and that it be enshrined in our legislation" (p. 158).

Committee Response

At present the right to counsel is guaranteed to any person who is the subject of an inquiry (*Immigration Act*, section 30). The Committee feels that it is not necessary or practical to provide individuals with a right to counsel prior to an inquiry. However, in the event that any information taken prior to an inquiry is used against a refugee claimant, then the claimant must be made aware of this information prior to the hearing and be given the opportunity to respond to it.

In order to ensure the availability of counsel at detention reviews, the Committee recommends that the *Immigration Act* should be changed to allow refugee claimants the option to postpone the initial review following the decision to detain for up to 120 hours from the present 48 hours.

Étant donné que diverses dispositions de la Loi pourraient être modifiées pour atteindre ce résultat, le Comité laisse au Ministère le soin de choisir celles qu'il vaudrait mieux réviser.

4. Documents spéciaux pour les réfugiés

Rapport Plaut

Le rabbin Plaut recommande que les personnes qui revendiquent le statut de réfugié soient munies de documents spéciaux qui les identifieraient comme des personnes jouissant de certains privilèges. Selon lui, le document annexé à l'appendice VI conviendrait, à la condition que le titre soit modifié et que la case mentionnant la somme d'argent que possède le revendicateur soit supprimée (p. 178-180).

Réponse du Comité

Le Comité souscrit à cette recommandation.

5. Droit à un conseil

Rapport Plaut

Le rabbin Plaut recommande que la Division de la formation, avec l'aide du HCR, rédige une brochure décrivant les droits des réfugiés et la procédure juridique en vigueur au Canada en ce qui les concerne, et donnant une liste des organismes locaux pouvant les aider. Elle devrait diffuser cette brochure dans les grands points d'entrée (p. 150-151). Il déclare également que «dans les principaux centres de réfugiés, les ONG pourraient mettre leurs ressources en commun pour créer un bureau d'information où les revendications pourraient se renseigner et trouver de l'aide supplémentaire ainsi que des noms d'avocats spécialistes des questions des réfugiés» (p. 190).

Réponse du Comité

Le Comité est d'accord avec cette recommandation.

Rapport Plaut

Le rabbin Plaut recommande «que le revendicateur ait droit à un conseil aussitôt qu'il présente sa demande, qu'il soit averti de l'existence de ce droit et que ce droit soit enchâssé dans notre législation» (p. 189).

Réponse du Comité

A l'heure actuelle, le droit à un conseil est garanti à toute personne qui fait l'objet d'une enquête (article 30 de la *Loi sur l'immigration*). Le Comité estime qu'il n'est pas nécessaire ou pratique d'accorder le droit à un conseil avant la tenue d'une enquête. Toutefois, lorsque tout renseignement recueilli avant une enquête est utilisé contre un revendicateur du statut de réfugié, ce dernier doit être mis au fait de ces renseignements avant l'audition et avoir la possibilité de présenter ses arguments.

Afin d'assurer que les revendicateurs puissent disposer des services d'un conseil au cours d'examen de détention, le Comité recommande que la *Loi sur l'immigration* soit modifiée afin de laisser aux revendicateurs le choix de reporter l'examen initial jusqu'à 120 heures, au lieu de 48 heures, comme c'est le cas actuellement, à la suite de la décision de procéder à leur détention.

Plaut Report

According to Rabbi Plaut legal aid offices in some provinces have been inconsistent in providing counsel to claimants. Rabbi Plaut feels that "at a minimum, discussions should be held with provincial legal aid plan administrators to ensure claimants are not denied (legal aid) certificates" (p. 159).

Committee Response

The Committee agrees with this recommendation.

6. UNHCR ParticipationPlaut Report

UNHCR participation in an advisory capacity has proven to be beneficial in the Canadian context and this should be continued (p. 163). Specifically, Rabbi Plaut recommends:

- "In both Models A and C, when the three-member panel is not unanimous in its rejection, a transcript must be prepared and submitted to the UNHCR representative for review. If the latter considers the majority decision dubious, or even wrong, the panel will reconsider its decision taking into account the objections raised by the UNHCR representative;
- "The panel may also initially decide to hold a decision in abeyance, pending advice from the UNHCR representative on a novel or difficult problem;
- "UNHCR representatives could travel to various centres and act as amici curiae in cases in which the decision-maker so requested or where the UNHCR felt it was important. The representative should be entitled to be present at all hearings, at all levels, at all locations, and be able to voice opinions during the decision-making deliberations" (p. 164).
- "In addition, a UNHCR representative should sit as an ex-officio member in the Documentation Division and work in close cooperation with the Education Division (p. 164).

Committee Response

The Committee disagrees with the first recommendation, since UNHCR participation of this type is not required in the model proposed by the Committee because a decision to reject a claimant must be unanimous. The Committee agrees with the remaining three recommendations with the reservation that any opinions of the UNHCR representatives must be expressed in the presence of the refugee claimant.

7. InterpretationPlaut Report

The Plaut Report expresses a strong view that poor interpretation services can seriously hamper the quality of the determination process. Therefore he suggests the following:

- "interpreters should be required to have completed secondary school according to provincial standards of

Rapport Plaut

Selon le rabbin Plaut, dans certaines provinces, la manière dont les bureaux d'aide juridique assurent des services de conseils aux revendicateurs n'est pas uniforme. Le rabbin Plaut estime que, «au minimum, nous pouvons recommander des discussions avec des administrateurs des régimes d'aide juridique dans les provinces pour que les revendicateurs ne se voient pas refuser de certificats [d'aide juridique]» (p. 191).

Réponse du Comité

Le Comité est d'accord avec cette recommandation.

6. Participation du HCRRapport Plaut

La participation du HCR à titre consultatif est extrêmement satisfaisante dans le contexte canadien et devrait se poursuivre (p. 196). Le rabbin Plaut recommande en particulier ce qui suit:

- "Quand, dans les Modèles A et C, le jury n'est pas unanime à rejeter une revendication, le compte rendu de l'interrogatoire sera présenté pour examen au représentant du HCR. Si celui-ci estime que la décision prise à la majorité est douteuse ou même erronée, le jury reverra la décision en tenant compte des objections soulevées par le représentant du HCR;
- "Le jury peut également au début décider de remettre la décision en attendant l'avis du représentant du HCR sur un problème nouveau ou difficile;
- "Les représentants du HCR pourraient se rendre dans les divers centres et agir en qualité d'intervenants bénévoles dans les cas que le HCR estime importants ou lorsque le décisionnaire le demande. Le représentant devrait avoir le droit d'assister à toutes les auditions, à tous les niveaux, à tous les endroits et d'émettre son opinion durant les délibérations précédant la décision (p. 196-197).
- "De plus, un représentant du HCR devrait siéger à titre de membre d'office du conseil de la Division de la documentation et collaborer étroitement avec la Division de la formation (p. 197).

Réponse du Comité

Le Comité est en désaccord avec la première recommandation; en effet, la participation du HCR à ce titre n'est pas requise dans le modèle qu'il propose, puisque la décision de rejeter une demande doit être prise à l'unanimité. Le Comité approuve les trois recommandations suivantes, sauf que les représentants du HCR ne devraient formuler une opinion qu'en la présence du revendicateur du statut de réfugié.

7. Services d'interprétationRapport Plaut

Le rapport Plaut insiste sur le fait que des services d'interprétation médiocres peuvent gravement nuire à la qualité du processus de reconnaissance du statut de réfugié. On y propose par conséquent ce qui suit:

- "Les interprètes devraient obligatoirement avoir terminé avec succès l'école secondaire conformément aux normes provinciales d'équivalence, car il est peu probable qu'ils

equivalency, for it is unlikely that their vocabulary would be sufficient without such a level of formal education;

—interpreters should not be classified at a low clerical level within the civil service structure, nor should they be required to perform clerical duties as they are at present. It is not surprising that qualified interpreters are not attracted to this position with its low rate of pay and the unskilled clerical duties which must be performed as part of their function.

—there should be formal testing procedures to ensure fluency in English or French and another language;

—there should be formal training programmes to familiarize interpreters with the procedures within which they will function and the special terminology in use;

—the salary levels should be closer to that of the private sector" (p. 160-161).

Committee Response

Although the Committee agrees that interpretation services in refugee hearings need to be improved, it does not feel that it is in a position to make the necessary administrative recommendations to accomplish this. The Committee urges the government to examine the feasibility of each of Rabbi Plaut's suggestions. The Committee also believes that care should be taken to ensure that interpreters are not biased against the best interests of claimants.

VIII. THE BACKLOG

Rabbi Plaut proposes a number of transitional provisions to deal with the refugee claimant backlog. The Committee recognizes the complexity of this issue and intends to address it in a subsequent report.

APPENDIX "A"

List of witnesses who appeared before the Committee on Refugee matters:

WITNESSES	ISSUE	DATE
Augenfeld, Rivka President <i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>	45	10/10/85
Bader, Irene Manager, Mississauga, Ontario Immigration Department of Employment and Immigration	44	09/10/85
Barnard, Kathryn Lawyer (Ottawa)	28	09/05/85
Bélanger, Diane Member <i>La Ligue des droits et libertés</i>	45	10/10/85
Bélanger, Diane Member <i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>	45	10/10/85

posséderaient un vocabulaire suffisant sans avoir atteint ce niveau d'études;

—Les interprètes ne devraient pas être classés dans la hiérarchie administrative inférieure de la Fonction publique ni être astreints à des tâches administratives comme actuellement. Nous ne devons pas être surpris que des interprètes compétents ne soient pas attirés par ces emplois mal rémunérés qui les obligent en outre à exécuter à temps partiel des tâches administratives non spécialisées;

—Le gouvernement devrait instituer des tests officiels pour vérifier si les candidats connaissent parfaitement l'anglais, le français ou une autre langue;

—Des programmes de formation officiels devraient habituer les interprètes à la terminologie spéciale à utiliser et aux procédures propres à leurs fonctions;

—Leurs barèmes [de rémunération] devraient se rapprocher davantage de ceux du secteur privé (p. 192-193).

Réponse du Comité

Le Comité convient que les services d'interprétation offerts au cours des audiences doivent être améliorés, mais il estime ne pas être en mesure de formuler les recommandations administratives nécessaires à cet égard. Il demande avec instance au gouvernement d'étudier la faisabilité de chacune des propositions du rabbin Plaut. Il estime également qu'il faut s'assurer que les interprètes n'ont pas de préjugés allant à l'encontre des intérêts des requérant(e)s.

VIII. L'ARRIÉRE

Le rabbin Plaut propose certaines dispositions provisoires visant à éliminer l'arriéré des demandes de reconnaissance du statut de réfugié. Le Comité reconnaît que cette question est complexe et se propose de l'étudier dans un rapport ultérieur.

APPENDICE «A»

Liste de témoins qui ont comparu devant le Comité au sujet des réfugiés:

TÉMOINS	FASCICULE	DATE
Augenfeld, Rivka président <i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>	45	10/10/85
Bader, Irene gérant, Mississauga, Ontario Immigration Ministère de l'emploi et de l'immigration	44	09/10/85
Barnard, Kathryn avocat (Ottawa)	28	09/05/85
Bélanger, Diane membre <i>La Ligue des droits et libertés</i>	45	10/10/85
Bélanger, Diane membre <i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>	45	10/10/85

Bossin, Michael	40	26/09/85	Bossin, Michael	40	26/09/85
Refugee Co-ordinator			co-ordinateur pour les réfugiés		
Amnesty International			Amnestie internationale		
(Canadian Section-Anglophone)			(section canadienne-anglophone)		
Cram, George	43	08/10/85	Cram, George	43	08/10/85
Member			membre		
Inter-Church Committee for Refugees			Le Comité inter-églises pour les réfugiés		
Durieux, Jean-François	38	24/09/85	Durieux, Jean-François	38	24/09/85
Legal Advisor			conseiller juridique		
United Nations High Commissioner for Refugees			Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés		
Fiorino, Giovanni	45	10/10/85	Fiorino, Giovanni	45	10/10/85
Member			membre		
<i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>			<i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>		
Franklin, J.N.	30	16/05/85	Franklin, J.N.	30	16/05/85
Bangladesh Centre			Centre Bangladesh		
Gagnon, Sylvie	45	10/10/85	Gagnon, Sylvie	45	10/10/85
Co-ordinator			co-ordinatrice		
Immigration Committee			Comité d'immigration		
<i>La Ligue des droits et libertés</i>			<i>La Ligue des droits et libertés</i>		
Girard, Raphaël	44	09/10/85	Girard, Raphaël	44	09/10/85
Director			directeur		
Refugee Affairs, Immigration			Affaires de réfugiés Immigration		
Department of Employment and Immigration			Ministère de l'emploi et de l'immigration		
Goodman, Nancy	42	03/10/85	Goodman, Nancy	42	03/10/85
Member			membre		
Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees			Le Comité permanent des organismes canadiens au service des réfugiés		
Gosal, Mohinder Singh	38	24/09/85	Gosal, Mohinder Singh	38	24/09/85
President			président		
Federation of Sikh Societies of Canada			Fédération des Sociétés Sikhs du Canada		
Greavesande, Derek	28	09/05/85	Greavesande, Derek	28	09/05/85
Green, Mendel	38	24/09/85	Green, Mendel	38	24/09/85
Legal Counsel			conseiller juridique		
Federation of Sikh Societies of Canada			Fédération des Sociétés Sikhs du Canada		
Groos, Charles	44	09/10/85	Groos, Charles	44	09/10/85
Secretary and Legal Counsel			secrétaire et conseiller juridique		
Inland Refugee Society of British Columbia			<i>Inland Refugee Society of British Columbia</i>		
Hadjireza, Ibrahim	28	09/05/85	Hadjireza, Ibrahim	28	09/05/85
Howell, Graham	44	09/10/85	Howell, Graham	44	09/10/85
Director of Operations			directeur des opérations		
Refugee Status Advisory Committee			Le Comité consultatif du statut de réfugié		
Husain, Sayid	30	16/05/85	Husain, Sayid	30	16/05/85
Bangladesh Centre			Centre Bangladesh		
Jackman, Barbara	28	09/05/85	Jackman, Barbara	28	09/05/85
Lawyer (Toronto)			avocat (Toronto)		
Kutz-Harder, Helga	43	08/10/85	Kutz-Harder, Helga	43	08/10/85
Member			membre		
Inter-Church Committee for Refugees			Le Comité inter-églises pour les réfugiés		
Marchand, Mathilde	45	10/10/85	Marchand, Mathilde	45	10/10/85
Secretary			secrétaire		
<i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>			<i>La Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés</i>		

Miller, Nancy E. President/Chairman Inland Refugee Society of British Columbia	44	09/10/85	Miller, Nancy E. président <i>Inland Refugee Society of British Columbia</i>	44	09/10/85
Pacheco, Margarida Legal Counsel to W. Gunther Plaut	41	01/10/85	Pacheco, Margarida conseiller juridique au W. Gunther Plaut	41	01/10/85
Persaud, Mark Member Toronto Refugee Affairs Council	43	08/10/85	Persaud, Mark membre <i>Toronto Refugee Affairs Council</i>	43	08/10/85
Plaut, W. Gunther Author of "Refugee Determination in Canada"	41	01/10/85	Plaut, W. Gunther auteur de «Reconnaissance au Canada du statut de réfugié»	41	01/10/85
Pocock, Nancy Chairperson Toronto Refugee Affairs Council	43	08/10/85	Pocock, Nancy président <i>Toronto Refugee Affairs Council</i>	43	08/10/85
Ptolemy, Kathleen Secretary Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees	42	03/10/85	Ptolemy, Kathleen secrétaire Le Comité permanent des organismes canadiens au service des réfugiés	42	03/10/85
Sadoway, Geraldine Member Standing Conference of Canadian Organizations for Refugees	42	03/10/85	Sadoway, Geraldine membre Le Comité permanent des organismes canadiens au service des réfugiés	42	03/10/85
Schelew, Michael S. Executive Member Responsible for Refugee Affairs Amnesty International (Canadian Section-Anglophone)	40	26/09/85	Schelew, Michael S. membre de l'exécutif chargé des questions relatives aux réfugiés Amnestie internationale (Section canadienne-anglophone)	40	26/09/85
Singh, Gurcharan Member Federation of Sikh Societies of Canada	38	24/09/85	Singh, Gurcharan membre Fédération des Sociétés Sikhs du Canada	38	24/09/85
Singh, Sutantar Federation of Sikh Societies of Canada	30	16/05/85	Singh, Sutantar membre Fédération des Sociétés Sikhs du Canada	30	16/05/85
Stabrun, Oystein Representative in Canada: United Nations High Commissioner for Reguees	38	24/09/85	Stabrun, Oystein représentant au Canada: Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	38	24/09/85
Stern, Joe Chairman Refugee Status Advisory Committee	44	09/10/85	Stern, Joe président Comité consultatif du statut de réfugié	44	09/10/85
Thomas, Stephanie Lawyer Toronto Refugee Affairs Council	43	08/10/85	Thomas, Stephanie avocat <i>Toronto Refugee Affairs Council</i>	43	08/10/85
Van Eek, Arie G. Member Inter-Church Committee for Refugees	43	08/10/85	Van Eek, Arie G. membre Le Comité inter-églises pour les réfugiés	43	08/10/85
Zaifman, Ken Immigration Section Canadian Bar Association	38	24/09/85	Zaifman, Ken Section de l'immigration Association du Barreau canadien	38	24/09/85

Your Committee requests that the Government respond to this report in accordance with Standing Order 70(16).

Votre Comité demande que le gouvernement donne suite au présent rapport, conformément au paragraphe 70(16) du Règlement.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues nos. 28, 30, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45 and 46, which includes this report*) is tabled.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n 28, 30, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45 et 46, qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectfully submitted,

Respectueusement soumis,

Le président,

JIM HAWKES,

Chairman.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, OCTOBER 16, 1985
(57)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 6:17 o'clock p.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Charles Hamelin, Jim Hawkes, Jean-Guy Hudon, John Oostrom and Peter Peterson.

Alternates present: Dan Heap and Lucie Pépin.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. From the Office of Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. From the Office of Jim Hawkes: Steve Harper. From the Office of Jean-Guy Hudon: Lyle Young. From the Department of Employment and Immigration: Raphaël Girard, Head, Legislative Task Force on Refugee Determination; Yvonne Beaupré, Senior Counsel, Immigration, Legal Services; Simon Pérusse, Chief, Québec-Atlantic Region, Adjudication, Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled "Refugee Determination in Canada".

The Committee commenced consideration of its draft report to the House of Commons.

It was agreed,—That the following documents be filed with the Clerk of the Committee as exhibits:

- (a) letter from Jean-François Durieux, Legal Officer, United Nations High Commissioner for Refugees, dated October 7, 1985 concerning a response requested on the role and administrative location of the proposed Refugee Officer (RO) (*Exhibit "TRAV-78"*);
- (b) letter from E. Diane Pask, Associate Professor, the University of Calgary, dated October 1, 1985 and the following attached documents:
 - (i) Comments on Plaut Report by E. Diane Pask and Anne Jayne;
 - (ii) Resettlement of Minor Refugees: Some Interdisciplinary Issues by E. Diane Pask and Anne Jayne; and
 - (iii) Child Protection issues Among the Indo-Chinese Refugees by E. Diane Pask and Anne Jayne. (*Exhibit "TRAV-79"*);
- (c) letter from Charles Groos, Barrister and Solicitor, Legal Services Society of B.C., dated July 18, 1985 concerning the Fourth Report of the Committee on the Detention of Immigrants (*Exhibit "TRAV-80"*); and
- (d) letter from James C. Hathaway, Assistant Professor of Law, York University, dated August 21, 1985 concerning Refugee Determination in Canada (*Exhibit "TRAV-81"*).

At 12:07 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

MONDAY, OCTOBER 21, 1985
(58)

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 16 OCTOBRE 1985
(57)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 18 h 17, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Charles Hamelin, Jim Hawkes, Jean-Guy Hudon, John Oostrom, Peter Peterson.

Substituts présents: Dan Heap, Lucie Pépin.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche. Du bureau de Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. Du bureau de Jim Hawkes: Steve Harper. Du bureau de Jean-Guy Hudon: Lyle Young. Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Raphaël Girard, chef, Groupe d'étude législatif sur la reconnaissance du statut de réfugié; Yvonne Beaupré, avocate, Contentieux; Simon Pérusse, chef, Région Québec-Atlantique, Arbitrage, Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié*.

Le Comité entreprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Il est convenu,—Que les documents suivants soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

- a) Lettre de Jean-François Durieux, juriste, haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, datée du 7 octobre 1985, au sujet d'une réponse exigée quant au rôle et au siège administratif du futur agent préposé aux réfugiés (*Pièce "TRAV-78"*);
- b) lettre de E. Diane Pask, professeur associé, Université de Calgary, datée du 1^{er} octobre 1985, et les documents y joints:
 - (i) Commentaires de E. Diane Pask et d'Anne Jayne sur le rapport Plaut;
 - (ii) «*Resettlement of Minor Refugees: Some Interdisciplinary Issues*», de E. Diane Pask et d'Anne Jayne; et
 - (iii) «*Child Protection issues Among the Indo-Chinese Refugees*», de E. Diane Pask et d'Anne Jayne. (*Pièce "TRAV-79"*);
- c) lettre de Charles Groos, avocat, «*Legal Services Society of B.C.*», datée du 18 juillet 1985, au sujet du quatrième rapport du Comité sur la détention des immigrants (*Pièce "TRAV-80"*); et
- d) lettre de James C. Hathaway, professeur adjoint de droit, université de York, datée du 21 août 1985, au sujet de la reconnaissance au Canada du statut de réfugié (*Pièce "TRAV-81"*).

A 00 h 07, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 21 OCTOBRE 1985
(58)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 6:28 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Charles Hamelin, Jim Hawkes and John Oostrom.

Alternates present: Dan Heap and Bob Pennock.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *From the Office of Jean-Guy Hudon:* Lyle Young. *From the Office of Dan Heap:* Anne John Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada".

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

The Chairman authorized that the document submitted by the Parkdale Community Legal Service Inc. entitled "Response to the Plaut Report on Refugee Determination in Canada" be filed with the Clerk of the Committee as an exhibit. (*Exhibit "TRAV-82"*).

At 9:19 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, OCTOBER 23, 1985
(59)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 6:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Charles Hamelin, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais and Peter Peterson.

Alternates present: David Orlikow and Lucie Pépin.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. *From the Office of Jim Hawkes:* Steve Harper. *From the Office of Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Jean-Guy Hudon:* Lyle Young. *From the Department of Employment and Immigration:* Raphaël Girard, Head, Legislative Task Force on Refugee Determination; Yvonne Beaupré, Senior Counsel, Immigration, Legal Services; Simon Pérusse, Chief, Québec-Atlantic Region, Adjudication, Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada".

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 9:33 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, OCTOBER 29, 1985
(60)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 18 h 28, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Charles Hamelin, Jim Hawkes, John Oostrom.

Substituts présents: Dan Heap, Bob Pennock.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche. *Du bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du bureau de Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *Du bureau de Jean-Guy Hudon:* Lyle Young. *Du bureau de Dan Heap:* Anne John Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié*.

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Le président permet que le document qu'a présenté «Parkdale Community Legal Services Inc.», intitulé «*Response to the Plaut Report on Refugee Determination in Canada*», soit déposé chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce "TRAV-82"*).

A 21 h 19, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 23 OCTOBRE 1985
(59)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 18 h 42, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Charles Hamelin, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, Peter Peterson.

Substituts présents: David Orlikow, Lucie Pépin.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche. *Du bureau de Jim Hawkes:* Steve Harper. *Du bureau de Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *Du bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du bureau de Jean-Guy Hudon:* Lyle Young. *Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* Raphaël Girard, chef, Groupe d'étude législatif sur la reconnaissance du statut de réfugié; Yvonne Beaupré, avocate, Contentieux, Immigration; Simon Pérusse, chef, région Québec-Atlantique, Arbitrage, Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié*.

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

A 21 h 33, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 29 OCTOBRE 1985
(60)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 11:05 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Terry Clifford, Jim Hawkes, Jean-Guy Hudon, Fernand Jourdenais, Frank Oberle and John Oostrom.

Alternates present: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Lucie Pépin, Allan Pietz and Joe Price.

Other Members present: Jean J. Charest and Ricardo Lopez.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. *From the Office of Jim Hawkes:* Steve Harper. *From the Office of Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Jean-Guy Hudon:* Lyle Young.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada".

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

On motion of Terry Clifford, it was agreed,—That the draft report be adopted as the Committee's Fifth Report to the House and that the Chairman be instructed to present it to the House after agreement on the final wording with the representatives of the various parties.

On motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That the Chairman request a comprehensive response to the Fifth Report pursuant to S.O. 70(16).

On motion of John Oostrom, it was agreed,—That the Chairman be authorized to organize a press conference after the Fifth Report has been presented to the House.

On motion of Lucie Pépin, it was agreed,—That the Committee authorize the printing of 500 additional copies of Issue 46 of its Minutes of Proceedings and Evidence containing the Fifth Report to the House.

On motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That an *in camera* meeting be scheduled for Wednesday, October 30, 1985 at 7:00 o'clock p.m. concerning the issue of Refugee Backlog; that departmental officials be invited to attend the meeting; and that the Chairman be empowered to call further meetings, as necessary, during the first week of November so that the Committee can complete its work on this issue by November 8, 1985.

Lucie Pépin moved,—That the Committee hold two (2) meetings before November 21st to discuss last year's student summer employment program and to make recommendations for future student summer employment programs: one meeting would have officials from the Department of Employment and Immigration appear before the Committee; for the other meeting, the Minister of Employment and Immigration would appear before the Committee.

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 11 h 05, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Terry Clifford, Jim Hawkes, Jean-Guy Hudon, Fernand Jourdenais, Frank Oberle, John Oostrom.

Substituts présents: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Lucie Pépin, Allan Pietz, Joe Price.

Autres députés présents: Jean J. Charest, Ricardo Lopez.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche. *Du bureau de Jim Hawkes:* Steve Harper. *Du bureau de Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *Du bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du bureau de Jean-Guy Hudon:* Lyle Young.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié*.

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Sur motion de Terry Clifford, *il est convenu*,—Que le projet de rapport soit adopté à titre de Cinquième rapport du Comité à la Chambre, et que le président reçoive instruction de le présenter à la Chambre après que l'on sera convenu de la formulation définitive dudit rapport avec les représentants des divers partis.

Sur motion de Fernand Jourdenais, *il est convenu*,—Que, aux termes de l'article 70(16) du Règlement, le président demande une réponse globale au Cinquième rapport.

Sur motion de John Oostrom, *il est convenu*,—Que le président soit autorisé à organiser une conférence de presse après la présentation du Cinquième rapport à la Chambre.

Sur motion de Lucie Pépin, *il est convenu*,—Que le Comité autorise l'impression de 500 exemplaires additionnels du fascicule n° 46 des Procès-verbaux et témoignages contenus dans le Cinquième rapport à la Chambre.

Sur motion de Fernand Jourdenais, *il est convenu*,—Qu'une séance à huis clos soit prévue pour le mercredi 30 octobre 1985, à 19 heures, pour y discuter de la question de l'arriéré de revendications relatives au statut de réfugié; que les hauts fonctionnaires du Ministère soient invités à ladite séance; et que le président soit autorisé à convoquer d'autres réunions, au besoin, au cours de la première semaine de novembre, pour permettre au Comité de mener à terme ses travaux sur cette question d'ici le 8 novembre 1985.

Lucie Pépin propose,—Que le Comité tienne deux (2) réunions avant le 21 novembre 1985 pour y discuter du programme d'emploi d'été des étudiants de l'année dernière et faire des recommandations en prévision des futurs programmes d'emploi d'été des étudiants: des fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration comparaitraient devant le Comité lors de la première réunion; et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration comparaitrait devant le Comité lors de la seconde réunion.

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 3; Nays: 1.

The Chairman authorized that the following documents be filed with the Clerk of the Committee as exhibits:

- (a) the letter from Mr. Tsui Lan Chan, Member of *Concerned Parents*, dated September 10, 1985 relating to the subject of family reunification (*Exhibit "TRAV-83"*);
- (b) the article submitted by Raphaël Girard, Director of the Refugee Determination Task Force, entitled: *Refugees: A Never-Ending Story* written by W.R. Smyser (*Exhibit "TRAV-84"*); and
- (c) the paper by David Matas entitled: *Fairness in Refugee Determination* dated August 19, 1985 (*Exhibit "TRAV-85"*).

At 11:15 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, OCTOBER 30, 1985
(61)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 7:17 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, Carole Jacques, Fernand Jourdenais and Peter Peterson.

Alternates present: Pauline Browes and Dan Heap.

Other Member present: Clément M. Côté.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. From the Office of Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. From the Office of Jim Hawkes: Steve Harper. From the Office of Jean-Guy Hudon: Lyle Young. From the Department of Employment and Immigration: Raphaël Girard, Head, Legislative Task Force on Refugee Determination; Meyer Burstein, Director, Data Analysis and Forecasts Directorate, Immigration; Irene Bader, Manager, Mississauga Enforcement, Immigration. From the Office of the Minister of State for Immigration: Dennison Moore, Senior Policy Advisor.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada" (*See Minutes of Proceedings of Tuesday, September 24, 1985, Issue No. 38*) and commenced consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Department of Employment and Immigration and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985. (Sessional Paper No. 331-1/8A).

The Committee commenced consideration of a draft report to the House of Commons.

The Chairman authorized that the document presented by Lucie Pépin entitled: "The Liberal Party's Views on the New Refugee Status Determination Process: A Response to the Plaut Report", dated October 23, 1985 be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit "TRAV-86"*).

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée par vote à main levée comme suit: Pour: 3; Contre: 1.

Le président permet que les documents suivants soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

- a) Lettre de M. Tsui Lan Chan, membre de «*Concerned Parents*», datée du 10 septembre 1985, portant sur la question de la réunification des familles (*Pièce «TRAV-83»*);
- b) l'article qu'a présenté Raphaël Girard, directeur du Groupe d'étude sur la reconnaissance du statut de réfugié, intitulé «*Refugee: À Never-Ending Story*», rédigé par W.R. Smyser (*Pièce «TRAV-84»*); et
- c) le document rédigé par David Matas, intitulé «*Fairness in Refugee Determination*», daté du 19 août 1985 (*Pièce «TRAV-85»*).

A 11 h 15, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 30 OCTOBRE 1985
(61)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 19 h 17, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, Carole Jacques, Fernand Jourdenais, Peter Peterson.

Substituts présents: Pauline Browes, Dan Heap.

Autre député présent: Clément M. Côté.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche. Du bureau de Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. Du bureau de Jim Hawkes: Steve Harper. Du bureau de Jean-Guy Hudon: Lyle Young. Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Raphaël Girard, chef, Groupe d'étude législatif sur la reconnaissance du statut de réfugié; Meyer Burstein, directeur, division de prévisions et de l'analyse des données, Immigration; Irene Bader, directrice, bureau de Mississauga, Immigration. Du bureau du ministre d'État à l'Immigration: Dennison Moore, conseiller principal en matière de politique.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié* (voir *Procès-verbaux du mardi 24 septembre 1985, fascicule n° 38*), ainsi que l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au rapport portant sur les activités du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, et celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985. (Document parlementaire n° 331-1/8A.)

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Le président permet que le document qu'a présenté Lucie Pépin, intitulé «*The Liberal Party's Views on the New Refugee Status Determination Process: A Response to the Plaut Report*», daté du 23 octobre 1985, soit déposé chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce «TRAV-86»*).

At 10:44 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, NOVEMBER 5, 1985
(62)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 6:47 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais and John Oostrom.

Alternates present: Dan Heap, Jean Lapierre and Lucie Pépin.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. Anne-Marie Smart, Committee Research Officer. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Jean-Guy Hudon:* Lyle Young. *From the Department of Employment and Immigration:* Raphaël Girard, Head, Legislative Task Force on Refugee Determination; Irene Bader, Manager, Mississauga Enforcement, Immigration. *From the Office of the Minister of State for Immigration:* Dennison Moore, Senior Policy Advisor.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada" (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, September 24, 1985, Issue No. 38*) and its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

The Chairman authorized that the following be printed as appendices to this day's Minutes of Proceedings and Evidence:

- (a) the document presented by Lucie Pépin entitled: "*Les Réserves du Parti Libéral*" (*See Appendix "TRAV-10"*); and
- (b) the document presented by Dan Heap entitled: *Dissenting Statement on the Fifth Report of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration*. (*See Appendix "TRAV-11"*).

The Chairman announced that pursuant to the Order of the Committee on September 26, 1985, he has received the concurrence of the members of the Sub-committee on Agenda and Procedure to contract the research services of Anne-Marie Smart and Louise Thibault for the period of November 5, 1985 to December 31, 1985, in order to assist the Committee in its consideration of the reports permanently referred to it pursuant to Standing Order 47(4).

A 22 h 44, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 5 NOVEMBRE 1985
(62)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 18 h 47, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom.

Substituts présents: Dan Heap, Jean Lapierre, Lucie Pépin.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Margaret Young, attachés de recherche. Anne-Marie Smart, attachée de recherche du Comité. *Du bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du bureau de Jean-Guy Hudon:* Lyle Young. *Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* Raphaël Girard, chef, Groupe d'étude législatif sur la reconnaissance du statut de réfugié; Irene Bader, directrice, bureau de Mississauga, Immigration. *Du bureau du ministre d'État à l'Immigration:* Dennison Moore, conseiller principal en matière de politique.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié* (*voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 24 septembre 1985, fascicule n° 38*); ainsi que l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au rapport portant sur les activités du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 (*voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Le président permet que les documents suivants figure en appendice aux Procès-verbaux et témoignages de ce jour:

- a) le document qu'a présenté Lucie Pépin, intitulé *Les réserves du parti libéral* (*voir appendice "TRAV-10"*); et
- b) le document qu'a présenté Dan Heap, intitulé *Dissenting Statement on the Fifth Report of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration*. (*Voir appendice "TRAV-11"*).

Le président annonce qu'aux termes de l'ordre du Comité en date du 26 septembre 1985, les membres du Sous-comité du programme et de la procédure l'autorise à retenir les services d'Anne-Marie Smart et de Louise Thibault, pour la période allant du 5 novembre au 31 décembre 1985, lesquelles aideront le Comité dans son étude des rapports qui lui sont acheminés en permanence, conformément à l'article 47(4) du Règlement.

At 8 13 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of
the Chair.

A 20 h 13, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation
du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

APPENDIX "TRAV-10"

THE LIBERAL PARTY RESERVATIONS
ABOUT THE FIFTH REPORT ON THE STANDING COMMITTEE
ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATION
NOVEMBER 7, 1985

1- The proposed model

The Liberal Party's principal reservation to the fifth report of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration concerns the Refugee Status Determination Process model. According to the Liberal Party, this model is ambiguous, particularly in respect to the procedure that would permit a claimant to present additional information for reconsideration after a refusal of the refugee status by the Convention Refugee Determination Board.

The fact that we can only appeal to the Federal Court will, in all probability, prevent claimants from having their rights fully respected.

The Liberal Party would have considered the model to be much more acceptable if it had included a body that would permit cases to be reviewed and then sent back to the Convention Refugee Determination Board before their forwarding to the Federal Court. This body would be composed of,

amongst others, members of United Nations High Commission for Refugees.

The Committee on Labour, Employment and Immigration considered that an appeal to this type of body before an appeal to the Federal Court would be too burdensome and, therefore, opted for a shorter, cheaper procedure.

Although the Liberal Party considers that the proposed model is a definite improvement compared to Rabbi Plaut's model A, we believe that an additional level of appeal would further insure the respect of the claimants' rights.

2-Counsel

The Committee feels that it is not necessary or practical to provide individuals with a right to counsel prior to an inquiry (Section VII. Support, 5. Right to Counsel).

Concerning the practical aspect of the matter, the Liberal Party would like to outline the fact that in Montreal, (Mirabel), social counsellors are working from 9:00 a.m. to 5:00 p.m. welcoming and assisting people who intend to make a refugee status claim. These counsellors are working under the direction of the "Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM)".

If social counsellors were made available at all times, it would be enough to satisfy Rabbi Plaut's recommendation "that the refugee claimant have the right to counsel as soon as a claim is made, that he/she be advised of this right and that it be enshrined in our legislation".

The Liberal Party firmly believes that it is necessary to give the right to counsel to all those who enter Canada through the various ports of entry. Because some information collected prior to the enquiry can be used against the claimant, it would be fairer to insure the right to counsel before this inquiry.

For more information, please contact Anne-Marie Gingras at 992-8585.

APPENDIX "TRAV-11"

DAN HEAP, M.P.

Spadina

HOUSE OF COMMONS
CANADAToronto office
323 College Street
416) 967-3729
M5T 1S2Ottawa office
House of Commons
(613) 992-5685
K1A 0A6

November 7, 1985

DISSENTING STATEMENTON THE FIFTH REPORT OF THESTANDING COMMITTEE ON LABOUR, EMPLOYMENT AND IMMIGRATIONDAN HEAP, M.P., SPADINA

Although much of this report is good, I find two serious flaws in it. The pressure of Committee work, on all members, was such that we could not find time to resolve these points. Because of these two flaws I dissent from the report, as follows:

1. The Appeal System

On Pages 13 - 14 (English), the Committee disposes in one paragraph of the refugee claimant's right to appeal. It recommends an appeal, with leave, "on broad grounds," to the Federal Court of Appeal. This will not work.

All the witnesses before the Committee asked for a stronger appeal system. Remember the Supreme Court's warning, in its April 4 decision on the Singh case, that a mistaken judgement may cost a person's liberty or life.

In particular the Inter-Church Committee for Refugees, in a brief to the Minister of Employment & Immigration on September 28, 1985, asked that the appeal body have a mandate:

- * to receive new factual evidence,
- * to re-assess the credibility of the claimant by examining him, and
- * to allow a representative of the United Nations High Commissioner for Refugees to offer opinions and advice.

The Federal Court of Appeal is by law barred from doing any of this.

Maybe that is why Mr. Justice Mahoney, of the Federal Court of Appeal, said at the Hart House Colloquium in February 1982 that the Court is not an appropriate body to deal with refugee matters.

Therefore I recommend that we set up a special appeals branch of the Convention Refugee Determination Board. A claimant who asks to appeal would have the written record of his case read by one member of the branch who would decide whether the claim is "manifestly unfounded" and if so deny leave to appeal. If leave were not so denied, the case would be heard by an appeals panel with a mandate to hear and examine the claimant afresh, hear and examine other witnesses, and invite the opinions and advice of the UNHCR representative.

2. Right to Counsel

Many witnesses told us how genuine refugees' cases have been prejudiced because they were denied the right to have a lawyer or other counsel at the first examination.

A refugee arrives, scared from previous persecution, often not knowing our languages and laws, and is quizzed alone by a uniformed Enforcement Officer trained to discover reasons to keep people out. This contradicts the whole thrust of our report, which is to separate determination of refugee status from immigration procedures.

Furthermore many witnesses told the Committee, and the Sub-Committee on Immigration Detention, how some refugees, without right of counsel, have been unjustly detained and sometimes unjustly treated in detention.

The Supreme Court, in deciding that refugee claimants must have an oral hearing, implied that everyone physically in Canada has certain rights under the Charter. I believe, with most witnesses before the Committee, that right of counsel is one of these, and that evidence taken without counsel ought to be excluded from decision-making. To wait years more for the Supreme Court to verify this is surely an unreasonable waste of human suffering and taxpayers' money.

Therefore I recommend, with Rabbi Plaut, "that the refugee claimant have the right to counsel as soon as a claim is made, that he/she be advised of this right and that it be enshrined in our legislation." (p. 158, Refugee Determination in Canada).

I strongly regret that the many beneficial recommendations of the Committee's Report may be of no help to a refugee if we deny him/her the right to a strong appeal and the right to counsel from the beginning.

Therefore I oppose this report as a whole, and urge the public to persuade the Minister to correct these flaws.

APPENDICE "TRAV-10"

LES RÉSERVES DU PARTI LIBÉRAL
FACE AU CINQUIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION
7 NOVEMBRE 1985

1- Le modèle proposé

La principale réserve du Parti libéral en ce qui concerne le cinquième rapport du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration concerne le modèle du processus de reconnaissance du statut de réfugié. Le Parti libéral considère que ce modèle est flou, particulièrement en ce qui a trait au mécanisme permettant de tenir compte d'un changement de circonstances après le refus du statut de réfugié à l'Office de reconnaissance de statut de réfugié au sens de la Convention.

Le fait qu'il n'y ait pas d'appel ailleurs qu'à la Cour fédérale va probablement empêcher les requérant(e)s de faire valoir pleinement leurs droits.

Si on avait retrouvé dans le modèle un organisme permettant la revue des cas et leur renvoi à l'Office de reconnaissance

des réfugiés au sens de la Convention, cela nous aurait paru beaucoup plus acceptable. L'organisme auquel nous pensons aurait été composé, entre autres, de membres du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Le Comité du travail, de l'emploi et de l'immigration a considéré qu'un appel avant le Cour fédérale était trop onéreux et a donc choisi un processus à rabais.

Bien que le Parti libéral considère que le modèle proposé constitue une amélioration par rapport au modèle A du rabbin Plaut, il croit qu'un niveau d'appel avant la Cour fédérale aurait davantage permis aux requérant(e)s de défendre leurs droits.

2- Le Conseil

Le Comité affirme qu'il n'est pas nécessaire ou pratique d'accorder le droit à un conseil avant la tenue d'une enquête (Section VII Aide aux réfugié(e)s, 5 Droit à un conseil).

En ce qui a trait à l'aspect pratique des choses, le Parti libéral veut souligner qu'à Montréal (Mirabel), des

conseiller(e)s sociaux(ales) sont sur place cinq jours par semaine, de 9:00 à 17:00 hres, pour accueillir et renseigner les personnes qui désirent faire une demande de statut de réfugié. Ces conseiller(e)s sociaux(ales) sont rattachées au Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM).

Il suffirait de rendre ces conseiller(e)s disponibles en tout temps pour satisfaire la recommandation du rabbin Plaut voulant "que le revendicateur du statut de réfugié ait droit

à un conseil aussitôt qu'il présente sa demande, qu'il soit averti de l'existence de ce droit que ce droit soit enchâssé dans notre législation".

En ce qui a trait à la nécessité d'accorder le droit au conseil aux personnes qui se présentent à différents points d'entrée au Canada, le Parti libéral y croit fermement. Puisque des informations recueillies avant l'enquête peuvent être utilisées contre le(la) requérant(e), il serait plus juste d'assurer le droit au conseil avant cette enquête.

Pour plus d'informations, contactez Anne-Marie Gingras au 992-8585.

APPENDICE «TRAV-11»

DAN HEAP, DÉPUTÉ
Spadina

CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

Bureau du Toronto
823, rue College
(416) 967-3729
M5T 1S2

Bureau d'Ottawa
Chambre des Communes
(613) 992-5685
K1A 0A6

Le 7 novembre 1985

OPINION DIVERGENTE
CONCERNANT LE CINQUIEME RAPPORT DU COMITE PERMANENT
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION
DAN HEAP, DEPUTE DE SPADINA

Bien que je considère ce rapport excellent dans son ensemble, il comporte deux graves lacunes à mon avis. Tous les députés qui ont participé aux travaux du Comité ont été tellement débordés qu'ils n'ont pas eu le temps de résoudre ces deux problèmes. À cause de ces lacunes, j'ai certaines réserves à l'égard du rapport, pour ce qui est des aspects suivants:

1. Le système d'appel

Le Comité liquide en un paragraphe (page 16 de la version française) la question du droit d'appel d'une personne qui revendique le statut de réfugié. Le Comité recommande que l'intéressé puisse en appeler d'une décision devant la Cour d'appel fédérale, avec l'autorisation de cette dernière, et que «les moyens d'appel soient larges». Ce système ne peut fonctionner.

Tous les témoins qui ont comparu devant le Comité ont indiqué qu'il était important d'avoir une véritable possibilité d'appel. À ce sujet, il convient de se rappeler la mise en garde que la Cour suprême a faite dans une décision qu'elle a rendue le 4 avril au sujet de l'affaire Singh: la Cour a indiqué qu'un mauvais jugement pouvait coûter la vie ou la liberté à quelqu'un.

Dans un mémoire qu'il a remis au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le 28 septembre 1985, le Comité Inter-Églises pour les réfugiés a demandé que l'organisme d'appel puisse:

- * recevoir de nouvelles preuves factuelles;
- * réévaluer la crédibilité du demandeur en l'interrogeant; et

- permettre à un représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) de faire part de ses opinions et conseils.

La Cour d'appel fédérale ne peut toutefois rien faire de cela aux termes de la loi.

C'est peut-être ce qui a amené le juge Mahoney de la Cour d'appel fédérale à dire, lors du colloque de Hart House qui a eu lieu en février 1982, que la Cour n'était pas compétente pour régler les affaires des réfugiés.

Par conséquent, je recommande que nous établissions une section spéciale des appels au sein de l'Office de reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention. Un demandeur qui voudrait interjeter appel verrait son dossier lu par un membre de la section, qui déciderait si la demande est manifestement non fondée et qui, en pareil cas, refuserait l'appel. Par contre, si l'appel était autorisé, la cause serait entendue par un jury habilité à entendre et à interroger à nouveau le demandeur ainsi que d'autres témoins, et à demander l'opinion et les conseils d'un représentant du HCNUR.

2. Le droit un conseil

De nombreux témoins nous ont expliqué comment de véritables réfugiés avaient été lésés parce qu'ils s'étaient vu refuser le droit de recourir aux services d'un avocat ou d'un autre conseil lors du premier interrogatoire.

À son arrivée, le réfugié est terrifié à cause des persécutions dont il a été victime antérieurement; souvent, il ne connaît pas nos langues officielles ni nos lois et il se retrouve seul avec un agent en uniforme qui l'interroge et qui, à cause de sa formation, est entraîné à trouver des motifs de refus. Cette façon de procéder est tout à fait en contradiction avec l'objectif de notre rapport, qui vise à s parer des proc dures d immigration la reconnaissance du statut de refugi .

En outre, de nombreux témoins ont indiqué au Comité et au Sous-comité de la détention des immigrants comment certains réfugiés, privés de leur droit à un conseil, avaient été injustement détenus et parfois injustement traités durant leur détention.

En décidant que ceux qui demandent le statut de réfugié doivent avoir une audition orale, la Cour suprême a laissé entendre que toute personne qui se trouve physiquement au Canada a certains droits aux termes de la Charte. Comme la plupart des témoins qui ont comparu devant le Comité, je pense que le droit à un conseil est l'un d'entre eux et que les preuves présentées en l'absence d'un conseil ne devraient pas être retenues au moment de la prise de décision. Par ailleurs, si on attend encore des années une confirmation de la Cour suprême à ce sujet, on permettra à coup sur des souffrances inutiles et un gaspillage inadmissible des deniers publics.

Aussi, comme le rabbin Plaut, je recommande «que le revendicateur ait droit à un conseil aussitôt qu'il présente sa demande, qu'il soit averti de l'existence de ce droit et que ce droit soit enchâssé dans notre législation» (p. 189, Reconnaissance au Canada du statut de réfugié).

Je crains que bon nombre des excellentes recommandations contenues dans le rapport du Comité ne soient d'aucune utilité au réfugié si nous lui refusons en partant un mécanisme d'appel véritable et le droit à un conseil.

Par conséquent, je m'oppose à ce rapport dans son ensemble et j'exhorte le public à convaincre le Ministre de prendre les correctifs qui s'imposent.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 47

Monday, November 18, 1985

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 47

Le lundi 18 novembre 1985

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1985-86: Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION;
and
Annual Report 1984-85, of the Department of Employment and Immigration and Canada Employment and Immigration Commission—STUDENT SUMMER EMPLOYMENT PROGRAM

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaires (B) 1985-1986: crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION;
et
Rapport annuel 1984-1985 du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration—INITIATIVES D'EMPLOIS D'ÉTÉ DES ÉTUDIANTS

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Terry Clifford
Sheila Copps
Vincent Dantzer
Charles Hamelin
Jean-Guy Hudon
Carole Jacques
Howard McCurdy
Lorne Nystrom
Frank Oberle
John Ostrom
Peter Peterson
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pauline Browes
Roger Clinch
Jim Edwards
Dan Heap
Jean Lapierre
W. Paul McCrossan
Bob Pennock
Lucie Pépin
Allan Pietz
André Plourde
Joe Price
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 70(6)(b)

On Friday, November 15, 1985:

John Parry replaced Rod Murphy;

Howard McCurdy replaced John Parry.

Conformément à l'article 70(6)b) du Règlement

Le vendredi 15 novembre 1985:

John Parry remplace Rod Murphy;

Howard McCurdy remplace John Parry.



ORDER OF REFERENCE

Wednesday, November 6, 1985

ORDERED,—That Employment and Immigration Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b and

That Labour Votes 1b, 5b, 10b, 15b and L25b for the fiscal year ending March 31, 1986, be referred to the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le mercredi 6 novembre 1985

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b, Emploi et Immigration; et

Que les crédits 1b, 5b, 10b, 15b et L25b, Travail, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986, soient déferés au Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

ATTESTÉ

pour Le Greffier de la Chambre des communes

MICHAEL B. KIRBY

for The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, NOVEMBER 18, 1985
(63)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:43 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Sheila Copps, Jim Hawkes, Howard McCurdy, Lorne Nystrom, John Oostrom and Andrew Witer.

Alternate present: Jim Edwards.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, Research Officer. Anne-Marie Smart, Committee Researcher.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Gaétan Lussier, Deputy Minister; Hallam Johnston, Director General, Employment Development Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Department of Employment and Immigration and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 46*); and

The Order of Reference dated Wednesday, November 6, 1985, in relation to the Supplementary Estimates (B) 1985-86 being read as follows:

ORDERED,—That Employment and Immigration Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b and

That Labour Votes 1b, 5b, 10b, 15b and L25b for the fiscal year ending March 31, 1986, be referred to the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration.

The Chairman called Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under **EMPLOYMENT AND IMMIGRATION**.

Gaétan Lussier made a statement and with Hallam Johnston, answered questions.

At 11:04 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 18 NOVEMBRE 1985
(63)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, ce jour à 9 h 43, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Sheila Copps, Jim Hawkes, Howard McCurdy, Lorne Nystrom, John Oostrom, Andrew Witer.

Substitut présent: Jim Edwards.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche. Anne-Marie Smart, chargée de recherche affectée au Comité.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Gaétan Lussier, sous-ministre; Hallam Johnston, directeur général, direction générale du développement de l'emploi.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au rapport annuel portant sur les activités du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 46*); et

L'ordre de renvoi du mercredi 6 novembre 1985 relatif au Budget des dépenses supplémentaire (B) de 1985-1986, dont lecture est donnée en ces termes:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b, Emploi et Immigration; et

Que les crédits 1b, 5b, 10b, 15b et L25b, Travail, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986, soient déferés au Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

Le président met en délibération les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b inscrits sous la rubrique **EMPLOI ET IMMIGRATION**.

Gaétan Lussier fait une déclaration, puis lui-même et Hallam Johnston répondent aux questions.

A 11 h 04, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Monday, November 18, 1985

• 0942

The Chairman: I call the meeting to order. We have five members in attendance. We are here today to discuss Supplementary Estimates B for 1985-86, Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Corporate and Special Services Program

Vote 5b—Program Expenditures—.....\$2,203,000

Employment and Insurance

Vote 10b—Operating Expenditures—.....\$49,254,000

Vote 15b—The Grants listed in the Estimates..\$469,841,000

Immigration Program

Vote 20b—Operating Expenditures\$4,425,000

Vote 25b—Contributions.....\$500,000

The Chairman: We will also discuss the Annual Report 1984-85 of the Department of Employment and Immigration Canada and the Canada Employment and Immigration Commission for the Student Summer Employment Program.

The clerk has prepared for members two packages of material. The one labelled "Exhibits Filed with Committee re Challenge '85" is all of the documentation related to the program that has been filed as an exhibit before committee, and it is fully translated. The other package of material is the initial press announcement of April 19, 1985, and a collection of newspaper material available in the clerk's office relevant to the program, plus the press releases.

Sheila Copps.

Ms Copps: I have a point of order which I would like to get on the record on behalf of my colleague, the critic for Employment and Immigration, who is a member of the steering committee. He was not informed of this meeting or certainly was not part of the consultation process. Given that it is the first meeting on the first morning after the break, I think, from the Liberal perspective, more effort could have been given to consult all parties, given our small numbers. I just wanted to make this point because Mr. Allmand very much wanted to be here. He is very interested in the results or lack thereof from the Challenge '85 program and, unfortunately, does not have a chance to participate in the questioning.

The Chairman: Ms Copps, I thank you for your intervention. I think the record should also show that the holding of the meetings this week was a requirement of the committee done by a motion, moved by Madam Pépin. It did not go through steering committee and was not a recommendation of the steering committee. I instructed the clerk to follow the motion and to set up the meetings this week.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le lundi 18 novembre 1985

Le président: Je déclare la séance ouverte, sept membres du Comité sont présents. Nous nous réunissons aujourd'hui pour étudier les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b du Budget supplémentaire (B).

EMPLOI ET IMMIGRATION

Services généraux et spéciaux

Crédit 5b—Dépenses du programme\$2,203,000

Emploi et assurance

Crédit 10b—Dépenses de fonctionnement\$49,254,000

Crédit 15b—Subventions inscrites au budget....\$469,841,000

Programme d'immigration

Crédit 20b—Dépenses de fonctionnement\$4,425,000

Crédit 25b—Contributions.....\$500,000

Le président: Nous allons également discuter du rapport annuel 1984-1985 du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour le programme d'initiatives d'emplois d'été des étudiants.

Le greffier a préparé deux séries de documents. La première sous la rubrique *Pièces d'information déposée devant le Comité concernant Défi 85*, comprend toute la documentation concernant le programme. Tout est traduit. L'autre série de documents comprend les communiqués du 19 avril 1985 et divers articles de presse disponibles au bureau du greffier relativement au programme, en plus des communiqués de presse.

Sheila Copps.

Mme Copps: J'invoque le Règlement et je désire prendre la parole publiquement au nom de mon collègue, le critique de l'Emploi et de l'Immigration qui est membre du Comité directeur. On ne l'a pas informé de cette réunion ou du moins on ne l'a pas consulté. Étant donné qu'il s'agit ce matin de la première réunion après le congé, je crois exprimer le point de vue des Libéraux en disant qu'on aurait dû faire plus d'efforts pour consulter tous les partis, étant donné que nous sommes en petit nombre. Je tenais à le souligner car M. Allmand aurait certainement voulu assister à cette réunion. Il s'intéresse beaucoup aux résultats, ou à l'absence de résultats, du programme Défi 85 et malheureusement, il n'a pas ce matin l'occasion de participer au débat.

Le président: Je vous remercie de votre intervention, madame Copps. Je dois souligner également aux fins du compte rendu que la réunion de cette semaine fait suite à une motion présentée par M^{me} Pépin. Cette réunion n'a pas été décidée au Comité directeur ni recommandée par lui. J'ai demandé au greffier de donner suite à la motion et de prévoir les réunions de cette semaine.

[Text]

Ms Copps: This week is a very long process. I think it would have been quite simple for the steering committee members to get together and to agree on a mutual time for all three.

The Chairman: Ms Copps, you do not serve on the steering committee. I can assure you that it is not very easy to get members committed.

Ms Copps: I am passing this along from a member of the steering committee who is very upset that the meeting is being held this morning. He cannot attend and he is the critic. I just want this to be part of the record. This week is five days and he is going to be here today. He could not be here this morning, so he just wanted it to be noted for the record.

The Chairman: Ms Copps, I also want the record to show that some month or month and a half ago, when parliamentary reform came in, the block schedule was handed out. The clerk has adhered to the block schedule in terms of this week. All members have known about the block schedule for quite some time. In addition to that, as soon as the meetings could be arranged—and they were pivotal in the Minister's timetable—notice was sent out some 10 days ago. Your chairman was called at about 6 p.m. last Wednesday, some five or six days after the notice arrived in members' offices, with the first indication this was a problem. I think in the absence...

• 0945

Ms Copps: If you insist on pursuing the point, I want the point to show that this block system is going to work with the co-operation of all three parties. The chairman is quite aware of the limitations of the members in opposition and if he proceeds in carrying on with his own schedule at his own scheduled time, then he will cease to have the co-operation of the opposition members.

The Chairman: Thank you for your interjection, Ms Copps. In the absence of planning through the steering committee, your chairman will continue to use the block schedule because that is the system agreed to by three House Leaders. If indeed...

Ms Copps: What is the purpose of the steering committee?

The Chairman: The steering committee makes recommendations to the main committee about agenda and schedule.

Ms Copps: That is right.

The Chairman: This was a motion moved by a member of your party which bound the committee...

Ms Copps: To meet this week.

The Chairman: —to meet this week with the Minister, and at least twice with officials, if at all possible. We have arranged that, and in the absence of sufficient planning time because of the suddenness of the motion, we simply went with the block schedule because members have knowledge of the block.

[Translation]

Mme Copps: La semaine ne fait que commencer, il aurait été plus simple, à mon avis, de convoquer les membres du Comité directeur pour convenir d'une période appropriée pour les trois partis.

Le président: Madame Copps, vous ne siégez pas au Comité directeur. Je peux vous assurer qu'il n'est pas toujours très facile de tenir un engagement de la part des membres.

Mme Copps: Je vais transmettre cette remarque au membre du Comité directeur qui était très déçu de ne pouvoir assister ce matin. Il était également critique pour ce comité. Je voulais le souligner publiquement. La semaine comprend cinq jours et le député sera de retour aujourd'hui. Il ne pouvait pas être ici ce matin, par conséquent il voulait qu'on sache qu'il est déçu.

Le président: Madame Copps, je voudrais également souligner qu'il y a un mois ou un mois et demi, lorsque la réforme parlementaire a été adoptée, les groupes de séance ont été fixés. Le greffier a respecté les groupes établis pour cette semaine. Tous les membres du Comité connaissent ce système qui fonctionne depuis quelque temps déjà. De plus, dès que les réunions ont été décidées—en tenant compte de l'emploi du temps du Ministre, on a envoyé des convocations il y a 10 jours. On a téléphoné au président vers 18 heures mercredi dernier, cinq ou six jours après réception, de ces convocations par les députés, pour l'avertir qu'il y avait quelques difficultés. Je crois qu'en l'absence...

Mme Copps: Si vous voulez poursuivre la question, je vous dirai que le système des groupes établis fonctionnera si on obtient la collaboration des trois partis. Le président sait très bien que les députés de l'Opposition sont peu nombreux, et s'il veut fixer son propre emploi du temps, comme cela lui convient, il cessera d'obtenir la collaboration des députés de l'Opposition.

Le président: Je vous remercie de votre intervention, madame Copps. Comme il n'y a pas eu de planification au Comité directeur, et le président a dû s'en tenir aux groupes établis que les trois *leaders* de la Chambre ont acceptés. Si en réalité...

Mme Copps: Quel est le but du Comité directeur?

Le président: Le Comité directeur présente des recommandations au Comité permanent au sujet de l'ordre du jour et de l'horaire.

Mme Copps: C'est exact.

Le président: C'est à cause d'une motion proposée par un membre de votre parti que le Comité est obligé...

Mme Copps: De se réunir cette semaine.

Le président: ... de se réunir cette semaine avec le Ministre, et à deux reprises au moins avec les hauts fonctionnaires si c'est possible. Nous avons donc pris des dispositions dans ce sens, et comme il y a eu peu de planification à cause de la venue soudaine de cette motion, nous avons décidé simplement de recourir au système de groupes établis étant donné que les membres du Comité le connaissent bien.

[Texte]

Ms Copps: Mr. Chairman, you said you sent out a notice 10 days ago. During that time, surely you would have had an opportunity to consult with the steering committee representatives from the other two parties instead of just sending a memo to the members. I do not see how on the one hand you say you did not have the time to contact, and on the other hand you had 10 days to send a memo to the members with a schedule convenient to you.

The Chairman: Ms Copps, I think you are impugning my motivation and I resent it. It was not convenient to me, Ms Copps. It is the block schedule which all three House Leaders and all three House parties have agreed to. I would like to commend the clerk for the speed with which he was able both to arrange these meetings and to notify committee members. If there is a complaint, may I suggest . . .

Ms Copps: Yes, obviously there is a complaint.

The Chairman: —that waiting one week to lay the complaint, in the first instance, is where the misbehaviour may belong.

Ms Copps: Mr. Chairman, our critic found out about this Wednesday night of a week in which we were not attending Parliament. Obviously . . .

The Chairman: His office knew about it the previous Thursday.

Ms Copps: And quite clearly, if you had a chance to send a memo around the previous Thursday, the day before everyone left Parliament, you could just as easily have had a chance to pick up the phone yourself and to contact the steering committee members from the two other parties, as has been the current practice, to see whether Monday morning would be a convenient time to commence. It has nothing to do with the clerk.

The Chairman: Your chairman made it very clear he instructed the clerk to arrange the meetings according to the schedule.

Ms Copps: You are seeking our co-operation and I am just serving notice that if this is the way the committee is going to be operating in the future, then you will not have our co-operation.

The Chairman: Ms Copps, the committee co-operated in passing the motion to make these arrangements—a motion which came from your party.

Ms Copps: Thank you very much for agreeing to discuss Challenge '85. For that we are very appreciative.

Mr. Chairman, the point is when that motion was passed you had the whole week to hold these meetings and in fact the steering committee members were not consulted when the schedule was drawn up. I think it is a precedent which should not be continued.

[Traduction]

Mme Copps: Monsieur le président, vous déclaré avoir envoyé une convocation il y a 10 jours. Pendant ce temps, vous auriez sûrement pu consulter les représentants du Comité directeur des deux autres partis plutôt que d'envoyer simplement un mémoire aux membres du Comité. Je ne vois pas pourquoi vous prétendez d'une part que vous n'avez pas eu le temps de communiquer avec les représentants du Comité directeur et d'autre part, que vous disposiez de 10 jours pour envoyer un mémoire aux membres du Comité, leur proposant un horaire qui vous convenait.

Le président: Madame Copps, je n'admetts pas que vous me fassiez un procès d'intentions. Ce n'est pas que cela me convenait. Les séances sont groupées selon un système que les trois *leaders* et que les trois partis de la Chambre ont accepté. Je félicite le greffier qui a rapidement pris les dispositions au sujet de ces réunions et qui en a avisé les membres du Comité. Si vous avez une plainte à formuler, puis-je . . .

Mme Copps: Oui, il y a évidemment matière à se plaindre.

Le président: . . . vous dites que le fait d'avoir attendu une semaine n'est pas correct.

Mme Copps: Monsieur le président, notre critique s'en est rendu compte seulement le mercredi soir au cours d'une semaine où nous étions en congé. Il est évident . . .

Le président: Son bureau était au courant depuis le jeudi précédent.

Mme Copps: Il est clair que si vous avez eu le temps d'envoyer un mémoire le jeudi précédent, le jour avant que les députés quittent le Parlement, vous auriez pu tout aussi facilement téléphoner vous-même pour communiquer avec les membres du Comité directeur des deux autres partis, comme cela se fait habituellement, afin de savoir si le lundi matin leur convenait. Cela n'a rien à voir avec le greffier.

Le président: J'ai dit très clairement que j'avais demandé au greffier de prendre les dispositions voulues d'après le système établi.

Mme Copps: Vous cherchez à obtenir notre collaboration, mais je vous avertis que si c'est la façon dont le Comité fonctionnera à l'avenir, vous ne l'aurez pas.

Le président: Madame Copps, le Comité a coopéré en adoptant la motion qui permettait de prendre ces dispositions—une motion présentée par votre parti.

Mme Copps: Je vous remercie beaucoup d'avoir accepté que nous discussions du programme Défi 85. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Monsieur le président, le fait est que lorsque la motion a été adoptée, vous aviez toute la semaine pour tenir ces réunions, mais les membres du Comité directeur n'ont pas été consultés lorsque l'horaire a été établi. C'est un précédent qui ne doit pas se reproduire.

[Text]

The Chairman: Your chairman wishes to notify committee members that in the absence of an agreed-upon arrangement between parties...

Ms Copps: Why did you not just pick up the phone and call the steering committee members?

The Chairman: —their chairman will continue to use the block system to arrange meetings which the committee requires.

Why did I not pick up the phone?

Ms Copps: Why did you not just pick up the phone and call the steering committee members to see whether that time would be okay.

The Chairman: Because, Ms Copps, the committee had been instructed to arrange these meetings for this week and simply to use the block schedule which everybody has prior agreement to.

Ms Copps: That was not the understanding. You stated earlier on in your remarks the function of the steering committee is to determine schedule and agenda. Presumably this falls into the category of schedule.

The Chairman: Except if the steering committee's responsibility is taken over by the main committee and the main committee passes motions which bind the steering committee.

I want it clearly understood that in the absence of steering committee meetings, the block schedule will be adhered to...

Ms Copps: Call a steering committee meeting.

• 0950

Mr. Edwards: Mr. Chairman, if I may, I suggest that Miss Copps should address her questions to Madam Pépin, whose motion it was that brought us here this morning.

Ms Copps: Mr. Chairman, I am just going to make one last remark. Madam Pépin's motion was that we discuss Challenge '85. It was certainly something about which we are very interested, and it was our initiative that brought it the floor. The question was the timing. The previous, traditional procedure has been that when an agenda is decided upon the steering committee, with representatives from all three parties, gets together and decides upon a mutually agreeable time. That has not been the case.

I am serving notice on behalf of my party, the steering committee member, and the critic for the issue, who cannot be here today, that if all three parties are to co-operate on getting supplementary estimates going in the future, then it is going to have to mean that the steering committee will be consulted when it comes to timing.

The Chairman: Are there any further comments? Okay. Mr. Lussier has agreed to sort of track us through the major parts of the estimates just as a beginning point, and we will start to build the questioners' list. Mr. Lussier.

[Translation]

Le président: Le président souhaite aviser les membres du Comité qu'en l'absence d'un accord entre les partis...

Mme Copps: Pourquoi n'avez-vous simplement pris le téléphone pour appeler les membres du Comité directeur?

Le président: ... le président continuera de se servir du système des groupes établis pour fixer les réunions que les membres du Comité demanderont.

Pourquoi je n'ai pas pris le téléphone?

Mme Copps: Pourquoi ne l'avez-vous pas fait pour appeler les membres du Comité directeur afin de savoir si cet horaire leur convenait.

Le président: La raison en est, madame Copps, qu'on avait demandé au Comité de prévoir des réunions pour cette semaine et de s'en tenir simplement au système accepté par tout le monde.

Mme Copps: Ce n'est pas ce qui avait été entendu. Vous avez fait remarquer tout à l'heure que le rôle du Comité directeur était de fixer l'emploi du temps et les ordres du jour. Cette question tombe sans doute dans la catégorie de l'emploi du temps.

Le président: Sauf si les responsabilités du Comité directeur sont reprises par le Comité plénier et que celui-ci adopte des motions qui lient le Comité directeur.

Je veux que ce soit bien compris: en l'absence de réunions du Comité directeur, on respectera le système des groupes établis...

Mme Copps: Convoquez une réunion du Comité directeur.

M. Edwards: Monsieur le président, si vous me le permettez, je propose que M^{me} Copps adresse ses questions à M^{me} Pépin, auteur de la motion qui nous a fait nous réunir ce matin.

Mme Copps: Monsieur le président, j'ai une dernière remarque. D'après la motion de M^{me} Pépin, nous devons discuter du programme Défi 85. La question nous intéresse certainement beaucoup, et c'est à cause de nous que la question a été posée. Il s'agissait ensuite de choisir le moment. Habituellement, c'est lorsque le comité directeur dresse l'ordre du jour en présence de représentants des trois partis, qu'on décide du moment approprié. Cette fois, ça n'a pas été le cas.

Au nom de mon parti et au nom du membre du comité directeur, critique de l'Emploi et l'Immigration, qui n'a pu être présent aujourd'hui, je désire vous informer que si les trois partis doivent coopérer pour adopter le budget supplémentaire à l'avenir, les membres du comité directeur devront être consultés au sujet de l'horaire.

Le président: Avez-vous d'autres remarques? Très bien. M. Lussier a bien voulu accepter de nous parler des diverses questions mentionnées au budget; nous établirons ensuite la liste des intervenants. Monsieur Lussier.

[Texte]

Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Canada Employment and Immigration Commission): Thank you, Mr. Chairman. As you indicated, it might be helpful just to spell out the major components of the supplementary estimates that you have in front of you.

One of the first major items is in relation to the contribution and operations in the implementation and delivery of the Canadian job strategy. Then you will find also another major item, which is in relation to the institutional training program for an amount of \$11.4 million in order to bring the training components in the context of agreements that we have with the provinces to the level comparable to 1984 and 1985.

Then you will also, under the immigration vote, find an amount of \$2.9 million, relating mostly to contribution funds in relation to the immigration program, mostly votes 20 and 25. You will also find in vote 20 an increase of \$1.1 million, which is an additional operating resource for the purchase of a terminal and printer equipment for the FOSS III system implementation. I think on the last note among the major items, which is related with vote 15, you will find an increased amount there showing \$8.5 million in contribution funds to support the additional cost of training allowances resulting from a new structure of allowance; this is in vote 15.

I think here, Mr. Chairman, are the major supplementary estimates B that you have in front of you this morning.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier. The chairman has no one on the list yet. Is there somebody who would care to lead off? Miss Copps.

Ms Copps: I have a couple of questions as they specifically relate to the Challenge '85 program. In the SEED component of the program you had about 50% participation rate among women, but it was only 37% in the private sector applications. I wonder what specific measures you have taken vis-à-vis ensuring greater representation among women in the private sector.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, there is no doubt that there have been in the context of invitations of participation among the various target groups that are involved with programs delivered by CEIC... That is certainly a consideration we take into account, and in that sense it can be reflected in the various programs' components.

I understand your questions refer specifically to Challenge '85 as such. I would like to find the number that I have related to women in here. But certainly when we look at the overall average of female participation in the SEED component of Challenge '85, it is above 50%. It is in fact 51.8% this year.

• 0955

Ms Copps: Right. I understand it. I have the figures in front of me. However, the reason it is over 50% is due to application by the non-profit sector. Quite clearly, SEED's focus was to involve and to entice more private sector participation. If you look all the way down in the column, private sector participa-

[Traduction]

M. Gaétan Lussier (sous-ministre, commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada): Merci, monsieur le président. Comme vous l'avez mentionné, ce serait utile de parler d'abord des principales composantes du budget supplémentaire que vous avez devant vous.

Un des premiers postes importants a trait aux contributions et aux activités pour la mise en oeuvre et la prestation de stratégies d'emploi au Canada. Et ensuite un autre poste important, le programme de formation en institution, une somme de 11.4 millions de dollars a été allouée à cette fin pour que les composantes de formation comprises dans les accords conclus avec les provinces soient amenées à un niveau comparable à celui de 1984 et 1985.

Il y a ensuite les crédits concernant l'immigration, une somme de 2.9 millions de dollars pour les fonds destinés au programme d'immigration, il s'agit principalement des crédits 20 et 25. Vous verrez également au crédit 20 une augmentation de 1.1 millions de dollars, soit un crédit d'exploitation additionnel pour l'achat d'un terminal et d'une imprimante pour la mise en oeuvre du système FOSS III. Parmi les postes importants, vous verrez enfin sous le crédit 15, une somme additionnelle de 8.5 millions de dollars, qui correspond à l'augmentation des allocations de formation, suite à la restructuration des allocations. Il s'agit du crédit 15.

Voilà donc, monsieur le président, les principaux postes du budget supplémentaire B que vous étudiez ce matin.

Le président: Merci monsieur Lussier. Je n'ai encore personne sur ma liste. Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole? Madame Copps.

Mme Copps: Je voulais poser quelques questions tout d'abord au sujet du programme Défi 85. Vis-à-vis de la composante EET du programme, on relève un taux de participation de 50 p. 100 chez les femmes, mais ce taux n'est que de 37 p. 100 pour les demandes provenant du secteur privé. Quelles mesures précises avez-vous prises afin d'obtenir une plus grande participation des femmes du secteur privé?

M. Lussier: Monsieur le président, il n'y pas de doute que dans le contexte des invitations à participer lancées aux divers groupes-cibles impliqués dans le programme offert par la CEIC... Nous avons tenu compte de cet état de choses et dans ce sens il se reflète dans les diverses composantes des programmes.

Je crois comprendre que vos questions ont trait particulièrement au programme Défi '85. J'essaie de trouver les chiffres qui se rapportent aux femmes qui ont participé. Il est évident que si l'on considère la moyenne globale de la participation féminine à la composante EEET du programme Défi '85, on se rend compte que le taux de participation est supérieur à 50 p. 100; il s'est situé cette année à 51.8 p. 100.

Mme Copps: Bien. Je comprends, j'ai les chiffres devant moi. Cependant, la raison pour laquelle le taux de participation dépasse 50 p. 100, c'est que les demandes provenaient du secteur à but non lucratif. Il est très clair que la composante EEET visait à attirer une plus grande participation du secteur

[Text]

tion by women was less than average, private sector participation by natives was less than average, private sector participation vis-à-vis disabled was less than average and private sector participation vis-à-vis visible minorities was less than average.

So in every category the private sector has been below average with respect to participation by your target groups. I would like to know what specific measures you are taking to even out the balance.

Mr. Lussier: I think to get to a specific balance of the elements of the program—that is, referring to various target groups—would require a quite different process, in terms of establishing and making sure that we would respond only to projects within a global basis that will be bringing us to much more equitable participation.

As it relates to Challenge '85, as you certainly are aware, we have been proceeding on the basis of first come, first served, in terms of facilitating. This program has its own difficulties. We are operating on a very short timeframe, which is in fact summer. From the time applications are in throughout the program's duration, which is normally from May to the end of August, to have a screening process which will be totally perfect in terms of a particular group makes it difficult.

But having said this, there is no doubt that, when it was possible and appropriate to project the referrals of individuals into the reference, we have been making every effort possible to facilitate the most equitable participation by the various target groups. But it is a fact that, as it relates to the private sector participation, your observations are quite correct. It has been at a level lower than what we normally should be expecting to have, noting, though, just the same, when you look at the overall program and the overall participation of women, that their proportions in the overall participation in the program was reflecting a 51.8% participation.

Ms Copps: Yes, but you still have not answered my question.

Mr. Lussier: What specific efforts . . . ?

Ms Copps: My question is: What changes are going to be made next year? What changes have you looked at, since the program has been in place now or has finished operation? What specific changes are you going to make in the program to ensure it is not left up to chance next year?

Mr. Lussier: I think we are, Mr. Chairman, at a stage of definitely looking at all the implications of the result of the program this year in order to make specific recommendations to our Minister. Based on our own judgment and evaluation of the program, our recommendations concerning the components that will be under the program next year will be announced at the appropriate time.

Ms Copps: Do you have any idea in terms of timing? One of the problems this past year was the lateness of the announcement originally. Do you have any target date as to 1986 announcements vis-à-vis the program?

[Translation]

privé. Un peu plus bas dans la colonne, on voit que, dans le secteur privé, la participation des femmes était inférieure à la moyenne, la participation des autochtones était également inférieure à la moyenne, il en va de même pour la participation des handicapés et des minorités visibles.

Par conséquent, dans chaque catégorie, le secteur privé a un taux de participation inférieur à la moyenne pour les groupes cibles. J'aimerais savoir quelle mesure précise vous avez prise pour équilibrer un peu les choses.

M. Lussier: Afin de pouvoir équilibrer les éléments du programme—il s'agit évidemment des divers groupes cibles—il faudrait un processus tout à fait différent, il faudrait s'assurer qu'on donne suite seulement aux projets qui globalement pourraient nous apporter une participation plus équitable.

Pour ce qui est du programme Défi '85, vous le savez certainement, le premier arrivé était le premier servi, au niveau des installations. Le programme a connu certaines difficultés. Nous fonctionnons dans un délai très court, pendant l'été. Il est très difficile d'avoir un processus de sélection qui soit parfait pour un groupe donné à cause du moment où nous arrivent les demandes et de la durée du programme, habituellement de mai à la fin du mois d'août.

Cela dit, il n'y a pas de doute que lorsqu'il s'est agi de dénombrer les participants au programme, nous nous sommes efforcés d'encourager la participation la plus équitable possible des divers groupes cibles. Toutefois, vos observations au sujet de la participation du secteur privé sont toutes à fait justes. La participation a été moins élevée que nous l'avions prévue, mais si l'on considère l'ensemble du programme et l'ensemble de la participation des femmes, la participation de celles-ci atteint tout de même 51.8 p. 100.

Mme Copps: Oui, mais vous n'avez toujours pas répondu à ma question.

M. Lussier: Quels efforts précis . . . ?

Mme Copps: Voilà quelle était ma question: quels changements seront apportés l'an prochain? Lesquels avez-vous prévus, étant donné que le programme est désormais en vigueur ou qu'il est peut-être terminé? Quels changements précis allez-vous faire pour garantir que les choses ne seront pas laissées au hasard l'an prochain?

M. Lussier: Monsieur le président, nous sommes en train d'examiner les effets qu'aura le programme cette année afin de pouvoir présenter au Ministre nos recommandations. En nous fondant sur notre propre jugement et sur l'évaluation du programme, nous annoncerons en temps opportun nos recommandations concernant les composantes qui feront partie du programme l'an prochain.

Mme Copps: Pouvez-vous nous dire quand l'annonce sera faite? Un des problèmes qu'on a eus l'an passé, c'est que l'annonce a été faite trop tard. Pouvez-vous nous dire quand le programme de 1986 sera-t-il rendu public?

[Texte]

Mr. Lussier: I think it is fair to say, Mr. Chairman, that it is the intention of the Minister to proceed in a way that would permit students, employers and others to have an early knowledge of the capacity we had last year well ahead of time. So it should be in the very near future.

Ms Copp: Our other concern specifically relates . . . I guess the one I touched on is the fact that the move toward the private sector does not respond to the difficulties that you have in meeting targets for participation by women, etc. The second and, I think, really devastating deficiency in Challenge '85 is the fact that because of the heavy reliance on private sector participation in areas of the country where you do not have a strong private sector component—for example, in Newfoundland, where they have a very high unemployment rate; in Cape Breton which has the highest unemployment rate in the country—the numbers of jobs created and dollars put into the program in 1985 were less than 1984—at a time when the unemployment rate has not been decreased.

• 1000

Given the promises the government has made to Cape Breton after closing the heavy water plant, I wonder how you can justify the disparity which means that Challenge '85 dollars are being put into labour intensive and heavily industrialized areas of the country, and in regional areas where they suffer from high unemployment and a rather weak private sector base, they have been left to flounder.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, unfortunately I do not have at hand—and I should have—the comparison and maybe some of my colleagues can aid me in terms of comparison between 1984-85—the overall participation of money, or if you wish, recognizing the fact that there is not an equal infrastructure in every part of the country related to private sector participation. When you consider, for example, you were using the amount of money that in fact was spent between 1984-1985 in various parts of the country—and I do not have the figures in front of me for Cape Breton, Mr. Chairman—but if you were looking at Nova Scotia, for example, the amount of federal funds that have been in that province from the federal treasury are comparable figures in terms of the overall—they are both \$5.9 million plus in each case.

Ms Copp: If you look at the dollar figures spent in Cape Breton in 1984-85, the figure was \$981,929 and in this past year, it was \$704,000, so there was a \$200,000 drop at a time when the unemployment rate has certainly, if anything, been increased in Cape Breton. The government has made a number of statements, both in the House and outside, on what they plan to do to improve the situation in Cape Breton.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, to compare the overall involvement of Employment and Immigration Canada and using Cape Breton as an example, on a very narrow aspect of a series of programs dedicated to youth and the youth component, I think—and I do not have the details in front of me for Cape Breton as such, Mr. Chairman and I may be prepared to go back—but I am quite sure the overall contribution and involvement in relation to youth, using Cape Breton, and not

[Traduction]

M. Lussier: Je pourrais répondre, monsieur le président, que le Ministre a l'intention de procéder de façon à ce que les étudiants, les employés et les autres sachent au plus tôt ce qu'il en est. Je crois qu'il le fera connaître très bientôt.

Mme Copp: Il y avait également . . . Je voulais également souligner que même si vous donnez plus d'importance au secteur privé, vous n'allez pas résoudre ainsi le problème du faible taux de participation des femmes . . . Le second grave défaut de Défi '85, celui qui est vraiment grave à mon avis, c'est qu'il table sur la participation du secteur privé dans des régions où ce dernier manque justement de solidité—à Terre-Neuve par exemple, qui connaît un taux de chômage très élevé et au Cap-Breton où le taux de chômage est le plus élevé au Canada—et qu'à cause de cela le nombre d'emplois créés et de dollars investis dans le programme en 1985 était inférieur aux résultats de 1984, alors que le taux de chômage n'a pas baissé.

Compte tenu des promesses du gouvernement à la région du Cap-Breton après la fermeture de l'usine d'eau lourde, comment justifiez-vous que les fonds versés au titre du programme Défi '85 à des régions très industrialisées, où l'utilisation de la main-d'oeuvre est intensive et désertent les régions à faible implantation d'entreprises privées et à taux de chômage élevé.

M. Lussier: Monsieur le président, je le déplore mais je n'ai malheureusement pas sous la main les chiffres permettant la comparaison. Mais certains de mes collègues pourront peut-être m'aider à faire cette comparaison entre 1984 et 1985, à savoir la répartition d'ensemble des fonds, compte tenu du fait, si vous voulez, que l'implantation des entreprises privées est inégale selon les régions. Si vous examinez par exemple les sommes qui ont été dépensées entre 1984 et 1985 dans les différentes parties du pays—et je n'ai pas sous les yeux les chiffres pour Cap-Breton, monsieur le président—et si vous prenez par exemple le cas de la Nouvelle-Écosse, celle-ci a reçu chaque année du Trésor fédéral des sommes comparables dans l'ensemble, à savoir de l'ordre de 5,9 millions de dollars.

Mme Copp: Si vous prenez les sommes versées au Cap-Breton en 1984-1985, ce chiffre était de 981,929 \$ l'an passé alors qu'il est de 704,000 \$ cette année, ce qui représente une diminution de 200,000 \$ alors que le chômage, loin de diminuer, suit une courbe ascendante au Cap-Breton. Le gouvernement a fait plusieurs déclarations, tant à la Chambre qu'ailleurs, sur ce qu'il avait l'intention de faire pour assainir la situation économique du Cap-Breton.

M. Lussier: Si l'on veut comparer l'intervention d'ensemble de Emploi et Immigration Canada et que l'on prend le Cap-Breton pour exemple, et ce en s'attachant uniquement à un ensemble de programmes comportant essentiellement sur la jeunesse, je crois—sans avoir sous les yeux des chiffres pour Cap-Breton, mais je pourrais me les procurer—qu'on pourrait prouver que, sous différentes formes, l'aide aux programmes axés sur les jeunes, en se basant sur les nouvelles prises

[Text]

only using a specific element of Challenge '85, but using job entry or elements of job development and others—would normally bring a greater amount of participation in involvement of youth under a different shape and form.

The program which you are referring to, as you may know, is definitely related to young people returning to school. I think if we also look at the impact which some of our programs, using Cape Breton again, have been having in permitting individuals— young people who were out of school but not necessarily totally prepared to fulfil their participation in the labour force—and the various elements of programs and objectives that have been pursued on the overall aspect of youth on Cape Breton, I am quite sure that the numbers are bigger.

Ms Copps: Mr. Chairman, I think if you look at it and do an analysis—I have some of the figures here of the approvals, region by region—there is quite clearly a bias toward heavily industrialized, heavily developed areas. If you are suggesting to me that it is okay to develop programs for non-secondary school graduates or those people who are not going to pursue education in Cape Breton, I would suggest to you the people of Cape Breton have every right to expect employment in the same way as other areas. But there is a bias built into this program because of the emphasis put on the private sector. Obviously, the dollars will be going to areas that already have a developed private sector infrastructure. In areas where it is not as heavily developed, such as Newfoundland, parts of Nova Scotia, or parts of northern Ontario, those areas are quite clearly being doubly penalized. They are already penalized because they do not have the heavy industrial base. And they are being secondarily penalized because those students who are seeking summer jobs and who want to return to school are being told to go to Halifax, or Hamilton, or the heavily industrialized areas, because this is where the dollars will be going, in this specific program.

• 1005

I do not buy the argument that you are spending money in other retraining areas for young people who are not returning to school. This is fine, and should be considered in the context of the program. But, when you have a program here for postsecondary people coming from regionally underdeveloped areas should not be penalized.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I do not think the purpose of the Challenge '85 program has been to penalize anybody in any part of the country.

It is clear, as you indicated yourself, that one of the basic objectives has been to encourage, whenever it is possible and with a greater degree of participation, career-oriented students who would, by their experience during the summer, gain experience directly related to their field of specialization or education. It would therefore permit them to confront their learning process with the realities of various areas and sector activities of the economy, as much as it was possible. But it is not always possible, certainly in those regions of the country where it is recognized that the economic infrastructure may

[Translation]

d'emplois ou autres éléments de création d'emplois, sans nous en tenir uniquement à un élément précis du programme Défi '85, que cette aide a donc été beaucoup plus considérable.

Vous savez certainement que le programme dont vous parlez s'adresse essentiellement aux jeunes gens qui reprennent leurs études. Je suis persuadé qu'on constaterait des chiffres beaucoup élevés si on tenait compte du fait que certains de nos programmes, au Cap-Breton entre autres, ont permis à des jeunes gens qui avaient abandonné leurs études sans pour autant avoir les qualifications nécessaires pour entrer sur le marché de travail de bénéficier de différents éléments de nos programmes axés sur la jeunesse, en particulier au Cap-Breton.

Mme Copps: Monsieur le président, si vous examinez et analysez les chiffres—et je les ai sous les yeux, région par région—ce sont les régions à tissu industriel dense qui sont nettement favorisées. Si vous voulez dire qu'il est bon de mettre en place des programmes à l'intention de ceux qui n'ont pas fait d'études secondaires ou de ceux qui ne vont pas continuer leur scolarisation au Cap-Breton, je vous répondrais que les gens de cette région sont parfaitement justifiés de demander que les jeunes qui retournent à l'école obtiennent un emploi d'été exactement au même titre que dans d'autres régions. Mais ce programme, par l'appui qu'il attend du secteur privé, contient un élément de déséquilibre, les fonds étant dirigés automatiquement vers les régions à forte infrastructure privée. Des régions à infrastructure lacunaire, par exemple Terre-Neuve et certaines parties de la Nouvelle-Écosse ou de l'Ontario du nord, seront doublement pénalisées, car d'une part le tissu industriel y est faible, et à cause de cela les jeunes gens qui cherchent des emplois d'été et veulent reprendre leurs études sont dirigés sur Halifax, Hamilton ou les régions fortement industrialisées, puisque c'est là qu'ira l'aide gouvernementale, d'après ce programme.

C'est très beau de dire que vous affectez des fonds à la formation des jeunes gens qui ne reprennent pas leurs études, et cela fait certainement partie du programme, mais quand un programme s'adresse aux étudiants qui ont terminé leur cours secondaire ou qui retournent à l'école, il n'y a pas de raison de pénaliser ceux qui sont originaires de régions insuffisamment industrialisées.

M. Lussier: Monsieur le président, le programme Défi '85 ne visait certainement à pénaliser personne.

Vous avez dit vous-même, à juste titre, que l'un des objectifs fondamentaux était d'encourager dans la mesure du possible la participation d'étudiants qui aspiraient à suivre une carrière et auxquels un emploi d'été pourrait apporter une expérience touchant à leurs études ou à leur spécialisation. Cela leur permettrait de mettre en pratique ce qu'ils ont appris à l'école et ce, dans la mesure du possible, dans divers secteurs de l'économie. Ce n'est toutefois pas toujours réalisable, en tout cas pas dans les régions où l'industrialisation, pour toutes

[Texte]

not be as solid, for all kinds of reasons, as it is, say, in Quebec and Ontario.

Also, as for recognition of participation to the program under non-profit organizations under municipal projects and, I think, in the areas that you are citing, there have been very fascinating and interesting projects done with municipalities and with the non-profit sector to give to those students or returning students an opportunity for developing an expertise and an experience related to their career orientation.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier. Ms Copps, would you like to be down for a second round?

Ms Copps: Sure.

The Chairman: I have Mr. Edwards, Mr. Nystrom and Mr. McCurdy on my list at this point. I start with Mr. Edwards.

Mr. Edwards: Thank you, Mr. Chairman. I, too, am interested, Mr. Lussier, in the parts of the country where there is not a very solid private sector. However, I see that there was quite a bit of progress made, for example, in Prince Edward Island, where the increase in jobs created from the previous summer was about fivefold. I suppose there are areas of the country that can be so targeted. In spite of the difficulties with Cape Breton that were referred to by Ms Copps, there was a factor of about two and a half times in the increase of jobs in the Province of Nova Scotia as a whole.

What kind of feedback has the department been getting on Challenge '85 from, first of all, the private sector itself, and second, from the provinces? I think this is the first year in which there has been co-operative programming with the provinces. Would you care to comment on those two areas?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I would like to just bring a general comment. I think it is a fact, Mr. Edwards, that, in setting Challenge '85, in most of the provinces this year, it has been giving us an occasion—which I think is very important—to either act on a joint basis with the province involved, related to youth programming, or in complementarity. I think this increased effort by the provinces and ourselves, in most of the country, has been perceived as very positive in permitting our two levels of government to have commonalities of approach. Ultimately, by avoiding duplication as much as possible and by instituting participation and joint programming, it has certainly improved sometimes the confusion that exists in the minds of young people. I think it is understandable that a series of programs related to youth may create and may give them a lack of opportunity to participate in it. So from this point of view, I think your comments, as well as the discussions we have been having with the provinces, indicate that it was perceived the effort on a joint or cumulative basis has been very positive.

• 1010

As for the private sector, for much more detailed information, I would like to ask Mr. Hallam Johnston, who is responsible for the program, to comment on it.

[Traduction]

sortes de raisons, est moins poussée qu'en Ontario ou au Québec, par exemple.

En ce qui concerne les domaines dont vous parlez, entre autres la participation aux programmes d'organisations non lucratives dans le cadre de projets municipaux, certains de ces projets ont été particulièrement intéressants, en ce sens qu'ils ont permis aux étudiants ou à ceux qui ont repris leurs études d'acquérir une expérience liée à la voie qu'ils souhaitent suivre.

Le président: Je vous remercie, monsieur Lussier. Est-ce que vous vous inscrivez pour le second tour, madame Copps?

Mme Copps: Certainement.

Le président: Ma liste comprend MM. Edwards, Nystrom et McCurdy. Je donne d'abord la parole à monsieur Edwards.

M. Edwards: Je vous remercie, monsieur le président. Je m'intéresse également, monsieur Lussier, aux régions où le secteur privé n'est pas solidement implanté; mais je vois que de gros progrès ont été réalisés à l'Île-du-Prince-Édouard, où le nombre d'emplois créé a quintuplé en un an. Il doit y avoir des régions sur lesquelles on peut faire porter ses efforts, mais je vous ferais remarquer que malgré les difficultés dont a parlé M^{me} Copps à propos du Cap-Breton, les emplois pour la Nouvelle-Écosse, dans son ensemble, ont augmenté de deux fois et demie.

Quelles sont les réactions parvenues au ministère à la suite du programme Défi '85, en premier lieu du secteur privé et en second lieu, des provinces? C'est la première année, je crois, que ce programme a été organisé conjointement avec les provinces et j'aimerais que vous nous fassiez connaître ces réactions.

M. Lussier: Monsieur le président, je voudrais faire une remarque d'ordre général. Il est exact, monsieur Edwards, que la préparation de Défi '85 nous a donné l'occasion cette année—c'est un fait qui a son importance—de collaborer avec la province en question pour les programmes qui ont trait à la jeunesse ou de suppléer aux efforts de la province. La participation accrue des provinces et de nous-mêmes, dans une grande partie du pays, a eu des effets très positifs au sens où les deux niveaux de gouvernement ont pu mettre en place une stratégie commune. Cela nous a permis d'éviter, dans toute la mesure du possible, des interférences de responsabilités et la participation des deux niveaux de gouvernement au programme a certainement contribué à clarifier les idées de ces jeunes gens sur ce programme. Il est donc compréhensible qu'une série de programmes à l'intention des jeunes leur ouvrent la possibilité d'y participer et d'après vos observations et les discussions que nous avons avec les provinces, notre effort de coopération semble avoir eu des résultats positifs.

En ce qui concerne le secteur privé, M. Hallam Johnston, qui est responsable du programme, saura vous donner une information beaucoup plus détaillée.

[Text]

Mr. Hallam Johnston (Director General, Employment Development Branch, Canada Employment and Immigration Commission): Thank you, Mr. Chairman.

The private sector response to Challenge '85 can perhaps best be measured in the number of applications for Challenge '85 funding, and perhaps more particularly in the amount of funding the private sector sponsors or employers themselves contributed toward the costs of those jobs and the training of those students.

In Challenge '85, some 15,000 contracts with the private sector resulted in almost 28,000 jobs. The federal contribution to private sector participation under Challenge '85 was almost \$36 million, and employers themselves contributed a little over \$50 million.

If one looks at a comparison of private sector involvement in summer student programming in 1985, compared to 1984, it represents an increase from about 6,500 jobs in 1984 to almost 28,000 jobs in 1985 and an increase in federal funding commensurate with it.

Mr. Edwards: Thank you, Mr. Chairman.

I do not know whether it is premature to ask this next question. But I would like to ask either Mr. Lussier or Mr. Johnston what recommendations they might be making as to how the program could be augmented for the summer of 1986. Would they recommend continuing the co-operative approach with the provinces and with the private sector?

Mr. Lussier: As for the latter part of your question, Mr. Chairman, the answer is yes. As you know, we have embarked much more globally in the context of the Canadian job strategy, in a very ambitious but positive degree of discussion and collaboration with the provinces in various aspects of the programming of the Canadian job strategy. More specifically related to your question and to the challenge, I see no reason why we should not continue the same process, when it comes time to hold the 1986-87 discussions on the future of this program. Based on the earlier comments in response to the questions you raised, I consider it a very positive response. This in turn leads to a much more efficient delivery of program, with less ambiguity and a greater degree of leverage on both sides for the students and for their benefits.

Mr. Edwards: In the general context of the Canadian job strategy, Mr. Lussier, what is the status of funds under the strategy now? For example, we have the section 38 provisions, which tend to be used quite often during wintertime. There are many other aspects of the overall job strategy. Are those funds currently being allocated, or is there a new window of allocation opening up, say, in January? Just what is the timing situation now of the allocation of those funds?

[Translation]

M. Hallam Johnston (Directeur général, Développement de l'emploi, Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration): Je vous remercie, monsieur le président.

La réaction du secteur privé à Défi '85 se mesure peut-être le mieux au nombre des demandes de financement, et plus précisément aux montants des contributions des gens du secteur privé ou des employeurs eux-mêmes au coût de ces emplois et à la formation de ces étudiants.

Dans le cadre du programme Défi '85, approximativement 15,000 contrats passés avec le secteur privé ont abouti à la création d'environ 28,000 emplois. Dans le cadre de ce même programme, la contribution fédérale à la participation du secteur privé était d'environ 36 millions de dollars, et les employés eux-mêmes ont versé un peu plus de 50 millions de dollars.

Si l'on compare les années 1984 et 1985 pour la participation du secteur privé aux programmes d'été des étudiants, on constate que les emplois ont passé de 6,500 en 1984 à un peu moins de 28,000 en 1985, l'augmentation de la contribution fédérale étant proportionnelle à l'augmentation du nombre des emplois.

M. Edwards: Je vous remercie, monsieur le président.

Il est peut-être prématuré de poser la question suivante, mais j'aimerais demander à M. Lussier ou à M. Johnston quelles seraient leurs recommandations pour développer le programme pour l'été 1986. La collaboration avec les provinces et avec le secteur privé devrait-elle être maintenue, d'après eux?

M. Lussier: Je répondrai sans hésiter par l'affirmative à la dernière partie de votre question, monsieur le président. Vous savez que nous avons adopté une stratégie de création d'emplois beaucoup plus globale à l'échelle de notre pays, et que nous attendons beaucoup de nos discussions et de notre collaboration avec les provinces sur divers aspects de ces programmes. Mais je ne vois pas de raison, pour serrer de plus près votre question et revenir à Défi '85, de ne pas conserver le même processus quand nous entamerons les discussions pour l'avenir de ce programme en 1986-1987. D'après les commentateurs qui ont été donnés tout à l'heure en réponse aux questions que vous avez soulevées, la réaction me paraît avoir été très positive. Cette collaboration permet une mise en oeuvre beaucoup plus efficace du programme qui dissipe dans une grande mesure les ambiguïtés et permet de valoriser les résultats pour les deux parties en cause.

M. Edwards: Par cette stratégie canadienne de création d'emplois, monsieur Lussier, qu'en est-il de la question du financement? C'est ainsi qu'on invoque très souvent pendant l'hiver les dispositions de l'article 38, mais il existe de nombreux autres aspects à cette stratégie de création d'emplois. Ces fonds sont-ils distribués à l'heure actuelle, ou prévoit-on pour janvier, par exemple, l'attribution de nouveaux crédits? Quel est le calendrier actuellement prévu pour l'attribution de ces fonds?

[Texte]

[Traduction]

• 1015

Mr. Lussier: It might be helpful to give you the overall perspective related to Canadian job strategy. As you certainly may recall, the framework under which the federal response to the federal-provincial principles that were elaborated earlier in the year—going back in fact to January and then to the first ministers conference in Regina on February 14—brought about as a result of this intensive joint participation with the two levels of government on establishing what should be the future framework of our involvement in aspects related to training and job creation for the future of the Canadian population...

As a result of that, on June 28 of this year Miss MacDonald presented from the government's point of view the framework under which the federal response would be to this joint principle elaboration of objective in principles that we and the provinces elaborated earlier this year. The purpose was in fact to be able to start in this context of the new framework sometime around Labour Day. So in fact we are now talking about something less than two months of activity.

I can tell you right now that the overall response and participation is definitely very encouraging. If I were, for example, just giving you as of last Friday the overall of every program that has been going on where we have over 7,000 projects received in the various programs and a commitment that is very close to \$60 million already in action... I think as every day passes now that the knowledge and the collaboration of our staff in the various parts of the country and the intent of the framework is better known by either individuals or by private sector or by nonprofit organizations is known, I think we are receiving increasingly as they pass on a good quality project in fact that are responsive and in the real spirit of the objective and principles the two levels of government approved earlier this year.

Mr. Edwards: But are there areas you are aware of where there has been such a run on the funds and such a plenitude of applications that there has had to be a freeze on allocation of funds say until January?

Mr. Lussier: No, at this point in time there may have been... no. Mr. Chairman, as a very easy answer to your questions, there has been no blockage related to any proposal that meets the terms and conditions and criteria that have been going on. So we are in the process... Naturally the procedures vary, depending on the program. For example, if you talk about job development, we had a so-called banking day at the end of October in order to have an evaluation of the overall project presented to our attention, because their numbers were expending the capacity of the funding that has been allocated. The first round being done now brings us to the second step; on that basis, as soon as a project or a proposed agreement meets the terms and conditions, this project is approved.

Mr. Edwards: Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Edwards. Mr. Nystrom.

Mr. Nystrom: I wonder if Mr. McCurdy could go before me, Mr. Chairman. Is that possible?

M. Lussier: Je pourrais peut-être vous donner une perspective générale de cette stratégie nationale de création d'emplois. Vous vous rappelez certainement que les principes fédéraux-provinciaux sur lesquels reposent ces programmes ont été affirmés au début de l'année—plus précisément en janvier, puis le 14 février à la conférence des Ministres à Regina—et ont débouché sur une participation intense des deux paliers de gouvernement pour la mise en place d'un dispositif général qui nous permettra d'agir au plan de la formation et de la création d'emplois pour la population canadienne...

A la suite de ces discussions, M^{me} MacDonald a exposé le 28 juin 1985 le cadre d'évolution de l'action du gouvernement fédéral pour l'application des principes sur lesquels le gouvernement fédéral et les provinces se sont mis d'accord au début de l'année. Notre intention était de rendre ce dispositif opérationnel aux environs du jour de la Fête du travail et notre expérience ne remonte donc pas à plus de deux mois.

Je puis vous dire d'ores et déjà que dans l'ensemble, les réactions et la participation sont très encourageantes. C'est ainsi que si je dressais l'état d'avancement de chacun des 7,000 projets proposés au titre des différents programmes à la date de vendredi dernier, nous aurions d'ores et déjà une somme de 60 millions de dollars qui est engagée... Chaque journée qui passe nous amène des exemples d'un approfondissement de la collaboration de notre personnel dans les différentes régions et ces programmes sont de mieux en mieux connus des entreprises privées, des organisations à but non lucratif et des particuliers, ce qui confirme pour nous l'excellente qualité de ces programmes qui obéissent aux objectifs et aux principes approuvés au début de l'année par les deux paliers du gouvernement.

M. Edwards: Mais la demande a-t-elle été tellement forte pour certains programmes, avec une telle ponction des crédits qu'il a fallu bloquer ceux-ci jusqu'en janvier, par exemple?

M. Lussier: Non, il se peut qu'il y ait maintenant... Mais vraiment, non. Monsieur le président, je peux répondre sans détours qu'il n'y a pas de blocage de crédits pour aucune proposition qui répond aux conditions et critères imposés. Nous sommes donc en train... Bien entendu, les procédures varient selon le programme et c'est ainsi que, parlant de création d'emplois, nous avons eu ce que nous avons appelé une «journée bancaire» à la fin d'octobre, pour évaluer l'ensemble des projets qui nous ont été présentés, parce qu'ils étaient trop nombreux pour les fonds à notre disposition. Mais cette première étape une fois franchie, nous en arrivons à la seconde et sommes disposés à approuver tout projet ou entente qui répond aux conditions requises.

M. Edwards: Je vous remercie. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Edwards. Monsieur Nystrom.

M. Nystrom: Est-ce que je peux céder mon tour à M. McCurdy, monsieur le président?

[Text]

The Chairman: Sure.

Mr. McCurdy: I would just like to go back to the issues raised by Ms Copps with respect to P.E.I. The fact is that with Challenge '85 in Cape Breton, 1,300 jobs were produced in 1984 through Summer Canada Works, as compared to just a little over 1,000 this year. Evidence could be adduced from a variety of sources to indicate that not just the amount of money spent but the number of jobs produced by Challenge '85 and a number of regions in the country have been fewer this year than last for the reasons cited. Some of the information has been provided by the government itself, but statistics gathered by the Canadian Federation of discrepancies exist.

• 1020

What specific steps are going to be taken, this year, to alleviate the problems which clearly existed this past year, in respect of Challenge '85, and in the inadequacy of the private business sector, with respect to job creation? What is going to be done?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, as I indicated earlier, we have been looking at the result in every part of the country and based on that, we are in the process of finalizing recommendations for our Minister's attention. Without not wanting to answer your question, Mr. McCurdy, I do not think it would be proper for me at this point in time to comment on observations which are for the Minister's consideration. Certainly, every aspect of every component of the program has been looked at very carefully. Our objective remains to facilitate participation of individuals within the context of the objective of the policy which has been established. For 1985 there has been a certain degree of certainty because circumstances have been making us move very quickly in the implementation of Challenge '85.

Mr. McCurdy: All of this part we have heard before. What kind of information are you looking at? What kind of data are you examining in order to make those determinations?

Mr. Lussier: Every aspect of the components is located in permitting us to develop observations and recommendations for the Minister. One is the participation related to the various components. Whether we are talking about the career-oriented program or the work experience program or the entrepreneur student's program or any other initiative, each is analysed in order of its impact in terms of the numbers of individuals and in terms of the objective of the program. For example, how many students would really have benefited in their own careers by direct participation in gaining summer experience, whether it is with the private sector, with non-profit organizations, or with municipal governments, and . . .

The Chairman: Excuse me, Mr. McCurdy, can I just come in for just one second and ask Mr. Lussier if he has filed the statistical base before committee—those statistics which are available? I was going to ask Mr. McCurdy whether you have one from the Canadian Federation of Students. Is there a

[Translation]

Le président: Certainement.

M. McCurdy: J'aimerais revenir aux questions soulevées par M^{me} Copps à propos de l'Île-du-Prince-Édouard. Grâce au programme Défi '85, 1,300 emplois ont été créés au Cap-Breton en 1984, dans le cadre du Programme Été-Canada en comparaison d'un peu plus de 1,000 emplois cette année. Différentes sources semblent indiquer que pour les raisons indiquées, il n'y a pas eu qu'une diminution des crédits affectés dans le cadre de Défi '85, mais également une réduction du nombre d'emplois créés et ce dans plusieurs régions du pays. C'est le gouvernement lui-même qui a fourni certaines de ces informations, et ceci est confirmé par les statistiques recueillies par la Fédération canadienne des étudiants dans diverses provinces, qui confirment ces écarts.

Quelles mesures précises allez-vous prendre pour atténuer les graves problèmes qui ont assailli le programme Défi '85 cette année et pour pousser le secteur privé à créer encore plus d'emplois? Qu'allez-vous faire?

M. Lussier: Monsieur le président, comme je l'ai déjà expliqué, nous avons bien étudié les résultats provenant de chaque région du pays, afin de mettre la dernière main aux recommandations que nous présenterons à notre Ministre. Ce n'est pas que je refuse de vous répondre, monsieur McCurdy, mais il me semblerait actuellement déplacé de commenter des propositions qui devront d'abord être étudiées par notre Ministre. Mais je vous assure que nous avons étudié avec soin toutes les composantes du programme. Notre objectif est toujours le même: celui de faciliter la participation des étudiants conformément à la politique établie. Mille neuf cent quatre-vingt-cinq a présenté certains éléments de certitude, puisque les circonstances nous ont poussés à

M. McCurdy: Tout cela, c'est du déjà vu. Quel genre d'information vous intéresse? Quelles sont les données que vous étudiez avant de prendre vos décisions?

M. Lussier: Chaque composante, sous tous ces aspects, est disséquée avant que nous présentions au Ministre nos observations et nos recommandations. L'un de ces aspects, c'est justement la participation. Qu'il s'agisse du programme d'emploi axé sur la carrière, du programme de stage en milieu de travail ou du programme des étudiants entrepreneurs, chacun d'entre eux est analysé en fonction du nombre de participants et de l'objectif visé. Ainsi, nous nous demandons combien d'étudiants ont vu leur carrière profiter de leur participation directe à l'un de ces programmes, qu'il s'agisse au cours d'un emploi d'été avec le secteur privé, avec des organismes sans but lucratif, avec des gouvernements municipaux, etc.

Le président: Veuillez m'excuser, monsieur McCurdy, si je vous interromps un instant: monsieur Lussier, avez-vous déposé auprès du Comité toutes les statistiques qui forment votre base de données? J'allais demander à M. McCurdy s'il avait les chiffres de la Fédération canadienne des étudiants.

[Texte]

problem here in terms of the statistical base related to the jobs created in the regions?

Mr. McCurdy: It is very difficult to know. We do not know what statistics are being addressed. From what you say, I gather you have developed statistics which indicate the distribution among the various programs. Presumably you also have the average length of job. I presume that you have income, too?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. McCurdy: I presume, too, this is broken down by region and by sector involved in employment—whether private sector or otherwise. It is indicated by region. I gather this means by province or subdivisions within provinces?

Mr. Lussier: I think it is by province and territory.

Mr. McCurdy: By province and territory. What was the average wage earned by students during the summer?

• 1025

Mr. Lussier: I think, Mr. Chairman—and I will come to your point—when you were mentioning the Canadian Federation of Students, our Minister had an opportunity to meet with their executive at least on two occasions. On every occasion she has indicated that she would welcome any suggestions that the Canadian Federation of Students could present to us. Since then, they have brought to the Minister's attention these observations that are currently analysed in the context of the next generation of the program.

Coming back, Mr. Chairman, to your first question, I will give you a guess, not an exact figure, because I do not have it in front of me. I think it is fair to say that the amount earned during the summer by '85, has been well above \$2,000.

Mr. McCurdy: Now, how does this compare to figures for last year?

Mr. Lussier: If we compare in relationship, for example, to those who have been involved with the private sector participation, for all kinds of reasons, the duration of the job in the private sector has been longer than in any of the other components. The hourly wage also has been a bit higher in the private sector than it has been in non-profit or municipal projects and the like. The average duration, I would say, should be around 11 weeks or a bit over in duration.

Mr. McCurdy: And what was the average wage this year as compared to last?

Mr. Lussier: I regret not being able to give you an answer because I do not have in front of me, Mr. Chairman, the 1984 figures. I think it is a question that I would like to take under advisement in order to give you an answer that corresponds to the facts.

Mr. McCurdy: Could you do so and provide those figures? Are any steps going to be suggested for this year that would lengthen the work period?

[Traduction]

Les emplois créés dans les régions posent-ils un problème pour l'établissement de votre base statistique?

M. McCurdy: Il m'est difficile de savoir. Nous ne savons pas quelles statistiques sont utilisées. Si je vous comprends bien, vos statistiques montrent la distribution des étudiants dans les divers programmes. J'imagine que vous avez calculé la durée moyenne des emplois et le revenu moyen gagné, n'est-ce pas?

M. Lussier: En effet.

M. McCurdy: J'imagine, également, que vos chiffres sont ventilés par région et par secteur d'emploi, qu'il s'agisse du secteur privé ou non. Je vois ici que l'on parle de régions: s'agit-il des provinces ou de leurs subdivisions?

M. Lussier: Je pense qu'il s'agit des provinces et des territoires.

M. McCurdy: Des provinces et des territoires. Quel était le salaire moyen gagné par les étudiants au cours de l'été?

M. Lussier: Je vous répondrai dans un instant. Monsieur le président, puisque vous parlez de la Fédération canadienne des étudiants, je précise que notre Ministre a rencontré son conseil d'administration au moins à deux reprises, et qu'elle a chaque fois fait savoir qu'elle accueillerait avec plaisir toute suggestion de leur part. D'ailleurs, la Fédération a porté à l'attention du Ministre des observations qui font actuellement l'objet d'analyses dans l'optique de la prochaine génération de programmes.

Monsieur le président, je reviens à votre première question: je ne puis vous répondre que par un chiffre estimatif et non pas exact, puisque je n'en ai pas sous les yeux. Mais je pense ne pas me tromper en disant que le salaire moyen gagné au cours de l'été par les étudiants dépassait de loin les 2,000\$, pour chacune des composantes de travail de Défi 85.

M. McCurdy: Pouvez-vous comparer ces chiffres à ceux de l'année dernière?

M. Lussier: Si l'on compare ces chiffres à ceux des emplois créés dans le secteur privé, on peut constater que, pour toutes sortes de raisons, les emplois ont duré plus longtemps dans le secteur privé qu'ailleurs. En outre, les salaires horaires y ont été un peu plus élevés que ceux qu'offraient les organismes sans but lucratif ou les organismes municipaux. Les emplois duraient en moyenne 11 semaines ou un peu plus.

M. McCurdy: Pouvez-vous comparer le salaire moyen de cette année à celui de l'année dernière?

M. Lussier: Je ne puis vous répondre, malheureusement, étant donné que je n'ai pas sous les yeux les chiffres de 1984. Il me faudrait prendre votre question à l'étude, afin de pouvoir vous répondre avec exactitude.

M. McCurdy: Pourriez-vous le faire et nous envoyer votre réponse? Allez-vous suggérer une façon de prolonger la période de travail pour cette année?

[Text]

Mr. Lussier: It depends. I mean we are in a situation when you are specifically relating to summer programming. When you have a project that lasts, for example, 12 weeks—that is, three months—if you have a kid who is leaving school in June, this is really full-time—July, August and part of June. So when it goes above 10, 11 or 12 weeks, I cannot see, in my own mind, that we can lengthen the period of time for a student program because this program takes place between school sessions.

Mr. McCurdy: Of course, it occurs between school sessions, but the average university student is out for something in excess of 16 weeks. One of the complaints of the Canadian Federation of Students, representing the students all over the country, is that the jobs do not fill the time available during which they have to earn money. Usually, it runs around \$2,000, as compared to an \$8,000 bill that they have to pay in school. So surely you have heard that university and college students consider the work period available largely in the past year attributable to the delay in getting the program under way. But other factors may be involved.

Now, are any steps going to be recommended to the Minister which would increase the likelihood of filling in the time period during which students are obliged to earn their keep, to earn their tuition, and to earn money for expenses in the forthcoming year?

Mr. Lussier: I think, Mr. Chairman, this is one of the points that is part of the overall analysis that is going to be brought to our Minister's attention for her decision. I am not able to go into it in a specific manner this morning.

The Chairman: Okay. Just for clarification of the record, this program includes those who graduate from high school.

Mr. Lussier: Yes.

The Chairman: They are just as eligible, and there is something about one-quarter of...

Mr. McCurdy: It includes university students, college students, high school students—students.

The Chairman: The high school period is quite a bit shorter.

Mr. McCurdy: We understand this.

The Chairman: Do you have a breakdown of this for us? Do you keep statistics on high school versus other categories where you might get a better sense of...

Mr. McCurdy: This is a very useful question, Mr. Chairman.

Mr. Lussier: Maybe some of my colleagues have it. I do not have it in front of me. I would just like to clarify, Mr. Chairman, in answer to your question, the project durations I mentioned were averages. I mean, there are projects that are...

[Translation]

M. Lussier: Cela dépend. Après tout, il s'agit précisément de programmes d'emplois d'été. Supposons un programme qui durerait 12 semaines, c'est-à-dire trois mois: l'étudiant qui finit ses cours en juin, doit donc travailler à temps plein tout l'été, dès le mois de juin. Je vois difficilement comment on pourrait prolonger au-delà de 11 ou 12 semaines la période d'emploi d'été pour les étudiants, étant donné que le programme est intersessionnel.

M. McCurdy: Je sais très bien que le programme vise l'intersession, mais n'oubliez pas que l'étudiant universitaire est en congé pendant plus de 16 semaines, en moyenne. La Fédération canadienne des étudiants, qui représente tous les étudiants canadiens, se plaint entre autres du fait que les emplois ne durent suffisamment longtemps pour leur permettre de gagner assez d'argent. En effet, ils ne gagnent que 2,000\$ environ, alors qu'il leur faut payer des frais de scolarité de 8,000\$. Vous avez certainement entendu les étudiants de niveaux universitaire et collégial se plaindre de la brièveté des emplois, en général à cause de la lenteur avec laquelle vous avez démarré le programme l'année dernière. Mais il se peut que d'autres facteurs soient entrés en jeu.

Qu'allez-vous recommander à la Ministre pour prolonger la durée de travail au cours de laquelle les étudiants peuvent gagner de quoi vivre, de quoi payer leur scolarité et leurs dépenses au cours de l'année suivante?

M. Lussier: Monsieur le président, cela fait justement partie de l'analyse globale que nous soumettrons à l'attention de notre Ministre. Voilà pourquoi je ne puis en parler de façon précise ce matin.

Le président: Bien. À titre d'éclaircissement, ces programmes incluent-ils les diplômés des écoles secondaires?

M. Lussier: Oui.

Le président: Ils sont admissibles au programme au même titre que les autres, mais l'intersession est d'environ un quart...

M. McCurdy: Le programme vise les étudiants de niveau universitaire, de niveau collégial, et de niveau secondaire; bref tous les étudiants.

Le président: Mais l'intersession à l'école secondaire est un peu plus courte.

M. McCurdy: Nous le savons.

Le président: Pouvez-vous nous ventiler vos statistiques? Avez-vous des chiffres sur le nombre de participants de niveau secondaire, par rapport à toutes les autres catégories, et qui vous permettraient de mieux comprendre...

M. McCurdy: Monsieur le président, c'est une question très pertinente.

M. Lussier: Mes collègues pourront peut-être vous aider, car je n'ai pas cette répartition sous les yeux. Monsieur le président, j'aimerais préciser que les durées d'emploi que je vous ai données sont des moyennes. Il s'agit de projets qui...

[Texte]

[Traduction]

• 1030

Mr. McCurdy: You said when you give an average datum, that is an average?

Mr. Lussier: The 12 weeks in the private sector that I was giving you, for example, was an average duration of projects which took place this year, the length of time.

Mr. McCurdy: Yes.

Mr. Lussier: So there is, I am sure, a project which has been having many more weeks than the 12 weeks' average I was giving you.

Mr. McCurdy: Even I can understand that an average is going to have a range—yes, there is no doubt about that. But the fact is that the average is reflective of something, and what it reflects is the concern expressed by students all over the country—high school, university and college students—that the duration of jobs and the levels of income are inadequate.

There are two ways, then, of solving the problem—increase the duration and that would in fact increase the average earnings in and of itself. It is particularly relevant to those who are going into or are continuing at university or college level. One question is: Are there recommendations being made to the Minister that would have the effect of increasing the duration and/or income levels? Because if they have not changed significantly since last year, then with tuitions increasing all across the country, it is becoming more difficult in some areas to get grants; increasing emphasis on loans—Challenge '85 is supposed to specifically address the needs of students; this is supposed to be a priority of government.

Are there going to be recommendations made in that area? As a parenthesis to that question, the chairman has suggested a question of quite considerable relevance, and that is: What is the distribution of these durations, averages between high school students and college and university-level students? Because that data would be significant.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, on that latter point I would like to ask my colleague, Mr. Johnston, to elaborate more in terms of the high school/university participation. I would like to bring to the attention of Mr. McCurdy a very general comment.

I understand what Mr. McCurdy is indicating here this morning. But I am not sure in my own mind—and it might not be appropriate—but our programming related to summer students—the main objective is not to produce necessarily what you call "income support". The main objective is to produce a training experience that will be beneficial to a

Mr. McCurdy: I must say that is the most outrageous revelation about Challenge '85 I have ever heard, because there is not a student in the country who considers the priority for the summer is not on earning enough money to be able to go back to school.

M. McCurdy: Vous avez bien dit des moyennes?

M. Lussier: Le chiffre de 12 semaines dans le secteur privé représente la durée moyenne des projets de l'été dernier.

M. McCurdy: Bien.

M. Lussier: Je suis sûr que certains projets ont duré beaucoup plus longtemps que 12 semaines, par exemple.

M. McCurdy: Même moi, je puis comprendre ce qu'est une moyenne; évidemment, cela ne fait pas de doute. Mais n'oublions pas que la moyenne traduit une réalité, et que cette réalité représente les doléances suivantes exprimées par des étudiants de partout au pays—qu'ils soient de niveau collégial, universitaire ou secondaire: la durée des emplois et les revenus sont inadéquats.

Il y a deux façons de résoudre le problème, la première étant de prolonger la durée des emplois, ce qui en soi permet à l'étudiant de gagner plus en moyenne. C'est particulièrement important pour ceux qui sont de niveau collégial ou universitaire. Parmi les recommandations que vous formulez à votre ministre, y en a-t-il qui auraient pour effet de prolonger la durée des emplois et d'augmenter les revenus moyens? Si la situation ne change pas beaucoup par rapport à l'année dernière, que deviendront les étudiants devant l'augmentation généralisée des frais de scolarité et devant la difficulté croissante d'obtenir des subventions dans certaines régions? Peut-être faudrait-il augmenter le nombre de prêts, puisque Défi '85 est censé répondre directement aux besoins des étudiants et être une priorité gouvernementale.

Allez-vous présenter des recommandations en ce sens? Par ailleurs, notre président a posé une question très pertinente: Quelle est la répartition des emplois par durée, et par catégories d'étudiants visés, c'est-à-dire de niveaux secondaire, collégial et universitaire? Il me semble que ces moyennes peuvent être très révélatrices.

M. Lussier: Monsieur le président, je demanderai à mon collègue M. Johnson, de répondre à la dernière partie et de donner tous les chiffres nécessaires sur la participation des étudiants du secondaire par rapport à ceux de l'université. Mais j'aimerais d'abord faire une observation d'ordre général à l'intention de M. McCurdy.

Je comprends très bien ce que cherche à savoir M. McCurdy ce matin. Mais je voudrais préciser—ce qui n'est peut-être pas très approprié—que les programmes d'été destinés aux étudiants n'ont pas pour objectif principal de suppléer à leur revenu. L'objectif principal est au contraire de leur fournir une expérience en cours d'emploi qui leur sera utile dans leur domaine.

M. McCurdy: C'est ce que j'ai entendu de plus scandaleux jusqu'à ce jour au sujet de Défi '85: il n'y a pas un seul étudiant canadien qui ne considère comme prioritaire de gagner de l'argent au cours de l'été pour pouvoir retourner aux études.

[Text]

The Chairman: Mr. McCurdy, if we could get the answer—we have gone over your time, and the next one is Mr. Nystrom. He might want to continue the same theme.

Mr. H. Johnston (Director General, Employment Development Branch, Canada Employment and Immigration Commission): Thank you, Mr. Chairman. The breakdown by educational level in Challenge '85 shows that approximately 27% of the participants were from the secondary level; 28% to 29% were from community college/CEGEP and a further 41%-42% were from the university level. So . . .

The Chairman: It would be helpful if we were to lay on the table that the Quebec CEGEP system has a relatively short summer vis-à-vis the classic university. They tend to go to school well into the month of June and commence around Labour Day, so you are dealing with something in between university and high school in terms of their availability.

Mr. H. Johnston: Mr. Chairman, I do not have the breakdown the member was interested in, in terms of the length of the jobs by educational level. That is a calculation I do not have in front of me.

The Chairman: It obviously has to be bounded by the maximum time available as one of the criterion. You really have three situations here—the classic university situation with the fairly long summer; the CEGEP, with a relatively short summer and the high school with a slightly shorter summer; but the CEGEP system at least, in the Province of Québec, provides a very limited summer period.

• 1035

Mr. Nystrom: Mr. Chairman, thank you very much. First of all, earlier this morning the question was asked when there will be an announcement about next year's program, and the deputy minister said very soon. I have been around here a long time; very soon can mean anytime from today until six months from today. Can you be a bit more precise? Will there be an announcement before Christmas?

Mr. Lussier: Under normal circumstances, I think our Minister would like to announce the program as soon as possible. I am suspecting, yes, that it would be before Christmas.

Mr. Nystrom: Probably before Christmas then.

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Nystrom: Well that is an improvement. I think if the new program is announced before Christmas, it gives people a better chance to become familiar with it and so on.

To pursue a question that was started by Mr. McCurdy in this particular document here to the Members of Parliament from the Minister of Employment about the summer job program, it says:

[Translation]

Le président: Monsieur McCurdy, laissez les témoins répondre: votre temps est déjà écoulé, et le prochain intervenant est M. Nystrom. Il voudra peut-être continuer dans la même veine.

M. H. Johnston (directeur général, Développement de l'emploi, Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada): Merci, monsieur le président. La ventilation de Défi '85 par niveau d'instruction montre qu'environ 27 p. 100 des participants étaient de niveau secondaire; que 28 à 29 p. 100 d'entre eux étudiaient dans un collège communautaire ou dans un CEGEP, et que les autres 41 à 42 p. 100 étaient de niveau universitaire. Donc . . .

Le président: Il me semblerait utile de préciser que l'intersession d'été est relativement courte dans les CEGEP québécois par rapport à ce qui se passe dans le système universitaire classique. Les cégépiens suivent en effet des cours jusqu'au mois de juin et recommencent aux environs de la Fête du travail, ce qui les place—en termes de disponibilité—entre les étudiants de niveau universitaire et les étudiants de niveau secondaire.

M. H. Johnston: Monsieur le président, je ne puis répondre au député et lui expliquer quelle est la répartition des emplois par durée et par niveau d'instruction. Je n'ai pas ces calculs sous les yeux.

Le président: L'un des critères est évidemment le nombre maximal de semaines au cours desquelles l'étudiant est disponible. Au fond, il y a trois scénarios possible: vous avez d'une part l'étudiant d'une université classique dont l'été est relativement long; puis le cégépien dont l'intersession est plus courte; et enfin l'étudiant d'une école secondaire dont l'été est franchement plus court. Mais je répète qu'au Québec, la période estivale est assez limitée dans les CEGEP.

M. Nystrom: Merci beaucoup, monsieur le président. Tout d'abord, à la question de savoir quand le programme de l'an prochain serait annoncé, le sous-ministre a répondu très prochainement. Je suis là depuis longtemps, et très prochainement peut vouloir dire d'ici à six mois. Pourriez-vous être un peu plus précis? Le programme sera-t-il annoncé avant Noël?

M. Lussier: Normalement, je pense que notre ministre aimerait annoncer le programme le plus tôt possible. Je penserais bien que ce serait avant Noël.

M. Nystrom: Probablement avant Noël donc.

M. Lussier: Oui.

M. Nystrom: C'est déjà un peu mieux. Je pense que si l'annonce est faite avant Noël, les gens pourront mieux se familiariser avec le nouveau programme.

J'aimerais maintenant poursuivre une question qui a été soulevée par M. McCurdy concernant le document que la ministre de l'Emploi a envoyé aux députés au sujet du programme d'emplois d'été. On y dit:

[Texte]

More importantly, the vast majority of jobs were directly related to students' career study plans or provided solid practical work experience.

I wonder if you can elaborate a bit more on that in terms of most of the jobs.

Mr. Lussier: I would like, Mr. Chairman, to ask Mr. Johnston to comment on the elaboration, please.

The Chairman: Mr. Johnston.

Mr. H. Johnston: Mr. Chairman, I believe members may already have some of the material related to the distribution by career-related and work experience. We also have a breakdown in relation to some of the areas of activity students were involved in and the distribution of the jobs across the various types of activity. Some 6% of the jobs were in resources-related activity, and 25% in services related. Manufacturing and construction accounted for about 12% to 13%; 3.5% were in the area of education; health and social services accounted for about 10% of the jobs created; 20% were in the broad area of recreation; and 7% in cultural activities. A little over 8% of the jobs were in research and analysis, and the balance, which is around 6% or so, were in various governmental services and other related activity, which would primarily be at the municipal level. Within those broad categories of activity type, the jobs that were career-related consisted of 58,000 to 59,000 out of the total SEED jobs of 87,000. The balance of the jobs were providing students with practical work experience in many of those areas.

Mr. Nystrom: So what you are saying then is that 58,000 of the 87,000 would be directly related to the students' career study plans.

Mr. H. Johnston: That is correct, Mr. Chairman.

Mr. Nystrom: Yes, because what I am looking at here is a letter sent to us as Members of Parliament by the Minister, Flora MacDonald, in which she says:

More importantly, the vast majority of jobs were directly related to students' career study plans or provided solid practical work experience.

I am just wondering what criteria you used in deciding whether or not they were first of all directly related to the students' career study plans or whether or not they were just practical work experience jobs. You have a set of criteria. How do you measure that? It seems to me that is a bit of an elastic definition in the first place.

Mr. H. Johnston: Mr. Chairman, there are two points at which it can be and is measured. One is on the application itself, where the employer is asked to try to specify the type of background a student ideally ought to have in order to fill that job.

• 1040

The second point is that, in referring in terms of getting either a directly career-related experience or more practical

[Traduction]

Ce qui est plus important, c'est que la grande majorité des emplois étaient directement reliés aux programmes d'études des étudiants ou leur permettaient d'acquérir une solide expérience pratique.

Auriez-vous des chiffres à nous donner pour illustrer cette affirmation.

M. Lussier: Monsieur le président, j'aimerais demander à M. Johnston de nous donner les détails.

Le président: Monsieur Johnston.

M. H. Johnston: Monsieur le président, je pense que les députés ont peut-être déjà en main quelques documents concernant la distribution des emplois selon qu'ils sont axés sur la carrière ou qu'ils constituent une expérience pratique de travail. Nous avons aussi fait la ventilation des emplois selon les différents secteurs d'activités. Quelque 6 p. 100 des emplois étaient reliés au secteur des ressources, et 25 p. 100 au secteur des services. Il y avait environ 12 à 13 p. 100 d'emplois dans le secteur manufacturier et la construction; 3,5 p. 100 dans le domaine de l'éducation; environ 10 p. 100 dans les services sociaux et de santé; 20 p. 100 dans les loisirs en général; et 7 p. 100 dans les activités culturelles. Un peu plus de 8 p. 100 des emplois étaient reliés à la recherche et à l'analyse, et le reste, soit environ 6 p. 100, était rattaché à divers services gouvernementaux et d'autres activités connexes, principalement au niveau municipal. Dans ces grandes catégories d'activités, le nombre d'emplois axés sur la carrière se chiffrait entre 58,000 et 59,000 sur un total de 87,000 emplois du programme EEET. Les autres emplois permettaient aux étudiants d'acquérir une expérience pratique de travail dans ces nombreux domaines.

M. Nystrom: Vous dites donc que 58,000 des 87,000 emplois seraient directement reliés aux programmes d'études des étudiants.

M. H. Johnston: C'est exact, monsieur le président.

M. Nystrom: C'est parce que j'ai ici une lettre qui nous a été envoyée aux députés par la ministre Flora MacDonald, dans laquelle elle dit:

Ce qui est plus important, c'est que la grande majorité des emplois étaient directement reliés aux programmes d'études des étudiants ou leur permettaient d'acquérir une solide expérience pratique de travail.

J'aimerais savoir quels critères vous ont permis de déterminer si les emplois étaient en premier lieu directement reliés aux programmes d'études des étudiants et deuxièmement, s'ils permettaient d'acquérir une expérience pratique de travail. Vous avez sans doute des critères. Comment cela se mesure-t-il? J'ai l'impression que la définition est un peu élastique.

M. H. Johnston: Monsieur le président, il y a deux choses qui nous permettent de porter ce jugement. La première, c'est la demande comme telle où l'employeur est invité à préciser les antécédents que l'étudiant devrait idéalement avoir pour remplir le poste.

La deuxième chose, c'est qu'on essaie de trouver à l'étudiant un travail soit axé sur sa carrière, soit lui permettant d'acqué-

[Text]

experience. The match is made at the point of referral of students to the jobs.

Mr. Nystrom: How does Challenge '85 compare with previous summer job programs? Has there been a better percentage in career-related jobs, compared with 1982, 1983 and 1984? And if so, how much greater?

Mr. H. Johnston: I think, Mr. Chairman, one would have to say that there has indeed been a better percentage. It is difficult to make quite the kind of comparison I think the member would be interested in because the 1984 programming did not focus as explicitly on career-related employment, nor was data collected that would be comparable.

Mr. Nystrom: I wanted to ask the deputy minister why there will be a funding cut at the universities and the Canada Employment Centres. I understand that, as of April 1 this year, there will be a cut of 30% in the budgets of all Canada Employment Centres on campuses, that funding will drop from \$2,160,000 to \$1,420,000 and that there will also be a lay-off of personnel. According to the information I have here, the lay-off will be about one-third of the personnel. For example, in Montreal, there are six university job centres and there will be a drop in employees from 34 to 24. Is this not a rather severe cut, when you consider the youth unemployment in this country and the need to find practical jobs for young people?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I would first like to correct the impression that is given by the observations that there will be cuts in the operations of CECs on campus as of April 1. The fact is that there will be no CECs on campus. They will cease operation as a result of streamlining. There is a streamlining process that has been contemplated and that will in fact be taking place starting in the next fiscal year.

But the streamlining as such will be taking place in various ways. It might be, for example, lesser staff utilization during summer months when postsecondary institutions have fewer students. It will be also in collaboration with increased assistance from institutions themselves. No doubt about it, there will be a general tightening of resources. But, as far as I know at this point in time, this tightening of resources is not going to be leading to lay-offs, as you are indicating.

As such, I hope I have clarified points related to your questions.

Mr. Nystrom: I wonder if I could ask the deputy minister then precisely how many staff will be laid off and what will the budget cut be. You talk about streamlining and tightening of resources. Usually, those are code words for lay-offs and budget cut-backs. I wonder if you could confirm the statistics that the cut-back will be from \$2.16 million to \$1.42 million in the budgets of the Canada Employment Centres on university campuses in this country.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I think the overall budget related to CECs on campus is \$5.6 million. There will be reductions of about \$1.6 million overall but, as I indicated earlier, no one is going to be ceasing operations in any part of

[Translation]

rir une expérience pratique, compte tenu de son programme de cours et des intérêts qu'il a manifestés. Le rapprochement se fait au moment de proposer un emploi à l'étudiant.

M. Nystrom: Comment le programme Défi '85 se compare-t-il aux programmes d'emplois d'été antérieurs? Y a-t-il un pourcentage plus élevé d'emplois axés sur la carrière, par rapport à 1982, 1983 et 1984? Et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ce pourcentage est-il plus élevé?

M. H. Johnston: Monsieur le président, je pense qu'il faut dire que le pourcentage est plus élevé. Il est difficile de faire le genre de comparaison que le député demande, parce qu'en 1984, le programme ne portait pas explicitement sur les emplois axés sur la carrière, et par conséquent, les données recueillies ne se prêtent pas aux comparaisons.

M. Nystrom: Je voulais demander au sous-ministre pourquoi il y aura une réduction du budget consacré aux universités et aux centres d'emploi du Canada. À ce que je sache, à compter du 1^{er} avril, le budget de tous les centres d'emploi du Canada sur les campus universitaires sera réduit de 30 p. 100, ce qui veut dire que le financement passera de 2.16 millions de dollars à 1.42 million de dollars, et qu'il y aura des mises à pied. D'après mes renseignements, environ un tiers du personnel sera remercié. À Montréal, par exemple, il y a six centres d'emploi sur les campus universitaires, et le nombre d'employés passera de 34 à 24. Ne pensez-vous pas que c'est une réduction plutôt sévère, quand on pense au chômage des jeunes au pays, et au besoin de leur trouver des emplois pratiques?

M. Lussier: Monsieur le président, il n'y aura pas de réduction des opérations des centres d'emploi du Canada sur les campus à compter du 1^{er} avril. Le fait est qu'il n'y aura plus de CEC sur les campus. Ils seront supprimés par souci de rationalisation. On envisage depuis quelque temps un processus de rationalisation qui sera mis en branle au cours de l'année financière qui vient.

Cette rationalisation prendra diverses formes. Par exemple, on réduira peut-être le nombre d'employés durant les mois d'été, alors qu'il y a moins d'étudiants dans les établissements postsecondaires. Il faudra aussi compter davantage sur la collaboration de ces établissements eux-mêmes. Oui, il y aura effectivement une compression générale des ressources. Mais, à ce que je sache, ces compressions de ressources n'entraîneront pas de mises à pied, contrairement à ce que vous avez dit.

J'espère que cela répond à vos questions.

M. Nystrom: Pourrais-je demander au sous-ministre combien d'employés seront mis à pied exactement, et de quel ordre seront les réductions budgétaires? Vous avez parlé de rationalisation et de compression des ressources. D'habitude, cela se traduit par des mises à pied et des réductions budgétaires. Pourriez-vous confirmer les chiffres suivants: le budget des centres d'emploi du Canada sur les campus universitaires passera de 2.16 millions de dollars à 1.42 million de dollars.

M. Lussier: Monsieur le président, je pense que le budget global des CEC sur les campus est de 5.6 millions de dollars. Il y aura une réduction d'environ 1.6 million de dollars en tout, mais comme je l'ai dit tout à l'heure, personne ne perdra son

[Texte]

the country as a result of the streamlining. So I think we are talking here more in reorganization of staff. As I indicated, I do not believe that it will result in any lay-off situation related to the streamlining operation of CECs on campus.

Mr. Nystrom: Okay. So there will be a cut-back in the budget then from \$5.6 million to around \$4 million, which is—I do not have a computer here—25% or 30% or somewhere in this range, which is about the range I was suggesting to you, Mr. Chairman. I also understand there is going to be a cut-back in staff of around 30%. You talk about streamlining of staff. Can you give us any more precise figures as to what the staff cut-back will be?

• 1045

Mr. Lussier: I think I would like very much to give them to you, but I do not have them. I would like to be more up-front and answer your question, but I hesitate when I only rely, Mr. Chairman, on my personal computer on the specific numbers. I think from memory, which is subject to confirmation, between 85 to 90 person-years fewer will be used in CECs on campus, compared with last year.

Mr. Nystrom: About 85 to 90 person-years fewer?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Nystrom: Roughly, how many person-years are there now? I am just trying to get an idea of what the cut-back will be. Will it be a 20% cut-back or a 30% cut-back, roughly?

Mr. Lussier: I think it is roughly a 30% cut-back.

Mr. Nystrom: So nearly a 30% cut-back in the budget and around a 30% cut-back in staff. Are you monitoring it very, very carefully to ensure that there will not be certain universities where it will be too severe? I know Mr. McCurdy, for example, has been going across this country talking to students during the last month or two. There are some complaints already at some universities that they are under-staffed right now. If you have a 30% cut-back in staffing and a 30% cut-back in the budget, some university campuses might really suffer, as a consequence.

Mr. Lussier: We certainly hope it will not be the case. Naturally, when you are streamlining, by definition, you are not in a situation to give the similar year-round service you were giving. As I indicated, we have been receiving the collaboration of both universities and community colleges in order to provide a series of services. In some instances, it may not be five days a week from 9.00 a.m. to 5.00 p.m. every day. But there will definitely be an ongoing level of support for students who want to be referred to available part-time employment opportunities during the academic year or during the summer.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier. I think, Mr. Nystrom, your time is up. I have Ms Copps down for second round; no one else on first. Are there other people who would like to be on second round? Okay.

[Traduction]

emploi par suite de cette rationalisation. Je pense donc qu'il vaudrait mieux parler de réorganisation des effectifs. Je le répète, je ne crois pas que la rationalisation des opérations des CEC sur les campus universitaires entraînera des mises à pied.

M. Nystrom: Très bien. Cela veut donc dire que le budget passera de 5.6 millions de dollars à environ 4 millions de dollars, ce qui représente—je n'ai pas d'ordinateur ici—une réduction de 25 ou 30 p. 100, comme je le disais tout à l'heure, monsieur le président. Je crois comprendre aussi que le personnel sera réduit de 30 p. 100 environ. Vous avez parlé de rationalisation des effectifs. Pourriez-vous nous donner des chiffres plus précis sur la réduction des effectifs?

M. Lussier: J'aimerais bien pouvoir vous donner des chiffres précis, mais je n'en ai pas. J'aimerais pouvoir vous répondre avec plus de précision, mais j'hésite à vous donner des chiffres, puisque je ne peux compter que sur mon ordinateur personnel. Si je ne me trompe, et il faudrait que je vérifie ces chiffres, il y aura entre 85 et 90 années-personnes de moins que l'an dernier dans les CEC des campus universitaires.

M. Nystrom: Entre 85 et 90 années-personnes de moins?

M. Lussier: Oui.

M. Nystrom: En gros, combien d'années-personnes y a-t-il à l'heure actuelle? J'essaie de savoir de quel ordre sera la réduction du personnel. Sera-t-elle approximativement de 20 p. 100, de 30 p. 100?

M. Lussier: Je pense qu'il s'agit approximativement d'une réduction de 30 p. 100.

M. Nystrom: Cela veut donc dire une réduction de près de 30 p. 100 du budget et des effectifs. Suivez-vous le dossier avec suffisamment d'attention pour vous assurer que ces réductions ne seront pas trop sévères pour certaines universités? Je sais que depuis un mois ou deux, M. McCurdy parcourt le Canada pour rencontrer des étudiants. Certaines universités se plaignent déjà d'un manque de personnel. Si les effectifs sont réduits de 30 p. 100 et le budget d'autant, certains campus universitaires risquent d'être durement touchés.

M. Lussier: Nous espérons sincèrement que ce ne sera pas le cas. Naturellement, quand on rationalise, cela veut dire par définition qu'on n'assurera pas le même niveau de service à longueur d'année. Comme je l'ai déjà dit, nous sommes assurés de la collaboration et des universités et des collèges communautaires pour la prestation d'une série de services. Cela veut dire que, dans certains cas, les services ne seront pas offerts cinq jours par semaine, de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi. Mais il y aura sûrement un service permanent à l'intention des étudiants qui veulent trouver du travail à temps partiel durant l'année scolaire ou les vacances d'été.

Le président: Merci, monsieur Lussier. Monsieur Nystrom, je pense que votre temps est écoulé. M^{me} Copps a demandé un deuxième tour; je crois que nous avons terminé le premier. Y en a-t-il d'autres qui voudraient la parole une deuxième fois? Très bien.

[Text]

We move to Ms Copps for about five minutes. Then the remaining time will be split between Mr. Nystrom and Mr. McCurdy. Okay.

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman.

I guess, again being a newcomer, I am a bit like Howard; I am sceptical you will be able to deliver the same level of service with a 30% cut-back in person-years. I wonder if you could confirm the fact that EDB will not be handling the summer programs next year.

Mr. Lussier: First of all, there is no doubt, that we have been receiving from EDB officials last year, in their usual way, a fantastic collaboration at the beginning of the program. We are currently looking at facilitating the overall delivery of our program in the overall context of Canadian job strategy. I suspect from there that most of the EDB officials will be consulted to be involved in the delivery of the program. Yes.

Ms Copps: So it will continue to be under the EDB aegis?

Mr. Lussier: My hesitation is not related to the individuals involved. My hesitation is . . .

Ms Copps: I am asking about the branch. I am not talking about the person-years. Will the Employment Development Branch no longer be responsible for the summer programs?

Mr. Lussier: I am not saying this. I am saying that, in the overall context of the Canadian job strategy delivery, which includes summer employment, we are currently looking at using all our resources but in the creation of more focal points, related to a single-window approach. This will continue, no doubt about it, to associate EDB officials in the delivery of programs, but it may in fact continue to involve them, probably in some different environment in some instances.

• 1050

Relative to individuals, my hesitation is because I am not sure at this stage about the final configurations of our structure of deliveries of programs which will be taking place at the local level in 1986-87.

Ms Copps: It sounds to me like the single-window approach may involve development of a different sort of super department related to Canadian job strategy.

Mr. Lussier: Not necessarily. I do not think we are looking at creating a superstructure, as you are saying. We are looking at the principles of facilitating for anybody including clients, employees, employers, or a person in search of counselling or activities, a structure which will permit integration of the various components of the organization into a single-window approach. In that context, individuals, EDB officials and others will continue to play a very positive role.

Ms Copps: Can you confirm the fact that because of fallout or lack of response on the summer programs your officials were calling private sector people back as late as August

[Translation]

J'accorde la parole à M^{me} Copps pour environ cinq minutes. Le reste du temps sera partagé entre messieurs Nistrom et McCurdy. Bon.

Mme Copps: Merci, monsieur le président.

Étant nouvelle, je suis un peu comme Howard, c'est-à-dire que je suis sceptique, je ne crois pas que vous puissiez offrir le même niveau de service avec des effectifs réduits de 30 p. 100. Pourriez-vous confirmer le fait que la DGDE ne s'occupera pas des programmes d'été l'an prochain.

M. Lussier: Premièrement, il est vrai que nous avons reçu, comme à l'accoutumée, une aide considérable de la part des fonctionnaires de la DGDE au début du programme l'an dernier. À l'heure actuelle, nous cherchons à faciliter la mise en oeuvre générale de notre programme dans le contexte global de la stratégie d'emploi au Canada. Je présume que la plupart des fonctionnaires de la DGDE seront invités à participer à l'exécution du programme. Oui.

Mme Copps: Le programme sera donc toujours sous l'égide de la DGDE?

M. Lussier: Ce n'est pas la participation des fonctionnaires qui me fait hésiter; c'est . . .

Mme Copps: Je vous interroge au sujet de la direction générale. Je ne parle pas des années-personnes. Est-il vrai que la Direction générale du développement de l'emploi ne sera plus responsable des programmes d'emplois d'été?

M. Lussier: Ce n'est pas ce que je dis. Je le répète, dans le contexte global de la stratégie d'emploi au Canada, qui comprend les emplois d'été, nous nous efforçons d'utiliser toutes nos ressources, sauf à la création de plus de centres principaux, conformément à notre politique de centralisation. Les fonctionnaires de la DGDE continueront sans doute de s'occuper de ces programmes, mais probablement dans un contexte parfois différent.

J'hésite un peu au sujet des gens qui y participeront, car je ne suis pas certain à ce moment-ci de ce que sera finalement notre structure de prestation des programmes pour 1986-1987.

Mme Copps: J'ai l'impression que la politique d'intégration peut entraîner la création d'une sorte de superministère pour ce qui est de la stratégie d'emploi au Canada.

M. Lussier: Pas nécessairement. Je ne pense pas que nous envisageons de créer une superstructure, comme vous le dites. Nous cherchons la méthode de faciliter le travail pour tous, les clients, les employés, les employeurs, celui qui cherche des conseils ou du travail, grâce à la mise sur pied d'une structure qui permettrait l'intégration des diverses composantes de l'organisation en une approche unique. Dans ce contexte, les particuliers, les hauts fonctionnaires de la Direction générale du développement de l'emploi et les autres continueront à jouer un rôle très positif.

Mme Copps: Pouvez-vous nous confirmer que le manque de réponses au programme d'été a amené vos fonctionnaires à communiquer avec les gens du secteur privé même à la fin du

[Texte]

asking them if they could add on an extra job to expand and swell your figures?

Mr. Lussier: I would like to rely on Mr. Johnston for that specific question.

Mr. H. Johnston: I am not aware of any such practice, Mr. Chairman. In these kinds of programs there is usually an amount of funding which starts to slip toward the end of a program. For example, people may leave a job earlier than planned and so on. It has been the practice in those cases to try and see if those funds could be recycled in to create additional employment, albeit of a shorter nature, in a project which may need somebody for a short period of time, rather than have the funds disappear.

Ms Copps: Was the slippage 10%?

Mr. H. Johnston: Mr. Chairman, that may be in isolated instances the kind of thing the member is speaking about, but as a generalized practice I am not aware of it.

Ms Copps: Was the slippage 10%?

Mr. H. Johnston: I do not have a figure at the moment. That is something we really only calculate around this point in the year when all of the final payments are made and the files are closed out. The historical slippage on this type of programming has been in the order of 5% to 7% or so.

Ms Copps: You will provide us with those figures when they become available?

Mr. H. Johnston: When they are available they are normally provided, Mr. Chairman.

Ms Copps: I am not sure how many provinces face this, but as you probably know, in the province of Ontario there is a differential minimum wage between 16 to 18, and over 18. For the first time this year those people who were being paid at the minimum wage of an 18-year old, those projects were required to return the balance of the money. Whose initiative did that come from, and why? As I understand it, it was your department which requested the repayment of the differential between the minimum wage of a 16-year old and an 18-year-old on some specific projects in the province of Ontario. How many provinces were affected like that, and whose decision was it to go after them for the minimum wage differential?

Mr. H. Johnston: Mr. Chairman, I would have to take that particular question under advisement. I do not have the information here on what looks like a reasonably complex issue in terms of a potential overpayment and so forth. I would like to take it under advisement.

The Chairman: One last question, Ms Copps.

Ms Copps: Actually I have just a comment. Because it was raised earlier I realize this does not deal specifically with Challenge '85, but it deals with what I see as a movement toward the one-window approach, as confirmed by Mr. Lussier's statement that maybe the function of EDB might be changing.

If in fact there is a change in the function, as appears to be happening now with some of the programs being approved on a

[Traduction]

mois d'août pour leur demander s'ils pouvaient ajouter un emploi additionnel afin de grossir vos chiffres?

M. Lussier: Je demanderais à M. Johnston de répondre à cette question.

M. H. Johnston: Je ne suis pas au courant d'une telle pratique, monsieur le président. Il y a habituellement pour ce genre de programme un certain financement qui commence à glisser vers la fin du programme. Ainsi par exemple les gens quittent un emploi plutôt que prévu. Dans ce cas, on essaie de voir si les fonds peuvent être recyclés afin de créer des emplois additionnels, même si leur durée est très courte, dans un projet où il faut des gens compétents, plutôt que de laisser les fonds disparaître.

Mme Copps: Est-ce que ce glissement était de 10 p. 100?

M. H. Johnston: Monsieur le président, il y a peut-être des cas isolés, mais à ma connaissance, ce n'est pas un usage généralisé.

Mme Copps: Est-ce que le glissement était de 10 p. 100?

M. H. Johnston: Je n'ai pas les chiffres en ce moment. C'est le genre de calcul que nous faisons à la fin de l'année lorsque les derniers paiements ont été effectués et que les dossiers sont fermés. Le glissement habituel pour ce genre de programme était habituellement de 5 à 7 p. 100.

Mme Copps: Vous nous donnerez ces chiffres lorsqu'ils seront connus?

M. H. Johnston: Dès que nous les avons, nous les fournissons normalement, monsieur le président.

Mme Copps: Je ne sais pas combien de provinces sont en cause, mais comme vous le savez probablement, en Ontario le salaire minimum n'est pas le même pour les adolescents de 16 à 18 ans et pour ceux qui ont 18 ans révolus. Pour la première fois cette année, les entreprises subventionnées ont été tenues de rembourser la différence. D'où vient cette mesure et quelle en est la cause? Si j'ai bien compris, votre ministère a demandé que certaines entreprises subventionnées en Ontario remboursent la différence entre le salaire minimum de l'adolescent de 16 ans et celui de l'adulte de 18 ans. Combien de provinces ont été touchées et qui a pris la décision de leur faire rembourser la différence entre ces salaires minimums?

M. H. Johnston: Monsieur le président, je prends note de cette question. Je n'ai pas en main les renseignements pour répondre à une question qui me semble assez complexe en matière de pavement excédentaire.

Le président: Une dernière question, madame Copps.

Mme Copps: En réalité c'est une observation que je tiens à faire. Comme la question a été soulevée plus tôt, je me rends compte qu'elle n'a pas trait vraiment au programme Défi '85, mais plutôt à la tendance vers une politique d'intégration, comme le confirmait la déclaration de M. Lussier, à savoir que le rôle de la Direction générale du développement de l'emploi serait en train de changer.

S'il y avait un changement dans son rôle, comme c'est le cas à l'heure actuelle de certains programmes approuvés sur une

[Text]

regional basis through winter programs... The ministry has seen fit to continue to involve Members of Parliament on approval or consultation for individual projects. However, to make any kind of intelligent assessment of individual projects when you are dealing with a regional rather than an individual constituency budget is impossible. I wonder if you could take that into consideration in developing your mechanisms.

I know in Hamilton East now, we are being asked to approve projects on a piecemeal basis, one by one, with sometimes a few days' notice, without being able to see where the \$3.6 million global funding for Hamilton is going. To be asked to approve a butcher's job in isolation is not exactly relevant. I wonder if you are planning on introducing any mechanisms to give members a chance to see what is happening with the overall regional allocations.

• 1055

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I would certainly like to take these observations of the member under consideration in the process in which the MPs participation in various consultations exists.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier. Mr. Johnston, can I get some clarification? It is the people in the regions who are charged with the responsibility—if they note some slippage—to become active; to try and make sure students get the jobs and that depends on the centre.

Mr. H. Johnston: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. Mr. McCurdy.

Mr. McCurdy: Just to follow up on the previous member's question. I have looked at some of these application forms under the job strategy which involves employers training people on the job in sometimes arcane fields. One of the problems I had was number one, to convince myself the employer was even moderately qualified himself, or could provide qualified people in the training exercise. There just was not enough detail to make any judgment at all, except that there was Joe Blow who was to place someone for such a length of time, and then the rest of the form was filled in with the usual jargon that seemed almost to be copied from some Employment and Immigration booklet of criteria and we are supposed to evaluate him on that basis.

Would it not be possible to provide members with information, if indeed such exists, which would permit one to evaluate the adequacy of the training experience by virtue not only of the qualifications of the trainers, but also to give us some indication of the legitimacy, if you will, of the company or employers involved. Often, it is not even possible to determine whether the employer has existed for a period of time in excess of the period involved in just submitting the application form.

Mr. Lussier: Certainly, your point is well taken in the sense that I was under the impression, Mr. Chairman, that as it relates to—for example, a project using job development

[Translation]

base régionale pour les programmes d'hiver... Le ministère a cru bon de continuer à faire participer les députés à l'approbation ou aux consultations relatives à certains projets. Cependant, il est impossible de faire une évaluation intelligente de ces projets lorsque le budget en cause intéresse une région et non pas une circonscription. Je me demande si vous ne pourrez pas en tenir compte lorsque vous mettrez au point vos mécanismes.

Je sais qu'à Hamilton-Est, on nous demande en ce moment d'approuver des projets de façon décousue, un à un, avec préavis de quelques jours, sans que nous sachions où le financement global de 3.6 millions de dollars pour Hamilton ira. Cela ne rime à rien d'approuver un emploi de boucher de façon isolée. Est-ce que vous prévoyez mettre en place des mécanismes pour donner aux députés la possibilité de voir à quoi servent les crédits régionaux.

M. Lussier: Monsieur le président, je prends note des observations de la députée pour le processus de participation des députés aux diverses consultations.

Le président: Merci, monsieur Lussier. Monsieur Johnston, un éclaircissement, s'il vous plaît! Ce sont les gens dans la région qui sont responsables—s'ils remarquent un certain glissement—de faire quelque chose, d'essayer de s'assurer que les étudiants obtiennent de l'emploi, et c'est le centre qui doit y voir.

M. H. Johnston: Oui, monsieur le président.

Le président: Merci. Monsieur McCurdy.

M. McCurdy: Je désire poursuivre la question qu'a posée mon prédécesseur. J'ai examiné certaines formules de demandes utilisées dans le cadre de la stratégie d'emploi, par laquelle des employeurs forment des gens sur place dans des domaines qui sont parfois mystérieux. Une des difficultés que j'ai éprouvées a été en premier lieu de me convaincre que l'employeur était lui-même assez compétent ou qu'il pouvait avoir des gens qualifiés pour s'occuper de la formation. Nous n'avions simplement pas assez de détails pour porter un jugement, sauf que c'était monsieur Un tel qui devait placer quelqu'un pour une certaine période, et le reste de la formule était remplie du jargon qu'on trouve habituellement dans un manuel des critères d'Emploi et Immigration, et nous étions censés évaluer l'employeur sur cette base.

Est-ce que ça ne serait pas possible de donner aux députés des renseignements, s'il y en a, qui nous permettraient non seulement d'évaluer la qualité de la formation à la lumière de la compétence des instructeurs, mais encore de nous faire une idée de la légitimité de la compagnie ou des employeurs en cause. Bien souvent on ne sait même pas si l'entreprise de l'employeur a duré plus longtemps que la période prévue dans la formule de demande.

M. Lussier: Certainement, votre remarque est très valable en ce sens que j'avais l'impression, monsieur le président, que pour ce qui est par exemple—d'un projet où l'on se sert du cheminement de développement de l'emploi—que chaque

[Texte]

stream—each project was accompanied by a detailed training plan which would give to the members.

Mr. McCurdy: Of course the plan is there. But Joe Blow comes in, he is an employer. He may be himself semi-literate in the area in which he intends to train an employee, but there is nothing there which indicates that in fact there is any substance behind the training program, any substance in the knowledge of the trainers, any substance indeed in the employer himself. They always say all these nice things. You get page after page of really tremendous rhetoric and jargon that is supposed to convince one, but which do not, because there is just not enough there to make an evaluation. You cannot answer the question.

I got one from an outfit—it can be described as nothing else—that is going to raise insects which are supposed to attack plant pests. There was nothing there to demonstrate to me that the employer knew beans about insects. He could have been a guy that just went out with a net, trapped a few bugs and brought them back and is now going to train somebody how to grow them. There was nothing there, really, to provide me with any indication that the people involved knew anything about insects, pests, plants or anything of the sort, and they are going to teach some trainees how to control all of the fungi and bacteria and bad insects that might affect plants; that is almost the way it came through.

Mr. Lussier: But, Mr. Chairman, your observations do not—I suppose you are not indicating you have anything against biological control.

Mr. McCurdy: I am a biologist.

Mr. Lussier: Okay.

Mr. McCurdy: That is why I thought the project submission was so totally inadequate as to deny me the opportunity to make a real judgment about its adequacy, and it also communicates to me that the way in which the application forms are completed and the information made available to us is utterly inadequate to evaluate the merits of the training program that is involved.

• 1100

Mr. Lussier: Mr. Chairman, what would be useful to the Members of Parliament?

Mr. McCurdy: Some background on the employer or the company, some demonstration of stability and success, and some indication of expertise on the part of those who were to be involved in the training program, which would demonstrate that the training program is going to do what it purports to do.

Mr. Lussier: I have no difficulty, Mr. Chairman, if it was an answer related to which business a particular entrepreneur is in. But if you are requesting to see his financial plan, his bottom line or his profit sheets . . .

Mr. McCurdy: No. We would like to have some indication of how long the employer has been in business, some indication of his reputation, some concrete indication of the qualifications of the people who are going to be involved in the training program in an immediate sense, and this kind of thing.

[Traduction]

projet était accompagné d'un plan de formation détaillé qui pourrait être mis à la disposition des députés.

M. McCurdy: Ce plan existe. Cependant, monsieur Un tel se présente, il est l'employeur. Il se peut qu'il soit lui-même à demi compétent dans cette spécialité à laquelle il compte former un employé, mais il n'y a rien dans la formule qui donne une idée de la teneur du programme de formation, de la science des instructeurs, ou même de la compétence de l'employeur lui-même. Elle ne mentionne que les bonnes choses. On peut donc lire page après page cette rhétorique et ce jargon qui est censé nous convaincre, mais ne le fais pas, car rien ne nous permet de faire une évaluation. La question reste sans réponse.

J'ai reçu une formule d'une boîte—c'est le seul terme qui lui convienne—d'une boîte qui compte élever des insectes qui sont censés attaquer les parasites des plantes. Rien ne nous prouve que l'employeur connaît quelque chose à ce sujet. Il s'agit peut-être simplement d'un type qui prend un filet pour attrapper quelques bestioles, les ramène à la maison et va maintenant former quelqu'un pour les élever. Rien dans la formule ne me dit si ces gens connaissent quelque chose aux insectes, aux parasites, aux plantes ou autre chose, et pourtant ils vont apprendre à des apprentis à combattre les champignons, les bactéries, les mauvais insectes qui peuvent nuire aux plantes; voilà ce que j'en ai compris.

M. Lussier: Vos observations ne—je suppose que vous n'avez rien contre le contrôle biologique.

M. McCurdy: Je suis biologiste.

M. Lussier: Très bien.

M. McCurdy: C'est la raison pour laquelle ce projet me semblait tout à fait inadéquat étant donné que je ne pouvais pas me faire une idée de sa qualité, et je me suis rendu compte également que la façon dont les formules étaient remplies et les renseignements mis à notre disposition étaient tout à fait insuffisants pour me permettre d'évaluer les mérites du programme de formation proposé.

M. Lussier: Monsieur le président, quels sont les renseignements qui seraient utiles aux députés?

M. McCurdy: Les renseignements sur l'employeur ou sur la société, une indication sur la stabilité et la prospérité de l'entreprise ainsi que sur la compétence de ceux qui sont chargés du programme de formation afin que ce dernier puisse effectivement remplir l'objectif pour lequel il a été créé.

M. Lussier: Je ne vois pas de difficulté, monsieur le président, à fournir des renseignements relatifs à une entreprise particulière, mais si vous demandez à voir l'état financier, les bénéfices réalisés ou . . .

M. McCurdy: Non. Nous voudrions seulement savoir depuis combien de temps l'entreprise existe, quelle est sa réputation, et quelles sont les qualifications de ceux qui seront directement chargés du programme de formation, bref, ce genre de renseignements.

[Text]

The Chairman: Mr. McCurdy, the bells have rung and the House has started.

Mr. McCurdy: I heard them.

The Chairman: We have two more meetings this week on the same issue at 6.30 p.m. on Wednesday and at 9.30 a.m. with the Minister on Friday.

I think we are into the issue of the application form. It might be helpful if you brought some structured kind of changes for the form and maybe some delineation of the kinds of circumstances. A lot of the training took place in universities, for instance.

Mr. McCurdy: Sorry?

The Chairman: A lot of the projects in my riding, for instance, were related to university departments where the jobs were . . .

Mr. McCurdy: I do not know what you are talking about. I am talking about the job strategy.

The Chairman: Okay.

Mr. McCurdy: I am talking about the forms that we are expected to approve and on which we are supposed to make some kind of judgment about the adequacy and the relevance of a program.

The Chairman: I am just suggesting that it would facilitate one of those next two meetings, if you were to bring forward some suggestions. I think the committee, in agreeing to these hearings . . .

Mr. McCurdy: I would make the simple suggestion that the deputy minister take in hand a few of these application forms and make a determination himself whether he could make such a judgment. I think it would solve a good deal.

The Chairman: Okay. We are here to take suggestions for the programs and . . .

Mr. McCurdy: Well, there is one.

The Chairman: There is one.

We have gone overtime.

Ms Coppins: This is a quick one in this context.

The Chairman: Well, I think the House has started and we must terminate for today. We do have two more meetings this week.

Ms Coppins: Okay. May I just make one little point? Please allow us to do it in context. When you get these forms one by one, you do not know how much money is in the fund, where it is going, or whether you have any left over. There has to be some kind of a global view of it.

The Chairman: Okay. The meeting is adjourned. Thank you to the witnesses.

[Translation]

Le président: Monsieur McCurdy, nous sommes appelés à la Chambre.

M. McCurdy: J'ai bien entendu la sonnerie.

Le président: Nous aurons encore deux réunions cette semaine sur le même sujet, mercredi à 18h30 et vendredi, avec le ministre, à 9h30.

Nous en sommes à la question des formules de demande. Il serait peut-être utile que vous nous donniez une indication sur les modifications à apporter éventuellement à la formule ainsi qu'une idée générale des différentes catégories de cas. Une bonne partie de la formation a eu lieu dans les universités, par exemple.

M. McCurdy: Vous disiez?

Le président: Dans ma circonscription, par exemple, un grand nombre de projets étaient rattachés à des établissements universitaires où les emplois étaient . . .

M. McCurdy: Mais de quoi parlez-vous donc? Je parle, moi, de la stratégie de création d'emplois.

Le président: Très bien.

M. McCurdy: Je parle des formules que nous sommes censés approuver et dont nous devons dire si elles répondent aux besoins d'un programme.

Le président: Je disais simplement qu'il nous serait utile d'entendre certaines de vos suggestions au cours des deux prochaines séances. Le Comité en consentant à ces audiences . . .

M. McCurdy: Je proposerais tout simplement au sous-ministre de prendre connaissance de certaines de ces formules de demande pour se faire lui-même une opinion, ce qui simplifierait beaucoup les choses.

Le président: Nous sommes ici pour entendre des propositions touchant à ces programmes et . . .

M. McCurdy: Eh bien, en voilà une.

Le président: Oui, c'en est une.

Mais nous sommes en retard.

Mme Coppins: J'ai une très brève question à poser, toujours dans le même ordre d'idées.

Le président: Mais la Chambre a commencé à siéger, et nous devons mettre un point final à cette réunion. Il en reste deux autres pour cette semaine.

Mme Coppins: Permettez-moi quand même de faire une petite remarque, pendant qu'on parle de cette question. Quand on reçoit ces formules une par une, on ne sait pas à combien s'élèvent les crédits, quels en sont les bénéficiaires ou si tous ont déjà été attribués. Nous devrions pouvoir nous former une idée générale.

Le président: Très bien. Je remercie les témoins. La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9*

*En cas de non-livraison
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Gaétan Lussier, Deputy Minister;

Hallam Johnston, Director General, Employment Develop-
ment Branch.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Gaétan Lussier, sous-ministre;

Hallam Johnston, directeur général, Direction générale du
développement de l'emploi.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 48

Wednesday, November 20, 1985

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 48

Le mercredi 20 novembre 1985

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1985-86: Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION;
and
Annual Report 1984-85, of the Department of Employment and Immigration and Canada Employment and Immigration Commission—STUDENT SUMMER EMPLOYMENT PROGRAM

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaire (B) 1985-1986: crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION;
et
Rapport annuel 1984-1985 du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration—INITIATIVES D'EMPLOIS D'ÉTÉ DES ÉTUDIANTS

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Terry Clifford
Sheila Copps
Vincent Dantzer
Charles Hamelin
Jean-Guy Hudon
Carole Jacques
Rod Murphy
Lorne Nystrom
Frank Oberle
John Oostrom
Peter Peterson
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pauline Browes
Roger Clinch
Jim Edwards
Dan Heap
Jean Lapierre
W. Paul McCrossan
Bob Pennock
Lucie Pépin
Allan Pietz
André Plourde
Joe Price
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 70(6)(b)

On Monday, November 18, 1985:

Rod Murphy replaced Howard McCurdy.

Conformément à l'article 70(6)b) du Règlement

Le lundi 18 novembre 1985:

Rod Murphy remplace Howard McCurdy.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 20, 1985
(64)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:50 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand and Jim Hawkes.

Alternate present: Jean-Pierre Blackburn.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, Research Officer. Anne-Marie Smart, Committee Researcher. Louise Thibault, Committee Researcher.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Gaétan Lussier, Deputy Minister; John Edwards, Associate Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Department and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 46*) and its Order of Reference dated November 6, 1985 relating to Supplementary Estimates (B) 1985-86 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Monday, November 18, 1985, Issue No. 47*).

The Chairman called Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Gaétan Lussier made a statement and with John Edwards, answered questions.

At 8:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 20 NOVEMBRE 1985
(64)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, ce jour à 18 h 50, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jim Hawkes.

Substitut présent: Jean-Pierre Blackburn.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche. Anne-Marie Smart, chargée de recherche affectée au Comité. Louise Thibault, chargée de recherche affectée au Comité.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Gaétan Lussier, sous-ministre; John Edwards, sous-ministre adjoint.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au rapport annuel portant sur les activités du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, et celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 46*); ainsi que l'étude de son ordre de renvoi du 6 novembre 1985 relatif au Budget des dépenses supplémentaire (B) de 1985-1986 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du lundi 18 novembre 1985, fascicule n° 47*).

Le président met en délibération les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Gaétan Lussier fait une déclaration, puis lui-même et John Edwards répondent aux questions.

A 20 h 02, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Wednesday, November 20, 1985

• 1849

The Chairman: We have a quorum, which gives me the power to call the meeting to order, and I will do so. I would like to apologize to all the people in the room. There was a vote in the House at 6 p.m., which was unexpected. We had previously scheduled the steering committee meeting for 5.45 p.m. We were in the room with a sandwich—some of us stopped by and got a sandwich—by 6.20 p.m. and we did not have time to complete our steering committee meeting, but decided we had better come across and get started.

Can I also apologize—at the last meeting, I forgot to identify the witnesses. I do not know if they noticed but subsequently, I did.

We have with us tonight Mr. Gaétan Lussier, the Deputy Minister, and Mr. John Edwards, Associate Deputy Minister, and a number of other people. This is our second meeting with officials on the issue of Challenge '85 and Supplementary Estimates, votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b.

E—EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Corporate and Special Services Program

Vote 5b—Program expenditures.....\$2,203,000

E—Employment and Insurance Program

Vote 10b—Operating Expenditures\$49,254,000

Vote 15b—The grants listed in the Estimates...\$469,841,000

E—Immigration Program

Vote 20b—Operating Expenditures\$4,425,000

Vote 25b—Contributions.....\$500,000

The Chairman: At our first meeting on this topic on November 18, 1985, there were a number of questions asked; some of them required some detailed comment that was not available from our officials at that point. I understand from Mr. Lussier that he has some of those answers at this point. Perhaps we could start there, and Mr. Lussier could share that information with us, just simply as background for members.

• 1850

Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Department of Employment and Immigration): Okay, Mr. Chairman. I think I will go only on the specific ones. I have another set of more specific answers, but I think, unfortunately, due to time—I do not have them in both languages—I would not like to table them. However, if more details related to those specific questions are required, by Friday morning, we will make sure to table them in the proper way.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mercredi 20 novembre 1985

Le président: Nous avons le quorum, et je peux donc ouvrir la séance. Je tiens à m'excuser auprès de tout le monde. Un vote inattendu a eu lieu à la Chambre à 18 heures. Nous avions prévu tenir la réunion du comité directeur à 17h45, mais nous sommes arrivés à 18h20—sandwich à la main—et nous n'avons pas eu le temps de terminer ce que nous avions à faire. Cependant, nous avons jugé préférable de venir commencer cette réunion.

Je tiens aussi à m'excuser auprès des témoins, car, à la dernière réunion, j'avais omis de les identifier. Je ne sais pas s'ils l'avaient remarqué, mais je m'en suis aperçu par la suite.

Nous accueillons ce soir M. Gaétan Lussier, sous-ministre, et M. John Edwards, sous-ministre associé, et d'autres personnes. C'est la deuxième fois que nous rencontrons les représentants du ministère pour discuter du programme Défi '85 et des crédits 5b, 10b, 15b, 20b, et 25b du Budget des dépenses supplémentaire.

E—EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme des services généraux et spéciaux

Crédit 5b—Dépenses du programme\$2,203,000

E—Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10b—Dépenses de fonctionnement.....\$49,254,000

Crédit 15b—Subventions inscrites au Budget...\$469,841,000

E—Programme d'immigration

Crédit 20b—Dépenses de fonctionnement\$4,425,000

Crédit 25b—Contributions.....\$500,000

Le président: Lors de notre première rencontre à ce sujet, le 18 novembre 1985, les députés ont posé plusieurs questions. Certaines d'entre elles nécessitaient des réponses plus ou moins détaillées dont les représentants ne disposaient pas à ce moment-là. M. Lussier me fait savoir qu'il peut maintenant nous donner certaines de ces réponses. Nous pourrions peut-être commencer par là, et M. Lussier pourrait nous faire part des renseignements qu'il a obtenus, tout simplement pour informer les membres du Comité.

M. Gaétan Lussier (sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Bien, monsieur le président. Je m'en tiendrai aux questions spécifiques. Je pourrais vous donner d'autres réponses tout aussi précises, mais comme nous n'avons pas eu le temps de les préparer dans les deux langues officielles, je préférerais ne pas les déposer auprès du Comité. Cependant, si vous voulez savoir d'autres détails d'ici à vendredi matin, nous ferons en sorte qu'elles puissent être déposées de la manière appropriée.

[Texte]

First of all, I would like to make a correction on a question that was raised, related to CEIC on campus. I mixed up my numbers. I indicated that it would imply . . . I think my answer was 85 person-years. The real answer is 59, and I apologize for that. There was also a question related to the seed components of Challenge '85, related to slippage of the program for 1985. Now I can inform members that the forecasted slippage and, in fact, the real slippage has been by now 2.3% of the old program, a bit more than \$3.5 million, which usually is a bit higher, but this year we were able to manage it in terms of corresponding to all the students.

There was also a question asked by Sheila Copps, related to differential between minimum wage in Ontario and information she had, related to whether or not we were recollecting money from students who were under the age of 16. I cannot bring a better degree of information on that one, except if more specific details can be provided, because we have no evidence that we have been embarking on that, but it may happen that a more specific explanation will be helpful. However, that question, after some research, has not given us the opportunity to really be in a situation to inform members whether we were involved in such an activity, which I doubt, and we have no evidence, but maybe a much more specific question could be asked, and we will check into it.

There is also a series of questions related to the distribution of earnings between high school all the data, but maybe this is something that, rather than taking the time of members, we should table in both official languages Friday.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier. Mr. Allmand.

Mr. Allmand: Just as I came into the room, I received a bit of information—that the Challenge '86 program has already been finalized, and I want to ask Mr. Lussier if that is correct.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I indicated Monday to similar questions that we were in the process of presenting observations and recommendations to the attention of our Minister, but our Minister has not made a final decision, and it will be to her . . . So the answer to your question is no.

Mr. Allmand: I see. Well, if that was the case, I was wondering why I was here again. I thought I was coming here to make some suggestions on how we could improve Challenge '86, and if the program has already been decided, I do not see any purpose in us sitting around this table and making suggestions.

Mr. Lussier: I think, Mr. Chairman, speaking on behalf of my Minister, any observations and recommendations that might be helpful in order to finalize the framework for 1986 are welcome.

The Chairman: Mr. Allmand, that is a repetition of a comment made Monday, just if that is helpful.

Mr. Allmand: I must also state at this meeting that although I am the employment critic for the Official Opposition, I was not consulted on the meetings for Monday, tonight or Friday,

[Traduction]

Tout d'abord, je voudrais corriger une réponse que j'ai apportée à une question portant sur les CEIC sur les campus. Je me suis trompé dans mes chiffres, et j'ai parlé de 85 années-personnes. En fait, il s'agissait plutôt de 59 années-personnes, et je m'excuse de mon erreur. On s'est ensuite interrogé sur le volet EEET de Défi 85, et plus particulièrement sur le décalage du programme en 1985. Je puis maintenant vous informer que le décalage prévu, et en fait le décalage réel, représente maintenant 2.3 p. 100 de l'ancien programme, c'est-à-dire un peu plus de 3.5 millions de dollars; d'habitude, c'est un peu plus élevé que cela, mais cette année, nous avons réussi à faire le lien avec tous les étudiants.

M^{me} Copps s'est également interrogée au sujet du salaire minimum de l'Ontario et s'est demandé si, comme elle l'avait entendu dire, nous nous faisons rembourser par les étudiants de moins de 16 ans. Je ne puis malheureusement pas répondre, à moins que l'on me donne plus de renseignements que cela; rien ne prouve qu'il y a eu des cas de remboursement de ce genre, mais cela nous aiderait d'avoir une explication de ce qui semble s'être passé. Nos recherches ne nous permettent pas de vous dire si nous nous sommes effectivement fait rembourser—ce dont je doute, puisque nous n'avons pas encore de preuves—mais si l'on voulait bien nous donner plus de détails, nous pourrions vérifier à nouveau.

On nous avait également interrogés longuement sur la répartition des gains entre les étudiants de niveau secondaire, de niveau collégial et de niveau universitaire. J'ai tous les chiffres en main, mais plutôt que d'y consacrer trop de temps, vous voudrez peut-être attendre que nous déposions cette information dans les deux langues officielles, dès vendredi.

Le président: Merci, monsieur Lussier. Monsieur Allmand.

M. Allmand: Quand je suis arrivé dans la salle, on m'a fait savoir que l'on venait tout juste de mettre la dernière main au programme Défi 86; monsieur Lussier, est-ce exact?

M. Lussier: Monsieur le président, j'ai déjà expliqué lundi que nous étions en train de présenter nos observations et nos recommandations à notre ministre, mais que cette dernière n'avait pas encore pris sa décision, et qu'il lui revenait . . . Je répondrai donc par la négative.

M. Allmand: Je vois. Parce que si cela avait été effectivement le cas, je me serais demandé ce que je faisais encore une fois ici. Je pensais en effet pouvoir émettre des suggestions sur la façon d'améliorer Défi 86, mais si le programme a déjà fait l'objet d'une décision, cela ne nous sert à rien de vous présenter nos suggestions.

M. Lussier: Monsieur le président, permettez-moi de parler au nom de mon ministre: nous accueillerons avec plaisir toute observation ou recommandation qui pourra nous aider à mettre la dernière main à Défi 86.

Le président: Monsieur Allmand, si cela peut vous aider, vous ne faites que répéter vos propos de lundi dernier.

M. Allmand: Je précise également que bien que je sois le critique de l'Opposition officielle en matière d'emploi, je n'ai pas été consulté sur la possibilité de tenir des séances de comité

[Text]

and the meetings were fixed without consulting with me. Consequently, I had already taken other engagements on Monday and Friday, so it ends up that, as the official critic for employment in the opposition, I can only be here tonight. I do not consider it a very great respect for Parliament and parliamentary traditions in any case. What I want to do is put on record some of the criticisms that I gathered over the entire process of the Challenge '85 program in the hope that they would be considered in the Challenge '86 program.

• 1855

There is no doubt that Challenge '85 created some jobs. If you take total jobs without considering the length of those jobs, the salaries paid, the regional aspects and so on, there were more of them. But there were very serious weaknesses in the program as well. I am going to list some of them. I am going to put them on the record here simply in the hope that some of them will be taken up.

These are things that have been funnelled into my office over many months. One is that the last program was announced too late. By announcing it too late, it put undue pressure on both the applicants and the officials. As a result, in my opinion, many of the projects were not as good as they could be. There may have been a good number of jobs, but the quality of the projects was not as good.

The second criticism relates to the first-come, first-funded part of the program whereby those who really took some time to put together a good project and came in closer to the deadline very often found that all the money was gone and they did not get funded at all. On the other hand, those who came in very quickly at the beginning with projects that may have engaged students but were not as good as far as training was concerned and were not as good as far as being socially useful in the community were often funded, while others were not. So the principle of first-come, first-granted is not a very good principle of operation.

Thirdly, the program favoured the private sector and hurt the voluntary sector. In several of the checkings we did, we found in many cases that some of the private sector operations that got funding this year had hired summer students in previous years without any subsidy whatsoever.

Now, I can give you an example of the sort of thing that happened in my riding. In the previous year, there was a voluntary group which had hired six not get any money last year, but two ice cream parlors did. As far as I am concerned, students who helped the handicapped are doing something much more useful in a social sense than those who serve ice cream. I found that those who served ice cream had hired students in the previous year without any subsidy.

The fourth is that in all but three or four provinces—and it is hard to get the exact figures on this—the unemployment

[Translation]

lundi, ce soir ou vendredi, et que ces dernières ont été fixées sans mon accord. Par conséquent, comme j'avais déjà d'autres obligations pour lundi et vendredi, il se trouve que le critique de l'Opposition officielle en matière d'emploi ne peut être présent que ce soir. Cela ne me semble pas traduire beaucoup de respect à l'égard du Parlement et de ses traditions. J'aimerais maintenant vous lire officiellement les critiques que j'ai recueillies au sujet de la façon dont s'est déroulé le programme Défi 85, dans l'espoir qu'on en tiendra compte dans l'élaboration du programme de 1986.

Il ne fait pas de doute que Défi 85 a créé de l'emploi. Si l'on considère le nombre total d'emplois, sans tenir compte de leur durée, des salaires versés, des aspects régionaux, etc., il faut admettre que le programme a réussi à en créer beaucoup. Néanmoins, on a pu constater de très graves lacunes, et je vais vous en énumérer quelques-unes. Je voudrais faire consigner ces critiques, tout simplement dans l'espoir que l'on en tiendra compte, du moins en partie.

Il s'agit de critiques qui sont parvenues à mon bureau depuis plusieurs mois. Tout d'abord, le programme a été annoncé beaucoup trop tard. Par conséquent, il s'en est suivi beaucoup de stress inutile pour les candidats et pour les administrateurs du programme, et bon nombre des projets n'avaient pas la qualité souhaitée. Peut-être avez-vous en effet créé beaucoup d'emplois, mais la qualité des projets s'en est ressentie.

Deuxièmement, on a critiqué le principe du «premier arrivé premier subventionné»; en effet, ceux qui ont pris le temps voulu pour monter un projet de qualité qu'ils n'ont donc pu présenter qu'à la date d'échéance, ou presque, ont constaté qu'il ne restait plus du tout de fonds pour les subventionner. Par ailleurs, ceux qui avaient très rapidement mis sur pied des projets visant à engager des étudiants, mais n'étant pas aussi formateurs, ni aussi utiles, du point de vue social, à la collectivité, se voyaient au contraire subventionnés. Il ne me semble donc pas très judicieux de suivre le principe du «premier arrivé, premier subventionné».

Troisièmement, le programme favoriserait le secteur privé et léserait le secteur bénévole. Nous avons vérifié à plusieurs reprises et avons constaté dans bien des cas que les exploitations privées qui s'étaient vues subventionnées cette année avaient de toute façon embauché des étudiants au cours des années précédentes, sans qu'elles se soient fait subventionner pour autant.

Je vous donne un exemple de ce qui s'est passé dans ma circonscription: l'année dernière, un regroupement de bénévoles avait embauché six étudiants pour aider les personnes âgées handicapées. Or, cette année, ce groupe n'a pas été subventionné, alors que deux salons de crème glacée l'ont été. Il me semble que les étudiants qui aident les personnes handicapées font un travail beaucoup plus utile du point de vue social que ceux qui servent de la crème glacée, d'autant plus que les propriétaires de ces salons de crème glacée avaient de toute façon embauché des autant avoir été subventionnés.

Quatrièmement, dans la plupart des provinces, sauf dans trois ou quatre d'entre elles—c'est très difficile d'obtenir les

[Texte]

rates were higher for those returning to school in the month of July than in the previous year. The unemployment rates went down in those provinces which had strong economies or strong private sectors but not in the weaker ones. For example, in July 1984, the unemployment rate in Nova Scotia for returning students was 16% but in 1985, with Challenge '85, it was 20.3%. This pattern has been found in many areas of the country where there is a very weak private sector economy.

The fifth criticism is that the periods for employment were much shorter. I am told by the Canadian Federation of Students—and you probably have this yourselves—that the length of employment on the average was 10.8 weeks versus 18 weeks under the previous program. Not only did this not give the shorter periods of time, but also it hurt their eligibility in some provinces for student loans.

Now, of course, you can create a hell of a lot more jobs if you take the sum of money and provide jobs that are for a shorter period of time. There is no magic in it.

This leads to the sixth criticism. On the whole, the wages were lower. There was minimum wage, in most cases. If you were under 18, it was lower than the minimum wage because it is permitted in certain places.

Seventh, there was little or no overhead money. This was especially difficult for voluntary groups. One group in my constituency was offered \$37 to pay for telephone, rent and all sorts of other things. As a result, they could not really proceed with the project.

• 1900

Now, here is where if you rely on the private sector. The private sector is in operation anyway—a plant, a factory, a mill—they have a place already available to the students to come in and work; but many of the voluntary groups, such as churches, handicapped associations and so on, they cannot really put the project in place unless they have some money to help them with overhead and with the things that would be necessary for the people to do the job.

The eighth criticism is that in many of the SSEP grants the employers did not pay their share of the wages. In other words, there was really fraud in this case, because when the federal government paid 50% the employer was supposed to pay 50%. The examples I have are with certain arts studios that did not pay their 50%; the students, because they wanted their jobs, did not complain in the middle of the projects, but they are complaining now. I do not know what the government is going to do about these particular employers who did not pay their half of the bargain.

[Traduction]

chiffres exacts—les taux de chômage étaient plus élevés pour les étudiants retournant en classe en juillet qu'au cours de l'année précédente. Les taux de chômage avaient donc baissé dans les provinces dont les économies et les secteurs privés étaient solides, mais pas dans les autres. Ainsi, en Nouvelle-Écosse, le taux de chômage des étudiants revenant en classe, qui était de 16 p. 100 en juillet 1984, était monté à 20,3 p. 100 en 1985, en dépit de Défi 85. C'est d'ailleurs ce que l'on a constaté ailleurs au pays, partout où le secteur privé est assez faible.

Cinquième critique: La durée des emplois était beaucoup plus courte. La Fédération canadienne des étudiants m'a dit—et elle vous l'a sans doute dit à vous aussi—que la durée d'emploi était en moyenne de 10,8 semaines, par rapport aux 18 semaines qu'avait permis le programme d'emploi précédent. Non seulement les étudiants ne parvenaient-ils pas à faire suffisamment d'argent, puisqu'ils ne travaillaient pas aussi longtemps qu'auparavant, mais cela les empêchait parfois, dans certaines provinces, d'obtenir des prêts pour étudiant.

Bien sûr, il ne fait pas de doute qu'en raccourcissant la durée des emplois, il vous est possible d'en créer beaucoup plus avec exactement les mêmes fonds. Il n'y a rien de magique à cela.

Cela me permet d'enchaîner avec ma sixième critique: dans l'ensemble, les salaires étaient plus faibles. Dans la plupart des cas, l'employeur ne versait que le salaire minimum. Or, si vous aviez moins de 18 ans, vous receviez encore moins que le salaire minimum, puisque c'est légal dans certaines provinces.

Septièmement, il n'y avait à peu près pas de subventions versées au chapitre des frais généraux, ce qui était particulièrement difficile pour les groupes bénévoles. Dans ma circonscription, l'un d'entre eux s'est vu offrir 37\$ pour payer les frais de téléphone, de location d'un bureau, etc. Par conséquent, le groupe en question n'a jamais pu vraiment faire démarrer son projet.

Or, voici ce qui se passe si vous faites affaire avec le secteur privé: celui-ci a de toute façon pignon sur rue, puisqu'il exploite une usine, une manufacture, un moulin, etc. Cela signifie donc que ces exploitants ont déjà un endroit où accueillir les étudiants qui viennent travailler. Or, beaucoup de groupes bénévoles, comme les Églises, les associations d'handicapés, etc., ne peuvent vraiment faire démarrer leur projet tant qu'ils n'ont pas reçu de l'argent pour payer leurs frais généraux et pour mettre sur pied tout ce qui est nécessaire pour permettre aux étudiants de commencer à travailler.

Huitième critique: malgré des subventions accordées au titre du Programme d'emploi d'été à l'intention des étudiants, bon nombre d'employeurs n'ont pas versé leur part de salaire. Autrement dit, il s'agissait véritablement de fraude, étant donné que l'employeur était censé verser, au même titre que le gouvernement fédéral, 50 p. 100 du salaire de l'étudiant. D'après mes exemples, il s'agit de certains studios d'art qui n'auraient pas versé leur quote-part; les étudiants, qui voulaient garder leur emploi, ne se sont évidemment pas plaints au cours de la durée du projet, mais ils se plaignent

[Text]

Ninth, with respect to career orientation, again we did a lot of searching, but it was difficult to find a sound definition of what was career orientation. One thing that is certain is that it did help students who were taking professional training and technical training, but it hurt those who were studying in the humanities and the social sciences, because most of the jobs that were offered by the private sector were for business types, accountant types, engineering, scientist types. But if you were studying political science or sociology, if you were studying fine arts, if you were studying languages, there were not many jobs there for you in the private sector. So with the voluntary sector getting the bum's rush in the first place and the private sector getting the priority, the jobs went to those students who were in faculties dealing with professions and technical subjects rather than humanities and social sciences.

Tenth, with respect to the entrepreneur's program, I understand that in many places it did not get off the ground at all. I am told that in Saskatchewan there were two projects. In other provinces there were none. I do not know if they asked the last day for a full report on that, but it has always been my opinion that it takes longer than a summer period to put in place a business. If you are going to have an entrepreneur's program, it should be for young people over a longer period of time, not just for the summer period.

Finally, Mr. Chairman, on the business of streamlining the CEC centres, many students and many meant cutting back rather than really improving. Streamlining meant cutting out student CEC centres at universities or colleges, consolidating them with fewer centres at other campuses and cutting staff. Again, it is very hard to pin down what was really supposed to . . . Was this just public relations language—streamlining—or was it really an attempt to better serve the students? The students are very doubtful about that.

I have put down there 11 different areas where I think the program can be improved because there was criticism. I hope some of these things will be taken under consideration and when the challenge 1986 program is announced there will be some changes along the lines I suggest, not for my good but for the good of those serving them as well as it should. I admit that the areas where it did work best were in those areas where there was a strong private sector and a strong economy, but not in those sectors of the country where there was not. Even in the strong economic areas of the country, it favoured the private sector and not the voluntary sector.

[Translation]

maintenant. Je ne sais pas ce qu'entend faire le gouvernement au sujet de ces employeurs qui n'ont pas respecté leur part du contrat.

Neuvièmement, en ce qui concerne les emplois orientés vers la carrière, nous avons fait beaucoup de recherches, mais sans qu'il nous soit possible de trouver une définition solide de ce qu'étaient des projets donnant une expérience liée à la carrière. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que ce volet du programme a effectivement aidé les étudiants qui avaient une formation professionnelle et technique, mais qu'il a lésé ceux qui étudiaient en sciences sociales et humaines, puisque la plupart des emplois qu'offrait le secteur privé visaient les étudiants en affaires, en comptabilité, en génie ou en sciences. Mais si vous étiez étudiant en sciences politiques ou en sociologie, ou encore en beaux-arts ou en langue, le secteur privé ne vous offrait pas grand-chose. Par conséquent, non seulement le secteur bénévole était-il le parent pauvre du programme, par rapport au secteur privé, mais les emplois allaient aussi aux étudiants de professions libérales et techniques plutôt qu'aux étudiants en sciences sociales et humaines.

La dixième critique touche le volet du programme portant sur l'initiative à l'entreprise pour les étudiants. Je crois savoir que dans bien des endroits, ces projets n'ont jamais pu démarrer. En Saskatchewan, il n'y a eu que deux projets relevant de ce volet; dans d'autres provinces, il n'y en a même pas eu un seul. Je ne sais pas si l'on a demandé aux participants de faire un rapport détaillé de leur expérience, la dernière journée de travail, mais j'ai toujours été d'avis qu'il faut beaucoup plus qu'un été pour monter une entreprise, quelle qu'elle soit. Si vous voulez vraiment mettre sur pied un programme d'initiative à l'entreprise, il devrait s'adresser aux étudiants pendant beaucoup plus longtemps que simplement l'été.

Enfin, monsieur le président, en ce qui concerne l'uniformisation des centres d'emploi du Canada, beaucoup d'étudiants et d'associations d'étudiants en ont conclu que vous aviez pour objectif la diminution des services plutôt que leur amélioration. D'après eux, l'uniformisation signifie la suppression de certains centres d'emploi dans les universités et les collèges, leur regroupement avec d'autres centres sur d'autres campus, et la diminution du personnel. Encore une fois, il est très difficile de déterminer exactement ce que vous aviez réellement l'intention de . . . Lorsque vous parlez d'uniformisation, est-ce simplement pour employer le jargon des relations publiques, ou est-ce que vous tentez réellement de mieux servir les étudiants? Ceux-ci en doutent beaucoup.

Voilà donc les 11 domaines qui ont fait l'objet de critiques et qui pourraient permettre d'améliorer les programmes futurs. J'espère que l'on en tiendra compte, et que le programme Défi 86—lorsqu'il sera annoncé—proposera des changements en ce sens, non pas dans mon intérêt, mais dans l'intérêt des étudiants pour qui le programme n'était pas aussi bien conçu qu'il aurait dû être, l'été dernier. J'admets que Défi 85 a eu le plus de succès dans les régions où l'économie et le secteur privé sont solides, mais pas dans les autres. En outre, même dans les zones économiquement fortes du Canada, le programme favorisait le secteur privé, et non pas le secteur bénévole.

[Texte]

The Chairman: Thank you, Mr. Allmand. Just procedurally for one minute, you did mention information received from the Canadian Federation of of information. I wonder if you have a copy that we might file as an exhibit before the committee. The particular statistic you bring up, an average of 18 weeks from last year, perhaps the officials could respond to. But we did have a fairly lengthy conversation on Monday, and the reality is that if you are talking about youth summer employment and you are into high schools and CEGEPs and so on, the summer period is not even anywhere near 18 weeks long. So an average of 18 weeks might suggest that maybe they were just dealing with university students; that is who they represent. I think deparmental . . .

• 1905

Mr. Allmand: Who they were dealing with: University and post-secondary education, which means community colleges and universities, not high school students.

The Chairman: Yes, but the figures given to us on Monday suggested quite a heavy component from the CEGEP community college milieu, and they do not have an 18 week summer either, particularly in the province of Quebec. I wonder if it was all provinces, or just some provinces with particular summer periods.

The Chairman: If the departmental figures are based on all the people, the 10.8 weeks is all the people, the high school students and all of that . . . we may be comparing apples and oranges. I just caution . . .

Mr. Allmand: You asked for my documents. I do not have documents, because these are notes that I took from many interviews. I have not only had meetings with the Canadian Federation of Students on two occasions, but I had meetings with students at universities in Montreal, and I sent out a memo asking for input from MPs and Senators, from across the country, who did interviews. You know, if you really wanted a sound evaluation of the program, you should have had the Canadian Federation of Students as witnesses here, and not people like myself. They would certainly give an evaluation of the program that would be very worthwhile. Since they did not know whether they would have a chance to appear, some of the material that I put on record comes from them, but not all of it.

The Chairman: Okay. The interviews done with our researchers suggest job creation is an area of enquiry that a number of members have interest in. As I understood the motion, the purpose of the meetings this week was simply to have meetings with the officials and the Minister in an attempt to get suggestions on the table for Challenge '86. In a sense, to try and influence program development. I think we might look forward to doing a somewhat more thorough analysis of the total issue of employment creation in the country in 1986,

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Allmand. J'ai une question de procédure: vous avez dit avoir reçu de l'information de la Fédération canadienne des étudiants, et quelqu'un d'autre a dit lundi la même chose. Pourriez-vous faire tenir au Comité copie de cette information, afin que cela soit considéré comme un document à l'appui? Vous avez tout particulièrement cité le chiffre de 18 semaines de travail en moyenne, pour l'année dernière, et les représentants du ministère voudront peut-être y répondre. Mais nous en avons discuté assez longuement lundi dernier, et le fait est que si vous parlez d'emplois d'été pour les étudiants d'écoles secondaires et de Cégeps, par exemple, l'intersession estivale ne dure jamais 18 semaines. Il se peut donc que cette moyenne ait été calculée à partir de l'expérience des étudiants de niveau universitaire. Les représentants du ministère . . .

M. Allmand: Mais les chiffres concernaient les étudiants de niveau universitaire et post-secondaire, c'est-à-dire des étudiants de collèges communautaires et d'universités, et non pas d'écoles secondaires.

Le président: Sans doute, mais les chiffres cités lundi englobaient en grande partie les étudiants de Cégeps et de collèges communautaires, qui n'ont pas 18 semaines de vacances d'été, particulièrement au Québec. Je me demande s'il s'agissait de l'ensemble des provinces, ou simplement de quelques-unes d'entre elles dont les périodes d'été sont particulièrement longues.

Le président: Si la moyenne du ministère—c'est-à-dire les 10,8 semaines—représente tous les étudiants, c'est-à-dire les étudiants d'écoles secondaires et les autres, il se peut que nous soyons en train de comparer des torchons et des serviettes. Je vous invite à être . . .

M. Allmand: Vous avez demandé si j'avais des documents. Je n'en ai pas, puisqu'il s'agit de notes que j'ai prises au cours de nombreuses entrevues. Non seulement ai-je rencontré la Fédération canadienne des étudiants à deux occasions, mais j'ai aussi rencontré les étudiants des universités de Montréal, et j'ai envoyé une note de service à tous les députés et sénateurs du Canada, pour qu'ils aillent s'enquérir de leur côté. Vous savez, pour avoir une véritable évaluation solide du programme, il vous aurait fallu inviter la Fédération canadienne des étudiants à comparaître, pour ne pas être obligé de passer par un intermédiaire comme moi. L'évaluation du programme par la fédération pourrait être extrêmement utile. Mais comme elle ne savait pas si on l'inviterait à témoigner, elle m'a fait parvenir des informations que je vous transmets à mon tour, mais seulement en partie.

Le président: Bien. Les entrevues qu'ont menées nos chercheurs laissent entendre que la création d'emplois est un domaine qui intéresse bon nombre de membres de notre Comité. Mais si j'ai bien compris, les séances de cette semaine n'avaient pour objectif que de présenter au ministre et à ses fonctionnaires des suggestions en ce qui concerne Défi 86, c'est-à-dire de tenter d'influer sur l'élaboration du programme. Je pense que nous pourrions étudier beaucoup plus à fond la question de la création d'emplois au Canada, dès le début de

[Text]

early in the year. I would be surprised if the committee does not vote for that in the final analysis, but it is a different sense. Did you want the officials to respond to any part of those 11, or all of those 11, or . . . ?

Mr. Allmand: You know, I had put on record earlier, I think before the summer, a series of questions, and I have not yet . . . For example, I asked if I could have copies of all the applications, even for my own area, including all those that were funded, and those that were turned down. I do not think I ever got these. I never got these. That was on May 28. I also want to know if they could determine the total number of summer jobs in summer of 1985, not just those funded under government programs, but the total number of summer jobs as compared with the year before. As I say, I am not doing this in any partisan way. I found last summer that employers, who hired the year before without any subsidy, were being subsidized. Of course, if I was an employer in the private sector I would do this, also. Why not, if I am going to get 50% per job? Instead of hiring three students I will hire five students, and I will get money from the government for doing it. As I point out, a lot of these groups, like golf clubs and tennis clubs and ice cream parlours, only operate in the summertime. They make a lot of money in the summertime. However, if the officials want to comment on any of these, I do not . . . They are welcome to, but I look for a response in the new program, when it is announced, and I am hoping it will be announced sooner than last year.

The Chairman: I heard your 11 points. I think the analysis that has been done to this date might shed some light on some of them.

Mr. Allmand: I would be interested in hearing it, if there is an answer.

The Chairman: Mr. Lussier.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, very quickly and with the collaboration of my colleague, Mr. Edwards, there is certainly . . . Taking the first point the member is mentioning, there is no doubt that we are agreeing with you that the program, because of its time of announcement, has been probably creating, in some instances, difficulties to adapt. I think it is the full intention of my Minister to consider the announcement that will permit early knowledge of what could be this program in 1986, so as not to see repetitions of this.

• 1910

Mr. Chairman, you also mentioned the problems of the first-come first-served as your second point. I think it was used, that is true. The purpose was definitely to try to provide a fast service to employers and to students interested in projects related either to their careers or study-related jobs.

There is no doubt the approach has certain inequities for employers or for private-sector and non-profit projects;

[Translation]

1986. Je serais surpris si le Comité en décidait autrement, mais l'optique de cette étude serait différente. Souhaitez-vous que les fonctionnaires répondent à vos 11 critiques, en tout ou en partie?

M. Allmand: Je pense avoir posé officiellement une série de questions avant l'été, pour lesquelles je n'ai pas encore . . . Ainsi, j'ai demandé que l'on me fasse tenir copie de toutes les demandes de subventions dans ma propre circonscription, et même de celles qui avaient été rejetées. On ne m'a pas encore répondu, et pourtant, ma demande remonte au 28 mai. Je voudrais également savoir s'il est possible de déterminer le nombre total d'emplois d'été en 1985, pour pouvoir le comparer au nombre total d'emplois d'été pour l'année précédente; et je parle de tous les emplois d'été, pas seulement de ceux qui sont subventionnés par le gouvernement. Je ne demande pas cela dans un esprit de parti. C'est tout simplement parce que j'ai découvert l'été dernier que certains employeurs avaient été subventionnés, alors qu'ils avaient, l'année précédente, embauché des étudiants sans pour cela avoir reçu des fonds du gouvernement. Je sais bien que si j'étais moi-même dans le secteur privé, c'est ce que j'aurais fait moi aussi. Pourquoi pas, si l'on veut bien me rembourser 50 p. 100 de salaire par emploi? Au lieu d'engager trois étudiants, j'en embaucherais cinq, avec l'aide du gouvernement. Beaucoup d'employeurs privés, comme les clubs de golf, de tennis ou les salons de crème glacée ne sont ouverts qu'en été; je ne sais pas si les témoins veulent répondre . . . Ils sont les bienvenus, mais j'espère surtout que le nouveau programme, lorsqu'il sera lancé, constituera en soi une réponse à mes questions; j'espère d'ailleurs qu'il sera annoncé beaucoup plus tôt que l'année dernière.

Le président: J'ai écouté vos onze critiques. Je pense que l'analyse effectuée jusqu'à ce jour pourrait nous éclairer.

M. Allmand: Je serais intéressé par toute réponse, s'il y en a.

Le président: Monsieur Lussier.

M. Lussier: Monsieur le président, mon collègue, M. Edwards, et moi-même répondrons rapidement . . . En ce qui concerne votre première critique, il ne fait pas de doute que la date tardive à laquelle a été annoncé le programme a certainement entraîné des difficultés d'adaptation. Je pense que c'est dans l'intention de mon ministre d'annoncer suffisamment tôt le programme, pour que l'on sache bien à quoi s'en tenir et pour que l'on ne voie pas se répéter les problèmes de l'an dernier.

Monsieur le président, vous avez aussi mentionné comme deuxième point les difficultés du système du premier arrivé, premier servi. Je pense qu'il a été utilisé, effectivement. Le but de ce système était d'offrir un service rapide aux employeurs et aux étudiants désireux de participer à des projets liés à leur carrière ou à leurs études.

Il est évident que ce système comporte des lacunes pour les employeurs et pour les projets du secteur privé et d'organismes

[Texte]

however, we received over 52,000 applications under that program last year. While there are no doubt drawbacks to this approach, the volume of applications needed handling by a competitive assessment of all applications or by a much more equitable process which would take more time. The problem with summer students is that a very specific period of employment is taken up. Having said all that, I know the Minister wants us to address this problem and to find a way of solving it next year, if possible.

This is something that is under consideration by the Minister, Miss MacDonald.

Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration): Mr. Chairman, on question number three, as to whether we favour the private sector or the voluntary sector, about 24% of the funding under the SEED program went to the private sector, which meant that the balance, some 76%, went to the municipal and non-profit sectors. To the extent that we did more with the private sector, the bias was not an overwhelming switch from the year before. It is still predominantly non-profit and municipal.

Mr. Allmand: In the west-end of Montreal for one reason or another, at the last minute they did not have enough private-sector businesses coming in. They then went back to people who did not get funded, and suddenly we had a lot of voluntary groups which were funded. Even in the month of July they came and started funding voluntary-sector groups because the money had not been used. In Montreal that was the case.

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, this is the case to a varying degree every year. Some of the things that are planned or approved do not get off the ground or do not get off the ground as quickly as expected, which means there are funds loosened up during the course of the summer. We then call in other proposals. If the sponsors still can respond, then at that time we will provide funding.

The private sector is included in material we are tabling on Friday. The contribution we made was 24% of our total funding, but because of the contribution the private sector made, they represented about 32% of the total jobs under the SEED program.

Mr. Allmand: You put together the municipal sector which got less than full subsidy with the voluntary. Are those not broken down into two . . .

Mr. John Edwards: They are broken in the material we will be tabling.

Mr. Allmand: Fine. I will wait.

Mr. John Edwards: Non-profit in fact is 59% of the total jobs created, and 68% of the funding, and the municipal is 9% of the jobs created and about 8% of the funds.

[Traduction]

à but non lucratif. Cependant, l'année dernière, nous avons reçu plus de 52,000 demandes relatives à ce programme. Si ce système comporte des lacunes, il fallait néanmoins évaluer les demandes selon une méthode comparative ou à l'aide d'un processus beaucoup plus équitable, mais aussi beaucoup plus long. La difficulté est que les étudiants qui demandent des emplois d'été ont une période d'emploi très limitée. Cela dit, je sais que la ministre veut que nous nous penchions sur ce problème afin de le résoudre pour l'an prochain, dans la mesure du possible.

C'est ce que voudrait M^{lle} MacDonald, la ministre.

M. John Edwards (sous-ministre associé, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, pour répondre à la troisième question, où on me demandait si nous favorisons le secteur privé ou le secteur bénévole, je dirais que 24 p. 100 du financement du programme EEET a été consenti au secteur privé, ce qui signifie qu'environ 76 p. 100 des fonds ont été consentis au secteur municipal et aux organismes à but non lucratif. Le déséquilibre ne constituait pas un changement majeur de l'année précédente, dans la mesure où nous avons travaillé plus avec le secteur privé. La majorité de nos subventions visent quand même essentiellement les organismes à but non lucratif et les municipalités.

M. Allmand: Pour une raison ou pour une autre, il semble qu'à la dernière minute, le secteur ouest de Montréal n'ait pas présenté suffisamment de demandes d'entreprises du secteur privé. Il a donc fallu revoir les demandes rejetées, ce qui a fait qu'un grand nombre de groupes bénévoles ont reçu des subventions. Même en juillet, on a subventionné des groupes du secteur bénévole parce que tous les fonds n'avaient pas été épuisés. Du moins, c'est ce qui est arrivé à Montréal.

M. John Edwards: Monsieur le président, c'est ce qui se passe chaque année dans une certaine mesure. Certains projets prévus ou approuvés ne démarrent jamais ou ne démarrent pas aussi rapidement que prévu, de sorte que des fonds sont libérés pendant l'été. À ce moment-là, nous invitons les organismes intéressés à présenter des propositions. Si les commanditaires les acceptent, nous subventionnons les projets.

Un document sur le secteur privé sera inclus parmi ceux que nous déposerons vendredi. Notre contribution s'élevait à 24 p. 100 du financement total, mais étant donné la contribution du secteur privé, ce dernier représentait environ 32 p. 100 du total des emplois créés dans le cadre du programme EEET.

M. Allmand: Vous avez regroupé le secteur municipal, qui n'a pas été pleinement subventionné, avec le secteur bénévole. Ne sont-ils pas ventilés en deux . . .

M. John Edwards: La ventilation est incluse dans les documents que nous allons vous présenter.

M. Allmand: Très bien. J'attendrai.

M. John Edwards: En fait, les organismes sans but lucratif ont créé 59 p. 100 des emplois et ont reçu 68 p. 100 des subventions, tandis que le secteur municipal a créé 9 p. 100 des emplois et a reçu environ 8 p. 100 des fonds.

[Text]

The most searching question, Mr. Chairman, is what happened to the total number of jobs for we either created, through the programming under Challenge '85, or we filled through the Canada Employment Centre to students, about 7% more jobs in 1985 than we did in the preceding year. In both cases, we are talking about 400,000 plus, but then for the other jobs that were not filled through our CECs for do not have it with me. Maybe Stats Canada could provide some indication on that.

Mr. Allmand: What about the regionalism of those? I am told by the student organizations that while that may be true nationally, because Ontario and British Columbia and Alberta and Quebec are such populous provinces, it really does not reflect the fact there was very little. As a matter of fact, I gave you that figure for Nova Scotia where in July 1984 the unemployment rate for those returning was 16%, and in July 1985 it was 20.3%. They tell me that is just an example of those lesser populated areas of the country, so when you say increase of 7%, does that really reflect what is happening in southern Ontario, southern Quebec, lower mainland British Columbia and so on?

• 1915

Mr. John Edwards: On a regional basis, Mr. Chairman, I do not think there has been a problem in the sense that we have allocated funds both regionally and subregionally and they have spent. Now the configuration of whether they are private or non-profit or municipal may well vary, depending on the strength of the private sector. As to whether in, say, Nova Scotia or parts thereof, the unemployment rate was higher last summer than it was the summer before for allocations are based on the expectation following the year before; i.e., in advance of the actual experience of the summer. So I think we allocated a reasonable amount to Nova Scotia in the context of the information we had.

The Chairman: Could I just interject for one second? How reliable a number, in terms of the sample size, is a youth unemployment rate for some of the smaller provinces in a particular month? What is your error rate on an estimate of unemployment for P.E.I., for instance? It must be pretty high.

Mr. John Edwards: I think that is probably the case but...

Mr. Allmand: By the way, Mr. Chairman, one of the subjects which I gave the researcher that I want the list that was distributed. I think that is a very important subject and we should look at it sooner or later in this committee—the whole way in which we count and we deal with the... and that probably involves Stats Canada and not this department.

[Translation]

La question la plus percutante, monsieur le président, est de savoir ce qui est arrivé à tous les emplois destinés aux étudiants. En ce qui concerne nos propres activités, nous avons réussi à placer 7 p. 100 d'étudiants de plus en 1985 que l'année précédente, soit en créant des emplois par l'intermédiaire de programmes relevant de Défi 85, soit en comblant des postes offerts par les centres d'emploi du Canada pour étudiants. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'au moins 400,000 emplois; cependant, nous n'avons pas les chiffres pour les emplois qui n'ont pas été dotés par l'intermédiaire des centres d'emploi du Canada pour étudiants. Du moins, je n'ai pas les renseignements avec moi. Il est possible que Statistique Canada puisse vous les fournir.

M. Allmand: Et la répartition régionale de ces emplois? D'après les organismes d'étudiants, c'est peut-être beau à l'échelle nationale, car l'Ontario, la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Québec sont des provinces très peuplées, mais en fait, les autres provinces n'en ont eu que très peu. En fait, je vous avais dit qu'en juillet 1984, en Nouvelle-Écosse, le taux de chômage des étudiants qui retournaient en classe était de 16 p. 100, tandis qu'en juillet 1985, il était de 20,3 p. 100. On nous dit que ce n'est qu'un exemple des régions les moins peuplées du pays. Donc, lorsque vous parlez d'une augmentation de 7 p. 100, tenez-vous compte de la situation réelle dans le sud de l'Ontario, le sud du Québec, le sud de la Colombie-Britannique, etc.?

M. John Edwards: Régionalement, monsieur le président, il n'y a eu aucun problème car nous avons réparti les fonds à l'échelle régionale et sous-régionale, et ces fonds ont été dépensés. De là à savoir s'ils ont été accordés au secteur privé, aux organismes sans but lucratif ou aux municipalités, ça varie selon l'importance du secteur privé. Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse ou de certaines de ses régions, il est tout à fait possible que le taux de chômage chez les étudiants ait été plus élevé l'été dernier que l'été précédent. Notre allocation de fonds est faite en fonction des prévisions établies à la fin de l'année précédente, c'est-à-dire avant le lancement du programme d'été courant. Donc, d'après les renseignements que nous avons, je crois que nous avons consenti des sommes suffisantes à la Nouvelle-Écosse.

Le président: Permettez-moi de vous interrompre un instant. Dans quelle mesure l'échantillonnage est-il fiable pour déterminer le taux de chômage chez les jeunes dans certaines des petites provinces au cours d'un mois donné? Quelle est la marge d'erreur des prévisions de chômage de l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple? Ça doit être assez élevé.

M. John Edwards: C'est sans doute le cas, mais...

M. Allmand: En passant, monsieur le président, une des questions que je demandais à notre chercheur d'étudier est la façon de calculer le chômage, mais elle n'est pas incluse dans la liste qui a été distribuée. A mon avis, toute la façon de calculer les taux de chômage est une question très importante que le Comité devrait étudier tôt au tard. C'est d'ailleurs une question qui touche plutôt Statistique Canada que le ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

[Texte]

The Chairman: Yes, the labour force survey.

Mr. Allmand: Yes, that is right.

Mr. John Edwards: I think one other one we should pick up, Mr. Chairman—I am assuming the committee does not want to spend all our time on these particular questions today—but one that we should pick up is this one about the private sector not paying their 50%. Any instances of this kind we would explore in regard to fraud and if it was proven, suitable action would be taken.

Mr. Allmand: I encouraged the students to report it. They said they were upset about it but they did not report it because they were afraid of losing their jobs and they took whatever they could during the summer; but I think they should report this.

Mr. John Edwards: I agree.

Mr. Allmand: And to be fair, probably in some cases the employers told them it was not that they did not want to, but these were smaller businesses where things were pretty tight and they just could not; but still . . .

Mr. John Edwards: It is still breach of contract though.

Mr. Allmand: Yes.

The Chairman: Can we just explore that for one second? How does it become fraud? Is there a legal undertaking and if they break it . . .

Mr. Lussier: Yes, Mr. Chairman, there is a contract signed that an obligation has to be met by this individual or this entrepreneur or non-profit or municipal—they have to commit themselves in order to compensate the students for their share in the case of 50%. So it is a breach, in my view. Of those cases which were brought to our attention, it is a breach of contract.

The Chairman: And you need the help of the the system.

Mr. Lussier: Yes. I still believe, Mr. Chairman, we are talking about exceptions rather than . . .

Mr. Allmand: Yes, that is true, but I am just putting on the record here the various . . . These were the major complaints that I received and categorized.

The Chairman: Is there any more response you would like to make to any of those other points? If not, I will turn to Mr. Blackburn next.

Mr. John Edwards: Perhaps just one observation, Mr. Chairman, that I think would be interesting to the committee. We have met on several occasions with the Canadian Federation of Students. We have received a brief from them as to how to improve the program next year, and these recommendations are under consideration by the Minister.

The Chairman: Thank you for that. Mr. Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: En effet, l'enquête sur la population active.

M. Allmand: Exactement.

M. John Edwards: Monsieur le président, il y a une autre question sur laquelle nous devrions nous pencher—car je suppose que le Comité n'a pas l'intention de passer tout son temps sur ces questions aujourd'hui. Il s'agit du fait que le secteur privé ne paye pas sa moitié. Nous enquêtons sur toutes les allégations de ce genre pour voir s'il y a eu fraude et, le cas échéant, nous prenons les mesures qui s'imposent.

M. Allmand: J'ai encouragé les étudiants à en parler. Ils m'ont dit qu'ils en étaient fâchés mais qu'ils n'osaient pas en parler car ils craignaient de perdre leur emploi. Ces jeunes ont besoin de tout l'argent qu'ils peuvent faire pendant l'été; mais je crois qu'ils auraient dû signaler la chose.

M. John Edwards: D'accord.

M. Allmand: En toute justice, dans certains cas les employeurs ont sans doute expliqué aux étudiants que ce n'était pas par mauvaise volonté mais qu'une petite entreprise comme la leur n'avait pas les moyens de leur verser le plein salaire; néanmoins . . .

M. John Edwards: C'est quand même un bris de contrat.

M. Allmand: En effet.

Le président: Parlons-en un peu. Quand est-ce que ça devient de la fraude? Y a-t-il un engagement légal qui, une fois rompu . . .

M. Lussier: Oui, monsieur le président, l'intéressé—qu'il s'agisse d'un entrepreneur, d'un organisme à but non lucratif ou d'une municipalité—il y a un contrat qui lui impose certaines obligations, par exemple de participer à 50 p. 100 à la rémunération des étudiants. A mon avis, le non-respect de ces obligations constitue un bris de contrat. C'était notre conclusion pour les cas qui nous ont été soumis.

Le président: Et vous avez besoin de la coopération des étudiants pour exposer ce genre de fraude et prendre les mesures qui s'imposent.

M. Lussier: Oui. Mais, monsieur le président, je demeure convaincu qu'il s'agit là d'exceptions plutôt que de . . .

M. Allmand: C'est vrai, mais je voulais faire inscrire au procès verbal les diverses . . . Ce sont les principales plaintes que j'ai reçues et que j'ai divisées en catégories.

Le président: Voulez-vous ajouter autre chose aux autres points mentionnés? Sinon je cède la parole à M. Blackburn.

M. John Edwards: Une dernière remarque, monsieur le président, qui intéressera sans doute le Comité. Nous avons rencontré à plusieurs reprises la Fédération canadienne des étudiants. Ils nous ont d'ailleurs présenté un mémoire sur la façon d'améliorer le programme pour l'an prochain avec des recommandations qui sont actuellement à l'étude par le Ministre.

Le président: Merci. Monsieur Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

M. Allmand a soulevé la question de la période d'acceptation des projets. Les premiers arrivés sont les premiers servis, si on peut dire. Pour les députés, cela posait certains problèmes. Étant donné qu'on ne connaissait pas la quantité de projets qu'on aurait, on n'était pas en mesure d'analyser qui on devait accepter, qui on devait refuser ou qui devait avoir la priorité. Vous avez dit que vous étiez en train d'envisager d'autres solutions. Est-ce que vous en avez proposé quelques-unes?

• 1920

M. Lussier: Monsieur le président, comme je l'ai indiqué en répondant à une question précédente, nous comptons examiner certains mécanismes qui nous permettraient d'étudier les demandes avec plus de méthode sans nuire indûment à la rapidité du processus. A cet égard, notre ministre étudie deux ou trois amendements, sinon plus, qui amélioreraient la situation.

M. Blackburn (Jonquière): Pouvez-vous formuler quelques-unes de ces hypothèses ce soir?

M. Lussier: Pour être tout à fait honnête avec vous, je préférerais que ce soit le ministre qui les annonce, mais je peux vous donner un exemple parmi bien d'autres. Il faut être bien conscient que c'est un programme qui s'adresse aux étudiants durant l'été. Par conséquent, le programme ne peut pas souffrir d'un excès de bureaucratie qui compliquerait le processus d'approbation. J'arrive à l'exemple. Nous pensons à l'établissement de ce que nous appelons une date de tombée. Une fois qu'on aurait annoncé le programme, il y aurait une première date, disons le 15 mars, pour une première organisation globale, et une autre date qui tomberait une semaine ou deux plus tard. Cela nous aiderait à établir les priorités et des échéanciers un peu plus précis et à évaluer plus adéquatement la valeur relative de chacun des projets.

M. Blackburn (Jonquière): Si je me souviens bien, on avait droit de regard sur les projets de plus de quatre ou cinq emplois.

M. Lussier: Quatre emplois.

M. Blackburn (Jonquière): Est-ce que cette norme-là est conservée ou s'il est question de la changer?

M. Lussier: On est ouvert aux suggestions à cet égard. Pour l'instant, elle n'est pas nécessairement remise en question, mais on accepte avec plaisir toute suggestion à cet égard.

M. Blackburn (Jonquière): J'aimerais que vous abordiez aussi la question des organismes sans but lucratif. Personnellement, j'aime bien la philosophie de notre gouvernement, à savoir créer un certain climat de confiance envers l'entreprise privée et l'inviter à présenter des projets. Je trouve que c'est bien vu dans le milieu.

Cependant, au niveau des organismes sans but lucratif, le problème est toujours le même: la permanence. Je vous le dis parce que j'ai moi-même travaillé longtemps au sein de ces organismes-là. Lorsque l'organisme sans but lucratif réussit à avoir un permanent et une secrétaire, ou bien souvent seulement un permanent, le problème est réglé, parce que le permanent est le pivot qui fait fonctionner l'organisme. C'est

[Translation]

Mr. Allmand mentioned the period necessary for approving projects. In a way, it is a first-come first-served system. That created certain problems for MP's. Since we had no idea how many projects we would receive, it was impossible for us to determine which ones to accept, which ones to refuse, and which would have priority. You said you were looking at other solutions. Have you proposed any?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, as I indicated in answer to a previous question, we intended to look at a number of mechanisms that would enable us to study the applications more methodically without slowing the process down unduly. In this regard, our Minister is considering two or three amendments, and perhaps more, to improve the situation.

Mr. Blackburn (Jonquière): Could you tell us this evening what scenarios you have in mind?

Mr. Lussier: To be quite honest with you, I would rather have the Minister announce them but I can cite you one example, among many others. You must realize that this is a program aimed at students during the summer months. Thus, the program cannot be overloaded with red tape which would interfere with the approval process. Here is my example. We are thinking of setting a closing date. Once the program is announced, there would be an initial date, say March 15th, for the initial overall organization, and another date which would be set a week or two later. This would assist us in determining priorities and setting up more specific timetables, as well as assessing more accurately the relative value of each project.

Mr. Blackburn (Jonquière): If I recall correctly, we had a right to examine projects with more than four or five jobs.

Mr. Lussier: Four jobs.

Mr. Blackburn (Jonquière): Is this standard being maintained, or might it be changed?

Mr. Lussier: We are open to suggestions on the matter. It is not necessarily being called into question for the time being, but we will be pleased to consider suggestions.

Mr. Blackburn (Jonquière): I would also like you to deal with the matter of non-profit organizations. Personally, I support our government's philosophy of creating a certain climate of trust with the private sector and of inviting it to submit projects. Their reaction seems to be favourable.

However, as regards non-profit organizations, the problem remains the same: permanence. I am saying this because I personally worked for many years in these organizations. When the non-profit organization succeeds in having one permanent employee and one secretary, or quite often just one permanent employee, the problem is solved because the permanent employee acts as the pivot around which the

[Texte]

souvent à partir de lui qu'on trouve les bénévoles et c'est lui qui va faire progresser l'organisme. L'organisme est centré sur cette personne.

Par exemple, actuellement, dans le cadre du développement de l'emploi, on invite les organismes communautaires à présenter des projets de trois emplois, et ces organismes reviennent d'année en année. Ils présentent toujours des projets, et essaient de cadrer dans le programme. Ils cherchent les personnes qui pourraient être utiles. Étant donné qu'on reconnaît la vocation importante des organismes communautaires, ne doit-on pas penser à cet aspect-là? Au fond, si le programme permettait de payer le salaire d'un permanent, ce serait déjà très bien. Cela répondrait peut-être mieux aux besoins de ces organismes.

Je crois que ce commentaire devrait aussi être considéré dans le cadre de Défi 85.

En ce qui concerne cette norme de quatre emplois, je me demande si on ne devrait pas l'abaisser. Mon opinion n'est pas arrêtée, mais je pense que la question devrait être étudiée.

Mr. Lussier: Un commentaire très rapide sur la première question. Le député soulève une question difficile. Dans le cas de Défi 85, par exemple, cette année, tout près de 60 p. 100 des fonds ont été consacrés à des projets d'organismes sans but lucratif.

• 1925

Cependant, cette approche risque de créer un état de dépendance permanent, ce qui est préoccupant. C'est le seul élément sur lequel on s'appuie et cela peut, selon l'orientation, poser des problèmes au niveau de l'organisation.

Vous parlez de permanence. Certains autres éléments de programme permettent à des organisations dites sans but lucratif de recruter dans certains cas du personnel technique ou autre, mais pour une période de temps bien déterminée. Pour être très honnête avec vous, nous n'avons pas en ce moment de programmes qui permettent justement d'assurer la permanence au sein de ces organismes sans but lucratif.

The Chairman: Warren Allmand.

Mr. Allmand: I wonder if we could go back a bit on this definition of "career orientated" and the problems with that.

I think all students would agree that if they can get jobs that are related to their studies and their careers, good, that is the best option. But many of them will say their first priority is to get a job; if they can get one that is career orientated, then that is better still. Last year some applicants got turned down, I understand, because they were not considered career orientated enough in the first place. Later the officials went back and accepted them. Then some of the ones that were accepted as career orientated and others that were refused, we saw some sort of . . . It did not make sense logically.

I see even in the press package that the Minister sent around to us yesterday that somebody working in a motel was considered career orientated, but then something else that

[Traduction]

organization operates. It is often through him that volunteers can be found and he is the one responsible for making the organization progress. The organization revolves around him.

For example, at the moment, in the context of job development, we are inviting community organizations to submit projects with three jobs. These organizations come back year after year. They always submit projects and attempt to meet the program's requirements. They seek persons who might be useful to them. Since we recognize the important role of community organizations, do you not feel that we should consider this aspect? If the program made it possible to pay the salary of a permanent employee, that would already be a big step. It might meet the needs of these organizations more adequately.

I think that this comment should also be taken into account for Challenge 85.

As regards the standard for jobs, I wonder whether it should not be reduced. I do not have a definite opinion, but I think that we should look into it.

Mr. Lussier: One very brief comment on the first question. The member raised a difficult question. In the case of Challenge 85, for example, this year close to 60% of the funds were allocated to projects from non-profit organizations.

However, such an approach could create permanent dependency, which is rather worrisome. If having a permanent employee is the only criterion, it could create organizational problems, depending on the direction taken.

You speak of permanence. Certain other program elements allow, in some cases, non-profit organizations to recruit technical or other personnel, but for a very limited time. To be perfectly honest, we currently have no program which ensures permanence within these non-profit organizations.

Le président: Warren Allmand.

M. Allmand: Pourrions-nous revenir un peu sur la question des emplois «orientés sur la carrière» et des problèmes connexes.

Je crois que tous les étudiants s'entendent pour dire que l'idéal serait d'obtenir un emploi lié à leurs études et à leur carrière. Mais, pour beaucoup d'entre eux, la priorité est d'obtenir un emploi, n'importe lequel; s'il est orienté sur leur carrière, tant mieux. Je crois savoir que l'an dernier, certaines offres ont été refusées parce qu'elles n'étaient pas suffisamment orientées sur la carrière. Plus tard, les responsables se sont dédités et les ont acceptées. Lorsqu'une comparaison a été faite entre les offres d'emploi jugées comme étant orientées sur la carrière et celles qui avaient été refusées, les décisions ne semblaient pas logiques.

D'ailleurs, d'après le cahier de presse que la Ministre nous a distribué hier, il semble qu'un emploi dans un motel est considéré comme étant orienté sur la carrière, tandis qu'un

[Text]

would appear to be more career orientated was not career orientated. I would like to hear the views of the officials on how this can be rectified. It seems to me that while you want to encourage jobs that are career orientated, you should not eliminate those that do not appear in the first place to be so.

I sympathize with those students who are in humanities, in social sciences; I was one of those myself before I was in law. The fact that I worked on a railway extra gang certainly helped me in my career later, because I came into touch with a lot of people and with a type of work. The fact that some people work on construction, you know, if they are engineering point of view career orientated.

I would just like to hear from the officials how they intend to deal with this difficulty. I do not have the answer, but I do not like it particularly the way it was applied in some cases last year. I am wondering if you are looking for a new way of doing this.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, here again I think it is recognized that for the purpose of simplification and streamlining of the program we are trying to recognize the definition that is given to us. In other words, in the two streams of the program, whether it was career orientated or practical work experience, to try to have some kind of self-identification coming to us, either from the employer in the type of individual he is looking for or from the student in terms of his own perceptions of where he would like to see his expertise and experience to be gained, to be taking place.

Based on that and on the survey we have been doing on those who have been participating, for example, in the SEED program, it indicated that the concept of the two types of summer student jobs were to a certain degree successfully utilized by employers. Nearly 80% of the career-related jobs were held by postsecondary students, while maybe 46% of the practical work experience jobs were held by elementary or secondary students.

• 1930

We are certainly open for trying to have a stricter definition, and suggestions here are very welcome, Mr. Chairman. But we should not be preoccupied with them. I suppose it sounds funny coming from a bureaucrat, but we do not want a program that becomes too bureaucratic in the sense of trying to identify them so specifically that it will not permit a normal process of operation. But if there are definitions of a stricter nature that can be considered as not putting too much red tape into the program, I think they are certainly welcome at this time.

Mr. Allmand: At the beginning of the program, when applications were first sent in, many of the applicants did not know that priority was being given to career-oriented jobs. Some of them categorized the applications themselves. I know that you had two groups. One put down work-related or whatever it was, and the other one put career-oriented,

[Translation]

autre emploi qui l'aurait été bien plus n'a pas été accepté. Les fonctionnaires pourraient-ils nous expliquer comment de telles situations peuvent être corrigées? Je comprends que vous vouliez encourager la création d'emplois orientés sur la carrière, mais vous ne devriez tout de même pas éliminer ceux qui, à prime abord, ne semblent pas l'être.

Je plains les étudiants qui font des études en sciences sociales; j'en étais un moi-même avant d'entrer en droit. Le fait d'avoir pu travailler au sein d'une équipe de cheminots m'a aidé plus tard dans ma carrière car j'avais rencontré beaucoup de gens et j'avais été exposé à un genre de travail particulier. Il est possible, par exemple, pour des étudiants en génie, de travailler en construction et que ces emplois soient considérés dans un sens comme étant orientés sur la carrière.

Les fonctionnaires pourraient-ils nous dire comment ils ont l'intention de régler cette difficulté? Je n'ai pas moi-même la réponse, mais je n'aime pas la façon dont le système a été appliqué dans certains cas l'an dernier. Envisagez-vous d'autres façons de procéder?

M. Lussier: Monsieur le président, encore une fois, je crois qu'il est évident que pour simplifier le programme, nous reconnaissons les définitions qui nous sont données. En d'autres termes, qu'il s'agisse d'un emploi axé sur la carrière ou d'une expérience pratique de travail, nous essayons d'identifier le genre de poste à combler, soit en demandant à l'employeur de nous décrire le genre de personne qu'il recherche, soit en invitant l'étudiant à nous énumérer ses compétences et à nous décrire l'expérience qu'il espère obtenir.

En fonction de cela et d'après une enquête que nous avons menée avec les participants au programme EEET, par exemple, il semble que les deux types d'emplois d'été pour les étudiants soient utilisés avec un certain succès par les employeurs. Presque 80 p. 100 des emplois orientés vers la carrière étaient occupés par des étudiants de niveau post-secondaire, alors que quelque 46 p. 100 des emplois orientés vers l'expérience de travail pratique étaient occupés par des étudiants de niveau élémentaire ou secondaire.

Nous sommes prêts à tenter de rendre plus stricte notre définition, monsieur le président, et nous accueillerons avec plaisir les suggestions. Mais cela ne devrait pas trop vous inquiéter. J'imagine que cela semble curieux de la part d'un bureaucrate, mais nous ne voudrions pas d'un programme trop bureaucratique, c'est-à-dire que nous ne voudrions pas identifier les catégories de façon beaucoup trop spécifique, ce qui ne nous permettrait pas une certaine souplesse dans l'administration quotidienne du programme. Nous accueillerons cependant avec plaisir toute définition plus stricte qui n'ajouterait pas indûment aux formalités administratives.

M. Allmand: Au début du programme, lorsque les candidats ont envoyé leurs demandes, bon nombre d'entre eux ne savaient pas que l'on accordait la priorité aux emplois orientés vers la carrière. Certains d'entre eux ont même défini seuls la catégorie de leur projet. Il s'est donc défini deux groupes: certains inscivaient que leur projet avait rapport à un emploi,

[Texte]

although they are almost the same kind of jobs. One got the funding, and the other one did not. There was no difference really between the jobs, except that they put this label on it themselves.

Now, once they found out, they got quite upset and wanted to amend their project. In some of those cases, they got funded near the end anyway, because there was money left or something. As soon as I found out, I went and told nearly all my people to self-describe their projects as career-oriented, if they were not sure, which they did. I was not being dishonest, I thought, because I could not find out really what the sound definition was. If it was in any way related to a career, they should describe it as such. I saw where those who volunteered and said it was not career-oriented were being hurt, although their programs were as career-oriented as the others.

This was part of the problem. As I say, I am not too sure. Maybe now that they all know about this, it will not be as bad. But even checking with your officials, Mr. Lussier, in certain of the offices, I asked whether they are checked when they come to see whether they are really career-oriented or not. I was told no, the staff did not have the time. So they really were relying on the description put on them by the applicant.

Mr. Lussier: There is no doubt, Mr. Chairman, that it was based on self-identification in a great majority of cases. When we analysed the balance between career-related and practical work experience and when we considered the number at the postsecondary level, we found, as I indicated earlier, that nearly 80% of the jobs were identified as career-related. I think there you have an indication that, at least for this particular group, there is a correspondence. As a postsecondary student, you can benefit most from an expertise in the fields in which you are training or in which you are looking for opportunities for a career. The numbers of individuals who were working in a field related to career orientation indicate that, at least, there has been a trend that was to be pursued as an object of the program, and it has been certainly more than met. But still again, the question is how do we define this situation better.

Mr. Allmand: With respect to the tenth point, which dealt with the Student Entrepreneurs Program—I do not know whether this was asked the last day or not—I understand it was the least successful of all the components. I do not know if you have the figures here. Now, I would like to know in how many provinces it took place, and how many projects by province actually got under way? Also, I am told some of them that were started caved-in in the middle because of lack of capitalization, funding and whatever. I would like to know

[Traduction]

par exemple, et les autres inscrivait qu'il était orienté vers la carrière, même si les projets étaient à peu près identiques. Les derniers étaient subventionnés, et les premiers ne l'étaient pas. En fait, les projets d'emploi étaient à peu près similaires, sauf que les premiers candidats avaient inscrit eux-mêmes la catégorie de leur projet.

Dès qu'ils ont découvert le pot aux roses, les l'inscription de leur projet. Dans certains cas, ils ont quand même réussi à se faire subventionner, tout simplement parce qu'il restait des fonds. Moi-même, dès que j'ai appris cela, j'ai fait savoir à presque tout le monde qu'en cas de doute, il fallait décrire son projet comme étant orienté vers la carrière, et c'est ce que les étudiants ont fait. Je n'avais pas l'impression d'agir malhonnêtement, puisqu'il m'était impossible de trouver une véritable définition. Donc, dès qu'un emploi avait un certain rapport avec une carrière, je leur disais de le décrire comme tel. J'ai même constaté que certains étudiants qui avaient accepté de ne pas inscrire leur projet comme étant orienté vers la carrière n'avaient pas été subventionnés, bien que leur projet l'ait été autant que les autres.

Voilà donc un des problèmes auxquels se heurtaient les étudiants; mais peut-être que la situation ne sera pas aussi mauvaise l'année prochaine, maintenant qu'ils sont tous au courant. Mais j'ai même vérifié dans certains de vos bureaux, monsieur Lussier, pour savoir si les demandes étaient vérifiées, lorsqu'elles étaient reçues, pour que l'on puisse déterminer si les projets étaient vraiment orientés vers la carrière ou non. On m'a répondu par la négative, et que le personnel n'en avait pas le temps. Vous voyez qu'on se fiait uniquement à la description proposée par le candidat.

M. Lussier: Monsieur le président, il ne fait pas de doute que les étudiants identifiaient eux-mêmes leur projet dans la plupart des cas. Lorsque nous avons fait une analyse des emplois orientés vers une carrière par rapport à ceux qui donnaient une expérience pratique de travail, et que nous nous sommes arrêtés au niveau post-secondaire, nous avons constaté, je le répète, que presque 80 p. 100 des emplois avaient été identifiés comme ayant rapport à une carrière. Cela prouve que, pour ce groupe-là du moins, on a fait le lien entre les deux. Les étudiants de niveau post-secondaire peuvent profiter beaucoup plus d'une expérience de travail dans leur domaine de formation ou dans le domaine qui leur offre des possibilités de carrière. A regarder le nombre d'étudiants qui ont travaillé dans un domaine ayant rapport à une orientation de carrière, cela prouve au moins que l'un des objectifs du programme a été atteint et qu'il vaut la peine de poursuivre dans cette voie. Mais encore une fois, nous pouvons nous demander comment mieux définir cette situation.

M. Allmand: En ce qui concerne ma dixième critique, qui portait sur le volet des étudiants entrepreneurs—peut-être vous l'a-t-on déjà demandé la dernière fois—je crois savoir que c'est le volet qui a le moins bien réussi. Avez-vous des chiffres? Je ne sais pas s'il a réussi à démarrer dans toutes les provinces, mais je voudrais savoir combien de projets, par province, ont pu être lancés. Apparemment, certains de ceux qui avaient démarré se sont effondrés en plein milieu de l'été, par manque de capitaux ou de fonds. Avez-vous évalué ce volet du pro-

[Text]

what your assessment is on that program and, you know, my suggestion is that it is too short a period to have a... There used to be, I think, a young people's entrepreneur program which would go on over a longer period to help young entrepreneurs. I do not know if that is still in place or not. Could you give me some answers on the student entrepreneur program?

• 1935

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, the member, I think, is quite correct in indicating that this was one of the weaker components in the Challenge '85 programming, partly because of the late start, partly because we were breaking new ground. It was not a question of individual new projects, but getting a completely new type of program under way.

It did operate in Newfoundland, Quebec, Manitoba, Alberta and the Northwest Territories as a federal program. There was also a joint federal-provincial program in New Brunswick, and we also provided some support to provincial programs in British Columbia and Nova Scotia, some training support and what have you.

We ended up committing approximately just over \$1 million, about \$1.1 million. We probably had roughly about 300 students employed under the program, so it was certainly a much smaller part of Challenge '85 than the other components, and as far as we know, things did move along as expected, basically working with the banks. We did not have a large number of failures and that kind of thing. It started late. In all likelihood, we will repeat it this summer. Again, it is a decision for the Minister, but it would start much earlier with earlier publicity, and perhaps a greater understanding of what it is we are trying to achieve here.

The Ontario government and one or two other governments have had student entrepreneurship programs for some years, and they have worked without horrendous failure rates or students ending up in serious debt during the course of the summer. I think there is a role. I think it is a different role for a year-round youth entrepreneurship-type program and, in fact, we are right now exploring some ventures through private sector intermediaries to set up youth entrepreneurship ventures.

Mr. Allmand: Some of the students said that those they knew who did apply and used it, were often ones who came from wealthier families where, their quote was, dad helped, and that it also was more likely to be successful in areas, again, where there was a more thriving economy. It was harder, for example, in Cape Breton or in Newfoundland or in northern Manitoba to do this kind of thing. I guess that is also probably correct.

Mr. John Edwards: I would not be at all surprised. We were planning an evaluation in this area, but the scale of the program last summer was not large enough to warrant a full-scale evaluation. I am almost certain we will routinely carry out an evaluation after the next year.

[Translation]

gramme? Quant à moi, je pense que ce volet ne dure pas suffisamment longtemps pour avoir... Il me semble qu'il y a déjà eu un programme de jeunes entrepreneurs qui durait beaucoup plus longtemps et qui les aidait véritablement. Est-ce que cela existe encore? Pourriez-vous m'expliquer ce programme?

M. John Edwards: Monsieur le président, le député a raison de dire que ce volet était l'un des plus faibles du programme Défi 85, en partie parce qu'il a démarré trop tard, et en partie parce que nous sortions des sentiers battus. Cela n'a donc rien à voir avec les projets pris individuellement, mais c'est plutôt parce que nous lancions un tout nouveau type de programme.

Il a été lancé comme programme fédéral à Terre-Neuve, au Québec, au Manitoba, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest. En outre, il a été lancé au Nouveau-Brunswick conjointement avec l'aide de la province, et nous avons aussi subventionné les programmes provinciaux équivalents en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, en nous occupant de la formation, notamment.

Nous avons fini par verser 1.1 million de dollars à ce programme. Quelque 300 étudiants ont obtenu un emploi en vertu de ce volet, ce qui prouve que c'était en effet la composante la plus faible de Défi 85; mais autant que nous sachions, les projets ont fonctionné comme prévu, en particulier avec les banques. Il n'y a pas eu beaucoup d'échecs, même s'il a commencé tard. Il est fort probable que nous le répétons l'été prochain. La décision en revient bien sûr à notre ministre, mais nous avons l'intention de l'annoncer beaucoup plus tôt l'année prochaine, afin que l'on comprenne beaucoup mieux quel est notre objectif.

Le gouvernement de l'Ontario, entre autres, exploite son propre programme d'aide aux étudiants entrepreneurs depuis quelques années, et il ne semble pas y avoir eu d'énormes faillites ni d'étudiants gravement endettés au cours de l'été. Il y a donc une place pour ce genre de programme. Les types de programme d'aide à l'année aux jeunes entrepreneurs jouent un rôle différent, et nous sommes justement en train d'explorer des possibilités de mettre sur pied des entreprises gérées par des jeunes par l'intermédiaire du secteur privé.

M. Allmand: Certains étudiants ont prétendu que ceux de leur connaissance qui ont été subventionnés provenaient souvent de familles plus à l'aise et s'étaient fait aider par leurs pères, et que, d'autre part, les projets réussissaient mieux dans les régions dont l'économie était plus florissante. Il était donc plus difficile de lancer une entreprise au Cap Breton, à Terre-Neuve, ou dans le Nord du Manitoba, par exemple. C'est sans doute vrai.

M. John Edwards: Je n'en serais pas surpris. Nous avons l'intention d'évaluer le programme sous cet angle-là, mais il n'a pas eu assez d'envergure l'été dernier pour justifier une évaluation exhaustive. Je suis à peu près convaincu que nous allons l'évaluer après l'expérience de l'année prochaine.

[Texte]

The Chairman: Mr. Allmand, can I switch to Mr. Blackburn at this point, and we will come back to you?

Mr. Allmand: Sure. Thank you.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président.

Je voudrais parler à nos témoins d'une chose qui a un aspect incitatif, du moins au niveau des avec une campagne publicitaire soutenue, inciter davantage les étudiants à se chercher leur propre emploi, tant dans l'entreprise privée que dans les organismes communautaires? Avec le système antérieur, certains organismes revenaient d'année en année avec leurs projets. Maintenant, on est allé vers l'entreprise privée. Si les étudiants eux-mêmes vont vers les entreprises et disent aux employeurs qu'ils souhaiteraient travailler dans leur entreprise au cours de l'été, cela créerait un certain dynamisme au sein de l'entreprise privée qui ne pourrait qu'être profitable pour l'économie du Canada tout entier. Je ne sais pas de quelle façon cela pourrait être mis en pratique, mais je crois que cela devrait être encouragé. Par exemple, pendant une semaine donnée, les étudiants pourraient être invités à aller rendre visite aux entreprises au lieu d'attendre la fin de l'année scolaire. Il faudrait qu'ils y aillent eux-mêmes.

• 1940

M. Lussier: Il ne fait aucun doute, monsieur le président, que c'est une idée très intéressante. Nous avons déjà, dans le cadre d'un programme d'information général et d'une campagne de publicité, tenté de renseigner les étudiants sur les possibilités d'emplois et sur les démarches qu'ils peuvent faire. Dans nos centres d'emploi, nous leur donnons des trucs sur la façon de se présenter, de faire un curriculum vitae, enfin un tas de petites choses de ce genre. Nous avons aussi tenté d'impliquer de façon systématique le secteur privé, tant au niveau des associations qu'au niveau des entreprises. Je pense que les deux peuvent s'impliquer. On peut sensibiliser le secteur privé au rôle qu'il peut jouer de sa propre initiative en embauchant un ou des intéressante. Elle nécessiterait bien sûr une collaboration beaucoup plus poussée de la part des provinces, des commissions scolaires et des écoles qui devraient alors intégrer à leurs plans scolaires une sorte de plan de travail qui permettrait aux étudiants de se préparer. Il ne suffit pas de frapper à une porte. Il faut connaître une technique: il faut savoir comment se présenter, etc.

Il y a peut-être là un embryon d'idée très intéressant, mais il y a des implications un peu plus larges. Il faudrait certainement chercher la collaboration des provinces, des commissions scolaires et plus particulièrement des écoles. Cela se passerait durant l'année scolaire, n'est-ce pas?

M. Blackburn (Jonquière): Oui, le programme pourrait débuter en mars ou en avril. Cependant, je veux que mon idée soit bien comprises. Il faudrait que ce soit les étudiants qui aillent vers l'entreprise privée et qui disent au patron: J'aimerais travailler dans votre entreprise. De toute façon, l'étudiant fait carrière en fonction des études qu'il a faites. Il doit donc penser premièrement à identifier les entreprises où il aimerait travailler, à aller voir le patron. Si plusieurs milliers de personnes font cela, il va se créer tout un dynamisme au sein de l'entreprise qui va être bénéfique pour tous. Si le gouverne-

[Traduction]

Le président: Monsieur Allmand, puis-je passer à M. Blackburn, puis vous revenir plus tard?

M. Allmand: Bien sûr. Je vous remercie.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman.

I would like to talk about something that might be an incentive for our students. Taking Challenge 86 as a starting point and with a constant advertising campaign, could we not urge our students to look for a job on their own, either in the private sector or with community organizations? Previously, organizations used to come back to us each year with a project. Now, we lean on the private sector. If the students could approach businesses themselves and tell employers they want to work for them during the summer, that might create a certain dynamic within the private sector which could benefit Canada's economy as a whole. I do not know how it would be put into practice, but it should be encouraged. For instance, students could be invited during a given week to visit businesses instead of waiting until the end of their school year. They should be encouraged to approach businesses themselves.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, it is no doubt a very interesting idea. We have already tried to inform students through a general information program and a publicity campaign on job prospects and the steps they can take. In our employment centres, we give them tips on how to present themselves, how to prepare a curriculum vitae, a lot of little things like that. We have also attempted to systematically involve the private sector organizations as well as businesses. I believe that both can participate. We can sensitize the private sector to the role it can play on its own initiative by hiring one or two students during the summer. Your suggestion is a very interesting one. It would naturally call for much closer collaboration on the part of the provinces, school boards and schools, which would then have to include in their school program a type of work plan enabling students to prepare themselves. It is not enough simply to knock on a door. You have to know a technique: You have to know how to present yourself, etc..

There may be the germ of a very interesting idea here, but it has somewhat broader implications. It would certainly require the collaboration of the provinces, school boards and, more particularly, the schools. All of which would take place during the school year, would it not?

Mr. Blackburn (Jonquière): Yes, the program could get underway in March or April. However, I want to be certain that you have fully understood my idea. The students would be responsible for going to private enterprise and telling the boss: I would like to work in your business. In any case, the student's career orientation depends on his field of studies. He must therefore begin by deciding on the type of business where he would like to work, and he must meet with the boss. If several thousand people do this, it will create a momentum in the private sector which will benefit everyone. If the government

[Text]

ment mettait l'accent là-dessus pendant une semaine ou deux, je pense qu'on y gagnerait tous.

The Chairman: Do you have a response?

M. Lussier: Monsieur le président, je crois avoir résumé ma pensée en disant que c'est une excellente idée sur laquelle il vaut la peine de se pencher.

The Chairman: The chairman has a couple of questions. Relative to the budget—when it comes to immigration, you have Canada-based personnel and there are people working in the foreign service at posts abroad. What are the budgetary arrangements for that? Are those totally separated or is there transfer of funds from one budget to the other—can you just give the committee some clarity on how it all comes about?

Mr. Lussier: Yes, Mr. Chairman, as you are yourself very well informed and sensitized—there is a correspondence of responsibility between ourselves and External Affairs as it relates to the delivery of the immigration program, meaning that all immigration officers abroad in fact belong to External Affairs. And because of that definition, the person-years and the operational budget relative to their presence abroad are within the External Affairs budget. Some of the components of that budget become available to External Affairs, mostly in the questions of immigration levels, not in the day-to-day operations. Relative to the immigration reference level, the amount of money and person-years that are required in fluctuation of the immigration level, using, for example, the immigration level for 1986, in light of the increased effort that will be made either in the refugees or in the overall programs of immigration, will definitely require an extra presence of individuals abroad.

• 1945

In that context, in the presentations of the overall immigration reference level, the determinations and associations of person-years and money requirement are, at that time, associated with the delivery of the program. I do not want to be technical, however, this belongs and is within the social development policy envelope. Then this amount of money above the normal A base operation of External Affairs is then agreed upon and transferred to External Affairs for the operation of the program abroad. So, in that sense, we are talking here about two independent and complementary budgetary exercises between ourselves and External Affairs.

The Chairman: The next question is in the same area. Committee, in relationship to a variety of things, has toyed with the concept of Canada-based personnel going abroad for specific purposes. I think if you go back to the boat people in 1979, in refugee camps, there were Canada-based personnel sent abroad temporarily to assist in the selection. Under those circumstances, what kind of budgetary mechanism is involved? If the committee, at some future point, for some purpose, makes that kind of a recommendation, what are the budget implications?

Mr. Lussier: Well, I think the budget implications are technically simple. In circumstances like that, I would think

[Translation]

emphasizes this for one or two weeks, I think we would all come out winners.

Le président: Avez-vous une réponse?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I think that I have summarized my reaction by saying that it is an excellent idea which is worth considering.

Le président: Le président a quelques questions. À propos du budget—dans le cas de l'immigration, vous avez du personnel basé au Canada et d'autres personnes qui travaillent au service extérieur dans des postes à l'étranger. Quelles sont les modalités budgétaires dans ces cas? Sont-ils entièrement séparées, ou transférez-vous des fonds d'un budget à l'autre? Pouvez-vous expliquer au Comité quelle méthode vous suivez?

M. Lussier: Oui, monsieur le président, puisque vous êtes vous-même très bien informé et sensibilisé—nous partageons la responsabilité avec les Affaires extérieures pour ce qui trait à l'exécution du Programme d'immigration. En d'autres termes, tous les agents d'immigration à l'étranger relèvent du ministère des Affaires extérieures. Cette situation fait que les années-personnes et le budget d'exploitation qui s'y appliquent s'inscrivent dans le budget du ministère des Affaires extérieures. Le ministère des Affaires extérieures peut avoir accès à certains postes de ce budget, postes relatifs à l'immigration, mais pas aux opérations journalières. Compte tenu du taux d'immigration fixé pour l'année 1986, des efforts accrus qui seront déployés dans ce secteur, qu'il s'agisse des réfugiés ou d'autres programmes, il ne fait aucun doute que nous devons dégager davantage d'argent et d'années-personnes et que le nombre d'agents consulaires à l'étranger devra augmenter.

C'est au moment où le taux d'immigration globale est fixé que le nombre d'années-personnes et les sommes d'argent requises sont déterminés en fonction du programme retenu. Je ne veux pas trop me lancer dans des détails techniques, mais cela fait partie de l'enveloppe de la politique de développement social. Ces sommes, qui dépassent le budget d'exploitation normal du ministère des Affaires extérieures, sont ensuite approuvées et transférées au ministère, pour qu'il administre le programme à l'étranger. Il s'agit donc de deux exercices budgétaires indépendants et complémentaires entre nous-mêmes et le ministère des Affaires extérieures.

Le président: La question suivante se rapporte au même domaine. Le Comité s'est demandé s'il ne serait pas préférable d'envoyer à l'étranger du personnel en poste à Ottawa, pour des raisons bien précises. Si l'on se souvient des réfugiés de la mer de 1979, certains employés en poste au Canada avaient été envoyés temporairement à l'étranger, dans les camps de réfugiés, pour aider les autres à choisir qui serait autorisé à immigrer. Quel mécanisme budgétaire entrerait en jeu dans ces circonstances? Si le Comité devait, à un moment donné, proposer une recommandation de ce genre, quelles en seraient les conséquences sur le budget?

M. Lussier: Je crois qu'elles sont techniquement très simples. Dans ces cas-là, je crois que ceux en poste au Canada

[Texte]

that the operations or secondment or support of extra people, Canadian-based, but working abroad for a specific period of time, if I understand you—it could be two months or three months or whatever. It would be, what we call in the jargon, simply a journal voucher exercise, in terms of transfer of money between the two departments. However, if it was only for a very short period of time, a secondment of one week or two weeks, I think they would continue to be operating under our own budget. If it is for more than that, then there will be a journal transfer between our own budget and External Affairs' budget, in terms of freezing allocation and bringing them into the other departments.

The Chairman: Has there ever been a case in your experience with the department where externally based people were brought back to Canada to help with interviews and things, because there was a crunch inside the country? Does it work the other way?

Mr. Lussier: I have no recollection, and I tend to be helped by some of my colleagues and require it on that specific... There is a pool of exchange between immigration officers abroad and Canadian-based, and from time to time, we have the opportunity to take advantage of the broad experience gained by immigration officers and bring them into our Canadian context for a while and then doing the similarities. However, to your specific question, I have no recollection that we have been on a crash program—if it is the sense of your question—bringing immigration officers abroad to help us in Canada. If there are some available these days, it would be very helpful.

The Chairman: The committee struggles with backlog problems, and there are some people abroad who have knowledge of specific groups that maybe Canadian-based personnel have not had the opportunity to learn. That is the context of the question.

• 1950

Let me move to another one. Parliamentary reform brings about a different world in January. This committee is anticipating that and has engaged some full-time researchers and probably one or two more in the near future. Those researchers, in their early days, will be helping the committee plan a workload, and we have been through a process of interviews.

Researchers have interviewed the 30 current members of the committee regarding the issues they think perhaps they would like to get involved in. It brings up the issue of departmental policy in terms of access of our researchers to things like the departmental library; some knowledge of evaluation available. There is no point in the committee reinventing the wheel, but part of their responsibility over the next three or four or five months will be to find out what exists in written form in the world, to find out what exists in terms of expert witnesses, and to help us better plan our work so that we can have targeted meetings with smaller groups of members and more specific questions.

[Traduction]

qui seraient détachés à l'étranger pendant un certain temps, si je vous comprends bien... pour deux ou trois mois, peut-être. Au ministère, nous appelons cela un jeu d'écriture, qui consiste à transférer de l'argent entre les deux ministères. Cependant, si ces employés n'étaient détachés que pendant très peu de temps, pendant une semaine ou deux, je crois qu'ils continueraient de dépendre du ministère. S'ils devaient être détachés pour une période plus longue, il y aurait alors passation d'écriture entre notre propre budget et celui du ministère des Affaires extérieures; il ne s'agirait que d'un simple transfert.

Le président: Savez-vous si des employés en poste à l'étranger ont parfois été ramenés au Canada pour faire passer des entrevues, et ainsi de suite, parce que les employés en poste au Canada n'étaient pas assez nombreux? Cela fonctionne-t-il dans l'autre sens également?

M. Lussier: Je ne m'en souviens pas, et mes collègues m'aident... Des échanges se font continuellement entre agents de l'immigration en poste à l'étranger et au Canada et, de temps à autre, nous pouvons tirer avantage de la vaste expérience accumulée par ces agents et nous les ramenons au Canada pendant un certain temps. Cependant, pour répondre à votre question, je dois dire que je ne me souviens pas que l'on ait ramené au Canada des agents de l'immigration en poste à l'étranger pour nous aider, si telle était votre question. Si c'était le cas, ce serait très utile.

Le président: Le Comité se demande comment résoudre les problèmes dus aux retards accumulés, et certaines personnes à l'étranger connaissent certains groupes que le personnel en poste au Canada ne connaît pas. Voilà pourquoi je vous posais cette question.

Permettez-moi de passer à une autre question. Nous vivrons dans un monde complètement différent au mois de janvier, lorsque la réforme parlementaire prendra effet. Le Comité s'y attend et a retenu les services de certains attachés de recherche à plein temps et en recrutera vraisemblablement un ou deux autres dans un très proche avenir. Au départ, ces attachés de recherche aideront le Comité à planifier sa charge de travail, et nous avons, à ce titre, procédé par entrevues.

Les attachés ont interviewé les 30 membres du Comité actuel en leur demandant ce qu'ils voudraient examiner en détail. À ce titre, nous nous demandons si nos attachés de recherche pourraient avoir accès à la bibliothèque du ministère, par exemple, pour savoir quelles études avaient déjà été faites, et c'est là, manifestement, une question de politique ministérielle. Il ne sert à rien de vouloir réinventer le fil à couper le beurre, mais ils devront, au cours des trois, quatre ou cinq prochains mois, chercher à savoir quelles études ont été faites, quels experts pourraient comparaître, et nous aider à mieux planifier notre travail, pour que certaines réunions n'aient lieu qu'en présence d'un Comité restreint.

[Text]

I wonder if you could just put out for us what the current sense of policy would be regarding the access of our researchers to information? Outside of Stats Can, I think you have the largest research unit of any department of government, therefore you have a lot of data which would be of interest to committee members.

Mr. Lussier: I appreciate your comments related to the larger group. I would like only to have the small qualitative comments—they are the best, too. But having said that, Mr. Chairman, in terms of general policy of studies or elaborations of works that are of public domain, we would be quite happy to make them available to people who would be interested in specific research.

In other words, any study we have—and we are doing that on a regular basis—that would be convenient and useful to the committee and is not of a nature leading to Cabinet policy decisions, but general and appreciations of the labour market situations or immigration situations that we have available—we would be quite pleased, Mr. Chairman, to make those studies available to the committee or to your researchers.

The Chairman: Quite often in dealing with a big department of government, it is helpful to have a liaison person. Has the department given some thought to naming a specific individual who might . . . I think we will have six or seven researchers. If there was one liaison person—that seems to me to be a reasonable model but maybe you have a different one. I am just wondering if we could set out some system which . . .

Mr. Lussier: If you are not necessarily asking me for a name tonight . . . I could give you a name; but the principle of your question, Mr. Chairman, of permitting the establishment of a permanent liaison, is agreed. We will be quite happy to facilitate this contact point by giving her or his name and phone number with great interest of collaboration.

The Chairman: I want to pass a hat . . . put everybody's name in a hat.

When you are ready and have had a chance to discuss it, I think it might be helpful. Otherwise, I think you would leave our researchers in the position of guarding the government phone book and that may take more of your staff time than some kind of . . .

Mr. Lussier: No. It will be helpful, Mr. Chairman. I think it will be easier in order to facilitate the contact point if, when the committee members are establishing their work plan—and I suppose your research people will be working along the work plan established by the members of the committee. If this could be shared with us without breaching secrets and confidentiality of the committee, it would be easier to appoint the best linking opportunity with the research for those specific projects or work plan that will be in the intentions of the committee. On that basis, if it is convenient—you will have a turnaround of 12 hours or less than that for a name and contact point.

The Chairman: Okay. I think a lot of it in the initial stage is a bit exploratory, like employment creation. There may be some parts of it that are more worth exploring than some other parts, but we are expecting help from our researchers to go

[Translation]

Pouvez-vous nous dire si nos chargés de recherche pourront avoir accès aux documents du ministère? Mis à part Statistique Canada, je crois que vous possédez l'équipe de recherche la plus importante du gouvernement, et vous avez ainsi en votre possession beaucoup de données qui intéresseraient les membres du Comité.

M. Lussier: J'apprécie ce que vous avez dit à propos de notre équipe de recherche. J'aimerais ne m'attarder que sur les commentaires positifs, ce sont ceux qui sonnent le mieux à mes oreilles. Cela dit, monsieur le président, c'est avec plaisir que nous mettrons toute étude ou tout travail relevant du domaine public à ceux qui voudront effectuer des recherches précises.

En d'autres termes, c'est avec plaisir que nous remettrons au Comité ou aux chargés de recherche toute étude que nous possédons—et nous en effectuons régulièrement—qui serait utile au Comité et qui ne serait toutefois pas de nature confidentielle, et qui porterait sur l'évaluation du marché du travail, sur l'immigration, et ainsi de suite.

Le président: Il est très souvent utile d'avoir un agent de liaison lorsqu'on a affaire à un gros ministère. Le ministère a-t-il songé à nommer un responsable qui pourrait . . . Je crois que nous aurons six ou sept chargés de recherche. Je crois qu'un agent de liaison serait utile, mais peut-être avez-vous d'autres idées à nous proposer. Je me demandais si nous ne pourrions pas établir un système quelconque qui . . .

M. Lussier: Du moment que vous ne voulez pas que je vous donne le nom de cette personne immédiatement, je pourrais toujours y réfléchir; mais votre idée, monsieur le président, l'idée d'un agent de liaison, me semble bonne. Nous serons très heureux de vous donner son nom et son numéro de téléphone.

Le président: Mettez des noms dans un chapeau.

Lorsque vous serez prêts et que vous en aurez discuté, je crois que ce serait utile. Autrement, je crois que nos chargés de recherche devront feuilleter constamment le bottin téléphonique du gouvernement, ce qui prendrait plus de temps que . . .

M. Lussier: Non, je crois que votre idée est bonne, monsieur le président. En vue de faciliter ces contacts, je crois qu'il serait plus facile, lorsque les membres du Comité auront établi leur plan de travail . . . et je suppose que vos chargés de recherche se conformeront au plan établi par les membres du Comité. Si vous pouviez nous faire connaître ce plan sans dévoiler de secrets et sans contrevenir au Règlement du Comité, nous pourrions alors nommer quelqu'un qui sera le mieux à même d'aider vos chargés de recherche selon le plan de travail établi par le Comité. Si vous n'y voyez pas d'inconvénients, donnez-nous 12 heures au moins, et nous vous donnerons un nom et un numéro de téléphone.

Le président: Bien. Je crois que pour l'instant, nous essayons de voir ce que nous pourrions faire; c'est comme la création d'emplois. Il conviendrait de s'attarder sur certains éléments, au détriment d'autres, mais nous espérons que nos chargés de

[Texte]

into it enough to be able to come back to us with a recommendation as to what part might be the wise part.

Mr. Lussier: Okay.

The Chairman: I have one specific for you; some members are interested in the issue of work sharing. My judgment says it is probably Labour Canada, rather than your department in the sense of federal programs.

• 1955

Mr. Lussier: I think, Mr. Chairman, it is a question of definition. Over the last few years but in a very specific environment, we have been having experience related to work sharing. But it has been on the shop floor approach rather than on the policy approach in the sense of permitting firms that were facing temporary layoff to be able by one aspect of our program to maintain the whole contribution.

The Chairman: This is the UIC.

Mr. Lussier: That is right. But if the intent of your comments, Mr. Chairman, are more related to work sharing but in the context of impacting on, for example, the Canada Labour Code and the negotiations or collective agreements and the sharing of work, you are absolutely right. Labour Canada would be the one that would be given the more support to the committee than we can give ourselves.

Having said this, we have also done, in the general nature of the evolution of the world of work, some research and studies that are related to work sharing. We are currently engaged in a major way with the Conference Board of Canada in doing some very interesting study with Canadian workers in terms of trying to find out what is more important. Is it augmentation or status related to income. We are also workers related to some kinds of work sharing, but with short work weeks, for example. We have a major time, finalized and it will be a few months before they become available. But it will have a magnitude of impact in terms of habits and feelings among Canadian workers. In this sense, it is the kind of study that, when it is made available to us and when the results are compiled, could certainly be shared with your researchers.

The Chairman: Thank you very much.

I will put one last thought on the record. In an earlier comment to me by you, you related the issue of increased immigration levels to the increased need for officers serving abroad. It is not a concept I accept easily because I have a view that files get thicker with 'noes' than with 'yeses'. It results in more letters to Members of Parliament letters, etc., etc., etc. Yet, a more productive system may come with more 'yeses'. It remains to be discovered, but do not necessarily accept the presumption that increased levels necessarily mean increased workload. I think your own statistics—or not yours but the person-year statistics of 1980 through 1985—as you relate to immigration level, would suggest the converse. The

[Traduction]

recherche pourront revenir en nous présentant une recommandation à ce sujet.

M. Lussier: Bien.

Le président: J'aurais une autre question à vous poser; certains députés s'intéressent au partage du travail. Je dirais que ces programmes relèvent vraisemblablement du ministère du Travail, et non pas du vôtre.

M. Lussier: Monsieur le président, je crois que c'est une question de définition. Au cours des dernières années, nous avons mis cette idée en pratique dans certains secteurs. Mais cela s'est fait à la base, dans la mesure où nous avons permis à certaines entreprises qui avaient dû mettre certains employés à pied temporairement de continuer à percevoir la contribution tout entière grâce à un aspect de notre programme.

Le président: Vous voulez parler de la Commission de l'assurance-chômage.

M. Lussier: En effet. Mais, monsieur le président, si vous vous intéressez aux répercussions que pourrait avoir le partage du travail sur les textes de loi, comme le Code du travail, sur les négociations ou les conventions collectives, vous avez entièrement raison: il conviendrait de vous adresser au ministère du Travail, qui serait mieux à même de vous aider que nous-mêmes.

Cela dit, nous avons également effectué, dans le cadre de l'évolution générale du monde du travail, quelques recherches et études qui portent sur le partage du travail. Nous en effectuons une en ce moment avec le *Conference Board of Canada*, où nous demandons aux travailleurs canadiens ce qui est le plus important à leur avis. Accordent-ils davantage d'importance aux augmentations de salaire ou à leur position? Nous essayons également de savoir si les travailleurs canadiens s'intéressent à certains types de partage du travail, à des semaines de travail raccourcies, par exemple. Nous entreprenons à l'heure actuelle une étude importante à ce sujet, mais les données ne sont toujours pas complètes, et il faudra attendre encore un certain nombre de mois avant qu'elles ne puissent être rendues publiques. Mais cela pourrait avoir des répercussions sur les habitudes et la façon de penser des salariés. Voilà une étude, par exemple, qui, lorsqu'elle sera prête et lorsque les résultats seront connus, pourra être remise à vos chargés de recherche.

Le président: Merci infiniment.

Permettez-moi de faire une dernière observation. Tout à l'heure, vous avez dit que si le taux d'immigration devait augmenter, le nombre de ceux qui sont en poste à l'étranger devrait augmenter également. Je n'accepte pas facilement cette notion car j'estime que les dossiers s'épaississent lorsqu'on dit toujours non, et pas oui. Les députés reçoivent davantage de lettres, et ainsi de suite. Et pourtant, je crois qu'un système plus productif pourrait voir le jour si les réponses données étaient plus souvent positives. Cela reste à voir, mais je n'accepte pas nécessairement la notion selon laquelle un taux d'immigration accru entraînera une charge de travail accrue. Je crois que vos propres statistiques, non pas les

[Text]

hooker in the deck is the increase in visas, but there is no necessary correspondence. It is what people do and the way it is done.

For instance, having had a chance to visually see the New York operation and the physical set-up led to a 400% or 500% improvement in productivity. So money in physical resources can also work. I just did not let it pass.

Mr. Lussier: No. I think your observation is certainly well taken, Mr. Chairman. I understand there might also be some interest by the committee in looking at how they can help us to streamline our operations.

The Chairman: Well, I think the latest report indicates the Minister will be sending us a reference asking the committee to try and be of assistance in this. The world may have handed us the impossible task, who knows? But the committee will look forward to trying.

I thank you for coming. I apologize again for keeping you waiting. We will probably see some of you with the Minister on Friday.

The meeting is adjourned.

[Translation]

vôtres, mais les statistiques sur les années-personnes de 1980 à 1985, donnent à penser que le contraire est vrai. Ce qui augmente, ce sont les visas, mais il n'y a pas forcément correspondance entre les deux. Tout dépend de ce que les gens font et de la façon dont ils le font.

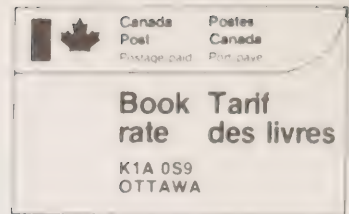
Par exemple, je suis allé à New York voir comment cela se passait, et l'emplacement des bureaux à eux seuls avait entraîné une augmentation de 400 ou 500 p. 100 de la productivité. On peut donc aussi injecter de l'argent dans du matériel. Je ne voulais pas passer cela sans broncher.

M. Lussier: Non, je crois que votre observation est très bien amenée, monsieur le président. Le Comité voudra peut-être également nous aider à rationaliser nos opérations.

Le président: D'après ce que j'ai entendu, le ministre nous chargerait très bientôt de nous attaquer à ce problème. On nous a peut-être remis une tâche impossible, qui sait? Mais le Comité fera tout ce qu'il pourra.

Je vous remercie d'être venus, et excusez-moi de nouveau de vous avoir fait attendre. Nous reverrons sans doute certains d'entre vous lorsque la ministre comparaitra vendredi prochain.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Gaétan Lussier, Deputy Minister;

John Edwards, Associate Deputy Minister.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Gaétan Lussier, sous-ministre;

John Edwards, sous-ministre adjoint.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 49

Friday, November 22, 1985

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 49

Le vendredi 22 novembre 1985

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Supplementary Estimates (B) 1985-86: Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION;
and
Annual Report 1984-85, of the Department of Employment and Immigration and Canada Employment and Immigration Commission—STUDENT SUMMER EMPLOYMENT PROGRAM

CONCERNANT:

Budget des dépenses supplémentaire (B) 1985-1986: crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION;
et
Rapport annuel 1984-1985 du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration—INITIATIVES D'EMPLOIS D'ÉTÉ DES ÉTUDIANTS

APPEARING:

The Honourable Flora MacDonald,
Minister of Employment and Immigration

COMPARAÎT:

L'honorable Flora MacDonald,
Ministre de l'emploi et de l'immigration



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Terry Clifford
Sheila Copps
Vincent Dantzer
Charles Hamelin
Jean-Guy Hudon
Carole Jacques
Jean-Claude Malépart
Lorne Nystrom
Frank Oberle
John Ostrom
Peter Peterson
John Rodriguez
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pauline Browes
Roger Clinch
Jim Edwards
Dan Heap
Jean Lapierre
W. Paul McCrossan
Bob Pennock
Lucie Pépin
Allan Pietz
André Plourde
Joe Price
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 70(6)(b)

On Thursday, November 21, 1985:

John Rodriguez replaced Rod Murphy;

Jean-Claude Malépart replaced Warren Allmand.

Conformément à l'article 70(6)b) du Règlement

Le jeudi 21 novembre 1985:

John Rodriguez remplace Rod Murphy;

Jean-Claude Malépart remplace Warren Allmand.

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, NOVEMBER 22, 1985
(65)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:35 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, Jean-Guy Hudon, Jean-Claude Malépart, John Oostrom and John R. Rodriguez.

Alternates present: Allan Pietz and Joe Price.

Other member present: Michel Champagne.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, Research Officer. Anne-Marie Smart, Committee Researcher. Louise Thibault, Committee Researcher.

Appearing: The Hon. Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Department and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 46*) and its Order of Reference dated November 6, 1985 relating to Supplementary Estimates (B) 1985-86 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Monday, November 18, 1985, Issue No. 47*).

The Chairman called Votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The Minister answered questions.

The Chairman filed the following documents with the Clerk of the Committee as exhibits:

- a) The document submitted to the Committee Chairman on November 1, 1985 by George M. Yui, President of Diemaster Tool Inc. entitled: "Report on Canadian Skilled Labour Shortage, and Immigration and Training" (*Exhibit "TRAV-87"*).
- b) The statistical charts presented to the Committee by the Hon. Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration relating to the Summer Employment/Experience Development (SEED) component of Challenge '85 (*Exhibit "TRAV-88"*).

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 22 NOVEMBRE 1985
(65)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, ce jour à 9 h 35, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, Jean-Guy Hudon, Jean-Claude Malépart, John Oostrom, John R. Rodriguez.

Substituts présents: Allan Pietz, Joe Price.

Autre député présent: Michel Champagne.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche; Anne-Marie Smart, chargée de recherche affectée au Comité; Louise Thibault, chargée de recherche affectée au Comité.

Comparaît: L'hon. Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au rapport portant sur les activités du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 46*); ainsi que l'étude de son ordre de renvoi du 6 novembre 1985 relatif au Budget des dépenses supplémentaire (B) de 1985-1986 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du lundi 18 novembre 1985, fascicule n° 47*).

Le président met en délibération les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Le Ministre répond aux questions.

Le président dépose chez le greffier du Comité les documents suivants:

- a) Le document qu'a soumis au président du Comité, le 1^{er} novembre 1985, George M. Yui, président de la firme Diemaster Tool Inc., intitulé *Report on Canadian Skilled Labour Shortage, and Immigration and Training* (pièce «TRAV-87»).
- b) Le graphique qu'a présenté au Comité l'hon. Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, portant sur Emploi d'été/expérience au travail (EÉET), élément de Défi 85 (pièce «TRAV-88»).

A 11 h 02, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

{Texte}

Friday, November 22, 1985

• 0934

The Chairman: Our welcome to the Minister.

We are into supplementary estimates time. The members do have some questions about Challenge '85, but the committee very much appreciates the Minister's willingness to appear before us on relatively short notice. We have had your officials twice already this week, and members have some sense of background on the issues. We thank you for making them available to us.

• 0935

The Order of the Day is Supplementary Estimates (B) for 1985-86, votes 5b, 10b, 15b, 20b and 25b under Employment and Immigration; the annual report of the Department of Employment and Immigration, with particular reference to the Student Summer Employment Program.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Department—Employment and Immigration/Canada
Employment and Immigration Commission—Corporate and
Special Services Program

Vote 5b—Corporate and Special Services—Canada
Employment and Immigration Commission—Program
expenditures \$2,203,000

Department—Employment and Immigration/Canada
Employment and Immigration Commission—Employment
and Insurance Program

Vote 10b—Employment and Insurance—Operating
expenditures \$49,254,000

Vote 15b—Employment and Insurance—The grants listed
in the Estimates, contributions and payments \$469,841,000

Department—Employment and Immigration/Canada
Employment and Immigration Commission—Immigration
Program

Vote 20b—Immigration—Operating expenditures \$4,425,000

Vote 25b—Immigration—Contributions \$500,000

The Chairman: I do not know, Hon. Minister, whether or not you would like to introduce the people who are with you today.

Hon. Flora MacDonald (Minister of Employment and Immigration): Mr. Chairman, you have gotten to know the officials almost better than I have; they are with you so much. I am not sure I will not begin to charge you for the time they spend with you. It might step up the budget for my department if I begin charging.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi 22 novembre 1985

Le président: Nous désirons souhaiter la bienvenue au ministre.

Nous sommes saisis des prévisions budgétaires supplémentaires. Les membres ont des questions à poser au sujet de Défi 85, mais auparavant, le Comité tient à remercier très vivement le ministre d'avoir bien voulu témoigner devant nous malgré un assez bref préavis. Cela fait déjà deux fois que vos collaborateurs témoignent cette semaine, ce qui a permis de renseigner nos membres sur les questions à l'étude. Nous vous remercions d'avoir bien voulu nous les envoyer.

L'ordre du jour porte sur le budget supplémentaire (B) pour 1985-1986, plus précisément sur les crédits 5b, 10b, 15b, 20b et 25b sous Emploi et Immigration; le rapport annuel du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, et plus particulièrement le Programme d'emploi d'été pour étudiants.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Ministère—Emploi et Immigration/Commission de
l'Emploi et de l'Immigration du Canada—Programme des
services de la société et spéciaux

Crédit 5b—Services à la société et spéciaux—Commission
de l'Emploi et de l'Immigration du Canada—Dépenses du
programme \$2,203,000

Ministère—Emploi et Immigration/Commission de l'Emploi
et de l'Immigration du Canada—Programme d'emploi et
d'assurance

Crédit 10b—Emploi et assurance—Dépenses de fonctionne-
ment \$49,254,000

Crédit 15b—Emploi et assurance—Subventions inscrites au
budget, contributions et paiements \$469,841,000

Ministère—Emploi et Immigration/Commission de l'Emploi
et de l'Immigration du Canada—Programme d'immigration

Crédit 20b—Immigration—Dépenses de fonctionnement \$4,425,000

Crédit 25b—Immigration—Contributions \$500,000

Le président: Madame la ministre, peut-être voudriez-vous nous présenter vos collaborateurs qui vous accompagnent aujourd'hui.

L'honorable Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, vous connaissez peut-être mes collaborateurs mieux que moi, étant donné qu'ils sont si souvent chez vous. Je devrais peut-être même vous imposer des frais de consultation. Cela pourrait augmenter le budget de mon ministère.

[Texte]

The Chairman: Cost recovery from the standing committee.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You will have met Mr. Lussier, the Deputy Minister of the department; and Mr. Paul Gauvin, who is our accounts expert. As you know, I think the supplementary estimates do indeed deal with the allocation for the whole of the Canadian job strategy, which is the big program we have introduced during this year.

The Chairman: Okay. Would you like to make some opening remarks, or are you simply available for questions?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, go right ahead.

The Chairman: Okay, we are available for questions. Mr. Rodriguez is first on my list, followed by Mr. Hudon, *et ensuite monsieur Malépart.*

Mr. Rodriguez: Thank you very much, Mr. Chairman.

I want to welcome the Minister. It is so seldom we get to see her in these committees.

The Chairman: Mr. Rodriguez, I think the Minister has appeared every time we have requested it. So I think that should be also part of the record.

Mr. Rodriguez: I know that, Mr. Chairman. I just wanted you to request her more often.

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Il me semblait que le président devait être neutre et ne pas faire de commentaires sur les propos des députés.

Le président: Oui.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The witness does not have to be, and I just want to make the point, if the chairman cannot, that every time the committee has requested me to come before them I have been very pleased to do so.

Mr. Rodriguez: My point, Madam Minister, is that I have been trying to get the committee to get you more often, because I know you are willing to come and we have so many questions for you.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Thank you.

Mr. Rodriguez: Let us start off with the first one. In a recent letter to my colleague, Howard McCurdy, you wrote that the main component, Challenge '85, the Summer Employment/Experience Development or SEED Program, created 85,000 student summer jobs in 1985. Can you give me the regional breakdown of the jobs created under the program?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I think perhaps what I will do is this. I know there were a number of questions asked earlier in the week about Challenge '85, and I have a fair bit of material on that which I will table and circulate. I think then any questions arising out of that you might further put to me, but there is a regional breakdown in

[Traduction]

Le président: Ce serait une façon de recouvrer vos coûts grâce au Comité permanent.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vous connaissez sans doute M. Lussier, sous-ministre, ainsi que M. Paul Gauvin, notre spécialiste des comptes. Vous n'ignorez pas que le budget supplémentaire s'occupe de l'affectation des crédits relatifs à l'ensemble de la stratégie d'emploi du Canada, qui est le principal programme que nous ayons présenté au cours de cette année.

Le président: Bien. Avez-vous des remarques liminaires à faire ou attendez-vous tout simplement qu'on vous pose des questions?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, allez-y.

Le président: Bien, nous sommes prêts à poser les questions. M. Rodriguez est le premier sur la liste, suivi par M. Hudon *and afterwards by Mr. Malépart.*

M. Rodriguez: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à la ministre. Il est si rare de la voir assister à ces séances de comité.

Le président: Monsieur Rodriguez, la ministre est venue chaque fois que nous le lui avons demandé. Cela aussi mérite d'être dit.

M. Rodriguez: Je le sais, monsieur le président. Je tenais simplement à lui demander de venir plus souvent.

Mr. Malépart: A point of order, Mr. Chairman.

I thought that the Chairman had to be neutral, and refrain from making comments about what members say.

The Chairman: Yes.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Le témoin, lui, n'a pas besoin de l'être, et si le président est empêché de le préciser, alors je dirai moi-même que chaque fois que le Comité m'a demandé de venir, je l'ai fait très volontiers.

M. Rodriguez: En fait madame la ministre, ce que j'essaie d'obtenir, c'est que le Comité vous invite plus souvent, car je sais que vous êtes disposée à venir et nous avons tant de questions à vous poser.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Merci.

M. Rodriguez: Je vais donc commencer. Dans une lettre que vous avez récemment envoyée à mon collègue, M. Howard McCurdy, vous avez précisé que le principal volet de Défi 85, c'est-à-dire l'Emploi d'été/Expérience de travail, avait créé 85,000 emplois d'été pour étudiants en 1985. Pouvez-vous me donner une répartition régionale des emplois ainsi créés?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Étant donné votre question et les nombreuses autres qu'on nous a posées plus tôt cette semaine au sujet de Défi 85, j'ai apporté plusieurs documents que je vais déposer et faire distribuer. Une fois que vous les aurez consultés s'il vous reste d'autres questions, j'y répondrai, mais de toute façon, on y trouve une répartition

[Text]

all of that. So perhaps at the outset I might just table that so you have those statistics before you, if that could be done.

While that is being tabled, perhaps I could point out that what we call the SEED component was just one component of the overall summer program, and in fact, the latest figures are something like 87,000. In fact, the total Challenge '85 program provided jobs for some 101,000 young people during the summer program.

• 0940

Mr. Rodriguez: Quickly looking through the material, Madam Minister, I see you have a regional breakdown; you have a breakdown of the private sector as opposed to the voluntary sector. How many created jobs were career related? Is that included?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes. You will see there that in the private sector 27,853 jobs were created; in the municipal government sector there were 8,214; and in the non-profit sector, 50,929. In other words, the private sector provided 32%; the other two sectors provided 68% of the total jobs created. It is the first page that is lengthwise. Do you see at the bottom of that page?

Mr. Rodriguez: And is that further broken down? Is there a breakdown of those figures by area, such as Atlantic Canada?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): We have a breakdown as to those who were in elementary, secondary schools, community college, university. Just one moment until I see if we can also provide statistics. The pages are not numbered, but on the third page in that grouping you will see the number of jobs created by the private sector, non-profit, municipal—by province and territory.

Mr. Rodriguez: Does it also show how many of the jobs created this summer were full time and how many were part time?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): We do not do it that way during the summer program. I mean, the summer program is full time. You do not hire people part time. You hire them on the basis of weeks during the summer break in the school year, and of course it is done for returning students.

Mr. Rodriguez: According to your letter to my colleague, Madam Minister, you said that the jobs lasted an average of 11.52 weeks, as opposed to the average duration of last year's jobs of 10.6 weeks.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right.

Mr. Rodriguez: Given that Summer Canada '84 was planned early and announced in December 1983, as opposed to Challenge '85, planned very late and announced in February 1985, how is it possible that you created longer-term jobs?

[Translation]

régionale. Je vais donc commencer par déposer le tout afin que vous disposiez de ces données.

Pendant qu'on procède à cela, peut-être pourrais-je préciser que le programme EEET ne constitue qu'un volet du programme global de l'été, et que d'après les derniers chiffres, les emplois créés ont atteint environ 87,000. De fait, l'ensemble du programme Défi 85 a créé environ 101,000 emplois pour les jeunes au cours de l'été.

M. Rodriguez: En parcourant rapidement les documents, madame la ministre, je remarque que vous avez fourni une répartition régionale ainsi que celle entre le secteur privé et le bénévolat. Par ailleurs, combien d'emplois créés étaient liés à une carrière? Est-ce qu'on peut trouver cela?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui. Vous remarquerez que dans le secteur privé, 27,853 emplois ont été créés; au sein de l'administration municipale, 8,214 et par bénévolat, 50,929. Autrement dit, le secteur privé a fourni 32 p. 100 d'emplois et les deux autres 68 p. 100 du total d'emplois créés. Vous trouverez ces renseignements sur la première page où les données sont sur la longueur. Voyez-vous cela au bas de la page?

M. Rodriguez: Y a-t-il une ventilation plus précise? Y a-t-il une répartition de ces chiffres selon la région, comme par exemple pour la région de l'Atlantique?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): La répartition porte sur les étudiants inscrits au primaire, au secondaire, au niveau collégial et à l'université. Un moment, le temps que je vérifie si nous pouvons également fournir des statistiques là-dessus. Les pages ne sont pas numérotées, mais sur la troisième de ce groupe, vous verrez le nombre d'emplois créés par le secteur privé, le bénévolat et les administrations municipales, selon la province et le territoire.

M. Rodriguez: Précise-t-on également combien des emplois créés cet été ont été à plein temps et combien étaient à temps partiel?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Ce n'est pas ainsi que nous procédons pendant le programme d'été. J'entends par là que le programme d'été est à plein temps et qu'on n'embauche donc pas des gens à temps partiel. On les recrute pour tant de semaines pendant les grandes vacances, car bien entendu, cela s'adresse à des étudiants, c'est-à-dire à des gens qui retournent aux études.

M. Rodriguez: D'après la lettre que vous avez envoyée à mon collègue, madame la ministre, les emplois créés ont duré en moyenne 11.52 semaines par rapport à la durée moyenne de l'année passée, soit de 10.6 semaines.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact.

M. Rodriguez: Étant donné que le programme d'été de 1984 avait été planifié tôt et annoncé dès décembre 1983, par opposition à Défi 85, qui a été élaboré très tard et annoncé seulement en février 1985, comment vous a-t-il été possible de créer des emplois à plus long terme?

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And a better program. But, quite frankly, they did run longer because they were a different kind of job. But when you look at this, I think you have to remember that they are quite different. The length of time is quite different for, say, students who are in university and students who are in high school, simply because the period of time during which they are out of school is different.

• 0945

Mr. Rodriguez: When I look at Ontario on page 3, Madam Minister, what really concerns me is for example communities that are in the hinterland, such as in northern Ontario. So Ontario, for example, can be very misleading, because the total number of jobs created in the private sector was 6,432, whereas the municipality created 1,957. Knowing that Toronto is the largest community in the province, I would be interested in knowing, for example, how many jobs were created in the private sector in the Sudbury basin, where there is a very limited private sector, and to what extent the municipalities participated and had success in getting employment.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Two comments I would make about that. One is that as I mentioned, 68% of the jobs created were in the non-profit and municipal sectors, 32% in the private sector. To bring some kind of parity across the country in those areas where the private sector is not as strong as it is in other parts, there was then an emphasis on the municipal and non-profit sector, so that there would be a take-up of jobs across the country as relatively evenly as could be. I do not have a breakdown by individual region all across the country.

Mr. Rodriguez: Just to satisfy my curiosity, Madam Minister, may I ask Mr. Lussier if he could obtain for me the number of jobs that were created for students in the Sudbury Basin in the private sector and in the public sector?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I do not have those figures at the moment.

Mr. Rodriguez: I know you do not have them now.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But I would also like to make one other point. We did, as I say... for instance, in some parts of the country and in Atlantic Canada there has been more emphasis on the non-profit sector. But one of the things I found very interesting was where Members of Parliament, of whatever party—I am not saying one or the other party—went out and actively worked at encouraging the private sector, no matter how small, to take part, they did get a response. So I think there are different ways of encouraging participation in this.

Mr. Rodriguez: In light of this experience, do you have you Challenge '86 ready now?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Ready now? I am getting input from people such as the hon. member for Nickel Belt and others which is helping me to devise the Challenge '86 program. I have had suggestions from the

[Traduction]

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Et un meilleur programme. Quoi qu'il en soit, franchement, ces emplois ont duré plus longtemps parce qu'ils étaient différents. Il faut en effet se rappeler qu'il s'agit d'emplois très différents. Par ailleurs, la durée est très différente selon qu'on étudie à l'université ou à l'école secondaire, tout simplement parce que la période de vacances n'est pas la même.

M. Rodriguez: À la page 3, madame la Ministre, vous parlez de l'Ontario. Ce qui me préoccupe le plus, ce sont les collectivités éloignées: celles qui sont situées dans le nord de l'Ontario, par exemple. Les chiffres pour l'Ontario peuvent être trompeurs, car le nombre d'emplois créés dans le secteur privé s'est élevé à 6,432, alors que la municipalité en a créé 1,957. Étant donné que Toronto est la plus grande ville de la province, j'aimerais bien savoir combien d'emplois ont été créés dans le secteur privé dans le bassin de Sudbury, où le secteur privé est très limité. J'aimerais aussi savoir dans quelle mesure les municipalités ont participé à la création d'emplois, et si elles y ont réussi.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): J'ai deux observations à faire. Comme je l'ai dit tout à l'heure, 68 p. 100 des emplois créés étaient dans le secteur municipal et dans les organismes à but non lucratif et 32 p. 100 dans le secteur privé. Dans des régions où le secteur privé est moins fort, on a insisté sur le secteur municipal et sur les organismes à but non lucratif. Cette stratégie nous a permis d'assurer l'équité et de faire en sorte que la répartition soit aussi égale que possible. Mais je ne peux pas vous donner la ventilation par région.

M. Rodriguez: Pour satisfaire ma curiosité, madame la Ministre, puis-je demander à M. Lussier de me procurer les chiffres sur le nombre d'emplois pour étudiants créés dans le bassin de Sudbury, tant dans le secteur public que dans le secteur privé?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je n'ai pas les chiffres sous les yeux.

M. Rodriguez: Je le sais.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Mais j'ai une deuxième observation à faire. Dans certaines régions, notamment les Maritimes, on a insisté davantage sur les organismes à but non lucratif. Il est intéressant de constater que les députés qui ont travaillé de façon active à favoriser le développement du secteur privé, même si celui-ci était très petit, ont connu un certain succès. Je ne parle pas des députés d'un parti en particulier, mais de tous les députés qui ont favorisé le développement du secteur privé. Il y a donc différentes façons de favoriser la participation.

M. Rodriguez: Faut-il donc comprendre que le programme Défi 86 est prêt?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vous demandez s'il est prêt? Je ne vais quand même pas le mettre en place sans avoir consulté, entre autres, l'honorable député de Nickel Belt. J'ai déjà consulté la Fédération des étudiants et d'autres

[Text]

Canadian Student Federation and others, and I have welcomed it.

Mr. Rodriguez: May I then, in light of your comments, table with you a list of nine recommendations on how you can improve Challenge '85?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I would be delighted.

Mr. Rodriguez: I hope you have not set Challenge '86 in place yet.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I always listen with great care to what the hon. member for Nickel Belt has to say.

Mr. Rodriguez: You are killing me with nice . . .

M. Hudon: Madame la ministre, quand on instaure un nouveau programme, il y a toujours une certaine résistance au changement qui se manifeste très souvent par un manque d'effort pour comprendre le nouveau programme. Vous avez admis qu'on avait sorti le nouveau programme Défi 85 sur le tard. Cette année, prévoyez-vous mettre en place un mécanisme d'information beaucoup plus axé sur la carrière et les créer et conserver des emplois. Avez-vous un plan de prévu pour cela cette année?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Certainly that was the intent of Challenge '85; and I think it succeeded very well indeed.

• 0950

I may say that in assessing it subsequently probably it succeeded better in the province of Quebec than anywhere else in the country, and in all parts of the province of Quebec. I think that was due in large measure to a lot of the work of the MPs. I see my friend here from Montréal—Sainte-Marie. I think Mr. Malépart found there was a lot of work done in his area. It was a very aggressive effort to get a lot of people involved in Quebec.

Obviously we have learned things. We have benefited from the experience. That will be incorporated into Défi '86, and I am looking forward to being able to announce that, hopefully before Christmas.

M. Hudon: Vous n'avez sans doute pas toutes les statistiques sous la main, mais êtes-vous en mesure de nous dire quels sont ceux qui ont bénéficié le plus de cela? Est-ce les gens de la petite et moyenne entreprise ou ceux de la très grande entreprise.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No question, it was small business. It was people who had not been part of programs like this before. What I found particularly was small business where people would give an opportunity for a student who was in a commerce or business degree to go into an accountant's office and have an experience in an accountant's office for the summer. Students who wrote me after about this, for instance, said: I am a student in fine arts; I do not often get a summer job that helps me, but this summer I was able to go to work in an art gallery; I was able to see how paintings

[Translation]

groupes qui m'aident à élaborer le programme et je leur suis gré de leur participation.

M. Rodriguez: Puis-je donc déposer une liste de neuf recommandations destinées à améliorer le programme Défi 85?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je serais ravie de les accepter.

M. Rodriguez: J'espère que Défi 86 n'est pas encore lancé.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): J'ai toujours écouté, avec la plus grande attention, les bons conseils de l'honorable député de Nickel Belt.

M. Rodriguez: Là vous en mettez un peu trop.

Mr. Hudon: When a new program is introduced, Madam Minister, there is always a certain amount of resistance to change which often manifests itself as a lack of effort to understand the new program. You admitted that you are a little late in bringing in the Challenge 85 program. Are you planning this year to introduce a new information mechanism that will be geared much more towards careers and individual education? What we want are jobs; we want to create them and maintain them. Do you have a strategy for this year that takes those things into account?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'était là le but du programme Défi 85 et je crois qu'il a réussi pas mal bien.

Je dois dire, d'ailleurs, qu'il a mieux réussi au Québec que dans toutes les autres régions, et cela dans toutes les parties de la province. Ce succès est attribuable dans une grande mesure aux efforts des députés de la province. Mon ami de Montréal—Sainte-Marie, M. Malépart, a dû constater qu'on a travaillé très fort dans sa circonscription. On a travaillé très fort pour assurer la participation des Québécois.

Évidemment, l'expérience nous a appris des choses, qui seront sans doute incorporées au programme Défi 86. J'espère pouvoir annoncer son lancement avant Noël.

Mr. Hudon: You probably do not have all of the figures with you, but could you tell us who benefited the most from this program? Did small and medium sized businesses benefit the most, or large corporations?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je peux dire avec certitude que c'était les petites entreprises qui en ont le plus bénéficié. C'était des entrepreneurs qui n'avaient jamais participé à un programme de ce genre. Souvent, par exemple, un l'été à travailler dans le bureau d'un comptable. Un de beaux-arts et qu'il ne lui arrivait pas souvent de décrocher un emploi d'été qui l'aide dans sa carrière, mais que cet été il a pu travailler dans une galerie d'art. Il a vu comment les tableaux doivent être suspendus et éclairés. Les tâches dont il devait

[Texte]

should be hung, how they should be lighted; I was able to do practical things that relate very directly to my career.

I found a lot of that, but it was with people who were hiring one and two and three people only who had not taken the opportunity before, who had never thought that the program would apply to them.

M. Hudon: En terminant, madame la ministre, permettez-moi de vous faire part d'une chose qui s'est passée dans mon comté. Lorsque le programme Défi 85 a été annoncé, je me suis permis d'écrire à toutes les entreprises pour le leur faire connaître. La réponse a été très encourageante. Une fois les projets acceptés, j'ai demandé aux promoteurs de me donner les noms et adresses de chacun des employés. À la fin du programme, à l'été, j'ai écrit à tous ces employés-là pour leur demander de faire une critique du programme lui-même et de me dire quels en étaient, selon eux, les points forts et les points faibles.

Je peux vous dire que dans mon comté de Beauharnois—Salaberry, la plupart des gens trouvaient que le programme avait été annoncé trop tard. Il y avait beaucoup d'incertitude. D'ailleurs je pense qu'on l'a reconnu. Comme point fort, les gens disaient qu'ils travaillaient maintenant à un emploi relié à leur carrière. Dans le cadre de Canada au Travail en 1984, 14.7 p. 100 des emplois étaient reliés à la carrière alors que dans le cadre de Défi 85, 53.6 p. 100 des emplois étaient reliés à la carrière. J'ai écrit à tout le monde, et j'ai reçu de nombreuses lettres de félicitations à ce sujet parce que c'est ce que les étudiants ont aimé. Ce que j'aime dans ce programme-là, c'est que c'est un programme fait pour les étudiants et en fonction des vœux des étudiants.

Miss MacDonald (Kingston et les Îles): I think that is very pertinent to the discussion. Those are the things we have learned: how better to approach people. In an evaluation we have learned how we can better bring on-side some of the businesses where eventually the graduates of community colleges and universities and high schools will be going to work.

So often the summer experience is not related to what is happening in the actual workplace, and I found any number of students writing to me individually to say that they had benefited in a way they had not in previous programs. Obviously we have not begun to tap the potential there is in this regard. So what I am looking for is a more aggressive campaign carried out certainly by my department, by Members of Parliament, by students, by people who are now aware that there is a somewhat different approach and that the number of jobs and the quality of jobs depend on how that can be very actively pursued before the holiday or the summer break begins.

• 0955

There is no question that it was because of being elected and taking over government late in the year that it was late in getting started. I make no apology for that, because there was no other way that could be done. But given the advance lead time this year, I can see the numbers of companies that will be brought in will, I trust, be quite substantially higher.

[Traduction]

s'acquitter lui apprenaient des choses très concrètes sur la carrière qu'il avait choisie.

Et c'était souvent ainsi, surtout chez les employeurs qui n'engageaient qu'une, deux ou trois personnes et qui n'avaient jamais participé au programme parce qu'ils ne croyaient pas être admissibles.

Mr. Hudon: To conclude, Madam Minister, I would like to tell you about an incident that occurred in my riding. When the Challenge 85 program was announced, I wrote to all of the businesses in my riding to advise them of its existence. The response was very encouraging. Once the projects were accepted, I asked the sponsors to give me the names and addresses of each of their employees. When the program was over, at the end of the summer, I wrote to all of the employees to ask them to do an assessment of the program itself and tell me what they thought its weak and strong points were.

I can tell you that in my riding, Beauharnois—Salaberry, most people found that the program was announced too late. There was a lot of uncertainty. I think this was recognized. On the positive side, people said that the job they got was related to their career. Under the 1984 Canada Works Program, 14.7% of the jobs were career related, as opposed to 53.6% under the Challenge 85 Program. I wrote to everyone and many of the students wrote back to me to congratulate me on that particular aspect, because that is what they like the most. What I like about the program is that it is designed for students and takes into account what they want.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Tout cela est très pertinent. On a appris, entre autres, comment rejoindre les gens. On a appris à assurer la participation des entreprises où nos diplômés—que ce soient des diplômés des écoles secondaires, des collèges communautaires ou des universités—iront éventuellement travailler.

Très souvent, l'emploi d'été n'a rien à voir avec les réalités du marché du travail. Or beaucoup d'étudiants m'ont écrit pour me dire que ce programme leur a été bien plus utile que les autres programmes auxquels ils avaient participé. De toute évidence, nous n'avons pas encore commencé à exploiter le potentiel qui s'y trouve à cet égard. Donc, ce que je cherche, c'est une campagne plus dynamique dont les porte-étendards seraient certainement mon ministère, les députés, les étudiants, tous ceux qui savent maintenant qu'il y a du nouveau dans l'air et que le nombre et la qualité des emplois dépendent de l'activité déployée avant les vacances.

Il ne fait aucun doute qu'il y a eu des retards à cause du changement de gouvernement. Je ne me confonds pas en excuses pour cela, car il n'y avait pas moyen de faire autrement. Mais étant donné l'avance qu'on a pu prendre cette année, je crois qu'on réussira à faire participer beaucoup plus de compagnies à ces projets.

[Text]

M. Hudon: Une petite remarque, monsieur le président. On a dit que le programme était axé sur la carrière des individus. Il est difficile de critiquer négativement le programme mais je peux dire qu'il me faut faire un certain effort politique pour partir d'une allocation par circonscription, et dire que nous créerons des emplois en fonction de la carrière de l'individu..., mais aussi en fonction des emplois. Et il y a des gens à l'heure actuelle qui font des gorges chaudes parce que dans leur comté, qu'ils soient dans l'opposition ou pour le parti au pouvoir, les emplois ont augmenté beaucoup plus que dans un autre. Mais on n'en a pas entendu parler. Les emplois étaient là, c'est tout. On n'a pas assez tablé là-dessus et dans l'action de Défi 86. Chez-nous on ira là où sont les emplois. J'ai en terminé, monsieur le président.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If I might just make one comment on that, the Challenge '85 approach was in fact a prototype for what is being done under the Canadian job strategy; a much larger amount, and of course a much broader approach, going throughout the whole year. So that attitude you are talking about, Mr. Hudon, is one that has to be incorporated to the extent possible in all of the programs.

We are finding that now, for instance, with job entry, which directly is addressed to young people who have dropped out of high school and who have to be brought in with remedial programs, training, on-site experience, it is really getting a very good reaction right across the country—in all parts. The largest number of entries of applications so far—and they are still being processed—for job entry for young people is coming from Newfoundland. It is very interesting the way this is being perceived.

M. Malépart: Je n'ai pas l'intention de faire de la politique sur des programmes qui, à mon avis, sont si importants. Contrairement à mon collègue Hudon, je n'ai pas l'intention de faire un quart d'heure d'adoration mutuelle. Je voudrais qu'on parle plutôt du contenu, de l'efficacité, de l'expérience que j'ai vécue dans mon comté. J'étais travailleur social avant d'être député et je collabore encore à organiser des centres communautaires. Alors, je peux dire que j'en ai une expérience vécue.

Si je regarde les statistiques, je pense que Défi 86 ou le programme d'emploi Été Canada n'a pas fait une grande différence. On peut se vanter, sur le plan politique. Il y a toujours une amélioration à apporter pour ces programmes et je vous en félicite. Par contre, j'entends les gens, ici, se vanter du plan de carrière des jeunes, se vanter de créer de l'emploi pour les universitaires. Mais on oublie, on le voit dans les statistiques, que les emplois aux niveaux élémentaire et secondaire ont quand même diminué. Vous savez que les gouvernements provinciaux sont toujours chatouilleux et que l'éducation est de compétence provinciale. Cependant, j'ai réussi, en collaboration avec les polyvalentes de mon comté, à mettre sur pied des programmes d'emploi pour permettre à des jeunes d'acquérir de l'expérience pratique, afin d'éviter qu'ils ne deviennent ce qu'on appelle des *dropouts*.

[Translation]

Mr. Hudon: One remark, Mr. Chairman. We were told that the program was focused on individual careers. It is difficult to come up with negative criticism of the program, but I can say that I do have to make some political effort to accept the idea of an allowance for each riding with which we will be creating jobs focused on specific careers, as well as jobs. And there are people presently who are "laughing all the way to the bank" because in their ridings, whether they belong to the opposition or the governing party, jobs have increased far more than in others. But we have not heard about that. The jobs were there, that is all. We have not counted enough on that and on the action provided by Challenge 86. In my riding, people will simply go where the jobs are. I am through, Mr. Chairman.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Un petit commentaire, si vous me le permettez. Défi 85, c'était un prototype pour ce qui se fait en vertu de la stratégie canadienne d'emploi; un montant beaucoup plus élevé et, évidemment, une vue d'ensemble beaucoup plus large et tout cela se poursuit à l'année longue. Donc l'attitude dont vous parlez, monsieur Hudon, en est une qui doit être intégrée, dans la mesure du possible, dans tous les programmes.

Par exemple, nous trouvons qu'avec les programmes actuels prévus précisément pour les jeunes qui ont lâché le secondaire et qu'on a dû ramener sur le marché du travail grâce à des programmes de récupération, de formation, de formation sur le tas, enfin, tout cela est très bien reçu partout au pays, dans toutes les régions. Le plus grand nombre de demandes à ce titre, jusqu'ici, et elles sont toujours à l'étude, nous viennent des jeunes gens de Terre-Neuve. C'est très intéressant de voir la façon dont tout cela est perçu.

Mr. Malépart: I do not intend to play politics with programs which, in my view, are so important. Unlike my colleague, Mr. Hudon, I am not going to spend a quarter of an hour here as the other half of a mutual admiration society. I would rather talk about the contents and efficiency of the programs, as well as the experience we had in my riding. I was a social worker before becoming a Member of Parliament and I still help with organizing community centres. So I do have hands—on experience.

If I look at the statistics, I think that Challenge 86 or the Canada Works summer program did not make much of a difference. Politically speaking, you can always blow a horn. There is always an improvement for those programs and I congratulate you on that. On the other hand, I hear people here boasting about career plans for youth, boasting about creating jobs for university students. One thing that is forgotten—but you can see it in the statistics—is that jobs at the elementary and high-school level have decreased. You know that the provincial governments are always quite touchy and that education comes under provincial jurisdiction. However, in co-operation with the *polyvalentes* in my riding, I managed to set up a job program to help the young people acquire practical experience to avoid having them become *drop-outs*.

[Texte]

[Traduction]

• 1000

C'est sûr que ce n'est pas à l'élémentaire et au secondaire que les gens peuvent bien définir leur orientation. Je pense que dans des programmes comme celui-là, il faut absolument faire preuve d'ouverture d'esprit et laisser une marge de manoeuvre pour que toutes les catégories de jeunes puissent en bénéficier. Je suis d'accord qu'il faut aider les universitaires, mais il faut aussi aider les jeunes qui n'ont aucune orientation d'emploi et qui ont tout simplement besoin d'une expérience de travail pratique, de connaître ce que c'est que de se lever le matin, de voir des gens et aussi d'avoir de l'argent pour poursuivre leurs études.

Lorsque l'abolition avait été annoncée, les gens de mon comté étaient un peu inquiets parce que cela permettait à bien des jeunes de poursuivre leurs emplois d'été. Les gens qui vivent du bien-être social n'ont pas d'argent pour faire étudier leurs enfants.

On voit dans les statistiques que les emplois aux niveaux élémentaire et secondaire ont diminué et que le nombre d'emplois au niveau universitaire a augmenté. Je ne voudrais pas qu'on diminue le nombre d'emplois au niveau universitaire pour l'augmenter aux autres niveaux. Il ne faut pas priver l'un pour favoriser l'autre. Il faut essayer de faire en sorte que le soleil luisse pour tout le monde.

Dans les chiffres concernant le Québec, au niveau des emplois, le secteur privé et les organismes à but non lucratif se rapprochent beaucoup. Dans deux provinces de l'Ouest, c'est le secteur privé qui est favorisé. En Saskatchewan surtout, c'est le secteur privé qui est allé chercher le plus grand nombre d'emplois comparativement aux organismes à but non lucratif.

Madame la ministre, vous savez qu'il y a au Québec une coalition d'organismes à but non lucratif qui désire vous rencontrer et qui craint beaucoup pour l'avenir de ces organismes dans le cadre du prochain programme d'emploi. Cinq cents organismes craignent de trouver la mort à cause des nouveaux critères. Je ne vous reproche rien, car je ne pense pas que le ministère ou la ministre désire tuer ces organismes et empêcher des gens de travailler, mais les critères que vous avez établis pour ce programme ont pour conséquence de limiter l'accès à l'emploi, ce qui risque de faire mourir des organismes communautaires.

Avez-vous l'intention d'établir des critères d'embauche et non, seulement, des critères de sélection de projets pour le prochain programme, Défi 86? Si on restreint trop les critères, s'ils sont trop axés sur le plan de carrière, c'est sûr que tous ceux qui sont au secondaire et à l'élémentaire ne se trouveront pas d'emploi. Avez-vous l'intention d'élargir ces critères pour laisser à tout le monde la chance de survivre?

Miss MacDonald (Kingston et les Îles): There are two areas you mentioned, Mr. Malépart, that I would like to comment on. One is with regard to Challenge '85 and the university or secondary school level. There was a slight variation this year. I do not want to suggest that we are somehow going to manipulate this. The fact is that this is the one program that university students can take part in. They are at school the rest of the year.

Of course, elementary or high-school students are not really ready to decide what they want to do later in life. I think that in programs like those, you absolutely have to have a wide-open mind and leave lots of room to manoeuvre so that all categories of youth can take advantage of all this. I quite agree that you have to help university-level people, but you also have to help the younger ones who have no job orientation and simply need practical work experience to find out what it is like to get up in the morning, to see people, and also to have money to continue their studies.

When the abolition was announced, the people in my riding were worried because the summer jobs were what allowed a lot of the young people to continue their studies, to go to the CEGEP. Welfare families cannot afford to send their kids to school.

As you can see in the statistics, jobs for the kids in grade school or high school have decreased and the number of jobs available for university students has increased. I would not want to see a decrease in the number of jobs for university students simply to increase jobs at the other levels. You cannot rob Peter to pay Paul. Everyone must have a place in the sun.

In the figures for Quebec, for jobs, the private sector and non-profit organizations are pretty close. In two western provinces, it is the private sector who has the advantage. Especially in Saskatchewan, the private sector got more jobs than non-profit organizations.

Madam Minister, you know that in Quebec there is a coalition of non-profit organizations that wishes to meet with you and is very concerned for the future of these organizations within the framework of the next employment program. Five hundred organizations are afraid that they will simply disappear because of the criteria involved. I am not blaming you in any way because I do not think the department or the Minister want to kill off those organizations and prevent people from working, but the criteria you have established for that program do restrict access to jobs, and just may sound the death knell for community organizations.

Do you intend to establish hiring criteria and not only project selection criteria for the next program, Challenge 86? If the criteria are too narrow, if they are too narrowly focused on a career plan, you can be quite sure that not everyone at the elementary or high school level will be finding a job. Do you plan to broaden those criteria with a view to giving everyone a chance to survive?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Dans ce que vous dites, monsieur Malépart, il y a deux questions que je voudrais aborder. Tout d'abord, pour ce qui concerne Défi 85 ainsi que le niveau universitaire ou secondaire. Il y a eu une petite variation cette année. Je ne veux pas laisser l'impression que nous allons nous lancer dans la manipulation. Mais la vérité, c'est que les universitaires peuvent justement participer à ce

[Text]

What I would point out, though, is we are putting an increased emphasis on young people who are in high school or who have dropped out of high school, where the difficulties are the greatest with unemployment. And we are doing that throughout the whole of the year. We are moving the program across the whole of the year. If you look at the unemployment rate among university young people who have dropped out of high school, it is almost 20%. That says to me that is where you really have to focus and help.

• 1005

This has become the job entry program throughout the whole of the year, where we are trying to work both with provinces and with the private sector to say that these are the young people on whom we have to target the greatest attention. They are being brought into training programs and to actual work experiences. And the training program includes, as well, an upgrading of their academic skills. We are trying to combine these things to give these young people an opportunity at any time of the year.

The second matter you raise is with regard to the criteria for the programs under the Canadian Job Strategy, and I think you were particularly referring to job development, which is the 24 to 36 weeks. First of all, may I say that the great majority of applications received to date in all provinces, but particularly in the province of Quebec, have come from non-profit organizations, from the kind of group the coalition represents, so there has not been a great deal of change in that regard.

What we are saying is the people who should be hired are the people who are most in need. Those are the people who are the long-term unemployed. And so we are looking to help out those who are most in need. The people who are older workers, who may not be able to find a job because they have skills only in one trade, they need retraining, they need new experiences. Women who have been out of the work force for a long time and are coming back in, they need assistance. These are the people we are trying to help.

Our goal, through these programs, is to help the individuals who are most in need, because I think that is where government efforts should be. There are other means, there are other organizations, there are other people who will help those who are in many ways able to help themselves, to a degree. What I feel is the government's responsibility is to help those whom others often ignore.

M. Malépart: Monsieur le président, en réponse à ce que la Ministre vient de donner, c'est pas le fait de présenter ou de ne pas présenter des projets—je vais vous dire que j'ai participé à la formation de la coalition, je sais très bien ce qui se fait au Québec, on a invité tous les organismes à soumettre... c'est pas la question de faire accepter les projets—le problème c'est lorsqu'il arrivera d'employer, parce que ça relève de d'autres

[Translation]

programme. Le reste de l'année, ils sont sur les bancs de l'école.

Cependant, ce que j'aimerais souligner, c'est que nous accordons plus d'importance aux jeunes qui se trouvent au secondaire ou qui ont abandonné leurs études secondaires c'est-à-dire le niveau où les problèmes de chômage sont les pires. Et cela, nous le faisons pendant toute l'année. Ce programme existera donc pendant toute l'année. Si vous prenez le taux de chômage chez les universitaires, il est d'environ 8 ou 9 p. 100. Si vous prenez les jeunes qui ont lâché le secondaire, c'est de presque 20 p. 100. Donc, pour moi, c'est là qu'il nous faut vraiment orienter nos efforts et notre aide.

C'est désormais ce programme d'emploi qui doit durer toute l'année et nous essayons d'y travailler à la fois avec les provinces et le secteur privé pour dire que c'est sur ces jeunes qu'il nous faut faire porter le gros de nos efforts. On les fait participer à des programmes de formation et on leur donne une véritable expérience de travail. Et ce programme de formation comprend aussi une amélioration de leur scolarité. Nous essayons de combiner ces facteurs pour donner à ces jeunes l'occasion de participer à longue durée.

La deuxième question que vous soulevez porte sur les critères des programmes établis en vertu de la stratégie canadienne d'emploi et je crois qu'il s'agissait plus particulièrement du programme qui dure de 24 à 36 semaines. Tout d'abord, la grande majorité des demandes reçues, jusqu'à ce jour, dans toutes les provinces, et particulièrement dans la province de Québec, nous viennent d'organismes à but non lucratif, du genre de groupe représenté par la Coalition, et il n'y a donc pas eu beaucoup de changement à cet égard.

Ce que nous disons, c'est que les gens qui devraient être embauchés sont ceux qui en ont le plus besoin. Ce sont ceux-là qui sont les chômeurs à long terme. Et nous voulons aider ceux qui sont dans le plus grand besoin. Les travailleurs plus âgés qui n'ont peut-être pas pu trouver d'emploi parce qu'ils ne sont formés que pour un seul métier, qu'ils ont besoin de recyclage, qu'ils ont besoin de nouvelles expériences de travail. Il y a aussi les femmes, qui, depuis longtemps, ne font plus partie de la main-d'oeuvre active et qui veulent revenir. Elles ont besoin d'aide. Ce sont ces gens-là que nous essayons d'aider.

Notre but, par l'entremise de ces programmes, c'est d'aider ceux qui sont dans le plus grand besoin parce que je crois que c'est là que le gouvernement devrait faire porter ses efforts. Il y a d'autres moyens, il y a d'autres organismes, il y a d'autres gens qui aideront ceux qui, de bien des façons et dans bien des domaines, peuvent s'aider eux-mêmes. Pour moi, la responsabilité du gouvernement, c'est d'aider ceux que les autres oublient trop souvent.

Mr. Malépart: Mr. Chairman, in answer to what the Minister has just said, it is not the fact that you are presenting or not presenting projects... I can tell you that I participated in the setting up of this coalition, I know very well what is being done in Quebec, we invited all the organizations to submit... It is not a question of having projects accepted... The problem is, when the time comes to hire it is always

[Texte]

départements, ça relève des centres de la main-d'oeuvre—c'est que tous les emplois qui seront créés et acceptés pour ces programmes-là, les organismes à but non lucratif seront obligés de fonctionner avec du nouveau personnel et c'est là que ça risque de tuer tous ces organismes communautaires. Contrairement au secteur privé, il va y avoir des directeurs de service qui vont former le nouveau personnel, mais si vous faites des mises à pied, si tous les gens qui sont en place sont obligés d'être renvoyés, le nouveau personnel ne pourra pas diriger cela. Très souvent, les organismes à but non lucratif, dont des membres ici en ont déjà fait partie, parfois, quant au directeur ou celui qui va faire la comptabilité..., eh bien les gens aiment bien être rassurés de qu'il va faire... Alors, je pense qu'il serait plus sage si vous aviez une certaine souplesse au niveau de ce critère-là pour permettre aux organismes à but non lucratif d'avoir un certain nombre de gens pur lesquels ce critère-là ne s'applique pas. Comme le directeur, ou un certain pourcentage de personnes.

Au niveau du principe, au niveau de l'aide que vous voulez apporter, et je vais vous dire que le gouvernement libéral avait fait la même erreur que vous faites dans le programme Relais... On avait créé le programme Relais pour donner du travail à ceux qui n'avaient plus le bénéfice de l'assurance-chômage.

• 1010

Or, le gouvernement fédéral a été obligé de reculer et modifier son règlement. On disait à quelqu'un qui venait de perdre son emploi qu'il y avait une offre d'emploi dans ce programme. On lui disait ensuite: vous n'êtes pas encore assez pauvre, attendez d'être plus pauvre, on va aller en chercher un autre. Dans certaines régions je pense que c'est inacceptable.

Je vais vous donner l'exemple dans l'est de Montréal. La semaine passée, 125 travailleurs de *Canadian Steel Wheel* ont été mis à pied. Ce sont des gens, dont vous parliez tantôt, âgés de 45 ans qui avaient appris un seul métier. Non seulement ils sont traumatisés de savoir qu'ils n'ont plus d'emploi, mais de plus la compagnie ferme. On va dire qu'on pourrait essayer de les orienter dans ces programmes. Mais, on va leur dire en même temps qu'ils ne peuvent pas en bénéficier.

Votre but est valable de vouloir sortir du bien-être social, des gens qui ont été longtemps sans travail. Mais si vous êtes trop rigides, vous allez en traumatiser. Vous allez condamner ces gens à penser qu'ils sont finis dans la société. Je crains le traumatisme causé par les critères. On vise un objectif qui est louable, mais les conséquences, par contre, peuvent être très graves.

A mon avis, il y a plusieurs organismes à but non lucratif qui vont cesser d'exister. Je comprends que votre ministère maintenant ne se préoccupe pas du service donné à la population. Vous vous préoccupez de la formation. Auparavant c'était très important, les services des programmes qui étaient alloués. J'ai dirigé des organismes à but non lucratif. Si vous lancez un organisme à but non lucratif avec six nouvelles personnes, cela va prendre six mois avant de les former et de donner du service. C'est pour cela que je le vous dis. Il est vrai, et nous

[Traduction]

another department's responsibility, it is up to the Manpower Centres... With all the jobs that are created and accepted for those programs, the non-profit organizations will have to function with all new personnel, and that is where you run the risk of killing off these community organizations. Unlike the private sector, which has service directors who will train new personnel but if you are laying off, if everyone who is in place has to be laid off, the new personnel will not be able to manage. And very often non-profit organizations, and some members here have worked in those organizations, sometimes the manager or the one who is keeping the books, well, people like to be reassured about who is going to be doing what... So I think that it would be wiser if you were to show a certain flexibility with that criterion, to allow non-profit organizations to have a certain number of people to whom it would not apply. Such as the director, or a certain percentage of the staff.

As for the principle of the thing—help that you are trying to bring in—I can tell you that the Liberal government made the same mistake with its NEED program. We set up the NEED program to give work to those who had exhausted their unemployment insurance; in other words, from humanitarian motives.

The federal government had to back off and change its regulation. Someone who had just lost his job would be told there was a job offer in that program, then hear something like this: You are not poor enough yet, wait until you are poorer, we will go and get someone else. In some areas, I think it is unacceptable.

I will give you an example from the east end of Montreal. Last week, 125 workers at Canadian Steel Wheel were laid off. These are the people you were talking about before, 45 years old, only know one job. Not only is there trauma from knowing that they do not have work anymore, but besides that, the company is closing down. The guy is then told that he could try one of these programs, but he will soon find out he cannot get into them.

Your goal is valid, that is, trying to get people who have not worked for a very long time off welfare. But if you are too unbending, you are going to be creating trauma. You are going to be giving those people the idea they are just washed up in society. I am afraid of the trauma created by the criteria. The goal aimed at is quite worthy, but the consequences, on the other hand, can be very serious.

Many non-profit organizations will, I think, simply cease to exist. I understand that your department is not concerned with services to the population. You are concerned with training. Once the program services were very important. I have been responsible for non-profit organizations. If you set up a non-profit organization with six new people, it is going to take you six months before they are trained and you can provide the service. That is why I am telling you this. It is true, and we will get it all out, that the organizations were always the same ones.

[Text]

allons tout sortir..., que les organismes étaient toujours les mêmes.

Je suis d'accord à ce que l'on modifie cela. Ce sont les mêmes qui profiteraient de ces programmes, mais qu'on y mette un critère pour que les organismes à but non lucratif n'aient pas plus de 25 p. 100 de gens qui ont déjà été dans ces programmes.

Un autre aspect madame la ministre, ce sont tous ceux, les citoyens et les citoyennes, qui ont accepté de travailler dans votre programme Canada au travail. Au lieu d'être des parasites et de rester chez eux au chômage, ils ont accepté, même si les salaires étaient moins élevés de prendre Canada au travail pour continuer une formation. Votre nouveau programme est vraiment intéressant, mais ils en sont privés parce qu'ils avaient accepté de travailler dans l'ancien programme.

Je ne vous demande pas une réponse tout de suite. Si vous regardez cela objectivement avec les fonctionnaires, il y a moyen de trouver une solution moins draconienne que de tout changer. Cela veut dire, pour les canadiens que si on maintenant le programme de cette façon le gouvernement fédéral n'accorderait qu'un emploi à tous les deux ans. Une année sur le chômage et une année sur un programme et ce à tour de rôle.

The Chairman: Would you like to respond? Can I just indicate, before you start, that Mr. Malépart went over the time somewhat. I did not interrupt, but we are going to have to move on when this response is finished.

Mr. Rodriguez: He thinks he is in the House.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): He also made a number of statements that have little bearing in fact. I listened to someone say that he is not here to make a political speech and then say: There is nothing about your department that is providing service to those who are unemployed. I take great exception to that because the programs are indeed...

M. Malépart: Pardonnez-moi, ce n'est pas ce que j'ai dit.

Je n'ai pas dit que votre ministère n'offrait aucun service. Ce sont les agents de projets qui ont dit à tous les responsables d'organismes que le critère de service qui avait été donné à la population n'était plus un critère essentiel et que c'est plutôt le critère de formation qui prédomine.

Alors, si c'est une erreur, il faut dire aux agents qui donnent les informations que ce n'est pas cela.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Obviously there is a difference of opinion about what should be done with the limited amount of funds there is. Mr. Malépart thinks that organizations should be funded from my department. I look at the province of Quebec and unfortunately the province of Quebec has the largest percentage of long-term unemployed of any province in the country—and I am concerned about the long-term unemployed in this country and what can be done for them.

[Translation]

I agree that should change. It may be the same ones getting the advantage of those programs, but there should be a criterion stating that not more than 25% of the non-profit organization's people should already have been on such programs.

Another aspect, Madam Minister, is all those men and women who have agreed to work with your Canada Works Program. Instead of being parasites and staying at home collecting unemployment insurance, they did accept Canada Works training, even though the salaries were lower. Your new program is really interesting, but they cannot make use of it because they accepted work under the old program.

I am not asking for an answer right away. If you look at that whole thing very objectively with your officials, there are ways of finding a solution which would be less drastic than changing everything and that means, for Canadians, that if we maintain this program, the federal government would only be granting people a job every two years. One year on unemployment, the following year on a program, and so on.

Le président: Vous voulez répondre? Juste avant cela, j'aimerais vous dire que M. Malépart a dépassé un peu le temps qui lui était accordé. Je ne lui ai pas coupé la parole, mais ce sera au tour de quelqu'un d'autre après cette intervention.

M. Rodriguez: Il se croit en Chambre.

Mme MacDonald (Kingston et les îles): Il a aussi fait certaines déclarations qui sont loin de la réalité. J'ai entendu quelqu'un me dire qu'il n'était pas ici pour me faire un discours politique et qui ensuite nous a dit: Votre ministère ne fait rien pour donner des services à ceux qui sont au chômage. Je m'élève contre cela, car les programmes sont au contraire...

Mr. Malépart: I am sorry, that is not what I said.

I did not say that your department was not offering any services. It is the project managers or officials who told the people responsible for the organizations involved that the service criterion that had been given out was not an essential one, and that it is the training criterion was the main thing.

So if that was a mistake, the officials giving out that information should be told it is not right.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): De toute évidence, il y a une divergence d'opinion sur ce qui devrait se faire avec les crédits limités dont nous disposons. Monsieur Malépart croit que les organismes devraient être financés par mon ministère. Si je prends la province de Québec, malheureusement cette province a le plus haut pourcentage de chômeurs à long terme de toutes les provinces du pays; je m'inquiète de leur sort et de ce qu'on peut faire pour eux.

[Texte]

• 1015

Those are the people the programs I am trying to put into place are directed to. I might divert that program or those moneys to an organization. I do not know what those organizations might do, but I do know that if I can get someone who has been out of work for six months—and more than 30% of the unemployed in Quebec have been out of work for more than six months... if I can take some of those people, put them into programs, give them new skills, put them into a work experience, and allow them to become adaptable to the permanent work force, then that is the thing I think will be of most service to the population.

What are we going to do—just ignore those people? I hear you every day in the House asking about the people of Montreal East. I want to do something directly for the people of Montreal East.

M. Malépart: Ce n'est pas cela, ils ne sont pas admissibles.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I do not think by ignoring the fact that the jobs are going to people who are out of work the longest is... I do not think that is the way we should go about it. I do not think we can afford to ignore those people. What will happen to them if government does not try to help them?

Le président: Monsieur Champagne, vous avez la parole.

M. Champagne: Cela ne sera pas un discours.

Madame la ministre, je fais un parallèle à la question que je voudrais poser. Dans les nouveaux programmes que vous nous avez suggérés pour cet automne, il y a un nouveau phénomène qui est très intéressant, c'est ce qu'on appelle les entrées continues. Dans quelle mesure il serait possible d'appliquer le critère d'entrée continue dans les programmes qui pourraient s'appeler, par exemple, Défi 86 pour les étudiants? Dans la majorité des cas, les sont des emplois, comme le disait le député de Montréal—Sainte-Marie, qui vont leur permettre d'obtenir des sous pour aller à l'école. Dans mon comté, il y avait de gens qui arrivaient une semaine ou deux après la date limite, en me disant: 'on a un emploi pour trois ou quatre semaines ou pour cinq semaines, et on ne peut plus participer au programme parce que la limite était fixée à telle date'. Dans quelle mesure il serait possible de rendre une date limite plus souple pour permettre justement à ces jeunes de pouvoir participer de façon tout à fait équitable avec les autres à ce type de programme ou de projet?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): We are looking. We are looking at mechanisms which will allow greater flexibility; for instance a banking date at such and such, where the first wave of applications is considered, and one later on. Indeed, there was some flexibility last year, depending on the provincial participation. Some provinces were later than others in the closing date. However, I think some of the difficulty last year really arose because of the limited period of time between the announcement and the closing date. That should certainly be lessened this year.

[Traduction]

Ce sont ces gens auxquels s'adressent les programmes que je m'efforce de mettre sur pied. Je pourrais cependant diriger tel programme ou telle somme à un organisme. J'ignore ce que certaines de ces organisations peuvent faire, mais je sais que si je peux prendre quelqu'un qui a été au chômage pendant six mois, et plus de 30 p. 100 des chômeurs du Québec sont sans travail depuis plus de six mois, l'inscrire dans l'un de ces programmes, lui faire acquérir de nouvelles compétences et lui donner de l'expérience au travail, de telle sorte qu'il puisse s'intégrer à la population active permanente, alors j'aurai l'impression d'être le plus utile possible à la population.

Qu'allons-nous faire, tout simplement ne pas tenir compte de ces gens? Je vous entends tous les jours demander à la Chambre ce qu'il faut faire pour aider les gens de Montréal Est; or je veux précisément leur venir en aide directement.

Mr. Malépart: That is not it. They are not eligible.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne crois pas que si l'on refuse de tenir compte que les emplois sont accordés à ceux qui ont été sans travail le plus longtemps... Je ne crois pas que c'est ainsi que nous devrions procéder. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas tenir compte de ces gens. Que leur arrivera-t-il si le gouvernement n'essaie pas de les aider?

The Chairman: Mr. Champagne, you have the floor.

Mr. Champagne: It will not be a long speech.

Madam Minister, I would like to draw a parallel here in asking you my question. In the new programs that you have mentioned to us for this fall, there is something new that is quite interesting. It is what is called continuous entry. I would therefore like to know up to what point the continuous entry criterion could apply to next summer's programs for students. In most cases, students do not get unemployment insurance. As the member from Sainte-Marie was saying, they are looking for jobs that will see them through another year at school. Now, in my riding, there were people who had arrived one week or two after the closing date, and who told me that they had employment for three, four or five weeks, but that they could not participate in the program because the fixed closing date had gone by. I would therefore like to know if it would not be possible to have a more flexible closing date so as to allow those young people to participate also, in all fairness, in that type of program or project.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Nous cherchons ces moyens. Nous cherchons des mécanismes qui soient plus souples; ainsi par exemple, une date de mise en banque correspondant à la première vague de demandes puis une autre plus tard. Cela dit, il y a eu une certaine souplesse l'année passée, selon la participation provinciale. En effet, certaines provinces ont eu une date d'échéance plus tardive que d'autres. Cependant, je crois que certaines des difficultés de l'année passée ont eu lieu à cause du peu de temps écoulé entre la date de l'annonce et la date de fermeture. Or ce programme devrait y être beaucoup moins sensible cette année.

[Text]

I can see what you are getting at. I do think there has to be a closing date, because at some point people have to go to work; have to get into the jobs. But yes, we are looking at different mechanisms, such as, as I say, various banking dates that would give more flexibility.

• 1020

Mr. Champagne: That is very good.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If I might just add to that, because I want to make this very clear about the way in which we have to consider other young people—those who are not in university—that is where the big element of unemployment is among young people; it is among those who have dropped out of high school. They will be able, on a continuous basis, to be hired throughout the year because applications will continue to come in, unlike with Canada Works which was at a certain cut-off date and that was it. The new programs continue to roll-over through the year.

The Chairman: Thank you. We will now start the second round with Mr. Rodriguez, followed by Mr. Hudon and Mr. Malepart. With that sense of timing in mind, if members could be disciplined, I think we could probably have 10 minutes on the second round.

Mr. Rodriguez: Thank you, Mr. Chairman. The Members of Parliament from the province of Saskatchewan were not invited to review the project applications, as had been done in past programs. Can you tell me why?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Which one are you talking about?

Mr. Rodriguez: On the SEED Program.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Oh, I thought they all were. I am advised that the situation with regard to Saskatchewan was that the agreement with the Province of Saskatchewan was very much later coming into effect. You may have noticed that in fact the closing date, the date for termination of applications, in Saskatchewan was in May, and at that point it was a matter of getting the applications through and getting anyone into the jobs at all.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I am glad that cleared it up. I was under the impression that it was an agreement with the Tory MPs in Saskatchewan that . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No. I do not think any of the . . . you know, it was not Tories or NDP, and I cannot add Liberal, I mean . . .

Mr. Rodriguez: It could not be Liberals, no; there are no Liberals in Saskatchewan.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The fact was, it was later arriving at an agreement.

[Translation]

Je vois à quoi vous voulez en venir. Cependant, j'estime qu'il faut quand même maintenir une date de fermeture, car il faut bien qu'à un moment donné les gens commencent leur travail. Cela dit, il est vrai que nous envisageons des mécanismes différents comme d'établir plusieurs jours de mise en banque ce qui assurerait une certaine souplesse.

M. Champagne: Très bien.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Si vous le permettez, j'aimerais ajouter quelque chose, car je tiens à ce qu'on comprenne clairement l'importance que nous accordons à un autre groupe de jeunes à part les étudiants inscrits à l'université, c'est-à-dire, ceux qui ont abandonné leurs études secondaires, car c'est parmi ces derniers que le chômage est le plus élevé. Or, ils pourront être embauchés de façon continue pendant toute l'année étant donné que leurs demandes seront acceptées toute l'année, contrairement à ce qui s'est passé avec le programme Canada au Travail, où il y avait une date d'échéance sans recours. Dans les nouveaux programmes, le roulement continue toute l'année.

Le président: Merci. Nous allons maintenant amorcer le second tour avec M. Rodriguez, puis M. Hudon et M. Malépart. Je demanderai aux membres de bien vouloir faire preuve de discipline afin que chacun puisse disposer de 10 minutes.

M. Rodriguez: Merci, monsieur le président. Les députés de la Saskatchewan n'ont pas été invités à examiner les demandes liées aux projets, comme cela se faisait dans les programmes antérieurs. Pouvez-vous me dire pourquoi?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): De quel programme parlez-vous?

M. Rodriguez: Du programme EEET.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oh, je croyais qu'ils l'avaient été. On me dit que pour ce qui est de la Saskatchewan, l'entente avec cette province a été signée assez tard. Vous avez peut-être remarqué que la date d'échéance pour recevoir les demandes en Saskatchewan était le mois de mai, et il s'agissait de faire parvenir les demandes et d'obtenir de l'emploi au moins pour quelques-uns.

M. Rodriguez: Monsieur le président, je suis heureux que ce point ait été éclairci. J'avais l'impression qu'il y avait une entente signée avec les députés conservateurs de la Saskatchewan voulant que . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Non. Je ne crois pas qu'il y ait eu quoi que ce soit . . . Vous savez, ce n'était ni les conservateurs ni le NPD, et je ne puis non plus dire qu'il y avait des libéraux, j'entends par là . . .

M. Rodriguez: Il ne pouvait d'ailleurs s'agir de libéraux, car il n'y a pas de libéraux en Saskatchewan.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): On en est tout simplement arrivés plus tard à une entente en la matière.

[Texte]

Mr. Rodriguez: Okay, but then we will revert back to the practice now from here on in?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Right.

Mr. Rodriguez: Okay. What has been the experience with the department, Madam Minister? The agreement was that the employer would pay 50% of the wage and that under the program your department would pay 50% of the wage. There have been some instances that have come to my attention where the employer did not pay the student his 50%.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Oh?

Mr. Rodriguez: What is being done about those employers who have not fulfilled their part of the bargain vis-à-vis the wages?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If you have any examples like that, I would like you to give them to me, because that would be a breach of contract. That should not have happened. I will follow up on that.

Mr. Rodriguez: Fine. Have any reports come into the department? Have you had any examples?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No. I understand it was raised here earlier this week. That was the first time it has come to our notice. As I say, if there are examples and someone has been breaking a contract or the terms of the agreement, I would like to know about it.

The Chairman: Mr. Rodriguez, could I come in on that for just a second. On Wednesday, the members present were asked to go back to their ridings, and to anybody else they knew, and try to surface these kinds of things. It is part of the discipline of the program that specific examples be brought to the attention of the department.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, that is coming to my next criticism. One of the criticisms I had, and a suggestion for improvement, is that I think there should be more on-site visitations by the project officers to ensure that both parties are living up to the conditions of the program.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is a very good suggestion and I accept it.

• 1025

Mr. Rodriguez: Okay. The other one was that the affirmative action component was missing in 1985. It was there in the previous programs. Will it be included in 1986?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Rodriguez, employment equity is going to be included in every program from now on. Now let me tell you, there is some reaction against that, as I know. But you will find it in . . .

Mr. Rodriguez: I hope not along the lines of Bill C-62, Madam Minister, where it is all sorts of "loosey-goosey" . . . sort of "bull-feathery" and you know . . .

[Traduction]

M. Rodriguez: Bien, mais dorénavant, allons-nous revenir aux usages antérieurs?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

M. Rodriguez: Bien. Maintenant, que s'est-il passé au ministère avec madame la ministre? L'entente prévoyait que l'employeur allait payer 50 p. 100 du salaire et que votre ministère assumerait, lui aussi, cette proportion. Or, on m'a parlé de certains cas où l'employeur n'a pas versé ses 50 p. 100 à l'étudiant.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vraiment?

M. Rodriguez: Que fait-on dans le cas de ces employeurs qui n'ont pas tenu parole et n'ont pas versé leur part du salaire?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Si vous disposez d'exemples comme celui-là, je vous serais reconnaissante de me les fournir, car cela contrevient au contrat. Cela n'aurait pas dû se produire. Je vais suivre la question.

M. Rodriguez: Bien. Avez-vous reçu des rapports là-dessus au ministère? Vous a-t-on mentionné des exemples de cela?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Non. Je crois cependant savoir qu'on en a parlé plus tôt cette semaine. C'est cependant la première fois qu'on attire notre attention là-dessus. Je répète donc que si l'on est au courant de tels faits, si l'on sait que quelqu'un n'a pas respecté le contrat, j'aimerais en être avisée.

Le président: Monsieur Rodriguez, si vous le permettez, j'aimerais intervenir ici. Mercredi, on a demandé aux membres présents de s'enquérir de cela dans leurs circonscriptions afin d'être au courant de ce genre de choses. Il importe pour la bonne administration du programme que de tels exemples soient soumis à l'attention du ministère.

M. Rodriguez: Monsieur le président, cela correspond un peu à ce que j'allais justement dire. En effet, dans le but d'améliorer le programme, j'allais proposer que les agents de projets effectuent davantage de visites sur le terrain afin de veiller à ce que les deux parties respectent les conditions du programme.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est une très bonne proposition. Je la reprends à mon compte.

M. Rodriguez: Bien. L'autre critique que je voulais formuler est que le côté action positive manquait en 1985, alors qu'il existait dans les programmes antérieurs. Y figurera-t-il en 1986?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Rodriguez, l'égalité en matière d'emploi fera partie intégrante de chaque programme dorénavant. Laissez-moi cependant préciser que j'ai eu connaissance de certaines réactions contre cela. Cependant, vous trouverez cela . . .

M. Rodriguez: J'espère que cela ne ressemblera pas aux dispositions du projet de loi C-62, madame la ministre, où on trouve toutes sortes de faux-fuyants, et vous savez . . .

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You are going to find different.

Mr. Rodriguez: Can you give us the assurance there will be something there that is coercive?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Rodriguez, in the Challenge '85 program, the target groups where I want to see improvement is certainly with the disabled and with the visible minorities. Women had over 50% of the jobs available, and I do not think they can ask . . .

Mr. Rodriguez: We want to keep that.

Miss MacDonald: —for more than 50%. I am not sure just how you would handle that.

Mr. Rodriguez: We do not want any slippage there.

The Chairman: Or have it go the other way.

Some hon. members: Oh, oh!

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, indeed. And in addition to this program, of course, native people had their own summer programs which included a lot of jobs under the Department of Indian and Northern Affairs. But I want to see improvement for disabled people and for visible minorities. We will certainly be working at that.

Mr. Rodriguez: So you are giving me something that is going to be . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The employment equity . . .

Mr. Rodriguez: —specific and definite there.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes.

Mr. Rodriguez: It is not going to be this "loosey-goosey" stuff, where the thinking is, just make a report whether you have done it or not; it is going to be saying that you have to. There will be quotas?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No, there will not be quotas. There will not be quotas in anything we do.

Mr. Rodriguez: You mean you will leave it up to the goodness of the heart of the employer?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The people who are being hired . . . I think if you were to go out and check with anyone who is going to a Canada Employment Centre now with regard to programs under the Canadian Job Strategy, you will find that the indication is being given to them of the preference being accorded to the target groups. We already have some reaction against that in fields like lumbering, fishing and others.

Mr. Rodriguez: But Madam Minister, you must be quite aware . . . you sort of boasted about the 51% women participation figure. But in the private sector it was only 37.2%.

[Translation]

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vous allez trouver quelque chose de différent.

M. Rodriguez: Pouvez-vous nous garantir qu'il y aura une disposition contraignante?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Rodriguez, les groupes-cibles que s'était fixé le programme Défi 85, c'est-à-dire ceux où je voulais voir des améliorations, étaient les handicapés et les minorités visibles. Les femmes disposaient déjà de plus de 50 p. 100 des emplois disponibles, et je ne crois pas qu'elles puissent demander . . .

M. Rodriguez: Nous tenons à conserver cela.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): . . . demander plus de 50 p. 100. Je ne sais vraiment pas comment on pourrait obtenir cela.

M. Rodriguez: Nous ne voulons pas qu'il y ait de recul.

Le président: Nous ne voulons pas non plus que les choses évoluent dans l'autre direction.

Des voix: Oh, oh!

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Non, certainement pas. À part ce programme, bien entendu, les autochtones disposaient de leurs propres programmes d'été, qui offraient bon nombre d'emplois grâce au ministère des Affaires indiennes et du Nord. Cela dit, je tiens à ce qu'il y ait des améliorations pour les handicapés et les minorités visibles. Nous nous efforcerons donc certainement d'y parvenir.

M. Rodriguez: Vous me donnez donc quelque chose qui sera . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): L'égalité en matière d'emploi . . .

M. Rodriguez: . . . précis et sûr.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui.

M. Rodriguez: Il n'y aura pas de ces dispositions ambiguës qui demandent de rédiger un rapport, que la chose ait été faite ou non; il faudra que la chose ait été faite. Y aura-t-il un contingentement?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Non, il n'y aura pas de contingentement. D'ailleurs il n'y aura aucun contingent dans aucun de nos programmes.

M. Rodriguez: Vous voulez dire par là que vous vous en remettez à la bonté d'âme de l'employeur?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Ceux qui seront embauchés . . . Je crois que si vous parlez à quiconque sera à un centre d'emploi du Canada pour essayer d'obtenir de l'emploi en vertu des programmes relevant de la stratégie de l'emploi du Canada, vous vous rendrez compte qu'on lui dit d'accorder la préférence aux groupes-cibles. Nous avons d'ailleurs déjà essuyé des réactions négatives dans les domaines du bois d'oeuvre, de la pêche et d'autres.

M. Rodriguez: Cependant, madame la ministre, vous devez certainement être au courant de la participation de 51 p. 100 des femmes puisque vous vous en êtes presque vantée. Toute-

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right, so we are . . .

Mr. Rodriguez: So in fact you cannot have something that is dependent on the employer in the private sector, or any employer, just saying, I commit myself, and then after the fact you discover things like 37.2% in the private sector participation.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Well, Mr. Rodriguez, municipal governments were employers, non-profit groups were employers.

Mr. Rodriguez: Yes, and I can give you the figures: 53.3% . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right; absolutely.

Mr. Rodriguez: —of the municipal jobs went to women. But it is the private sector we are having the problem with.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And 51.8%, overall, were jobs that women received.

Mr. Rodriguez: And the private sector were the higher-paying jobs. So in fact 37.2% was the participation, so even the smaller number of women working in the private sector got the higher-paying jobs.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Rodriguez, the year before there were very few jobs anywhere in the private sector—very few. The private sector has been brought in. They are higher-paying jobs. They are jobs that related more to careers, and we are going to see that those are equally spread right across the total population.

Mr. Rodriguez: Well, I am going to look for some more specific action.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, and I think you will find it, sir.

Mr. Rodriguez: The other thing is that in your letter to my colleague, and I want to turn to it because I know my time is running short, Mr. Chairman, you said the average amount of money earned by students was \$2,070 under the SEED program. Now, I have two sons in university and I want to tell you it costs about \$7,000—that is, between \$7,000 and \$8,000. So in fact, unless something is done about the wage levels under the program, students end up with a large debt by the time they have finished their education on those kinds of wages.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): As you recognize, Mr. Rodriguez, I am sure the summer program is not the only access to support that students have.

Mr. Rodriguez: What is the other access, parents?

[Traduction]

fois, dans le secteur privé, la participation des femmes n'atteint que 37.2 p. 100.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact, c'est pour cela que nous . . .

M. Rodriguez: En ce cas, vous ne pouvez avoir quelque chose qui dépend de la parole de l'employeur du secteur privé ou de tout employeur, après quoi on se rend compte que le taux de participation n'est que de 37.2 p. 100.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Eh bien, monsieur Rodriguez, on a trouvé des emplois dans les administrations municipales et les sociétés à but non lucratif.

M. Rodriguez: Oui, je puis même vous fournir les proportions: 53.3 p. 100 . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact, vous avez tout à fait raison.

M. Rodriguez: . . . des emplois municipaux ont été accordés aux femmes. C'est dans le secteur privé qu'on a des problèmes.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Cependant, dans l'ensemble, les femmes se sont vu accorder 51.8 p. 100.

M. Rodriguez: Toutefois, c'est dans le secteur privé qu'on trouve les emplois à plus forte rémunération. Cela signifie donc que le taux de participation était de 37.2 p. 100, qu'un très petit nombre de femmes travaillant dans le secteur privé ont occupé des postes à forte rémunération.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Rodriguez, l'année d'avant, il y avait très très peu d'emplois dans le secteur privé, très très peu. Nous avons donc réussi à faire participer ce dernier, où l'on trouve des emplois mieux rémunérés. Il s'agit également d'emplois davantage liés à des carrières, et nous allons veiller à ce que ces derniers soient également répartis au sein de la population entière.

M. Rodriguez: Eh bien, je vais vous surveiller afin qu'on prenne davantage de mesures ponctuelles.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, et je crois que vous vous rendrez compte que tel est bien ce qui se passe.

M. Rodriguez: Monsieur le président, je me rends bien compte que mon temps de parole est presque écoulé. Je reviens donc à la lettre que vous avez écrite à mon collègue, madame la ministre, et où vous avez affirmé qu'en moyenne, les étudiants embauchés en vertu du programme ÉÉET ont gagné 2,070\$. Or j'ai deux fils inscrits à l'université, et je tiens à vous rappeler qu'il vous en coûte 7,000\$ ou 8,000\$ pour étudier. Donc, à moins qu'on ne règle le problème des salaires prévus dans le cadre du programme, les étudiants finiront leur dernière année d'étude avec une énorme dette sur les épaules.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Rodriguez, je suis certaine que vous reconnaissez que le programme d'été n'est pas le seul appui auquel les étudiants ont accès.

M. Rodriguez: Mais à quelle forme d'aide ont-ils accès? Aux parents?

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The whole Canada Student Loans Program has been . . .

Mr. Rodriguez: Well, that is the point. So young people graduate and they end up starting off life with about \$28,000 . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Are you advocating that the Canada Student Loans Program be done away with?

Mr. Rodriguez: No, what I am suggesting to you is that these programs pay reasonable wages. Can you imagine a student working for the \$4 per hour minimum wage?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is what happened before we brought in this program. Now it is above the minimum wage in many provinces.

Mr. Rodriguez: But I was looking for an improvement.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): There has been.

Mr. Rodriguez: Well, it is still \$4 an hour.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What you are implying is that the private sector should not participate because you do not think it is very good. The private sector pays higher wages than had happened previously in the non-profit sector. I do not know whether or not you want to go back to the way in which the wages had been paid previously, which were lower than they were in the past year. I do not know that you can have it all ways; nor do I think you can legitimately say that a student is going to be able to work through the summer and receive enough remuneration to pay all university costs throughout the coming year.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I do not think the Minister heard me. First of all, I never said the private sector ought not to participate. I say they should participate, but in areas where there is no private sector the greater support or the greater moneys to create these jobs should go into the non-profit and the municipal or public sector.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is what has happened.

Mr. Rodriguez: That is number one. Secondly, I said that the best help you can give a asking that the job he gets for the summer will pay the full shot of \$7,000 to \$8,000.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Okay, we are in agreement so far.

Mr. Rodriguez: But when it is only paying one-third . . . You said the average was \$2,070, and I am saying to you that \$2,070 is far too small an amount of the cost of his education, and you say he can get all the rest from loans.

[Translation]

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Tout le Programme des prêts aux étudiants du Canada a . . .

M. Rodriguez: Justement. Les jeunes finissent leurs études et commencent leur vie post-universitaire avec une dette de 28,000 dollars.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Proposez-vous que l'on supprime le Programme des prêts aux étudiants?

M. Rodriguez: Non, je propose plutôt que ces programmes prévoient une rémunération convenable. Pouvez-vous vous imaginer un étudiant travailler à quatre dollars l'heure, au salaire minimum?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'était la situation avant la mise en vigueur de ce programme. Maintenant, il prévoit des salaires au-delà du salaire minimum dans plusieurs provinces.

M. Rodriguez: Je cherchais plutôt un programme amélioré.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Il y a eu des améliorations.

M. Rodriguez: Et le salaire reste tout de même à quatre dollars l'heure.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vous laissez donc entendre que le secteur privé ne devrait pas y participer parce que sa participation ne serait pas une bonne solution. Le secteur privé offre des salaires plus élevés que les organismes sans but lucratif offraient auparavant. Vous préféreriez opter pour la rémunération préalable, qui était inférieure à celle de la dernière année? On ne peut pas tout avoir. On ne peut pas non plus prétendre qu'un étudiant puisse gagner assez l'été pour payer tous ses frais universitaires au cours de l'année scolaire.

M. Rodriguez: Monsieur le président, je crois bien que la ministre a mal entendu. D'abord, je n'ai jamais déclaré que le secteur privé ne devrait pas participer. J'ai dit le contraire, mais en précisant que dans les domaines où il n'y a pas de secteur privé, l'appui financier soit consacré aux secteurs municipaux, publics ou à des buts non lucratifs.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vous décrivez exactement la façon dont le programme a été géré.

M. Rodriguez: Voilà mon premier point. Deuxièmement, j'ai dit que la meilleure façon de venir en aide à un étudiant est de lui donner un emploi assez bien payé. En fait, personne n'a demandé que l'emploi d'été donne à l'étudiant ces 7,000\$ ou 8,000\$ qu'il lui faut pour l'année scolaire.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): D'accord, nous sommes d'accord jusque-là.

M. Rodriguez: En revanche, s'il ne peut que gagner un tiers . . . Vous avez dit que le salaire moyen s'élevait à 2,070\$. Or, c'est un salaire beaucoup trop négligeable par rapport aux frais universitaires. Vous dites par ailleurs que les étudiants peuvent compléter le salaire avec des prêts.

[Texte]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): If I might just point out something—and perhaps we can get these in detail to you, Mr. Rodriguez—that average is for all students, some of whom are high school average income to university students is higher than that.

Mr. Rodriguez: What is it?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But what you have overall is the total student population working a variety of weeks, and you take an average out of it. I would have to give you a breakdown segment by segment. I do not have that at the moment, but I can assure you there is a difference in income during the summer months between those who work for the period of July and August and those who work for the period of, say, three or four months.

The Chairman: Mr. Rodriguez, you have really gone quite a bit over your time.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): But I will be glad to try to get those figures for you.

The Chairman: I would point out to you that the first 14-inch sheet has a lot of the wage rate information by university and so on.

Mr. Rodriguez: I must admit that I just got it this morning.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, I know that.

The Chairman: You might want to look at it in case there is time for a third round, so you could be prepared. Mr. Hudon.

M. Hudon: Monsieur le président, je ne sais pas si je vais poser une question qui va encenser la ministre mais je ne veux pas me faire accuser de faire strictement quelque discours électoral, et il faut quand même replacer des faits. J'ai deux affirmations à faire. Quand mon collègue parlait du programme Relais tout à l'heure, la situation était un peu différente et je pense que la situation s'est détériorée depuis ces années 80. Tout d'abord il faut dire que dans ...

M. Malépart: Depuis le 4 septembre, cela s'est détérioré.

M. Hudon: Est-ce que c'est moi qui a la parole, monsieur le président?

Le président: C'est M. Hudon et non pas M. Malépart, maintenant.

[Traduction]

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Si vous me permettez, et sur ce point nous pouvons peut-être vous donner de plus amples détails, monsieur Rodriguez, ce salaire moyen s'applique à l'ensemble des étudiants, dont certains sont des étudiants au niveau secondaire et ne travaillent que quelques semaines par an. Le salaire moyen des étudiants universitaires est beaucoup plus élevé.

M. Rodriguez: Par exemple?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Mais le tableau d'ensemble représente toute la population estudiantine travaillant sur des périodes différentes. Or, la moyenne est calculée selon ce tableau d'ensemble. Il faudrait que je vous donne une ventilation par secteur. Or, je n'ai pas ces données sous les yeux, mais je vous assure que les revenus d'été de ceux qui travaillent en juillet et en août sont très différents des salaires gagnés par ceux qui travaillent sur trois ou quatre mois, par exemple.

Le président: Monsieur Rodriguez, vous avez largement dépassé votre temps de parole.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je tenterai d'obtenir ces chiffres pour vous.

Le président: Je vous fait remarquer que la première longue feuille contient beaucoup de données sur les salaires, répartis par université.

M. Rodriguez: Je viens tout juste de recevoir cette feuille.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, je le sais.

Le président: Vous pourrez y jeter un coup d'oeil au cas où il nous resterait assez de temps pour un troisième tour. Ainsi, vous serez prêt. Monsieur Hudon.

Mr. Hudon: Mr. Chairman, I do not know whether the question I am about to ask is going to heap praise upon the Minister and I do not want to be accused of being strictly partisan. However, I feel that some facts have to be straightened around. I have two statements to make. My colleague referred to the NEED program earlier. The situation was a bit different and it has certainly worsened since the 1980s. However, it must be pointed out that ...

Mr. Malépart: Since September 4, things have deteriorated.

Mr. Hudon: Am I the one who has the floor, Mr. Chairman?

The Chairman: It is Mr. Hudon and not Mr. Malépart who has the floor at the moment.

• 1035

M. Hudon: Ce qui s'est passé en 1980, et je prends l'exemple du comté de mon collègue à côté, dans ces années-là, en 1980-1981, il y avait 12 p. 100 des chômeurs qui étaient dans la catégorie de ceux de plus de 24 à 30 semaines. Et maintenant, madame la ministre, il y a 44 p. 100 des chômeurs qui sont des chômeurs dans la catégorie de 24 à 52 semaines. D'accord! Donc la situation est différente.

Mr. Hudon: To go back to what happened in 1980-1981, and here I cite the example of my colleague's riding, 12% of the unemployed at that time fell into the category of those between 24 and 30 weeks. And now, Madam Minister, 44% of the unemployed fall into the 24- to 52-week category. Fine! So the situation has changed.

[Text]

Deuxièmement, monsieur le président, je ne sais pas comment on peut affirmer ceci... Dans les nouveaux programmes d'emplois l'on dit: il y a des soudeurs qui perdent leurs emplois... 125 soudeurs! Et tout de suite il faut que le Canada leur trouve un emploi. Mais quelle sorte d'emplois, monsieur le président, va-t-on leur donner? Un emploi de soudeur ou d'animateur dans une maison quelconque? Et qu'est-ce qui est plus revalorisant?

Donc, on va chercher des chômeurs de 24 semaines... Et les programmes d'emplois ont été faits pour créer des emplois temporaires, sans créer de sentiment de dépendance et il y avait un aspect 'formation'. Et l'on revient à la logique des programmes, monsieur le président. Des sentiments de dépendance, il ne faut plus en créer... Les gens disent: on est là depuis 15 ans. Je ne sais pas, madame la ministre, mais je renforce ceci, et sans en faire une chose politique: le critère de formation est très important et, pour le critère de dépendance, il faut prendre les mesures ad hoc pour éviter que ce soit automatiquement la mission du fédéral d'être là à chaque fois que quelque chose ferme. Il y a un critère d'adaptation entre les deux.

C'est à ce point-là que l'on doit intervenir dans la formation et que l'on doit former notre personnel. C'est tout, monsieur le président.

Le président: C'est tout?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I could not have said it better. It is important.

Let me give you an example, because I know there is a lot of concern when programs change and the direction changes. In looking at the various applications that are coming in, one sees where perhaps not as much work had been done in training people heretofore for jobs which are for jobs which are available or potential in the region. There is an application before me at the present time in Newfoundland. It is for training young people in all aspects of the media; in broadcasting. Part of it is because there has not been enough training in this field in Newfoundland in the past: as reporters, as announcers, as people working in logistics in the broadcasting world. A lot of people had to come from the mainland to work in the broadcasting industry in Newfoundland. Now what we are doing is seeing that as a possibility for training young people in an area where they had not previously been directed. So we are putting them into radio stations, we are putting them into the make-up of programs. This is a new field for them.

That is the kind of thing we are trying to find, because it will lead them into permanent jobs. And this comes back to what Mr. Hudon was saying. It happens in different ways in different parts of the country that we can find opportunities like this that have not properly been exploited before. And anyone who has any ideas in this area—I have no pride of authorship—is going to have those ideas welcomed.

The Chairman: Your chairman is moved to comment on a couple of things.

[Translation]

Also, Mr. Chairman, and I do not know how this can be stated... Regarding the new employment programs, it was stated that welders are losing their jobs. 125 welders to be exact! And immediately, Canada is supposed to find them a job. But, Mr. Chairman, what kind of job! A job as a welder or as an animator in some firm or other? Which is more fulfilling?

People who have been unemployed for 24 weeks are chosen. The employment programs were designed to provide temporary employment, without creating a feeling of dependency, yet with a certain amount of training. To come back to the logic of the programs, Mr. Chairman, we realize we must not create feelings of dependency... People say: I have been in this job for 15 years. I do not know, Madam Minister, but without making political hay out of this I would like to stress that the training criterion is very important and that special measures must be taken to make sure it is not always up to the federal government to step in every time a business closes down. There is an adjustment to be made somewhere.

We must provide the training people need. That is all, Mr. Chairman.

The Chairman: That is all?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je n'aurais pas pu le dire plus clairement. C'est effectivement un élément important.

Permettez-moi de vous citer un exemple car les changements d'orientation et de programmes suscitent beaucoup d'inquiétudes. On constate, en regardant les diverses demandes que l'on nous fait parvenir, que l'on a peut-être pas offert la formation nécessaire pour profiter pleinement des ressources humaines dans une région donnée. Par exemple, je suis actuellement saisi d'une demande en provenance de Terre-Neuve. Elle concerne la formation de jeunes dans tous les aspects des médias, de la radio et de la télédiffusion. Cette demande s'inspire en partie d'un absence de formation dans ce domaine par le passé. La formation de journalistes, d'annonceurs et de responsables des aspects techniques de la radio—et de la télédiffusion—n'était pas disponible dans cette province. On a dû faire venir le personnel compétent du continent. Or, maintenant on essaie de prévoir une formation pour les jeunes dans un domaine auquel ils n'avaient pas accès antérieurement. Maintenant ils peuvent être formés dans des stations de radio, dans la réalisation d'émissions, par exemple. C'est de l'inédit pour eux.

Voilà le genre de programmes de formation que nous cherchons à encourager, le programme qui va les préparer à un emploi permanent. Ce qui rejoint les propos de M. Hudon. Les occasions se présentent différemment selon la région et nous pouvons profiter pleinement des débouchés jadis non exploités. Et toute suggestion serait la bienvenue, car je n'ai pas le monopole des idées dans ce domaine.

Le président: Votre président ne peut s'empêcher de faire quelques commentaires.

[Texte]

There are stereotypes about where the private sector is active and not active. I guess the most revealing statistic in all the papers you provided for us today, or the most encouraging statistic, is the reality that Quebec, which has a smaller population than Ontario, created almost twice as many private-sector jobs . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right.

The Chairman: —as the province of Ontario. That is a very startling statistic.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And most of them in small business.

The Chairman: In a partisan way, your chairman is moved also to comment that the province that has had the longest tradition now of consecutive conservative ideology is producing the highest wage rates. I happen to come from the province, and there may be some value in that comment for the committee's consideration.

• 1040

Mr. Malépart.

M. Malépart: Merci, monsieur le président, de votre impartialité. Vous n'imitiez pas M. Prud'homme, sûrement! Vous ne serez pas longtemps président, je peux vous le dire.

Je pense qu'il y a une confusion qui existe. Quand je parlais des 125 travailleurs dont mon collègue M. Hudon a parlé, des 125 soudeurs, ce n'était pas un emploi que je voulais que vous leur trouviez dans vos programmes, parce que c'est sûr que ça n'arrive pas au niveau des salaires qu'ils gagnaient, mais c'était pour leur permettre de se former dans un autre domaine, parce que toutes les autres compagnies dans la soudure ferment aux environs. Et là on les prive de se former dans un autre domaine.

Et quand je dis cela, ce n'est pas strictement dans le domaine communautaire.

Je vais vous donner un autre exemple. Vous avez des centaines de personnes qui sont diplômées, dans des domaines à caractère social, des préposés aux malades, des infirmiers. Dans différents domaines, ce n'est pas le secteur privé qui peut les former pour acquérir une expérience pratique et les faire devenir demain des fonctionnaires, parce qu'ils auront acquis de l'expérience pratique . . . À mon avis, il ne faut pas être contre la formation; je pense, que c'est le critère d'embauche qu'il faut que vous regardiez. Et je dois vous dire que je vous laisse là-dessus . . . Je pensais que vous auriez eu une ouverture . . . Il faut une ouverture d'esprit un peu plus grande pour écouter les représentants de ces 500 organismes qui veulent . . . Ils ne viennent pas ici pour vous démolir. Ils veulent aider à améliorer le programme pour qu'il soit plus humain.

Là-dessus, il faut faire strictement ces commentaires. Est-ce que la ministre, au niveau du programme Défi 86, peut nous dire aujourd'hui quels seront les budgets alloués pour ce programme?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Not at the moment, Mr. Malépart, but you will be one of the first to know.

[Traduction]

On semble vouloir soutenir certains stéréotypes concernant l'activité et l'inertie du secteur privé. Dans toute la documentation fournie aujourd'hui, le chiffre le plus révélateur et la donnée la plus encourageante est bien celle qui indique qu'au Québec, où la population est inférieure à celle de l'Ontario, on a créé presque le double des emplois dans le secteur privé.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact.

Le président: Deux fois plus qu'en Ontario. C'est une donnée étonnante.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Dont la plupart dans la petite entreprise.

Le président: C'est en faisant preuve de partialité que votre président affirme également que la province ayant la plus longue tradition d'idéologie conservatrice est maintenant celle où on paye les salaires les plus élevés. Figurez-vous que je viens de cette province et le comité tirera peut-être avantage de ce commentaire.

Monsieur Malépart.

Mr. Malépart: Thank you, Mr. Chairman, for your impartiality. You are certainly not imitating Mr. Prud'homme! You will not be a chairman for very long, I can guarantee you.

I think there is some confusion here. When I mentioned the 125 workers referred to a moment ago by my colleague, Mr. Hudon, I was not suggesting that they all be found jobs in welding, because they would certainly not be able to earn the same wages as before. I just felt the program could be used to provide training in another area. All the other welding companies in the neighbouring areas are closing down as well. I was just pointing out that they are unable to get training in another field.

When I said that, I was not referring strictly to the community situation.

I would like to give you another example. There are hundreds of people who graduate from social programs, health care and nursing programs. In certain fields, the private sector is unable to provide the training and practical experience that allow them to become operative in the future. We should certainly not be opposed to training. I think that is one of the hiring criteria that should be taken into account. I would leave you with that. I thought that you would have been open . . . One has to have a slightly more open mind to be able to listen to representatives of the 500 organizations who would like . . . They have not come here to tear you to pieces; they want to improve the program, to make it more human.

Those are the comments I had to make. Can the Minister tell us what budget has been allocated to the Challenge 86 program?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Pas tout de suite, monsieur Malépart, mais vous serez parmi les premiers à l'apprendre.

[Text]

Just let me come back to the job strategy because I think it is important that we not get locked into thinking there is only one avenue to go. The fact is that it is a new strategy. We are trying to deal with different needs in different parts of the country...

M. Malépart: D'accord.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): —and we are providing a flexibility there.

Until now you and I have been talking about the Job Development Program. That is only one. There is another one, as I say: Job Entry and Re-entry, for young people and women. There is one that is called Skills Investment, and this is for people who already may have some skill but need retraining. They may be employed and yet they can see that the firm they are working for may close. They are going to have to be retrained. There is a program directly to help them retrain, even though they may still be employed.

There is a program which is something rather new and is, I think, going to be quite helpful, quite extraordinary. It is not directed just to individuals but to total communities. It is called Community Futures. This is particularly directed to, say, a community which is based on a single industry, a mining industry or a lumbering industry, and that industry closes. Until now people have thought about what happens to the person who works in the mine but they have not thought about the person who works in the corner grocery store. They are part of the community, too. So one of the programs we have looks at the total community and what can be done for everybody in that community. It is one that I have talked with my colleague from Nickel Belt about because Sudbury is a particular centre. There are other centres like this.

The explanation I am trying to give you is that there are half a dozen programs and all can be used in different ways in each part of the country, and there is a flexibility there that I think you would find satisfactory.

M. Malépart: Je ne mets pas en doute du tout la parole de la ministre.

• 1045

Je sais qu'elle veut avoir le programme le plus efficace et le meilleur possible, et je connais assez les fonctionnaires du ministère, c'est aussi leurs objectifs; je ne mets pas cela en doute. Parfois, la réalité sur le terrain peut avoir des conséquences imprévisibles cependant.

On parlait de l'est de Montréal. Tous ces programmes-là existent, mais mettez-vous à la place des travailleurs qui sont prêts à combattre la fermeture d'usines: ils n'ont pas les connaissances techniques pour utiliser ces programmes-là. Je serais prêt à aider... Si on pouvait mettre un fonctionnaire du ministère qui est spécialiste de tous les différents programmes... et former un comité pour aider... Parce que dans tel endroit, c'est tel programme qui s'adresse à telle clientèle, et tel autre... Mais souvent, face à une situation

[Translation]

Permettez-moi de reprendre la question de la stratégie professionnelle. Il est important que nous ne nous limitions pas à une seule voie, à une seule façon de penser. Il s'agit bien d'une nouvelle stratégie. Nous essayons de tenir compte des besoins des différentes régions du pays...

Mr. Malépart: Fine.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): ... et nous essayons de prévoir un élément de souplesse.

Jusque-là, nous parlons essentiellement du Programme de développement des emplois. Ce n'est qu'un exemple. Il y en a un autre, le programme de l'entrée et de la rentrée sur le marché du travail destiné aux jeunes et aux femmes. Par ailleurs, il y a le programme d'investissement dans les compétences destiné à ceux qui ont certaines compétences mais qui ont besoin de recyclage. Ils sont peut-être déjà employés mais s'aperçoivent que l'entreprise pour laquelle ils travaillent devra fermer ses portes. Ils voient bien qu'ils leur faut une formation dans un autre domaine. En vertu de ce programme, donc, ils peuvent se recycler, bien que toujours employés.

Il y a un programme créé récemment qui sera assez utile, assez extraordinaire, à mon sens. Il ne vise pas les particuliers, mais plutôt les collectivités dans leur ensemble. Il s'appelle le Programme de développement des collectivités. Il est destiné aux collectivités qui dépendent d'une seule industrie, l'industrie minière ou l'industrie du bois, par exemple, et qui perdent cette source importante de revenus. Jusque-là, nous avons toujours envisagé cette situation de la perspective de l'employé individuel de la mine, mais non pas de la perspective du dépanneur du coin. Il fait également partie de cette collectivité, lui. Donc, nous avons conçu un programme qui tient compte de toute la collectivité et des besoins de tout le monde. J'en ai discuté avec mon collègue de Nickel Belt, justement, parce que Sudbury représente une de ces collectivités-là. Il y en a d'autres dans le même cas.

J'essaie ici de vous faire remarquer qu'il y a plusieurs programmes qui s'appliquent différemment selon les régions du pays, qu'il y a un élément de souplesse que vous approuveriez.

Mr. Malépart: I am in no way whatsoever doubting the Minister's word.

I know that the Minister would like to have the best and most efficient program possible, and I also know the officials with the department and realize that they share those objectives. I am not calling that into question. However, sometimes reality may create unforeseeable circumstances in the field.

We were discussing Montreal East. The programs are in place, but if you just put yourself in the position of a worker who is ready to fight the closing down of a factory, that worker does not have the technical knowledge necessary to avail himself of those programs. I would be ready to assist... Perhaps Perhaps an official from the department, who is a specialist in all these different programs, could be assigned to the area. Perhaps a committee could be set up to assist. In one place, there is one program that deals with a certain type of

[Texte]

comme celle que vous décrivez pour les mines, une situation de crise comme celle qui prévaut dans l'est, eh bien tout le monde est démuni. Il n'y a personne qui se rapporte au même centre de main-d'oeuvre. C'est ça le problème dans une grande ville comme Montréal. Mon comté est desservi par trois centres de main-d'oeuvre, les centres de main-d'oeuvre desservent d'autres, et les critères ne sont pas les mêmes. Alors, c'est pour ça que je suis prêt à collaborer pour identifier les secteurs, et puis qu'on y mette les spécialistes qui peuvent dire à chaque personne, voici, c'est tel programme, ce n'est pas celui-là!

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Malépart, that is exactly why I put into place in Montreal East the Industrial Adjustment Service, and it has already begun to meet. It met on November 12 with representatives from the labour unions, with representatives from business, with representatives from the three levels of government, explaining the kind of service that can be available. It is like a one-stop shop for people to find out all the information. They have already had one meeting, and there is one this week and another one next week, where people are being informed of what can be done in the entire program. I am hoping you will be a part of that and that others in the area will become involved as well. I realize that everything cannot be explained overnight, but we have found that where this service is put into place in other parts of the country it has been extremely helpful.

M. Malépart: Je connais très bien l'expérience. Cela fonctionne mais il y a des difficultés. C'est sûr que le représentant, le leader syndical, a une volonté différente de celle du groupe de citoyens du secteur. Le leader syndical et le dirigeant de l'entreprise n'ont pas la même vision, la même préoccupation. Je suis d'accord pour dire que le comité doit exister, mais pour l'utilisation et l'information de l'ensemble des programmes du ministère—compte tenu que ce sont des bureaux différents—il devrait y avoir en plus de ce qui existe—ce qu'on appelle le CAMO—, des gens du ministère qui pourraient aider ou centraliser tout cela dans un seul bureau, compte tenu de la situation, pour qu'un fonctionnaire donne l'ensemble des informations directement aux citoyens et non pas par la voie du représentant syndical, du représentant patronal, etc...

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is possible.

M. Malépart: C'est tout.

The Chairman: Thank you.

Your chairman is going to indulge himself for a couple of minutes. I would like to have a dialogue with the Minister about the work of the committee and how we might be helpful to the committee.

I am mindful of an earlier sort of side comment that I think reflects reality. We have, as a committee, since January, had our officials before our committee a great deal, certainly on the matter of immigration primarily, but also in other ways. There is some concern on the committee's part that is not fair to them in their normal jobs because it has been so large. But the committee has also received a budget from the Commis-

[Traduction]

clientele and another... Often, in a situation like the one you described with the single-industry town, when there is a crisis such as there is in the east at the moment, everybody loses. Nobody even reports to the Manpower Centre. That is the problem in a large city like Montreal. My riding has three Manpower centres in it, but they serve others and the criteria are not the same. That is why I would be ready to co-operate by identifying the sectors and then experts could be brought in to tell people which program concerns their particular case.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Malépart, c'est précisément cette situation qui m'a incité à mettre en place le Service de l'adaptation industrielle à Montréal-Est. Les membres du service se sont déjà réunis. Le 12 novembre, il y a eu une réunion avec des représentants des syndicats, du patronat et les trois paliers du gouvernement et ils ont expliqué les différents services disponibles. Il s'agit d'un service guichet unique en quelque sorte où l'on peut obtenir tous les renseignements nécessaires à la fois. Il se sont déjà réunis une fois et cette semaine et la semaine prochaine, ils vont se réunir encore afin d'informer les personnes concernées de tous les programmes disponibles. J'espère que vous y participerez et que d'autres en feront autant. Je me rends bien compte du fait que l'on ne peut tout éclaircir du jour au lendemain, mais selon notre expérience dans d'autres régions du pays, ce genre de services est fort utile.

Mr. Malépart: I am very familiar with the service. It is working, but not without a few hitches. The union representative, of course, is motivated differently than the representative of the citizens' group. The union leader and the business leader do not share the same vision or the same concerns. I agree with the logic of creating such a committee, but as there are different offices responsible for different programs, there should be another forum. There should be people from the department who could assist, who could centralize all that information in one office. There should be one official to give out the information directly to the people and not through a union representative or a business leader or what have you.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est possible.

Mr. Malépart: That is all I had to say.

Le président: Merci.

Votre président va prendre la liberté de s'accorder quelques minutes. Je voudrais échanger quelques commentaires avec la ministre concernant le déroulement des réunions du Comité et le travail que nous devons faire pour le faciliter.

J'ai à l'esprit un appâté qui reflète bien la réalité de la situation. À titre de comité, nous avons entendu vos fonctionnaires à maintes reprises depuis le mois de janvier. Ils ont comparu pour discuter les questions d'immigration, surtout, mais d'autres questions également. Or, le comité s'inquiète des conséquences de ces comparutions multiples sur l'exercice de leurs fonctions normales. Toutefois, les commissaires de la

[Text]

sioners of Internal Economy which allows it to employ some researchers to work on behalf of the committee. We have employed at this point one and a half researchers who have conducted some interviews with members of the committee, all 30, surfacing a series of topics that members have concerns about and would like to inquire into.

With Mr. Lussier on Wednesday night, in the committee, we talked a bit about setting up an arrangement where there might be somebody designated from the department to liaise with our researchers so that we are not phoning everybody in the department and asking for this and that, but that there could be some sense of co-ordination.

• 1050

The plan of the committee is to do more background work itself, with less need for public meetings. But we are trying to get ready for parliamentary reform in January and to provide some help to whatever that committee turns out to be in January. It moves from 30 members then to 7 or 8. So it will be a smaller number of members, with a wide variety of responsibilities, through labour, employment, immigration, housing, UIC, and those kinds of things. Does that seem like a reasonable plan?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): What I would certainly like to see from the committee—and I am sure you must be preparing this—is a work plan, so I have some idea what areas you are going into. It is hard to designate someone, since really there are three departments within my ministry. I could not say so-and-so, who works in employment development, is going to be an expert in immigration, or in the other big area you have really not been into—a commission of inquiry is going on—unemployment insurance.

So there are the three departments within the ministry. If you give me some kind of a work plan, then I could look at designating someone, depending on which area you are in.

Mr. Rodriguez: On a point of order, Mr. Chairman, I think this meeting is for us to ask questions of the Minister based on the supplementary estimates. I am sorry. That kind of stuff... write a letter to the Minister and get a plan. But I would ask some questions on UIC. I do not know when I am going to see her; and I love to see her at these committee meetings. So I want to get on with some questions about UIC.

The Chairman: Well, Mr. Rodriguez, if that is your desire, that is the term of reference for today.

Mr. Rodriguez: Thank you very much.

Madam Minister, I am concerned about the overtime being worked in the unemployment insurance office in Sudbury on Lasalle Boulevard. There are 12,000 unemployment recipients registered with that office. Staff have retired or have left. They are not replacing the staff. And they are having compulsory overtime in that office.

[Translation]

Régie interne ont fait venir au comité un budget leur permettant d'embaucher des adjoints de recherche qui travailleront au nom du Comité. Jusque-là, nous avons embauché un adjoint et demi et ils ont interviewé les trente membres du Comité, cernant une série de questions que les membres voulaient approfondir.

Mercredi soir, M. Lussier a comparu devant le comité et nous avons envisagé de désigner un fonctionnaire du Ministère pour travailler en collaboration avec nos adjoints de recherches. Un tel arrangement permettrait davantage de coordination et nous éviterait de déranger tout le monde au Ministère avec nos demandes.

Le Comité se propose de faire lui-même davantage de travail de base, les réunions publiques seront donc moins nécessaires. Nous essayons de nous préparer pour la réforme parlementaire de janvier et pour aider les membres du Comité, quel que soit leur nombre en janvier. Il est passé de trente membres à sept ou à huit. Le Comité comprendra donc un plus petit nombre de membres, qui assumeront un grand nombre de responsabilités diverses, concernant le travail, l'emploi, l'immigration, le logement, l'assurance-chômage. Croyez-vous que ce soit un plan raisonnable?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): J'aimerais obtenir du Comité—et je suis certaine que vous êtes en train de le préparer—un plan de travail, afin d'avoir une idée des secteurs où vous vous engagerez. Il est difficile de désigner quelqu'un puisque mon ministère comprend en réalité trois ministères. Je ne pourrais pas dire que un tel, qui travaille à l'expansion de l'emploi, deviendra un expert en question de l'immigration, ou dans le grand domaine que vous n'avez pas vraiment abordé—une commission d'enquête est en cours—soit l'assurance-chômage.

Il y a donc trois ministères dans le mien. Si vous me donnez un plan de travail quelconque, je pourrais désigner quelqu'un, cela dépend du secteur de travail où vous en êtes.

M. Rodriguez: J'invoque le Règlement, monsieur le président, c'est nous qui devons poser des questions au ministre à cette réunion, dans le cadre du budget supplémentaire. Excusez-moi. Ce genre de chose... écrire au ministre et obtenir un plan. J'aimerais cependant poser des questions au sujet de la commission d'assurance-chômage. Je ne sais pas quand je vais rencontrer la ministre, j'aime bien le faire à ces réunions de Comité. Je voudrais donc poser quelques questions au sujet de la commission de l'assurance-chômage.

Le président: Eh bien, monsieur Rodriguez, si tel est votre désir, la commission fait partie de notre ordre de renvoi d'aujourd'hui.

M. Rodriguez: Merci beaucoup.

Madame la ministre, je suis un peu préoccupé du fait que les employés du bureau d'assurance-chômage de Sudbury, sur le boulevard Lasalle travaillent en temps supplémentaire. Douze mille prestataires de l'assurance-chômage sont inscrits à ce bureau. Il y a parmi le personnel du bureau des gens qui ont pris leur retraite ou qui sont partis. Ils n'ont pas été remplacés.

[Texte]

I think it is an opportunity where you can serve the public efficiently by hiring more people to serve the public there. There seems to be the same attitude in the private sector: let the full-time employees go, or when they retire, do not replace them, and then require overtime from the other employees.

So I would like to see, for the months of October and September, the hours of overtime worked in the unemployment office on Lasalle Boulevard in Sudbury, please. I have a suspicion that something is going on there that is not right.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I will be glad to ask the officials to get you those figures, Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: The other thing is that the Advisory Council on Employment and Immigration filed a report with you in August, and one of their recommendations was that you abandon the severance pay provision change which came into effect April 1, 1985 and postpone the pension provision coming into effect on January 1, 1986, until the Forget commission has reported to you. Now, I have not received more on any issue on unemployment in the years I have been here. That has been one issue that has really been protested by workers, because in fact many employers today in our own experience in Sudbury, as you well know... to protect the jobs of younger workers, the company offers an early retirement program. Many of those older workers are really not old. They are 51 or 52.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): They are not old.

Mr. Rodriguez: So they are not finished with the work force. Many of them still have children in high school, and so they are taking that early retirement, and we are saving the jobs of the younger workers. When I say "young", the average age of the younger worker is somewhere around 39, and they are just in the middle of mortgages and all the other commitments that a family has.

• 1055

At the other end, the 52-year-old fellow says, finally: I started with this company when I was 16 years old; I lied to get in here and, boy! now I have a chance to get out and start that second career. So he is not finished with the work world. He can go into another job with his skills as a machinist, or maybe into another trade—and he will contribute to unemployment insurance premiums. Okay? And if he should be laid off from that job he can never collect unemployment insurance because he has to report the pension that he is getting from his former employer.

[Traduction]

On oblige donc ceux qui restent à faire du temps supplémentaire.

Voilà l'occasion, pour servir le public de façon plus efficace, d'embaucher les gens. On semble adopter la même attitude dans le secteur privé: on laisse partir les gens à plein temps, ou lorsque les employés se retirent, on ne les remplace pas, on exige ensuite que les employés qui restent fassent du temps supplémentaire.

J'aimerais bien connaître les heures de temps supplémentaire des employés du bureau de l'assurance-chômage situé sur le boulevard Lasalle à Sudbury pour les mois de septembre et d'octobre. Je soupçonne qu'il se passe là quelque chose qui n'est pas juste.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur Rodriguez, je me ferai un plaisir de demander aux fonctionnaires de vous fournir ces chiffres.

M. Rodriguez: Une question que je voulais soulever, c'est que le conseil consultatif sur l'emploi et l'immigration vous a présenté un rapport au mois d'août, et, dans une de ses recommandations, il vous a demandé d'abandonner la disposition concernant la modification apportée le 1^{er} avril 1985 à la location de fin de service et aussi de retarder la disposition concernant les pensions, qui devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1986, jusqu'au rapport de la commission Forget. Depuis que je suis ici, je n'ai rien obtenu sur le chômage. Cette question a fait l'objet de vives prestations de la part des travailleurs, car beaucoup d'employeurs, et nous le voyons encore aujourd'hui à Sudbury, comme vous le savez... pour protéger les emplois des jeunes travailleurs, les sociétés offrent une pré-retraite. Un grand nombre des travailleurs plus âgés ne sont pas vraiment âgés. Ils ont cinquante ou cinquante-deux ans.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Ils ne sont pas âgés.

M. Rodriguez: Par conséquent, ils ne devraient pas être exclus de la population active. Bon nombre d'entre eux ont encore des enfants à l'école secondaire et prennent leur retraite anticipée, et nous conservons donc des emplois pour les travailleurs plus jeunes. Lorsque je parle de travailleurs plus jeunes, précisons que ces derniers sont âgés d'environ 39 ans, ce qui veut dire qu'ils ont donc toutes les responsabilités familiales à assumer comme des hypothèques, etc.

A l'autre extrémité, le travailleur âgé de 52 ans se rappelle avoir commencé dans son entreprise à 16 ans et avoir même menti pour pouvoir entrer; il se dit aussi qu'il a la possibilité maintenant de s'en aller et de se lancer dans une seconde carrière. Il n'en a donc pas terminé avec le monde du travail. Étant donné ses compétences comme mécanicien, il peut peut-être obtenir un autre emploi ou bien changer de métier, et il pourra ainsi contribuer sa part aux primes d'assurance-chômage. C'est bien? Cependant, s'il devait être renvoyé de cet autre emploi, il ne pourra jamais avoir droit à l'assurance-chômage, étant donné qu'il devra déclarer la pension qu'il reçoit de son ancien employeur.

[Text]

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I think there is a somewhat different point of view here as to what unemployment insurance is. It is not another form of pension.

Mr. Rodriguez: I never suggested that, Madam Minister. What I am saying to you is that in cases—and it is becoming more prevalent in the country—workers are being offered early retirement programs at a younger age. They are not finished with the work force. So they are not really finished working; they are not finished with the work world. So in fact they go to other jobs—maybe that other job they always wanted to do—and they follow up that other career. But they may get laid off from it, and they cannot collect from the insurance program because they have to report that pension income.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Because they have an income. Yes, they have an income.

Mr. Rodriguez: They have a pension. And before we never considered it as "earned income" for unemployment purposes. You have changed the rules of the game.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Yes, that is true, Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Then the guy gets hooked on the other end because if he wants to buy, for example, a spousal RRSP, he cannot buy it because they say his pension income is not earned income for Revenue Canada purposes. So he gets caught all over the place under different rules.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): I can only answer for my department, and we have said that earned income of any kind is being taken into consideration for purposes of unemployment insurance payments.

Mr. Rodriguez: Yes. But that was a definition the department made. It is just like baptism, you know. You just baptized it and called it "earned income". But before that, it was baptized to be "not earned income" for UI purposes.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): It has varied over the years; it has been called different things at different times. I am sure you know that back in the 1970s it was treated differently, and so on. I have said that income—whether it happens to be severance pay or vacation pay or pension—is still regarded as income and must be taken into consideration when determining unemployment insurance. Those changes were introduced a year ago now. We gave a year for companies, individuals and so on to, adapt to that as far as pension arrangements are concerned, and that will be coming into effect January 1.

As you know, a number of people are putting proposals as to their own recommendation, their points of view, before the Forget commission, and they may come back to me at the end of March with different recommendations, at which time they would be taken into consideration.

[Translation]

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je crois que votre point de vue est sensiblement différent au sujet de l'assurance-chômage. Ce n'est pas une autre forme de pension.

M. Rodriguez: Je n'ai jamais affirmé cela, madame la ministre. Ce que je disais, c'est que dans certains cas, qui deviennent de plus en plus nombreux, on offre une retraite anticipée à des gens plus jeunes. Or, ils sont toujours dans la population active. Ils ont donc pas vraiment fini de travailler, ils n'en ont pas fini avec le monde du travail. Ils se dirigent donc vers d'autres emplois, peut-être l'emploi qu'ils ont toujours désiré, et entreprennent une seconde carrière. Toutefois, ils se font licencier et ne peuvent recevoir de prestations d'assurance-chômage étant donné qu'ils doivent déclarer leurs revenus de pension.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Parce qu'ils ont un revenu. Oui, ils disposent d'un revenu.

M. Rodriguez: Ils disposent d'une pension. Or auparavant, nous ne considérions nullement cela comme un revenu tiré d'un emploi, aux fins de l'assurance-chômage. Vous avez modifié les règles du jeu.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Oui, c'est vrai, monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Ensuite, ce travailleur se fait avoir d'une autre façon s'il veut acheter, par exemple, un REER pour sa conjointe, car il ne peut le faire étant donné qu'aux yeux de Revenue Canada, les revenus tirés de sa pension ne sont pas un revenu tiré d'un emploi. Il perd donc sur tous les tableaux en raison de règlements différents.

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Je ne peux répondre que pour mon propre ministère, or nous avons dit que tout revenu salarial est pris en compte pour les besoins des prestations d'assurance-chômage.

M. Rodriguez: Oui. Il s'agit toutefois d'une définition adoptée par le ministère. C'est comme un baptême, vous savez. Vous avez baptisé cette réalité «revenu salarial». Auparavant cependant, aux fins de l'assurance-chômage, cela était considéré comme «revenu non-salarial».

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Cela a varié au cours des années; on l'a appelé de diverses choses à différents moments. Vous n'ignorez sans doute pas que pendant les années 70, la chose était considérée différemment, etc. J'ai cependant dit qu'un revenu, qu'il s'agisse d'une indemnité de départ, d'une rémunération de vacances ou d'une pension, est toujours un revenu et doit être pris en compte lorsqu'il s'agit d'accorder ou non des prestations d'assurance-chômage. Ces modifications ont été adoptées il y a un an. Nous avons donné un an aux entreprises et aux particuliers pour qu'ils s'adaptent à cela. Pour ce qui est des arrangements relatifs aux pensions, cette disposition entrera en vigueur le 1^{er} janvier.

Vous n'ignorez pas que certaines personnes font valoir leur position et leur point de vue devant la Commission Forget, et qu'ils me relanceront peut-être fin mars avec différentes recommandations, dont on tiendra compte.

[Texte]

Mr. Rodriguez: Does it not seem wise to you, before you let it come into effect, to wait until you get the Forget commission report?

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): No. These regulations were put before the House long before the Forget commission was set up.

Mr. Rodriguez: But you are changing the act with the regulation. The act clearly states that . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): The regulations are separate. But you know of the ones you are talking about, one has already come into effect; it came into effect last April 1.

Mr. Rodriguez: But I am talking about the pension change which is coming into effect. I suggest to you that . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): That is right; January 1.

Mr. Rodriguez: —we should wait until we get the Forget commission report, postpone the date of coming into effect . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): You are saying by that time you would know perhaps what the Forget commission would recommend. I am saying . . .

Mr. Rodriguez: Yes. I mean, they are doing a very exhaustive study of the program.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Indeed they are. But I am saying the regulations and the changes to them were notified a year ago. It was then decided that we would bring the one regarding severance pay into effect April 1, 1985, and the other into effect January 1, 1986. I do not know what the Forget commission will recommend. I do know that we are going forward with these changes.

• 1100

The Chairman: Mr. Rodriguez, the bells are obviously ringing. I would like to thank the Minister and her officials for coming today and to thank the members for their active participation . . .

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): And you will let us have a copy of your work plan.

The Chairman: Well, we may seek some help in developing . . .

The meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Traduction]

M. Rodriguez: Ne vous paraît-il pas plus sage d'attendre le rapport de la Commission Forget avant de mettre ces nouvelles dispositions en vigueur?

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Non. Ces règlements ont été soumis à l'attention de la Chambre bien avant la création de la Commission Forget.

M. Rodriguez: Toutefois, vous vous trouvez à modifier la loi par ce règlement. La loi établit clairement que . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Les règlements sont distincts. Cependant, l'un des deux dont vous m'avez parlé est déjà en vigueur, ce depuis le 1^{er} avril.

M. Rodriguez: Je vous parle cependant de la modification relative au revenu tiré des pensions, qui est encore à mettre en oeuvre. Je vous propose . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): C'est exact; le 1^{er} janvier.

M. Rodriguez: . . . d'attendre les conclusions du rapport de la Commission Forget, c'est-à-dire de reporter la date de son entrée en vigueur . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Vous vous trouvez à dire qu'entretemps on pourrait apprendre quelles sont les recommandations de la Commission Forget. Pour ma part, je dis . . .

M. Rodriguez: Oui. Vous savez, cette Commission effectue une étude très approfondie du programme.

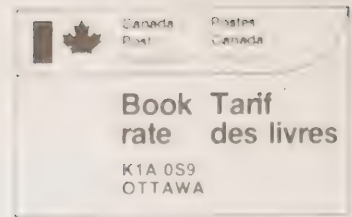
Mme MacDonald (Kingston et les Îles): En effet. Toutefois, les règlements et leurs modifications ont été déposés il y a un an. C'est alors qu'il a été décidé que celui ayant trait aux indemnités de départ serait mis en vigueur le 1^{er} avril 1985, et l'autre le 1^{er} janvier 1986. J'ignore quelles seront les recommandations de la Commission Forget. Je sais cependant que nous allons donner suite aux modifications décidées l'année passée.

Le président: Monsieur Rodriguez, la sonnerie de la cloche se fait entendre; je remercie donc la ministre et ses collaborateurs d'avoir bien voulu venir témoigner aujourd'hui, et je remercie les membres de leur participation active . . .

Mme MacDonald (Kingston et les Îles): Et J'espère que vous allez nous laisser un exemplaire de votre calendrier de travail.

Le président: Eh bien, nous aurons peut-être besoin d'aide pour l'élaborer.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 50

Thursday, December 12, 1985
Wednesday, December 18, 1985

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 50

Le jeudi 12 décembre 1985
Le mercredi 18 décembre 1985

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Document entitled, "Refugee Determination in
Canada" (Plaut Report) and the Annual Report of the
Department of Employment and Immigration 1984-85

INCLUDING:

The Sixth Report to the House

CONCERNANT:

Document intitulé: «Reconnaissance au Canada du
statut de réfugié» (Rapport Plaut) et le Rapport annuel
du ministère de l'Emploi et de l'Immigration 1984-1985

Y COMPRIS:

Le Sixième Rapport à la Chambre



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Terry Clifford
Sheila Copps
Vincent Dantzer
Charles Hamelin
Jean-Guy Hudon
Carole Jacques
Rod Murphy
Lorne Nystrom
John Oostrom
Peter Peterson
Gerry Weiner
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pauline Browes
Roger Clinch
Jim Edwards
Dan Heap
Jean Lapierre
W. Paul McCrossan
Bob Pennock
Lucie Pépin
Allan Pietz
André Plourde
Joe Price
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 70(6)(b)

On Friday, November 22, 1985:

Rod Murphy replaced John R. Rodriguez.

On Monday, November 25, 1985:

Warren Allmand replaced Jean-Claude Malépart.

On Thursday, November 28, 1985:

Gerry Weiner replaced Frank Oberle.

Conformément à l'article 70(6)b) du Règlement

Le vendredi 22 novembre 1985:

Rod Murphy remplace John R. Rodriguez.

Le lundi 25 novembre 1985:

Warren Allmand remplace Jean-Claude Malépart.

Le jeudi 28 novembre 1985:

Gerry Weiner remplace Frank Oberle.

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, December 19, 1985

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration has the honour to present its

SIXTH REPORT

THE REFUGEE CLAIMANT BACKLOG

In accordance with its Order of Reference dated Tuesday, June 18, 1985, your Committee has examined the document entitled, *Refugee Determination in Canada* (the Plaut Report). The Committee has also considered its Order of Reference dated Monday, November 19, 1984 respecting the Annual Report of the Department of Employment and Immigration, and the Canada Employment and Immigration Commission, for the fiscal year ended March 31, 1984 which dealt with matters relating to refugees on pages 55 to 57.

In its Fifth Report the Committee responded in detail to Rabbi Plaut's recommendations concerning a new refugee determination system in Canada. In his report, Rabbi Plaut also dealt briefly with transitional measures to address the backlog of refugee claims in Canada. The Committee's Sixth Report examines this ever-growing problem.

BACKGROUND

In Canada today there are over 19,000 people who have made a claim to Convention refugee status that has not yet been finally dealt with by the current determination system. Claims are being made daily so that this figure is growing and people are spending longer periods of time waiting for a decision.

This so-called "backlog" creates a situation which is very hard on the true Convention refugee and those who also might be landed on the basis of humanitarian or compassionate considerations. At the same time, delays in processing caused by this backlog tend to benefit those with less-founded claims who seek to remain in Canada for extended periods of time. From start to finish it could take up to six or seven years to deal with a refugee claim under the present system.

A number of witnesses before the Committee urged that a general "amnesty" program be instituted to clear the backlog of refugee claims. The word amnesty in this context does not imply any wrongdoing on their part. Other witnesses urged that the integrity of the refugee determination process and existing special humanitarian policies should be maintained. These witnesses did not support a general amnesty. The Committee agrees with the latter view and recommends that, wherever possible, existing programs and policies should be applied on a case-by-case basis to reduce the backlog.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 19 décembre 1985

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration a l'honneur de présenter son

SIXIÈME RAPPORT

L'ARRIÉRÉ DANS LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE RÉFUGIÉ(E)

Conformément à son ordre de renvoi du mardi 18 juin 1985, votre Comité a examiné le document intitulé *Reconnaissance au Canada du statut de réfugié* (le rapport Plaut). Le Comité a également étudié son ordre de renvoi du lundi 19 novembre 1984 concernant le Rapport annuel du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1984, qui traite, aux pages 60 et 61, des questions concernant les réfugié(e)s.

Dans son cinquième rapport, le Comité a répondu en détail aux recommandations du rabbin Plaut concernant l'établissement d'un nouveau système de reconnaissance du statut de réfugié(e) au Canada. Dans son rapport, le rabbin Plaut a aussi traité brièvement de mesures de transition visant à éliminer l'arriéré dans le traitement des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e). Le présent rapport étudie ce problème sans cesse croissant.

DONNÉES DE BASE

On compte actuellement au Canada plus de 19,000 personnes qui ont revendiqué le statut de réfugié(e) au sens de la Convention et dont la demande n'a pas encore été réglée en vertu du système actuel de reconnaissance du statut de réfugié(e). De nouvelles demandes sont présentées chaque jour, de sorte que ce chiffre augmente sans cesse et que les requérant(e)s doivent attendre toujours plus longtemps la décision relative à leur cas.

En raison de cet arriéré, la situation est très difficile pour les personnes qui peuvent vraiment être considérées comme des réfugié(e)s au sens de la Convention et pour celles qui pourraient être admises au Canada pour des raisons d'ordre humanitaire. Par ailleurs, les personnes dont la demande n'est pas aussi bien fondée et qui cherchent à rester au Canada pendant longtemps peuvent tirer parti des retards découlant de l'arriéré en ce qui concerne l'étude des demandes. En effet, selon le système actuel, il faut parfois six ou sept ans en tout pour régler une demande de reconnaissance du statut de réfugié(e).

Un certain nombre de témoins ayant comparu devant le Comité ont demandé avec insistance l'établissement d'un programme «d'amnistie générale» qui permettrait d'éliminer l'arriéré. Dans ce contexte, le mot «amnistie» n'implique aucune infraction que ce soit de la part des requérant(e)s. D'autres témoins ont insisté pour qu'on maintienne l'intégrité du processus de reconnaissance du statut de réfugié(e) et des politiques spéciales concernant l'admission pour des raisons d'ordre humanitaire; ces témoins n'étaient pas en faveur d'une amnistie générale. Le Comité est d'accord avec eux sur ce point et recommande que, dans tous les cas où cela est possible,

In reviewing the evidence available to your Committee, it is clear that almost everyone who claims to be a refugee does so because of a wish to remain in Canada. Most would prefer to remain permanently and there seems to be a growing trend to use the refugee claim procedure to further that end.

In our examination of the evidence, we have heard that those who have claimed refugee status historically have fallen into roughly three categories:

1. Convention refugees (RSAC makes positive recommendations in approximately 30% of cases at the present time. The rate over the previous six years has ranged from a low of 20% to a high of 40%).
2. Humanitarian and compassionate cases (approximately 15 to 20%).
3. Neither of the above (approximately 50%).

The Committee is convinced that these figures, however, underrepresent the number of true refugee claims. The figures result from a process of refugee status determination that is seriously flawed. The Committee fully expects that under a revised system, with a high-quality oral hearing in its initial stages, the number of positive determinations of status will increase. This has been the experience when members of the Refugee Status Advisory Committee attend oral examinations under oath. The rate of positive recommendations increases to over 60% in those instances from approximately 30% when only the written transcript is referred to.

There is a noticeable growth in the number of people claiming Convention refugee status each year. That growth pattern can be traced back to changes in immigration law and practices. It is your Committee's view that the growth in refugee claimants is not totally accounted for by changes in world conditions. At least part of the growth is a consequence of domestic policy decisions which have made immigration to Canada more difficult. It is interesting to note that the increase in refugee claims is in some ways a mirror image of the decline in planned intake levels announced by a succession of Ministers between 1980 and 1984.

In Canada today there is concern about the refugees in the backlog but there is also concern about what is perceived to be a growing number of "out-of-status" or "temporary status" persons currently resident in Canada who would like to become permanent residents and who made the claim to refugee status as a means of delaying a forced departure. When Members of Parliament move about their communities, they continually encounter Canadians who cannot understand why friends and neighbours who have lived and worked here for a long time on temporary visas or permits cannot be considered for landed immigrant status. The issue they raise is seen by them as a matter of common sense. If immigration officers abroad are attempting to select people who will adapt well to Canada, then why should those abroad be given preference over people who have already demonstrated their ability to adapt well to Canada?

les programmes et les politiques actuels soient appliqués aux demandes, cas par cas, afin d'éliminer l'arriéré.

Compte tenu de toutes les données fournies au Comité, il est clair que les personnes qui revendiquent le statut de réfugié(e) le font presque toujours en vue de rester au Canada. La plupart voudraient demeurer ici en permanence, et il semble que cette façon d'y arriver soit de plus en plus répandue.

Ces données nous ont permis de diviser en trois catégories les demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e) présentées jusqu'à présent:

1. les demandes concernant le statut de réfugié(e) au sens de la Convention (actuellement, le CCSR fait une recommandation favorable dans 30 p. 100 des cas environ; au cours des six dernières années, le taux a varié entre 20 et 40 p. 100);
2. les demandes d'admission pour raisons humanitaires (environ 15 à 20 p. 100);
3. les autres (environ 50 p. 100).

Le Comité est néanmoins convaincu que ces chiffres constituent une sous-estimation du nombre des personnes qui sont fondées à revendiquer le statut de réfugié(e) car ils sont le produit d'un système nettement imparfait. Le Comité est en effet persuadé que dans le nouveau système, avec des interrogatoires oraux bien dirigés aux premières étapes, le nombre des recommandations favorables va augmenter. On l'a déjà constaté, par exemple, lorsque des membres du Comité consultatif du statut de réfugié assistent aux interrogatoires sous serment. Le taux des recommandations favorables passe alors à plus 60 p. 100, contre environ 30 p. 100 quand la décision est fondée sur la transcription d'un interrogatoire.

Le nombre des personnes qui revendiquent le statut de réfugié(e) au sens de la Convention augmente sensiblement chaque année, depuis les changements apportés à la législation sur l'immigration et aux pratiques dans ce domaine. Le Comité est d'avis que cet état de fait ne découle pas seulement de l'évolution de la situation mondiale, mais qu'il est causé, en partie du moins, par des décisions de politique intérieure qui ont restreint l'immigration au Canada. À cet égard, il est intéressant de noter que l'augmentation des demandes reflète dans une certaine mesure les baisses des niveaux d'immigration annoncées par divers ministres entre 1980 et 1984.

On s'inquiète actuellement, au Canada, du nombre des réfugié(e)s ont les demandes sont comprises dans l'arriéré, mais on est également préoccupé par le nombre, croissant semble-t-il, des personnes qui sont au Canada en situation irrégulière ou qui ont été admises au pays à titre temporaire et qui, voulant devenir des résident(e)s permanent(e)s, revendiquent le statut de réfugié(e) afin de retarder leur départ forcé du Canada. Lorsque les député(e)s circulent dans leur circonscription, ils(elles) rencontrent sans cesse des Canadiens(Canadiennes) qui ne comprennent pas pourquoi des voisin(e)s ou des ami(e)s qui vivent et travaillent ici depuis longtemps grâce à un visa ou à un permis temporaire ne peuvent pas obtenir le droit d'établissement. Pour ces Canadiens(Canadiennes), c'est une simple question de bon sens: si les agent(e)s d'immigration à l'étranger s'efforcent de choisir des gens qui s'adapteront bien au Canada, pourquoi ne pas

Flowing from this analysis, the Committee has concluded that whatever special measures are implemented to deal with those in the refugee claimant backlog should also be available to anyone currently resident in Canada who fits the same or similar criteria. The claim to refugee status should not in itself provide an advantage to anyone who is not clearly a Convention refugee claimant. To provide otherwise would potentially give an advantage to those who are attempting to abuse the claim and that reality is likely to do damage to any future system which is put in place to deal with refugee claimants. Our national obligation to deal with Convention refugees is a serious one and the integrity of the process should be protected.

With these ideas in mind, the Committee directed its attention to developing some detailed recommendations that might achieve the following three goals:

1. Develop a temporary system that would enable Canada to identify and process more quickly those who have a well-founded claim to the protection of Canada as Convention refugees.
2. Develop a temporary system that would enable Canada to identify and process more quickly those who have a well-founded claim to the protection of Canada on humanitarian and compassionate grounds.
3. Develop a temporary system that would provide an opportunity for long-standing residents of this country to apply for landed immigrant status because they have already demonstrated their ability to adapt to this country.

We have included the word "temporary" in our goals because we believe that in the not too distant future there will be major changes to Canada's *Immigration Act*. In particular, we are aware of the need to change the process for refugee determination in Canada and we suspect that at the same time there will be other changes which experience has dictated should be made. If the recommendations we are about to make could be implemented quickly and if they were to continue until the changes in immigration law come into effect, then our experience with these changes might indeed be useful in giving direction to the evolving law. That seems to us to be a sensible and common sense by-product which would serve our nation well.

Nothing in the following recommendations is intended to limit or cloud the full rights and procedures now available to refugee claimants in Canada.

SECTION I

The Speedy Identification and Processing of Convention Refugees Informal Interviews by RSAC Members

This proposal is designed to benefit those claimants who are confident that their claims to refugee status are well-founded and wish to settle their status as early as possible in order to

donner la préférence à ceux qui ont déjà prouvé leur aptitude à s'habituer à la vie dans notre pays?

Se fondant sur cette analyse de la situation, le Comité a conclu que toute mesure spéciale mise en oeuvre pour réduire l'arriéré devrait également s'appliquer aux résident(e)s du Canada qui répondent à des critères semblables. Le simple fait de présenter une demande de reconnaissance du statut de réfugié(e) ne devrait pas avantager les personnes qui ne répondent pas clairement aux critères de la Convention. Autrement, on risquerait de donner un avantage à ceux(celles) qui soumettent des demandes non fondées, ce qui nuirait à tout système futur mis en place pour régler les demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e). Le Canada prend très aux sérieux ses obligations envers les réfugié(e)s au sens de la Convention et tient à protéger l'intégrité du processus de reconnaissance de leur statut.

Compte tenu de ces considérations, le Comité s'est attaché à élaborer des recommandations détaillées visant les trois buts suivants:

1. Mettre au point un système temporaire qui permettrait d'identifier et de traiter plus rapidement les demandes des personnes qui sont fondées à réclamer la protection du Canada à titre de réfugié(e)s au sens de la Convention.
2. Mettre au point un système temporaire qui permettrait d'identifier et de traiter plus rapidement les demandes des personnes qui sont fondées à réclamer la protection du Canada pour des raisons d'ordre humanitaire.
3. Mettre au point un système temporaire qui permettrait aux personnes qui résident depuis longtemps au Canada d'y demander le droit d'établissement, étant donné qu'elles ont déjà prouvé leur aptitude à s'adapter à la vie au Canada.

Nous parlons de systèmes temporaires parce que nous prévoyons que des changements importants seront apportés d'ici peu à la *Loi sur l'immigration* du Canada. En particulier, nous sommes conscient(e)s de la nécessité de modifier le processus de reconnaissance du statut de réfugié(e) au Canada et nous pressentons qu'il y aura au même moment d'autres changements dictés par l'expérience. Si nos recommandations pouvaient être mises en oeuvre rapidement et être appliquées jusqu'à l'entrée en vigueur des changements prévus à la législation en matière d'immigration, notre expérience pourrait effectivement être utile pour déterminer l'orientation à donner à cette législation. Il nous semble qu'en faisant ainsi appel au bon sens, on servirait au mieux les intérêts de la nation.

Rien dans les recommandations suivantes ne limite ou ne restreint les pleins droits des personnes qui revendiquent le statut de réfugié(e) au Canada, ni la procédure qui s'applique à elles.

SECTION II

Identification et traitement rapides des demandes des réfugié(e)s au sens de la Convention Entrevues informelles par des membres du CCSR

Cette proposition est conçue à l'intention des requérant(e)s qui sont persuadé(e)s que leur revendication du statut de réfugié(e) est bien fondée et qui veulent que leur statut soit

find security in their lives. At their option, all claimants who are in the backlog but have not yet had their formal examination under oath should be permitted to request an informal interview with a member of the Refugee Status Advisory Committee (RSAC) after which the member would be able to give an opinion as to whether or not the claimant met the test of Convention refugee. If the RSAC member does not make a positive recommendation following this informal procedure, the claimant would then continue with the current refugee determination process and would not be prejudiced in any way.

The Committee is convinced by the success of the pilot programs in Toronto and Montreal in which a single RSAC member attends the oral examination and makes an immediate recommendation that the interview approach would be successful. Under the present programs, the maximum time for a decision is a very efficient 90 days following the oral examination (with many completed within 60 days). The Committee is convinced that the interview method would be even more efficient than the present experiments. Since the interview would not be a formal "examination under oath" as required by the Act, there would be no need for a transcript to be taken, or for an immigration officer to be present. Savings in resources and time would therefore be significant. An increase in RSAC membership would be necessary for this approach and your Committee will recommend this later in the report.

SECTION II

The Speedy Identification and Processing of those who have manifestly well-founded claims on humanitarian and compassionate grounds for seeking of Canada

The Committee recommends that the Refugee Status Advisory Committee and departmental officials develop guidelines for speedy identification and processing on humanitarian grounds of deserving claimants in the backlog. It is your Committee's belief that the essence of the proposed guidelines already exists in the Immigration Manual and needs only to be systematically applied to the refugee claimant backlog. One section of the Manual is of particular interest. IS 1.39 contains guidelines for immigration officers regarding the circumstances when a recommendation may appropriately be made to the Minister (and then to the Governor in Council) to land people from within Canada on humanitarian and compassionate grounds under section 115(2) of the *Immigration Act*. The Manual explains that "Humanitarian and compassionate grounds exist when unusual, undeserved or disproportionate hardship would be caused to a person seeking consideration ... if he were not allowed to remain in Canada while his application for landing is in process." Clearly many refugee claimants in the backlog will meet that test.

The manual identifies a number of situations where humanitarian and compassionate considerations may apply. The Committee would like to single out four of these situations as being potentially helpful in reducing the refugee claimant backlog.

confirmé le plus tôt possible pour avoir plus de sécurité. S'ils (si elles) le souhaitent, tous (toutes) les requérant(e)s dont la demande est dans l'arriéré mais qui n'ont pas encore subi l'interrogatoire sous serment devraient être autorisé(e)s à demander à être entendu(e)s de façon informelle par un membre du Comité consultatif du statut de réfugié (CCSR). Ce dernier pourrait déterminer si le(la) requérant(e) répond ou non à la définition de réfugié(e) au sens de la Convention. Dans la négative, la demande du(de la) requérant(e) continuerait à suivre les étapes du processus actuel de reconnaissance du statut de réfugié(e), sans préjudice pour le(la) requérant(e).

Le succès des programmes pilotes de Toronto et de Montréal, dans lesquels un membre du CCSR procède seul à l'interrogatoire oral et fait immédiatement une recommandation, a convaincu le Comité que cette méthode serait efficace. Dans les programmes actuels, il faut à peine 90 jours, pour qu'une décision soit prise après l'interrogatoire oral (60 jours dans beaucoup de cas). Le Comité est persuadé que la méthode de l'entrevue informelle serait même plus efficace que les programmes expérimentaux actuels. Étant donné que l'entrevue ne serait pas un interrogatoire officiel sous serment, comme l'exige la Loi, il ne serait pas nécessaire d'en faire une transcription ni de demander à un(e) agent(e) d'immigration d'y assister. Les économies de temps et de ressources seraient donc importantes. Par contre, il faudrait augmenter le nombre des membres du CCSR, ce que le Comité recommande plus loin dans son rapport.

SECTION II

Identification et traitement rapides des demandes des personnes qui sont fondées à réclamer la protection du Canada pour des raisons d'ordre humanitaire

Le Comité recommande que le Comité consultatif du statut de réfugié et les fonctionnaires du Ministère élaborent des directives pour accélérer l'identification et l'étude des cas des personnes dont la demande n'a pas encore été réglée et qui méritent manifestement d'être admises au Canada pour des raisons humanitaires. Le Comité croit que, pour l'essentiel, les directives proposées se trouvent déjà dans le Guide de l'immigration; il suffirait de les appliquer systématiquement pour réduire l'arriéré. Le Guide contient à ce sujet un chapitre particulièrement intéressant, le chapitre IS 1.39, qui donne aux agent(e)s d'immigration des directives sur les circonstances dans lesquelles il est justifié de recommander au (à la) Ministre (et, par la suite, au gouverneur en conseil) d'admettre des personnes au Canada pour des raisons humanitaires en vertu du paragraphe 115(2) de la *Loi sur l'immigration*. Selon le Guide, on peut invoquer des raisons humanitaires lorsqu'une personne qui demande à s'établir au Canada s'expose à des difficultés inhabituelles, imméritées ou disproportionnées si elle n'est pas autorisée à rester au Canada pendant le traitement de sa demande de droit d'établissement. De toute évidence, bon nombre des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e) qui n'ont pas encore été réglées répondent à ce critère.

Le Guide décrit un certain nombre de situations où il est possible d'invoquer des raisons humanitaires. Le Comité aimerait signaler quatre cas où l'application des critères définis pourrait aider à réduire l'arriéré.

I. Difficulties with Return to Country of Origin (IS 1.39 and IS 26.11)

As a matter of policy there are a number of countries to which Canada does not deport people. A great many refugee claimants come from these countries. RSAC estimates that this is the case for approximately 35-40% of the claimants in its backlog and its rate of acceptance for those individuals is high. Your Committee sees no reason to require these individuals to go through the refugee determination system when, regardless of the outcome, they will not be deported if they meet certain criteria.

These criteria include:

- (a) a claim of oppression in the applicant's country which is so rigorous or severe as to make it inhumane to return the applicant;
- (b) claims from people from countries with severe exit controls who have overstayed their visit in Canada and who would suffer punishment disproportionate to their offence of overstaying if forced to return home;
- (c) claims from people who would meet Canada's selection criteria if they had applied abroad, but who could not apply for a visa in their own country; and
- (d) persons who, because of some special family situation within Canada, should be allowed to remain.

The Committee urges that the above criteria be applied generously to individuals in the backlog as well as to others with similar backgrounds who are currently in the country.

2. Long-Term Commitment to, and de Facto Residence in Canada (IS 1.39)

The Manual outlines situations where, on humanitarian and compassionate grounds, individuals who have been in Canada for lengthy periods of time will be allowed to apply for landing in Canada. Recognition is thus given to the hardship of requiring well-established individuals to return to countries with which they may have few remaining ties.

Criteria indicated in the Manual to assist decisions in these cases include the length of time in Canada, family ties in Canada, the degree of establishment, the person's civil record in Canada, whether or not there is a residence or a family home outside Canada, the degree to which the person meets the selection criteria for immigrants applying abroad, and hardship such as loss of employment and educational disruption for children should the family be forced to leave the country to apply abroad.

The length of time in Canada is clearly an important factor. The Manual indicates that individuals who have been in Canada and working under employment authorizations for five years and who have otherwise established themselves successfully may merit a recommendation for landing. So also may

1. Difficultés éprouvées en rentrant dans le pays d'origine (IS 1.39 et IS 26.11)

Le Canada a pour politique de ne renvoyer personne dans certains pays; or, un grand nombre des personnes qui revendiquent le statut de réfugié(e) viennent de ces pays. Le CCSR estime que c'est le cas d'environ 35 à 40 p. 100 des requérant(e)s dont la demande n'a pas encore été traitée, et que la proportion des recommandations favorables est élevée pour les personnes qui se trouvent dans cette situation. Votre Comité ne voit donc pas pourquoi il faudrait demander à ces personnes de se soumettre à toutes les formalités de reconnaissance du statut de réfugié(e) puisque, quel qu'en soit le résultat, elles ne seront pas renvoyées si elles répondent à certains critères, dont les suivants:

- a) elles sont victimes, dans leur pays, d'une oppression telle que leur renvoi serait inhumain;
- b) venant d'un pays qui applique des mesures sévères de contrôle de sortie et ayant prolongé indûment leur séjour au Canada, elles s'exposeraient à des sanctions disproportionnées si on les forçait à retourner chez elles;
- c) elles ont été empêchées de demander un visa dans leur pays d'origine, mais elles auraient répondu aux critères de sélection du Canada si elles avaient présenté une demande à l'étranger;
- d) elles ont des liens familiaux particuliers avec des personnes se trouvant au Canada.

Le Comité demande instamment que les critères ci-dessus soient appliqués libéralement aux personnes dont les demandes sont dans l'arriéré et à celles qui sont actuellement au Canada et qui se trouvent dans l'une des situations énumérées ci-dessus.

2. Résidence et établissement de fait au Canada (IS 1.39)

Le Guide de l'immigration donne un aperçu des situations où, pour des raisons d'ordre humanitaire, il y a lieu de permettre aux personnes qui vivent au Canada depuis longtemps de demander le droit de s'y établir. On reconnaît ainsi les difficultés que l'on causerait à une personne qui vit depuis longtemps au Canada si on l'obligeait à retourner dans un pays avec lequel il ne lui reste peut-être que très peu de liens.

Les critères donnés dans le Guide pour faciliter les décisions dans ces cas sont notamment les suivants: durée du séjour au Canada; liens familiaux au Canada; degré d'établissement; dossier civil de la personne au Canada; résidence ou foyer familial en dehors du Canada; mesure dans laquelle la personne répond aux critères de sélection des immigrant(e)s qui présentent leur demande à l'étranger; difficultés que la famille aurait à subir si elle était forcée de quitter le pays pour présenter sa demande à l'étranger (perte d'emploi, interruption des études des enfants, etc.).

La durée du séjour au Canada est évidemment un facteur important. D'après le Guide, les personnes qui ont vécu au Canada et y ont travaillé en vertu de permis de travail pendant cinq ans et qui s'y sont par ailleurs établies avec succès peuvent mériter une recommandation d'octroi du droit d'établissement.

individuals who entered illegally, or who have been without legal status if they came to the attention of the Commission voluntarily.

This policy could be of significant help in reducing the refugee claimant backlog for two reasons. First, many claimants who have been in Canada for lengthy periods have indeed established themselves here and would suffer more hardship than usual if sent back to their original countries. Secondly, although the median time for claimants to have spent in the backlog is between two to three years at the present time, many, in fact, have been actually in Canada for much longer—as students, visitors, on work authorizations, and so on.

The Committee therefore urges that this policy be applied to refugee claimants in the backlog as generously as possible both with regard to the criteria used to indicate establishment in Canada and the length of time in the country. As indicated earlier, the Committee considers that long-term residence in itself should qualify any individual to apply for landing in Canada, quite apart from the specific problem of the refugee claimant backlog.

3. Family Dependency (IS 1.39)

Family dependency can be a basis for consideration for landing on humanitarian and compassionate grounds. Refugee claimants in the backlog who have family in Canada on whom they are dependent for physical, emotional or psychological support may benefit from this policy. As conceived at present, however, the policy is unlikely to benefit many claimants in the backlog. Most claimants are able to obtain work authorizations and are therefore probably not completely financially dependent on their family. Furthermore, many of the examples of family relationships given in the Manual are quite restrictive.

The Committee therefore recommends that family dependency as a consideration for humanitarian and compassionate landing should be temporarily greatly liberalized by permitting partial economic dependency or family sponsorship to be considered and that special regard should be paid to the emotional and psychological family needs of claimants. The Committee further recommends that the concept of "dependency" be enlarged to include sponsorship by relatives. This would assist a significant number of people in the backlog who have close family in Canada and who, if they were abroad, might qualify as assisted relatives.

The number of claimants with close family who could function as potential sponsors varies according to the country the claimants come from. RSAC estimates, for example, that over 80% of Guyanese claimants in its backlog have close relatives in Canada. Chileans show similar figures. Other groups will show lower, yet still significant, percentages of claimants with close family in Canada.

Il en va de même pour les personnes qui sont entrées au Canada illégalement ou qui s'y trouvent en situation irrégulière, lorsqu'elles ont volontairement signalé leur cas à la Commission.

Cette politique pourrait beaucoup aider à réduire l'arriéré pour deux raisons. Premièrement, de nombreux(nombreuses) requérant(e)s qui vivent au Canada depuis longtemps s'y sont véritablement établi(e)s et les renvoyer dans leur pays d'origine leur créerait des difficultés exceptionnelles. Deuxièmement, même si, à l'heure actuelle, les demandes en instance sont dans l'arriéré depuis deux à trois ans en moyenne, bon nombre des requérant(e)s sont en fait au Canada depuis bien plus longtemps—à titre d'étudiant(e)s, de visiteurs(visiteuses), de bénéficiaires d'un permis de travail, etc.

Le Comité insiste par conséquent pour que cette politique soit appliquée aussi généreusement que possible aux requérant(e)s dont la demande fait partie de l'arriéré, en ce qui concerne les critères permettant de vérifier leur établissement et la durée de leur séjour au Canada. Comme il l'a déjà dit, le Comité considère que le fait d'habiter au Canada depuis longtemps devrait, en soi, permettre à toute personne de demander à s'établir ici, sans égard au problème précis de l'arriéré des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e).

3. Liens de dépendance à l'égard de la famille (IS 1.39)

Les liens de dépendance à l'égard de la famille peuvent constituer une raison humanitaire justifiant l'octroi du droit d'établissement. Les requérant(e)s qui ont au Canada des parents dont ils(elles) dépendent pour leur soutien physique, affectif ou psychologique pourraient profiter de cette politique. Cependant, dans sa forme actuelle, il est peu probable que celle-ci soit très utile pour réduire l'arriéré. Comme la plupart des requérant(e)s peuvent obtenir un permis de travail, ils(elles) ne sont probablement pas complètement à la charge de leur famille du point de vue financier. De plus, la liste des liens familiaux contenue dans le Guide est plutôt restrictive.

Le Comité recommande par conséquent, comme mesure temporaire, qu'on assouplisse considérablement le critère de la dépendance vis-à-vis de la famille dans l'étude des demandes d'établissement fondées sur des motifs humanitaires, en acceptant une dépendance économique partielle ou le parrainage par un membre de la famille, et en accordant une attention toute particulière aux besoins affectifs et psychologiques des requérant(e)s. Le Comité recommande en outre que la notion de dépendance soit élargie afin d'inclure le parrainage par des parents. Cela aiderait beaucoup de personnes qui ont de proches parents au Canada et qui, si elles étaient à l'étranger, pourraient être admises au pays à titre de parents aidés.

Le nombre des requérant(e)s ayant au Canada de proches parents qui pourraient les parrainer varie selon le pays d'origine. Le CCSR estime par exemple que plus de 80 p. 100 des requérant(e)s guyanais(es) ont de proches parents au Canada. Les chiffres sont analogues dans le cas des Chiliens(Chiliennes). Dans d'autres groupes, on observe des pourcentages inférieurs mais quand même notables de requérant(e)s ayant de proches parents au Canada.

This approach will be particularly helpful once the changes to the selection criteria announced recently by the Department go into effect on 1 January 1986. After that date, applicants will no longer be required to have a validated job offer in order to be considered for landing. The Committee urges that the list of occupations for which applicants can gain points not be unduly restricted.

4. Last Remaining Single Family Members (IS 1.42)

In certain circumstances individuals with parents in Canada (or if parents are both deceased, brothers and sisters in Canada) may be given special consideration for landing on humanitarian and compassionate grounds. Although the present criteria under this policy are narrow—parents must be in Canada, an individual must be the last remaining family member and must be single—some refugee claimants in the backlog may be eligible. More claimants could be assisted if the criterion that applicants must be single were to be eliminated. The Committee urges that this change be considered.

Implementation Measures

The Committee is unfortunately not in a position to determine how many claimants would be assisted by the four measures it has identified. At the present time, insufficient data exist to permit anyone to make that determination. Indeed, even government witnesses before the Committee differed in their estimates as to the number of refugee claimants who might be helped by these measures.

The primary mechanism to identify those who can be helped by these measures should be the development of an application form for a Ministerial permit on humanitarian and compassionate grounds. This form should be brief and space should be provided for information about:

- (a) country of origin;
- (b) specific information related to persecution or discrimination on the basis of race, religion, nationality, membership in a particular social group, or political opinion (the grounds for claiming Convention refugee status);
- (c) other reasons for reluctance to return to their own country;
- (d) other humanitarian considerations such as family in Canada, the length of time they have been here, the degree to which they have established themselves and so on.

As mentioned previously, the Minister should ask the Refugee Status Advisory Committee and departmental officials to consolidate and broaden guidelines for dealing with claimants on humanitarian grounds using the existing Immigration Manual. Part of the guidelines would constitute a kind of check-list of countries and classes of people where there is

Cette méthode sera particulièrement utile une fois que les modifications des critères de sélection annoncées récemment par le Ministère entreront en vigueur le 1 janvier 1986. Après cette date, les requérant(e)s ne seront plus tenu(e)s d'avoir une offre d'emploi confirmée pour pouvoir faire une demande d'établissement. Le Comité recommande vivement qu'on ne limite pas outre mesure la liste des professions pour lesquelles les requérant(e)s peuvent obtenir des points.

4. Dernier membre célibataire de la famille se trouvant encore à l'étranger (IS 1.42)

Dans certains cas, des personnes ayant des parents au Canada (ou des frères et sœurs si les parents sont tous deux décédés) peuvent être admises au pays pour des raisons humanitaires. Bien que les critères actuels à cet égard soient assez restrictifs, c'est-à-dire que les parents doivent se trouver au Canada et que le(la) requérant(e) doit être un(e) célibataire et le dernier membre de la famille se trouvant encore à l'étranger, ils pourraient s'appliquer à certain(e)s des requérant(e)s dont la demande n'a pas encore été réglée. Il serait possible de venir en aide à un plus grand nombre de requérant(e)s si l'on renonçait à exiger que le(la) requérant(e) soit célibataire. Le Comité demande avec insistance qu'on envisage ce changement.

Mesures de mise en oeuvre

Le Comité n'est malheureusement pas en mesure de déterminer combien de personnes pourraient bénéficier des quatre mesures qu'il propose. À l'heure actuelle, il n'existe pas assez de données pour établir un chiffre à ce sujet. En fait, même les représentant(e)s du gouvernement qui ont témoigné devant le Comité ne s'entendaient pas sur le nombre estimatif de requérant(e)s à qui les mesures pourraient être utiles.

Pour déterminer les personnes susceptibles de bénéficier de ces mesures, il faudrait d'abord établir une formule de demande de permis du(de la) Ministre à l'intention des personnes qui demandent le droit d'établissement pour des raisons humanitaires. Elle devrait être brève et contenir les renseignements suivants:

- a) le pays d'origine;
- b) des précisions sur la persécution ou la discrimination exercée à l'endroit du(de la) requérant(e) à cause de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques (motifs acceptables pour la revendication du statut de réfugié(e) au sens de la Convention);
- c) les autres raisons pour lesquelles l'auteur(e) de la demande est peu disposé(e) à retourner dans son pays; et
- d) une description des autres facteurs d'ordre humanitaire, notamment la présence de parents au Canada, la durée du séjour du(de la) requérant(e) au Canada, la mesure dans laquelle il(elle) est établi(e) au Canada, etc.

Comme on l'a déjà mentionné, le(la) Ministre devrait demander au Comité consultatif du statut de réfugié et aux fonctionnaires du Ministère de regrouper et d'élargir les directives figurant actuellement dans le Guide de l'immigration au sujet du traitement des demandes des personnes qui souhaitent être admises au Canada pour des raisons d'ordre

good reason to suspect that Canada would not want to refoule people under current circumstances. The Committee further suggests that this group be guided by the principle of erring on the side of providing protection rather than excluding people from protection. For this reason, we also suggest that the existing list of countries to which we do not deport people be expanded.

In addition, immigration officers should be immediately trained to assist people in filling out these applications and they should be further instructed to encourage people to consult counsel prior to the submission of their application. All people in the "backlog" should be informed in writing of this temporary application form and the relevant procedures.

Applications from claimants from countries to which Canada does not currently deport people should be sent immediately to a new review committee. Applications based on all the other humanitarian and compassionate factors should first be reviewed by immigration officers who should be empowered to issue a Minister's permit immediately in manifestly deserving cases and the balance should be sent to the new review committee.

The new review committee should contain a balance of departmental and non-departmental people. Members of Parliament with some expertise in immigration matters might be considered as part-time members of the new review committee. The Minister might also consider appointing to the committee representatives from the immigrant aid societies, church groups and the immigration bar. It is important that the new committee have credibility in the eyes of the public.

In the case of a negative decision, applicants should be allowed to return to the normal refugee claims process which is in place at the time a decision is rendered. Nothing in this speeded-up process should be allowed to affect any applicant's desire to follow the normal claims process. It is probably wise to exclude any information gathered in this process from intruding on the normal claims process where it is the applicant's wish that such information be excluded.

Applicants granted a Ministerial permit through this process should then be encouraged to apply for landed immigrant status.

SECTION III

The speedy identification and processing of those who by reason of continuous residence in Canada should be considered for landed immigrant status

In developing this section of our report, your Committee is mindful of two realities:

humanitaire. Une partie de ces directives devrait consister en une sorte de liste de contrôle des pays et des catégories de personnes à l'égard desquels on est fondé à présumer que le Canada ne voudrait pas ordonner de renvoi dans les circonstances actuelles. Le Comité souligne en outre qu'il serait préférable d'adopter une politique trop libérale plutôt que de risquer de priver de protection des personnes qui en auraient vraiment besoin. Pour cette raison, nous recommandons également que l'on allonge la liste des pays vers lesquels nous ne déportons personne.

En outre, il faudrait former immédiatement les agent(e)s d'immigration pour leur permettre d'aider les requérant(e)s à remplir ces formules, et leur donner instruction d'encourager les requérant(e)s à consulter un(e) avocat(e) avant de soumettre leur demande. Toutes les personnes dont les demandes sont comprises dans l'arriéré devraient être informées par écrit de l'existence de cette nouvelle formule de demande temporaire et des formalités qui s'y rattachent.

Les demandes soumises par des requérant(e)s originaires de pays vers lesquels le Canada ne déporte personne devraient être envoyées immédiatement à un nouveau comité d'examen. Les demandes fondées sur tous les autres facteurs d'ordre humanitaire devraient d'abord être étudiées par les agent(e)s d'immigration, que l'on devrait habilitier à délivrer sur-le-champ un permis du(de la) Ministre aux personnes dont la demande est, selon eux, manifestement fondée. Les autres cas devraient ensuite être soumis au nouveau comité d'examen.

Le nouveau comité d'examen devrait comprendre un nombre équitable de représentant(e)s du Ministère et d'autres personnes. On pourrait envisager d'y nommer, à titre de membres à temps partiel, des député(e)s possédant une certaine expérience des questions d'immigration. Le(la) Ministre pourrait en outre envisager d'y nommer des représentant(e)s des sociétés d'aide aux immigrants, des groupes religieux et des avocat(e)s spécialistes de l'immigration. Il importe que la crédibilité du nouveau comité soit établie aux yeux du public.

En cas de décision défavorable, les requérant(e)s devraient être autorisé(e)s à avoir recours à la procédure de reconnaissance du statut de réfugié(e) qui est en place au moment de la décision. Il ne faudrait pas que ces formalités accélérées empêchent un(e) requérant(e) d'avoir ensuite recours à la procédure normale. Il serait probablement bon de prévoir en outre que, si le(la) requérant(e) le souhaite, les renseignements obtenus pendant l'étude du cas selon les formalités accélérées ne soient pas versés au dossier lorsque la demande suit ensuite la procédure normale.

Les requérant(e)s qui obtiendront un permis du(de la) Ministre au terme de ce processus devraient être encouragé(e)s à demander le droit de s'établir au Canada.

SECTION III

Identification et traitement rapides des demandes des personnes que l'on devrait envisager d'autoriser à s'établir au Canada parce qu'elles y vivent depuis longtemps

Dans la présente section de son rapport, votre Comité tient compte de deux réalités:

1. Applicants selected as landed immigrants are eligible to apply for citizenship after three years of continuous residence in Canada.
2. The population needs of this country in the future are such that it is in the nation's interest to encourage some growth in immigration.

The Committee therefore recommends the following:

- (a) that anyone currently resident in Canada for a lengthy period of time (your Committee suggests three years or longer) be entitled to apply for landed immigrant status from within the country;
- (b) that the criteria used to select immigrants abroad be available to those who apply from within the country;
- (c) that those sections of the point system designed to help Canada make a better selection abroad be modified to reflect the reality of already-completed residence in Canada. For instance, in many cases people will already have a job and that is the clearest demonstration of their employability; and
- (d) that applicants whose applications are approved be landed without going through the elaborate Order-in-Council process. We suggest that either the *Immigration Act* should be amended for this purpose or regulations should be passed under the authority of section 9(1) of the Act exempting them from the requirement to obtain a visa before entering Canada. The Committee has already recommended such changes in its Fifth Report. Applicants who are refused should be given a right of appeal.

SECTION IV

Administrative Measures

Thus far in this report your Committee has identified three major avenues to reduce the backlog fairly and quickly—identification of Convention refugees through an informal interview by RSAC members, identification through an abbreviated application form of cases deserving on humanitarian grounds, and a new policy of permitting applications for landing for those resident in the country for longer than three years. These measures should significantly reduce the backlog.

For those claimants who choose to remain in the existing refugee determination system or who are not recommended for permits following an interview with an RSAC member, the Committee proposes a number of administrative measures to improve current claims processing. As is recognized by nearly everyone, the existing system is seriously flawed, but, until such time as legislation is passed instituting a new procedure, it should be made to work as efficiently as possible. Reform tomorrow should not preclude efficiency today.

The starting point for streamlining the existing procedures should be to increase the number of senior immigration

1. Les immigrant(e)s ayant obtenu le droit d'établissement peuvent demander la citoyenneté canadienne après avoir vécu en permanence pendant trois ans au Canada.
2. La nécessité de peupler le Canada est telle qu'il est dans l'intérêt du Canada d'encourager l'immigration.

Le Comité recommande par conséquent:

- a) que quiconque vivant au Canada depuis un certain temps (votre Comité suggère une période de trois ans ou plus) soit autorisé à demander sur place le droit d'établissement;
- b) que les critères de sélection des immigrant(e)s à l'étranger s'appliquent également à ceux(elles) qui présentent une demande sur place;
- c) que le système de points d'appréciation conçu pour aider le Canada à faire un meilleur choix à l'étranger soit modifié de façon à tenir compte du nombre d'années de résidence au Canada; par exemple, nombreux sont ceux(elles) qui occupent déjà un emploi, ce qui démontre clairement qu'ils(les) sont employables; et
- d) que les requérant(e)s dont la demande est approuvée obtiennent le droit d'établissement sans se soumettre au long processus des décrets du conseil; le Comité propose que la *Loi sur l'immigration* soit modifiée à cette fin ou qu'un règlement soit adopté en vertu du paragraphe 9(1) de la Loi pour éviter aux requérant(e)s d'avoir à demander un visa avant d'entrer au Canada. Le Comité a déjà recommandé ces modifications dans son cinquième rapport. Les requérant(e)s dont la demande est refusée devraient avoir un droit d'appel.

SECTION IV

Mesures administratives

Jusqu'à présent, votre Comité a cerné dans le présent rapport trois principaux moyens de réduire équitablement et rapidement l'arriéré: l'identification des réfugié(e)s au sens de la Convention au moyen d'entrevues informelles par des membres du CCSR; l'identification, grâce à une formule de demande succincte, des personnes qui méritent d'être admises au Canada pour des raisons humanitaires; et une nouvelle politique qui permettrait à ceux(elles) qui sont au Canada depuis plus de trois ans d'y demander le droit d'établissement. Ces mesures permettraient de réduire considérablement l'arriéré.

Pour ce qui est des requérant(e)s qui choisissent de se prêter aux formalités habituelles du système de reconnaissance du statut de réfugié(e) ou qui ne font pas l'objet d'une recommandation de délivrance d'un permis après une entrevue par un membre du CCSR, le Comité propose un certain nombre de mesures administratives destinées à accélérer le processus d'étude des demandes. On s'entend pour dire que le système actuel présente de graves lacunes, mais il importerait qu'il soit le plus efficace possible tant qu'une nouvelle procédure n'aura pas été sanctionnée par la loi. La réforme à venir ne devrait pas exclure l'efficacité aujourd'hui.

Le premier pas vers la rationalisation de la procédure actuelle devrait être l'augmentation du nombre d'agent(e)s

officers available to deal with the special applications and to conduct examinations under oath. This examination is the first major step in the refugee determination process. Approximately 5,000 claimants are currently waiting for their examinations. This represents the largest single component of the backlog in terms of numbers.

Although by law the actual decision regarding Convention refugee status must be made by the Minister, with the advice of the Refugee Status Advisory Committee, two changes at the examination stage could greatly facilitate the decision. As discussed above, the Committee believes that an informal interview directly with an RSAC member is the most efficient use of RSAC members' expertise. If this recommendation is not accepted, then the Committee urges the increased participation of individual members of RSAC at the oral examination.

Significant time and money could also be saved by sending to the Minister's delegate only the single-panel member's recommendation and omitting a written transcript of the oral transcript taken at the examination. This would only be possible, of course, where the recommendation was positive. If the decision were negative, the written transcript would be needed for review purposes.

In view of the expertise built up by RSAC, every effort must be made to have an RSAC member present at all hearings. In cases where an RSAC member is unable to attend the oral examination or is not requested to do so, your Committee recommends that the senior immigration officer conducting the examination should be permitted to make an assessment of the validity of the claim in cases where the officer feels that a positive determination is clearly warranted. A positive assessment could then be reviewed on an expedited basis by one RSAC panel member. The Committee does not recommend that less clear-cut cases should be the subject of any assessment by the senior immigration officer.

Significant further delays in the claimant process seem to occur following the completion of the oral examination and the forwarding of the typed transcript to RSAC. Close to 2,600 cases are currently at that stage. To the extent that a lack of clerical assistance contributes to this slowdown, the Committee urges that the necessary resources be made available to relieve the bottleneck.

Over 4,000 cases now await disposition by RSAC. Improved procedures earlier in the process will not result in an overall increase in efficiency unless RSAC is able to handle more claims. For this reason, your Committee recommends that RSAC membership be increased and its support staff increased proportionately. At present, membership is composed of 19 private members, of whom only four are full-time. In 1985, RSAC expects to be able to complete 4,000 cases. If membership were doubled and the number of full-time members increased to at least 20, approximately 9,000 cases could be heard yearly, even allowing for a period of approxi-

d'immigration supérieur(e)s qualifié(e)s pour s'occuper des demandes spéciales et pour procéder aux interrogatoires sous serment. L'interrogatoire est la première grande étape du processus de reconnaissance du statut de réfugié(e). Environ 5,000 requérant(e)s attendent actuellement leur interrogatoire. De par son nombre, il s'agit du groupe le plus important touché par l'arriéré.

Même si, en vertu de la Loi, la décision concernant le statut de réfugié(e) au sens de la Convention doit effectivement être rendue par le(la) Ministre, suivant les conseils du Comité consultatif du statut de réfugié, deux modifications à l'étape de l'interrogatoire pourraient grandement faciliter la décision. Comme on l'a dit ci-dessus, le Comité estime qu'une entrevue informelle menée directement par un membre du CCSR constitue la meilleure façon d'utiliser les compétences des membres du CCSR. Si cette recommandation n'est pas acceptée, le Comité recommande vivement une plus grande participation des membres du CCSR aux interrogatoires oraux.

On pourrait également économiser beaucoup de temps et d'argent en n'envoyant au(à la) représentant(e) du(de la) Ministre que la recommandation du membre du CCSR, sans transcription écrite de l'interrogatoire. Cela ne serait évidemment possible que lorsque la recommandation est favorable. Dans le cas contraire, la transcription de l'interrogatoire serait nécessaire pour le réexamen du cas.

Vu l'expérience et la compétence particulières des membres du CCSR, tous les efforts possibles doivent être faits pour qu'un membre du CCSR assiste à tous les interrogatoires. Dans les cas où un membre du CCSR ne serait pas invité à assister à l'interrogatoire oral ou ne serait pas en mesure de le faire, votre Comité recommande que l'agent(e) d'immigration supérieur(e) responsable de l'interrogatoire soit autorisé(e) à évaluer la demande lorsqu'il(elle) est d'avis qu'elle est tout à fait susceptible d'être approuvée. Un membre du CCSR pourrait alors rapidement examiner les résultats de l'évaluation. Le Comité ne recommande pas que les cas moins nettement définis fassent l'objet d'une évaluation par l'agent(e) d'immigration supérieur(e).

Des retards additionnels considérables dans le processus de reconnaissance du statut de réfugié(e) semblent se produire après l'interrogatoire oral et l'envoi de la transcription dactylographiée au CCSR. Près de 2,600 cas en sont actuellement à cette étape. Dans la mesure où les retards sont attribuables à une pénurie d'employé(e)s de soutien, le Comité recommande vivement l'affectation des ressources nécessaires pour éviter un tel goulot d'étranglement.

Plus de 4,000 cas restent à être réglés par le CCSR. L'amélioration de la procédure aux étapes préliminaires ne contribuera pas à accroître vraiment l'efficacité du processus si le CCSR n'est pas en mesure de traiter plus de demandes. Pour cette raison, votre Comité recommande que l'effectif du CCSR soit au moins doublé et que le personnel de soutien soit accru proportionnellement. À l'heure actuelle, le CCSR se compose de 19 membres ordinaires, dont quatre seulement à temps plein. En 1985, le CCSR s'attend à pouvoir régler 4,000 cas. Si son effectif était doublé et si le nombre des membres à temps plein passait à au moins 20, environ 9,000 cas pourraient être entendus tous les ans, même en tenant compte du

mately two months to train new members. The numbers of Minister's delegates, currently three, should also be increased.

The Committee believes that RSAC membership and active participation now will provide the best training ground for the kind of individuals who will be needed to ensure that the new refugee determination system to be adopted in the future, whatever its specific features, gets off to a good start and fulfills the promise that the people of Canada have for it. Increasing the number of RSAC members now, especially by recruiting full-time members, will therefore assist not only the present backlog but the new system as well.

There is nothing in the *Immigration Act* which specifies the number of RSAC members that must assess each refugee claimant transcript. The Committee has recommended above that transcripts which are accompanied by a positive recommendation from the senior immigration officer should be reviewed by only one RSAC member and the Chairman. Present practice should be continued whereby when an RSAC member has actually attended an oral examination, a positive recommendation goes directly to the Minister's delegate following brief review by the Chairman. The traditional three-member panels should remain for the balance of the cases. Consideration, however, might also be given to reducing panel size to two members with a provision that two negative votes would be required for a negative recommendation to the Minister. All or any of these steps would increase the number of claims that RSAC could handle yearly.

Another major backlog presently occurs at the Immigration Appeal Board level. As a result of the *Singh* decision by the Supreme Court of Canada in April 1985, the Board is now required to grant an oral hearing to all applicants for redetermination. The Committee is aware that Bill C-55, currently before Parliament, will increase the capacity of the Board to hear sponsorship and other appeals and applications. This will free up some resources to enable the Board to conduct oral refugee redetermination hearings for those who wish to proceed. Testimony indicates that there may not be many claimants who choose this route.

Your Committee is mindful of the need to curb expenditures in a time of restraint such as Canada currently faces. On the other hand, relatively small expenditures could have significant impact in reducing the backlog at its various stages. Furthermore, your Committee has stressed that these measures will be only temporary. Once the new determination process is in place and the backlog cleared up, resources for extra clerical assistance, more senior immigration officers and so on will not be needed. Moreover, as mentioned previously, the training required for new RSAC members will have a beneficial carryover effect to the new refugee determination system because it will increase the number of people knowledgeable

temps requis pour former les nouveaux membres, soit environ deux mois. Le nombre des représentant(e)s du(de la) Ministre, trois actuellement, devrait également être augmenté.

Le Comité estime que les membres actuels du CCSR offriront, grâce à leur participation active, les meilleures possibilités de formation pour le genre de personnes dont on aura besoin pour que le nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié(e) qui sera adopté, quelles que soient ses caractéristiques, prenne un bon départ et réponde aux attentes des Canadiens. L'augmentation du nombre des membres du CCSR dès maintenant, en particulier par le recrutement de membres à temps plein, aidera à régler le problème de l'arriéré actuel et facilitera en outre le fonctionnement du nouveau système.

Aucune disposition de la *Loi sur l'immigration* ne précise combien de membres du CCSR doivent évaluer chaque transcription d'interrogatoire. Le Comité a recommandé ci-dessus que les transcriptions accompagnées d'une recommandation d'approbation de l'agent(e) d'immigration supérieur(e) ne soient examinées que par un seul membre du CCSR et le(la) président(e). Il conviendrait de maintenir la pratique actuelle selon laquelle le(la) président(e) du CCSR transmet toute recommandation d'approbation directement au(à la) représentant(e) du(de la) Ministre, après un bref examen, lorsqu'un membre du CCSR a assisté à un interrogatoire oral. Tous les autres cas devraient continuer à être jugés par un groupe composé de trois membres. Cependant, il y aurait peut-être lieu d'envisager de réduire à deux le nombre de membres de ces groupes, à condition toutefois qu'ils soient tous les deux d'accord pour qu'une recommandation de rejet puisse être présentée au(à la) Ministre. L'une ou l'autre ou la totalité de ces mesures permettraient d'accroître le nombre de demandes que le CCSR serait en mesure de traiter chaque année.

Un autre arriéré important se produit au niveau de la Commission d'appel de l'immigration. À la suite de la décision rendue par la Cour suprême du Canada en avril 1985 dans l'affaire *Singh*, la Commission est maintenant tenue d'accorder une audience orale à tous(toutes) ceux(elles) qui présentent une demande de réexamen de leur revendication du statut de réfugié(e). Le Comité sait que le projet de loi C-55, qu'étudie actuellement le Parlement, accroîtra la capacité de la Commission d'entendre les demandes de parrainage et les autres appels et requêtes. Cela libérera certaines ressources, ce qui permettra à la Commission de procéder à de nouveaux interrogatoires oraux pour les requérant(e)s qui le souhaitent. D'après les témoignages, il se pourrait que peu de requérant(e)s choisissent cette voie.

Votre Comité est conscient de la nécessité de réduire les dépenses en cette période de restrictions. Par ailleurs, des dépenses relativement minimes permettraient de réduire considérablement l'arriéré aux diverses étapes. En outre, votre Comité insiste sur le caractère provisoire des mesures préconisées. Lorsque le nouveau processus de reconnaissance sera en place et que l'arriéré aura été éliminé, il ne sera plus nécessaire de compter sur des employé(e)s de soutien et des agent(e)s d'immigration supérieur(e)s additionnel(le)s. En outre, comme on l'a déjà mentionné, la formation des nouveaux membres du CCSR aura une incidence positive sur le nouveau système de reconnaissance du statut de réfugié(e), parce qu'elle accroîtra

about refugee matters and potentially eligible to sit on the new Convention Refugee Determination Board. In short, your Committee feels that money spent now would be wisely invested.

On a final note, your Committee wishes to indicate that it has made five substantive reports to the House of Commons on matters relating to immigration over the last calendar year. It wishes to take this opportunity to express its gratitude to Kevin Kerr and Margaret Young, Researchers with the Library of Parliament; to Michael Lukyniuk, Clerk of the Committee; to Frédérique Dumas, Hugette Jean and Claude Leahey from the Translation Bureau of the Secretary of State; and to all the interpreters, secretaries, consol operators, messengers and receptionists who have served the Committee through some abnormally long meetings over the last year.

Your Committee requests that the Government respond to this report in accordance with Standing Order 70(16).

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues Nos. 28, 30, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 and 50 which includes this report*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président,

JIM HAWKES,

Chairman.

le nombre de personnes au fait des questions concernant les réfugié(e)s et susceptibles de siéger au nouvel Office de reconnaissance du statut de réfugié(e) au sens de la Convention. Bref, votre Comité est d'avis que les sommes qui pourraient être dépensées maintenant rapporteraient beaucoup.

Enfin, votre Comité rappelle que dans l'année civile écoulée il a déposé à la Chambre des communes cinq rapports importants traitant de questions d'immigration. Il tient aussi à profiter de l'occasion pour remercier Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherches de la Bibliothèque du Parlement; Michael Lukyniuk, greffier du Comité; Frédérique Dumas, Huguette Jean et Claude Leahey, du Bureau des traductions du Secrétariat d'État, ainsi que tous(toutes) les interprètes, secrétaires, pupitreurs(pupitreuses), messagers(messagères) et réceptionnistes qui, depuis un an, ont servi le Comité lors des réunions, dont certaines ont été exceptionnellement longues.

Votre Comité demande que le gouvernement donne suite au présent rapport, conformément au paragraphe 70(16) du Règlement.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules nos 28, 30, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 50, qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 12, 1985
(66)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 9:38 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Terry Clifford, Charles Hamelin, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson and Andrew Witer.

Alternates present: Jean-Pierre Blackburn and Dan Heap.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. Anne-Marie Smart, Judith Nolté and Louise Thibault, Committee Researchers. *From the Office of Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *From the Office of Dan Heap:* Ann John-Baptiste, Cristina Chu.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada" (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, September 24, 1985, issue No. 38*) and its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, issue No. 47*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

It was agreed,—That the Committee retain the services of Anne-Marie Smart and Louise Thibault as Research Officers effective from November 5, 1985 to March 31, 1986 and of Judith Nolté as Research Officer, effective from December 3, 1985 to March 31, 1986, to assist the Committee in its consideration of the reports permanently referred to it pursuant to Standing Order 47(4) and that they be paid in accordance with the contracting policy of the House of Commons.

It was agreed,—That the Committee authorize Fernand Jourdenais, Dan Heap and Lucie Pépin to act as a steering committee for the purpose of drafting a work plan on the subject of immigration;

That Fernand Jourdenais be named the Chairman of the steering committee;

That the necessary staff assist in the preparation of the proposed work plan; and

That the proposed work plan be presented to the Committee for consideration before March 1, 1986.

It was agreed,—That the Committee authorize J.P. Blackburn, Sheila Copps and Rod Murphy to act as a steering committee for the purpose of drafting a work plan on the subject of labour, and in particular, work sharing;

That J.P. Blackburn be named the Chairman of the steering committee;

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 12 DÉCEMBRE 1985
(66)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 9 h 38, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Terry Clifford, Charles Hamelin, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Andrew Witer.

Substituts présents: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap.

Aussi présentes: De la Bibliothèque du parlement: Margaret Young, attachée de recherche. Anne-Marie Smart, Judith Nolté et Louise Thibault, chargées de recherche affectées au Comité. *Du Bureau de Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *Du Bureau de Dan Heap:* Ann John-Baptiste, Cristina Chu.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé «Reconnaissance au Canada du statut de réfugié» (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 24 septembre 1985, fascicule n° 38*) et l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au rapport portant sur les activités du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et sur celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

*Il est convenu,—*Que le Comité retienne les services d'Anne-Marie Smart et de Louise Thibault en leur qualité d'attachées de recherche, du 5 novembre 1985 au 31 mars 1986; ainsi que les services de Judith Nolté, en sa qualité d'attachée de recherche, du 3 décembre 1985 au 31 mars 1986; pour aider le Comité dans son étude des rapports qui lui sont continuellement envoyés aux termes de l'article 47(4) du Règlement; et que la rémunération de ces attachées de recherche soit conforme à la politique de la Chambre des communes en la matière.

*Il est convenu,—*Que le Comité autorise Fernand Jourdenais, Dan Heap et Lucie Pépin à former un comité de direction chargé d'arrêter un plan de travail en matière d'immigration;

Que Fernand Jourdenais soit désigné président du comité de direction;

Que le personnel nécessaire coopère à l'élaboration du plan de travail proposé; et

Que ledit plan de travail soit présenté au Comité avant le 1^{er} mars 1986 pour que celui-ci l'examine.

*Il est convenu,—*Que le Comité autorise J.P. Blackburn, Sheila Copps et Rod Murphy à former un comité de direction chargé d'arrêter un plan de travail relatif à la question du travail, et notamment à celle du partage du travail;

Que J.P. Blackburn soit désigné président du comité de direction;

That the necessary staff assist in the preparation of the proposed work plan; and

That the proposed work plan be presented to the Committee for consideration before March 1, 1986.

It was agreed,—That the Committee authorize Terry Clifford, Lorne Nystrom and Warren Allmand to act as a steering committee for the purpose of drafting a work plan on the subject of employment creation and training;

That Terry Clifford be named the Chairman of the steering committee;

That the necessary staff assist in the preparation of the proposed work plan; and

That the proposed work plan be presented to the Committee for consideration before March 1, 1986.

It was agreed,—That the committee authorize Jim Hawkes, John Rodriguez and Warren Allmand to act as a steering committee for the purpose of drafting a work plan on the subject of unemployment insurance;

That Jim Hawkes be named the Chairman of the steering committee;

That the necessary staff assist in the preparation of the proposed work plan; and

That the proposed work plan be presented to the Committee for consideration before March 1, 1986.

It was agreed,—That the Committee hold a meeting to discuss section 39(1) of the Unemployment Insurance Act, 1971 ("Course of instruction") in the light of Section 15(1) of the Charter of Rights and Freedoms ("Equality before (the) law").

The Chairman authorized that the following documents be filed with the Clerk of the Committee as exhibits:

- a) Letter from Lieut. Colonel Bruce Halsey, Co-ordinator, Social Services, the Salvation Army, dated October 30, 1985, concerning immigration policy as it relates to providing shelter and the migration of children, and the Committee Chairman's response (*Exhibit "TRAV-89"*).
- b) Newspaper article by David Davies, with dateline of Melbourne, Australia, June 27, 1985, and entitled: "New Twist to Migrant Debate" (*Exhibit "TRAV-90"*).
- c) Newspaper article by Kim Fletcher and Dorothy Wade, with a dateline of London, United Kingdom, June 8, 1985, and entitled: "Tougher UK Immigration" (*Exhibit "TRAV-91"*).
- d) Letter from Sylvie Gagnon, representative from "La Coalition des organismes d'aide et d'appui aux réfugiés de Montréal", dated November 14, 1985, concerning the Fifth Report of the Committee on Refugee Determination (*Exhibit "TRAV-92"*).
- e) Letter from Oystein Stabrun, representative in Canada of the United Nations High Commissioner for Refugees, dated November 22, 1985, concerning the Fifth Report

Que le personnel nécessaire coopère à l'élaboration du plan de travail proposé; et

Que ledit plan de travail soit présenté au Comité avant le 1^{er} mars 1986 pour que celui-ci l'examine.

Il est convenu,—Que le Comité autorise Terry Clifford, Lorne Nystrom et Warren Allmand à former un comité de direction chargé d'arrêter un plan de travail sur la question de la création d'emplois et de la formation;

Que Terry Clifford soit désigné président du comité de direction;

Que le personnel nécessaire coopère à l'élaboration du plan de travail proposé; et

Que ledit plan de travail soit présenté au Comité avant le 1^{er} mars 1986 pour que celui-ci l'examine.

Il est convenu,—Que le Comité autorise Jim Hawkes, John Rodriguez et Warren Allmand à former un comité de direction chargé d'arrêter un plan de travail sur la question de l'assurance-chômage;

Que Jim Hawkes soit désigné président du comité de direction;

Que le personnel nécessaire coopère à l'élaboration du plan de travail proposé; et

Que ledit plan de travail soit présenté au Comité avant le 1^{er} mars 1986 pour que celui-ci l'examine.

Il est convenu,—Que le Comité se réunisse pour discuter de l'article 39(1) de la *Loi sur l'assurance-chômage de 1971* (Cours d'instruction) à la lumière de l'article 15(1) de la *Charte des droits et libertés* (L'égalité devant la Loi).

Le président permet que les documents suivants soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

- a) Lettre du lieutenant-colonel Bruce Halsey, coordinateur, Services sociaux, Armée du Salut, en date du 30 octobre 1985, relative à la politique en matière d'immigration en ce qu'elle a trait à la fourniture du gîte et à la migration des enfants, ainsi que la réponse du président du Comité (*Pièce «TRAV-89»*).
- b) Article de journal rédigé par David Davies, daté du 27 juin 1985 à partir de Melbourne, en Australie, et intitulé *New Twist to Migrant Debate* (*Pièce «TRAV-90»*).
- c) Article de journal rédigé par Kim Fletcher et Dorothy Wade, daté du 8 juin 1985 à partir de Londres, au Royaume Uni, et intitulé *Tougher UK Immigration* (*Pièce «TRAV-91»*).
- d) Lettre de Sylvie Gagnon, déléguée de La Coalition des organismes d'aide et d'appui aux réfugiés de Montréal, datée du 14 novembre 1985 et relative au cinquième rapport du Comité de reconnaissance du statut de réfugié (*Pièce «TRAV-92»*).
- e) Lettre d'Oystein Stabrun, délégué au Canada du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, datée du 22 novembre 1985, relative au cinquième rapport du

of the Committee on Refugee Determination and the Committee Chairman's response (*Exhibit "TRAV-93"*).

At 11:07 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, DECEMBER 18, 1985
(67)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:51 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Terry Clifford, Charles Hamelin, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais and Andrew Witer.

Alternates present: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Lucie Pépin and Jack Shields.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. Louise Thibault, Anne-Marie Smart and Judith Nolté, Committee Researchers. *From the Department of the Secretary of State:* Frédérique Dumas, Translator. *From the Office of Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Andrew Witer:* Nadia Odette-Diakun.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated June 18, 1985 relating to the document entitled: "Refugee Determination in Canada" (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Tuesday, September 24, 1985, Issue No. 38*) and its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration and the Canada Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

On motion of Dan Heap, it was agreed,—That the Committee order a reprint of 100 copies of Issues 20, 34 and 36 of its Minutes of Proceedings and Evidence which contains the Second, Third and Fourth Reports to the House of Commons.

On motion of Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That the letter from Mohar Budhram, dated December 6, 1985, concerning the Fifth Report of the Committee on Refugee Determination, be filed with the Clerk of the Committee as an exhibit (*Exhibit "TRAV-94"*).

On motion of Lucie Pépin, it was agreed,—That the draft report be adopted as the Committee's Sixth Report to the House and that the Chairman be instructed to present it to the House.

Ordered,—That the Chairman request a comprehensive response to the Sixth Report pursuant to Standing Order 70(16).

On motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That the Chairman be authorized to organize a press conference after the Sixth Report has been presented to the House.

On motion of Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That the Committee authorize the printing of 500 additional copies

Comité de reconnaissance du statut de réfugié, ainsi que la réponse du président du Comité (*Pièce «TRAV-93»*).

A 11 h 07, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1985
(67)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 15 h 51, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Terry Clifford, Charles Hamelin, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, Andrew Witer.

Substituts présents: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Lucie Pépin, Jack Shields.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Margaret Young, attachée de recherche. Louise Thibault, Anne-Marie Smart et Judith Nolté, chargées de recherche affectées au Comité. *Du ministère du Secrétariat d'État:* Frédérique Dumas, traductrice. *Du Bureau de Lucie Pépin:* Anne-Marie Gingras. *Du Bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du Bureau d'Andrew Witer:* Nadia Odette-Diakun.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 18 juin 1985 relatif au document intitulé «Reconnaissance au Canada du statut de réfugié» (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mardi 24 septembre 1985, fascicule n° 38*) et l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 portant sur les activités du rapport du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et celles de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Sur motion de Dan Heap, *il est convenu*,—Que le Comité fasse réimprimer 100 exemplaires des fascicules 20, 34 et 36 de ses Procès-verbaux et témoignages où sont consignés les deuxième, troisième et quatrième rapports à la Chambre des communes.

Sur motion de Jean-Pierre Blackburn, *il est convenu*,—Que la lettre de Mohar Budhram, datée du 6 décembre 1985 et relative au cinquième rapport du Comité de reconnaissance du statut de réfugié soit déposée chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce «TRAV-94»*).

Sur motion de Lucie Pépin, *il est convenu*,—Que le projet de rapport soit adopté à titre de sixième rapport du Comité à la Chambre, et que le président reçoive instruction de présenter ledit rapport à la Chambre.

Il est ordonné,—Que le président demande une réponse détaillée au sixième rapport, conformément à l'article 70(16) du Règlement.

Sur motion de Fernand Jourdenais, *il est convenu*,—Que le président soit autorisé à organiser une conférence de presse consécutive à la présentation du sixième rapport à la Chambre.

Sur motion de Jean-Pierre Blackburn, *il est convenu*,—Que le Comité autorise l'impression de 500 exemplaires supplémen-

of Issue 50 of its Minutes of Proceedings and Evidence containing the Sixth Report to the House.

At 4:31 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

taires du fascicule n° 50 des Procès-verbaux et témoignages contenant le sixième rapport à la Chambre.

A 16 h 31, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

Document
1-11-1986

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 51

Tuesday, January 28, 1986
Tuesday, February 11, 1986
Thursday, February 13, 1986
Monday, February 24, 1986
Monday, March 3, 1986
Monday, March 10, 1986

Chairman:Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 51

Le mardi 28 janvier 1986
Le mardi 11 février 1986
Le jeudi 13 février 1986
Le lundi 24 février 1986
Le lundi 3 mars 1986
Le lundi 10 mars 1986

Président:Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

**Labour, Employment
and Immigration**

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

**Travail, de l'Emploi et
de l'Immigration**

RESPECTING:

Organization meeting

Annual Report of the Canada Employment and
Immigration Commission, 1984-85

CONCERNANT:

Réunion d'organisation

Rapport annuel de la Commission de l'emploi et de
l'immigration du Canada, 1984-1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman:Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairman:Vice-Chairman: Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Pauline Browes
Roger Clinch
Sheila Copps
Carole Jacques
Paul McCrossan
Rod Murphy
Lorne Nystrom
John Oostrom
Peter Peterson
Joe Price
Gerry Weiner
Andrew Witer

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président:Président: Jim Hawkes

Vice-président:Vice-président: Fernand Jourdenais

ALTERNATES/SUBSTITUTS

Jean-Pierre Blackburn
Pierre Blais
Michel Champagne
Terry Clifford
Léo Duguay
Dan Heap
Jean-Luc Joncas
Jean Lapierre
John A. MacDougall
Sergio Marchi
Bob Pennock
Allan Pietz
Jack Shields
Ray Skelly
Barry Turner

(Quorum 8)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to S.O. 70(6)(b)

On Monday, February 10, 1986:
Sergio Marchi replaced Lucie Pépin.

Conformément à l'article 70(6)b) du Règlement

Le lundi 10 février 1986:
Sergio Marchi remplace Lucie Pépin.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JANUARY 28, 1986
(68)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:15 o'clock p.m. this day, for the purpose of organization.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Gerry Weiner and Andrew Witer.

Alternates present: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap and Jean-Luc Joncas.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Margaret Young, Research Officers. *From the Research Staff of the Committee:* Anne-Marie Smart, Louise Thibault and Judith Nolté.

The Clerk of the Committee presided over the election of the Chairman.

On motion of Fernand Jourdenais, seconded by Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That Jim Hawkes do take the Chair of this Committee as Chairman.

Jim Hawkes took the Chair.

On motion of Andrew Witer, seconded by Gerry Weiner, it was agreed,—That Fernand Jourdenais be appointed Vice-Chairman of this Committee.

The Chairman authorized that the following documents be filed with the Clerk of the Committee as exhibits:

(a) Letter from N. Tahiri, President of the Afghan Association of Ontario to D. Conn, Director of Immigration, Ontario Region, Canada Employment and Immigration Commission, concerning problems that Afghan immigrants face regarding translation and interpretation facilities (*Exhibit "TRAV-95"*); and

(b) Letter from Charles Groos of the Legal Services Society of British Columbia, dated January 15, 1986, concerning the Committee's Fifth Report and a letter sent by Mr. Groos to the Hon. Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration, containing his observations (*Exhibit "TRAV-96"*).

At 6:21 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, FEBRUARY 11, 1986
(69)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:30 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Gerry Weiner and Andrew Witer.

Alternates present: Dan Heap, Jean-Luc Joncas and Sergio Marchi.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 28 JANVIER 1986
(68)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration tient, aujourd'hui à 18 h 15, sa séance d'organisation.

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Gerry Weiner, Andrew Witer.

Substituts présents: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Jean-Luc Joncas.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr et Margaret Young, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart, Louise Thibault et Judith Nolté.

Le greffier du Comité préside l'élection du président.

Sur motion de Fernand Jourdenais, appuyé par Jean-Pierre Blackburn, il est convenu,—Que Jim Hawkes occupe le fauteuil à titre de président du présent Comité.

Jim Hawkes occupe le fauteuil.

Sur motion d'Andrew Witer, appuyé par Gerry Weiner, il est convenu,—Que Fernand Jourdenais assume la vice-présidence du présent Comité.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

a) la lettre de N. Tahiri, président de l'*Afghan Association of Ontario*, à D. Conn, directeur de l'Immigration, région de l'Ontario, Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au sujet des difficultés auxquelles les immigrants afghans se heurtent en ce qui concerne les services de traduction et d'interprétation (*Pièce «TRAV-95»*); et

b) la lettre de Charles Groos, de la *Legal Services Society of British Columbia*, datée du 15 janvier 1986, concernant le Cinquième rapport du Comité; ainsi qu'une lettre de M. Groos à l'honorable Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, où figurent les observations de ce dernier (*Pièce «TRAV-96»*).

A 18 h 21, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 11 FÉVRIER 1986
(69)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 30, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Gerry Weiner, Andrew Witer.

Substituts présents: Dan Heap, Jean-Luc Joncas, Sergio Marchi.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. From the Committee Research Staff: Anne-Marie Smart. From the Office of Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie.

Witnesses: From the Department of External Affairs: C.M. Shaw, Director, Immigration Affairs Division, Immigration and Social Affairs Bureau; T.B. Sheehan, Director General, Consular and Immigration Affairs Bureau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

T.B. Sheehan made a statement and with C.M. Shaw, answered questions.

The Chairman authorized that the following documents be filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

(a) Letter from Oystein Stabrun, Representative in Canada of the United Nations' High Commissioner for Refugees, dated 22 January 1986 concerning the Sixth Report of the Committee on the Refugee Claims Backlog (*Exhibit "TRAV-97"*); and

(b) Letters from Margaret Third-Tsushina, Executive Director of St. Barnabus Refugee Society, dated 4 December 1985 and 3 February 1986, concerning the Refugee Determination Process and the Refugee Claims Backlog with the responses of the Chairman of the Committee (*Exhibit "TRAV-98"*).

At 6:03 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, FEBRUARY 13, 1986
(70)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 11:10 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Gerry Weiner and Andrew Witer.

Alternates present: Dan Heap and John A. MacDougall.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. From the Committee Research Staff: Anne-Marie Smart. From the Office of Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. From the Office of Dan Heap: Ann John Baptiste.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Joe B. Bissett, Executive Director, Immigration; M. Bustein, Director, Data Analysis and Forecasts; G. Van Kessel, Director, Special Projects, Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Margaret Young, attachée de recherche. Du personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. Du bureau de Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: C.M. Shaw, directeur, Direction des affaires de l'immigration, Direction générale de l'immigration et des affaires sociales; T.B. Sheehan, directeur général, Direction générale des affaires consulaires et de l'immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

T.B. Sheehan fait une déclaration, puis lui-même et C.M. Shaw répondent aux questions.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

a) la lettre d'Oystein Stabrun, représentant au Canada le Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, datée du 22 janvier 1986, concernant le Sixième rapport du Comité portant sur l'arriéré dans le traitement des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e) (*Pièce "TRAV-97"*); et

b) les lettres de Margaret Third-Tsushina, directrice exécutive de la *St. Barnabus Refugee Society*, datées du 4 décembre 1985 et du 3 février 1986, concernant la reconnaissance au Canada du statut de réfugié(e) et l'arriéré dans le traitement des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e), ainsi que les réponses y relatives du président du Comité (*Pièce "TRAV-98"*).

A 18 h 03, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 13 FÉVRIER 1986
(70)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 11 h 10, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson, Gerry Weiner, Andrew Witer.

Substituts présents: Dan Heap, John A. MacDougall.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Margaret Young, attachée de recherche. Du personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. Du bureau de Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. Du bureau de Dan Heap: Ann John Baptiste.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Joe E. Bissett, directeur exécutif, Immigration; M. Bustein, directeur, Division de prévisions et de l'analyse des données; G. Van Kessel, directeur, Projets spéciaux, Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars

year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The witnesses answered questions.

At 1:10 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

MONDAY, FEBRUARY 24, 1986
(71)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 9:46 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom and Andrew Witer.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the House of Commons, Committees and Private Legislation Directorate:* Fiona Bladon, Administrative Assistant. *From the Office of Pauline Browes:* Paul Waldie.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Jean Roberge, Chief, Enforcement and Control, Immigration and Refugee Affairs Division; Gerry Campbell, Deputy Director, Immigration and Refugee Affairs Division. *From the Department of Employment and Immigration:* G. Van Kessel, Director, Special Projects, Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The witnesses answered questions.

At 12:38 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING
(72)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:52 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Gerry Weiner and Andrew Witer.

In attendance: From the Committee Research Staff: Anne-Marie Smart. *From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the House of Commons, Committees and Private Legislation Directorate:* Fiona Bladon, Administrative Assistant. *From the Office of Pauline Browes:* Paul Waldie.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: G. Van Kessel, Director, Special Projects, Immigration; Craig Goodes, Acting Chief, Enforcement Procedures, Operations Branch. *From the Department of External Affairs:* Jean Roberge, Chief, Enforcement and Control, Immigration and Refugee Affairs Division; Gerry Campbell, Deputy Director, Immigration and Refugee Affairs Division.

1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Les témoins répondent aux questions.

A 13 h 10, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 24 FÉVRIER 1986
(71)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 9 h 46, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Andrew Witer.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *De la Chambre des communes, Direction des comités et de la législation privée:* Fiona Bladon, adjointe administrative. *Du bureau de Pauline Browes:* Paul Waldie.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: Jean Roberge, chef, Exécution de la loi et contrôle, Direction des affaires de l'immigration et des réfugiés; Gerry Campbell, directeur adjoint, Direction des affaires de l'immigration et des réfugiés. *Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* G. Van Kessel, directeur, Projets spéciaux, Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Les témoins répondent aux questions.

A 12 h 38, le Comité interrompt les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(72)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 52, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Gerry Weiner, Andrew Witer.

Aussi présents: Du personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. *De la Bibliothèque du parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *De la Chambre des communes, Direction des comités et de la législation privée:* Fiona Bladon, adjointe administrative. *Du bureau de Pauline Browes:* Paul Waldie.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: G. Van Kessel, directeur, Projets spéciaux, Immigration; Craig Goodes, chef intérimaire, Division des formalités d'exécution de la loi, Direction des opérations. *Du ministère des Affaires extérieures:* Jean Roberge, chef, Exécution de la loi et contrôle, Direction des affaires de l'immigration et des réfugiés; Gerry Campbell, directeur adjoint, Direction des affaires de l'immigration et des réfugiés.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The witnesses answered questions.

At 5:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

MONDAY, MARCH 3, 1986
(73)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 9:50 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, John Oostrom and Andrew Witer.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Sergio Marchi:* Michael Kaczorowski. *From the House of Commons, Committees and Private Legislation Directorate:* Fiona Bladon, Administrative Assistant.

Witnesses: From the Canadian Security Intelligence Service: R.H. Lees, Deputy Director, Operations and Liaison; F.G. MacInnis, Security Screening Office; R.K. Leishman, Acting Director General, Foreign Liaison Operation. *From the Department of Health and Welfare:* B. Scott Leslie, Senior Consultant, Immigration and Quarantine Services, Medical Services Branch; L. Black, Assistant Regional Director, Overseas Operations, Medical Services Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The witnesses answered questions.

The Chairman authorized that the following documents be filed with the Clerk of the Committee as exhibits:

(a) Letter from Mohar Budhram, dated February 10, 1986, and enclosures concerning the Sixth Report of the Committee on the Refugee Claims Backlog (*Exhibit "TRAV-99"*); and

(b) Letter from the Hon. Len Evans, Minister of Employment Services and Economic Security, Manitoba, dated February 7, 1986, concerning the Fifth Report of the Committee on the Refugee Determination Process (*Exhibit "TRAV-100"*).

At 1:06 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Les témoins répondent aux questions.

A 17 h 55, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 3 MARS 1986
(73)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 9 h 50, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, John Oostrom, Andrew Witer.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du bureau de Sergio Marchi:* Michael Kaczorowski. *De la Chambre des communes, Direction des comités et de la législation privée:* Fiona Bladon, adjointe administrative.

Témoins: Du Service canadien du renseignement de sécurité: R.H. Lees, directeur adjoint, Opérations régionales et de liaison; F.G. MacInnis, Division du triage sécuritaire; R.K. Leishman, directeur régional intérimaire, Division du service de liaison avec l'étranger. *Du ministère de la Santé et du Bien-être social:* B. Scott Leslie, expert-conseil principal, Services médicaux de l'immigration et de quarantaine, Direction générale des services médicaux; L. Black, directeur régional adjoint, Opérations d'outre-mer, Direction générale des services médicaux.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Les témoins répondent aux questions.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

a) la lettre de Mohar Budhram, datée du 10 février 1986, ainsi que les pièces y jointes concernant le Sixième rapport du Comité portant sur l'arriéré dans le traitement des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e) (*Pièce «TRAV-99»*); et

b) la lettre de l'honorable Len Evans, ministre des Services d'emploi et de la Sécurité économique du Manitoba, datée du 7 février 1986, concernant le Cinquième rapport du Comité consacré à la reconnaissance au Canada du statut de réfugié(e) (*Pièce «TRAV-100»*).

A 13 h 06, le Comité interrompt les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

AFTERNOON SITTING (74)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:51 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes and Andrew Witer.

Alternate present: Sergio Marchi.

In attendance: From the Committee's Research Staff: Anne-Marie Smart. *From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the House of Commons, Committees and Private Legislation Directorate:* Fiona Bladon, Administrative Assistant.

Witnesses: From the Immigration Appeal Board: Joan Denis, Executive Director; Ian Rankin, Special Adviser, Philippa Wall, Senior Legal Adviser.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The witnesses answered questions.

At 5:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

MONDAY, MARCH 10, 1986 (75)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 9:43 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, John Oostrom and Andrew Witer.

Alternate present: Sergio Marchi.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart.

Witnesses: From the Department of External Affairs: K.D. MacKay, Director, East Asia Programs Division; Gerry Campbell, Deputy Director, Immigration and Refugee Affairs Division; A. Nauman, Director, South and Southeast Asia Programs Division; Gordon Whitehead, Director, USSR and Eastern Europe Programs Division; Benno T. Pflanz, Director, Personnel, Social Affairs and Development Assistance Streams; James Trottier, Advisor to Director, South and Southeast Asia Programs Division; Keith Carter, Deputy Director, USSR and Eastern Europe Programs Division; Pierre Giguère, Director, West Europe Programs Division; Hugues Mathieu, Deputy Director, West Europe Programs Division.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (74)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 51, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Andrew Witer.

Substitut présent: Sergio Marchi.

Aussi présents: Du personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. *De la Bibliothèque du parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *De la Chambre des communes, Direction des comités et de la législation privée:* Fiona Bladon, adjointe administrative.

Témoins: De la Commission d'appel de l'immigration: Joan Denis, directeur exécutif; Ian Rankin, conseiller spécial, Philippa Wall, conseiller juridique principal.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Les témoins répondent aux questions.

A 17 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 10 MARS 1986 (75)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 9 h 43, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, John Oostrom, Andrew Witer.

Substitut présent: Sergio Marchi.

Aussi présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart.

Témoins Du ministère des Affaires extérieures: K.D. MacKay, directeur, Direction des programmes en Asie de l'est; Gerry Campbell, directeur adjoint, Direction des affaires de l'immigration et des réfugiés; A. Nauman, directeur, Direction des programmes en Asie du sud et du sud-est; Gordon Whitehead, directeur, Direction des programmes en URSS et en Europe de l'est; Benno T. Pflanz, directeur, Direction du personnel—Filières affaires sociales/Aide au développement; James Trottier, conseiller auprès du directeur, Direction des programmes de l'Asie du sud et du sud-est; Keith Carter, directeur adjoint, Direction des programmes en URSS et en Europe de l'est; Pierre Giguère, directeur, Direction des programmes en Europe de l'ouest; Hugues Mathieu, directeur adjoint, Direction des programmes en Europe de l'ouest.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

The witnesses answered questions.

By unanimous consent, the Chairman appointed John Oostrom to preside over the meeting scheduled for 3:30 o'clock p.m. this day.

The Chairman authorized that the following documents be filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

(a) Letter from Mrs. Marilyn G. Pray of Windsor, Ontario, dated February 15, 1986, concerning layoffs in the auto industry (*Exhibit "TRAV-101"*); and

(b) Letter from Robert J. Armstrong, dated February 15, 1986 concerning the Fifth and Sixth Reports of the Committee on the Refugee Determination Process and the Refugee Claims Backlog (*Exhibit "TRAV-102"*).

At 1:08 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

AFTERNOON SITTING (76)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 3:48 o'clock p.m. this day, the Acting Chairman, John Oostrom, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, John Oostrom and Andrew Witer.

Alternate present: Sergio Marchi.

In attendance: From the Committee's Research Staff: Anne-Marie Smart. *From the Library of Parliament:* Margaret Young, Research Officer. *From the Office of Pauline Browes:* Paul Waldie. *From the House of Commons, Committees and Private Legislation Directorate:* Fiona Bladon, Administrative Assistant.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Gordon Whitehead, Director, USSR and Eastern Europe Programs Division; A. Nauman, Director, South and South-east Asia Programs Division; Pierre Giguère, Director, West Europe Programs Division; Benno T. Pflanz, Director, Personnel, Social Affairs and Development Assistance Streams; Jean Roberge, Chief, Enforcement and Control, Immigration and Refugee Affairs Division; Jacques Denault, Advisor on Portugal to Director, Western Europe Programs Division.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

The witnesses answered questions.

Jim Hawkes took the Chair.

At 4:08 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 4:34 o'clock p.m., the sitting resumed.

Les témoins répondent aux questions.

Par consentement unanime, le président désigne John Oostrom pour présider la réunion prévue pour aujourd'hui, à 15 h 30.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

a) la lettre de M^{me} Marilyn G. Pray, de Windsor, en Ontario, datée du 15 février 1986, concernant les mises à pied dans l'industrie de l'automobile (*Pièce «TRAV-101»*); et

b) la lettre de Robert J. Armstrong, datée du 15 février 1986, concernant les Cinquième et Sixième rapports du Comité consacrés à la reconnaissance au Canada du statut de réfugié(e) et à l'arriéré dans le traitement des demandes de reconnaissance du statut de réfugié(e) (*Pièce «TRAV-102»*).

A 13 h 08, le Comité interrompt les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (76)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi, et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 15 h 48, sous la présidence de John Oostrom, (*président suppléant*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, John Oostrom, Andrew Witer.

Substitut présent: Sergio Marchi.

Aussi présents: Du personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. *De la Bibliothèque du parlement:* Margaret Young, attachée de recherche. *Du bureau de Pauline Browes:* Paul Waldie. *De la Chambre des communes, Direction des comités et de la législation privée:* Fiona Bladon, adjointe administrative.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures: Gordon Whitehead, directeur, Direction des programmes en URSS et en Europe de l'est; A. Nauman, directeur, Direction des programmes en Asie du sud et du sud-est; Pierre Giguère, directeur, Direction des programmes en Europe de l'ouest; Benno T. Pflanz, directeur, Direction du personnel—Filières affaires sociales/Aide au développement; Jean Roberge, chef, Exécution de la loi et contrôle, Direction des affaires de l'immigration et des réfugiés; Jacques Denault, conseiller auprès du directeur pour les questions relatives au Portugal, Direction des programmes en Europe de l'ouest.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

Les témoins répondent aux questions.

Jim Hawkes occupe le fauteuil.

A 16 h 08, le Comité interrompt les travaux.

A 16 h 34, le Comité reprend les travaux.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated September 30, 1985 relating to the Report of the Employment and Immigration Commission for the fiscal year ended March 31, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Wednesday, October 30, 1985, Issue No. 47*).

At 6:34 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 30 septembre 1985 relatif au Rapport de la Commission de l'emploi et de l'immigration pour l'exercice clos le 31 mars 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du mercredi 30 octobre 1985, fascicule n° 47*).

A 18 h 34, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Tuesday, January 28, 1986

• 1815

The Clerk of the Committee: Order, please. Mr. Jourdenais.**Mr. Jourdenais:** I move, seconded by Mr. Blackburn, that Mr. Hawkes be elected chairman of this committee.

Motion agreed to

The Clerk: I declare Mr. Hawkes elected chairman of this committee, and I invite him to take the Chair.**The Chairman:** Thank you very much. Is this to hold the workaholics back?**I** think the only other formal item of business on our agenda this evening is to elect a vice-chairman. I understand there is a previous position for someone to nominate Mr. Jourdenais. Is that true?**Mr. Witer:** I so move.

Motion agreed to

The Chairman: Mr. Jourdenais is continuing as vice-chairman.**Members** should be aware that the parliamentary reform package is not through the House, that the committee has reconstituted and the rules that were in effect in December are in effect at this point. I believe all the motions and other things we did prior to the last meeting in December are still in effect. That is correct from the clerk's point of view. If there is any other item of business, your chairman will entertain that.**Mr. Weiner.****Mr. Weiner:** Mr. Chairman, did you receive a reference from the Minister of State for Immigration dealing with our immigration offices abroad? Has that come to you yet?**The Chairman:** No, it has not. It is my understanding that such a reference exists. I do not know to what extent it is on the agenda of the House Leaders, but for it to move forward to us the normal process is for House Leaders to agree to it and to move concurrence in the reference; until that is negotiated, we do not have that reference.**Does** anybody have any other information? Dan, do you have anything from your House Leader? No. Mr. Blackburn.**Mr. Blackburn (Jonquière):** Mr. Chairman, I would like to remind everyone that we had—I do not know the word in English, but we had a special word before Christmas to give to this committee a report at the beginning of March about work-sharing. I want to be sure we still have that to do before March. Is that right?**The Chairman:** Correct. We set up steering committees, members will remember, to work on a variety of topics: the

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mardi 28 janvier 1986

Le greffier du Comité: À l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Jourdenais.**M. Jourdenais:** Je propose, appuyé par M. Blackburn, que M. Hawkes soit nommé président du Comité.

Motion adoptée

Le greffier: Je déclare M. Hawkes élu président du Comité et je l'invite à prendre le fauteuil de la présidence.**Le président:** Merci beaucoup. Est-ce une manoeuvre en faveur des stakhanovistes?**Je** crois que la seule autre question officielle inscrite à notre ordre du jour est l'élection d'un vice-président. Je crois que quelqu'un a manifesté l'intention de proposer la candidature de M. Jourdenais. N'est-ce pas?**M. Witer:** Je propose sa candidature.

Motion adoptée

Le président: M. Jourdenais est reconduit dans ses fonctions de vice-président.**Je** me permets de vous signaler que la série de réformes parlementaires n'a pas encore été adoptée par la Chambre, que notre Comité est donc reconstitué et que les règlements en vigueur en décembre le sont encore. Je crois que toutes les motions et toutes les autres mesures que nous avons adoptées avant la dernière réunion de décembre sont toujours en vigueur. C'est ce que me confirme le greffier. S'il y a d'autres questions, je suis prêt à vous entendre.**Monsieur Weiner.****M. Weiner:** Monsieur le président, avez-vous reçu un ordre de renvoi du ministre d'État à l'Immigration concernant nos bureaux d'immigration à l'étranger? Avez-vous déjà reçu un tel ordre de renvoi?**Le président:** Non. Je crois savoir que cet ordre de renvoi existe. Je ne sais exactement quel est son statut dans l'ordre du jour des chefs de groupes parlementaires, mais pour qu'il nous soit communiqué il faut d'abord que les chefs de groupes parlementaires se mettent d'accord; tant que cette négociation n'aura pas eu lieu, rien ne se passera.**Est-ce** que quelqu'un a d'autres renseignements? Dan, votre chef de groupe parlementaire vous a-t-il dit quelque chose? Non. Monsieur Blackburn.**M. Blackburn (Jonquière):** Monsieur le président, j'aimerais rappeler à tout le monde qu'on nous avait—je ne connais pas le mot en anglais—qu'on nous avait promis avant Noël un rapport pour le début mars sur le travail partagé. J'aimerais être certain que cette promesse tient toujours. Est-ce exact?**Le président:** Exact. Nous avons, comme vous vous en souviendrez, confié une série de sujets à des comités directeurs:

[Texte]

work-sharing, industrial adjustment was one of those topics; training was another; immigration was a third; and UIC was the fourth, I guess. The researchers are here with us this evening. When we are through the formal part of the meeting, for any members who have the time to stay, the researchers are quite prepared to bring us up to date on what they have been doing. I can assure you all that they have been very, very busy, spending time both in libraries with written documents and also with departmental officials gathering a better sense of the kind of information that exists in the bureaucracy.

They have also sent out on behalf of the committee over 600 letters to a variety of groups across the country with a short questionnaire explaining the anticipated new committees set up and asking really two or three questions: what items are of concern to those groups in our general mandate, whether it be immigration or housing or the UIC or whatever; asking them for the names of contact people with interest in whatever matters it is they identify; and asking whether or not those groups and organizations have any research data that might be of interest to the committee. So we are doing all of that in anticipation of really the parliamentary reform and the variety of tasks we have.

Mr. Heap: Mr. Chairman, is it true that Parliament will prorogue for two months so we can read all that?

An hon. member: That is the \$64,000 question.

The Chairman: If anybody has substantive information, we would all like to know.

Are there any further items for the formal part of the meeting? All right. Thank you all for coming. I declare the meeting officially adjourned. If there is anybody but myself who would like to stay and discuss things with the researchers, we will find that out in a minute. If everybody takes off, then I may meet with the researchers briefly.

• 1820

Thank you all for coming. We will have a steering committee as quickly as we can, to line up a proposed agenda.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

le travail partagé, l'adaptation aux conditions nouvelles était un de ces sujets; la formation en était un autre; l'immigration un troisième; et l'assurance-chômage le quatrième, sauf erreur. Nos documentalistes sont présents. Lorsque la partie officielle de cette réunion sera terminée, pour ceux qui pourront rester, nos documentalistes seront à leur disposition pour leur donner les derniers renseignements. Je peux vous assurer qu'ils ont été tous très occupés, passant leur temps à la fois dans les bibliothèques à étudier des documents et avec les responsables des ministères pour faire le bilan de tout ce qui se trouve actuellement entre les mains de la bureaucratie.

Ils ont également envoyé au nom du Comité plus de 600 lettres à toute une série de groupes comportant un petit questionnaire expliquant la nature des nouveaux comités envisagés et posant en réalité deux ou trois questions: quelles questions relevant de notre mandat général vous intéressent tout particulièrement, qu'il s'agisse d'immigration, de logement ou d'assurance-chômage, que sais-je; quel est le nom de ceux que nous devrions contacter au sujet de ces questions; avez-vous des renseignements, des statistiques qui pourraient intéresser notre Comité. Nous nous sommes en réalité livrés à cet exercice en anticipant sur la réforme parlementaire et sur le genre de tâche qui nous sera confiée.

M. Heap: Monsieur le président, est-il exact que le Parlement va ajourner pendant deux mois pour que nous puissions lire tout cela?

Une voix: C'est la question à 64,000\$.

Le président: Si quelqu'un a des renseignements de source sûre, nous aimerions qu'il les partage avec nous.

Y a-t-il d'autres questions concernant la partie officielle de cette réunion? Très bien. Je vous remercie tous d'être venus. Je déclare officiellement la séance levée. Nous saurons dans une minute si à part moi-même quelqu'un d'autre souhaite rester pour discuter de ces questions avec les documentalistes. Si tout le monde s'en va, je resterai simplement un instant avec les documentalistes.

Merci à tous d'être venus. Nous réunirons le Comité directeur aussi rapidement que possible pour fixer un calendrier provisoire.

La séance est levée.

Pierre Giguère, Director, West Europe Programs Division;
Hugues Mathieu, Deputy Director, West Europe Programs Division;
Jacques Denault, Advisor on Portugal to Director, Western Europe Programs Division.

From the Department of Employment and Immigration:

Joe E. Bissett, Executive Director, Immigration;
M. Bustein, Director, Data Analysis and Forecasts;
G. Van Kessel, Director Special Projects, Immigration;
Craig Goodes, Acting Chief, Enforcement Procedures, Operations Branch.

From the Canadian Security Intelligence Service:

R.H. Lees, Deputy Director, Operations and Liaison;
F.G. MacInnis, Security Screening Office;
R.K. Leishman, Acting Director General, Foreign Liaison Operation.

From the Department of Health and Welfare:

B. Scott Leslie, Senior Consultant, Immigration and Quarantine Services, Medical Services Branch;
L. Black, Assistant Regional Director, Overseas Operations, Medical Services Branch.

From the Immigration Appeal Board:

Joan Denis, Executive Director;
Ian Rankin, Special Adviser;
Philippa Wall, Legal Senior Adviser.

Pierre Giguère, directeur, Direction des programmes en Europe de l'ouest;

Hugues Mathieu, directeur adjoint, Direction des programmes en Europe de l'ouest;

Jacques Denault, conseiller auprès du directeur pour les questions relatives au Portugal, Direction des programmes en Europe de l'ouest.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Joe E. Bissett, directeur exécutif, Immigration;
M. Bustein, directeur, Division de prévisions et de l'analyse des données;
G. Van Kessel, directeur, Projets spéciaux, Immigration;
Craig Goodes, chef intérimaire, Division des formalités d'exécution de la loi, Direction des opérations.

Du Service canadien du renseignement de sécurité:

R.H. Lees, directeur adjoint, Opérations régionales et de liaison;
F.G. MacInnis, Division du triage sécuritaire;
R.K. Leishman, directeur régional intérimaire, Division du service de liaison avec l'étranger.

Du ministère de la Santé et du Bien-être social:

B. Scott Leslie, expert conseil principal, Services médicaux de l'immigration et de quarantaine, Direction générale des services médicaux;
L. Black, directeur régional adjoint, Opérations d'outre-mer, Direction générale des services médicaux.

De la Commission d'appel de l'immigration:

Joan Denis, directeur exécutif;
Ian Rankin, conseiller spécial;
Philippa Wall, conseiller juridique principal.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of External Affairs:

C.M. Shaw, Director, Immigration Affairs Division,
Immigration and Social Affairs Bureau;

T.B. Sheehan, Director General, Consular and Immigration
Affairs Bureau;

Jean Roberge, Chief, Enforcement and Control Immigration
and Refugee Affairs Division;

Gerry Campbell, Deputy Director, Immigration and
Refugee Affairs Division;

K.D. MacKay, Director, East Asia Programs Division;

A. Nauman, Director, South and Southeast Asia Programs
Division;

Gordon Whitehead, Director, USSR and Eastern Europe
Programs Division;

Benno T. Pflanz, Director, Personnel, Social Affairs and
Development Assistance Streams;

James Trottier, Advisor to Director, South and Southeast
Asia Programs Division;

Keith Carter, Deputy Director, USSR and Eastern Europe
Programs Division;

(Continued on previous page)

Du ministère des Affaires extérieures:

C.M. Shaw, directeur, Direction des affaires de l'immigra-
tion, Direction générale de l'immigration et des affaires
sociales;

T.B. Sheehan, directeur général, Direction générale des
affaires consulaires et de l'immigration;

Jean Roberge, chef, Exécution de la loi et contrôle, Direc-
tion des affaires de l'immigration et des réfugiés;

Gerry Campbell, directeur adjoint, Direction des affaires de
l'immigration et des réfugiés;

K.D. MacKay, directeur, Direction des programmes en Asie
de l'est;

A. Nauman, directeur, Direction des programmes en Asie
du sud et du sud-est;

Gordon Whitehead, directeur, Direction des programmes en
URSS et en Europe de l'est;

Benno T. Pflanz, directeur, Direction du personnel—Filières
affaires sociales/Aide au développement;

James Trottier, conseiller auprès du directeur, Direction des
programmes de l'Asie du sud et du sud-est;

Keith Carter, directeur adjoint, Direction des programmes
en URSS et en Europe de l'est;

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 52

Tuesday, March 18, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 52

Le mardi 18 mars 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Organization meeting

CONCERNANT:

Réunion d'organisation



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Gilles Bernier
Pauline Browes
Dan Heap

Sergio Marchi
John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

ORDER OF REFERENCE

Thursday, March 13, 1986

ORDERED,—That the following Members do compose the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration:

Members

Allmand	Jourdenais
Bernier	Marchi
Blackburn (Jonquière)	Oostrom
Browes	Peterson
Hawkes	Rodriguez—(11)
Heap	

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 13 mars 1986

IL EST ORDONNÉ,—Que le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration soit composé des députés dont les noms suivent:

Membres

Allmand	Jourdenais
Bernier	Marchi
Blackburn (Jonquière)	Oostrom
Browes	Peterson
Hawkes	Rodriguez—(11)
Heap	

*ATTESTÉ**pour Le Greffier de la Chambre des communes*

MICHAEL B. KIRBY

for The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 18, 1986
(77)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:12 o'clock p.m., this day, for the purpose of organization.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom, Peter Peterson and John Rodriguez.

Other Member present: Andrew Witer.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, Research Officer.

The Clerk presided over the election of the Chairman.

On motion of Pauline Browes, and seconded by Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That Jim Hawkes do take the Chair of this Committee as Chairman.

Jim Hawkes took the Chair.

After debate, on motion of Pauline Browes, it was agreed,—That Jean-Pierre Blackburn be elected as Vice-Chairman (Labour and Employment) of this Committee.

After debate, on motion of John Oostrom, it was agreed,—That Fernand Jourdenais be elected as Vice-Chairman (Immigration and Housing) of this Committee.

On motion of Peter Peterson, it was agreed,—That the Committee print 1,000 copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence*.

Fernand Jourdenais moved,—That the Sub-committee on Agenda and Procedure be composed of the Chairman, a Vice-Chairman and a representative of each of the political parties; and that either the Vice-Chairman (Labour and Employment) or the Vice-Chairman (Immigration and Housing) shall call the meeting and preside over the meeting.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on division.

Fernand Jourdenais moved,—That the Chairman be authorized to hold meetings and to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that another member is present.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on the following division: Yeas: 4; Nays: 3.

On motion of Jean-Pierre Blackburn, it was agreed,—That, at the discretion of the Chairman, reasonable travel and living expenses be paid to witnesses invited to appear before the Committee and that for such payment of expenses, a limit of three (3) representatives per organization be established.

After debate, on motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That the Committee approve a budget of \$88,878.47 for travel abroad, as presented by the Chairman, in relation to the Committee's Order of Reference dated March 13, 1986 concerning Family Class immigration.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 18 MARS 1986
(77)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration tient, aujourd'hui à 18 h 12, sa séance d'organisation.

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom, Peter Peterson, John Rodriguez.

Autre député présent: Andrew Witer.

Aussi présent: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, attaché de recherche.

Le greffier préside l'élection du président.

Sur motion de Pauline Browes, appuyée par Jean-Pierre Blackburn, il est convenu,—Que Jim Hawkes assume la présidence du Comité en qualité de président.

Jim Hawkes occupe le fauteuil.

Après débat, sur motion de Pauline Browes, il est convenu,—Que Jean-Pierre Blackburn soit élu vice-président (travail et emploi) du présent Comité.

Après débat, sur motion de John Oostrom, il est convenu,—Que Fernand Jourdenais soit élu vice-président (immigration et logement) du présent Comité.

Sur motion de Peter Peterson, il est convenu,—Que le Comité fasse imprimer 1 000 exemplaires de ses *Procès-verbaux et témoignages*.

Fernand Jourdenais propose,—Que le Sous-comité du programme et de la procédure se compose du président, d'un vice-président et d'un représentant de chacun des partis politiques; et que le vice-président (travail et emploi) ou le vice-président (immigration et logement) convoque et préside la réunion.

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée avec voix dissidente.

Fernand Jourdenais propose,—Que le président soit autorisé à tenir des réunions, à recevoir des témoignages et à en permettre l'impression en l'absence du quorum, pourvu qu'un autre membre soit présent.

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée avec voix dissidente comme suit: Pour: 4; Contre: 3.

Sur motion de Jean-Pierre Blackburn, il est convenu,—Que, à la discrétion du président, les témoins invités à comparaître devant le Comité soient remboursés des frais de déplacement et de séjour jugés raisonnables, jusqu'à concurrence de trois (3) délégués par organisme.

Après débat, sur motion de Fernand Jourdenais, il est convenu,—Que le Comité approuve le budget de 88,878.47\$ en prévision de déplacement à l'étranger, tel que présenté par le président dans le cadre de l'ordre de renvoi du Comité en date du 13 mars 1986 touchant l'immigration de membres de la catégorie de la famille.

After debate, on motion of John Oostrom, it was agreed,—That the Committee authorize Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi, John Oostrom and Peter Peterson, or their designated substitutes, to travel abroad in relation to the Committee's Order of Reference dated March 13, 1986 concerning Family Class immigration; and that the necessary staff do accompany the Members in their travel abroad.

After debate, on motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That, in keeping with protocol and the hospitality policy of the House of Commons, Members travelling abroad be authorized to extend gifts to hosts whenever deemed necessary by Members of the Committee.

John Oostrom moved,—That the Committee retain the services of Bal Dodd, effective from March 17 to 31, 1986, to assist the Committee in its consideration of its Order of Reference dated March 13, 1986 concerning Family Class immigration.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on division.

After debate, on motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That once the Committee obtains its budgetary authority for any part of the fiscal year 1986-87, the Chairman be authorized to extend the research contracts of Anne-Marie Smart and Louise Thibault with the concurrence of a majority of the appropriate members on the Sub-committee on Agenda and Procedure.

After debate, on motion of Fernand Jourdenais, it was agreed,—That the Chairman be authorized to request the research services of Eric Adams, Kevin Kerr and Margaret Young from the Library of Parliament on a maximum-availability basis.

Jean-Pierre Blackburn moved,—That the Committee authorize the Chairman to engage the services of two more researchers, if sufficient funds are available.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on division.

At 7:34 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Après débat, sur motion de John Oostrom, il est convenu,—Que le Comité autorise Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi, John Oostrom et Peter Peterson, ou les personnes désignées pour les remplacer, à se rendre à l'étranger dans le cadre de l'ordre de renvoi du Comité du 13 mars 1986 concernant l'immigration de membres de la catégorie de la famille; et qu'ils se fassent accompagner du personnel nécessaire.

Après débat, sur motion de Fernand Jourdenais, il est convenu,—Que, en accord avec la politique de la Chambre des communes en matière de protocole et d'hospitalité, les membres qui se rendent à l'étranger soient autorisés à offrir des présents à leurs hôtes ou hôtesse, chaque fois que lesdits membres du Comité le jugeront nécessaire.

John Oostrom propose,—Que le Comité retienne les services de Bal Dodd, du 17 au 31 mars 1986, pour aider le Comité dans l'étude que celui-ci fera de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 concernant l'immigration de membres de la catégorie de la famille.

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée avec voix dissidente.

Après débat, sur motion de Fernand Jourdenais, il est convenu,—Que lorsque le Comité aura obtenu l'autorisation budgétaire à l'égard de toute période de l'exercice 1986-1987, le président soit autorisé à prolonger les contrats de recherche d'Anne-Marie Smart et de Louise Thibault, avec l'assentiment d'une majorité des membres aptes à statuer du Sous-comité du programme et de la procédure.

Après débat, sur motion de Fernand Jourdenais, il est convenu,—Que le président soit autorisé à faire appel, pour des travaux de recherche, à Eric Adams, à Kevin Kerr et à Margaret Young, de la Bibliothèque du parlement, et ce pour aussi longtemps qu'ils seront disponibles.

Jean-Pierre Blackburn propose,—Que le Comité autorise le président à retenir les services de deux autres chargés de recherche, si l'état des finances le permet.

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée avec voix dissidente.

A 19 h 34, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Tuesday, March 18, 1986

• 1811

The Clerk of the Committee: Hon. members, I see a quorum. Your first item of business is to elect a chairman. I am ready to entertain motions to that effect.

Mrs. Browes: I would like to make the motion that Jim Hawkes be the chairman of this committee.

Mr. Blackburn: I second the motion.

Motion agreed to

The Clerk: I invite Mr. Hawkes to take the Chair.

The Chairman: Thank you. That makes three elections in a year and a half. I gather that all committees expire at the end of December and they re-form in January, according to the new Standing Orders.

I thank you for the opportunity to continue to serve in the chairperson's chair. Members will know that the committee has been very active since its original formation in 1984, and if anything, I think the activity level for the year ahead will be even greater.

Before we move to the next item on the agenda, I would remind members that three of the Nielsen task force's reports were referred to this committee for action; that the Forget commission is working away, and in all likelihood something will be referred to this committee out of that exercise; and as of March 13 the House of Commons asked us in an order of reference to examine the issue of family processing and to report back by May 30. So that is a somewhat larger workload than I think is typical of standing committees.

Members will also recall that much of our work has been dominated by immigration concerns over the past year. After consultations with some but not all members of the committee in the last couple of days, I would like to make a proposition to you. The next item on our agenda is the election of vice-chairman. I would like to propose to the members that there would be some wisdom in selecting two vice-chairmen: one to serve as vice-chairman for immigration and housing matters, and the second to serve as vice-chairman for the labour and employment matters.

Later on you will find in the suggested agenda the proposition that we have two steering committees, again related to those two issues, again with representation from each of the parties, with the vice-chairman serving . . . it would be my view that the vice-chairman might profitably chair the two steering committees and that your chairman might be a member of the two steering committees, to bridge back and forth. But if we clearly define the responsibility for holding the steering committees, calling them together, we might get a plan of action on the two sides of our mandate that makes sure one side does not dominate the other. If there is a fault I think we have had in the past year, it is that one side of our responsibil-

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mardi 18 mars 1986

Le greffier du Comité: Honorables députés, vous avez le quorum. Le premier point à l'ordre du jour consiste à élire un président et je suis prêt à entendre les motions à cet égard.

Mme Browes: J'aimerais proposer que Jim Hawkes assume la présidence du Comité.

M. Blackburn: J'appuie la motion.

La motion est adoptée

Le greffier: J'invite maintenant M. Hawkes à occuper la présidence.

Le président: Je vous remercie. Cela fait donc trois élections en un an et demi. J'imagine que tous les comités expireront à la fin du mois de décembre pour se reconstituer en janvier, du moins c'est ce que prévoit le nouveau règlement.

Je vous remercie de me permettre ainsi de rester président du Comité. Les députés savent que c'est un comité qui est très actif depuis sa création en 1984 et je pense qu'à tout le moins nos activités pour l'année qui s'annoncent vont être encore plus intenses.

Avant de passer au point suivant à l'ordre du jour, j'aimerais rappeler aux députés que trois des rapports du Comité Nielsen ont été renvoyés au Comité. Il y également la Commission Forget qui, selon toute vraisemblance, va nous donner du travail à un moment donné. Le 13 mars dernier, la Chambre des communes nous demandait également par ordre de renvoi d'étudier la question des familles pour faire rapport le 30 mai. Voilà donc un programme quelque peu plus chargé que la moyenne des comités permanents.

Les députés se souviendront également que le plus gros de nos travaux a été consacré, l'an dernier, aux questions d'immigration. Après avoir consulté quelques-uns des membres du Comité ces derniers jours, mais non point tous, j'aimerais vous faire une proposition. Le point suivant à l'ordre du jour est l'élection d'un vice-président et j'aimerais vous proposer que, dans votre sagesse, vous élisiez deux vice-présidents, l'un qui sera compétent en matière d'immigration et de logement et le second qui s'occupera des questions de travail et d'emploi.

Vous vous rendrez compte également dans notre projet de programme que nous proposons deux sous-comités, encore une fois un pour chacun de ces domaines, le vice-président faisant fonction dans chaque cas . . . à mon avis, le vice-président pourrait j'imagine présider les deux sous-comités et le président en être membre, afin de faire la soudure. Mais si nous définissons bien les responsabilités des sous-comités, si nous les convoquons ensemble, nous pourrions à ce moment-là arriver à un plan d'action pour les deux composantes de notre mandat, un plan d'action tel que l'une des composantes ne l'emporte pas sur l'autre point. Si nous avons manqué à nos obligations comme ce fut je pense le cas l'an dernier, c'est que précisément

[Texte]

ity has clearly dominated the activity of members. This might be a way to straighten that out. That is your chairman's recommendation, and you will find on the agenda for Issue 52, which you have in front of you, there is an appropriate motion that would accomplish that goal. Perhaps we could discuss whether we should have the two or not, and then if we decide on it, then move to your chairman accepting motions for who those people should be.

• 1815

Mr. Allmand: I have my doubts whether it is a good thing to have two vice-chairmen. But if we do, why would you have employment and labour together and immigration and housing together when you have a Minister in the House who is responsible for labour and housing? Our critic, Sheila Copps, is labour and housing. She shadows your Minister. If you split them the way you are going to split them, Sheila is going to have to be on both committees as a replacement. Right now she is a first replacement. We only have two on the committee, but we have three critics who are designated for this committee. Her critic is your Minister. You have one Minister who does housing and labour. I forget how the NDP do their work. I do not know if it is more convenient for them that way, or not.

The Chairman: The clerk has a hand-out about the new rules and the issue of substitution. The thrust of that, I think, is there is a single committee. This is the committee with the 11 members, and the membership is vested in the committee members. Members, within five calendar days, must provide a list which can be from one to five substitutes for themselves. Members could have the same list of five names or a different list of five names, but only those names submitted to the clerk can come to a committee meeting and function in place of the member.

There is no real formal status to a Subcommittee on Agenda and Procedure. I think there is a lot of wisdom in having every party represented on such a committee, because they bring forward recommendations to the full committee, but it is the full committee that takes action on those recommendations. You could have people at meetings like that who are not members of the committee and not on the substitute list. If a particular party wanted to be represented by someone, simply to provide advice and to argue and then to bring forward proposals, membership on the committee is not a limiting factor. Membership is important in a voting sense when you are dealing with the recommendations of the subcommittee.

On the second part of it, it seemed to me that labour issues, unemployment insurance issues, and training issues are very closely related. A very large bag of activities are involved in there, everything from health and safety to unemployment insurance. Housing is a discrete issue, and it could be plunked in either of those subcommittees. It just seemed to me to make sense to put it in with immigration, but I have no strong feeling on it. I do think the labour and employment issues, when you are trying to have a steering committee, kind of

[Traduction]

une des deux composantes de notre mandat l'a emporté sur l'autre et cette proposition pourrait par conséquent représenter l'amorce d'une solution. Voilà donc ce que je vous recommande et vous trouverez à l'ordre du jour pour le fascicule 52, que vous avez d'ailleurs devant vous, le texte d'une motion dans ce sens. Peut-être pourrions-nous discuter pour voir si nous devons avoir effectivement les deux, après quoi, si nous décidons, vous pourriez proposer des motions de mise en candidature.

M. Allmand: Je ne sais pas vraiment si c'est une bonne chose d'avoir deux vice-présidents mais, si nous en avons effectivement deux, pourquoi regrouper l'emploi et le travail d'une part et l'immigration et le logement de l'autre alors qu'il y a à la Chambre un ministre responsable du travail et du logement? Notre porte-parole, Sheila Copps, a le travail et le logement pour responsabilité et elle suit votre ministre. Si vous scindez les deux de cette façon, Sheila va devoir siéger aux deux comités comme remplaçante alors qu'à l'heure actuelle elle ne l'est qu'une seule fois. Nous n'avons que deux membres au comité mais nous avons trois portes-parole désignés. Elle se charge de votre ministre. Vous avez un ministre responsable du logement et du travail—je ne sais pas trop bien comment le NPD travaille, je ne sais pas si c'est une solution qui lui conviendrait davantage, je l'ignore.

Le président: Le greffier a quelques feuilles à vous remettre à propos du nouveau règlement et de ce qu'il dit des substituts. Dans l'ensemble, le fait est qu'il ne s'agit que d'un seul comité. C'est un comité qui compte 11 membres et ce sont eux qui constituent le Comité. Les députés doivent, sous cinq jours civils, fournir une liste de substituts, comptant de un à cinq noms, qu'ils auront désignés. Les députés peuvent avoir la même liste ou des listes différentes, mais seuls les députés dont les noms auront été soumis au greffier pourront siéger au comité en qualité de substitut.

Rien ne précise officiellement le statut du sous-comité de l'ordre du jour et de la procédure. Je pense qu'il est assez raisonnable de faire en sorte que chaque parti soit représenté, étant donné que le sous-comité soumet au Comité ses recommandations, mais que c'est le comité plénier qui agit en conséquence. Si un parti veut être représenté par quelqu'un, afin de présenter et de soutenir des arguments par exemple ou des propositions, le fait d'appartenir au Comité n'est pas un facteur limitatif. Cela l'est toutefois pour les votes qui ont trait aux recommandations du sous-comité.

Pour revenir à la deuxième partie, il me semble que les questions relatives au travail, à l'assurance-chômage et à la formation sont étroitement liées. Il y a énormément d'activités que tout cela sous-tend, activités allant de l'hygiène et de la sécurité à l'assurance-chômage. Le logement est un domaine mieux circonscrit qui pourrait être greffé à l'un ou l'autre des deux sous-comités. Il me semblait donc logique de le greffer à l'immigration, mais je n'ai pas vraiment d'idée bien arrêtée à ce sujet. Je pense toutefois que les problèmes de travail et

[Text]

come together. Different ministries are involved, but the sense of those issues is closely related; they are interrelated all the time.

Mr. Allmand: Well, for good or for bad, the Prime Minister has decided to put labour and housing with the same Minister. When you are studying the estimates, I would think it makes it easier when you invite your Minister of Labour, and you are lining him up... It looks like you are going to have two steering committees. To plan the attendance of your Minister of Labour for estimate hearings, it just seems to me it is easier to handle if you have labour and housing together. I do not care if you put labour and housing with immigration or labour and housing with employment, but it does not make sense to me to split up labour and housing.

The Chairman: Mr. Heap.

Mr. Heap: I obviously do not personally find a problem with having immigration and housing together. I will be here for one or the other. But I want the functions of the two committees made clear.

• 1820

Mr. Allmand, for example, has suggested that, if we split it the way you suggest, we would need to bring the same Minister to one committee for labour estimates and to the other committee for housing estimates. Now, will those committees be the ones questioning the Minister on estimates or will it be the whole committee?

The Chairman: It will be the whole committee. When we have a meeting on estimates, then it is the 11 members or their substitutes who come.

Mr. Heap: Okay.

The Chairman: They are just planning committees to meet informally to recommend whether we should have three hearings or five or two and what days we should have them. That is the basic purpose.

Mr. Heap: So they will not be taking evidence in the sense of having it recorded and so on?

The Chairman: No.

Mr. Heap: Or voting on decisions?

The Chairman: No, no.

Mr. Allmand: If that is the case, then the same two people would probably go to the steering committee for all things because we would have... I do not know why we have two steering committees.

The Chairman: When I was thinking of it, if it is divided the way I suggest, then, the steering committee chaired for labour and employment—I assumed, of the two Liberals, you would go to that one. Mr. Marchi would go to the immigration and housing one, unless he wanted somebody else to go in his place on a particular day. If you have a steering committee with a representative from each party, then the party sends the person... depending on the agenda topic. But by having the

[Translation]

d'emploi sont en quelque sorte liés du point de vue d'un comité directeur. Il y a plusieurs ministères en cause mais dans une certaine mesure tous ces problèmes sont étroitement liés et imbriqués les uns dans les autres.

M. Allmand: Disons que pour le meilleur ou pour le pire le Premier ministre a décidé de confier le travail et le logement au même ministre. Lorsqu'on étudie le budget, je pense que c'est plus facile d'inviter le ministre du Travail et de le prévoir... en fait il semble bien qu'il faille deux comités directeurs. En effet, prévoir le calendrier de séance du ministre du travail pour l'étude du budget me semblerait plus facile à faire si le travail et le logement étaient regroupés. Peu importe pour moi si le travail et le logement sont accolés à l'immigration ou le travail et le logement accolés à l'emploi, mais il ne me semble pas logique de séparer travail et logement.

Le président: Monsieur Heap.

M. Heap: Personnellement, je n'ai rien à opposer à l'idée de regrouper immigration et logement. Je viendrai pour l'un comme pour l'autre mais je veux que les fonctions des deux comités soient bien claires.

M. Allmand ainsi suggère, si nous scindons les deux comme vous le proposez, qu'il nous faudrait faire comparaître le même ministre devant un comité pour parler du budget du travail et devant l'autre pour parler du budget du logement. Mais sont-ce ces comités-là qui vont interroger le ministre à propos du budget ou est-ce plutôt le comité plénier?

Le président: Il devrait s'agir du comité plénier. Lorsque nous siégeons à propos du budget, nous devons siéger avec les onze membres ou leurs substituts.

M. Heap: Parfait.

Le président: Ce sont simplement des comités de planification qui se réuniront officieusement afin de recommander le nombre d'audiences à tenir et les jours consacrés aux audiences. Voilà l'objectif principal.

M. Heap: Mais ils n'entendront pas des témoins comme nous le faisons en séance plénière, c'est cela?

Le président: C'est cela.

M. Heap: Ils ne voteront pas non plus.

Le président: Pas du tout.

M. Allmand: Si c'est cela, les deux mêmes députés pourraient probablement aller au comité directeur dans tous les cas parce que nous aurions... Je ne sais pas pourquoi il nous faudrait deux comités directeurs.

Le président: Lorsque j'y réfléchissais, j'avais pensé que si nous séparions les deux comme je le propose, le comité directeur du travail et de l'emploi—j'imagine que des deux députés libéraux, c'est vous qui iriez à celui-là. M. Marchi irait au sous-comité chargé de l'immigration et du logement à moins qu'il veuille se faire remplacer à un moment donné. Si vous avez un comité directeur avec un représentant de chaque parti, le parti envoie la personne qui... Ça dépend du sujet à l'ordre du jour. Mais si ce sont les vice-présidents qui prési-

[Texte]

vice-chair people chairing those, then you have some push to make sure things happen.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, once you have allocated time for immigration, then Mr. Marchi would go all the time, but when you are having steering committees to decide when, for example, you are going to have the estimates dealt with, including all the estimates... By the way, there are some things in the Department of Employment and Immigration that are administrative, divisions of that department that apply to both sides. The Minister is responsible for both sides.

In the total allocation of time of the committee, it would not be fair for me to be there alone or... There has to be somebody who oversees the whole division. Once you divide it up, then, on the calling of witnesses, Mr. Marchi could go, and I could go for employment. Ms Copps would go for labour and so on. You need some co-ordinating person in each party who will oversee the total work, just like you will.

The Chairman: Let me just reflect on my experiences as your chairman now for a year and a half.

We had maybe a half dozen steering committee meetings. The membership on those steering committees was like a rotating door. It was different people from different parties almost every time. It was a six-member committee and the members who came would vary. Sometimes we had the immigration side coming and sometimes the more employment-oriented side. It was difficult to have a conversation with background knowledge about all of the things.

In particular, the opposition members are specialized in terms of a major responsibility. They tend to be the equivalent to a Cabinet Minister but in opposition. It is your job to spearhead your troops on the employment issues. If we are going to plan a series of hearings on employment issues, I think it is important for you to be at the meeting that does the planning. But if we are planning a series of meetings on immigration issues, I think it is important for your immigration critic to be there. They know the subject-matter and can tell whether it should be three meetings or five meetings or two. They make a better contribution concerning the witnesses, etc. The advice which comes forward will be more solid advice, but the decision-making is the total committee.

The committee is master of its destiny and sets its agenda. But if you do a little pre-planning, it should go quicker, and the more expert the people are in the planning, the more sensible the meetings will be.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, that is not the way we did it. I was the principally designated person for my party on the committee, possibly because all the others were all new members, and we discussed among ourselves and decided who

[Traduction]

dent, vous avez davantage le moyen d'insister pour obtenir ce que vous voulez.

M. Allmand: Monsieur le président, dès lors que nous avons prévu certains créneaux pour l'immigration, M. Marchi suivrait toutes les séances, mais s'il y a des comités directeurs qui décident par exemple des dates réservées à l'étude du budget, et j'entends par là tous les budgets... En passant d'ailleurs, il y a au ministère de l'Emploi et de l'Immigration certaines composantes administratives, des divisions du ministère qui s'appliquent aux deux et le ministre est responsable dans les deux cas.

En répartissant donc ainsi le temps à la disposition du comité, ce ne serait pas très juste si j'y allais seul ou... Il faut quand même que quelqu'un supervise tout ce processus de répartition. Une fois que la répartition est faite, les témoins ayant été convoqués, M. Marchi pourrait aller à celui-là et moi à l'emploi. M^{me} Copps s'occuperait du travail et ainsi de suite. Mais il faut dans chaque parti quelqu'un qui se charge de la coordination du travail si vous voulez.

Le président: Laissez-moi vous dire quelques mots de la leçon que j'ai tirée de mon expérience de président depuis un an et demi.

Nous avons eu peut-être une demi-douzaine de réunions du comité directeur. Les membres de ce comité étaient rarement les mêmes. Presque chaque fois, les partis étaient représentés par quelqu'un d'autre. Ce comité comptait six membres et ces membres n'étaient jamais les mêmes. Parfois c'était les gens qui s'intéressaient à l'immigration, parfois c'était ceux qui s'intéressaient davantage à l'emploi. Il était chaque fois fort difficile de discuter en tenant compte de ce qui s'était fait auparavant dans tous les domaines.

Et d'ailleurs les députés de l'opposition se spécialisaient dans tel ou tel grand dossier. Ils ressemblent un peu à un ministre du Cabinet mais qui n'aurait pas de portefeuille. Votre rôle consiste à mobiliser vos troupes pour tout ce qui touche à l'emploi. Si nous voulons organiser une série de réunions consacrées à l'emploi, je pense qu'il est important que vous soyez à cette réunion de planification. Si nous voulons organiser une série de réunions sur l'immigration, je pense qu'il est important que votre porte-parole officiel en matière d'immigration soit là. Ils connaissent en effet bien le sujet et ils sont bien placés pour nous dire s'il faudrait y consacrer trois séances, cinq séances ou deux séances. De même, ils sont beaucoup mieux placés dès lors qu'il s'agit d'établir la liste des témoins, etc. Par conséquent, les conseils dont nous profiterons ainsi se tiendront beaucoup mieux, mais en revanche, la décision finale appartient au comité plénier.

C'est le comité qui décide de ce qu'il va faire, qui décide de son programme. Mais avec un petit peu de planification préalable, les choses peuvent aller beaucoup plus vite et plus les planificateurs sont experts en la matière, meilleures seront nos réunions.

M. Allmand: Monsieur le président, ce n'est pas comme cela que nous procédions. J'étais désigné par mon parti comme le principal protagoniste aux fins de ce comité-ci, sans doute parce que tous les autres étaient plus nouveaux que moi, et

[Text]

would go to the steering committee. It was not because the committee had . . . and I would like to keep it that way. There had to be somebody co-ordinating the total work of our party before this committee and we did it in consultation among ourselves. I do not know why we have to change it, but . . .

• 1825

The Chairman: You can see the bulletin on the top of page 2, and maybe your fears go away. Maybe I have explained it badly.

Mr. Allmand: On the top of page 2?

The Chairman: Yes.

Mr. Allmand: If you want to have two subcommittees, that is all right with me. But I just suggest that it is better that we still have housing and labour together, because I can see problems for our party. And I can even see problems for your Minister, but do it . . .

Mr. Marchi: I was going to make the suggestion on the strength of that, if we are to split up, and I can see some merit to having the two different arms at the steering committee level. Would we be able simply to have labour, employment and housing as one and simply immigration as another?

An hon. member: Three subcommittees?

Mr. Marchi: No, no, no. Two subcommittees with two steering committees. However, one would have the three sectors, labour, employment and housing. The other one would be solely immigration.

Mrs. Browes: Mr. Chairman, it seems difficult to get your attention.

The Chairman: I am sorry. You are on the list, but . . .

Mrs. Browes: Yes. Four or five speakers later. But in any case, I think what Mr. Allmand has said really does make a lot of sense, to put housing in with labour. I would move, to move this along a little bit, that Mr. Blackburn be the vice-chairman for employment, labour and housing.

The Chairman: Okay. We have a motion. Is there a seconder first of all? Then I will come to . . .

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, no. I have something to say. I listened to Warren's proposal and his suggestion of putting one subcommittee on immigration and then another subcommittee on labour, housing and employment. That might solve Sheila Copps' problem, but it creates a problem for Dan Heap because he is the immigration critic and the housing critic.

An hon. member: Why do we not stay the way we were?

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, let me make the suggestion that I think would resolve the problem. I think we should have one steering committee. I think when the steering committee decides, for example, that there is an issue that involves immigration hearings, the group who will plan the schedule of

[Translation]

nous avons discuté de la chose entre nous avant de choisir qui d'entre nous irait au comité directeur. Ce n'est pas parce que le comité avait . . . et j'aimerais que nous continuions à procéder de cette façon. Il fallait quelqu'un pour coordonner le travail d'ensemble de notre parti avant le comité et c'est ce que nous faisons en consultation. Je ne vois pas pourquoi nous devrions y changer quoi que ce soit, mais . . .

Le président: Regardez le bulletin en haut de la page 2 et vos craintes se dissiperont peut-être. Peut-être mes explications n'ont-elles pas été bonnes.

M. Allmand: En haut de la page 2?

Le président: C'est cela.

M. Allmand: Si vous voulez deux sous-comités, cela ne me dérange pas mais je vous dis simplement qu'il serait préférable de conserver le logement et le travail ensemble parce qu'autrement notre parti aurait des problèmes. D'ailleurs même votre ministre en aurait, mais faites-le . . .

M. Marchi: J'allais d'ailleurs proposer, dans cette veine, que si nous nous scindons—et je conçois qu'au niveau du comité directeur la chose puisse avoir certains avantages—nous pourrions simplement avoir le travail, l'emploi et le logement dans un cas et l'immigration dans l'autre?

Une-voix: Trois sous-comités?

M. Marchi: Pas du tout. Deux sous-comités, deux comités directeurs. Un des deux comporterait trois domaines, le travail, l'emploi et le logement et l'autre ne s'occuperait que de l'immigration.

Mme Browes: Monsieur le président, il semble difficile de retenir votre attention.

Le président: Excusez-moi, vous êtes sur la liste . . .

Mme Browes: En effet. Mais dans quatre ou cinq tours. Quoi qu'il en soit, je pense que ce que M. Allmand a dit est parfaitement logique, c'est-à-dire joindre le logement au travail. Je proposerais, pour que nous avançons, que M. Blackburn soit le vice-président chargé de l'emploi, du travail et du logement.

Le président: D'accord. Nous avons une motion, quelqu'un peut-il l'appuyer? Ace moment-là je vais . . .

M. Rodriguez: Non, monsieur le président. J'ai quelque chose à dire. J'ai écouté la proposition de Warren, c'est-à-dire un sous-comité pour l'immigration et un autre sous-comité pour le travail, le logement et l'emploi. Cela réglerait sans doute le problème de Sheila Copps, mais pas du tout celui de Dan Heap parce que c'est lui qui est le porte-parole en matière d'immigration et en matière de logement.

Une voix: Pourquoi ne pas procéder comme auparavant?

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'aimerais faire une proposition qui pourrait peut-être nous aider à résoudre le problème. Nous devrions je pense avoir un seul comité directeur. Lorsque le comité directeur décide par exemple qu'un domaine exige que nous siégions en matière d'immigra-

[Texte]

meetings, it will be Dan Heap who will go, because he is the immigration critic. And whoever it is from the Liberals and whoever it is from the Conservatives. That means that people involved in immigration can then lay out a strategy and a set of hearings and witnesses to be called. When it has to do with housing, then the person who is responsible for housing would go and participate in setting out the schedule. But when we meet as an overall one committee to set out the agenda, we would decide if Warren is the key person for his group, and I am the key person for our group so I would go and participate in setting the schedule, for example, on estimates.

Therefore, I suggest one steering committee with the understanding that when you are dealing with particular aspects of labour, employment, housing and immigration, then a steering committee would be set up to do that.

M. Jourdenais: Monsieur le président, la proposition de monsieur, c'est exactement la même chose, c'est pour prévenir que M. Dan Heap ne soit pas obligé de se couper en deux; mais cela va être exactement la même chose. Si on a un *steering committee* qui décide de parler seulement d'immigration, c'est Dan Heap qui va venir; si on a un *steering committee* qui veut parler d'emploi et de logement, deux d'entre vous viendront. C'est encore Dan Heap qui est responsable du logement, de cette façon. Cela revient au même.

Mr. Allmand: Not all the time, because . . .

Mr. Jourdenais: We are talking about Dan Heap, now . . .

Mr. Allmand: I know. But what could happen is that, say those two steering . . . I would rather have it as one steering committee and each party sends whoever they feel is appropriate.

• 1830

If you had two steering committees it could end up that the two of them may be meeting at the same time, and we only have one person to send that particular day. It often happened, although Lucie was the immigration critic, that I had to go in her place and she often went in my place; it was the only way we were able to do it. If there are two or three away and if Sergio happens to be away, I would go in his place and he would come in mine sometimes. So I do not know why we cannot have one steering committee—this was not a major problem—and we decide ourselves in our parties who to send to the meeting.

The Chairman: Let me, if I can, separate the issues. Let us just deal with whether we should have two vice-chairmen, then we will deal in the proper sequence with the steering committee thing.

Pauline Browes has made a motion that Jean-Pierre Blackburn be a vice-chairman of the committee.

[Traduction]

tion, le groupe qui va organiser notre calendrier de réunions aura pour représentant de notre côté Dan Heap parce que c'est lui qui est le porte-parole en matière d'immigration. Et il en sera de même du côté libéral et du côté conservateur. Cela veut dire que les gens qui s'occupent de l'immigration pourront établir une stratégie et organiser une série de réunions avec une liste de témoins. Lorsqu'il s'agira du logement, le porte-parole en matière de logement assistera à la réunion du comité directeur et participera à l'organisation du programme. Mais lorsque nous nous réunissons tous ensemble en un seul comité pour établir notre ordre du jour, nous déciderons si c'est Warren le porte-parole de son groupe, si c'est moi qui le suis pour le nôtre, de sorte que je pourrais assister aux séances et participer à l'établissement du programme, par exemple à propos du budget.

Je propose donc un seul comité directeur, étant bien entendu que lorsque nous parlerons de certaines composantes spécifiques comme le travail, l'emploi, le logement et l'immigration, un comité directeur sera constitué dans cette optique.

Mr. Jourdenais: Mr. Chairman, the honourable gentleman's proposal is exactly the same, so that Mr. Heap does not have to be cut in two, but it is exactly the same thing. If we have a steering committee that wants to deal only with immigration, Dan Heap will be there; if we have a steering committee on employment and housing, two of you will be there. Here again, Dan Heap is housing critic anyway. The result is the same.

M. Allmand: Pas tout le temps, parce que . . .

M. Jourdenais: Nous parlons de Dan Heap . . .

M. Allmand: Je sais, mais ce qui pourrait se passer, c'est ceci: admettons que les deux comités . . . Je préférerais qu'il y ait un seul comité directeur et que chaque parti y envoie le représentant qu'il juge le plus approprié.

S'il y avait deux comités de direction, il se pourrait que les deux siègent simultanément un bon jour mais que seulement un de nos collègues soit disponible cette journée-là. Quoique Lucie ait été notre critique de l'immigration, il est souvent arrivé que j'ai dû y aller à sa place et vice versa; c'était la seule façon pour nous de nous en tirer. S'il y en a deux ou trois d'absents et que Sergio n'est pas là, j'irais à sa place et parfois il irait à la mienne. Alors je ne vois pas pourquoi nous ne pouvons pas avoir un seul comité de direction, ce n'était pas un problème majeur, tout en décidant par nous-mêmes, à l'intérieur de chacun de nos partis, qui est envoyé à la fameuse réunion.

Le président: Si vous me permettez, je vais essayer de faire la distinction entre les diverses questions. Tout d'abord, demandons nous si nous devrions avoir un ou deux vice-présidents et nous passerons ensuite à la question du comité de direction.

Pauline Browes a proposé Jean-Pierre Blackburn comme vice-président du comité.

[Text]

Mr. Oostrom: I will second that.

The Chairman: Okay. Are there further nominations?

Mr. Oostrom: I will propose that Fernand Jourdenais be vice-chairman then of the other committee.

Mr. Peterson: I second it.

The Chairman: Okay. We have two names proposed. Are there other nominations?

Now, we can vote on the two motions. If we pass the two motions we have two vice-chairmen. I call the first motion, that Jean-Pierre Blackburn be vice-chairman of the committee.

Motion agreed to

The Chairman: I will call the second motion, that Fernand Jourdenais be vice-chairman of the committee.

Motion agreed to

The Chairman: Can somebody move motion number 4, the printing motion?

Mr. Jourdenais: I will move it.

The Chairman: Mr. Peterson moved it.

Motion agreed to

The Chairman: Appointment of the Subcommittee on Agenda and Procedure . . .

Mr. Rodriguez: Is that the normal number of copies that are printed?

The Chairman: Can I suggest a way out of the dilemma? We move that Mr. Blackburn call the meetings of the Subcommittee on Agenda and Procedure for the topics of employment and labour, and that our other vice-chairman, Mr. Jourdenais, call the meetings for the topics of immigration and housing, and that a subcommittee meeting be composed of the appropriate vice-chairman, the chairman, and a representative from each of the opposition parties. So when a meeting is called, the topic is set and then you send whomever you want.

Mr. Marchi: If one of the two opposition parties is not there, the meeting can continue . . .

Mr. Allmand: No, no.

Mr. Marchi: This is the agenda composition.

The Chairman: The vice-chairman will call the steering committee meetings. We have four discrete subjects. The clerk will notify you that the meeting has been called and the topic will be housing, and you will decide whom you want to send. The motion will simply say a representative from each of the parties. So you send whom you want, depending on the topic.

Mr. Allmand: Say it is decided how you divide up the work of the full committee among all the topics.

The Chairman: The whole committee participates in that decision.

[Translation]

M. Oostrom: J'appuie.

Le président: Parfait. D'autres candidats?

M. Oostrom: Je propose que Fernand Jourdenais soit vice-président de l'autre comité.

M. Peterson: J'appuie.

Le président: Parfait. Nous avons deux noms. Y a-t-il d'autres candidatures?

Nous pouvons maintenant passer aux voix. Si nous adoptons les deux motions, nous avons deux vice-présidents. Je mets aux voix la première motion portant que Jean-Pierre Blackburn soit vice-président du comité.

Adopté

Le président: Je mets maintenant aux voix la deuxième proposition que Fernand Jourdenais soit vice-président du comité.

Adopté

Le président: Quelqu'un veut-il proposer la motion numéro 4 portant impression de documents?

M. Jourdenais: J'en propose l'adoption.

Le président: M. Peterson en fait la proposition.

Adopté

Le président: Formation du sous-comité du programme et de la procédure . . .

M. Rodriguez: C'est le nombre habituel d'exemplaires à imprimer?

Le président: Je peux proposer une solution au dilemme? Nous proposons que M. Blackburn convoque les réunions du sous-comité du programme et de la procédure lorsqu'il s'agit de l'emploi et du travail et que notre autre vice-président, M. Jourdenais, convoque les réunions concernant l'immigration et le logement et que le sous-comité soit composé du vice-président compétent, du président et d'un représentant de chacun des partis de l'opposition. Donc, lorsqu'il y a convocation d'une réunion, le sujet est connu et vous y envoyez qui vous voulez.

M. Marchi: Si un des deux partis d'opposition n'est pas représenté, la réunion peut avoir lieu . . .

M. Allmand: Non, non.

M. Marchi: C'est là qu'on fixe le programme.

Le président: Le vice-président convoque les réunions du comité de direction. Il y a quatre sujets distincts. Le greffier vous signifiera la convocation de la réunion ainsi que le sujet à débattre, le logement, par exemple, et vous déciderez qui vous voulez y envoyer. La proposition porte tout simplement un représentant de chacun des partis. Vous envoyez qui vous voulez, tout dépendant du sujet à traiter.

M. Allmand: Disons que vous décidez comment vous voulez diviser le travail du comité plénier en tenant compte de tous les sujets à débattre.

Le président: Le comité plénier participe à cette décision.

[Texte]

Mr. Allmand: You are not going to have a steering committee study the possibilities.

The Chairman: Let them assert to the full committee what it is they want to do, and then let the whole committee thresh it through and decide. By your chairman being at every one of those, I will try to keep conflicts out of the system; but if there is a conflict, I think the whole committee should resolve it.

Mr. Rodriguez: Your proposal again is one of the vice-chairman...

• 1835

The Chairman: One of the vice-chairmen will chair the meetings when the topic is immigration and housing; the other one will chair it if it is a labour topic or an employment topic.

Mr. Rodriguez: Right. And membership will comprise the vice-chairman...

The Chairman: The chairman...

Mr. Rodriguez: —the chairman, and one...

The Chairman: —and one representative from each of the opposition parties.

Mr. Jourdenais: Make it so there will not be too many called at the same time because he has to be there.

The Chairman: Okay. May I have that motion moved?

Mr. Jourdenais: I so move.

Mr. Peterson: Seconded.

The Chairman: Mr. Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): On the French paper there is a mistake. It is written "employment and immigration" instead of "employment and..."—work?

An hon. member: Do not read in French.

The Chairman: Thank you, Mr. Blackburn.

It is moved by Mr. Jourdenais that the Subcommittee on Agenda and Procedure be each composed of the chairman, a vice-chairman and a representative from each of the political parties, and that either Mr. Blackburn, for Labour and Employment, or Mr. Jourdenais, for Immigration and Housing, shall call the meeting and preside over the meeting.

Motion agreed to

Mr. Allmand: Since we carried that motion, I would like to ask you if you will send notices of steering committee meetings to all members on the committee.

The Chairman: There is nothing wrong with that, Clerk?

Mr. Allmand: You will recall that in the last year we had situations where we did not get notices. Why I want that is, for example, if I am away and you think it is an employment thing and you just send the notice of a steering committee on employment to me then my colleagues, Sergio and Shiela, will not know and by the time you have the meeting... So I would

[Traduction]

M. Allmand: Vous ne prévoyez pas de réunion du comité de direction pour étudier les possibilités.

Le président: Le sous-comité n'a qu'à proposer son programme au comité plénier qui en débattrait, puis trancherait. Puisqu'à titre de président du comité plénier je serai présent à chacune de ces réunions, je ferai mon possible pour qu'il n'y ait pas de conflits; s'il y en a un, cependant, je crois que le comité plénier devra en décider.

M. Rodriguez: Encore une fois, vous proposez qu'un des vice-présidents...

Le président: Un des vice-présidents présidera les réunions lorsqu'il sera question de l'immigration ou du logement; l'autre présidera si la réunion porte sur le travail ou l'emploi.

M. Rodriguez: Parfait. Et les membres seront le vice-président...

Le président: Le président...

M. Rodriguez: ... le président et un...

Le président: ... et un représentant de chacun des partis de l'Opposition.

M. Jourdenais: Arrangez-vous pour qu'il n'y ait pas trop en même temps parce qu'il devra s'y rendre.

Le président: Bon. Quelqu'un propose?

M. Jourdenais: Je propose.

M. Peterson: J'appuie.

Le président: Monsieur Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Il y a un erreur dans le texte français. On dit «emploi et immigration» au lieu de «emploi et...» travail?

Une voix: Ne vous servez pas du texte français.

Le président: Merci, monsieur Blackburn.

Il est proposé par M. Jourdenais que le Sous-comité du programme et de la procédure soit composé du président, d'un vice-président et d'un représentant de chacun des partis politiques et que soit M. Blackburn, pour Travail et Emploi, ou que M. Jourdenais, pour Immigration et Logement, convoque la réunion et préside la séance.

Adopté

M. Allmand: Puisque nous avons adopté cette proposition, j'aimerais vous demander si vous allez envoyer des avis de convocation des réunions de comités de direction à tous les membres du Comité.

Le président: Cela ne pose pas de problème, monsieur le greffier?

M. Allmand: Vous vous souviendrez qu'à certaines occasions, l'an dernier, nous n'avons pas reçu d'avis de convocation. Donc, par exemple, si je suis à l'extérieur de la ville et que vous croyiez qu'il s'agit d'un truc sur l'emploi et que vous m'envoyiez l'avis de convocation du Comité de direction sur l'emploi alors, mes collègues, Sergio et Sheila ne le sauront pas

[Text]

like you to send the notices of steering committee meetings on both steering committees to the two members of this committee so I at least know when he has one on immigration . . .

The Chairman: It would be a good idea to send them to all 11 committee members because the committee members might want to approach the members and give them their input.

Mr. Allmand: Very good.

The Chairman: Okay?

Motion No. 6, hearing and printing of evidence when a quorum is not present: The motion I would recommend is that the chairman be authorized to hold meetings and to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present, provided that another member is present. In essence, the chairman and one other member would be sufficient to get the meeting started, to hear the witness and to print the evidence.

Mr. Jourdenais: I so move.

Mrs. Browes: I second the motion.

The Chairman: Discussion?

Mr. Allmand:

Mr. Allmand: Again I raise it, as I did in the last Parliament: it was the Conservative Party, for all the years they were in opposition, that insisted we not proceed with meetings with the minimal quorum unless a member of the opposition was present. Now that you have a majority of 211 to 70, that is not required any more. I do not mind the lower quorum, but I think one member of the opposition should be present.

The argument given is that members of the opposition, if they do not want the meeting to take place, will not come. Well, that never happened when we were in government, and we had a majority, not that big. I do not see why we cannot have the same rule now as we had before.

The Chairman: Mr. Jourdenais.

Mr. Allmand: I would support the motion as long as one of the members required for that quorum . . . Is it three that you want?

Mr. Jourdenais: No, two: the chairman and one member.

Monsieur le président, je respecte la déclaration de M. Allmand, mais si M. Allmand regarde cela de près, il n'est pas nécessaire que ce soit un Conservateur, un Libéral ou un NPD. Cela peut être le président et un membre du Comité., point! Je suis d'accord que la moyenne . . . Vous êtes 70 dans les deux partis de l'opposition, mais on a vu beaucoup de réunions où on a été obligés d'attendre 35, voire 40 minutes. Et pas nécessairement comme vous le dites, parce que vous avez voulu «barrer» le Comité, mais vous étiez occupés ailleurs. Je comprends que

[Translation]

et lorsque la réunion aura lieu . . . alors j'aimerais que vous envoyiez ces avis de convocation des réunions des deux comités de direction aux deux membres du Comité pour que je sache au moins lorsque lui a une réunion sur l'immigration . . .

Le président: Ce serait une bonne idée d'envoyer toutes ces convocations aux 11 membres du Comité parce qu'ils voudront peut-être aller voir les membres du sous-comité pour leur proposer certaines choses.

M. Allmand: Parfait.

Le président: Cela va?

Motion n° 6, audition des témoins et impression du fascicule lorsqu'il n'y a pas quorum: je recommande que l'on propose que le président soit autorisé à tenir des réunions, à entendre des témoins et à faire imprimer le compte rendu des témoignages lorsqu'il n'y a pas quorum pourvu qu'il y ait au moins un autre membre présent. Essentiellement, il suffirait que soient présents le président et un autre membre du Comité pour que la réunion puisse commencer et qu'on puisse entendre les témoins et faire imprimer le compte rendu.

M. Jourdenais: Je le propose.

Mme Browes: J'appuie.

Le président: Débat?

Monsieur Allmand.

M. Allmand: Encore une fois, j'avance les mêmes arguments qu'auparavant: c'est le Parti conservateur, pendant toutes ces années où il était parti d'opposition, qui insistait pour qu'il n'y ait pas de réunion, même si le quorum minimum y était, tant et aussi longtemps que n'était pas présent un membre de l'opposition. Maintenant que vous avez une majorité de 211 à 70, cette condition disparaît. Peu me chaut que le quorum ne soit plus aussi élevé, mais je crois qu'au moins un membre de l'Opposition devrait y être présent.

L'argument invoqué, c'est que les membres de l'Opposition, s'ils ne veulent pas que la réunion ait lieu, ne se montreront pas le bout du nez. Eh bien, ce n'est jamais arrivé lorsque nous formions le gouvernement et que nous avions une majorité qui n'était pas aussi importante que la vôtre et je ne comprends pas pourquoi on doit maintenant changer ce règlement.

Le président: Monsieur Jourdenais.

M. Allmand: Je veux bien appuyer la proposition pourvu qu'un des membres qui composent ce quorum . . . vous en voulez trois?

M. Jourdenais: Non, deux: le président et un autre membre du Comité.

Mr. Chairman, I respect Mr. Allmand's statement, but if he looks at this more closely he will see that it is not mandatory that this member be either from the Conservative, Liberal or New Democratic Party. It can be the chairman and a member of the committee . . . period! I do agree that the average . . . there are 70 of you in both opposition parties but we have had a lot of meetings where we had to wait 35 or even 40 minutes. And not necessarily because you wanted to throw a monkey wrench into the committee's work, but because you were busy

[Texte]

vous n'êtes que 70 sur les deux côtés, et parfois il n'en reste que 40 parce qu'il y en a de partis à toutes sortes de rencontres ou de voyages, ou sont dans leur comté; mais seulement une personne, ça peut être aussi bien un Libéral ou un NPD. Personnellement, je trouve que ça vous avantage plus qu'autrefois.

• 1840

Mr. Allmand: The reason the Conservatives argued for the rule was that they did not want the majority on the committees to decide to study matters and have committee meetings at times when the opposition could not attend, or to have them out of town and split up the opposition so that they would be spread all over the lot. However, you know you are going to do whatever you want anyway.

M. Jourdenais: Non, mais il n'y a pas de . . .

Mr. Allmand: I have made my opinion known: I do not approve of it.

M. Jourdenais: Mais monsieur Allmand, il n'y en a pas de décision à prendre, c'est simplement pour entendre les témoins.

Je sais qu'à des réunions on pouvait entendre des témoins, or nous étions cinq ou six pour débiter, et à la dernière heure il n'en restait qu'un. Je ne fais pas de reproche au président, mais il aurait dû dire qu'il n'y avait plus quorum et qu'il fallait suspendre la séance, mais on avait déjà les témoins qui venaient de n'importe où au Canada, et on avait dépensé de l'argent pour les faire venir, il fallait donc les entendre. Et ça s'est passé plusieurs fois.

Mr. Allmand: That is fine. You are arguing completely contrary to what your colleagues argued in the last Parliament.

Mr. Jourdenais: I was not here, Mr. Allmand, so do not blame me for it.

Mr. Allmand: Read it sometimes.

Mr. Jourdenais: Now there are new rules. Before there were 18 members or something on a committee. Now we are only 11.

Mr. Allmand: Not on this committee. Well, I do not know; I have been here for . . .

The Chairman: It was 30.

Mr. Allmand: Not 30.

The Chairman: Yes, yes, we were 15-15 and many times we only had—

Mr. Allmand: Alternate members.

Mr. Heap: Now it is 11 and we have 55 alternates.

The Chairman: It could be, but I doubt if it will.

Mr. Jourdenais: But some will be the same ones.

[Traduction]

elsewhere. I understand that there are only 70 in both of your parties together and that sometimes there are only 40 here because some of you are off for all kinds of meetings or trips or they are off in their ridings; only one member means that the member can just as well be from the Liberal Party or the NDP. Personally, I find it is better for you than in the old days.

M. Allmand: Les conservateurs étaient en faveur de ce règlement-là parce qu'ils ne voulaient pas que la majorité décide d'étudier certains sujets en Comité quand l'opposition ne pouvait pas se rendre aux réunions ou de s'organiser pour que ces derniers se retrouvent à l'extérieur de la ville ou attendre qu'ils soient tous au diable vauvert avant de siéger. De toute façon, vous savez très bien que vous allez faire ce que vous voulez quoi qu'il advienne.

Mr. Jourdenais: No, but there is not any . . .

M. Allmand: Je me suis fait entendre: je n'approuve pas.

Mr. Jourdenais: But, Mr. Allmand, there are no decisions being made at those meetings, they are simply to hear witnesses.

I know that at some meetings we were there to hear witnesses and we were five or six strong at the beginning of the meeting, but at the end there was only one member left. I am not blaming the chairman in any way, but he should have pointed out that there was no quorum anymore and that the meeting should be adjourned but we already had witnesses coming from just about anywhere across Canada, we had already paid to get them here so we had to hear them out. And that happened several times.

M. Allmand: Bon, bon! Vos arguments sont tout à fait le contraire de ceux de vos collègues de la dernière législature.

M. Jourdenais: Je n'étais pas là à l'époque, M. Allmand, alors ne me le reprochez surtout pas.

M. Allmand: Vous lirez les comptes rendus.

M. Jourdenais: Il y a maintenant de nouveaux règlements. Auparavant, les Comités se composaient de quelque 18 membres. Nous ne sommes plus que 11 maintenant.

M. Allmand: Pas pour notre Comité. En tout cas, je ne le sais pas; je suis ici depuis . . .

Le président: C'était 30.

M. Allmand: Pas 30.

Le président: Oui, oui, c'était 15-15 et souvent nous n'avions que des . . .

M. Allmand: Des substituts.

M. Heap: Maintenant c'est 11 membres et 55 substituts.

Le président: C'est une possibilité, mais je ne crois pas que nous la voyons se réaliser.

M. Jourdenais: Mais certains seront les mêmes.

[Text]

The Chairman: Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I do not agree with the proposal. In fact what you are doing is lowering the quorum to one—the chairman and one other member present. What is the point of having a quorum of three members, when in fact we are saying that we can hold meetings with only one other member present? Quite frankly, the Conservatives have 211 members in this Parliament; the quorum is down to 3 members, including the chairman. Mr. Chairman. If you have control of the committee—we just saw an example of that—then I think you should accept your responsibility for at least maintaining the quorum. I recall very vividly—Mr. Allmand mentioned it—how you argued when you were in the opposition that if you wanted to have a quorum, that was a number of people, not one. You argued for it, and now you are the government you want to get away with only having one other member present; yet you have 211 members in the House of Commons. You do not have 30 or 40; you have 211. I think to reduce it to one, and really to hold a meeting and have a witness and then print up minutes with one witness and one other person present—what a waste of money! What a waste!

M. Jourdenais: Monsieur le président, je comprends ce que M. Rodriguez veut dire, mais je reviens à ceci . . . Il dit: *It is a waste of money*.

Il y a eu quatre ou cinq fois où les témoins auraient dû s'en retourner après qu'on les avait payés, et ce parce qu'on ne pouvait pas les entendre. Si nous avions tenu à avoir un quorum, dans le milieu de la réunion il aurait fallu dire aux témoins «allez-vous en chez vous».

Je sais que M^{me} Copps—elle n'est pas ici, mais . . . s'il vous plaît—a eu l'occasion de dire: Eh bien! Vous n'aurez pas votre réunion, je m'en vais, il n'y a plus de quorum. Et on est obligé de quitter. C'est ce que je veux dire. On vous donne la chance.., c'est la même chose. Cela pourrait arriver que l'un de nous ne soit pas là. C'est l'un de vous qui pourrait être présent avec le président et vous allez pouvoir quand même entendre le témoin. Il n'y a pas de décision qui se prend à ce moment-là. Cela va être encore . . .

excuse my expression in English—a field day for whoever is going to be there, the one member, to ask questions. Then you would be able to read and see what happens.

The Chairman: Mr. Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, personnellement je pense aussi que la présente motion n'est pas restrictive. En tout temps vous pouvez être présent. On parle de deux membres, le président plus un autre. Cela ne veut pas dire qui devrait être là. Vous pouvez y être!

• 1845

Quand vous dites qu'auparavant vous n'abusiez pas de la situation, la même chose ici, on ne le fait pas. Vous pouvez très

[Translation]

Le président: Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, je ne suis pas d'accord avec cette proposition. En réalité, votre quorum ne sera plus que de 1: le président et un autre membre. Que sert-il d'avoir un quorum de 3 membres lorsque nous savons qu'en réalité des réunions peuvent quand même avoir lieu s'il n'y a qu'un autre membre présent? Très franchement, les conservateurs sont 211; le quorum n'est plus que de trois membres si l'on inclut le président, monsieur le président. Vous contrôlez le Comité, nous venons d'en voir un exemple, alors il me semble que vous devriez tout de même accepter cette responsabilité que vous avez de maintenir le quorum, à tout le moins. Je me rappelle très clairement, M. Allmand en a touché un mot, quels arguments vous avez employés lorsque vous siégiez dans les rangs de l'opposition, que si il allait y avoir un quorum, il faudrait qu'il soit composé d'un certain nombre de personnes, pas d'une seule. Vous avez tenu mordicus à cela et maintenant que vous voilà le parti ministériel, vous voulez vous en tirer avec un seul autre membre présent, mais vous êtes 211 en Chambre des communes. Vous n'êtes pas 30 ou 40, vous êtes 211. Je pense que ramener le quorum à un seul membre et prétendre ensuite que la séance se déroule, que vous entendiez le témoin et que vous fassiez imprimer le compte rendu, tout cela avec un seul témoin et un seul autre membre présent, quel gaspillage d'argent! quel gaspillage!

Mr. Jourdenais: Mr. Chairman, I understand what Mr. Rodriguez is getting at, but I would like to go back to what he said . . . he says it is a waste of money.

It happened four or five times that witnesses should have gone back home after we had paid them because we would not have been able to hear them. If we had insisted on having a quorum, right in the middle of the meeting we should have been telling the witnesses to go back home.

I remember once when Mrs. Copps—she is not here, but . . . please . . . told us: well, you are not going to have your meeting, I am leaving, and bang goes your quorum! So we had to leave. That is what I am getting at. We give you the opportunity . . . it is the same thing. Maybe one of us will not be there. One of you might be there with the chairman and you are going to be able to hear the witness. There are no decisions being made at that point. It is still going to be . . .

Excusez mon anglais . . . Le jour de gloire de quiconque s'y trouvera, ce seul et unique député, qui pourra poser toutes ses questions. Vous pourrez ensuite lire le compte rendu et voir ce qui s'est passé.

Le président: Monsieur Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, personally I also find that this motion is not restrictive. You can be there any time at all. All it says is two members, the chairman plus another one. It does not say who should attend. You can be there!

When you say that before we were not abusing, it is the same thing here, we do not either. You can be there all you

[Texte]

bien y assister. Je pense que c'est une question de respect pour les témoins qui se présentent devant nous, pour qu'à un moment donné on puisse les entendre. Il s'agit de permettre le témoignage de gens qui ont pris la peine de se déplacer pour venir nous exposer leur point de vue.

Si en plus vous êtes présent, et qu'il y en a deux, trois ou quatre, eh bien..., le Comité est au complet et c'est tant mieux.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, in responding to Mr. Jourdenais' comments, first of all, if the witness arrives and we have paid for the witness's expenses to come before the committee and only one member is here, there is nothing wrong with asking the witness to submit his presentation in writing and to circulate it to members of the committee—even to print 1,000 copies of minutes of the presentation of a witness . . . and one person asked them questions.

M. Jourdenais: Monsieur le président, je vais raconter quelque chose qui va me culpabiliser. Un soir que je présidais l'assemblée il y avait des gens de Montréal; il y avait deux groupes. Le premier groupe a demandé notre accord pour que leur mémoire, même après avoir fait leur présentation verbale, puisse être déposé. Avec ma grande expérience de parlementaire, j'avais déjà entendu quelque chose comme cela, j'ai dit oui..., très bien. Il y avait une vingtaine de pages.

L'autre groupe avait au-delà de... Si on demande au greffier, c'était épais comme ça, même après une heure de témoignage. J'avais dit oui à un groupe, j'ai dit oui à l'autre. Cela a coûté 3,500\$ pour le traduire en anglais et l'imprimer. Je pense que si on a simplement une personne du Comité qui est là et entend le témoignage et que l'on dise non... Parce que là on est contraints et ça revient à dire: la voilà la copie de votre mémoire, on l'attache et on en fait 1,000 copies, ça coûte 3,500\$! Je me suis laissé embarquer! Je me trouve coupable, je le dis. C'était la première fois que j'étais président. Je m'en souviens encore, je le regarde souvent—parce qu'il est en arrière sur mon pupitre..., puis c'est ça. Je me dis: *Next time you are going to chair, you be careful what you do.* Et c'est ça que je veux dire actuellement.

Si on dit: donne-nous le par écrit, il va nous donner 40 pages, 50, 60 pages. Je dis donc que ça avantage autant l'opposition, parce que je suis convaincu, même avec vos cinq noms qu'on va donner comme remplaçants..., je vous garantis qu'il n'y aura personne de présent parfois.

Mr. Rodriguez: If the previous government had suggested a quorum for hearing witnesses of one, the Conservative party would have been screaming and swinging from the chandeliers of this House of Commons that it was undemocratic. Do not give me that horse manure, because I have been here and I have heard the Conservatives. You have your way and you are going to pass the motion, but I want to tell you that you will be reminded of it. That is apparent.

You do not care about the opinions of the opposition. You do not care. You will just do what you want. But I do not know how you are going to devise any kind of spirit of co-operation

[Traduction]

want. I think it is simply a question of respect for the witnesses that come before us so that we can simply hear them at some point. You have to hear the testimony of people who took the trouble of travelling to come and see us and make known their point of view.

If you are there as well, and there are two or three or four or more, well, the whole committee is there and it is all the better.

M. Rodriguez: Monsieur le président, en réponse aux remarques de M. Jourdenais, tout d'abord, si le témoin nous arrive et que nous lui ayons payé tous ses frais pour qu'il compare devant nous et qu'il n'y ait qu'un membre du Comité pour l'entendre, il n'y a rien de mal à demander au témoin de présenter ce qu'il a à dire par écrit, de le distribuer aux divers membres du Comité, même de faire imprimer mille exemplaires du compte rendu du témoignage d'un témoin, même s'il n'y a qu'une personne pour lui poser des questions.

Mr. Jourdenais: Mr. Chairman, I am going to tell you something now that is going to get me off on a real guilt trip. One night I was chairing the meeting and there were people from Montreal; there were two groups. The first group, after having made their verbal presentation, asked that their brief be appended. With my great parliamentary experience, I had already heard things like that being done so I said yes, fine. There were some 20 pages.

The other group had over... if you ask the clerk, it was this thick, even after an hour's presentation. I had said yes to one group, so I said yes to the other one. It cost \$3,500 to have it translated into English and printed. I think that if we have only one member of the committee there to listen to the witness and we say no... because at that point, we are stuck and what it means is: here is the copy of your brief, we will simply append, make 1,000 copies and it will cost \$3,500! I just got sucked in! And I feel guilty, believe me. That was the first time I was chairing a meeting. I still remember it and I look at it often because it is right there, on the back of my desk and that is how it is. I simply figure: next time you are going to chair, you be careful what you do. And that is what I wanted to get at.

If we say give it to us in writing, we will be getting 40, 50 or 60 pages. So I say that the opposition is well ahead on that because I am convinced that even with the five names you are going to give us as substitutes... I can guarantee you that sometimes nobody will be there.

M. Rodriguez: Si le gouvernement précédant avait osé proposer un quorum de un pour entendre les témoins, le Parti conservateur aurait cassé toutes les fenêtres de la Chambre des Communes à force de crier tout haut que c'était anti-démocratique. N'essayez pas de me passer un sapin gros comme le mont Everest parce que cela fait un bout de temps que je suis ici et je les ai entendus, les Conservateurs. Mais vous allez adopter ce que vous voulez, quoi qu'on en dise et vous n'en ferez qu'à votre tête, mais laissez-moi vous dire qu'on ne vous laissera pas l'oublier. Cela, c'est évident.

Vous vous moquez bien de l'opinion des partis d'opposition. Vous vous en souciez comme d'une guigne. Vous n'en faites qu'à votre tête. Mais je ne sais pas comment vous allez faire

[Text]

on the committee to do the work you want it to do when in fact you do not even bend on one suggestion; you come in here with the precept.

You probably caucused, you came in here, you do this, you do that, you do that. But that is not the way you build any kind of collegiality in this committee. It is not the way you do it. You have to take suggestions from the opposition.

Mr. Jourdenais: May I respond for just a second?

The Chairman: I would like to make a comment first. This committee held over 80 recorded meetings in a 12-month period of time. On every single occasion but one, I was present and in the chair at the starting time or within five minutes. I went through numerous experiences... This was the only committee that broke at the very beginning at the term of this government where they were passing motions which excluded the opposition. This committee passed a motion that an opposition member had to be present in the quorum to hear witnesses, and we agreed to do that because we thought that was the best way to go.

The consequence of this was there were so few members in opposition and some topics were of more interest than others, but we sat for a lot of time on several occasions without being able to start the meeting.

Mr. Allmand: Often because the federal government...

The Chairman: So then we changed the motion to be any members and it still happened with some frequency that we would be one person short of the quorum for some extended period of time. That still happens with some frequency, that we would be one person short of that quorum for some extended period of time, with witnesses there, costs there, and so on.

• 1850

The other situation which members have not mentioned and which created difficulty was the committee did five substantive reports on some very complex issues with a lot of detail. We held those meetings in camera, and members were encouraged to send their researchers if they could not be present, or to bring their researchers with them to in camera sessions, because we were after good reports that represented the thinking of all three parties. We had difficulty starting those in a formal sense because members had to come and go.

We are not seeking, from the chairman's point of view, the new powers. The thrust of what we are about should enable us to work together co-operatively on most issues. We are simply trying to be efficient and to take the pressure off people, and that was the spirit in which the motion was brought forward.

Motion agreed to

[Translation]

pour encourager l'esprit de coopération au comité ni comment vous allez réussir à nous faire faire tout le travail que vous voulez quand vous ne voulez pas céder sur un seul point; vous êtes arrivés ici avec une idée préconçue.

Vous vous êtes probablement entendus d'avance, dans le corridor, et toi tu fais ci, et toi tu fais ça. Mais c'est pas une façon de promouvoir un certain esprit de collégialité. C'est pas comme cela. Il faut quand même que vous écoutiez les partis d'opposition.

M. Jourdenais: J'ai une seconde pour répondre?

Le président: J'aimerais parler tout d'abord. Il y a eu plus de 80 réunions de notre comité pendant les 12 derniers mois. Sauf une fois, j'ai toujours été là et prêt à siéger à l'heure ou avec cinq minutes de retard au maximum. J'ai vu bien des choses... Notre comité est le seul qui n'ait pas suivi la tendance qui s'est dégagée au tout début de la législature où tous les comités adoptaient des motions en l'absence de l'opposition. Notre comité a adopté une motion portant qu'un membre de l'opposition devait être présent pour qu'il y ait quorum pour entendre les témoins et nous étions d'accord pour cela parce que nous croyions que c'était la meilleure façon de faire les choses.

La conséquence, c'est que l'opposition est si peu nombreuse et que certains sujets intéressent certaines personnes plus que d'autres, mais nous nous sommes plusieurs fois réunis sans pouvoir commencer la réunion.

M. Allmand: Souvent parce que le gouvernement fédéral...

Le président: Alors nous avons modifié la résolution pour qu'il ne soit plus question de députés des partis de l'opposition et, même après cela, il est arrivé assez souvent que nous ayons dû attendre avant de commencer la séance parce qu'il manquait une personne et que nous n'avions pas le quorum. Il arrive encore assez souvent qu'il nous manque une personne pour avoir le quorum, et ce pour une période relativement prolongée, alors que les témoins attendent, que les coûts s'accumulent.

Il y a une autre situation qui n'a pas été mentionnée par les membres du comité jusqu'ici et qui a été une source de problèmes. Le comité a été appelé à préparer cinq rapports importants sur des questions très complexes. À cet effet, il y a eu des réunions à huis clos, et les membres du comité ont été incités à y déléguer leur attaché de recherche s'ils ne pouvaient être présents eux-mêmes ou, s'ils pouvaient venir, à se faire accompagner de leur attaché de recherche. Nous voulions ainsi faire un travail de fond qui reflète vraiment la position des trois partis. Or, nous avons parfois eu du mal à commencer ces réunions à cause du va-et-vient des membres du comité.

En ce qui concerne la présidence, ses nouveaux pouvoirs n'auront pas à être utilisés. Notre groupe est tel que nous pourrions faire preuve de coopération sur la plupart des questions à l'étude. Tout ce que nous voulons par cette motion, c'est faciliter les choses aux membres du comité.

La motion est adoptée

[Texte]

The Chairman: The witness expenses are motion 7. The thrust of the motion would be to limit to three representatives for organizations; we would be empowered to spend money for the expenses of witnesses, but there be a limit of three for any particular organization. Would someone care to move that motion?

Mr. Blackburn: I so move.

Mr. Jourdenais: I second the motion.

Motion agreed to

The Chairman: The family-class immigration reference which came to us on March 13: the amount voted for us by the Commissioners of Internal Economy is \$88,878.47. The clerk has passed out a background document which was made available to the commissioners and which reflects the planning that was done by the previous committee. Would someone care to move that we approve that budget?

Mr. Jourdenais: I so move.

Mr. Blackburn: I second the motion.

The Chairman: Is there discussion on that budget?

Mr. Heap: The budget has been determined, has it not?

The Chairman: The travel plan was determined, and the budget reflects the cost of the travel plan we have agreed on.

Mr. Heap: So can you indicate whether there is anything that is subject to discussion, having regard to things that have already been decided?

The Chairman: Unless someone wanted to change the travel plan, I do not know what it would be; if somebody felt we were going to the wrong posts or the wrong people were going or something like that. But this reflects the travel plan that involves the six members going to the posts that we have been taking the briefings on.

Mr. Heap: I think I will simply note for the record the fact that I would have liked to share the visit to Lisbon. However, I recognize that I was undecided a week ago Monday, and I guess that was really when it was settled, so I am advised there is nothing in the budget to cover that. However, I want to record my interest in that.

Mr. Allmand: Sergio has looked at this and cleared it with our Whip, I guess. He says it is okay. But for my own information, does this mean that the group going abroad is breaking up into three? So two will go to one place, two will go to another place, two... I see. So the subcommittee studying these immigration matters will break again into three groups?

The Chairman: For the inquiry abroad, we are in three groups of two. But when we come back, the meetings we hold subsequently are for the entire committee.

Mr. Allmand: Yes.

• 1855

The Chairman: You might indeed want those six people to be a drafting committee to save members some time. But that is a later stage. This is simply for the travel part.

[Traduction]

Le président: La septième motion a trait aux dépenses des témoins. Il s'agit ici de limiter le remboursement des dépenses à trois délégués pour chaque organisme. Nous pouvons donc rembourser les dépenses des témoins, mais jusqu'à un maximum de trois délégués. Quelqu'un veut-il en faire la proposition?

M. Blackburn: Je propose la motion.

M. Jourdenais: Je l'appuie.

La motion est adoptée

Le président: Le sujet de l'immigration dans la catégorie des familles nous a été renvoyée le 13 mars. Le commissaires de la régie interne nous ont accordé à ce titre 88,878.47\$. Le greffier vous a fait distribuer le document qui a été envoyé aux commissaires et qui établit le budget du comité antérieur. Quelqu'un désire-t-il en proposer l'adoption?

M. Jourdenais: Je le propose.

M. Blackburn: J'appuie la motion.

Le président: Y a-t-il des observations au sujet du budget?

M. Heap: Il a été arrêté, n'est-ce pas?

Le président: Les plans de voyage ont été arrêtés, et le budget en reflète les coûts.

M. Heap: Qu'y a-t-il à discuter dans ce qui a déjà été décidé?

Le président: Quelqu'un veut peut-être modifier les plans de voyage. Quelqu'un est peut-être d'avis que nous allons au mauvais endroit ou que nous rencontrons les mauvaises personnes. Ces plans de voyage couvrent les six endroits au sujet desquels les membres du comité ont reçu des *briefings*.

M. Heap: Je voudrais simplement indiquer que j'aurais aimé être de la visite à Lisbonne. Cependant, je sais très bien que lundi dernier encore, j'étais indécis. Et c'est à ce moment-là que la décision finale a été prise. Il n'y a rien dans le budget qui permette de corriger ce genre de situation. Je tiens simplement à dire que c'était quelque chose qui m'intéressait.

M. Allmand: Je pense que Sergio a vérifié ses plans et les a fait approuver par notre *Whip*. Il est d'accord. Il y a quand même quelque chose que je voudrais savoir. Lorsque nous irons à l'étranger, est-ce que nous nous répartirons en trois petits groupes? Deux iront à un endroit, deux autres ailleurs, et le reste... Je vois. Le sous-comité de l'immigration se scindera donc en trois groupes.

Le président: Pour l'enquête à l'étranger, nous sommes répartis en trois groupes de deux personnes. Au retour, nous réunirons le comité au complet.

M. Allmand: Je vois.

Le président: Vous voudrez peut-être que ces six personnes agissent en tant que comité de rédaction pour gagner du

[Text]

Mr. Allmand: I am looking at trip one, for example. You are staying one week in Manila? Is that what it means?

The Chairman: Yes.

Mr. Allmand: One week in Bangkok?

The Chairman: Yes. The time limits, Warren, were discussed by members of all parties, related to advice we got from External Affairs on the size of the post, the complexity, the amount of travel time required to go into some refugee camps in different places, and we think we can do the job with those time frames related to those particular posts. The one difficulty is Good Friday-Easter Monday. That was creating some complications for us. Okay?

Motion agreed to

Motion B would authorize six members of the committee or their designated substitutes to travel abroad, etc. Could somebody move that motion? Mr. Oostrom, seconded by Mr. Blackburn.

Before we vote on the motion, I think it should be understood that it is the intention of Mr. Peterson to designate Mr. Witer as his substitute for the purpose of the travel.

Mr. Allmand: We do not have to have that. The way the motion is worded, anybody could designate anybody else.

The Chairman: Yes. That is correct. And we have checked with the House table officers etc., and this is the appropriate wording of the motion. But I thought members should be informed that this intention, at least, is clear; Mr. Peterson will name Mr. Witer as his designated substitute for the purpose of the travel and will complete the necessary forms.

Mr. Jourdenais: Could you add on a member of the House...

The Chairman: Pardon?

Mr. Jourdenais: —or a member of the government? Because you are giving precedent that anybody could take anybody with him... substitute?

The Chairman: If we pass this motion, any of the named members, if they have filled out the proper forms, could designate one through their Whip with 24 hours' notice as substitute from their list of personal substitutes. Okay?

Mr. Jourdenais: Okay. All right.

Mr. Allmand: It is "or"; it is not "in addition to". It means that it is "or".

Mr. Jourdenais: "Substitute"; that should be the substitute that he will name on the sheet to replace him. Substitute, substitute anybody.

Motion agreed to

The Chairman: Motion C. I have no experience with the motion, but I understand from the clerk that it is the normal

[Translation]

temps. Cependant, c'est une étape qui viendra après. Ces dispositions visent seulement le voyage.

M. Allmand: Si je me fie à ce qui est indiqué ici pour le premier voyage, nous demeurons une semaine à Manille?

Le président: Oui.

M. Allmand: Et une semaine à Bangkok?

Le président: Oui. La durée des séjours a été discutée avec les membres de tous les partis, Warren, compte tenu des avis reçus du ministère des Affaires extérieures sur l'importance relative des diverses missions, la complexité de leur travail, le temps requis pour visiter les camps de réfugiés, etc. Nous pensons que le temps qui est alloué est suffisant. Les seules journées qui nous aient créé quelques difficultés sont le Vendredi Saint et le lundi de Pâques. C'est d'accord?

La motion est adoptée

La motion B vise à autoriser les déplacements à l'étranger, etc., des six membres du comité ou de leurs substituts désignés. Quelqu'un désire-t-il présenter cette motion? M. Ostroom, appuyé de M. Blackburn.

Avant le vote sur cette motion, je tiens à préciser que M. Peterson a l'intention de désigner M. Witer comme son substitut pour le voyage.

M. Allmand: Il n'est pas nécessaire de le préciser. De la façon dont la motion est rédigée, il est possible de désigner quelqu'un d'autre.

Le président: C'est juste. Et nous avons vérifié auprès des greffiers au Bureau de la Chambre. La motion est rédigée dans les termes qui conviennent. Je pensais simplement que ce serait plus clair pour les membres du comité. M. Peterson nommera M. Witer comme son substitut pour le voyage et remplira les formulaires nécessaires.

M. Jourdenais: Pouvez-vous ajouter un député de la Chambre...

Le président: Je vous demande pardon?

M. Jourdenais: ... ou un député ministériel? Parce que vous indiquez que n'importe qui peut se faire accompagner par quelqu'un... un substitut.

Le président: Une fois cette motion adoptée, n'importe quel membre désigné de ce comité, s'il remplit les formulaires nécessaires, peut désigner quelqu'un comme son substitut à partir de la liste de ses substituts personnels avec un préavis de 24 heures à son whip. Vous comprenez?

M. Jourdenais: Oui.

M. Allmand: C'est l'un ou l'autre, non pas l'un et l'autre.

M. Jourdenais: C'est un substitut, à partir de la liste de ses substituts.

La motion est adoptée

Le président: En ce qui concerne la motion C, je ne l'ai jamais vue, mais le greffier m'informe qu'il est d'usage dans le cas de voyages à l'étranger des comités parlementaires.

[Texte]

kind of motion that is passed for parliamentary committees travelling abroad.

You may indeed be invited, for instance, to the home of the American ambassador for supper, and it is appropriate maybe to send some flowers or something of this kind. This would give the spending authority and there is a budgeted amount.

Mr. Jourdenais: Is there an amount specified for that?

The Chairman: Yes. Could somebody move that motion on hospitality?

Mr. Jourdenais: I will move it. It is politeness. It is not protocol; it is politeness.

The Chairman: Mr. Jourdenais, seconded by Mr. Oostrom. Discussion?

Mrs. Browes: Yes, Mr. Chairman. Do the two members who are travelling make the decision on what the hospitality gift will be?

The Chairman: The staff person will have the rules and regulations and be your adviser on whether it will be legally approved by the controller when you get back.

Mrs. Browes: It is not to exceed what is in the budget.

The Chairman: Right.

Motion agreed to

The Chairman: Okay. Motion D is in relation to that order of reference. Members will recall that paragraph labelled (1) on the reference asks the committee to conduct a historical review of the patterns of family class immigration to this country, and so on.

Our researchers say that part of the reference will be very difficult for them. They are busy, busy, busy doing what they are doing. In our original search for staff, a man named Bal Dodd, who has a Ph.D. in political science and has just completed a dissertation on the subject of immigration policy in the movement is available.

• 1900

We have budgetary money in 1985, and I suggest we enter into contract with him for what would amount to 12 days of his time to do that part of our reference. He can do it in March, give it to the clerk by March 31 so that we can have it translated and so on when the committee comes back.

This is a person with background in this subject-matter whom I think we would be lucky to get. I cannot guarantee the quality of the work because I am not familiar with it, but certainly it is an unusual résumé in the sense that it fits exactly that paragraph of our reference, and it seems to me the most cost-efficient way to get the part done.

So if someone would care to move that, then we would be open for discussion.

Mr. Allmand moved it?

[Traduction]

Il se peut que vous soyez invités à dîner par l'ambassadeur américain, par exemple. Dans ce cas, il est d'usage d'envoyer des fleurs ou quelque chose du genre. La motion autorise ces dépenses.

M. Jourdenais: Y a-t-il un montant précis?

Le président: Oui. Quelqu'un désire-t-il présenter cette motion qui porte sur les frais de représentation?

M. Jourdenais: J'en fais la proposition. Il faut respecter le protocole, il faut être poli.

Le président: M. Jourdenais, appuyé de M. Oostrom. Y a-t-il des observations?

Mme Browes: Oui, monsieur le président. Est-ce que sont les deux membres du comité en voyage qui prennent la décision quant à ces dépenses?

Le président: Le personnel vous avisera des règles qui s'appliquent de façon que ces dépenses soient approuvées par le contrôleur à votre retour.

Mme Browes: De toute façon, elles ne doivent pas dépasser ce qui est prévu dans le budget.

Le président: C'est juste.

La motion est adoptée

Le président: La motion D a trait à l'ordre de renvoi. A l'alinéa (1), le comité se voit demander de mener une étude historique de l'immigration dans la catégorie des familles.

Nos attachés de recherche nous signalent qu'il y a des parties de cet ordre de renvoi qui causeront des difficultés. Ils sont déjà très occupés. Dans le cadre de notre recherche de personnel, nous avons trouvé un homme, Bal Dodd, qui a un doctorat en sciences politiques, et qui vient justement de terminer une dissertation sur la politique d'immigration.

Nous avons de l'argent dans les prévisions budgétaires de 1985, et je propose que nous signions un contrat avec lui pour 12 jours afin qu'il s'acquitte d'une partie de notre ordre de renvoi. Il peut le faire pendant le mois de mars et remettre son travail au greffier d'ici le 31 mars, afin que nous puissions le faire traduire pour que les membres du Comité en prennent connaissance au retour du congé.

Cette personne a de l'expérience en la matière, et nous aurions de la chance d'utiliser ses services. Je ne peux garantir la qualité du travail, car je ne suis pas suffisamment compétent en la matière, mais il s'agit sûrement d'un résumé exceptionnel en ce sens qu'il correspond exactement à ce paragraphe de notre ordre de renvoi, et il me semble que c'est la façon la moins coûteuse de faire ce travail.

Si quelqu'un veut bien proposer la motion, nous pourrions ensuite en discuter.

Vous voulez bien la proposer, monsieur Allmand?

[Text]

Mr. Allmand: No, I am not moving it.

The Chairman: Oh, you are not moving it. Would somebody care to move it?

Mr. Oostrom: I so move.

Mrs. Browes: I so second.

The Chairman: Discussion, Mr. Allmand.

Mr. Allmand: I would simply ask that when you propose somebody like this to be engaged by the committee and you want our approval, it would be helpful if you attach his *curriculum vitae*. You know I do not know him at all and so I am not going to vote. I am not going to be responsible for hiring somebody I know nothing about.

The Chairman: I think I have the résumé with me.

Mr. Allmand: You mentioned his name to me in the corridor. But in the future it would be helpful if you give us these kinds of documents when you are going to ask us to approve of somebody. We could then decide whether we liked him or not.

The Chairman: I am sorry I did not. I have it and I should have brought it. There have just been so many pressures lately, that is my only excuse. You are right.

Any further discussion?

Motion agreed to

The Chairman: Concerning researchers, we have two people under contract to the committee at this point. Anne-Marie Smart is full-time and will be travelling on our reference. The fiscal year ends the end of March and the new fiscal year begins April 1, right in the middle of the trip. We have a part-time contract with Louise Thibault. She has been monitoring the Forget Commission on our behalf, collecting the briefs and summarizing them so the background work is out of the way when we come to that issue. Her contract ends the end of March.

The thrust of the first motion is to enable us to enter into contract, assuming the Commissioners of Internal Economy allocate a start-up fund of probably \$75,000 or \$100,000 for the new fiscal year to allow the new procedure to work and a full budget to be submitted, and so on. So the thrust of this is to extend those research contracts for the first couple of months of the new fiscal year until we have adequate time to look at our entire situation.

It is absolutely essential to retain Anne-Marie Smart, and I think it is wisdom to keep Louise Thibault.

Would somebody move the motion?

Mr. Jourdenais: I so move.

The Chairman: The clerk tells me the motion should stop at the word "procedure". In other words, the parts in brackets at the end should be struck to accord with what we did earlier.

[Translation]

M. Allmand: Non, je ne propose pas cette motion.

Le président: Vous ne la proposez pas. Est-ce que quelqu'un veut bien le faire?

M. Oostrom: Je propose la motion.

Mme Browes: Je l'appuie.

Le président: Nous pouvons maintenant en discuter. Monsieur Allmand.

M. Allmand: Je voudrais vous demander simplement que, lorsque vous proposez que quelqu'un soit engagé de cette façon par le Comité et que vous voulez notre autorisation, nous ayons son *curriculum vitae*. Je ne connais pas du tout cette personne, par conséquent je ne vais pas voter. Je ne veux pas être responsable d'engager une personne que je ne connais pas.

Le président: Je crois avoir son *curriculum vitae*.

M. Allmand: Vous m'avez mentionné son nom dans le corridor. À l'avenir, cependant, il serait utile de nous remettre ce genre de document si nous devons approuver l'embauche de quelqu'un. Nous pourrions de cette façon décider si elle nous plaît ou non.

Le président: Je m'excuse de ne pas l'avoir fait. J'ai son *curriculum vitae* et j'aurais dû l'apporter. Nous avons eu beaucoup de travail récemment, c'est là ma seule excuse. Vous avez raison.

D'autres veulent-ils en discuter?

La motion est adoptée

Le président: Au sujet des chercheurs, nous avons embauché deux personnes à contrat jusqu'à maintenant pour le Comité. Anne-Marie Smart est chercheuse à plein temps et nous accompagnera dans les voyages prévus dans l'ordre de renvoi. L'année financière se termine à la fin de mars, et la nouvelle année commencera le premier avril, au beau milieu de notre voyage. Nous avons signé un contrat à temps partiel avec Louise Thibault. Elle a suivi le déroulement de la Commission Forget en notre nom, recueilli les mémoires pour les résumer afin que le travail de documentation soit terminé lorsque nous examinerons la question. Son contrat se termine à la fin du mois de mars.

La première motion vise surtout à nous permettre de passer un contrat, en supposant que les commissaires du Bureau de la régie interne prévoient un financement initial de quelque 75,000 ou 100,000\$ pour l'année financière pour permettre à la nouvelle procédure de démarrer, un budget complet sera présenté plus tard. Il s'agit donc, en réalité, de prolonger les contrats de recherche pendant les premiers mois de la nouvelle année financière jusqu'à ce que nous ayons eu le temps de bien examiner toute la situation.

Il est tout à fait essentiel de retenir Anne-Marie Smart, et sage aussi, je crois, de garder Louise Thibault.

Quelqu'un veut-il proposer une motion?

M. Jourdenais: Je propose cette motion.

Le président: Le greffier me dit que la motion devrait s'arrêter au mot «procédure». Autrement dit, ce qui se trouve

[Texte]

Is there any further discussion on this?

Mr. Allmand: I did not understand that.

The Chairman: There must be a majority consensus of the appropriate members of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Mr. Allmand: Oh, I see. You are striking everything after that.

The Chairman: Yes, and I would assume if we pass that motion I have approval for these two named individuals because all parties are represented here now, and let us just go ahead and do it. Okay?

Mr. Allmand: That last proposal will not go in?

The Chairman: I think we shall get an allotment in April and May, Warren. That would be two months into the new fiscal year. By then we should have the procedures in place to present a full budget. Okay?

• 1905

Motion agreed to

The Chairman: The next motion is that the chairman be authorized to request the research services of Eric Adams, Kevin Kerr and Margaret Young from the Library of Parliament on a maximum availability basis. We have had Kevin Kerr and Margaret Young. We certainly need Margaret Young because she is travelling abroad with us.

Eric Adams is a new name in the context of this committee. Eric Adams has been the researcher to the public accounts committee for 13 years. He is the researcher in the Library of Parliament who has served the parliamentary committee the longest. He is anxious for a change. Thirteen years with one committee is getting him down, I think. But he is quite willing to come. I have asked the Chairman of the Public Accounts Committee if that would bother them unduly and she has concurred that—because of her support for him and his skills, she thinks if that is what he would like to do she would be happy with it. I have not talked to the head of the research services at the library, but I gather that others have.

If we get the three, it would be my intention to ask Mr. Adams to begin to look at the Nielsen Task Force reports dealing with the labour issues and the housing issues in particular, and with the other project which we got started in terms of labour adjustment things, but to be essentially in that area where Mr. Kerr would be—in the employment issues for these people on the unemployment insurance, and our two researchers on immigration. But that would be the staff pattern.

Okay? Moved by Pauline Browes, seconded by Mr. Jourdenais.

[Traduction]

entre parenthèses devrait être éliminé conformément à ce que nous avons fait plus tôt.

Voulez-vous en discuter davantage?

M. Allmand: Je n'ai pas compris.

Le président: Il doit y avoir le consensus de la majorité des membres réguliers du Sous-comité du programme et de la procédure.

M. Allmand: Oh, je vois. Vous enlevez tout ce qui vient après.

Le président: Oui, et je présume que si nous adoptons la motion, j'ai l'approbation concernant les deux personnes nommées, étant donné que tous les partis sont représentés ici, il faut donc régler cela maintenant. Vous êtes d'accord?

M. Allmand: La dernière proposition ne sera donc pas incluse?

Le président: Warren, je crois qu'il nous faudrait une affectation pour le mois d'avril et le mois de mai, les deux premiers mois de la nouvelle année financière. Nous pourrions ensuite, la procédure étant adoptée, déposer un budget global. Cela vous convient?

La motion est adoptée

Le président: La prochaine motion prévoit que le président soit autorisé à demander le plus souvent possible, selon leur disponibilité, les services de recherche d'Eric Adams, Kevin Kerr et Margaret Young de la Bibliothèque parlementaire. Nous avons pu avoir les services de Kevin Kerr et Margaret Young. Nous aurions certainement besoin de ceux de Margaret Young, étant donné qu'elle voyagera à l'étranger avec nous.

Eric Adams est nouveau ici au Comité. Il est chercheur depuis 13 ans pour le Comité des comptes publics. C'est le chercheur de la Bibliothèque du Parlement qui a été le plus longtemps au service d'un comité parlementaire. Il voudrait bien un changement. Treize ans au service d'un même Comité, cela l'a quelque peu déprimé, je crois. Il est tout à fait d'accord pour venir chez nous. J'ai demandé à la présidente du Comité des comptes publics si cela ennuyait beaucoup son comité, et elle a convenu que, si c'est ce qu'il désire, elle serait heureuse de le laisser libre, car elle reconnaît ses compétences. Je n'ai pas parlé au chef du Service des recherches à la bibliothèque, mais je crois que d'autres l'ont fait.

Si nous obtenons les trois chercheurs, j'ai l'intention de demander à M. Adams de commencer à examiner les rapports du groupe de travail Nielsen, surtout les questions de travail et de logement, et pour l'autre projet nous pourrions commencer par la question de rajustement de travail, mais essentiellement M. Kerr s'intéresserait surtout aux questions d'emploi pour les personnes qui retirent l'assurance-chômage et nos deux autres chercheurs, aux questions d'immigration. Voilà un peu ce que ferait le personnel.

Ça va? La motion est proposée par Pauline Browes, appuyée par M. Jourdenais.

[Text]

Mr. Heap: When the motion is on the floor, I have a question.

The Chairman: Yes. The motion is on the floor now.

Mr. Heap: I understand from what you said, I think, that you will not be assigning any of the researchers to review the Nielsen report on immigration.

The Chairman: We had a briefing yesterday from our researchers, to bring you up to date, on the immigration report. They told us what was in it. In the course of that they discovered that a bunch of other reports—not the three referred to us but some of the other reports like regulatory reform and the health one and the health and sport—had recommendations about immigration and some of those were in opposition to the immigration Nielsen task force report. So there is more work to be done in looking at the whole series to see what all of them did in relation to the subject-matter before this committee, but certainly for immigration. But it is my sense that the two researchers we now have are the ones who should continue with the Nielsen report, the immigration

Mr. Heap: What you have referred to there suggests a greater need than I thought there was for early work on immigration by the researchers, especially given the evidence, or I think the decisive indication, that the government will feel free to proceed with any of what are called the options in the Nielsen reports, regardless of whether they have been considered by a committee. So if we defer consideration of those reports, which in the report on immigration are largely negative, we may find that we have missed the boat.

The Chairman: This is helpful. What we might ask is that all the researchers we have who are not going on the travel... we could ask them to make sure they look at every single one of those reports and identify anything affecting our area of competence that is any of... If housing is mentioned in regulatory reform, they pull it out for us so that when we start the hearings after Easter we might start with a briefing on those reports and then clearly understand in the whole batch of them where there are recommendations that affect our area of competence, and then be in a position to decide what to do.

• 1910

Mr. Heap: I think that would be good. I would like to suggest that when they are doing that compilation they also indicate which of those options have already been adopted by the government, or whether any of them have been decisively rejected by the government.

According to the Deputy Prime Minister, some of them have already been adopted but he did not undertake to tell us more than a couple.

[Translation]

M. Heap: Lorsque la motion sera mise en discussion, j'aimerais poser une question.

Le président: Oui. Vous pouvez le faire maintenant.

M. Heap: Je crois comprendre, d'après ce que vous avez dit que vous n'allez pas affecter de chercheurs à l'examen du rapport Nielsen sur l'immigration.

Le président: Nous avons eu une séance d'information hier avec nos chercheurs pour une mise à jour concernant le rapport sur l'immigration. Ils nous ont dit ce que ce rapport contenait. Pendant leur travail, ils ont découvert qu'une série d'autres rapports—non pas les trois qui nous ont été déferés mais certains autres comme ceux concernant la réforme réglementaire, la santé, la santé et le sport—contenaient des recommandations sur l'immigration et dans certains cas, étaient contraires au rapport du groupe de travail Nielsen sur l'immigration. Par conséquent, il faudra faire davantage de travail, examiner toute la série des rapports afin de savoir ce qui a été fait sur la question qui intéresse le Comité, certainement sur l'immigration. J'ai l'impression que les deux chercheurs que nous avons maintenant sont des chercheurs qui devraient continuer à examiner le rapport Nielsen, la question de l'immigration, étant donné qu'elle touche nos activités en cours.

M. Heap: Ce que vous nous avez dit souligne bien que les chercheurs devraient faire davantage de travail préliminaire sur la question de l'immigration, étant donné la preuve, ou du moins l'indication ferme que le gouvernement se sentira libre de poursuivre ce qu'on appelle les options des rapports Nielsen, qu'elles aient été étudiées ou non en comité. Par conséquent, si nous retardons l'examen de ces rapports, le rapport sur l'immigration est en grande partie négatif, nous pourrions nous rendre compte que nous avons manqué le coche.

Le président: Ces remarques sont utiles. Nous pourrions peut-être demander que tous les chercheurs que nous avons et qui ne voyageront pas... Nous pourrions leur demander d'examiner chacun de ces rapports et de souligner tout ce qui pourrait toucher notre secteur de compétence... Si le logement est mentionné dans la réforme réglementaire, ils pourraient extraire les paragraphes à ce sujet à notre intention afin que, lorsque nous commencerons nos audiences après Pâques, nous puissions tenir une séance d'information au sujet de ces rapports et bien comprendre tout ce qu'ils contiennent lorsque les recommandations touchent notre secteur de compétence, de cette façon nous serions en mesure de décider quoi faire.

M. Heap: Je pense que ce serait bon. Je propose également que lorsque les chercheurs feront ce travail, ils nous indiquent quelles options ont déjà été adoptées ou rejetées définitivement par le gouvernement.

Le vice-premier ministre a dit que certaines d'entre elles ont déjà été adoptées, mais il ne s'est pas engagé à nous en indiquer plus d'une ou deux.

[Texte]

The Chairman: Kevin is taking notes and I will undertake to meet with those researchers at least briefly before we leave to see if we can get that activity going on during the break period.

Mr. Allmand: When you said the researchers reported to you yesterday—reported to us—who did they report to?

The Chairman: You see, there was no committee from last Thursday till 6 p.m. tonight, right?

Mr. Allmand: Right.

The Chairman: There was a group of members who met informally with some officials of the Department of External Affairs and some of our researchers relative to our trips abroad.

Mr. Allmand: Oh.

The Chairman: In that context we asked our researchers to tell us what was in the Nielsen task force report about immigration. So we have it in our heads when we travel abroad.

Mr. Blackburn (Jonquière): A question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

M. Blackburn (Jonquière): Il y a quelques semaines, nous avions un Sous-comité de direction en train de préparer un document sur le travail à temps partagé, et ce d'une façon plus spécifique. Et il y a eu d'autres sections qui ont été ajoutées lors d'une réunion du Sous-comité de direction. Ne serait-ce pas une occasion également, pendant qu'une partie du Comité va se déplacer dans les différents pays, pour peut-être affecter un chercheur qui pourrait poursuivre le présent travail de telle sorte que l'on puisse le remettre au Comité permanent le plus tôt possible en mars ou à la mi-avril au plus tard?

The Chairman: At the moment we do not have a researcher who could do that. If we pass this motion we get one more researcher. It is my feeling that the subcommittee related to employment and labour issues should meet this week so that over the break the clerk can arrange some hearings on main estimates, or we are going to run... Unless we start to get some of that planned, we are going to run out of time. They could also look at the continuing work there, but we need the motions to get the researchers. At the moment, we do not have the resources to do it. So this motion would give us one more researcher. Okay?

Then we could meet and... There is a lot of work to do on that report, but also on the Nielsen reports and also on the main estimates. And there are time dimensions. The main estimates are reported back to the House by the end of May so we have to deal with them. The Nielsen task force puts some pressure on the committee in terms of a deadline, and then the other.

There is no motion here that would empower the chairman to deal with the steering committee for the selection of one or two other researchers. It is my own feeling that we are going to

[Traduction]

Le président: Kevin prend des notes, et je vais avoir une réunion avec les chercheurs avant notre départ pour essayer de lancer ce travail avant le congé de Pâques.

M. Allmand: Vous avez dit que les chercheurs vous ont fait rapport hier, ou nous ont fait rapport. À qui ont-ils fait rapport?

Le président: Le Comité n'avait pas d'existence de jeudi dernier jusqu'à dix-huit heures ce soir, n'est-ce pas?

M. Allmand: C'est cela.

Le président: Un certain nombre de membres du Comité ont eu une réunion officieuse avec des fonctionnaires du ministère des Affaires Extérieures et avec certains chercheurs au sujet de nos voyages à l'étranger.

M. Allmand: Ah bon.

Le président: Au cours de la réunion, nous avons demandé aux chercheurs de nous dire ce que proposait le rapport du groupe de travail Nielsen au sujet de l'immigration. De cette façon, nous serons au courant de cela lors de notre voyage.

M. Blackburn (Jonquière): Puis-je poser une question, monsieur le président?

Le président: Oui.

Mr. Blackburn (Jonquière): A few weeks ago, a subcommittee was preparing a document specifically on work sharing. Other sections were added to the paper at a subcommittee meeting. While some members of the committee are travelling abroad, would it not be a good idea to assign a researcher to continue that work so that we can present the document to the Standing Committee as soon as possible in March, or by mid-April at the latest?

Le président: En ce moment nous n'avons pas de chercheur qui pourrait faire ce travail. Si nous adoptons cette motion, nous aurons un chercheur de plus. J'ai l'impression que le Comité de l'emploi et du travail devrait se réunir cette semaine pour que le greffier puisse organiser des réunions pendant les congés au sujet des prévisions budgétaires. Autrement, nous n'avons pas suffisamment de temps. Le Comité pourrait également examiner le travail auquel vous faites allusion, mais il faut adopter les motions afin d'avoir les chercheurs. En ce moment, nous n'avons pas les ressources nécessaires. La motion dont nous sommes saisis nous donnerait un autre chercheur. D'accord?

Ensuite nous pourrions nous réunir et... Il y a beaucoup de travail à faire sur ce document, mais il y a également les rapports Nielsen et le budget de dépenses principales. De plus, il y a certains délais. Il faut faire rapport sur le budget des dépenses principales avant la fin de mai. Le groupe de travail Nielsen a également exercé certaines pressions au sujet des délais, et il y a également l'autre document de travail.

Aucune des motions n'habiliterait le président, en collaboration avec le Comité directeur, à décider du choix d'un ou deux autres chercheurs. Personnellement, je crois que nous allons

[Text]

need a couple more in the immediate future. We also have submissions from the 500 places we sent questionnaires out to... 500.

Mr. Allmand: On a point of order. I thought we were on a motion here—number 9. Are we not?

The Chairman: Yes. The second motion on number 9. Is there any more discussion on that motion or are we ready for the vote?

Mr. Allmand: There are two motions. There is one regarding...

The Chairman: Yes. We passed the first motion already. It is the second one that we are on.

Motion agreed to

Mr. Heap: Mr. Chairman, I take it the suggestions that were arrived at and which you summarized about the direction of the researchers do not need to be put in a motion, that they are understood as simply the detail of the motion we passed.

The Chairman: Okay. Would someone care to move that the chairman be empowered to enter into contract with up to two more researchers for two months, if the funds are available? I think we need more background work going on.

• 1915

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, pour la proposition que je fais, je voudrais également préciser que pour revenir à notre Sous-comité de direction sur le travail à temps partagé, le chercheur qui avait été engagé est parti plus tôt que prévu, c'est ce qui fait entre autres que le présent rapport n'est pas complété; alors, le fait d'engager deux chercheurs additionnels m'apparaît un besoin d'autant plus grand qu'il y aura cette section-là à compléter. J'en fais la proposition.

The Chairman: Okay. Mr. Blackburn so moves. Is there a seconder?

Mr. Peterson: I so second.

The Chairman: Mr. Peterson. Is there any discussion?

Mr. Heap: Yes. Before we vote on the motion, I would like to understand the procedure a little bit. You did have some discussion with me individually about Bal Dodd, although I have not seen his CV yet. You may have had the same sort of discussion with others, I do not know.

I am not sure at what time you will be doing this and I would be interested in knowing to what extent other members of the committee will be in on the discussion before you make the decision.

The Chairman: The past pattern, and it is one that I would continue, is that I become the central focus point for résumés from everybody. I would hold an interview and then, if I have a suggestion, take it to a representative from each party in the area in which the researcher is going to work. If it is approved, we enter into a short-term contract, say two months, to see

[Translation]

avoir besoin d'un ou deux chercheurs supplémentaires très bientôt. Nous avons également reçu des réponses aux 500 questionnaires que nous avons envoyés.

M. Allmand: J'invoque le règlement. Je croyais que nous étions en train de débattre d'une motion, le point numéro 9. Est-ce exact?

Le président: Oui. Il s'agit de la deuxième motion au point numéro 9. Y a-t-il d'autres discussions au sujet de la motion, ou sommes-nous prêts à passer au vote?

M. Allmand: Il y a deux motions. Il y en a une au sujet de...

Le président: Oui. Nous avons déjà adopté la première motion. Nous sommes en train de discuter de la deuxième motion.

La motion est adoptée

M. Heap: Si je comprends bien, monsieur le président, il n'est pas nécessaire de formuler une motion au sujet des suggestions concernant le travail des chercheurs. Cela fait partie des détails de la motion qui vient d'être adoptée.

Le président: D'accord. Quelqu'un veut-il proposer que le président soit habilité à conclure des contrats avec un ou deux chercheurs supplémentaires pendant deux mois, si nous avons suffisamment de fonds pour le faire? Je crois qu'il nous faut plus de travail de recherche.

Mr. Blackburn (Jonquière): I would also like to point out, Mr. Chairman, to come back to the subcommittee on work sharing, the researcher who was hired left sooner than expected. This means, among other things, that the report is not finished. I therefore think that there is an even greater need to hire two additional researchers since this work must be finished. I would so move.

Le président: D'accord. M. Blackburn fait la proposition. Quelqu'un appuie-t-il la motion?

M. Peterson: J'appuie la motion.

Le président: M. Peterson appuie la motion. Discussion?

M. Heap: Oui. Avant de voter sur la motion, je veux bien comprendre la procédure. Vous m'avez parlé personnellement de Bal Dodd, mais je n'ai pas encore vu son curriculum vitae. Vous avez peut-être eu le même genre de discussion avec les autres, mais je n'en sais rien.

Je ne sais pas quand vous allez le faire, et j'aimerais savoir dans quelle mesure les autres membres du Comité participeront à la discussion avant que vous ne preniez la décision.

Le président: Par le passé, c'est moi qui ai reçu les curriculum vitae de tous les candidats. Je propose qu'on continue cette pratique. J'ai eu une entrevue avec les candidats, et si je veux proposer quelqu'un, j'en parle à un représentant de chaque parti qui s'intéresse au domaine où le chercheur va travailler. Si tout le monde est d'accord, nous concluons un contrat à

[Texte]

how the person is working out and then we might pass a formal motion in the committee to do something for a longer term.

The immediate situation is as follows. If we get an amount of money it will be small, like \$75,000 intended for April and May, and we will have to make a full budget submission. My own sense is that, if we get Eric Adams, we have three quite experienced Library of Parliament researchers for our major undertakings; we would then be smart to hire young people with good talent.

The difficulty or the weakness of the Library of Parliament researchers is clearly with the French language. All three of them are not very skilled in French. I think it is essential that any researchers we hire out of committee funds be skilled in the French language. We have to have a balance in our researchers.

I have on my desk two résumés from young people. One is being laid off from the Department of Fisheries, and he seems to have a good background. The other, who was suggested by Mr. Allmand, is a young man living in Montreal who was a parliamentary intern in the Quebec legislature . . .

Mr. Allmand: In the Treasury Board, not in the legislature.

The Chairman: Anyhow, those are the two résumés I have which would fit the requirements of language and youth and appear to indicate good research minds, but I have not met either of them, so I could not make a judgment. I have until Friday to try to do something like that, otherwise it has to wait until I come back.

Mr. Allmand: I mentioned this before, but if we are moving to the American system in our committees, which we seem to be doing, and we have a budget to hire let us say five researchers besides those allocated by the Library of Parliament, I would like to see us break it down in such a way that it is fair to all the parties before the committee. And I would like to see us move to a situation where, if there were five, the chairman or the majority would hire, say, three, and the two opposition parties would hire one each to help them with their work before the committee.

That is the way they do it in the United States. They divide the research budget in such a way that it is apportioned between the majority and the minority.

• 1920

It would mean that both the NDP and the Liberals would have somebody to help them specifically with the work of this committee, and would report to them and do what work they think is important in pursuing their work here. I simply make that point. It is not necessary that it be voted upon now because we have no motion before us, unless . . .

The Chairman: We have a motion that the committee authorize the chairman to engage the services of two more researchers—if sufficient funds are available.

[Traduction]

court terme, mettons deux mois, pour voir comment les choses fonctionnent. Par la suite, nous pourrions adopter une motion officielle pour conclure un contrat à plus long terme.

La situation à l'heure actuelle est la suivante. Si nous recevons un financement, il ne sera pas très important, environ 75,000\$ pour avril et mai. Il va falloir présenter un budget complet. Personnellement je crois que si nous réussissons à avoir Eric Adams, nous aurons trois recherchistes de la Bibliothèque du Parlement qui sont très expérimentés pour nos travaux principaux. Par la suite, il serait bon d'embaucher des jeunes avec beaucoup de talent.

La lacune des recherchistes de la Bibliothèque du Parlement est leur manque de compétence en français. Je crois qu'il est essentiel que les recherchistes que nous embauchons à même les fonds du Comité soient compétents en français. Il faut garder un certain équilibre chez nos recherchistes.

J'ai sur mon bureau les curriculum vitae de deux jeunes. L'un est mis à pied par le ministère des Pêches, et il semble avoir de bons antécédents, l'autre, que M. Allmand a proposé, est un jeune de Montréal qui était stagiaire parlementaire à l'Assemblée législative du Québec . . .

M. Allmand: Au Conseil du Trésor, pas à l'Assemblée législative.

Le président: En tout cas, ce sont deux candidats qui semblent satisfaire aux exigences de langue et d'âge, et qui semblent avoir de bons talents de recherche. Cependant, comme je ne connais ni l'un ni l'autre, je ne peux pas me prononcer. Je dois prendre une décision avant vendredi, autrement, il faudra attendre mon retour.

M. Allmand: Comme je l'ai déjà dit, si nous nous dirigeons vers un système de comités inspiré du système américain, ce qui semble être le cas, et si nous avons un budget qui nous permet d'embaucher, mettons, cinq recherchistes en plus de ce que nous fournit la Bibliothèque du Parlement, je voudrais qu'il y ait une certaine justice pour tous les partis représentés au sein du Comité. S'il y a cinq recherchistes, par exemple, le parti majoritaire embaucherait trois recherchistes, et les deux partis d'opposition en embaucheraient un chacun pour les aider dans leur travail.

C'est comme cela que les comités procèdent aux États-Unis. Le budget de recherche est divisé entre la majorité et la minorité.

Ainsi les néo-démocrates et les libéraux auraient quelqu'un pour les aider à faire le travail pour le Comité; ces recherchistes pourraient relever d'eux et faire le travail que les députés croient important pour poursuivre leurs activités. Je voulais simplement faire cette remarque. Il n'est pas nécessaire de procéder au vote, étant donné que nous n'avons pas de motion à ce sujet, à moins . . .

Le président: Nous avons une motion portant que le Comité autorise le président à réserver les services de deux autres

[Text]

Mr. Allmand: I guess since you have already hired three . . .

The Chairman: One-and-a-half, at the moment; that is what we have. Smart, Thibault and Bal Dodd. Bal Dodd is a 12-day contract to the end of March.

Mr. Allmand: Okay, but this kind of proposal that I am making is not one that I would like to see just in this committee; I would like to see it accepted in all the committees. Consequently, I will have to discuss it—I have already discussed it—with our whip and our House leader. We will have to pursue it on a global front.

The Chairman: Further discussion? Ready for the question? All those in favour to hire two more researchers?

Motion agreed to

Mr. Allmand: How are we going to decide? The estimates have already been referred to this committee for a period of time, and we have taken no action. Of course, the committees only reorganize tonight, but we are still stuck with the same deadline where the estimates are reported back. A big chunk of the committee is going off for a while, and how do we start dealing with these estimates? That is my first question.

And then we have the records of all these reports from the Nielsen Task Force. Now, in one of those reports is the recommendation that Katimavik be killed. That report was received by the government, March, 1985, although they only made it public in March, 1986.

I asked the Deputy Prime Minister if he was serious in referring these reports to the committee—did it mean that he contemplated the possible reversal of actions carried out? He did not answer that, but it seemed to me that if there is any meaning at all . . . I studied the recommendations in the one on employment; two-thirds of them have already been implemented.

I would like to see an immediate review. Since we have been referred the task force report on employment, job-creation and training; and since that report includes the disposition or the cancellation of Katimavik; and since there is a hunger strike going on in Parliament; and since there is no new program to replace Katimavik—I would like to see this committee take that up as quickly as possible. Since it has been referred to us, it is part of the reference.

I want to know how we will come to any decisions on all these things. Will there be another steering committee tomorrow, or next week, or a meeting of the full committee to decide on these other matters?

The Chairman: I think we face a two-possibility situation right now. We will adjourn this meeting with the call of the

[Translation]

rechercheurs, si nous avons suffisamment d'argent pour le faire.

M. Allmand: Étant donné que vous avez déjà embauché trois . . .

Le président: Un chercheur et demi, pour le moment, c'est tout ce que nous avons. Nous avons les chercheurs Smart, Thibault et Bal Dodd. Bal Dodd a reçu un contrat de douze jours, qui se termine à la fin de mars.

M. Allmand: Très bien, mais ce genre de proposition que je vous fais, ce n'est pas pour ce comité-ci seulement, j'aimerais que ce soit pour tous les comités. Par conséquent, j'aimerais bien en discuter—je l'ai déjà fait—avec notre whip et notre leader à la Chambre. Nous devons poursuivre la question sur tous les fronts.

Le président: Avez-vous autre chose à dire? Est-ce que vous êtes prêts pour le vote? Ceux qui préconisent que nous embauchions deux autres chercheurs, lèvez la main.

La motion est adoptée

M. Allmand: Comment allons-nous procéder? Les prévisions budgétaires ont déjà été envoyées au Comité depuis un certain temps, et nous n'avons pas encore pris de décision. Les comités n'ont que ce soir pour se réorganiser, bien sûr, mais nous avons toujours les mêmes délais pour faire rapport des prévisions budgétaires. Une partie importante du Comité sera à l'extérieur pendant un certain temps, comment allons-nous pouvoir examiner les prévisions budgétaires? Voilà ma première question.

Nous avons ensuite à examiner tous les rapports du groupe de travail Nielsen. On trouve dans un de ces rapports la recommandation que Katimavik soit éliminé. Le gouvernement a reçu le rapport en mars 1985, même s'il ne l'a publié qu'en mars 1986.

J'ai demandé au premier ministre suppléant s'il était sérieux en remettant ces rapports au Comité—est-ce qu'il prévoyait un renversement possible des mesures prises? Il n'a pas répondu, mais il me semble que si cela signifie quelque chose . . . j'ai étudié les recommandations contenues dans le rapport sur l'emploi; les deux tiers de ces recommandations sont déjà en vigueur.

J'aimerais qu'il y ait un examen immédiat. Étant donné qu'on nous a transmis le rapport du groupe de travail sur l'emploi, la création d'emplois et la formation, et que ce rapport comporte l'annulation du programme Katimavik, étant donné qu'une grève de la faim se poursuit au Parlement, et comme il n'y a pas de nouveau programme pour remplacer Katimavik, j'aimerais que le Comité étudie la question le plus rapidement possible. Puisque cette question nous a été renvoyée, elle fait partie de notre ordre de renvoi.

J'aimerais savoir comment nous pourrions prendre des décisions sur toutes ces questions. Y aura-t-il une autre réunion du Comité directeur demain, ou la semaine prochaine, ou une réunion du Comité plénier pour décider des autres questions?

Le président: Je crois que présentement deux possibilités s'offrent à nous. Nous allons ajourner la réunion jusqu'à

[Texte]

Chair. Okay? So we can have another one at the call of the Chair.

We could have a steering-committee meeting in the next couple of days, called by Mr. Blackburn—that would involve you and John Rodriguez, I would assume—to clarify how many meetings on labour issues and employment issues we want in terms of main estimates, and the procedure for getting at the Nielsen Task Force. That is one way to go, and your chairman would operate as if that plan were real. We would call the first meeting, and at the first meeting try and get a quorum to approve the plan, in a formal sense, but we could start the plan. We could . . .

Mr. Allmand: Any steering committee report has to be approved by the full committee.

• 1925

The Chairman: Okay? But we do not want to wait for a quorum meaning to call the first meeting. If we say we want a hearing on estimates on April 10, out of the steering committee, your chairman would undertake to call the meeting to start the estimates and would use the meeting to approve the agenda. We could settle it right now without a steering committee meeting, if we can do it in a general kind of sense and then trust the development. We could say we want three meetings on employment estimates by the middle of May, two on the labour estimates and a session with our researchers on the Nielsen task force, etc., all arranged between April 10 and May 15. If we could agree on something like this right now and if we could just lay it out, then we could get on with arranging it. But I do not know what members would prefer: to have a steering committee meeting to talk it over in more depth or to set the general parameters now.

My own sense is that we will not know how we want to proceed on the immigration part of what we are about, who we want to call or in what sequence, until the members come back. We have a time line to May 30. The last member gets back here on April 17 or 18, and the members are going to have to plan what they need to do to finish the reference off. But the other side of our thing could start as soon as the break is over. It is just a question of how do we start it.

Mr. Allmand: We had better have a steering committee. I thought this was to be a simple organizational meeting tonight, but it has gone on for an hour and a half. I have a meeting at 7:00 and I am 25 minutes late now.

The Chairman: Then Mr. Blackburn will call a steering committee meeting tomorrow or Thursday.

[Traduction]

nouvelle convocation du président. Est-ce que cela vous convient? Nous pourrions donc tenir une autre réunion lorsque le président la convoquera.

Nous tiendrons une réunion du Comité directeur dans les jours qui suivent, M. Blackburn la convoquera—vous y assisterez vous-même de même que John Rodriguez, je suppose—afin que nous puissions jeter un peu de lumière sur de nombreuses questions concernant le travail, l'emploi, qui se retrouvent dans les prévisions budgétaires, et la façon d'aborder les rapports du groupe de travail Nielsen. Voilà une façon de faire, et votre président agira comme si ce plan existait. Nous pourrions convoquer la première réunion et essayer alors d'obtenir le quorum pour approuver ce plan, de façon officielle, mais nous pourrions quand même commencer. Nous pourrions aussi . . .

M. Allmand: Tout rapport d'un Comité directeur doit être approuvé par le Comité plénier.

Le président: Vous êtes d'accord? Nous ne voulons pas attendre d'avoir le quorum pour convoquer la première réunion. Si nous voulons une séance le 10 avril au sujet des prévisions budgétaires, après décision du Comité directeur, votre président se chargera de convoquer cette séance pour que nous commencions l'examen de ces prévisions et nous pourrions en même temps approuver l'ordre du jour. Nous pourrions décider dès maintenant, sans qu'il y ait de réunion du Comité directeur, procéder de façon générale et voir ensuite comment les choses se déroulent. Nous pourrions dire que nous voulons trois réunions pour l'examen des prévisions budgétaires sur l'emploi d'ici le milieu de mai, deux sur les prévisions budgétaires concernant le travail et une réunion avec nos chercheurs au sujet des rapports du groupe de travail Nielsen, etc., toutes ces réunions étant prévues entre le 10 avril et le 15 mai. Si nous pouvions en convenir dès maintenant, pour voir ce qu'il faut faire, nous pourrions ensuite faire les arrangements. Toutefois, je ne sais pas ce que les députés veulent faire: avoir une réunion du Comité directeur pour en discuter plus longuement ou établir dès maintenant des paramètres généraux.

Je crois personnellement que nous ne saurons pas comment nous voulons procéder au sujet de l'immigration, qui nous voulons convoquer et dans quel ordre, tant que les députés ne seront pas revenus de leur voyage. Nous avons une date limite, fixée au 30 mai. Le dernier député doit revenir le 17 ou le 18 avril, nous devons dresser le plan de ce qu'il nous faut pour terminer notre ordre de renvoi. Nous pourrions commencer nos travaux dès notre retour du congé de Pâques. Il s'agit simplement de savoir comment nous allons commencer.

M. Allmand: Il vaudrait mieux que nous ayons une réunion du Comité directeur. J'avais l'impression qu'il s'agissait ce soir d'une simple réunion d'organisation, mais elle se poursuit depuis une heure et demie. J'ai une réunion à 19h et je suis déjà 25 minutes en retard.

Le président: M. Blackburn convoquera donc une réunion du Comité directeur pour demain ou jeudi.

[Text]

Mr. Allmand: On everything relating to the committee . . . I cannot remember what—

The Chairman: Relating to the committee in the area of employment, unemployment insurance and labour issues.

Mr. Allmand: What about housing?

Mr. Blackburn (Jonquière): Do we want to do it, or leave the housing?

Mr. Allmand: I was thinking about the Nielsen task force report. If Sheila—here comes the problem—Sheila will come and she will want some direction on what is going to happen.

The Chairman: Okay, we can agree on the agenda.

Mr. Heap: Mr. Chairman, I will be absent tomorrow . . .

Mr. Allmand: This is right; I keep forgetting.

Mr. Heap: —and the next day on parliamentary business. I would be sorry if I missed the discussion of housing.

The Chairman: I think it is simpler to leave housing out and to develop a plan for the other; then we will feed it in. Okay?

Mr. Allmand: Okay.

The Chairman: You have your chairman's commitment to operate as if the subcommittee's decision were the committee's decision, at least in the sense of making the arrangements to implement, so that the committee can then deal with it at its first meeting after the break.

Mr. Allmand: I would like to ask the clerk something. Prior to the adoption of the new rules, I think, there was a procedure whereby four members of any committee could force the calling of a committee to deal with certain business. What is the rule now?

The Clerk: The same rule still applies. I could find it for you in just one minute.

Mr. Allmand: Whether the committees are seven or eleven, it is still four?

The Clerk: I believe so but I would like to check on it. I believe the same rule applies.

Mr. Allmand: Could you let my office know because I am very concerned about the parts of the Nielsen task force report referred to this committee that require immediate action. Would you let me know how many members we need to force the calling of the committee? Okay, thank you. Mr. Blackburn will arrange for a steering committee. Does Mr. Blackburn have a clerk to help him in all this?

The Chairman: We have a replacement clerk for Michael while he is away. Probably we should turn the clerk over to this steering committee meeting. Whatever plans develop, the clerk will have to make the calls to the offices and stuff to set it up. And you have enough to do.

[Translation]

M. Allmand: Pour tout ce qui touche à notre comité . . . je ne me souviens pas ce que . . .

Le président: Pour tout ce qui touche à notre comité dans les secteurs de l'emploi, de l'assurance-chômage et du travail.

M. Allmand: Qu'en est-il du logement?

M. Blackburn (Jonquière): Voulons-nous nous en occuper ou mettre cette question de côté?

M. Allmand: Je songeais au rapport du groupe de travail Nielsen. Si Sheila—voilà le problème—Sheila voudra qu'on lui donne une certaine orientation concernant nos activités.

Le président: Très bien, nous pouvons accepter un ordre du jour.

M. Heap: Monsieur le président, je serai absent demain . . .

M. Allmand: C'est vrai, j'oublie toujours.

M. Heap: . . . et le jour suivant, je dois m'occuper des questions parlementaires. Veuillez m'excuser si je ne participe pas aux discussions sur le logement.

Le président: Il vaudrait mieux, je crois, mettre de côté la question du logement et élaborer un plan pour l'autre question, nous pourrions ensuite fournir les renseignements nécessaires. Cela vous va?

M. Allmand: Très bien.

Le président: Le président s'engage à procéder comme si la décision du sous-comité était celle du Comité, du moins pour prévoir les arrangements, afin que le Comité puisse traiter de cette question dès sa première réunion après le congé de Pâques.

M. Allmand: Je voudrais poser une question au greffier. Je crois qu'avant l'adoption du nouveau règlement, nous avions une procédure qui permettait à quatre membres d'un comité d'exiger la tenue d'une séance pour traiter de certaines questions. Qu'en est-il dans le nouveau règlement?

Le greffier: C'est la même chose. Je peux trouver ce point du règlement dans un instant.

M. Allmand: Que le comité comprenne sept ou onze membres, il en faudrait toujours quatre pour pouvoir le faire?

Le greffier: Je le crois, mais je vais vérifier. Je crois que la même règle s'applique.

M. Allmand: Pourriez-vous en informer mon bureau, car je suis très préoccupé par certaines parties du rapport du groupe de travail Nielsen, qui ont été déferées au Comité et qui exigent des mesures immédiates. Pourriez-vous me laisser savoir combien de députés il faut pour exiger la tenue d'une séance de comité? Très bien, je vous remercie. M. Blackburn convoquera une réunion du Comité directeur. Est-ce que M. Blackburn a l'aide d'un greffier pour faire tout ce travail?

Le président: Nous avons un greffier substitut pour remplacer Michael durant son absence. Nous pourrions probablement affecter le greffier à la réunion du Comité directeur. Quels que soient les plans qui sont élaborés, le greffier devra téléphoner à tous nos bureaux et prévoir tout ce qu'il faut. Vous avez suffisamment à faire.

[Texte]

The Clerk: Yes.

Mr. Allmand: Also Michael is too busy to give me the information. The replacement clerk can. I do not care who gives it to me as long as it is official advice from the clerk's office.

The Chairman: Our staff has been working a lot of long hours to get us ready for this trip. So Michael will give the name of the clerk and the phone number to Jean-Pierre and we will get the meeting arranged either tomorrow or Thursday by calling members' offices.

• 1930

Is there any further business?

Mr. Jourdenais: Is there a minimum of time allocated to call the steering committee? You call a member, you say tonight. You call them tomorrow afternoon, you cannot call them for tomorrow night.

The Chairman: It is generally done by agreement. You will find the time because there is a small number of people.

Mr. Jourdenais: By a group.

The Chairman: Then you do it.

The meeting is adjourned to the call of the chair.

[Traduction]

Le greffier: Oui.

M. Allmand: Michael est trop occupé pour me donner les renseignements. Le greffier substitut peut le faire. Je n'ai pas de préférence, pour autant que je reçoive ce renseignement officiel du bureau des greffiers.

Le président: Notre personnel a travaillé de longues heures pour nous préparer à ce voyage. Par conséquent, Michael donnera le nom au greffier et le numéro de téléphone à Jean-Pierre, et nous allons prendre les dispositions pour qu'il y ait réunion demain ou jeudi. Vous recevrez tous un appel téléphonique.

Avez-vous d'autres questions?

M. Jourdenais: Y a-t-il un délai minimum pour convoquer la réunion du comité directeur? Peut-être qu'en appelant les députés maintenant, vous pouvez les convoquer pour ce soir. Si vous appelez demain après-midi, vous ne pouvez pas les convoquer demain soir.

Le président: Nous le faisons habituellement en obtenant l'accord des personnes concernées. Il sera facile de trouver un moment pour se réunir étant donné que nous sommes peu nombreux.

M. Jourdenais: En groupe.

Le président: Alors faites-le.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 53

Wednesday, April 9, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 53

Le mercredi 9 avril 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 (Employment
and Insurance Program) EMPLOYMENT AND
IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget principal des dépenses 1986-1987: crédits 10 et
15 (Programme d'emploi et d'assurance) EMPLOI ET
IMMIGRATION

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Gilles Bernier
Pauline Browes
Dan Heap

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Sergio Marchi
John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

ORDER OF REFERENCE

Thursday, February 27, 1986

ORDERED,—That Employment and Immigration Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30; and

That Labour Votes 1, 5, 10, 15, L20, L25 and 30 for the fiscal year ending March 31, 1987, be referred to the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Le jeudi 27 février 1986

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Emploi et Immigration; et

Que les crédits 1, 5, 10, 15, L20, L25 et 30, Travail, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1987, soient déferés au Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

ATTESTÉ

pour Le Greffier de la Chambre des communes

MICHAEL B. KIRBY

for The Clerk of the House of Commons

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, APRIL 9, 1986
(78)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:30 o'clock p.m., this day, the Vice-Chairman, Jean-Pierre Blackburn, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn and John R. Rodriguez.

Other Members present: George Baker, Sheila Copps and Allan Redway.

In attendance: From the Committee's Research Staff: David McGovern and Louise Thibault.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Gaétan Lussier, Deputy Minister; John Edwards, Associate Deputy Minister; Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration; J.J. Verbruggen, A/Executive Director, Insurance.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 27, 1986 being read as follows:

ORDERED,—That Employment and Immigration Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30; and

That Labour Votes 1, 5, 10, 15, L20, L25 and 30 for the fiscal year ending March 31, 1987, be referred to the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration.

The Vice-Chairman called Votes 10 and 15 (Employment and Insurance Program) under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witnesses answered questions.

At 8:53 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 9 AVRIL 1986
(78)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 30, sous la présidence de Jean-Pierre Blackburn, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, John R. Rodriguez.

Autres députés présents: George Baker, Sheila Copps, Allan Redway.

Aussi présents: Du personnel de recherche du Comité: David McGovern, Louise Thibault.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Gaétan Lussier, sous-ministre; John Edwards, sous-ministre associé; Paul Gauvin, directeur exécutif, Finances et administration; J.J. Verbruggen, directeur exécutif intérimaire, Assurance.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 27 février 1986 dont lecture est donnée en ces termes:

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 inscrits sous la rubrique Emploi et Immigration; et

Que les crédits 1, 5, 10, 15, L20, L25 et 30 inscrits sous la rubrique Emploi pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987 soit déferés au Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

Le vice-président met en délibération les crédits 10 et 15 (Programme d'emploi et d'assurance) inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Les témoins répondent aux questions.

A 20 h 53, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Greffier de Comité

Lucie Gratton

Committee Clerk

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Wednesday, April 9, 1986

• 1832

Le vice-président: À l'ordre!

Bonsoir, tout le monde. Nous avons le plaisir de recevoir ce soir différents témoins que je vous présenterai dans quelques minutes.

Je mets en délibération les crédits 10 et 15 du Programme d'emploi et d'assurance sous la rubrique Emploi et Immigration.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement\$73,932,000

Crédit 15—Subventions et contributions.....\$1,513,877,000

Le vice-président: Étant donné que nous sommes peu nombreux, je n'imposerai pas de limite de temps pour les questions. Si je vois qu'on semble vouloir aller trop loin, je donnerai la parole à l'autre personne présente.

Cela vous convient-il, monsieur Allmand?

M. Allmand: J'aimerais poser une question sur la procédure en premier lieu.

The Minister had been scheduled for this meeting. As you know, we had a steering committee meeting with you just before the Easter break and it was agreed that the Minister would appear and it was confirmed that she would appear. Then we got word during the break that she would not appear. I found it strange, because she was in the House today and she is around. I would like to know why the Minister is not here tonight.

Le vice-président: Selon ce qu'on nous a dit, M^{me} MacDonald n'est malheureusement pas disponible aujourd'hui. Elle a cependant confirmé qu'elle pourra assister à la réunion du jeudi 17 avril, à 18h00. Elle se fera alors un plaisir de répondre à nos questions.

Mr. Allmand: You will recall that at the steering committee meeting that we had with you and that we had requested there seemed to be consensus that we would try to get the Minister on I think three occasions: once basically on unemployment insurance matters; once on employment matters, or maybe twice on employment matters. Am I now to believe the Minister will only come once?

Le vice-président: Il est prévu qu'elle viendra jeudi, le 17. S'il s'avérait souhaitable que M^{me} la ministre assiste à une deuxième rencontre, nous essaierons de la faire venir dans la mesure du possible.

De toute façon, nous verrons comment les choses se dérouleront jeudi, le 17. Il est exact qu'elle avait confirmé pour ce soir, mais elle a dû annuler. Elle sera donc avec nous le 17.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mercredi 9 avril 1986

The Vice-Chairman: Order please!

Good evening, everyone. It is our pleasure this evening to welcome several witnesses whom I will introduce to you in a few moments.

I would like to call vote 10 and 15 of the Employment and Insurance Program under Employment and Immigration.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating Expenses\$73,932,000

Vote 15—Grants and Contributions\$1,513,877,000

The Vice-Chairman: As there are so few of us here this evening, I will not limit your time. If I see that things are getting out of hand, I will give the floor to the next member.

Does that suit you, Mr. Allmand?

Mr. Allmand: I would like to first settle a question of procedure.

La ministre devait comparaître ce soir. Comme vous le savez, un peu avant le congé de Pâques, le comité directeur s'est réuni et a convenu que la ministre devait comparaître. D'ailleurs, elle a confirmé sa comparution. Ensuite, durant le congé, nous avons appris qu'elle ne comparaitrait pas. C'est curieux. Elle était à la Chambre aujourd'hui; pourtant, elle n'est pas là ce soir. Je voudrais savoir pourquoi la ministre est absente.

The Vice-Chairman: From what we gather, Ms MacDonald is unfortunately not available this evening. However, she has confirmed her appearance scheduled for Thursday, April 17, at 6 p.m. She has said she will be happy to answer any of our questions at that time.

M. Allmand: Vous vous souviendrez que lors de la réunion du comité de direction, nous avons convenu d'inviter la ministre à trois reprises: une fois pour parler des questions d'assurance-chômage, une deuxième pour traiter des questions d'emploi, et peut-être une troisième sur le même sujet. Dois-je maintenant conclure que la ministre ne viendra qu'une seule fois?

The Vice-Chairman: The Minister is scheduled to appear on Thursday the 17th. If we judge it appropriate to have her back for a second meeting, we will do everything possible to enable the Minister to appear.

In any event, we will see what happens on Thursday, the 17th. You have rightly pointed out that she had confirmed her appearance this evening; however, she had to cancel. She will be with us on the 17th.

[Text]

Mr. Allmand: I want to register, Mr. Chairman, my disappointment, and I also want to register my protest.

• 1835

These new smaller committees were supposed to be an improvement over the process we had in the past, and all we see here tonight is you, myself and a third member who is a replacement member. He is one of the active members on the government side, who fills in for a lot of people and does a lot of work in the House, but it is not a very good omen. I thought these committees would be an improvement on the process of examining the Ministers and their departments and I intend to pursue this further, but I will not do so any more tonight. But I just want to tell you and your colleague that the system is not going to work very well if the Ministers do not pay attention to it and if they leave it to a few backbenchers to have these meetings at 6.30 p.m. with nobody here and so on.

That having been said, I will be pleased to proceed.

Mr. Redway: I would like to interject for a moment and say that this might not be a good omen, but it certainly is a good Allmand.

Mr. Allmand: Thank you.

Le vice-président: Vous comprendrez, monsieur Allmand, que plusieurs de nos collègues membres du Comité se trouvent présentement à l'extérieur du pays. Cependant, dès la semaine prochaine, ils seront certainement plus assidus aux réunions de notre Comité permanent de l'emploi et de l'immigration.

Cela dit, j'ai le plaisir de vous présenter nos témoins de ce soir. Ce sont M. Gaétan Lussier, sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ainsi que M. John Edwards, sous-ministre associé. Ils sont accompagnés de M. Paul Gauvin, directeur exécutif, Finances et Administration; M. Peter Hicks, directeur exécutif, Planification de l'emploi; et M. J.J. Verbruggen, directeur exécutif par intérim, Assurance.

M. Lussier a sans doute une déclaration à faire.

M. Gaétan Lussier (sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, nous sommes prêts à répondre aux questions des membres du Comité.

Le vice-président: Monsieur Allmand.

Mr. Allmand: My first series of questions relates to the cuts in unemployment insurance for those receiving early retirement pensions, which went into effect on January 1, 1986. My first question is: Why were these cuts or reductions implemented for those receiving pensions, but with no such cuts for those who may be receiving revenue in other ways although they may be on early retirement? I tried to get an answer to this during the special debate we had in the House of Commons, but nobody would answer me.

I gave the example of person A and person B. Person A works for Northern Electric, let us say, gets retired at age 55,

[Translation]

M. Allmand: Monsieur le président, je tiens à dire combien je suis déçu et à protester formellement.

Ces nouveaux petits comités étaient censés mieux fonctionner que les anciens, mais d'après ce que nous voyons ce soir, nous ne sommes que trois, vous, moi-même et un troisième député qui en remplace un autre. Il est un des députés actifs du côté gouvernemental, et il remplace un grand nombre de ses collègues et fait beaucoup de travail à la Chambre, mais ce n'est pas de très bon augure. J'aurais cru que ces comités auraient marqué un progrès dans l'examen des ministres et de leurs ministères, et j'ai l'intention de poursuivre sur cette question, mais je ne vais pas le faire ce soir. Je voudrais toutefois vous souligner, de même qu'à votre collègue, que le système ne va pas très bien marcher si les ministres n'y portent pas attention et s'ils laissent à quelques députés d'arrière-ban le soin d'assister à ces réunions de 18h30, alors que personne d'autre n'y vient.

Cela dit, je serais heureux que nous puissions commencer.

M. Redway: Permettez-moi d'intervenir un instant pour dire que ce n'est peut-être pas de bon augure, mais M. Allmand fait bonne figure.

M. Allmand: Merci.

The Vice-Chairman: You will understand, Mr. Allmand, that several of your colleagues and members of this committee are presently out of the country. However, as soon as next week, they will certainly attend assiduously the meetings of our Standing Committee on Employment and Immigration.

That being said, I have the pleasure to introduce our witnesses tonight, Mr. Gaétan Lussier, Deputy Minister, Employment and Immigration, and Mr. John Edwards, Associate Deputy Minister. They are accompanied by Mr. Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration; Mr. Peter Hicks, Executive Director, Employment Planning, and Mr. J.J. Verbruggen, Acting Executive Director, Insurance.

No doubt Mr. Lussier will want to make a statement.

Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Employment and Immigration): Mr. Chairman, we are ready to answer the members' questions.

The Vice-Chairman: Mr. Allmand.

M. Allmand: Ma première série de questions a trait aux réductions des prestations d'assurance-chômage qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1986 pour ceux qui reçoivent une pension de retraite anticipée. Voici ma première question: pourquoi a-t-on effectué ces coupures ou réductions pour ceux qui reçoivent des pensions, mais pourquoi ces mêmes réductions ne visent-elles pas ceux qui reçoivent un revenu d'autres sources, même s'ils ont pris une retraite anticipée? J'ai essayé d'obtenir une réponse à cette question lors d'un débat spécial à la Chambre des communes, mais personne n'a voulu me répondre.

Je donne l'exemple d'une personne A et d'une personne B. La personne A travaille à *Northern Electric*, disons, et se retire

[Texte]

lives in a triplex building, receives rent from two of the units and lives in one. The person gets unemployment insurance, but no early retirement pension, and may have some stocks and bonds. He receives dividends and interest; his unemployment insurance is not cut. Person B is retired from the Armed Forces, is given an early retirement pension and his unemployment insurance is cut. Both are ready and available for work. One suffers from a cutback in unemployment insurance; the other one does not.

If we are going to make unemployment insurance, as it is here, dependent on whether or not you have other revenue, why was the only revenue chosen in this case an early retirement pension?

• 1840

Mr. Lussier: First of all, there are other situations where sources of other revenues are taken into account in determining the benefit eligibility of individuals; for example, people who could be or are working in other situations where 25% of work can be done without claims for deductions being made. So it is not, I am saying, the only situation where there is adjustment and taking into account of source of income revenues before the final benefit eligibility is established under the unemployment insurance regulations.

Mr. Allmand: Excuse me, Mr. Lussier. I of course am not arguing with any case where a person is working on a part-time basis. I am really referring to those cases where you receive revenue without working; revenue from rental income, interest income, dividend income. But I agree with you. I have no argument where the person may be working on a part-time basis. I would like you to tell me what the logic was for reducing the unemployment insurance in those cases.

Mr. Lussier: I think those questions naturally have been addressed in many instances by my Minister already. I think the situation in here is recognized. This decision was announced and some time ago, in fact going back a year and a half ago now, it then entered, as you indicated, effectively in early January. But there are situations again in that. Naturally, it is difficult... not having the specific case you are alluding to in front of me. But there are cases where there are exceptions related to the pension, for example; disability pensions or pension income solely from one's own savings are excepted and are not included at all in the calculation of the benefits in this situation. There are a series of exemptions in the context of the implementation of that regulation that would take into account various situations.

Mr. Allmand: I have tried to make this point with the Minister and I cannot seem to get any answers. I just want to make the point with you. I will not argue it at great length. But I want to tell you that those people who are out there in the country and who have had their unemployment cut back because they are receiving an early retirement pension are having their unemployment insurance cut back and they see

[Traduction]

à 55 ans; elle vit dans un triplex et reçoit un loyer de deux unités de logement et vit dans l'autre logement. Cette personne reçoit des prestations d'assurance-chômage, mais pas de pension de retraite anticipée, et elle a peut-être également des actions et des obligations. Elle reçoit des dividendes et des intérêts; ses prestations d'assurance-chômage ne sont pas réduites. La personne B est retraitée des forces armées, elle reçoit une pension de retraite anticipée et son assurance-chômage s'en trouve réduite. Les deux sont disponibles, prêtes à travailler. Une de ces personnes voit son assurance-chômage réduite et l'autre pas.

Si nous décidons que les prestations d'assurance-chômage, comme c'est le cas ici, dépendent du fait qu'une personne a ou non d'autres revenus, pourquoi le seul revenu choisi dans ce cas-ci est-il la pension de retraite anticipée?

M. Lussier: Je vous dirais tout d'abord qu'il y a d'autres situations où l'on tient compte du revenu provenant d'autres sources pour déterminer l'admissibilité des retraités aux prestations. Je songe par exemple aux personnes qui pourraient travailler ou qui travaillent dans d'autres situations où 25 p. 100 du travail est fait sans qu'on puisse réclamer de déductions. Par conséquent, je le répète, ce n'est pas la seule situation où il y a rajustement et où on tient compte de la source du revenu avant que l'admissibilité aux prestations soit finalement établie en vertu des règlements de l'assurance-chômage.

M. Allmand: Excusez-moi, monsieur Lussier, je ne songeais pas bien sûr à la situation d'une personne qui travaille à temps partiel. Je voulais parler des personnes qui ont d'autres revenus sans travailler, revenus provenant de logements, d'intérêts, de dividendes. Toutefois, je suis d'accord avec vous. Mon argument ne s'étend pas aux personnes qui travaillent à temps partiel. J'aimerais que vous me disiez selon quelle logique on a réduit les prestations d'assurance-chômage dans ces cas.

M. Lussier: Mon ministre l'a déjà mentionné à plusieurs reprises. C'est une situation qui a été reconnue. La décision avait été annoncée il y a quelque temps, il y a un an et demi je crois, et elle est entrée en vigueur, comme vous l'avez mentionné, au début de janvier. Cette fois, comme vous l'avez dit, nous faisons face à certaines situations. Naturellement, il est difficile... Je n'ai pas devant moi ce cas précis auquel vous faites allusion. Toutefois, on a fait des exceptions dans certains cas pour les pensions, par exemple; les pensions d'invalidité, ou le revenu de retraite provenant de l'épargne seulement font exception et ne sont pas compris dans le calcul des prestations. Il y a toute une série d'exceptions dans l'application de ce règlement qui tiennent compte de diverses situations.

M. Allmand: J'ai essayé de soulever la question auprès du ministre, et je n'ai pu obtenir de réponse. Je voulais également la soulever avec vous. Je ne vais pas en discuter longtemps. Cependant, j'aimerais vous dire qu'il y a au pays des gens dont les prestations d'assurance-chômage ont été diminuées parce qu'ils reçoivent une pension de retraite anticipée, mais ces mêmes personnes se rendent compte que quelqu'un d'autre

[Text]

another man over there who is getting his full unemployment insurance because he is getting revenue from rents or from dividends and they feel very much badly treated; unfairly treated.

The cases you give where it is a disability pension and all that, nobody minds. It is where it is pure revenue. In one case because my revenue comes from an early retirement pension from the armed forces or from the CPR, I lose part or all of my unemployment benefits; whereas the other person who was maybe paying in as I was paying in loses nothing, even though they are receiving revenue, and the revenue may be as much as I am getting from my early retirement pension. There is a great sense of inequity and unfairness.

Because you are civil servants, I will not argue it any more. But I am hoping these representations will sooner or later get through to somebody and corrections will be made.

I want to ask you this. This is on the same subject. We have learned recently that because of these cuts now, certain departments of government, including the Post Office—the examples that are called into my office are from the Post Office... that some people were going to take early retirement. And then when this happened—these cuts in unemployment insurance—they decided they may not, and then the incentive compensation for taking early retirement was increased. So here we have one branch of the government sweetening the pot so that people will take early retirement, because unemployment insurance has been cut, but other people getting their pay from the same federal government, and again I refer to retired armed service personnel, because they are obliged to retire...

• 1845

What I want to ask, and I know this is under the Treasury Board: Did Treasury Board, before authorizing these sweetened retirement compensation packages to compensate for unemployment insurance, consult with either the Unemployment Insurance Commission or CEIC? Were there any consultations; and what kind of advice or reaction would you give to that so fairness would be dealt out on all sides?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I think I would like to try to answer your second question, but also try to answer your first interrogation. The only comment I would like to make here is the unemployment insurance scheme is directly related to loss of employment. And the rationale behind it is that pension, which is a direct revenue arising from an employment situation, is one thing in the context of UI. The other example you mentioned, personal saving, which is not in any way related to the employer/employee relationship, is then to exclude it. And in that sense...

Your latter questions, there are no... formal consultations with Employment and Immigration Canada in those cases. I do not think so. The program you referred to is a program set in place by Treasury Board for certain categories of people,

[Translation]

reçoit toutes ses prestations d'assurance-chômage, même s'il a un revenu provenant de logements ou de dividendes. Le premier se sent donc traité injustement.

Vous me citez le cas de personnes qui reçoivent des pensions d'invalidité, par exemple; personne n'est contre cela. La question se pose lorsqu'il s'agit de revenus purs et simples. Dans un cas, parce que mon revenu provient d'une pension de retraite anticipée, des forces armées ou du CP, je perds la totalité ou une partie de mes prestations d'assurance-chômage, alors qu'une autre personne, qui payait les mêmes cotisations que moi, ne perd rien, même si elle reçoit un revenu d'autres sources, et que ce revenu est aussi élevé que ma pension de retraite anticipée. À mon avis, c'est tout à fait injuste.

Parce que vous êtes des fonctionnaires, je ne vais pas prolonger cette discussion. Toutefois, j'espère que ces démarches donneront tôt ou tard des résultats et que quelqu'un apportera les correctifs nécessaires.

Je voudrais vous poser une autre question. Il s'agit du même sujet. Nous avons entendu dire récemment qu'à cause de ces réductions, certains ministères du gouvernement, y compris la Société des Postes—les exemples qu'on a donnés à mon bureau touchaient la Société des Postes... que certaines personnes devaient prendre une retraite anticipée. Lorsqu'elles ont su ce qui se passait—une diminution des prestations d'assurance-chômage—elles ont décidé de ne pas le faire, et on a donc augmenté l'indemnité visant à encourager la retraite anticipée. Voilà donc un service du gouvernement qui dore la pilule, en quelque sorte, afin que les gens prennent une retraite anticipée, étant donné que les prestations d'assurance-chômage ont été réduites, mais d'autres personnes qui reçoivent leur paye du même gouvernement fédéral, et je songe encore au personnel retraité des forces armées, parce qu'elles sont obligées de prendre leur retraite...

Voici ce que je voulais vous demander, et je sais que la question relève du Conseil du Trésor: est-ce que ce dernier, avant d'autoriser ces mesures d'indemnisation alléchantes, a consulté soit la Commission d'assurance-chômage, soit la CEIC? Y a-t-il eu consultation, et quel conseil donneriez-vous ou quelle réaction auriez-vous à ce sujet afin que tous soient traités également?

M. Lussier: Monsieur le président, je vais tenter de répondre à la deuxième question, et aussi à la première. La seule remarque que je pourrais vous faire est que le régime d'assurance-chômage est relié directement à la perte d'emploi. La raison d'être de cette mesure, c'est que la pension de retraite, qui est un revenu direct découlant d'un emploi, est vue comme telle dans le contexte de l'assurance-chômage. Vous avez cité un autre exemple, l'épargne personnelle; elle n'est pas reliée de quelque façon aux relations employeur-employé, et elle est donc exclue. Dans ce sens...

Pour répondre à votre dernière question, il n'y a pas eu... de consultations officielles avec la Commission de l'emploi et de l'immigration dans ces cas-ci. Je ne le crois pas. Le programme que vous mentionnez est un programme établi par

[Texte]

but in that context unemployment insurance is not necessarily a way of encouraging early retirement. The objective underlying unemployment insurance is to give an income in difficult situations when there is loss of employment, but not necessarily to become or to be an instrument of adjustment of other shape or form.

Mr. Allmand: I must point out to you that in some types of work, especially in some small firms, there is no company pension plan. These people are paid a supplemental amount to provide for their old age in any way they want. Some people have put that money into RSPs; some people have put it into duplexes—in Montreal there is a lot of that—into triplexes, into small apartment buildings; or they have put it into stocks and bonds of one kind or other. They are employees; they contribute to unemployment insurance. If they are laid off or they are put out in one way or another before their time at, let us say, age 55—and I give that age again because a lot of those people are in their middle 50s—because they are getting their revenue in that way, they keep their unemployment insurance as long as they are ready and available for work, but the poor fellow who works for the bigger company and gets what is called, in traditional terms, a pension, he gets reduced.

I am trying to convey that many people are turning up at our doorsteps who feel severely hurt by this. They feel they have been badly treated. And when they see the Post Office giving extra compensation for those people to retire because they would not otherwise retire, they feel they have been badly dealt with. Here is a question on the finances. How much do you estimate you will save in the department by implementing those cuts that came into effect on January 1, those reductions and cuts in unemployment insurance? How much will the Government of Canada save by doing that?

• 1850

Mr. Lussier: I think, Mr. Chairman, to give you absolute figures is very difficult. But the estimations are probably in the area of \$100 million, \$70 million being part of the UI account, that is, the contributions that are made by employers/employees, and probably the difference is from the Consolidated Revenue Fund.

Mr. Allmand: This figure is just for the money saved from the cuts on the pension, not the severance pay that went into effect last month.

Mr. Lussier: Yes, that is exact.

Mr. Allmand: Okay. Let us say it is approximately \$100 million. What is that money being used for? Is that money staying within the unemployment insurance fund or is it being diverted to something else? What is happening to that savings?

Mr. Lussier: As it relates to the UI account, the money in the UI account remains untouched; in accounting terms it is a reduction presently in the overall deficit of the UI account by this approximate amount of money.

[Traduction]

le Conseil du Trésor pour certaines catégories de personnes, mais dans ce contexte, l'assurance-chômage ne vise pas nécessairement à encourager la retraite anticipée. L'objectif sous-jacent à l'assurance-chômage est d'offrir un revenu dans une situation difficile, lorsqu'il y a perte d'emploi, mais non pas nécessairement de devenir ou d'être un instrument de rajustement, sous quelque forme que ce soit.

M. Allmand: Je veux vous souligner que dans certains secteurs, surtout dans de petites entreprises, il n'y a aucun régime de retraite. On verse aux employés un montant supplémentaire qu'ils pourront utiliser à leur guise lorsqu'ils seront âgés. Certains ont placé cet argent dans des REÉR, d'autres l'ont investi dans des duplex—à Montréal, il y a beaucoup de ces habitations—des triplex, des petits immeubles d'appartements, ou encore, ils l'ont investi dans des actions et des obligations. Il s'agit d'employés; ils cotisent au régime d'assurance-chômage. S'ils sont mis à pied, ou renvoyés de quelque façon, avant le temps, disons avant 55 ans—je donne cet âge, car beaucoup de gens dans cette situation sont dans la cinquantaine—étant donné qu'ils reçoivent leur revenu sous cette forme, ils conservent l'assurance-chômage, pour autant qu'ils sont disponibles et prêts à travailler, mais le pauvre type qui travaille pour une grosse société et reçoit ce qu'on appelle une pension de retraite voit ses prestations diminuer.

J'essaie de vous faire comprendre que beaucoup de gens s'adressent à nous parce qu'ils se sentent gravement lésés. Ils ont l'impression d'avoir été traités injustement. Et lorsqu'ils se rendent compte que la Société des Postes, par exemple, accorde des indemnités additionnelles à ceux qui prennent leur retraite—car autrement, ils ne la prendraient pas—ils ne trouvent pas que c'est juste. J'aimerais poser une question au sujet des finances. Combien le ministère épargnera-t-il à la suite de ces coupures dans les prestations d'assurance-chômage qui ont pris effet le 1^{er} janvier?

M. Lussier: Il serait très difficile de vous donner des chiffres absolus, monsieur le président. Cependant, de façon générale, on pourrait dire qu'il s'agit de 100 millions de dollars dont 70 millions de dollars dans le compte d'assurance-chômage, c'est-à-dire les cotisations faites par les employeurs et employés, et le reste au Fonds du revenu consolidé.

M. Allmand: Donc, il s'agit là des économies provenant des réductions dans les prestations d'assurance-chômage, et non des indemnités de cessation d'emploi qui sont entrées en vigueur le mois passé.

M. Lussier: C'est cela.

M. Allmand: Donc, il s'agit d'environ 100 millions. À quoi sert cet argent? Est-il immobilisé dans le fonds de l'assurance-chômage ou utilisé à d'autres fins?

M. Lussier: Cet argent provient de la caisse d'assurance-chômage, à laquelle on ne peut toucher. En termes comptables, il s'agit d'une réduction du déficit général du compte d'assurance-chômage.

[Text]

Mr. Allmand: Okay, but what percentage of the \$100 million would that be, or is that the whole \$100 million?

Mr. Lussier: The percentage that would be in the UI account, as I indicated, would be about 70% or \$70 million directly to the UI account and it is \$70 million out of over \$10 billion, which was the overall expenditure of the UI account for last year.

Mr. Allmand: And the rest, the 30% would come out of the Consolidated Revenue Fund.

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Allmand: So that could be diverted to other things, we do not know, reducing the deficit or whatever. I have one final question on this part then I will cede to my colleagues.

After coming to office, the Minister appointed a commission to deal with the problems of older workers and last summer, in August, she was presented with the report called *Older Workers, a Growing Crisis*, I forget the exact name but it had the word "crisis", a building crisis. One of the very specific recommendations in that report of a commission that the Minister appointed was not to implement these cuts in unemployment insurance. I would like to know what kind of attention has been given to the recommendations in that report by your department. We are told now to wait for the Forget report. If the Forget report is treated like that report, we may as well forget about the whole thing right away. That is the answer. During the special one-day debate everyone said we have this Forget Commission, that is where things will be resolved. But we already had a commission that the Minister appointed. All the people reported and said not to do this, but she seemed to completely ignore the recommendation. I would like to know what follow-up in the department is being carried out with respect to that older worker crisis report.

Mr. Lussier: First of all, Mr. Chairman, I would like to indicate that the report you are referring to, if my memory serves me correctly, has been part of very important work activities of the Canada Employment and Immigration Advisory Council which, you are right, has been producing a very interesting analysis of the problems of older workers, that has been in fact summarizing some of the problems that are being addressed there. I think there has been for this report, like any other report that is produced by this advisory council, careful consideration of the most important of their recommendations. In that case there has been a series of actions set in place as a result of that, in reflecting themselves into the Canadian job strategy that was announced by the Minister last year, reflecting into activities at the level of the employment service. Certainly, it is an important piece in the longer term look we are taking on the policy options related to the employment problems of older workers.

• 1855

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I will cede for the moment to my colleagues and come back on the list after.

[Translation]

M. Allmand: Quel pourcentage de ces 100 millions de dollars cela représente-t-il?

M. Lussier: Le pourcentage des fonds du compte d'assurance-chômage s'élève à 70 p. cent, soit 70 millions de dollars des 10 milliards de dollars que représentaient les dépenses totales du compte d'assurance-chômage l'année passée.

M. Allmand: Quant aux autres 30 p. 100, ils proviennent du Fonds du revenu consolidé.

M. Lussier: Oui.

M. Allmand: Et ils pourraient par conséquent être utilisés à d'autres fins, notamment servir à réduire davantage le déficit, etc. J'ai une dernière question à poser dans ce domaine, après quoi je céderai la place à mon collègue.

Après son entrée en fonction, la ministre a nommé une commission pour étudier le problème des travailleurs âgés. Cette commission a publié un rapport en août, intitulé: «Les travailleurs âgés, une crise grandissante»—en fait, je ne me rappelle plus le titre exact du rapport, mais je me rappelle que celui-ci contenait le mot «crise». Ce rapport recommandait entre autres que le gouvernement ne procède pas à des coupures dans l'assurance-chômage. Dans quelle mesure avez-vous donné suite à cette recommandation? À l'heure actuelle, on oublie d'attendre le rapport Forget. Or, si celui-ci reçoit le même sort que le rapport précédent, à quoi bon? Au cours du débat spécial d'un jour, on a entendu dire que la Commission Forget réglerait tous ces problèmes. Cependant, il semble que la ministre ait complètement ignoré les recommandations du rapport de la commission précédente. J'aimerais savoir quel suivi le ministère a donné à ce rapport sur les travailleurs âgés.

M. Lussier: Tout d'abord, monsieur le président, le rapport auquel vous faites allusion fait partie des activités très importantes du conseil consultatif d'Emploi et Immigration Canada. Ce rapport analyse les problèmes que rencontrent les travailleurs âgés. Comme c'est d'ailleurs le cas pour tous les autres rapports du conseil consultatif, le gouvernement a étudié très sérieusement ses recommandations et a pris différentes initiatives en matière d'emploi, dans le cadre de cette stratégie canadienne d'emploi qui a été annoncée par la ministre l'année passée. C'est certainement un élément important dans l'étude à long terme que nous faisons des différentes options en matière d'emploi pour les travailleurs âgés.

M. Allmand: Je cède la parole à mes collègues, pour reprendre après.

[Texte]

Le vice-président: C'est bien, monsieur Allmand. Étant donné que nous sommes maintenant beaucoup plus nombreux qu'au départ, je vais accorder 10 minutes à chacun pour poser des questions. Vous êtes d'accord?

M. Allmand: Je suis d'accord.

Le vice-président: Monsieur Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I listened to the Deputy Minister first of all splitting hairs over semantics about the relationship between the employer and the employee in terms of a pension. I just want to pursue that for a minute or two. Just let us suppose that an employee in the Armed Forces, for example, instead of the employer taking the 6% or 3% or 5% of his income every month and putting it into an annuity sponsored by the Armed Forces, by the Defence Department, instead of that being done, that employee took the money and put it into an RRSP every month, and then at the end of 25 years was then to draw the money out as a pension, that person would still be eligible to collect unemployment insurance benefits, would they not? They would not be affected by the new provision. Is that not so?

Mr. Lussier: I think you are right.

Mr. Rodriguez: That is right. I know I am right, Mr. Deputy Minister. Furthermore, those employees in fact have no choice in the matter. The law says that this percentage of their salaries have to go, and then you come along—I am not saying you personally, because I hardly think that you have a heart of stone like that—but we now come along and say what was required by law will now affect you in another way through the Unemployment Insurance Act. Do you think that is fair? Do you think that is fair?

Mr. Lussier: I think we have to look, Mr. Chairman, at the questions of pension again in the context of the overall purpose of unemployment insurance and the principles of insurance that are related to the utilization of the UI account.

Mr. Rodriguez: It has nothing to do with the principles of unemployment insurance. If there were no pension plan in the Armed Forces, but those employees took the same amount of money and kept putting it away each month into an RRSP, then they could collect unemployment insurance. That has nothing to do with the principles of unemployment insurance. So what you have is a law which treats two people differently. I do not think that is fair.

Now I want to ask you: Did you do any impact studies before this particular change was brought into effect? Did your department do any impact studies?

Mr. Lussier: We have not done an impact study, Mr. Chairman.

Mr. Rodriguez: Have you done any impact studies since to find out, as a result of the changes, the extent to which you have forced people below the poverty line? Have any studies been done?

Mr. Lussier: I think we are constantly putting updated . . .

[Traduction]

The Vice-Chairman: Very well, Mr. Allmand. Since there are now more members than at the beginning, I will allow 10 minutes per member. Are you agreed?

Mr. Allmand: Agreed.

The Vice-Chairman: Mr. Rodriguez.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'ai écouté le sous-ministre faire de la sémantique et couper les cheveux en quatre lorsqu'il parlait du rapport entre les employeurs et les employés en matière de pension. J'aimerais poursuivre dans cette veine pendant quelques instants. Supposons par exemple qu'un employé des forces armées utilise les six, trois ou cinq pour cent de son revenu mensuel que son employeur verse dans un fonds de pension du ministère de la Défense et qu'il investisse cet argent lui-même chaque mois dans un régime enregistré d'épargne-retraite. À la fin de ses 25 ans d'emploi, il pourrait retirer cet argent. Cette personne aurait le droit de retirer des prestations d'assurance-chômage, n'est-ce pas? Elle ne serait pas touchée par les nouvelles dispositions?

M. Lussier: Non, je crois que vous avez raison.

M. Rodriguez: Évidemment que je sais que j'ai raison, monsieur le sous-ministre. De plus, il faut bien signaler que les employés n'ont aucun choix en la matière. La loi stipule que tel pourcentage de leur salaire doit être traité de la sorte. Ensuite, vous arrivez—je ne vous vise pas personnellement, car je ne crois pas que vous ayez un cœur de pierre comme cela—en fait, le gouvernement arrive et dit que les dispositions de la loi vous toucheront d'une autre façon, et ce, dans le cadre de la Loi sur l'assurance-chômage. Estimez-vous que ce soit juste?

M. Lussier: Il faut envisager la question des pensions dans le contexte général de l'assurance-chômage et des buts visés par celle-ci, de même que des principes en matière d'assurance qui sont reliés à l'utilisation du compte d'assurance-chômage.

M. Rodriguez: Cela n'a rien à voir avec les principes de l'assurance-chômage. S'il n'existait pas de régime de pension dans les forces armées et que les employés utilisaient le montant d'argent destiné à la pension pour l'investir dans un régime enregistré d'épargne-retraite, ces employés pourraient toucher l'assurance-chômage. Cela n'a rien à voir avec les principes de l'assurance-chômage. Nous sommes donc ici en face d'une loi qui traite deux personnes différemment, et je ne crois pas que ce soit juste.

Je voudrais vous poser la question suivante: avez-vous, ou votre ministère a-t-il procédé à des études d'impact avant de décider de ce changement?

M. Lussier: Nous n'avons pas fait d'étude d'impact, monsieur le président.

M. Rodriguez: En avez-vous fait depuis lors, c'est-à-dire depuis que les modifications sont survenues, afin de voir jusqu'à quel point vous avez obligé certaines personnes à vivre au-dessous du seuil de la pauvreté?

M. Lussier: Nous mettons à jour constamment . . .

[Text]

Mr. Rodriguez: Well have you? Have you any figures?

Mr. Lussier: —data related to the average amount of, for example, weekly pension reported by those on claim. The numbers of people who are presently affected by these regulations, this is a situation that we are monitoring and . . .

Mr. Rodriguez: All right. I would like to ask, Mr. Chairman, if the Deputy Minister can provide us with the most up-to-date figures with respect to the pension income, the income that these people who have been affected by the change are getting. Can this committee get those figures?

• 1900

Mr. Lussier: I am not sure that I have in front of me the figures and package that could serve the purpose of the Members of Parliament, but we will be certainly happy on Friday to provide you with—

Mr. Rodriguez: You will have it by Friday?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Rodriguez: Can we have it a little before Friday? How about Thursday?

Mr. Lussier: Tomorrow.

Mr. Rodriguez: Tomorrow? Good.

At the same time, can you tell us the number of people on UI active claim as of January 6, 1986?

Mr. Lussier: I do not know if anybody of my staff has that exact answer. I do not have it myself in my personal computer, but we will provide you with that number.

Mr. Rodriguez: Okay, January 6. Also, I would like to know the number of active claimants as of April 1, 1986.

Mr. Lussier: Okay.

Mr. Rodriguez: Just for insurance's sake, I would also like the ones as of December 31, 1985.

My colleague Mr. Allmand was asking you about all this money you are saving. You said \$100 million: \$70 million saved from the employer/employee side of the ledger; \$30 million from the government contribution. So I suspect that you are expecting a banner year in the UI account this year.

Are you going to have a surplus this year? What is your projected?

Mr. Lussier: I think we have first to give you that the overall UI account situation is presently in a deficit on a global basis. If we look at it into . . .

Mr. Rodriguez: What about the premium account?

Mr. Lussier: The premium account should be normally in a surplus situation in 1986 . . .

Mr. Rodriguez: And the government side?

Mr. Lussier: —but the overall UI account situation will be still in the red.

[Translation]

M. Rodriguez: Avez-vous procédé à ce genre d'étude ou non? Avez-vous des chiffres?

M. Lussier: Nous procédons à une mise à jour constante en ce qui concerne le montant hebdomadaire des pensions des prestataires. Nous surveillons très étroitement la situation des personnes qui sont touchées par les nouveaux règlements.

M. Rodriguez: Très bien. Le sous-ministre pourrait-il, monsieur le président, nous donner des chiffres à jour en ce qui concerne le revenu de retraite de ces personnes qui ont été touchées? Le Comité pourrait-il obtenir ces chiffres?

M. Lussier: Je ne suis pas sûr d'avoir ces chiffres à ma disposition ici ou d'avoir des informations qui pourraient servir au député, mais je serais heureux de pouvoir vous les apporter vendredi . . .

M. Rodriguez: Vous les aurez vendredi?

M. Lussier: Oui.

M. Rodriguez: Pourrions-nous peut-être les avoir un peu avant vendredi? Jeudi, par exemple?

M. Lussier: Demain.

M. Rodriguez: Demain? Bien.

De plus, pourriez-vous nous dire quel est le nombre de prestataires en date du 6 janvier 1986?

M. Lussier: Je ne sais si un membre de mon personnel aurait le chiffre exact. Je n'en dispose pas dans mon ordinateur personnel, mais je pourrais vous transmettre ces renseignements.

M. Rodriguez: Très bien, à la date du 6 janvier. Également du 1^{er} avril 1986.

M. Lussier: Bien.

M. Rodriguez: Et pour être tout à fait sûr, en date du 31 décembre 1985.

Mon collègue, M. Allmand, vous a posé des questions concernant les économies réalisées par le gouvernement. Vous avez parlé de 100 millions de dollars, 70 millions provenant des cotisations employeur-employé, 30 millions de celles du gouvernement. Je suppose que vous vous attendez à une année record cette année.

Le compte va-t-il être excédentaire cette année? Quels sont vos prévisions?

M. Lussier: Il faut tout d'abord remarquer que le compte d'assurance-chômage est en déficit de façon générale à l'heure actuelle. Si nous regardons . . .

M. Rodriguez: Et le compte de primes?

M. Lussier: Le compte de primes devrait se trouver dans une situation excédentaire en 1986 . . .

M. Rodriguez: Et le gouvernement?

M. Lussier: . . . mais le compte total d'assurance-chômage sera quand même déficitaire.

[Texte]

Mr. Rodriguez: But that is accumulated?

Mr. Lussier: The accumulated deficit . . .

Mr. Rodriguez: But I want the current; what is your projected, 1986-87?

Mr. Lussier: On the revenue side of the UI account it will be on the positive side . . .

Mr. Rodriguez: But how much on the positive side?

Mr. Lussier: I will give you those figures.

For 1986-87 we are expecting it will be about \$713 million.

Mr. Rodriguez: What was it last year?

Mr. Lussier: Last year it was around \$530 million.

Mr. Rodriguez: Last year? 1985?

Mr. Lussier: Yes, 1985.

Mr. Rodriguez: Surplus?

Mr. Lussier: A surplus situation, yes.

Mr. Rodriguez: So where is this extra \$200 million coming from?

Mr. Lussier: Oh, it is on a yearly basis. If you want me to be technical, the premiums I am referring to, which are our source of income relative to the UI account, are calculated on a calendar basis; that is, from January 1 to December 31 of each year. So it works on the calendar year.

So the figures I have been giving you are related, on the specific question you requested, to the balancing of the UI account; in other words, our financial operation for 1985-86 and the situation related to the specific surplus of deficit for that year. These figures I have been providing you are related to the specific figures but would be different figures in the context of the cumulative deficit situation of the UI account.

Mr. Rodriguez: I want to ask the deputy minister, from across the country, the extent of the appeals on all these people you have cut off with respect to the pension change. Could you give me numbers of appeals to date—registered appeals, not necessarily heard?

Mr. Lussier: These are figures that I am very pleased to provide to you, but I would like to qualify that. As you indicated and you know yourself, there is in the context of the UI legislation a series of processes of appeals at various levels—board of referees, umpire and others—which are there in order to permit individuals to indicate whether they feel that a judgment or claim has been done.

• 1905

So the situation there is not different in the sense that under various regulations under the UI account a series of appeals are taking place.

Mr. Rodriguez: All right, I would like to know the number of appeals that have been filed to a board of referees with respect to the pension question.

[Traduction]

M. Rodriguez: Un déficit accru?

M. Lussier: Le déficit accru . . .

M. Rodriguez: Je parle de la situation actuelle; et que dire des prévisions pour 1986-1987?

M. Lussier: Du côté des recettes du compte d'assurance-chômage, la situation sera excédentaire.

M. Rodriguez: De combien?

M. Lussier: Je vais vous donner ces chiffres.

Pour 1986-1987, il devrait s'agir de 713 millions de dollars.

M. Rodriguez: Et quels étaient les chiffres pour l'année passée?

M. Lussier: Il s'agissait d'environ 530 millions de dollars.

M. Rodriguez: L'année passée? En 1985?

M. Lussier: Oui, en 1985.

M. Rodriguez: Il y avait un excédent?

M. Lussier: Oui.

M. Rodriguez: D'où viennent alors ces 200 millions de dollars supplémentaires?

M. Lussier: Il s'agit d'une base annuelle. Si vous voulez que j'entre dans les détails, les primes dont je parle, source de recettes du compte d'assurance-chômage, sont calculées d'après l'année civile, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Les chiffres que je vous ai donnés en répondant à votre question se rapportent au solde du compte d'assurance-chômage. En d'autres termes, il s'agit des opérations financières pour 1985-1986 et de l'excédent de recettes. Il faut regarder les chiffres que je vous ai donnés dans le contexte du déficit cumulatif du compte d'assurance-chômage.

M. Rodriguez: J'aimerais savoir le nombre d'appels que vous avez reçus jusqu'à présent, et je parle ici des appels qui ont été présentés et qui n'ont pas nécessairement été entendus par la commission, appels que vous auriez reçus de personnes qui se disent lésées à la suite de ces modifications en matière de pension.

M. Lussier: Je pourrais très facilement vous donner ces chiffres, mais j'aimerais apporter quelques précisions auparavant. Comme vous le savez, la Loi sur l'assurance-chômage prévoit différents processus d'appel, à différents niveaux—conseil d'adjudication, arbitrage, etc.

La situation, par conséquent, n'est pas différente, étant donné que les règlements prévoient différents mécanismes d'appel.

M. Rodriguez: Très bien; tout ce que je veux savoir, c'est le nombre d'appels qui ont été présentés devant une commission d'arbitrage et qui portent sur des questions de pension.

[Text]

Mr. Lussier: Approximately 2,000 appeals have been registered across the country as of this date.

Mr. Rodriguez: All these things must cost money—to set up a board of referees, to hear these appeals, do they not?

Mr. Lussier: Yes, but they are very useful instruments to permit individuals who feel they have been treated in an unfair manner by the system, to be heard. In that sense it is not the cost which is important; it is the balance of permitting individuals to be looked at.

Mr. Rodriguez: Look, man, you were the guys that brought in the change. What kind of cockamania argument are you presenting now? First you wanted to save money, \$100 million, okay, and having done that silly nonsense you forced all these people through a meat grinder, so they all have to appeal now to protect their interest, and even if they win the case you bloody appeal it. You appeal it. You are not letting them stand, are you? There are cases that people have won on this matter, are there not?

Mr. Lussier: There are cases in which the boards of referees have judged in favour of the individuals. But I think, at least in my little experience, when it comes to this you have to judge every appeal on its own merits. There are always cases which are not a pattern, which are different and have to be looked at.

You have been indicating, Mr. Chairman, that there was a cost associated with the process to facilitate appeal. I would like to reiterate that these are steps that are very important in the system.

Mr. Rodriguez: Well all right, let me ask you another question, because . . .

Le vice-président: Monsieur Rodriguez, votre temps est écoulé.

Mr. Rodriguez: We are just getting into the thing now.

Are there not ways, Mr. Deputy Minister, around this provision of pension income being used for calculating benefits?

Mr. Lussier: There is a series of circumstances that may be different.

Mr. Rodriguez: I know you are not going to elucidate them for us, but I will ask you and you tell me yes or no.

Take a company, Falconbridge for example, where the worker takes an early retirement, and he wants to collect the 49 weeks of unemployment insurance. He could enter into an agreement with the employer, or the employer can enter into an agreement with the union, that in fact they will postpone paying the pension for one year, which allows the person to collect for 49 weeks. Now that can be done and it is right within the act, is it not?

[Translation]

M. Lussier: Il y en a environ 2,000 pour tout le pays.

M. Rodriguez: Tout cela doit coûter pas mal d'argent; je veux parler de l'établissement de tels organismes.

M. Lussier: Oui, mais il s'agit de mécanismes très utiles et qui permettent à des personnes qui s'estiment lésées par le système de se faire entendre. Dans un tel contexte, le coût n'est pas important; ce qui compte, c'est la possibilité pour ces personnes de se faire entendre.

M. Rodriguez: Écoutez, c'est quand même vous qui avez prévu tous ces changements. Quel genre d'argument êtes-vous en train de nous présenter? Tout d'abord, vous voulez économiser de l'argent, 100 millions de dollars, et après avoir mis sur pied un système tout à fait insensé, vous prenez tout le monde dans le collimateur, après quoi ces personnes doivent faire appel pour protéger leurs intérêts. Et même si ces personnes gagnent, vous faites appel à nouveau. Vous ne les laissez pas tranquilles, n'est-ce pas, car il y a sûrement des personnes dont l'appel a été maintenu, n'est-ce pas?

M. Lussier: Il y a des cas où les conseils d'arbitrage ont rendu une décision qui était en faveur des appelants. Cependant, il me semble que dans un cas de ce genre, il faut juger chaque appel individuellement. Il y a toujours des cas uniques, qui sont différents des autres, et sur lesquels on doit se pencher.

Vous-avez dit, monsieur le président, qu'il y avait certains coûts à payer pour faciliter justement ce mécanisme d'appel. Il s'agit, je le répète, d'un mécanisme très important dans notre système.

M. Rodriguez: Très bien; laissez-moi vous poser une autre question, parce que . . .

The Vice-Chairman: Mr. Rodriguez, your time is up.

M. Rodriguez: Alors que nous entrons à peine dans le vif du sujet.

Ne pourrait-on trouver une autre façon, monsieur le sous-ministre, de calculer les prestations sans tenir compte du revenu de retraite?

M. Lussier: Il y a toutes sortes de circonstances différentes.

M. Rodriguez: Je sais que vous n'allez pas nous dire ce qu'elles sont, mais je vais quand même vous poser la question, et vous allez me répondre par oui ou par non.

Prenons le cas de *Falconbridge*, par exemple, où un travailleur prend une retraite anticipée et veut recevoir les 49 semaines d'assurance-chômage. Il pourrait conclure une entente avec l'employeur, ou l'employeur pourrait en conclure une avec le syndicat prévoyant que la pension de retraite sera différée pendant une année, pour permettre précisément à cet employé de bénéficier de ses 49 semaines d'assurance-chômage. Cela peut se faire, et cela est tout à fait légal, n'est-ce pas?

[Texte]

Mr. Lussier: The regulations, I do not know the specific cases, but clearly the regulations will calculate if there is a source of income like a pension during the 52 weeks . . .

Mr. Rodriguez: Mr. Deputy Minister, just tell me, the person could collect 49 weeks of UI benefits under those circumstances, yes or no?

Mr. Lussier: If there is no pension income.

Mr. Rodriguez: I just told you, with the agreement of the company he postponed his pension for a year so he could collect the 49 weeks, and that is not permissible to other kinds of employees who work for smaller operations.

Mr. Allmand: Or the armed forces.

Mr. Rodriguez: Or the armed forces.

So I want to tell you that this thing is a cockamamie change. I do not know how as a respectable bureaucrat who has to administer this program, we do not see any advice to the Minister to abandon this kind of change. Really I do not see how you can in conscience . . .

Mr. Allmand: Wait till Forget at least.

Mr. Rodriguez: Well the whole thing was that once the Minister had made the decision to make the change, they then turn around and set up the Forget commission to look through the rest of the act, having made one of the most draconian changes to the act, which is unfair. It is totally unfair.

• 1910

We have workers in the Sudbury basin working for Inco who are treated one way. They can get a deal with Inco, because Inco wanted to reduce the work force, and so they were quite happy to enter into an agreement to postpone paying the pension for a year. So all the guys went off and collected, but you have another employer in the same basin where the workers who took an early retirement are caught by this. I do not see how anybody could say that is a fair application of the regulation.

I have some other questions about severing and lay-offs that I want to get at later.

Le vice-président: C'était très intéressant, même passionnant à certains moments.

Monsieur Redway.

Mr. Redway: Thank you very much, Mr. Chairman.

I will follow along for a minute on this question of the early retirees and their pension interaction with UIC benefits.

[Traduction]

M. Lussier: Les règlements, et je ne voudrais pas parler de cas précis, mais les règlements, s'il y a une source de revenu de retraite au cours des 52 semaines . . .

M. Rodriguez: Monsieur le sous-ministre, répondez-moi simplement: cet employé pourrait-il recevoir des prestations d'assurance-chômage pendant 49 semaines dans de telles circonstances, oui ou non?

M. Lussier: Pourvu qu'il ne touche pas un revenu de retraite.

M. Rodriguez: Je viens justement de vous parler de cette entente que la compagnie aurait pu signer et aux termes de laquelle il pourrait reporter sa pension pendant une année afin de pouvoir percevoir ses 49 semaines d'assurance-chômage. Or, une telle possibilité n'est pas à la disposition d'autres employés qui travaillent pour des sociétés moins importantes.

M. Allmand: Ou pour les forces armées.

M. Rodriguez: Ou pour les forces armées.

Par conséquent, j'estime qu'il s'agit là d'un changement tout à fait malheureux. Je me demande comment un bureaucrate respectable qui doit appliquer un tel programme ne suggère pas au ministre de l'abandonner. Je ne comprends vraiment pas comment, en votre âme et conscience . . .

M. Allmand: Il faut attendre les conclusions de la Commission Forget.

M. Rodriguez: C'est la ministre qui a pris la décision de procéder à de tels changements, des changements aussi draconiens. De plus, après avoir procédé de la sorte, elle décide de mettre sur pied la Commission Forget pour passer en revue le reste de la loi. C'est tout à fait injuste.

Nous avons des travailleurs dans le bassin de Sudbury qui travaillent pour l'Inco et qui sont traités d'une façon. Ils peuvent négocier avec l'Inco étant donné que cette dernière veut réduire la population active et, par conséquent, la société est tout à fait disposée à conclure un accord pour retarder d'un an le versement de la pension. Par conséquent, tous ces bonshommes peuvent toucher leurs prestations d'assurance-chômage, mais vous avez par ailleurs le cas de d'autres employés du même secteur où les travailleurs prennent une retraite anticipée et voient leurs prestations réduites. Je ne vois pas comment on peut prétendre qu'il s'agit d'une application juste du règlement.

Je poserai plus tard d'autres questions concernant les interruptions de travail et les mises à pied.

The Vice-Chairman: That was very interesting, fascinating at times.

Mr. Redway.

M. Redway: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je veux poursuivre un instant cette question des pré-retraités et de l'interaction de leur pension avec les prestations d'assurance-chômage.

[Text]

There is also another area of problem, as I understand it, and that is if these people subsequently obtain employment at a later date and their UI premiums are deducted from their subsequent employment income, and because they are in receipt of a pension, they cannot receive benefits from UIC. Is that a correct situation, or am I wrong?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, this is a case that in theory is possible, but only, in my view, if their pension income is superior to benefits they would normally receive under the UI benefit system.

Mr. Redway: But if it is greater, then in fact they would not be able to collect, although they would have to pay the premium?

Mr. Lussier: I think it is a fact, Mr. Chairman; yes.

Mr. Redway: Was that considered before this new provision was put into place? Was that something that was in your mind and in the minds of your staff when the provision went into place, or is that an error of some sort?

Mr. Lussier: It is not as such, Mr. Chairman, an error, it is a fact.

Mr. Redway: It was deliberately . . .

Mr. Lussier: It is a question the Minister of Employment and Immigration has very clearly been indicating that she had requested the Forget commission to take a fresh look at those questions in their review of unemployment insurance.

Mr. Redway: I understand that. I understand what you are saying, and certainly I am looking forward to the Forget commission's report, and so are a lot of my constituents who are in this position. In particular I was interested in knowing whether there had been a deliberate decision made with knowledge aforesaid to collect premiums from people in this situation, knowing they could not collect the benefits.

Mr. Lussier: In the situation you are presenting, at present we are guided by the intent of the act. We can note and observe the preoccupation you are expressing, but the present legislation ensures what I would call a universal coverage; that every time an individual is involved in an employment situation, where there is an employer/employee relationship, independent of who you are, he is held accountable by the present UI act to participate by a contribution from his employer and from himself to the UI account. I clearly understand what you are saying, but the parameters of the act at present clearly give universal coverage from individuals who are in a employment relationship.

Mr. Redway: If that is the case, and I am sure it is, are there other examples? Can you give me some other examples of people who are in fact paying into the fund, paying the premiums, but stand never to be able to collect at any time?

[Translation]

Voilà une autre situation à problème, si j'ai bien compris. Autrement dit si ces personnes obtiennent un emploi par la suite, un peu plus tard, et que leurs primes d'assurance-chômage sont déduites de leur revenu d'emploi subséquent, puisqu'elles reçoivent une pension, elles ne peuvent toucher les prestations d'assurance-chômage. Est-ce juste ou non?

M. Lussier: Monsieur le président, c'est une situation possible, en théorie, mais à mon avis seulement si le revenu provenant de la pension est supérieur aux prestations que ces personnes toucheraient normalement en vertu du régime de prestations de l'assurance-chômage.

M. Redway: Mais si le revenu est supérieur, elles ne vont pas toucher les prestations d'assurance-chômage, même si elles ont dû verser leur contribution?

M. Lussier: Je crois que c'est le cas, monsieur le président.

M. Redway: Est-ce qu'on a pris cette situation en considération avant que la nouvelle disposition entre en vigueur? Y avez-vous songé, vous ou votre personnel, avant l'application de la disposition, ou s'agit-il d'une erreur en quelque sorte?

M. Lussier: Ce n'est pas une erreur comme telle, monsieur le président, c'est un fait.

M. Redway: C'était délibérément . . .

M. Lussier: La ministre de l'Emploi et de l'Immigration a déclaré de façon très claire à ce sujet qu'elle avait demandé que la Commission Forget revoie de nouveau ces questions lors de son examen du régime de l'assurance-chômage.

M. Redway: Je comprends cela. Je comprends ce que vous nous dites, et j'attends avec intérêt le rapport de la Commission Forget, comme c'est le cas pour un grand nombre de mes électeurs qui se trouvent dans cette situation. Ce que j'aimerais savoir surtout c'est s'il y a eu une décision délibérée qui a été prise en connaissance de cause pour percevoir des cotisations des personnes se trouvant dans cette situation, sachant qu'elles ne pourraient percevoir de prestations.

M. Lussier: Au sujet de la situation que vous nous présentez, c'est la portée de la loi qui nous guide présentement. Nous pouvons prendre note de cette question qui vous préoccupe, mais la loi actuelle garantit ce que j'appellerai une couverture universelle; sachant qu'une personne se trouve dans une situation d'emploi, dans une relation employeur-employé, quelle que soit cette personne, elle est responsable en vertu de la présente Loi de l'assurance-chômage de participer au régime par voie de cotisation; l'employeur et elle-même doivent contribuer au Compte de l'assurance-chômage. Je comprends très bien ce que vous me dites, mais les paramètres de la loi accordent bien sûr présentement une couverture universelle aux personnes qui se trouvent dans une situation d'emploi.

M. Redway: Si c'est le cas, je suis sûr que cela l'est, est-ce que vous pouvez me donner d'autres exemples? Pouvez-vous me citer d'autres exemples de personnes qui ont contribué au fonds, versé des cotisations, et qui ne pourront en aucun cas percevoir de prestations?

[Texte]

• 1915

Mr. Lussier: I think there are people who have been employed until the age of 65 or 66 who by the intent of the legislations have been contributing to the creation, maintenance of the UI account for 20, 30, 35, 40 years, and who, when they come at the end their employment will in fact never collect the equivalent of that.

I think again we have to look at the . . .

Mr. Redway: That is because they have a job and they never lose their job, but . . .

Mr. Lussier: That is true.

Mr. Redway: —but is there any other situation equivalent to this one, in which somebody will not be able to collect even if they do lose their job? That is the situation we have here. Do you have any example of that apart from this one?

Mr. Lussier: Within the Canadian context and Canadian people, I do not think I have any other example that will come to mind related to Canadians being involved at work.

Mr. Redway: So are you telling me, then, that to change this sort of provision you would have to have a change in the act?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Redway: It would have to be a legislative change, not just a regulatory change.

Mr. Lussier: Exactly. Mr. Chairman, it is clearly a specific part of the Act that can be considered but which at present provides what I would call universal coverage.

Mr. Redway: I see. If I can turn, then, to another topic, and that is the employment topic. For a minute I would like to look at the youth unemployment area. I wonder if you could help me where in this material I find the money that is going to be spent on providing employment programs for young people.

Mr. Lussier: Yes. Employment and Immigration Canada programs, Mr. Chairman, which relate to those components of our Canadian job strategy for which youth is eligible, take place on various fronts. Just to give you an example . . .

Mr. Redway: Well, I have three, four pages in front of me. I have global figures, and I also have them broken down at page 5-4, 5-5, and 5-6. Can you tell me where in those pages I would find the money for youth employment programs?

Mr. Lussier: Well, I think . . . well, I am looking on those pages, 5-4, 5-5 and 5-6. I think most of it, Mr. Chairman, you will find it under the Canadian job strategy.

Mr. Redway: Where is that under here? I did not notice the phrase "Canadian job strategy" on any of these pages. Maybe I am wrong, but maybe you could help me there.

Mr. Lussier: Yes, I will. Yes, I think you have it under 5-6, if I am not mistaken, under the heading of "Human Resources Program".

[Traduction]

M. Lussier: Je songe aux personnes qui sont employées jusqu'à 65 ou 66 ans et qui, à cause de la portée de la loi, doivent contribuer à la création, au maintien du Compte de l'assurance-chômage pendant 20, 30, 35, 40 ans et qui, lorsqu'elles arrivent en fin d'emploi, ne retireront pas l'équivalent de ce qu'elles ont versé.

Je crois que là encore il nous faut examiner . . .

M. Redway: La raison en est qu'elles ont un emploi, elles ne perdent pas cet emploi, mais . . .

M. Lussier: C'est exact.

M. Redway: . . . est-ce qu'il y a d'autres situations semblables à celles-ci, où la personne ne pourrait percevoir de prestations même si elle perdrait son emploi? C'est le cas que nous avons devant nous. Pouvez-vous nous donner un autre exemple à part celui-ci?

M. Lussier: Dans le contexte canadien et pour la population canadienne, il ne me vient pas à l'esprit d'autres exemples relativement à des Canadiens.

M. Redway: Vous me dites donc que pour modifier ce genre de disposition il vous faudrait changer la loi?

M. Lussier: Oui.

M. Redway: Ce serait donc une modification législative, et pas simplement réglementaire.

M. Lussier: C'est tout à fait cela. Monsieur le président, il s'agit d'une partie précise de la loi qu'on peut examiner mais qui, pour le moment, prévoit ce qu'on appelle une couverture universelle.

M. Redway: Je vois. Permettez-moi d'aborder un autre sujet, l'emploi. Je voudrais pendant quelques instants vous parler de l'emploi chez les jeunes. Dans ces documents que nous avons, pourriez-vous me dire où se trouvent les sommes attribuées aux programmes d'emploi pour les jeunes.

M. Lussier: Oui. Il s'agit des programmes d'Emploi et Immigration Canada, monsieur le président, relativement aux composantes de planification de l'emploi pour lesquelles les jeunes sont admissibles, et ce travail se fait dans divers domaines. Je vous donne simplement un exemple . . .

M. Redway: J'ai devant moi trois ou quatre pages. J'ai des montants globaux, et aussi une ventilation aux pages 12-4, 12-5 et 12-6. Pouvez-vous me dire où, dans ces pages, je peux trouver les programmes d'emplois qui s'adressent aux jeunes?

M. Lussier: Eh bien je crois . . . je suis en train d'examiner les pages 12-4, 12-5 et 12-6. Monsieur le président, je crois qu'on trouvera surtout ces chiffres sous la Planification de l'emploi.

M. Redway: Où est-ce que cela se trouve? Je ne vois pas «Planification de l'emploi» dans cette page. Je me trompe peut-être, vous pourriez peut-être m'aider.

M. Lussier: Oui, je veux bien. Si je ne me trompe, vous le trouverez à la page 12-6 sous «Programme de mise en valeur des ressources humaines».

[Text]

Mr. Redway: It does not actually use the phrase "Canadian job strategy" in there.

Mr. Lussier: You are absolutely right, Mr. Chairman.

Mr. Redway: But that is where the money is?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Redway: So I take it there is money in there for the Canadian job strategy. How much is the global figure in that lump sum of \$1.396 billion for the Canadian job strategy? I take it there are six programs, are there?

Mr. Lussier: Yes, that is right.

Mr. Redway: How much of that is for that?

Mr. Lussier: Well, if I understand clearly your question, Mr. Chairman, related to youth . . .

Mr. Redway: Well, I will just back-track for a minute now that we have found where this item is. I would like to know what part of that is for the total Canadian job strategy and then tell me what part of that is for youth.

• 1920

Mr. Lussier: If you are looking in the 1986-87, I think the overall budget you will find in here is \$1.67 billion, which comprises, naturally, a series of programs and activities that are both within the budget of the government putting money . . . and they are not the overall figures that we can use because some figures here that you have—this may seem a bit technical—are from the UI account in terms of portions that will be coming in the context of human resources development. In other words, I am trying to tell you that it does not in here give you the overall figures you are looking at.

Mr. Redway: So you are telling us that the department is going to spend more money than this?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Redway: Part of it comes from the UI account and part of it comes out of the Consolidated Revenue Account so it is consolidated revenue.

Mr. Lussier: Exactly, but from that portion I think I can give you the figures related to determinations of our previous fiscal year. From 1985-86 the portions of our programs which have been dedicated to the category of youth have been \$732.6 million. In other words, over 225,000 young Canadians have been helped under the various components of the six programs of the Canadian job strategy.

Mr. Redway: Let us go on to 1986-87. How much of that money is there for youth in 1986-87?

Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration): Mr. Chairman, if I might attempt to respond to that, the total level of funding for 1986-87 is not dissimilar to what we have in 1985-86. The precise amount that will go to youth will depend on the split of

[Translation]

M. Redway: Oui, mais on ne mentionne pas vraiment la planification de l'emploi.

M. Lussier: Vous avez tout à fait raison, monsieur le président.

M. Redway: C'est là où l'argent se trouve?

M. Lussier: Oui.

M. Redway: Si je comprends bien, il s'agit de l'argent attribué à la planification de l'emploi. Combien du montant global, du 1.396 milliard de dollars, est affecté à la planification de l'emploi? Si j'ai bien compris, il y a six programmes, n'est-ce pas?

M. Lussier: C'est juste.

M. Redway: Alors combien d'argent est affecté à cette planification de l'emploi?

M. Lussier: Si j'ai bien compris votre question, monsieur le président, au sujet des jeunes . . .

M. Redway: Permettez-moi de revenir un peu en arrière un instant, je crois avoir trouvé le poste. J'aimerais savoir quelle partie du montant est attribuée à la planification de l'emploi globalement; vous me direz ensuite combien est attribué à l'emploi pour les jeunes.

M. Lussier: Le budget pour 1986-1987 est de 1.67 milliard de dollars pour différents programmes et activités cependant, vous n'avez pas ici les chiffres totaux—car certains chiffres que vous voyez ici—et cela peut vous sembler peut-être un peu technique—proviennent du Compte d'assurance-chômage et s'appliquent au programme de mise en valeur des ressources humaines.

M. Redway: Ce que vous voulez dire en fait c'est que le ministère va excéder ce budget?

M. Lussier: Oui.

M. Redway: Donc, une certaine partie provient du Compte d'assurance-chômage, une autre du Compte du revenu consolidé.

M. Lussier: Précisément. Pour cette partie du budget, je pourrais vous donner les chiffres qui se rapportent au programme de l'année financière précédente. À partir de 1985-1986 nous avons prévu 732.6 millions de dollars pour des programmes de jeunes. Plus de 225,000 jeunes Canadiens ont bénéficié de différents aspects des six programmes de la stratégie d'emploi du Canada.

M. Redway: Et pour 1986-1987, quel est le montant prévu pour les jeunes?

M. John Edwards (sous-ministre adjoint, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, je vais essayer de répondre à cette question. Le niveau total de financement pour 1986-1987 est assez semblable à celui de 1985-1986. Le montant précis affecté aux jeunes dépendra de

[Texte]

the moneys available among the six programs. As you will know, Mr. Chairman, some of the programs are unique to youth; others are not unique to youth. The pattern of expenditures by program will in turn vary by region in this country. In some parts of the country we may put more into helping people on the job development program, who are normally the longer-term unemployed. In other parts of the country we may put more into job re-entry, which is focused on women re-entering the labour market. In other parts of the country we may focus more on job entry, which is primarily aimed at youth. So the precise amounts at this point in time we would have difficulty giving you.

Mr. Redway: Can you tell me how much is in that figure for the Canadian job strategy as a whole?

Mr. John Edwards: About \$2 billion, I guess.

Ms Copps: How much?

Mr. John Edwards: About \$2 billion. Is that the Canadian job strategy?

Mr. Redway: That is from the two sources. Can you tell me how much is in the one source, the Consolidated Revenue Fund source?

Mr. Lussier: Yes, we can give you that. But I think that relative to the Canadian job strategy per se it is coming from government sources rather than the unemployment sources.

Mr. Redway: That is why I am interested in knowing what it is.

Mr. Lussier: Yes.

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, it is \$1.650 billion which is from the Consolidated Revenue Fund. We do not know precisely yet how much we will spend under the UI scheme, but if it is anything like 1985-86 it may be of the order of about \$300 million.

Mr. Redway: That does not leave very much for your other programs. So are you telling me that pretty well all of the \$1.677 billion is going to Canadian job strategy?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Redway: I gather, Mr. Chairman, that my time is up for the moment.

Le vice-président: C'est bien cela, monsieur Redway.

M^{me} Copps n'a pas présenté de formulaire pour indiquer qu'elle remplaçait quelqu'un conformément au nouveau Règlement régissant les comités permanents.

• 1925

Pour ma part, je ne vois pas d'objection à ce qu'elle pose des questions si l'ensemble du Comité y consent. D'autre part, si tel est le cas, j'aimerais poser quelques questions à nos témoins auparavant.

Les membres du Comité sont-ils d'accord?

Mr. Allmand: I merely want to say that this is the first time the committee has met with the new rules. I thought I had sent something that was acceptable. The clerk advised me—she

[Traduction]

la répartition des fonds entre les six programmes. Comme vous le savez, monsieur le président, certains programmes sont uniques aux jeunes, d'autres non. De plus, les dépenses par programme varieront selon les différentes régions du pays. Dans certaines régions, nous consacrerons sans doute des crédits plus importants au développement d'emplois, et ceci pour les chômeurs à plus long terme. Dans d'autres régions, nous nous concentrerons sans doute sur les programmes de retour au travail, ce qui concerne surtout les femmes. Dans d'autres régions du pays, ce sera peut-être l'accès à l'emploi, dans le cas des jeunes surtout. Par conséquent, les montants précis n'ont pas encore été déterminés.

M. Redway: Et quel est le montant consacré à la stratégie d'emploi dans son ensemble?

M. John Edwards: Environ 2 milliards de dollars.

Mme Copps: Combien?

M. John Edwards: Environ 2 milliards de dollars. Vous voulez parler de la stratégie d'emploi?

M. Redway: Et ces fonds proviennent des deux sources. Quel sera le montant qui proviendra du Fonds du revenu consolidé?

M. Lussier: Nous allons vous le donner. Cependant, en ce qui concerne la stratégie d'emploi, les fonds proviennent du budget du gouvernement plutôt que de l'assurance-chômage.

M. Redway: C'est la raison pour laquelle j'aimerais savoir de quoi il s'agit.

M. Lussier: Oui.

M. John Edwards: Il s'agit de 1.650 milliard de dollars qui proviennent du Fonds du revenu consolidé. Nous ne savons pas encore quel sera le montant provenant du Fonds d'assurance-chômage, mais si nous nous basons sur les données de 1985-1986, il pourrait s'agir d'environ 300 millions.

M. Redway: Ce qui ne laisse pas beaucoup d'argent pour d'autres programmes. Donc la plus grande partie de ce 1.677 milliard de dollars ira à la stratégie d'emploi?

M. Lussier: Oui.

M. Redway: Je suppose que j'ai épuisé mon temps de parole, monsieur le président?

The Vice-Chairman: Yes you have, Mr. Redway.

Mrs. Copps has not submitted her form to indicate that she would substitute for another member according to the new rules and procedures of standing committees.

Personally, I have no objection to her being allowed to ask questions if the committee so decides. Furthermore, if that is the case, I would like to ask a few questions to our witnesses beforehand.

Does the committee agree?

M. Allmand: C'est la première réunion pour laquelle le Comité est régi par les nouveaux règlements. Je croyais avoir satisfait aux conditions. Or, la greffière m'a appris, texte du

[Text]

showed me the rule—that we should have sent an additional official notice to replace . . . Ms Copps is on that list. We did not go through the new procedure to replace Mr. Marchi, but I hope the committee will be tolerant and hear her, because she is our Labour Critic. We will make sure the next time we follow the proper rules.

Le vice-président: Monsieur Rodriguez, vous êtes d'accord?

M. Rodriguez: Oui, je suis d'accord.

Le vice-président: Très bien.

Monsieur, si jamais la Commission Forget statuait que les personnes ayant choisi de prendre leur préretraite avant le 1^{er} janvier étaient admissibles, combien de personnes pourraient être touchées et quel serait le coût de cette décision? A-t-on évalué cela?

M. Lussier: Monsieur le président, comme nous l'avons indiqué tout à l'heure, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration a demandé à la Commission Forget de revoir, dans le cadre des objectifs de son mandat, cette question relative à la réglementation sur les pensions.

Lorsque la Commission Forget fera son rapport vers la fin de l'été, je ne crois pas que cela pourra véritablement avoir un effet rétroactif. D'une part, ce n'est pas l'objectif de la révision. D'autre part, il est très difficile d'apporter à la loi ou à la réglementation des modifications rétroactives.

Quel est le nombre de personnes présentement touchées? Cela reste à voir. Comme je l'indiquais tout à l'heure, il est bien difficile de faire une prévision exacte de l'évolution de la situation du marché du travail. Pour l'instant, on peut vous dire qu'environ 34,000 personnes au Canada ont été touchées par la mise en vigueur de ce règlement, le 5 janvier 1986.

Le vice-président: Monsieur Lussier, vous me dites que le travail de la Commission Forget ne peut pas avoir un effet rétroactif. Là je parle des gens qui avaient décidé de prendre leur préretraite avant le 1^{er} janvier et qui ont perdu leur admissibilité à partir du 1^{er} janvier. Si la Commission Forget, à la fin juin, rendait une décision favorable acceptée au niveau gouvernemental, cette décision ne serait-elle mise en application qu'à partir de la fin de juin?

M. Lussier: Je ne sais pas, monsieur le président. Je répondais comme ça à votre question. Normalement, dans des situations comme celle-là, à partir du moment où une Commission royale d'enquête dépose son rapport, le gouvernement se réserve une certaine période de temps pour analyser les recommandations et les observations et faire connaître sa réaction.

Si la Commission Forget recommande des modifications, il appartiendra au gouvernement de les étudier et de voir ce qu'il en fera. Je ne veux pas, en vous répondant, créer de fausses impressions. Je ne sais pas ce que fera le gouvernement, mais je dois dire que le rapport Forget ne sera pas automatiquement mis en application. Il appartiendra au gouvernement de décider ce qu'il fera des observations de la Commission.

[Translation]

Règlement à l'appui, qu'il aurait fallu envoyer un avis officiel supplémentaire afin de faire remplacer . . . Le nom de M^{me} Copps se trouve sur cette liste. Nous n'avons pas appliqué les nouveaux règlements pour remplacer M. Marchi, mais j'espère que le Comité sera tolérant et l'entendra car elle est notre critique en matière de travail. La prochaine fois, nous nous assurerons de suivre le Règlement comme il faut.

The Vice-Chairman: Mr. Rodriguez, are you in agreement?

Mr. Rodriguez: Yes, I am.

The Vice-Chairman: Fine.

Sir, if the Forget Commission decided that people taking early retirement before January the 1st were eligible, how many people would be affected and what would the cost of that decision be? Has it been evaluated?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, as we stated earlier, the Minister of Employment and Immigration asked the Forget Commission, in the framework of its mandate, to review this matter of pension regulation.

When the Forget Commission's report is published at the end of the summer, I do not think its recommendations would really have any retroactive effect. For one thing, that is not the purpose of the review and, furthermore, it is very difficult to retroactively amend a statute or a regulation.

How many people are currently affected? That remains to be seen. As I indicated earlier, it is very difficult to say with certainty how the labor market will evolve. For the time being, we do know that approximately 34,000 people in Canada were affected by the implementation of the regulation on January 5, 1986.

The Vice-Chairman: Mr. Lussier, you have said that the Forget Commission's recommendations could not take effect retroactively. I am speaking now of those who had decided to take early retirement before January 1 and who lost their eligibility as of that date. If, at the end of June, the Forget Commission were to come out in their favor and its decision were accepted by the government, would it not be effective as of the end of June?

Mr. Lussier: I do not know, Mr. Chairman. I was answering off the top of my head. Usually when a Royal Commission of Inquiry tables its report, the government takes some time to analyze the recommendations and comments and to give a response.

If the Forget Commission recommends amendments, it will be up to the government to consider them and to determine how to approach the situation. I would not want to give you any false impressions now. I do not know what the government will do, but I must say that the Forget Report will not be implemented automatically. It will be up to the government to decide what to do with the Commission's recommendations.

[Texte]

Le vice-président: Vous dites que 34,000 personnes seront affectées par cette décision-là. Si on multiplie 34,000 par le nombre de mois, on aura le total.

M. Lussier: C'est exact.

• 1930

Le vice-président: Je vous fais part du cas particulier d'une personne de mon comté qui avait décidé de laisser son emploi parce qu'il y avait un contentieux entre son employeur et elle-même. Pendant que le contentieux se réglait, un paiement forfaitaire lui a été accordé pour qu'elle démissionne.

Au moment où elle a laissé son emploi, la personne a eu droit à l'assurance-chômage parce qu'elle avait été congédiée, mais lorsqu'elle a reçu le paiement forfaitaire pour avoir laissé son emploi, après l'entente, elle a dû rembourser l'assurance-chômage. Un an, un an et demi ou deux ans après avoir remboursé, la personne devient admissible à l'assurance-chômage puisqu'elle n'a pas d'emploi. Elle signe le contrat au bout de deux ans disant qu'elle a démissionné, qu'elle perd son emploi. Le gouvernement lui demande de rembourser l'assurance-chômage et elle ne peut pas retirer d'assurance-chômage à partir du moment où elle le fait, parce qu'on considère que le paiement qu'elle a reçu n'est pas un gain assurable.

Je suis un peu étonné devant cette situation. A mon avis, la personne devrait avoir droit à l'assurance-chômage au départ ou plus tard. Il me semble que la personne y a droit. Avez-vous des commentaires?

M. Lussier: Je vais vous donner une réponse théorique. Pour vous donner une réponse vraiment éclairée, il serait utile que nous ayons devant nous le cas précis. Ma réponse sera donc plutôt abstraite parce que certains détails du cas peuvent nous échapper.

Il me semble évident qu'il y a eu une mise à pied temporaire qui est par la suite devenue une mise à pied permanente, ce qui a apporté des changements quant au revenu forfaitaire auquel a eu droit la personne. Il est évident qu'à ce moment-là, en tenant compte de la réglementation existante, il y a eu rajustement en termes d'admissibilité aux prestations, ce qui a certainement amené ce qu'on appelle, en termes du métier, une situation de surpaiement et donc une proposition de rajustement de notre part.

Le vice-président: Règle générale, la personne a-t-elle droit à l'assurance-chômage, soit au départ, soit plus tard? Est-ce un principe accepté au niveau gouvernemental? Si on reçoit un paiement deux ans plus tard et qu'on doit rembourser ce qu'on a reçu, on devient admissible à l'assurance-chômage. Est-ce que cela fait l'objet d'un accord de principe au niveau gouvernemental ou si ce n'est pas du tout cela?

M. Lussier: Il me serait très utile, monsieur le président, d'avoir les détails du cas pour vous répondre de façon éclairée. Si c'était votre intention, il me ferait grand plaisir de vous donner toutes les implications du cas telles qu'on les voit en haut de notre échelle, ici à Ottawa.

[Traduction]

The Vice-Chairman: You say that 34,000 will be affected by the decision. If you multiply 34,000 by the number of months involved, you would get the total.

Mr. Lussier: Precisely.

The Vice-Chairman: I would like to raise the case of a person in my riding who decided to leave his job because of a difference of opinion with his employer. While the conflict was being settled, this person received a lump sum payment as an incentive to resign.

When the person let his job, he was eligible for unemployment insurance because he had been laid off. However, when he received the lump sum payment following the agreement with the employer, he had to refund the unemployment insurance payments. One, one and a half or two years after the refund, this person becomes eligible for unemployment insurance because he does not have a job. He signs a contract after two years saying he resigned, that he lost his job. The government asks him to refund the insurance payments and tells him he is not eligible for unemployment insurance payments because the lump sum payment is not considered insurable earnings.

I find this a bit surprising. In my view, that person should be eligible for unemployment insurance either at the outset or further down the road. It seems to me that this person is eligible. What is your view?

Mr. Lussier: I am going to give you a theoretical answer. In order to give you a well informed reply, I would have to have all the details of the case before me. Since that is not the case, my response will be somewhat abstract.

This was clearly a case of a temporary layoff which became a permanent one which meant that changes were made in the payments to which that person was entitled. Now, in that case, given the existing regulations, the person's eligibility obviously changes and that is what brought about what we call in the profession an overpayment and, consequently, the proposed adjustment.

The Vice-Chairman: Generally speaking, should this person be eligible for unemployment insurance either at the outset or later on? Is this an accepted principle by the government? If someone is in receipt of a lump sum payment two years after he has lost his job and must refund what he has received from unemployment insurance, he is eligible for unemployment insurance. Is that an accepted principle in the government or not?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, it would be very useful if I could see the details of the case you described in order to give you a more informed response. If that was your intention, I would be pleased to go over the case and tell you what the implications are as we see them from our perspective here in Ottawa.

[Text]

Le vice-président: D'accord.

Une dernière question. Pouvez-vous me donner les différences qu'il y a entre le programme Développement des collectivités et le CLE-infrastructure que nous avons auparavant?

M. Lussier: Vous faites allusion, monsieur le président, à un programme qui est un des éléments constitutifs de la stratégie de l'emploi et qui n'implique pas seulement les questions ayant trait à la situation des communautés ou encore à des instruments d'aide aux communautés, par exemple le Programme CLE comme on l'appelait dans le passé. Dans le cadre de ce programme-là, il sera possible d'aider les diverses communautés qui ont été touchées par ce programme.

• 1935

Vous faites allusion à un ancien programme relié aux programmes dits infrastructure. Dans le cas du présent programme opérationnel concernant les communautés futures, l'approche traditionnelle ou automatique utilisée dans le cas des projets infrastructure ne se manifesterait pas de la même façon. Des conditions différentes y seront rattachées avant qu'il soit mis en application.

Le vice-président: Je vous poserai plus tard d'autres questions sur le Programme de développement des collectivités parce que je vais avoir besoin de détails supplémentaires.

Madame Copps.

Mme Copps: Avant de poser mes questions, j'aimerais faire une remarque. Je ne suis pas d'accord sur l'interprétation du greffier concernant les substitutions. Le cas s'est présenté il y a deux jours à un autre comité. J'étais à Montréal, l'avion ne pouvait décoller, et on a eu un substitut qui était déjà sur la liste. Si vous lisez la page 78 du Règlement, vous verrez que la question de la substitution s'applique s'il y a des membres qui n'ont pas déposé les noms demandés conformément au paragraphe 94(3) du Règlement. Si vous ne déposez pas les noms de cinq personnes, ce qui a été fait par M. Allmand, vous n'êtes plus membre du Comité et il faut qu'on vous remplace.

Selon mon interprétation, tous les membres inscrits au Comité ont droit d'y participer sans qu'on donne un avis de 24 heures. De toute façon, le Règlement est nouveau et il faudra éclaircir cela, parce qu'à l'autre comité, on a procédé de façon différente. C'est-à-dire que toutes les personnes qui sont nommées sur votre liste ont la possibilité d'assister à une séance du Comité sans qu'un avis soit donné.

Mr. Allmand: On the same point of order, it was described to me that the purpose of having the five members was that they could be replaced very simply. My understanding is that the 24-hour rule was for when you wanted to replace beyond the five. If that is not the case, what is the purpose of having the five people? If it is 24 hours to replace the five on the list plus any others, what is the use of having the list of five?

[Translation]

The Vice-Chairman: Fine.

I have one last question. Can you tell me the difference between Community Futures and the LEAP infrastructure we had before?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, you are referring to a program which is one of the components of Job Strategy and which involves not only communities and community assistance, like LEAP as it was known in the past. A new program will mean assistance to the various communities who had come under the old program.

You are referring to an old program tied in with the so-called infrastructure programs. Under the current operational program called Community Futures, the traditional or automatic approach used for infrastructure projects will be different. The prerequisites will be different.

The Vice-Chairman: I have other programs on the Community Futures program which I will ask later as I need additional details.

Ms Copps.

Ms Copps: Before I begin my questions, I would like to make a remark. I do not agree with the clerk's interpretation regarding substitutes. Two days ago, we had the same problem in another committee. I was in Montreal, my plane could not take off and there was a substitute whose name was already on the list. If you look at page 78 in the Standing Orders you will see that the regulation regarding substitutes applies if members have not submitted a list of names in accordance with paragraph 94(3) of the Standing Orders. Where there is a failure to submit the five names, which is not Mr. Allmand's case, the substitutes in question must be thrown off the committee and replaced.

According to my interpretation of the rules, every registered member of the committee can sit on the committee without 24 hours notice. Whatever the case may be, the Standing Orders are new and this matter will have to be cleared up because the other committee had a different interpretation of the regulations. It ruled that everyone whose names are on the Chairman's list may attend a committee meeting without notice.

M. Allmand: À propos du même rappel au Règlement, on m'a expliqué que le but du Règlement concernant les cinq noms était de faciliter la substitution. Je crois comprendre que la règle des 24 heures ne s'appliquait que lorsqu'on voulait nommer un substitut dont le nom ne figurait pas parmi les cinq autres. Sinon, à quoi sert-il d'avoir cinq noms sur la liste? S'il faut un avis de 24 heures pour remplacer les cinq personnes dont les noms figurent sur la liste parmi d'autres, quelle est l'utilité du Règlement?

[Texte]

In any case, I support the submissions made by my colleague. I know these rules are new and will have to be dealt with, but you have the floor, anyway. We will raise this again.

Ms Copps: Sure. Mr. Chairman, for your guidance, I am putting that on the record. I do not really care tonight because there will not be any votes anyway, but I would like to get some clarification for the next meeting, perhaps. I appreciate the fact that the committee has allowed me to speak. I do not need a ruling this second, but maybe you could take a look at that section.

My understanding of that particular subsection is this. If the member has failed to give the substitute members within the prescribed period, that member is thrown off the committee and then that person must be substituted within 24 hours by another person. The 24-hour substitution rule applies when the member fails to submit the list of members who will have standing on the committee. That is my interpretation.

Alors, on va attendre.

Le vice-président: Notre greffier a consulté son collègue à ce sujet et la même interprétation a été donnée: il faut un avis de 24 heures. Maintenant, la question que vous soulevez mérite d'être étudiée avant les prochaines réunions.

Mme Copps: Je sais qu'il y a d'autres comités qui fonctionnent sans cet avis de 24 heures.

Le vice-président: Il y a peut-être une différence entre les comités législatifs et les comités permanents. De toute façon, la question que vous soulevez mérite d'être analysée.

Mme Copps: Si vous le lisez, c'est tout à fait clair. On parle des membres qui n'ont pas déposé leur cinq noms.

Anyway, I do not want to carry on further, but we can pursue it later.

The issue of the appeals was not answered by the deputy minister. What is the average cost of an appeal?

Mr. Lussier: I do not know. Mr. Chairman, I will need to get the information on a technical basis, because I suppose it will vary with the number of days or part of days.

• 1940

Ms Copps: No, I understand that. I wonder if you have an average and a mean cost of an appeal.

Mr. Lussier: I have to admit that I do not have those figure with me tonight. I will see if those figures are available. But I doubt that we are establishing average cost per appeals.

Ms Copps: What is the cost of a three-member tribunal appeal for one day?

Mr. Rodriguez: How much does the chairman receive?

Mr. Lussier: I think the chairman gets about \$200 a day and the other two members should receive about half of that,

[Traduction]

Quoi qu'il en soit, j'appuie ma collègue en ce sens. Je sais que le Règlement est nouveau et qu'il y aura lieu de l'éclaircir, mais elle a la parole en ce moment. Nous reposerons la question ultérieurement.

Mme Copps: Certainement. Monsieur le président, je fais ces commentaires pour votre gouverne. Que les éclaircissements soient apportés ce soir ou non, m'est égal car il n'y aura pas de vote ce soir. Il y aurait peut-être lieu de les avoir pour la prochaine réunion. Je remercie le Comité de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole. Une décision immédiate n'est pas obligatoire, mais vous devriez revoir le paragraphe en question.

D'après mon interprétation, dans le cas d'un député qui n'a pas déposé les noms des remplaçants dans le délai prescrit, il est automatiquement exclu du Comité et doit se charger de trouver un remplaçant dans les 24 heures qui suivent. Cette règle s'applique dans les cas où un membre du Comité ne dépose pas la liste des remplaçants au Comité. Voilà mon interprétation.

So, we will see.

The Vice-Chairman: Our clerk has consulted her colleague in this matter and the same interpretation has applied. That is, 24 hours notice is required. Now, the question you raise should be dealt with before any further meetings.

Ms Copps: I know there are other committees that do not require the 24 hours notice.

The Vice-Chairman: There may be a difference between legislative and standing committees. In any event, your point is well taken.

Ms Copps: If you read the rule, it is quite clear. It refers to members who have not submitted their five names.

Quoi qu'il en soit, je ne veux pas m'attarder plus longtemps sur cette question que nous pourrions poursuivre ultérieurement.

La question des appels n'a pas reçu de réponse de la part du sous-ministre. Quel est le coût moyen d'un appel?

M. Lussier: Je l'ignore. Monsieur le président, j'aurais besoin d'obtenir des renseignements techniques à ce propos, mais pour le moment je dirais que le coût dépend du nombre de jours ou d'heures qui y sont consacrés.

Mme Copps: Je comprends cela, mais je me demande si vous avez une idée de ce que représente le coût moyen d'un appel.

M. Lussier: Je dois avouer que je n'ai pas ces chiffres avec moi ce soir. J'essaierai de voir s'ils sont disponibles, mais je doute fort que nous ayons établi le coût moyen d'un appel.

Mme Copps: À combien s'élèvent les frais dans le cas d'un panel de trois membres, et ceci, par jour?

M. Rodriguez: Vous voulez savoir combien est payé le président du tribunal?

M. Lussier: Je crois que le président reçoit environ 200,00\$ par jour, les deux autres membres environ la moitié, ou 125,00\$. En fait, il s'agit de 750,00\$ par journée complète.

[Text]

\$125 or something. It is about \$750 for the tribunal, if it is a full day.

Ms Copps: That is just for the members, but what would the cost be if you included the support staff, the cost of the office?—the whole bit. It is probably somewhere in the neighbourhood of—would \$1,000 be a round figure?

Mr. Lussier: I do not know. I will get back to you on that.

Ms Copps: I would like to find out.

I understood you to say that 34,000 people were affected by the UI changes as of January 5, 1986.

Mr. Lussier: No, not as of January 5. I said, in answer to a request by the chairman, since the regulation has been set in place, about 34,000 people have been involved in relationship with that regulations on pension.

Ms Copps: Have been denied?

Mr. Lussier: No, they were not denied, because it depends on the levels of pensions.

Ms Copps: So it has touched 34,000 people, and some persons might be receiving some or whatever.

Mr. Lussier: Exactly.

Ms Copps: I also understood you to say, in your experience, when a ruling comes forth from a commission with respect to UI changes, that is not a retroactive ruling.

Mr. Lussier: Again, to make it clear, this answer, which I gave in the context of the question of the chairman, related to retroactivity on regulation change. The answer I gave was based on my experience. Up to this time, I have not seen retroactive changes of regulations.

Ms Copps: Right.

Mr. Lussier: Regulations start on a specific date. They do not go back to a retroactive date. I was mentioning that.

Ms Copps: So you have never seen a retroactive regulation change, in how many years? How many years have you been with the department?

Mr. Lussier: In three weeks I will have been with the department four years.

Ms Copps: Okay. What is the current date when the Forget Commission is expected to report?

Mr. Lussier: I think the Forget Commission has indicated in recent public comments that it should be late this summer.

Ms Copps: If they report next fall, then the government may move forward with the changes to move the law back to what it was, let us say, by next December. At this point in time, 34,000 people have been affected. How many people do you expect to be affected between now and the end of the year?

[Translation]

Mme Copps: Il s'agit simplement là des membres du panel, mais il faut encore tenir compte du personnel de soutien, des frais de bureau, etc. Je suppose qu'en chiffres ronds cela doit s'approcher de 1,000,00\$ par jour.

M. Lussier: Je n'en sais rien, mais je pourrais vous en dire plus long par la suite.

Mme Copps: Oui, j'aimerais le savoir.

Si j'ai bien compris ce que vous avez dit, 34,000 personnes auraient été touchées par les modifications apportées à l'assurance-chômage le 5 janvier 1986.

M. Lussier: Non, les changements ne sont pas intervenus le 5 janvier. En réponse à une demande du président, j'ai dit que depuis l'entrée en vigueur des règlements, environ 34,000 personnes avaient été touchées.

Mme Copps: On leur avait refusé des prestations?

M. Lussier: Non, on ne leur avait pas refusé des prestations; on parle ici de niveaux de pensions.

Mme Copps: Donc 34,000 personnes ont été touchées parmi lesquelles certaines reçoivent peut-être des prestations.

M. Lussier: Exactement.

Mme Copps: Si je vous ai bien compris également, les décisions des commissions en ce qui concerne les modifications à l'assurance-chômage ne sont pas rétroactives.

M. Lussier: Je devrais vous donner des précisions à cet égard également. Je répondais à une question du président concernant la rétroactivité des modifications aux règlements. J'ai parlé de mon expérience personnelle. Jusqu'à présent, je n'ai jamais eu connaissance de changements rétroactifs aux règlements.

Mme Copps: Bien.

M. Lussier: Les règlements commencent à s'appliquer à partir de la date d'entrée en vigueur et ne sont pas rétroactifs. C'est ce que j'ai dit.

Mme Copps: Par conséquent, au cours de toutes vos années en poste, vous n'avez jamais eu connaissance de l'application rétroactive d'un règlement. Depuis combien d'années travaillez-vous pour le Ministère?

M. Lussier: Dans trois semaines, j'y aurai travaillé depuis quatre ans.

Mme Copps: Je vois. Et quand la Commission Forget doit-elle présenter son rapport?

M. Lussier: Je crois que la Commission a déclaré publiquement que le rapport sera présenté vers la fin de l'été.

Mme Copps: Si le rapport de cette commission est publié à l'automne prochain, le gouvernement pourrait fort bien revenir sur ses positions en décembre prochain. Or, à l'heure actuelle, on sait que 34,000 personnes ont été touchées par les modifications; combien y en aura-t-il qui seront touchées avant la fin de l'année?

[Texte]

Mr. Lussier: I have no clear idea. I do not want to speculate on that because these are numbers that are very difficult to predict.

Ms Copps: The 34,000 have been affected, however, between January and April, a four-month period. If you use the same ratio for that four-month period, you will be looking at potentially 120,000 people.

Mr. Lussier: No, I do not think so.

Ms Copps: What do you think?

Mr. Lussier: I will not speculate on numbers. But I cannot confirm or deny any numbers . . .

Mr. Rodriguez: Fewer than 34,000.

Ms Copps: Let us suppose that the figures double over the next—let us say that 75,000 people will be affected between now and the end of the year, all told, including the 34,000. How much would it cost the department to track down these 75,000 people and make sure they get what is owed to them by the government?

Mr. Lussier: I do not think it is a question of tracking people. Every time that somebody is without work and corresponds, a claim is opened. At the time a claim is opened for that individual, the necessary calculation and information are given and then the benefits are established. So it is part of an ongoing operation.

Ms Copps: Right. But the benefits presumably of somebody who had been in mid-stream when the decision was made in January might be lapsing next June. They might be moving to Timbuktu. How do you expect to pay them retroactively?

Mr. Lussier: If they move to Timbuktu, I do not know.

• 1945

Ms Copps: What I am suggesting is that the logistics of a retroactive payment, if and when the government moved in an unprecedented fashion to change a regulation retroactively, would be impossible. Would you agree that it would be impossible to guarantee retroactively that all eligible recipients would be paid?

Mr. Lussier: With all candour, I do not think it is a question I can answer. I can answer only what I know from the past. I have not been in situations, in my experience in the Public Service, where regulations have been established in a retroactive fashion.

Ms Copps: Right, that is what I am saying. So if the Minister stands up in the House and says they are going to do this retroactively, if the Forget commission comes in—and let us wait for the Forget commission—with the recommendation in September and if the government ever moved to say they would pay retroactively, it would be impossible to implement that and to guarantee that all persons who were eligible would receive what was retroactively due to them.

[Traduction]

M. Lussier: Je ne pourrais vous le dire précisément. Je ne voudrais pas faire de spéculation. Il serait d'ailleurs très difficile de faire des prédictions.

Mme Copps: Si 34,000 personnes ont été touchées entre janvier et avril, soit une période de quatre mois, il est fort possible qu'avant la fin de l'année 120,000 personnes soient touchées.

M. Lussier: Je ne le crois pas.

Mme Copps: Quelle est votre idée?

M. Lussier: Je ne voudrais pas me prononcer, confirmer ou infirmer certains chiffres . . .

M. Rodriguez: Moins que 34,000.

Mme Copps: Supposons que le chiffre soit doublé, supposons donc que 75,000 personnes soient touchées en tout. Combien cela en coûterait-il au ministère de retrouver ces 75,000 personnes afin de s'assurer qu'elles ont reçu tout ce à quoi elles avaient droit?

M. Lussier: Je ne crois pas que c'est une question de retrouver certaines personnes. En effet, les prestataires ont un dossier ouvert et au moment de l'ouverture de celui-ci, on procède aux calculs nécessaires, sur la base des renseignements disponibles et afin d'établir le niveau de prestation.

Mme Copps: Oui, mais il est possible qu'un prestataire ait été au milieu de sa période d'admissibilité en janvier et que ses prestations prennent fin en juin. Cette personne pourrait très bien déménager à Tombouctou. Comment vous attendez-vous à pouvoir verser ces prestations rétroactivement?

M. Lussier: Si cette personne déménage à Tombouctou c'est un problème en effet.

Mme Copps: Ce que j'essaie de faire comprendre, c'est qu'il serait pour ainsi dire impossible d'un point de vue logistique de verser de telles prestations rétroactivement, ceci dans le cas où le gouvernement déciderait, de façon tout à fait inhabituelle, de modifier un règlement rétroactivement. N'êtes-vous pas d'accord? Ne croyez-vous pas qu'il serait impossible de garantir rétroactivement le versement de prestations aux prestataires admissibles?

M. Lussier: En toute franchise, je ne crois pas pouvoir répondre à ce genre de question. Je peux seulement me baser sur le passé. D'après mon expérience de la Fonction publique, je n'ai jamais rencontré de situation où les règlements ont été établis de façon rétroactive.

Mme Copps: C'est précisément là ce que je dis. Par conséquent, si la ministre se lève à la Chambre pour dire que les règlements seront appliqués de façon rétroactive, si la Commission Forget—et il faudra attendre le résultat de son étude—si donc la Commission Forget recommande ce genre de chose en septembre et si le gouvernement était d'accord, il serait impossible d'appliquer de telles dispositions, il serait

[Text]

Mr. Lussier: I do not know. I am not very much at ease, personally, being in a speculative mood, but I was trying to be at ease in answering your questions. From the way you are raising it, I personally feel that individuals in that situation would certainly like to indicate whether they still live in Timbuktu or somewhere else, and in your speculative thing, they would certainly come forward.

Ms Copps: Why did you distinguish between company pensions and self-directed RRSPs?

Mr. Lussier: Because it is based on the principle, which is the principle under which individuals become eligible for UI benefits, that if during that period you have this employer-employee relationship and there is a certain amount of money set aside by both yourself and the employer for pension purposes, then I think at that time it is considered as being pension becoming deductible from the benefits you will receive.

In the case you mentioned, it is not a pension in the definition of contributions made by the two levels during a period of time when you have an employer-employee relationship; it is a personal decision to save on various forms. In that case, it is strictly related to savings rather than to a relationship where there has been the traditional pension. In that case, there are naturally two different cases.

Ms Copps: I have a number of other questions on that; however, I wish the Minister were here to answer them. I wish she would not send her officials, because I think it puts you in a rather embarrassing position and I do not want to attack you personally for implementing a law that is unfair. The Minister should be here. She is supposed to be here.

I have a question as it relates to youth employment, the \$732.6 million fund that was referred to. How much of a cut does that represent, and what was supposed to have been funded? How much of a cut occurred in 1985 youth funding?

Mr. Lussier: I think it corresponds . . . I am not sure I am clear about your question.

Ms Copps: Based on 1984-85 estimates, there would have been a particular figure dedicated to youth employment. There was an actual figure spent, and I would like to know how much of a cut was made.

Mr. Lussier: I do not have those figures in front of me, but I do not think it is a cut, as you mentioned. Do you have those figures, John?

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, we may be getting into a terminology discussion at this point. Every year we have lapsed a certain amount of money. There is always a certain amount of commitment that does not come through; we do not spend the money at that time and what have you, and this year is no exception to that. But there was not a planned cut that said we

[Translation]

impossible de garantir à toutes les personnes admissibles le versement des prestations de façon rétroactive.

M. Lussier: Je ne sais pas. Personnellement je n'aime pas spéculer en la matière, j'essaie simplement de répondre à votre question. Cependant puisque vous me posez la question, il me semble que des personnes dans la situation que vous décrivez voudraient faire savoir au gouvernement qu'elles habitent à Tombouctou ou autre part. Ces personnes se feraient certainement connaître.

Mme Copps: Pourquoi distinguez-vous entre les pensions d'entreprises et les Régimes enregistrés d'épargne-retraite librement choisis par l'employé?

M. Lussier: Il existe un principe aux termes duquel certaines personnes deviennent admissibles à des prestations d'assurance-chômage. Si un rapport entre employeur et employé a été créé dans le cadre duquel certaines contributions ont été faites par l'employeur et l'employé à un fonds de pension, la pension qui en résulte est déductible des prestations reçues.

Dans le cas que vous avez mentionné, il ne s'agit pas d'une pension résultant de cotisations faites par un employeur et un employé au cours d'une certaine période de temps, mais bien d'une décision personnelle de mettre de l'argent de côté, et ceci de différentes façons. Dans ce dernier cas, il s'agit simplement d'une question d'épargne et non de pension. Il s'agit donc de deux cas tout à fait différents.

Mme Copps: J'ai différentes autres questions à poser à ce sujet. Cependant j'aimerais que la ministre soit ici pour y répondre. Je préférerais qu'elle n'envoie pas ses fonctionnaires, ce qui vous met dans une situation assez embarrassante. Je ne voudrais pas par conséquent vous attaquer personnellement parce que vous appliquez une loi injuste. Ce serait à la ministre à être ici.

J'aimerais poser une question en matière d'emploi des jeunes. On a parlé de 732.6 millions de dollars. Quelle a été l'importance de la coupure dans ce programme? Quel aurait dû être le niveau total de financement?

M. Lussier: Je crois que cela correspondait . . . En fait, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris votre question.

Mme Copps: Les prévisions budgétaires de 1984-1985 prévoyaient un montant bien précis consacré à l'emploi des jeunes. Certaines sommes ont été dépensées dans le cadre de ce programme et j'aimerais savoir quelles coupures ont été faites dans les dépenses.

M. Lussier: Je n'ai pas ces chiffres ici. Je ne crois d'ailleurs pas qu'il s'agisse d'une coupure comme vous le dites. Avez-vous les chiffres, John?

M. John Edwards: Monsieur le président, je crois que nous sommes en train de faire de la sémantique. Chaque année, certains crédits tombent en annulation et cette année ne fait pas exception à la règle. Cependant, il ne s'agit pas d'une coupure prévue ni d'une réduction intentionnelle du nombre de nouveaux emplois.

[Texte]

would reduce job entry by this amount or that amount or something like that.

Ms Copps: Perhaps, then, the cut or the lapse, as you call it, was in overall budget expenditures. You were asked to make a 3% cut by Treasury Board.

Mr. Lussier: I think there has been a contribution that, for Employment and Immigration Canada, was not 3%.

Ms Copps: What was it?

Mr. Lussier: So that it becomes clear to you, through you, Mr. Chairman, what I was telling you is that the O and M was 3%, yes, but . . .

• 1950

Ms Copps: The O and M?

Mr. Lussier: Yes, the money which is related to operation and maintenance in the budget, which is different from money that is paid for salaries or . . .

Ms Copps: What does "O and M" stand for?

Mr. Lussier: Operation and Maintenance.

Ms Copps: It was cut by 3%. And how much does that represent in actual dollars?

Mr. Paul Gauvin (Executive Director, Finance and Administration, Department of Employment and Immigration): The 3% would be about \$10 million.

Ms Copps: In operation and maintenance?

Mr. Gauvin: That is right.

Ms Copps: May I ask another question? When the Minister made the announcement on the new responsibilities of the Minister of State for Youth, were you involved in the discussions that led up to the new position?

Mr. Lussier: Yes. I mean, as is the normal situation when decisions of government are taken, we co-operate and help, yes.

Ms Copps: What are the responsibilities of the new Minister of State—presumably answering to your Minister, so it is within your rubric now?

Mr. Lussier: In a general definition at this point, my understanding of a Minister of State is to assist a Minister in the operationalization of her or his responsibility within the mandate of the organization. So she is certainly to assist in . . .

Ms Copps: Well, you assist the Minister too. But I would like to know what specific ministerial responsibility she has.

Mr. Lussier: I think this is a question that . . . well, in the general framework, I think, which has been mentioned by the Minister of Employment and Immigration and the Minister of State for Youth, they are two broad categories relating to the specific elaboration of that. It is still subject to final discussion between the two Ministers.

[Traduction]

Mme Copps: Alors cette réduction ou cette annulation comme vous l'appellez intervenait dans les dépenses budgétaires totales, le Conseil du Trésor vous demandant de procéder à une réduction de 3 p. 100.

M. Lussier: Je crois qu'il y a eu une contribution qui n'était pas de 3 p. 100 pour Emploi et Immigration.

Mme Copps: Quelle était-elle?

M. Lussier: Par conséquent, il est clair comme je vous l'ai dit, monsieur le président, que dans le domaine des opérations et de l'entretien il s'agissait de 3 p. 100, mais que . . .

Mme Copps: Pour O et E?

M. Lussier: Oui, les fonds affectés aux postes des opérations et de l'entretien qui constituent un crédit distinct de celui des salaires et . . .

Mme Copps: Que veut dire O et E?

M. Lussier: Opérations et entretien.

Mme Copps: Il y a donc eu une réduction de 3 p. 100. Cela équivaut à combien en dollars?

M. Paul Gauvin (directeur administratif, Finances et administration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Ces 3 p. 100 représentent environ 10 millions de dollars.

Mme Copps: Pour les opérations et l'entretien?

M. Gauvin: C'est exact.

Mme Copps: Puis-je me permettre une autre question? Le ministre a annoncé les nouvelles responsabilités du ministre d'État à la Jeunesse. Avez-vous pris part aux discussions qui ont précédé cette annonce?

M. Lussier: Oui. Nous participons au processus décisionnel normal du gouvernement.

Mme Copps: Quelles sont les nouvelles responsabilités de ce ministre d'État qui, je le suppose, relève de votre ministre à vous? Vous êtes donc en mesure de nous en parler, n'est-ce pas?

M. Lussier: Que je sache, le rôle du ministre d'État est d'aider le ministre dans l'exécution de son mandat. Elle devra donc aider . . .

Mme Copps: Mais vous secondez également le ministre. Je voudrais savoir exactement en quoi consistent ses responsabilités ministérielles.

M. Lussier: Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre d'État à la Jeunesse ont dit qu'il y avait deux grandes catégories à ce mandat. Mais ils n'en ont pas encore arrêté les détails.

[Text]

Ms Copps: So at this point you do not really know.

Mr. Lussier: Yes, I know. What I know is that the Minister will be assisting the Minister of Employment and Immigration in the operationalization of certain of our programs that we have under the Canadian Job Strategy, that the Minister of State for Youth will also maintain an important role of advocacy in representing youth interests in a global manner in Cabinet, and that she will also be involved in a significant manner in facilitating the overall co-ordination of various federal departments in matters related to youth. But the details of that are still under the discussions that are presently taking place between the two Ministers.

Ms Copps: Who is responsible for the \$732 million Youth Job Fund?

Mr. Lussier: The \$732 million that you are talking about has been the responsibility of the Minister of Employment and Immigration.

Ms Copps: So the Minister of Youth has no responsibility over the youth fund?

Mr. Lussier: I have been indicating that the \$732 million has been money that has been spent during the fiscal year 1985-86 and terminating on March 31. So there has been operationalization at the end of March . . .

Ms Copps: So at this point you do not know whether she will be responsible in 1986 for youth programs?

Mr. Lussier: Yes, she will be responsible for youth programs. I have been telling you that the details are still under discussion between the two Ministers, and I am sure they will want to make them known when they have finalized their discussions.

Ms Copps: So who will be ultimately responsible for the youth programs in 1986? Who is the bottom line in youth employment programs?

Mr. Lussier: As I indicated, in my understanding again, I think it should be subject to what is going to come out of the results of their discussions. I think a Minister of State is to help and assist a Minister in operationalization. So the ultimate, I suppose, accountability process remains with the Minister. Having said that . . . there will be a specific responsibility that will be assigned, and has been assigned, and will be further defined, and that will be communicated in due time.

Ms Copps: Okay. I suppose, then, we could have the Minister of State come before the committee at some point too.

Le vice-président: Madame Copps, malheureusement, votre temps est écoulé.

Mme Copps: Très bien, merci.

Le vice-président: Monsieur Allmand.

Mr. Allmand: On the same point, Mr. Chairman, when we met in steering committee, Madam Champagne had not yet been appointed a Minister within the Department of Employment and Immigration dealing with youth employment. That was only done the last day before Easter.

[Translation]

Mme Copps: Vous ne savez donc pas encore.

M. Lussier: Mais oui, je suis au courant. Le ministre d'État seconde le ministre de l'Emploi et de l'Immigration dans l'exécution des programmes de la Stratégie canadienne d'emploi. En outre, le ministre d'État à la Jeunesse défend en général les intérêts des jeunes au Cabinet. Elle est également chargée de la coordination des activités des divers ministères fédéraux qui concernent la jeunesse. Les deux ministres s'occupent actuellement de déterminer ces responsabilités.

Mme Copps: Et qui est responsable du Fonds d'emploi pour les jeunes qui compte 732 millions de dollars?

M. Lussier: Ce fonds relève du ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Mme Copps: Donc le ministre d'État n'a aucune responsabilité dans ce domaine?

M. Lussier: J'ai déjà dit que ces fonds avaient été dépensés pendant l'exercice financier 1985-1986 qui s'est terminé le 31 mars. On a donc fait le bilan à la fin mars . . .

Mme Copps: Vous ne savez donc pas encore si elle sera responsable des programmes pour la jeunesse en 1986?

M. Lussier: Oui, elle sera responsable des programmes des jeunes. Mais les ministres n'ont pas encore arrêté tous les détails. Je suis persuadé qu'ils vous en feront part en temps opportun.

Mme Copps: Alors qui sera responsable des programmes pour les jeunes en 1986? Qui en sera chargé?

M. Lussier: Vous le saurez une fois terminées les discussions en cours. Le rôle du ministre d'État est de seconder le ministre dans l'exécution des programmes qui relèvent de sa compétence. C'est donc le ministre qui est responsable au bout du compte. Cela dit, le ministre d'État aura des responsabilités bien précises dont vous serez informée ultérieurement.

Mme Copps: Très bien. Nous pourrions peut-être inviter le ministre d'État à venir comparaître devant le Comité à un moment donné.

The Vice-Chairman: Madam Copps, I am sorry to inform you that your time is up.

Ms Copps: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Mr. Allmand.

M. Allmand: Monsieur le président, je tiens à souligner que Mme Champagne n'avait pas encore été nommée ministre d'État responsable de l'emploi des jeunes sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de l'Immigration au moment où nous avons eu notre réunion du comité de direction. Cette

[Texte]

[Traduction]

nomination a été annoncée la veille de l'ajournement de Pâques.

• 1955

So I would like now officially to request the chairman with the clerk to make arrangements for Mrs. Champagne to appear before the committee to answer questions with respect to youth unemployment.

I would like to ask the deputy minister, following up Ms Copps' questions, has Mrs. Champagne got an office in the Department of Employment and Immigration facilities?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Allmand: Since what date?

Mr. Lussier: The day after the appointment was mentioned, which was on a Wednesday. I cannot remember the date.

Mr. Allmand: Okay, that is good enough. Have any public service staff within the department been assigned to her to help her with her responsibilities?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Allmand: How many person-years?

Mr. Lussier: It is not a final number at this point in time, but a nucleus was immediately formed in order to assist. These numbers will depend on the mandate and the details of the mandate that will be coming from the two Ministers. We will in any case support the activity and responsibility of the Ministers.

An hon. member: Hear, hear!

Mr. Allmand: We would expect before the estimates are referred back to the House to have some details of how many person-years.

Also, while you said that the Minister herself, Miss MacDonald, is ultimately responsible for the so-called \$700-million budget, I would like to ask if any part of the department's budget has already been assigned to assist Mrs. Champagne under operational and maintenance and not simply salaries?

Mr. Lussier: I think that at the time Miss MacDonald and Mrs. Champagne were presenting their press conference there was an indication that Mrs. Champagne, for example, immediately will be starting to be responsible for Challenge '86. So in that sense the operationalizations of Challenge '86 have been assigned at this point in time in a clear way to Mrs. Champagne.

Mr. Allmand: All right. I have before me the letter from the Prime Minister to Senator Hébert dated March 11, 1986. In this letter we have the breakdown. The Prime Minister says to Senator Hébert:

The programs we have put in place signal an end to short-term make-work projects and a shift to creating lasting

Par conséquent, j'aimerais demander formellement au président et au greffier de convoquer M^{me} Champagne devant le Comité afin que nous puissions lui poser des questions concernant le chômage chez les jeunes.

Comme suite à la question posée par M^{me} Copps, j'aimerais demander au sous-ministre si M^{me} Champagne a un bureau au siège du ministère de l'Emploi et de l'Immigration?

M. Lussier: Oui.

M. Allmand: Depuis quand?

M. Lussier: Je ne me souviens pas de la date, mais c'était le lendemain de sa nomination, c'est-à-dire un mercredi.

M. Allmand: C'est très bien. A-t-elle à son service des fonctionnaires lui permettant de s'acquitter de ses fonctions?

M. Lussier: Oui.

M. Allmand: Combien d'années-personnes lui sont affectées?

M. Lussier: Le nombre d'années-personnes qui lui sont affectées n'a toujours pas été déterminé, mais, dès sa nomination, un noyau de fonctionnaires a été détaché à son service. La taille de l'effectif dépendra du mandat qui sera confié à M^{me} Champagne par les deux ministres compétents. Quoi qu'il en soit, nous assistons les ministres dans l'exercice de leurs fonctions.

Une voix: Bravo!

M. Allmand: Nous comptons être informés du nombre exact d'années-personnes avant que le budget des dépenses ne soit renvoyé à la Chambre.

En outre, bien que vous ayez dit que la ministre elle-même, c'est-à-dire M^{me} MacDonald, est en dernière analyse responsable du projet dont le coût s'élèverait à 700 millions de dollars, j'aimerais savoir si une partie du budget ministériel a déjà été affectée au ministère d'État que dirige M^{me} Champagne, afin de permettre à celle-ci, non pas seulement de verser les traitements, mais également d'assurer le fonctionnement de son service?

M. Lussier: Je crois que pendant leur conférence de presse, M^{me} MacDonald et M^{me} Champagne ont indiqué que cette dernière assumait immédiatement la responsabilité de Défi 86. C'est donc dire que depuis lors, c'est effectivement M^{me} Champagne qui est chargée d'administrer ce programme.

M. Allmand: Très bien. J'ai devant moi une lettre adressée par le Premier ministre au sénateur Hébert, en date du 11 mars 1986. Cette lettre renferme la ventilation suivante:

Par les programmes que nous avons mis en oeuvre, nous mettons fin au projet de création d'emplois à court terme et

[Text]

employment opportunities through a mix of formal instruction, on-the-job training and practical work experience. These programs include: Canadian Job Strategy, \$210 million; Challenge '85, \$210 million; Institutional Training, \$280 million.

That comes to \$700 million. A couple of days later the Prime Minister and the Minister of Employment got up and added on and it was some \$730 million. But I want to follow up.

I would like to know how you are able for Canadian job strategy and institutional training to break down the total budget so you can determine that of that total budget for those programs \$210 million is just for youth and \$280 million of the training is just for youth. How can you do that? I have asked lots of people how it is done, but nobody can give me a clear answer.

Mr. John Edwards: I regret that the many people the member consulted were unable to give him the answer. We do track actual numbers of participants by various target categories. If, for instance, in institutional training 30% are youth, or 50%—I do not have the figure right in front of me—then we would make a calculation accordingly that that proportion of the cost would be to the benefit of youth. We do the same on the job entry or job development projects: we would know how many women there are, how many young people there are, how many native people there are—that kind of thing.

Mr. Allmand: Well, job entry is a new program. It is just starting. It is only in its first months of operation. How do you know at this stage how many women will be using job entry and how many youth? Is it an estimate? A guesstimate?

Mr. John Edwards: No. A certain amount of estimation is involved, but job entry basically has two components: a youth entry component, so on that you can assume that all the expenditure is going to youth; and, on the re-entry, that is primarily aimed at women who are re-entering the labour market. Some of those would fall into the category of youth, but I think our estimates are reasonably good.

• 2000

Mr. Allmand: I see. So you already break down Job Entry into youth entry and . . .

Mr. John Edwards: Yes.

Mr. Allmand: I see. It is not in the estimates like that.

Mr. John Edwards: No. It is one program, but it has two target groups at this time. There may be a third target group before long, namely immigrants trying to enter the labour market.

[Translation]

favorisons plutôt la création d'emplois durables au moyen de programmes de formation structurée, de formation en cours d'emploi et d'expérience pratique. Ces programmes comprennent Développement de l'emploi au Canada, dont le coût se lève à 210 millions de dollars, Défi 85, 210 millions de dollars; et la formation en établissement, dont le budget est de 280 millions de dollars.

Quelques jours après, le Premier ministre et la ministre de l'Emploi ont déclaré que le coût de ces programmes représentait au total 730 millions de dollars. Enfin, je reviens à cette lettre.

En ce qui concerne le programme Développement de l'emploi au Canada et la formation en établissement, j'aimerais savoir comment vous pouvez déterminer, à partir de l'ensemble du budget, que 210 millions de dollars et 280 millions de dollars respectivement ont été affectés à la jeunesse. Comment pouvez-vous dégager ces chiffres? J'ai déjà posé cette question à un bon nombre de personnes, mais on n'a pu me répondre.

M. John Edwards: Je regrette que ces personnes n'aient pas été en mesure de vous répondre, car nous chiffrons le nombre de participants par catégorie cible. Si, par exemple, 30 p. 100 des participants à la formation en établissement sont des jeunes, ou 50 p. 100, je n'ai pas les chiffres exacts, nous établissons en conséquence la fraction du budget total consacrée aux jeunes. Nous procédons de la même façon pour les projets d'intégration professionnelle et de création d'emplois. Nous savons combien de femmes ont participé, combien de jeunes, combien d'autochtones, etc.

M. Allmand: C'est très bien, mais le programme d'intégration professionnelle n'est lancé que depuis quelques mois seulement. Comment pouvez-vous le savoir, au stade où en est le programme, combien de femmes et combien de jeunes en bénéficient? Ces chiffres sont-ils estimatifs ou approximatifs?

M. John Edwards: Non. Il faut estimer dans une certaine mesure, mais l'intégration professionnelle compte essentiellement deux composantes, à savoir l'insertion des jeunes, dont les crédits visent par conséquent exclusivement les jeunes, et la réinsertion professionnelle, qui touche principalement les femmes désireuses de réintégrer le marché du travail. Cette dernière composante comprend un certain nombre de jeunes, mais je crois que nos estimations sont raisonnablement fiables.

M. Allmand: Je vois. Donc, vous avez déjà procédé à une ventilation pour le programme d'intégration selon le nombre de jeunes concernés et . . .

M. John Edwards: Oui.

M. Allmand: Je vois. La ventilation ne figure pas au budget des dépenses.

M. John Edwards: C'est exact, car il s'agit d'un seul programme comportant deux groupes cibles. Sous peu, il se pourrait que nous établissions un troisième groupe cible, c'est-à-dire les immigrants désireux de se trouver un emploi.

[Texte]

Mr. Allmand: What age do you use for your definition of youth in the Job Entry program?

Mr. John Edwards: It is 15 to 24.

Mr. Allmand: With the age for education being 16 in most provinces, you would still try to phase people into the work force at 15, 16, and 17?

Mr. John Edwards: I think it would be very, very small numbers. I do not have a breakdown, but we follow, I think, the Statistics Canada definition of youth, and that is 15 to 24. I would suspect if we broke it down by year we would find a negligible number who are under 16.

Mr. Allmand: Now, the Challenge '85 and Challenge '86 are included in this \$700 million?

Mr. John Edwards: Yes.

Mr. Allmand: But as you know, in Challenge '85 and '86, to qualify you have to be returning to an educational institution. So it is really not a youth employment program. It is a program for students during the summer who are returning to school. Is that not correct?

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, could I take a certain amount of exception to that remark. The one thing that has come out of all our studies is the belief that the best way of helping people enter the labour market or remain in the labour market is a mix of on-the-job and off-the-job training.

Mr. Allmand: Right.

Mr. John Edwards: Now, just as with co-op education, you are dealing with full-time students who take time out to get some experience in the workplace. With summer programming, we were trying to get career-related activity going on so that the student is benefiting for their longer-term entry into the labour market.

The same with the next stage, if you like, job entry, where the individual has left the school and is now getting on-the-job experience but some off-the-job experience. So in effect we have almost the same pattern, whether we are talking about co-op education or summer programming that is career related or job entry. We are trying to get a mix; that necessary interplay of on-the-job experience with off-the-job training.

Mr. Allmand: When I asked questions last, I guess it was on supplementary estimates at the end of last year, in the fall, on Challenge '85, I gave examples of the types of jobs that were put in place—not all of them; some of them were really career related—and we had a lot of them like working in ice-cream parlours and working on golf courses and all that kind of thing.

[Traduction]

M. Allmand: Lorsque vous avez élaboré le programme d'intégration, quelle est la fourchette d'âges que vous avez fixée pour la catégorie jeunesse?

M. John Edwards: De 15 à 24 ans.

M. Allmand: Étant donné que dans la plupart des provinces, les jeunes sont tenus d'aller à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans, essayez-vous néanmoins d'intégrer les jeunes à la main-d'oeuvre lorsqu'ils sont âgés de 15, de 16 ou de 17 ans?

M. John Edwards: Je crois que le nombre de jeunes de cette catégorie est probablement très, très peu élevé. Je n'ai pas les chiffres, mais nous avons adopté la définition de jeunes retenue par Statistique Canada, c'est-à-dire les personnes âgées de 15 à 24 ans. Je crois que si nous faisons une ventilation par année, on constaterait que le nombre de participants âgés de moins de 16 ans est négligeable.

M. Allmand: Le coût de Défi 85 et de Défi 86 est inclus dans les 700 millions de dollars en question?

M. John Edwards: Oui.

M. Allmand: Comme vous le savez, pour être admissible à Défi 85 et à Défi 86, il faut retourner aux études et, par conséquent, ce programme ne crée pas effectivement d'emplois pour les jeunes. Il s'agit plutôt d'un programme destiné aux jeunes qui veulent travailler pendant l'été et qui retournent aux études. N'est-ce pas exact?

M. John Edwards: Monsieur le président, je ne partage pas tout à fait l'avis de M. Allmand. Toutes nos études ont démontré avant tout que la meilleure façon d'aider les gens à avoir accès au marché du travail ou d'y garder leur place est d'offrir à la fois des programmes de formation en milieu de travail et des programmes traditionnels.

M. Allmand: Exactement.

M. John Edwards: Or, tout comme dans le cas des études avec stage en milieu professionnel, il s'agit ici d'étudiants à temps plein qui prennent quelques mois pour acquérir une expérience du monde du travail. Nous avons essayé de favoriser, pendant l'été, ce type d'activités de sorte que l'étudiant puisse en bénéficier à plus long terme et que son intégration au marché du travail soit facilitée.

Il en va de même de l'étape suivante, c'est-à-dire l'intégration professionnelle, période pendant laquelle l'intéressé a quitté l'établissement d'enseignement pour obtenir une expérience en milieu de travail, tout en poursuivant ses études. Le mode de fonctionnement est presque identique, qu'il s'agit de l'éducation coopérative, des programmes d'été liés à la carrière ou d'intégration professionnelle. Nous essayons d'offrir une gamme d'options à partir de laquelle l'intéressé peut se construire un programme où se marient une expérience acquise en milieu professionnel et une formation en établissement.

M. Allmand: La dernière fois que nous avons discuté de ces questions, c'est-à-dire pendant l'examen du budget des dépenses supplémentaires à la fin du dernier exercice, j'ai donné des exemples d'emplois créés dans le cadre de Défi 85, dont certains, mais non tous, n'avaient rien du tout à voir avec la carrière qu'avait choisie le participant. En effet, bon nombre

[Text]

I do not see how they are . . . While it is good to have a job, and that is the point I made then—it is good to have a job in the summertime—those jobs were not really career related, except in that they got you up in the morning and out on the job and you had to show up. And by the way, I do not argue with that kind of job. The only thing is I argue that they are not really job related.

On the other hand, if you hire a young nurse going to community college and she works in a clinic or a hospital, I give it to you, that is. But a lot of those jobs—and I am looking at the applications now—I am not going to object to, because I want to see these students get jobs. But they are not career related.

About the Nielsen task force, relating to your department, it is called job creation, employment, and there is another term. In there there was a recommendation, and it was in that report, despite the fact that Katimavik was really not an employment program . . . it is in that particular Nielsen task force report that they recommend that Katimavik be terminated. But in the report there is a caveat. They say first of all, do not do it during the International Year of the Youth, which is 1985; and the report was published in June 1985—almost 10 months before it was made public, it was in the hands of the government. They say do not do it during the International Year of the Youth, and they say, if you do do it, relocate immediately the moneys to some other youth employment program.

Now, Katimavik had been under the Secretary of State budget, I understand. Again I ask, was any attempt made to do what the Nielsen task force recommended: that there be immediate relocation of that budget for youth employment? They considered it in terms of youth employment.

• 2005

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, what the government has stated is that a very sizeable amount of expenditure is going into youth programming . . .

Mr. Allmand: I know that, but I am talking about the relocation now.

Mr. John Edwards:—namely, \$732 million.

Mr. Allmand: Do not be like the Minister.

Mr. John Edwards: And I would suspect this coming year we will see continuing high levels of expenditure on youth. Now, is that a substitute and a more employment-related substitute for Katimavik? I do not want to speculate as to whether one is related to the other, but there is very little doubt that our expenditures on youth are very substantial.

Mr. Allmand: There is no doubt they are substantial, but that was not my question. Now, I want to ask: the changes, the unemployment insurance cuts, when we began asking questions to the Minister about this, she said she had consulted widely. Were there consultations with the provinces on these cuts in unemployment insurance on the basis of early retirement pensions?

[Translation]

de ceux-ci vendaient de la crème glacée, travaillaient dans des clubs de golf et ainsi de suite. Bien sûr, les étudiants tiennent à avoir un emploi d'été, mais certains des emplois en question n'avaient rien du tout à voir avec la carrière qu'avait choisie l'intéressé. Soit dit en passant que je ne m'en prends pas du tout à ce genre d'emplois. Ils forment le caractère, mais j'estime qu'ils n'ont rien à voir avec une carrière.

D'autre part, si vous embauchez une jeune infirmière étudiante dans un collège communautaire et l'affecter à une clinique ou à un hôpital, ça, c'est un emploi lié à une carrière. J'ai devant moi un certain nombre de demandes et je constate que plusieurs des emplois en question n'ont rien à voir avec une carrière, ne sont que de simples emplois.

Le groupe de travail mené par M. Nielsen a parlé de création d'emplois, d'emploi et il a également utilisé une autre expression. Malgré le fait que Katimavik n'est pas réellement un programme de création d'emplois, le rapport du groupe de travail recommande l'élimination de Katimavik. Toutefois, le rapport énonce deux mises en garde, à savoir que le programme ne devrait pas être supprimé pendant l'Année internationale de la jeunesse, 1985—et je vous signale que le rapport a été publié en juin 1985, c'est-à-dire que pendant les quelque 10 mois qui précéderont sa publication, il était entre les mains du gouvernement—et que si le programme est supprimé, il faudrait immédiatement réaffecter les fonds en question à un autre programme de création d'emplois pour les jeunes.

Or, Katimavik relevait du secrétariat d'État et j'aimerais savoir si on essayé de mettre en oeuvre la recommandation du groupe de travail Nielsen, à savoir qu'il faudrait immédiatement réaffecter ces sommes à un programme de création d'emplois pour les jeunes?

M. John Edwards: Monsieur le président, ce qu'a déclaré le gouvernement, c'est que des sommes importantes seront dépensées dans le cadre des programmes pour la jeunesse . . .

M. Allmand: Je le sais, mais je parle des transferts.

M. John Edwards: . . . c'est-à-dire 732 millions de dollars.

M. Allmand: Ne faites pas comme la ministre.

M. John Edwards: Je pense que l'année qui vient, nous allons continuer à dépenser des sommes importantes pour la jeunesse. Est-ce que cela remplace le programme Katimavik? Je ne veux pas conjecturer sur le lien, il n'y a aucun doute que nous dépensons beaucoup pour la jeunesse.

M. Allmand: Il n'y a aucun doute que les sommes sont importantes, mais là n'est pas ma question. En ce qui concerne les changements, les coupures dans l'assurance-chômage, quand nous avons posé des questions à la ministre, elle a dit qu'elle a consulté beaucoup de monde. A-t-elle consulté les provinces à propos de ces coupures dans l'assurance-chômage par rapport au régime de retraite anticipée?

[Texte]

Mr. Lussier: To my knowledge, I do not remember that, no.

Mr. Allmand: You do not think so.

Mr. Lussier: There has definitely been discussions with the provinces, some provinces on that issue, but I would have difficulty in giving you numbers by memory tonight.

Mr. Allmand: But you would recall if there were formal discussions with all of the provinces, and I understand from your answer that this sort of discussion did not take place. There was no formal meetings between senior officials with all the provinces on the cuts for unemployment insurance?

Mr. Lussier: No.

Mr. Allmand: I guess that makes sense because in the Nova Scotia Legislature there was a unanimous . . .

Le vice-président: Monsieur Allmand, malheureusement, votre temps est écoulé.

Mr. Allmand: Okay. I will just finish. There was a unanimous resolution denouncing the cuts and New Brunswick did the same thing. They are both Conservative governments in those provinces. All right. My time is up?

Le président: Oui. Les membres du Comité désirent-ils que nous fassions un deuxième tour complet et que nous levions ensuite la réunion jusqu'à vendredi ou s'ils désirent étudier la question plus à fond dès aujourd'hui?

M. Allmand: J'ai eu deux tours et je suppose que les autres en veulent aussi deux. Je suis prêt à terminer mes questions aujourd'hui. Est-ce que les témoins ont . . . ?

Le vice-président: Non, il n'y a pas de temps limite de prévu. C'est pour cela qu'on peut faire un deuxième tour et . . .

Mr. Allmand: I started a second round. It would be unfair to the others here that they not be given the same chance as me.

Ms Copps: We will filibuster.

Mr. Rodriguez: Well, what do you want to do, call this thing off now? I mean, these guys are all on overtime anyway.

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, do you not get paid overtime?

Mr. Allmand: And Mr. Baker is here. He is extremely interested in the subject.

Ms Copps: Mr. Chairman, I would be perfectly prepared to give everyone a second round on condition that we do not hear Mr. George Baker.

No, no, just kidding!

Le vice-président: D'accord, tout le monde aura un deuxième tour. Cela prendra environ une heure, et lorsqu'on aura terminé, M. Baker pourra prendre la parole.

Mr. Rodriguez: Just a minute, Mr. Chairman. No, no, no. I came here. I am a member of this committee. I came here and I want to get some answers to questions on UIC. We started a

[Traduction]

M. Lussier: À ma connaissance, non, je ne m'en souviens pas.

M. Allmand: Vous ne pensez pas.

M. Lussier: Il y a eu certainement des discussions avec les provinces, avec quelques provinces sur cette question, mais j'aurais du mal à vous donner des chiffres ce soir.

M. Allmand: Mais vous vous souviendriez s'il y a eu des discussions officielles avec toutes les provinces, et je crois comprendre d'après votre réponse que ces consultations n'ont pas eu lieu. Il n'y avait pas de rencontre officielle entre les hauts fonctionnaires de toutes les provinces sur les coupures dans l'assurance-chômage?

M. Lussier: Non.

M. Allmand: Cela tient debout, car à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, il y a eu unanimité . . .

The Vice-Chairman: Mr. Allmand, your time is up unfortunately.

M. Allmand: D'accord. Je termine. On a dénoncé ces coupures à l'unanimité, et le Nouveau-Brunswick a fait la même chose. Ces deux provinces ont un gouvernement conservateur. Très bien. Mon temps est écoulé?

The Chairman: Yes. Do members of the committee want to have a second full round and then adjourn the meeting until Friday, or do they want to go into more detail today?

Mr. Allmand: I have had two rounds and I suppose the others would also like to. I am prepared to conclude my questions today. Do the witnesses have . . . ?

The Vice-Chairman: No, no time limit has been set. That is why we were able to have a second round and . . .

M. Allmand: J'ai commencé un deuxième tour. Il ne serait pas juste envers les autres s'ils n'ont pas la même possibilité que moi.

Mme Copps: Nous ferons de l'obstruction.

M. Rodriguez: Que voulez-vous faire, lever la séance maintenant? Tous ces gens seront payés pour les heures supplémentaires.

M. John Edwards: Monsieur le président, on ne vous paie pas les heures supplémentaires?

M. Allmand: Et M. Baker est ici. Il s'intéresse vivement au sujet.

Mme Copps: Monsieur le président, je serais prête à donner un deuxième tour à tout le monde, à condition que nous n'entendions pas M. Georges Baker.

Non, non, c'est juste une plaisanterie!

The Vice-Chairman: Fine, everyone will have a second round. It will take about an hour and when we have finished, Mr. Baker can speak.

M. Rodriguez: Une seconde, monsieur le président. Non, non, non. Je suis venu et je suis membre du Comité. Je suis venu et j'aimerais avoir des réponses sur l'assurance-chômage.

[Text]

second round. Mr. Allmand started the round. I have to get my second round. And I do not want to be difficult. Thank you.

Le vice-président: C'est ce que je dis. Tout le monde aura un deuxième tour.

Mr. Redway: Mr. Chairman, let me just find out what is happening here. As I understand it, there is going to be a second round completely and that will be the end of the meeting for tonight. Then when the Minister comes, whatever day...

Mr. Allmand: Friday.

Mr. Redway: All right. Friday then. We will continue on Friday. But there will just be a complete second round. Now, can I clarify the situation with Mr. Baker? My understanding is that committees are to have two Liberals, one NDP, and whatever. Is that the way it works? I am now looking at three.

Mr. Allmand: You are quite correct. On this committee there are two Liberals officially, but any Member of Parliament can go to a committee. They cannot vote, but they can ask questions after the regular members.

Ms Copps: Right. George has just crossed the floor.

Mr. Redway: Can I clarify, then? If that is correct, Mr. Chairman, how many rounds does Mr. Baker get? Do we start over again with him? How is it going to work? He gets one round?

Mrs. Copps: He is very easy to please.

Le vice-président: D'après nos règles actuelles, les gens doivent normalement donner un avis de 24 heures pour dire qui ils remplacent. Aujourd'hui, nous n'avons pas de feuilles nous avisant que M^{me} Copps et M. Baker remplacent quelqu'un. Tout à l'heure, j'ai demandé aux membres du Comité s'ils acceptaient que M^{me} Copps pose des questions, et ils ont accepté. Donc, vu que M. Baker est présent et que nous en sommes au deuxième tour, on lui permettra de parler tout à l'heure, quand les gens auront terminé leurs questions.

• 2010

Monsieur Rodriguez, à vous la parole.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I want to ask this. The deputy minister said that in the four long and fruitful years he had in this department he had never seen a retroactive regulation, a regulation brought in and retroactively cutting off people who had established a benefit period and who were actually collecting benefits. Now, did you get a legal opinion? Did your department obtain a legal opinion with respect to what you did to those people who were collecting unemployment benefits while at the same time getting their pensions?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I think members will remember that the announcement as it relates to these regulations came well ahead of time in terms of giving early warnings to anybody. That announcement was made, if my memory serves me correctly, on November 8, 1984. So it is not a retroactive

[Translation]

Nous avons commencé un deuxième tour. M. Allmand l'a commencé. J'aimerais aussi un deuxième tour. Je ne veux pas être difficile. Merci.

The Vice-Chairman: That is what I was saying, everyone would have a second turn.

M. Redway: Monsieur le président, j'aimerais savoir ce qui se passe ici. Si j'ai bien compris, il y aura un deuxième tour pour tout le monde, après quoi nous lèverons la séance pour ce soir. Quand la Ministre viendra, quel que soit le jour...

M. Allmand: Vendredi.

M. Redway: Très bien, nous allons poursuivre vendredi. Mais nous n'aurons qu'un deuxième tour. Puis-je avoir des précisions quant à M. Baker? Je crois comprendre que les comités auront deux Libéraux, un néo-démocrate, et les autres. Ai-je bien compris? Je vois trois personnes maintenant.

M. Allmand: Vous avez raison. Officiellement, il n'y a que deux Libéraux dans ce Comité, mais n'importe quel député peut visiter un comité. Il ne peut pas voter, mais il peut poser des questions après les membres titulaires.

Mme Copps: C'est exact. George vient juste de changer de parti.

M. Redway: Puis-je avoir des précisions? Si c'est vrai, monsieur le président, combien de tours aura M. Baker? Allons-nous commencer de nouveau avec lui? Comment cela va-t-il marcher? Aura-t-il un tour?

Mme Copps: Il n'est pas difficile.

The Vice-Chairman: According to the current rules, people must give 24 hour-notice that they are replacing someone. Today, we have no sheets informing us that Ms Copps and Mr. Baker are substituting for someone. Earlier, I asked committee members whether they would agree to allow Ms Copps to ask some questions, and they agreed. Therefore, since Mr. Baker is present, and since we are on the second round, we will give him the floor in a few minutes, when the others have asked their questions.

Mr. Rodriguez, you have the floor.

M. Rodriguez: Monsieur le président, le sous-ministre nous a dit qu'au cours des quatre longues années fructueuses qu'il a passées au ministère, il n'a jamais vu un règlement rétroactif, c'est-à-dire un règlement qui rendait inadmissible rétroactivement ceux qui avaient une période de prestations et qui touchaient des prestations. Je veux savoir si le ministère a obtenu un avis juridique au sujet de la mesure que vous avez imposée à ceux qui touchaient les prestations d'assurance-chômage tout en recevant une pension?

M. Lussier: Monsieur le président, les députés se souviennent que l'annonce au sujet des règlements a été faite suffisamment longtemps à l'avance pour donner un préavis aux intéressés. Si je me souviens bien, l'annonce a été faite le 8 novembre 1984. Donc, il ne s'agit pas d'un règlement rétroac-

[Texte]

regulation. It was indicated very clearly at that time that this regulation would be implemented on January 5, 1986.

Mr. Rodriguez: Why do you not give me the answers to the questions I ask? Do not answer questions I did not ask. I asked: Did your department obtain a legal opinion about the announcement and about the effect of retroactively cutting people off? Yes or no; did you get a legal opinion? That is what I want to know.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, with your permission, my understanding is that the implementation of that regulation on January 5, 1986, is not retroactive, that for everybody receiving benefits after that period, we will have to calculate before the benefits are paid anybody who received pensions in that...

Mr. Rodriguez: But, Mr. Deputy Minister, the Order in Council was not passed until late December 1985. So telling people what you told them back in November 1984 or December 1984 in terms of what has turned out to be a legal effect does not have any effect. If I say to you now that next year I am going to cut your salary but we do not pass an act of Parliament actually doing it, your salary is not affected until such time as we actually do it.

Now, I would want to know, after I had made the announcement, whether or not legally I could do that. I am asking you that question: Did you check the legal opinion to find out if you could do it?

Mr. Lussier: Yes, I think so.

Mr. Rodriguez: Then how do you square it with the Interpretation Act of 1970, section 35, The Revised Statutes of Canada, 1970, Effect of Repeal:

Where an enactment is repealed in whole or in part, the repeal does not

(a) revive any enactment or anything not in force or existing at the time when the repeal takes effect;

(b) affect the previous operation of the enactment so repealed or anything duly done or suffered thereunder;

Mr. Lussier: I am not sure I understand all the terms, Mr. Chairman, that you are serving me.

Mr. Rodriguez: I will give it to you. It is section 35...

Mr. Lussier: Yes, but I do not think the implementation of a regulation has anything to do with the enactment you are talking about.

Mr. Rodriguez: There was actually a case that was taken to the Supreme Court of Canada, the Dallialian case, in which the Supreme Court ruled that you cannot go back and retroactively cut off people who are collecting benefits, who had actually established a right to those benefits when they established the benefit period and are actually collecting the benefits.

[Traduction]

tif. Nous avons indiqué clairement à l'époque que le règlement entrerait en vigueur le 5 janvier 1986.

M. Rodriguez: Pourquoi ne répondez-vous pas aux questions que je pose? Ne répondez pas aux questions que je ne vous pose pas. Je vous ai demandé si votre ministère avait obtenu un avis juridique au sujet de l'annonce et au sujet de l'élimination de certains prestataires de façon rétroactive? Je veux savoir si, oui ou non, vous avez obtenu un avis juridique? Voilà ce que je veux savoir.

M. Lussier: Avec votre permission, monsieur le président, je crois savoir que l'entrée en vigueur du règlement le 5 janvier 1986 n'était pas rétroactif. Pour tous ceux qui reçoivent des prestations après cette date, il faut tenir compte de la pension dans le calcul de la prestation.

M. Rodriguez: Mais, monsieur le sous-ministre, le décret n'a été adopté que vers la fin de décembre 1985. Donc l'annonce que vous avez faite en novembre ou en décembre 1984 n'est pas valable. Si je vous dis maintenant que l'année prochaine je vais couper votre salaire, mais si nous n'adoptons pas la loi nécessaire pour le faire, votre salaire n'est pas atteint tant qu'on adopte pas la loi.

Si j'avais été à votre place, j'aurais voulu savoir si j'étais habilité par la loi à faire ce que je venais d'annoncer. La question que je vous pose donc est la suivante: avez-vous demandé un avis juridique pour savoir si vous aviez le droit de le faire?

M. Lussier: Oui, je crois que oui.

M. Rodriguez: Comment conciliez-vous cette mesure avec l'article 35 de la Loi d'interprétation de 1970, Statuts révisés du Canada de 1970, qui s'intitule *Effet de l'abrogation*:

Lorsqu'un texte législatif est abrogé en tout ou en partie, l'abrogation

a) ne fait pas revivre un texte législatif ou une chose quelconque qui n'est ni en vigueur ni existante au moment où l'abrogation prend effet;

b) n'atteint ni l'application antérieure du texte législatif ainsi abrogé ni une chose dûment faite ou subie sous son régime;

M. Lussier: Je ne suis pas sûr de bien comprendre tout le texte que vous venez de lire.

M. Rodriguez: Je vais vous le donner. Il s'agit de l'article 35...

M. Lussier: Oui, mais je ne crois pas que l'article en question porte sur la mise en oeuvre d'un règlement.

M. Rodriguez: La Cour suprême du Canada a décidé dans la cause Dallialian, qu'il n'était pas possible d'éliminer rétroactivement les prestations de ceux qui avaient démontré qu'ils avaient droit aux prestations au moment de l'établissement de la période de prestations.

[Text]

• 2015

In the case of the change to 65 years as opposed to 70, I think there is a principle there. It seems to me that section 35 of the Interpretation Act clearly says that was illegal.

Mr. Allmand: Is that the basis . . . [*Inaudible—Editor*]

Mr. Rodriguez: That is the basis, yes.

Mr. Lussier: Unfortunately, I do not possess, as you, the details related to the Dallialian case. I can only answer your questions as clearly as I can related to the legality.

Mr. Rodriguez: Okay.

Mr. Lussier: I think in that case we indicated that as of January 5, 1986 everybody who is on benefit will be considered independent related to whether or not they have pension that they are in receipt of at that time. So it started at the specific date of January 5 and onward.

Mr. Rodriguez: I asked you if you got a legal opinion with respect to whether . . .

Mr. Lussier: There has been a series of legal opinions, and I am sure you were aware that the best of the knowledge and competence and ability and support that we receive from the Justice department has been utilized in that case also.

Mr. Rodriguez: People who have not appealed to the Board of Referees the decision whereby you have actually applied or cut off their pension or cut off their UI or applied their pension to UI benefits must file an appeal to the Board of Referees. If at some stage down the road the whole thing is thrown out by the courts and you have to go back and pay them, they have to have their appeal on file. Is that not correct?

Mr. Lussier: Yes, because it is . . .

Mr. Rodriguez: All right. Tell me, then, what you are doing to inform the public of their right.

Mr. Lussier: There is a regular information given to any individual who is on a claim and receiving or applying for a claim under UI . . .

Mr. Rodriguez: That is in the usual circumstances.

Mr. Lussier: —that gives to individuals their rights and their obligations under the act, and everybody is receiving it at the time of filing claims.

Mr. Rodriguez: All right. But this is an exceptional situation, a situation where *en masse* people are challenging. Trade unions are challenging this change in the courts. Unless the ordinary person is made aware through public information systems . . . Where you have various nice programs you want to announce you use the radio, the TV. Unless they have an appeal on file they will not be able to get what they are entitled to, and I think you have a responsibility to those people to use all of those public means of informing them—because this is an exceptional case; this is not your ordinary, run-of-the-mill appeal.

Mr. Lussier: I would like to disagree with the interpretation the member is saying. We have a whole series of regulations. It

[Translation]

Il me semble que le fait de ramener l'âge de 70 ans à 65 ans met en jeu un principe. À mon avis, une telle modification est contraire à l'article 35 de la Loi d'interprétation.

M. Allmand: Est-ce la raison . . . [*Inaudible—Éditeur*]

M. Rodriguez: Oui.

M. Lussier: Malheureusement, je n'ai pas tous les détails de la cause Dallialian. Je ne peux que répondre à vos questions au sujet de la légalité aussi clairement que possible.

M. Rodriguez: D'accord.

M. Lussier: Je pense que nous avons dit qu'à partir du 5 janvier 1986, tous ceux qui touchent des prestations seront considérés comme indépendants, qu'ils reçoivent ou non une pension à cette date. Donc la mesure est entrée en vigueur à partir de la date précise du 5 janvier.

M. Rodriguez: Je vous ai demandé si vous avez obtenu un avis juridique sur la question de savoir . . .

M. Lussier: Nous avons obtenu une série de consultations juridiques, et je suis sûr que vous savez que nous avons fait appel à toutes les connaissances et toute la compétence du ministère de la Justice dans ce dossier.

M. Rodriguez: Il est nécessaire de faire un appel au conseil arbitral pour contester la décision selon laquelle il faut tenir compte des prestations de pension en calculant celles d'assurance-chômage, ou selon laquelle les prestations de pension ou d'assurance-chômage ont été éliminées. Si à l'avenir les tribunaux décident que vous n'avez pas le droit de procéder ainsi, et si vous êtes obligés de rembourser ces prestataires, il faut qu'ils aient déposé un appel. N'est-ce pas exact?

M. Lussier: Oui, car il s'agit . . .

M. Rodriguez: Très bien. Dans ce cas-là, dites-moi ce que vous faites pour informer la population de ses droits.

M. Lussier: Tout ceux qui touchent les prestations d'assurance-chômage ou qui en font la demande reçoivent des renseignements de façon régulière.

M. Rodriguez: Vous parlez des circonstances habituelles.

M. Lussier: Ces renseignements informent les gens des droits et des obligations qu'ils tiennent de la loi. Tous ceux qui présentent une demande de prestation reçoivent ces renseignements.

M. Rodriguez: Très bien. Mais il s'agit d'un cas exceptionnel, une situation où les gens contestent votre décision en masse. Les syndicats contestent la modification devant les tribunaux. Amoins que les gens ordinaires ne soient informés à même les réseaux d'information publics . . . Vous utilisez la radio et la télévision lorsque vous voulez annoncer des programmes agréables. Le fait est que si les gens ne font pas appel, ils ne pourront pas obtenir ce à quoi ils ont droit. Je crois qu'il vous incombe de faire appel à tous les médias publics pour informer la population, car il s'agit d'un cas exceptionnel, ce n'est pas un appel normal.

M. Lussier: Je tiens à exprimer mon désaccord avec le point de vue présenté par le député. Il existe toute une série de

[Texte]

is one among many regulations that are necessary in the operation of the Unemployment Insurance Commission, and as such it is one among many other regulations in which the principles of individuals' rights and obligations apply *mutatis mutandis* to any regulations that are under the UI Act—not only with that regulation, but with any regulations people can, and they are informed. The best way to inform somebody is, directly when you are applying for something, that you are receiving an information sheet, rather than general information, telling you your rights and your obligations, and that is done in every situation for any claimant presenting claims to UI.

Mr. Rodriguez: It is fairly obvious that you have not been standing in the lines at the UIC office very often, because then you would appreciate that many types of people go there, people who are not aware of their rights. All you have to do when the people go and it is a case with the pension income being applied to UI benefits is for the insurance officer to inform the person verbally for you to get protection under this. If it is overturned, you should file an appeal.

I know the forms you send out, and the right to appeal is in the finest print you can find. Most people say that you cannot fight with the UIC. They say that they are not entitled to it.

You obviously do not understand the mentality of many people in terms of the bureaucracy and their coming to grips with fine print and regulations.

They have to stand in line. If you go to the UIC office in Sudbury you stand in line for an hour. If you have to go to the bathroom—you cannot have a washroom there—you have to go out, down a mile away to get to a bathroom; come back. If your place in line is gone, you have to stand at the end of the line again. If you phone in, the lines are busy. There is one line in that UIC office, 566-4521. You call it any time of the day and you will find it busy. In fact you have only one line and people have to phone. I do not think you understand the difficulties people go through with the UI office.

• 2020

Now, I want to ask you about the severance pay section. I have a letter here from a person who encountered some difficulties with respect to the meaning of the words "sever" and "separate". You seem to make a distinction between people who have been separated and who have been severed from their employment. I will give you the case. A lot of trade unionists have come to us, who have been laid off from work and qualify under the exemptions from the system because they had a contract in effect prior to December 31, 1984. The UIC claims that they are not entitled to the exemption because they have not been severed from their employment; that they have been separated from their employment. Your Vancouver office makes the distinction between those two words. I looked

[Traduction]

règlements. Il s'agit d'un règlement parmi beaucoup d'autres qui sont nécessaires au fonctionnement de la Commission de l'assurance-chômage. Il s'agit donc d'un règlement parmi d'autres où les principes des droits et des obligations des particuliers s'appliquent *mutatis mutandis*. Nous informons la population non seulement de ce règlement, mais de n'importe quel règlement. La meilleure façon d'informer les gens, c'est de le faire directement au moment où ils font la demande de prestations. Plutôt que de leur donner des informations générales, nous leur donnons une formule d'information détaillée, qui explique leurs droits et leurs obligations. C'est ce qui est fait chaque fois qu'une personne présente une demande de prestations d'assurance-chômage.

M. Rodriguez: Il est plutôt évident que vous n'avez pas passé beaucoup de temps dans les queues aux bureaux de la Commission d'assurance-chômage. Si vous l'aviez fait, vous comprendriez que les bureaux desservent différentes sortes de gens, donc certains ne connaissent pas leurs droits. Dans le cas de l'utilisation du revenu de pension dans le calcul des prestations d'assurance-chômage, il suffit que l'agent d'assurance informe le prestataire verbalement qu'il doit faire appel, si la décision est infirmée.

J'ai déjà vu les formulaires que vous envoyez, et je sais que l'information au sujet du droit d'appel des prestataires est en très petits caractères. La plupart des gens estiment qu'on ne peut pas lutter contre la Commission de l'assurance-chômage. Ils estiment qu'ils n'ont pas droit à un remboursement.

Il est évident que vous ne comprenez pas la mentalité des gens au sujet de la bureaucratie, les règlements, et les détails écrits en petits caractères.

Ces gens-là sont obligés de faire la queue. Si vous vous rendez au bureau de l'assurance-chômage à Sudbury, vous devrez attendre pendant au moins une heure. Si pendant ce temps vous devez aller aux toilettes, vous devez sortir car les toilettes les plus proches se trouvent à environ un mille. À votre retour, vous avez perdu votre place et tant pis pour vous. Il n'y a qu'une seule ligne téléphonique à ce bureau, soit le 566-4521, et elle est toujours engagée. Je ne crois pas que vous compreniez vraiment les difficultés auxquelles font face ceux qui veulent communiquer avec le bureau de l'assurance-chômage.

J'aimerais maintenant vous poser des questions au sujet des indemnités de «fin d'emploi» et de «départ». Vous semblez faire une distinction entre les personnes dont l'emploi se termine et celles qui quittent leur emploi et j'ai en main une lettre d'une personne qui ne comprend pas tout à fait le sens de ces deux expressions. Voici ce qui s'est passé: un grand nombre d'employés syndiqués qui ont été mis à pied et qui bénéficient d'une exonération parce qu'ils étaient régis par un contrat de travail en vigueur avant le 31 décembre 1984, nous ont dit que la commission de l'assurance-chômage leur refusait l'exonération, faisant valoir qu'il s'agissait d'un «départ» et non pas d'une «fin d'emploi». Le bureau de Vancouver fait une distinction entre ces deux expressions, mais j'ai consulté le

[Text]

them up in the dictionary and there is no distinction between the words "sever" and "separate".

Now I see Mr. Verbruggen is going to turn the light on for me which he does very well. He has all the answers. I am referring to Regulation 57.

Mr. J.J. Verbruggen (A/Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): I would not say that, sir.

Indeed, that used to say, "in respect of his severance from employment". However that was changed.

Mr. Rodriguez: Yes, yes.

Mr. Verbruggen: I am glad I have it here. It now says "in respect of his layoff or separation from employment". In other words, until January it said, "severance from employment" and the meaning of "severance" was indeed very severe. You have to have a complete severance and the employer says goodbye and pays you whatever your dues are and he will not see you anymore. We changed that to the more ordinary meaning of layoff or separation. So any short-term layoff would be affected.

Mr. Rodriguez: So if I sever my arm from my body, that is not the same as separating my arm from my body. That is not complete.

Mr. Verbruggen: A severance would include a layoff or separation, so it is a more generous application.

Mr. Rodriguez: Well, how come it is entrapping all these people in Vancouver?

Mr. Verbruggen: It is not. That must have been prior to January.

Mr. Rodriguez: So shall I collect all the names and social insurance numbers for you?

Mr. Verbruggen: If that is still happening, that is totally wrong.

Mr. Rodriguez: Okay. Very good.

Now I have one more question, relating to to the Estimates Part III, page 5-5. Now, when I quoted 1985-1986, I think in 1985 the current surplus was \$150 million and in 1986 you are projecting a surplus of \$787 million. The only place that I could see that coming from is from the premium revenue. On what rate of unemployment is that based? What have you projected that rate of unemployment at for 1986?

Mr. Lussier: I will give you that. This is established every year, based on the unemployment rate forecast by the Department of Finance. At the time the present premium rate was decided back in October it was based on an unemployment rate of 10%.

Mr. Rodriguez: That is based on an unemployment rate of 10%, but the actual unemployment so far now, from all of

[Translation]

dictionnaire et le sens de «fin d'emploi» et de «départ» est identique.

Je vois que M. Verbruggen va éclairer ma lanterne, chose qu'il fait si bien, puisqu'il connaît toutes les réponses. Je parle de l'article 57 du Règlement.

M. J.J. Verbruggen (directeur exécutif intérimaire, assurance, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Ce n'est pas tout à fait exact.

En effet, le règlement parlait de «fin d'emploi», mais cette disposition a été modifiée.

M. Rodriguez: Ah oui.

M. Verbruggen: Heureusement, j'ai le règlement devant moi, qui parle maintenant de «mise à pied» ou de «fin d'emploi». En d'autres termes, jusqu'en janvier, le règlement parlait de «fin d'emploi», expression interprétée de façon très restrictive. Il fallait en effet que l'emploi prenne fin complètement et que l'employeur vous remercie une fois pour toutes et vous verse les sommes qui vous étaient dues. Le règlement a été modifié et il s'applique de façon plus globale aux mises à pied et aux départs. Par conséquent, les mises à pied pour une courte période sont visées.

M. Rodriguez: Je ne comprends pas toujours la distinction entre ces deux expressions, qui me semble ténue.

M. Verbruggen: La «fin d'emploi» comprend une «mise à pied» ou un «départ», et l'interprétation est par conséquent plus généreuse.

M. Rodriguez: Si tel est le cas, comment se fait-il qu'un grand nombre de personnes à Vancouver se trouvent prises au piège?

M. Verbruggen: Elles ont dû présenter leur demande avant janvier.

M. Rodriguez: Voulez-vous que je dresse une liste des noms et des numéros d'assurance sociale?

M. Verbruggen: Si cela s'est passé après janvier, c'est totalement inacceptable.

M. Rodriguez: Très bien.

J'aimerais vous poser une dernière question concernant la partie III du budget des dépenses, page 5-5. Je crois me souvenir que l'excédent de 1985-1986 était de 150 millions de dollars et pour l'exercice 1986-1987, vous prévoyez qu'il s'élèvera à 787 millions de dollars. Il me semble que cette augmentation doit être attribuable aux recettes tirées des cotisations. Sur quel taux de chômage ces chiffres sont-ils basés? Quel est le taux de chômage projeté pour 1986?

M. Lussier: Je puis vous fournir ces données, qui sont établies chaque année à la lumière des prévisions du taux de chômage effectuées par le ministère des Finances. Au moment où les cotisations actuelles ont été fixées en octobre, le taux de chômage prévu était de 10 p. 100.

M. Rodriguez: Oui, mais on ne cesse de nous dire depuis quelque temps qu'actuellement, le taux de chômage est de 9.6

[Texte]

what we have been told, is 9.6%, so that projection will be even higher. You will have a bigger surplus in the fund.

• 2025

Mr. Lussier: And what would be wrong to have an opportunity where in fact the cumulative deficit could be corrected?

Mr. Rodriguez: But I want to ask you, do you intend to repatriate the premiums to the folks because you would have collected too much in premiums?

Mr. Lussier: The establishment of the premium rate is a yearly exercise. It is not a weekly or monthly exercise.

Mr. Rodriguez: But you have had it frozen now.

Mr. Lussier: Yes, we had it frozen for 1986.

Mr. Rodriguez: Yes, for 1986. So as a result of it being frozen, and the drop in the unemployment rate—and this is based on a 10% rate—that premium account should accumulate some nice funds in it.

Mr. Lussier: It is not nice funds, the cumulative surplus will contribute to reducing the cumulative deficit of the UI account.

Mr. Rodriguez: Yes, but the bulk of that comes from the government side of the account, the things you pay. Government contributions are \$2.83 billion; premium revenue is \$9.43 billion. What do you figure you are going to pay out in benefits? That is apart from the fishermen's and the extended region...

Mr. Lussier: Over \$10 billion in net benefits, of which about \$9.4 billion will come from premiums and, as you mentioned, the rest of the significant components of \$2.8 billion will come from the government contribution.

Mr. Rodriguez: And now with the new change, according to the Auditor General, all of that is going to be folded into the consolidated revenue fund.

Mr. Lussier: It is not as such folded in. As you mentioned yourself in the context of the Auditor General's report, the overall government outstanding financial situation is recognized as such, and as such the government contributions of \$2.8 billion...

Mr. Rodriguez: What I am concerned about is that any surplus in the fund, as a result of the fact you have collected premiums...

Mr. Lussier: No, no. If your interpretation, or implication, is that the UI account is financing the government, the answer is no. It remains integrated within the UI account as such...

Mr. Rodriguez: So what you are telling me, then, it is just a paper thing.

Mr. Lussier: I am telling you that it is an overview related to the overall government accounts, but as such there is an account within that overall government account that is called

[Traduction]

p. 100, ce qui veut dire que l'excédent du fonds sera encore plus élevé que prévu.

M. Lussier: Qu'avez-vous contre un rajustement du déficit cumulatif?

M. Rodriguez: Ce que je veux savoir, c'est si vous avez l'intention de restituer aux Canadiens le trop-perçu des cotisations?

M. Lussier: Le niveau des cotisations est fixé annuellement, et non hebdomadairement ou mensuellement.

M. Rodriguez: Oui, mais actuellement, le niveau des cotisations fait l'objet d'un gel.

M. Lussier: Oui, pour l'année 1986.

M. Rodriguez: En effet. En conséquence de ce gel, et de la chute du niveau de chômage, que vous avez prévu à 10 p. 100, il devrait s'accumuler dans le compte des cotisations une somme assez rondelette.

M. Lussier: Ce n'est pas une somme assez rondelette car l'excédent permettra de réduire le déficit cumulatif du compte de l'assurance-chômage.

M. Rodriguez: Oui, mais le gros de ce montant provient du volet gouvernemental du compte, c'est-à-dire la quote-part qu'il verse et qui s'élève à 2.83 milliards de dollars, par opposition aux recettes provenant de cotisations, qui sont de 9.43 milliards de dollars. Mis à part les programmes destinés aux pêcheurs et à certaines régions, quel est le niveau prévu des prestations?

M. Lussier: Des bénéfices nets s'élevant à plus de 10 milliards de dollars, dont environ 9.4 milliards de dollars proviennent des primes et, comme vous l'avez dit, la partie restante de la contribution gouvernementale.

M. Rodriguez: Selon le Vérificateur général, par suite des changements apportés, tous ces montants seront intégrés au Fonds du revenu consolidé.

M. Lussier: Ils ne sont pas réellement intégrés au Fonds. Comme vous l'avez dit vous-même, le rapport du Vérificateur général perçoit la situation financière du gouvernement dans son ensemble et la contribution de 2.8 milliards de dollars versés par le gouvernement...

M. Rodriguez: Ce qui m'inquiète, c'est la possibilité que l'excédent du fonds, qui est le résultat d'un trop-perçu des cotisations...

M. Lussier: Non, mille fois non. Si vous concluez ou insinuez que le compte de l'assurance-chômage permet au gouvernement de financer ses activités, vous avez tout à fait tort. Ce montant est intégré au compte de l'assurance-chômage...

M. Rodriguez: Par conséquent, cela revient à une question de comptabilité.

M. Lussier: Il y a eu un examen de tous les comptes du gouvernement fédéral, qui comprennent un compte de

[Text]

the UI account, and this UI account is the UI account, it is not the government account.

Mr. Rodriguez: I just wanted to clear this up because I do not want to leave here with any misunderstanding. I want to know that if in fact in the premium account, which is the premiums collected from employers and employees, based on your projections of 10% and the unemployment rate dropping, hopefully very low at the end of the year, and you generate a great deal of surplus in the premium account . . . I think that should be returned to the contributors.

Mr. Lussier: The UI account remains as an integrated unit, and as such is there.

Mr. Rodriguez: Yes, but those premiums are collected on the basis to carry the regular benefits, the sick benefits, the maternity benefits, the administration of the program.

Mr. Lussier: And also I suppose you will want to add an ambition to reduce progressively, without unduly affecting individuals, the cumulative deficit which is still at \$3.6 billion at the moment you and I are talking.

Mr. Rodriguez: It seems to me you are doing a very good job in bringing it down. It is coming down from \$4.39 billion to \$3.6 billion, and what is the projected year if it is going to be wiped out? You have to project a date.

Mr. Lussier: It is, I would call only in terms of accounting, strictly prudent management to have an objective . . .

Mr. Rodriguez: Well, what year do you project it to be written down?

Mr. Lussier: It depends on the evolution of the unemployment situation.

Mr. Rodriguez: Yes, but you have projected those right to 1987 and 1988, have you not?

Mr. Lussier: Yes, we have people who specialize in projections and crystal balls, but will not use crystal balls because they are what they are.

Mr. Rodriguez: Oh, come on!

Le vice-président: Monsieur Rodriguez, vous avez eu pratiquement trois tours.

Mr. Rodriguez: Thanks very much, Mr. Chairman. We will just have to come back with him on Friday.

The Vice-Chairman: Mr. Redway.

• 2030

Mr. Redway: I hope it is a very brief question, Mr. Chairman.

I was just interested again in the youth unemployment programs. I understand that you have a good deal of money in here for youth unemployment. In the total picture I think it is somewhat similar to last year's, from what you have told me: \$732.6 million in for 1986-87.

[Translation]

l'assurance-chômage, lequel ne sert qu'aux fins de l'assurance-chômage, et ce n'est pas le compte du gouvernement.

M. Rodriguez: Si je vous pose ces questions, c'est que je veux éviter tout malentendu. J'aimerais être certain que si le compte renfermant les cotisations versées par les employeurs et les employés venait, par suite d'une chute marquée du taux de chômage—ce qui serait souhaitable et que vos projections ont fixé à 10 p. 100—d'ici la fin de l'année, à produire un excédent important, cet excédent devrait être restitué aux cotisants.

M. Lussier: Le compte de l'assurance-chômage est un ensemble intégré et c'est ainsi qu'il continuera d'exister.

M. Rodriguez: Oui, mais les cotisations sont perçues dans le but de permettre le versement des prestations ordinaires, des prestations en cas de maladie, de maternité et aussi pour assurer l'administration du programme.

M. Lussier: Je suppose que vous allez maintenant nous demander de réduire progressivement, sans que les Canadiens en soient affectés, le déficit cumulatif qui s'élève toujours à 3.6 milliards de dollars.

M. Rodriguez: Il me semble que vous avez déjà beaucoup fait en ce sens, car le déficit est déjà passé de 4.39 milliards de dollars à 3.6 milliards de dollars. J'aimerais savoir en quelle année vous comptez éponger ce déficit?

M. Lussier: En termes de comptabilité, il est tout à fait essentiel de fixer un objectif . . .

M. Rodriguez: Si tel est le cas, en quelle année prévoyez-vous éponger le déficit?

M. Lussier: Cela dépend de l'évolution du chômage.

M. Rodriguez: Oui, mais vous avez dû sûrement faire des projections jusqu'en 1987 et 1988?

M. Lussier: Oui, nous avons des spécialistes qui font des projections, mais ils refusent de consulter leur boule de cristal car on sait ce que cela donne.

M. Rodriguez: Vous vous moquez de nous.

The Vice-Chairman: Mr. Rodriguez, you have spoken practically for three rounds.

M. Rodriguez: Merci beaucoup, monsieur le président. Il va falloir revenir à la charge vendredi.

Le vice-président: Monsieur Redway.

M. Redway: J'espère que la question sera très brève, monsieur le président.

Je voudrais revenir sur le programme de création d'emplois pour les jeunes. Je crois comprendre que vous avez affecté des sommes considérables à ce programme. Selon ce que vous m'avez dit, les 732,6 millions de dollars affectés pour l'exercice 1986-1987 se comparent au montant affecté pour l'exercice précédent.

[Texte]

Is there any money in there for a new youth employment program? Or, alternatively, if there were to be a new youth employment program in this current fiscal year, would there have to be supplementary estimates to provide for it?

Mr. John Edwards: In the very formal accounting sense of a new program, no, there is not provision for a new program. But the six programs of the Canadian job strategy are quite broadly defined programs, and there are opportunities within them to have particular options mounted for particular circumstances.

To give just one easy example, one of the programs is called "Innovations". It would be quite possible under Innovations that we might want to support a quite large, new approach to integrating youth into the labour market. So in that sense we might end up spending what in other departments might be quite sizeable funds on something that is new to us but is still within the program structure that we have now, namely the six programs of the Canadian job strategy.

Mr. Redway: How much is in Innovation this year, and how much was in it last?

Mr. John Edwards: At the present time, as I was indicating to an earlier question, the budgets for 1986-87 by program have not yet been settled.

Mr. Redway: How much was in it last year?

Mr. John Edwards: Last year there was a budget of \$100 million.

Mr. Redway: How much lapsed?

Mr. John Edwards: Quite a large amount. It was an experimental program. It was launched quite late in the year. I do not think we have the final figures. But a very small proportion of the \$100 million was spent in 1985-86.

Mr. Redway: Was it 10%? Less than 10%?

Mr. John Edwards: Something of that order, I guess; probably about 10%.

Mr. Redway: So about \$90 million would have lapsed. But you might very well establish another \$100 million for this this year; is that what you are saying?

Mr. John Edwards: I am not sure that we would set another \$100 million. I think that was more optimistic than circumstances have shown it to have been wise to do. As a result, our level this year may well be less than what we had targeted at the outset last year.

Mr. Redway: But that would give you scope for a new program without supplementary estimates, if you set it at a reasonable figure?

Mr. John Edwards: That is true, but that is not the only case. It is possible that one might have a new thrust under the

[Traduction]

Y a-t-il des fonds prévus pour la mise sur pied d'un nouveau programme et, dans l'affirmative, si un tel programme est mis sur pied pendant l'exercice en cours, serait-il financé à même le budget supplémentaire des dépenses?

M. John Edwards: En termes strictement comptables, aucun nouveau programme n'a été prévu. Toutefois, les six programmes qui composent le programme Développement de l'emploi au Canada sont d'envergure assez large et sont assez souples pour permettre l'introduction d'un nouveau programme.

Je vous donne un exemple, facile à comprendre. Un des programmes en question s'intitule 'Innovations'. Ce programme est suffisamment souple et nous permettrait d'introduire une approche d'envergure tout à fait nouvelle de l'intégration des jeunes au marché du travail. Cela pourrait nous amener à dépenser un montant que d'autres ministères estimerait très élevé pour la mise sur pied d'un programme tout à fait nouveau, mais qui s'intègre néanmoins à la structure en place, c'est-à-dire les six programmes composant Développement de l'emploi au Canada.

M. Redway: Quel est le budget du programme «Innovations» pour l'exercice en cours, et pour l'exercice précédent?

M. John Edwards: Actuellement, comme je l'ai dit tout à l'heure, les budgets par programme n'ont pas encore été fixés pour l'exercice 1986-1987.

M. Redway: À combien se chiffrait-il l'an dernier?

M. John Edwards: À environ 100 millions de dollars.

M. Redway: Quelle fraction n'a pas été utilisée?

M. John Edwards: Une fraction assez importante, car il s'agissait d'un programme mis sur pied à titre d'expérience vers la fin de l'exercice. Nous n'avons toujours pas les chiffres exacts, mais une petite fraction seulement des 100 millions de dollars a été engagée pendant l'exercice 1985-1986.

M. Redway: Cette fraction était-elle de 10 p. 100, ou moins de 10 p. 100?

M. John Edwards: Environ 10 p. 100, je crois.

M. Redway: C'est donc dire qu'environ 90 millions de dollars n'ont pas été utilisés. Comptez-vous tout de même affecter 100 millions de dollars encore une fois cette année? Est-ce votre intention?

M. John Edwards: Le montant affecté ne s'élèvera peut-être pas à 100 millions de dollars, car ce montant s'est révélé un peu trop optimiste. Par conséquent, les crédits affectés au programme cette année seront peut-être inférieurs à ce qui avait été fixé au début du dernier exercice.

M. Redway: Cela vous permettrait de mettre sur pied un nouveau programme, sans devoir recourir au budget supplémentaire des dépenses, à supposer que le budget fixé soit raisonnable?

M. John Edwards: C'est exact, mais ce n'est pas la seule option. Nous pourrions le faire dans le cadre du programme

[Text]

Job Entry Program. It is designed to meet real labour market needs, and if there were a new type of need that we felt was warranted within that context, the budget of that program, something new might be done. But at this point in time there is no particular plan for a new initiative. Job Entry is doing very well, in our opinion.

Mr. Rodriguez: Not in northern Ontario, it is not.

Mr. Redway: There is separate money in there for this new program, is there, as well as for community programs?

Mr. Lussier: Yes, Futures.

Mr. Redway: Community Futures, yes; and that has a separate program budget of its own, apart from the Innovations.

Mr. John Edwards: That is correct.

Mr. Redway: So there is room in a couple of areas at least for new youth programs?

How much—oh, I guess the money has not been settled yet for the programs. When does that happen, by the way?

Mr. John Edwards: This year a variety of new events are taking place that are making it somewhat difficult to finalize the accounts. We are, for instance, in deep negotiations with the provinces on institutional training and how that institutional training programming of the past will be best integrated into the Canadian job strategy. Negotiations are also going on with the provinces on programming announced in the budget in regard to permitting more social assistance recipients to get involved in the Canadian job strategy. We are also just launching the Community Futures Program, and as a result there is still some fine tuning there with the provinces as to what exactly we are likely to achieve during the course of this year.

So there are quite a few uncertainties that I hope will be resolved in weeks.

Mr. Redway: If you have not set any program budgets for any of these specific projects, how do you arrive at the global budget for all of these employment programs?

Mr. John Edwards: We are very fortunate that in recent years we have attempted, and the government has allowed, a degree of multi-year funding, whereby we have a global budget for the Canadian job strategy and have some notion of what that is going to be in subsequent years and within that have the flexibility to try to weigh the various programs, depending on what the economic situations are. So that once we know the global budget for the Canadian job strategy with some precision, the actual breakdown will depend again on the kinds of factors I was referring to.

[Translation]

d'intégration professionnelle, dont l'objet est de répondre aux besoins réels du marché du travail. Si nous identifions un nouveau besoin qui justifie une telle initiative, nous pourrions lancer un nouveau programme grâce au budget consacré au programme Intégration. Cependant, nous n'envisageons pas à l'heure actuelle de lancer une nouvelle initiative, car il nous semble que le programme Intégration donne d'excellents résultats.

M. Rodriguez: Sûrement pas dans le Nord de l'Ontario?

M. Redway: Ce programme comprend-il des crédits distincts pour la mise sur pied de ce nouveau programme, ainsi que pour les programmes de développement communautaire?

M. Lussier: Oui, le programme de développement des collectivités.

M. Redway: D'ailleurs, le programme de développement des collectivités a son propre budget, distinct de celui du programme Innovations.

M. John Edwards: C'est exact.

M. Redway: C'est donc dire que la mise sur pied de nouveaux programmes pour les jeunes est possible?

J'aimerais bien savoir le montant des crédits affectés, mais les budgets n'ont pas encore été fixés. Quand le seront-ils?

M. John Edwards: Pour diverses raisons, il est difficile cette année de mettre la dernière main aux comptes. Nous menons actuellement, par exemple, des négociations ardues avec les provinces au sujet de la formation en établissement et nous essayons de trouver les moyens les plus efficaces pour intégrer ces programmes au programme Développement de l'emploi au Canada. Nous négocions aussi avec les provinces en vue de permettre à un plus grand nombre d'assistés sociaux de participer aux programmes qui font partie du programme Développement de l'emploi annoncé dans le budget. En outre, nous venons à peine de lancer le programme de développement des collectivités et il nous reste à définir avec les provinces les objectifs pour l'année en cours.

Il y a donc certaines questions qui ne seront réglées que dans quelques semaines.

M. Redway: Si vous n'avez pas fixé les budgets individuels pour chacun des programmes, comment êtes-vous arrivé au budget total de tous les programmes d'emploi?

M. John Edwards: Heureusement, depuis quelques années, le gouvernement nous a permis, en réponse à notre demande, d'établir le budget sur plus d'une année et nous bénéficions par conséquent d'un budget global pour le programme Développement de l'emploi au Canada. Nous avons une idée de ce qu'il sera pendant les années subséquentes et cela nous donne la souplesse, requise pour établir un équilibre entre les divers éléments du programme, compte tenu de la conjoncture. Donc, une fois que nous aurons une idée plus précise du budget global du programme Développement de l'emploi au Canada, la ventilation comme telle dépendra de tous les facteurs dont je vous parlais tout à l'heure.

[Texte]

[Traduction]

• 2035

Mr. Redway: The last question, Mr. Chairman. The main estimates for last year and this year in the area of contributions, which is apparently where most of your job strategy money is, seems to have doubled. We have gone up from \$834 million to \$1.6 billion. Is that correct? You are doubling your expenditures in this area this year?

Mr. Gauvin: Mr. Chairman, the answer to that is that in 1985-86, our main estimates did not include \$900 million that was given afterwards and approved through supplementary estimates.

Mr. Redway: Ah, ha! And so...

Mr. Gauvin: Now, as Mr. Edwards was mentioning, with the multi-year funding we know further ahead now how much money we are going to have from year to year. So this year we included most of this additional money in the main estimates.

Mr. Redway: In the budget this year there was a reference to \$800 million. Is that shown in here, or is that an extra \$800 million that will go in here as a supplementary estimate?

Mr. Gauvin: No, this is already included, but it is actually \$900 million.

Mr. Redway: It is already included.

Mr. Gauvin: It was \$900 million.

Mr. Redway: Last year it was \$900 million.

Mr. Gauvin: Yes.

Mr. Redway: So you are approximately the same in funding, is that what you are saying?

Mr. Gauvin: Yes.

Mr. Redway: Thank you.

Le vice-président: Merci, monsieur Redway.

Monsieur le sous-ministre, permettez-moi de revenir au cas dont je vous faisais part tout à l'heure, celui de la personne qui est intervenue auprès du gouvernement et qui est actuellement en appel. Elle a dû se prendre un avocat pour tenter de trouver une solution à son problème.

Au-delà de ce cas précis que j'aurai l'occasion de vous soumettre, il serait important d'apporter les correctifs nécessaires s'il y a un trou dans la loi qui fait que certains Canadiens et Canadiennes sont désavantagés. Les Canadiens et les Canadiennes ne devraient pas être obligés de se prendre un avocat pour défendre des droits de ce genre.

Cela dit, je reviens à ma question sur le Programme de développement des collectivités. Je n'ai pas eu de réponse satisfaisante à ma question. Je veux savoir quelles sont les différences importantes entre le Programme de développement des collectivités et CLE-infrastructure en termes de fonctionnement. Il est question que le Programme de développement des collectivités ne touche pas les centres métropolitains, mais

M. Redway: J'ai une dernière question, monsieur le président. D'après le budget principal pour l'an dernier et pour l'année en cours, les contributions, dont la plupart sont consacrées au programme Développement de l'emploi, auraient doublé. Elles sont passées de 834 millions dollars à 1,6 milliard de dollars, n'est-ce pas? Vous avez doublé les dépenses pour l'année en cours, n'est-ce pas?

M. Gauvin: Monsieur le président, l'explication est la suivante: en 1985-1986, le budget principal ne tenait pas compte des 900 millions de dollars des prévisions budgétaires.

M. Redway: Ah bon! Et puis...

M. Gauvin: Or, comme l'a indiqué M. Edwards, le financement pluriannuel nous permet de savoir plus longtemps en avance de combien d'argent nous allons disposer d'une année à l'autre. Par conséquent, nous avons inscrit la plus grande partie de cet argent supplémentaire au budget principal.

M. Redway: Dans le budget des dépenses pour cette année, on voit un poste pour 800 millions de dollars. Ce montant est-il reflété dans ce budget ou s'agit-il de 800 millions de dollars de plus qui seront représentés comme une dépense supplémentaire?

M. Gauvin: Non, on en tient déjà compte dans le budget des dépenses, mais il s'agit plutôt de 900 millions de dollars.

M. Redway: Il y est déjà.

M. Gauvin: Il s'agit de 900 millions de dollars.

M. Redway: L'an dernier c'était 900 millions de dollars.

M. Gauvin: Oui.

M. Redway: Essentiellement, donc, vous dites qu'il s'agit du même montant?

M. Gauvin: Oui.

M. Redway: Merci.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Redway.

Mr. Deputy Minister, I would like to come back to the case I raised earlier involving the person who made representations to the government and whose case is now under appeal. That person had to hire a lawyer to find a solution to his problem.

Besides the specific case I wanted to bring to your attention, I feel it is important that necessary measures be taken to eliminate any loopholes in the Act that may be to the disadvantage of some Canadian men and women. They should not be forced to hire lawyers to defend rights of this nature.

With that, I would like to come back to my question on the Community Futures Program. I have not yet had a satisfactory answer to my question. I would like to know what the major operational differences are between the Community Futures Program and the LEAP Infrastructure Program. There has been some suggestion that the Community Futures Program would not apply to metropolitan areas, but rather to communi-

[Text]

plutôt les localités où le taux de chômage est élevé. Est-ce qu'il y a des précisions à ce sujet? Quel est le taux de chômage? Est-ce que les localités sont déjà identifiées? Est-ce que ce sont les comtés qui sont identifiés ou les localités elles-mêmes? Je veux avoir un peu plus de détails sur le Programme de développement des collectivités et également, par la suite, sur le Programme de pénurie de main-d'oeuvre. Le programme ne fonctionne pas encore, n'est-ce pas?

Mr. Lussier: Je vais demander à mon collègue, M. Edwards, de parler du Programme de développement des collectivités.

En ce qui concerne le Programme de pénurie de main-d'oeuvre, il a été mis en application à la date prévue partout au Canada, sauf au Québec. Dans le cas du Québec, nous avons dû faire certaines négociations, mais nous croyons pouvoir mettre prochainement en application le Programme de pénurie de main-d'oeuvre dans le contexte québécois.

Le vice-président: Est-ce qu'on prévoit pouvoir le mettre en application à très court terme?

Mr. Lussier: Je souhaite vivement que ce ne soit qu'une question de quelques jours, enfin de pas plus de quelques semaines. Les discussions qui ont eu lieu il y a déjà quelque temps entre le ministre québécois et M^{me} MacDonald ont permis de trouver, sur le plan des principes, une solution à la question de l'accessibilité de ce programme aux entreprises québécoises. J'ai bon espoir que le programme pourra être mis en application au Québec très prochainement, comme il l'est dans toutes les autres parties du Canada.

The Vice-Chairman: Okay. Community futures, Mr. Edwards.

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, you were asking about the eligibility of communities for designation on the community futures program.

• 2040

Essentially we are thinking, first of all, in terms of communities that are definable as a geographic area covering a self-contained labour market. So it is an area in which there is a labour market and people can move wherever the jobs are; they are within commuting distance and this kind of thing. Normally it is outside of metropolitan areas; it is not primarily aimed at metropolitan centres. It is also communities that are suffering from chronic or acute unemployment and have, in the absolute sense, an unemployment rate which, in the opinion of officials, is substantially greater than the provincial average while lacking adequate mechanisms to address the problem. If the mechanisms to address the problem are there you do not need to designate the community—if a new enterprise is opening up or something like this.

The other consideration I guess is linked to that; namely, you would not normally designate a community that you did not think you could do something with. That could be any number of things. It is quite a flexible program. You could facilitate the community to close down, to take an extreme example, using mobility options to help people move on from a particular area. Or you could establish entrepreneurial programs, programs to encourage people to become self-

[Translation]

ties where the unemployment rate is high. Do you have any details in this regard? What is the threshold on employment rate? Have any communities been designated? Are the ridings or counties identified or just the communities themselves? I would like more details on the Community Futures Program and on the Manpower Shortage Program. It has not been implemented yet, has it?

Mr. Lussier: I will ask my colleague, Mr. Edwards, to speak to the question of Community Futures.

As far as the Manpower Shortage Program is concerned, it was implemented on the scheduled date everywhere in Canada except Quebec. In that province we have had to do some negotiating, but we think that the program should be operational in Quebec in the near future.

The Vice-Chairman: Do you expect it to be implemented shortly?

Mr. Lussier: I sincerely hope that it is only a matter of days, or, at the very most, a few weeks. There were discussions between the Quebec minister and Mrs. MacDonald some time ago now and they were able to find a solution in principle to the problem of access to the program by Quebec businesses. I am confident that in the very near future this program will be implemented in Quebec as it has been in the rest of the country.

Le vice-président: D'accord. Maintenant, la question du programme de développement des collectivités, M. Edwards.

M. John Edwards: Monsieur le président, vous avez posé une question sur les collectivités qui seraient admissibles au programme de développement des collectivités.

Au fond, il s'agit de localités choisies en fonction d'une région géographique que dessert un marché du travail particulier. C'est donc une région où se trouve un marché du travail, et les travailleurs peuvent se déplacer en fonction de l'offre, ils peuvent faire le voyage aller-retour tous les jours, et ce genre de choses. Habituellement, c'est à l'extérieur des grands centres; ceux-ci n'en profitent pas en priorité. C'est des localités où sévit un chômage chronique ou particulièrement élevé, où, de façon absolue, le taux de chômage dépasse nettement la moyenne provinciale et où il manque des mécanismes pour s'attaquer au problème. S'il existe des initiatives permettant d'améliorer la situation, comme l'ouverture d'une nouvelle entreprise, ou quelque chose du genre, il n'est pas nécessaire de désigner la localité.

D'habitude, on ne désigne pas une localité qui présente quelques signes d'espoir. C'est un programme relativement souple. À la rigueur, on pourrait faciliter la fermeture du centre en question; il y a certaines dispositions qui permettent aux résidents de déménager ailleurs. Ou on pourrait offrir des programmes encourageant la création de petites entreprises, de programmes destinés à encourager des personnes à travailler comme indépendantes. Si un gros employeur a fermé les portes

[Texte]

employed. If a big employer has closed down you are encouraging small businesses to materialize.

Essentially it is quite a flexible program. There are business development mechanisms to help business expand and play a fuller role in the community. You can use any of the Canadian job strategy programming, possible use of institutional training, training in community colleges or training for new opportunities that may be emerging.

I am not sure if I am answering all the question that you wish, but we can follow up further.

Le vice-président: Est-ce que les immobilisations vont être possibles dans le nouveau programme développement des collectivités ou il n'y a rien pour les immobilisations, pour les infrastructures?

Mr. John Edwards: There is a lesser role for infrastructure types of support than there was under some elements of the old LEAD program. It is not completely disregarded in that there is what we refer to as a community initiatives fund where, if in a particular community a very valuable proposal comes forward, the Minister, at her discretion, could authorize expenditure on something that is similar to what was under the infrastructure. But we have serious doubts, in retrospect, about some of the infrastructure activities leading to long-term employment in communities.

Le vice-président: En somme ce serait des cas qui seraient laissés de façon discrétionnaire à une décision ministérielle. Mais, en principe, il n'y a pas d'infrastructures sauf dans des cas précis où le ministre pourrait décider, étant donné les problèmes dans cette communauté, qu'on puisse aller de l'avant.

Mr. Lussier: Yes, that is right.

Le vice-président: Cela répond à mes questions.

Monsieur Baker.

Mr. Baker: The deputy minister was saying a few moments ago that the program Mr. Rodriguez was asking about was announced in November 1984 and of course there was enough advance given, because it only came into effect on January 5, 1986, so that people had adequate advance notice to know whether or not their unemployment insurance would be affected or that their pension would be considered as earnings for unemployment insurance purposes. Is that correct?

Mr. Lussier: That is not exactly what I remember I said. I indicated that the program entered into place on January 5, 1986 and that the intent of that program was announced on November 8, 1984.

Mr. Baker: So the pensioner or prospective pensioner could have consulted with the Unemployment Insurance Commission and found out just what their status would be if they drew unemployment insurance? Is that correct?

Mr. Lussier: Until the regulations became officially in place do not think we could have certainly. I think we would have

[Traduction]

de son établissement, on facilite la création de petites entreprises.

Au fond, c'est un programme très élastique. Il comporte certains éléments qui aident les entreprises à prendre de l'expansion et à jouer un plus grand rôle dans la localité. On peut avoir recours à toutes les dispositions prévues dans la stratégie canadienne de l'emploi, aux différents cours de formation offerts par nos établissements, les collèges communautaires, ou à une formation spécialisée pour certains débouchés qui se présentent.

Je ne suis pas sûr d'avoir répondu complètement à votre question, mais nous pourrions vous donner des renseignements supplémentaires à ce sujet.

The Vice-Chairman: Will support be possible for the new community development program or is there no money set aside for infrastructure?

M. John Edwards: Les crédits alloués aux infrastructures sont moins importants que dans l'ancien programme. Néanmoins, il existe ce que nous appelons une caisse pour les initiatives collectives permettant au ministre d'autoriser à sa discrétion des dépenses en matière d'infrastructure, au cas où on recevrait une très bonne proposition d'une collectivité particulière. Mais d'après notre expérience, nous avons de sérieuses réserves concernant les perspectives d'emplois à long terme créés dans les collectivités par des travaux d'infrastructure.

The Vice-Chairman: In other words, these would be cases where a decision would be left up to the minister's discretion. Basically then, there would be no infrastructure expenditures, except in those cases where the minister decides that in view of the communities problems, some such work might be authorized.

M. Lussier: Oui, c'est exact.

The Vice-Chairman: That answers my questions.

Mr. Baker.

M. Baker: Le sous-ministre disait tout à l'heure que le programme mentionné par M. Rodriguez a été annoncé en novembre 1984 et qu'il y avait donc suffisamment de préavis, car le programme est entré en vigueur seulement le 5 janvier 1986. Il estime donc que la population a été informée suffisamment à l'avance de la décision de considérer la pension comme revenu aux fins de l'assurance-chômage, n'est-ce pas?

M. Lussier: Ce n'est pas exactement ce que je me souviens d'avoir dit. J'ai répondu que le programme est entré en vigueur le 5 janvier 1986 et que l'intention avait fait l'objet d'une annonce le 8 novembre 1984.

M. Baker: Ainsi, le retraité, ou la personne qui prévoyait prendre sa retraite bientôt, aurait pu consulter la Commission d'assurance-chômage pour se renseigner au sujet des conséquences de ce changement, n'est-ce pas?

M. Lussier: Tant que les règlements n'étaient pas officiellement proclamés, on n'aurait pas pu donner de renseignements

[Text]

been happy to give all the information available to us at that time. But on the specificity of the regulation, it is only when that regulation has been formally implemented that the specific information related to the regulation can be given.

• 2045

Mr. Baker: Was the regulation that was passed very specific?

Mr. Lussier: The regulation was specific enough in order to administrate the intent of the government's intentions to have regulations on pensions.

Mr. Baker: Are you saying that the Unemployment Insurance Commission then had enough time and the regulation was specific enough for the Unemployment Insurance Commission to interpret the regulation correctly on January 5?

Mr. Lussier: I do not know what your question means. I can only answer for the Commission that the regulations that were in place were translating the intention that has been indicated to be implemented back in November of 1984. We had besides that to make sure, and it is not always easy, but every effort has been made in order to permit every employee of the Unemployment Insurance Commission dealing with that regulation to be informed, to be able to deal with it and there is, if your question implies that, some possibility that it always takes a certain number of days or weeks before we are sure that everybody, being the case for any new type of regulation, requiring particular training, particular information, and until the numbers of people who are spread all across the country are perfectly knowledgeable, a certain period of time normally has to be met.

Mr. Baker: Would you say that your interpretation of the regulation passed by the government was that anyone who received an income, called a pension, from employment, as you pointed out a moment ago, from a relationship as an employee to an employer, would be considered as earnings for unemployment insurance purposes? Is that your interpretation of the regulation in general?

Mr. Lussier: That would be a general interpretation, yes.

Mr. Baker: Was that the interpretation when the Unemployment Insurance Commission administered that regulation on January 5?

Mr. Lussier: What is the question again, Mr. Baker?

Mr. Baker: Is that the interpretation? You are telling me now, this is April, that this is your interpretation. Was that the interpretation of the Commission on January 5, given the fact that they had lots of lead time to know for sure what the regulation meant?

Mr. Lussier: I am giving you that interpretation in April because you are asking me the question in April. If you had asked me the question on January 5, 1986 I would have given you the same answer.

[Translation]

définitifs. Je crois que nous aurions communiqué volontiers tous les renseignements dont nous disposions à l'époque. C'est seulement après la proclamation officielle des règlements que l'on peut donner des renseignements précis à leur sujet.

M. Baker: La réglementation a-t-elle été fort précise?

M. Lussier: La réglementation était suffisamment précise pour permettre l'application des intentions du gouvernement en matière de pensions.

M. Baker: Dites-vous donc que la Commission d'assurance-chômage avait eu suffisamment de temps et disposait d'une réglementation suffisamment précise pour pouvoir l'interpréter correctement le 5 janvier?

M. Lussier: Je ne comprends pas le sens de votre question. Je peux simplement dire, en ce qui concerne la commission, que les règlements adoptés traduisaient l'intention qui avait été annoncée en novembre 1984. La tâche n'est pas toujours facile, mais on a fait tous les efforts possibles pour informer les employés de la Commission d'assurance-chômage des détails des règlements, mais il est quand même nécessaire de compter un certain nombre de jours ou de semaines avant que tout le monde soit au courant des conséquences d'une nouvelle disposition et avant que nos employés soient parfaitement renseignés à ce sujet.

M. Baker: Interprétez-vous le règlement adopté par le gouvernement comme signifiant que tout revenu, appelé une pension, découlant d'un emploi, comme vous l'avez mentionné tout à l'heure, d'un rapport entre employé et employeur, serait considéré comme gain aux fins de l'assurance-chômage? Est-ce votre interprétation du règlement de façon générale?

M. Lussier: De façon générale, oui.

M. Baker: Était-ce l'interprétation lorsque la Commission d'assurance-chômage a appliqué le règlement le 5 janvier?

M. Lussier: Voulez-vous répéter la question, monsieur Baker?

M. Baker: Est-ce l'interprétation? Vous me dites maintenant—c'est le mois d'avril—que c'est votre interprétation. Était-ce l'interprétation de la commission le 5 janvier, étant donné tout le temps qu'elle avait eu pour bien comprendre le sens des règlements?

M. Lussier: Je vous donne cette interprétation en avril parce que vous me posez la question en avril. Si vous me l'aviez posée le 5 janvier 1986, je vous aurais donné la même réponse.

[Texte]

Mr. Baker: The same answer. Did the Unemployment Insurance Commission make any tragic errors in administering the regulation?

Mr. Lussier: I do not know what it means, Mr. Chairman. I think...

Mr. Baker: For example, as far as the classification of certain people with incomes are concerned. I will give you an example. Those people who served overseas during the war had a relationship as employees or employer, which was the interpretation given, and had their unemployment insurance cut on January 5.

Mr. Lussier: I do not think there has been any automatic unemployment insurance cuts on January 5.

Mr. Baker: Well, that is strange because in Newfoundland they did. Now they are being told that it was a mistake.

Mr. Lussier: I think if there is a case, Mr. Chairman, to which the hon. member would like us to pay attention, I will be quite pleased to receive it and give the answer and look at it and see. I mean, we are human...

Mr. Baker: Yes, I know.

Mr. Lussier:—and if amongst the 20,000 employees of Employment and Immigration Canada across the country sometimes commit human error, I think I would say that is not too bad.

Mr. Baker: No, there were...

Mr. Lussier: The numbers of transactions that were involved, which has been over 40 million transactions during 1985, if there are some errors...

Mr. Baker: That is right.

Mr. Lussier:—I think you should say they are not that bad, rather than trying to pin them down because some individuals may have had difficulties of interpreting properly at some point in time through his own understanding or her own understanding. When there is human error, it could happen. I think it could be corrected. Rather than implying blame on everybody, I think that is not fair to the people who are associated with Canada Employment and Immigration.

Mr. Baker: I am simply asking you what the department's interpretation of the policy was. There was a policy directive sent down to the Newfoundland region, recently, saying that this is the correct interpretation and therefore the people who were affected would obviously be refunded the money that was removed from them.

• 2050

The problem obviously was—and I might point this out to the deputy minister—that in that particular case the amount of money they received was income tested. Therefore when they lost their unemployment insurance, when it was cut, the system then being on an income test, they automatically... and the demands on Veterans Affairs for those particular cases in Newfoundland... meant that their incomes would have to go up.

[Traduction]

M. Baker: La même réponse. La Commission d'assurance-chômage a-t-elle fait des erreurs tragiques dans l'application du règlement?

M. Lussier: Je ne sais pas ce que signifie la question, monsieur le président.

M. Baker: Je pense, par exemple, à la façon de classer certaines personnes recevant des revenus. Je vais vous donner un exemple. Les personnes ayant combattu outre-mer pendant la guerre avaient un rapport d'employés à employeur, d'après l'interprétation, et on a mis fin à leur assurance-chômage le 5 janvier.

M. Lussier: Je ne pense pas qu'il y ait eu des cessations automatiques d'assurance-chômage le 5 janvier.

M. Baker: Eh bien, c'est fort étrange, car cela s'est passé à Terre-Neuve. Maintenant, on dit aux personnes affectées que c'était une erreur.

M. Lussier: S'il y a des cas particuliers que l'honorable député voudrait nous signaler, monsieur le président, je me ferais un plaisir de les étudier. Après tout, l'erreur est humaine, et si...

M. Baker: Oui, je le sais.

M. Lussier:... parmi les 20,000 employés d'Emploi et Immigration Canada, il y en a de temps en temps qui font des erreurs, cela me paraît normal.

M. Baker: Non, il y a eu...

M. Lussier: Il faut tenir compte du nombre de transactions, qui étaient supérieures à 40 millions en 1985, et s'il y a eu des erreurs...

M. Baker: C'est exact.

M. Lussier:... il ne faudrait pas trop s'en étonner; c'était des difficultés d'interprétation éprouvées par certains fonctionnaires, faute d'une bonne compréhension. C'est une question d'erreurs humaines. On pourra y remédier. Il ne faudrait pas jeter le blâme sur tout le monde, cela ne me semble pas juste à l'égard des employés d'Emploi et Immigration Canada.

M. Baker: Je vous demandais simplement quelle était l'interprétation de cette politique de la part du ministère. On a envoyé récemment à Terre-Neuve une directive expliquant la bonne interprétation et précisant que les personnes affectées se verraient rembourser l'argent qui leur a été enlevé.

Je ferais remarquer au sous-ministre que dans les cas dont je parle, un seuil était fixé pour le revenu, et comme les personnes ont perdu leur assurance-chômage, il a fallu rajuster à la hausse leur revenu; c'est surtout le ministère des Affaires des anciens combattants qui a été affecté.

[Text]

I had several conversations with Veterans Affairs concerning this in January. I looked at the regulation of the government, and the way I read it, it was a correct interpretation, employer-employee; but it was not working in that particular case in reality. That is why a directive was sent down.

I wonder if you could let me know in writing exactly what will be done for the people who had their incomes cut.

Mr. Lussier: I think you could be helping me in giving you a proper answer by giving me the example you are referring to, so that I am not responding to an artificial non-existent case, because that is very difficult to deal with. But to a specific case it will be with pleasure that I will respond in writing to the hon. member.

Mr. Baker: In conclusion, Mr. Chairman, let me say that it is not an artificial case and that it is not any figment of my imagination; I can assure you of that. Some of the people affected got cheques of \$2 in the mail.

I do not blame the Unemployment Insurance Commission. I blame the regulation and the way it was worded: "employee-employer relationship". And it was across the board.

But I would appreciate it if the Minister or the Deputy Minister would let us know in writing, because I wrote to the Minister in January about these cases. I pointed out one case to her in Hare Bay when it hit me on January 5—on January 5—and I said it was a mistake. And I have not received a response.

Mr. Lussier: We will certainly look into it and relate it to the letters you have been sending to the Minister.

Mr. Baker: I think the problem is solved now, but I still would like an answer from the Minister.

Le vice-président: Je remercie les témoins d'avoir bien voulu répondre à nos nombreuses questions.

Le Comité se réunira à nouveau vendredi matin, à 9 heures, dans la même salle.

[Translation]

J'ai eu plusieurs entretiens à ce sujet avec des fonctionnaires des Affaires des anciens combattants au mois de janvier. J'ai étudié le règlement, et d'après mon interprétation, c'était une bonne interprétation, il y avait un rapport employé-employeur, mais cette interprétation n'était pas raisonnable dans les circonstances. C'est la raison pour laquelle une directive a été envoyée.

Je voudrais recevoir une réponse écrite concernant les mesures qui seront prises pour les personnes à qui on a supprimé les prestations d'assurance-chômage.

M. Lussier: Ce serait utile pour moi si vous pouviez me donner les détails; je ne voudrais pas essayer de répondre au sujet d'un cas fictif. Mais vous pouvez compter sur une lettre de ma part au sujet des cas précis dont vous voudriez les détails.

M. Baker: En conclusion, monsieur le président, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas de cas fictifs; il n'y a rien d'inventé dans cette histoire, vous pouvez en être sûr. Certaines des personnes affectées ont reçu des chèques de 2\$ dans le courrier.

Je ne blâme pas la Commission d'assurance-chômage. C'est la faute du règlement, particulièrement de l'expression: «rapport employé-employeur». Et c'était une erreur générale.

Mais je serais reconnaissant au ministre, ou au sous-ministre, de m'envoyer une réponse écrite, car j'ai écrit au ministre en janvier au sujet de ces cas. Je lui ai signalé un cas particulier à Hare Bay, quand je me suis rendu compte de l'erreur. Et je n'ai pas reçu de réponse.

M. Lussier: Nous allons certainement faire enquête et vous dire ce qu'il en est des lettres que vous avez envoyées au ministre.

M. Baker: Je pense que le problème est réglé maintenant, mais je tiens quand même à recevoir une réponse du ministre.

The Vice-Chairman: I would like to thank the witnesses for having been kind enough to answer our many questions.

The committee will meet again on Friday morning at 9.00, in the same room.



*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Gaétan Lussier, Deputy Minister;
John Edwards, Associate Deputy Minister;
Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration;
J.J. Verbruggen, A/Executive Director, Insurance.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Gaétan Lussier, sous-ministre;
John Edwards, sous-ministre associé;
Paul Gauvin, directeur exécutif, Finances et Administration;
J. Verbruggen, directeur exécutif/Int., Assurance.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 54

Friday, April 11, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 54

Le vendredi 11 avril 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 (Employment
and Insurance Program) EMPLOYMENT AND
IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget principal des dépenses 1986-1987: Crédits 10 et
15 (Programme d'emploi et d'assurance) EMPLOI ET
IMMIGRATION

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

MEMBERS/MEMBRES

Warren Allmand
Gilles Bernier
Pauline Browes
Dan Heap

Sergio Marchi
John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, APRIL 11, 1986
(79)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:07 o'clock a.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Dan Heap and John R. Rodriguez.

Acting Member: Sheila Copps for Sergio Marchi.

Other Members present: Ricardo Lopez, Jean-Claude Malépart, Bill Tupper and Gerry Weiner.

In attendance: From the Library of Parliament: Eric Adams. *From the Committee Research Staff:* David McGovern.

Witness: From the Department of Employment and Immigration: Gaétan Lussier, Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 27, 1986 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 (Employment and Insurance Program) under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witness answered questions.

At 10:15 o'clock a.m., in the absence of a quorum to hear evidence, the Chairman adjourned the meeting to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 11 AVRIL 1986
(79)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 07, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Dan Heap, John R. Rodriguez.

Membre suppléant: Sheila Copps pour Sergio Marchi.

Autres députés présents: Ricardo Lopez, Jean-Claude Malépart, Bill Tupper, Gerry Weiner.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Eric Adams. *Du personnel de recherche du Comité:* David McGovern.

Témoin: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Gaétan Lussier, sous-ministre.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 27 février 1986 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 (Programme d'emploi et d'assurance) inscrits sous la rubrique intitulée EMPLOI ET IMMIGRATION.

Le témoin répond aux questions.

A 10 h 15, en l'absence du quorum permettant au Comité de recevoir des témoignages, la président ajourne la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

Greffier de Comité

Lucie Gratton

Committee Clerk

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, April 11, 1986

• 0908

The Chairman: I would like to call the meeting to order.

We have the size of quorum required to take testimony and print evidence. We welcome today the witnesses from the Department of Employment and Immigration: Mr. Lussier, the Deputy Minister; Paul Gauvin, Executive Director, Finance and Administration; Peter Hicks, Executive Director, Canadian Job Strategy; and Mr. Verbruggen, the Executive Director of Insurance.

Today we will consider the Main Estimates 1986-87, votes 10 and 15 of the Employment and Insurance Program, Employment and Immigration.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures.....\$73,932

Vote 15—Grants and contributions.....\$1,513,877

The Chairman: I gather the committee met on Wednesday—I was not in town—and that no opening statement was made at that time. Is there any desire by the witnesses to make an opening statement today?

Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Department of Employment and Immigration): No, Mr. Chairman.

The Chairman: There is not. Okay, then the meeting is open for questions. Mr. Allmand.

Mr. Allmand: I want to start with a point of order. I see my good friend, the member for Dollard, who is the Parliamentary Secretary. I know there is a rule that Parliamentary Secretaries cannot participate in committee, but I see no reason why he cannot sit at the table. I do not know what the chairman thinks, but there has always been a tradition that any Member of Parliament can come to a committee and sit at the table. I do not know how other committees interpret it, but I have no objection. I do not think he has to sit off on the side somewhere.

What is the chairman's interpretation?

The Chairman: The chairman would be quite happy to have him sit at the table. If he has a desire to ask questions and if the members concur, I think that would fit the traditions, too.

Mr. Allmand: First of all, I did not agree with that particular rule change, but it is a rule change and I do not understand how it is going to be interpreted. It simply says that Parliamentary Secretaries cannot participate in committee, or something to that effect.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi, 11 avril 1986

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Nous avons le quorum pour entendre des témoignages et faire imprimer les procès-verbaux. Aujourd'hui, nous accueillons des témoins du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Il s'agit de M. Lussier, le sous-ministre, et M. Paul Gauvin, le directeur exécutif aux finances et à l'administration, de M. Peter Hicks, directeur exécutif, stratégie canadienne de l'emploi et de M. Verbruggen, le directeur exécutif des assurances.

Aujourd'hui, nous sommes saisis des prévisions budgétaires de 1986-1987, plus précisément des crédits 10 et 15 correspondant au Programme de l'emploi et des assurances, au ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme de l'emploi et des assurances

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement73,932\$

Crédit 15—Subventions et contributions1,513,877\$

Le président: Je n'étais pas ici mercredi, mais je crois savoir que le Comité s'est réuni et qu'aucune déclaration liminaire n'a alors été faite. J'aimerais donc savoir si nos témoins aimeraient faire ces remarques maintenant.

M. Gaétan Lussier (sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Non, monsieur le président.

Le président: Bien, alors nous allons passer aux questions. Monsieur Allmand.

M. Allmand: J'aimerais d'abord invoquer le Règlement. Je remarque la présence de mon ami, le député de Dollard, qui se trouve être secrétaire parlementaire. Je n'ignore pas qu'en vertu du Règlement, les secrétaires parlementaires n'ont pas le droit de participer aux travaux des comités mais je ne vois aucune raison pour laquelle il ne pourrait siéger à notre table. J'ignore ce qu'en pense le président, mais nos usages ont toujours permis à tout député d'assister à une séance de comité et même de siéger à la table. Je ne connais pas l'interprétation que font les autres comités de cela, mais pour ma part, je n'y vois pas d'objection. Je ne crois pas qu'il devrait être obligé de s'asseoir quelque part, loin de nous.

Qu'en pense le président?

Le président: Il est tout à fait disposé à le laisser s'asseoir à la table. S'il désire poser des questions et si les membres sont d'accord, je crois que cela sera également conforme à nos usages.

M. Allmand: D'abord, je n'étais pas d'accord avec cette modification apportée au Règlement mais c'est fait, tout ce que je me demande, c'est comment on va l'interpréter. Il est tout simplement dit que les secrétaires parlementaires ne

[Texte]

The Chairman: They cannot be members of the committee. He could indeed be a member of a different committee, but for the department for which he is the Parliamentary Secretary, I think...

Mr. Weiner: Mr. Chairman, as a matter of fact, I was taken off all committees. It has left me with a little bit of a vacuum at the moment, but I will figure out how to replace and fill the time, I am sure.

Mr. Allmand: In any case, if he is here to observe and listen, which is legitimate, I have no objection. That is fine with me. Perhaps the chairman might seek guidance on this. If the Parliamentary Secretaries want to ask questions at the end like other non-members of the committee, maybe we should seek guidance on that.

The Chairman: Thank you. I will.

Mr. Allmand: Thank you very much.

I would like to start by asking questions. In your absence the other day we had about the same attendance, which also makes me wonder about the reform in the committees. The hon. member was the chairman, I was here with Mr. Rodriguez and Mr. Redway, and that was it.

• 0910

The Chairman: I would remind members that the committee now has 11 members and at the middle of this week 6 of those members were officially on travel, although I think one of them had returned. Mr. Marchi may indeed have been back.

Mr. Allmand: He was.

The Chairman: But 5 of the 11... and they cannot be replaced, because the committee is meeting simultaneously in places like Bangkok and Islamabad this week. So we will, I think, have reduced attendance through about the middle of next week, and then our 11 members will be back and the committee will be functioning in a more normal manner.

Just for those meetings next week, if committee members are not back, I think it might be possible for other members to come. They cannot sit on the committee, because they cannot replace anybody who is travelling abroad, but they indeed probably would be able to get the concurrence of committee to ask questions if they are so interested.

That is our legal situation—a little different for at least another week.

Mr. Allmand: My question to the deputy minister is about the amounts of money that were reported in the press as having been earmarked for job creation and training for the

[Traduction]

peuvent participer aux travaux du Comité, enfin quelque chose d'approchant.

Le président: Ils ne peuvent devenir membres du Comité. Cela veut dire que le député en question peut être membre d'un autre comité, mais pour ce qui est du ministère dont il est le secrétaire parlementaire, je crois que...

M. Weiner: Monsieur le président, j'ai été rayé de tous les comités. Pour le moment, cela me laisse un vide, mais je trouverai certainement de quoi l'occuper.

M. Allmand: De toute façon, si le député est ici pour observer et écouter, ce qui me paraît tout à fait légitime, je n'y vois aucune objection. Peut-être le président devra-t-il obtenir des éclaircissements là-dessus. J'entends par là que si les secrétaires parlementaires veulent poser des questions après les autres, tout comme d'autres députés qui ne sont pas membres du Comité, alors peut-être devrions-nous vérifier si c'est possible.

Le président: Merci. C'est ce que je ferai.

M. Allmand: Merci beaucoup.

J'aimerais maintenant passer aux questions. En votre absence, l'autre jour, je crois que nous étions à peu près aussi nombreux, ce qui me pousse à m'interroger au sujet de la réforme des comités. Mon distingué collègue a alors servi de président, et j'étais ici, ainsi que M. Rodriguez et M. Redway; il n'y avait personne d'autre.

Le président: Je rappellerais à nos membres que le Comité est composé de 11 personnes et qu'au milieu de la semaine, six de ces dernières étaient parties en voyage, bien qu'une d'elles soit revenue, je crois. En effet, M. Marchi est probablement de retour.

M. Allmand: Oui, il l'est.

Le président: Cependant, sur les 11 membres, cinq sont partis et ne peuvent être remplacés, étant donné que le Comité se réunit simultanément ailleurs cette semaine, dans des endroits comme Bangkok et Islamabad. Nous serons donc moins nombreux jusqu'au milieu de la semaine prochaine, moment où nos effectifs devraient être complets et où le Comité fonctionnera de façon plus normale.

Au sujet des séances de la semaine prochaine, si les membres en voyage ne sont pas de retour, je crois qu'il sera alors possible de permettre à d'autres députés de venir. Ces derniers ne pourront siéger au Comité, cependant, car on ne peut remplacer un membre en voyage à l'étranger, mais s'ils souhaitent poser des questions, le Comité leur accordera probablement cette autorisation.

Voilà notre situation, qui demeurera assez différente pour au moins une autre semaine.

M. Allmand: J'aimerais maintenant interroger le sous-ministre au sujet des montants qui, selon la presse, ont été affectés à la création d'emplois et à la formation pendant la dernière année financière, mais n'ont pas été utilisés. En effet,

[Text]

recent fiscal year but not used. It was reported in several articles that this amounted to approximately \$400 million.

I think in answer to some questions it might have been the other day in this committee—I may be wrong; I cannot recall where it was, but somebody was answering to this effect, that it happens all the time that there are lapses at the end of fiscal years... But what I cannot understand... First of all, I would like to know from the deputy minister what was the exact amount budgeted for job creation and job training last year and how much of that was not used.

Related to that, I want to know why—and the answer that this is usual is not enough—in view of the fact that I have had correspondence and telephone calls a lot from Montreal but also from many parts of the country in my capacity as chief critic from people who say they applied for the job development program and they applied for other parts of the job strategy program, they had their applications in last fall following the announcement of the program and the requests that the demands be put in, and they have been waiting, some of them, since October or November—I cannot recall; I do not have all the applications with me—and were phoning me, wondering what is happening to their application... I would write or phone the Minister's office. In other words, it seems to me there were an awful lot of applications that still are not funded, that are still not... Some of them have not even had answers.

I have one—again not right in my constituency, but in west-end Montreal—who applied for Innovations, and they have not had a yes or no or maybe. I had another one that was in months ago and only got funded last week. It finally got under way last week. I do not know it is in the new fiscal year.

I could understand the money lapsing if there was no demand out there for the use of these funds. But there was a demand; and I do not know whether it was a deliberate policy to delay these projects so they would not come in last fiscal year or it was because of there being too much red tape, too many screening agencies to go through in the regions and in the districts and then in the Minister's office and the department and God knows what and they were so delayed that they are not being dealt with.

So I want to know from the deputy minister what was the total amount of money earmarked, finally, because the original estimates were changed because the Minister announced her job strategy first in February and then again at some time in the summer and then it started again. I want to know the total amount earmarked, what was finally spent, what was lapsed. And how do you explain it, in view of the fact that there was so much in demand? And yesterday, I think it was Mr. Manly, an NDP member from British Columbia, asked the question in the House of Miss MacDonald. I do not think he got an adequate answer—that you have all this unemployment in

[Translation]

quelques articles ont rapporté que ces sommes atteignaient environ 400 millions de dollars.

Je crois qu'en réponse à certaines des questions qu'on a peut-être posées ici l'autre jour, quelqu'un a répondu que la non-utilisation de crédits à la fin des années financières est chose courante... Cependant, ce que je ne peux comprendre... D'abord, j'aimerais que le sous-ministre nous dise quelles sommes avaient été affectées l'année dernière à la création d'emplois et à la formation et quelle part de ces montants n'a pas été utilisée.

On a beau me répondre que cela est chose courante, cela ne suffit pas; il faudrait donc me donner une réponse plus développée. Je demande cela en raison des lettres et des appels téléphoniques que j'ai reçus en grand nombre de Montréal, mais également d'autres régions du pays, étant donné que je suis critique de mon parti. Ceux qui se sont adressés à moi m'ont dit avoir demandé les crédits offerts en vertu du programme de création d'emplois et d'autres subventions relevant du programme de stratégie d'emploi. Ils m'ont dit avoir envoyé leurs demandes l'automne dernier, et ce, à la suite de l'annonce du programme et de l'avis qu'il fallait envoyer sa demande. Or, ils attendent, certains depuis le mois d'octobre ou novembre, enfin, je ne me rappelle pas trop quand précisément, car je n'ai pas toutes les demandes en main. Ces personnes m'ont téléphoné parce qu'elles se demandaient ce qui était arrivé à leurs demandes, et j'écrivais alors au bureau de la ministre, ou je lui téléphonais. Autrement dit, il me semble que bon nombre de demandes n'ont pas encore eu de réponse favorable... Certains des requérants n'ont même pas reçu de réponse.

Ainsi, par exemple, quelqu'un de l'ouest de Montréal a demandé de l'aide au mois de novembre, et il n'a pas encore reçu de réponse. Une autre demande a été faite il y a des mois, et ce n'est que la semaine dernière que le demandeur a reçu le financement. J'ignore même si cela figure à la même année financière.

Je pourrais comprendre la non-utilisation des crédits s'il n'y avait pas eu de demande de subventions. Toutefois, une telle demande existait bel et bien, et j'ignore si on a délibérément retardé l'octroi de subventions à ces projets afin qu'ils ne soient pas financés l'année dernière, ou si c'est à cause des lenteurs bureaucratiques et du trop grand nombre d'organismes de sélection dans les régions, puis au sein du ministère, et même au bureau de la ministre, ou pour quelque raison inconnue, que ces projets ont été retardés à tel point qu'on ne s'en occupe plus.

J'aimerais donc que le sous-ministre nous dise quelles sommes totales ont été affectées en fin de compte, car les prévisions budgétaires originelles ont été modifiées depuis que la ministre a annoncé sa stratégie d'emploi, d'abord en février, puis encore à l'été, après quoi les choses se sont remises en marche. J'aimerais savoir quels crédits ont été affectés à ce poste en totalité, quelle proportion a été dépensée et quels montants ne seront pas renouvelés. J'aimerais aussi qu'on m'explique pourquoi c'est ainsi, compte tenu du fait que la demande était très forte. Hier, un député néo-démocrate de la Colombie-Britannique—je pense que c'était M. Manly—a

[Texte]

British Columbia, and they lapsed a lot in British Columbia. That is the basis of my first questions to the deputy minister.

[Traduction]

posé une question à la Chambre à M^{lle} MacDonald. Je ne pense pas qu'il ait obtenu une réponse satisfaisante... il y a beaucoup de chômage en Colombie-Britannique et beaucoup de fonds périmés. Voilà donc mes premières questions à l'intention du sous-ministre.

• 0915

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I will try to bring together the various questions the member asked.

First of all, I would like to put the observations and comments of the member into context, Mr. Chairman. It is true that 1985-86 has seen the putting into operation of our program delivery in Employment and Immigration Canada, a year of important transitions in terms of moving from an existing set of programs into the context of a Canadian job strategy.

I am sure members will remember it was as a result of discussions, which had taken place with the provinces regarding the principles of the orientation and framework for a Canadian job strategy, being approved and supported by the premiers at the First Ministers' Conference in Regina on February 14, 1985. From that date, the federal government's response to the framework that was developed co-operatively with the provinces and ourselves was considered; and it was at the end of June that federal response to those principles agreed upon by the provinces and the federal government, related to human resources and the way we should be trying to help, in the spirit of change, people to adjust, adapt, and play a more and more important role in the economic development, was given. In fact, it was on Labour Day, or about September 5, the switch to a Canadian job strategy was effectively made and the delivery of those six programs.

During the summer there was a very extensive training of our staff all across the country in order that they become familiar with the programs and able to deliver. The capacity of people at the start to understand there was change in terms of the way programs, which some of them had known before, will be changing... And I would like to come back to the job development questions in relation to that.

One of your specific questions was to ask what the budget of 1985-86 related to the overall envelope related to Canadian job strategy was. To be specific, \$2,000,900,000 has been targeted and approved in the context of this committee in the main estimates.

Now, to answer another of your questions, the so-called questions of lapse. First of all, to arrive at a very fixed determinate target of using... is a very difficult exercise. Lapse, as we call it, which is funds that finally are not at the end of the year authorized, is not, in my view, for the four years I have been with CEIC, any different in magnitude than previous years. In that sense they are in the same ball park, and they are not, unfortunately, along the lines that have been reported in some papers. If I can extrapolate what my understanding is of those figures which do not correspond to the reality, they were in fact given from tables of forecasts we

M. Lussier: Monsieur le président, je vais essayer de regrouper les diverses questions que m'a posées le député.

Tout d'abord, il faut que les remarques du député soient entendues dans le contexte qui convient. Il est vrai qu'en 1985-1986, notre programme a commencé à s'appliquer à Emploi et Immigration, ce qui a signifié d'importantes transitions pour passer de la gamme de programmes existants à une stratégie d'emploi pour les Canadiens.

Je suis sûr que les députés se souviendront que nous avons tenu avec les provinces des discussions sur les principes de l'orientation et du cadre de la stratégie d'emploi au Canada, et que ces principes ont été approuvés et appuyés par les premiers ministres lors de la conférence des premiers ministres qui s'est tenue à Regina le 14 février 1985. À partir de ce moment-là, on a cherché à voir comment le gouvernement fédéral pourrait agir dans le cadre mis au point par les provinces et nous-mêmes. C'est à la fin du mois de juin que le gouvernement fédéral a fait connaître sa réaction aux principes sur lesquels les provinces et lui-même étaient tombés d'accord concernant les ressources humaines et la façon, dans un esprit novateur, de modifier la situation, d'aider les gens à s'adapter et à jouer un rôle de plus en plus important dans l'expansion économique. En fait, c'est vers le 5 septembre, jour de la fête du travail, que la transition vers une stratégie d'emploi pour les Canadiens s'est effectuée et que la concrétisation de ces six programmes a été amorcée.

Pendant l'été, nous avons formé intensivement notre personnel partout au Canada afin qu'il connaisse bien les programmes et qu'il puisse les administrer. Petit à petit, les gens comprendront mieux qu'il y a eu des modifications au programme qu'ils connaissaient autrefois... Je voudrais revenir à la question du recyclage à cet égard.

Une des questions qui ont été posées avait trait à ce que représente le Budget de 1985-1986 dans l'enveloppe totale de la stratégie canadienne d'emploi. Plus précisément, 2,9 milliards de dollars ont été réservés et approuvés par l'adoption des prévisions budgétaires principales par le Comité.

Je voudrais maintenant répondre à une autre de vos questions, celle qui a trait au budget caduc. Tout d'abord, il est très difficile de cerner un objectif fixe. Un budget caduc, comme nous l'appelons, comprend des fonds qui, à la fin de l'année, ne sont pas autorisés, mais la somme à mon avis depuis quatre ans que je suis à la CEIC, est virtuellement la même d'une année à l'autre. À cet égard, la somme est la même grosso modo et malheureusement, elle n'a rien à voir avec ce que l'on a rapporté dans certains journaux. Avec votre permission, je vous donnerai certaines explications sur ces chiffres erronés, qui ne correspondent pas à la réalité. Ils sont

[Text]

use as instruments of work, both at headquarters of Employment and Immigration Canada and in the regions, in terms of forecasting. And as such, we are only in that sense working instruments that were interpreted as being the actual figure, the actual situation. Those figures are part of very complex—Mr. Chairman, just to explain that, compilations of data are done manually and we try to project and adjust. And in the reality of every day, there might be one day a sponsor who presents a project and then our people tick it as have taken place. For all kinds of reasons, the project may start a month or two months later.

• 0920

What I want to say is that the final estimates, which this time have been put through our computer system and will be evolved, will in fact only be known at the end of the summer when all are compiled. But I can indicate to you, Mr. Chairman, that at this time the perception we have related to the lapse is comparable to previous years. It is not any different in that sense from previous authorization. And I want to repeat that this capacity of being right on the target in spending funds, especially when you are talking of more than \$2 billion in money, is an exercise that we would all enjoy accomplishing. It is, however, in practice, very, very difficult to envisage.

Now, you refer also, Mr. Chairman, to the situation as it relates to certain aspects of job development. Again, I think it is one element of the Canadian job strategy that was in a sense very different in its approach, as it was in previous years. It was requiring, and has been requiring all along, an adaptation of the sponsors to better understand and respond to the criteria which in fact were related to job development. They have a component of work experience and also training experience. It is a fact that there has been in some instances difficulties and necessity of discussion back and forth with the sponsors, because there was this adjustment that had to take place in the understanding of those projects—the capacity of the individual to come back and respond.

I think it is legitimate in the sense that now people understand better the framework under which we are working. I am looking forward to year two of the Canadian job strategy with greater ease, both for our staff and for the people who want to access our programs.

Mr. Allmand: It seems reasonable to me that when a government is changing from one set of programs to another, it would require transition time and so on. Therefore, there would be some delay. That is reasonable and most people would understand that. But I guess what has happened here—and I am going to raise this again with the Minister—is that the Minister, in her enthusiasm or her attempt to put a better face on it, announced it with great fanfare and public relations.

She raised expectations and people sent in their programs. Then, when it does not happen, when they are waiting and waiting—I have cases in my dossiers to demonstrate this—it leads to cynicism. The Minister should have been a bit more frank with us and said, we are planning this program. It is not quite ready yet; it is going to require further negotiations.

[Translation]

en effet tirés de tableaux de prévisions dont nous nous servons comme outils de travail, à l'administration centrale d'Emploi et d'Immigration et dans les régions, pour faire nos projets. Ainsi, il ne s'agit que d'outils de travail que l'on a interprété comme des chiffres reflétant la réalité. Ces chiffres font partie d'un très complexe... Monsieur le président, il faudrait expliquer que les données sont réunies manuellement et que nous essayons de faire des projections et des rajustements. La réalité quotidienne veut qu'un jour un parrain présente un projet et que les fonctionnaires l'inscrivent comme une réalisation. Pour toutes sortes de raisons, ce projet-là ne démarre qu'un mois ou deux plus tard.

A la vérité, les prévisions définitives que l'on a mises sur ordinateur et qui seront traitées ne donneront des résultats qu'à la fin de l'été quand tout aura été pris en compte. Monsieur le président, je tiens à rappeler que pour l'instant selon nos prévisions le budget caduc est tout à fait comparable à ce qu'il était au cours des années précédentes. Il n'y a donc aucune différence à cet égard par rapport aux autorisations précédentes. Il me faut aussi rappeler que la précision lorsqu'il s'agit de dépenser 2 milliards de dollars constitue un défi que nous aimons tous relever. Toutefois, en pratique, il est extrêmement difficile d'y parvenir.

Monsieur le président, on a également parlé de recyclage. C'est là un des éléments qui distingue la stratégie d'emplois des programmes des années précédentes. En effet, nous exigeons actuellement que les parrains s'adaptent davantage et répondent à des critères de recyclage. Il y a une composante d'expérience d'emploi et également une composante de formation. Dans certains cas, cet aspect a posé des difficultés et il a fallu procéder à des discussions avec les parrains, car le rajustement devait se faire et il fallait que les parrains comprennent bien l'objectif et réagissent.

Je pense que nous avons eu raison, car les gens comprennent davantage le cadre dans lequel nous oeuvrons. Lors de la deuxième année de concrétisation de la stratégie d'emploi, les choses iront plus rondement, à la fois pour notre personnel et pour les gens qui ont accès à nos programmes.

M. Allmand: Je trouve tout à fait naturel que lorsqu'un gouvernement modifie ses programmes, il faille une période de transition. Par conséquent, cela donne lieu à des retards. C'est naturel, et la plupart des gens le comprennent. Cependant, et je vais lui en parler, il semble que la ministre, dans son enthousiasme et sa détermination à modifier les choses, a annoncé cette stratégie à grand renfort de publicité.

Elle a donc suscité l'espoir chez les gens qui se sont empressés d'envoyer leurs programmes. Quand les choses n'aboutissent pas, quand on attend interminablement, et j'ai des documents qui prouvent que l'attente a été longue, le scepticisme s'installe. La ministre aurait dû être plus franche avec nous et nous dire que le programme en était à la phase d'

[Texte]

Instead, there is a statement about how great, how fantastic the government and the programs are. We are going to do it right away. Is it not wonderful? And then you are hanging around trying to find out things . . .

If she had had a little more humility about it, our side would have approached it more reasonably too. But when we are confronted with these bombastic statements of how great and how successful and so on they are—I have an innovations application from someone in the west end of Montreal, which has been in since November and there is no word about it whatsoever. We keep phoning to try to find out what has happened to it. We are also waiting to hear about other job development applications.

There was a question in the House yesterday about the pockets of high unemployment, especially on Vancouver Island—I hear it is as bad as Newfoundland on Vancouver Island. It is up to 20%. They are closing down the food banks. One wonders, if all that money was there, why it is lapsing when these people are waiting to have their applications dealt with. Now, if it is due to the fact that you are training staff, and it is transition and all that, one can understand that, but why raise expectations too soon and put out great publicity and so on with respect to these programs? That leads to cynicism and disappointment. Actually, for some people it even helps destroy their confidence in what might end up being a damn good program. So I make that point.

• 0925

The deputy minister did not tell me if he has any handle at all right now on what the lapses will be. He says it is not \$400 million, as alleged by certain newspapers. Is he saying that he is to wait until all the figures are in through his computers and so on before he can really tell us, or does he have any idea right now?

I would also like to ask him a little more specifically about some of those components in job strategy, such as Innovations and Job Entry. Where do those six stand? Are some of them still delayed?

I will give you another one. Miss MacDonald announced, once again with great fanfare, these advisory councils. In Quebec recommendations were asked for in May, and there is still no advisory council. I do not know what the hell is happening. It is angering a lot of people in community groups to whom we went and said that Miss MacDonald might want their advice, and that perhaps they should submit some names directly. Nothing seems to be happening. If it was approached in the first place like you explained it today, people would have perhaps understood.

Mr. Lussier: Well, Mr. Chairman, I will try to give a few more details. A framework of principles related to a human resources program for the future between the federal government and the provinces was developed and agreed upon at Regina. In June, in response to that joint collaborative development of principles, we not only started to train our staff but we also embarked upon very active negotiations and

[Traduction]

planification. Elle aurait dû nous dire qu'il n'était pas tout à fait prêt et qu'il fallait encore négocier. Plutôt que de nous dire cela, elle a annoncé un programme fantastique, aussi fantastique que le gouvernement. N'est-ce pas merveilleux? Ensuite, on attend, on cherche . . .

Si la ministre avait été un peu plus modeste, l'opposition aurait abordé les choses avec beaucoup plus de calme. Toutefois, devant des déclarations à l'emporte pièce sur les vertus du programme . . . J'ai entre les mains une demande d'innovation de la part d'un citoyen de l'ouest de Montréal; il l'a envoyée en novembre et n'a toujours pas reçu d'accusé de réception. Nous ne cessons de téléphoner pour voir ce qui se passe, et j'ai entre les mains d'autres demandes dont on a jusqu'à présent aucune nouvelle.

Hier, il y a eu une question à la Chambre concernant des enclaves de chômage élevé, surtout sur l'Île de Vancouver. On me dit que la situation sur l'Île de Vancouver est aussi catastrophique qu'à Terre-Neuve. Le chômage atteint 20 p. 100. Ils ferment les banques alimentaires. Si les fonds sont là, on se demande pourquoi ils sont inutilisés, alors que tant de gens attendent que leurs demandes soient étudiées. Si c'est dû au fait que vous formez du personnel, s'il s'agit d'une période de transition par exemple, on peut comprendre, mais pourquoi susciter des espoirs trop tôt à grand renfort de publicité relativement à ces programmes? Il ne peut en résulter que cynisme et déception chez les gens. Certains qui croyaient qu'il s'agissait d'un satané bon programme perdent leurs illusions, voilà ce que je voulais dire.

Le sous-ministre ne m'a pas dit s'il connaît maintenant les montants qui seront inutilisés. Il prétend que ce n'est pas 400 millions de dollars, comme l'ont laissé entendre certains journaux. Veut-il nous dire par là qu'il attend les chiffres informatisés avant de nous donner une réponse, ou est-il déjà au courant?

Je voudrais lui parler de façon plus précise de certaines composantes de la planification et de l'emploi, par exemple les innovations et l'intégration professionnelle. Où en sont ces six composantes? Est-ce que certaines sont toujours en retard?

Je vais vous citer un autre exemple. M^{lle} MacDonald a annoncé, de nouveau à grand renfort de publicité, la création des conseils consultatifs. Je ne sais pas, diable, ce qui se produit. Beaucoup au sein des groupes communautaires auxquels nous nous sommes adressés sont en colère et nous ont dit que M^{lle} MacDonald voudrait peut-être leurs conseils, qu'ils pourraient peut-être directement proposer des noms. Il semble n'y avoir aucun progrès. Si on avait abordé la question au départ comme vous l'avez expliqué aujourd'hui, les gens auraient peut-être compris.

M. Lussier: Monsieur le président, je vais tenter de vous donner d'autres détails. Le gouvernement fédéral et les provinces ont mis au point et adopté à Regina un cadre de principes relatifs au programme de mise en valeur des ressources humaines. En juin, à la suite de ce travail de coopération pour l'élaboration de principes, non seulement nous avons commencé à former notre personnel, mais nous

[Text]

discussions with the provinces to try to target the series of programs and activities that were in place better, either in a complementary fashion to or in harmony with the provinces. Naturally that has been taking place. When I said to you earlier that on September 5 we turned the switch like a power line, what really took place is that adaptation. To say that nothing happened, I think, is a bit unfair.

Mr. Allmand: I am not saying nothing happened—I knew something was happening—but some applications seem to have been delayed beyond what was expected. As I say, some people have still not heard what has happened on their particular applications.

Mr. Lussier: Okay, I will get to that because you alluded, Mr. Chairman, to the problems in the forestry sector. I would just like to mention in passing that during 1985-86 over \$50 million of the Canadian job strategy has been used in various shapes and forms in the context of development of the forest sector, or the industry, or support, or by permitting the individuals to do things.

You mentioned the Innovation program. Innovation is certainly a program that is very important in the context of the Canadian job strategy. It is a program that looks to the future, that acts in a certain sense as a catalyst, if I can use that expression, to tap the creative resources of Canadian people, stimulating in fact, as it says, new and innovative initiatives.

Again it is true that some of the projects in the beginning had to adjust to that innovative concept and realize that by this program we did not want to continue to finance, or help financially as in the past, but just finance differently things that we cannot do. So it has been receiving that.

• 0930

The second thing. In order to make this program really correspond to this objective of creativity and innovative initiative, Miss MacDonald has been setting in place an advisory committee, which is chaired by Mr. Brian Segal, the President of the Ryerson Polytechnical Institute, which is composed of representatives that the various private sector associations, provinces have designated to us and in fact is meeting this day, all day, to go over a whole series of innovation projects in which they will give us independent advice on the quality and the innovation in it in order to permit it to be in place. These recommendations will be taking place.

The job development—and, Mr. Chairman, I should stop on that—is related to the local advisory council. I think it is true that it is a very important element of the Canadian job strategy. It has the purpose, in the very local labour market situation, of bringing together the leadership of that local labour market in order to help us in working with them and in support of their relations better to target, or, if I can use a different word, better to mix, our programs of the Canadian

[Translation]

avons débuté également des négociations très actives et des discussions avec les provinces pour identifier une série de programmes et d'activités en vigueur afin de leur ajouter un complément ou pour travailler en harmonie avec les provinces. Ce travail s'est fait bien sûr. Lorsque je vous ai dit plus tôt qu'le 5 septembre, nous avons pour ainsi dire tourné le commutateur, ce qui s'est produit vraiment c'est cette adaptation. Prétendre que rien ne s'est produit est un peu injuste à mon avis.

M. Allmand: Ce n'est pas ce que je dis—je sais qu'il y a eu certaines choses—mais il y a eu plus de retard dans l'application que prévu. Je le répète, certains ne savent même pas encore ce qui est arrivé à leur demande.

M. Lussier: Bien, je vais répondre, étant donné que vous avez fait allusion, monsieur le président, au problème du secteur forestier. Permettez-moi de mentionner en passant qu'au cours de 1985-1986 plus de 50 millions de dollars ont été dépensés, de diverses façons, pour la planification de l'emploi, pour la mise en valeur du secteur forestier, de l'industrie, pour apporter une aide ou permettre à certaines personnes de faire certaines choses.

Vous avez mentionné le programme d'aide à l'innovation, il s'agit certainement d'un programme très important dans le contexte du placement de l'emploi. C'est un programme axé vers l'avenir, qui agit en quelque sorte comme un catalyseur, si je peux m'exprimer ainsi, pour exploiter la ressource créative des Canadiens, stimuler en réalité les nouvelles initiatives innovatrices.

Je le répète, il est vrai que certains projets ont dû s'adapter au départ à ce concept innovateur et on s'est rendu compte que par ce programme nous ne visions pas à continuer à financer ou à aider financièrement comme c'était le cas par le passé, mais simplement à financer de façon différente les choses que nous ne pouvons faire. C'est ce qui a été fait.

Deuxièmement, pour rendre ce programme plus conforme à l'objectif de créativité et d'innovation, M^{lle} MacDonald a créé un comité consultatif présidé par M. Brian Segal, président du *Ryerson Polytechnical Institute*. Ce comité comprend des représentants de diverses associations du secteur privé et des provinces et, en fait, il se réunit toute la journée aujourd'hui, pour revoir toute une série de projets d'innovation afin de nous donner des conseils sur la qualité et l'aspect innovation pour la mise en vigueur du programme. Ces recommandations seront mises en oeuvre.

Pour ce qui est du développement de l'emploi—et, monsieur le président, je dois m'arrêter un instant ici—il relève du conseil consultatif local. Il s'agit, c'est vrai, d'un élément important de la planification de l'emploi au Canada. Il vise, sur le marché même du travail, à regrouper les leaders de ce marché local pour nous aider à établir de concert avec eux de meilleures relations afin de mieux identifier, je pourrais peut-être dire de mieux mélanger, nos programmes concernant la

[Texte]

job strategy adapted to the local situation. We have at this time 256 of those local advisory councils in place.

Mr. Allmand: What provinces?

Mr. Lussier: Quebec is a different situation because for a long time, if you want me to tell you the truth and open the books, the previous government were not very keen to see the establishment of those local leadership advisory committees in the Province of Quebec, and as such I think there has been reluctance on the part of my Minister to move ahead in that context in the Quebec circumstances—even she had recognized that she had been calling on many of you for input. But for other provinces... for example, in Ontario there are 75; in New Brunswick...

Ms Copps: Do not use Ontario as an example. Those councils are...

The Chairman: Ms Copps, Mr. Lussier has the floor.

Mr. Lussier: I will terminate, Mr. Chairman. I am not sure that there is a question there so I cannot answer.

Just to answer Mr. Allmand's previous questions, in all provinces there has been, at this time, establishment of those local advisory councils. I could cite very exciting things happening from...

Mr. Allmand: Quebec is an exception?

Mr. Lussier: Quebec, at this point in time, is an exception, but I think there is now an intention to be able to move ahead.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, there are other members now who I will cede, but to the deputy minister: What about the total amount that lapsed? You forgot to say whether you have a figure or not.

Mr. Lussier: I do not have an exact figure, but I can give you the estimated forecast. It should be somewhere around 290 million. Presently it is about \$290 million or so, but the real final figures, as I said to you earlier, will be when we do the computerized computations of those numbers.

In that case, as I said earlier, to us it is comparable in the overall to previous years in terms of what is happening with a commitment and money up front of that magnitude, of \$2 billion.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I will cede, but I want to come back on the list. I have other questions.

The Chairman: Okay.

Just for clarity on the record, you are indicating that about 1% of the funds will lapse and that is fairly normal with the last few years, that somewhere between 10% and 15% tend to lapse?

Mr. Lussier: I cannot say if it is going to be or is 14% at this time. I can tell you, in answer to the questions, that the figures

[Traduction]

planification de l'emploi selon la situation locale. Nous avons en ce moment 256 conseils consultatifs locaux.

M. Allmand: Dans quelles provinces?

M. Lussier: Le Québec se trouve dans une situation différente, car, pendant fort longtemps, si vous voulez que je vous dise la vérité et que je sois tout à fait franc, le gouvernement précédent n'a pas été très intéressé à créer ces conseils consultatifs locaux, et je crois qu'il y a eu pour cette raison, de la part de mon ministre, une certaine réticence à créer ces conseils à cause de la situation du Québec—même si le ministre a reconnu avoir fait appel à plusieurs d'entre vous. Pour ce qui est des autres provinces... je pense par exemple à l'Ontario, 75 conseils y ont été créés, au Nouveau-Brunswick...

Mme Copps: Ne vous servez pas de l'Ontario comme exemple. Ces conseils sont...

Le président: Madame Copps, M. Lussier a la parole.

M. Lussier: Je termine, monsieur le président. Je ne suis pas certain qu'on ait posé une question, et par conséquent je ne vais pas répondre.

Pour répondre aux questions posées précédemment par M. Allmand, on a créé dans toutes les provinces ces conseils consultatifs locaux. Je pourrais vous raconter des choses très intéressantes qui s'y passent...

M. Allmand: Le Québec fait exception?

M. Lussier: En ce moment, le Québec fait exception, mais je crois qu'il a maintenant l'intention d'aller de l'avant.

M. Allmand: Monsieur le président, d'autres députés sont arrivés, je vais donc céder la parole, mais je demanderais au sous-ministre de nous dire ce qu'il adviendra du montant inutilisé. Vous avez oublié de me dire si vous connaissiez ou non le montant.

M. Lussier: Je n'ai pas le chiffre exact, mais je peux vous donner une estimation. Ce serait 290 millions de dollars environ. Il s'agit pour le moment de quelque 290 millions de dollars, mais comme je vous l'ai dit plus tôt, nous ne connaissons le chiffre exact que lorsque les calculs par ordinateur seront terminés.

Je le répète, dans ce cas-ci, la situation est comparable dans son ensemble à ce qui s'est produit au cours des années précédentes, à savoir un engagement et un débours initial de quelque 2 milliards de dollars.

M. Allmand: Monsieur le président, je cède la parole, mais veuillez de nouveau m'inscrire sur la liste. Je voudrais poser d'autres questions.

Le président: Très bien.

Afin de jeter un petit peu de lumière sur ce que vous avez dit, environ 14 p. 100 des sommes contenues dans le fonds ne seront pas utilisées, et c'est en quelque sorte ce qui s'est produit par le passé, de 10 à 15 p. 100 des montants n'étaient pas utilisés.

M. Lussier: Je ne peux pas vous dire si ce sera ou s'il s'agit de 14 p. 100. Pour répondre aux questions posées, je vous dirai

[Text]

we have presently in our forecast, which will be finalized when we have the final estimates, are comparable to previous years and as such, in the specific questions, were around \$290 million. So, yes, at this time it is about that.

The Chairman: With statistics it is important to get clarity. Are you saying that in percentage terms it will be similar or that in absolute dollar terms it will be similar?

• 0935

Mr. Lussier: It looks for some years in absolute terms, and in percentage terms I think it is about that: between 10% and 13% in previous years has been the norm of money that ultimately is not committed in that financial year, yes.

Mr. Allmand: I admit that; but what is different this time, it seems to me, is that there were so many applications waiting for months—three months, two months—for a response. Without it, the lapse is more difficult to understand.

I do not recall Canada Works having that many projects. It could be because of the transition and all the things you said, but if we had more openness in that when it started it, would have not led to the cynicism and to the objections that were raised yesterday in the House and so on. That is where there is some difficulty.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le sous-ministre, j'aimerais avoir un peu plus de précisions sur les conseils consultatifs locaux. Est-ce que je me trompe en affirmant qu'il n'y a que le Québec qui ne dispose pas de conseils consultatifs locaux?

M. Lussier: Monsieur le président la question permet de clarifier, avec un peu plus de détail, la situation concernant la création de comités consultatifs locaux. Je voudrais préciser que dans l'élaboration du cadre d'action relié à nos programmes d'emploi, la stratégie de l'emploi—peu importe si au départ il y a des ratés et comme certains pourront le dire qu'il s'agit d'une catastrophe—vise à répondre d'une façon un peu plus directe, plus souple et plus flexible à la réalité du marché de travail: que ce soit à Chicoutimi, dans le sud-ouest de l'Ontario ou au Nouveau-Brunswick, il y a incontestablement des situations en termes du marché de travail qui sont totalement différentes de ce que l'on retrouve dans d'autres régions.

Donc l'objectif c'est que grâce à la participation des leaders du milieu à ces comités consultatifs, ils en viennent non seulement à se parler entre eux, à échanger, qu'ils soient représentants du secteur syndical, du secteur des entreprises ou d'individus qui ont—dans certaines circonstances—besoin d'aide plus que d'autres, mais aussi à travailler ensemble et à nous aviser de la meilleure façon d'harmoniser et d'utiliser les six composantes de la stratégie de l'emploi. Bien sûr, ce n'est pas la première année que l'on pourra obtenir des résultats probants. Cent dix des 256 sont actuellement en pleine opération; certains ont eu deux, trois ou quatre réunions et ont déjà un effet stimulateur.

Comme je le disais plus tôt, dans la situation du Québec, ce n'était pas notre désir de ne pas voir une approche qui soit similaire à travers l'ensemble du Canada qui était en cause.

[Translation]

que les chiffres dont nous disposons présentement dans nos prévisions, et qui seront finalisés dans le budget de dépenses, se comparent à ceux des années précédentes et qu'il s'agit d'environ 290 millions de dollars. Par conséquent, voilà quelle est la somme en ce moment.

Le président: Lorsqu'il s'agit de statistiques, il faut être très précis. Vous-voulez dire que la somme sera similaire en pourcentage ou en valeur absolue?

M. Lussier: Quelques années, dirait-on, en termes absolus; en termes de pourcentage, il semble que ce soit à peu près cela, au cours des années précédentes de 10 à 13 p. 100 des sommes ont été inutilisées au cours de l'année financière.

M. Allmand: Je l'accepte, mais ce qui est différent cette fois-ci, à mon avis, c'est qu'il y ait tant de demandes qui attendent depuis des mois—trois mois, deux mois—une réponse. Sans cette réponse, les sommes inutilisées sont difficiles à accepter.

Je ne me souviens pas qu'il y ait eu tant de projets dans Canada au travail. C'est peut-être à cause de la période de transition et de tout ce que vous avez dit, mais si nous avions été plus ouverts dès le départ, nous n'aurions pas entendu ces remarques cyniques, ces objections qui ont été soulevées en Chambre hier. Voilà où se trouve la difficulté.

Mr. Blackburn (Jonquière): Deputy Minister, I would like you to give me more detail concerning the local advisory councils. Am I wrong in saying that only Quebec has no such councils?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, because of this question I will be able to give more detail to clarify the situation concerning the creation of these local advisory councils. I would like to make it clear that in the development of a structure related to our employment programs, a job strategy—it does not matter if at the beginning there are failures or, as some would say, a catastrophe—our aim is to respond in a more direct, more flexible fashion to the reality of the labour market: be it in Chicoutimi, in the southwest of Ontario or in New Brunswick, there are, beyond the shadow of a doubt, labour market situations totally different from those found in other regions.

The objective was, thanks to the participation of leaders of these local councils, to enable people to talk to each other, to exchange, be they representatives of unions or businesses, or individuals who may be more in need than others, but also to enable them to work together and to advise us of the best way to harmonize and use the six components of the Canadian job strategy. It is not the first year of course that we will obtain convincing results. Out of 256 councils, 110 are now in full swing, some have met two, three or four times and they already have a stimulating effect.

As I said earlier, in Quebec, the issue was not our desire to see an approach taken there that would be different from the ones seen across Canada. At the time, however, there were

[Texte]

Mais il y avait des hésitations de la part du gouvernement du Québec à ce moment-là. Ce dernier craignait que cela pourrait créer une concurrence avec les clientèles, etc... Bien sûr notre ministre n'a pas voulu créer de situation qui soit pénible. Mais je pense que présentement nous voulons essayer de rattraper le temps perdu pour qu'effectivement cette interaction qui existe entre les partenaires économiques puisse être mise en place au Québec comme dans toutes les autres régions du Canada.

• 0940

M. Blackburn (Jonquière): Quel est le nom du programme qui remplace Accès-carrière? Lorsque les gens sont à la recherche d'un emploi, ils peuvent avoir un genre de bon d'emploi. Quel est le nom de ce programme-là?

M. Lussier: En anglais, c'est *Job Entry*, et en français, Programme intégration.

M. Blackburn (Jonquière): Quelle somme va être affectée au Programme intégration?

M. Lussier: Ce sera 106 millions de dollars en 1985-1986.

M. Blackburn (Jonquière): Quelle est la différence entre ce montant et le montant affecté à Accès-carrière?

M. Lussier: Je n'ai pas les chiffres avec moi. Je vérifierai.

M. Blackburn (Jonquière): À votre avis, la différence est-elle substantielle?

M. Lussier: La somme est un peu plus élevée dans le cas du nouveau Programme intégration, mais je reviendrai, avec la permission du président, avec les chiffres exacts afin de n'induire personne en erreur.

M. Blackburn (Jonquière): Si je soulève la question, monsieur le sous-ministre, c'est qu'on a reçu plusieurs appels téléphoniques cette semaine à mon bureau de circonscription. On disait qu'aucune somme d'argent n'était affectée à cela actuellement, et je me demande pourquoi. Est-ce parce que les sommes n'ont pas encore été affectées dans le nouveau budget? Avez-vous eu vent de la chose?

M. Lussier: Monsieur le président, pour utiliser mon analogie d'un peu plus tôt, il y a eu un changement d'année financière le 1^{er} avril. Je ne sais quand on vous a fait part de ces observations, mais étant donné que les membres du Comité seront sans doute suffisamment généreux pour approuver nos crédits, nous continuerons à fonctionner à partir du 1^{er} avril. Par conséquent, je ne crois pas qu'il y ait de problèmes reliés à cela au moment où l'on se parle. Présentement, il s'agit d'analyser ces projets-là, mais pour ma part, je pense qu'ils peuvent aller de l'avant.

Au Québec, la mise en application est parfois un peu plus longue parce qu'il y a un mécanisme de consultation entre les fonctionnaires de la province de Québec et nous, à cause du contenu de formation et de l'entente qui est intervenue dans le contexte québécois de la livraison de nos programmes de stratégie d'emploi. Cela provoque parfois des retards de quelques jours ou même de quelques semaines. Je pense que les commettants devraient avoir la foi et présenter leurs projets.

[Traduction]

some hesitations on the part of the Quebec government, who feared that these councils would create competition with the clientele, etc... Our Minister did not want of course to create a situation of hardship. We would like now to try to make up for lost time so that this interaction which exists between economic partners can be implemented in Quebec as well as in all the other regions in Canada.

Mr. Blackburn (Jonquière): What is the name of the program replacing Career Access? When people are looking for a job, they can have a kind of a good job. What is the name of that program?

Mr. Lussier: In English, it is *Job Entry* and in French *Programme intégration*.

Mr. Blackburn (Jonquière): And how much money is going to go to the Job Entry program?

Mr. Lussier: \$106 million in 1985-86.

Mr. Blackburn (Jonquière): What is the difference between that amount and the one provided for Career Access?

Mr. Lussier: I do not have the figures with me, I will check it out.

Mr. Blackburn (Jonquière): From what you remember, is the difference substantial?

Mr. Lussier: The amount is a bit higher for the new Job Entry program, but with the chairman's permission I will come back to you with the exact figures so as not to mislead anyone.

Mr. Blackburn (Jonquière): The reason I am raising that question, Deputy Minister, is that my riding office got several phone calls this week. We were told that no money had been set aside for that presently and I was wondering why. Is it because the amounts have not yet been spelled out in the new budget? Have you heard anything?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, to use my previous analogy, there was a change in the fiscal year as of April 1. I do not know when people started telling you these things, but as the members of the committee will doubtless show sufficient generosity to approve our budget, we will continue operating as of April 1. Therefore, I do not think that, as of the moment we are now speaking, there will be any problems with that. Presently, we have to analyse those projects but as far as I am concerned, I think they can go ahead.

In Quebec, the implementation sometimes takes a bit longer because there is a consultation mechanism set up between provincial officials and ourselves because of the training content and because of the agreement arrived at within the context of the Quebec delivery of our programs on employment strategy. That sometimes leads to delays that can go anywhere from a few days to a few weeks. I think that your voters should have faith, and submit their projects.

[Text]

M. Blackburn (Jonquière): Ce sont les employés du Centre d'emploi même qui nous ont dit que la somme dont ils disposaient était vraiment minime et qu'ils se posaient des questions. J'essaierai d'avoir plus de renseignements à ce sujet.

M. Lussier: Il nous fera plaisir de vous donner des réponses plus détaillées si vous le souhaitez.

M. Blackburn (Jonquière): Il est question que les centres d'emploi du gouvernement du Québec disparaissent. Si tel était le cas, j'imagine que cela donnerait du travail additionnel aux centres d'emploi du Canada. Quelle est votre vision de ce qui s'en vient?

M. Lussier: Vous avez raison. Tout comme vous le mentionnez, on nous a dit que le gouvernement du Québec avait pris la décision de réduire les activités de ses centres d'emploi. Si je comprends bien, il n'est pas question de les fermer complètement, parce qu'ils continueront à être responsables de certains éléments de programmes ayant trait aux assistés sociaux ou autres.

• 0945

En ce qui concerne les services de placement qu'ils offraient par le passé, nous sommes prêts à assurer la relève, selon l'évolution de la situation et la volonté du gouvernement du Québec. Ce ne sera pas tellement différent pour nous puisque les centres d'emploi du Canada offrent déjà ces services dans le reste du Canada. Nous pouvons donc assurer à la population québécoise que nous continuerons à lui offrir ces services si la situation l'exige.

M. Blackburn (Jonquière): À votre avis, cela pourrait-il impliquer des emplois additionnels au sein du ministère ou au sein des centres d'emploi du Canada ou si ce ne serait pas le cas, étant donné que, d'une certaine façon, on peut parler de duplication?

M. Lussier: Il est un peu trop tôt pour vous donner une réponse précise à cette question. Il nous faudra procéder avec beaucoup d'attention à l'analyse du volume des opérations. Il est fort possible que, dans certaines régions du Québec, avec la fermeture progressive ou globale de certains bureaux québécois et du volume de travail que cela impliquera, il nous faudra augmenter le personnel, mais cela ne pourra se faire qu'après une analyse très rigoureuse des transactions et des volumes opérationnels. Monsieur le président, je puis vous assurer que nous voudrions assurer à la population du Québec des services de même qualité que ceux que nous offrons dans les autres régions du Canada.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président. Merci, monsieur le sous-ministre.

Ms Copps: Mr. Chairman, given the concerns that have been expressed about the unemployment insurance changes and the lack of appeal process, I move that the Minister's salary be reduced to \$1 until she repeals the unemployment insurance regulation regarding pension as income for purposes of qualifying for UI benefits.

[Translation]

Mr. Blackburn (Jonquière): The employees at the employment centre told us themselves that the amount they had available was really minimal and that they were really wondering about the whole thing. I will try to get more information on that.

Mr. Lussier: We will be quite happy to give you more detailed answers if you wish.

Mr. Blackburn (Jonquière): There is something in the air about the Quebec government employment centres disappearing. If that were to be the case, I imagine that would give additional work to Canada employment centres. What is your scenario for the coming events?

Mr. Lussier: You are right. As you have just mentioned, we were told that the Quebec government had decided to decrease activities at its employment centres. If I understand correctly, there is no intention to terminate them, because they will still be responsible for some aspects of the programs related to welfare recipients or others.

As for the placement services that they provided in the past, we are ready to meet the needs if the situation warrants it and if the Quebec Government wants it. It will not be that much different for us since Canada Employment Centres already provide that kind of services in the other provinces. Therefore we can assure the Quebec population that we will continue to provide these services if need be.

Mr. Blackburn (Jonquière): In your opinion, would that require additional jobs in the department or in some Canada Employment Centres, or would that cause a reduction in the number of jobs, since, to a certain extent, there is duplication?

Mr. Lussier: It is a little too early to give you a precise answer to your question. We will have to examine very carefully how the volume of activity changes. In some regions of Quebec, we might have to increase our staff after the phasing out or the termination of certain offices in this province, but before making such a decision, we will have to make a very thorough analysis of the transactions and the volume of activities. Mr. Chairman, I can assure you that we want to provide Quebecers with services of the same quality as in other regions of Canada.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman. Thank you, Mr. Deputy Minister.

Mme Copps: Monsieur le président, étant donné les inquiétudes que suscitent les modifications apportées à l'assurance-chômage et l'absence d'un mécanisme d'appel, je propose que le salaire de la ministre soit ramené à 1\$ tant qu'elle n'aura pas abrogé le règlement de l'assurance-chômage qui considère la pension de retraite comme un revenu dans les conditions d'admissibilité à l'assurance-chômage.

[Texte]

Mr. Allmand: I second the motion.

Mr. Rodriguez: I will third the motion.

The Chairman: That is nice.

The motions are acceptable by the Chair. That is an acceptable motion in the presence of a quorum. There is no quorum.

Mr. Allmand: I thought there was a quorum.

Ms Copps: I suppose, there being no quorum, I would leave it on the table.

The Chairman: The Chair will tentatively accept the motion but will have to seek a little procedural advice. In other words, the Chair would require the motion in writing. If we could pass it up to the table, the Chair, after seeking advice, will rule whether or not it can stay on the table. The only difficulty is the presence or absence of a quorum; and on that the clerk will have to seek some advice.

Would you like to proceed with questioning?

Mr. Allmand: Other questioning.

Ms Copps: I would like to know when we are going to have a ruling on its acceptability.

The Chairman: The clerk is checking the precedents. I would be glad to suspend the meeting while the precedents are searched, or we could proceed with questioning, if you would prefer.

Ms Copps: I will proceed with questioning.

• 0950

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I think the only thing that would interfere with proceeding with the motion is the fact that you do not have a quorum now. Since we are dealing with the estimates of the Minister... I think that kind of motion has been made many times and is acceptable. But until we have a quorum, that is the only thing... You yourself said it was acceptable if we had a quorum, and I think that is correct.

The Chairman: If it requires a quorum to sit on the table, I think we can move it the first occasion on which we have a quorum. The Chair will accept it if it is possible to accept the motion and leave it on the table. In the absence of a quorum, that would be your chairman's intention.

Mr. Rodriguez: A point of order, Mr. Chairman. As you usually do, why do you not phone Mr. Blackburn's office and tell them to send him back here, so we can deal with this matter right this morning?

The Chairman: Any member of the committee is quite at liberty to phone Mr. Blackburn's office.

Mr. Rodriguez: I will phone him myself.

M. Malépart: ... Si on ne peut le rejoindre à son bureau!

[Traduction]

M. Allmand: J'appuie la motion.

M. Rodriguez: Moi aussi.

Le président: Parfait.

Cette motion serait recevable en présence d'un quorum. Malheureusement, nous n'avons pas quorum.

M. Allmand: Je croyais que si.

Mme Copps: Je maintiens quand même ma motion.

Le président: Je l'accepte provisoirement, mais je vais devoir demander des conseils à ce sujet. En d'autres termes, il me faut une motion par écrit. Une fois que j'aurai ce texte et que j'aurai demandé les conseils pertinents, je pourrai décider si le Comité peut en être saisi maintenant. La seule difficulté concerne la présence ou plutôt l'absence d'un quorum, et je vais donc demander des conseils au greffier.

Voulez-vous poursuivre vos questions?

M. Allmand: Oui.

Mme Copps: J'aimerais savoir quand le président va se prononcer sur la recevabilité de ma motion.

Le président: Le greffier est en train de faire des recherches. En attendant, je peux suspendre nos travaux, à moins que vous ne préfériez continuer à poser des questions.

Mme Copps: Nous pouvons continuer à poser des questions.

M. Allmand: Monsieur le président, la seule chose qui vous empêche d'accepter cette motion est l'absence d'un quorum. Étant donné que nous étudions aujourd'hui les prévisions budgétaires de la ministre... ce genre de motion a déjà été présentée à maintes reprises et a toujours été jugée recevable. Mais si nous n'avons pas le quorum... vous avez dit vous-même que cette motion était recevable à condition que nous ayons le quorum, et je crois que vous avez raison.

Le président: S'il faut le quorum pour que notre Comité puisse être saisi de cette motion, il ne nous reste plus qu'à attendre d'avoir le quorum. Par contre, je suis prêt à l'accepter si cette motion peut être considérée comme ayant été déposée même en l'absence d'un quorum.

M. Rodriguez: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Pourquoi ne faites-vous pas ce que vous faites d'habitude, c'est-à-dire téléphoner au bureau de M. Blackburn pour lui dire de revenir, ce qui nous permettra de régler cette question sans tarder?

Le président: Vous avez toute liberté pour téléphoner vous-même au bureau de M. Blackburn.

M. Rodriguez: Je vais m'en charger.

Mr. Malépart: ... We might not be able to get in touch with him.

[Text]

Monsieur le président, c'est inconvenable qu'alors que des chômeurs ont subi des coupures d'assurance-chômage, il y ait si peu de députés conservateurs au Comité. Cela prouve leur désintéressement.

Monsieur le président, il n'y a que deux députés conservateurs pour un comité aussi important; il n'y avait qu'un membre, mais le secrétaire parlementaire n'a même pas pris la peine d'appeler ses collègues pour venir siéger.

Monsieur le président, c'est une démission complète du gouvernement conservateur face aux chômeurs et c'est une insulte pour tous ces gens qui sont en difficulté présentement. Monsieur le président, j'ose espérer qu'après mes propos, le député de Dollard qui est secrétaire parlementaire, aura le courage de se lever et d'aller chercher ses collègues afin de s'assurer que cette commission puisse siéger car alors, à quoi servent les nouveaux comités si c'est strictement de la bouffonnerie, et si les députés conservateurs ne s'intéressent pas à la population?

The Chairman: Thank you, Mr. Malépart. You are not a regular member of the committee and you may not be aware that this committee mandated a series of motions asking members to travel abroad for the purpose of examining a House of Commons reference to This committee on the issue of the processing of family class immigrants to Canada, and that the committee is meeting simultaneously today in Bangkok, in Islamabad, and in the House of Commons. I think it is fair to say that the committee members historically on this committee have demonstrated a willingness to work hard . . .

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

The Chairman: —and to co-operate.

Mr. Malépart, it is with licence from the Chair that you indeed have the floor, because you are not a member of the committee.

I simply seek to explain that a number of the members are in attendance but in posts abroad, Islamabad and Bangkok being two of them today, and that is one of the reasons for the difficulty. Any member travelling abroad cannot be replaced, and it puts the committee in an awkward position.

There was agreement in the steering committee, and we have not had a quorum since, to pass the entire agenda for looking at the main estimates. But the steering committee asked that we begin the examination of main estimates on Wednesday of this week, with knowledge that up to six members of the eleven would be away. We passed a series of motions that would enable us to meet in the absence of a quorum.

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le président! Êtes-vous là pour défendre les conservateurs ou pour présider cette séance? Si vous voulez défendre les conservateurs, démissionnez de votre poste de président!

[Translation]

Mr. Chairman, by not attending this meeting on unemployment insurance cutbacks, Conservative members show they do not care about the fate of the unemployed.

Mr. Chairman, only two Conservative members are here this morning, and there was only one, but the Parliamentary Secretary did not bother to call his colleagues to this meeting.

Mr. Chairman, it is a total cop-out on the part of the Conservative Government, which adds insult to injury for all those people who have no job. Mr. Chairman, I do hope that after my comments, the member for Dollard, who is the Parliamentary Secretary, will have the guts to go and rally his colleagues in order to allow us to proceed; if not, what is the use of these new committees if Conservative members do not show up? It is just a game.

Le président: Merci, monsieur Malépart. Vous n'êtes pas membre ordinaire de ce Comité et vous ignorez donc peut-être que plusieurs de nos membres ont été envoyés à l'étranger avec le mandat de la Chambre des communes d'étudier les formalités imposées aux candidats à l'immigration appartenant à la catégorie de la famille; notre Comité se réunit donc aujourd'hui simultanément à Bangkok, à Islamabad et à la Chambre des communes d'Ottawa. Je crois qu'on peut dire que les membres de notre Comité ont toujours fait preuve d'une grande ardeur au travail . . .

Mr. Malépart: A point of order, Mr. Chairman.

Le président: . . . et d'esprit de collaboration.

Monsieur Malépart, je fais preuve de beaucoup d'indulgence en vous donnant la parole, car vous n'êtes pas membre du Comité.

Je vous explique simplement qu'un certain nombre de membres du Comité assistent à nos réunions, mais à l'étranger, notamment à Islamabad et à Bangkok, et que c'est l'une des raisons de notre difficulté de ce matin. En effet, les membres d'un comité qui se trouvent à l'étranger ne peuvent pas être remplacés, et c'est pour cela que nous nous retrouvons dans une position assez délicate.

Il a été convenu, lors d'une réunion du Comité directeur, et nous n'avons pas eu le quorum depuis, d'adopter tout le programme d'examen du budget principal. Le Comité directeur avait recommandé que nous commencions l'examen de ce budget principal mercredi de cette semaine, tout en sachant que six membres sur 11 seraient absents. Nous avons donc adopté toute une série de motions nous permettant de nous réunir en l'absence du quorum.

Mr. Malépart: A point of order, Mr. Chairman. Are you in the chair to defend the Conservative members of this committee or to chair the meeting? If you want to defend the Conservative members, you have to resign from your position of Chairman.

[Texte]

Mais les gens demandent la parole. On n'est pas ici pour écouter le président. Si vous voulez parler, démissionnez de votre poste de président. Je pense que vous devriez laisser les députés parler et non continuer vos explications folichonnes. Il y a un député conservateur qui est parti, donc arrêtez de mentir en Comité.

The Chairman: Mr. Malépart, you are not a member of the committee. I simply point out that motions of this committee...

M. Malépart: Ma collègue est membre du Comité et elle demande la parole, alors donnez-la lui!

The Chairman: —motions of this committee have instructed members of this committee to be travelling abroad for the purpose of examining a reference sent to this committee by the House.

Ms Copps: Mr. Chairman, a Conservative member just walked out of this committee. We had a quorum today. A Conservative member chose to walk out of the committee, and there is another Conservative member here who showed up because he is interested but who is not a member of the committee.

I have been in provinces across this country on this unemployment insurance issue where the Conservatives stand up and say, oh, we are going to go to Ottawa and fight for you. There is nothing preventing a single member, of the 211 members of the Conservative Party, to be here participating in this debate. They choose, however, not to show up. So the excuses that you want to provide may be excuses on behalf of the Conservative Party. We had a quorum here and one of the members, who is a vice-chairman of this committee, walked out.

• 0955

Une voix: Il y a d'autres députés qui sont ici.

The Chairman: Members asked for a procedural ruling. The clerk points out that on page 194 of Beauchesne, under paragraph 594, subparagraph 3:

No motion may be put by the Chairman (although notice may be given of proposed motions) nor divisions taken during committee sittings held under a reduced quorum.

The intent of that, I think, is that the chairman can accept the motion as notice. But the chairman is not in a position to put the motion.

Mr. Rodriguez: I have a point of order Mr. Chairman. What is a quorum?

The Chairman: A quorum for this committee would be six members. And the committee has passed a motion that in the presence of the Chair and one other member, the committee is empowered to hear witnesses and to print evidence. That is the notion of a reduced quorum and we certainly have that. So we can proceed.

Ms Copps: Mr. Chairman, I have given my notice of motion and presumably, when Mr. Blackburn comes back to undertake his responsibilities, then the motion will be in order.

[Traduction]

Some members have asked to be recognized. We are not here to listen to the Chairman. If you want to argue, you have to resign from your position of Chairman. So I think you should give the floor to the members and stop talking nonsense. I know that one Conservative member has left, so stop lying to this committee.

Le président: Monsieur Malépart, vous n'êtes pas membre du Comité. Je vous faisais simplement remarquer que les motions présentées dans ce Comité...

Mr. Malépart: My friend is a member of this committee and she wants to be recognized, so give her the floor.

Le président: ... des membres de notre Comité ont été chargés de se rendre à l'étranger avec le mandat qui leur a été confié par la Chambre, par l'intermédiaire de notre Comité.

Mme Copps: Monsieur le président, il se trouve qu'un député conservateur est parti, alors que nous avons le quorum. En d'autres termes, ce député conservateur a choisi de quitter la salle, et l'autre député conservateur ici présent est venu parce qu'il s'intéresse à la question, mais il n'est pas membre du Comité.

Je me suis rendue dans plusieurs provinces au sujet de l'assurance-chômage, et j'ai vu les Conservateurs faire croire aux chômeurs qu'ils allaient les défendre à Ottawa. Rien n'empêche un simple député, parmi les 211 du Parti conservateur, d'assister à notre réunion d'aujourd'hui. Manifestement, ils ont décidé de ne pas venir. Par conséquent, en donnant ces excuses, vous cherchez à justifier le Parti conservateur, mais je tiens à rappeler que nous avons le quorum et que l'un des membres, qui est vice-président du Comité, a quitté la salle.

An hon. member: Other members are in attendance.

Le président: On m'a demandé de me prononcer sur la recevabilité de la motion. Le greffier me dit qu'à la page 198 du Beauchesne, au paragraphe 594, alinéa 3 il est dit:

Il est interdit au président de mettre des motions aux voix (encore qu'on puisse en revanche donner avis de l'intention de proposer certaines motions) et de procéder au vote s'il y a un quorum réduit.

J'en conclus que le président peut accepter qu'un député donne avis de son intention de proposer une motion. Toutefois, je ne peux pas mettre cette motion aux voix.

M. Rodriguez: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Quel est le quorum?

Le président: Pour notre Comité, le quorum est de six membres. Nous avons également convenu qu'en présence du président et d'un autre membre, le Comité puisse entendre des témoins et autoriser l'impression des témoignages. On parle, dans ce cas, de quorum réduit. Nous pouvons donc continuer la discussion.

Mme Copps: Monsieur le président, j'ai donné avis de mon intention de présenter une motion et je suppose donc que,

[Text]

Mr. Rodriguez: On that same point of order, Mr. Chairman, I do not have much faith that he might come back. I phoned his office. The Tories sent out their runners to tell him not to come back. It is in their interests not to have this matter dealt with this morning. I think it is really despicable that they would keep a member from coming in here to form a quorum so we can deal with the business of the committee.

The Chairman: Mr. Allmand, on the same point of order.

Mr. Allmand: Yes. Mr. Chairman, when we were planning the business of the committee—I think it was in the Railway Committee Room in the Centre Block—I raised with you the problems that would result by trying to break up the committee into too many parts. I raised the fact that we had important business to do here when Parliament was sitting and that if you wanted to . . . I actually strongly urged that if there were business carried on outside the country or across the country, it should be done when the House was in adjournment.

Here we have a situation where . . . There is a lot of concern about these cuts in unemployment insurance and we have nobody here to deal with it, except opposition members. I think Mr. Blackburn is interested but, for some reason or another, he left and is not coming back. I do not know if he anticipated what was going to happen. But it is a sad commentary on the interests of the Conservative Party and the government in this problem. I, for one—if we cannot deal with the business of unemployment insurance, then, I am not going to participate any longer either.

The Chairman: I believe Ms Copps has the floor for questions.

Ms Copps: Yes, thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, yesterday we received absolutely unacceptable answers from the Minister in the House with respect to the issue of appeals. And I wonder if the deputy minister can tell us whether it is his intention, in light of the abysmal level of appeals—about 2,000 over 34,000—there will be a special notice sent out to unemployment insurance claimants, clearing up the false impressions that have been left by his department.

He will know that we have cases across Canada where claimants were advised not to appeal, since it had been a government ruling. And they chose not to appeal on the basis of false information given out to them from unemployment insurance offices. We would like to, then, pursue that.

I now see now a quorum, Mr. Chairman, so I would like to put my motion.

The Chairman: Ms Copps, there is no quorum present.

Ms Copps: Mr. Chairman, there is a quorum of six.

Mr. Rodriguez: Mr. Lopez is here.

[Translation]

lorsque M. Blackburn reviendra assumer ses responsabilités, le Comité pourra être saisi de la motion.

M. Rodriguez: J'invoque le même Règlement, monsieur le président. Je crains fort que M. Blackburn ne revienne pas. J'ai téléphoné à son bureau, mais les Conservateurs lui ont fait savoir par leurs émissaires qu'il ne devait pas revenir. Les Conservateurs ne tiennent pas ce que l'on discute de ce problème ce matin. C'est absolument honteux qu'ils empêchent ainsi un député d'assister à cette réunion afin que nous n'ayons pas le quorum voulu pour aborder ces questions.

Le président: Monsieur Allmand, vous voulez invoquer le même Règlement?

M. Allmand: Oui. Monsieur le président, lorsque nous discutons de notre programme de travail—et c'était, je crois, dans la salle des chemins de fer de l'édifice du Centre—je vous ai prévenu que la fragmentation excessive de notre Comité risquerait de poser des problèmes. Je vous ai dit que nous avions des questions importantes à examiner ici, pendant la session, et que si vous vouliez . . . en fait, je vous ai fortement recommandé de réserver les voyages à l'étranger ou au Canada pendant les périodes d'intersession.

Nous nous retrouvons maintenant dans une situation difficile . . . les réductions de l'assurance-chômage inquiètent beaucoup de monde, mais personne n'est là pour en discuter, à part les députés de l'opposition. Je crois que M. Blackburn s'y intéressait, mais pour une raison que j'ignore, il est parti et n'a certainement pas l'intention de revenir. Je ne sais pas s'il savait ce qui allait se passer. Cela prouve bien, et c'est fort regrettable, que le Parti conservateur et le gouvernement en place s'intéressent peu à ce problème. Pour ma part, si nous ne pouvons pas aborder cette question de l'assurance-chômage, je ne vois pas pourquoi je resterais plus longtemps ici.

Le président: M^{me} Copps a la parole.

Mme Copps: Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, hier, la ministre nous a donné à la Chambre des réponses tout à fait inacceptables au sujet des appels. J'aimerais savoir si le sous-ministre a l'intention, étant donné le nombre faramineux d'appels—environ 2,000 sur 34,000—s'il a l'intention, donc, d'envoyer un avis spécial aux prestataires de l'assurance-chômage, afin de dissiper les idées fausses qu'a provoquées son ministère.

En effet, dans plusieurs régions du Canada, on a conseillé à des prestataires de ne pas faire appel, étant donné qu'il s'agissait d'une décision du gouvernement. Ces gens-là ont donc décidé de ne pas faire appel parce que des informations erronées leur avaient été données par les bureaux de l'assurance-chômage. Il faut donc corriger cette situation.

Puisque nous avons maintenant le quorum, monsieur le président, je voudrais proposer ma motion.

Le président: Madame Copps, nous n'avons toujours pas le quorum.

Mme Copps: Monsieur le président, nous sommes bien six.

M. Rodriguez: M. Lopez est ici.

[Texte]

The Chairman: Mr. Lopez is welcome, as is Mr. Malépart, to the committee meeting. It shows interest on the part of members. But he is not, however, a member of the committee.

Ms Copps: Okay.

Mr. Rodriguez: We tried, Mr. Lopez.

Ms Copps: I would like an answer to my question then, please.

• 1000

Mr. Lussier: Mr. Chairman, if I understand the question correctly, I would like to correct the impression that people are encouraged, or whatever the sentence was . . .

Ms Copps: Discouraged.

Mr. Lussier: —not to appeal. I indicated—I think it was Wednesday night—that in any circumstance, every individual is informed of his or her rights and obligations. Furthermore, any individual who is a claimant receives . . .

Ms Copps: I have seen those papers, so you do not have to give me . . .

Mr. Lussier: No, but your right to appeal . . .

Ms Copps: Mr. Chairman, with respect, Mr. Deputy Minister,

je connais très bien les règlements. J'ai fait des milliers d'appels mais c'est aussi bien évident et, si vous ne le reconnaissez pas, vous bloquez la réalité parce que, quand le gouvernement a annoncé cette réglementation, il y avait beaucoup d'annonces dans les journaux; il y avait même une confusion totale aux bureaux de l'assurance-chômage. Les bureaux qui ont informé les gens . . . ou que ce soit un règlement nouveau, ou ils ne savaient pas exactement comment cela marchait, ou . . . même si on faisait l'appel, on ne pouvait pas gagner parce que c'est un nouveau règlement du gouvernement.

So it is pretty clear that the miniscule bottom line of your unemployment insurance form was annulled by the publicity in the papers and by information given out by unemployment insurance officers that the government had made a change in its regulations and that, therefore, it would be folly for the individuals to appeal. If you were in the shoes of an unemployed person and you read an article in the paper saying that Flora MacDonald had changed her position on income, you would think: How can I appeal? The government has taken its position; the Minister has announced it in the House daily, weekly, monthly, and there is confusion. There is absolute confusion on the issue. I do not think people recognize that, of the 34,000, quite clearly there are 32,000 people who do not realize they have a right to appeal.

I was at Holy Family Church last Sunday and ran into Mr. Renzella, who is in a situation where he took early retirement in October 1985 because of the possibility of phasing in his retirement period. He did not know he had the right to appeal, and his appeal period has lapsed. So to suggest that every person included in that 34,000 knew is simply not the case.

[Traduction]

Le président: M. Lopez est le bienvenu, tout comme M. Malépart, car leur présence prouve qu'ils s'intéressent à ce problème, mais M. Lopez n'est pas membre du Comité.

Mme Copps: D'accord.

M. Rodriguez: Nous avons manqué notre coup, monsieur Lopez.

Mme Copps: J'aimerais maintenant entendre la réponse à ma question.

M. Lussier: Monsieur le président, si j'ai bien compris la question, j'aimerais indiquer que les gens ne sont pas encouragés—je ne me souviens pas exactement du mot . . .

Mme Copps: Ne sont pas encouragés.

M. Lussier: . . . à ne pas faire appel. J'ai dit—mercredi soir, je crois—que chacun était toujours informé de ses droits et obligations. De plus, tout prestataire reçoit . . .

Mme Copps: J'ai vu les documents; vous n'avez pas à me . . .

M. Lussier: Non, mais votre droit d'interjeter appel . . .

Mme Copps: Monsieur le président, si vous me permettez, monsieur le sous-ministre,

I am quite aware of the regulations. I made thousands of appeals but this is also very obvious and if you do not recognize this, you are distorting the facts because when the government announced these regulations, it was widely advertised in the papers—there was even complete confusion in the unemployment insurance offices. The offices that informed the people said either that it was new regulations or that they did not know exactly how it worked, and that even if one was to appeal, one could not win because these were new government regulations.

Il est donc clair que la brève mention au bas du formulaire de l'assurance-chômage a été annulée par la publicité faite dans les journaux et par l'information communiquée par les agents de l'assurance-chômage, selon laquelle le gouvernement avait modifié son règlement et qu'il était, par conséquent, inutile d'interjeter appel. Mettez-vous à la place du chômeur qui aurait lu dans les journaux que Flora MacDonald avait changé sa position concernant les revenus, vous vous demanderiez sûrement comment alors interjeter appel? Le gouvernement a pris position; la ministre l'a annoncé à la Chambre, tous les jours, toutes les semaines, tous les mois; et c'est la confusion totale. Je ne crois pas que les gens se rendent compte que sur les 34,000 personnes visées, il y en a 32,000 qui ne savent pas qu'elles ont le droit d'interjeter appel.

Dimanche dernier, à l'Eglise de la Sainte Famille, j'ai rencontré M. Renzella qui a pris sa retraite prématurément en octobre 1985, pensant qu'il pouvait rééchelonner sa période de retraite. Il ne savait pas qu'il avait le droit d'interjeter appel, et la période d'appel est maintenant terminée. Il n'est donc pas

[Text]

I would like to ask the deputy minister whether or not he is prepared to send out a specific notice as it relates to the income regulations and the right of appeal of claimants.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I would like to repeat that the information for any claimant applying under UI is given relative to his or her rights and obligations. Furthermore, there is a specific one—not one line that you say is not readable; it is a specific pamphlet of two pages . . .

Ms Copps: I have read it.

Mr. Lussier: —that gives you right to appeal. So it is not only a small line that says you may appeal.

I think that all along in the commission we have been very conscious of informing people about what is taking place. Naturally, as I said, there might be a period of transition from the time the regulations were formally promulgated until the time the 9,000 people or so on the UI side across the country become fully knowledgeable, realizing that the regulations under the UI, as you may know, are sometimes very complex, but recognizing at the same time that those people who are on the front lines need to be . . . At some point in time there may have been a period where the confusion, as you call it, was taking place, but on the . . .

Ms Copps: Mr. Chairman, with respect, the confusion did not come with the 9,000 workers on the front line. The confusion came from the Minister, who in fact herself originally suggested that the implementation was going to begin in April 1985 and who then delayed it until January 1986 because of the negative feedback she had received from the public, from labour organizations, from the unemployed across the country. The confusion did not emanate from the offices; the confusion emanated from the office of the Minister.

I have a letter from Canada Post Corporation advising a former employee of the fact that they would in fact be able to claim because they had retired from employment prior to January 5, 1986. Now, this is from the management of Canada Post Corporation, a Crown corporation which is advising its retiring employees in an incorrect way because the information that was coming from the Minister's office was vague, confusing and contradictory.

• 1005

I think, in light of all those things, if you are truly concerned about the right of appeal then first of all you would send out a notice; secondly, you would extend the period beyond the 30 days that is currently written into the regulations, as is the opportunity of the Minister . . . She does not even have to change the regulations.

Can you give a blanket allowance to all those people who were not aware of their right of appeal who are now choosing to appeal?

Mr. Lussier: I think there are two things here. One, to the latter part of your questions, I think there have been instances

[Translation]

juste de dire que toutes les 34,000 personnes étaient au courant.

J'aimerais demander au sous-ministre s'il est disposé à envoyer un avis au sujet précisément du règlement sur les revenus et le droit d'appel des prestataires.

M. Lussier: Monsieur le président, je tiens à répéter que toute personne faisant une demande à l'assurance-chômage est informée de ses droits et de ses obligations. Qui plus est, il n'y a pas seulement une ligne—que vous dites illisible—sur le formulaire, mais bien une brochure de deux pages . . .

Mme Copps: Je l'ai lue.

M. Lussier: . . . qui traite justement du droit d'appel. Il n'y a donc pas seulement une petite ligne au sujet du droit d'appel.

Je pense que nous avons toujours bien pris soin, à la commission, de renseigner adéquatement les gens. J'ai bien dit qu'il pouvait naturellement s'écouler un certain temps avant que les quelque 9,000 agents de la Commission de l'assurance-chômage à travers le pays soient parfaitement au courant des nouvelles dispositions du règlement, car il faut bien se dire que le règlement de l'assurance-chômage est parfois très complexe et qu'il faut un certain temps avant que les agents puissent comprendre . . . Il se peut fort bien qu'il y ait eu, comme vous le dites, une certaine confusion à un moment donné, mais de façon générale . . .

Mme Copps: Monsieur le président, vous me permettrez de dire que la confusion n'a pas été créée par les 9,000 employés de la commission. C'est la ministre qui a semé la confusion en disant d'abord que le règlement entrerait en vigueur en avril 1985, puis en reportant la date à janvier 1986, suite aux réactions de la population, des syndicats et des chômeurs de tout le pays. La confusion n'est donc pas venue des bureaux de l'assurance-chômage, mais bien du bureau de la ministre.

J'ai une lettre de la Société canadienne des postes disant à un ancien employé qu'il avait effectivement un recours puisqu'il avait pris sa retraite avant le 5 janvier 1986. Nous avons donc là l'exemple de la direction de la Société canadienne des postes, une société de la Couronne, qui a mal renseigné ses employés mis à la retraite parce que l'information émanant du bureau de la ministre était vague, ambiguë et contradictoire.

À la lumière de ces faits, si vous avez vraiment à coeur la question du droit d'appel, je pense que vous devriez d'abord émettre un avis; et deuxièmement, vous devriez étendre le délai d'appel au-delà des 30 jours actuellement prévus dans le Règlement, puisque la ministre peut . . . elle n'a même pas à modifier le Règlement.

Pouvez-vous permettre, grâce à une disposition générale, à tous ceux qui n'étaient pas au courant de leurs droits, d'interjeter appel maintenant s'ils le veulent?

M. Lussier: Il y a deux choses dans ce que vous dites. D'abord, pour ce qui est de la dernière partie de votre question,

[Texte]

certainly, which come to my mind, where we have been accepting the delayed time for appeal on the basis you are saying: people who for all kinds of reasons were feeling they were not informed.

On the other hand, I think it is important also to put on the record that at various times, going back to December 1984, information has been going out. There was at that time a press release; letters have been sent to over 650,000 employers; letters were sent to major employers and union representatives back in December 1985; and I think the Minister on several occasions in the House has repeated that the change would come into effect in January 1986. So I think that on this a lot of early warning has been going on, back to December 1984: direct communications with employers, with union associations and also repeatedly, I think, in the House through the Minister.

Ms Copps: If that is the case, then why did the Minister originally announce that the program would be implemented in April 1985 and then there was a delay?

Mr. Lussier: There has been a delay because . . .

Ms Copps: Yes, there was a delay because she did not know what was going on and neither did the people whom she was advising.

Mr. Lussier: I think there is, as I understand the questions, some confusion. The delays, as I remember, that were announced were related to the implementation of the severance pay regulations. I think, as it related to pensions, that all along, going back to December 1984, there was an indication that it would come into effect in early January 1986.

Ms Copps: Quite clearly, if the deputy minister himself does not know which one was delayed . . . There was a tremendous amount of confusion surrounding the whole issue. If it is the severance pay, certainly there was a delay, and that delay was caused when individuals across the country rose up in opposition to these cruel measures. It seems to me that obviously when Canada Post was advising its employees it was also interpreting the proposals, which had not yet been formulated, to affect all those people who retired after January 5, 1986. There was not a clear-cut regulation in place prior to 1986 to indicate to any person who took early retirement—for example, in November, October, September, August of 1985—that they would also be terminated. That was unclear, and I think in that regard the very least the government could do would be to send out a blanket notice of appeal to all those people who were terminated advising them that they have the right to appeal.

M. Lussier: Monsieur le président, peut-être ne me suis-je pas exprimé correctement en anglais . . .

Mme Copps: En effet, votre commentaire prêtait à confusion, et c'est votre sous-ministre adjoint qui vous a informé . . .

M. Lussier: C'est que je ne suis pas un ordinateur ambulant pour être capable de posséder . . .

[Traduction]

je sais pertinemment que nous avons accepté, dans certains cas, que des gens fassent appel après les délais prescrits pour les motifs que vous avez exposés; c'est-à-dire lorsque les gens, pour une raison ou une autre, disaient ne pas avoir été bien informés.

Par ailleurs, je pense qu'il est important de dire pour le compte rendu que dès décembre 1984, l'information était diffusée. Il y a eu à ce moment-là un communiqué de presse; des lettres ont été envoyées à au-delà de 650,000 employeurs; en décembre 1985, les principaux employeurs et représentants syndicaux ont été informés par lettre; et je pense que la ministre a déclaré à la Chambre à maintes reprises que le changement entrerait en vigueur en janvier 1986. À ce propos, donc, j'estime que l'information n'a pas manqué depuis décembre 1984: les employeurs et les syndicats ont été informés directement, de même que la Chambre à plusieurs reprises par la ministre.

Mme Copps: Pourquoi alors la ministre a-t-elle annoncé au début que le programme serait mis en vigueur en avril 1985, et pourquoi la date a-t-elle été reportée?

M. Lussier: La date a été reportée parce que . . .

Mme Copps: Justement, parce que la ministre et son entourage ne savaient pas ce qui se passait.

M. Lussier: D'après les questions, je pense qu'il y a une certaine confusion. Si je me souviens bien, c'est la date d'entrée en vigueur du Règlement concernant l'indemnité de départ qui a été reportée. Pour ce qui est des pensions, je pense que nous avons toujours dit, depuis le début, depuis décembre 1984, que le Règlement entrerait en vigueur au début de janvier 1986.

Mme Copps: Si le sous-ministre ne sait pas lui-même quel Règlement a été reporté . . . il est clair qu'il y a eu beaucoup de confusion au sujet de toute la question. Si c'est l'application du Règlement concernant l'indemnité de départ qui a été reportée, c'est justement parce que la population canadienne s'est élevée contre les mesures cruelles envisagées. Il est évident, d'après les conseils qu'elle a donnés à ses employés, que la Société canadienne des postes croyait que les propositions qui n'avaient pas encore été formulées touchaient tous les employés qui prendraient leur retraite après le 5 janvier 1986. Avant 1986, aucune disposition du Règlement ne disait nettement que ceux qui prenaient leur retraite avant leur temps, c'est-à-dire en novembre, octobre, septembre, août 1985, n'auraient pas droit aux prestations. Ce n'était pas clair, et je pense que le gouvernement devrait au moins dire à tous ceux qui ont quitté leur emploi qu'ils ont le droit d'interjeter appel.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, perhaps I did not make myself clear in English . . .

Ms Copps: Indeed, your comment was not all that clear and it is your Assistant Deputy Minister who informed you . . .

Mr. Lussier: Well, I am not a walking computer and I cannot . . .

[Text]

Mme Copps: Vous dites que vous n'êtes pas un ordinateur ambulant, mais vous demandez aux gens de l'être puisque vous leur refusez le droit d'appel sur cette question alors qu'ils ne sont pas au courant des faits.

M. Lussier: Monsieur le président...

Mme Copps: Mais qu'est-ce que vous dites à tous les employés de Postes Canada qui ont pris leur retraite? Est-ce que vous leur donnez la possibilité de faire appel? Car votre bureau les a mal informés au sujet des règlements. Est-ce que vous donnez maintenant le droit d'appel à tous les anciens employés de Postes Canada?

M. Lussier: Monsieur le président, je voudrais clairement indiquer que je n'ai pas fait erreur en regard de l'application et de l'annonce qui a été faite concernant les deux règlements. Le premier règlement portait sur l'allocation de fin de service. Ce dernier a été retardé pour donner une meilleure chance aux gens, aux associations et aux employeurs de se consulter. Le second indiquait clairement dès décembre 1984 que le règlement concernant les pensions entrerait en vigueur en janvier 1986. Il disait à ce moment-là et je cite:

• 1010

Les revenus tirés de pensions de retraite seront considérés comme rémunération à compter de janvier 1986. Ce n'est qu'après cette date que les prestataires touchant un revenu d'une pension de retraite visant un emploi antérieur verront leur revenu de retraite pris en compte aux fins de l'assurance-chômage.

Il y a eu par la suite une série de communications par lettres envoyées directement à la Chambre. Tout ce que je veux dire, monsieur le président, c'est qu'en décembre 1985, 650,000 lettres ont été envoyées...

M. Malépart: Le 24 décembre, celui qui avait pris sa retraite en juillet...

Ms Copps: Mr. Chairman, on a point of order, there is somebody outside the door, a Conservative lackey, telling members not to come in. In that regard, given we are not going to get a quorum, given the Conservatives have totally abdicated their responsibility, I really do not see there is any point in our continuing this meeting. Certainly, opposition members feel this whole process is a sham.

The Chairman: Could you finish your answer, please, Mr. Lussier.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, on a point of order. I want to know what right any employee of the Conservative party, the Liberal party, or the NDP has to stand outside a committee room and tell elected members not to come in to fulfil their responsibilities, which are to this committee studying the estimates. I would like an instruction from this meeting to go out and tell that lackey to get his buns off the doorstep. This is crazy; it really is, Mr. Chairman. We pointed this out when we had the great big fiasco in the railway committee room. Mr. Allmand, is that lackey—is he still out there?

[Translation]

Ms Copps: You say you are not a walking computer, but you are asking people to be just that because you are denying them the right to appeal on this matter when they are not aware of the facts.

Mr. Lussier: Mr. Chairman...

Ms Copps: But what do you say to all the Canada Post employees who retired? Do you give them the right to appeal? Because your office did not advise them correctly on the regulations. Do all Canada Post ex-employees have the right to appeal now?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I would like to indicate clearly that I made no mistake about the implementation and the announcement concerning either regulation. The first regulation was on severance pay. It was delayed so that people, associations and employers could have a better opportunity to consult. As for the second one, it was stated clearly back in December 1984 that the regulation on pensions would take effect in January 1986. It was said at the time and I quote:

Commencing January 1986, income derived from pension plans shall be considered as part of salary. After that date only, beneficiaries of income derived from a pension plan for previous employment will have this income taken into account for the purposes of unemployment insurance.

Following that, a great many letters were sent directly to the House of Commons and, Mr. Chairman, by December 1985, 650,000 had been sent.

Mr. Malépart: On December 24th, a person who would have retired in July...

Mme Copps: Monsieur le président, j'invoque le Règlement, car il y a à la porte un sbire du Parti conservateur qui interdit l'accès à la pièce. Par conséquent, il n'y aura pas quorum et, étant donné que les conservateurs ont complètement tourné le dos à leurs responsabilités, je ne vois pas l'utilité de continuer ces débats. Chose certaine, les membres de l'opposition estiment que cette séance n'est qu'une comédie.

Le président: Monsieur Lussier, pourriez-vous terminer votre réponse, s'il vous plaît.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. J'aimerais savoir de quel droit un employé du Parti conservateur, du Parti libéral ou du Nouveau parti démocratique peut s'installer à l'entrée de la salle du Comité et demander aux représentants élus de ne pas entrer dans le but de s'acquitter de leurs responsabilités envers ce Comité chargé d'étudier le Budget des dépenses? Je demande au Comité de me charger de sortir et de demander à cet homme de main de disparaître sur le champ. C'est totalement ridicule, monsieur le président. C'est ce que nous avons fait valoir lors de l'énorme fiasco qui a eu lieu dans la salle des chemins de fer. M. Allmand, le sbire se tient-il toujours près de la porte?

[Texte]

Mr. Allmand: I do not know all the lackies on Parliament Hill.

Mr. Rodriguez: Well, the Tories are easy to see, they are in blue.

The Chairman: Mr. Rodriguez, do you have more comments on your point of order?

Mr. Rodriguez: I wanted you as chairman, to instruct the parties that they cannot do that.

Okay, now we have our quorum.

Mr. Allmand: Do we have a quorum?

Mr. Rodriguez: There is Mr. Tupper.

Mr. Allmand: Tupper is not on the committee.

Mr. Rodriguez: He got by the gauntlet.

The Chairman: Mr. Lussier, did you have further comments on that question?

Mr. Lussier: No, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Rodriguez, you are the next name on my list for questions.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I find that this is really . . . I was in Oromocto last evening to speak to hundreds of people who have been affected by this particular UI change. The motion moved by my colleague from Hamilton East is one I was prepared to support. It reflected the concern those people reflected to me last evening. And when I come here and see the games playing that is going on, I do not see any point in continuing with the meeting. And quite frankly, maybe when your colleagues on the committee want to deal seriously with estimates and deal with the business of the committee, then I will come back; but I am not going to stay and go through that nonsense.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I take the same point of view. I cautioned against holding meetings like this. We made sure we had our members here. For some reason or other the government has not done that. We now have two members here who are not members of the committee. Mr. Blackburn could have stayed; I know he is interested. But until some steps are taken to deal with this properly, we will stay away.

The Chairman: Is it the view of the committee we should wait until the travel part of the committee reference is over before we hold another meeting? Is that the sense I am getting?

Mr. Allmand: No. We had a quorum.

Ms Copps: We had a quorum. The member walked out. The Parliamentary Secretary walked out.

Mr. Allmand: Not only that, under the rules, while these members are still away, you could still change, with proper notice, the members of the committee, and that was not done.

[Traduction]

M. Allmand: Je ne connais pas tous les sbires qui se trouvent sur la Colline parlementaire.

M. Rodriguez: Les conservateurs sont faciles à reconnaître, car ils portent toujours du bleu.

Le président: Monsieur Rodriguez, vous avez invoqué le Règlement et j'aimerais savoir si vous avez quelque chose à ajouter?

M. Rodriguez: Je vous demande, en votre qualité de président, d'interdire cette pratique.

Très bien, il y a maintenant quorum.

M. Allmand: Avons-nous le quorum?

M. Rodriguez: Voilà M. Tupper.

M. Allmand: M. Tupper ne fait pas partie du Comité.

M. Rodriguez: Il a réussi à se frayer un chemin.

Le président: Monsieur Lussier, avez-vous quelque chose à ajouter à ce sujet?

M. Lussier: Non, monsieur le président.

Le président: Monsieur Rodriguez, vous êtes le suivant sur ma liste.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'ai pris la parole hier soir à Oromocto devant des centaines de personnes touchées par cette modification au Régime d'assurance-chômage. J'étais prêt à appuyer la motion présentée par mon collègue de Hamilton—East car elle reflétait les préoccupations qui m'ont été exprimées hier soir. Or, ayant vu les mesquineries qui ont eu lieu pendant cette séance, je ne vois pas l'utilité de continuer. Lorsque vos collègues, membres du Comité, seront prêts à aborder sérieusement le budget des dépenses conformément à l'ordre de renvoi du Comité, je reviendrai, mais aujourd'hui, je ne suis pas disposé à supporter cette comédie.

M. Allmand: Monsieur le président, je partage l'avis de M. Rodriguez. Je vous avais averti que cela se produirait. Les membres de notre parti se sont présentés à l'heure prévue, mais pour une raison ou une autre, les membres du gouvernement ne l'ont pas fait. Par conséquent, nous nous retrouvons avec deux membres qui ne sont pas effectivement membres du Comité. M. Blackburn aurait pu rester car je sais pertinemment qu'il s'intéresse à cette question. Toutefois, jusqu'à ce qu'on prenne des mesures appropriées, nous comptons nous absenter.

Le président: Les membres du Comité estiment-ils qu'il faudrait attendre le retour des membres actuellement en déplacement avant de tenir une autre séance? Est-ce que c'est votre souhait?

M. Allmand: Non. Il y avait quorum.

Mme Copps: Il y avait quorum, mais le secrétaire parlementaire a tout simplement quitté la pièce.

M. Allmand: Qui plus est, aux termes du Règlement, pendant l'absence des membres en déplacement, vous auriez pu, avec un préavis, nommer des remplaçants, et cela n'a pas été fait.

[Text]

The Chairman: Mr. Allmand, procedurally, the members travelling on behalf of the committee cannot be replaced.

Ms Copps: They were not travelling. A member walked out of the committee this morning. We had a quorum, and he walked out.

The Chairman: If they were replaced, then the expenditure part would . . .

Mr. Rodriguez: I also point out, Mr. Chairman, that when you were in the opposition benches, I have seen you do it in committee, because I was in a committee with you when you did it. We are not going to play games here.

The Chairman: The Chair will take this as an indication that there will be . . .

Ms Copps: The Chair cannot take anything as an indication. The indication is we had a quorum here this morning and the Parliamentary Secretary walked out.

• 1015

The Chairman: —no further meetings of the committee . . .

Ms Copps: We had a quorum here this morning . . .

The Chairman: —until we have a quorum . . .

Ms Copps: —and the Parliamentary Secretary walked out.

The Chairman: —for the purpose of passing an agenda.

M. Malépart: J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'aimerais qu'il soit consigné au compte rendu qu'il y a eu de la manipulation de la part du Bureau du premier ministre afin de faire sortir des députés, dont le secrétaire parlementaire qui fait partie du Comité et le député de Jonquière, afin que ce Comité ne puisse plus fonctionner. Monsieur le président, il est scandaleux que des députés acceptent d'être manipulés, et la population s'en souviendra.

The Chairman: The chairman notes that there is no longer a member of the opposition or a member of the government side present other than the chairman. That is an insufficient group for the purpose of holding hearings and printing evidence. Therefore the chairman will adjourn this meeting to the call of the Chair.

[Translation]

Le président: Monsieur Allmand, la procédure ne permet pas de remplacer les membres en déplacement pour le compte du Comité.

Mme Copps: Ils n'étaient pas en déplacement. Un membre du Comité a quitté la pièce ce matin, alors même que nous avions le quorum.

Le président: Si on nommait des remplaçants, les dépenses seraient . . .

M. Rodriguez: Monsieur le président, je me souviens bien que, lorsque vous faisiez partie de l'opposition, vous et moi siégeons au même Comité et vous aviez procédé exactement de la sorte. Je refuse de me laisser entraîner dans ces jeux.

Le président: La présidence estime que cela indique . . .

Mme Copps: Il n'appartient pas à la présidence d'estimer que cela indique quoi que ce soit. Le fait est qu'il y avait quorum ce matin et que le secrétaire parlementaire a tout simplement quitté la pièce.

Le président: . . . que nous ne tiendrons pas d'autres séances du Comité . . .

Mme Copps: Il y avait quorum ce matin . . .

Le président: . . . jusqu'à ce qu'il y ait quorum . . .

Mme Copps: . . . et le secrétaire parlementaire a quitté la pièce.

Le président: . . . aux fins de l'adoption d'un ordre du jour.

Mr. Malépart: A point of order, Mr. Chairman. I would like it shown clearly in the record that the Prime Minister's office manipulated the committee in order to get certain members to leave the room, including the Parliamentary Secretary, who is a member of the committee, and the member for Jonquière, all this so that the committee could not function. Mr. Chairman, I find it scandalous that Members of Parliament accept to be manipulated this way. Mark my words, Canadians will not forget this.

Le président: Le président constate qu'aucun membre de l'opposition n'est plus présent, et que tous les membres du gouvernement, à l'exception du président, sont également absents. Il est donc impossible de tenir des audiences et de faire imprimer des procès-verbaux. Par conséquent, la séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESS—TÉMOIN

*From the Department of Employment and Immigration:
Gaétan Lussier, Deputy Minister.*

*Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:
Gaétan Lussier, sous-ministre.*

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 55

Wednesday, April 23, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 55

Le mercredi 23 avril 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

CONCERNANT:

Main Estimates 1986-87: Votes 1, 5, 10 and 30 under
LABOUR

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 1, 5,
10 et 30 sous la rubrique TRAVAIL

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Gilles Bernier
Pauline Browes
Dan Heap

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Sergio Marchi
John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, APRIL 23, 1986
(80)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:40 o'clock p.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jean-Pierre Blackburn and Jim Hawkes.

Acting Member: Rod Murphy for John R. Rodriguez.

Other Member present: Sheila Copps.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

Witnesses: From Labour Canada: Jennifer McQueen, Deputy Minister; W.P. Kelly, Associate Deputy Minister, Federal Mediation and Conciliation Service; Herman Hansen, Assistant Deputy Minister, Operations; Greg Traversy, Assistant Deputy Minister, Policy; Charles Helmes, Acting Director General, Administrative and Policy Services. *From the Canadian Centre for Occupational Health and Safety:* Dr. Gordon Atherley, President; Kash Manchuk, Director of Finance and Administration. *From Canada Labour Relations Board:* G. Legault, Director, Operational Services; David Craig, Director of Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 1, 5, 10 and 30 under LABOUR.

The witnesses answered questions.

The Chairman authorized the following documents to be filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

(a) *The Economic Effects of Immigration on Australia Vols. 1 and 2*, April 1985, by Neville R. Norman and Kathryn F. Meikle (*Exhibit "TRAV-103"*);

(b) Letter from Kathleen Ptolemy, Standing Conference of Canadian Organization Concerned for Refugees, dated April 3, 1986, concerning the Nielsen Task Force Reports (*Exhibit "TRAV-104"*);

(c) Letter from Michael S. Schelew, Executive Member Responsible for Refugee Affairs, Amnesty International, Canadian Section (English speaking), dated March 21, 1986, concerning the Nielsen Task Force Reports (*Exhibit "TRAV-105"*);

(d) Letter from David G. Price, President, Northern Telecom Limited, dated March 7, 1986, concerning the funding of higher education in Canada and a document entitled *Post-secondary education in Canada: A Capital Investment* (*Exhibit "TRAV-106"*).

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 23 AVRIL 1986
(80)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 40, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes.

Membre suppléant: Rod Murphy remplace John R. Rodriguez.

Autre député présent: Sheila Copps.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault, David McGovern.

Témoins: De Travail Canada: Jennifer McQueen, sous-ministre; W.P. Kelly, sous-ministre associé, Service fédéral de médiation et de conciliation; Herman Hansen, sous-ministre adjoint, Opérations; Greg Traversy, sous-ministre adjoint, Politiques; Charles Helmes, directeur général intérimaire, Politiques et services administratifs. *Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail:* Docteur Gordon Atherley, président; Kash Manchuk, directeur des finances et de l'administration. *Du Conseil canadien des relations du travail:* G. Legault, directeur, Services opérationnels; David Craig, directeur de l'administration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 27 février 1986 relatif au budget principal des dépenses de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 1, 5, 10 et 30 inscrits sous la rubrique TRAVAIL.

Les témoins répondent aux questions.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

a) *The Economic Effects of Immigration on Australia*, volumes 1 et 2, avril 1985, par Neville R. Norman et Kathryn F. Meikle (*Pièce «TRAV-103»*);

b) lettre de Kathleen Ptolemy, *Standing Committee of Canadian Organizations Concerned for Refugees*, datée du 3 avril 1986, concernant les rapports du groupe de travail Nielsen (*Pièce «TRAV-104»*);

c) lettre de Michael S. Schelew, membre du bureau chargé des affaires des réfugiés, *Amnesty International*, section canadienne anglophone, datée du 21 mars 1986, concernant les rapports du groupe de travail Nielsen, (*Pièce «TRAV-105»*);

d) lettre de David G. Price, président, *Northern Telecom Limited*, datée du 7 mars 1986, concernant le financement des études supérieures au Canada, ainsi qu'un document intitulé *Post-secondary education in Canada: A Capital Investment* (*Pièce «TRAV-106»*).

At 9:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 21 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Wednesday, April 23, 1986

• 1840

The Chairman: Order, please.

If you saw a little more lack of preparation than is normal, we had an unexpected vote. I anticipate other members will be arriving. We deliberately scheduled the meeting for 6.30 so members would have half an hour to have supper, but I am sure they have not been able to manage that. So I hope our witnesses will be tolerant with us. Usually when members come late there may be repeat questions and there may be the necessity to repeat information, and we apologize in advance for that.

Thank you all for coming. We have a quorum. In the case of this committee it is the chairman and one other member, so we can proceed.

I think Ms Copps is here this evening and because of the new procedures I gather we have not gone through the formal procedures to have you replace somebody, but it would be . . .

Ms Copps: Mr. Chairman, I just found out about this meeting two days ago. I have already expressed, as have all the members of the committees, the ridiculous nature of the new rules. I am a substitute member of this committee and I think it is ridiculous that we have to put papers in to guarantee our status at these meetings every time the subject changes, because the subject can change from day to day. So, no, I did not put in a paper. I was under the impression that as labour critic I was entitled to attend labour estimates, but if that is not the case then I will very happily withdraw. I just think it is ridiculous.

The Chairman: I was going to say, Ms Copps, that unless there is objection from committee members I would treat you as if the papers had been put in. I think the only legal situation, because of the standing orders, is that if there happens to be a vote you would not be in a position to vote. But with the concurrence of other committee members—and I am sure Mr. Blackburn would be agreeable—we could treat you as if the paper had been handed in for the purposes of asking questions and so on.

I might go one step further. I know that within the Conservative caucus and those who attend committees there is some feeling about that 24-hour rule as well, and if the House Leaders of all three parties were to have their membership raise similar concerns about the 24-hour rule that would be the route to bring something forward to Parliament to get it changed. I think there is some general sense of predisposition and maybe you would like to talk to your House Leader and maybe to your caucus and see if we could move it back.

Ms Copps: The issue has been raised several times in caucus. The House Leader, as I understand it, has raised the issue with

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mercredi 23 avril 1986

Le président: La séance est ouverte.

Si vous avez eu l'impression que nous sommes encore moins bien préparés que d'habitude, c'est qu'il y a eu un vote imprévu. D'autres députés viendront se joindre à nous. Nous avons délibérément prévu cette séance pour 18h30 afin que les députés puissent avoir une demi-heure pour manger, et maintenant, je suis certain qu'ils ne l'ont pas eu. J'invite donc nos témoins à être tolérants envers nous. Habituellement, quand les membres du Comité arrivent en retard, certains posent des questions déjà abordées, et il faut alors répéter certaines réponses, ce pour quoi je vous demande de nous excuser à l'avance.

Merci d'être venus. Nous avons le quorum. Dans le cas de notre Comité, il suffit que le président et un autre député soit présent, et nous pouvons donc ouvrir la séance.

Je constate que M^{me} Copps est ici ce soir, et je crois comprendre que les nouvelles règles relatives aux substituts n'ont pas été suivies, mais il serait . . .

Mme Copps: Monsieur le président, j'ai été avertie de la tenue de cette réunion il y a deux jours. Comme tous les membres des comités, j'ai déjà commenté le caractère ridicule des nouvelles règles. Je suis membre substitut de ce Comité, et j'estime qu'il est ridicule d'avoir à remettre un avis pour garantir notre statut à ces réunions chaque fois que le sujet à l'étude change, puisqu'il varie constamment. J'admets ne pas avoir donné l'avis. J'avais l'impression qu'en tant que porte-parole de mon parti en matière de travail, j'avais le droit de participer aux séances sur les prévisions budgétaires de ce ministère, mais si ce n'est pas le cas, je vais me retirer de bon gré. Mais je trouve que c'est une règle ridicule.

Le président: J'allais dire, madame Copps, que, sauf objection des membres du Comité, j'agirai comme si l'avis avait été donné. Je vous signale toutefois qu'en vertu du Règlement, s'il y a un vote, vous ne serez pas autorisée à voter. Mais, avec l'assentiment des autres membres du Comité, et je suis certain que M. Blackburn sera d'accord, nous pourrions agir comme si vous aviez remis l'avis et vous permettre de poser des questions.

J'irai même un peu plus loin. Je sais que les députés du caucus conservateur et les membres des comités sont aussi mécontents de cette règle des 24 heures, et il serait peut-être possible de faire modifier cette règle si les leaders des trois partis à la Chambre incitaient leurs députés à protester. Un certain consensus se dégage parmi les parlementaires, et je vous invite à soulever cette question auprès de votre leader à la Chambre, et peut-être même dans votre caucus, pour essayer de faire allonger ce délai.

Mme Copps: La question a été soulevée à maintes reprises au caucus. Si j'ai bien compris, le leader de notre parti à la

[Text]

the government House Leader. I find the procedure rather redundant considering that we have been asked to give in specified designated substitutes, and to redesignate substitutions every time a new meeting takes place is unduly onerous.

I think the other problem we had was the fact that the meeting was called without the concurrences of the opposition parties, which is what led us to this position in the first place. There was no consultation with either opposition party about the time or date of this meeting.

The Chairman: Ms Copps, I am a member of the steering committee, chaired by Mr. Blackburn, dealing with employment issues and, just so the record is clear, at a steering committee prior to the break the employment and labour subcommittee indicated that when we had a quorum present at full committee they would propose an agenda that would use all of the block times available to the committee between the end of the break and the end of May for the purposes of examining the estimates related to labour issues, employment issues, UIC issues and housing, and the clerk was asked to arrange a schedule in terms of approaching Ministers and so on. We hope by Friday to have a firm schedule of when the Ministers and so on will be here, working within the block, and we will be able to lay it out for the committee by Friday.

Our clerk was travelling until last Friday—we had a substitute clerk—and your chairperson was away and the majority of committee members were away. The substitute clerk did the best possible to arrange things and to get notices out. The steering committee, with representation from all three parties, did agree to use the block system for main estimates and did agree to give the clerk the licence to develop a schedule of the witnesses as best the clerk could.

• 1845

Ms Copps: Well, I was at the only meeting of the subcommittee for Labour and in fact at that particular meeting there was no specific discussion relating to this meeting tonight. I am extremely unhappy about the fact that we had two days' notice. We were not consulted about the times.

As I say, I feel sympathetic to the Ministers, but I had a commitment in Niagara Falls tonight, which was set up about three months ago and which I had to cancel because of this. As a member, I think it is unacceptable that I get a two-day notice period for Labour estimates.

The Chairman: I would point out, Ms Copps, that the striking committee with representation from all three parties did not make you a member. The notice goes to members and the member then has the responsibility, if they need a substitute, to get in touch with the substitute, and that is the House...

[Translation]

Chambre a soulevé cette question auprès du leader du gouvernement. J'estime que cette procédure est assez redondante, puisqu'on nous a demandé de désigner des substituts officiels, et je trouve que c'est un peu excessif d'avoir à renouveler cette procédure pour chaque nouvelle réunion.

En outre, ce problème est aussi attribuable en partie au fait que cette réunion a été convoquée sans l'assentiment des partis d'opposition. Ni l'un ni l'autre parti de l'opposition n'a été consulté quant à l'heure et à la date de cette réunion.

Le président: Madame Copps, je suis membre du comité directeur sur les questions liées à l'emploi, que préside M. Blackburn; ainsi, pour garantir l'exactitude du compte rendu, le comité directeur s'est réuni peu avant l'ajournement et s'est entendu pour dire qu'il proposerait un ordre du jour utilisant tous les créneaux disponibles au Comité entre la fin de l'ajournement et la fin de mai, dès qu'il y aurait quorum à une réunion du comité plénier, et cela afin d'examiner les prévisions budgétaires en matière de travail, d'emploi, d'assurance-chômage et de logement, et le comité directeur a demandé au greffier de préparer un calendrier des travaux en tenant compte de la disponibilité des ministres et autres témoins. Nous espérons pouvoir présenter au Comité, d'ici à vendredi, un calendrier définitif des dates de comparution des ministres et autres témoins correspondant aux créneaux qui nous sont réservés.

Jusqu'à vendredi dernier, votre président et la majorité des membres du Comité étaient en voyage et étaient accompagnés du greffier, ce qui fait que ces dispositions ont été prises par le greffier substitut. Ce dernier a fait tout son possible pour préparer les séances et envoyer les avis nécessaires. Le comité directeur, qui compte des représentants des trois partis, a convenu d'utiliser le système de créneaux pour l'examen du budget principal et a accepté de donner au greffier le mandat de faire de son mieux pour préparer le calendrier des séances en fonction de la disponibilité des témoins.

Mme Copps: J'ai assisté à la seule réunion du comité directeur où il a été question du ministère du Travail, et il n'a pas du tout été question de la réunion de ce soir. Je suis extrêmement mécontente du fait que nous ayons eu un préavis de deux jours seulement. Nous n'avons pas été consultés au sujet des heures de séance.

Je le répète, je sais que les ministres ont des horaires très chargés, mais j'avais un engagement à Niagara Falls, ce soir, qui était prévu depuis trois mois et que j'ai dû annuler à cause de cette séance. En tant que député, j'estime qu'il est inacceptable de recevoir un préavis de deux jours seulement au sujet de l'examen des prévisions budgétaires du ministère du Travail.

Le président: Je vous signale, madame Copps, que le comité directeur, où sont représentés les trois partis, ne vous a pas désignée comme membre. L'avis est envoyé aux membres du Comité; c'est à chacun d'eux qu'il appartient, au besoin, de communiquer avec son substitut, et c'est la Chambre...

[Texte]

Ms Copps: The notice regarding the Labour estimates meeting went out on Monday of this week, period. I feel it is unacceptable to be given approximately 48 hours' notice. You notice the NDP is not here. As I said, I had to make some very serious—here they arrive—logistical gymnastics on my own. I sympathize with the schedules of the Ministers, but the schedules of the members and opposition are every bit as pressing. I just find it unacceptable to call a meeting on such short notice without having consultation from the opposition parties. I do not think it requires any further comment beyond that, but certainly I have raised, as have my colleagues, the issue of the ridiculous nature of the substitutions on this committee, which I hope will be dealt with at some point. I realize that is not your . . .

The Chairman: As chairman, I want the record to show clearly that the schedule was agreed to by representatives from all three parties.

Ms Copps: The schedule was not agreed to. This particular meeting tonight was not agreed to by all three parties. It was set up by the clerk without consultation of either opposition parties. I think that is the case, is it not?

Mr. Murphy: Obviously we have to apologize for not arriving until now. My understanding is that the agenda for the meeting tonight with this particular witness was sent out, and then after that the three parties got together and agreed it might be okay, but it was not something we were consulted about in advance.

The Chairman: Mr. Murphy, you did miss part of it. The applicable steering committee meeting was part of the break, and there was representation from all three parties. The conclusions of that meeting clearly were that we would attempt to use all of the block times available to us for the examination of estimates related to labour, housing, employment and UIC issues, that our substitute clerk would seek to arrange a schedule with a mixture of Ministers and departmental people, and that, as those were arranged, they would be known, but parties were to hold themselves available for every block time between the end of the break and the end of May.

Ms Copps: With respect, that is absolutely ridiculous. There are four different areas with a potential of six or seven different critics, and every individual involved is not in a position to put every period of that block time at the disposal. Quite clearly the previous system, which was that there would be consultation among three parties before the time was set, was a workable system. I do not know why the chairman feels that a substitute for that . . . Of course we agreed to the block system; we all agreed to the block system, but we expected to be consulted about specific times as they related to specific areas of criticism, in the steering committee, and that was not done.

[Traduction]

Mme Copps: L'avis concernant l'examen des prévisions budgétaires du ministère du Travail a été envoyé lundi de cette semaine, et c'est tout. J'estime qu'il est inacceptable de recevoir un préavis de 48 heures environ. Vous constaterez que le député néo-démocrate n'est pas ici. Comme je l'ai dit, j'ai été obligée de remanier sérieusement mon horaire. Voilà mon collègue néo-démocrate. Je sais que les ministres ont des horaires très chargés, mais les députés du gouvernement et de l'opposition ont des responsabilités tout aussi pressantes. J'estime qu'il est inacceptable de convoquer une réunion sans donner d'avantage de préavis et sans d'abord consulter les partis d'opposition. Il n'est pas utile de s'attarder sur cette question, sauf pour signaler, comme je l'ai fait et comme d'autres de mes collègues l'ont fait, le caractère ridicule des règles de substitution de ce Comité, qui pourront être modifiées, je l'espère, bientôt. Je sais bien que ce n'est pas . . .

Le président: En tant que président, je tiens à dire très clairement, pour le compte rendu, que le calendrier des travaux a été approuvé par des représentants des trois partis.

Mme Copps: Le calendrier des séances n'a pas été approuvé. Les trois partis n'ont pas donné leur assentiment à la réunion de ce soir. Elle a été organisée par le greffier, sans que les deux partis d'opposition soient consultés. C'est ce qui s'est passé, n'est-ce pas?

M. Murphy: Je vous prie d'excuser mon retard. Je crois comprendre que l'ordre du jour de la réunion de ce soir a été envoyé, et que ce n'est qu'après, que les trois partis ont donné leur assentiment; mais nous n'avions pas été consultés à l'avance.

Le président: Monsieur Murphy, vous avez manqué une partie de cet échange. Le comité directeur s'est réuni pendant l'ajournement, et les trois partis étaient représentés lors de cette réunion. A ce moment-là, nous avons clairement accepté d'essayer d'utiliser tous les créneaux disponibles dans le cadre de l'examen des prévisions budgétaires en matière de travail, de logement, d'emploi et d'assurance-chômage, et nous avons confié au greffier substitut la tâche d'organiser un calendrier des séances auxquelles participeraient des ministres et des fonctionnaires, et nous lui avons en plus demandé de faire connaître ces arrangements le plus tôt possible. Toutefois, les députés des trois partis avaient été avertis du fait que le Comité utiliserait tous les créneaux disponibles entre la fin de l'ajournement et la fin de mai.

Mme Copps: Sauf le respect que je vous dois, c'est absolument ridicule. Le Comité examine quatre grands sujets différents qui impliquent la participation de six ou sept porte-parole différents, et chaque député n'est pas en mesure de se libérer pour chacune des périodes réservées dans le système des créneaux. De toute évidence, l'ancien système fonctionnait beaucoup mieux, puisqu'il prévoyait la consultation des trois partis avant que l'heure des séances ne soit fixée. Je ne sais pas pourquoi le président estime qu'un substitut . . . Bien sûr, nous avons tous accepté le système des créneaux. Mais nous pensions être consultés, par l'entremise du comité directeur, quant au jour et à l'heure des séances consacrées à l'examen d'un des quatre grands secteurs, et cela n'a pas été fait.

[Text]

The Chairman: I simply assert once again that what was done was exactly in accordance with the decisions of the meeting at which all parties were represented.

Ms Copps: The meeting at which all parties were present agreed that we would operate in the block system. The blocks were established by the House. The blocks were then given out, and it was our understanding that from there the clerk would be contacting each party to see if, for example, this particular evening would be best appropriate for estimates of labour, housing, immigration, employment, etc. In fact, what we got was a notice on Monday saying that Wednesday night were Labour estimates and that was that, and that was set by the clerk, or the substitute clerk.

The Chairman: I will assert for the record, Ms Copps, I was there. Mr. Blackburn was there, and the understanding that your representative brought to you may . . . I cannot quarrel with that, but that was not what was agreed to.

Ms Copps: In other words you expect that every member of every opposition party is to set aside every night of portion in the block time in order to be available at every moment?

The Chairman: No.

Ms Copps: I mean, it is absolutely ridiculous.

• 1850

The Chairman: No, I just assert that what was agreed to at the steering committee is that the clerk would attempt to arrange the schedule, that it was a substitute clerk because six members were travelling, including the chairman, and that the substitute clerk did the best job possible to arrange it and to publicize it. I assert further that we had a meeting this week and that the clerk is working desperately to provide us with a detailed schedule through the end of May for our meeting on Friday morning, which the whole committee, we hope, will be able to approve on that occasion.

It is not the easiest job in the world for the clerk to have to deal with committee members, but the suggestion that the clerk should have to deal with substitutes for committee members as well is a major problem.

Ms Copps: Mr. Chairman, that was not the point. The substitute clerk did not contact the steering committee member for the Liberal Party to agree that Wednesday night would be an appropriate night for estimates. The steering committee member for the Liberal Party was never contacted with respect to the specific estimates that were to be presented tonight. He was told.

The Chairman: I do not quarrel with that.

Ms Copps: Well, that is my point. I would like to go back to the system where there is some consultation among all three parties to determine what is the best night for the particular estimates. That would have solved the problem, quite simply.

[Translation]

Le président: Je réaffirme tout simplement que nous avons respecté à la lettre les décisions prises lors de cette réunion à laquelle assistaient des représentants de tous les partis.

Mme Copps: À cette réunion à laquelle assistaient des représentants de tous les partis, le comité directeur s'est entendu pour dire que nous respecterions le système des créneaux. Ce système a été établi par la Chambre. Les créneaux ont été attribués, et nous avons cru comprendre que le greffier communiquerait avec chacun des partis pour savoir si, par exemple, le créneau de ce soir pourrait être réservé à l'examen des prévisions budgétaires en matière de travail, de logement, d'immigration, d'emploi, etc. En fait, ce qui s'est passé, c'est que nous avons reçu lundi un avis disant que les prévisions budgétaires du ministère du Travail seraient examinées mercredi, un point, c'est tout; et cet horaire a été établi par le greffier, ou par le greffier substitut.

Le président: Madame Copps, j'y étais. M. Blackburn assistait aussi à cette réunion, et votre représentant vous a peut-être mal renseignée . . . Je n'en sais rien, mais ce n'est pas ce qui a été entendu.

Mme Copps: Autrement dit, vous demandez à tous les députés des deux partis d'opposition d'être disponibles pour tous les créneaux réservés au Comité?

Le président: Non.

Mme Copps: C'est absolument ridicule.

Le président: Non, ce que j'affirme, c'est que le comité directeur a demandé au greffier de préparer le calendrier des séances et que cela a été fait par le greffier substitut, puisque six membres du Comité, dont le président, étaient en voyage, et que le greffier substitut a fait tout son possible pour organiser ce calendrier et envoyer les avis requis. J'affirme en outre que nous avons eu une réunion cette semaine et que le greffier fait des pieds et des mains pour préparer un calendrier des séances détaillé jusqu'à la fin de mai, que le comité plénier pourra, nous l'espérons, approuver lors de la séance de vendredi matin.

Le greffier n'a déjà pas la tâche facile lorsqu'il doit essayer de contenter les membres du Comité, et je ne vois pas comment on peut lui demander en plus de consulter aussi tous les substituts.

Mme Copps: Monsieur le président, ce n'est pas du tout ce que je propose. Je dis que le greffier substitut n'a pas communiqué avec le représentant du Parti libéral au comité directeur pour confirmer que les prévisions budgétaires seraient examinées mercredi soir. Le représentant libéral au comité directeur n'a jamais été consulté quant aux prévisions budgétaires qui seraient examinées ce soir. Il a été averti d'un fait accompli.

Le président: Je ne conteste pas cela.

Mme Copps: C'est ce que j'essaie de faire comprendre. J'aimerais que nous reprenions l'ancien système où il y avait consultation entre les trois partis pour déterminer quel soir seraient examinées les prévisions budgétaires d'un ministère

[Texte]

The Chairman: Okay. Anyway, to our witnesses, welcome to Parliament. It is not an uncommon occurrence that people have different recollections of events.

Tonight our order of reference is for votes 1, 5, 10 and 30.

LABOUR	
Vote 1—Operating Expenditures	\$45,690,000
Vote 5—Grants and contributions.....	\$8,740,000
Canada Labour Relations Board	
Vote 10—Program expenditures.....	\$5,453,000
Canadian Centre for Occupational Health and Safety	
Vote 30—Program expenditures.....	\$7,736,000

The Chairman: In the original notice the housing estimates were also included, and that was a mistake. We do not have witnesses here this evening who are available for us on the Central Mortgage and Housing estimates.

We have witnesses tonight from the Canadian Centre for Occupational Health and Safety. They have come all the way from Hamilton, and if members have questions for the centre it would be helpful if they could ask them tonight. One of the decisions we will have to face down the road is whether or not, when the Minister is here, we will want those witnesses back. There is some expense and time and so on involved that is of a different order than for Ottawa-based people. I think it would be helpful to the witnesses and to the expenses of government generally if members were conscious of the desire to ask questions related to the Canadian Centre for Occupational Health and Safety this evening, if at all possible. There will be other meetings between now and the end of May on Labour estimates, so if we do not get to all the questions, maybe we could get to those early on.

I will ask the witnesses to identify themselves as I read off their names and positions. The first one is Miss Jennifer McQueen, the Deputy Minister of the Department of Labour. With her is Mr. Kelly, the Associate Deputy Minister, who is well known to all of us for his work in mediation and conciliation matters. Certainly in my time in Parliament, we have seen a lot of Bill Kelly before committee. Also, we have Mr. Herman Hansen, the Assistant Deputy Minister of Operations; Elaine Van Snellenberg, the Director of Labour Adjustment Branch; Greg Traversy, the Assistant Deputy Minister for Policy; and Mr. Charles Helmes, the Acting Director General, Administrative Policy and Services.

From the Canadian Centre for Occupational Health and Safety, we have Dr. Gordon Atherley, who is the President; and Mr. Kash Manchuk, the Director of Finance and Administration. Thank you for coming all the way from Hamilton.

Also here are two representatives from the Canada Labour Relations Board, so if we have questions about that we can certainly bring them to the table. They are Mr. G. Legault, the

[Traduction]

donné. Cela aurait été une solution très simple à notre problème.

Le président: D'accord. J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins. Il n'est pas rare que les souvenirs des uns et des autres diffèrent.

Conformément à notre ordre de renvoi, nous examinons ce soir les crédits 1, 5, 10 et 30.

TRAVAIL	
Crédit 1 ^{er} —Dépenses de fonctionnement	\$45,690,000
Crédit 5—Subventions et contributions	\$8,740,000.
Conseil canadien des relations du travail	
Crédit 10—Dépenses du programme	\$5,453,000.
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
Crédit 30—Dépenses du programme	\$7,736,000.

Le président: Les prévisions budgétaires du programme de logement étaient incluses dans l'avis original, mais c'était une erreur. Nous n'avons pas ce soir de témoins représentant la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Nous accueillons ce soir des témoins du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Ils arrivent de Hamilton, et si les députés ont des questions à poser au sujet du centre, ce serait bon qu'ils les posent à nos témoins ce soir. Nous devons décider, ce soir, si nous voudrions que ces témoins reviennent témoigner quand le ministre sera des nôtres. Ces témoins, qui viennent de l'extérieur, doivent engager des dépenses, en argent et en temps, qui ne sont pas comparables à celles des témoins vivant à Ottawa. Il serait préférable pour les témoins, et pour le budget du gouvernement en général, que les députés essaient de poser toutes les questions touchant le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail ce soir, si c'est possible. Entre ce soir et la fin de mai, il y aura d'autres séances portant sur les prévisions budgétaires du ministère du Travail, et nous pouvons donc essayer de poser le plus grand nombre de questions possible sur le centre en début de séance.

Je demanderais aux témoins de lever la main quand je lirai leur nom. Nous accueillons d'abord M^{me} Jennifer McQueen, sous-ministre, Travail Canada. L'accompagne M. Kelly, sous-ministre associé, que nous connaissons tous très bien en raison de ses antécédents dans le secteur de la médiation et de la conciliation. Le Comité a souvent eu l'occasion de rencontrer Bill Kelly, du moins depuis que je suis député. Nous accueillons aussi M. Herman Hansen, sous-ministre adjoint, Opérations; Elaine Van Snellenberg, directrice, Adaptation des travailleurs; Greg Traversy, sous-ministre adjoint, Politique; et M. Charles Helmes, directeur général intérimaire, Politique et Services administratifs.

Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, nous accueillons M. Gordon Atherley, président, et M. Kash Manchuk, directeur des Finances et de l'Administration. Je remercie nos témoins d'être venus de Hamilton.

En outre, deux représentants du Conseil canadien des relations du travail sont avec nous, et nous pourrions les inviter à prendre place à la table si les membres du Comité ont des

[Text]

Director of Operational Services; and Mr. David Craig, the Director of Administration.

I did not have a chance to talk to you, Miss McQueen, but would you or any others like to make any opening comments?

• 1855

Ms Jennifer McQueen (Deputy Minister, Labour Canada): Mr. Chairman, I would like to say, first of all, that my Minister regrets that he is not here today. He is on the west coast, participating in meetings associated with his housing portfolio. But in his absence I would like to table some speaking notes for the record which he intended to use, and perhaps I could just very briefly highlight the major points of that statement.

He wanted to emphasize the government's commitment to make consultation among government, business, and labour a cornerstone in its approach to national reconciliation, economic renewal, and social justice. He wanted also to emphasize the continuing consultations with provincial governments, which are going to take place on a variety of issues, such as part-time work and equal opportunity.

M. Blackburn (Jonquière): Les traducteurs ne peuvent pas traduire; vous lisez trop rapidement. Pourriez-vous lire plus lentement?

Mme McQueen: Je m'excuse.

Mme Copps: Sur le même rappel au Règlement, M. McKnight reviendra-t-il pour livrer ses propres prévisions? La sous-ministre peut parler pour elle-même mais elle ne peut pas parler pour M. McKnight.

Le président: Il reviendra.

Mr. Murphy: On the same point, Mr. Chairman, having looked very quickly at the notes prepared for the Minister, it is more of a political statement. I think we are going to be in a very difficult situation, having a ministerial statement put before the committee, when obviously the questions we are going to be forced to ask are going to be to the deputy minister. Presumably we are not going to try to involve her in all the political machinations of the committee and what the Minister has decided.

So I think we are at loggerheads. Normally the procedure is the Minister comes first and makes the policy statement. We have a chance to have a go-around with him or her on the policy issues, and then we can get into some of the nitty-gritty of the department. Now we are in quite a quandary. We are getting this political statement—and it is a political statement—coming from the Minister.

The Chairman: Again, the steering committee asked for Ministers to appear a certain number of times, and the clerk is arranging that. The Minister is available to us on May 7 and 23. The suggestion you are going to hear on Friday is that

[Translation]

questions. Il s'agit de M. G. Legault, directeur des Services opérationnels, et de M. David Craig, directeur de l'Administration.

Madame McQueen, comme je n'ai pas eu l'occasion de vous parler avant le début de la séance, pouvez-vous me dire si vous, ou vos fonctionnaires, voulez faire un exposé?

Mme Jennifer McQueen (sous-ministre, Travail Canada): Monsieur le président, je voudrais, pour commencer, vous transmettre les regrets du ministre, qui n'a pas pu se rendre à votre invitation. Il est sur la côte ouest, où il participe à une série de rencontres dans le cadre de son portefeuille du logement. En son absence, j'aimerais déposer, pour le compte rendu, les notes qu'il entendait utiliser pour son discours, et peut-être pourrais-je évoquer rapidement les faits saillants de celui-ci.

Il voulait insister sur le fait que le gouvernement s'est engagé à consulter les paliers officiels, les milieux d'affaires et le monde du travail et à faire de ces consultations la pierre angulaire de sa politique de réconciliation nationale, de renouveau économique et de justice sociale. Il voulait également souligner la suite des consultations qui vont se poursuivre avec les gouvernements provinciaux sur toute une série de sujets, comme le travail à mi-temps et l'égalité des chances.

Mr. Blackburn (Jonquière): Our interpreters are unable to follow because you are reading too fast. Could you slow down, please?

Ms McQueen: I am sorry.

Ms Copps: On the same point of order, I would like to know whether Mr. McKnight will be back before us to table his own estimates. The Deputy Minister can speak on her own, but she cannot do it for Mr. McKnight.

The Chairman: He will be back.

M. Murphy: Sur le même rappel au Règlement, monsieur le président, j'ai jeté un coup d'oeil très rapide sur le texte préparé pour le ministre, et il s'agit essentiellement d'un exposé de politique. Nous allons, je pense, nous trouver très mal placés si nous écoutons ce genre de déclaration ministérielle, alors que, de toute évidence, les questions qu'il nous faudra poser à ce sujet vont devoir l'être à la sous-ministre. J'imagine que nous ne tenons pas à l'impliquer dans toutes les machinations politiques de notre processus en l'interrogeant sur ce que le ministre a décidé.

Nous sommes donc dans l'impasse, à mon avis. Normalement, c'est le ministre qui comparait le premier et qui fait son exposé de politique. Nous pouvons alors l'interroger à ce sujet, pour ensuite seulement passer aux petits détails des questions d'administration ministérielle. Maintenant, nous sommes face à un dilemme, car nous recevons de cette façon l'exposé de politique en question, car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Le président: Je vous répète que le comité directeur a demandé au ministre de comparaître un certain nombre de fois, et le greffier s'en occupe. Le ministre est libre les 7 et 23 mai. Vendredi, nous allons vous suggérer de consacrer la

[Texte]

May 7 be devoted to the labour side of it and May 23 to the housing side of it. There will be another opportunity with officials.

The difficulty for this committee is that it has four Ministers who report to it. It has nine votes. There is a limited amount of block time available before the estimates are deemed to have been passed. Your striking committee, including your representatives, are struggling with how to get all that arranged.

Mr. Murphy: I am not arguing with that. What I am saying is that the statement laid before the committee starts off with a lie, because it says "I am pleased to have this opportunity to meet with you". And it goes on from there—and that might be the truest statement in the whole thing.

I am going to sit here, and I am going to have contentious points with a statement which has been laid before us. If anything, I would suggest that the department take . . . I am quite willing to give my copy back to them and have the Minister read his own statement.

The Chairman: My understanding was that the deputy was going to highlight what the Minister would have said if the Minister had been here.

Mr. Murphy: But this is a political statement.

Ms Copps: Mr. Chairman, the Minister is not here. I would agree that it is perfectly fine for the deputy minister to discuss specific policy issues. It is not fine for the deputy minister to pass around a statement which . . . for all intents and purposes, if you were not here, you would think the Minister had appeared before us and made a statement, because that is essentially what it says. I think it is misleading and should not be allowed.

The Chairman: It is up to the members. If they do not want to receive the exhibit, we do not have to receive the exhibit.

Mr. Murphy: The thing is, normally we would append a statement to the *Minutes of Proceedings and Evidence* of a committee meeting. If we append this, anybody who picks up our *Minutes of Proceedings and Evidence* is going to assume the Minister was here.

The Chairman: Appendices are made on motion by committee members that such and such be appended. In the absence of such a motion, it would not be appended.

Mr. Murphy: Except that if we refer to it in any way, shape, or form without having it appended to the *Minutes of Proceedings and Evidence*, it means very little.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, je voudrais savoir si l'exposé est très long.

[Traduction]

séance du 7 mai à la composante travail et celle du 23 mai à la composante logement. Nous pourrions également rencontrer en plus les fonctionnaires.

Le problème qui se pose à nous, c'est que notre Comité doit entendre quatre ministres et adopter neuf crédits. Selon la grille officielle, nous ne pouvons compter que sur un nombre limité de séances avant la date limite à laquelle le budget est réputé avoir été adopté. Le comité de sélection, qui compte des représentants de vos partis, fait tout ce qu'il peut pour orchestrer tout cela.

M. Murphy: Je n'en disconviens pas, mais je précise simplement que cet exposé qu'on nous livre commence par un mensonge, du fait qu'il dit ceci: «Je suis heureux de cette occasion que j'ai de vous rencontrer». Et l'exposé se poursuit à partir de là, et d'ailleurs, cette première phrase est probablement encore la plus exacte de tout le texte.

Alors, je dois rester là, entendre toute une série de choses très controversables qui nous sont ainsi présentées. Au minimum, je suggérerais au ministère . . . Je suis tout prêt à rendre ma copie du texte aux fonctionnaires et à attendre que le ministre vienne nous le lire lui-même.

Le président: Il m'avait semblé que la sous-ministre allait simplement évoquer les faits saillants du texte que le ministre nous aurait lu s'il avait été ici.

M. Murphy: Mais c'est un exposé de politique.

Mme Copps: Monsieur le président, le ministre n'est pas là. Je suis d'accord, la sous-ministre peut fort bien parler avec nous de questions traitant spécifiquement de politique, mais je ne suis pas d'accord pour qu'elle nous distribue un exposé qui . . . À toutes fins utiles, pour quelqu'un qui ne serait pas ici, c'est tout comme si le ministre était venu lui-même pour nous lire son texte, parce que c'est précisément cela que le texte dit. Je pense que c'est le genre de chose qui risque d'induire les gens en erreur, et ça ne devrait pas être accepté.

Le président: La décision vous appartient. Si les membres du Comité ne veulent pas de ce texte, nous n'avons pas à l'accepter.

M. Murphy: Sauf que, normalement, nous en annexons copie au compte rendu de séance. Si nous le faisons ici, quiconque lira le compte rendu sera porté à conclure que le ministre était là.

Le président: Les annexes sont ajoutées au compte rendu si les membres du Comité le proposent par voie de motion, de sorte que s'il n'y a pas de motion, il n'y aura pas d'annexe.

M. Murphy: Sauf que si nous en parlons d'une façon ou d'une autre sans que le texte soit annexé au compte rendu de séance, cela ne vaudra pas dire grand-chose.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, I would like to know if that statement is very long.

[Text]

• 1900

Ms McQueen: Mr. Chairman, this one is very brief. What I was saying, Mr. Chairman, was simply an outline of the points that were made. I was not reading the speech.

The Chairman: Okay. Can we simply leave the document in members' hands at this point, as a reference document? The Chair will not receive it as a statement. It will not be appended. Maybe if there are substantive issues related to the estimates that you would like to highlight for us, Ms McQueen, just go ahead.

Ms McQueen: Mr. Chairman, to save the time of the committee we prepared two other pieces of information. The first is a comparative summary in graph form of last year's and this year's estimates. If the committee feels that is useful, we have enough copies here to distribute.

The Chairman: I would certainly like to see it and I would like it distributed to all committee members.

Ms McQueen: We also have an information kit that covers the amendments to the Canada Labour Code and some of the information that is associated with that, which might be helpful to members.

The Chairman: Okay. Is that the glossy kit that came to all members' offices?

Ms McQueen: Yes.

The Chairman: Okay. Again, I think you might make it available to members in case they do not have it this evening.

Ms McQueen: Mr. Chairman, it was not our intention to make anything more of an opening statement. We have this summary, as I say, which I hope is of assistance and we are prepared to answer questions on the estimates.

The Chairman: Okay. Ms Copps.

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I would like to ask whether the Department of Labour has been involved in active consultations regarding Bill C-45.

Ms McQueen: Yes, we have been involved in that. We were not involved in consultations as to what should go into the bill.

Ms Copps: What were you involved with then?

Ms McQueen: Well, we . . . Mr. Kelly.

Mr. W.P. Kelly (Associate Deputy Minister, Labour Canada): We were not involved in consultation with what you would call labour and management on this, the Public Service Alliance or the Speaker of the House. We did have some meetings with the Government House Leader, who is the sponsor of the bill. Our Minister met with what we should . . . some things we thought should go in the bill. I believe it would be fair to say, as a result of those meetings, Part III and Part IV of the Canada Labour Code were put in that bill.

[Translation]

Mme McQueen: Monsieur le président, celui-ci est très court. Je voulais simplement vous donner un aperçu des principaux éléments, et non pas lire le discours lui-même.

Le président: D'accord. Pouvons-nous simplement faire en sorte que les députés conservent le texte pour mémoire? Nous n'allons pas le traiter comme s'il s'agissait d'un exposé lu. Il ne sera pas annexé au compte rendu de séance. S'il contient des éléments importants liés au budget et que vous aimeriez souligner à notre intention, madame McQueen, allez-y.

Mme McQueen: Monsieur le président, afin de faire gagner du temps au Comité, nous avons préparé deux autres documents, le premier étant un sommaire comparatif sous forme graphique du budget de l'an dernier et de celui de cette année-ci. Si le Comité juge la chose utile, nous en avons suffisamment pour tout le monde.

Le président: Personnellement, j'aimerais bien en avoir copie et le faire distribuer à tous les membres du Comité.

Mme McQueen: Nous avons également un petit dossier explicatif qui couvre les amendements au Code du travail et certaines données corollaires, et qui pourrait, lui aussi, être utile aux députés.

Le président: D'accord. S'agit-il de cette chemise en carton glacé qui a été envoyée à tous les députés?

Mme McQueen: C'est cela.

Le président: Parfait. Ici aussi, je pense que vous pourriez les faire distribuer aux membres, au cas où ils ne l'auraient pas sur eux.

Mme McQueen: Monsieur le président, nous n'avons pas l'intention de vous donner davantage qu'une simple déclaration liminaire. Nous avons le sommaire en question, qui vous aidera, j'espère, et nous sommes prêts à répondre à vos questions sur le budget.

Le président: Merci. Madame Copps.

Mme Copps: Merci, monsieur le président. Pour commencer, j'aimerais savoir si le ministère du Travail a participé activement à des consultations à propos du projet de loi C-45.

Mme McQueen: En effet. Toutefois, nous n'avons pas eu de consultations quant à la teneur proposée du projet de loi.

Mme Copps: Qu'avez-vous fait, donc?

Mme McQueen: Eh bien, nous . . . Monsieur Kelly.

M. W.P. Kelly (sous-ministre associé, Travail Canada): Nous n'avons pas participé aux consultations avec ce qu'on pourrait appeler la partie patronale et la partie syndicale, en l'occurrence l'Alliance de la Fonction publique et le président de la Chambre. Nous avons eu quelques rencontres avec le leader du gouvernement à la Chambre, qui est l'auteur du projet de loi. Notre ministre a rencontré ce que nous . . . certains des éléments qui, à notre avis, devaient faire partie du projet de loi. On peut dire, je pense, que suite à ces rencontres, les parties III et IV du Code canadien du travail ont été intégrées au projet de loi en question.

[Texte]

Ms Copps: I think quite clearly you are not involved in union and management on this bill because this bill is not law yet. So I was wondering in terms of your input with respect to the government's bill at all. I was under the impression, and I would like to ask some questions at some point to the representatives of the Canada Labour Relations Board, but I was under the impression that given the decision of the Canada Labour Relations Board to permit the employees on the Hill to move toward certification that Bill C-45 was redundant. I just wondered what the rationale was from the Department of Labour's perspective as to why it was going ahead when clearly the CLRB has already made a ruling with respect to the applicability of the Canada Labour Code.

Mr. Kelly: All I can say is that we are certainly proceeding. We have a conciliation officer assigned under Part V of the Canada Labour Code and we will drive on. At the moment it is the governing legislation and we are aware there is a challenge in the courts and the government has a bill before the House calling for a different regime. But as long as the current situation prevails, we are treating it as if it is under the Canada Labour Code.

Ms Copps: Right. Obviously you have to. But I just wondered if you had any input in so far as, and I guess you could get into the old argument of whether you are advocating for labour or of labour, but whether you were asked as a department to have input into whether Bill C-45 was necessary or not necessary, if you have any opinion whatsoever on that issue.

Mr. Kelly: No, we did not. I think there is a lot of history to this bill that I am not completely aware of. At one time I believe there was all-party agreement in whatever the relevant committee is of Parliament on some sort of bargaining regime for parliamentary employees and the bill before the House is what the government has come up with.

• 1905

Ms Copps: On the cut-backs that have been applied across the board in all of the ministries, the 3% that was requested by the President of the Treasury Board to cover the shortfall with respect to the bank bail-out, I wonder if you could tell us which parts of your department that was applied to?

Ms McQueen: We were asked to cut \$300,000, which we took just across the board in that particular down-sizing exercise.

Ms Copps: So were person-years actually eliminated or was it a straight administrative thing?

A witness: Straight administrative.

Ms McQueen: Of that particular cut, yes, of the one you just asked about.

[Traduction]

Mme Copps: Je pense qu'il est tout à fait clair que vous n'avez pas participé à des consultations avec la partie syndicale et la partie patronale à ce sujet, étant donné que le projet de loi en question n'a pas encore force de loi. Je voulais simplement savoir quelle avait été votre participation dans le cadre de ce projet de loi du gouvernement. J'avais eu l'impression—et j'aimerais, à un moment donné, pouvoir poser quelques questions aux représentants du Conseil canadien des relations du travail—mais j'avais donc l'impression, compte tenu du jugement rendu par le conseil, qui a permis aux employés de la Colline de demander leur accréditation, que le projet de loi C-45 était désormais superflu. Du point de vue du ministère du Travail, pourquoi donc, je me le demande, persister, alors que, de toute évidence, le CCRT a déjà rendu un jugement à propos de la validité du Code canadien du travail?

M. Kelly: Je puis simplement vous dire qu'effectivement, nous persistons. Nous avons fait affecter un conciliateur aux termes de la partie V du code, et nous allons poursuivre. Pour l'instant, c'est la loi habilitante qui prime; nous savons qu'il y a litige devant les tribunaux, et nous savons également que le gouvernement a déposé à la Chambre un projet de loi prescrivant un régime différent. Aussi longtemps, toutefois, que la loi reste telle qu'elle est, nous agissons comme si la chose relevait du Code canadien du travail.

Mme Copps: D'accord. Il est évident que c'est ce que vous devez faire. Je voulais simplement savoir si vous aviez participé d'une façon ou d'une autre, et j'imagine que vous pourriez vous faire demander encore une fois si vous défendez le côté syndical, ou si vous prenez cause pour lui, mais vous a-t-on demandé, vous qui êtes le ministère responsable, si ce projet de loi C-45 était bien nécessaire, si vous aviez une opinion à ce sujet?

M. Kelly: Non. Ce projet de loi a de très longs antécédents, dont je ne connais d'ailleurs pas tout. A un moment donné, je pense que les trois partis étaient d'accord—j'ignore de quel comité du Parlement il s'agissait—sur une formule de régime de négociation pour les employés du Parlement, et le projet de loi dont est saisie la Chambre est le produit de la réflexion du gouvernement à ce sujet.

Mme Copps: À propos des réductions d'effectif qui ont été imposées à tous les ministères, ces 3 p. 100 de réduction qui avaient été demandés par le président du Conseil du Trésor pour lui permettre d'éponger le déficit causé par le renflouage des banques, pourriez-vous nous dire à quelles composantes de votre ministère ces réductions ont été appliquées?

Mme McQueen: On nous a demandé une réduction budgétaire de 300,000\$, ce que nous avons accepté d'une façon générale dans le cadre de cette politique de dégraissage.

Mme Copps: Avez-vous éliminé des années-personnes ou réduit vos dépenses administratives?

Un témoin: Uniquement l'élément administratif.

Mme McQueen: Pour cette phase-là des restrictions, effectivement, celles dont vous parlez.

[Text]

Ms Copps: Right, but did you cut it out in staplers or paper clips or people? Where did you come up with \$300,000?

Mr. Charles Helmes (Acting Director General, Administrative Policy and Services, Labour Canada): The cut was made across the board: people reduced travel, they reduced material and supplies, general operating expenses. We did not cut any of our program delivery in terms of Part III, Part IV, Part V. It was just cut back on that type of thing.

Ms Copps: Prior to that—I think it was in the last budget—was cited the cut-back which occurred at the Canada Centre for Occupational Health and Safety, one that I can remember where there was a cut. I believe it was somewhere in the neighbourhood of about 10%—I could be wrong—in terms of the numbers. That was an area that had been red-circled by the Finance Minister as one area that was going to be subject to cut-backs in the Department of Labour. Can you think of any others offhand?

Mr. Helmes: Are you referring to the down-sizing exercise that took place this summer?

Ms Copps: Right.

Mr. Helmes: Yes, the Department of Labour was affected in the down-sizing.

Ms Copps: In a general way? Was it through Mr. Nielsen that it was cited, or in the budget? It was in the budget, right. Could you just give us a breakdown as to the down-sizing?

Ms McQueen: Yes. The effects of down-sizing on the department are that there has been a reduction of person-years from a base of 821 in 1986-87 to 785 in 1990-91.

Ms Copps: Could you tell us where those are going to be occurring?

Mr. Helmes: To get down to that size we found man-years in the Quality of Working Life Program; administration took about 20 person-years in that cut; Bill Kelly's shop took a cut of 6 person-years; there were some cuts in reducing some of our district offices.

Ms McQueen: There were six of our offices out in the field. We have the resources out there. We tried very hard not to have to close them and we have managed to be able to keep them open but we have to have the resources.

We did not open an office in Prince Rupert, which we had planned to do. We eliminated the Quality of Working Life Program, we eliminated the survey of wages and working conditions, we made some fairly sharp cuts in our Communications Branch and we cut our administrative people-years by 10%.

[Translation]

Mme Copps: Je veux bien, mais sont-ce les attaches trombones et les agrafeuses que vous avez dégraissées, ou vos effectifs? Où avez-vous été cherché ces 300,000\$?

M. Charles Helmes (directeur général intérimaire, Politique et Services administratifs): Ce fut une réduction générale: les employés ont réduit leurs déplacements, leurs achats de matériel, leurs dépenses de fonctionnement en général. Nous n'avons réduit aucune de nos composantes de programmes relevant des parties III, IV et V du code. Nous n'avons réduit nos dépenses que dans ces domaines-là.

Mme Copps: Avant cela—c'était, je crois, dans le dernier budget—il y avait eu des réductions au Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail; je m'en souviens bien, il s'agissait d'une réduction de l'ordre de 10 p. 100—et je peux me tromper sur les chiffres. C'était donc une composante qui avait été encerclée de rouge par le ministre des Finances, une composante du ministère du Travail qui allait se voir imposer des réductions. Y en a-t-il d'autres qui vous viennent à l'esprit?

M. Helmes: Vous parlez du dégraissage qui a eu lieu l'été dernier?

Mme Copps: C'est bien cela.

M. Helmes: Effectivement, le ministère du Travail a été touché.

Mme Copps: D'une façon générale? Cela est-il le fait de M. Nielsen ou du budget? Cela figurait dans le budget, d'accord. Pouvez-vous nous donner le détail de ce dégraissage?

Mme McQueen: Certainement. Le ministère, suite à ce dégraissage, va voir son effectif passer de 821 en 1986-1987 à 785 en 1990-1991.

Mme Copps: Pouvez-vous nous dire où ces années-personnes vont disparaître?

M. Helmes: Pour en arriver à un effectif comme celui-là, nous avons été cherché des années-personnes dans le programme de la qualité de vie au travail, l'administration a absorbé une réduction de vingt années-personnes, le secteur de Bill Kelly, de six années-personnes, et il y a également eu certaines réductions de personnel dans certains bureaux de district.

Mme McQueen: Nous avions six bureaux décentralisés. Nous y avions les ressources nécessaires. Nous avons vraiment fait tout ce que nous avons pu pour ne pas devoir les fermer, et nous avons réussi à les conserver, mais il va nous falloir les ressources nécessaires.

Contrairement à ce qui avait été prévu, nous n'avons pas ouvert de bureau décentralisé à Prince Rupert. Nous avons éliminé le programme de la qualité de vie au travail, nous avons éliminé l'analyse des salaires et des conditions de travail, nous avons fait des coupes assez sombres à la Direction des communications et nous avons réduit de 10 p. 100 notre effectif administratif.

[Texte]

• 1910

Ms Copps: In eliminating the survey of wages and working conditions, where are you going to pick up that information?

Ms McQueen: We will not be doing that survey any longer.

Ms Copps: So how are you going to have an overview of what is happening to wages and working conditions across Canada?

Mr. Greg Traversy (Assistant Deputy Minister, Policy, Labour Canada): We will be continuing an extensive program in the collective bargaining division of our Labour Data Branch, and that certainly provides us with ongoing information about wage settlements and so on. But with respect to the wages and working conditions survey, we certainly will not be in a position to completely replicate, obviously, all the information that was contained therein.

Ms Copps: If you are only going after information with respect to collective agreements, then, obviously, the population that is working in ghettoized low-paying unorganized service jobs will no longer be covered for information purposes.

Mr. Traversy: I think that is correct. Undoubtedly, there were areas covered by the survey that we simply will not be able to replicate with the information base that we will be continuing to work with.

Ms Copps: So Labour Canada, from now on, will have no way of knowing what the wages and working conditions are of every Canadian?

Mr. Traversy: Certainly we will not be conducting a national survey that puts us in a position to furnish that information to others.

The Chairman: Ms Copps, it has been 15 minutes. Could we move to the next questioner, please.

Ms Copps: There are three people here, so I do not mind cutting off at this point. I just wanted to ask one last question, since it deals with the issue of wages. Is the federal government still the lowest on the totem pole, with respect to minimum wage?

Mr. Traversy: I believe, as a result of the recent amendment, the federal government is at \$4. There are jurisdictions—I think B.C. is one that is lower. Several other jurisdictions, I believe, have the same minimum wage as the federal government.

Ms Copps: But you are certainly not leading the way.

Mr. Traversy: Oh, no, by no means.

Ms Copps: But you have gone from being the lowest paying employer to being the second lowest?

Mr. Traversy: We have gone from being the jurisdiction with the lowest legislated minimum wage to somewhere in the...

[Traduction]

Mme Copps: Si vous éliminez l'analyse des salaires et des conditions de travail, où allez-vous obtenir les renseignements nécessaires?

Mme McQueen: Nous n'allons plus faire cette analyse.

Mme Copps: Mais comment allez-vous pouvoir savoir ce qui se passe au Canada en matière de salaires et de conditions de travail?

M. Greg Traversy (sous-ministre adjoint, Politiques, Travail Canada): Nous allons conserver un programme très complet à la Division de la négociation collective de la Direction des données sur le travail, et ce programme va assurément nous fournir des données courantes sur les règlements salariaux, par exemple. En ce qui concerne toutefois l'analyse des salaires et des conditions de travail, il est évident que nous n'allons pas pouvoir retrouver ailleurs toutes les données que cette analyse nous fournissait.

Mme Copps: Si vous vous contentez des données extraites des conventions collectives, il est évident que tout le ghetto des petits boulots mal payés et non syndiqués ne va plus pouvoir être répertorié.

M. Traversy: Vous avez raison, je pense. Il est évident qu'il y a certains secteurs, couverts par l'analyse, sur lesquels nous n'en saurons pas autant avec le système que nous allons conserver.

Mme Copps: De sorte que désormais, Travail Canada ne saura plus ce que sont les salaires et les conditions de travail de tous les Canadiens.

M. Traversy: Il est évident que nous n'allons plus avoir d'analyse nationale nous permettant de communiquer ce genre de données.

Le président: Madame Copps, vous avez eu un quart d'heure. Pourrions-nous passer au suivant?

Mme Copps: Il y a trois personnes à la table, de sorte que cela ne me dérange pas de m'interrompre ici. Je voulais simplement poser une toute dernière question, étant donné qu'il s'agit des salaires. Parlant de salaire minimum, le gouvernement fédéral est-il toujours la lanterne rouge?

M. Traversy: Je pense que suite aux dernières modifications, le gouvernement fédéral est à 4\$. Il y a des provinces—la Colombie-Britannique, je crois—qui sont en deçà. Il y a, je pense, plusieurs autres provinces, également, qui ont le même salaire minimum que le gouvernement fédéral.

Mme Copps: Mais nous ne sommes certainement pas des pionniers.

M. Traversy: Certainement pas, non.

Mme Copps: Néanmoins, nous sommes passés de la dernière place à l'avant-dernière place pour ce qui est du plus bas, salaire versé aux employés.

M. Traversy: Effectivement, nous étions le palier gouvernemental qui payait le salaire minimum légal le plus bas, et nous sommes maintenant...

[Text]

Ms Copps: Slightly better than B.C.

Mr. Traversy: Right.

Ms Copps: On that note, I will turn it over to Mr. Murphy.

The Chairman: Mr. Blackburn will be second, I think, and then Mr. Murphy.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président. Je voudrais un peu d'informations sur le programme de financement du fonds de recherche, ainsi que sur les répercussions des changements technologiques. On disposera de 5 millions de dollars pour trois ans. Cette année on disposerait de 1.9 million de dollars. S'agit-il d'une augmentation? Quels sont les organismes, les compagnies ou les syndicats qui se prévalent davantage de ce fonds de recherche? Est-ce qu'il y a une certaine ventilation? Existe-t-il un document indiquant si ce sont toujours les mêmes groupes qui en profitent? Peut-on avoir un peu de détails?

Ms McQueen: Are you referring to the technology impact research fund?

Mr. Blackburn (Jonquière): Yes.

Ms McQueen: This is a fund of \$5.2 million, which was announced in June 1984. It is workplace-related research and technological innovation. We have, since that program has been running, had 117 proposals, received over the two years, and 48 recipients.

In my briefing book, I have a list of all the recipients and the projects they undertook. I would be glad to make it available to you.

The program has been one of our most useful programs. It did have a sunset clause attached to it. We hope that we are going to be able to get approval to continue the program.

M. Blackburn (Jonquière): Lorsque vous précisez que 117 propositions ont été faites, est-ce au cours de la dernière année seulement?

• 1915

Ms McQueen: No, no. That was over a period of less than two years, since the program started in June 1984.

M. Blackburn (Jonquière): Combien des 117 propositions ont été acceptées?

Ms McQueen: It is 48.

M. Blackburn (Jonquière): Avez-vous un peu de détails sur les gens ou les organismes qui vous présentent des demandes? Est-ce que ce sont de grands syndicats? Je sais, entre autres, que vous avez actuellement un projet de la Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Université du Québec. Je cite ce projet en exemple, mais, règle générale, est-ce que ce sont des syndicats qui utilisent habituellement le programme?

[Translation]

Mme Copps: Un peu au-dessus de la Colombie-Britannique.

M. Traversy: C'est cela.

Mme Copps: Sur cette note, je le cède maintenant à M. Murphy.

Le président: C'est M. Blackburn qui vous suivra, je crois, et M. Murphy sera troisième.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman. I would like some information on the financing of the research fund, as well as on the impact of technological change. We will have \$5 million over three years and \$1.9 million this year. Is this an increase? What are the main organizations, corporations and unions that take advantage of this research fund? Do you have a breakdown? Is there a document showing that the fund is always being used by the same people? Could you give us more details?

Mme McQueen: Voulez-vous parler du fonds de recherche sur les incidences technologiques?

M. Blackburn (Jonquière): En effet.

Mme McQueen: Il s'agit d'un fonds de 5.2 millions de dollars dont la création a été annoncée en juin 1984. Il s'agit de travaux de recherche sur l'innovation technologique en milieu de travail. Depuis le départ de ce programme, depuis plus de deux ans, nous avons reçu 117 propositions et nous en avons accepté 48.

J'ai ici dans mon dossier une liste de tous les projets ainsi subventionnés, et je serais heureuse de vous la remettre.

Il s'agit là d'un des programmes qui nous ont été les plus utiles. Il s'agissait en revanche d'un programme portant caducité automatique, mais nous espérons pouvoir le faire reconduire.

Mr. Blackburn (Jonquière): When you say that 117 proposals have been made, is this for last year only?

Mme McQueen: Non. C'était sur une période de moins de deux ans, puisque le programme a débuté en juin 1984.

Mr. Blackburn (Jonquière): How many of the 117 proposals were accepted?

Mme McQueen: Quarante-huit.

Mr. Blackburn (Jonquière): Could you provide us with any detail regarding the people or organizations who apply? Are they generally large unions? For instance, I know that you are going forward with a project proposed by the *Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium du Saguenay—Lac-Saint-Jean* and the University of Quebec. I am just mentioning this project as an example, but what I would really like to know is whether labour organizations are the most frequent users of the program as a general rule?

[Texte]

Ms McQueen: Thirty-nine of the recipients were labour organizations. Four were women's groups. The remainder were from universities and support groups. From the Province of Québec

il y a le Syndicat québécois de l'imprimerie et des communications, local 145, la Fédération des travailleurs du Québec, la Confédération des syndicats nationaux, la Centrale des syndicats démocratiques, l'Association professionnelle des technologistes médicaux du Québec, la Fédération de la métallurgie, la Fraternité nationale des charpentiers et menuisiers forestiers et travailleurs d'usine, etc.

M. Blackburn (Jonquière): Cela me donne une idée des principaux organismes qui utilisent le programme.

Les demandes doivent-elles se conformer à des critères précis pour être acceptées, et quels sont ces critères?

Mme McQueen: Il y a des critères, mais je vais demander à mon sous-ministre adjoint de vous répondre.

Mr. Traversy: The program has specific criteria for assessing the applications. First of all, the program is oriented to supporting practical research on work-place related technological innovation, and we look for research which is focused on the human and social side of technological change, as opposed to perhaps the hardware side, which is the orientation of many technology-focused things. Moreover, we give priority to certain client groups, particularly labour organizations and women's groups, in assessing which proposals will be funded.

M. Blackburn (Jonquière): En ce qui concerne le nouveau programme d'adaptation pour les travailleurs âgés auquel notre gouvernement veut consacrer 125 millions de dollars en quatre ans, les paramètres ont-ils été fixés? A-t-on décidé comment l'argent sera distribué? Sait-on comment le programme va fonctionner?

Qu'est-ce qu'on entend par un «travailleur âgé» qui va pouvoir bénéficier du programme? Est-ce quelqu'un qui perd son emploi? J'aimerais avoir un peu plus de détails sur le programme.

Ms McQueen: Just a point of clarification. Could I ask if you are asking about the existing lab program or the new program that was announced in the budget?

M. Blackburn (Jonquière): Je parle du nouveau programme qui a été annoncé dans le Budget, celui dont le ministre parle brièvement dans son exposé.

Ms McQueen: I am afraid at this point we cannot give you much in the way of details, because we are in the middle of negotiations with the provinces about this program. It is a program, as I think it says in the statement, that is going to assist older workers who have lost their jobs through major lay-offs and who have no immediate prospects for reemployment. The program is designed to be more flexible than the

[Traduction]

Mme McQueen: Trente-neuf des bénéficiaires étaient des syndicats. Quatre étaient des groupes ou associations de femmes. Les autres représentaient des universités ou des groupes de soutien. Et de la province de Québec,

some of the recipients include local 145 of the *Syndicat québécois de l'imprimerie et des communications*, the Quebec Federation of Labour, the Confederation of National Trade Unions, the *Centrale des syndicats démocratiques*, the *Association professionnelle des technologistes médicaux du Québec*, the *Fédération de la métallurgie*, the *Fraternité nationale des charpentiers et menuisiers forestiers et travailleurs d'usine*, as well as others.

Mr. Blackburn (Jonquière): Well, that gives me a pretty good idea of the types of organizations who use the program most often.

Do applications have to meet specific criteria before being accepted, and if so, what are those criteria?

Ms McQueen: There are definite criteria, but I would like to ask my assistant deputy minister to answer that question.

M. Traversy: Il y a effectivement un certain nombre de critères précis pour l'évaluation des demandes. D'abord, le programme vise surtout à appuyer les activités de recherche pratiques, effectuées dans les milieux de travail, sur l'innovation technologique, et nous nous intéressons surtout aux projets visant à évaluer l'aspect humain et social du changement technologique, plutôt que le côté matériel, qui est l'orientation habituelle des programmes de recherche technologique. De plus, nous donnons la priorité à certains groupes de clients, surtout les syndicats et les groupes ou associations de femmes, au moment d'évaluer les propositions qui nous sont soumises.

Mr. Blackburn (Jonquière): With respect to the new program for older worker adjustment for which our government has earmarked \$125 million over a four year period, I would like to know whether the parameters of the program have been set? Has it been decided how the money will be distributed? Do you know how the program will operate?

Also, how exactly do you define an older worker for the purposes of the program? Is it someone who has simply lost his job? I would like to get some additional detail regarding this program.

Mme McQueen: Si je peux vous demander un éclaircissement, parlez-vous du programme actuel de prestations d'adaptation pour les travailleurs ou du nouveau programme qui a été annoncé dans le budget?

Mr. Blackburn (Jonquière): I am referring to the new program which was announced in the budget, the one the Minister has mentioned briefly in his statement.

Mme McQueen: Malheureusement, je ne crois pas pouvoir vous donner beaucoup de détails là-dessus, puisque nous sommes actuellement en train de négocier tous ces détails avec les provinces. Je crois qu'il est mentionné dans l'exposé, cependant, que ce programme visera à aider les travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi par suite d'un licenciement important et qui n'ont pas d'autres perspectives immédiates d'emploi. Les critères du programme sont plus souples que

[Text]

preceding program, LAB. But I will turn it over to my assistant deputy minister.

• 1920

M. Blackburn (Jonquière): Permettez-moi de préciser ma question. Le gouvernement va-t-il venir en aide à l'entreprise privée si elle embauche les personnes âgées qui ont perdu leur emploi ou allons-nous donner des sommes d'argent aux travailleurs? Quelle est l'idée maîtresse du programme?

Mr. Traversy: The program will be focused on providing assistance to the workers rather than, as you have suggested, to actual or potential employers of older workers. So, like the current Labour Adjustment Benefits Program, the emphasis will be on delivering income support to older workers who, through a major lay-off, have lost their livelihood. We are in the midst of discussions with the provinces now to determine whether they wish, as the budget invited them to do, to become partners with the federal government in launching this new program.

The Chairman: Could I get a clarification? The word "support" is as far as it goes; that it is not a retraining program, but it is an income support program?

Mr. Traversy: Yes.

M. Blackburn (Jonquière): Est-ce que cela ne ressemble pas un peu aux bons d'emploi qu'ont les jeunes? Lorsqu'ils voulaient entrer sur le marché du travail, on leur donnait un bon d'emploi pour inciter les entreprises à les embaucher. Donnera-t-on un genre de bon d'emploi aux travailleurs âgés pour faciliter leur retour sur le marché du travail?

Mr. Traversy: At the moment that is not one of the models being considered. Certainly I see your point. At the moment the emphasis is on the individual who has no prospective re-employment and meeting the income needs of such an individual, after of course having taken all the steps necessary to ensure that indeed there is not some retraining program or other job available in the immediate vicinity.

M. Blackburn (Jonquière): Les critères d'un programme de ce genre sont-ils soumis à un comité comme le nôtre avant la mise en vigueur, afin que les députés puissent y proposer des améliorations ou des modifications, ou la décision est-elle prise uniquement au niveau des hauts fonctionnaires?

Mr. Traversy: This particular program has been developed up to the current moment in a very consultative manner. I should mention that during the course of the fall, the Hon. Russell Ramsay, former Minister of Labour of the Province of Ontario, conducted a set of consultations with the provinces, with business, and with labour about their views on the need for a program of this kind. The results of those consultations were encouraging enough that this new initiative was announced in the budget.

[Translation]

ceux du programme précédent, soit le Programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs. Mais je vais demander à mon sous-ministre adjoint de vous donner d'autres détails.

Mr. Blackburn (Jonquière): Perhaps I could just be more specific, if you do not mind. Is the government intending to assist private enterprise by rehiring older workers who have lost their job, or is money going to be provided directly to the workers? What is the main principle of the program?

M. Traversy: Le principe est de venir en aide aux travailleurs eux-mêmes, plutôt que de verser des sommes d'argent aux employeurs actuels ou futurs de ces travailleurs âgés, pour répondre à votre question. Donc, comme le Programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs, le nouveau programme visera à soutenir le revenu de travailleurs âgés qui, par suite d'un licenciement important, auraient perdu leur emploi. Nous sommes actuellement en train de discuter des paramètres du programme avec les provinces, afin de déterminer si elles veulent participer à ce nouveau programme avec le gouvernement fédéral, comme on les a invité de le faire au moment où le budget a été déposé.

Le président: Pourrais-je vous demander un éclaircissement? Le thème «soutien» est le mot clé, n'est-ce pas? Il ne s'agit pas d'un programme de recyclage, mais plutôt d'un programme de soutien du revenu, non?

M. Traversy: Exact.

Mr. Blackburn (Jonquière): Is there not some similarity between what you are proposing and the employment vouchers provided to young people? Young people trying to break into the labour market would be given an employment voucher to encourage businesses to hire them. Will this type of voucher be given to older workers to facilitate their return to the labour market.

M. Traversy: En ce moment, nous ne prévoyons pas de suivre un tel modèle, bien que je comprenne très bien votre argument. Mais pour l'instant, nous cherchons surtout à aider financièrement ceux qui n'ont pas de perspectives de réembauche, après avoir fait ce qu'il faut pour nous assurer qu'ils n'ont pas d'autres possibilités du point de vue des emplois ou des programmes de recyclage qui pourraient leur être offerts dans leur région immédiate.

Mr. Blackburn (Jonquière): Are the criteria for a program such as this put before a committee like ours before being implemented, so that Members of Parliament can propose improvements or changes, or is the decision made solely at the senior official level?

M. Traversy: En fait, dans le cas de ce programme, des consultations ont fait partie de chacune des étapes jusqu'ici. Je dois mentionner que pendant l'automne, l'honorable Russell Ramsay, l'ancien ministre du Travail de la province d'Ontario, a participé à des consultations avec les provinces, les milieux d'affaires, et les syndicats pour connaître leurs points de vue sur la nécessité d'établir un tel programme. Les résultats de ces consultations ont été suffisamment encourageants pour

[Texte]

We are now re-embarked on discussions with the provinces to seek their more detailed views. It is certainly the intention of the Minister, having determined provincial views if there is a willingness to move forward in partnership with the federal government, to seek once again the views of business and labour. At that stage new legislation would be required, and of course parliamentarians would be involved in the legislative process, because this is definitely something that would require a legislative initiative if it gets off the ground.

M. Blackburn (Jonquière): Merci.

The Chairman: Mr. Murphy.

Mr. Murphy: Thank you.

Under section 96 of the Canada Labour Code, as it is amended, there is provision for the appointment of an Advisory Council on Occupational Health and Safety. Does the government have any plans as to when that council will actually be established?

• 1925

Ms McQueen: The Minister has found it necessary to defer that for the time being. He is consulting with representatives from the labour movement, who are of course very anxious to have that council established.

With the down-sizing and the expenditure restraints, it has been necessary to defer it for the time being, but it is only a deferment.

Mr. Murphy: Again there is the problem of not having the Minister here: it is obviously a question that he has to answer.

On the factual matter, does the department have up-to-date statistics on the number of deaths that have occurred in industry in the last year, 1985?

Ms McQueen: No, not for 1985.

Mr. Murphy: So your last year is 1984?

Ms McQueen: Right. We can give you the figures now within the federal jurisdiction.

Mr. Murphy: Okay.

Mr. Herman Hansen (Assistant Deputy Minister, Operations, Labour Canada): There were 4,300 person-years lost due to work-related injury in 1984 within the federal jurisdiction. On how many deaths there were, I am afraid I do not have the figures with me.

Mr. Murphy: Obviously this is a matter which has to be dealt with by the Minister.

The government in their down-sizing effort have decided that, despite the passage of legislation quite a while ago, they are not going to establish an advisory council at this time on occupational health and safety, and that is a problem.

[Traduction]

qu'on décide de prendre cette initiative et de l'annoncer dans le budget.

Nous avons maintenant entamé des discussions avec les provinces pour connaître leurs vues là-dessus. Une fois terminées ses consultations—et s'il s'avère que les provinces désirent participer au programme avec le gouvernement fédéral—le ministre va certainement consulter de nouveau les milieux d'affaires et les syndicats pour savoir ce qu'ils en pensent. À cette étape-là, il faudra présenter un projet de loi, et les parlementaires participeront évidemment au processus d'évaluation du projet de loi, car il est certain qu'il faudra un projet de loi pour lancer ce genre d'initiative.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you.

Le président: Monsieur Murphy.

M. Murphy: Merci.

L'article 96 du Code canadien du travail, tel que modifié, prévoit la nomination d'un Conseil consultatif d'hygiène et de sécurité au travail. Le gouvernement sait-il déjà quand ce conseil sera créé?

Mme McQueen: Le Ministre a jugé qu'il était nécessaire d'y surseoir pour l'instant. Il consulte les représentants des mouvements syndicaux qui sont évidemment impatients que ce conseil soit créé.

Compte tenu du dégraissage et des restrictions budgétaires, nous avons dû y surseoir pour l'instant, mais ce n'est que temporaire.

M. Murphy: Voilà encore un problème causé par l'absence du ministre car c'est évidemment une question à laquelle lui doit répondre.

Pour en revenir aux faits, le ministère a-t-il des chiffres à jour sur le nombre d'accidents mortels du travail pour l'an dernier, 1985?

Mme McQueen: Non, pas pour 1985.

M. Murphy: Les chiffres récents valent donc pour 1984?

Mme McQueen: C'est cela. Nous pouvons vous donner les chiffres pour les industries sous juridiction fédérale.

M. Murphy: Parfait.

M. Herman Hansen (sous-ministre adjoint, opérations, Travail Canada): En 1984, dans les industries sous juridiction fédérale, 4,300 années-personnes ont été perdues en raison d'accidents du travail. Malheureusement, je crains de ne pas avoir ici les chiffres relatifs aux décès.

M. Murphy: Encore une fois, c'est une question qu'il va devoir être abordée avec le ministre.

Soucieux de dégraisser ses effectifs, le gouvernement a décidé que, bien que la loi ait été adoptée il y a un certain temps déjà, de ne pas créer pour l'instant ce conseil consultatif sur la sécurité et l'hygiène au travail, ce qui représente un problème.

[Text]

I would like from the department the number of deaths in the last year for which you have information, the number of work-related injuries that have been registered. You have already given me the number of total days lost as far as the federal regime is concerned; I would like that for the provinces as well, those industries that come under provincial legislation.

The Chairman: Is that possible?

Mr. Hansen: We can certainly provide what comes from within our federal jurisdiction, but I am not sure we can guarantee the provision of the provincial stuff. We will make every effort to do so, Mr. Chairman.

The Chairman: You might be in touch with our researcher on that. It would be helpful if members had that prior to May 7, prior to the Minister's coming. Statistics Canada might have some of that information.

Sorry, Mr. Murphy; continue.

Mr. Murphy: Going into a different matter, but also still related to the occupational health and safety, the information we have indicates that the Canadian Centre for Occupational Health and Safety is expecting first of all an increase in the number of inquiries they will receive in the upcoming year and an increase in the backlog they would expect at the end of the year. Is that right, and can numbers be provided for that?

The Chairman: Can I just intercede at this point. We have the people from the centre. Would you like to direct that question to the people from the centre?

Mr. Murphy: I would be quite willing to direct it to anybody who can provide the information.

The Chairman: Could we have you at the table, Dr. Atherley?

Dr. Gordon Atherley (President and Chief Executive Officer, Canadian Centre for Occupational Health and Safety): We were asked about whether we would expect a backlog in our inquiries and also what the increase in inquiries coming to us would be.

The Chairman: I think the question on backlog was that the backlog was growing—is that correct?—and how big it is, and then there was a question about the number of inquiries as well.

Mr. Murphy: Yes. The trend over the years.

Dr. Atherley: The items of information service that we deliver, which is the way we measure our response to inquiries, doubled in the previous year compared with the year before that; that is to say, in the year that ended March 1986 there was twice the output compared with the year that ended in March 1985.

[Translation]

J'aimerais que les fonctionnaires nous donnent le chiffre des décès pour l'année la plus récente, ainsi que le nombre d'accidents du travail signalés. Vous m'avez déjà donné le nombre total de journées perdues dans le cas des industries sous réglementation fédérale, mais j'aimerais avoir le même chiffre pour les provinces, c'est-à-dire des industries qui relèvent d'un régime provincial.

Le président: Est-ce possible?

M. Hansen: Nous pourrions certainement vous donner tout ce qui concerne la juridiction fédérale, mais je ne peux pas vous garantir la même chose du côté provincial, mais nous allons faire tout ce que nous pourrons pour vous l'obtenir, monsieur le président.

Le président: Vous pourriez prendre contact avec notre chargé de recherche à ce sujet et il serait souhaitable que les membres puissent avoir ce chiffre avant le 7 mai, date à laquelle nous allons recevoir le ministre. Statistique Canada pourrait avoir certaines données à ce sujet également.

Excusez-moi, monsieur Murphy, poursuivez je vous prie.

M. Murphy: Dans un autre ordre d'idées, mais toujours dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, d'après nos renseignements, le Centre canadien de sécurité et d'hygiène au travail s'attend à une augmentation du nombre de demandes pour l'année à venir, et également à une augmentation du nombre de dossiers en retard à la fin de l'exercice. Est-ce bien cela et pouvez-vous nous donner des chiffres?

Le président: Si vous me permettez une intervention, nous avons ici des témoins du centre en question et peut-être préféreriez-vous leur poser directement la question.

M. Murphy: Je suis prêt à poser mes questions à quiconque peut y répondre.

Le président: Pouvez-vous prendre place à la table, monsieur Atherley?

M. Gordon Atherley (président et directeur général, Centre canadien de sécurité et d'hygiène au travail): On nous a demandé si nous nous attendions à une augmentation du nombre de dossiers en retard et à une augmentation du nombre de demandes qui nous parviendraient; c'est cela?

Le président: Je pense qu'à propos du nombre de dossiers en retard, le député vous avait demandé si le chiffre augmentait—est-ce bien cela?—de combien de dossiers s'agit-il, et il vous demandait également ce qu'il en était du nombre de demandes.

M. Murphy: D'accord. L'évolution de la tendance avec les années.

M. Atherley: Le nombre de renseignements que nous fournissons, et c'est de cette façon que nous calculons le nombre de réponses aux demandes qui nous parviennent, a doublé l'année précédente par rapport à l'année antérieure, ce qui veut dire que pour l'année qui s'est terminée en mars 1986 nous avons produit deux fois plus que pendant l'année qui s'est terminée en mars 1985.

[Texte]

• 1930

Now, the backlog is measured by the proportion of inquiries that we deal with within a four-week period, and it is true there has been a slight decrease in our performance to the extent of a few per cent, 3% or 4%.

However, the work that we predict coming to us, we expect to cope with without a major deterioration in our performance in the coming year.

Mr. Murphy: Well, just to make sure I have the information straight, the number of requests for information is increasing. It is doubling?

Dr. Atherley: Yes.

Mr. Murphy: Your estimate that your performance will not decrease is based on the fact that within a four-week period you will be able to respond to the same percentage of inquiries, but in fact that really means that the number of inquiries you will not be able to respond to within the time frame you have used for a judgment basis is going to increase and is going to continue to increase.

Dr. Atherley: I have to agree with that, Mr. Chairman. As the numbers increase, so will the number of people we keep waiting for the defined period of time, in absolute numbers, also increase, yes.

Mr. Murphy: It is also correct—this is the information we have been given—that despite this the government has, through its funding, given you five fewer person-years for the upcoming year.

Dr. Atherley: That is so, Mr. Chairman.

Mr. Murphy: Has there been any indication that the government intends to change those numbers?

Dr. Atherley: I am not really in a position to answer that question. I have received no indication to that effect, but I am not sure I have the information.

Mr. Murphy: Mr. Chairman, I think that sets the picture I am trying to portray with regard to occupational health and safety, and the cavalier manner in which this government is treating this whole issue. They have not set up the advisory council despite the fact that the legislation was passed almost two years ago. They are decreasing the number of people who are available. We obviously need some action in this area, and I hope this committee will make this a major area of study in the next little while.

I have one other question on occupational health and safety related matters. At the present time is the federal government financing any ongoing studies on the effects of visual display terminals on Canadian workers, especially Canadian women? Are we financing any ongoing studies in this area?

Ms McQueen: Our department is not, but National Health and Welfare may be.

[Traduction]

Cela dit, nous calculons le nombre de dossiers en suspens en partant du pourcentage de demandes auxquelles nous répondons pendant une période de quatre semaines, et il est bien vrai que notre rendement a légèrement diminué, de l'ordre de quelques pour cents, 3 ou 4 p. 100.

Cela dit toutefois, compte tenu de la charge de travail que nous prévoyons, nous nous attendons à une détérioration sérieuse de notre rendement pour l'année à venir.

M. Murphy: Je voudrais être bien certain de mes chiffres: vous nous dites donc que le nombre de demandes de renseignements augmentent. A-t-il doublé?

M. Atherley: Oui.

M. Murphy: Vous calculez que votre rendement ne va pas diminuer en partant du principe que, dans une période de quatre semaines, vous allez pouvoir répondre au même pourcentage de demandes, alors qu'en réalité cela signifie que, dans votre période de référence, le nombre de demandes auxquelles vous n'allez pas pouvoir donner satisfaction va augmenter et va continuer à le faire.

M. Atherley: Je dois l'admettre, effectivement monsieur le président. À mesure que le nombre de demandes augmente, le nombre de gens que nous allons devoir faire attendre va également devoir augmenter en chiffres absolus, c'est exact.

M. Murphy: Est-il également vrai—c'est ce qu'on nous a dit—que malgré cela le gouvernement vous a donné cinq années-personnes de moins pour l'année prochaine?

M. Atherley: C'est bien cela, monsieur le président.

M. Murphy: Y a-t-il quelque chose qui vous permettrait de croire que le gouvernement a l'intention de changer ces chiffres?

M. Atherley: Je ne suis pas vraiment en mesure de répondre à cette question, mais je n'ai rien entendu dire dans ce sens. Toutefois, je ne suis pas certain d'être au courant de tout.

M. Murphy: Monsieur le président, voilà qui brosse je crois le tableau que je voulais au sujet de la sécurité et de l'hygiène au travail, et qui en dit long sur la façon cavalière dont le gouvernement s'occupe de cette question. Le gouvernement n'a pas créé le conseil consultatif même si la loi a été adoptée il y a près de deux ans. Il a diminué le nombre de fonctionnaires dans ce secteur et il est évident qu'il faut faire quelque chose et j'espère d'ailleurs que le Comité décidera de procéder à une étude d'envergure sous peu.

J'aurais une autre question à poser à propos de la sécurité et de l'hygiène au travail. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral finance-t-il des études des incidences des écrans cathodiques sur la santé des travailleurs, et surtout des travailleuses? Est-ce que nous finançons des études dans ce domaine?

Mme McQueen: Pas notre ministère, mais peut-être celui de la Santé le fait-il.

[Text]

Mr. Murphy: Again related to occupational health and safety, the new regulations were presumably brought in as a result of the passage of legislation in June 1984. With that in mind, why were the procedures to be followed when an elevator is wrecked, taken out of the regulations?

Ms McQueen: When an elevator is wrecked? What kind of an elevator?

Mr. Murphy: Under the old procedure, when an elevator was wrecked, destroyed, not working, in an accident, phrases to that effect, they used to be required that that elevator not be touched, that nothing occur until an inspector arrived. Is it true that under the new regulations it is possible to work on that elevator, or resume use of that elevator before the inspector arrives?

Ms McQueen: Could I just clarify that you are speaking about an elevator that carries people, not a grain elevator . . .

Mr. Murphy: That is right. An elevating device.

Ms McQueen: I am afraid we will have to get back to you on that one; I am afraid we cannot answer it.

Mr. Murphy: Mr. Chairman, I will make this my last question in this round because it is the last one I have on occupational health and safety for this meeting.

In the same light, whole sections are also gone from the hand-tools regulation. Again, since the purpose of changing the regulations at this time was to bring the regulations into the new Canada Labour Code, as it was amended in the house in 1984, why were these sections taken from the regulations? And again, can we know the basis, first of all, of what was taken out and why it was taken out?

• 1935

Ms McQueen: We will have to look into that and get back to you on it.

The Chairman: Could I ask you to do that as quickly as you can so members have that information? But when the Minister appears, whoever it was that drafted these things . . .

Ms McQueen: Might be useful.

The Chairman: It would be quite helpful to have them here.

Mr. Murphy: I suspect that he or she or they might be very valuable.

The Chairman: Yes. I think perhaps the Minister's staff could note that. I want to just follow up on a couple of things that have been opened, just to get a couple more things on the record related to issues already raised, and then I will come to Ms Copps.

The labour adjustment, the new program for older workers. In your testimony you indicated that in the negotiations with

[Translation]

M. Murphy: Toujours dans le même domaine, j'imagine que de nouveaux règlements sont entrés en vigueur suite à l'adoption de la loi en juin 1984. Cela étant, pourquoi le règlement sur les procédures à suivre en cas d'accident d'ascenseur a-t-il été abrogé?

Mme McQueen: Accident d'ascenseur? Quel genre d'ascenseur?

M. Murphy: Antérieurement, lorsqu'un ascenseur était accidenté, lorsqu'il ne fonctionnait plus à la suite d'un accident, j'ai oublié le texte, personne ne devait y toucher avant l'arrivée d'un inspecteur. Est-ce vrai qu'avec la nouvelle réglementation, il est maintenant loisible de réparer l'ascenseur, de le remettre en service, avant l'arrivée de l'inspecteur?

Mme McQueen: Pouvez-vous préciser? S'agit-il d'un ascenseur servant à transporter des personnes, pas d'un silo ou d'un élévateur quelconque?

M. Murphy: C'est bien cela. Un ascenseur, quoi.

Mme McQueen: Je crains de devoir remettre ma réponse à plus tard car je ne pense pas que nous puissions y répondre immédiatement.

M. Murphy: Monsieur le président, ce sera ma dernière question pour ce tour-ci et aussi la dernière question que j'aurai à poser à cette réunion-ci dans le domaine de la sécurité de l'hygiène au travail.

Toujours dans la même veine, la réglementation concernant le petit outillage a perdu des articles entiers. De nouveau, le but de modifier les règlements maintenant, comme ils l'avaient été, à la Chambre en 1984, est de les intégrer au Code canadien du travail; pourquoi, alors, ces articles ont-ils été retranchés du règlement? Je le répète, sur quelle base et pourquoi l'a-t-on fait?

Mme McQueen: Il va nous falloir étudier la chose et vous faire rapport à ce sujet.

Le président: Puis-je vous demander de procéder rapidement afin que les députés disposent de ces renseignements? Mais quand le ministre comparaitra, est-ce que la personne qui a rédigé ces règlements . . .

Mme McQueen: Ce pourrait être utile.

Le président: Ce serait très utile que ces personnes soient présentes.

M. Murphy: J'estime que celui ou celle ou ceux qui l'ont fait pourraient nous aider.

Le président: Oui. Le personnel du ministre pourrait peut-être en prendre note. J'aimerais donner suite à quelques questions qui ont été mentionnées, et à en soulever d'autres, également aux fins du compte rendu, qui sont pertinentes à ce qui a déjà été discuté, et je donnerai ensuite la parole à M^{me} Copps.

Au sujet du nouveau programme d'adaptation pour les travailleurs âgés, vous avez souligné dans votre témoignage

[Texte]

the provinces, it is going to differ from the previous program in the sense that it is going to be broadened, I think was the word that was used. Could you just put on the record for us a bit of a sense of what that broadening is? Are you thinking of broadening in terms of age or broadening in terms of the industrial sectors covered, what is the sense of broadening?

Ms McQueen: Mr. Chairman, under the old LAB program, there were four industrial designations across Canada. They were the areas of textiles, clothing, tanning and footwear. There were also some regional community designations. There was a list of 11 communities that were declared areas under the LAB Act, and I can list those if you like. But the idea behind the proposed new program is that those restrictions about specific industries and specific communities would no longer apply.

The Chairman: Okay. So any major lay-off, I think that was the other word that was brought in there, do we have a sense of major? What is the sense of major? Are we talking in percentage terms of a work force or are we talking in absolute numbers like 100 or more? Which is the sense of that?

Ms McQueen: I think you are quite right in that what is major in one community might not be in another, but I will turn that over to Greg who has been carrying on the negotiations. Mr. Traversy.

Mr. Traversy: Yes, that is very much one of the things which is under discussion with the provinces right now. The Minister has indicated to his provincial colleagues his own perception that what is major in a smaller community, certainly maybe a lay-off that is in absolute numbers, could be much less awesome than would be considered a major lay-off in one of our major metropolitan areas. We have really invited the provinces to enter into discussions with us with their views on what would be an appropriate major lay-off concept, perhaps using a sliding scale approach relating the size of lay-off to the size of the community or the size of the local labour market in an attempt to focus the program on lay-offs which are large enough to cause major disruption in a given community's labour market.

The Chairman: Does that mean we might end up with specific federal-provincial agreements province by province, where a definition like that might shift from one province to another, rather than the same definition across the country, but whatever fits a particular economy? It might be different in Newfoundland than it is in Ontario. Is that a possibility?

Mr. Traversy: That is certainly a possibility at this stage.

The Chairman: Okay. Just a last question to finish off that area. Are the resources for this program in the main estimates, or are we going to see those in supplementary estimates?

Mr. Helmes: All we have in the current estimates are submitted administrative expenses to carry on this research.

[Traduction]

que vos négociations avec les provinces seraient différentes de celles que vous avez eues pour l'ancien programme dans ce sens qu'elles seront plus générales. Que voulez-vous dire par là? Est-ce que vous songez à élargir le programme en fonction de l'âge ou des secteurs industriels couverts, qu'est-ce que cela signifie exactement?

Mme McQueen: Monsieur le président, dans le cas de l'ancien programme PAT, on retrouvait quatre désignations industrielles au Canada. Il y avait les secteurs du textile, du vêtement, du tannage et de la chaussure. On retrouvait également certaines désignations concernant les collectivités régionales. Onze collectivités avaient été désignées comme relevant de la Loi PAT et je peux vous les mentionner si vous le désirez. Le nouveau programme proposé vise à faire disparaître ces restrictions concernant des industries spécifiques et des collectivités spécifiques.

Le président: Très bien. Vous avez également mentionné une mise à pied importante, c'est l'autre terme que vous avez utilisé; avez-vous une idée de ce que important signifie? Dans quel sens l'utilisez-vous? S'agit-il d'un pourcentage de la population active ou d'un chiffre absolu, 100 ou davantage? De quoi s'agit-il exactement?

Mme McQueen: Vous avez tout à fait raison, ce qui peut être important pour une collectivité ne l'est peut-être pas pour une autre, mais comme Greg était chargé de la négociation je vais le laisser vous répondre. Monsieur Traversy.

M. Traversy: Oui, c'est justement une des questions qui fait l'objet de discussion avec les provinces actuellement. Le ministre a souligné à ses collègues provinciaux que, d'après lui, ce qui pouvait être important pour une petite collectivité ne l'était certainement pas autant, en chiffres absolus, pour une région urbaine importante. Nous avons donc invité les provinces à participer aux discussions avec nous pour qu'elles nous disent ce qui serait, à leur avis, un concept approprié de mise à pied importante, en utilisant peut-être la méthode de l'échelle mobile pour établir l'importance de la mise à pied par rapport à l'importance de la collectivité ou l'importance du marché du travail local afin que le programme puisse identifier les mises à pied qui sont suffisamment importantes pour apporter des perturbations sérieuses au marché du travail d'une collectivité donnée.

Le président: Est-ce que cela signifie que nous pourrions en arriver à des ententes fédérales-provinciales, province par province, et qu'une définition comme celle-ci peut changer d'une province à une autre, et non être la même à l'échelle du pays, c'est-à-dire une définition qui varie avec l'économie? Elle pourrait être différente à Terre-Neuve de celle de l'Ontario. Est-ce que ce n'est pas une possibilité?

M. Traversy: En ce moment-ci, c'est certainement une possibilité.

Le président: Très bien. Une dernière question dans ce même domaine. Avez-vous dans le budget des dépenses des ressources pour ce programme ou allez-vous devoir en demander dans un budget supplémentaire?

M. Helmes: Tout ce que le présent budget des dépenses contient ce sont les dépenses administratives soumises pour

[Text]

There is no money in terms of payment under the new program.

The Chairman: In which of the votes . . . ?

Mr. Helmes: It is in vote 1 and there is about \$200,000 there for administrative purposes to carry on the research.

The Chairman: And that includes then negotiations with the provinces . . .

Mr. Helmes: Yes.

The Chairman: —and that is the definition of research. Okay. Thank you for that. We will go to Ms Copps.

• 1940

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman.

The old criteria for LAB expired on March 31, with the exception of those people who were previously under the LAB Program. There are no new LAB programs as of March 31, 1986.

Mr. Traversy: The LAB designations for the nationally designated industries expire on August 17 of this year. As for LAB designations after August 17, LAB will remain in effect in seven communities until February 12, 1987.

Ms Copps: But as for the designations that go until August, those are in the designated communities that you are allowing to lapse. I am asking if there are new LAB programs coming on as of April 1, 1986.

Mr. Traversy: Yes, there will be new claimants coming onto the LAB Program in the nationally designated industries until August 17 of this year, and beyond that, in seven communities until February 12, 1987. So LAB is still taking aboard new beneficiaries this fiscal year.

Ms Copps: Now, if you look at the figures that were provided for us in the budget papers with respect to the new program, the annual maximum contribution is \$31.25 million, given you are suggesting \$125 million over a four-year period.

Mr. Traversy: That would be the average . . .

Ms Copps: Well, it is the figure quoted by the Minister, the total of \$125 million over a four-year period.

Mr. Traversy: Correct.

Ms Copps: What would have been the figure over the four-year period under LAB?

Mr. Traversy: We will still be continuing with very substantial expenditures under the LAB Program over the current fiscal planning period until 1990-91, and we do have estimates of what we will be spending over that period. Is that the member's question?

[Translation]

poursuivre cette recherche. Il n'y a pas d'argent prévu pour le nouveau programme.

Le président: Dans quels crédits . . . ?

M. Helmes: Il s'agit du crédit premier, d'une somme de 200,000\$ environ à des fins administratives pour poursuivre la recherche.

Le président: Vos négociations avec les provinces sont comprises . . .

M. Helmes: Oui.

Le président: . . . c'est la définition qui s'applique à la recherche. Très bien. Je vous remercie de cette réponse. Je donne maintenant la parole à M^{me} Copps.

Mme Copps: Merci monsieur le président.

Les anciens critères concernant le programme PAT arrivait à terme le 31 mars, sauf pour ces personnes qui faisaient partie précédemment du programme PAT. À compter du 31 mars 1986, il n'y a pas eu de nouveau programme PAT.

M. Traversy: Les désignations PAT pour les industries désignées à l'échelle nationale arrivent à terme le 17 août de cette année. Pour ce qui est de désignations dans le cas du gouvernement PAT, après le 17 août, le PAT demeurera en vigueur dans cette collectivité et cela jusqu'au 12 février 1987.

Mme Copps: Les désignations qui sont en vigueur jusqu'en août concernent les collectivités désignées qui tomberont en désuétude. Je vous demande si de nouveaux programmes PAT seront en vigueur à partir du 1^{er} avril 1986.

M. Traversy: Oui, il y aura de nouveaux requérants pour le programme PAT dans les industries désignées à l'échelle nationale jusqu'au 17 août cette année, et après cela il y en aura dans cette collectivité jusqu'au 12 février 1987. Par conséquent, le programme PAT accepte toujours de nouveaux candidats pour la présente année financière.

Mme Copps: Dans les chiffres qui nous ont été fournis dans les documents budgétaires, concernant les nouveaux programmes, la contribution maximale annuelle est de 31.25 millions de dollars, étant donné que vous proposez 125 millions de dollars pour une période de quatre ans.

M. Traversy: Ce serait la moyenne . . .

Mme Copps: C'est le montant qu'a cité le ministre, une somme totale de 125 millions de dollars pour une période de quatre ans.

M. Traversy: C'est exact.

Mme Copps: Dans le cadre du programme PAT qu'elle aurait été la somme pour une période de quatre ans?

M. Traversy: Nous continuerons toujours à faire des dépenses très importantes dans le cadre du programme PAT au cours de la présente période de planification financière jusqu'en 1990-1991, et nous avons des prévisions des dépenses qui se feront au cours de cette période. Est-ce que cela répond à la question du député?

[Texte]

Ms Copps: My question relates to the fact that the movement away from LAB to POWA, while claimed to reach a greater number of workers, will actually result in a substantially reduced expenditure on the part of the federal government. So you are spending less money and spreading it over more people.

Mr. Traversy: Unless I do not properly understand the question, it is the case that the federal government's overall expenditures will continue to rise in the coming years to levels that exceed any past levels under the LAB Program. The federal government will be continuing to make payments to all the LAB claimants, and those amount to very substantial sums over the coming year; certainly, several hundred million dollars over the coming five-year period. In addition to that, there will be the POWA expenditures. So the total expenditures are rising now and will continue to rise through the piece.

Ms Copps: If you look at the amount of money that was set aside for POWA in this fiscal year, or whenever it starts, of \$26 million as compared with approximately, I think, in the neighbourhood of \$54 million that is going to be spent for LAB, presumably at some point when LAB recipients . . . It is like the Canada Pension Plan; it takes some time for them to phase out.

Mr. Traversy: Exactly.

Ms Copps: The actual moneys you are spending for POWA will be slightly more than half. If you use 1986 as a comparison year, you spend \$54 million in LAB and \$31.5 in POWA.

Mr. Traversy: The \$31 million is the average over that four-year period, but in fact, behind the estimates set out in the budget were more detailed estimates. We would expect POWA expenditures not to stay at a stable amount over the four-year period, but rather, to rise very sharply. For example, in the current fiscal year, even if we succeed in negotiating agreements with all the provinces this year, we will spend very little on POWA, because it, like LAB . . .

• 1945

Ms Copps: I understand how averages work—four years, \$125 million. The reason you brought in POWA was that you were spending too much money on LAB. Let us be honest, that was the reason for POWA; not to reach out to more people but because you wanted to cut back on the expenditures.

The Chairman: I think that is an important point to get out. The witness has said that the new program will be an add-on . . .

[Traduction]

Mme Copps: La question que je pose a trait à ce changement du programme PAT au programme PAT. De plus ce dernier prétend être accessible à un plus grand nombre de travailleurs, mais de fait on diminue de façon très importante les dépenses du gouvernement fédéral à ce chapitre. Par conséquent, vous allez dépenser moins d'argent et répartir la somme sur un plus grand nombre de travailleurs.

M. Traversy: Je ne sais pas si j'ai bien compris la question, mais les dépenses globales du gouvernement fédéral continueront d'augmenter au cours des années à venir pour atteindre des niveaux qui dépasseront toutes dépenses faites précédemment en vertu du programme PAT. Le gouvernement versera toujours des paiements aux réclamants du programme PAT lesquels seront très importants au cours de l'année à venir, quelques centaines de millions de dollars sûrement au cours des prochains cinq ans. Il y aura de plus les dépenses effectuées dans le cadre du programme PAT. Par conséquent, la somme totale des dépenses augmentera et continuera d'augmenter à cause de ces activités.

Mme Copps: Si vous considérez la somme qui a été attribuée au programme PAT pour l'année financière en cours, quelle que soit la date à laquelle elle commence, il s'agit de 26 millions de dollars comparativement à quelques 50 millions de dollars qui avaient été dépensés dans le cadre du PAT, lorsque les bénéficiaires du PAT avaient reçu probablement à un certain moment . . . c'est un peu comme le Régime de pensions du Canada, la période de désengagement prend un certain temps.

M. Traversy: Exactement.

Mme Copps: Les sommes que vous dépensez pour le programme PAT compteront pour plus de la moitié. Si on prend l'année 1986 comme année de comparaison, vous avez dépensé 54 millions de dollars pour le programme PAT et 31.5 millions de dollars pour le programme PAT.

M. Traversy: La somme de 31 millions de dollars représente la moyenne dépensée pour une période de quatre ans, mais, de fait, il y a derrière ce budget de dépenses un budget plus détaillé. Nous ne nous attendons pas à ce que les dépenses dans le cadre du programme PAT demeurent stables pendant quatre ans, mais elles augmenteront de façon très marquée. Au sujet de l'année financière en cours, même si nous devons réussir dans nos négociations avec toutes les provinces cette année, nous dépenserons très peu au chapitre du programme PAT, car ce programme, comme le programme PAT . . .

Mme Copps: Je comprends comment fonctionnent les moyennes—quatre, 125 millions de dollars. La raison pour laquelle vous avez présenté ce programme PAT c'est que vous dépensiez beaucoup trop pour le programme PAT. Parlons net, c'est la raison de l'existence du PAT, non pas que vous vouliez que les programmes soient accessibles à plus de gens, ou vous voulez diminuer vos dépenses.

Le président: C'est une question importante. Le témoin a déclaré que le nouveau programme s'ajouterait . . .

[Text]

Ms Copps: Mr. Chairman, I am asking questions of the witnesses. If you do not mind, you could resume your chair, which is the function of chairing the meeting and not editorially commenting on every statement that is made. Thank you.

The Chairman: I will chair the way I feel like chairing.

Ms Copps: The Chair is there to direct the debate, not to editorialize on every statement that is made, if you do not mind.

The Chairman: I am not editorializing. I am asking the witness for clarification, Ms Copps.

Ms Copps: Mr. Chairman, you are far exceeding your bounds as a Chair, if you want to read Robert's *Rules of Order*.

My question was whether in the minds of... perhaps the deputy minister could answer this, or it may be something I want to reserve for the Minister, when he comes. My general impression was that the POWA package is going to result in substantially less input from the federal government financially than LAB, once LAB tapers off and phases out and POWA comes into full force.

Ms McQueen: I do not have the comparative statistics here of the anticipated expenditures under POWA as it develops and as LAB phases out. I think we could get those for you and we could certainly have them here when the Minister appears. We could give you some sort of a spending forecast of the federal contributions to it. What we are going to get from the provinces, of course we cannot answer at the moment.

Ms Copps: Sure.

I wanted to ask a couple of other questions. What is the impact of the decision to eliminate the Quality of Working Life Program?

Ms McQueen: In terms of money, \$655,000.

Ms Copps: But notwithstanding the money, what is the projected impact? If there is none, I guess it was a pretty bad program.

Ms McQueen: I do not think it was a bad program. I think the principles behind the Quality of Working Life types of programs have to a certain extent become much more commonly known and much more commonly practised than they used to be. In fact, I think we could make the argument that the whole new philosophy under the new code and the formation of employer-employee safety committees on site are an outgrowth of the general philosophy of the Quality of Working Life. I think, yes, it is a pity we could not continue it. We had to make cuts somewhere.

Ms Copps: Just one last question to Dr. Atherley. It follows up on the previous questions about the effect the cutbacks are having in your area. When I toured the centre I guess it was almost a year and a half ago now—how time flies when you are having fun—you were looking at making more accessible

[Translation]

Mme Copps: Monsieur le président, c'est moi qui pose les questions aux témoins. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, vous pouvez regagner votre fauteuil, votre rôle est de présider la réunion et non de faire des commentaires sur tout ce que je dis. Je vous remercie.

Le président: Je vais présider comme il me convient.

Mme Copps: Le président doit diriger le débat et non pas faire fonction d'éditeur pour chaque déclaration que je fais, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Le président: Je ne me pose pas en éditeur de vos déclarations. Je demandais simplement des précisions au témoin, madame Copps.

Mme Copps: Monsieur le président, vous allez bien au-delà de votre rôle en tant que président, si vous voulez bien consulter le règlement de procédure de Roberts.

Je demandais si dans l'esprit de... peut-être que le sous-ministre pourrait répondre, ou il voudra peut-être que le ministre réponde lui-même lors de sa comparution. J'ai vraiment l'impression que le gouvernement fédéral donnera beaucoup moins sur le plan financier dans le cadre du programme PAT qu'il en donnait dans le cadre du programme PAT, une fois que ce dernier disparaîtra progressivement et que le PAT entrera vraiment en vigueur.

Mme McQueen: Je n'ai pas de statistiques comparatives quant aux dépenses prévues lorsque le programme PAT sera en vigueur et que le programme PAT disparaîtra progressivement. Nous pourrions les obtenir afin que vous en disposiez lorsque le ministre comparaitra. Nous pouvons vous donner les prévisions des dépenses du gouvernement fédéral à ce sujet. Nous ne pouvons vous dire pour le moment ce que nous obtiendrons des provinces à ce chapitre.

Mme Copps: Certainement.

Je voulais poser quelques autres questions. Quelle incidence aura la décision de faire disparaître le programme de qualité de vie au travail?

Mme McQueen: Sur le plan finance, 655,000\$.

Mme Copps: Mis à part les finances, quelle est l'incidence prévue? S'il n'y en a pas, j'estime que ce doit être un assez mauvais programme.

Mme McQueen: Je ne crois pas que c'était un mauvais programme. Les principes de ce programme de la qualité de vie au travail sont maintenant, jusqu'à un certain point, beaucoup mieux connus et mis en pratique que précédemment. De fait, on pourrait affirmer que cette toute nouvelle philosophie des nouveaux codes et la création des comités de sécurité employeur-employé sur place sont le résultat de cette théorie générale sur la qualité de vie au travail. Oui, c'est dommage à mon avis de ne pas le poursuivre. Nous avons dû comprimer les dépenses quelque part.

Mme Copps: Une dernière question qui s'adresse à M. Atherley. Elle fait suite à une question précédente posée au sujet des réductions dans votre secteur. Quand j'ai visité le centre, il y a près d'un an et demi, je crois—que le temps passe vite quand on s'amuse bien—on cherchait à rendre plus

[Texte]

to employees, for example, and employee groups, some of the information you had, which I found quite fascinating, about the chemicals and the things they would be dealing with in everyday life. I guess you are probably aware of the new legislation passed in the province of Ontario on access to information, so that every barrel of everything is marked with the common generic name and all of the other chemical derivatives. You were developing a computer program at that time that you hoped to hook in and make accessible and available to a lot of employee and unorganized groups, somehow, across the country. I wonder how that is progressing, and whether a curb has had to be put on what I thought was the good work you were doing in trying to get out to not only organized but unorganized labour about their rights and that type of thing. If you are having a bit of a backlog, then maybe you are not going to be in a position to want to attract a lot of new inquiries.

• 1950

Dr. Atherley: The program we showed you is indeed to do with chemical information and it does indeed reflect the great need to know, the right to know, that working people across the length and breadth of the country are expressing. As I am sure everybody is aware, there is a federal-provincial initiative called the "Workplace Hazardous Materials Information System", which is really, as I understand it anyway, a co-ordinated program to make sure that chemicals in workplaces are labelled, to make sure they go into the workplace only when they are accompanied with a material safety data sheet and to make sure that they are only there when workers understand the hazards and so on.

We think our computerized system would support, aid that, would really be the vehicle, electronically, by which that information would be delivered.

In answer to the question about what effects the financial pressures on us will have, we see that as so important that I think we will sacrifice other things before we get into that. The program has expanded very rapidly; we made over 200 new connections.

If I am not going on too long, I could just briefly mention one example because I think it illustrates the point very well. The Chrysler Corporation and the UAW in their contract settlement recently, in the fall, agreed that all the health and safety committees in all the Chrysler plants would have a micro-computer connected to our system and that the company would pay for worker and manager members of the committee to be trained on our system so the committee would have this electronic information. We see a great future in that.

The Chairman: Could we just have clarification: As you move more and more to the computer method of handling inquiries, is that one reason for the increase? Is it an increased accessibility factor? A little earlier this rapid increase in inquiries, the doubling in a couple of years, was raised. Is that because you are moving to high tech ways of doing this?

Dr. Atherley: I think perhaps, if I may say so, it is the other way around, that unless we use the machine, the computer, we are not going to be able to cope because the demand for

[Traduction]

accessible aux employés, aux groupes d'employés, certains renseignements dont vous disposiez. J'ai trouvé l'idée fascinante, car elle touchait les produits chimiques et toute autre chose dont ils auraient à s'occuper tous les jours. On considère probablement que la province de l'Ontario a adopté une nouvelle loi au sujet de l'accès en information, afin que chaque baril de quelque produit que ce soit soit identifié par le nom générique du produit de même que pour tous les autres dérivés chimiques. A l'époque de ma visite, vous mettiez au point un programme informatisé afin que grand nombre d'employés et de groupes non-organisés du pays puissent avoir accès à ce programme. Je me demande où en sont vos travaux, et aussi si les compressions touchent cet excellent travail que vous faisiez d'informer non seulement les groupes organisés mais les groupes non-organisés au sujet de leurs droits. Si vous avez un arriéré de travail, vous vous passerez certainement fort bien d'un tas de nouvelles demandes.

M. Atherley: Le programme que nous vous avons expliqué comporte des renseignements sur les produits chimiques et les travailleurs du pays tout entier ont le droit d'être tenus au courant. Le programme fédéral-provincial intitulé «Système de renseignement sur les produits dangereux sur les lieux de travail» a justement pour objectif de veiller à ce que tous les produits chimiques utilisés sur les lieux de travail soient étiquetés et soient accompagnés d'une feuille explicative sur leurs dangers éventuels, de façon à ce que les travailleurs soient tenus pleinement au courant des dangers auxquels ils pourraient éventuellement être confrontés.

Nos ordinateurs pourraient ainsi servir à diffuser ces renseignements.

C'est à notre avis une question tellement importante que nous serions éventuellement prêts à sacrifier autre chose, si cela devenait indispensable en raison des restrictions budgétaires. Le programme s'est développé très rapidement et nous avons maintenant plus de 200 nouveaux contacts.

Si vous le permettez, je vais vous donner un exemple. Dans la convention collective signée à l'automne dernier par Chrysler et le Syndicat de l'automobile, il a été convenu que les comités de sécurité de toutes les usines Chrysler seraient dotés d'un mini-ordinateur branché sur notre réseau, les frais de formation des membres du comité pour les mettre au courant de notre système étant pris en charge par Chrysler. C'est là une évolution fort prometteuse.

Le président: Est-ce que cette augmentation serait due en partie du moins à l'informatisation des renseignements qui rend ces derniers plus accessibles? Le fait que la demande de renseignements ait doublée en deux ans serait-il attribuable à cette informatisation?

M. Atherley: C'est le contraire qui est vrai. Sans l'ordinateur, il nous est impossible de faire face à la demande de renseignements. C'est comme pour les soins de santé: lorsque

[Text]

information, we believe, is limitless. This may be an unfortunate parallel, but it is like the demand for health care: once people have become accustomed to the need for it, the demand goes on. Unless we computerize I do not think we are going to meet it. So, while it is quite true that we do create interest, I think the work would come to us and without the computer we would go under the pressure of work.

The Chairman: Thank you. Mr. Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, je voudrais, à vous et aux membres, vous faire part d'une réflexion.

Lorsqu'on siège en comité, que ce soit celui du travail, de l'emploi et de l'immigration, ou autres, on a souvent des rapports sur vos prévisions budgétaires et les dépenses à commenter. Lorsqu'on dit que cette année il y aura 2 ou 3 p. 100 de moins de consacré à un programme, je me demande si mon rôle est de venir ici pour vérifier si le 2 ou 3 p. 100 coupé est vraiment important. Cette décision est prise auparavant dans le Budget; les gens doivent voir à appliquer certaines normes pour satisfaire aux exigences du Budget.

Mais si on veut améliorer le système il faut voir du côté des programmes spécifiques. Lorsqu'on regarde les différents programmes, on ne les examine pas en profondeur. On ne considère pas la possibilité d'améliorer le système, de voir si ce que les bureaucrates ou les hauts fonctionnaires ont pensé il y a un an ou quinze ans, existe toujours et répond encore vraiment aux besoins de notre société et de nos régions, et s'il y a des gens qui tiennent compte de tout cela. De cela, on n'en tient pas compte! Et lorsque l'on pose la question, on nous donne vaguement une réponse pour essayer de nous endormir.

• 1955

Je ne vous en fais pas un reproche car d'une certaine façon vous n'êtes pas à même de le constater parce que vous défendez un budget, ou ce qui existe, depuis tant d'années qu'il vous apparaît nécessaire de continuer de cette façon. Et on ne se dit pas: eh bien tel programme ne devrait-il pas complètement disparaître et être remplacé par quelque chose qui réponde aux besoins de mon milieu, de ma région ou de mon pays. Je ne le pense pas. Et à ce propos, je vous demande qu'est-ce que le rapport Nielsen a recommandé concernant vos différents programmes et le ministère du Travail? Qu'est-ce que le rapport Nielsen dit en réalité sur votre ministère? Est-ce que vous avez pris la peine de l'étudier et d'en faire une analyse pour avoir une idée de ce qui devrait être changé?

Ms McQueen: Mr. Chairman, Labour Canada had seven Nielsen task forces visiting the department and examining our programs. And we have...

The Chairman: Ms McQueen, if it makes you feel any better, three of those have been referred to this committee. The more we look at the other 16 or 18—whatever—the more we find that matters before this committee occur in almost every one of them. So we sympathize with you.

Ms McQueen: Mr. Chairman, the Nielsen recommendations have, of course, been made public. But my Minister has not yet had an opportunity to give his reactions to the Cabinet

[Translation]

les gens s'habituent, la demande augmente. Il serait donc impossible de faire face à la demande de renseignements sans l'informatisation.

Le président: Merci. Monsieur Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): I would like to make a comment, Mr. Chairman.

Whatever the committee we happen to be sitting on, we have to examine estimates and expenditures, when we are told that this year 2% or 3% will be cut from a program, I wonder whether my role as a member is to verify whether this cut is really important. The decision to cut has been taken earlier in the budget after which steps have to be taken to comply with the budget.

But if we want to improve the system, we should examine each program in depth which is not what we are doing right now. We have not been thinking about improving the system and seeing whether what bureaucrats or senior officials have come up with a year or 15 years ago continues to meet the needs of our regions and of our society as a whole. Nobody seems concerned with this. When we do ask questions, we are given a vague reply just to shut us up.

This is not meant as a criticism because you have been doing this for so long that you see no reason to change things. No one is asking the question whether it would not be better to replace a program by something new and better adapted to the present day conditions. What does the Nielsen Report recommend in relation to your programs and the Department of Labour in general? What is it saying about your department? Has anyone at your department bothered to analyze it to see what should be changed?

Mme McQueen: Le groupe de travail Nielsen est venu à sept reprises enquêter au ministère et examiner nos programmes.

Le président: Je vous ferais remarquer que le Comité a justement été saisi de trois de ces rapports. Les 16 ou 18 rapports restant contiennent eux-aussi des questions dont le Comité a été saisi.

Mme McQueen: Les recommandations du rapport Nielsen ont été rendues publiques. Toutefois le ministre n'a pas encore eu la possibilité de faire valoir sa position relativement aux

[Texte]

committee considering the Nielsen recommendations. So I cannot be too specific about our own reactions to them. But the recommendations by Nielsen involve things like the cancellation of the university grants research program. We have already discussed the cancellation of the Quality of Working Life Program.

The Chairman: May I just stop you right there? I thought you said earlier that had been cancelled.

Mr. Murphy: For this year.

Ms McQueen: Yes.

The Chairman: I think what Mr. Blackburn is interested is some sense of specifics. I think some of the Nielsen recommendations have been implemented and some have not. I would like you to be sensitive, as you go through that . . . Perhaps you could tell us which ones are sort of out of the way, because if they are already done, that has a message for the committee. If there is still a live option, that is a different message for the committee in its responsibilities.

Maybe I will go one step farther. All of us in Parliament are struggling with parliamentary reform. This is the third meeting on estimates after the completion of that package. That is how new it is. Members of all parties agree that committee work should be meaningful and that Members of Parliament should participate more in the policy-making process and in the inquiry process. And I think that is where the sense of the question . . .

Ms Copps: Mr. Chairman.

The Chairman:—if we are going to move in to examination of some of these things . . .

Ms Copps: Parliamentary reform—we can get into that . . . The fact is that the 10% cut back on the Canadian Centre for Occupational Health and Safety has already been carried out. So it was not put to committee and the committee asked what it would like. That is the point that is being made. There is frustration. You are presented with the *fait accompli* and then you are asked to examine it, but it has already happened. If we come back and say, we think this is an excellent program and there should not be a reduction, then we can voice our opinions. But as members, we have no say.

Mr. Murphy: Can I suggest that we allow the member's question to be answered?

The Chairman: Yes.

Mr. Murphy: Which is presumably the reason it was asked.

• 2000

Ms McQueen: I guess I am a little unclear as to exactly whether you want us to go over the various recommendations that came out of the Nielsen task force and what . . .

M. Blackburn (Jonquière): Je vais préciser ma question. Le groupe de travail Nielsen a sûrement déjà formulé des commentaires en rapport avec le ministère du Travail et il a dû faire des recommandations concernant les programmes actuels de votre ministère. C'est quoi les grandes recommandations qui ont été faites dans le rapport Nielsen? J'aimerais connaître les

[Traduction]

recommandations Nielsen devant le Comité du cabinet. Donc je ne peux pas vous donner plus de détails à ce sujet. Les recommandations Nielsen comportent, entre autre, la suppression des subventions de recherches accordées aux universités. Nous avons déjà discuté de la suppression du programme sur la qualité de la vie au travail.

Le président: J'avais cru comprendre que ce programme était déjà supprimé.

M. Murphy: Pour l'année en cours.

Mme McQueen: C'est exact.

Le président: Si j'ai bien compris M. Blackburn cherche à obtenir plus de détails. Certaines des recommandations Nielsen ont déjà été mises en oeuvre mais d'autres attendent toujours. Pourriez-vous donc nous dire lesquelles de ces recommandations ont déjà été appliquées et lesquelles sont encore à l'étude.

La réforme parlementaire nous cause également pas mal de soucis. Ceci est la troisième réunion que nous consacrons au budget des dépenses. Tous les députés, quelle que soit leur allégeance politique, sont d'avis que pour valoriser le travail des comités, les députés devraient pouvoir participer davantage à la l'élaboration de la politique ainsi qu'aux différentes enquêtes.

Mme Copps: Monsieur le président.

Le président: Si nous décidons donc d'étudier ce problème . . .

Mme Copps: Je ne vois pas ce que la réforme parlementaire vient faire ici. Le budget du Centre canadien d'Hygiène et de sécurité au travail a déjà subi une coupure de 10 p. 100, sans que le Comité ait été consulté et c'est ça qui est frustrant. On nous met devant le fait accompli. Nous pouvons toujours dire qu'à notre avis ce programme est excellent et qu'il n'aurait pas dû subir de coupures mais en fait nous n'avons rien à dire.

M. Murphy: On pourrait peut-être répondre à la question posée par le membre du Comité.

Le président: Certainement.

M. Murphy: Il avait sans doute une raison pour la poser.

Mme McQueen: Est-ce que vous voulez que nous passions en revue les différentes recommandations du rapport Nielsen?

M. Blackburn (Jonquière): The Nielsen task force has undoubtedly made comments concerning Labour Canada as well as recommendations concerning your programs. I would like the deputy minister to comment on these recommendations.

[Text]

commentaires du sous-ministre au sujet de ces recommandations.

Mr. Murphy: Stick your neck out.

Ms McQueen: Mr. Chairman, I can go through them. I have quite a list of them here and I can go through them . . .

M. Blackburn (Jonquière): Mon Dieu! il doit y en avoir quelques-unes qui ne doivent pas vous plaire dès le départ ou, au contraire, qui vous plaisent.

Ms McQueen: I know Mr. Kelly is very anxious to speak to one of the recommendations that concerns the Federal Mediation and Conciliation Service.

Mr. Murphy: That will save me asking the question.

Mr. Kelly: With the Nielsen task force, we went through three different study teams, and I would say we came out as a pretty effective organization and made a vital contribution in maintaining labour peace and preventing and settling strikes. The Nielsen Task Force on Citizenship, Labour and Immigration made many of these points. They talked to many of our clients in labour and management, but for some reason, reasons of comparison with other jurisdictions, they felt we should undergo a 5% cut for the next three years.

Mr. Murphy: That is for each of them.

Mr. Kelly: Yes. And this in addition to a 10% cut which Mr. Helmes referred to that we are going to implement by 1989-90 on the government restraint program. My personal opinion—the Minister will speak to this when he is here—is that I do not agree at all and I do not think we have the reputation in FMCS of having any kind of huge empire or staff, but to service these disputes we need the people we have; we are having difficulty. We had one officer in Montreal engaged for four months on railway disputes involving 15 railway unions. The associated railway union bargaining unit kind of disintegrated. The two railways split up and we had to treat each dispute separately. And I am very pleased that Parliament did not have to deal with a railway strike or any other strike for the last fiscal year.

We got quite a reaction from our clientele in the private sector, a broad spectrum of labour and management, who have read this report since its release. They have expressed great concerns over these recommendations on the curtailment of what they consider to be a very effective program. So those are my views on it and the Minister will likely speak to the subject if you put the question to him when he is here.

Ms McQueen: Mr. Chairman, I think some of the other recommendations suggested certain administrative changes in the way we look at conditions of work and work benefits. There was a major option put out that we unify various information provision services within the department, which is an interesting idea, involving a library, some data that we collect on collective bargaining and make available to the public, some information from the Women's Bureau, and so on. I think the idea was really more or less a single window for

[Translation]

M. Murphy: À vous de jouer.

Mme McQueen: J'ai toute la liste ici et je pourrais . . .

M. Blackburn (Jonquière): There must be some which you like and some which you do not like.

Mme McQueen: M. Kelly va vous donner des détails concernant les recommandations portant sur le Service fédéral de médiation et de conciliation.

M. Murphy: Voilà qui m'épargne une question.

M. Kelly: Trois différentes équipes ont mené des enquêtes chez nous dont il découle que nous sommes un service efficace qui avons contribué à assurer des relations de travail saines et à éviter des grèves. C'est ce qui ressort notamment du groupe de travail Nielsen sur la citoyenneté, le travail et l'immigration. Après s'être entretenus avec nos clients des secteurs du travail et du patronat, ils sont néanmoins arrivés à la conclusion que nous devrions subir une coupure de 5 p. 100 au cours des trois années à venir.

M. Murphy: Cinq pour cent au cours de chacune des trois années à venir.

M. Kelly: C'est exact. Ceci en plus de la coupure de 10 p. 100 évoquée par M. Helmes et qui doit être mise en oeuvre d'ici à 1989-90 en application du programme de restrictions budgétaires du gouvernement. J'estime pour ma part que le Service fédéral de médiation et de conciliation n'a pas du tout des effectifs exagérés, car nous avons besoin de nos effectifs pour régler les conflits de travail; nous avons donc des difficultés. Un de nos agents à Montréal travaille depuis quatre mois sur un conflit aux chemins de fer qui touche 15 syndicats. En effet, le service centralisé de négociation des syndicats du rail n'existe plus depuis la séparation des deux compagnies ferroviaires et nous avons donc été obligés d'aborder les différences séparément. Je me félicite de ce que le Parlement n'ait pas eu à s'occuper depuis un an d'une grève de chemin de fer ou d'aucune autre grève importante d'ailleurs.

Nos clients tant du secteur public que privé ont exprimé leurs préoccupations à la suite des recommandations du rapport Nielsen qui auraient pour effet de réduire un programme à leurs yeux très efficace. Le Ministre aura sans doute plus à vous dire à ce sujet si vous lui posez la question.

Mme McQueen: Le rapport recommande également des changements d'ordre administratif dans la façon d'examiner les conditions de travail. Il a notamment été proposé que les différents services de renseignement du ministère soient centralisés, notamment la bibliothèque, les données relatives aux négociations collectives et mises à la disposition du public, les renseignements portant sur le Bureau des femmes, etc. Les gens cherchant à obtenir des renseignements concernant le ministère du Travail pourraient ainsi s'adresser à un endroit

[Texte]

people from the outside seeking information from Labour Canada. It is a very interesting idea and we are looking at it actively in the department right now.

There was a recommendation about improving the public understanding of the ILO. It is felt that the public does not really understand Canada's role in that, and we have taken that under active consideration.

• 2005

I think the conference we have just finished holding in Montreal of the Western Hemisphere members of the ILO was a step in the right direction, and the publication of a book on Canada's role in the ILO means that in effect that recommendation has been largely answered.

There were various considerations about grants programs, some of which it was recommended they be cut, and others that they be evaluated. In some cases some of the recommendations have overlapped things we were already doing in the department. I think it is important to realize that while the Nielsen task force investigations were going on, we were also in the midst of a down-sizing program, so some things were happening concurrently.

In general, the department came out of the exercise fairly well; a lot of things were complimented, and most of the suggestions made we found fairly useful, and certainly worthy of some very serious consideration, which they are now getting.

The Chairman: Miss McQueen, we have the responsibility to look at the Nielsen task force reports and to report to Parliament on our view of those recommendations. Is there a named individual in your department who heads your internal exercise that our researchers could be in contact with to develop some possible plans for our committee as to how to go about it?

Ms McQueen: Your researchers could get in touch with my office, because some of the recommendations involve the Federal Mediation and Conciliation Service or the Policy Branch of the Operations Branch. We will provide the coordinating service and make sure they get the answers.

The Chairman: We will give you a day or two to think that through. Maybe there is a list of four or five names and certain recommendations under each. Perhaps you could do some immediate thinking about that. Our researchers can follow up, and we can have at least a preliminary conversation and come back to it.

Ms McQueen: We will give you a key contact point for each of the recommendations.

The Chairman: That would be very helpful. Mr. Murphy.

Mr. Murphy: Thank you, Mr. Chairman.

I was very interested in Mr. Kelly's remarks about what was happening to the recommendation of the Nielsen task force with regard to his area. My question relates to that. I notice there is a decrease in the mediation and conciliation sub-activity in the estimates we have in front of us. Does that mean

[Traduction]

unique. Nous sommes actuellement en train d'examiner cette suggestion.

Le rapport propose également que nous fassions un effort pour mieux expliquer le rôle du Canada au sein de l'Organisation internationale du travail. On estime que le public comprend mal le rôle du Canada, et nous avons décidé d'agir en conséquence.

La conférence qui vient de réunir à Montréal les membres occidentaux de l'Organisation internationale du travail est un pas dans la bonne direction. La publication d'un livre sur le rôle du Canada au sein de cette organisation est donc conforme à cette recommandation.

En ce qui concerne les problèmes de subventions, le rapport recommande que certaines soient réduites et d'autres passées en revue. Nous avons d'ailleurs nous-mêmes déjà entrepris de passer certaines de ces questions en revue avant même la publication de ces recommandations. Il ne faut pas oublier en effet qu'au moment où le groupe de travail Nielsen menait son enquête, nous avions pour notre part entrepris de réduire certaines de nos activités.

Dans l'ensemble on peut dire que le ministère s'en est fort bien tiré. Certaines de nos activités ont été approuvées tandis que certaines des recommandations sont actuellement à l'étude.

Le président: Madame McQueen le Comité est chargé d'étudier le rapport Nielsen et de faire connaître au Parlement notre avis au sujet des recommandations qu'il contient. Est-ce qu'il y aurait une personne au sein de votre ministère que nos chercheurs pourraient contacter pour se mettre d'accord sur un plan d'action.

Mme McQueen: Vos chercheurs pourraient contacter mon bureau vu que certaines des recommandations portent sur le Service fédéral de médiation et de conciliation ainsi que sur les Services des opérations de la Direction de la politique. Nous pourrions donc veiller à ce que vos chercheurs obtiennent toutes les réponses à leurs questions.

Le président: Vous pourriez réfléchir pendant un jour ou deux et vous pourriez ensuite nous soumettre une liste de quatre ou cinq personnes ainsi qu'un certain nombre de recommandations. Nos chercheurs vous contacteront d'ici quelques jours et ensuite nous déciderions de ce qu'il convient de faire.

Mme McQueen: Nous vous donnerons le nom de la personne à contacter pour chacune des recommandations.

Le président: Parfait.

M. Murphy: Merci monsieur le président.

J'ai écouté attentivement ce que M. Kelly a dit concernant la recommandation Nielsen qui porte sur son domaine d'activités. Est-ce que la réduction des crédits du Service de médiation et de conciliation signifie que vos services sont moins sollicités?

[Text]

there is a decline in the requests for the activity of that section?

Mr. Kelly: No, the base fiscal year that particular study team looked at caseload was 1983-84. This fiscal year just completed, our caseload went up 43%. This has to do with the renewal of collective agreements, more certifications. Many of the major agreements coming out of the 6% and 5% era just got into what we might call free collective bargaining. We see our caseload going up.

I guess maybe my main concern with the Nielsen task force, every jurisdiction has a different type of industry. Our total caseload has no comparison with that of the Province of Ontario. They are highly industrialized in manufacturing. But we find we have to put far more time into a case where there is complex negotiation, such as railways, airlines, St. Lawrence Seaway, the postal disputes. They are not garages and restaurants where we can assign an officer for half a day, and if he does not resolve it, all right. That is why I do not like comparisons on caseload per officer with other jurisdictions. I am quite familiar with all the mediation services in the country. In general, our caseload went up 43% in the last fiscal year, and we see it gradually going up.

Mr. Murphy: So your expectations are that it will go up. It has gone up in the past. Even without the Nielsen task force, the government in the present budget and the expenditures that are before us are looking at a decrease. Now, your entire budget for mediation and conciliation is \$2.4 million?

• 2010

Mr. Kelly: Yes, I think that is the operating . . .

Mr. Helmes: For 1986-87 the mediation and conciliation has 64 man-years and \$3.999 million.

Mr. Murphy: That is including everything from administration to arbitration services, etc.

Mr. Helmes: Yes.

Mr. Murphy: How much would a one-day railway strike cost this country, presuming it was system-wide? Well, we are talking about . . . I mean, we are saving pennies.

Mr. Kelly: Years ago Industry, Trade and Commerce used to follow very methodically what the secondary lay-off situations were, and what would happen on day one, day two. It would be astronomical. We found out by experience when the auto plants at Oakville and Oshawa shut down within a matter of days—no parts coming in—you get the drain on UI. I could not put a number; it is astronomical. Many of you remember, too, if there is a strike in the grain industry . . . I can remember the last episode at Thunder Bay and the headlines were "\$10 million a day losses—the Canadian

[Translation]

M. Kelly: Non, car le groupe d'étude a examiné nos activités au cours de 1983-84 alors que pour l'année fiscale qui vient de se terminer, notre charge de travail a augmenté de 43 p. 100, en raison notamment du renouvellement de toute une série de conventions collectives et de l'augmentation du nombre d'accréditations. Un certain nombre des principales conventions collectives assujetties aux 6 et 5 p. 100 ne sont plus désormais assujetties à aucune contrainte. Notre charge de travail s'est donc accrue.

A mon avis le rapport Nielsen ne distingue pas suffisamment entre les différents secteurs industriels. Ainsi on ne saurait comparer notre charge de travail avec celle de la province de l'Ontario où il existe un grand nombre d'industries de fabrication. Des négociations complexes comportant les chemins de fer les compagnies aériennes, la Voie maritime du St-Laurent ou les postes exigent beaucoup plus de temps que d'autres secteurs. Pour un garage ou un restaurant par exemple, un de nos agents peut fort bien réglé la situation en une demi-journée. On ne peut donc pas faire de comparaisons entre la charge de travail de nos agents et celle d'autres instances. Je connais d'ailleurs fort bien la plupart des services de médiation du pays et on peut dire que généralement parlant, notre charge de travail s'est accrue de 43 p. 100 au cours de l'année écoulée, et elle ne cesse d'augmenter.

M. Murphy: Elle a donc augmenté et vous pensez qu'elle continuera à le faire. Sans parler des rapports Nielsen, l'actuel budget des dépenses prévoit une réduction de vos crédits, le budget total pour le Service de médiation et de conciliation s'élevant à 2,4 millions de dollars.

M. Kelly: Oui, je crois qu'il s'agit de l'activité . . .

M. Helmes: Sous la rubrique médiation et conciliation, on a prévu 64 années-personnes pour 1986-1987 et 3.999 millions de dollars.

M. Murphy: Cette somme comprend tout, de l'administration au service d'arbitrage, etc.

M. Helmes: Oui.

M. Murphy: Combien coûterait au pays une grève des chemins de fer qui durerait une journée, si elle était à l'échelle du réseau? Il est question . . . je veux dire par là que l'épargne est négligeable.

M. Kelly: Il y a des années, le ministère de l'Industrie et du Commerce suivait de très près les effets secondaires des mises à pied et ce qui pouvait arriver le premier jour, le deuxième jour. Les chiffres étaient astronomiques. Lorsque les usines d'automobile d'Oakville et d'Oshawa ont fermé leurs portes, en l'espace de quelques jours—il n'y avait plus aucune pièce qui entrait—on épuisait les fonds d'assurance-chômage voilà ce que l'expérience nous a enseigné. Je ne peux pas vous donner de chiffres, mais c'est astronomique. Beaucoup d'entre vous se souviennent également que s'il y a grève dans le secteur céréalier . . . je me souviens du dernier épisode à Thunder Bay

[Texte]

Wheat Board". I cannot put a number on it, but one strike would pay the budget for many years of this operation.

Mr. Murphy: Mr. Chairman, I suspect we will not have to bother looking at the Nielsen task force recommendations in that area; I think the answer is obvious.

In another area—because I realize our time is running out—this is a question which I really do not know the answer to. What does Central Analytical Services do?

Mr. Traversy: The Central Analytical Services Branch is responsible for a range of activities. The branch, for example, has a large labour data element which amasses and analyses information on collective agreements. That is the location of the survey of wages and working conditions which is now being phased out. There is a wide range of publications from the data amassed in that particular area.

Associated with that is the industrial relations information service, which is a field service of officials who are available to give custom information to labour and management practitioners of industrial relations.

The branch is also responsible for running the Labour-Government Employee Secondment Program. In addition there is an economics and industrial relations research unit which conducts more basic research in the area of wage determination processes, fundamental factors influencing collective bargaining outcomes and whatnot, and produces occasional publications.

The Central Analytical Services Branch is also the locus in which we have concentrated our administrative staff for the Labour Adjustment Benefits Program. I guess that is it.

Mr. Murphy: Okay. Following from that, as was mentioned earlier, the survey of wages and working conditions has been cancelled for this year. What was the clientele? What kind of circulation did you have for that survey?

Mr. Traversy: Annually, the output of that survey was going to about 1,700 clients across the country.

Mr. Murphy: What was the total cost of that survey, and the mailing, however you have broken it down?

Mr. Traversy: There were 19 person-years involved. I should mention that the publication itself was on a partial cost-recovery basis at the price of \$14.95, so it was not a free publication . . .

Mr. Helmes: It is about \$500,000.

Mr. Murphy: After cost recovery?

Mr. Helmes: That would be total.

Mr. Traversy: Yes, that would be total; cost recovery comes off that.

[Traduction]

où les journaux titraient «Perte de 10 millions de dollars par jour—la Commission canadienne du blé». Je ne peux pas donner de chiffres, mais une grève paierait le budget de cette activité pour de nombreuses années.

M. Murphy: Monsieur le président, j'imagine que nous n'aurons pas à voir ce que recommande le groupe de travail Nielsen sur la question, la réponse est évidente.

Sous un autre secteur—je me rends compte que mon temps file—je ne connais vraiment pas la réponse. Que font les services centraux d'analyse?

M. Traversy: Cette direction est responsable d'un grand nombre d'activités. Ainsi la direction comprend un important secteur syndical qui regroupe l'analyse et les renseignements sur les conventions collectives. Le bureau des enquêtes sur les traitements et les conditions de travail serait éliminé progressivement. Ce domaine comprend une grande variété de publications tirées des données reçues.

Associé à cette direction, il y a le service d'information en matière de relations industrielles, qui est un service sur place de fonctionnaires disponibles pour offrir des renseignements sur demande aux responsables des relations industrielles.

La direction est également responsable de la bonne marche du programme gouvernemental syndical de détachement d'employés. Elle comprend également une unité de recherches en matière de relations industrielles et économiques qui fait une recherche plus fondamentale dans le processus de détermination du traitement, facteur de base qui influence les résultats, entre autres, de la négociation collective et permet la publication occasionnelle de documents en la matière.

La direction des services centraux d'analyse est également l'endroit où se trouve concentré le personnel administratif du programme de prestations d'adaptation pour les travailleurs. Voilà, c'est tout.

M. Murphy: Très bien. Par conséquent, et comme on l'a dit plus tôt, l'enquête sur les traitements et les conditions de travail a été annulée pour cette année. Quelle en était la clientèle? Quelle était la diffusion de cette enquête?

M. Traversy: Annuellement, l'enquête touchait quelque 1,700 clients au Canada.

M. Murphy: Combien au total coûtait cette enquête et les envois postaux? Avez-vous une répartition des coûts?

M. Traversy: L'enquête comprenait 19 années-personnes. Je dois mentionner que la publication elle-même était fondée sur un recouvrement partiel des coûts; elle coûtait 14.95\$. Par conséquent, il ne s'agissait pas d'une publication gratuite . . .

M. Helmes: Elle coûtait environ 500,000\$.

M. Murphy: Après recouvrement des coûts?

M. Helmes: C'est ça le coût total.

M. Traversy: Oui, c'est le coût total, il faudrait en déduire le recouvrement des coûts.

[Text]

• 2015

Mr. Murphy: So half a million, and the cost recovery would be what? I do not want to multiply that.

An hon. member: It would be 15 times 17 . . .

Mr. Murphy: Yes, I know; I will have to get out my calculator.

Mr. Traversy: About \$25,000 or \$26,000.

Mr. Murphy: Okay, we will wait for the Minister to get here to talk about why it was cut out.

On the budget itself, if this service was cut out then why is the budget actually increased for central analytical services? What are you doing that is new? After you have knocked off a major item, why is the budget going up?

Mr. Helmes: Where do you see the increase, sir?

Mr. Murphy: It comes under central analytical services.

Mr. Helmes: Yes.

Mr. Murphy: The person-years decrease from 91 to 71; the budget has gone from \$5,312,000 to \$5,382,000.

The Chairman: Figure 18 on page 37—is that it?

Mr. Helmes: This is the 1984-85 actual performance.

Mr. Traversy: I guess we will have to get back to the committee with the specifics of why this increase of \$70,000 from one fiscal year to the next.

Mr. Murphy: With the 25% decrease in staff.

Mr. Traversy: In staff.

Mr. Murphy: My last questions are on the Canada Labour Relations Board. I notice that the Nielsen task force also recommends that your staff should be cut. Can we have some indication as to the workload of the board and the trend of the backlog here?

Mr. G. Legault (Director, Operational Services, Canada Labour Relations Board): Mr. Chairman, at present the board's workload in terms of applications and complaints filed with the board is averaging around 800. The backlog at the end of fiscal year 1984-85—that is, applications and complaints filed that had not yet been disposed of—was 385 cases. At the end of the fiscal year that has just ended the backlog was reduced slightly, to approximately 360 cases. That is not the exact figure, but it is fairly close.

Mr. Murphy: That does not relate to the figures we have been given.

Mr. Legault: Are you referring to the estimated figures in Part III of the estimates?

Mr. Murphy: Yes. I am just going by a Library of Parliament document. I did not bring everything with me; I have not got enough room. The board expects to leave a year-end backlog of 437 cases.

[Translation]

M. Murphy: Il s'agit donc d'un demi million de dollars, et quel sera le coût du recouvrement? Je ne veux pas avoir à faire une multiplication.

Une voix: Ce serait 15 fois 17 . . .

M. Murphy: Oui, je sais, je vais devoir me servir de ma calculatrice.

M. Traversy: Environ 25 ou 26,000\$.

M. Murphy: Très bien; nous allons attendre la venue du ministre afin de lui demander pourquoi on l'a éliminé.

Au sujet du budget lui-même, si ce service a été éliminé, pourquoi a-t-on augmenté le budget des services centraux d'analyse? Que faites-vous de nouveau? Vous avez supprimé un élément important, pourquoi le budget augmente-t-il?

M. Helmes: Où voyez-vous cette augmentation, monsieur?

M. Murphy: Sous la rubrique Services centraux d'analyse.

M. Helmes: Oui.

M. Murphy: Les années-personnes ont été ramenées de 91 à 71, et le budget est passé de 5,312,000\$ à 5,382,000\$.

Le président: Cela figure dans le tableau 18 à la page 40—n'est-ce pas?

M. Helmes: Il s'agit des dépenses réelles pour 1984-85.

M. Traversy: Je suppose qu'il vous faudra les détails de cette augmentation de 70,000\$ d'une année financière à l'autre.

M. Murphy: Avec une diminution de personnel de 25 p. 100.

M. Traversy: Pour le personnel.

M. Murphy: Ma dernière question a trait au Conseil canadien des Relations de travail. Je remarque que le groupe Nielsen recommande également une diminution de votre personnel. Pouvez-vous me donner une idée de la charge de travail du Conseil et de la tendance qu'accusent les retards?

M. G. Legault (directeur, Services opérationnels, Conseil canadien des Relations de travail): Monsieur le président, il y a environ 800 demandes et plaintes en instance devant le Conseil. Il restait environ 385 causes non jugées à la fin de l'année financière 1984-1985. À la fin de l'année financière qui vient de se terminer, les retards étaient quelque peu réduits, puisqu'il restait environ 360 demandes et plaintes en instance. Les chiffres ne sont pas tout à fait exacts, mais c'est presque cela.

M. Murphy: Ces chiffres ne sont pas du tout semblables à ceux que nous avons reçus.

M. Legault: Est-ce que vous voulez parler des chiffres mentionnés dans la partie III du budget?

M. Murphy: Oui. Je me fonde sur un document publié par la bibliothèque du Parlement. Je n'ai pas apporté avec moi tous les documents nécessaires, je n'avais pas suffisamment d'espace. Le Conseil s'attend à un arriéré de 437 causes à la fin de l'année.

[Texte]

• 2020

Mr. Legault: Yes, that is correct. That is the figure we had estimated when this document was prepared. Fortunately, our performance exceeded our expectations by a fair margin—we are rather proud of that—and that estimate is no longer accurate.

Mr. Murphy: What is your estimate for this fiscal year?

Mr. Legault: If the current production level is maintained—and actually, we are hoping it will be improved—we expect that the backlog will be reduced to somewhere around the 300 figure.

Mr. Murphy: Okay. You still do not have a full board; is that correct?

Mr. Legault: At the present time there is one vacancy at the board level. There is one board member position vacant.

Mr. Murphy: What are the trends with the complaints you are getting? We are all familiar with the case with regards to the House of Commons. That is probably a fairly unique situation, but obviously a new category for you. But how about other areas? Where are complaints coming from, what industries and what types of complaints?

Mr. Legault: I assume you are talking about complaints of unfair labour practice?

Mr. Murphy: Yes.

Mr. Legault: The large proportion of those are complaints filed by individual employees against their bargaining agent, alleging failure of fair representation on the part of their bargaining agent. An example of that would be someone who feels he has a justifiable grievance and whose union refuses to proceed through all the steps of the grievance procedure. That is the largest type of complaint we get.

Mr. Murphy: That is a new area that is certainly developing. How about with regards to complaints about the employer? Are there any different areas coming up or any trends developing?

Mr. Legault: I am afraid I do not have detailed figures with me. Most of those complaints result from attempts by trade unions to organize employees into bargaining units. The complaints range from allegations of unfair discipline because of union activity to outright dismissal. With respect to figures that would give an indication as to how many of those complaints succeed and how many fail, I do not have those figures with me, I am afraid.

Mr. Murphy: Okay. How many decisions of the Canada Labour Relations Board have gone against the Canadian Imperial Bank of Commerce?

Mr. Legault: I am not sure what you mean by decisions. Are you talking about decisions resulting from complaints of unfair labour practice?

Mr. Murphy: That is right.

[Traduction]

M. Legault: C'est exact. C'est le chiffre que nous avions prévu lorsque le document a été rédigé. Heureusement, notre rendement a été meilleur que prévu et d'assez loin—nous en sommes plutôt fiers—et ces prévisions n'ont plus cours.

M. Murphy: Que prévoyez-vous pour l'année financière en cours?

M. Legault: Si la productivité actuelle se maintient—et nous espérons même l'améliorer—nous espérons que les arriérés seront réduits à quelque 300 causes.

M. Murphy: Très bien. Le Conseil n'est pas encore au complet, n'est-ce pas?

M. Legault: Nous avons encore un poste à combler. Un poste de membre.

M. Murphy: Vous recevez des plaintes. Quelles en sont les tendances? Nous connaissons tous la cause relative à la Chambre des communes. Il s'agit probablement d'une situation unique, mais c'est évidemment pour vous une nouvelle catégorie. Qu'en est-il des autres secteurs? D'où vous viennent les plaintes, de quels secteurs et quelle sorte de plaintes recevez-vous?

M. Legault: Je suppose que vous voulez parler des plaintes concernant les pratiques de travail injustes?

M. Murphy: Oui.

M. Legault: En grande partie, ces plaintes sont déposées personnellement par les employés contre leur agent négociateur, l'employé prétend qu'il n'a pas été représenté de façon équitable. Je vous donne l'exemple d'une personne qui s'estime lésée et pour qui le syndicat refuse d'appliquer toutes les étapes de la procédure de grief. C'est le genre de plaintes que nous recevons le plus souvent.

M. Murphy: Il s'agit certainement d'un nouveau domaine qui prend de l'importance. Qu'en est-il des plaintes au sujet de l'employeur? Est-ce qu'il y a de nouvelles plaintes, de nouvelles tendances?

M. Legault: Je crains ne pas avoir apporté ces chiffres avec moi. La plupart de ces plaintes découlent de tentatives de la part des syndicats d'organiser les employés en une unité de négociation. Il y a parmi ces plaintes les allégations de mesures disciplinaires injustes à cause de l'activité syndicale jusqu'au renvoi de la personne. J'ai bien peur ne pouvoir vous donner une idée du nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision heureuse ou non, je n'ai pas ces chiffres ici.

M. Murphy: Bien. Combien de décisions a rendues le Conseil canadien des relations de travail contre la Banque de commerce canadienne impériale?

M. Legault: Je ne suis pas certain de bien comprendre ce que vous voulez dire par décisions. Voulez-vous parler des décisions qui font suite aux plaintes contre des pratiques de travail injustes?

M. Murphy: C'est exact.

[Text]

Mr. Legault: I do not have the exact figures. I could make them available to the committee.

The Chairman: Mr. Murphy, you have gone past your time. If you want another couple of minutes, I will take it off your next round.

Mr. Murphy: I will not have a next round because I am going home.

The Chairman: Okay.

Mr. Murphy: One thing that is recommended within the Nielsen task force is that you go to more regional boards. How would that save you in terms of costs?

Mr. Legault: I hate to anticipate the response the Minister will be making to those recommendations. Speaking for myself personally, I cannot see how that recommendation would save us any money whatsoever. I think it would result in the opposite situation.

Mr. Murphy: I have one last question. I suspect you will not be able to answer it this time, but I would like information for a future meeting. Can we get some indication with regard to the time it takes from the initial complaint in the areas with which you deal to the time it is resolved, and some statistical breakdown on that? If you have one case which takes three years to resolve, that does not indicate anything in itself; but if we can get some information by category on how long it takes to resolve the various types of complaints . . .

• 2025

Mr. Legault: Yes, I have some figures here that provide averages for all types of cases combined. If you are interested only in complaints, we could make those figures available, yes.

The Chairman: To be helpful, some sense of the mean, median, and mode . . . these are three different measures of average, and as Mr. Murphy points out, if there are two or three very long cases, it can distort an average quite significantly.

Mr. Legault: Yes.

The Chairman: Also, may we perhaps have our researchers come to your office to get the proper contact people for information on the exact situation in terms of Nielsen; what has been put in there and what has still not been dealt with? You see, we have researchers attached to the committee. We have the responsibility to review the Nielsen task force recommendations. I am just asking you if we can give your office a call and you can pin-point for us one or two knowledgeable people to help us get our heads around Nielsen and its implications for you and what has been done and what remains to be done. We may indeed want you back when main estimates are over to deal specifically with Nielsen.

Mr. David Craig (Director of Administration, Canada Labour Relations Board): That is fine, Mr. Chairman. We

[Translation]

M. Legault: Je n'ai pas de chiffres précis. Je pourrais vous les transmettre.

Le président: Monsieur Murphy, vous avez dépassé votre temps de parole. Si vous voulez encore quelques minutes, je vais les retrancher de votre prochain tour.

M. Murphy: Je n'aurai pas de prochain tour, je m'en vais chez-moi.

Le président: Très bien.

M. Murphy: Le groupe Nielsen recommandait que vous fassiez davantage appel aux conseils régionaux. Combien épargneriez-vous de cette manière?

M. Legault: Je ne veux pas essayer de prévoir ce que diront les ministres en réponse à ces recommandations. Personnellement, je ne vois pas comment cette recommandation pourrait nous faire épargner de l'argent. Je crois que ce serait plutôt le contraire.

M. Murphy: J'ai encore une dernière question. Je crains que vous ne pourriez répondre à ce moment-ci, mais j'aimerais les renseignements pour les réunions ultérieures. Pourriez-vous me dire combien de temps il faut, depuis le moment où la plainte initiale est déposée dans le domaine dont vous vous occupez et le moment où une décision est prise, avez-vous des statistiques à ce sujet? Il peut toujours évidemment y avoir un cas isolé, non-représentatif, où l'on ait eu besoin de trois ans; mais si nous pouvions avoir quelques statistiques par catégorie, indiquant de combien de temps vous avez besoin pour résoudre ces litiges . . .

M. Legault: Oui, j'ai des chiffres ici, qui vous donnent des moyennes, toutes catégories confondues. Si ce sont surtout les chiffres concernant les plaintes qui vous intéressent, nous pourrions très certainement les mettre à votre disposition.

Le président: Afin que les choses soient plus claires, vous pourriez peut-être indiquer à quoi correspond la moyenne . . . il y a plusieurs façons de calculer celle-ci, et comme le disait justement M. Murphy, si vous avez deux ou trois litiges qui traînent, cela peut parfois complètement modifier le résultat.

M. Legault: Oui.

Le président: Comme vous le voyez nous avons ici des documentalistes qui travaillent pour le Comité. Une de nos tâches consiste également à étudier les recommandations du groupe de travail Nielsen, et il serait peut-être utile que nos chercheurs puissent prendre contact avec votre bureau, pour voir exactement ce dont il retourne. Nous pourrions peut-être vous téléphoner, et vous les mettriez en rapport avec une ou deux personnes qui connaissent bien la question, afin que nous puissions voir exactement ce qui a été fait et ce qui reste à faire. Il se pourrait effectivement que nous vous redemandions de comparaître une fois que nous aurons fini l'étude du budget, afin que nous puissions discuter de façon plus précise du rapport Nielsen.

M. David Craig (Directeur de l'Administration, Conseil canadien des relations de travail): Je n'y vois aucun inconvé-

[Texte]

have no difficulty with that at all. If someone would like to call, then we can arrange that.

The Chairman: I have a couple of questions for the Canadian Centre for Occupational Health and Safety, related to your budgetary figures. It looks as if 28% or 29% of your resources go into finance and administrative services as one of your four bureaux. That would leave about \$700,000 over, almost 10%, and about half of that seems to include 10 person-years which go into the president's office.

This seems to me, just looking at a piece of paper, to be somewhat overweighted. I wonder if you could explain why it takes about 18% of your resources in person-years and 28%, 29% for administration, with maybe some on top of that. If we normally include the president's office as administrative, then I think those figures go up.

Dr. Atherley: Mr. Chairman, that is a highly relevant question, because Nielsen drew attention to the same point.

Being a small organization, we have to combine functions. We can only have a certain number of senior management. That means the Director of Finance and Administration is responsible for production areas; for example, printing and publications.

As a small organization within the federal family, we are not exempt from any of the requirements of, shall we say, the Official Languages Act or the Access to Information and Privacy Acts, and all this kind of thing. We have to fit in with the payroll system, and—I hope this does not sound like a cheap shot—when we were independent, before we were taken in under the Financial Administration Act, we had one person to do it. But in order to get the data to the federal system, we had to hire another payroll clerk just to handle the additional volume of paperwork.

So in that sense we do have an administrative overhead which is relatively large because we are a small organization. But there is another area which we also count into our administrative figures, and it is that we have a statutory council of governors, which, because of the nature of the Canadian situation, is 39 members, because it is tripartite and it represents all regions of the country. It is required to meet, by our statute, three times a year. It has an executive board—a nine-member tripartite executive board—which I have the privilege to chair and which has to meet six times a year. It has an audit committee, which meets twice a year. It has an information policy committee.

So it is necessary to support all those, and that too comes under administration. So when we have translated, when we have printed, when we have supported all these functions, they account for, depending on how we classify it, something around 25% of our figures.

[Traduction]

nient, monsieur le président. Si vous voulez nous passer un coup de fil, nous pourrions vous organiser cela.

Le président: J'aimerais maintenant poser des questions sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, et plus particulièrement sur votre budget. Il semble que 28 ou 29 p. 100 de vos ressources soient utilisées pour les services financiers et administratifs, qui sont l'un de vos quatre bureaux. Cela vous laisse donc environ 700,00\$, soit près de 10 p. 100, dont la moitié est absorbée par les dix années-personnes du bureau du Président.

Si je regarde ici ce que cela fait, ça me semble un petit peu disproportionné. J'aimerais savoir pourquoi vous avez besoin d'affecter 18 p. 100 de vos ressources à ces années-personnes, et 28 ou 29 p. 100 pour l'administration, chiffre auquel vient peut-être encore s'ajouter autre chose. Si nous considérons que le bureau du Président émerge au budget administratif, cela gonfle encore les chiffres.

M. Atherley: Monsieur le président, la question est tout à fait justifiée, et le rapport Nielsen la pose également.

Nous sommes un petit service, et nous sommes obligés de combiner diverses fonctions. Nous n'avons qu'un petit nombre de gestionnaires des niveaux supérieurs à notre disposition, si bien que le Directeur des finances et de l'administration est également responsable de la production, c'est-à-dire de l'impression et des publications, par exemple.

Même si ce n'est qu'un petit service fédéral, nous sommes tenus par les dispositions de la Loi sur les Langues officielles, par celles de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, etc. Nous devons nous intégrer au système central de la paie—je ne voudrais pas donner l'impression d'être mesquin—mais lorsque nous étions un organisme indépendant, avant d'être régis par la Loi sur l'administration financière, nous nous en sortions avec un employé. Pour transmettre maintenant tous nos chiffres au service fédéral central, et pour venir à bout de tout ce travail supplémentaire, nous avons été obligé d'employer une personne de plus à la paie.

Nous avons donc effectivement des frais administratifs relativement importants, si l'on considère que nous sommes un petit service. Mais il ne faut pas oublier que notre budget administratif comprend également celui du Conseil des gouverneurs, lequel—étant donné ce qu'est le Canada—est un Conseil tripartite composé de trente-neuf membres représentant toutes les régions du pays. La Loi exige que ce Conseil se réunisse trois fois l'an. Il est doté d'une Commission exécutive—Commission tripartite de neuf membres—que j'ai le privilège de présider, et qui se réunit six fois l'an. Il y a aussi un Comité de vérification, qui se réunit deux fois l'an. N'oublions pas non plus le Comité chargé de la politique d'information.

Voilà donc des activités qu'il faut bien financer, et qui élargissent à notre budget administratif. Au total, et une fois que tout a été traduit, imprimé, etc., cela représente environ 25 p. 100 du chiffre total.

[Text]

[Translation]

• 2030

However, Mr. Chairman, we did look at the cost per person-year for the federal system as a whole for administrative costs, and I cannot quote the figures exactly. I am not absolutely clear what the figures referred to, but I think I am right in saying that the support costs per person-year in the federal government work out to \$16,000. In 1982-83, we found out that administrative support costs per federal public servant were \$16,000; our own was \$13,000. So we regard ourselves as being under the average, notwithstanding our apparently unfavourable statistics.

The Chairman: I would just point out the costs on the other side because of your existence. So it may be an underestimate of total support.

There is a five-person-year reduction, and you have the four directorates and your president's office, how did you apportion those five person-years?

Dr. Atherley: We took two out of administration, one out of translation and two out of the scientific document support functions.

The Chairman: So you left your information systems and your documentation services . . . ?

Dr. Atherley: We left our information systems intact, Mr. Chairman, yes.

The Chairman: Yes, okay. Thank you. Ms Copps.

Ms Copps: Yes, I would like to direct some questions to the CLRB. I wonder if you could tell us a little bit about the decision that was made with respect to granting employees on the Hill status—I believe that was one of your decisions. Do you see the necessity for another bill on this particular matter?

Mr. Legault: With respect to the first part of your question, the board ruled that the Canada Labour Code, Part V, applied to employment with respect to the House of Commons, among other employers. That decision is now the subject of judicial review proceedings at the Federal Court of Canada. It remains to be seen whether the Federal Court of Canada will agree with the board's decision or not.

With respect to the second part of your question, as to whether the bill is justified or not, I do not think it is up to me to comment on that. We have had no input in the bill. That would depend on the view of the legislators, whether these types of employees should be covered by the Canada Labour Code or by some other legislative provisions.

Ms Copps: Are you an intervener in the court's decision?

Mr. Legault: We normally participate in judicial review proceedings of board decisions. In this particular case, whether we are an intervener or something else, I am not certain.

Ms Copps: But are you participating?

Mr. Legault: Yes, I believe we are.

Ms Copps: Do you have any idea when the decision is expected to come down?

Nous avons donc fait le calcul de ce que coûte chacune de nos années-personnes au Trésor fédéral, en frais administratifs, mais je ne me souviens pas des chiffres exacts. En tout cas, je crois pouvoir me rappeler que, pour l'ensemble de la fonction publique fédérale, il fallait compter 16,000\$ en 1982-83, alors que pour notre service, ce chiffre était de 13,000\$. En dépit donc de ces statistiques qui ne paraissent pas être très brillantes, nous sommes en dessous de la moyenne.

Le président: Je voulais exactement savoir ce que coûtait votre service. On a peut-être tendance à sous-estimer les frais administratifs.

Je vois qu'il y a eu une réduction de cinq années-personnes; comment cette diminution d'effectifs a-t-elle été répartie entre les quatre directions et le bureau du président?

M. Atherley: Nous en avons supprimé deux à l'administration, une à la traduction, et deux aux services de soutien de la documentation scientifique.

Le président: Votre service d'information, et vos services de documentation ont donc été . . . ?

M. Atherley: Nos services d'information ont été épargnés, oui.

Le président: Très bien. Merci. Mademoiselle Copps.

Mme Copps: Je voudrais poser des questions au CCRT. Pourriez-vous nous parler un peu de la décision qui a été prise à propos du régime des employés de la Colline . . . puisque je crois que vous aviez été saisi du dossier. D'après vous, faudrait-il présenter un autre projet de loi?

M. Legault: Pour ce qui est de la première partie de votre question, le conseil a statué que la Chambre des communes, en qualité d'employeur, était assujettie à la partie 5 du Code canadien du travail. Cette décision du Conseil fait maintenant l'objet d'une révision judiciaire de la part de la Cour fédérale du Canada. Il s'agit donc maintenant de voir si celle-ci entérinera la décision du Conseil.

Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question, je répondrai qu'il ne m'appartient pas de dire si oui ou non un autre projet de loi devrait être déposé. Le dernier projet de loi a été rédigé sans notre participation. Ce seront donc les législateurs qui décideront si oui ou non les employés de la Chambre doivent être assujettis aux dispositions du Code canadien du travail, ou à d'autres dispositions législatives.

Mme Copps: Êtes-vous partie au procès?

M. Legault: Normalement le Conseil participe effectivement aux procédures de révision judiciaire de ses propres décisions. Dans ce cas-ci, je ne peux pas encore vous dire avec certitude si nous avons statut de partie.

Mme Copps: Mais vous êtes représentés?

M. Legault: Oui, je le pense.

Mme Copps: Savez-vous quand la décision finale sera rendue?

[Texte]

Mr. Legault: I have no idea.

Ms Copps: I understood that it was coming down maybe this week or next week.

Mr. Legault: It is coming from a different organization. I really could not speak for the Federal Court of Canada.

Ms Copps: When you went before the Federal Court what position did you argue?

Mr. Legault: I would have to speak with our solicitor about that. I was not present and do not have any feedback on that.

Ms Copps: Presumably you argued in support of your position, that the employee should be covered under Part V of the Canada Labour Code.

Mr. Legault: Presumably, yes. Would you like me to take that in reserve and provide some . . .

Ms Copps: If you could, that would be helpful.

Also, another point, and this may actually be answered . . . This may be out of order because it really relates to the process that is now in place with respect to the appointment of—I guess the Speaker has appointed someone to meet with the representatives of the union on the Hill.

• 2035

At the time the original letter went out advising that a person would be appointed, there was a complaint or concern about the fact that the services on the Hill were extremely tied up and that they did not know how quickly they would be able to appoint, I guess, a conciliator.

Is the Department of Labour doing this or who is actually doing this, and is that part and parcel of the problem you are faced with in the cut-backs?

Mr. Kelly: No, at the moment we are servicing any case that comes to us, and the Public Service Alliance filed a notice of impasse under the Canada Labour Code requesting conciliation. There was a deferment of that conciliation, but then the Minister appointed an officer and that officer is meeting with the parties at the moment.

In fact, my information is that they are now working together because, regardless of where this collective agreement would come from, what jurisdiction or act it would come under, they had not done any work on working out any basic clauses at all. My understanding from the officer is that there is productive work on basic clauses going on at the moment.

Ms Copps: I guess the original letter that went out on behalf of the Speaker advised that it would be some time before a conciliation officer would be appointed because there was a backlog. That was not a letter directly from the Speaker, but it was from a representative of the Speaker. I do not have a copy of the letter here.

[Traduction]

M. Legault: Aucune idée.

Mme Copps: Je croyais que cette décision devait être rendue cette semaine, ou la semaine prochaine.

M. Legault: Il s'agit ici d'une toute autre instance, et je ne peux pas me prononcer pour la Cour fédérale du Canada.

Mme Copps: Quelle position avez-vous défendue devant la Cour fédérale?

M. Legault: Il faudrait que j'en parle avec notre avocat. Je n'étais pas là, et on ne m'en a pas avisé.

Mme Copps: Vous avez vraisemblablement défendu votre position, selon laquelle le statut des employés de la Colline devrait être régi par la partie 5 du Code canadien du travail.

M. Legault: Je le suppose, oui. Est-ce que vous voulez que je note cette question, et vous fournisse ensuite . . .

Mme Copps: Si vous voulez bien, je pense que ce serait très utile.

J'aurais une autre question à poser, mais qui devra peut-être attendre . . . Il se pourrait qu'elle soit irrecevable, puisqu'elle concerne la procédure de nomination, actuellement en cours . . . Si je ne me trompe, le président a nommé un responsable chargé de rencontrer les délégués syndicaux de la Colline.

Une première lettre avait été envoyée, selon laquelle on devait nommer quelqu'un, mais étant donné le calendrier de travail très chargé sur la Colline, il faudrait attendre, avant que cet agent de conciliation—si je ne me trompe—ne soit nommé.

Le ministère du Travail en a-t-il été chargé, et est-ce que les difficultés en question viendraient de ce que l'on a réduit votre budget?

M. Kelly: Non, nous sommes pour le moment en mesure de répondre à toutes les demandes qui nous sont adressées, et l'Alliance de la fonction publique a déposé un avis faisant état de la situation d'impasse, et demandant—conformément aux dispositions du Code canadien du travail—que l'on s'engage dans la voie de la conciliation. La chose a d'abord été reportée, puis le ministre a nommé un agent qui rencontre à l'heure actuelle les parties concernées.

Jusqu'ici, rien n'avait été encore fait sur cette convention collective—quelle que soit la loi, ou l'autorité dont le domaine relèverait—et il semble que maintenant les parties concernées aient commencé à y collaborer. D'après ce que m'a dit le responsable nommé par le ministre, on est en train de rédiger une première ébauche de cette convention.

Mme Copps: La première lettre qui avait été écrite, au nom du président de la Chambre, précisait qu'en raison de tout ce contentieux qui restait à régler, il faudrait encore attendre avant qu'un conciliateur ne soit nommé. Cette lettre, qui n'émanait pas directement du président de la Chambre, venait d'un de ses représentants. Je n'en ai d'ailleurs pas copie ici.

[Text]

The Chairman: Just a little clarity, Ms Copps: There was a backlog in the Labour department, not in the House.

Ms Copps: Well, in the appointment of a conciliation officer.

Mr. Kelly: A letter from the Speaker?

Ms Copps: It was not from the Speaker. It was from somebody who represents the Speaker in the hierarchy on the Hill. I am not sure of the person's name.

Mr. Kelly: Well, they would have nothing to do with making that appointment, if they made certain suppositions, but we appointed an officer with no delay.

Ms Copps: Okay, because the original letter from the representative of the Speaker stated that there was delay because of a backlog in conciliation requests. Anyway, if that is not a problem then it is not a problem.

I am not sure whether the CLRB or maybe the assistant deputy minister could help me because of his experience in the railway. He spoke earlier about some of the jurisdictional problems that tied up one of the mediators for about four months. In the change-over between the Canadian brotherhood and the teamsters with respect to some CN employees—I think they are CN employees—the deputy minister may be aware that a number of persons were not involved in the certification vote to move from the brotherhood to the teamsters because they were on various leaves like workers' compensation and, as a result of that, were not permitted their right to a vote and yet were arbitrarily bound by the decision of the majority, which was to detach themselves from the brotherhood and go over to the teamsters.

This group, which numbers approximately 50 now, are essentially in a kind of a no-man's land, being pushed from one union to another and from one Minister to another with absolutely no right of seniority or anything else, or with respect to their recall.

I just wonder if the assistant deputy minister may want to comment on that and what is happening because these people have really been left out in left field.

Mr. Kelly: I am really not sure because there are no teamster certifications on the railway. There is no situation such as you describe involved in railway negotiations.

There could be other certification procedures that have taken place. It could possibly be CN Route, which was the subject of proceedings before the Canada Labour Relations Board, who did issue certificates. If it is the CN Route certification, then possibly one of the board members could answer.

[Translation]

Le président: Pour que les choses soient bien claires, madame: ce contentieux concerne le ministère du Travail, et non pas la Chambre.

Mme Copps: Cela concerne en tous les cas la nomination d'un agent de conciliation.

M. Kelly: S'agissait-il d'une lettre du président de la Chambre?

Mme Copps: Non. Cette lettre émanait de quelqu'un qui représente le président sur la Colline. Je ne me souviens plus du nom.

M. Kelly: Mais ce monsieur, qui s'est livré à certaines suppositions, n'aurait rien eu à faire avec la nomination; quant à nous, nous avons nommé cet agent de conciliation sans plus tarder.

Mme Copps: Très bien. Mais la première lettre de ce représentant du président de la Chambre, précisait qu'il faudrait attendre, et cela en raison de tous ces retards accumulés par le service chargé des demandes de conciliation. Bref, s'il n'y a pas de problèmes, il n'y en a pas.

Peut-être que le CCRT, ou le sous-ministre adjoint, pourraient éclairer ma lanterne, dans cette affaire des chemins de fer. Il a dit qu'un des médiateurs s'était occupé pendant quatre mois à démêler les questions de compétences juridictionnelles. Le sous-ministre sait peut-être qu'au moment où certains employés du CN ont décidé de quitter la Fraternité canadienne pour passer au Teamsters, certains employés n'étaient pas présents au moment du vote—parce qu'ils étaient en congé, congé compensatoire ou autre—alors qu'ils étaient néanmoins tenus de se ranger à la décision d'un vote de la majorité.

Ces quelques 50 employés qui n'ont pas pu voter, sont dans une espèce de no-man's land, où ils sont renvoyés d'un syndicat à l'autre, d'un ministre à l'autre, sans pouvoir faire valoir leur ancienneté, ni défendre leurs droits à la réembauche.

J'aimerais que le sous-ministre adjoint nous tienne au courant de ce qui se passe en ce moment, étant donné que ces employés se retrouvent finalement complètement exclus de tout.

M. Kelly: Je ne suis pas sûr de savoir exactement de quoi vous parlez, étant donné que le syndicat des teamsters n'est pas accrédité pour représenter les chemins de fer, ou je ne crois qu'il y ait eu de négociations comme celles que vous venez de décrire.

Vous voulez peut-être parler des procédures d'accréditation concernant CN Route, et dont le Conseil canadien des relations de travail avait été saisi. S'il s'agit donc des ces accréditations concernant CN Route, je suppose que l'un des membres du Conseil devrait pouvoir vous répondre.

[Texte]

• 2040

The Chairman: Mr. Legault signalled that he wanted to respond.

Mr. Legault: Yes, I believe the situation you are referring to is the fact that CN split away its trucking operations and formed a company called Transport Route Canada, or CN Route as it is usually referred to. As a result of the consolidation of all these various trucking companies, an application was filed with the board by the CBRT to become the exclusive bargaining agent for the complete operations. Because the teamsters had represented employees of some of the trucking companies that existed previously, the board ordered representation votes among the employees. The result was five separate bargaining units, one national office unit and four regional blue-collar units. In the Quebec and Ontario units, the votes were won by the teamsters, and the Atlantic and western units were won by CBRT.

Now, as for the employees you are referring to, usually in a representation vote the board does not disenfranchise employees who are on leave. They have just as much right to vote as anyone else. The board considers that they still have employee status and allows them to cast a ballot.

Ms Coppes: Well, they did not have the right to vote in this particular case.

Mr. Legault: It may be that their employment was already terminated at the time.

Ms Coppes: No, their employment was not terminated. They were employees in good standing, members of the CBRT, and they were denied the right to vote.

Mr. Legault: If you have more information at your disposal, I would appreciate having something more specific.

Ms Coppes: I have been dealing with the Minister of Transportation on this issue for about eight months and, so far, have hit an impasse because nobody seems to want to do anything for these people. They have legal representation. They number approximately 15; I guess it must be Ontario and Quebec together. But certainly they were not given the right to vote.

Mr. Legault: Have they ever contacted the board with respect to this?

Ms Coppes: They are in a situation now, to be honest, where the brotherhood now is legally not responsible for them, although they have been helpful in giving them certain informations. But they are no longer part of the brotherhood. The teamsters do not want to accept them because they are on compensation. They have been told that if they want to go back and work in the brotherhood they can quit their jobs and then take the chance that they will be given the bottom end of the stick for the brotherhood. For re-entry to the job market, obviously, if they cannot drive a truck, as far as the teamsters...

As far as I understand it, the teamsters have told them they are not dealing with them because they were on compensation at the time and they were not part of the process. So they are

[Traduction]

Le président: M. Legault a fait signe qu'il voulait répondre.

M. Legault: Les services de transport routier du CN ont été détachés du reste de la société, et l'on a créé une compagnie qui s'appelle Transport Route Canada, ou CN Route, comme on le dit plus fréquemment. Suite à la fusion de toutes ces sociétés de camionnage, la Fraternité canadienne des cheminsots a demandé au Conseil d'être le seul et unique agent de négociation pour l'ensemble. Étant donné qu'une partie du secteur du transport routier était déjà syndiquée aux teamsters, le Conseil a demandé que les employés procèdent à un vote. Il en est sorti cinq unités de négociation distinctes, une pour le bureau national, et quatre unités régionales représentant des cols bleus. Au Québec et en Ontario, c'est le Syndicat des teamsters qui est l'agent de négociation, et la Fraternité pour les régions Atlantiques et l'Ouest.

Pour ce qui est du cas particulier de ces employés dont vous nous parlez, le Conseil n'a jamais interdit aux employés en congé de voter. Nous les considérons comme des employés à part entière, qui ont le même droit de vote que les autres.

Mme Coppes: Dans ce cas-ci, ils n'ont pas eu le droit de voter.

M. Legault: Leur contrat de travail était peut-être venu à expiration.

Mme Coppes: Non, ils étaient toujours employés. Ils étaient également membres de la Fraternité canadienne des cheminsots, et on leur a refusé le droit de voter.

M. Legault: Si vous avez plus de renseignements là-dessus, j'aimerais que vous me donniez des précisions.

Mme Coppes: Voilà huit mois que je talonne le ministre des Transports, et j'ai l'impression d'être maintenant dans l'impasse, personne ne paraissant désireux de faire quoi que ce soit pour ces employés. Ils ont pris un avocat. Ils sont environ une quinzaine, Ontario et Québec réunis. En tous les cas ils n'ont pas eu le droit de voter.

M. Legault: En ont-ils jamais parlé au Conseil?

Mme Coppes: Ils se retrouvent évidemment maintenant dans une situation telle que la Fraternité n'est plus légalement responsable de leur sort, même si elle les a beaucoup aidés jusqu'ici. Mais effectivement ils ne sont plus membres de la Fraternité. On ne les laisse pas non plus entrer au Syndicat des teamsters, parce qu'ils sont en congé compensatoire. On leur a donc dit que s'ils veulent revenir au sein de la Fraternité, ils doivent résilier leur contrat, et prendre ensuite le risque de recommencer tout au bas de l'échelle à la Fraternité. Pour ce qui est de la possibilité de retrouver du travail, s'ils ne savent pas conduire un camion, les teamsters de leur côté...

Si j'ai bien compris, le Syndicat des teamsters leur a expliqué qu'il n'en veut pas, parce qu'ils étaient en congé compensatoire au moment du vote auquel ils n'ont pas

[Text]

literally in limbo. They number about 50; I think they are in both Ontario and Quebec. They have been told that if they want to have a chance to get with the brotherhood then they can quit their jobs and reapply. Some of them have 15, 16 or 17 years of seniority.

Mr. Legault: Are they employed with CN Route now?

Ms Copps: They are on compensation. Often compensation might last a year or two, and in the case of most of these individuals, I guess they had been off longer than six months when the vote took place. They do have legal counsel and they have been seeking other measures, but it is my understanding that both unions have declined to represent them officially. The brotherhood says they are not brotherhood any more, and the teamsters say that since they were on compensation they are not interested in taking them on.

Mr. Legault: I really do not know what else I can say, unless the legal...

Ms Copps: I will provide you with all the information.

Mr. Legault: Perhaps the legal counsel could get in touch with the board, and if he or she feels there is any avenue under the code, although with the time that has gone by now... There is a 90-day time factor for a complaint to be filed with board. If a complaint is not filed before 90 days, the board cannot entertain it.

Ms Copps: Given that the Minister of Transportation himself has certainly been aware of this for the last eight months at least, it seems to me that something should be done. It seems to me that something should be done. I just find it totally unbelievable that you are kicking these people out, not you, but they are essentially being kicked out from both sides and nobody wants to touch them. Everyone keeps telling them to go talk to somebody else, and that is sort of the way it has been left.

• 2045

Mr. Kelly: There is provision. The board mentioned one of the greatest volumes of their complaints are complaints under what is known as 136, fair representation. I am not familiar with this case, but if they have legal counsel and it is a case where they do not feel they are getting adequately represented by either the CBRT or the teamsters, they certainly have recourse to go to the board on a complaint under section 136.

The Chairman: Ms Copps, I will go to Mr. Blackburn, then we will come back to you.

M. Blackburn (Jonquière): En juin 1984, on a entrepris une étude sur les travailleurs à temps partiel qui relèvent de la compétence fédérale. Est-ce que vous pourriez me donner et commenter les conclusions de cette étude?

Ms McQueen: Mr. Chairman, the Women's Bureau of Labour Canada has done a considerable study on part-time. We did a survey of employers and employees. The survey

[Translation]

participé. Ils se retrouvent finalement nulle part, et je le répète ils sont environ cinquante; cela concerne à la fois l'Ontario et le Québec. Selon ce qu'on leur a dit, ils peuvent démissionner, et refaire une demande, pour pouvoir réintégrer la Fraternité. Certains d'entre eux ont quinze, seize ou dix-sept années d'ancienneté.

M. Legault: Est-ce qu'ils sont employés de CN Route en ce moment?

Mme Copps: Ils sont en congé compensatoire. Cela dure parfois un an ou deux, et dans la plupart des cas, ils étaient déjà en congé depuis plus de six mois lorsque le vote a eu lieu. Ils ont pris un avocat, et ils ont également essayé, par ailleurs, de s'adresser aux syndicats qui ont, l'un et l'autre, déclaré officiellement ne plus être responsables de leur cas. La Fraternité, de son côté, prétend qu'ils ne sont plus membres du syndicat, et les teamsters—parce qu'ils étaient en congé compensatoire—refusent de leur donner une carte de membre.

M. Legault: Je ne vois vraiment pas quoi ajouter, tant que l'avocat...

Mme Copps: Je vous communiquerai tous les renseignements.

M. Legault: Leur avocat pourrait peut-être contacter le Conseil, et s'il ou si elle pense qu'il y a encore un recours possible, d'après les dispositions du Code, quoique beaucoup de temps a déjà passé maintenant... Il y a un délai de 90 jours, au-delà duquel on ne peut plus déposer de plaintes au Conseil.

Mme Copps: Étant donné que le ministre des Transports lui-même est au courant de l'affaire depuis au moins huit mois, je pense que l'on devrait tout de même pouvoir faire quelque chose. Je pense qu'il faudrait faire quelque chose. Je trouve tout de même inconcevable—vous n'êtes pas en cause—que l'on se les renvoie d'un côté à l'autre, sans que qui que ce soit veuille s'en occuper. On leur demande d'aller présenter leur cas ailleurs, et c'est dans cette impasse-là qu'ils se trouvent maintenant.

M. Kelly: Il y a pourtant une disposition qu'ils pourraient invoquer. Nous avons déjà dit que la plus grande partie des plaintes qui nous sont transmises, sont celles du paragraphe 136, portant sur le droit d'être représenté. Je ne connais pas le cas dont vous me parlez ici, mais s'ils ont un avocat et s'ils trouvent qu'ils ne sont pas représentés comme il convient par la Fraternité ou par les Teamsters, ils ont certainement le droit de saisir le Conseil, en invoquant l'article 136.

Le président: Mademoiselle Copps, je vais passer la parole à M. Blackburn, et nous reviendrons à vous plus tard.

Mr. Blackburn (Jonquière): In June 1984, there was a study commissioned on part-time workers under the federal jurisdiction. Could you tell me what were the conclusions of this study, and would you please comment on them?

Mme McQueen: Monsieur le président, le Bureau de la main-d'oeuvre féminine à Travail Canada a effectivement étudié à fond la question du travail à temps partiel. Nous

[Texte]

results from the employers are available now but the employees' survey results are not quite ready yet. Do you want to add to this, Greg?

Mr. Traversy: Mr. Chairman, yes, the first volume of the study, which was conducted by Hay Associates (Canada) Ltd. under contract with Labour Canada, has just been completed and is being readied for distribution to interest groups in the very near future, including provincial governments, employers, unions, women's associations and so on.

The second volume of the report, which was a survey of part-time employees themselves, is just being cleaned up. Some of the key findings of the initial study, the survey of employers in federally regulated industry, 16% of all federal jurisdiction employees are part-time workers. The study found that they are substantially less likely to receive fringe benefits than full-time workers and so on.

Ms McQueen: Would you like more of the preliminary results as we know them now?

M. Blackburn (Jonquière): Est-ce que vous en avez d'autres présentement?

Mr. Traversy: Yes, 95% of permanent part-time workers are covered by short-term disability insurance, while only 27% of permanent part-time workers are covered by employer-sponsored pension plans. Permanent part-time workers have generally considerably better benefits coverage than either the seasonal part-time worker or the temporary casual employee who is with a firm just for a brief period of time.

The survey of employers found that many employers feel it might be feasible to extend benefits to permanent part-time workers. However, most employers cited administrative difficulties as the major obstacle to extending prorated benefits to temporary and casual employees. Employers frequently reported that during the past two years, part-time employment has increased more than full-time employment has. So part-time employment is very much a growing phenomenon in the economy. And employers in the financial sector indicated that the trend toward greater growth in part-time work is expected to continue over the next two years.

Most employers in other industries expect that part-time and full-time employment will increase at similar rates. So those are some of the principal findings to date of the Hay study.

M. Blackburn (Jonquière): À votre avis, quand pourrions-nous recevoir la rapport de l'étude en question?

[Traduction]

avons également fait une enquête portant sur les employeurs et sur les employés. Nous avons les résultats concernant les employeurs, ceux des employés ne sont pas encore tout à fait prêts. Voulez-vous dire quelque chose là-dessus, Greg?

M. Traversy: Monsieur le président, Travail Canada avait demandé à *Hay Associates (Canada) Ltd* de faire cette étude, dont la première partie, qui vient d'être terminée, pourra très prochainement être diffusée auprès de tous ceux que cela intéresse, et notamment les gouvernements des provinces, les employeurs, les syndicats, les associations de femmes, et caetera.

On est en train de mettre la dernière main au deuxième tome du rapport, où se trouvent les résultats de l'enquête portant sur les employés à temps partiel eux-mêmes. Ce que l'étude a d'abord permis de mettre en valeur, notamment grâce à l'enquête qui porte sur les employeurs assujettis aux dispositions de la Loi fédérale, c'est que 16 p. 100 de leurs employés travaillent à temps partiel. L'étude a ensuite permis de constater que ces employés n'avaient pas accès aux mêmes avantages sociaux que les travailleurs à temps plein.

Mme McQueen: Voulez-vous que nous vous fournissions ces premiers résultats dont nous disposons déjà?

Mr. Blackburn (Jonquière): Do you have some more right now?

M. Traversy: Oui, 95 p. 100 de ces travailleurs qui ont un contrat permanent de travail à temps partiel ont une assurance pour maladie de courte durée, et 27 p. 100 d'entre eux seulement bénéficient d'un régime de pension auquel cotise l'employeur. De façon générale, les travailleurs à temps partiel permanents jouissent d'une protection sociale bien supérieure à celle des travailleurs à temps partiel saisonniers, ou des employés occasionnels qui ne restent que très peu de temps au service d'une entreprise.

L'étude des employeurs a permis de constater qu'ils étaient nombreux à estimer possible d'accorder aux travailleurs à temps partiel permanents les mêmes avantages sociaux qu'aux travailleurs à temps plein. Cependant, d'après la plupart des employeurs, il serait extrêmement difficile—du point de vue administratif—de faire bénéficier les employés occasionnels ou temporaires, d'avantages sociaux calculés en fonction de la durée de leur emploi. D'après de nombreuses réponses des employeurs, il semble qu'au cours des deux dernières années l'emploi à temps partiel ait plus augmenté que l'emploi à temps plein. On peut donc dire que cet emploi à temps partiel est un phénomène qui prend de l'importance dans notre économie et, selon les employeurs du secteur financier, cette tendance devrait encore se maintenir deux ans.

La plupart des employeurs des autres secteurs estiment que l'emploi à temps partiel et l'emploi à temps plein connaîtront des croissances comparables. Voilà donc certains des résultats les plus importants de l'étude *Hay* dont nous disposons maintenant.

Mr. Blackburn (Jonquière): When do you think we should be able to be sent the report of the study?

[Text]

Mr. Traversy: We can make available to the committee over the next day or so a copy of this volume. It is indeed ready.

• 2050

M. Blackburn (Jonquière): D'accord, je l'apprécierais.

The Chairman: If I can just intrude for one second, over what period of time was the study conducted? The Statistics Canada figures on part-time work would recently have been different. Two years before that there was an increase in part-time, but lately it seems to be decreasing and there has been an increase in full-time. I just wondered what period of time this study was dealing with.

Mr. Traversy: This study was, as the hon. member pointed out, commissioned in 1984. The principal activities of the study have taken place during essentially the year that is just concluding, a year previous to the current time, and the period of time of reference with respect to these trends in part-time employment would be the past two years and the two years to come in the study frame.

The Chairman: There is a projection.

Mr. Traversy: There was a projection as well as a brief retrospective.

M. Blackburn (Jonquière): Je voudrais demander à nos témoins si le Conseil canadien des relations du travail est impliqué dans l'opération de rationalisation que le Canadien National effectue présentement dans ses services, et dans le congédiement de certains travailleurs? Le Conseil est-il impliqué?

M. Legault: Du tout, monsieur le président.

M. Blackburn (Jonquière): Je reviens à madame la sous-ministre. En regard avec le Centre canadien du marché du travail et de la productivité depuis 1983 qu'ils ont été fondés, quelles sont les principales activités du Centre de productivité et de quelle façon est-ce que ça leur a aidé à favoriser la croissance de l'emploi ou encore la croissance de la productivité? Comment fait-on pour mesurer la productivité de l'organisme en question?

Ms McQueen: Mr. Chairman, the Canadian Labour Market and Productivity Centre was established in January 1984. It is run as a private sector institution, not as a government organization. The Minister of Finance is the lead Minister in dealing with the centre, and the Government of Canada has four *ex-officio* non-voting members on the board of directors, of whom I am one.

The centre is divided into two branches: there is the productivity and employment growth branch and the labour market branch. The labour market branch deals primarily with manpower needs with respect to skilled trades; it is funded by a grant from Employment and Immigration. Labour Canada has been providing annual grants of \$5 million to the productivity and employment growth branch. This branch is the one that is designed to encourage productivity improvement and therefore encourage job creation.

[Translation]

M. Traversy: La première partie est prête, et nous pourrions sans plus tarder—demain, par exemple—en faire parvenir un exemplaire au Comité.

Mr. Blackburn (Jonquière): That would be very nice.

Le président: Si vous me permettez de vous interrompre une seconde, j'aimerais savoir quand l'étude a été faite? Les derniers chiffres de Statistique Canada, sur le travail à temps partiel, semblent différents. Il semble que deux ans auparavant le travail à temps partiel ait pris de l'expansion, mais depuis peu on assiste à une régression du phénomène, alors que le travail à temps plein reprend. J'aimerais donc savoir sur quelle période porte l'étude.

M. Traversy: Comme l'honorable député l'a dit, cette étude a été demandée en 1984. L'étude porte donc surtout sur l'année qui vient de s'écouler, et l'analyse des tendances prendrait en considération les deux années passées et les deux années à venir.

Le président: On a donc fait des prévisions.

M. Traversy: Oui, en même temps qu'une brève rétrospective.

Mr. Blackburn (Jonquière): I would like to ask our witnesses whether the Canada Labour Relations Board is involved in the restructuring of the Canadian National taking place right now, and the subsequent lay-offs of some workers? Is the board involved?

Mr. Legault: Absolutely not, Mr. Chairman.

Mr. Blackburn (Jonquière): I would like to go back to the deputy minister. Concerning the Canadian Labour Market and Productivity Centre, established in 1983, I would like to know what are the main activities of the productivity centre, and whether those activities did help the growth of the employment sector, or the growth of productivity? How can you measure yourself the productivity of such an organization?

Mme McQueen: Monsieur le président, le Centre canadien du marché du travail et de la productivité a été créé au mois de janvier 1984. C'est en fait un organisme de droit privé. Le ministre des Finances est chargé des rapports avec le Centre et l'administration canadienne est représentée au conseil d'administration par quatre membres *ex officio*, qui n'ont pas le droit de vote; je suis l'un de ces membres.

Le Centre est divisé en deux secteurs: d'un côté la productivité et la croissance de l'emploi, le marché du travail de l'autre. La partie marché du travail s'intéresse essentiellement aux besoins en main-d'oeuvre dans les secteurs spécialisés; cette branche du Centre fonctionne grâce à une subvention du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. La partie productivité et croissance de l'emploi a bénéficié de subventions annuelles de cinq millions de dollars de la part de Travail Canada. Cette Direction a pour mission de promouvoir

[Texte]

The centre has gotten off to a slow start, I think that is fair to say. To a certain extent I guess we should have expected this, because it is trying in its organization to overcome that traditional adversarial relationship between business and labour. They have had, I guess, a slightly longer shakedown period than new organizations where people are accustomed to working together that do not have to go through that.

There was a certain delay, I understand, in hiring someone to head up the organization, somebody who had the confidence of both business and labour. I think there were some protracted negotiations. Finally the chief executive officer, Dr. Arthur Smith, was found agreeable to all parties at this centre and he has been appointed.

The senior positions have been staffed over the past I guess about six to nine months, and a work program has been developed and approved by the directors and is now under way. So I think we are all looking for more rapid development and some important studies to come out of the centre.

M. Blackburn (Jonquière): D'accord. Combien de personnes le Centre de productivité regroupe-t-il? Quel est son budget annuel?

• 2055

Ms McQueen: I am afraid I do not have the information on the centre. I can give you the amount of the grant we make to them, but their annual operating budget I cannot give you. That information is available, but I do not have it with me here today.

M. Blackburn (Jonquière): Pouvez-vous nous faire parvenir ce renseignement? Quel montant de fonctionnement leur fournit-on chaque année?

Ms McQueen: Certainly.

The Chairman: Mr. Blackburn, I think our researchers could get it directly from the centre. It reports to the Minister of Finance rather than the Minister of Labour, so our researchers could get that quite quickly, I think, for us, rather than having the Labour people get it for us.

Ms McQueen: It is not set up as a government department.

M. Blackburn (Jonquière): Le ministère du Travail leur donne un budget annuel de fonctionnement. Combien leur donne-t-on? On ne leur donne pas de budget de fonctionnement?

Ms McQueen: No, we give them a grant.

M. Blackburn (Jonquière): Quel est le montant de cette subvention?

Ms McQueen: We give them a grant of \$5 million a year.

M. Blackburn (Jonquière): Cinq millions de dollars par année? Que dit de cela le rapport Nielsen?

[Traduction]

l'amélioration de la productivité et donc en même temps la création d'emplois.

Je pense qu'il est juste de dire que le démarrage a été lent. Dans une certaine mesure nous pouvions nous y attendre, puisqu'il s'agit ici d'essayer de dépasser ces relations traditionnellement conflictuelles qui existent entre les entreprises et les travailleurs. À la différence de ces nouveaux organismes où se retrouvent des gens qui ont l'habitude de collaborer, il a fallu ici une plus longue période d'adaptation.

C'est ainsi qu'il a fallu un certain temps avant de trouver un président qui ait à la fois la confiance des entrepreneurs et des travailleurs. Les négociations ont été, si je ne me trompe, assez difficiles, jusqu'à ce que l'on s'entende sur la personnalité de M. Arthur Smith, qui a été nommé directeur exécutif du Centre.

Il a fallu ensuite, si je ne me trompe, six à neuf mois, pour pourvoir les postes de direction; le plan de travail—qui est maintenant appliqué—a ensuite été discuté et approuvé par les directeurs. Les choses devraient donc maintenant avancer plus rapidement, et je pense que des études importantes verront le jour.

Mr. Blackburn (Jonquière): All right. How many individuals work for the Productivity Centre? What is the annual budget?

Mme McQueen: Je n'ai pas cette information. Je peux vous dire combien de subventions reçoit le Centre, mais je n'ai pas le montant de son budget de fonctionnement annuel. Ces données existent, mais je ne les ai pas ici aujourd'hui.

Mr. Blackburn (Jonquière): Could you provide us with the answer? What is the amount of the annual operating budget?

Mme McQueen: Certainement.

Le président: Monsieur Blackburn, je pense que nos attachés de recherche peuvent obtenir cette information directement du Centre. Celui-ci relève du ministre des Finances et non du ministre du Travail; nos chercheurs peuvent donc obtenir assez facilement les renseignements que nous demandons, ce qui évitera des démarches aux gens du ministère du Travail.

Mme McQueen: Le centre n'est pas constitué comme un ministère.

Mr. Blackburn (Jonquière): The Minister of Labour gives them an annual operating budget. How much do they get? They do not receive an operating budget?

Mme McQueen: Non, nous lui donnons une subvention.

Mr. Blackburn (Jonquière): What is the amount of this grant?

Mme McQueen: Cinq millions de dollars par année.

Mr. Blackburn (Jonquière): Five million dollars a year? What does the Nielsen Report say about this?

[Text]

Ms McQueen: I do not believe the Nielsen task force has looked at the CLMPC.

M. Blackburn (Jonquière): J'aimerais bien savoir combien de personnes sont impliquées dans le Centre de productivité et quel est le budget annuel de cet organisme.

Je vous remercie.

Le président: La contribution fédérale est une partie de leur budget total, parce que d'autres organismes les subventionnent. Leur budget total est de plus de 5 millions de dollars.

Ms Copps: I have some questions about the data on part-time workers. It surprises me a little, particularly since it contradicts absolutely what is said on a rather regular basis by the Minister of Employment in the House. She has claimed that part-time work is reducing and full-time work is what is being created. I wonder if you might comment on the contradiction.

Mr. Traversy: We were commenting . . . the Hay Associates study focused on federal-jurisdiction industries, so it may be that the Minister is referring to all industries, rather than simply to federal-jurisdiction industries.

Ms Copps: Can you comment on the part-time issue? One of the concerns in estimates is the inadequacy of accessible, affordable day care. I wonder if Hay looks at that in the recommendations, or in the study. Does Hay look at the issue of day care?

Mr. Traversy: No, that was not examined in the Hay study. The Hay study focused on employment levels for part-time workers among federal jurisdiction employers and benefits coverage of those workers.

Ms Copps: Was the Hay study not supposed to be a follow-up to the Wallace report?

Mr. Traversy: Yes, the Hay study was designed to explore in more detail some of the issues raised in the Wallace report.

Ms Copps: Well, one of the major issues of the Wallace report was the lack of accessible day care.

Ms McQueen: If I could just interject, I think our study was concerned with things that are covered under the Canada Labour Code, and we were focusing on the recommendation of the Wallace report that there be a definition of part-time work included in the Canada Labour Code and that part-time workers receive all fringe benefits on a prorated basis. So the study my department did focused on that aspect of it. It was not a survey designed to be a total follow-up to all the Wallace recommendations.

Ms Copps: The part-time employment unit is in your department. Is that correct?

Ms McQueen: The Women's Bureau in Labour Canada has been doing a considerable amount of work on part-time, but there are other organizations in the federal government that are working on part-time.

[Translation]

Mme McQueen: Je ne crois pas que le groupe de travail Nielsen se soit penché sur le CCMTP.

Mr. Blackburn (Jonquière): I would really like to know how many people were involved in the Productivity Centre and what was their annual budget.

Thank you.

The Chairman: The federal contribution accounts for a part only of the total budget, because other organizations are involved in the funding. The total budget amounts to more than \$5 million.

Mme Copps: J'ai quelques questions au sujet des employés à temps partiel. Les données me surprennent un peu, particulièrement parce qu'elles contredisent carrément les propos que tient régulièrement la ministre de l'Emploi à la Chambre. Elle a affirmé qu'il y avait moins de travail à temps partiel, et qu'on créait davantage de postes à temps plein. J'aimerais que vous nous expliquiez cette contradiction.

M. Traversy: Dans nos commentaires, nous disons que l'étude du groupe Hay portait sur les industries de juridiction fédérale; la ministre parlait probablement de toutes les industries, et pas seulement des industries de juridiction fédérale.

Mme Copps: Pourriez-vous commenter la question du travail à temps partiel? Les prévisions budgétaires font état notamment du manque de services de garderie accessibles et abordables. Le groupe d'étude Hay aborde-t-il cette question dans ses recommandations, ou dans son rapport. La question des garderies est-elle abordée dans l'étude Hay?

M. Traversy: Non, l'étude n'en parle pas. Le groupe de travail Hay s'est penché sur les niveaux d'emploi et les avantages touchant les employés à temps partiel relevant du fédéral.

Mme Copps: L'étude Hay ne devait-elle pas faire suite au rapport Wallace?

M. Traversy: Oui, l'étude Hay devait examiner plus en détail certaines questions soulevées dans le rapport Wallace.

Mme Copps: L'une des principales questions du rapport Wallace portait justement sur le manque de services de garderie.

Mme McQueen: Si vous me permettez, notre étude portait sur des questions relevant du Code du travail du Canada, et particulièrement sur la recommandation du rapport Wallace demandant d'inclure dans le Code une définition du travail à temps partiel et d'accorder aux employés à temps partiel tous les avantages sociaux sur une base proportionnelle. L'étude de mon ministère a donc porté sur cet aspect de la question. Mais elle ne devait pas toucher à toutes les recommandations du rapport Wallace.

Mme Copps: Le service d'emploi à temps partiel relève de votre ministère, n'est-ce pas?

Mme McQueen: Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine de Travail Canada a fait énormément de travail sur l'emploi à temps partiel, mais d'autres organisations du gouvernement fédéral se penchent également sur la question.

[Texte]

Ms Copps: But according to your estimates, the part-time employment unit is part of the Women's Bureau, which is under the Minister of Labour.

Ms McQueen: That is right.

• 2100

Ms Copps: So I am surprised that the unit which was supposed to collect the data with respect to what is happening, employers, unions, governments, etc., would not look at the issue as a follow-up. According to your own statement on page 20 of Part III of the 1986-87 estimates, you suggest that following the Wallace commission they set up a departmental committee which concluded that:

before action could be taken on any of the Inquiry Commission's 32 recommendations, information was needed... about the circumstances of part-time workers under federal jurisdiction and about the costs to employers and employees of increasing benefits to these workers.

Is no one looking at the specific recommendations of early childhood education as they relate to part-time workers?

Ms McQueen: I would like to think that somebody in the federal government is, but we confined ourselves to those benefits mentioned in the Canada Labour Code, and day care is not in the Canada Labour Code. We do not have a mandate to look at that.

Ms Copps: According to this, your mandate is to analyse the findings of the Wallace commission.

Ms McQueen: Yes, but the commission made 32 recommendations, not all of which are within our mandate to look at. So what we tried to do was to look at those things that come under our legislation. We are not the only part of the federal government that is responding to the Wallace commission.

Ms Copps: Okay. Well, I will leave it at that at the moment.

I would like to know the position of the Minister of Labour in encouraging something like job-sharing in organizations like Canada Post; whether you have taken a pro-active position with respect to job-sharing or whether you have any position whatsoever.

Ms McQueen: No, we have not.

Ms Copps: You have no position on job-sharing?

Ms McQueen: The department has not developed a formal position on job-sharing, no.

Ms Copps: So you are "neither for it nor against it". You do not see it as one way of potentially dealing with the issue of benefits and flexibility in the work force, particularly for women who are maybe entering in a different rate, etc.?

[Traduction]

Mme Copps: Mais selon vos prévisions budgétaires, le service d'emploi à temps partiel fait partie du Bureau de la main-d'œuvre féminine qui, lui, relève du ministre du Travail.

Mme McQueen: C'est bien ça.

Mme Copps: Je suis étonnée que le service qui était censé recueillir des données sur la situation, sur les employeurs, les syndicats, les gouvernements, et caetera, n'ait pas examiné la question. À la page 20 de la partie 3 du budget des dépenses de 1986-1987, vous dites qu'à la suite de la publication du rapport de la commission Wallace, un comité ministériel a été mis sur pied afin d'en analyser les conclusions. Vous dites que:

avant de donner suite à l'une des 32 recommandations de la Commission d'enquête, il fallait en connaître davantage sur la situation des travailleurs à temps partiel assujettis à la compétence fédérale et sur les frais supplémentaires qui incomberont aux employeurs et aux employés, si l'on augmente les avantages sociaux de ces travailleurs.

Est-ce que personne ne s'est penché sur les recommandations concernant l'éducation des jeunes enfants dans le contexte des travailleurs à temps partiel?

Mme McQueen: J'espère qu'il y a quelqu'un au gouvernement fédéral qui se penche sur ce problème, mais quant à nous, nous nous sommes limités aux questions relevant du Code canadien du travail, et la garde des enfants n'en fait pas partie. Notre mandat ne concerne pas cela.

Mme Copps: D'après ce que je vois ici, votre mandat consiste à analyser les conclusions du rapport de la commission Wallace.

Mme McQueen: Oui, mais les 32 recommandations de la Commission ne concernent pas toutes notre mandat. Nous avons donc tenté d'examiner les questions relevant de notre compétence. Nous ne sommes pas le seul service du gouvernement fédéral qui se penche sur le rapport de la commission Wallace.

Mme Copps: Bien. Je vais en rester là pour le moment.

Quelle est la position du ministre du Travail en ce qui concerne le travail partagé dans des organisations comme Postes Canada; avez-vous pris des mesures pro-actives à cet égard? Avez-vous une politique en la matière?

Mme McQueen: Non, nous n'en avons pas.

Mme Copps: Vous n'avez pas de politique concernant le travail partagé?

Mme McQueen: Non, le ministère n'a pas de politique officielle à cet égard.

Mme Copps: Vous n'êtes donc ni pour ni contre. Vous ne croyez pas que le travail partagé pourrait éventuellement améliorer le sort de la population active sur le plan des avantages et de la souplesse, particulièrement pour les femmes qui entrent sur le marché du travail à des taux différents, et caetera?

[Text]

Mr. Hansen: Part III of the Canada Labour Code does not differentiate between the benefits that are payable to people who are part-time or full-time; therefore there is no discrimination involved in Part III and its application to any type of worker, be they shared-job or otherwise.

Ms Copps: If they are supposed to be looking at how the Canada Labour Code applies, then that departmental committee does not have a function because if there is no discrimination then there is no problem.

Mr. Hansen: Not within Part III at the moment, in terms of how it is applied to workers, whether they be part-time or job-shared workers.

One of the things was to find out about other aspects of it, pension benefits and things of this nature, and whether or not they were even there for people.

Ms Copps: I guess that is why I am surprised that you did not look at the issue of day care, because if day care is not a considered benefit by the Department of Labour with respect to women entering the work force . . . If you are asked to look at the grab-bag of issues which came out of Wallace, I am frankly very surprised that you did not look at day care as it applies in the workplace and how it is operating in companies that have taken the initiative and established day care as part of their package of benefits.

There are companies who are doing that, and it is a positive thing. Obviously the Department of Labour is not particularly supportive of that or is not involved in that. Do they have any involvement at all?

Mr. Kelly: Just on the issue of part-time workers, we are not in the employment business as CEIC is. We do not take a position . . . You must keep in mind that within the federal jurisdiction those Crown corporations are highly organized. That is a matter of collective bargaining between the unions and the companies.

• 2105

I might say we had considerable strike activity on Air Canada and Pacific Western Airlines over the part-time issue, where the companies wanted to increase part-time work and even prorate the benefits. Very stiff resistance from the Canadian Air Line Flight Attendants Association . . .

Ms Copps: I am quite familiar with Air Canada's position on the same issue, which was certainly not exemplary. I think my point is if the department was charged with the responsibility, as you state in the estimates, that nothing was going to be done on the Wallace report until the department analysed all the findings prior to implementing any of the recommendations, then why the department did not look at one of the most significant recommendations, which dealt with the inaccessibility of early childhood education, surprises me in the context of the work force.

[Translation]

M. Hansen: La Partie III du Code canadien du travail ne fait pas la distinction entre les avantages versés aux travailleurs à temps plein ou à temps partiel; la Partie III s'applique donc sans discrimination à tous les types de travailleurs: ceux qui partagent leur travail et les autres.

Mme Copps: Si son mandat est de voir comment s'applique le Code canadien du travail, le comité ministériel n'a donc pas sa raison d'être, car s'il n'y a pas de discrimination, il n'y a pas de problème.

M. Hansen: La Partie III du Code du travail s'applique indifféremment à tous les employés, qu'il s'agisse de travail à temps partiel ou de travail partagé.

L'un de nos objectifs était d'examiner d'autres aspects de la question; les prestations de pension et autres choses du genre, et de déterminer si cela s'appliquait aux travailleurs, quels qu'ils soient.

Mme Copps: Je suis surprise que vous ne vous soyez pas penchés sur la garde des enfants, car si le ministère du Travail ne considère pas cela comme un avantage pour les femmes qui intègrent le marché du travail . . . si votre mandat était d'examiner l'ensemble des recommandations du rapport de la commission Wallace, comment se fait-il que vous ne vous soyez pas penchés sur les services de garderie en milieu de travail, sur le fonctionnement de programmes de garde d'enfants des compagnies qui ont intégré ce service dans le cadre des avantages destinés à leurs employés.

Il y a des compagnies qui ont de tels programmes, et c'est très bon. Le ministère du Travail n'est évidemment pas particulièrement en faveur de ce genre de programme ou ne s'y intéresse pas. Le ministère a-t-il quelque chose à voir avec cela?

M. Kelly: À propos des travailleurs à temps partiel, nous ne travaillons pas dans la même optique que la CEIC. Nous ne disons pas . . . il ne faut pas oublier que dans le champ de compétence fédérale, les sociétés de la Couronne sont très bien organisées. C'est une question qui relève de la convention collective négociée entre les syndicats et les compagnies.

Je dois vous dire que nous avons eu énormément de problème avec Air Canada et Pacific Western sur la question du travail à temps partiel; les compagnies voulaient augmenter le nombre de travailleurs à temps partiel et même leur offrir des avantages sur une base proportionnelle. L'Association du personnel navigant des lignes aériennes canadiennes a opposé une très vive résistance . . .

Mme Copps: Je connais très bien la position d'Air Canada dans ce dossier, et elle n'est certes pas exemplaire. Si, comme vous le mentionnez dans le budget des dépenses, votre comité ministériel a décidé de ne donner suite à aucune recommandation avant d'avoir examiné toutes les conclusions du rapport Wallace, j'ai beaucoup de mal à comprendre qu'il ne se soit pas penché sur l'une des recommandations les plus importantes portant sur les services de garde des jeunes enfants en milieu de travail.

[Texte]

Unfortunately, I suppose it is part of the unfortunate view that day care is not part of a prospective benefits package. I mean, presumably if you are looking at the possibility of increasing pensions and increasing other benefits for part-time workers, then day care should have been a part of that as a potential for implementing what Wallace is talking about.

Ms McQueen: We set up the committee ourselves simply because we wanted to have a better idea of what it was employers were doing at the moment and what it was employees wanted. Now, when the study comes out for the employees, which is not ready yet, there is a discussion in there of the kinds of benefits they want and so on. But at the moment—Bill, correct me if I am wrong on this—day care is not a negotiated benefit in the collective agreements in the federal jurisdiction.

Mr. Kelly: Not to my knowledge; there might be the odd one, but not to my knowledge.

Ms Copps: Okay, I do not want to pursue it beyond that. My only point is it was stated before that in Part III of the Canada Labour Code there is no discrimination against part-time workers. However, we know there is systemic and endemic discrimination throughout the system, and one of the ways it manifests itself is in the fact that part-time workers are often times forced into part-time jobs because they do not have accessible and affordable day care. If you are looking at that whole question, I am just surprised that you did not consider that aspect as it dealt with employers. It seems to me it should be built right into the working ethic, that if you are talking about making more accessible then you should be considering that at every turn, because it is a very major issue.

Anyway, I am sure we have hundreds of other questions, but everybody is probably very tired. I will reserve my other questions for the future.

The Chairman: The chairman has a couple he wants to get in the record before some people go. The committee has decided to inquire into the issue of industrial adjustment in anticipation of technological change, perhaps free trade and so on. In the context of the question on work sharing and we were into LAB and so on, do you have a staff person or a unit within the department that sort of has a handle on the public policy tools that are currently being used? They seem to cut across government; UIC is used and so on. Do you have anybody in your department that you would class as an expert on industrial adjustment that our researchers could maybe follow up with and get a handle on it?

Ms McQueen: I would think that in general terms certainly a senior officer who would be doing a lot of work on the adjustments like LAB and POWA and so on is Rob Gordon; certainly I think he could be our contact on that.

[Traduction]

Cela montre malheureusement que les services de garderie n'entrent pas dans les projets concernant les avantages destinés aux employés. Dans votre étude des perspectives visant à améliorer les régimes de pension des travailleurs à temps partiel et d'autres avantages, vous auriez dû envisager la mise en oeuvre des recommandations de la commission Wallace concernant les garderies.

Mme McQueen: Nous avons établi le comité nous-mêmes afin d'avoir une meilleure idée de ce que font les employeurs à l'heure actuelle et de ce que veulent les employés. L'étude sur les employés, qui n'est pas encore au point, traitera des avantages que recherchent les travailleurs. Mais, à l'heure actuelle—vous me corrigerez, Bill, si je me trompe—les services de garderie ne sont pas un avantage qui se négocie dans les conventions collectives des travailleurs assujettis à la compétence fédérale.

M. Kelly: Il y a peut-être des cas isolés, mais à ma connaissance, ce n'est pas une question qui se négocie dans les conventions collectives.

Mme Copps: Je ne tiens pas à m'attarder plus longuement là-dessus. Tout ce que je dis, c'est, comme je l'ai mentionné, que la Partie III du Code canadien du travail ne fait pas la distinction entre les travailleurs à temps partiel et les autres. Toutefois, nous savons qu'il y a dans l'ensemble du système une discrimination systémique et endémique qui se manifeste notamment par le fait que les travailleurs à temps partiel sont souvent obligés d'occuper des postes à temps partiel parce qu'il n'y a pas de services de garderie accessibles et abordables. Je suis étonnée que vous n'ayez pas considéré cet aspect de la question dans votre étude axée sur les employeurs. Les services de garderie devraient faire partie de l'éthique du travail, et la question d'accès ne devrait jamais être écartée des discussions, parce qu'elle est très importante.

De toute façon, je suis sûre qu'il y a encore des centaines de questions à poser, mais tout le monde est probablement très fatigué. Je réserve donc mes autres questions pour plus tard.

Le président: J'ai quelques petites mises au point à faire pour le compte rendu avant que les gens commencent à partir. Le Comité a décidé de se pencher sur la question de l'adaptation industrielle dans la perspective notamment des changements technologiques et du libre-échange. À propos du travail partagé et du Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs dont nous avons discuté, y a-t-il quelqu'un ou un service de votre ministère qui connaît bien les mécanismes d'application de la politique publique actuelle à cet égard? La Commission de l'assurance-chômage a quelque chose à voir avec ce dossier, mais il y a d'autres services gouvernementaux qui s'en occupent aussi. Y a-t-il quelqu'un dans votre ministère que vous considérez comme un spécialiste du Programme d'adaptation industrielle que nos chercheurs pourraient consulter pour en savoir plus long?

Mme McQueen: De façon générale, Rob Gordon est un haut fonctionnaire qui travaille beaucoup sur les programmes d'adaptation comme le Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs et les programmes à l'intention des travailleurs plus vieux; il pourrait certainement agir en tant que personne-ressource.

[Text]

The Chairman: That is helpful. Thank you. I have one question for the three sets of witnesses. Maybe I could just start with the Canada Labour Relations Board. Starting with Jim MacDonell, across government there has been a push for the last few years to do evaluations and to look at the effectiveness and efficiency of the way an organization goes about spending its funds or some subset of what that organization does. For the Canada Labour Relations Board, have you had a formal evaluation of that kind done?

Mr. Legault: No, we have not, Mr. Chairman. When the program evaluation was implemented within the government, we had a representative from the Office of the Comptroller General speak to us. He investigated what the Canada Labour Relations Board was all about, and he determined it would not be appropriate for the board as a quasi-judicial tribunal to conduct its own program evaluation. As a result of his findings we were granted an exemption from program evaluation by the office of the Comptroller General.

• 2110

We are charged with interpreting a particular piece of legislation, and evaluation of this legislation is something beyond our own control. We do not have any input into the legislation we interpret and we really do not know how we would go about doing program evaluation, unless it were limited to program delivery.

We are a very small organization and I doubt whether we would even have the resources to do any full-scale inquiry among our clientele as to how they perceive the delivery of our program. I do not know if you would like me to say any more at the present.

The Chairman: You may, if we bring you back at some later point. But I just want to see what the situation really is in terms of evaluation studies. Let us go to Dr. Atherley.

Dr. Atherley: We have had a program of evaluation done. It is not entirely finished yet, but the draft reports of the first two phases are in. It may just be worth adding that it was a condition attached to the last increase in our grant that we would get a program evaluation done, and so it has been done. It is steered by a committee and the Program Evaluation and Audit Branch, Labour Canada and certain other departments have members sitting on the committee which oversees it. We would be glad to make available the probe when it reaches its final stage.

The Chairman: It would be very helpful, thank you. Concerning the evaluation, you say there is a committee, so this includes people outside of your own organization as overseers of setting up the methodology and sort of monitoring it throughout.

Dr. Atherley: That is right, Mr. Chairman. The actual evaluation was carried out by a private consultant—and there is a complex mechanism for identifying the private consultant—but to oversee the work of the consultant and to receive the reports and so on, we set up the committee which I have just described.

[Translation]

Le président: Cela répond à ma question. Je vous remercie. J'ai une question pour les trois groupes de témoins. Je vais commencer avec Jim MacDonell du Conseil canadien des relations du travail. Depuis quelques années, dans l'ensemble du gouvernement, on évalue l'efficacité et l'efficacité des programmes de dépenses des diverses organisations gouvernementales. J'aimerais savoir si une évaluation officielle a été faite au Conseil canadien des relations du travail.

M. Legault: Non, monsieur le président, nous n'avons pas fait cette évaluation. Quand le projet d'évaluation des programmes a été mis sur pied au gouvernement, un représentant du Bureau du Contrôleur général est venu nous voir. Il a fait une enquête pour savoir ce que faisait le Conseil canadien des relations du travail, et il a jugé qu'il ne serait pas opportun qu'un tribunal quasi judiciaire évalue lui-même ses programmes. Par suite de cette conclusion, le Bureau du Contrôleur général nous a dispensés de l'évaluation de nos programmes.

Nous sommes chargés d'interpréter une loi bien précise, et il ne nous appartient pas d'évaluer l'application des programmes issus de cette loi. Nous n'avons rien à dire quant à la teneur de la loi que nous sommes chargés d'interpréter, et nous voyons mal comment nous pourrions évaluer les programmes, à moins que ce ne soit que dans l'optique de leur exécution.

Nous sommes une organisation très petite et je doute que nous ayons les ressources voulues pour faire une enquête d'envergure visant à déterminer le degré de satisfaction de notre clientèle à l'égard de notre programme. Je ne sais pas si je dois vous en dire plus pour le moment.

Le président: Peut-être plus tard, mais je voudrais, pour le moment, savoir ce qui se fait du côté des évaluations. Passons à M. Atherley.

M. Atherley: Nous avons effectué une évaluation de nos programmes. Elle n'est pas encore tout à fait terminée, mais nous avons des projets de rapport sur les deux premières phases. Je devrais peut-être vous signaler que la dernière augmentation de notre subvention nous a été accordée à la condition que nous fassions une évaluation de nos programmes ce qui a été fait. Le projet est dirigé par un comité qui réunit des représentants de la Direction de l'évaluation et de la vérification des programmes de Travail Canada et d'autres ministères également. Nous nous ferons un plaisir de vous faire part des conclusions de notre étude, lorsqu'elle sera terminée.

Le président: Cela nous sera très utile, je vous remercie. À propos de l'évaluation, vous dites qu'il y a un comité composé notamment de gens ne faisant pas partie de votre organisation qui s'occupent de l'établissement des modalités d'évaluation et de la surveillance du processus.

M. Atherley: C'est exact, monsieur le président. L'évaluation comme telle a été faite par un consultant privé dont les services ont été retenus par la voie d'un processus de sélection élaboré; mais pour surveiller l'exécution de l'évaluation et recevoir les rapports, nous avons établi le comité que je viens de vous décrire.

[Texte]

The Chairman: Ms McQueen, I want to ask the same question. Does your evaluation committee—I know you have one in Labour Canada—report directly to you as the deputy?

Ms McQueen: Yes it does, it reports directly to me.

The Chairman: Could you just share with us some of the more recent work, so we have a sense of what is available?

Ms McQueen: Certainly. We have a program evaluation and internal audit team and they do report directly to me. Recent evaluations include the secondment program, the program whereby people from the labour movement are seconded into government service and vice versa; the TIRF Program, the Technology Innovation Research Fund Program we talked about earlier, which had an excellent evaluation; and the Labour Education Program. Our finance department was evaluated and we did a study in two of our regions, B.C. and the Maritimes.

At the moment we have one going on about all of our publications. We had one going on the Quality of Working Life Program, but we terminated it when we cancelled the program, so we did not get the results. This is over and above audits which are taken on, of course.

The Chairman: With those evaluations, is there a mixture of in-house and external or are they all in-house?

Ms McQueen: No, we contract them out. Some of contracted out and some are done in-house.

The Chairman: Is there any problem in having our researchers quickly review them to see what kind of thing is in them?

Ms McQueen: No problem at all. We are rather proud of our evaluation process in Labour Canada.

The Chairman: That is nice to hear.

Mr. Helmes: Mr. Chairman, you can contact me and I will make available what ever you need.

The Chairman: Thank you very much.

Dr. Atherley: May just add one point? You were asking about contact persons for the Nielsen report. If you wanted any information from us about the same contact, I would be happy to act as the contact person.

• 2115

The Chairman: Thank you. I apologize for not asking that and getting it on the record. But we are just nicely getting started, and those offers of assistance are very helpful.

As you can see, there are some researchers at the table and we are feeling our way in terms of who is responsible for what. But we will be in touch. There will be a follow-up.

To the members present, are there any further wrap up questions of any kind?

[Traduction]

Le président: Madame McQueen, je vous pose la même question. Votre comité d'évaluation—je sais que vous en avez un à Travail Canada—vous fait-il directement rapport à vous, le sous-ministre?

Mme McQueen: En effet, oui.

Le président: Pourriez-vous nous décrire un peu le travail qu'il a fait dernièrement, pour que nous sachions ce qu'il y a?

Mme McQueen: Certainement. Nous avons une équipe d'évaluation et de vérification interne qui relève directement de moi. Récemment, l'équipe a évalué le Programme gouvernemental syndical de détachements d'employés, le Programme du fonds de recherche, sur les répercussions technologiques dont nous avons parlé tout à l'heure, une excellente évaluation, et le Programme de formation syndicale. Nous avons évalué notre Service des finances et étudié deux de nos régions: la Colombie-Britannique et les Maritimes.

Nous sommes en train d'évaluer toutes nos publications. Nous avons fait une étude du Programme de la qualité de la vie au travail, mais ce programme a été annulé, de sorte que nous n'avons pas eu les résultats. Ces études s'ajoutent évidemment aux évaluations et vérifications courantes.

Le président: Ces évaluations sont-elles faites par des services internes et externes, ou seulement par des services internes?

Mme McQueen: Non, elles sont données à contrat. Certaines évaluations sont données à contrat, d'autres sont faites par nos propres services.

Le président: Auriez-vous des objections à ce que nos chercheurs passent rapidement vos évaluations en revue, pour voir ce qu'elles contiennent?

Mme McQueen: Pas du tout. Nous sommes plutôt fiers de notre processus d'évaluation à Travail Canada.

Le président: C'est bon d'entendre cela.

M. Helmes: Monsieur le président, vous pouvez communiquer avec moi; je vous donnerai ce que vous voulez.

Le président: Merci beaucoup.

M. Atherley: Permettez-moi d'ajouter quelque chose. Vous avez demandé qui étaient les personnes-ressources pour le rapport Nielsen. Si vous avez besoin de renseignements, vous pouvez toujours communiquer avec moi.

Le président: Merci. Je m'excuse de ne pas vous l'avoir demandé pour que ce soit consigné au compte rendu. Nous commençons tout juste nos travaux, et vos offres de services nous sont très utiles.

Comme vous pouvez le voir, nous avons des attachés de recherche à notre service, et nous tentons de déterminer les attributions de chacun. Nous communiquerons avec vous. Il y aura un suivi.

Les membres du Comité ont-ils d'autres questions pour terminer?

[Text]

Ms Copps: Thousands, but I will pass.

The Chairman: But not tonight.

Ms Copps: That is right.

The Chairman: I thank you for your patience. It is somewhat later than usual, 9.15, but we only have 12 sessions available to us before the end of the main estimates period, counting tonight. We also have nine votes plus four Ministers, so our meetings tend to run a little long because we cannot have people back as frequently as we might like. It may be better for you to stay a little longer and have to come less frequently. I do appreciate the degree to which you have all been forthcoming. If you have trouble with your Minister because of some of the things you have said tonight, send them to me and we will tell them it was the government members who are taking a new responsibility seriously.

We enjoyed the co-operation. We hope that through the process of parliamentary reform these kinds of meetings will produce more honest kinds of answers, and there is less protection of the system. Parliament has asked us to truly inquire into things, and you have made a contribution tonight with your forthrightness.

Mr. Kelly, I expect it from you after these years. I think the degree with which Members of Parliament and the bureaucracy can learn to share their true feelings about things will, to that extent, allow Members of Parliament to be in a position to provide good policy advice to Parliament and thus to the government.

So, I thank you for coming, and the meeting is formally adjourned.

[Translation]

Mme Copps: J'en ai des milliers, mais je vais laisser faire.

Le président: Pas pour ce soir.

Mme Copps: C'est ça.

Le président: Je vous remercie de votre patience. Nous avons dépassé un peu l'heure habituelle, 21h15, mais nous n'avons que 12 séances, y compris celle de ce soir, pour étudier le budget principal des dépenses. Nous devons examiner neuf crédits et rencontrer quatre Ministres; c'est pourquoi nos réunions sont un peu longues, étant donné que nous ne pouvons pas demander aux gens de revenir aussi souvent que nous le souhaiterions. Il vaut peut-être mieux que vous restiez un peu plus longtemps pour ne pas avoir à revenir aussi souvent. Je vous sais gré à tous de votre grande collaboration. Si votre ministre vous critique pour certaines déclarations que vous avez faites ce soir, dites-lui de venir me voir et nous lui expliquerons que les députés prennent leurs nouvelles responsabilités au sérieux.

Nous vous remercions de votre collaboration. Nous espérons qu'avec la réforme parlementaire, les réunions permettront de dégager des réponses plus honnêtes, étant donné qu'il y a moins de protection dans le système. Le Parlement nous a demandé d'aller au fond des choses, et vous avez largement contribué à notre travail ce soir grâce à votre franchise.

Monsieur Kelly, je ne peux pas m'attendre à autre chose de votre part après toutes ces années. Dans la mesure où les députés et les bureaucrates apprendront à vraiment partager leurs idées sur les choses, les députés seront mieux à même de bien conseiller le Parlement et, partant, le gouvernement, en matière de politique.

Je vous remercie donc de votre participation; la séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From Labour Canada:

Jennifer McQueen, Deputy Minister;
W.P. Kelly, Associate Deputy Minister, Federal Mediation
and Conciliation Service;
Herman Hansen, Assistant Deputy Minister, Operations;
Greg Traversy, Assistant Deputy Minister, Policy;
Charles Helmes, Acting Director General, Administrative
and Policy Services.

From the Canadian Centre for Occupational Health and Safety:

Dr. Gordon Atherley, President;
Kash Manchuk, Director of Finance and Administration.

From Canada Labour Relations Board:

G. Legault, Director, Operational Services;
David Craig, Director of Administration.

De Travail Canada:

Jennifer McQueen, sous-ministre;
W.P. Kelly, sous-ministre associé, Service fédéral de
médiation et de conciliation;
Herman Hansen, sous-ministre adjoint, Opérations;
Greg Traversy, sous-ministre adjoint, Politiques;
Charles Helmes, directeur général intérimaire, Politiques et
services administratifs.

Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail:

D^r Gordon Atherley, président;
Kash Manchuk, directeur des finances et de l'administra-
tion.

Du Conseil canadien des relations du travail:

G. Legault, directeur, Services opérationnels;
David Craig, directeur de l'administration.

GOVERNMENT
Publication

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 56

Friday, April 25, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 56

Le vendredi 25 avril 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 10 et
15 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

APPEARING:

The Hon. Flora MacDonald
Minister of Employment and Immigration

COMPARAÎT:

L'hon. Flora MacDonald
Ministre de l'Emploi et Immigration

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Gilles Bernier
Pauline Browes
Dan Heap

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Sergio Marchi
John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, APRIL 25, 1986
(81)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:06 o'clock a.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom and John R. Rodriguez.

Acting Member: Sheila Copps for Sergio Marchi.

Other Members present: Clément Côté, Jean-Claude Malépart and Barry Turner.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

Appearing: The Hon. Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Gaétan Lussier, Deputy Minister and President; John Edwards, Associate Deputy Minister and Vice-President; Ken Wyman, Executive Director, Insurance.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The Minister made a statement and with the officials, answered questions.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 25 AVRIL 1986
(81)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 06, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, John R. Rodriguez.

Membre suppléant: Sheila Copps remplace Sergio Marchi.

Autres députés présents: Clément Côté, Jean-Claude Malépart, Barry Turner.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

Comparaît: L'honorable Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Gaétan Lussier, sous-ministre et président; John Edwards, sous-ministre associé et vice-président; Ken Wyman, directeur exécutif, Assurance.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et les fonctionnaires répondent aux questions.

A 11 h 02, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, April 25, 1986

• 0906

The Chairman: I call together meeting number 56 of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration. I would like to welcome the Minister of Employment and Immigration as our witness this morning.

I would say to members that if at some point between now and 11 a.m. we have a quorum, there are one or two business items such that we might break for one second and just pass a couple of motions.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, we will wait until we get to it, but we do not have the Minister every month of the year, and I hate to spend the time discussing whether we are going to spend so much on printing and so much on . . .

The Chairman: It would be your chairman's view that if members are satisfied with the written material, we could pass a motion quickly. If they are not, we would leave it until a subsequent meeting, if it takes any discussion.

Mr. Allmand: Okay, very good. That is reasonable.

The Chairman: The Minister is here today, and maybe we could ask the Minister to introduce the officials who are with her.

Do you have an opening statement you would like to make?

Hon. Flora MacDonald (Minister of Employment and Immigration): Mr. Chairman, thank you very much. I have a few opening comments.

With me is Mr. Gaétan Lussier, the Deputy Minister; Mr. John Edwards, the Associate Deputy Minister; Mr. Ken Wyman, the Director General of the Unemployment Insurance Division; Mr. Paul Gauvin, who is responsible for all the finances; and Mr. Peter Hicks, from the employment development side, the Canadian Jobs Strategy.

I would like to take a few minutes, Mr. Chairman, since this is the review of estimates for the year, just to comment on the major moves that have been made in employment and immigration during the past year. It has been a very busy year, and I think a very productive one. There are perhaps four major areas that I would like to comment on and that I think will come up probably for questioning in one way or another this morning.

The major move in the department has been the introduction of the Canadian Jobs Strategy. When I was before the main estimates a year ago this time, we were only, at that point, at the conceptual aspect. The Canadian Jobs Strategy and the six programs within it had not been formalized or finalized in detail. They were announced in the latter part of June 1985, and they came into effect in September 1985. They have been operational over the past six, seven months, as far as five programs go. The sixth one, Community Futures, is being

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi 25 avril 1986

Le président: Cette cinquante-sixième séance du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration est ouverte. Nous accueillons ce matin le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

A propos, si un quorum était réuni un moment donné entre maintenant et 11h00, j'aimerais que l'on suspende cette séance quelques instants pour adopter des motions.

M. Allmand: Nous verrons, monsieur le président, mais la ministre ne comparait pas tous les mois devant ce Comité et je ne voudrais pas que nous passions notre temps à discuter de la question de savoir si nous allons consacrer telle somme à l'impression des fascicules et telle autre somme . . .

Le président: Je pense que nous pourrions adopter cette motion rapidement si les députés sont d'accord avec ce qui a été distribué. Dans la négative, nous en reparlerons lors d'une séance ultérieure, si nous devons nous lancer dans de grandes discussions.

M. Allmand: Bien, cela me convient.

Le président: La ministre comparait devant le Comité aujourd'hui et j'aimerais lui demander de bien vouloir nous présenter ceux qui l'accompagnent.

Avez-vous l'intention de faire une déclaration liminaire?

L'honorable Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, je vous remercie infiniment. J'ai quelques observations à faire.

Je suis accompagnée de M. Gaétan Lussier, sous-ministre; de M. John Edwards, sous-ministre associé; de M. Ken Wyman, directeur général de la Direction de l'assurance-chômage; de M. Paul Gauvin, directeur des finances; et de M. Peter Hicks, directeur du développement du marché du travail et chargé de la Planification de l'emploi.

Monsieur le président, puisque nous étudions les prévisions budgétaires de l'année, je voudrais passer en revue les principales mesures que le gouvernement a prises en matière d'emploi et d'immigration l'année dernière. Cette année a été très chargée et très productive, à mon avis. Je voudrais discuter de quatre secteurs importants sur lesquels je serai vraisemblablement interrogée ce matin.

La mise en oeuvre de la Planification de l'emploi a représenté la principale initiative prise par le ministère. L'année dernière, à cette même époque, nous n'en étions qu'au stade de l'élaboration. La planification de l'emploi et les six programmes qui la composent n'avaient pas encore été rendus officiels ou n'étaient pas prêts. Cette planification a été annoncée officiellement vers la fin du mois de juin 1985 et est entrée en vigueur en septembre 1985. Cinq de ces six programmes sont opérationnels depuis six à sept mois. Le sixième, le Programme

[Texte]

introduced, put into effect, in the next few weeks. The program which has formed or will form a part of it—that is, the LEAD program—had continued on until the introduction of Community Futures, and part of the LEAD program is being incorporated into the new Community Futures Program. When that is operational, the total Canadian Jobs Strategy will be in place.

It is a program that has received wide acceptance in the general public. Like any major program and any change of such magnitude, obviously it is not all going to be carved in stone and finalized overnight. But it has already seen almost 15,000 individual projects approved across the country.

• 0910

The major change has been the emphasis placed on training as a component of all projects. It has not been possible right at the outset to say it is 100% perfect, but we are moving toward it in a major way.

The participation of the private sector in all of these programs has been significant and is increasing, and it is important to recognize that the participation of the private sector provides an opportunity for people who are in transition from school to work, or from home to the workplace, or from the long-term unemployment rolls back into the workplace, to get usable skills on-site.

The Canadian Job Strategy has, as you know, focused on a number of target groups: women re-entering the labour force, the long-term unemployed, people in positions whose jobs are threatened by changing technology, and young people moving from school to work, particularly young people who have not achieved or who have not completed high school diplomas, the area where youth unemployment is the highest.

One of the major changes that took place in the past year was to establish the Minister of State for Youth within the Department of Employment and Immigration, and this shows the government's commitment to improving and working on youth employment. I want to stress that word "employment" because our programs focus on the opportunity for young people to get permanent long-term jobs. There has been some progress in this field. I am pleased with what is taking place, but I do not, by any means, feel that it is satisfactory, and that is why we are concentrating so much of our effort in this field, both in dollar terms, in program terms and in the terms of our own human resources to help combat that. I am pleased to have the Minister of State for Youth associated with me in this effort.

The third major area I want to mention is the employment equity bill which has just passed the House. I am pleased that this has gone forward. As I mentioned during the debate, I was very proud to be able to introduce this bill and to see it go through the House, and hopefully become promulgated very shortly. It is a major step forward in ensuring equality in the workplace, and thousands of people will stand to benefit by

[Traduction]

de développement des collectivités, sera mis en oeuvre au cours des prochaines semaines. Le programme qui en faisait partie ou qui en fera partie, le programme de croissance locale de l'emploi, s'est poursuivi jusqu'à l'introduction du Programme de développement des collectivités et une partie du Programme de croissance locale de l'emploi sera intégrée au nouveau Programme de développement des collectivités. Dès que ce programme sera lancé, l'ensemble de la planification de l'emploi sera en place.

C'est un programme qui a été bien accepté par le public en général. Vu l'ampleur des changements opérés, il est évident que ce programme ne peut être gravé dans la pierre et arrêté du jour au lendemain. Mais près de 15,000 projets individuels ont déjà été approuvés aux quatre coins du pays dans le cadre de ce programme.

Le changement principal vient de ce que l'accent a été mis sur la formation. On ne peut pas dire que tous ces projets soient parfaits, mais nous faisons de notre mieux.

La participation du secteur privé à tous ces programmes a été importante et est en augmentation constante, et il faut reconnaître que cette participation permet à ceux qui ont terminé leur scolarité et cherchent un travail, à ceux qui, étant restés un certain nombre d'années à la maison, veulent trouver un emploi et à ceux qui ont été longtemps au chômage, d'être formés sur le tas.

La planification de l'emploi vise, comme vous le savez, un certain nombre de groupes, notamment les femmes reprenant une activité, les chômeurs de longue date, ceux dont les emplois sont menacés par les mutations technologiques et les jeunes passant de l'école au marché du travail, en particulier ceux qui n'ont pas de diplôme secondaire, chez lesquels le chômage est le plus élevé.

Une des principales initiatives prises l'année dernière par le gouvernement a été de créer le Secrétariat d'État à la jeunesse qui relève du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, preuve de l'engagement pris par le gouvernement d'améliorer la situation des jeunes et de favoriser leur emploi. Je voudrais insister sur le mot «emploi», car nos programmes ont pour objectif de permettre aux jeunes d'obtenir des emplois permanents à long terme. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine. J'en suis contente, mais loin de moi l'idée que cela suffise, et c'est la raison pour laquelle nous consacrons tant d'argent, d'énergie humaine et de ressources à la lutte contre ce phénomène. Je suis heureuse que la ministre d'État à la Jeunesse soit associée à ces efforts.

Le troisième point que je voudrais aborder porte sur le projet de loi sur l'équité en matière d'emploi qui vient d'être adopté par la Chambre. Je suis contente que ce projet de loi ait été adopté. Comme je l'ai indiqué au cours des débats, je suis très fière d'avoir pu présenter ce projet de loi qui a franchi toutes les étapes à la Chambre et j'espère qu'il sera bientôt promulgué. C'est un grand pas en avant qui permettra de réaliser l'égalité sur le marché du travail et des milliers d'employés

[Text]

this legislation because it will provide a very valuable tool for rooting out systemic discrimination.

The legislation applies to federally regulated businesses; that is, firms in such fields as banking and communications and transportation. But what I have found of interest in moving about the country and talking to people in this area is that others, outside of the federal jurisdiction, are seeing the value of an approach like this and are moving to implement employment equity. I mention firms like IBM Canada and Xerox Canada and Ontario Hydro. They are not under federal jurisdiction, but they are already beginning to take steps to ensure employment equity, and I think that is, at least in part, due to the provisions of Bill C-62.

Finally, one of the major issues that has been discussed widely and will be discussed in the year ahead is the overall review of the unemployment insurance program. I know that there has been a lot of questioning, as I have read the transcripts already in committee, on the subject of UI income and its relation to pension income. But that is only one aspect in a much broader, much more complex issue. I think the last time the unemployment insurance program was examined in a major way was back in 1970, and our society and our work structures have changed quite dramatically since that time.

• 0915

The questions that have to be raised about the unemployment insurance program is to look at what its objectives are and are we meeting those objectives. Is the program meeting those objectives? The questions that are being raised are: Should a person be entitled to UI benefits to finance early retirement? Should pensions be exempted for UI earnings while other sources of earnings are included? Should unemployment insurance be considered a savings plan, or should it be considered as it is now, an insurance plan—savings or insurance?

There are those who seem to believe that unemployment insurance should operate as a savings plan or as a prepaid pension scheme. But that was never the intent of the unemployment insurance program at its outset.

These are very fundamental questions that are being raised, and because of the nature of the questions and the discussion, I, with the agreement of Cabinet, appointed a royal commission to study the total scope of unemployment insurance; and that commission, as you know, is headed by Claude Forget. I look forward to having their report later this year. It has done one of the most exhaustive series of public hearings across the country and has received many, many briefs from people who were not able to appear before it personally.

All of these things have indicated very major action within the Department of Employment and Immigration in this year, Mr. Chairman. It has been a very ambitious program to undertake in a relatively short period of time, to move on a number of fronts, but we feel this is necessary, particularly if

[Translation]

bénéficieront des effets de ce projet de loi, car il permettra de déraciner toutes les formes existantes de discrimination systémique.

Ce texte de loi s'applique aux entreprises réglementées par le pouvoir fédéral, c'est-à-dire, les banques, les entreprises de communication et les compagnies de transport. Mais j'ai pu constater, en sillonnant le pays et en en parlant à d'autres, que d'autres entreprises, qui ne relèvent pas de la compétence fédérale, décident petit à petit de donner corps à cette équité. Je pense à des entreprises comme IBM Canada, Xerox Canada et Hydro Ontario. Elles ne relèvent pas de la compétence fédérale, mais elles ont déjà pris des mesures en vue de réaliser cette égalité et je crois qu'il faut porter ce phénomène, du moins en partie, au crédit du Bill C-62.

Enfin, on a beaucoup discuté, et ces discussions se poursuivront, de la révision du programme d'assurance-chômage. J'ai lu les comptes rendus de ce Comité et je sais que beaucoup de questions ont été posées à propos des prestations d'assurance-chômage et de leur lien avec les revenus de retraite. Mais ceci ne représente qu'un volet d'un problème beaucoup plus vaste et beaucoup plus complexe. Je crois que c'était en 1970 que le programme d'assurance-chômage a été revu de fond en comble la dernière fois, et depuis lors, notre société et nos schémas de travail ont changé du tout au tout.

A propos du programme d'assurance-chômage, il faut se demander quels sont ses objectifs et si nous réussissons à les atteindre. Ce programme parvient-il à atteindre les objectifs fixés? Quelqu'un devrait-il pouvoir bénéficier des prestations d'assurance-chômage pour financer sa retraite anticipée? Les revenus de pension devraient-ils ne pas entrer en ligne de compte dans le calcul des prestations d'assurance-chômage alors que d'autres sources de revenu le sont? L'assurance-chômage devrait-elle être considérée comme un régime d'épargne ou comme un régime d'assurance, comme c'est le cas actuellement?

Certains semblent penser que l'assurance-chômage devrait être considérée comme un régime d'épargne ou comme un moyen de financer sa retraite. Mais ce but n'a jamais été le but recherché par le programme d'assurance-chômage.

Voilà des questions fondamentales qu'il convient de se poser et vu la nature de ces questions et des discussions qui s'ensuivent, j'ai décidé, en accord avec le Conseil des ministres, de nommer une commission royale d'enquête, chargée d'étudier le programme d'assurance-chômage dans son ensemble; cette commission, comme vous le savez, est présidée par Claude Forget qui devrait me faire parvenir ses conclusions vers la fin de l'année. Cette commission a tenu toute une série d'audiences publiques à travers le pays et a reçu un nombre incalculable de mémoires de ceux qui ne pouvaient comparaître en personne.

Monsieur le président, cette année, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a donc pris de très importantes initiatives. Elles ont représenté un programme très ambitieux à entreprendre en des délais relativement courts, des mesures diverses ont dû être prises, surtout si le Canada veut que sa population

[Texte]

Canada is to have the kind of labour force that will make it competitive in an international competitive situation where the quality and the ability of our human resources is going to provide the competitive edge. I feel, Mr. Chairman, we are on the right track. Thank you.

The Chairman: Thank you, Madam Minister. We will throw it open to questions. We have until 11 a.m. The names I have on my list are in the following order: Mr. Allmand, Mr. Blackburn, Mr. Rodriguez, Mr. Jourdenais. Mr. Allmand.

Mr. Allmand: Thank you, Mr. Chairman.

If the Minister says the Forget Commission is such a high-powered, credible, thorough royal commission that she pretends it to be . . . If it is going to do the job she suggests time and time again this morning . . . She points out that the last thorough review of unemployment insurance was in 1970, and she says there are many fundamental questions to raise. That may very well be true. She says this commission is going to examine the total scope of unemployment insurance. If all of that is true, how under any type of logic can she justify making an important, significant change to the Unemployment Insurance Commission just before she appoints the commission, and then ask the commission to study the unemployment insurance system? In all the years I have been in Parliament, I have never seen such a ridiculous, stupid move. Even in her sweetest moments in the opposition, she would never have accepted that you make a significant change in a program and then you appoint a royal commission to study the program to recommend what changes should be made.

• 0920

We have asked her over and over again to justify that. As a matter of fact, I have searched and I cannot find anywhere in Canadian history where you make a change in a program and then you set up a royal commission to recommend what changes you should make. I have never seen that; I have never seen it.

To justify it, the Minister keeps saying it was announced on November 8, 1984. You cannot justify a retroactive unfair cruel program by the simple fact that you announce it in advance. It does not make any difference if you announce it five years in advance or two years or one year in advance; it does not make it any better.

Mr. Chairman, in any case, why we should we give any more credibility to this Forget Commission than other commissions? The Minister appointed a commission on older workers. She appointed that in 1984; they reported in August 1985 before this measure on unemployment insurance came into effect, and what did they recommend, among other things? She appointed all these people on that commission. It was a commission under the Canadian Employment and Immigration Advisory Council. It recommended that the government not proceed with the announced changes in the unemployment insurance regulations scheduled to take place

[Traduction]

active soit compétitive sur les marchés internationaux où la qualité et les compétences de leurs ressources humaines nous permettront d'avoir l'avantage. Monsieur le président, je crois que nous sommes sur la bonne voie. Je vous remercie.

Le président: Merci, madame la ministre. Nous allons maintenant passer aux questions. Nous avons jusqu'à 11 heures. Ceux qui sont sur ma liste sont, dans l'ordre: M. Allmand, M. Blackburn, M. Rodriguez et M. Jourdenais. Monsieur Allmand.

M. Allmand: Merci, monsieur le président.

Si la ministre estime que la commission Forget est une commission aussi compétente, aussi crédible et aussi minutieuse qu'elle le dit . . . Si cette commission fait ce qu'elle ne cesse de répéter depuis ce matin . . . Elle nous dit que la dernière refonte de l'assurance-chômage remonte à 1970 et que des questions fondamentales doivent être posées. Il se peut que ce soit vrai. Elle nous dit également que cette commission va examiner le programme d'assurance-chômage dans son ensemble. Si tout cela est vrai, comment peut-elle justifier le fait qu'elle ait apporté une modification de fond au programme d'assurance-chômage juste avant de nommer cette commission et de demander ensuite à la commission d'examiner le programme d'assurance-chômage? Depuis que je suis député, et cela fait des années, je n'ai jamais vu d'initiative aussi ridicule et stupide. Dans l'opposition, même dans sa période la plus généreuse, jamais elle n'aurait accepté qu'un changement important soit apporté à un programme et qu'ensuite une commission royale d'enquête soit nommée pour examiner le programme en question et recommander les modifications à y apporter.

Nous lui avons demandé à de nombreuses reprises de justifier cette mesure. D'ailleurs, j'ai fait des recherches et je n'ai pu trouver d'autres exemples dans l'histoire canadienne où l'on apporte un changement à un programme pour créer ensuite une commission royale d'enquête chargée de recommander les changements à y apporter. Je n'ai jamais vu cela; je ne l'ai jamais vu.

Pour se justifier, la ministre nous dit que ce changement a été annoncé le 8 novembre 1984. Vous ne pouvez justifier un programme injuste, cruel, à effet rétroactif en disant simplement qu'il a été annoncé à l'avance. Peu importe qu'il ait été annoncé cinq ans à l'avance, deux ans à l'avance ou même un an à l'avance; cela ne le rend pas meilleur.

Monsieur le président, pourquoi devrions-nous accorder davantage de crédibilité à cette commission Forget qu'aux autres? La ministre a créé une commission chargée d'étudier la situation des travailleurs âgés. Elle l'a nommée en 1984; cette commission a déposé son rapport en août 1985 avant que cette mesure à propos de l'assurance-chômage n'entre en vigueur et qu'a-t-elle recommandé, cette commission, entre autres? Elle a nommé tous ces gens à cette commission qui relevait du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration. Cette commission a recommandé que le gouvernement ne procède pas à la modification des règlements

[Text]

on January 1, 1986, regarding the identification of pensioners' income for the period immediately following lay-off until the Commission of Inquiry on Unemployment Insurance had reviewed the issue and made recommendations.

So she appoints a commission to study the problems of older workers. It makes a recommendation, a very specific recommendation; she pays no attention to it whatsoever. But they say not to implement the change until the commission has studied the issue, until the commission has reviewed the evidence and made the recommendations. No, they make the cuts; they make the changes. By the way, Mr. Chairman, those are changes that we already know affect 34,000 Canadians, and we have information that the appeals are now up to 3,000. Those appeals themselves, by the way, will cost almost as much—maybe more—than the total savings the government hopes to make by making those cuts.

But because in the House we do not have the chance to do extensive examination of the Minister, I want to give her a chance once again to justify this ridiculous assessment. It was interesting yesterday that her colleague in the Conservative caucus said—and I was there when he said it—first of all, that the Conservative caucus had no knowledge of the change of November 4 until Mr. Wilson made a statement on November 4. There was no consultation with caucus; I am not surprised.

This is to quote Mr. Nowlan: "My assessment is that if it was put to a vote in caucus the thing would be changed". He goes on to say: "It is wrong, it is unfair, it is unjust, and it is bad, and it has to be changed". He is saying all the things that we have said for months and months. By the way, it is not only what we said; thousands and thousands of workers across the country have said that.

Mr. Chairman, I cannot understand the Minister's approach in this. If she had waited, even from a political point of view, for the commission to report and let them make such a recommendation, then at least it would follow on the heels of an extensive study and recommendations of a royal commission. But no, they make the change and then they set up a commission to recommend what changes should be made.

By the way, I mentioned the report on older workers. That is one commission report that she set up and she ignored. The government also called the economic summit. They called people from all across the country to meet with them and consult on what should be done with respect to several issues in the economic area. About two-thirds of the people at the conference signed a petition not to proceed with these changes. The government paid no attention to them.

Mr. Chairman, all these things lead us to believe that, when the government talks about consultation, it is a phony, phony front they are putting on. What they do, in effect, is make up their minds on what they want, go out and talk to a few people;

[Translation]

régissant l'assurance-chômage qui devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1986 et touchant le revenu des pensionnés qui venaient d'être licenciés tant que la commission d'enquête sur l'assurance-chômage n'aurait pas examiné l'affaire et proposé des recommandations.

Elle a donc nommé une commission chargée d'étudier les problèmes des travailleurs âgés. Cette commission fait une recommandation, une recommandation très précise, et elle n'y prête aucune attention. Cette commission recommande de ne pas procéder à ces changements tant que la commission Forget n'aura pas examiné l'affaire, n'aura pas proposé de recommandations. Mais non, le gouvernement décide de procéder à ces changements. D'ailleurs, monsieur le président, nous savons que ces changements touchent 34,000 Canadiens et d'après les renseignements que nous possédons, 3,000 d'entre eux ont décidé d'interjeter appel. Et ces appels coûteront vraisemblablement aussi cher, et peut-être même plus, que les économies qu'espère réaliser le gouvernement en procédant à ces changements.

Mais puisque nous ne pouvons pas interroger à fond la ministre en Chambre, je voudrais lui donner une fois de plus l'occasion de justifier cette initiative ridicule. Fait intéressant, son collègue du caucus conservateur a dit hier, et j'étais présent lorsqu'il l'a dit, que le caucus conservateur n'avait eu vent de ces changements du 4 novembre que lorsque M. Wilson en a fait l'annonce le même jour. Le caucus n'a pas été consulté et je n'en suis pas surpris.

Et je cite M. Nowlan: «Je crois que si le caucus devait procéder à un vote sur cette question, le résultat serait différent». Il poursuit en disant ceci: «Cette mesure est mauvaise, elle est injuste, elle est inique, elle est ridicule et devrait être modifiée». Il dit tout ce que nous répétons depuis des mois. Nous ne sommes pas les seuls à le dire, d'ailleurs, des milliers et des milliers de salariés aux quatre coins du pays le disent également.

Monsieur le président, je ne comprends pas la façon de procéder de la ministre. Même d'un point de vue politique, si elle avait attendu que la commission ait déposé son rapport et ses recommandations, cette mesure aurait au moins été prise à la suite d'une enquête exhaustive réalisée par une commission royale d'enquête. Mais non, le gouvernement procède à ce changement et crée ensuite une commission chargée de recommander les changements à apporter au programme.

J'ai parlé tout à l'heure du rapport sur les travailleurs âgés. C'est une commission qu'elle a créée elle-même et elle décide maintenant de fermer les yeux sur les recommandations que renferme ce rapport. Le gouvernement a également convoqué un sommet économique. Ce sommet regroupait des gens de toutes les régions du pays et était chargé d'exprimer leur point de vue sur certains problèmes économiques. Environ deux tiers de ceux présents à cette conférence ont signé une pétition demandant que ces changements ne soient pas apportés. Le gouvernement n'y a prêté aucune attention.

Monsieur le président, tout ceci me porte à croire que lorsque le gouvernement parle de consultation, ce n'est que pour jeter la poudre aux yeux. En fait, il décide ce qu'il veut faire et en discute avec certaines personnes et quelle soit l'issue

[Texte]

and no matter what they say to them, they do what they were going to do in the first place, anyway.

• 0925

The Chairman: Would you like a response from the Minister?

Mr. Allmand: If she can. The thing is, Mr. Chairman, I feel that this Minister does not really believe in this because I have listened to her for years and years and I know she is—that is not the way she is. I do not understand what has happened to her. What are they putting in her coffee?

Mr. Turner (Ottawa—Carleton): She is a great Canadian, Warren.

Mr. Allmand: She is a great Canadian but this is a stupid, harsh measure and I cannot understand the Minister's doing it. All those reactionary people in the Cabinet with her and in the caucus are pulling a fast one on her. She should do what she has always done: Stand up for the little guy and say she is going to withdraw this. She will be a hero in the country.

The Chairman: We are prepared to allow the Minister equal time. How is that?

Miss MacDonald: I am not just quite sure how to respond to all of that warmth coming from the hon. member.

He commented on commissions and timing of their reports and so on. He referred to the older workers' study. I just want to mention, Mr. Chairman, it is true, as the member for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East has said, I have been around here for a few years. I have looked at commission reports and I know how many have sat on the shelf, year after year after year, after they have been tabled. I know how many royal commissions reports have come into the government and sat on shelves without any kind of implementation or attention from the previous government.

The one royal commission report that I have received was from Judge Rosalie Abella and within a year that report has been enacted into law. I will be glad to put my record of paying attention to royal commission reports against any other Minister whom the hon. member has ever known.

Now, with regard to the older worker's report, that was submitted through the advisory council to me. They submitted that report in February, after this change of regulations had come into effect, and they took their report to the Forget Commission.

Their recommendations in that regard have been made to the Forget Commission and, like many others, are being considered by the Forget commission at the same time.

A number of other recommendations that were made in that report are in the process of being enacted, being changed. I can tell you that one of the areas that they dealt with was revitalization of the employment service. That is taking place in centre after centre across the country.

[Traduction]

de ces discussions, le gouvernement procède à ce qu'il entendait faire au départ de toute façon.

Le président: Voulez-vous que la ministre vous réponde?

M. Allmand: Si elle le peut. À mon avis, monsieur le président, la ministre elle-même n'y croit pas; cela fait des années que je l'écoute et je sais très bien qu'elle n'est pas comme cela. Je me demande ce qui lui est arrivé. Qu'a-t-on pu bien mettre dans son café?

M. Turner (Ottawa—Carleton): C'est une grande Canadienne, Warren.

M. Allmand: Oui, mais voilà une mesure à la fois stupide et injuste, que je ne peux pas comprendre. J'ai l'impression que tous ces réactionnaires du conseil des ministres et du caucus l'ont roulée. Elle devrait s'en tenir à la ligne qui a toujours été la sienne: défendre le petit, et en l'occurrence nous dire qu'elle va revenir sur cette mesure. Elle ferait figure de héros dans tout le pays.

Le président: Je pense que nous aimerions donner à la ministre un temps de parole égal, n'est-ce pas?

Mme MacDonald: Je ne sais pas très bien comment réagir à tant de chaleur de la part de l'honorable député.

Il a parlé des commissions, et du moment où les rapports étaient déposés, etc. Il a parlé de l'étude sur les travailleurs âgés. Il est vrai, monsieur le président—comme l'a fait remarquer le député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine Est—que je suis ici depuis longtemps, et que cela m'a permis de voir déposer pas mal de rapports de commission, dont je sais également combien, au fil des ans, après avoir été déposés, sont restés lettre morte. Je sais combien de rapports de commission royale d'enquête ont été soumis à l'ancien gouvernement, sans que celui-ci réagisse d'aucune façon.

Or, dans l'année même où le juge Rosalie Abella m'a remis le rapport de la commission royale d'enquête, j'ai fait adopter une loi par le Parlement. Je suis donc toute disposée à ce que l'on compare la façon dont j'ai réagi aux rapports des commissions royales d'enquête à celle de tout autre ministre que l'honorable député a pu connaître.

Pour ce qui est du rapport sur les travailleurs âgés, il me vient du conseil consultatif. C'est au mois de février que le rapport m'a été soumis, après que la réglementation en question avait été modifiée, après quoi le rapport a également été transmis à la commission Forget.

Les recommandations du conseil consultatif ont donc été transmises, comme l'aurait été n'importe quelle autre recommandation, à la commission Forget, et celle-ci est en train de les étudier.

Dans certains cas nous avons déjà réagi à certaines des recommandations du rapport. Celui-ci abordait notamment la question de la revitalisation des services de l'emploi. C'est précisément ce que nous faisons maintenant dans les centres en question.

[Text]

The new Canadian Jobs Strategy is directing special attention to older workers and that initiative was raised by the advisory council. It is being addressed particularly, if I may say, with regard to older women through the re-entry program.

One of the other areas that was raised was that we examine some long-term policy options for services and program responses . . .

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I have a point of order.

I asked about unemployment insurance. I did not ask any questions about the Abella Commission, job strategy. I am getting the same sort of run around here as I get in the House of Commons. I asked questions about changes in unemployment insurance. I did not ask questions—I thought this was an opportunity for Members of Parliament to ask questions on subjects of interest to them.

Miss MacDonald: Sorry, if the hon. member is not interested in older workers.

Mr. Allmand: Oh, God almighty . . .

Miss MacDonald: He did raise the subject.

Mr. Allmand: Then let us not have the questions on estimates; let us not have question period. The other day Margaret Mitchell asked a question on applying UI to part-time work, which was recommended by the Wallace Commission, and the Minister talks about how many jobs she created.

This is what we get all the time. We ask a very specific question. We do not get any answer to the question; we get an answer to what the Minister wants to tell us. When we ask about A, she answers about B; we ask about X, she answers about Y. The whole thing is a waste of time. You call this parliamentary reform.

• 0930

The Chairman: Mr. Allmand . . .

Mr. Allmand: I am not going to bother asking any questions, because no matter what I ask I do not get an answer.

The Chairman: The transcript, I think, will show there were many topics raised in your comments.

Mr. Allmand: All about unemployment insurance.

The Chairman: The Chair will do its best to make sure that specific questions get answered. But the key word is the specificity of the question. We have had rhythms where we have had short, sharp questions and short, sharp answers. We can have . . .

Mr. Allmand: If I give a short, sharp question I will get a 15-minute answer on another subject, so why should I?

[Translation]

Les programmes de la Planification de l'emploi accordent une attention toute particulière aux travailleurs âgés, et cela précisément suite aux recommandations du conseil consultatif. Nous nous occupons particulièrement du cas des femmes âgées, grâce à l'option Réintégration.

Le rapport demande également que nous réfléchissions à un certain nombre de mesures à long terme pour les services et les programmes qui . . .

M. Allmand: Monsieur le président, j'invoque le règlement.

J'ai posé une question qui porte sur l'assurance-chômage. Je n'ai pas posé de question sur la commission Abella, ni sur la planification de l'emploi. J'ai l'impression une fois de plus, un peu comme à la Chambre des Communes, que l'on est en train d'essayer de noyer le poisson. Je voulais qu'on me parle de l'assurance-chômage, je n'ai pas posé de question . . . je croyais que nous étions ici pour que les députés puissent poser des questions sur des sujets qui leur tiennent à coeur.

Mme MacDonald: Au cas où l'honorable député ne s'intéresse pas au sort des travailleurs âgés, je vous prie de m'excuser.

M. Allmand: Grand Dieu . . .

Mme MacDonald: Il a pourtant abordé la question.

M. Allmand: Laissons alors le budget, et ne posons même plus de questions du tout. L'autre jour Margaret Mitchell a demandé s'il ne serait pas possible que l'on autorise les travailleurs à temps partiel à cotiser à l'assurance chômage—selon une recommandation de la commission Wallace—et la ministre s'est mise à nous parler des emplois qu'elle avait créés.

Et c'est toujours comme ça. Nous posons des questions bien précises, et nous n'obtenons quand même pas de réponse; la ministre se met à nous parler de ce dont elle veut bien nous parler. Nous posons une question sur un sujet A, et elle nous répond sur B; nous parlons de X, elle nous répond en parlant d'Y. C'est finalement une pure perte de temps. Si c'est cela votre réforme parlementaire!

Le président: Monsieur Allmand . . .

M. Allmand: Je ne vais même plus poser de questions, puisque—quelle que soit ma question—on ne me répond pas.

Le président: Le fascicule nous permettra de voir que vous aviez abordé beaucoup de sujets dans votre question.

M. Allmand: Tout portait sur l'assurance-chômage.

Le président: Dans la mesure où les questions seront précises—j'insiste sur le fait qu'elles doivent être précises—le président veillera à ce que l'on y réponde. Nous avons l'habitude de poser des questions courtes, précises, pour obtenir des réponses aussi courtes et aussi précises. Nous pouvons bien sûr . . .

M. Allmand: Mais même si ma question est brève et précise, on va me répondre un laïus de 15 minutes qui portera sur un tout autre sujet. Dans ce cas, à quoi bon?

[Texte]

The Chairman: Well, let us see how it develops. We have gone considerably past . . .

Mr. Allmand: Anyway, I do not want to bother any more. It is a useless exercise.

The Chairman: The next questioner is Mr. Blackburn, followed in order by Mr. Rodriguez, Mr. Jourdenais, Mr. Oostrom, and Ms Copps. Mr. Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président.

Madame la ministre, vous avez parlé, au début de votre exposé, du rôle de M^{me} Champagne. Pouvez-vous nous expliquer les responsabilités de M^{me} Champagne au ministère de l'Emploi et de l'Immigration?

Miss MacDonald: Madam Champagne will be responsible for the co-ordination of youth programs, both within the department and within the government. I believe she will be coming before the committee to comment on those. In my department she has particular responsibility at the present time for Challenge '86. That is a massive program which this year has seen some 58,000 applications submitted, over 50% of them from the private sector. She will be responsible for the detailed administration of that program and for the Canada Employment Centre for Students. This is the first wave of responsibilities zeroing in right at the moment on the work that is before us.

Beyond that there are other programs within the department, which I am sure members are aware of, which incorporate young people into them. We are not trying to separate or to hive off young people as a separate group; it is the integration of young people into the mainstream that is so critical, and our programs try to do that. What Madam Champagne will be doing is holding a running brief on these programs to see that objective is being realized.

We have had too many of the old kind of programs where people are put into a temporary job for a few weeks and then dropped again. She is working in the innovation stream to look at new ways. Through the Innovations Program she will be responsible for encouraging projects which will experiment with new ways in which young people can be involved in school-to-work transition. There are a number of areas in the department in this regard she will take responsibility for.

M. Blackburn (Jonquière): Madame la ministre je voudrais formuler un commentaire, en rapport avec le programme Défi '86. Les modifications apportées cette année disent que lorsque les députés s'entendent avec les représentants de la DDE sur les différents projets présentés, ces projets peuvent être acceptés sur place. Cette mesure fonctionne très bien. C'est une excellente amélioration. Je voulais vous le signaler.

Une voix: Bienvenue, monsieur Malépart!

• 0935

M. Blackburn (Jonquière): Madame la ministre, j'ai une question se rapportant à l'assurance-chômage. Vous a-t-on

[Traduction]

Le président: Voyons un petit peu comment les choses avancent. Nous avons dépassé largement . . .

M. Allmand: De toute façon, je préfère laisser tomber. Tout cela n'a plus aucun sens.

Le président: Nous allons maintenant passer la parole à M. Blackburn, auquel succéderont dans l'ordre, MM. Rodriguez, Jourdenais, Oostrom, et M^{lle} Copps. Monsieur Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman.

Madam Minister, in your introductory remarks, you alluded to the role played by Madame Champagne. Could you tell us more about Madame Champagne's responsibilities within the Department of Employment and Immigration?

Mme MacDonald: Madame Champagne sera responsable de la coordination de tous les programmes destinés aux jeunes Canadiens, qu'il s'agisse de programmes de notre Ministère ou de l'administration fédérale de façon générale. Je pense d'ailleurs qu'elle viendra en parler au Comité. Au sein de notre Ministère, elle a en ce moment la charge de Défi 86, programme considérable qui a suscité cette année 58,000 dossiers de demandes, dont plus de 50 p. 100 du secteur privé. Elle sera donc notamment responsable de la mise en place détaillée de ce programme, ainsi que des centres d'emploi du Canada pour étudiants. Voilà donc un premier lot de responsabilités en rapport avec le travail auquel nous nous attelons.

Mais il y a d'autres programmes au Ministère—je suis sûre que les députés en ont conscience—où les jeunes sont également les bienvenus. Nous ne voulons absolument pas isoler la jeunesse, ni essayer des groupes distincts de jeunes; nos programmes visent précisément à cette intégration de notre jeunesse au reste du corps social. M^{me} Champagne aura donc entre autres pour mission de veiller à ce que ces programmes répondent effectivement bien à cet objectif.

En effet, il est trop souvent arrivé par le passé que les programmes n'offrent qu'une activité temporaire de quelques semaines à des gens qui se retrouvaient ensuite désœuvrés. M^{me} Champagne va donc essayer de trouver de nouvelles voies, et notamment dans le cadre du programme d'aide à l'innovation, au sein duquel elle aura la responsabilité d'encourager des projets expérimentaux destinés à faciliter la transition entre l'école et le monde du travail. Elle aura donc un certain nombre de responsabilités à prendre dans divers domaines relevant de l'action du Ministère, et en rapport avec sa mission.

Mr. Blackburn (Jonquière): Madam Minister, I would like to make a comment concerning Challenge '86. According to the new measures introduced this year, some projects are allowed to go ahead right away and on the spot, provided they have been agreed upon by members of Parliament and the representatives of EDB. I think this is a very good initiative, and a major improvement. I just wanted to comment on it.

An hon. Member: Welcome, Mr. Malépart.

Mr. Blackburn (Jonquière): Madam Minister, I have a question on unemployment insurance. Whenever there is a

[Text]

signalé que lorsqu'une erreur se produit, pour différentes raisons, dans le dossier d'un prestataire et que les chèques n'entrent pas, il s'écoule un délai assez long, on dit même jusqu'à trois semaines, avant que la personne touche sa première prestation? Les fonctionnaires ne peuvent pas faire autrement, disent-ils, puisque la procédure passe par Montréal. Mais cette situation porte un certain préjudice aux Canadiens ou aux Canadiennes; ils sont affectés par une telle mesure. Avant que l'erreur ne soit décelée, il peut s'écouler jusqu'à cinq ou six semaines d'attente pour que les sommes d'argent soient versées. Des correctifs pourraient-ils être apportés pour raccourcir le délai?

Miss MacDonald: I take your comments very much as a mark of concern that you have raised. It is not the first time this has been raised with me.

Mistakes can be due to a variety of factors, much of it bearing on the fact that we do not have sufficient details to make decisions that are necessary. Where there are delays, certainly we will try to overcome that, but I would like to ask Ken Wyman, the Director General of the Unemployment Insurance Program, just to address the specifics that Mr. Blackburn raised to see if there is any way in which . . .

The Chairman: Mr. Wyman.

Mr. Ken Wyman (Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): Perhaps I could just mention that where there are cases of individual hardship it is the policy of the commission to try to expedite the sending of cheques where an error has been made that is not the responsibility of the claimant. So through that policy we do try to do whatever we can where there is a case of hardship affecting the individual. I recognize that there could be individual cases where problems may arise, but we certainly try to keep as much of a watch as we can on that and try to implement that policy wherever such cases can be demonstrated, and we will try to continue to improve on that in the future.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, madame la ministre.

Je voudrais parler du programme *Développement des collectivités* qui sera implanté dans les prochains jours, semble-t-il. Peut-on penser qu'un comté affecté d'un taux de chômage supérieur à la moyenne provinciale sera automatiquement éligible à ce programme? Ou doit-on attendre que les comtés soient désignés?

Miss MacDonald: I am sorry; I was following but something happened to the translation.

The Chairman: Maybe I could come in for a second; I think I caught the question. Would a riding like Mr. Blackburn's be included in the Community Futures Program? What are the kinds of criteria that . . .

M. Blackburn (Jonquière): Oui.

Miss MacDonald: I know that briefings for Members of Parliament on the Community Futures Program are taking

[Translation]

mistake made in the application of the claimant, for whatever reason, and cheques are not being sent, sometimes the claimant has to wait up to three weeks until he gets his first payment. Has this been brought to your attention? But, as everything goes through Montreal, the public servants claim they cannot do better. However, this situation is detrimental to Canadians, men and women. The delay is affecting them, and one could have to wait up to five or six weeks before the problem is solved and the cheques sent. Do you think something could be done to expedite the sending of cheques?

Mme MacDonald: Je comprends effectivement très bien que cette situation puisse vous préoccuper. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le problème est signalé.

Ces erreurs peuvent être dues à toute une série de facteurs, qui font très souvent que nous n'avons pas à notre disposition tous les renseignements dont nous aurions besoin. Mais là où il y a des retards nous ferons de notre mieux pour essayer de redresser la situation, et je pense que Ken Wyman, directeur général du programme de l'assurance-chômage, va pouvoir vous donner plus de détails sur ce qui pourrait être fait . . .

Le président: Monsieur Wyman.

M. Ken Wyman (directeur général, Assurance, ministère de l'Emploi et de l'immigration): Lorsqu'une erreur a été faite qui n'est pas imputable au prestataire, la Commission a pour politique de faire diligence et de lui faire parvenir les chèques aussi rapidement que possible. Je peux donc dire que nous faisons ce que nous pouvons pour essayer à ce moment-là de porter remède à cette situation dont souffre tel ou tel prestataire. Dans certains cas il peut effectivement y avoir des problèmes, mais nous sommes aussi vigilants que possible, et veillons à mettre en pratique cette politique qui est la nôtre, chaque fois qu'effectivement ce n'est pas de la faute du chômeur. Nous continuerons d'ailleurs dans ce sens en cherchant à améliorer notre pratique.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you very much, Madam Minister.

I would like to ask a question about Community Futures, a program which it seems will be implemented within a few days. Do you think that any constituency with an unemployment rate above the provincial average will automatically be eligible for that program? Or do we have to wait until they are so designated?

Mme MacDonald: Excusez-moi, je vous suivais, mais il est arrivé quelque chose à l'interprétation.

Le président: Permettez-moi d'intervenir une seconde; je pense que j'ai compris la question. Il s'agit de savoir si une circonscription comme celle de M. Blackburn pourrait bénéficier du Programme de développement des collectivités. Quels sont les critères . . .

Mr. Blackburn (Jonquière): Yes.

Mme MacDonald: Je sais qu'il y a en ce moment des séances d'information à l'intention des députés portant sur le Programme de développement des collectivités; et si tout le

[Texte]

place at present, or they will be taking place in the next few days if not everyone has been covered.

On the criteria, the eligible communities under Community Futures must be suffering from chronic or acute unemployment, the total community. This is directed, remember, at communities rather than at individuals.

• 0940

When I talk about chronic or acute unemployment, they must have an unemployment rate which is substantially greater than the provincial average, where there are not adequate mechanisms to address this problem, and they normally must be outside metropolitan areas and distinct from more buoyant labour markets. For instance, if there is a city or a town where there is an active labour market and people are able to be employed and at the same time there is a more rural area where the same situation does not hold, then that rural area or a community within the rural area would be considered for Community Futures.

Mr. Rodriguez: I want to go back to the question of pension income being used as earned income for UI purposes. I think the Minister is well aware of the grave, grave concern which has been expressed by thousands upon thousands of people in the form of petitions. I am sure her office must be inundated with letters from right across this country. I want to ask the Minister whom she consulted prior to making that announcement in November 1984 vis-à-vis pension income as earned income for UI purposes.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, the announcement was made in the economic statement of the Minister of Finance on November 8, 1984, and obviously there would have been discussion within Cabinet prior to that.

Mr. Rodriguez: Your colleague, Mr. Pat Nowlan, said yesterday to the pensioners out on the lawn—and talk about political bombast:

My assessment is that if it was put to a vote in caucus, the thing would be changed.

Was the Conservative caucus consulted about this change in advance of the change?

Miss MacDonald: I am not sure how the NDP caucus operates, but the Conservative caucus and the discussions therein are matters internal to the Conservative caucus.

Mr. Rodriguez: Then Mr. Nowlan has let the cat out of the bag, because he says that in fact you did not discuss it in the caucus.

He says, further—and he is experienced; he has been here a long time; he was one of the “progressives” in the Conservative Party, along with the Minister; they were known as “red

[Traduction]

monde n'a pas pu encore en profiter, vous pourrez toujours le faire dans les jours qui viennent.

Pour ce qui est de ces critères, pour pouvoir bénéficier du Programme une collectivité doit souffrir d'un chômage chronique ou aigu, et il faut que ce soit l'ensemble de la collectivité. N'oubliez pas que ce programme est conçu pour aider les collectivités, globalement, plutôt que les individus.

Lorsque je parle de chômage chronique ou aigu, cela veut dire que le taux de chômage doit être considérablement supérieur à la moyenne provinciale, et les collectivités en question doivent également manquer de moyens pour répondre à la situation, et être situées à l'extérieur des grands centres urbains, où le marché du travail est en général plus vivace. Si nous avons d'un côté une ville, ou un village, où le marché du travail est dynamique, et où l'on peut effectivement trouver de l'emploi, et qu'à côté il y a en même temps une zone rurale où la situation n'est pas du tout la même, ce sera cette dernière zone, ou les collectivités qui s'y trouvent, qui pourront bénéficier de ce programme.

M. Rodriguez: J'aimerais discuter maintenant du fait que l'on veut considérer les pensions comme n'importe quel revenu provenant d'un travail, du point de vue de l'assurance-chômage. La ministre sait certainement que des milliers de Canadiens se montrent extrêmement préoccupés par cette mesure, et que des pétitions ont circulé. Je présume que son bureau est inondé de ces lettres qui lui ont été envoyées de toutes les régions du Canada. J'aimerais savoir qui la ministre a consulté avant de faire cette déclaration du mois de novembre 1984, où l'on expliquait que les pensions—aux fins de l'assurance-chômage—seraient maintenant considérées comme n'importe quel autre revenu provenant d'un travail.

Mme MacDonald: Monsieur le président, il s'agit en fait d'une déclaration contenue dans l'exposé économique du ministre des Finances du 8 novembre 1984, ce qui veut dire que l'on en avait bien évidemment discuté au sein du Conseil des Ministres auparavant.

M. Rodriguez: Votre propre collègue, M. Pat Nowlan, a déclaré hier aux retraités qui se trouvaient sur la pelouse... sans craindre l'emphase ni l'exagération:

D'après moi, si le caucus pouvait se prononcer par un vote, la mesure serait modifiée.

J'aimerais donc savoir si l'on avait consulté le caucus conservateur avant de décider de cette mesure.

Mme MacDonald: Je ne sais pas comment fonctionne le caucus NPD, mais ce qui se discute au sein de notre caucus ne concerne que lui.

M. Rodriguez: On peut alors dire que M. Nowlan a vendu la mèche, puisque d'après ses déclarations vous n'en avez pas discuté au sein du caucus.

Il ajoute d'ailleurs—et c'est un monsieur plein d'expérience, qui est député depuis longtemps, qui était même un des plus «progressistes» du Parti conservateur, avec la ministre, puisqu'on les traitait de «rouges»—il ajoute donc que c'est une

[Text]

Tories"—it is wrong, it is unfair, it is unjust, it is bad, and it has to be changed.

What are you going to say to your colleague?

Miss MacDonald: Why, I can assure you that I will carry on my conversations with all Members of Parliament, as I have over the years. I trust that I will continue to be polite and to be charitable.

Mr. Rodriguez: That is not good enough, Mr. Chairman. I have had these conversations with the Minister in Question Period, and unfortunately we are limited and she gets the last rock at me in Question Period.

Miss MacDonald: I would never throw rocks at you.

Mr. Rodriguez: No, I am putting it within the analogy of curling, so you get to toss the last rock.

The Chairman: The winning play.

Mr. Rodriguez: You said, and you have said consistently in our conversations, this. When I have asked, will you please withdraw this invidious change, you have said, well, a year ago, in November 1984, we made the announcement and they have had time to accommodate themselves and the matter has been referred to the Forget Commission.

Well, in fact you wrote to me, because I had written to your deputy and then I had written to you. I wrote to the deputy back in I guess it was November or October of 1985 with suggestions on how the regulation governing the change should read. Then I wrote to you, sending copies of those suggestions to you, and you wrote back to me.

• 0945

In a letter dated December 13, 1985, you said:

I am writing in response to your letters of October 3rd and 7th, 1985, the latter being addressed to my Deputy Minister, regarding the matters of the change in the unemployment insurance regulations in relation to the treatment of pension income.

As I have indicated in my letter of October 30th, 1985, it is the government's intention to introduce an amendment to the UI regulations, effective January 5th, 1986, under which employment pensions will be considered as earnings for the purpose of determining entitlement to UI benefits.

Here is the important paragraph, and this is what you said to me:

At this stage [December 1985] I can only inform you that no final decisions have been made by the government concerning the specific applications of the regulation. However, I wish to thank you for your suggestions on this matter.

At that time, the Cabinet had not been presented with the regulations governing the change, so at that time it would have been very easy for you to have referred the matter to the Forget Commission, which you had done previously—you did it in the spring, and have said that you will await the decision

[Translation]

erreur, que c'est injuste, inique, que c'est une mauvaise décision, et qu'il faut revenir là-dessus.

Qu'allez-vous dire à votre collègue?

Mme MacDonald: Je peux vous garantir que je ne vais pas changer de style dans mes rapports avec les députés. Je continuerai à être polie et à être bienveillante.

M. Rodriguez: Mais ce n'est pas suffisant, monsieur le président. J'ai toujours ce genre d'échanges avec la ministre au moment de la période des questions, et malheureusement c'est toujours elle qui a la chance de jeter la dernière pierre.

Mme MacDonald: Je ne vous jetterai certainement jamais la pierre.

M. Rodriguez: Non, je faisais une comparaison avec le curling, où le dernier coup serait à vous.

Le président: Celui qui permet de gagner.

M. Rodriguez: Vous n'avez cessé de me répéter, lorsque je vous ai demandé si vous alliez enfin revenir sur cette décision inacceptable, que celle-ci avait été annoncée il y a un an, au mois de novembre 1984, et que les intéressés avaient donc eu le temps de prendre des dispositions, et que par ailleurs la question avait été soumise à la commission Forget.

Je vous avais écrit, ainsi qu'à votre sous-ministre, et vous m'avez même répondu. J'ai moi-même à mon tour envoyé une lettre au sous-ministre, je crois que c'était au mois de novembre ou d'octobre 1985, avec un certain nombre de suggestions concernant cette nouvelle réglementation. Je vous ai ensuite envoyé copie de ces propositions, et vous m'avez répondu.

Dans une lettre datée du 13 décembre 1985, vous écrivez:

Je me réfère à vos lettres des 3 et 7 octobre 1985, dont la dernière en date est adressée à mon sous-ministre et où il est question des modifications apportées au statut des pensions de retraite dans le Règlement sur l'assurance-chômage.

Comme je vous l'ai fait savoir dans ma lettre du 30 octobre 1985, le gouvernement a l'intention d'apporter, à dater du 5 janvier 1986, une modification au Règlement de l'assurance-chômage, modification aux termes de laquelle les pensions seront considérées comme des gains aux fins de déterminer le droit aux prestations de l'assurance-chômage.

Voici le paragraphe important, et c'est ce que vous m'avez dit:

Je puis seulement vous informer, à cette date (décembre 1985), qu'aucune décision définitive n'a été prise par le gouvernement sur l'application spécifique de ce règlement. Je vous remercie toutefois d'avoir bien voulu me faire part de vos propositions sur cette question.

Le Cabinet n'avait pas été saisi, à l'époque, du règlement relatif à cette modification, de sorte que vous auriez aisément pu en référer à la Commission Forget, comme vous l'aviez fait précédemment. Vous l'avez fait au printemps, et vous avez dit que vous attendriez la décision de cette Commission. En date

[Texte]

of the Forget Commission. You had not drafted the regulations governing the change—that was December 13, 1985—so those changes must have been drafted between December 13, 1985 and January 5, 1986. All the time we have been hammering in the House about why not wait until you get the Forget Commission before you go ahead with the change.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, I think the hon. member has read a letter in its entirety, which of course shows exactly what the government intended to do. Right at the outset of that letter it said the regulatory changes would come into effect January 5.

The details that go into any Order In Council change of regulations are in some cases fairly massive. I could not tell the hon. member what those very detailed changes would be prior to having it approved generally. The whole thrust, the concept, the undertaking, whatever you want to call it, was known for over a year prior to that time.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, it is common sense; I do not understand how you can make logic out of what is illogical, Madam Minister, with all due respect. I knew you in the days when you were not a Minister. I knew you as an effective . . .

An hon. member: A fallen angel!

Mr. Rodriguez: —advocate for ordinary Canadians. I knew you then and I liked you. I like you now, but when you give me answers like that, it puts a real strain on our relationship.

I want to get at this. Here, you made a statement; at least Michael Wilson made the statement in November 1984 about what was going to be done in 1986. He made the statement. That statement was not law; there had to be regulations passed, Orders In Council.

So when you did that, you literally held up the fan and you know-what hit the fan. Then people started to complain. Then you postponed the severance pay section on the vacation pay. It was supposed to come into effect on January 1, 1985. So that got postponed to April. The pension thing was to come into effect on January 1, 1986.

You set up the Forget Commission in June of 1985 and that was to look at the whole thing, and then all you answered us in the House was that you were referring this pension change to the Forget Commission. You said that you had referred the pension change to Forget and that they would report to you, but in fact you were still holding to the January 5, 1986, go-ahead for the pension.

In fact, the details of how that would work, which kinds of pension income would be included, the gist, the guts, the belly, the insides, the entrails of the way in which that statement that was made in November 1984 would work was not actually passed by Cabinet until sometime between December 13 1985 and January 5 1986, and it seems to me that a logical, right-thinking person would have said, well, we have not drafted the regulations. The law is not out there for the UI officers to

[Traduction]

du 13 décembre 1985, vous n'aviez pas rédigé le règlement relatif à cette modification, de sorte que ces changements ont été apportés entre le 13 décembre 1985 et le 5 janvier 1986. Pendant tout ce temps, nous vous demandions instamment, à la Chambre, de ne pas apporter de modification au règlement jusqu'à ce que vous ayez entendu la Commission Forget.

Mme MacDonald: Monsieur le président, le député a donné lecture de la lettre dans son intégrité, ce qui montre exactement ce que le gouvernement avait l'intention de faire. Il est dit, tout au début de la lettre, que les modifications du Règlement entreraient en vigueur le 5 janvier.

Les modalités qui entourent la modification d'un règlement par décret sont dans certains cas considérables. Je ne serais pas en mesure de dire au député en quoi consistent ces modifications détaillées avant qu'elles ne soient globalement approuvées, mais l'idée générale, l'orientation, bref, l'objectif de cette loi étaient connus depuis plus d'un an.

M. Rodriguez: Monsieur le président, c'est une simple question de bon sens, et je ne comprends pas, en toute déférence, madame la Ministre, comment vous pouvez faire paraître logique ce qui ne l'est pas. Bien avant que vous ne deveniez ministre, vous étiez connue pour être une porte-parole . . .

Une voix: Un ange déchu, quoi!

M. Rodriguez: . . . énergique du Canadien ordinaire. Je vous connaissais bien, et vous m'étiez sympathique. Ce n'est pas que vous ne me soyez plus sympathique, mais une réponse de ce genre jette certainement une ombre sur nos relations.

Je voudrais approfondir cette question. Vous faites ici une déclaration ou plutôt, c'est Michael Wilson qui en novembre 1984 a annoncé ce qui allait être fait en 1986. C'est lui qui a fait la déclaration, mais une déclaration ne fait pas la loi, il faut promulguer un règlement, des décrets.

En faisant cela, vous avez vraiment semé la pagaille. Les gens ont commencé à réclamer, et vous avez alors ajourné l'article sur l'indemnité de licenciement et les paiements pour congés. Ces dispositions étaient censées entrer en vigueur le premier janvier 1985, et vous avez remis cela à avril. Le règlement sur les pensions devait entrer en vigueur le premier janvier 1986.

En juin 1985, la Commission Forget, qui a pour mandat d'examiner toute la question, est constituée et tout ce que vous avez voulu nous dire à la Chambre, c'est que la question des modifications aux pensions était déferée à la Commission Forget, qui vous présenterait un rapport, mais vous vous en teniez encore à la date du 5 janvier 1986 pour la promulgation de ce règlement sur les pensions.

Mais en réalité, les détails de cette entreprise, les catégories de pensions qui seraient touchées, la substantifique moëlle, le coeur, les entrailles, les tripes de ce dont vous nous parliez, en novembre 1984, n'ont été adoptés par le Cabinet qu'entre le 13 décembre 1985 et le 5 janvier 1986, et toute personne douée de logique et de rectitude aurait dû dire, à mon avis: nous n'avons pas rédigé le règlement. Les agents de l'assurance-chômage n'ont pas de loi à appliquer, et je vais donc simplement tout

[Text]

implement, so what I will do is just suspend that whole process for the moment, nothing has gone forward, and let the Forget Commission study it and then give a report.

• 0950

Mr. Allmand: Right on!

Mr. Rodriguez: I want to now follow, and I do not want to lose my time on this, but while the Minister is thinking of the response to that, let us just take the thing logically down the road.

Supposing Forget comes along and says at the end of June in his interim report to you, it is a bad thing, you have to change it. Is the Minister saying to us that she would accept that and change it? If it is so, then what are we going to do with the back time?

All the people who have been disintitled, will they be able to get . . . ? Can the Cabinet retroactively give people what is entitled to them, what they were denied from January 5 on?

Miss MacDonald: There are two questions raised, I think. One is with regard to the timing of the change in regulations coming into effect. I just want to mention to the hon. member that on December 21, 1984, in the House of Commons, and indeed through press release, I announced that the implementation date for the treatment of severance payments would be March 31, 1985. I announced as well that the treatment of pension income as earnings will come into effect starting in January, 1986.

That was said in December of 1984. At the same time, as reported on page 1445 of *Hansard* for December 21, 1984, again I mentioned that we had decided that a year of transition is the best approach vis-a-vis pensions. Those provisions will come into effect as of January 1, 1986.

The hon. member will remember that at the time of the discussion with Inco, in the fall of last year, I had discussions with Inco in the House of Commons, elsewhere, saying that with regard to unemployment insurance and pension income that would come into effect in January, 1986. I do not think there was ever any question . . .

Mr. Rodriguez: Regulations.

Miss MacDonald:—certainly in the minds of Inco or the unions or anyone in that regard as to what was taking place.

In December of 1985, the member for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East asked me a question about this. Again, I answered that question in the House, saying that we had delayed the implementation until January 1, 1986, to ensure that people have adequate lead time.

I answered the hon. member himself in the House on December 19, 1985. Again with the same response.

Mr. Rodriguez: The regulations were not drawn at that time. They were not passed by the Cabinet until close to January 5, 1986.

[Translation]

laisser en suspens en attendant que la Commission Forget se penche sur la question et nous fasse rapport.

M. Allmand: Bravo!

M. Rodriguez: Je voudrais maintenant poursuivre cette question, sans pour autant gaspiller mon temps, et pendant que la ministre réfléchit à sa réponse, voyons comment les choses auraient dû se dérouler en bonne logique.

Supposons que, dans son rapport provisoire, à la fin de juin, Forget nous dise qu'il désapprouve les mesures qui ont été prises et qu'il faut les changer. La ministre va-t-elle accepter cette recommandation et modifier le règlement? S'il en est ainsi, comment déferons-nous ce qui aura été fait entre temps?

Tous les gens qui ont perdu leurs droits, pourront-ils les . . . ? Est-ce que le Cabinet peut donner rétroactivement aux gens ce à quoi ils avaient droit et qui leur a été retiré à partir du 5 janvier?

Mme MacDonald: Ce sont deux questions que vous me posez, en réalité. L'une porte sur la date de mise en oeuvre de la modification au règlement. Je voulais simplement faire remarquer au député que, le 21 décembre 1984, j'ai annoncé à la Chambre des communes et par communiqué de presse que le règlement relatif aux indemnités de licenciement entrerait en vigueur le 31 mars 1985. J'ai également annoncé que celui relatif au revenu des pensions entrerait en vigueur en janvier 1986.

Nous étions en décembre 1984, et à la même époque, comme vous pouvez le voir à la page 1445 du *Hansard* du 21 décembre 1984, j'ai fait savoir que nous avions décidé que nous aurions une année de transition pour régler la question des pensions, et que les dispositions qui s'y rapportent entreraient en vigueur à dater du premier janvier 1986.

Le député se souvient certainement qu'à l'automne dernier, au moment des discussions avec Inco, j'ai dit que les dispositions portant sur l'assurance-chômage et les revenus provenant des pensions de retraite entreraient en vigueur en janvier 1986. Il n'y a jamais eu de doute, à ma connaissance . . .

M. Rodriguez: Le Règlement.

Mme MacDonald: . . . sur ce qui se préparait, et Inco, les syndicats et tous ceux qui s'occupaient de la question semblaient au courant.

En décembre 1985, le député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est m'a posé une question sur ce sujet. J'ai répondu à cette question à la Chambre, en disant que nous avions remis l'application de ce règlement au premier janvier 1986, pour donner suffisamment de temps aux gens.

Le 19 décembre 1985, j'ai donné la même réponse à l'honorable député lui-même.

M. Rodriguez: Le règlement n'était pas rédigé à l'époque; il n'a été adopté par le Cabinet qu'un peu avant le 5 janvier 1986.

[Texte]

Miss MacDonald: Mr. Chairman, the government has never indicated at any time that the implementation of this change would not be on January 1, 1986. I think he would have to admit that we have been consistent, whether he agrees with it or not. I do not think he can say there has been inconsistency.

Mr. Rodriguez: Then you abdicated your responsibility to govern by throwing the whole matter to the Forget Commission and asking Forget to make decisions for the government. That is what you said, because . . .

Miss MacDonald: No, I have not.

Mr. Rodriguez: —the regulations were not drawn until after December 13 and you could have said hold it, we will suspend this until we get Forget's recommendation on this matter, if you were really logical.

Miss MacDonald: Just to answer the second question which has been raised, Mr. Chairman, as to the recommendations of the Forget Commission and what would happen. I am not trying to second guess or to suggest what the Forget Commission will recommend. I am waiting to see what those recommendations are.

The Chairman: Thank you, Madam Minister. We have gone a bit over, Mr. Rodriguez. Mr. Jourdenais followed by Mr. Oostrom and then Ms Copps.

Mr. Rodriguez: I will take a second round, Mr. Chairman.

The Chairman: I think I can take it as a given. Everybody is interested in a second round.

Monsieur Jourdenais, vous avez la parole.

• 0955

M. Jourdenais: Même là on a des problèmes pour pouvoir dire que le gouvernement fait quelque chose de bien. Je m'excuse, madame la ministre, d'être arrivé en retard parce que j'aurais voulu entendre le commencement de votre déclaration, mais je vais prendre quelques minutes de mon temps pour féliciter le gouvernement.

Il y a environ un an, un an et demi, j'ai fait partie d'un comité semblable et j'ai été un peu méchant envers les bureaucrates. Je ne les adore pas, remarquez bien, je suis franc . . . je ne les adore pas tous, mais il faut que je donne crédit où crédit doit aller. Dans le cadre des programmes Défi 85 et Défi 86, surtout Défi 86, dans mon secteur, j'ai été servi de façon extraordinaire, et je vais mentionner des noms, peut-être que ça va aider ces personnes. Micheline Morrisette, Rose-Lise Arel et Michel Trépanier, de la région de Montréal, pour mon comté . . . 100 milles à l'heure, merci.

Je suis peut-être un peu plus privilégié que certains députés car j'ai réduit le chômage, dans mon comté, de 50 p. 100. Je n'ai pas gueulé, j'ai travaillé. J'ai rencontré des groupes. Tout à l'heure, M. Allmand disait qu'on rencontre, on discute et

[Traduction]

Mme MacDonald: Monsieur le président, le gouvernement n'a jamais laissé entendre que ces modifications n'entreraient pas en vigueur le premier janvier 1986. Que le député soit ou non d'accord avec nos décisions, il devra reconnaître que nous avons tenu parole et il ne peut nous accuser de manquer de cohérence.

M. Rodriguez: En ce cas, vous avez abdiqué votre responsabilité de gouverner en confiant toute la question à la Commission Forget et en lui demandant de prendre des décisions pour le gouvernement. C'est ce que vous avez dit, parce que . . .

Mme MacDonald: Non, ce n'est pas vrai.

M. Rodriguez: . . . le règlement n'a été rédigé qu'après le 13 décembre et, si vous aviez été vraiment logique, vous auriez mis la question en suspens jusqu'à réception des recommandations de la Commission Forget.

Mme MacDonald: Je voudrais simplement répondre à la deuxième question, monsieur le président, concernant les recommandations de la Commission Forget et ce qu'il en adviendra. Je n'essaie pas de préjuger des recommandations de la Commission Forget et j'attends de voir ce qu'il en sera.

Le président: Je vous remercie, madame la Ministre. Vous avez un peu dépassé votre temps, monsieur Rodriguez. C'est le tour de M. Jourdenais, suivi de M. Oostrom, puis de M^{me} Copps.

M. Rodriguez: En ce cas, je m'inscris pour le deuxième tour, monsieur le président.

Le président: Je crois que tout le monde va s'inscrire pour le deuxième tour.

Mr. Jourdenais, you have the floor.

Mr. Jourdenais: Even here we have problems if we try to say the government is doing something right. When I arrived this morning—incidentally, I would just like to apologize, Madam Minister, for arriving late, as I would certainly have liked to hear the beginning of your statement. But at this time, I would just like to take a few minutes to congratulate the government.

About a year or a year and a half ago, I was a member of a similar committee and I recall having been somewhat nasty to bureaucrats. I am not all that fond of them, and I make no attempt to hide that, but on the other hand, I believe it is only fair to give credit where credit is due. When it comes to the Challenge 85 and Challenge 86 programs, particularly the 86 one, I must admit that my area has been extremely well served, and I am even going to go so far as to mention a few names, as it may be of some help to them. I am referring to Micheline Morrisette, Rose-Lise Arel and Michel Trépanier from the Montreal region, my riding, whom I would like to thank for their tremendous effort.

I may be in a somewhat privileged position compared to other members, as unemployment has been reduced by 50% in my riding. I did not spend my time complaining, I just worked. I met with a lot of different groups. Earlier, Mr. Allmand was

[Text]

puis on fait à notre tête, mais il est un peu dans l'erreur. Il travaille peut-être trop ici, il se promène trop de comité en comité, il n'a pas le temps de travailler dans son comté.

Qu'il travaille dans son comté et qu'il rencontre les gens, puis il va s'apercevoir . . .

Mr. Rodriguez: He is going to be applying for a raise, next.

Mr. Allmand: On a point of order. I never talked about him.

M. Jourdenais: Excusez-moi, je ne vous ai pas interrompus ni l'un ni l'autre tout à l'heure quand vous avez parlé. Je voudrais qu'on me donne la permission de continuer. Voulez-vous déduire le temps de leur intervention?

Mme Copps: Parlez-nous des affaires de votre comté et non des nôtres.

M. Jourdenais: Madame Copps, restez tranquille.

Mme Copps: Je voudrais aussi faire un commentaire.

M. Jourdenais: Si j'ai réduit le chômage de 50 p. 100, c'est parce que je rencontre des associations.

Voulez-vous, s'il vous plaît, vous taire, madame Copps? Quand vous allez parler tout à l'heure, je vais crier la même chose.

Mme Copps: Mais allez-vous-en!

M. Jourdenais: Je ne m'en irai pas.

Mme Copps: On n'est pas ici pour faire le show de votre comté; on est ici pour poser des questions au ministre.

M. Jourdenais: On n'est pas ici non plus pour faire le show des libéraux. Laissez-moi parler.

Il faut absolument que je remercie la ministre. Je suis très sincère et je tiens à dire que le gouvernement actuel contacte les gens, discute avec les gens puis répond à certaines demandes. Ce n'est pas comme l'ancien gouvernement qui ne contactait pas et qui faisait à sa tête.

Je veux en venir à la fameuse préretraite dont on parle depuis longtemps. J'ai fait de l'assurance pendant 19 ans puis assurance ça veut dire «au cas où» puis au cas où il n'y a pas de travail pour travailler. Puis on essaie de se faire du capital politique avec ce problème. J'aimerais qu'on se rappelle ce qui s'est passé en 1975 pour le projet de loi C-69 alors que l'ancien premier ministre a dit: sans argument, sans discussion, sans rencontre, pas de négociations, 52 semaines d'assurance-chômage, vous tombez à trois semaines maintenant! . . . Je ne sais pas si ça venait de sa petite tête à lui ou si ça venait des bureaucrates mais, quand même, cela a été appliqué.

Cela dit, je vais poser une question au ministre. Ce n'est même pas pour mon comté, vous l'avez exclu tout à l'heure

[Translation]

saying that we meet with people and discuss these issues, and then go on to do whatever we please, but I do not really agree with him. Perhaps he has been working too hard here, spending too much time doing committee work, and has not had time to work in his own riding.

I suggest that he go to his own riding and meet with people, and then he may realize . . .

M. Rodriguez: Il va bientôt nous présenter une demande d'augmentation de salaire.

M. Allmand: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je n'ai jamais parlé de lui.

Mr. Jourdenais: Excuse me, but I did not interrupt either of you earlier when you had the floor. I would like to be given permission to continue. Could you please deduct the time used for their remarks?

Ms Copps: Stick to discussing your own riding affairs, and not ours.

Mr. Jourdenais: Calm down, Ms Copps.

Ms Copps: I would also like to make a comment.

Mr. Jourdenais: If I managed to bring unemployment down by 50%, it is because I took the time to meet with various associations.

Could you please be quiet, Ms Copps? When you have the floor later, I will give you the same treatment.

Ms Copps: Just leave, if you do not like it!

Mr. Jourdenais: I have no intention of leaving.

Ms Copps: We are not here to watch your show and hear about your riding; we are here to put questions to the Minister.

Mr. Jourdenais: We are not here to watch the Liberals put on a show either. Just let me speak.

If I may continue, I really must thank the Minister. I am very sincere about this, and I think it is important to point out that the current government is contacting people, having discussions with them and meeting some of their requests. It is a far cry from the former government's method of operation, which involved consulting no one and doing exactly what it pleased.

I would just like to come back to the famous pre-retirement issue which we have been discussing for such a long time. I was in the insurance business for 19 years, so I know that insurance really means "just in case"—in other words, just in case there is no work. Yet, everyone seems to be trying to score political points with this issue. I would just like to remind members of what happened in 1975 with Bill C-69, when the former Prime Minister decided without prior discussion, consultation or negotiation, to reduce the number of weeks of unemployment insurance from 52 to three. I do not know whether this is something he thought up himself, or whether it was suggested to him by civil servants, but I do know that it was implemented.

Having said that, I would like to put a specific question to the Minister. It does not concern my own riding, which, you

[Texte]

dans votre déclaration. Ma circonscription se trouve dans un secteur métropolitain, mais je voudrais savoir à qui s'adresse le programme de développement des collectivités.

Miss MacDonald: I would be glad to go over that again. The reason I was hesitating is that it has already been raised.

• 1000

I think it is very important that we recognize that it is a new approach to communities because it is looking at the community as an entity, in its entirety. The major criterion will be the chronic or long-term unemployment that exists in a community. That unemployment rate will be compared with the average rate in the province. It must be substantially above that rate. I know that the question then arises: What is "substantially above"? Quite frankly, a number of you will have LEAD or CLÉ programs operating in your areas. They already are there because they are considered to be areas where the unemployment rate is substantially above that of its neighbours or the province as a whole. So much the same approach will be applied.

It will not only be, however, communities where there is high unemployment or chronic unemployment. We are also looking at communities which are threatened. The unemployment may not have hit them at present, but . . .

For instance, in Swan Lake in Manitoba we are now working with a community where a mine had been operating but in fact it is due to close. We are working with that community; a new mine, a new technology is going to be utilized in a community not too far away. We are working with the people in Swan Lake now to train them so they can be moved so they can . . . I am sorry; I said Swan Lake. It is Lynn Lake. It is the Sherritt Gordon mine that we are co-operating with in Manitoba.

So that is where we are taking another approach in Community Futures where we look ahead to try to head off unemployment in a community.

Mr. Jourdenais: What about Ear Falls?

Miss MacDonald: Ear Falls is one we are also working with.

The Chairman: You have four minutes left, Mr. Jourdenais.

M. Jourdenais: Il y a quelque temps, en 1984, le gouvernement avait décidé d'engager 700 agents de contrôle de prestations pour améliorer le processus d'entrevue des demandeurs. Ont-ils été embauchés et, si oui, à quel coût?

Miss MacDonald: This was an announcement we made back in November 1984, and we said at that time it was our intention to increase the level of the interview activity. The program is not a new one; it is an ongoing program. We are simply allocating more resources to achieve two goals, two long-standing objectives: one is to improve the service to the public by giving more personal assistance in helping people

[Traduction]

yourself mentioned in your statement should not be included. My riding is in a metropolitan area, but I would still like to know for whom the community development program is intended?

Mme MacDonald: Je peux certainement répéter ce que j'ai déjà dit là-dessus. Si j'hésitais, c'est qu'on a déjà soulevé cette question.

Il est important de signaler ici qu'il s'agit d'une nouvelle approche globale des collectivités. Le chômage chronique ou à long terme d'une collectivité sera notre principal critère. Pour être admissible, une collectivité devra avoir un taux de chômage considérablement supérieur à la moyenne provinciale. Vous vous demandez sans doute ce que nous entendons par «considérablement supérieur». Je suppose qu'un bon nombre d'entre-vous ont des programmes LEAD ou CLÉ dans vos régions. Ces programmes ont été instaurés dans les régions où le taux de chômage était considérablement supérieur à celui des régions limitrophes ou de l'ensemble de la province. Nous avons donc à conserver essentiellement la même approche.

Cependant, les collectivités qui souffrent d'un taux de chômage chronique ou très élevé ne seront pas les seules admissibles. Nous envisageons en effet d'élargir le programme pour inclure les collectivités menacées. Je veux parler des régions qui n'ont pas encore été touchées par un haut taux de chômage mais . . .

Prenons le cas de *Swan Lake* au Manitoba. La mine de cette localité est à la veille de fermer ses portes. Nous avons établi des contacts avec cette collectivité. Une nouvelle mine sera exploitée avec des nouveaux moyens technologiques dans une collectivité toute proche. Nous travaillons à former des gens à *Swan Lake* pour qu'ils puissent aller là-bas . . . Je suis désolé, il s'agit de *Lynn Lake*. Et c'est la mine *Sherritt Gordon* avec laquelle nous collaborons à l'heure actuelle au Manitoba.

Notre nouvelle approche consiste à essayer de prévenir les problèmes de chômage.

M. Jourdenais: Que faites-vous de *Ear Falls*?

Mme MacDonald: Nous collaborons également avec cette localité.

Le président: Il vous reste quatre minutes, M. Jourdenais.

Mr. Jourdenais: I believe that in 1984 the government had decided to hire 700 new officers to improve the level of the interview activity. Were they hired, and if so, what is the cost of that program?

Mme MacDonald: Cette annonce a été faite en novembre 1984. Nous avons déclaré à l'époque notre intention d'améliorer le processus d'entrevue. Il ne s'agit pas d'un nouveau programme. C'est un programme déjà existant. Nous avons simplement décidé d'y affecter plus de ressources de manière à réaliser deux objectifs qui nous tiennent à coeur depuis longtemps, à savoir, améliorer le service au public en fournis-

[Text]

find jobs, and the other is to meet our obligation for the administration of the fund by reducing the incidence of abuse of the unemployment insurance system.

That increase in interviews will not occur everywhere across the board; it is directed particularly to areas where there is an active labour market. That means it will be in areas where there is a lower-than-average unemployment rate. Our goal is to work more intensively with individuals in order to help people find jobs, and it is also to deal with the problems of abuse.

The number of people who will be involved is about 500.

M. Jourdenais: J'ai entendu à travers les branches que le ministère devait embaucher des enquêteurs—moi je les appelle «espions»—pour vérifier les fraudes qu'il y a sur les prestations. Est-ce que cela a été fait?

Miss MacDonald: It is a program which is ongoing, which has been in place throughout the operation of the unemployment insurance.

Mr. Jourdenais: Were you not supposed to increase the amount...

Miss MacDonald: The numbers, yes...

Mr. Jourdenais: I mean the number of people.

Miss MacDonald:—by 500. That is what I had said.

Mr. Jourdenais: Is it being done now?

• 1005

Miss MacDonald: It will come into effect within the next couple of months, yes.

Mr. Jourdenais: Then there is something else. I will tell you in English so the translation gets better. The people from *langues officielles* would not like it that I speak English to you, but I still will. I hope you understand my jargon.

There was also something going on where you take the employee from DDE bureau offices and bring them into the local unemployment offices. Will it come into effect or will you leave it the way it is? I think it should stay the way it is. I have to say I get complaints every day. They are probably very fed up with not being able to find jobs for anybody. Soon they will be able to, but in the meantime they kick them around.

Miss MacDonald: Mr. Jourdenais, if you have specific examples, then I think it is important to bring those cases to my attention. But I think it is wrong to make a general statement that reflects on all the people who work in CEIC.

Mr. Jourdenais: No, no, I am not saying everyone, of course. But it has come to my ear, even from other ridings, and they come to my place. Probably I am there more often taking care of my people, and they come and complain. We did do some complaining, but what happens is this: It is the worker's

[Translation]

sant un service plus personnel pour aider les demandeurs à trouver des emplois et réduire les cas d'abus du système d'assurance chômage pour satisfaire à nos obligations relatives à l'administration du fonds.

L'amélioration du processus d'entrevue ne sera pas générale. Nous allons intensifier cette activité surtout dans les régions où le marché du travail est plus dynamique. Nous allons par conséquent nous concentrer dans les régions où le taux de chômage est moins élevé que la moyenne. Notre objectif est de fournir un service personnalisé pour aider les demandeurs à trouver des emplois et essayer de supprimer les cas d'abus.

Quelques 500 personnes ont été recrutées pour ce travail.

Mr. Jourdenais: I heard through the grapevine that the department had hired investigators, or spies, to check up on abuses. Was that done?

Mme MacDonald: C'est un programme continue qui existe depuis toujours.

M. Jourdenais: Mais n'aviez-vous pas l'intention d'augmenter les effectifs?

Mme MacDonald: Mais oui...

M. Jourdenais: Je veux dire le nombre d'employés.

Mme MacDonald: Oui, nous avons l'intention d'embaucher 500 personnes. C'est ce que j'ai dit.

M. Jourdenais: Et est-ce que vous vous en occupez maintenant?

Mme MacDonald: Le programme entrera en vigueur d'ici un ou deux mois.

M. Jourdenais: Encore autre chose. Je vais m'exprimer en anglais pour éviter tout problème de traduction. Les gens des langues officielles ne seraient pas contents de m'entendre m'adresser à vous en anglais. Je vais le faire quand même. J'espère que vous allez me comprendre.

Il semble que des employés aient été transférés des bureaux du DDE aux bureaux locaux de l'assurance chômage. Allez-vous apporter des changements ou laisser la situation telle quelle? Il ne serait pas opportun à mon avis d'apporter des modifications. Vous savez, je reçois des plaintes tous les jours. Ils en ont assez de ne trouver d'emploi pour personne. Ils pourront quitter sous peu, mais en attendant, on les déplace d'un endroit à l'autre.

Mme MacDonald: M. Jourdenais, si vous avez des cas précis, je vous saurai gré de me les signaler. Il ne convient cependant pas de faire des déclarations si générales qui visent tous les employés des CEIC.

M. Jourdenais: Je ne dis pas que tout le monde est dans la même situation. On a attiré mon attention sur ce problème dans ma circonscription, et des résidents d'autres circonscriptions m'en ont également fait part. Comme je passe beaucoup de temps chez moi, on me transmet toutes sortes de plaintes.

[Texte]

word against the client's word. So in the end, it comes to saying next time I will be nice and that is it.

Miss MacDonald: As I say, if you have a specific case or a complaint to lay—and I am sure the deputy minister agrees with this—we would very much like to know it because we want to ensure that the service that is provided is satisfactory service.

But on the question you raise basically with regard to the setup of Canada Employment Centres and the Employment Development Branch, the integration of these two will come about over a period of time as the Canadian job strategy comes more and more into effect. The question of co-ordinating the two is to be able to provide a better service. When we are putting programs together in a way they had not been in the past, it does not really make much sense to keep the services separated. Now, that is not going to happen overnight because it takes awhile to integrate it, but what we will end up with is a better service to the public.

The Chairman: Thank you, Madam Minister. Mr. Jourdenais, your . . .

Mr. Jourdenais: I took half a second time. Thank you.

Le président: D'accord. Monsieur Oostrom, M^{me} Copps et M^{me} Browes.

Mr. Oostrom: Thank you, Mr. Chairman. In order to stay and focus again on the UI regulatory changes on pensions that the members for Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East and Nickel Belt have raised and to also show we are interested in it, to focus it back on that topic, my question will be geared to it. But may I add that not only was the Minister very compassionate during her years in opposition and as a Minister before when she let in 50,000 refugees from Vietnam, but today as a Minister she is also very courageous and she is very firm. I find that is also an attribute that members should have.

In any case, can the Minister perhaps elaborate a little further on the impact? We have heard all the reasons and the timing, but can the Minister perhaps elaborate on the impact of the UI changes on pension income?

Mr. Rodriguez: A drastic impact.

Miss MacDonald: Perhaps I could do it from the point of view of the numbers of people who were receiving unemployment insurance as of the end of December. At that time there were something like 1.6 million active claims for unemployment insurance, and it was estimated that at that time about 28,000 of those claimants were also receiving a pension. So that was 28,000 out of 1.6 million. The latest figures I have are for the end of February of this year, where there were 1,770,000 active claims; 34,000 claimants were receiving a pension at that time, or 1.9%.

• 1010

Mr. Oostrom: Thank you, Madam Minister.

[Traduction]

Nous avons déposé une plainte et il semble que ce soit la parole du travailleur contre celle du client. On promet d'être gentil la prochaine fois et ça s'arrête là.

Mme MacDonald: Je l'ai dit et je le répète, si vous avez des cas précis à me signaler ou des plaintes à formuler, et je suis persuadée que le sous-ministre est d'accord avec moi, nous aimerions le savoir pour nous assurer que le service est satisfaisant.

Pour ce qui concerne cependant les Centres d'emploi du Canada et les services de création d'emploi, la fusion se fera progressivement jusqu'à ce que la stratégie d'emploi du Canada soit complètement instaurée. Nous tenons à coordonner les deux de manière à offrir un meilleur service. Nous n'avons pas jugé opportun de conserver des services distincts dans le contexte de l'instauration de nouveaux programmes. Cela ne pourra pas, bien entendu, se réaliser du jour au lendemain. Je suis persuadée cependant que nous réussirons à offrir des meilleurs services au public.

Le président: Merci, madame la ministre. M. Jourdenais, votre . . .

M. Jourdenais: J'ai pris la moitié d'un deuxième tour. Merci.

The Chairman: Very good. Mr. Oostrom, Mrs. Copps and Mrs. Browes.

M. Oostrom: Merci, monsieur le président. J'aimerais encore une fois aborder la question de la modification du règlement de l'assurance chômage relativement aux retraités qu'ont soulevée les députés de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine Est et Nickel Belt. Je tiens tout d'abord à féliciter la ministre de toute la compassion dont elle a fait preuve pendant ses années dans l'opposition. Je tiens également à rappeler qu'elle a accueilli, lorsqu'elle était ministre, pour la première fois, 50,000 réfugiés du Vietnam. Et encore aujourd'hui, se montre courageuse et ferme. Tous les députés devraient posséder les mêmes qualités.

J'ai besoin de quelques détails supplémentaires. On nous a déjà fourni toutes les raisons et expliqué le calendrier d'exécution. Mais la ministre pourrait-elle nous expliquer un peu mieux l'incidence qu'auront ces changements sur le revenu des retraités?

M. Rodriguez: C'est un changement radical.

Mme MacDonald: Laissez-moi vous expliquer l'incidence de ces changements pour ceux qui touchaient de l'assurance chômage à la fin décembre. Il y avait à ce moment-là quelques 1,6 millions de requêtes d'assurance chômage. Nous avons calculé que quelques 28,000 de ces requérants touchaient également une pension de retraite. Il s'agit donc de 28,000 sur 1,6 million. Selon les dernières données disponibles, et elles remontent à la fin février de l'année en cours, il y avait 1 770 000 demandes actives et 34 000 personnes touchaient une retraite à ce moment-là. Il s'agissait donc de 1,9 p. 100

M. Oostrom: Merci, Madame la ministre.

[Text]

The Macdonald Commission at the time mentioned that about 5% of claimants were fraudulent. Yet on the other hand, back in November of 1984, it was said that about 700 new benefit control officers would be hired. Why were the benefit control officers hired? Was there a cost benefit done and were these really necessary at the time? On the one hand, only 5% of the claims were fraudulent and, on the other hand, it was recommended that we hire another 700 officers. Were these officers hired and, if so, where were they hired?

Miss MacDonald: I think that Mr. Jourdenais had just raised this subject and I had responded to it, but you may not have heard the response. This was not done. Primarily we have tried to tackle and will be tackling, because it has not been implemented as yet, two goals: one, we want to have more intensive interviews, in order to help people find jobs in a way that we are able to assist and counsel them; two, we want to see if there is fraudulent or abusive activity and, if so, make sure that does not continue.

Mr. Oostrom: Do we have any new estimates on the fraudulent claims?

Miss MacDonald: I will see if we have any information on that.

Mr. Wyman: I think we would have to give you a specific response, perhaps in writing, rather than my attempting to... We are constantly updating our estimates with respect to that, but I think it would be preferable if we gave a response in writing, if that is what you would like to have, Mr. Chairman.

Mr. Oostrom: That is fine.

From the office in my riding, 4900 Yonge Street, in Toronto, I have had many small businessmen come to me, complaining about the quality of the applicants who are being sent to them. They were not so sure that a proper matching job is being done. Time and time again I receive calls from service station operators, from small shops. I have a director of a company call me... he wants to start up a night shift. and I know he will only be able to pay \$7 or \$8 an hour. He has all kinds of export orders and he just cannot fill that night shift because people are not willing to work.

Yesterday, another person came to me who said that the quality of the people who are being sent to him—there is not a proper matching job done. I intend to bring that up at my LAC meeting, which will be held next week in the riding. Is it because of the shortage that they cannot have proper interviews or is it because they do not have the time for the matching? I often get the impression that if a factory or an office calls in, saying that they have a job opening, all they do is type up a card, put it on the board and that is it. They do no more. I wondered what the reasons were for that.

Miss MacDonald: I am going to ask Mr. Edwards to comment on that. But I would just like to make two points at the outset. In the whole approach of the Canadian Jobs Strategy, the requirement to be able to place people for a

[Translation]

La Commission Macdonald a signalé que pour la même période, 5 p. 100 des bénéficiaires étaient des cas d'abus. Or, en novembre 1984, on a annoncé le recrutement de 700 nouveaux agents de contrôle des prestations. Pourquoi ces agents ont-ils été embauchés? Avait-on fait une étude de rentabilité et était-ce vraiment nécessaire? Quand on constate que seulement 5 p. 100 des prestataires avaient des cas d'abus, cela justifie-t-il le recrutement de 700 nouveaux agents? Ces agents ont-ils été embauchés et dans l'affirmative, où?

Mme MacDonald: M. Jourdenais vient tout juste de soulever la question et j'y ai déjà répondu. Vous n'avez peut-être pas entendu. Nous ne l'avons pas fait. Nous nous sommes fixés deux objectifs: nous voulons un processus d'entrevue plus exhaustif pour aider les personnes vraiment intéressées à trouver du travail et pour les conseiller et nous voulons également cerner les cas d'abus et y mettre fin.

M. Oostrom: Y a-t-il de nouvelles données de disponibles sur les demandes frauduleuses?

Mme MacDonald: Je vais voir si nous avons des données là-dessus.

M. Wyman: Il serait peut-être préférable que nous nous fournissions une réponse plus précise, peut-être ultérieurement par écrit. Nous remettons régulièrement nos données à jour. J'estime cependant qu'il vaudrait mieux vous répondre par écrit, si vous êtes d'accord, monsieur le président.

M. Oostrom: Très bien.

Beaucoup de petits hommes d'affaires sont venus me rencontrer à mon bureau de circonscription qui est situé au 4900, rue Young à Toronto. Ils se plaignent de la compétence des candidats qu'on leur envoie. Ils trouvent qu'on ne leur envoie pas des candidats aptes à remplir le poste offert. Je reçois constamment des appels de garages, de petites boutiques. Un directeur de société m'a même téléphoné. Il voulait se constituer une équipe de nuit et je sais qu'il ne pourra payer que 7 ou 8 dollars l'heure. Il a beaucoup de commandes d'exportation mais il est incapable de trouver du personnel pour son équipe de nuit parce que les gens n'ont pas envie de travailler.

Encore une autre personne est venue me rencontrer hier pour me dire qu'on ne lui envoie pas des personnes compétentes pour le travail offert. J'ai l'intention d'ailleurs de soulever la question lors de ma réunion de LAC la semaine prochaine dans ma circonscription. Avez-vous une pénurie de personnel qui vous empêche d'effectuer les entrevues nécessaires ou bien n'avez-vous tout simplement pas le temps de mieux assortir les clients aux employeurs? J'ai l'impression que dans la plupart des cas, lorsqu'une usine ou un bureau téléphone pour annoncer un poste, ils se contentent de faire une fiche et de la mettre au tableau. Ils ne font pas grand chose de plus. J'aimerais bien savoir pourquoi.

Mme MacDonald: Je vais demander à M. Edwards de vous répondre. Mais il y a deux choses que je tiens à signaler. Dans le contexte de notre stratégie canadienne de l'emploi, nous essayons de faire travailler les gens pour leur donner de

[Texte]

period of time in a work situation, so that they can get some experience as to what that work situation is like, is an approach which I think overcomes some of the difficulties that you express.

I have visited any number of projects now where people are unemployed. They have an opportunity to upgrade their academic skills, but they also have an opportunity to go to work, many of them in small businesses, as part of their training program.

• 1015

At the end of that period of time, six months or whatever it might be, the employer has been able, literally, to evaluate the qualities of that worker, and we are finding that more and more of them are being kept on in permanent positions as a result of the introduction they have been able to get through these programs to a specific work situation.

The other point I want to make is that I do not think everyone, every employer, can automatically say, I want to be sure to have someone come into this particular business who has these skills and these skills only. We are into a situation now where there is a tremendous requirement for flexibility in the work force; and that is not just flexibility on the part of the employee, it is flexibility on the part of the employer to be able to move people from one group of skills to another. If we do not begin to introduce that kind of flexibility into our thinking, we are not going to be able to compete in a world where change is so rapid.

So I think there are these two comments I would like to make. But Mr. Edwards might like to say something on this as well.

Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister and Vice-President, Department of Employment and Immigration): For two years now we have been engaged in an exercise that we refer to as the "revitalization of employment services". What we are trying to do is to move away from the unsatisfactory situation of a few years ago, where we were trying to be everything to everyone, and rather to be clear about what is feasible for a public employment service to do, and thereby target in on particular problems in the labour market.

In this regard we have been concerned about the complaints that have been made—and these complaints are of long standing—on the screening issue, that we get better tools to enable our staff to screen better. We have designed now a large number of checklists, so that when an employer phones in, one of our staff can, on the phone or in a face-to-face meeting, go through the kinds of skills and characteristics the employer is looking for.

It is not enough any longer in our market for someone to phone in and say, I want a welder. Well, what kind of welder? What kind of equipment is he going to be using? Can he consider someone who comes in and learns, as the Minister was referring to . . . some kind of training opportunity, as well?

We are trying to get better tools, better targeting. We are working very closely now with various small business associa-

[Traduction]

l'expérience. À mon avis, cette approche permettra de remédier à certains des problèmes que vous venez de soulever.

J'ai rendu personnellement visite à un certain nombre de projets pour les chômeurs. Ils ont la possibilité de parfaire leur connaissance scolaire mais également de travailler, et bon nombre d'entre eux dans des petites entreprises, ce dans le cadre de leur programme de formation.

À la fin de cette période de six mois ou toute autre durée, l'employeur est vraiment en mesure d'évaluer les qualités du travailleur, et nous nous rendons compte que le nombre de ceux qui décrochent des emplois permanents grâce au programme de formation axé sur un travail précis, s'accroît sans cesse.

Par ailleurs, je ne crois pas que chaque employeur puisse exiger qu'un employé occupant un poste donné ne connaisse que ce qui est exigé dans ce poste. En effet, à l'heure actuelle, il est extrêmement important de faire preuve de souplesse dans le milieu de travail; or cette souplesse ne doit pas être l'apanage du seul employé mais aussi de l'employeur afin qu'il puisse déplacer un employé d'un domaine de travail à un autre. Si cette souplesse ne fait pas partie intégrante de notre façon de penser, nous ne serons pas en mesure de concurrencer les autres dans un monde en évolution constante.

Ce sont les deux choses que je tenais à dire. Cependant, M. Edwards voudrait peut-être ajouter quelque chose.

M. John Edwards (sous-ministre adjoint et vice-président, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Cela fait deux ans qu'existe le programme appelé *La revitalisation des services d'emploi*. Nous nous efforçons ainsi de corriger la situation insatisfaisante d'il y a quelques années, où nous essayons de régler tout pour tout le monde, et nous concentrons maintenant plutôt des problèmes précis du marché du travail, comme cela convient davantage à un service d'emploi public.

À cet égard, nous avons tenu compte des plaintes qui nous étaient adressées depuis longtemps au sujet de la sélection, et nous sommes donc efforcés de créer des mécanismes plus sûrs de sorte que nos employés puissent procéder à une meilleure sélection. Nous avons conçu un grand nombre de listes de contrôle si bien que lorsqu'un employeur téléphone, l'un de nos employés peut lui énumérer les aptitudes et les caractéristiques qu'il recherche, soit au téléphone, soit à l'entrevue.

Personne ne peut plus nous téléphoner pour nous demander par exemple un soudeur. Eh bien, de quel genre de soudeur s'agit-il, et quel genre de matériel utilisera-t-il? Est-il disposé à accepter quelqu'un qui apprendrait son métier sur le tas, qui suivrait une espèce de formation, comme le ministre l'a mentionné?

Nous essayons de créer des mécanismes plus sûrs et de mieux viser. À cet égard, nous travaillons maintenant très

[Text]

tions. We have something called the Small Business Initiative, whereby in each of our CCs there is one, if you like, account executive; one person whose primary role is to work on small business. We are trying to get better information out on prevailing terms and conditions; because if an employer really is offering too little for a particular job, we will have problems, particularly as the labour market heats up. We are finding that now, a certain amount, in the Toronto area and the environs.

So better tools, better training, better targeting, and better information: these are the kinds of things that will enable us to overcome this long-standing criticism that we are not screening properly.

The Chairman: The researchers pointed out the need for a couple of clarifications. You said at the end of February there were 1,770,000 claimants and 34,000 receiving pension. That means they are actually receiving UIC payments and pension.

Miss MacDonald: No, none.

The Chairman: There are 34,000 . . .

Miss MacDonald: These are people who had come under the new regulation.

The Chairman: —who had come under the new regulation. So some of them might be receiving UIC; some would not be receiving any UIC.

Mr. Rodriguez: Some are as low as \$12 a month.

The Chairman: Do you have the statistics that would give to the committee the breakdown of those 34,000? Which portion is actually receiving some UIC and which . . .

Miss MacDonald: Any portion of it.

The Chairman: Yes. We do not need that at this moment, but if we could do that . . .

The other conundrum raised by Mr. Oostrom was the PY conundrum, related to control. The main estimates show a reduction of one person from previous 1985-86, and really 1984-85. It is a very constant figure. You mentioned 700 more control officers, I think.

• 1020

Can somebody clear that just a bit for us on the record because there is some confusion there?

Mr. Rodriguez: On a point of order, Mr. Chairman, I think other helpful information would be the average UI benefits received by those who are receiving some UI benefits who are pensioners. Also, with that average could we get what the high is and what the low is? When I was in Nova Scotia there was a chap getting \$12 a month in UI benefits. He is getting it in two

[Translation]

étroitement avec diverses associations de petites entreprises. Nous avons d'ailleurs créé les services à la petite entreprise grâce auxquels, dans chacun des Centres de l'emploi du Canada, on trouve un directeur de la clientèle dont la fonction est avant tout de s'occuper des petites entreprises. Nous nous efforçons d'obtenir des renseignements plus exacts sur les conditions du travail car si un employeur offre vraiment trop peu, nous aurons des problèmes surtout au fur et à mesure que le marché deviendra plus actif. Cela existe d'ailleurs déjà dans une certaine mesure, dans la région de Toronto.

Donc, des mécanismes plus sûrs, une meilleure formation, un choix plus judicieux de nos cibles et des renseignements plus exacts et plus complets nous aideront à surmonter les problèmes que nous avons eus en matière de sélection, lesquels, depuis longtemps, donnent lieu à des critiques à notre endroit.

Le président: Les chercheurs aimeraient avoir quelques éclaircissements. Vous avez affirmé qu'à la fin de février, il y avait 1,770,000 prestataires et 34,000 pensionnés. Cela veut dire que ces personnes reçoivent en même temps des prestations d'assurance-chômage et leur pension.

Mme MacDonald: Non, aucun.

Le président: Il y a 34,000 . . .

Mme MacDonald: Il s'agit des personnes qui ont été visées par le nouveau règlement.

Le président: . . . personnes assujetties au nouveau règlement. Certaines d'entre-elles reçoivent peut-être des prestations d'assurance-chômage tandis que d'autres n'en reçoivent pas.

M. Rodriguez: Certaines reçoivent aussi peu que 12\$ par mois.

Le président: Avez-vous des chiffres sur la répartition de ces 34,000 personnes? Quelle proportion d'entre elles reçoivent des prestations d'assurance-chômage et laquelle . . .

Mme MacDonald: N'importe laquelle.

Le président: Oui. Nous n'avons pas besoin de cela immédiatement, mais si c'était possible . . .

L'autre problème, soulevé par M. Oostrom porte sur les années-personnes, plus précisément les années-personnes affectées au Service de contrôle. Or d'après le budget principal, le nombre d'années-personnes a diminué d'une unité depuis 1985-1986 ainsi que 1984-1985. Ces données sont donc très constantes. Vous avez cependant mentionné 700 agents de contrôle de plus.

Est-ce que quelqu'un peut tirer cela au clair pour nous car il y a un peu de confusion ici?

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je crois qu'il serait aussi utile d'obtenir des renseignements sur les prestations moyennes d'assurance-chômage reçues par certains prestataires pensionnés. En outre, pourrait-on nous dire quelles sont les prestations maximales et minimales? Lorsque j'étais en Nouvelle-Écosse, j'ai rencontré quelqu'un qui recevait 12\$ par mois en prestations d'assu-

[Texte]

\$6 cheques. You can believe that. It costs as much to print those bloody cheques.

The Chairman: Probably more, Mr. Rodriguez.

But I think, generally, the committee would be interested in an analysis, whatever is available on that.

Miss MacDonald: All right. We will try to get as much detail as we can on that.

The Chairman: Okay. That would be helpful for future sessions.

Can you just deal briefly with that control, the PYs-dedicated-to-control issue? Are there supplementary estimates, or is this the picture that is in main estimates?

Miss MacDonald: These are people who will be additional and who will be taking on two areas of responsibility. One is more intensive interviewing to help people find jobs, and the other is to follow up to see whether or not those who are able to go into work situations are doing so.

The Chairman: So it is a supplementary estimate thing down the road. That is all I wanted to have clarity on.

Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister, Department of Employment and Immigration, and Chairman, Canada Employment and Immigration Commission): Mr. Chairman, very quickly to answer your question, it is exact that the reflections in the blue book, the main estimates, do not take into account the program the Minister is talking about on claimant interview and it would be reflected, as you say, in supplementary estimates.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Rodriguez: We are all going to get this information?

The Chairman: Yes. It is coming to committee. It comes to our researchers and we will get it out.

Ms Copps, and then Mrs. Browes.

Ms Copps: Thank you, Mr. Chairman.

If the Forget Commission rules in favour of the pensioners, will the Minister promise that it will be acted upon retroactively?

Miss MacDonald: As I mentioned earlier, I am not prejudging anything the Forget Commission might do.

Ms Copps: I am not asking you to prejudice; I am asking if the Forget Commission rules in favour of the retired pensioners will it paid retroactively.

Miss MacDonald: Again, Mr. Chairman, I am not in a position to answer a hypothetical situation.

[Traduction]

rance-chômage. Il recevait deux chèques de 6\$. Je n'invente rien. Il en coûte autant de faire imprimer ces chèques.

Le président: Probablement plus, monsieur Rodriguez.

Quoi qu'il en soit, je crois qu'en général le Comité aimerait recevoir une analyse sur la question.

Mme MacDonald: Très bien. Nous allons nous efforcer de vous obtenir le plus de détails possible là-dessus.

Le président: Très bien. Cela sera utile à nos travaux.

Pouvez-vous nous dire brièvement ce qu'il en est de cette question des années-personnes consacrées au service de contrôle? Des prévisions budgétaires supplémentaires y sont-elles affectées ou est-ce qu'on trouve le tout dans le budget principal?

Mme MacDonald: Ces effectifs relèveront d'un budget supplémentaire et assumeront deux responsabilités. L'une de procéder à des entrevues plus complètes afin d'aider les candidats à trouver du travail et l'autre de suivre les personnes aptes à travailler pour vérifier qu'elles le font effectivement.

Le président: Cela représente donc un budget supplémentaire à un moment ou l'autre. C'est tout ce que je voulais savoir.

M. Gaétan Lussier (sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration et président de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada): Monsieur le président, très brièvement, il est juste de dire que le budget principal ne tient pas compte du programme dont vient de parler la ministre et que ces activités seront mentionnées dans un budget supplémentaire.

Le président: Merci beaucoup.

M. Rodriguez: Allons-nous tous recevoir ces renseignements?

Le président: Oui. Cela sera envoyé au Comité, d'abord à nos chercheurs puis aux membres.

Madame Copps puis M^{me} Browes.

Mme Copps: Merci, monsieur le président.

Dans l'éventualité où la Commission Forget trancherait en faveur des retraités, la ministre peut-elle s'engager à prendre des mesures rétroactives?

Mme MacDonald: Comme je l'ai mentionné plus tôt, je ne veux pas me prononcer d'avance sur quoi que ce soit qui relève de la Commission Forget.

Mme Copps: Je ne vous demande pas de vous prononcer d'avance; je vous demande si, dans l'éventualité où la Commission Forget tranchait en faveur des retraités, ces derniers recevront des prestations rétroactives.

Mme MacDonald: Encore une fois, monsieur le président, je ne suis pas en mesure de répondre à une question hypothétique.

[Text]

Ms Copps: So, in other words, the Minister will just ignore the 34,000 people whose benefits have either been eliminated or reduced already as a result of this unfair legislation.

Miss MacDonald: No way.

Ms Copps: At the very least, Madam Minister, you should be able to say, if the Forget commission rules in favour of the retired pensioners and the retiring pensioners . . . if they decide to change the law, if the report is tabled in September of 1986, will it be retroactive? That is a ministerial decision as stated by the deputy minister during estimates the other night when he was asked that question.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, I mention once again that the question being raised is a hypothetical situation.

Mr. Jourdenais: Give a hypothetical answer.

Miss MacDonald: I am awaiting the recommendations of the Forget Commission and the government will respond to that.

Ms Copps: I have some hypothetical people in the room here today as well as hypothetical cases of people who have hypothetically lost their homes, who are hypothetically being put in a position of having to sell their homes because of this legislation, and I would like to get a straight answer to a straight question. If Forget rules in their favour, will it be, by the Minister's designation, made retroactive?

Miss MacDonald: Mr. Chairman, the government is awaiting the recommendations of the Forget Commission and we will . . .

Ms Copps: Okay, obviously I am not going to get an answer to that one.

Miss MacDonald: —not attempt to prejudge.

Mr. Rodriguez: Give us a hypothetical answer.

Ms Copps: I did not get an answer. I would like an answer.

An hon. member: Order!

The Chairman: Ms Copps, for the purposes of transcription, if for no other purpose, it is helpful if one person speaks at a time. Okay?

Ms Copps: Okay.

My second question is why the Minister wrote to a member of her own caucus on November 26, 1985 suggesting that the regulations regarding the pensions had not been established and she could not tell him with respect to the issue of how the request would be treated for people who retired before January 5.

I am talking about a letter she sent to the deputy from Three Rivers, in which she stated:

I would like to mention that the regulations have not received final approval of the government. As a conse-

[Translation]

Mme Copps: Autrement dit, la ministre ne tiendra tout simplement pas compte des 34,000 personnes dont les prestations ont soit été supprimées ou réduites en raison de cette législation injuste.

Mme MacDonald: Certainement pas.

Mme Copps: Madame la Ministre, vous devriez au moins nous dire si la Commission Forget tranchait en faveur des retraités, et si l'on décidait de modifier la loi en conséquence après le dépôt du rapport en septembre 1986, si des mesures rétroactives seront adoptées. Il s'agit d'une décision ministérielle comme l'a précisé le sous-ministre en réponse à une question qui lui a été posée l'autre soir à propos des prévisions budgétaires.

Mme MacDonald: Monsieur le président, je répète que la question soulevée est hypothétique.

M. Jourdenais: Alors donnez une réponse hypothétique.

Mme MacDonald: J'attends les recommandations de la Commission Forget, et une fois qu'elles seront connues, le gouvernement y répondra.

Mme Copps: Eh bien il y a des personnes hypothétiques dans la salle ici aujourd'hui tout comme il y a des cas hypothétiques de personnes qui ont perdu leur maison de façon hypothétique, ou qui risquent hypothétiquement de devoir vendre leur maison à cause de cette loi, et j'aimerais donc que l'on réponde directement à une question directe. Si la Commission Forget est favorable aux prestataires retraités, les mesures annoncées par la ministre seront-elles rétroactives?

Mme MacDonald: Monsieur le président, le gouvernement attend les recommandations de la Commission Forget, et nous . . .

Mme Copps: Bien, je ne vais manifestement pas obtenir de réponse de vous là-dessus.

Mme MacDonald: . . . n'allons pas nous prononcer d'avance.

M. Rodriguez: Donnez une réponse hypothétique.

Mme Copps: Je n'ai pas obtenu de réponse. J'aimerais bien qu'on me réponde.

Une voix: À l'ordre!

Le président: Madame Copps, pour les besoins de la transcription, si ce n'est pour autre chose, il serait utile qu'une seule personne parle à la fois. C'est compris?

Mme Copps: Entendu.

En second lieu, j'aimerais savoir pourquoi la ministre, le 26 novembre 1985 a écrit à un membre de son propre caucus que les règlements relatifs aux pensions n'avaient pas encore été établis et qu'elle ne pouvait donc pas lui dire ce qu'il advenait des demandes provenant de personnes ayant pris leur retraite avant le 5 janvier?

Je me reporte ici à une lettre qu'elle a envoyée au député de Trois-Rivières, où il est dit ce qui suit, et je cite:

Je tiens à préciser que les règlements n'ont pas encore été approuvés de façon définitive par le gouvernement. En

[Texte]

quence, the specific details have not yet been determined. I cannot answer your question with respect to how we will treat those who have already gone on pension prior to January 5, 1986.

That letter is dated November 26, 1985; signed by herself.

• 1025

Miss MacDonald: Mr. Chairman, I think this issue was already raised by the hon. member from Nickel Belt, and we dealt with it quite extensively. The letters in each case have said that the government would be adhering to the decision that was announced on December 21, 1984: that changes to unemployment insurance regulations would come into effect January 1, 1986.

Ms Copps: Well, I am sorry, it is January 5.

Miss MacDonald: What we also said, Mr. Chairman, in the letter referred to by the member from Hamilton East was that the details of the Order in Council, as it applied to the regulations, were not at that point decided or announced, and that there was no way I could announce Order in Council details which are quite massive and do not contradict the concept and the decision taken a year earlier.

Ms Copps: She still has not answered my question. I understand the regulations. I understand there was an announcement that it would come into effect on January 5. She informed her own members of Parliament, who presumably then are going out and informing people who are making decisions about retirement, that she could not tell them whether or not the regulations would affect people who retired before January 5. Her own words. She states right in the letter: "I cannot answer your question with respect to those who have already retired before January 5 and those *qui seront déposés après cette date*". Her own letter. If she cannot tell her own Members of Parliament what the rules of the game are, how does she expect those people making retirement decisions to be able to make them in any good conscience and in any good confidence?

Further to that, Madam Minister, I have a letter which was directed to the Chairman of the Canadian Armed Forces Pensioners' Association from one of her constituents. He states in his letter what the member for Nickel Belt said:

In the Kingston area we have a very high regard for Flora, and generally speaking she can be relied upon to be ethical. I am hopeful, therefore, that my reminder to her of the promise she made to me in her letter of January 11, 1982, will be influential.

Now, the Minister made a promise when she was in opposition with respect to the cut-back in pensions of ex-servicemen; that she and her party were going to fight any cut-back in pensions of ex-servicemen. I would submit that the backdoor legislation she has introduced constitutes a cut-back for those people who are either in early retirement or who in fact are looking for other jobs; and I think her constituent feels the same way. Now, if she has been put on the spot by the Minister of Finance, I can understand her position there, but why does she

[Traduction]

conséquence, les détails s'y rapportant n'ont pas encore été établis. Je ne puis donc vous dire comment seront traités ceux qui ont pris leur retraite avant le 5 janvier 1986.

Cette lettre est datée du 26 novembre 1985 et est signée par la ministre elle-même.

Mme MacDonald: Monsieur le président, cette question a déjà été soulevée par le député de Nickel Belt, et nous en avons discuté très longuement. Dans les deux cas, les lettres précisaient que le gouvernement allait s'en tenir à la décision annoncée le 21 décembre 1984 et que les modifications au règlement de l'assurance-chômage allaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Mme Copps: Je suis désolée, mais il s'agit du 5 janvier.

Mme MacDonald: Nous avons dit aussi, monsieur le président, dans la lettre dont a parlé le député de Hamilton-Est, que les détails du décret relatif au règlement n'étaient encore ni décidés ni annoncés, et qu'il n'était donc pas possible de les divulguer; en outre, ils sont considérables et n'infirmen en rien la décision prise un an plus tôt.

Mme Copps: Elle n'a toujours pas répondu à ma question. Je connais le règlement. Je sais qu'on a annoncé qu'il allait entrer en vigueur le 5 janvier. Elle a avisé ses propres députés, qui à leur tour renseignent ceux qui songent à la retraite, qu'elle ne pouvait leur dire si le règlement en question allait avoir des conséquences sur ceux et celles qui allaient prendre leur retraite avant le 5 janvier. Elle l'a dit elle-même, dans cette lettre, et je cite: «je ne puis répondre à votre question au sujet de ceux et celles qui ont pris leur retraite avant le 5 janvier et de ceux qui le feront après cette date». Ce sont ses propres termes. Si elle ne peut renseigner ses propres députés, comment peut-elle s'imaginer que les personnes qui vont partir à la retraite pourront prendre leur décision en connaissance de cause et en toute confiance?

En outre, madame la ministre, j'ai en main une lettre envoyée au président de l'Association des retraités des Forces armées canadiennes par un de vos électeurs. Sa lettre reprend les propos du député de Nickel Belt. On y lit ce qui suit:

Dans la région de Kingston, M^{me} MacDonald jouit d'une haute estime, et, en général, on peut compter sur sa rigueur morale. J'espère donc que mon rappel de la promesse qu'elle m'a faite dans sa lettre du 11 janvier 1982 ne restera pas sans suite.

Il s'agit d'une promesse faite par la ministre, lorsqu'elle était encore dans l'opposition, au sujet de la réduction des prestations de retraite des membres des Forces armées; elle a alors affirmé qu'elle et son parti allaient combattre toute diminution des prestations de retraite des membres des Forces armées. Or, à mon avis, le projet de loi qu'elle a présenté presque subrepticement constitue une réduction de prestations pour ceux qui ont pris une retraite anticipée ou qui cherchent un autre emploi; je crois d'ailleurs que l'électeur en question est du

[Text]

persist in refusing to at least guarantee that those people who were not aware of the rules of the game, including herself and her own Members of Parliament, will be able to tell the people of Canada, the 34,000 who have already been affected, that if Forget rules in their favour they will be paid retroactively? Why can she not just make that simple promise?

Miss MacDonald: Mr. Chairman, the member has raised a number of issues, one of which has to do with pension indexing. I am sure you know that pension indexing with people who have been in the Public Service, or in the armed forces, falls within the jurisdiction of the President of the Treasury Board.

Secondly, Mr. Chairman, with regard to the notification, throughout the whole of last year, beginning in December of 1984, and carrying on on many occasions, it was made very clear, and consistently clear, that this regulation would come into effect in January of 1986. I discussed that with many companies and with many individuals in companies and with many individuals elsewhere in the country who understood that was going to take place on January 1, 1986.

Ms Coppins: As a follow-up to that, can the Minister tell the committee why the notice with respect to the specific regulation was mailed out by her department on December 29, 1985?

Miss MacDonald: In order, Mr. Chairman, to have the regulation ready for putting into effect at the beginning of the year.

• 1030

Ms Coppins: I would submit that the Minister herself did not know what the regulations were going to be with respect to those people who had entered into retirement before January 5, 1986. I think it is unconscionable of the Minister to refuse at the very least to give at least the retroactivity to those people who made retirement decisions based on the existing rules of the game. If she lived up to her reputation, I think she would be prepared to make that promise here in committee today.

I have some other questions relating to Challenge '86. I would like to ask the Minister whether she feels . . .

The Chairman: Ms Coppins, you have one minute.

Ms Coppins: Well, I will get it on the record. I have two points. Why does she feel the Challenge '86 move to privatization is so fantastic when in fact it means she is creating potentially hundreds, if not thousands, of jobs in places like the Dairy Queen and the 7-Eleven Food Stores and when very effective non-profit organizations are being denied funding for things like one-to-one work with retarded children and with emotionally disturbed children. Does she feel it is a better career opportunity for someone to get a job in a 7-Eleven store than working with developmentally handicapped?

[Translation]

même avis. Si elle s'est retrouvée dans ces circonstances difficiles à cause du ministre des Finances, je peux comprendre sa position, mais pourquoi persiste-t-elle à refuser de garantir au moins que ceux qui n'étaient pas au courant du nouveau règlement, y compris elle-même et ses propres députés, puissent aviser les 34,000 personnes déjà affectées que, au cas où la Commission Forget trancherait en leur faveur, il y aurait rétroactivité? Pourquoi ne peut-elle pas faire cette simple promesse?

Mme MacDonald: Monsieur le président, la députée vient de soulever un certain nombre de questions, dont une a trait à l'indexation des pensions. Or vous n'ignorez certainement pas que l'indexation des pensions des fonctionnaires ou des membres des Forces armées relève du président du Conseil du Trésor.

En second lieu, monsieur le président, pour ce qui est de la notification, nous avons, à partir de décembre 1984 et à plusieurs reprises tout au cours de l'année, clairement annoncé qu'un tel règlement allait entrer en vigueur en janvier 1986. J'en ai discuté avec bon nombre d'entreprises et de particuliers travaillant dans des entreprises ainsi qu'avec bon nombre de citoyens de notre pays, qui étaient au courant que cela allait se produire à partir du 1^{er} janvier 1986.

Mme Coppins: Dans ce cas, la ministre peut-elle dire au Comité pourquoi l'avis concernant ce règlement a été posté par son ministère le 29 décembre 1985?

Mme MacDonald: Afin que le règlement soit prêt à entrer en vigueur au début de l'année.

Mme Coppins: À mon avis, la ministre elle-même ignorait comment ce règlement allait affecter les personnes ayant pris leur retraite avant le 5 janvier 1986. Il me paraît déraisonnable de sa part de refuser d'accorder au moins la rétroactivité à ceux et celles qui ont décidé de prendre leur retraite en se fondant sur l'ancien règlement. Si elle était à la hauteur de sa réputation, elle serait disposée à prendre un tel engagement ici même aujourd'hui.

Maintenant, j'ai d'autres questions au sujet de Défi 86. J'aimerais savoir si la ministre estime . . .

Le président: Madame Coppins, il vous reste une minute.

Mme Coppins: Bien. Je vais au moins faire consigner ma question au procès-verbal. Elle comprend deux volets. Pourquoi la ministre est-elle d'avis que la privatisation de Défi 86 est tellement extraordinaire alors que cela signifie qu'elle crée des centaines et peut-être même des milliers d'emplois dans des endroits comme les comptoirs Dairy Queen et les dépanneurs 7-Eleven, tandis que des organisations à but non lucratif très efficaces se voient refuser une aide financière pour des choses comme le travail individuel auprès d'enfants arriérés ou souffrant de troubles émotifs. Estime-t-elle qu'il est préférable pour la carrière de quelqu'un de travailler dans un dépanneur 7-Eleven plutôt que d'aider des enfants handicapés?

[Texte]

My second point, which I would like her ministry to investigate, is totally unrelated to the Challenge '86. I think that is a whole different can of worms that will be opened very soon.

The second question. I would like the ministry to investigate two specific cases in my community that came to light yesterday of people who were thrown off their unemployment insurance benefits because they were required to do jury duty. As a result, these people are receiving \$10 a day as jurors. They are obviously not in a position to look for work because they have been called upon by the government to serve as jurors in a murder trial, and they are being put in a position where they could stand to lose everything they have, depending upon how long the jury trial goes on. I think that is unacceptable.

I would like those two cases to be specifically investigated and I will provide the names of the individuals. I think that covers my one minute.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, we would be glad to get the information from the member. With regard to Challenge '86, we have a program under way. The hon. member may try to say that young people should not be employed, that she does not want to see young people working in the private sector.

Ms Copps: That is not what I said.

Miss MacDonald: They have dumped all over the private sector and its involvement in this program from day one. I think there are any number of excellent jobs in the private sector for young people to be involved in. We also have said that there are programs and projects under way where young people are involved through municipal governments, through community organizations, and it is a blend of all three.

Now, I know the Liberal Party does not want to have any input from the private sector, but we think jobs are going to be created in the private sector, and that is a very critical part of the program.

The Chairman: Thank you. Madam Browes.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman. I have a couple of items I would like to bring to the attention of the committee.

The first question I would like to ask the Minister, though, is this. We have had some discussion here about the Forget Commission, and I was wondering if she has any plans at this point of how the House or the committee or her department may deal with the recommendations of the Forget Commission.

Miss MacDonald: I anticipate having the full report of the Forget Commission in the early autumn. That will be referred to me and to the Cabinet to consider. There are certain aspects of the report that will require fairly quick reaction, unless of course, we take steps to extend the VER, the variable entry requirement, which as members will know, is in place until the end of December 1986. So there are certain aspects we would

[Traduction]

En second lieu, j'aimerais que son ministère enquête sur une question tout à fait différente. Il s'agit vraiment d'une boîte de pandore qui s'ouvrira très bientôt.

J'aimerais demander au ministère d'enquêter sur deux cas qui ont été mentionnés dans ma propre collectivité hier; il s'agit de deux personnes qui ont perdu leurs prestations d'assurance-chômage parce qu'elles étaient obligées de faire partie d'un jury, tâche pour laquelle elles reçoivent 10\$ par jour. Elles ne peuvent manifestement pas se chercher du travail puisque le gouvernement leur a demandé de faire partie d'un jury dans une cause de meurtre, et elles risquent de perdre tout ce qu'elles ont si le procès dure très longtemps. Cela me paraît inacceptable.

J'aimerais qu'on enquête sur ces deux cas précis, et je vous fournirai les noms des personnes en question. J'ai terminé.

Mme MacDonald: Monsieur le président, nous accepterons volontiers les renseignements que nous fournira la députée. Pour ce qui est de Défi 86, le programme est en cours. Peut-être la députée estime-t-elle que les jeunes ne devraient pas travailler, et plus particulièrement qu'ils ne devraient pas le faire dans le secteur privé.

Mme Copps: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Mme MacDonald: Depuis la conception même de ce programme, ils ont critiqué le secteur privé et sa participation. Or je crois que ce secteur offre nombre d'excellents emplois aux jeunes. Nous avons aussi ajouté qu'il existe d'autres programmes et projets, où les jeunes peuvent obtenir un emploi par l'entremise d'administrations municipales et d'organisations communautaires. Il y a donc participation de ces trois éléments.

Je me rends bien compte que le Parti libéral ne veut pas de participation de la part du secteur privé, mais nous sommes d'avis que ce secteur va créer des emplois et que cette participation est un élément fondamental du programme.

Le président: Merci. Madame Browes.

Mme Browes: Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais porter certaines choses à l'attention du Comité.

Auparavant, j'aimerais poser une question à la ministre. Nous avons discuté ici de la Commission Forget, et je me demandais si elle a des idées arrêtées sur les suites que la Chambre ou le Comité ou son ministère vont donner aux recommandations de la Commission Forget.

Mme MacDonald: Je m'attends à recevoir le rapport de la Commission Forget au début de l'automne. Il me sera soumis ainsi qu'au Cabinet pour étude. Certains aspects de ce document exigeront une réaction rapide, à moins que nous ne prenions des mesures pour étendre l'exigence relative à l'admission variable, qui, vous le savez sans doute, restera en vigueur jusqu'en décembre 1986. Il faudra donc probablement que nous nous occupions en priorité de certains aspects ou

[Text]

have to deal with perhaps on a priority basis or even extend until the total response is prepared.

But I would see the way this is handled being an initial forwarding of the report to me; that in turn will be referred to the Cabinet. It would have to be looked upon from the point of view of legislative changes and go through the whole process in the House of Commons.

Mrs. Browes: We certainly are looking forward to that report, as you are.

• 1035

There are two items, the Local Advisory Councils and the Specialized Youth Unit, that I would like to just mention and to compliment you and your department for having set up the Local Advisory Councils.

In our area, the Local Advisory Council is working very diligently in identifying those areas where we need the skills, where we need jobs. We were able to get a list of job shortages for Ontario. We did not get them for Metro Toronto, and what our Local Advisory Council is doing is doing some questionnaires and identification of shortages within our local region of the City of Scarborough of half a million people. So I am very pleased that kind of council would have been set up by your department in order to get the community involvement that definitely is there. There is a tremendous interest in a number of industries that are pleased to have the Local Advisory Council there.

Just this past week there was an open house at the Specialized Youth Unit, which is the youth unit that deals with young people who are having a difficult time finding a job. I was very pleased to chat with some of the people who work with the Specialized Youth Unit, to know the diligent kind of work that is being done, of reaching out to young people who are in subway stations, standing around shopping plazas and so on, that people are going out and chatting with these young people to actually getting them into this employment centre, chatting with them, looking at their skills, what their interests are and getting them a job.

That is the kind of really one-on-one work that is being done. Certainly you do not read about it on the front pages of *The Toronto Star* or *The Globe and Mail*, but it is something that is very much appreciated in the whole Metro Toronto area to have that kind of interest in our young people. Instead of people just going from place to place, here is someone who is definitely taking an interest in them. Not only that, as I understand it, people do actually get placed, then they are in touch with their employers for a few weeks afterwards. I compliment the department and you, Madam Minister, on this particular program.

The one question I would have concerning unemployment insurance is that in our area the number of unemployment insurance staff has been decreased. Certainly, the positive part of that is that perhaps less people are collecting unemployment insurance and more people are working, which is a very positive kind of step. But there is some concern that we are not able to respond to requests in processing claims with the

[Translation]

même que nous les prolongions jusqu'à ce que tout le train de mesures soit adopté.

Cependant, je pense qu'on enverra d'abord le rapport à moi puis au Cabinet. Il faudra l'étudier sous l'angle des amendements à apporter à la loi puis passer par toute la filière de la Chambre des communes.

Mme Browes: Nous avons certainement hâte de voir ce rapport, tout comme vous d'ailleurs.

Je voudrais vous parler des commissions consultatives locales et du groupe spécial jeunesse, et surtout vous féliciter, vous et votre ministère, d'avoir créé ces commissions.

Dans notre région, la commission consultative locale cherche à définir les secteurs où nous avons besoin de main-d'oeuvre. Nous avons pu obtenir une liste des régions de l'Ontario dans lesquelles il y a pénurie de main-d'oeuvre. Nous n'avons pas cette liste pour la région torontoise et notre commission consultative locale procède à une enquête pour déterminer les pénuries qui existent dans notre région, à Scarborough, qui compte un demi-million d'habitants. Je suis donc très heureux que votre ministère ait créé une commission de ce genre qui jouit de la participation de la collectivité. Un certain de secteurs d'activité sont ravis que ces commissions existent.

La semaine dernière, une journée «porte ouverte» était organisée au groupe Spécial Jeunesse qui s'occupe des jeunes qui ont du mal à trouver un emploi. C'est avec plaisir que j'ai pu discuter avec certains de ceux qui travaillent au sein de ce groupe, où j'ai pu constater qu'ils essayaient de tout faire pour aider les jeunes qui traînent dans les stations de métro ou les centres commerciaux; ils discutent avec ces jeunes, les poussent à se rendre au centre d'emploi, examinent leurs qualifications, leurs intérêts et essaient de leur trouver un emploi.

Voilà le travail qui se fait où l'un discute avec l'autre. Évidemment, cela ne fait pas la une du *Toronto Star* ou du *Globe and Mail*, mais cet intérêt pour les jeunes est très apprécié dans toute la région torontoise. Ces gens n'ont plus à aller d'un endroit à l'autre, quelqu'un s'intéresse à eux. Mais ils réussissent aussi à placer ces jeunes, et se mettent en rapport avec leurs employeurs après quelques semaines. Je vous félicite, madame la ministre, vous et votre ministère, d'avoir mis en oeuvre ce programme.

Je voudrais vous poser une question à propos de l'assurance-chômage. Dans notre région, le personnel responsable de l'assurance-chômage a diminué. On pourrait y voir un aspect positif et dire que cette diminution est attribuable à la baisse du nombre de ceux qui bénéficient de l'assurance-chômage, ce qui est très positif. Mais certains s'inquiètent de ce que nous ne puissions pas répondre à la demande compte tenu des énormes

[Texte]

tremendous reduction in the numbers at the unemployment insurance offices. I was wondering if you feel comfortable or if the response is there in order to respond to the claims as quickly as they should be. I wondered if you had any comment on that particular item.

Miss MacDonald: I understand the concern you have. We have been affected, as have other departments, with reductions in staff. But they have not been of a major nature. We have tried to ensure that service is kept at a level that is commensurate with the needs.

When you look at the way in which the Unemployment Insurance Fund operates and the number of people who come before it during a year, there is of course bound to be some delay in responding to all the requests. We are working all the time in order to reduce that delay.

Perhaps if I just gave you some figures in that regard it might be helpful.

• 1040

The error rate in processing claims for benefit had been reduced. The time to process claims unfortunately had lengthened to 23 days from the forecast of 21 days, but we have been able to make certain improvements in this situation.

Error rates improved during the year. Now, perhaps that does not sound like a big move forward, but in fact the error rates in 1983-84, were 12.9%. They improved to 11.8% in 1984-85, and then further improved to 11.6%. It is slow in trying to overcome this, but it is going in the right direction.

We have shown improvements from 1983-84 in the percentage of appeals heard within 30 days. The numbers have improved from 77% to 82%. In other words, we are trying all the time to improve these various aspects of the service.

In either reducing or increasing the staff, we take the work level into consideration; that is, the number of cases, the number of claims being put forward.

Mrs. Browes: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mrs. Browes. The chairman is conscious of the time. We have about, let us say, 18 minutes. We have completed the first round of committee members. We have three Members of Parliament here who are not committee members, all of whom have asked for the opportunity to ask questions.

Without getting into a major debate, what your chairman would suggest to members is that we allocate three minutes to each of the members of the committee. They could, in turn, cede their time to a member of their own party.

Mr. Rodriguez: On the second round, you mean?

The Chairman: On the second round. Instead of using it themselves, they could divide that three minutes between them, but we go through the same order and leave that choice

[Traduction]

compressions de personnel dans les bureaux d'assurance-chômage. Y voyez-vous un problème? Ou pensez-vous que les demandes sont instruites aussi rapidement qu'elles devraient l'être? Qu'en pensez-vous?

Mme MacDonald: Je comprends ce qui vous préoccupe. Nous avons dû réduire notre personnel, à l'instar des autres ministères. Mais ces compressions n'ont pas été énormes. Nous essayons de nous assurer que les services offerts correspondent aux besoins.

Lorsqu'on tient compte du nombre de ceux qui se présentent à la commission d'assurance-chômage en un an, les retards sont inévitables. Nous essayons continuellement de réduire ces retards.

Peut-être serait-ce utile que je vous donne quelques chiffres à cet égard.

Nous avons réussi à réduire la marge d'erreur dans l'instruction des demandes de prestations. Malheureusement, il faut maintenant 23 jours pour instruire une demande et non plus 21 comme prévu, mais nous avons réussi à redresser quelque peu la barre.

La marge d'erreur a diminué pendant l'année. Ce n'est peut-être pas gros, mais en 1983-1984, cette marge était de 12,9 p. 100, elle a été ramenée à 11,8 p. 100 en 1984-1985 et s'établit maintenant à 11,6 p. 100. Les progrès sont lents, mais c'est un pas dans la bonne direction.

Le pourcentage d'appels entendus en 30 jours a également augmenté par rapport à l'année 1983-1984. Ce pourcentage est passé de 77 p. 100 à 82 p. 100. Autrement dit, nous essayons constamment d'améliorer ces divers aspects du service.

Nous tenons toujours compte de la charge de travail lorsque nous décidons soit de réduire soit d'augmenter le personnel; nous tenons compte du nombre de cas, du nombre de demandes qui nous sont présentées.

Mme Browes: Je vous remercie infiniment, monsieur le président.

Le président: Merci, madame Browes. L'heure passe et il nous reste environ 18 minutes. Nous avons maintenant terminé le premier tour. Trois députés qui ne sont pas membres en titre de ce comité ont demandé le droit de poser des questions.

Sans en discuter en long et en large, je propose que nous accordions trois minutes à chacun des membres du comité. Ceux-ci pourraient, s'ils le désirent, céder une partie de leur temps à un membre de leur propre parti.

M. Rodriguez: Lors du deuxième tour?

Le président: Oui. Au lieu d'utiliser ces trois minutes à eux seuls, ils pourraient les diviser, mais je laisse aux députés le soin d'en décider. Cela vous convient-il?

[Text]

in the hands of the members. Is that a reasonable accommodation?

I would point out to members that this is our third meeting on these main estimates and we anticipate for these votes something in the order of half a dozen more. I think the Minister of State for Youth has agreed to come on one occasion; we will have officials on other occasions, so there will be other opportunities.

In the absence of the Minister, and the presence of officials, I would hope we might have similar attendance. The Minister seems to attract a higher degree of attendance than is normal for the committee.

If I follow that, Mr. Allmand, we can commence your three minutes . . .

Mr. Blackburn (Jonquière): On a point of order, Mr. Chairman.

Étant donné que nous avons quorum ce matin, est-ce qu'on pourrait présenter l'horaire des prochaines réunions?

The Chairman: Members have in front of them an agenda which I had hoped to pass this morning. It is much more incomplete, other than the dates and times. In other words, the clerk has been working with four Ministers' offices to try to arrange a timetable, and he has not been able to produce it with the detail that we would like.

The chairman's suggestion would be that we give the clerk a little more time between now and next Tuesday's meeting to get a little more detail, then we might formally pass the agenda through the end of May at our next meeting, rather than today, if that is agreeable, just to get more information so that members have a clearer sense of what we are dealing with.

I thank you for raising the point. I might also say that if committee members have problems with the budget, they could approach me between now and next Tuesday. We might, also, on Tuesday, try to get formal endorsement of the budget. Mrs. Browes.

Mrs. Browes: Just a point of order, Mr. Chairman, a clarification. Are you anticipating any votes between now and 11 o'clock?

The Chairman: I am not anticipating any. I have no motion before the committee.

Mrs. Browes: Okay.

The Chairman: Mr. Allmand. The clock is ticking, and you can share it with Mr. Malépart, or use it . . .

• 1045

Mr. Allmand: Is it already ticking on my time?

The Chairman: But you still have your three minutes.

Mr. Allmand: Put on the stop watch right now. I am going to give all my time to Mr. Malépart because the Minister . . . I am crushed. My previous high esteem for her, when she . . .

[Translation]

Je voudrais signaler à l'attention des députés que cette séance est la troisième que nous consacrons aux prévisions budgétaires et nous en tiendrons vraisemblablement six autres. Je crois que la ministre d'État à la Jeunesse a accepté de comparaître devant le comité et les haut fonctionnaires seront là les autres jours, si bien que les occasions de leur poser des questions ne manquent pas.

Mais j'espère que le nombre de députés sera aussi important lorsque la ministre ne sera pas là, seulement ses collaborateurs. La ministre semble attirer un nombre plus élevé de députés que la normale.

Ainsi, monsieur Allmand, vous avez trois minutes . . .

M. Blackburn (Jonquière): Puis-je faire un rappel au règlement, monsieur le président?

As we have a quorum this morning, could we table the agenda for our next meetings?

Le président: Les députés ont entre les mains un emploi du temps que j'aurais aimé adopter ce matin. Il est très incomplet, car n'y figurent que les dates et les heures. Autrement dit, le greffier essaie de mettre au point un horaire en collaboration avec le cabinet de quatre ministres différents et il n'a pas encore pu en fixer tous les détails.

Je propose donc de donner au greffier un peu plus de temps et nous pourrions adopter officiellement le programme du mois de mai lors de notre prochaine réunion, mardi prochain, si cela vous convient, et ainsi les députés sauront davantage à quoi s'en tenir.

Je vous remercie d'avoir abordé ce point. Je voudrais également dire aux membres du comité que si le budget présenté ne leur convient pas, qu'ils se mettent en rapport avec moi d'ici mardi prochain. Ce jour-là, nous pourrions également adopter officiellement notre budget. Madame Browes.

Mme Browes: Une précision simplement, monsieur le président. Procédera-t-on à des votes d'ici 11 heures?

Le président: Je ne crois pas. Aucune motion n'a été présentée au comité.

Mme Browes: Bien.

Le président: Monsieur Allmand. L'heure passe et vous pouvez partager votre temps de parole avec M. Malépart ou l'utiliser . . .

M. Allmand: Est-ce que cela a déjà été compté dans mon temps?

Le président: Mais il vous reste encore 3 minutes.

M. Allmand: Eh bien, vous pouvez commencer à chronométrer. Je vais donner tout mon temps à M. Malépart, puisque

[Texte]

Mr. Rodriguez: Since she could not do it in one official language...

M. Allmand: Peut-être que M. Malépart aura plus de succès que moi.

Le président: Et restaurer votre réputation!

M. Malépart: Merci, monsieur le président. Je tiens à remercier mon collègue, il semble que je ne peux pas me fier au président pour obtenir mon droit de parole, ici.

Madame la ministre, j'irai droit au but. Le 26 novembre, vous avez écrit à votre collègue de Trois-Rivières. Vous décriviez le but de l'assurance-chômage, et je cite, car c'est important:

De plus, son but est d'accorder une assistance aux personnes qui subissent un arrêt involontaire de leur emploi en attendant de retourner sur le marché du travail.

La ministre peut-elle nous expliquer, à la suite de ce qu'elle a écrit, comment il se fait qu'à Trois-Rivières, les gens de la compagnie *Phillips* et de la *Wabasso*, à Québec et ceux de *Dominion Textile*, au port de Montréal, qui, suite à des fermetures d'usines ont retiré ce qui leur appartient, soit leur régime de pensions d'employés et d'employeurs et que vous leur couper leur assurance-chômage? Par ailleurs, vous dites que l'assurance-chômage est pour les gens qui se cherchent un emploi.

Pourriez-vous nous expliquer pourquoi?

Mme MacDonald: Monsieur le président, je pense qu'il est très important de situer mes mots dans leur contexte. J'ai aussi écrit à M. Vincent cette phrase:

Je voudrais d'abord confirmer l'intention de la Commission de considérer comme rémunération les revenus tirés de pensions de retraite visant un emploi antérieur.

C'était le 5 janvier, 1986. C'était dans la même lettre.

M. Malépart: Alors, dans la même lettre, vous vous contredisez, et vous le confirmez vous-même. Vous l'avouez. Vous confirmez dans votre propre lettre que vous vous êtes contredite, vous êtes en conflit avec votre propre pensée.

Mme MacDonald: Non, non! J'ai dit, monsieur le président, que l'intention du gouvernement était d'introduire ces changements le 5 janvier, 1986. Au même moment, j'ai dit que les détails spécifiques n'étaient pas encore formulés. Mais les détails spécifiques sont inclus à l'intérieur du projet et mentionne les distinctions dont il est question.

M. Malépart: Si vous permettez, madame la ministre, vous vous répétez et j'ai peu de temps.

Est-ce que vous pourriez nous expliquer au nom de quel principe de justice sociale votre Cabinet décide-t-il que les revenus de pensions d'employeurs seront déduits des prestations d'assurance-chômage? Il n'en est pas de même pour celui

[Traduction]

madame la ministre... je suis vraiment très déçu. J'avais tellement de respect pour elle...

M. Rodriguez: Puisqu'elle n'a pas pu le faire dans une langue officielle...

Mr. Allmand: Perhaps Mr. Malépart will be more successful than I have been.

The Chairman: And restore your reputation!

Mr. Malépart: Thank you, Mr. Chairman. I would just like to thank my colleague, since it seems obvious that I cannot count on the chairman to respect my right to speak in this committee.

Madam Minister, I will go straight to the point. Last November 26, you wrote to your colleague from Trois-Rivières. In your letter to him, you described the purpose of unemployment insurance, and I would just like to quote you, as this is an important point:

Furthermore, it is intended to provide assistance to people who have lost their job through no fault of their own during the period when they are seeking to return to the work force.

Perhaps the Minister could explain why in the case of Phillips employees in Trois-Rivières, Wabasso people in Quebec city and Dominion Textile employees at the Port of Montreal, who following plant closures withdrew their entitlements, in other words their employee and employer pension plans, have now had their unemployment insurance cut? On the other hand, you say that unemployment insurance is intended for people who are seeking employment.

Could you please explain this?

Miss MacDonald: Mr. Chairman, I think it is absolutely essential to put my remarks in the proper context. I also wrote the following to Mr. Vincent:

I would first like to confirm that it is the commission's intention to consider pension income related to a former job as remuneration.

That is taken from the same letter, dated January 5, 1986.

Mr. Malépart: In other words, in the same letter, you contradict yourself and then go on to confirm that. You said so yourself. You confirm in your own letter that you are contradicting yourself, and that there is some confusion in your own mind.

Miss MacDonald: No! What I said, Mr. Chairman, was that the government intended to introduce such changes on January 5, 1986. At the same time, I said that specific details had not yet been worked out. But these details are part of the project and relate to the distinctions being referred to here.

Mr. Malépart: I am sorry to interrupt, Madam Minister, but you are repeating yourself and I have very little time.

Could you just explain to us on the basis of what principle of social justice your Cabinet has decided that revenue from employers pensions should be deducted from unemployment insurance benefits? The same does not apply to RRSPs. In

[Text]

qui a un REER. Par exemple, un individu de 60 ans qui perd son emploi retire 300\$ de son régime de pensions d'employé mais 200\$ sont coupés sur ses prestations d'assurance-chômage. Le même citoyen canadien, qui reçoit 300\$ d'un régime privé a droit à ces prestations d'assurance-chômage. Au nom de quel principe de justice sociale avez-vous décidé cela?

Le président: Madame la ministre.

Miss MacDonald: Mr. Chairman, I think it is important to note that what we are talking about here, I guess, is a pretty fundamental difference, as to whether or not—we spoke about it earlier—unemployment insurance is automatically a pension to be paid when one terminates his employment.

I have said at the outset that the basic premise of the unemployment insurance program is to pay income to people who are without income and without jobs. Therefore the question of pension income is outside of that definition. That is what the Unemployment Insurance Act is all about.

• 1050

Le président: Merci, madame la ministre. Monsieur Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, je poserai une courte question et je donnerai le reste de mon temps à un de mes collègues.

Madame la ministre, comment vont les discussions avec le gouvernement du Québec sur le programme «pénurie de main-d'oeuvre spécialisée»?

Miss MacDonald: At the present time the details of that are just in the process of finalization with the Government of Quebec. What we are looking at is a division of responsibilities, and I hope to have that finalized within the next short time. I have been meeting with Mr. Paradis on this subject.

M. Turner (Ottawa—Carleton): Madame la ministre, la décision relative à l'assurance-chômage dans les Forces armées canadiennes fut une décision du Cabinet et non pas seulement celle de l'honorable MacDonald.

Comme nous le savons M. Clark et M. Nielsen ainsi que d'autres députés conservateurs ont exprimé leur opposition à cette décision.

The members of the armed forces have also expressed opposition; and I have many in my riding.

In February I arranged a meeting with Mr. Ed Halayko with the President of the Treasury Board to discuss this same problem. Yesterday morning I understand Mr. Halayko and his colleagues met with le chef du personnel de l'honorable Harvie Andre.

Monsieur le président, je voudrais savoir s'il est possible d'obtenir, le plus rapidement possible, le rapport intérimaire de la Commission Forget concernant l'assurance-chômage dans les Forces armées?

[Translation]

other words, a 60 year old person who loses his job might withdraw \$300 from his employee pension plan, following which \$200 would be cut from his unemployment insurance benefits. On the other hand, this same person might receive \$300 from a private plan and still be entitled to unemployment insurance benefits. On the basis of what principle of social justice did you make such a decision?

The Chairman: Madam Minister.

Mme MacDonald: Monsieur le président, je pense qu'il convient de faire remarquer au député qu'il s'agit, d'après moi, d'une différence assez fondamentale, quant à savoir—et nous en avons parlé tantôt—si l'assurance-chômage doit être considérée comme une sorte de pension automatique payable à quelqu'un qui perd son emploi.

J'ai dit au départ que le programme d'assurance-chômage était fondé sur le principe selon lequel ceux qui n'ont ni emploi ni revenu ont le droit de recevoir des prestations. Par conséquent la question du revenu de pension n'est pas couverte par la définition. La Loi sur l'assurance-chômage porte justement sur ce genre de question.

The Chairman: Thank you, Madam Minister. Mr. Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, I have a short question, and then I will turn over the rest of my time to one of my colleagues.

Madam Minister, I would like to know how the discussions are going with the Quebec Government on the program entitled "Shortage of Skilled Workers".

Mme MacDonald: Nous sommes en train de finaliser les détails de ce programme avec le gouvernement du Québec en ce moment. Nous examinons le partage des responsabilités, et j'espère que le programme sera finalisé sous peu. J'ai eu des rencontres avec M. Paradis à cet égard.

Mr. Turner (Ottawa—Carleton): Madam Minister, the decision regarding unemployment insurance payment to members of the Canadian Armed Forces was made by the Cabinet and not only by the honourable Miss MacDonald.

We know that Mr. Clark, Mr. Nielsen and other Conservative Members of Parliament have expressed their disagreement with this decision.

Les membres des forces armées ont également exprimé leur opposition; et j'en ai beaucoup dans mon comté.

En février, j'ai organisé une réunion entre M. Ed Halayko et le président du Conseil du Trésor pour parler de la question. Je crois savoir qu'hier matin, M. Halayko et ses collègues ont eu une réunion avec Harvie Andre's Chief of Staff.

Mr. Chairman, I would like to know whether it is possible to obtain, as quickly as possible, the interim report of the Forget Commission on unemployment insurance to members of the Armed Forces.

[Texte]

Miss MacDonald: Mr. Chairman, I want to inform the hon. member that I have met with members of the group, a delegation of the group, to whom he referred, and have discussed this issue with them. The question of any kind of an interim report has not been raised with me. I am looking forward to having the initial report from Mr. Forget in June.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Madame la ministre, j'ai plus que l'impression que des entreprises ont profité de la situation pour proposer massivement des préretraites à leurs employés. Le chiffre qu'on a relevé, pour 1985, est de 34,000 personnes qui seront affectées par le changement.

Connaissez-vous le nombre de personnes qui ont pris une préretraite, en 1984? J'aimerais voir la différence entre les deux années.

Miss MacDonald: We would not have that figure, because we would not, as a government agency, be keeping records of all the companies across the country and what they would have done with their employees. That is simply not information we would have gathered.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): On pourra le faire sur des échantillons. Par exemple, dans un cas particulier, chez nous, l'Alcan a mis un plus grand nombre de personnes que les années précédente à leur préretraite. Donc, dans le cas de l'Alcan on pourrait comparer 1984 à 1985. Pour obtenir des chiffres à l'échelle nationale il faudrait le faire pour chacune des entreprises?

Miss MacDonald: When I say that, it might be possible to go to Alcan or to Inco. But what about every small business in the country, which might have had some kind of arrangement with one of their employees? That is not automatically communicated to us. That is information they would have had in the past. It is very difficult for us to say how many people, all across the country, might have taken early retirement. They simply do not report that kind of information.

• 1055

What I can say though, so that you realize that arrangements are going on all the time, with regard to early retirement, is that Inco was one company that had early retirees last year. But knowing that this change was going to come into effect in January 1986, they adjusted their pension arrangements with people who were going to take early retirement. In other words, there have been companies aware of this change and they made the necessary adjustments.

Mr. Rodriguez: You ran around the ends...

The Chairman: Thank you, Madam Minister.

We have asked for some data on those 34,000 persons. If age is something that is kept by the department, maybe that could be provided.

Miss MacDonald: It is not provided.

The Chairman: It is not provided; it is not set out. If there is age data, we would like to have it. If it is not there, it is not there.

[Traduction]

Mme MacDonald: Monsieur le président, je tiens à informer le député que j'ai eu une réunion avec une délégation du groupe auquel il a fait allusion pour parler de la question. On ne m'a pas parlé de la possibilité d'un rapport intérimaire. J'espère avoir le rapport initial de M. Forget au mois de juin.

Mr. Côté (Lac-Saint-Jean): Madam Minister, I have a very strong impression that some companies have taken advantage of the situation to suggest that large numbers of their employees take early retirement. According to the figure we have obtained for 1985, 34,000 individuals will be affected by the change.

Do you know how many people took early retirement in 1984? I would like to compare the figures for the two years.

Mme MacDonald: Nous n'avons pas de chiffres car, en tant qu'organisme gouvernemental, nous n'avons pas de dossier sur les mesures prises par toutes les sociétés du pays. Nous ne recueillons pas tout simplement ce genre de données.

Mr. Côté (Lac-Saint-Jean): This could be done on a sampling basis. For example, Alcan, in my riding, had more people take early retirement in 1985 than in previous years. Thus the figures for 1984 and 1985 could be compared in the case of Alcan. In order to obtain figures at the national level, we have to go to each individual company?

Mme MacDonald: Il serait peut-être possible d'obtenir des chiffres d'Alcan ou d'Inco. Et toutes les petites entreprises du pays qui se sont peut-être entendues avec leurs employés? Ces renseignements ne nous sont pas automatiquement transmis. Ce sont des renseignements qu'ils ont eus par le passé. Mais il nous est très difficile de savoir combien de gens à travers le pays ont pris une retraite anticipée. Ils ne nous font pas parvenir ce genre de renseignements.

Pour que vous vous rendiez bien compte que les entreprises concluent tout le temps des accords avec leurs employés, la société Inco faisait partie de celles qui ont accordé une retraite anticipée à leurs employés l'année dernière. Mais comme cette société savait que ce changement allait entrer en vigueur en janvier 1986, elle a décidé de rajuster les pensions de ceux qui entendaient prendre une retraite anticipée. Autrement dit, certaines entreprises étaient au courant de ce changement et ont procédé aux rajustements nécessaires.

M. Rodriguez: Vous avez contourné...

Le président: Merci, madame la ministre.

Nous avons demandé des renseignements sur ces 34,000 personnes. Si le ministère conserve des dossiers par tranche d'âge, peut-être pourrions-nous avoir ces renseignements.

Mme MacDonald: Ce n'est pas le cas.

Le président: Ce n'est pas le cas. S'il existe des dossiers par tranche d'âge, nous aimerions les avoir. Mais on ne peut rien faire si ces statistiques n'existent pas.

[Text]

Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: I might point out to the Minister that what was so unfair about the announcement she made about pension income was that certain companies could, in arrangements with their employees, run around the ends of it. Not all retirees were treated the same way.

And I want to ask about the Charter of Rights and Freedoms and the Unemployment Insurance Act. Madam Minister, have your officials gone through the Unemployment Insurance Act vis-à-vis the Charter of Rights and Freedoms, to find out if any of those sections are in conflict?

Miss MacDonald: I have two responses and one is with regard to the changes in regulations. Changes in regulations have to be approved by the Department of Justice, so they take that into consideration at the time.

The second question is the larger one on the Unemployment Insurance Act and the charter, and that you may know, had been dealt with at the time of the *Equality for All* report and the Minister of Justice's response. And there are some things...

Mr. Rodriguez: Let me ask specifically about the 65-year-old section. When you become age 65, you cannot collect benefits, you do not pay premiums. Is there any intention to amend that, remove that barrier?

Miss MacDonald: The whole question of changes in the Unemployment Insurance Act and so on, I imagine... That is an aspect of the Forget Commission study as well.

Mr. Rodriguez: Oh, come off it!

I have written to you and I have written to your department and they sent me a letter, which has forced me to now go to the Information Commissioner of Canada. I am trying to get the list of those particular sections of the act that your officials have identified as possibly being in conflict with the charter. Now, why do you have to have Forget tell you whether or not they are in conflict?

Miss MacDonald: Mr. Chairman, any change of this nature would require a change in the act.

Mr. Rodriguez: Okay. Let me deal with another statement or announcement you made.

Miss MacDonald: But I do want to say that this has been reviewed. I think you will see in the report, *Equality for All*, that issue was one that was highlighted.

Mr. Rodriguez: I do not know how Forget could put any more light on it. That is a representative committee, it is not a...

Miss MacDonald: No, but when it all comes back, any changes to the act would be made at one and the same time.

The Chairman: One last question.

[Translation]

Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Je voudrais dire à la ministre que ce qui a rendu l'annonce qu'elle a faite à propos des revenus de pension de retraite si injuste, c'était que certaines sociétés pouvaient lorsqu'elles concluaient des accords avec leurs employés, contourner le problème. Tous les retraités n'ont pas été traités de la même manière.

Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la Charte des droits et libertés et de la Loi sur l'assurance-chômage. Madame la ministre, vos collaborateurs ont-ils examiné la Loi sur l'assurance-chômage pour veiller à ce que ses dispositions respectent bien la Charte des droits et libertés?

Mme MacDonald: J'ai deux réponses à vous donner et l'une porte sur les changements apportés aux règlements. Ces changements doivent être approuvés par le ministère de la Justice, si bien que ce ministère en tient compte lorsque ces changements sont apportés.

A propos de la Loi sur l'assurance-chômage et de la Charte des droits et libertés, cette question, comme vous le savez peut-être, a été réglée après le dépôt du rapport *Egalité pour tous*, date à laquelle le ministre de la Justice a donné sa réponse. Et aussi...

M. Rodriguez: Je voudrais vous poser une question à propos de l'article ayant trait aux personnes de 65 ans. Lorsqu'elle atteint 65 ans, une personne ne peut bénéficier de l'assurance-chômage, puisqu'elle ne verse plus de primes. Avez-vous l'intention de modifier cette disposition, de la supprimer?

Mme MacDonald: La commission Forget est chargée d'examiner les changements à apporter à la Loi sur l'assurance-chômage.

M. Rodriguez: Pour l'amour du ciel, ne me chantez plus cette chanson!

Je vous ai écrit, j'ai écrit à votre ministère qui m'a répondu et je suis maintenant obligé de m'adresser au Commissaire à l'information. J'essaie d'obtenir la liste des articles de la Loi qui contreviennent, d'après vos hauts fonctionnaires, aux dispositions de la Charte. Or, pourquoi M. Forget devrait-il vous dire si ces articles contreviennent ou non à la Charte?

Mme MacDonald: Monsieur le président, il faudrait, pour ce faire, modifier la Loi.

M. Rodriguez: Bien. Passons à une autre déclaration que vous avez faite.

Mme MacDonald: Mais je voudrais ajouter que la Loi a déjà été examinée sous cet angle-là. Le rapport *Egalité pour tous* en fait mention expresse.

M. Rodriguez: Je ne vois pas comment Forget pourrait vous en dire plus. C'est un comité représentatif, pas un...

Mme MacDonald: Non, mais lorsque nous aurons son rapport en main, tous les changements à la Loi seront effectués en même temps.

Le président: Une dernière question.

[Texte]

Mr. Rodriguez: It is too bad you did not think the same way about the pension change.

• 1100

I want to ask now about the announcement that was also made in November 1984 about hiring 700 Keystone Cops. I understand you did not hire those 700 people . . .

Miss MacDonald: We talked about this several times this morning.

Mr. Rodriguez: Yes, I know. But I want to find out from you if you are going to go ahead with hiring—you mentioned 500 . . .

Miss MacDonald: Yes.

Mr. Rodriguez: Do you have a scheduled date? Is it June? When is it?

Miss MacDonald: In July.

Mr. Rodriguez: Now, why would you do that before you got the Forget Commission report?

Miss MacDonald: It seems to me there are two points here. One is that this is a program that has been under way for a long time. The other aspect of it is that we hope to help a lot of people find jobs.

Mr. Rodriguez: No. You have identified certain urban centres, 10 of them, and it starts at the third benefit level. I am not aware that that is being done at the moment.

The Chairman: The bells are ringing, and your chairperson knows that . . .

Mr. Rodriguez: Well, I would like to see the Minister come back.

The Chairman: I am making a suggestion. On the agenda that is before you, no specific topic is slated for our next meeting, which is Tuesday morning. I will ask the clerk to negotiate and see if we might narrow down on UIC either just with officials or with the Minister . . .

Miss MacDonald: I will be away.

The Chairman: The Minister cannot. Okay. But we will see if we can negotiate something with the officials so we might use Tuesday morning. That is a major topic . . .

Mr. Rodriguez: Every time we get Mr. Lussier he tells us, I cannot answer that, it has to be the Minister.

The Chairman: It might be helpful to members to get out on the public record and . . .

An hon. member: It is political.

Miss MacDonald: I do not think that should be on the record, Mr. Chairman.

Mr. Rodriguez: Everything is political.

[Traduction]

M. Rodriguez: Il est malheureux que vous n'ayez pas agi de la même manière pour les pensions de retraite.

En novembre 1984, vous avez annoncé que vous aviez l'intention d'embaucher 700 inspecteurs. Je crois savoir que vous ne les avez pas embauchés . . .

Mme MacDonald: Nous en avons déjà parlé à plusieurs reprises.

M. Rodriguez: Je sais, mais je voulais savoir si vous allez embaucher les 500 dont vous avez parlé . . .

Mme MacDonald: Oui.

M. Rodriguez: Quand? Au mois de juin? Quand exactement?

Mme MacDonald: Au mois de juillet.

M. Rodriguez: Pourquoi le faites-vous avant d'avoir obtenu le rapport de la commission Forget?

Mme MacDonald: Deux points. Premièrement, ce programme est en cours depuis longtemps. Deuxièmement, nous espérons ainsi aider beaucoup de gens à trouver un emploi.

M. Rodriguez: Non. Vous avez choisi 10 centres urbains et cela commence au troisième palier. Je ne crois pas que cela se fasse en ce moment.

Le président: La cloche sonne et le président sait que . . .

M. Rodriguez: Dans ce cas, je voudrais que la ministre revienne.

Le président: Voici ce que je vous propose. Dans le programme qui vous a été distribué, vous constaterez que nous n'avons prévu aucun sujet précis pour notre prochaine réunion, celle de mardi matin. Je demanderais au greffier de voir si nous ne pourrions pas parler de la Commission d'assurance-chômage soit avec les hauts fonctionnaires soit avec la ministre . . .

Mme MacDonald: Je ne serai pas là.

Le président: La ministre ne peut pas venir. Bien. Mais nous verrons si nous ne pouvons pas négocier quelque chose avec les hauts fonctionnaires pour que nous puissions en reparler mardi matin. C'est un sujet très important . . .

M. Rodriguez: Chaque fois que nous posons une question à M. Lussier, il nous répond que c'est à la ministre d'y répondre.

Le président: Ce serait peut-être utile que les députés le fassent savoir officiellement et . . .

Une voix: C'est politique.

Mme MacDonald: Je ne crois pas que cela devrait figurer au compte rendu, monsieur le président.

M. Rodriguez: Tout est politique.

[Text]

Miss MacDonald: If the member can point to a specific incident where that has taken place, he should be prepared to cite it.

Mr. Rodriguez: I will read the *Minutes of Proceedings and Evidence* of the last meeting.

Mr. Lussier: To my recollection, Mr. Chairman, I do not think this comment reflects my last two appearances in front of this committee, where I have been, to the best of my knowledge, answering every question without referring anything to anybody else when the question was addressed to me.

Mr. Rodriguez: Political questions do not get answered.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier.

Mr. Allmand: the bells are ringing. Do you have a quick comment?

Mr. Allmand: I have a short question of privilege about comments by Mr. Jourdenais. I do not mind Mr. Jourdenais congratulating the Minister and the officials. That is fine. But when he starts commenting on my attendance in my own constituency—I do not even know if he knows where it is . . .

Mr. Jourdenais: I know where it is.

Mr. Allmand: —I would match my record with his any day, despite the fact that we only have 38 in our caucus and 211 in his own.

Mr. Jourdenais: Oh, I take care of my own riding; I do not need anybody else . . .

Mr. Rodriguez: A point of order, Mr. Chairman. Since we are into this, I want to make it clear on the record that I was not reflecting on the information that Mr. Lussier gives us. What I pointed out was that the Minister can only answer the political questions and the deputy minister cannot. Some of these things we are asking are . . . So there is no reflection on his ability. He is a pretty nice fellow, but he cannot answer political questions.

The Chairman: I am glad we were able to clear that up.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Mme MacDonald: Si le député peut me donner un exemple précis, il devra le faire.

M. Rodriguez: Je lirai les procès-verbaux et témoignages de la dernière séance.

M. Lussier: Si je m'abuse, monsieur le président, je ne crois pas que cette observation fasse justice à mes deux dernières comparutions devant ce Comité où, à ma connaissance, j'ai répondu à chaque question sans renvoyer quoi que ce soit à qui que ce soit lorsque la question m'était adressée.

M. Rodriguez: On ne répond jamais aux questions d'ordre politique.

Le président: Merci, monsieur Lussier.

Monsieur Allmand, la cloche sonne, avez-vous une observation très brève à faire?

M. Allmand: C'est une question de privilège à propos des observations faites par M. Jourdenais. Que M. Jourdenais estime devoir féliciter la ministre et ses collaborateurs, cela m'est égal. Mais lorsqu'il ose dire quoi que ce soit à propos de mes séjours dans ma propre circonscription—je ne sais même pas s'il sait quelle est ma . . .

M. Jourdenais: Si, je sais.

M. Allmand: . . . je serais disposé à comparer ce que je fais dans ma circonscription à ce qu'il fait n'importe quel jour, même si notre caucus ne compte que 38 personnes et le sien, 211.

M. Jourdenais: Oh, je m'occupe de ma propre circonscription; je n'ai besoin de personne . . .

M. Rodriguez: Un rappel aux règlements, monsieur le président. Puisque nous y sommes, je voudrais préciser que je ne critiquais pas les renseignements que nous donnent M. Lussier. Je voulais simplement dire que la ministre est la seule à pouvoir répondre aux questions d'ordre politique alors que le sous-ministre ne le peut pas. Certaines questions que nous posons sont . . . Alors je ne critique pas ses compétences. Il est très gentil, mais il ne peut répondre aux questions politiques.

Le président: Je suis content que nous ayons pu dissiper tout doute à ce sujet.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Gaétan Lussier, Deputy Minister and President;

John Edwards, Associate Deputy Minister and Vice-President;

Ken Wyman, Executive Director, Insurance.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Gaétan Lussier, sous-ministre et président;

John Edwards, sous-ministre associé et vice-président;

Ken Wyman, directeur exécutif, Assurance.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 57

Tuesday, April 29, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 57

Le mardi 29 avril 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 under
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

and

Committee Organization

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 10 et
15 sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

et

l'organisation du Comité

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the

Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la

trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Gilles Bernier
Pauline Browes
Dan Heap

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Sergio Marchi
John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 29, 1986
(82)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:38 o'clock a.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, John Oostrom, Peter Peterson, and John R. Rodriguez.

Acting Member present: Alan Redway for Pauline Browes.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Kenneth Wyman, Executive Director, Insurance; John Edwards, Associate Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witnesses answered questions.

After debate, Jean-Pierre Blackburn moved,—That the Committee approve a budget of \$290,838, as proposed by the Chairman, for the period of April 1, 1986 to March 31, 1987; and that the Chairman be instructed to present the said budget to the Liaison Committee for approval.

And debate arising thereon;

Warren Allmand moved in amendment thereto,—That the budget for contract consulting be reduced from \$156,000 to \$90,000 unless a commitment is made to provide opposition parties with at least two of the researchers.

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived by the following show of hands: Yeas: 2; Nays: 4.

And debate resuming on the motion;

Alan Redway moved in amendment thereto,—That the contract consulting in the budget be reduced by \$3,000.

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to by the following show of hands: Yeas: 4; Nays: 1.

And debate resuming on the motion;

John Rodriguez moved in amendment thereto,—That the hospitality budget be cut to \$600.

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to by the following show of hands: Yeas: 4; Nays: 1.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 29 AVRIL 1986
(82)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 38, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, John Oostrom, Peter Peterson, John R. Rodriguez.

Membre suppléant présent: Alan Redway remplace Pauline Browes.

Aussi présents: De la Bibliothèque du parlement: Kevin Kerr, Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault, David McGovern.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Kenneth Wyman, directeur exécutif, Assurance; John Edwards, sous-ministre associé.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Les témoins répondent aux questions.

Après débat, Jean-Pierre Blackburn propose,—Que le Comité approuve le budget de 290,838\$, tel que proposé par le président, pour la période allant du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987; et que celui-ci reçoive instruction de soumettre ledit budget à l'approbation du Comité de liaison.

Un débat suit.

Warren Allmand propose en guise d'amendement à la motion précédente,—Que le budget prévu pour les services d'experts-conseils liés par contrat passe de 156,000\$ à 90,000\$, à moins qu'on ne s'engage à mettre au moins deux des chargés de recherche à la disposition des partis de l'Opposition.

Après débat, l'amendement est mis aux voix et rejeté par vote à main levée comme suit: Pour: 2; Contre: 4.

Reprise de la discussion sur la motion.

Alan Redway propose en guise d'amendement,—Que le budget prévu pour les services d'experts-conseils soit réduit de 3,000\$.

Après débat, l'amendement est mis aux voix par vote à main levée et adopté comme suit: Pour: 4; Contre: 1.

Reprise du débat sur la motion.

John Rodriguez propose en guise d'amendement,—Que les dépenses de représentation soient réduites à 600\$.

Après débat, l'amendement est mis aux voix par vote à main levée et adopté comme suit: Pour: 4; Contre: 1.

After debate, the Chairman read the motion, as amended,—That the Committee approve a budget of \$287,238, as proposed by the Chairman, for the period of April 1, 1986 to March 31, 1987; and that the Chairman be instructed to present the said budget to the Liaison Committee for approval.

The question being put on the motion as amended, it was agreed to on the following show of hands: Yeas: 4; Nays: 2.

The Chairman authorized that the following documents be filed with the Clerk of the Committee as exhibits:

(a) Response from Gaétan Lussier, Deputy Minister, Department of Employment and Immigration, dated April 11, 1986 to a question asked by Jean-Pierre Blackburn on the Unemployment Insurance (UI) Program (*Exhibit "TRAV-107"*);

(b) Response from Gaétan Lussier, dated April 11, 1986 to a question asked by John R. Rodriguez on the applicability of the Dallialian case on the validity of the pension regulation (*Exhibit "TRAV-108"*);

(c) Report from the High Commission in London on the subject of "Race Relations 1985—United Kingdom" by Lord Swann (*Exhibit "TRAV-109"*);

(d) Letter from Margaret Third-Tsushina, Executive Director, St. Barnabas Refugee Society, Edmonton, dated April 22, 1986 on the subject of family reunification; and the response of the Chairman (*Exhibit "TRAV-110"*).

At 11:04 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Après débat, le président lit la motion sous sa forme modifiée, à savoir,—Que le Comité approuve un budget de 287,238\$, tel que proposé par le président, pour la période allant du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987; et que celui-ci soit chargé de soumettre ledit budget à l'approbation du Comité de liaison.

La motion sous sa forme modifiée est mise aux voix et adoptée avec voix dissidente comme suit: Pour: 4; Contre: 2.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives:

a) lettre de Gaétan Lussier, sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration, datée du 11 avril 1986, en réponse à une question de Jean-Pierre Blackburn, au sujet du Programme de l'Assurance-chômage (*Pièce «TRAV-107»*);

b) lettre de Gaétan Lussier, datée du 11 avril 1986, en réponse à une question de John R. Rodriguez quant à la l'applicabilité du cas Dallialian aux règlements sur les pensions sous le rapport de la validité (*Pièce «TRAV-108»*);

c) rapport du Haut-commissaire à Londres sur le document intitulé *Race Relations 1985—United Kingdom*, par lord Swann (*Pièce «TRAV-109»*);

d) lettre de Margaret Third-Tsushina, directrice exécutive de la *St. Barnabas Refugee Society*, d'Edmonton, datée du 22 avril 1986, au sujet de la réunification des familles; et réponse du président (*Pièce «TRAV-110»*).

A 11 h 04, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 29, 1986

The Chairman: We have a quorum sufficient for the purpose of hearing witnesses. I will call to order meeting No. 82, if you can believe 82, of this committee, since about January 1985. It has been rather hectic.

Our order of the day is the Main Estimates, 1986-87, votes 10 and 15, the concentration on the insurance program under Employment and Immigration.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures\$73,932,000

Vote 15—Grants and contributions\$1,513,877,000

The Chairman: Before I introduce our witnesses, I would indicate to members that at 5 p.m. today your chairman goes to a meeting of the Chairman of Chairmen's Committee to discuss budget. There are copies of the proposed budget currently being duplicated. We will put them in front of you; but somewhere before the end of the meeting, even if we do not have a quorum, if members feel there is any reason for change your chairman would appreciate any comments before going to that meeting.

Also, members have in front of them the proposed schedule for the month of May. I would point out that because we are dealing with four Ministers and nine votes for main estimates, the clerk is still having some difficulty getting a firm timetable.

Of particular interest, there is some doubt about the Thursday meeting at 6.30 p.m.. As a fall-back position, we thought we could use that to begin the exploration of the immigration estimates. The notice has gone out to you about that, but currently that is in question. We may have a better answer before the end of this meeting. But at this point if you could star that Thursday meeting at 6.30 p.m., we will bring it up to date as quickly as we get information.

The other one is Monday, May 5. We are not sure what the topic will be, but it looks like that will be a meeting, as well as May 9 and May 21. You will note we do not have a firm sense of what the topic is, and that is where some of the juggling is going on. But we may have a little more information about that before the end of the meeting today.

• 0938

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 29 avril 1986

Le président: Nous avons atteint un quorum suffisant pour entendre des témoins. Je déclare donc ouverte, si vous pouvez vous l'imaginer, la 82^e séance de notre Comité depuis janvier 1985. Nous avons eu pas mal de pain sur la planche.

Notre ordre du jour concerne le Budget principal des dépenses pour 1986-1987, plus précisément les crédits 10 et 15 portant sur le programme d'assurance sous la rubrique Emploi et Immigration.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement\$73,932,000

Crédit 15—Subventions et contributions\$1,513,877

Le président: Avant de présenter les témoins, je tiens à signaler aux membres qu'aujourd'hui à 17 heures, votre président participera à une réunion du Comité des présidents afin de discuter du budget. On s'occupe actuellement de faire faire des copies du budget proposé, que nous vous distribuons. D'ici à la fin de la séance, même s'il n'y a plus quorum, j'inviterai les membres à me faire part de leurs observations au sujet du budget, notamment s'ils estiment que des changements devraient y être apportés. Cela me sera utile pour la réunion de cet après-midi.

Par ailleurs, vous avez également reçu le calendrier des travaux proposés pour mai. Je vous rappelle qu'étant donné que nous allons rencontrer quatre ministres différents et étudier 9 crédits du budget des dépenses, le greffier a encore quelques difficultés à établir un calendrier ferme.

Je vous signale en outre qu'il est possible que la séance de jeudi soir, à 18h30, n'ait pas lieu. Nous avons pensé en profiter pour entreprendre l'étude des prévisions budgétaires du ministère de l'Immigration. Un avis de convocation vous a déjà été envoyé à cet égard, mais nous ne savons pas encore si la réunion aura lieu. Nous le saurons peut-être d'ici la fin de la prochaine séance. Pour l'instant, je vous suggère d'inscrire un astérisque à côté du jeudi à 18h30, et nous vous donnerons la réponse finale dès que nous l'aurons.

L'autre date à souligner est le lundi, 5 mai. Nous ne savons pas encore quel sera le sujet de discussion, mais il est fort probable que nous tenions une réunion à cette date, ainsi que les 9 et 21 mai. Je vous rappelle que nous ne savons pas encore avec certitude quel sera le sujet de discussion, car c'est ce que nous sommes en train d'essayer de déterminer en ce moment. Nous en saurons sans doute un peu plus long avant la fin de la séance de ce matin.

• 0940

May I welcome John Edwards, the Associate Deputy Minister of the Department of Employment and Immigration.

Je souhaite maintenant la bienvenue à M. John Edwards, sous-ministre associé du ministère de l'Emploi et de l'Immigra-

[Text]

Mr. Edwards, would you introduce the other people at the table with you.

Mr. John Edwards (Associate Deputy Minister, Department of Employment and Immigration): Mr. Chairman, with me are Mr. Ken Wyman, who is the Executive Director of Insurance, and some support staff. But there are only two witnesses, myself and Mr. Wyman.

Mr. Allmand: A point of order, please. Is this meeting just on unemployment insurance?

The Chairman: That was my sense, that we would concentrate on insurance. We will concentrate on training and employment creation at a couple of other meetings. But if the witnesses are willing and there is no . . .

Mr. Allmand: The only problem is that I have concentrated on unemployment insurance for every meeting we have had so far. I really have no more questions on unemployment insurance. I did not realize you were going to do this.

As you know, at the last meeting with the Minister we concentrated on unemployment insurance. The meeting before with Mr. Lussier, we concentrated on unemployment insurance. And the meeting that was aborted three-quarters of the way through, we concentrated on unemployment insurance. So I am a bit surprised we are dealing with it again.

The Chairman: I think this is the last one concentrated on unemployment insurance.

Mr. Allmand: I may leave then, not because I have any objection. I just have no more questions. All the questions I have are very political.

The only thing is if you want to start, if you want to deal with the business that you referred to, and I leave . . . I would like to be here for that. I will not ask questions on the first round, but I am just going to check to make sure I have no more questions on unemployment insurance. I do not think I have. So you could go to somebody else. If I do not, then I would ask you if it is possible to deal with the business before I leave.

The Chairman: We are just waiting for a few copies of the budget. They should be here within five minutes. So maybe we could go to a first round of questioning, then deal with the business items, and then come back to questions.

Mr. Allmand: All right.

The Chairman: Mr. Redway, to lead off the questions.

Mr. Redway: Thanks very much, Mr. Chairman. I guess I am interested in this whole issue of claims and errors and overpayments and things like that in the unemployment insurance program.

As I understand it, there has been a reduction of something like 2.8% from last year in the number of errors that were made. I guess by errors, I am referring to overpayments. Being new at this business, I wonder if you could help me as to how

[Translation]

tion. Monsieur Edwards, veuillez nous présenter les personnes qui vous accompagnent.

M. John Edwards (sous-ministre associé, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, je vous présente M. Ken Wyman, directeur exécutif de l'Assurance ainsi que des fonctionnaires du ministère. Nous ne sommes cependant que deux témoins, M. Wyman et moi-même.

M. Allmand: J'invoque le Règlement, s'il vous plaît. Allons-nous discuter exclusivement d'assurance-chômage?

Le président: C'était l'impression que j'avais. Je croyais que nous allions nous concentrer sur l'assurance. Je pensais que nous pourrions discuter plus précisément de formation et de création d'emploi dans le cadre de séances ultérieures. Cependant, si les témoins sont disposés à le faire et qu'il n'y a pas de . . .

M. Allmand: Le seul problème, c'est que nous avons discuté d'assurance-chômage à chaque séance jusqu'ici. J'ai épuisé toutes les questions que j'avais à poser à ce sujet. Je ne m'étais pas rendu compte que nous allions encore en parler.

Vous vous souviendrez qu'à la dernière séance avec le ministre, nous avions discuté d'assurance-chômage. À la séance précédente, avec M. Lussier, nous avions discuté d'assurance-chômage. Et la séance qu'il a fallu annuler en plein milieu portait également sur l'assurance-chômage. C'est pourquoi je m'étonne que nous en discutons encore.

Le président: Je crois que c'est la dernière séance où nous allons discuter de cette question.

M. Allmand: Alors, je vais m'en aller. Mais ce n'est pas parce que j'ai des objections. C'est simplement que je n'ai plus de questions à poser. Toutes les questions qu'il me reste sont de nature très politique.

Sauf que si je m'en vais et que vous discutez du budget et du calendrier, ce serait embêtant, car je voudrais être présent. Je ne poserai donc aucune question au premier tour, tout en m'assurant que je n'ai effectivement plus de questions à poser sur l'assurance-chômage. En fait, j'en doute. Vous pouvez donc commencer par quelqu'un d'autre. Si je n'ai pas de questions, je vous demanderais, si possible, de régler avant mon départ la question du budget.

Le président: Nous attendons simplement que les copies du budget nous soient remises. Elles vont sûrement arriver d'ici cinq minutes. Nous allons donc commencer le premier tour de questions, après quoi nous allons régler nos affaires internes, puis revenir aux questions.

M. Allmand: Très bien.

Le président: M. Redway commencera.

M. Redway: Merci beaucoup, monsieur le président. Ce qui m'intéresse particulièrement dans le programme d'assurance-chômage, c'est toute la question des réclamations, des erreurs, des prestations versées en trop, et ainsi de suite.

Si j'ai bien compris, il semble y avoir eu une réduction de 2.8 p. 100 du taux d'erreurs comparativement à l'an dernier. En fait, lorsque je parle d'erreurs, je veux parler des prestations versées en trop. Comme je ne m'y connais pas encore

[Texte]

these errors occur. How do these overpayments occur in the first place?

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, overpayments occur basically for two reasons. Either there has been an error in the information we have been given by the claimant and subsequently we find the error and determine there has been an overpayment, or alternatively, there is an error made on the part of our own staff, a clerical error of some kind in the processing of relevant information.

Mr. Redway: What are you doing to try to reduce the number of errors?

Mr. John Edwards: We train our staff. We follow up to determine where errors are taking place. If we can identify a unit group of employees which has a high error rate, we go in with experts to examine why that is taking place and, as a result, try to bring down the error rate.

Mr. Redway: How much was there in the way of overpayments in dollars and cents in this last fiscal year?

Mr. John Edwards: I do not have it for the last fiscal year, Mr. Chairman. I have it for a 12-month period, though. That is July, 1984, to June, 1985. The total paid in error was of the order of \$341 million, which represents about 3.9% of total payments.

• 0945

Mr. Redway: So I take it in the previous year the errors or overpayments amounted to about 9% of total payments. Is that correct?

Mr. Ken Wyman (Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): No. I think what Mr. Edwards is giving is based on what is called the "Computerized Tracking System", which provides an estimate of the most likely value of overpayments as well as underpayments. For the previous period it would have been... I would have to get you the precise statistics on that. If you go back to 1981, at that time the Auditor General concluded that the most likely value of undetected overpayments and underpayments was about 4.86% of the total benefits paid for 1981. For calendar year 1984 it was about 3.84% of the total benefits paid. And as Mr. Edwards indicated, for the most recent report, July 1984 to June 1985, it was about 3.92% of the total benefits paid; which represents a slight increase over the 1984 report but is substantially lower than the 1981 report that the Auditor General referred to at that time.

Mr. Redway: What was the Auditor General's statement in 1981?

Mr. Wyman: He concluded that the most likely value of undetected overpayments and underpayments was \$235 million, or about 4.86% of the total benefits paid at that time.

[Traduction]

beaucoup dans le domaine, j'aimerais que vous m'expliquiez comment ces erreurs se produisent. Comment se fait-il qu'il y ait des paiements en trop?

M. John Edwards: Monsieur le président, ces paiements se produisent généralement pour deux raisons. Une erreur peut se glisser dans l'information que nous a fournie le prestataire. Lorsque l'erreur est repérée par la suite, le paiement en trop est découvert. Il peut aussi arriver que notre propre personnel commette une erreur dans le traitement des données pertinentes.

M. Redway: Que faites-vous pour réduire le nombre d'erreurs?

M. John Edwards: Nous donnons une formation à nos employés que nous suivons par la suite pour déterminer où les erreurs se produisent. Si nous réussissons à isoler un groupe d'employés qui a un taux élevé d'erreurs, nous y envoyons des experts pour déterminer ce qui se passe et essayer de réduire le nombre d'erreurs.

M. Redway: À combien s'élevaient les paiements en trop au cours du dernier exercice?

M. John Edwards: Je n'ai pas les chiffres pour le dernier exercice, monsieur le président. Cependant, je pourrais vous donner une réponse sur une période de 12 mois, à savoir de juillet 1984 à juin 1985. Le total des paiements excédentaires s'élevait à 341 millions de dollars, ce qui représente près de 3.9 p. 100 du total des paiements.

M. Redway: Si j'ai bien compris, il y a eu 9 p. 100 d'erreur quant aux prestations versées en trop au cours de l'année précédente. C'est bien ça, n'est-ce pas?

M. Ken Wyman (directeur exécutif, Assurance, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Non. Ce que vous donne M. Edwards se fonde sur ce que nous appelons le «Système informatisé de dépistage» qui nous permet d'évaluer de façon assez précise les trop-payés et les moins-payés. Pour les périodes précédentes, ce pourrait être... il va me falloir obtenir les statistiques précises à ce sujet. Si on remonte à 1981, à ce moment-là où le Vérificateur général concluait que ces versements non dépistés représentaient probablement 4,86 p. 100 des prestations totales versées pour 1981. Pour l'année civile 1984, c'était environ 3,84 p. 100 des prestations totales versées. Comme l'a souligné M. Edwards, de juillet 1984 à juin 1985, le rapport le plus récent, ce serait environ 3,92 p. 100 des prestations totales versées, c'est-à-dire une légère augmentation comparative à 1984, mais beaucoup moins que le pourcentage indiqué dans le rapport de 1981, celui qu'avait mentionné à l'époque le Vérificateur général.

M. Redway: Qu'avait dit le Vérificateur général en 1981?

M. Wyman: Il avait conclu que la valeur probable des trop-payés et des moins-payés non dépistés était de 235 millions de dollars, ou environ 4,86 p. 100 de l'ensemble des prestations versées à cette date.

[Text]

Mr. Redway: So we are down less than 1%.

Mr. Wyman: In terms of that particular measurement, yes.

I might also add that we have actually two systems for attempting to determine the error rates. One is the Comprehensive Tracking System, which is an aggregate system that is done on a national basis, with some regional break-out; and the other system is the so-called "Quality Control-Quality Assurance System", which is bottoms up, in contrast with the CTS. In other words, the data are measured at each local office and then aggregated from there. If you take the other system, the Quality Control-Quality Assurance System, then you have some improvement showing. I do not know if you would like me to give you the data on that as well.

Mr. Redway: Maybe that is what I am looking at here. The notes from our staff say that in 1985-86 the estimated percentage of UI claims with errors causing overpayment or underpayment was estimated at 9%, a reduction of 2.8% from the previous fiscal year.

The Chairman: The \$341 million, I think, is a net, the gains versus the losses, and the 9% figure is the number of claims that have a mistake in them. The mistake may not last for very long. It may be caught and the claim goes on. So it is 9% of the people who show up.

I think there is one other confusion on the record from an early answer. You said the errors were staff-related or claimant-related. Testimony before Public Accounts some two or three years ago indicated that the primary source of error from the claimant perspective was from employers rather than the employees. I do not think we made that distinction. Maybe if we dig into this you could give us a sense . . . Could you put that on the record?

Mr. John Edwards: There is some question about the case. The record of employment that is filled out by the employer as a necessary record of what employment took place can incorporate its own errors, and that again is a source of error, yes.

Mr. Redway: Well, \$341 million in overpayments is a heck of a lot of money. It is not just peanuts. Surely there is some way of tackling this problem to get that down. Even though it may only be slightly less than 4% of the total amount that is involved, still, in the context of a \$33 billion deficit, it is roughly half a billion, and that is a heck of a lot of money.

• 0950

You say you have been training your staff. Is that the only step you can take or that you have undertaken or that you have thought of taking? Has anybody sat down to spend a week

[Translation]

M. Redway: Il y a donc eu une diminution de moins de 1 p. 100.

M. Wyman: Si on se sert de ce repère, oui.

Permettez-moi d'ajouter que nous avons présentement deux systèmes pour tenter d'établir les taux d'erreurs. Il s'agit d'abord du Système global de dépistage, un système global utilisé à l'échelle nationale, avec répartition régionale, et l'autre système appelé «Le système de contrôle et d'assurance de la qualité», qui serait l'inverse du Système global de dépistage. Autrement dit, chaque bureau local mesure les données qui sont ensuite compilées. Si on se sert de l'autre système, le Système de contrôle et de l'assurance de la qualité, on voit qu'il y a amélioration. Je ne sais si vous voulez que je vous donne le détail de cet aspect également.

M. Redway: C'est sans doute ce que je vois ici. D'après les notes de votre personnel, en 1985-1986, le pourcentage estimatif de réclamations d'assurance-chômage comportant des erreurs ayant entraîné des versements en trop ou en moins était de quelque 9 p. 100, soit une diminution de 2,8 p. 100 par rapport à l'année financière précédente.

Le président: Je crois que cette somme de 341 millions de dollars représente une somme nette, les gains par opposition aux pertes, et les 9 p. 100 représentent le nombre de réclamations pour lesquelles il y a eu erreur. L'erreur n'existe peut-être pas très longtemps. Elle est décelée et la réclamation est accordée. Par conséquent, 9 p. 100 des personnes se sont donc manifestées.

Je crois qu'il y a également dans le compte rendu une autre question qui porte à confusion à cause d'une réponse précédente. Vous avez déclaré que les erreurs dépendaient du personnel ou du prestataire. D'après les témoignages entendus au Comité des comptes publics il y a deux ou trois ans, il semble que c'était les employeurs plutôt que les employés qui étaient la source d'erreur, selon les prestataires. Je ne crois pas que nous ayons établi cette distinction. Si nous creusons un peu la question, vous pourriez peut-être nous donner une idée . . . Voulez-vous répondre afin que ce soit consigné au compte rendu?

M. John Edwards: Ce n'est pas clair. Le dossier d'emploi qui est rempli par l'employeur et qui est obligatoire pour chaque emploi comporte ses propres erreurs, et là encore, c'est une source d'erreur.

M. Redway: Eh bien, il me semble que 341 millions de dollars de trop-payés c'est énormément d'argent. Ce n'est pas négligeable. On pourrait certainement s'attaquer à ce problème pour diminuer la somme. Même si c'est un peu moins de 4 p. 100 de la somme totale en cause, comme nous avons un déficit de 33 milliards de dollars, cela représente environ un demi-milliard, et c'est une énorme somme.

Vous prétendez avoir formé votre personnel. Est-ce la seule mesure que vous pouvez prendre ou que vous avez prise ou que vous avez songé à prendre? Est-ce que quelqu'un s'est attelé à la tâche pendant une semaine pour voir si on ne pourrait pas

[Texte]

thinking about what you could do to save almost \$0.5 billion in errors and overpayments?

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, we are always looking for ways to improve the way we process the initial claim. But I would want to get it on the record that the overpayment figures we are talking about are subsequently reduced because of our investigation and control activities. So a certain amount of the mistakes that take place up front are corrected through our own actions subsequent to that.

Mr. Redway: I would be interested in your recoveries, then. Out of that \$341 million in net overpayments, how much is recovered and over what period of time? I take it that this might extend over several years, perhaps, but maybe you can help me as to how much you would recover and what period of time it would take you to recover that amount before you finally give up and write off the rest.

Mr. John Edwards: Mr. Chairman, generally during the course of a year we recover about \$100 million. In 1985-86 our estimate is \$104.5 million. In addition, we impose penalties, which again is to the credit of the account, of another \$15 million or so and fines of about another \$3 million.

Mr. Redway: You actually collect that money, do you?

Mr. John Edwards: Oh, yes.

Mr. Redway: So we are talking roughly \$120 million in recoveries, fines, penalties and all that sort of stuff.

Mr. John Edwards: The only time we would not collect is in cases of demonstrable hardship, someone seriously ill and totally incapable of repaying and that kind of thing, where we follow normal humanitarian practices.

Mr. Redway: But that means every year, even at this reduced amount, we are losing about \$220 million.

Mr. John Edwards: That is the estimate based on the tracking system, which is very much an estimate. It is not an absolute account; it what we estimate, much the same as the tax gap in the Department of National Revenue (Taxation). We are just assuming from the sampling and what have you that, if you extrapolate, that is the kind of loss that is taking place. But we do not know exactly where it is. If we did, indeed, we would go after it.

Mr. Redway: You are not suggesting that it is less than that, are you?

Mr. John Edwards: I would not argue that it is more or less. It is the best estimate we have on very much a statistically designed sampling procedure.

[Traduction]

épargner près de 0.5 milliard de dollars représentant des erreurs et des trop-payés?

M. John Edwards: Monsieur le président, nous cherchons toujours des moyens d'améliorer le traitement de la réclamation initiale. Je désire publiquement déclarer cependant que les chiffres concernant le trop-payé dont il est question ont été réduits par la suite, suite à nos activités d'enquête et de contrôle. Par conséquent, certaines erreurs commises au départ ont été corrigées par les mesures que nous avons prises par la suite.

M. Redway: J'aimerais bien savoir quels ont été vos recouvrements. Des 341 millions de dollars de trop-payés, combien avez-vous recouvré et sur quelle période? Je crois comprendre que cela s'est fait pendant plusieurs années, mais vous pourriez peut-être m'aider et me dire combien vous avez recouvré et combien il vous a fallu de temps pour recouvrer cette somme avant finalement d'abandonner la partie et de passer le reste aux profits et pertes.

M. John Edwards: Monsieur le président, au cours d'une année nous recouvrons habituellement près de 100 millions de dollars. Nous avons prévu pour 1985-1986, une somme de 104.5 millions de dollars. Par ailleurs, nous imposons des pénalités qui sont créditées au compte, soit une somme additionnelle de 15 millions de dollars environ et des amendes pour quelque 3 millions de dollars.

M. Redway: Vous percevez ces sommes, n'est-ce pas?

M. John Edwards: Oh oui.

M. Redway: Il s'agit donc de quelque 120 millions de dollars que vous recouvrez sous forme d'amendes, de pénalités, etc.

M. John Edwards: Nous ne percevons pas ces montants lorsqu'on peut prouver que les gens font face à de dures épreuves, qu'ils sont sérieusement malades et tout à fait incapables de rembourser ces sommes; nous faisons preuve alors de compassion.

M. Redway: Cela signifie donc que chaque année, même si la somme est moindre, nous perdons quelque 220 millions de dollars.

M. John Edwards: Nous sommes arrivés à ces montants en nous fondant sur le système de dépistage, mais il s'agit vraiment d'une approximation. Il ne s'agit pas de montants absolus, mais plutôt d'une évaluation, un peu comme le fait le ministère du Revenu national (Impôt) en matière de déficit fiscal. D'après l'échantillonnage dont nous disposons par exemple, nous évaluons le montant, et en extrapolant nous obtenons ce genre de perte. Toutefois, nous ne savons pas exactement où elle se situe. Si nous le savions, nous chercherions certainement à y remédier.

M. Redway: Vous ne voulez pas laisser entendre qu'elle est moindre, n'est-ce pas?

M. John Edwards: Je ne peux pas vous dire si elle est supérieure ou inférieure. Il s'agit de la meilleure évaluation que nous pouvons faire en nous fondant sur un échantillonnage statistique.

[Text]

Mr. Redway: Bearing all that in mind, then—and we are talking now roughly \$0.25 billion as opposed to \$0.5 billion a year—that is still a lot of money.

Mr. John Edwards: Yes.

Mr. Redway: Surely you are doing something other than just training your staff to try to correct this, particularly if a lot of this error comes from employers.

Mr. John Edwards: We have intensive discussions with employers on trying to improve the quality of what is called the ROE, the record of employment. Unfortunately, it is a further form for employers to have to work with. I do not know what our record is now, but I am sure it is significantly improved over what it was when it was first introduced. Indeed, I was party to some very detailed discussions with employer associations several years ago, where they were complaining that the form was too complicated. We were complaining that the form was not being adequately filled. Subsequently, through information packages and what have you, I think the response rate is more accurate now than was the case.

Do you have any figures, Ken, that would throw some light on that?

Mr. Wyman: Mr. Chairman, perhaps I could add a couple of points. One is that with respect to the record of employment, which was indicated as one of the major sources of errors, there had been a task force on that which included employer representation and labour representation, I believe. One of the conclusions was that to make a significant improvement there would require legislative change.

• 0955

One of the problems is that under the existing legislation you have to use calendar weeks, I believe, and many employers, for pay purposes, of course use a different pay period than the calendar week. It is not the only problem, but it is one of the major problems, and that one would require legislative change.

I know that the Forget commission has received a number of briefs and submissions on the general question of the record of employment, and we will have to see what comes out of that.

Mr. Redway: When did you discover that? Is it something you would consider a big help in reducing the number of overpayments?

Mr. Wyman: I think it is fair to say that it is regarded as one of the significant areas, yes.

Mr. Redway: Is there any estimate of how much might be saved in overpayments if a change was made that way?

Mr. Wyman: I do not have a precise estimate. I think it would be very difficult to come up with a precise estimate, but it is certainly regarded as quite significant.

[Translation]

M. Redway: En tenant compte de tout cela — il est question de quelque 0.25 milliard de dollars par opposition à 0.5 milliard l'an—il n'en demeure pas moins que cela représente beaucoup d'argent.

M. John Edwards: Oui.

M. Redway: Vous faites sûrement quelque chose d'autre que de former votre personnel pour remédier à la situation, surtout si en grande partie ces erreurs sont commises par les employeurs.

M. John Edwards: Nous avons de longues discussions avec les employeurs pour essayer d'améliorer la qualité de ce qu'on appelle le relevé d'emploi. Malheureusement, c'est un autre formulaire que doivent remplir les employeurs. Je ne sais pas où en est le relevé actuellement, mais je suis certain qu'il est bien meilleur que lorsqu'on l'a adopté. De fait, j'ai participé à des discussions exhaustives avec les associations d'employeurs, il y a quelques années, et ils se sont plaints que le formulaire était trop complexe. Nous nous plaignions que le formulaire n'était pas correctement rempli. Par conséquent, grâce à des pochettes d'information et autres mesures, je crois que le taux de réponses est maintenant beaucoup plus acceptable qu'il ne l'était.

Est-ce que vous avez des chiffres, Ken, afin de jeter un peu de lumière sur cette question?

M. Wyman: Monsieur le président, je pourrais peut-être ajouter quelques remarques. Tout d'abord, au sujet du relevé d'emploi, qui était une des principales sources d'erreurs a-t-on dit, un groupe de travail qui comprenait des représentants des employeurs et des syndicats, je crois, a étudié la question. Une des conclusions de ce groupe était qu'il fallait apporter des modifications à la loi pour améliorer vraiment la situation.

Une des difficultés, c'est qu'en vertu de la présente loi, on doit utiliser la semaine civile, je crois, et beaucoup d'employeurs utilisent au fin de la rémunération une période différente. Ce n'est pas le seul problème, mais c'est un des plus important, et il faudrait modifier la loi pour le régler.

Je sais que la Commission Forget a reçu des mémoires et des documents au sujet de cette question générale du relevé d'emploi, et nous verrons ce que cela donnera.

M. Redway: Quand vous en êtes-vous rendu compte? Est-ce que cela peut beaucoup vous aider à réduire le pourcentage de trop-payés?

M. Wyman: On peut dire que cela y contribuera grandement.

M. Redway: Est-ce qu'on a évalué combien on pourrait épargner sur ce trop-payé si on apportait cette modification à la loi?

M. Wyman: Je n'ai pas de chiffre précis. Il serait très difficile de faire une évaluation précise, mais c'est certainement considéré comme assez important.

[Texte]

Mr. Redway: Maybe we should break down these errors then as to what proportion of the errors are caused in what way. We have identified three areas of error: firstly employers, secondly the employees and thirdly the staff. How would you break down percentage-wise among those three? If there are any others, please let me know.

Mr. Wyman: Perhaps we could give you a response in writing on that with whatever data we have available to give a break-out?

Mr. Redway: You do not have that . . .

Mr. Wyman: I do not have that here to hand, but we could certainly provide you with a break-out in writing.

Mr. Redway: What about the sources of error within each of the categories? Could you also give us some material on that to identify what is causing the errors as a result of your investigation and what recommendations you might be able to give to cut down on those errors?

Mr. Wyman: Yes, we would undertake to provide you with a break-out based on the categories we are now using for the computerized tracking system, which provides a number of categories distinguishing between various types of errors. I think there are 10 error categories.

Mr. Redway: Do more than one of those categories require changes in legislation, by any chance, or is it just this one that you have told us about?

Mr. Wyman: To the best of my knowledge, the only one that would require legislative change in order to make a substantial improvement would be the area relating to errors arising from the record of employment. That is the only one I am aware of.

Mr. Redway: Having identified the 10 areas of errors, have you been able to come up with any other ideas as to how to reduce the other 9 other than through legislation?

Mr. Wyman: I think if you look at the employee side there are a number of aspects that we try to address really on an ongoing basis.

There is of course the training of staff, as Mr. Edwards mentioned, and we certainly try to give that as much priority as we can within the available resources.

Another aspect is at the local office. I might mention the role of the insurance adviser in connection with the quality control, quality assurance system, which was really implemented in an effort to improve the performance of the staff. As I mentioned, there has been some evidence of improvement in the quality control error rate measurement at the local level, and that is basically an effort to work on an ongoing basis to improve quality control.

We see it very much as a matter of trying to get the staff to work together and to give a lot of emphasis to that.

With respect to claimants, of course one of the . . .

Mr. Redway: Can we just pause at the staff for a minute? As far as the staff is concerned, do these errors show up specifically in particular offices or do they show up just

[Traduction]

M. Redway: Il faudrait peut-être répartir les erreurs afin de savoir combien sont dues à cette raison. Nous avons identifié trois principales causes d'erreur: premièrement les employeurs, deuxièmement les employés et troisièmement le personnel. Comment faire le départage? S'il y en a d'autres, faites les moi connaître.

M. Wyman: Nous pourrions peut-être vous répondre par écrit à ce sujet et vous fournir les données disponibles concernant cette répartition?

M. Redway: Vous n'avez pas . . .

M. Wyman: Je n'ai pas ces chiffres en main, mais nous pourrions certainement vous les fournir par écrit.

M. Redway: Quelles sont les sources d'erreurs dans chaque catégorie? Pourriez-vous également nous donner des renseignements afin que nous puissions identifier celles qui sont liées à vos enquêtes, et quelles recommandations feriez-vous pour en diminuer le nombre?

M. Wyman: Oui, nous pouvons certainement vous fournir une répartition en fonction des catégories dont nous nous servons dans le système informatisé de dépistage. Je crois qu'on y distingue dix catégories d'erreurs.

M. Redway: Est-ce que par hasard il faudrait modifier la loi pour plus d'une de ces catégories, ou s'agit-il seulement de la catégorie dont vous nous avez parlé?

M. Wyman: À ma connaissance, c'est la seule pour laquelle il faudrait modifier la loi afin de diminuer de façon importante les erreurs résultant du relevé d'emploi. C'est la seule catégorie que je connaisse.

M. Redway: Lorsque vous avez identifié les dix secteurs où se trouvent les erreurs, avez-vous trouvé le moyen de réduire les neuf autres sans recourir à la loi?

M. Wyman: En ce qui concerne les employés, nous essayons toujours de corriger certains aspects de la question.

Nous avons évidemment la formation du personnel, comme l'a souligné M. Edwards, et nous essayons autant que possible d'accorder la priorité à cette question compte tenu des ressources dont nous disposons.

Il y a un autre aspect, c'est celui du bureau local. Je dois souligner le rôle du conseiller en assurance dans le programme de contrôle et d'assurance de la qualité, qui a été adopté afin d'améliorer le rendement du personnel. Je le répète, il semble qu'il y ait, au niveau local, amélioration dans la mesure du taux d'erreurs dans le cadre du programme du contrôle de la qualité. Nous nous efforçons de poursuivre en ce sens.

Il s'agit surtout de voir à ce que le personnel travaille à l'unisson pour mettre l'accent sur cet aspect du programme.

Pour ce qui est des réclamants, bien sûr, un des . . .

M. Redway: Pouvons-nous nous attarder un instant à la question du personnel? Pour ce qui le concerne, les erreurs viennent-elles de certains bureaux ou de certaines personnes

[Text]

particular people within an office generally? What do you find? Are there some offices where there are a great many more errors than others?

• 1000

Mr. Wyman: Yes. You certainly find differences between different offices and also between different individuals.

Mr. Redway: Which would be your greatest problem, as far as errors on the part of staff are concerned?

Mr. Wyman: I think it is more on the individual side.

Mr. Redway: Specifically, what do you do when you identify an individual who is a problem?

Mr. John Edwards: Put them under close supervision. Basically, all the claims go through what is called an agent... agent-1, I guess, is the title we use. Any unusual claim would then go forward to a more senior person to see that the claim has indeed been processed properly.

In addition, there is sampling of what has been done by the front-line troops and again, if there are problems identified with a particular staff member, they will either be put under close supervision or given further training or something like that, so that their performance record rises.

Mr. Redway: According to your experience, does this correct the problem?

Mr. John Edwards: Yes. If it does not, we have a more serious problem of an employee who is not performing adequately.

Mr. Redway: What do you do then?

Mr. John Edwards: We put them under a corrective action plan, and if they fail that, i.e., they do not get back within a reasonable period of time, we would take action to either move them into another kind of work, or release them for incompetence [*Inaudible—Editor*] capacity.

Mr. Redway: How many people have you released in that fashion in the last year?

Mr. John Edwards: I do not have a figure on that. Do you, Ken?

Mr. Wyman: No, I do not.

Mr. John Edwards: We could get that figure for you.

Mr. Redway: I think that would be a good idea, too.

The Chairman: I have an indication from Mr. Blackburn and Mr. Allmand that they want questions. Mr. Oostrum as well. Mr. Peterson, do you want to ask questions as well?

Mr. Peterson: Not at the present.

The Chairman: We do have a quorum, and if we could just take a minute away from the witnesses... I should warn members that the witnesses have an 11 a.m. engagement, and your chairman is going to try and terminate the meeting at 10.50 a.m. But if members could turn their attention to the budget, of which I believe everybody has a copy now, 5 p.m. is the time that I have to go to the Chairman of Chairmen's

[Translation]

dans l'ensemble des bureaux? Qu'avez trouvé? Y a-t-il plus d'erreurs dans certains bureaux que dans d'autres?

M. Wyman: Oui. Il y a certainement des distinctions entre les bureaux et aussi entre les employés.

M. Redway: Quel est votre problème le plus important, en ce qui a trait aux erreurs commises par le personnel?

M. Wyman: Je crois qu'il s'agit plus d'individus.

M. Redway: Que faites-vous précisément pour identifier l'employé qui est responsable?

M. John Edwards: Nous le surveillons de très près. Fondamentalement, toutes les réclamations passent par un agent... l'agent 1, je crois que c'est comme cela qu'on l'appelle. Toute réclamation exceptionnelle est transmise à un employé supérieur qui voit à ce qu'elle soit traitée de façon adéquate.

De plus, on fait un échantillonnage du travail des employés de première ligne, et là encore, si on peut lier un problème à un employé quelconque, on le surveille de très près ou on lui donne une formation supplémentaire, quelque chose du genre, afin que son rendement soit meilleur.

M. Redway: D'après votre expérience, est-ce que le problème s'en trouve réglé?

M. John Edwards: Oui. S'il ne l'est pas, nous faisons face au problème plus sérieux de l'employé qui n'a pas un rendement satisfaisant.

M. Redway: Que faites-vous alors?

M. John Edwards: Nous passons à des mesures correctives, et s'il y a échec, autrement dit si au cours d'une période raisonnable, son rendement n'est pas satisfaisant, nous prenons des mesures soit pour le muter à un autre poste ou le renvoyer pour incompétence [*Inaudible—Éditeur*].

M. Redway: Combien de personnes avez-vous renvoyées de cette façon au cours de l'an dernier?

M. John Edwards: Je n'ai pas de chiffre précis. En avez-vous Ken?

M. Wyman: Non.

M. John Edwards: Nous pouvons en obtenir si vous le désirez.

M. Redway: Ce serait une bonne idée également.

Le président: M. Blackburn et M. Allmand me font signe qu'ils veulent poser des questions. M. Oostrum également. Monsieur Peterson, voulez-vous en poser aussi?

M. Peterson: Pas pour le moment.

Le président: Nous avons le quorum, si vous me permettez d'aborder un sujet quelque peu différent pendant un instant... je désire avertir les députés que les témoins ont rendez-vous à 11 heures, et votre président veut terminer cette réunion à 10h50. Si les députés veulent bien porter attention au budget, je crois que vous en avez tous reçu copie, à 17 heures je dois m'adresser au président du comité des présidents pour

[Texte]

Committee meeting to begin the defence of that budget, along with 27 other committee chairpeople.

Mr. Redway: Sounds like the U.S.S.R.—“Chairman of Chairmen’s”.

The Chairman: If I could just run through it for a moment and then throw it open to discussion, hopefully we will not have to spend too long on it. The first item is \$90,000 for printing. The Chairman of Chairmen’s Committee has raised the issue of whether every formal meeting of the committee should result in a printed *Hansard*-type document.

Just for members’ information, the sum total of printing across the 28 standing-committee budgets was \$3.4 million. Now, that does not include the translation and so on; it is simply the typesetting and the printing that comes to the \$3.4 million. There are a lot of hidden costs that lie behind that. At some point that group is going to deal with the issue of printing.

The suggestions vary from simply keeping an auditory record... An in-between step would be the preparation of a manuscript available from the clerk in the language of origin—no translation—that members could get. There is a further suggestion surfacing, that the last motion at any committee meeting should be the decision of whether to print that committee meeting... have the in-between, or if it is a meeting which members feel should have a wide distribution, then at the end of the meeting you could make a motion specifically to print, as another alternative.

Mr. Redway: We would not have a quorum at the end of the meeting.

The Chairman: Well, you could probably pass a motion to allow the members remaining, because that is the notion of our reduced quorum anyhow, permission to print and hear witnesses.

Warren, you had wanted, at that item...

• 1005

Mr. Allmand: Yes, I do. I may be wrong, but it seems to me that under that item there is no significant change from what took place before, except there has been a proliferation of committees. If there is an increase in the budget, it means it is because we now have legislative committees sitting at the same time as standing committees. We have more special committees and... I have always opposed this, anyway. I think we are in a strange kind of Parliament, which has the greatest imbalance in Canadian history, and the opposition members cannot attend all those committees anyway.

The other thing is that we have always printed the *Minutes of Proceedings and Evidence* of committees. Because we have increased the number of committees sitting at one time, I think the budget has gone up significantly.

But on the other point, I just noticed in the debate on employment equity, I was continually referring to the seatings

[Traduction]

défendre ce budget, comme le feront les 27 autres présidents de comité.

M. Redway: C’est un peu comme en URSS—«le président des présidents».

Le président: Permettez-moi d’aborder cette question afin qu’on puisse ensuite en discuter, j’espère que cela ne prendra pas trop de temps. Il s’agit tout d’abord d’une somme de 90,000\$ affectée aux impressions. Le président du comité des présidents se demandait si chaque réunion officielle des comités devrait faire l’objet d’un document imprimé du type *Hansard*.

Pour votre gouverne, la somme totale des impressions pour les 28 comités permanents est de 3.4 millions de dollars. Cette somme ne comprend pas la traduction par exemple, il s’agit simplement de la composition et de l’impression qui s’élève à 3.4 millions de dollars. Il y a évidemment beaucoup de coûts cachés derrière cette somme. À un certain moment, ce groupe devra régler la question de l’impression.

On a suggéré diverses choses... Par exemple conserver les bandes d’enregistrement... comme mesure intermédiaire, on a songé à préparer un manuscrit, que les députés pourraient obtenir du greffier, ce serait dans la langue d’origine—il n’y aurait pas de traduction. On a suggéré autre chose également, que la dernière motion de toute réunion de comité soit de décider d’imprimer la séance du comité... ou d’accepter la suggestion intérimaire, ou s’il s’agit d’une réunion qui, de l’avis des membres du Comité, devrait faire l’objet d’une diffusion importante, à la fin de cette réunion on pourrait adopter une motion pour que les témoignages soient imprimés, et c’est là une autre solution.

M. Redway: Nous n’aurions pas le quorum à la fin de la réunion.

Le président: Eh bien, on pourrait adopter une motion pour permettre que les députés qui restent, puisqu’il s’agit de quorum réduit, accordent la permission de faire imprimer les compte-rendus et d’entendre les témoins.

Warren, vous vouliez, à ce sujet...

M. Allmand: Oui. Je me trompe peut-être, mais à mon avis cela ne change rien par rapport à la situation passée, sauf que les comités sont maintenant beaucoup plus nombreux. L’augmentation du budget serait donc dû au fait que les comités législatifs siègent en même temps que les comités permanents. J’ai d’ailleurs toujours été contre la création de comités spéciaux. L’actuelle législature est la plus déséquilibrée que nous ayons jamais connue, et il est impossible aux députés de l’opposition d’assister à toutes ces réunions de comités.

Vu la multiplication du nombre de comités siégeant simultanément, il n’est que normal que les frais d’impression des comptes rendus soient en forte augmentation.

Je constate que lors du débat sur l’équité dans l’emploi, j’ai évoqué à plusieurs reprises à la Chambre des communes les

[Text]

of the committees and quoting them in the House of Commons. The other day, in this committee, I was looking back to the *Minutes of Proceedings and Evidence* of our meeting on supplementary estimates in November or December to examine answers that Mr. Lussier had given with respect to changes that he was thinking of making in Challenge '86, as a result of the experience of Challenge '85. I wanted to check to see if in fact what he thought was going to be done.

While these are not used all the time—for example, I very rarely look at the *Minutes of Proceedings and Evidence* of the Standing Committee on Regional Industrial Expansion or the Standing Committee on Fisheries and Oceans or lots of other committees—I do look at the minutes of this committee. I would agree that they probably do not have to go out to all the people whom they go out to, but as a member of this committee I would like to receive some kind of print-out every time, just to check to see what I need for a following meeting, what somebody said the time before.

I do not insist on a fancy printed copy, but if there were some kind of mimeographed print-out, like we have for draft reports of this committee—at least for the members of the committee . . . I do not know what the difference in cost is, but I am very hesitant to give up the supply of these *Minutes of Proceedings and Evidence*. We will need those in the House or in further committee meetings. So I just wanted to make that point about the printing.

The Chairman: May I ask you a specific question, and then I will go to Mr. Blackburn on the same point. The written record that you find useful, do you feel it has to be translated, or in the language of origin? . . .

Mr. Allmand: Since most of the proceedings are in English, if I were a francophone member, I would certainly insist upon it. As a member of the committee, how else can the francophone member do a good job? On the other hand, we could run a spate of meetings in French, and if they were not translated, how could some unilingual anglophone use the record? You know, bilingualism is a cost.

I think translation should be the general rule; if members of the committee want to waive that, that is their business. But translation should be the general rule; otherwise, it puts the burden on the minority language group to ask for that all the time. I do not think that is fair, since we have passed a law called the Official Languages Act.

But I do not know what the difference in cost is between sending out the *Minutes of Proceedings and Evidence*, like we do now, or just sending a kind of rough . . . As long as I can understand it, as long as I have the record—sort of like this—that is all I want. I do not need a fancy printed-up sort of thing.

The Chairman: There would be some savings in avoiding the fancy printing, but there is not . . .

Mr. Allmand: And the mailing, I suppose, sending it out to everybody.

[Translation]

interventions faites devant les comités. Ainsi l'autre jour j'ai vérifié les comptes rendus d'une de nos réunions qui a eu lieu en novembre ou décembre dernier au sujet des budgets supplémentaires pour vérifier les réponses données par M. Lussier relativement aux changements qu'il comptait apporter au Programme Défi 1986 sur la base de l'expérience de 1985. Je voulais vérifier si c'est effectivement ainsi que les choses se sont passées.

Si je consulte rarement les comptes rendus du comité permanent de l'Expansion industrielle régionale ou des Pêches et océans, ainsi que toute une série d'autres comités, par contre je consulte les comptes rendus de celui-ci. La liste de distribution est sans doute trop étendue, mais je tiens néanmoins à obtenir un exemplaire de ce qui a été dit pour me permettre de me préparer en vue de la prochaine réunion.

Des textes photocopiés me suffiraient d'ailleurs comme pour les projets de rapport du Comité. Je ne sais pas de combien cela permettrait de réduire les coûts, mais quoi qu'il en soit je tiens beaucoup aux comptes rendus de nos réunions. Nous en aurons besoin tant pour les débats à la Chambre que pour d'autres réunions du Comité. Voilà ce que j'avais à dire au sujet de l'impression.

Le président: Je voudrais vous poser une question, après quoi M. Blackburn aura la parole. Est-ce que vous trouvez que ces comptes rendus doivent nécessairement être traduits ou bien le texte original suffirait-il?

M. Allmand: Comme la discussion se déroule essentiellement en anglais, si j'étais député francophone, j'insisterais certainement pour obtenir une traduction, sans quoi je ne pourrais pas faire mon travail. Le contraire serait d'ailleurs vrai si la majeure partie des réunions se déroulait en français. Il faut bien payer pour le bilinguisme.

La traduction devrait donc être la règle générale, mais les membres du Comité pourraient éventuellement s'en dispenser dans tel ou tel cas. Autrement les députés de la langue minoritaire devraient chaque fois insister pour que l'on fasse la traduction, ce qui est contraire aux dispositions de la Loi sur les langues officielles.

Je ne sais pas quelle serait la différence de coût entre les comptes rendus tels que nous les imprimons maintenant et un simple brouillon. Moi, il me suffit d'un texte que je puisse consulter, et je n'ai pas besoin d'une impression élégante.

Le président: Vous pourrez certainement économiser quelque chose, mais . . .

M. Allmand: On pourrait également économiser sur les frais d'expédition.

[Texte]

But the only thing is, when you have witnesses, sometimes those witnesses like to see what they said on the record; they want to keep a record of it. If somebody comes back at them, then they have a record of what was said.

The Chairman: I have noticed the bureaucracy in Ministers' offices, for instance, like to keep copies . . .

Mr. Allmand: That is fair . . .

The Chairman: —and do an analysis.

Mr. Allmand: —because they want to make sure that if somebody comes back on them, like the other day when Mr. Rodriguez came back on Mr. Lussier, they can prove what they answered and what they did not answer. I think, again, that is fair to the public servants too. I do not know if . . .

Le président: Monsieur Blackburn.

• 1010

M. Blackburn (Jonquière): Oui, merci monsieur le président.

Je voudrais, d'abord faire un commentaire. Je suis surpris que l'on ose même penser à ne pas traduire le document. Je ne peux pas croire que l'on puisse même y penser. Je trouve affreux que la question ait été soulevée.

J'aimerais aussi savoir en combien de copies les 10 fascicules sont distribués, à chaque fois. Sont-ils distribués aux membres du Comité seulement ou à plusieurs centaines d'exemplaires? Le savez-vous?

Le président: Mille copies sont imprimées, chaque fois. Une copie pour chaque membre du Parlement, Chambre des communes et Sénat, et il y en a aussi pour d'autres.

Quelques fois, il n'y a pas suffisamment de copies. L'année passée, à trois reprises, nous avons passé une motion pour faire augmenter le nombre de copies. La liste s'allonge parce que plusieurs personnes, à travers le pays, en demandent.

M. Blackburn (Jonquière): D'accord. Monsieur le président, si l'on veut réaliser des économies à tout prix, on peut diminuer le nombre de fascicules distribués dans différents endroits. On pourrait les distribuer seulement dans les endroits où c'est strictement nécessaire.

Mais le rapport final que l'on soumet devrait être imprimé en plusieurs exemplaires. Je suis réticent à ce que l'on élimine complètement l'imprimerie des fascicules. Je crois que l'on perdrait un élément très important.

The Chairman: Thank you. Mr. Peterson followed by Mr. Redway.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, could you tell me to whom the 1,000 copies are distributed?

The Chairman: Every Member of Parliament, every member of the Senate, a number of libraries across the country, university libraries and so on form the base distribution for every single committee.

Mr. Peterson: Is it a requirement, or is necessary?

[Traduction]

Les témoins tiennent également à recevoir les comptes rendus pour savoir exactement ce qu'ils ont dit au cas où quelqu'un évoquerait leur intervention.

Le président: Les fonctionnaires travaillant dans les bureaux des ministres tiennent à avoir des exemplaires de nos comptes rendus.

M. Allmand: C'est tout à fait normal.

Le président: Pour les analyser.

M. Allmand: Ainsi lorsqu'un député s'en prend à ce qu'ils ont dit comme c'est arrivé l'autre jour lorsque M. Rodriguez s'en est pris à M. Lussier, ils peuvent prouver, document à l'appui, qu'ils ont dit telle ou telle chose. Ce n'est que juste vis-à-vis des fonctionnaires.

The Chairman: Mr. Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman.

I would first of all like to make a comment. I am surprised that anybody should even dare think about not having documents translated. I find it terrible that anybody could have raised such a question.

I would like to know how many copies of these minutes are distributed each time. Are they sent only to committee members or are several hundred copies printed each time?

The Chairman: One thousand copies are printed each time, one copy for each committee member, a number of copies for the House of Commons and for the Senate as well as for others.

Sometimes we even have a shortage of copies. Last year for instance we had to pass a motion three times to print more copies. More and more people throughout the country are asking for them.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you. Mr. Chairman if we must save money at all costs, we might decrease the number of copies of our minutes sent to various places and distribute them only where they are really necessary.

But we must have a number of copies of our final report. I would hesitate to do away altogether with the printing of our minutes because I feel that would be a great loss.

Le président: Merci. Monsieur Peterson et ensuite M. Redway.

M. Peterson: Monsieur le président, pourriez-vous nous dire à qui ces 1,000 exemplaires sont adressés?

Le président: Ils sont adressés à tous les députés, à tous les sénateurs, à un certain nombre de bibliothèques à travers le pays, aux bibliothèques universitaires, et ce, pour tous les comités.

M. Peterson: Est-ce vraiment indispensable?

[Text]

The Chairman: It is under examination. It is the past pattern, and there is a lot of question about whether it is necessary to have, for instance, in your office a copy of every single meeting of every single standing committee. Everybody realizes you do not read them all.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, if I could suggest, it would seem to me to be a lot cheaper to allow the members of the committee and the various libraries to which you are referring to have full copies of the *Minutes or Proceedings and Evidence*. I would suggest perhaps a copy of the agenda or something like it go to each Member of Parliament or Senator, rather than the full copy of the minutes, and then make them available upon request. But I doubt whether the request or the demand for those minutes would be great. I think a lot better way of doing it is to cut back on the printing costs by distributing only an agenda of what took place at the meeting, and to allow them to determine if *Minutes or Proceedings and Evidence* are required. I would think it would be a lot . . .

The Chairman: So essentially print, but print fewer copies and produce something called an abstract to committee meetings, so that every member is alert to what happened, and then they could request copies—of these meetings.

Mr. Peterson: That may end up being cheaper. But I think the full copy of the *Minutes of Proceedings and Evidence* should be available to libraries and that sort of thing.

The Chairman: Mr. Redway.

Mr. Redway: I was wondering, Mr. Chairman, who does the printing. It seems to me, although I am not an expert at printing, that by cutting down the number of copies you may not be doing much in the way of savings.

The Chairman: That is right.

Mr. Redway: But it is usually the question of who does the printing and the cost of the printing itself. If it is the in-house House of Commons printer who also is geared to producing *Hansard* instantaneously over the evening or night or whatever, it seems to me that probably their costs of production may be somewhat higher than if we looked at some other alternative printing. It is only a suggestion, but I suggest that maybe you should investigate that area.

The Chairman: Okay, thank you.

Let us continue through the budget. At the moment it is your chairman's understanding that no member of the committee can travel without House of Commons permission. We do have permission to do the immigration reference and we have a travel budget for it, which is not included here. But in the absence of any further permission to travel or any request from the House that we travel, I put it in as nil, anticipating if travel requirements come, they should be dealt with at that point.

• 1015

Mr. Redway: Would it be more or less than the cost of errors in the unemployment insurance programs, Mr. Chairman?

[Translation]

Le président: Nous sommes justement en train de revoir la chose. C'est ce que l'on faisait par le passé, mais la question se pose maintenant de savoir si nous avons vraiment besoin d'avoir dans nos bureaux des exemplaires des comptes rendus de toutes les réunions de tous les comités permanents, car il est évident que nous ne pouvons pas tous les lire.

M. Peterson: Il reviendrait beaucoup moins cher d'envoyer les fascicules complets uniquement aux membres des comités ainsi qu'aux bibliothèques, tandis que le reste des députés et les sénateurs obtiendraient les pages préliminaires, les fascicules complets leur étant envoyés sur demande. En pareil cas je pense que la demande ne serait pas trop forte. On pourrait donc réduire très sensiblement les frais d'impression en distribuant uniquement les pages préliminaires tandis que le texte intégral des comptes rendus serait distribué sur demande.

Le président: Cela reviendrait donc à faire imprimer moins de fascicules et à rédiger un résumé de façon que tous les députés soient au courant de ce qui s'est passé, et ce serait à eux de demander le texte intégral des comptes rendus.

M. Peterson: Ce serait sans doute moins cher. Je trouve cependant que le texte intégral des comptes rendus de nos réunions devrait être envoyé aux bibliothèques.

Le président: Monsieur Redway.

M. Redway: Il me semble qu'on ne gagnerait pas beaucoup à réduire seulement le nombre de fascicules imprimés.

Le président: C'est exact.

M. Redway: La question est de savoir qui est chargé de l'impression et quels sont les coûts de l'impression. Si les fascicules sont imprimés par les imprimeurs de la Chambre des communes qui impriment le *Hansard* dans des délais très courts, il se pourrait que leur prix de revient soit supérieur à ce qu'il serait ailleurs. C'est quelque chose qu'on pourrait peut-être vérifier.

Le président: Merci.

Continuons. Donc actuellement les membres des comités doivent obtenir l'autorisation de la Chambre des communes pour voyager. Nous avons été autorisés à voyager pour l'immigration et nous avons obtenu des crédits, qui ne figurent pas dans ce poste. Mais à part cela, vu que nous n'avons pas l'autorisation de nous déplacer ailleurs et que nous n'avons d'ailleurs pas déposé de demande en ce sens à la Chambre, le crédit est actuellement nul.

M. Redway: Est-ce que le coût serait supérieur ou inférieur à celui entraîné par les erreurs dans le programme d'assurance-chômage?

[Texte]

The Chairman: Contract consulting... events has passed along. We have three researchers from the Library of Parliament instead of two, so there is an error in that; but the \$156,000 would give us approximately four contract researchers for the 12-month period. We have three of those currently working for the committee and we anticipate there being one more.

We are still trying to get a handle on all the responsibilities of this committee. I just had a brief conversation with Eric Adams, and I put him on to finding out the statutory reporting to this committee. It is starting to run to pages and pages; everything from Order In Council to task forces to special reports. I think within a week we will have something a little more definitive to share with committee members, but it is enormous, absolutely enormous.

Mr. Allmand: On this point, I am going to object to the budget. I will agree to two researchers, and with the three from the Library, this will make five. I will not agree to four until it is agreed the extra two will be assigned to the opposition parties.

This would mean you would end up with five researchers reporting to the chairman of the committee and I think it is fair—if we are trying to reform this place on the model of the American committee system—to take two out of seven, one to the Liberal Party and one to the NDP. I think that is fair.

We will be making this proposal on every committee which wants to hire research services. It would allow the chairman a lot of leeway in conducting research on matters he and the majority on the committee feel are important. But the government already has the great resources of the public service to help, and even though we are on committee, very often they are defending the government's position. They have the resources of the Minister's office and the department.

In the opposition, we have much less. I have one person in my office, only spending part-time on employment, because we only have two research people. In our research bureau, the person doing employment is doing five other departments.

I would agree to the \$90,000 but I do not agree to the \$156,000. I would agree to the \$156,000 only if it was agreed the two additional researchers be assigned one each to the two opposition parties, and that they pick somebody, in the same way as when the chairman picks, subject to consultation with the chairman. I have not worked it out with the representative on the committee from the opposition party. I am going to be adamant.

This is the biggest budget of all the items in the budget. I think research is absolutely essential. It is part of reform and it allows the committee to respond in many ways to the government, but I think it has to be distributed in a better way so the priorities of both opposition and government can be dealt with.

The Chairman: May I just put one thing on the record. I think maybe the three researchers assigned from the Library of Parliament would want me to put on the record that clearly

[Traduction]

Le président: Nous avons trois, et non pas deux, recherchistes de la Bibliothèque du Parlement, ce qui constitue une erreur. La somme de 156,000\$ permettrait d'engager quatre recherchistes pour cette période de douze mois. Nous en avons déjà trois, nous devrions en avoir encore un.

Nous n'avons pas encore clairement délimité notre mandat. Je viens de demander à Eric Adams de nous faire la liste des questions dont le Comité est normalement saisi, et la liste est longue allant de décrets en conseil aux rapports spéciaux en passant par les groupes de travail. D'ici une semaine nous devrions vous donner des détails plus précis, mais la liste est énorme.

M. Allmand: Je m'oppose à ce poste du budget. Avec les deux recherchistes plus les trois de la bibliothèque parlementaire, cela fait cinq. Je n'accepterais les quatre qu'à la condition que les deux recherchistes supplémentaires soient affectés au parti d'opposition.

Cinq recherchistes relèveraient du président du comité; si nous voulons nous inspirer du modèle américain, il ne serait que normal que deux sur sept soient affectés à l'opposition, un au parti libéral et un au NPD.

C'est ce que nous allons proposer à tous les comités qui décident d'engager des recherchistes. Cela donnerait toute latitude au président de faire faire des recherches sur les questions jugées importantes par lui et la majorité. Or il ne faut pas oublier que pour la recherche, le gouvernement peut faire appel à la Fonction publique toute entière; or les comités, la plupart du temps, ne font que défendre les positions du gouvernement et peuvent donc avoir recours au cabinet du ministre, au ministère.

Dans l'opposition nous sommes beaucoup plus pauvres. Ainsi dans mon bureau je n'ai que deux recherchistes, dont une personne se consacre à temps partiel aux questions de l'emploi. Outre l'emploi, notre recherchiste doit se consacrer à cinq autres ministères.

Je suis donc d'accord sur les 90,000\$, mais pas sur les 156,000\$. Je n'accepterais ce poste de 156,000\$ qu'à la condition que deux recherchistes supplémentaires soient attribués à l'opposition, un pour chacun des partis, et que ces recherchistes soient choisis après consultation avec le président. Je n'en ai pas encore discuté avec mon autre collègue de l'opposition, mais je ne compte pas démordre de ma position.

Ceci est le poste le plus important du budget, or la recherche est tout à fait essentielle. Cela fait partie de la réforme des comités en leur permettant notamment de donner suite aux demandes du gouvernement. Mais ce crédit doit être réparti de façon plus équitable afin que la majorité et l'opposition puissent faire valoir leur point de vue.

Le président: Je voudrais ajouter une chose. Il va sans dire que les trois recherchistes de la Bibliothèque du Parlement, conformément à la tradition de cette institution, sont là pour

[Text]

they serve the whole committee in the Library of Parliament tradition, not just the government members. I think it is true of all the researchers we have at this point. But I think there is an institutional thing at stake in terms of the Library of Parliament. It could indeed end up as a partisan body down the road, but certainly our traditions would indicate that it functions in a non-partisan fashion, serving all members equally.

• 1020

Mr. Allmand: Well, I do not want to suggest that they do not otherwise, but what happens, since they are short of resources too . . . The other day, Kevin called me and asked me if I had some things I wanted him to work on. The problem is, I have a whole pile of things.

I do not suggest for a moment that they are partisan, but if the chairman or the majority of the committee has already asked them to work on certain matters, they just do not have the time, I do not think; perhaps they have to drop something they are already working on.

I had the same experience when I was chairman of the committee. They were overworked. There were periods when they were working very long hours. And then there were some times in the summer, I suppose, when they did not have to, but they had other routine things to do. So it is not a question of them being partisan; the fact is, they can only do so much work.

The Chairman: Mr. Rodriguez.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, in commenting on the budget, this is the one amount I would want to make some remarks about. The rest seem to be . . . well, on the temporary help services it is \$30,000, but . . . \$156,000.

I will tell you what. I think it is important with respect to examining estimates; in UIC, say, there are occasions when I want to tackle those estimates from a partisan position. I make no bones about it. You cannot take politics out of Parliament. In fact, there is a certain political bias from which you would approach the estimates, for example.

I hear a lot about fraud in the UIC and that people are ripping off the UIC. Well, quite frankly I do not hold this view and I suspect there is very minimal rip-off in the UIC. So whenever I examine estimates, I examine them from this kind of perspective—and given the fact that I am committed to UI and I want to see it not only strengthened but also expanded—so the kind of research help I would want would be the kind which buttresses this position and looks at the estimate through my eyes and with a trained eye.

So whether you assign looking for a way to deal with this now . . . We have two additional researchers; if one is assigned to the Liberals and one assigned to the NDP, the one assigned to the NDP would work with me and we could look at the estimates from this perspective.

Now, I am not hard on saying I want to go out and pick a researcher for myself. I have been working with one of the researchers who is assigned to this committee, and we have

[Translation]

servir le Comité tout entier et pas uniquement les députés de la majorité. On pourrait d'ailleurs dire la même chose de tous nos chercheurs. C'est d'ailleurs une question de principe, car la Bibliothèque du Parlement risque si l'on y prend garde de devenir partisane, contrairement à sa tradition.

M. Allmand: Je n'en disconviens pas, mais puisque nous sommes à court de chercheurs, il se pourrait que . . . l'autre jour Kevin m'a appelé pour me demander si j'avais des questions à étudier, or j'en ai toute une pile.

Je n'ai jamais prétendu que les chercheurs se sont départis de leur neutralité, mais lorsque le président ou la majorité du Comité leur demande de travailler sur tel ou tel dossier, il leur reste peu de temps pour l'opposition.

C'est ce qui se passait lorsque j'étais moi-même président du Comité. Ils sont débordés et il leur arrive souvent de travailler de longues journées. Par contre, pendant l'été ils ont peut-être moins à faire, mais ils doivent alors se consacrer au travail de routine. Donc ce n'est pas par manque d'objectivité, mais simplement par manque de temps.

Le président: Monsieur Rodriguez.

M. Rodriguez: Je voudrais justement dire quelque chose au sujet de ce poste du budget. Pour ce qui est des 30,000\$ pour l'aide provisoire . . . mais les 156,000\$. . .

C'est important pour l'étude des prévisions des dépenses. Ainsi il est tout à fait normal que je veuille à l'occasion discuter des crédits de l'assurance-chômage dans une optique partisane, et je ne m'en cache d'ailleurs pas le moins du monde. La politique fait en effet partie intégrante de la vie parlementaire. D'ailleurs le budget de dépenses lui-même ne sera examiné que d'un point de vue politique.

On dit un peu partout qu'il y a beaucoup de fraude dans l'assurance-chômage et que les gens en profitent indûment, mais pour ma part je ne suis pas du tout d'accord sur ce point. Donc moi j'étudie les prévisions de dépenses en me plaçant dans une certaine optique et en ce qui concerne l'assurance-chômage, par exemple, je tiens à ce qu'elle soit renforcée et généralisée. Il faudrait donc que les chercheurs qui travaillent pour moi partagent mon point de vue quant au budget des dépenses.

Les deux chercheurs supplémentaires seraient attribués l'un aux libéraux et l'autre au NDP. Le chercheur attaché au NDP travaillerait pour moi, et c'est de ce point de vue que nous examinerions le budget des dépenses.

Je n'irai pas jusqu'à dire que je dois nécessairement choisir moi-même mon chercheur. J'ai déjà travaillé avec un des chercheurs attachés au Comité, nous avons eu une très

[Texte]

had a first meeting which was very good; we discussed some of the areas we want to pursue.

I would like to have installed some sort of process whereby this person works with me on a continuing basis while the estimates are before the committee. Now, if we can incorporate that, I would not have any objection to the \$156,000.

The Chairman: If I could just respond to this for a second, I do not see why we cannot. I have my doubts as to how far we can go by the end of this particular May, because we are sort of into it, and the relationships which are there could be modified slightly, but the month is going to be over fairly soon. It does seem to me that the committee has a role in deciding what those researchers are going to do and as we move along, we can get out ahead of things.

Mr. Rodriguez: But the point is that, sure, we are going to finish the estimates May 31, but then we are going to get into the Forget commission report. I will be looking at the Forget commission report with the particular perspective of particular political bias. I make no bones about that.

I think this is going to be very important. I am sure Mr. Allmand and other members of the committee representing other political parties would welcome the opportunity to have that kind of support. I suspect it will be a voluminous document with a lot of background papers, so we could not very well do justice to it ourselves.

• 1025

The Chairman: Mr. Oostrom.

Mr. Oostrom: Thank you, Mr. Chairman. I feel somewhat for the idea suggested by the Liberal and NDP members. On the other hand, I wonder about the practicability of it. We have chosen researchers because they were somewhat familiar with the field. I believe we have assigned one researcher for immigration, or is it two, and one for unemployment insurance. Do we have to split up that researcher? I do not see how we could assign one full time on political lines as well as on lines where they could be meaningful to us, where they could become somewhat specialized and could get some meaningful information to us. It is open that the researcher could go and spend some time with Mr. Rodriguez, then some time with Mr. Allmand, and come up with what they want to have researched. In committee, it could be brought up if someone would like us to look at a particular point and we should give it full support. I would rather have a researcher who is fully qualified in what he is researching and would become somewhat familiar with it, than have an additional one split along party lines.

The Chairman: We are evolving models. Two of the six came on board around April 1. The model we have had is to try and have a lead researcher on whatever the issue is. Kevin has been the lead person for us on the main estimates. The rest of the group fills in behind and helps on his staff. Somebody else has a different task and when they need the help of some of the other researchers, they get it.

[Traduction]

bonne discussion et nous avons passé en revue les différentes questions que nous allions étudier.

Il faudrait que cette personne soit attachée à moi en permanence tant que le comité étudie le budget des dépenses. Si on pouvait se mettre d'accord la-dessus, je n'aurais pas d'objection au poste de 156,000\$.

Le président: Cela ne devrait pas créer de difficulté. Je ne sais pas ce qu'on pourra faire d'ici la fin du mois de mai, certains choix ayant déjà été faits, mais de toute façon le mois de mai passera rapidement. Quoi qu'il en soit, c'est au Comité de décider ce que les chercheurs doivent faire; on devrait donc pouvoir se mettre d'accord.

M. Rodriguez: Nous allons effectivement terminer l'étude du budget pour le 31 mai, mais ensuite nous devons entamer l'étude du rapport de la Commission Forget. J'ai l'intention d'étudier le rapport de la Commission Forget d'un oeil tout à fait partisan. Je ne m'en cache pas.

Ce sera très important. Je suis certain que M. Allmand ainsi que d'autres membres du Comité, représentant d'autres partis politiques, aimeraient pouvoir bénéficier de ce genre d'assistance. Ce dossier est très certainement volumineux et doit contenir toutes sortes de documents. Sans assistance il est fort possible que nous ne puissions pas lui rendre justice.

Le président: Monsieur Oostrom.

M. Oostrom: Merci, monsieur le président. De prime abord, la proposition des Libéraux et des Néo-démocrates me semble séduisante, mais j'ai des doutes quant à son application pratique. Nous avons choisi nos documentalistes en fonction de leur domaine de compétence. Je crois que nous avons confié l'immigration à un documentaliste, ou est-ce deux, et l'assurance-chômage à un autre. Devons-nous demander à ce documentaliste de travailler pour plusieurs personnes à la fois? Je ne vois pas comment nous pourrions confier certaines questions politiques à ce documentaliste tout en lui confiant des questions pouvant nous être utiles à tous et ainsi le spécialiser pour qu'il puisse nous renseigner utilement. Ce documentaliste pourrait fort bien consacrer une partie de son temps à M. Rodriguez, puis à M. Allmand et faire les recherches réclamées. En comité, ces renseignements pourraient être communiqués si quelqu'un souhaite étudier un point particulier, et il ne devrait pas y avoir d'objection. Je préférerais un documentaliste pleinement qualifié, familier du domaine dont il est chargé plutôt que d'en avoir un de plus mis uniquement à la disposition des partis.

Le président: Nous essayons des modèles. Deux des six documentalistes ne sont affectés à notre comité que depuis le 1^{er} avril. Jusqu'à présent la méthode choisie a été celle du chef documentaliste. C'est Kevin qui est chargé des questions relatives aux prévisions budgétaires. Les autres documentalistes remplissent des tâches différentes et aident ses collaborateurs. Ils se voient attribuer des tâches différentes, et lorsqu'ils ont besoin de l'aide des autres documentalistes, ils l'obtiennent.

[Text]

We are trying to build a team kind of feeling so that we can put more researchers onto something at the moment we need them, yet still have some of them with some lead time, doing some thinking or preparing reports in advance. To this point the model has been flexible.

The issue before us today is whether you mandate the chairman to go after the money. The model of how to use the money once we get it, if we get it, is something we have a little more time to consider and deal with.

Are there any more comments on that? Mr. Redway.

Mr. Redway: Mr. Chairman, not being a permanent member of this committee perhaps I should just keep my mouth shut on this budget aspect, but I am a little at sea on how many people we are talking about here, as far as researchers, and how you have broken down the money to arrive at \$156,000. I would be interested in knowing that, and whether \$156,000 is necessary for the current fiscal year to provide for the researchers you have decided on having.

The Chairman: The total we are dealing with is seven, but three are paid by the Library of Parliament.

Mr. Redway: I see.

The Chairman: The requested number is four. It is an average, with benefits and so on, of a little less than \$40,000. We have three working already.

Mr. Redway: Yes. That is what I mean. So you have the full four in there for the full fiscal year, and you have only three working. We are now roughly at least a month into the thing. I hate to be picayune about estimates and money, but in the school I was brought up in we did a little bit of reducing of the budget if we were not going to have somebody on staff for the full year. You have lopped off at least one month on one researcher and probably it will—I do not know how long it takes you to bring a researcher on board, but . . .

The Chairman: The shortest is 24 hours.

Mr. Allmand: At the high rate of unemployment, that is interesting.

Mr. Redway: In any event, I guess it is really picayune, but I would suggest you at least take a month off somebody's pay here, off the estimates.

The Chairman: Let me give members another piece of information. The sum total of the budgets projected was \$8 million and the amount allocated is \$2.4 million. So there may be cuts they cannot control, on top of . . .

• 1030

Mr. Rodriguez: How does this budget figure shape up with last year's?

[Translation]

Nous essayons de fonctionner en équipe afin de pouvoir affecter en fonction du besoin présent un plus grand nombre de documentalistes tout en gardant une équipe de réserve chargée de mettre la première main à nos rapports futurs. Ce modèle jusqu'à présent nous a permis une certaine souplesse.

La question aujourd'hui est de savoir si vous autorisez le président à réclamer les fonds nécessaires. Quant à savoir comment nous dépenserons ces fonds, si nous les obtenons, nous aurons un peu plus de temps pour y réfléchir.

Y a-t-il d'autres commentaires à ce sujet? Monsieur Redway.

M. Redway: Monsieur le président, n'étant pas membre permanent du Comité je ferais peut-être mieux de m'abstenir de tout commentaire sur cet aspect du budget, mais je n'ai toujours pas compris de combien de documentalistes il s'agissait et quel était le calcul pour parvenir à ces 156,000\$. J'aimerais savoir si ces 156,000\$ sont nécessaires pendant cette année financière pour retenir les services des documentalistes dont vous estimez avoir besoin.

Le président: Le nombre total de documentalistes est de sept, mais ils sont rémunérés par la Bibliothèque du Parlement.

M. Redway: Je vois.

Le président: Le nombre requis est de quatre. Cela représente une moyenne, avec les avantages sociaux, etc., d'un peu moins de 40,000\$. Nous en avons déjà trois qui travaillent pour nous.

M. Redway: Oui. C'est ce que je veux dire. Vous avez donc droit à quatre pendant l'année financière, et pour le moment vous n'en avez que trois. Cela fait maintenant à peu près un mois que nous avons entamé cette année. Je n'aime pas du tout être mesquin lorsqu'il s'agit de prévisions budgétaires et d'argent, mais en vertu de la tradition dans laquelle j'ai été élevé, quant il est impossible d'avoir un employé supplémentaire le budget est réduit en conséquence. Vous vous êtes passé d'un documentaliste pendant un mois, et il est probable—je ne sais combien de temps il vous faut pour avoir un documentaliste supplémentaire, mais . . .

Le président: Un minimum de 24 heures.

M. Allmand: Compte tenu du taux de chômage élevé, c'est intéressant.

M. Redway: Quoi qu'il en soit, c'est certainement mesquin de ma part, mais je suggérerais au minimum que vous retranchiez un mois de salaire de ce budget.

Le président: Laissez-moi vous donner un autre renseignement. Le total des prévisions budgétaires se montait à 8 millions de dollars et le montant alloué est de 2.4 millions de dollars. Il est donc possible qu'il y ait des réductions incontrôlables en plus de . . .

M. Rodriguez: Comment se compare ce budget par rapport à celui de l'année dernière?

[Texte]

The Chairman: It is basically built on last year's.

Mr. Rodriguez: Does it increase; a 3% increase?

The Chairman: Actually, it is somewhat of a decrease. If we had carried our research staffing of last year into the extra person and so on, it would have come to about \$180,000. But we have taken a close look and we have been able to find good people for a little less than we had originally projected last year. We did save considerable . . .

One of the big variables is if the research thing works well, we should have fewer public meetings with printing costs, for instance. If we have better preparation we may be better targeted on witnesses, and more efficient too.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, dans les circonstances, que nous suggérez-vous? Suggérez-vous, par exemple, un mandat pour présenter lesdites prévisions de dépenses devant l'ensemble des présidents réunis? Vous faut-il un mandat? Je ne vois pas où il serait possible de couper de moitié. Vous nous avez dit la dernière fois que les gens avaient présenté un budget global deux fois supérieur aux sommes prévues. Je ne vois pas comment l'on peut réduire de moitié notre budget.

The Chairman: What the chairman would like is somebody to move the following motion: that the committee approve a budget of \$290,838, as proposed by the chairman, for the period of April 1, 1986 to March 31, 1987, and that the chairman be instructed to present the said budget to the liaison committee for approval. That is the functional stamp.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, j'en fais la proposition. Mais j'aimerais que l'on ajoute que, si en cours d'année, on réalise qu'il y a moyen de diminuer les sommes, suite à des modifications qui permettraient de couper les dépenses, qu'on le fasse. Mais, actuellement, à la lumière des informations et des expériences antérieures et du présent budget, on ne peut pas couper les dépenses.

The Chairman: Thank you. So you would move that motion, Mr. Blackburn?

M. Blackburn (Jonquière): Oui.

Mr. Allmand: I move an amendment to the motion: that the amount stipulated in the budget for contract consulting of \$156,000 be reduced to \$90,000 until some commitment is made to allocate at least two of the researchers to the opposition parties.

The Chairman: Seconded by Mr. Rodriguez. The effect of that would be out of the contracting money to be . . .

Mr. Allmand: To reduce it to that unless a commitment is made. I am not making it the way . . . I could make it the way you want.

The Chairman: So the wording would be that we would still proceed to get the \$156,000 if the committee were willing to

[Traduction]

Le président: Il reprend pratiquement les mêmes chiffres que ceux de l'année dernière.

M. Rodriguez: Y a-t-il une augmentation . . . une augmentation de 3 p. 100?

Le président: En vérité, il y a plutôt diminution. Si nous avions repris les chiffres de l'année dernière avec une personne de plus, etc., ce budget serait monté à environ 180,000\$. Nous avons étudié la question de plus près et nous sommes parvenus à trouver du personnel compétent à un prix un peu inférieur à ce que nous avions prévu l'année dernière. Nous avons fait des économies considérables . . .

Une des variables importantes est que, si le travail de recherche marche bien, nous pourrions, par exemple, nous réunir moins souvent publiquement réduisant ainsi le coût des impressions. Si nous sommes mieux préparés, nous pourrions mieux interroger nos témoins et donc être plus efficaces.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, in the circumstances, what do you suggest to us? Do you suggest, for instance, a mandate to present the said estimates before the Council of Chairmen? Do you need a mandate? I do not see where it could be possible to cut it in half. You told us last time that people had presented a global budget twice superior to the estimates. I do not see how we could reduce by half our budget.

Le président: En réalité j'aimerais que quelqu'un propose la motion suivante: il est proposé que le Comité approuve un budget de 290,838\$, conformément à la proposition du président, pour la période allant du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987, et qu'il soit intimé au président de présenter ledit budget pour approbation au comité de liaison. C'est ce comité qui tranche.

Mr. Blackburn (Jonquière): I so move, Mr. Chairman. However, I would like that it be added that if during the year, we find out that through some changes we can reduce some expenses, we will do it. But, for the time being, in the light of some information and of preceding experience we cannot reduce our present budget.

Le président: Merci. Vous proposez donc cette motion, monsieur Blackburn?

Mr. Blackburn (Jonquière): Yes.

M. Allmand: Je propose un amendement à la motion: que le montant stipulé dans le budget de 156,000\$ pour les services de consultation soit ramené à 90,000\$ jusqu'à ce que l'engagement soit pris d'affecter au moins deux des documentalistes aux partis d'opposition.

Le président: Appuyé par M. Rodriguez. L'effet sera de réduire le budget des services de consultation . . .

M. Allmand: De le réduire à moins que cet engagement ne soit pris. Je ne le fais pas de la manière . . . Je le présenterai de la manière que vous voudrez.

Le président: Nous demanderons donc quand même ces 156,000\$ à la condition que le Comité s'engage à affecter deux

[Text]

make a commitment of two of the seven to opposition parties. And you have that in writing?

Mr. Allmand: I have not put it in writing. Did somebody listen to what I was saying?

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, je ne peux acquiescer à cet amendement, bien que je trouve l'idée intéressante. Je me demande si cette idée ne devrait pas être soumise à ce comité de la Chambre qui analyse de telles choses pour améliorer le fonctionnement sur la Colline parlementaire. Je me demande si ce n'est pas là que cela devrait être soumis. Ne devrait-il pas y avoir des recherchistes à l'intérieur des comités affectés spécifiquement pour les membres de l'opposition?

Je pense que le débat est intéressant. Mais la décision ne doit pas se prendre par notre Comité.

Mr. Allmand: I agree with Mr. Blackburn that is where it eventually has to be decided, because you cannot do it for one committee and not do it for the others. But I am not on the other committees, so I have to try to make my impact here and hope this committee will support that when the budget goes to the Committee of Chairmen. But what Mr. Blackburn says is correct: the decision has to be made eventually by this Committee of Chairmen.

• 1035

The Chairman: Mr. Oostrom, you wanted to speak to the amendment?

Mr. Oostrom: No. I have said already what I have said before, Mr. Chairman. Okay, we have to vote on it here. If a recommendation would have been forwarded that you would bring this up at a chairmen's meeting, I think it would be far more conducive than voting on it here and not getting any further. I guess Mr. Allmand wants this on the record, but I will vote against it.

The Chairman: Okay. Are we ready for the question on the amendment?

Mr. Peterson: I was writing it out. Do you need it? It is all written out.

The Chairman: Yes, I think we do for the record. But we might be able to vote on it. Do people want to wait until it is written? It is probably safer.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, this committee could very well be piloting a new approach. After all, I have listened to all the words that have been said about trying to make committees more effective and to have members contributing in a meaningful way to the operation of the process. It just seems to me that this might be a good step in that direction. So I hope that you just will not argue against it at the committee of chairpersons but that in fact you could argue for it to be piloted in this committee. After all, we seem as a committee to be off the mark. We had our budget in *tout de suite*. I remember that before they even got the amount set we were pretty active in getting going here.

[Translation]

des sept documentalistes aux partis d'opposition. Vous l'avez par écrit?

Mr. Allmand: Non. Est-ce que quelqu'un a écouté ce que je disais?

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, I cannot approve this amendment although I find the idea interesting. I wonder whether that idea should not be put before the House committee which is considering such things with a view of improving our work on the Hill. I wonder whether it is not the body before which it should be put. Should there not be researches in committees allocated specifically to the Opposition members?

I think that this idea is interesting, but the decision is not up to us.

Mr. Allmand: Je suis d'accord avec M. Blackburn, c'est à ce niveau que la décision doit être prise, car on ne peut la prendre pour un comité sans la prendre pour les autres. Il reste que je ne suis pas membre des autres comités, c'est donc ici que je m'exprime et j'espère que le Comité m'appuiera lorsque notre budget sera présenté au comité des présidents. Il reste que M. Blackburn a raison: c'est le comité des présidents qui devra prendre cette décision.

Le président: Monsieur Oostrom, vous vouliez dire quelque chose au sujet de cet amendement?

Mr. Oostrom: Non. J'ai déjà dit ce que j'en pensais, monsieur le président. Votons. S'il avait été proposé que vous en parliez pendant la réunion des présidents, cela aurait été beaucoup plus constructif que ce simple amendement sans autre forme de débat. Je suppose que M. Allmand veut que cela figure au compte rendu, mais il me faudra voter contre.

Le président: Très bien. Êtes-vous prêts à voter cet amendement?

Mr. Peterson: J'étais en train de l'écrire. En avez-vous besoin? J'ai tout écrit.

Le président: Oui, c'est nécessaire pour la forme, mais nous pouvons quand même voter. Est-ce que vous voulez attendre jusqu'à ce que cet amendement soit écrit? C'est probablement plus sûr.

M. Rodriguez: Monsieur le président, il est possible que nous soyons les protagonistes d'une innovation. Après tout, j'ai écouté tout ce qui a été dit, toutes les propositions tendant à optimiser l'efficacité des comités et à optimiser le rôle et la participation des députés. Il me semble que cette initiative serait un pas dans la bonne direction. J'espère en conséquence que vous présenterez favorablement cette idée à vos collègues du Comité des présidents et que vous proposerez qu'elle soit mise à l'essai dans notre comité. Après tout, nous semblons avoir fait preuve de diligence. Notre budget ne s'est pas fait attendre. Si je me souviens bien, avant même qu'ils se soient mis d'accord sur le montant, nous avions déjà largement entamé le processus.

[Texte]

The Chairman: The amendment I have changed just slightly so it reads a little more smoothly, if this is agreeable: That the budget for contract consulting be reduced from \$156,000 to \$90,000 unless a commitment is made to provide opposition parties with at least two of the researchers.

Amendment negated.

The Chairman: Back to the main motion.

Mr. Rodriguez: On a point of order, Mr. Chairman. I guess I do not understand. Mr. Blackburn argued in favour of it. He thought it was all right. He saw a need to raise it with the Committee of Chairmen, but then he voted against it.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, je crois que mon collègue ne m'a pas compris. J'ai mentionné que je trouvais votre idée intéressante mais que ce n'était pas au Comité de décider. La décision appartient à un autre comité, dont je ne connais pas le nom. Ce n'est même pas le Comité des présidents; c'est le Comité d'amélioration des services à la Chambre. Je n'en connais pas le nom exact. Vous pourriez y apporter votre suggestion, elle y serait analysée. Il s'agit de savoir si, pour l'ensemble des Comités permanents, il ne devrait pas y avoir des chercheurs rattachés spécifiquement aux membres de l'Opposition? Il ne faut pas le décider ici, mais l'envoyer à cet autre Comité, dont je n'ai pas le nom.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, could you correct me? I understood that in fact the committees are masters of their own destiny. I was under that impression. This is the rhetoric I hear: that we as a committee could decide. We are deciding on a budget proposed to the committee. We have control of our destiny. If we want to travel around the world to see immigration hot-spots we can do that. If we want to go down and see refugee centres across Canada or wherever, we can do that.

Now, what is this I am hearing, that we cannot even pass a resolution that says that how we run our business in this committee is beyond our control. I do not understand that. It is unfortunate that Mr. Blackburn likes to be "supercrotch" and he wants to be on both sides of the fence at the same time. So I do not understand that.

The Chairman: Discussion on the main motion. Mr. Peterson.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, what normally happens in a circumstance like this? Can this committee have some form of a motion to have you present this to the Committee of Chairmen as a suggestion? Is that what normally happens in that case, or do we just entrust you to do that?

The Chairman: It can happen either way. We cannot have two motions on the floor at the same time. The motion now would simply ask me to go to the liaison committee to seek this budgetary amount. When we have disposed of that, if you want me to go to the main committee to do something else as well, to the liaison committee, there could be a motion to that effect.

[Traduction]

Le président: J'ai légèrement modifié le texte de cet amendement afin qu'il pose moins de problèmes, si cela vous convient: que le budget des services de consultations soit ramené de 156,000\$ à 90,000\$ si l'engagement d'affecter au moins deux des documentalistes aux partis d'opposition n'est pas pris.

Amendement rejeté.

Le président: Revenons à la motion principale.

M. Rodriguez: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je ne comprends pas. M. Blackburn a dit qu'il était d'accord. Il pensait que c'était une bonne idée. Selon lui, il était nécessaire d'en saisir le comité des présidents, et maintenant il vote contre.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, I think my colleague did not understand me. I said that I found your idea interesting, but that the decision was not up to us. The decision is up to another committee, the name of which I do not know. It is not the Committee of Chairmen; it is the committee on the improvement of services provided to the House. I do not know the exact title of that committee. You could make your suggestion to them and it could be considered. The question is to know whether for all of the standing committees there should be researchers allotted specifically to the Opposition members? The decision is not up to us but up to that other committee the name of which I do not know.

M. Rodriguez: Monsieur le président, pourriez-vous me détromper? Je croyais qu'en fait les comités étaient les maîtres de leur propre destin. C'était mon impression. C'est ce que j'entends toujours dire: c'est à nous de décider. Nous sommes en train de décider de notre budget. Nous contrôlons notre destin. Si nous voulons faire le tour du monde pour visiter les points chauds de l'immigration, nous pouvons le faire. Si nous voulons visiter des centres de réfugiés au Canada ou ailleurs, nous pouvons le faire.

Or, qu'est-ce que j'entends dire: nous ne pouvons même pas adopter une motion qui dit que la manière dont nous conduisons les affaires du Comité échappe à notre contrôle. Je ne comprends pas. Je trouve malheureux que M. Blackburn n'ait pas suffisamment de culot pour se décider. Je ne comprends pas.

Le président: Motion principale. Discussion. Monsieur Peterson.

M. Peterson: Monsieur le président, qu'est-ce qui se passe normalement dans de telles circonstances? Notre comité peut-il vous saisir d'une sorte de motion à présenter au comité des présidents? Est-ce généralement ce qui se passe dans un tel cas ou devons-nous simplement vous accorder notre confiance?

Le président: L'un ou l'autre. Il n'est pas possible de débattre deux motions en même temps. Sous sa forme actuelle, cette motion m'intime simplement de demander ce montant budgétaire au comité de liaison. Une fois cette question réglée, si vous voulez que je m'adresse au comité principal pour faire quelque chose d'autre, au comité de liaison, vous pouvez proposer une motion à cet effet.

[Text]

• 1040

Mr. Peterson: All right, why not do that?

The Chairman: Okay, are we ready for the main motion? Do you need it read again?

Mr. Peterson: Mr. Chairman, on the budget itself, what is item (g)? What is the \$1,200 all about?

The Chairman: I will ask the clerk to speak to that.

The Clerk of the Committee: That is an amount that has been approved for all committees, and that would cover any hospitality expenses the committee might want to afford to special guests.

The Chairman: If I could give you an example, when Rabbi Plaut appeared before the committee, because of plane connections and so on and the fact the meeting was at 6 p.m., there was no way he was going to get to eat. So the committee paid for a bit of a lunch that took place during the committee meeting. That was viewed as hospitality, so it is that kind of thing.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, how much was drawn on that amount last year?

The Chairman: The clerk informs me it was \$36.

Mr. Peterson: So is it necessary to allot \$1,200 continuously?

The Chairman: The Commissioners of Internal Economy had done that allocation in advance, and I think the clerks of all committees are simply following through. But I think you are on to the fact that a lot of that total, over 28 committees, will lapse and will simply be returned to the treasury.

Mr. Allmand.

Mr. Allmand: As a former chairman of the committee, I think that is a reasonable request. The Ministers and the Parliamentary Secretaries who represent the government have much larger budgets for this sort of thing, and they can contact witnesses and core groups whom they meet. That is a very small amount. I do not know if it is the right amount, but certainly a budget is required because you do get situations where we should be able to offer hospitality to witnesses or people who come in from outside. We often ask them to do things.

Anyway, I have no objection. As for whether or not the amount is the right amount, I do not know, but it is not that big. We will see after a year's experience whether it is too big or too little.

Mr. Redway: Mr. Chairman, is it still in order to move amendments?

The Chairman: Yes.

Mr. Redway: Perhaps symbolically, I would like to move a reduction of \$3,000 from the contracting research budget on the basis that one month has elapsed for one person and therefore we do not need that \$3,000 in the estimates.

[Translation]

M. Peterson: Très bien, pourquoi ne pas faire comme cela?

Le président: Très bien, êtes-vous prêt pour la motion principale? Faut-il la relire?

M. Peterson: Monsieur le président, à quoi correspond le g) du budget? À quoi doivent servir ces 1,200\$?

Le président: Je vais demander au greffier de vous l'expliquer.

Le greffier du Comité: C'est un montant approuvé pour tous les comités et qui couvre certaines dépenses que les comités jugent normal de rembourser à certains de leurs invités spéciaux.

Le président: Permettez-moi de vous donner un exemple. Lorsque le Rabbi Plaut est venu témoigner, notre réunion ayant lieu à 18 heures, les correspondances d'avion étant ce quelles sont, il lui avait été impossible de prendre le temps de manger. Notre comité a donc commandé un petit repas que nous avons pris pendant la réunion. C'est de ce genre de dépense dont il s'agit.

M. Peterson: Monsieur le président, à combien se sont montées ces dépenses l'année dernière?

Le président: D'après le greffier, à 36\$.

M. Peterson: Est-il donc nécessaire d'alouer 1,200\$ en permanence?

Le président: Les commissaires de l'économie interne ont prévu d'allouer cet argent par anticipation, et les greffiers de tous les comités ne font que répercuter cette décision. Une grande partie de cette somme—il faut la multiplier par 28—ne sera pas dépensée et sera simplement reversée au trésor.

Monsieur Allmand.

M. Allmand: En tant qu'ancien président du Comité, je trouve cette demande raisonnable. Les ministres et les secrétaires parlementaires qui représentent le gouvernement ont des budgets beaucoup plus importants pour ce genre de chose et ils peuvent contacter des témoins et des groupes qu'ils rencontrent. C'est une toute petite somme. Je ne sais si c'est le montant exact, mais un budget est nécessaire, car il faut que nous puissions défrayer certains frais des témoins ou des gens qui viennent de l'extérieur. Nous leur demandons souvent de faire certaines choses.

Quoi qu'il soit, je n'y vois aucune objection. Quant à savoir si ce montant est justifié ou non, je n'en sais rien, mais cela ne représente pas grand-chose. Nous saurons dans un an si c'était trop ou trop peu.

M. Redway: Monsieur le président, est-il toujours possible de proposer des amendements?

Le président: Oui.

M. Redway: C'est peut-être symbolique, mais j'aimerais proposer que le budget des services de recherche soit diminué de 3,000\$ puisque un mois s'est déjà écoulé avec une personne en moins et qu'en conséquence nous n'avons pas besoin de ces 3,000\$ dans notre budget.

[Texte]

The Chairman: You will need a written motion. I think the way to do it would be to amend the main motion; instead of \$290,000, to make it \$287,838.

Mr. Redway: That the amount be removed from that particular...

The Chairman: Yes, that contract consulting be reduced to \$153,000. I think that is the simplest way to handle the situation.

Is there discussion on the amendment?

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président à quoi sert le montant de 3,000\$ en question? Est-ce qu'il n'a pas été utilisé? S'agit-il d'un 3,000\$ dont nous n'avons pas eu besoin?

Mr. Redway: The budget, as I understand it, has been submitted at \$156,000 for contracting services. That is based on roughly \$40,000 a year for four consultants or researchers. We have three on staff now, so they started the fiscal year on April 1. We do not have the fourth on staff as yet. We are now at April 29. The chairman says we could hire one very quickly, but only for perhaps a day in the month of April. So we are certainly not going to spend one month's salary of one of the researchers. My calculation makes that roughly \$3,000, and that is why I am moving that the total allocation for research staff be reduced by one person by one month or \$3,000. We are not going to spend it, unless we put it in the budget and somebody decides it is there so we will spend it anyway.

• 1045

The Chairman: Our contract with the witnesses is that they would be here until 10.50 a.m. It is now 10.45 a.m. It is obvious this discussion is going to take a little more time. It would be my predisposition to dismiss the witnesses at this time, because I do not think we will get to the questioning.

I did not anticipate the budgetary discussion taking this long, but I thank you for coming and we will be in touch.

We will come back to the discussion of the amendment moved by Mr. Redway, that the overall amount be reduced by \$3,000 and that it come out of contract consulting. Mr. Rodriguez was next and then Mr. Blackburn.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, I am against the motion. I am always against these sort of symbolic... this is really symbolism. I am sure you went through the projections for this committee and came up with figures that approximate the projected costs for operating this committee. It may be that we may need, depending on... For example, the Forget commission. It may be we will need more than just one more researcher. It seems to me that \$3,000, if there is an extra \$3,000, gives us a cushion.

[Traduction]

Le président: Il nous faut une motion par écrit. Je suppose qu'il faudrait modifier la motion principale en remplaçant 290,000\$ par 287,838\$.

M. Redway: Que cette somme soit retranchée...

Le président: Oui, que le budget des services de consultation soit ramené à 153,000\$. Je crois que c'est la solution la plus simple.

Y a-t-il des questions?

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, what is the purpose of that amount of \$3,000? Has it not already been used? Is it \$3,000 that we did not need?

M. Redway: Si je comprends bien, le budget proposé pour les services de consultation a été fixé à 156,000\$. Il se fonde approximativement sur 40,000\$ par année versés à quatre experts-conseils ou documentalistes. Nous en avons trois pour le moment. Ils sont à notre service depuis le début de l'année financière depuis le 1^{er} avril. Nous n'avons pas encore de quatrième documentaliste. Nous sommes le 29 avril. Le président dit que nous pouvons en engager un autre très rapidement, mais seulement peut-être pour un jour en avril. Cela ne correspondra donc pas à un mois de salaire. Selon mes calculs cela fait environ 3,000\$, c'est la raison pour laquelle je propose que le total du budget alloué au personnel de recherche soit réduit d'une personne pour un mois ou de 3,000\$. Nous ne les dépenserons pas, à moins que nous ne les inscrivions dans le budget et que quelqu'un décide que, cet argent étant là, il vaut mieux le dépenser.

Le président: Selon notre contrat avec les témoins, ceux-ci devaient comparaître à 10:50 heures. Il est 11 heures moins le quart, et il est évident que cette discussion va nous prendre encore un peu de temps. Je serais donc plutôt enclin à remercier les témoins parce que je ne pense pas que nous puissions arriver à les interroger.

Je ne pensais pas que cette discussion sur le budget prendrait aussi longtemps, mais je vous remercie d'être venus, et nous allons prendre contact avec vous.

Nous en revenons maintenant à la discussion de l'amendement proposé par M. Redway, portant que le total soit réduit de 3,000\$ et que la différence vienne des services conseils sous contrat. M. Rodriguez était le prochain en liste, suivi de M. Blackburn.

M. Rodriguez: Monsieur le président, je suis contre la motion et je suis d'ailleurs toujours contre ce genre de geste symbolique, parce que c'est toujours de cela qu'il s'agit. J'imagine que vous avez étudié les projections des dépenses faites pour le Comité et que vous en êtes arrivé à un total proche du devis qui figure ici pour le fonctionnement du Comité. Peut-être aurions-nous besoin, selon les circonstances... Pensez, par exemple, à la commission Forget. Peut-être aurons-nous besoin de plus d'un seul chargé de recherche. Il me semble que 3,000\$, s'il y a 3,000\$ dollars de plus, nous donneraient la marge nécessaire.

[Text]

When we get to the Forget commission, whatever method we use to attack it or to study it, it seems to me we will need all our wits about us, and it may be we will need some individuals who may have particular expertise. So I would not want to do this symbolic cutting of \$3,000 out of the budget. I mean, if we do not use it . . . We do not operate like bureaucracies have in the past, where when it comes to the end of the fiscal year and they have not spent all the money in the budget they go out and they blow it. If we do not spend it, then it goes back into the House of Commons pot.

So I do not think we should just cut \$3,000 to show how tough we are or how economy-minded we are, in spite of the logic which my friend has applied to it that we have not hired a researcher. We may very well need that extra \$3,000 down the road.

The Chairman: Mr. Blackburn, followed by Mr. Redway.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, mon collègue propose-t-il de retrancher une somme de 3,000\$ parce qu'elle ne serait pas nécessaire d'ici le mois d'avril? Il est possible que des choses de ce genre puissent se produire, au cours de l'année, à chacun des postes budgétaires. Je me demande si ce montant n'était pas indiqué dans la motion que j'avais présentée, à savoir: si en cours de route des sommes ne se sont pas avérées nécessaires, que nous réduisions notre budget d'autant, pour le retourner lorsque le moment sera venu, au Comité central des prévisions budgétaires. Alors, je soulève la question pour attirer votre attention.

The Chairman: Mr. Redway.

Mr. Redway: Mr. Chairman, I am one who believes that a good budget is based on a little planning and forethought, that surely there was some serious consideration given at the outset to the number of researchers needed, that it was based on what was anticipated for the year, bearing in mind the Forget commission and everything else. I am one who believes that when you set out to have a budget, you try to establish a realistic budget and then try to live within it. You do not ask for more money than you need, because theoretically as well the government is required to raise that money and I, as a taxpayer, object to having the government raise money out of my pocket that it does not need. As a result of that reasoning, I believe we should only ask for what we intend to spend.

Certainly we will try to save further money as we go along, but we need not try to ask for money that we know in advance, based on our planning and forethought, we will not be spending.

It is with that in mind I have put forward this motion. If it is felt we should just have as much money as we want and then try to save it as we go along, why have a budget at all? Why not just spend whatever we want?

[Translation]

Lorsque nous en serons à la commission Forget, quel que soit l'angle sous lequel nous allons décider d'étudier la question, il me semble que nous devrions avoir tous nos sens et peut-être nous faudra-t-il alors une ou plusieurs personnes qui pourraient avoir cette spécialité. Je ne voudrais donc pas que nous acceptions cette réduction symbolique de 3,000\$ de notre budget. Comprenez bien, si nous ne l'utilisons pas . . . Nous ne fonctionnons pas comme les bureaucraties d'autrefois, qui, une fois arrivées à la fin de l'année financière, lorsqu'elles n'avaient pas dépensé tout leur budget, se payaient la traite. Si nous ne dépensons pas notre budget, le reliquat retourne tout simplement à la caisse de la Chambre des communes.

Je ne pense donc pas que nous devrions amputer notre budget de 3,000\$ par souci de montrer à quel point nous sommes économes, malgré toute la logique de mon bon ami qui part du principe que n'avons pas engagé d'agent de recherche, car il nous faudra peut-être ces 3,000\$ à un moment donné pour le faire.

Le président: Monsieur Blackburn, puis M. Redway.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, does my colleague suggest to deduct \$3,000 because that amount would not be necessary before April? Lots of things could happen during the year, bearing on any budgetary item. I wonder whether that amount was not mentioned in my own motion, namely if, along the way, some amounts appear unnecessary, that we reduce our budget accordingly and that we return the unused portion, in due time, to the central committee on estimates. This is the question I wanted to raise to draw your attention on this point.

Le président: Monsieur Redway.

M. Redway: Monsieur le président, je suis de ceux qui croient qu'un bon budget doit reposer sur un peu de planification et de prévision, et il est évident que dès le départ, on a dû penser au nombre de chargés de recherche qu'il nous faudrait, et que c'est en fonction de ce que nous avions prévu pour l'année à venir que nous l'avons fait, compte tenu également de la commission Forget et de nos autres mandats. Je suis de ceux qui estiment que lorsqu'on établit un budget, on essaie de le faire de façon réaliste et ensuite de le respecter. Il ne faut pas demander davantage d'argent qu'on en a besoin parce qu'en théorie également, c'est le gouvernement qui doit aller chercher cet argent là, et moi qui suis contribuable, je n'aime pas que le gouvernement aille chercher de l'argent dans ma poche, alors qu'il n'en a pas besoin. Ce raisonnement me pousse donc à dire qu'à mon avis nous ne devrions demander que ce que nous avons l'intention de dépenser.

Il est évident que nous allons essayer de réduire encore les dépenses en cours de route, mais n'essayons pas de demander de l'argent que nous n'allons pas dépenser, nous le savons déjà fort bien puisque nous avons planifié nos travaux et que nous avons réfléchi à la chose.

C'est en pensant à tout cela que j'ai soumis ma motion. Si mes collègues ont le sentiment qu'il serait préférable d'avoir tout l'argent que nous voulons pour ensuite essayer de faire des économies à mesure que l'année passera, pourquoi diable

[Texte]

[Traduction]

prendre la peine de prévoir un budget? Pourquoi alors ne pas simplement dépenser à notre guise?

• 1050

The Chairman: Any further discussion on the amendment? Mr. Oostrom.

Mr. Oostrom: Mr. Chairman, I would like to support my colleague's motion for the \$3,000 reduction. Most budgets have a task-setting in it, and this is not even really a task-setting because we have not even hired a researcher yet. I think it is only prudent. Any budget should have a task-setting in it, and I would support his motion.

The Chairman: Is there any further discussion on the amendment? The amendment is that the contract consulting in the budget be reduced by \$3,000.

Amendment agreed to

Mr. Rodriguez: I have a motion, Mr. Chairman. I move that the hospitality be cut to \$600. I use the same logic that Mr. Redway used. After all, we only used \$36 last year. Why should we put in there for more than we can actually use?

The Chairman: Will you give us the motion in written form? Is there discussion on it? Mr. Allmand.

Mr. Allmand: The only thing, as I mentioned, I think such a budget is required but I do not know what the proper amount is. It could be what Mr. Rodriguez says; it could be less; it could be more. So since I do not have the information before me on which to make a sound decision, it is difficult for me to vote on this exact figure. This is why I did not vote on the \$3,000. I felt I did not have enough information to do so. Mr. Rodriguez may be right if the amount spent last year was \$600, but we are in a difficult position without knowing what the exact needs are.

The Chairman: Are we ready for the question that the hospitality budget be cut to \$600?

Motion agreed to

The Chairman: We come back to the main motion now. The main motion would read: That the committee approve a budget of \$287,238 as proposed by the chairman—as amended by the committee I think would be more appropriate—for the period April 1, 1986, to March 31, 1987, and that the chairman be instructed to present the said budget to the Liaison Committee for approval.

Mr. Blackburn (Jonquière): I so move.

The Chairman: It has been moved by Mr. Blackburn. Discussion? Mr. Peterson.

Mr. Peterson: Mr. Chairman, did I understand you to say that there was going to be some examination of the category A, the printing, to see what could be done there?

Le président: Y a-t-il autre chose à propos de cet amendement?

M. Oostrom: Monsieur le président, j'aimerais appuyer la motion de mon collègue portant réduction du budget de 3,000\$. La plupart des budgets ont leurs objectifs intrinsèques, ce qui n'est pas vraiment le cas ici parce que nous n'avons même pas encore engagé d'agent de recherche. Ce n'est que prudence à mon avis. N'importe quel budget devrait avoir un objectif intrinsèque, et je suis donc d'accord avec la motion.

Le président: Y a-t-il autre chose? L'amendement porte réduction du budget de 3,000\$ à la rubrique des services conseils sous contrat.

L'amendement est adopté.

M. Rodriguez: Monsieur le président, j'ai une motion à présenter. Je propose que les frais de réception soient réduits à 600\$. Je table d'ailleurs sur la même argumentation que celle de M. Redway. Après tout, l'an dernier nous n'avons utilisé que 36\$. Pourquoi donc prévoir plus que nous ne pourrions utiliser?

Le président: Pourriez-vous nous remettre cette motion par écrit? Y a-t-il discussion à ce sujet? Monsieur Allmand.

M. Allmand: Simplement, comme je le mentionnais, un tel budget est nécessaire même si j'ignore à combien au juste il devrait s'élever. Le chiffre cité par M. Rodriguez pourrait suffire, peut-être pourrait-il être encore inférieur, voire supérieur, qui sait? Puisque je n'ai donc pas les éléments nécessaires pour juger en connaissance de cause, il m'est difficile de me prononcer sur un chiffre exact, c'est la raison pour laquelle je n'ai pas voté non plus à propos de la réduction de 3,000\$. J'avais le sentiment de ne pas avoir suffisamment d'éléments en main. M. Rodriguez a peut-être raison, si nous avons dépensé 600\$ l'an dernier, mais nous sommes mal placés pour savoir au juste ce dont nous avons besoin.

Le président: Sommes-nous prêts à voter sur la réduction du budget réception à 600\$?

La motion est adoptée.

Le président: Nous en revenons maintenant à la motion principale qui se lit comme suit: que le comité approuve un budget de 287,238\$, selon la proposition du président—après modification par le Comité, je crois que l'expression conviendrait mieux—pour la période allant du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987, et que le président soit chargé de soumettre ledit budget à l'approbation du comité de liaison.

M. Blackburn (Jonquière): Je propose la motion.

Le président: La motion est donc proposée par M. Blackburn. Discussion? Monsieur Peterson.

M. Peterson: Monsieur le président, vous ai-je bien entendu dire que nous allions nous pencher sur la rubrique A, les frais d'impression, afin de voir ce que nous pourrions faire à cet égard?

[Text]

The Chairman: Yes.

Mr. Peterson: What will you be doing, reporting back to the committee on it?

The Chairman: Yes. Mr. Allmand.

Mr. Allmand: I am going to vote against the budget on principle. It includes the amount for \$156,000. My amendment was defeated. I do not want to approve of the budget, although I think a lot of the budget is required. But I feel I have to play hardball on this issue of researchers because we are so pitifully short in the opposition. So I am going to vote against it to register my objection to the budget's going ahead in its present format.

Motion agreed to

The Chairman: Can we deal with two other items? There is a list of exhibits before members. The chairman simply seeks permission to file those as exhibits before the committee. Any objection?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: The next item on your chairman's agenda is the work schedule. Mr. Peterson had something and then Mr. Allmand.

Mr. Peterson: No. I was going to ask the question about the research and the assignment to opposition parties. Do we need a formal motion at this point or do we just entrust you to bring it up with the Committee of Chairmen or whatever it is called?

The Chairman: You can proceed either way. After the discussion today, I would bring it to the attention of the Liaison Committee. It might not be brought to their attention for several meetings. In other words, the committee is really seized of the interaction with the commissioners around the total budgetary amount. That is the dominant issue, because committees are blocked until budgets are approved, and then they will move to other items.

• 1055

Mr. Peterson: As long as you undertake the committee to do that, there is not a motion required. I just wanted to clarify that.

The Chairman: It can be done in the form of a motion.

Mr. Peterson: Will you be reporting back to the committee?

The Chairman: Yes.

Mr. Allmand: I would appreciate it if the committee does it. But I must let the committee know that we will have some representative from our party raising it at the meeting as well, so it will surely be brought up.

The Chairman: Mr. Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le président, est-ce vraiment au Comité de liaison que cette motion doit être présentée? N'est-ce pas plutôt au Comité des procédures?

[Translation]

Le président: Vous avez raison.

M. Peterson: Qu'allez-vous faire donc, en faire rapport au comité?

Le président: En effet. Monsieur Allmand.

M. Allmand: Je vais voter contre le budget pour une question de principe. Ce budget comprend un poste de 156,000\$. Mon amendement a été rejeté. Je ne veux pas approuver ce budget même si je sais qu'une grande partie de celui-ci nous est nécessaire. J'ai toutefois le sentiment que je me dois d'être ferme à propos de la question des agents de recherche en raison de la minceur de nos effectifs dans l'opposition. Je vais donc voter contre pour signaler mon opposition au budget sous sa forme actuelle.

La motion est adoptée.

Le président: Pouvons-nous passer aux deux autres points? Les membres du Comité ont reçu une liste de pièces et le président vous demande simplement la permission de les faire consigner à ce titre. Opposition?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous avons ensuite à mon ordre du jour notre programme de travail. M. Peterson a quelque chose à signaler, ainsi que M. Allmand.

M. Peterson: Pas du tout. J'allais simplement demander ce qu'il en était de la question des agents de recherche et de l'affectation aux parties d'opposition. Nous faut-il une motion formelle à ce sujet ou nous contentons-nous de vous faire confiance pour signaler la chose au comité des présidents, si c'est comme cela qu'on l'appelle?

Le président: L'un ou l'autre. Après la discussion de ce matin, je vais signaler la chose au comité de liaison, mais il faudra peut-être attendre un certain nombre de réunions pour que cela puisse se faire. En d'autres termes, le Comité est effectivement pris par cette interaction avec les commissaires à propos du total de notre budget. C'est le problème central étant donné que les comités sont impuissants tant que leurs budgets ne sont pas approuvés, et une fois qu'ils le sont, ils peuvent passer à autre chose.

M. Peterson: Dans la mesure où vous engagez le Comité à le faire, une motion ne s'impose pas et c'est précisément l'éclaircissement que je voulais.

Le président: Cela peut se faire par voie de motion.

M. Peterson: Allez-vous faire rapport au Comité?

Le président: Oui.

M. Allmand: Je préférerais que le Comité le fasse, mais je dois vous signaler que nous aurons également des représentants de notre parti qui évoqueront la chose lors de la réunion, de sorte que la question sera assurément soulevée.

Le président: Monsieur Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Chairman, does this motion really need to be put to the liaison committee, or rather to the committee on procedure? When we want to change

[Texte]

Lorsqu'on veut faire des modifications dans le fonctionnement des Comités ou à la Chambre, n'est-ce pas plutôt le Comité des procédures qui doit statuer? Votre Comité est-il un comité de liaison? Quel comité doit prendre une décision de ce genre?

Le président: Il s'agit d'une situation nouvelle. Mais je pense que les idées qui touchent ce Comité doivent être soulevées.

Mr. Blackburn (Jonquière): Okay.

The Chairman: A recommendation from them.

On the schedule you have in front of you, the clerk has taken it as far as he can at this point. We do not yet have firm commitment from Madam MacDonald. It looks like May 21, but that is simply a best guess. It may be later today when we have that firm commitment. But we have firm commitments from Madam Champagne and Bill McKnight, and we have commitments from officials.

For those of you who came a little late, the meeting slated for this Thursday at 6.30 p.m. was to get us into the Immigration estimates with officials only. There is some doubt about whether that can now proceed. There was a phone call to the clerk this morning; there seems to be a problem. The notice has already come to your offices. But the clerk will get on it as quickly as he can and will communicate to offices if there is a shift.

Mr. Allmand, and then Mr. Rodriguez.

Mr. Allmand: I am looking at this proposed schedule. I see there are five slots for Employment estimates that have no specific witnesses. One has Madam Champagne, and you say May 21 may be Flora MacDonald.

I just wanted to mention some things that we have not really gone into in any depth yet in our study of estimates. One is the whole business of job creation, job strategy, and training programs.

The youth employment, I presume we can deal with that with Madam Champagne. That is her only responsibility with respect to this committee. Anyway, we could spend a whole period with her on youth unemployment, but I do not want it to mean that when we have Flora MacDonald back again we cannot ask some questions that might relate to it too. But it may be we will not have to do it.

The Chairman: I think with both those Ministers, Warren, you can ask any main estimates question that falls under their purview. The concentration with Madam Champagne will clearly be the youth part of that, but they are the government; they are responsible for the ministry.

Mr. Allmand: But there are some things, Mr. Chairman, that fall under both Employment and Immigration and

[Traduction]

something in the way committees work or in the way the House works, is it not the committee on procedure which is supposed to rule? Is your committee a liaison committee? Which committee has true rule on this matter?

The Chairman: It is a whole new situation. However, I trust that everything that has a bearing on this committee must be raised.

M. Blackburn (Jonquière): Parfait.

Le président: Il faut une recommandation de cette part.

Pour ce qui est de notre programme de travail dont vous avez copie, le greffier a fait ce qu'il a pu jusqu'à présent. Nous n'avons pas encore d'engagement ferme de la part de M^{me} MacDonald. Il semblerait que nous puissions procéder le 21 mai, mais ce n'est encore que conjecture. Peut-être pourrions-nous avoir une réponse ferme plus tard dans la journée. Nous avons toutefois d'ores et déjà un engagement ferme de la part de M^{me} Champagne et de M. Bill McKnight, ainsi que de la part des fonctionnaires.

Pour ceux d'entre vous qui sont arrivés après le début de la séance, la réunion prévue pour jeudi 18h30 devait nous permettre d'étudier le budget de l'Immigration en présence des fonctionnaires du ministère seulement. Nous ne savons toutefois pas au juste si nous pouvons procéder de la sorte. Le greffier a reçu un coup de téléphone ce matin et il semblerait y avoir un problème. L'avis de convocation vous a déjà été livré, mais le greffier va s'en occuper aussi rapidement que possible et s'il y a un changement, il vous le fera savoir.

M. Allmand, puis M. Rodriguez.

M. Allmand: Je jette un coup d'oeil sur ce projet de programme de travail et je constate que nous avons prévu cinq créneaux pour le budget Emploi sans pour autant spécifier de témoins. Nous allons avoir M^{me} Champagne, et vous avez dit que nous entendrons peut-être Flora MacDonald le 21 mai.

Je voulais vous mentionner deux ou trois éléments que nous n'avons pas vraiment très approfondis dans le cadre de notre étude du budget. Il y a pour commencer tout le problème de la création d'emplois, de la stratégie d'emploi et des programmes de formation.

Pour ce qui est de l'emploi pour les jeunes, j'imagine que nous pourrions en parler avec M^{me} Champagne. En ce qui nous concerne, c'est sa seule responsabilité. Quoi qu'il en soit, nous pourrions consacrer beaucoup de temps à parler du chômage des jeunes avec elle, mais je ne voudrais pas que cela nous interdise, lorsque nous réentendrons Flora MacDonald, de lui poser à elle aussi certaines questions corollaires. Peut-être également ne devons-nous pas le faire.

Le président: Je pense Warren que vous pouvez poser à ces deux ministres à peu près n'importe quelle question relative au budget principal des dépenses qui relève de leur portefeuille. Dans le cas de M^{me} Champagne, il est évident que nous allons surtout nous axer sur la composante jeunesse, mais ces ministres sont le gouvernement et ils ont la responsabilité de ce ministère.

M. Allmand: Il y a néanmoins certaines choses, monsieur le président, qui relèvent à la fois de la rubrique Emploi et de la

[Text]

whatsoever. The staff has prepared a research document on that. It deals with such things as common support services to both wings of the department, things like the social insurance number.

• 1100

There are things that are common to both, and there are nuts-and-bolts sorts of things for when we have Mr. Lussier one time. I would leave those to the end because they are lower profile, but people may have questions on them. They have to deal with personnel policy within the department, affirmative action policy within the department, the ability to work in both languages in the department—a whole lot of things that are common to employment and immigration and unemployment insurance.

There were some things proposed in Nielsen and in the budget, some new things that we could ask, I guess. In any case, we need a couple of good periods of time on both employment policies and training policies, as well as youth unemployment. I just hope we have enough time. I found out I have a couple of minor questions on unemployment insurance, and I will ask them when the Minister comes, or some other time, but we need some solid time on job strategy and on training and things like that.

The Chairman: My own sense is that of those five sessions about 80% should be on the job creation and training side of it because, as you pointed out earlier today, we have spent most of our sessions to this point on the unemployment insurance side.

If you know in advance that you are going to go into a particular subject area, I think it would be helpful if you communicated that to the researchers. Then we could take some steps to try to make sure that we had a knowledgeable person. It might not be the witness, but one of the other officials. On the administrative items, for instance, if we knew which meeting, then we could make sure we try to arrange the witnesses for you.

Mr. Rodriguez: Mr. Chairman, we know for the rest of this week. Now for Monday, May 5, do we know whom we are going to have?

The Chairman: No, we hope to have that information before the day is out. There is May 5, May 9 and May 21. That is a bundle of three, and the Minister should be in there somewhere, and then the others would be officials. I think you can count on May 5, May 9 and May 21 as employment-type witnesses.

Mr. Allmand: Is the meeting for this Thursday at 6.30 p.m. cancelled if the immigration officials cannot come?

[Translation]

rubrique Immigration, si vous me suivez. Nos collaborateurs ont préparé un rapport de recherche à ce sujet: il y a notamment les services de soutien communs aux deux composantes du ministère, ou encore le numéro d'assurance sociale.

Il y a des éléments communs aux deux, il y a aussi les petits détails pratiques que nous pouvons réserver à M. Lussier. Je les laisserais d'ailleurs pour la fin parce qu'ils ont moins d'importance, mais les députés auraient peut-être des questions à poser à ce sujet. Il s'agit notamment de la politique ministérielle en matière de dotation, de la politique ministérielle en matière d'action positive, du travail dans les deux langues au sein du ministère, de toute une série de choses en fait qui sont communes à la composante emploi et à la composante immigration ainsi qu'à l'assurance-chômage.

Le budget et le rapport Nielsen proposent également certaines choses, certaines nouveautés à propos desquelles nous pourrions également poser des questions. Quoi qu'il en soit, il nous faudrait une couple de bonnes réunions à la fois sur les politiques d'emploi et les politiques de formation, ainsi que sur le chômage chez les jeunes. J'espère simplement que nous aurons le temps de tout faire. Je me suis rendu compte que j'avais également une ou deux petites questions à poser sur l'assurance-chômage, je les poserai d'ailleurs lorsque nous entendrons le ministre, ou à un autre moment, mais il nous faut quelques bonnes séances sur la stratégie d'emploi, sur la formation et ce genre de choses.

Le président: Personnellement, j'ai le sentiment personnellement que sur ces cinq séances, 80 p. 100 devrait être consacré à la création d'emplois et à sa composante formation pour la simple raison, comme vous l'avez d'ailleurs déjà dit ce matin, que jusqu'à présent nous avons consacré le plus gros de nos réunions à la composante assurance-chômage.

Si vous savez d'avance dans quel sens vous comptez orienter vos questions, il serait peut-être utile d'en faire part aux chargés de recherche. Ainsi, nous pourrions prendre les dispositions nécessaires pour que nous ayons quelqu'un qui soit bien au fait de la question, peut-être pas un témoin, mais par exemple l'un ou l'autre fonctionnaire. Du point de vue administratif par exemple, si nous savions à quelle réunion cela sera abordé, nous pourrions faire venir des témoins précisément pour vous satisfaire.

M. Rodriguez: Monsieur le président, nous sommes au courant pour le restant de la semaine. Dans le cas du lundi 5 mai, qui allons-nous entendre?

Le président: Nous ne savons pas encore, mais nous espérons le savoir avant la fin de la journée. Il y a le 5 mai, le 9 mai et le 21 mai. C'est un groupe de réunions et la ministre devrait en prendre une des trois. Les deux autres réunions seraient consacrées aux fonctionnaires. Je pense que vous pouvez tabler sur le 5 mai, le 9 mai et le 21 mai comme journées réservées à la question de l'emploi.

M. Allmand: La réunion prévue pour jeudi à 18h30 est-elle annulée si les gens de l'Immigration ne peuvent pas venir?

[Texte]

The Chairman: There has to be an official notification from the clerk. We are still hoping that we can start the immigration, but we are just not sure.

Would members want to have a meeting in any event to discuss with researchers where we are and where we are going, and get a better sense of that? That is one way we could spend Thursday if in fact we lose our witnesses.

Mr. Rodriguez: I prefer dealing with the researchers on a one-on-one basis.

The Chairman: Then be alert that there may not be a meeting Thursday evening. The immigration people may decide to continue with their reference.

Mr. Rodriguez: Okay, and then you will let us know about Monday, May 5.

The Chairman: Yes, and will the members notify their substitutes. As the topics change there may be other people, but now you could alert them and get that into their schedules to avoid problems.

Members might also start thinking of what they want to do in June. It is not too early to begin to give that some thought, and we would have a steering committee, I would anticipate, fairly early in May to try to outline what we think we are going to do in June with the committee.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Le président: Il faudrait que le greffier le signifie officiellement. Nous continuons à espérer pouvoir commencer l'étude du budget Immigration mais nous n'en avons pas encore la certitude.

Les membres du Comité souhaiteraient-ils que nous siégions de toute façon pour discuter avec les adjoints de recherche de l'état de l'avancement de nos travaux, de leur orientation future, pour nous faire une meilleure idée de la chose? Nous pourrions ainsi y consacrer la séance de jeudi si effectivement nous perdons le témoin.

M. Rodriguez: Je préfère traiter individuellement avec les chargés de recherche.

Le président: À ce moment-là soyez aux aguets car il n'y aura peut-être pas de réunion jeudi soir. Les gens de l'Immigration pourraient peut-être décider de poursuivre leur renvoi.

M. Rodriguez: D'accord, mais vous nous ferez savoir quoi pour le lundi 5.

Le président: Effectivement, et les membres à leur tour le signaleront à leurs substituts. Si le sujet change, les gens changeront peut-être aussi, mais vous pouvez d'ores et déjà les avertir afin qu'ils le notent dans leur agenda, ce qui nous évitera des problèmes.

Les membres du Comité pourraient également commencer à penser à ce qu'ils veulent faire en juin. Il n'est jamais trop tôt pour commencer à y penser et j'imagine que nous aurons une réunion du Comité directeur tout au début du mois de mai pour tenter de déterminer dans les grandes lignes ce que nous entendons faire en juin.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Kenneth Wyman, Executive Director, Insurance;
John Edwards, Associate Deputy Minister.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Kenneth Wyman, directeur exécutif, Assurance;
John Edwards, sous-ministre associé.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 58

Tuesday, April 29, 1986
Thursday, May 1, 1986
Tuesday, May 6, 1986
Wednesday, May 7, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 58

Le mardi 29 avril 1986
Le jeudi 1^{er} mai 1986
Le mardi 6 mai 1986
Le mercredi 7 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

**Labour, Employment
and Immigration**

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

**Travail, de l'Emploi et
de l'Immigration**

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Vote 1 UNDER LABOUR

and

Order of Reference relating to Family Class
Immigration

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédit 1 sous
la rubrique TRAVAIL

et

Ordre de renvoi concernant l'immigration Catégorie de
la famille

APPEARING:

The Honourable William McKnight,
Minister of Labour

COMPARAÎT:

L'honorable William McKnight,
Ministre du Travail

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the

Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la

trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Pauline Browes
Dan Heap
Sergio Marchi

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to adoption of the 33rd report of the Striking
Committee (SO 94(3))

On Thursday, May 1st, 1986:

Maurice Tremblay (*Lotbinière*) replaced Gilles Bernier.

Suite à l'adoption du 33^e rapport du Comité de sélection
(Article 94(3)):

Le jeudi 1^{er} mai 1986:

Maurice Tremblay (*Lotbinière*) remplace Gilles Bernier.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 29, 1986

(83)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 4:22 o'clock p.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi and John Oostrom.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Jim Hawkes:* Steve Harper. *From the Office of Dan Heap:* Anne John-Baptiste. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie.

The Order of Reference dated March 13, 1986, being read as follows:

ORDERED,—That the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration be empowered to investigate possible means of streamlining immigration policies and procedures for reunifying families, and in particular,

1. to examine the sources and historical patterns of family class immigration, by component;
2. to identify and assess the procedures, by the various departments and agencies that are involved in family class processing, and examine the coordination of those functions;
3. to recommend strategies for shortening family class processing durations by improving the efficiency and effectiveness of the family class processing system; and
4. to recommend, where desirable, changes in procedures in order to streamline the reunification of families;

That the Committee be empowered to adjourn from place to place inside and outside Canada and that, when deemed necessary, the required staff accompany the Committee, or members of the Committee, as the case may be; and

That the Committee submit its final report to the House of Commons no later than May 30, 1986.

At 5:00 o'clock p.m., Fernand Jourdenais took the Chair.

At 5:38 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, MAY 1, 1986

(84)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 9:40 o'clock a.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi and Maurice Tremblay (Lotbinière).

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 29 AVRIL 1986

(83)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 16 h 22, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, Sergio Marchi, John Oostrom.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Jim Hawkes:* Steve Harper. *Du Bureau de Dan Heap:* Anne John-Baptiste. *Du Bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie.

Lecture de l'ordre de renvoi du 13 mars 1986 est donnée en ces termes:

IL EST ORDONNÉ,—Que le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration soit investi du pouvoir d'étudier des moyens d'orienter les politiques et formalités d'immigration aux fins de la réunification des familles, et plus particulièrement

1. d'étudier les sources et les mouvements d'immigration de membres de la catégorie de la famille, par composante;
2. d'identifier et d'évaluer les procédures en vigueur dans les divers ministères et agences dont le travail est lié au traitement des demandes de la catégorie de la famille, et d'examiner les coordinations de ces fonctions;
3. de recommander des méthodes visant à écourter les délais de traitement des demandes de la catégorie de la famille en améliorant l'efficacité du système de traitement de ces demandes; et
4. de recommander, s'il y a lieu, des changements aux formalités en vigueur, visant à accélérer la réunification des familles.

Que le Comité soit investi du pouvoir d'ajourner les séances d'un lieu à un autre au Canada et à l'étranger et que, lorsqu'il le juge nécessaire, le personnel voulu en accompagne les membres ou des membres, selon le cas; et

Que le Comité présente son rapport final à la Chambre des communes avant le 30 mai 1986.

A 17 heures, Fernand Jourdenais occupe le fauteuil.

A 17 h 38, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 1^{er} MAI 1986

(84)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 9 h 40, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi, Maurice Tremblay (Lotbinière).

Acting Member present: Andrew Witer for Peter Peterson.

Other Member present: John Oostrom.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Committee's and Private Legislation Directorate:* Fiona Bladon, Administrative Assistant. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of Dan Heap:* Anne John-Baptiste.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration, dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee considered its draft report to the House of Commons.

At 12:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING **(85)**

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 6:39 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais and Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

Acting Member present: Andrew Witer for Jean-Pierre Blackburn.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *From the Office of the Hon. Walter MacLean:* Paul Cloutier. *From the Office of Dan Heap:* Anne John-Baptiste.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Joe Bissett, Executive Director, Immigration. Gerry Van Kessel, Director, Special Projects, Immigration. Christopher Taylor, Director, Policy Development, Immigration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration, dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The witnesses answered questions.

At 11:25 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, MAY 6, 1986 **(86)**

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 11:25 o'clock a.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi, Fernand Jourdenais, John Oostrom and Peter Peterson.

Membre suppléant présent: Andrew Witer remplace Peter Peterson.

Autre député présent: John Oostrom.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *De la Direction des comités et de la législation privée:* Fiona Bladon, adjointe administrative. *Du bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du Bureau de Dan Heap:* Anne John-Baptiste.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986, relatif à l'immigration de membres de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité étudie son projet de rapport destiné à la Chambre des communes.

A 12 h 40, le Comité lève la séance jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR **(85)**

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 18 h 39, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Fernand Jourdenais, Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

Membre suppléant présent: Andrew Witer remplace Jean-Pierre Blackburn.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie. *Du Bureau de l'honorable Walter MacLean:* Paul Cloutier. *Du Bureau de Dan Heap:* Anne John-Baptiste.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Joe Bissett, directeur exécutif, Immigration; Gerry Van Kessel, directeur, Projets spéciaux, Immigration; Christopher Taylor, directeur, Élaboration de la politique, Immigration.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de membres de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Les témoins répondent aux questions.

A 23 h 25 le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 6 MAI 1986 **(86)**

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 11 h 25, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Dan Heap, Sergio Marchi, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson.

Acting Member present: Andrew Witer for Jean-Pierre Blackburn.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. *From the Committee's Research Staff:* Anne-Marie Smart. *From the Office of Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration, dated March 13, 1986 (*See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58*).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

On motion of Pauline Browes, it was agreed,—That the Committee authorize Anne-Marie Smart and Margaret Young to travel to Montreal and Toronto, respectively, regarding the Committee's Order of Reference concerning family class immigration.

At 1:48 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, MAY 7, 1986
(87)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 6:34 o'clock p.m. this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes and Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

Acting Members present: Rod Murphy for John R. Rodriguez; Andrew Witer for Pauline Browes.

Other Member present: Sheila Copps.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr, and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research Staff:* Louise Thibault and David McGovern.

Appearing: The Honourable William McKnight, Minister of Labour.

Witnesses: From Labour Canada: Jennifer McQueen, Deputy Minister; W.P. Kelly, Associate Deputy Minister, Federal Mediation and Conciliation Service; Herman Hansen, Assistant Deputy Minister, Operations; Linda Geller-Schwartz, Director General, Women's Bureau; Charles Helmes, Director General, Administrative and Policy Services. *From Canadian Centre for Occupational Health and Safety:* Dr. Gordon Atherley, President. *From Canada Labour Relations Board:* Brian Keller, Vice-Chairman.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-1987 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Chairman called Vote 1 under LABOUR.

The Minister answered questions.

The Chairman authorized that the following documents be filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

Membre suppléant présent: Andrew Witer remplace Jean-Pierre Blackburn.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Anne-Marie Smart. *Du Bureau de Fernand Jourdenais:* Jacques Lavoie.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986, relatif à l'immigration de membres de la catégorie de la famille (*Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58*).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

Sur motion de Pauline Browes, il est convenu,—Que le Comité autorise Anne-Marie Smart et Margaret Young à se rendre à Montréal et à Toronto respectivement, au sujet de l'ordre de renvoi du Comité relatif à l'immigration de membres de la catégorie de la famille.

A 13 h 48, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 7 MAI 1986
(87)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 18 h 34, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jean-Pierre Blackburn, Jim Hawkes, Maurice Tremblay (*Lotbinière*).

Membres suppléants présents: Rod Murphy remplace John R. Rodriguez; Andrew Witer remplace Pauline Browes.

Autre député présent: Sheila Copps.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault et David McGovern.

Comparaît: L'honorable William McKnight, ministre du Travail.

Témoins: De Travail Canada: Jennifer McQueen, sous-ministre; W.P. Kelly, sous-ministre associé, Service fédéral de médiation et de conciliation; Herman Hansen, sous-ministre adjoint, Opérations; Linda Geller-Schwartz, directrice générale, Bureau de la main-d'oeuvre féminine; Charles Helmes, directeur général, Politiques et services administratifs. *Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail:* Docteur Gordon Atherley, président. *Du Conseil canadien des relations du Travail:* Brian Keller, vice-président.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 27 février relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987 (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le président met en délibération le crédit 1 inscrit sous la rubrique TRAVAIL.

Le Ministre répond aux questions.

Le président permet que les documents ci-après soient déposés chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives, à savoir:

(a) Responses by Officials of Labour Canada to questions asked at meeting of April 23, 1986 (*Exhibit "TRAV-111"*);

(b) Responses by officials of the Canada Labour Relations Board to questions asked at meeting of April 23, 1986 (*Exhibit "TRAV-112"*);

(c) Document entitled "A survey of Part-Time Employment in Federally Regulated Industries—Vol. I" prepared for Labour Canada by Hay Management Consultants (*Exhibit "TRAV-113"*).

At 8:09 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

a) réponses de hauts fonctionnaires de Travail Canada à des questions posées à la séance du 23 avril 1986 (*Pièce «TRAV-111»*);

b) réponses de hauts fonctionnaires du Conseil canadien des relations du travail à des questions posées à la séance du 23 avril 1986 (*Pièce «TRAV-112»*);

c) Document intitulé *A survey of Part-Time Employment in Federally Regulated Industries—Vol. I*, préparé à l'intention de Travail Canada par la firme *Hay Management Consultants* (*Pièce «TRAV-113»*).

A 20 h 09, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Wednesday, May 7, 1986

• 1830

The Chairman: Order. We do have a quorum. We are here today on the main estimates, vote 1 in particular, but votes 1 and 5 were advertised. Mr. McKnight is our witness.

• 1835

LABOUR

Labour

Vote 1—Operating expenditures\$45,690,000

Vote 5—Grants and contributions\$8,740,000

The Chairman: Mr. McKnight, do you have an opening statement?

Hon. William McKnight (Minister of Labour): No, I do not have an opening statement, Mr. Chairman.

The Chairman: Would you prefer to go right into questions then?

Mr. McKnight: I am at the wishes of the committee.

The Chairman: Okay. Well, let me take a moment. Maybe you could introduce the officials who are here with you so members can have some understanding, at least of the front bench.

Mr. McKnight: Mr. Herb Hansen, Assistant Deputy Minister; Bill Kelly, Associate Deputy Minister; Miss Jennifer McQueen, Deputy Minister; Charlie Helmes, Director General of Administrative Policy and Services; Greg Traversy. Do you want to start on the back? Linda Geller-Schwartz, Bob Gordon, Brian Keller, CLRB, Mr. Legault, Jim McLellan.

The Chairman: It is a big crew. We thank you all for coming. I would indicate to members that most of the people are from Labour Canada, but there are also people from the Canadian Centre for Occupational Health and Safety and people from the Canada Labour Relations Board.

Mr. McKnight: Dr. Gordon Atherley, I am sorry.

The Chairman: Okay. Miss Copps.

Ms Copps: I would like to maybe just start with broaching a question that was touched on a little bit when we had the first sitting on the estimates, and that is the Nielsen task force and how its prospective cut-backs will impact on the ministry. That's being studied at the moment, I understand. In fact we had some fairly strong words from the assistant deputy minister with respect to the effect that any cut would have on mediation services. I wonder whether the Minister might want to comment at what stage the ministry's response to Nielsen is and whether in fact you share the concerns of your ADM about the mediation situation at the moment.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mercredi 7 mai 1986

Le président: À l'ordre. Nous avons le quorum. Le Budget des dépenses, en particulier le crédit premier, bien que la feuille verte fasse état des crédits 1 et 5, est notre ordre du jour. Notre témoin est M. McKnight.

TRAVAIL

Travail

Crédit 1—Dépenses de fonctionnement\$45,690,000

Crédit 5—Subventions et contributions\$8,740,000

Le président: Monsieur McKnight, avez-vous une déclaration liminaire à faire?

L'honorable William McKnight (ministre du Travail): Non, monsieur le président, je n'ai pas de déclaration liminaire à faire.

Le président: Préférez-vous alors répondre tout de suite aux questions posées?

M. McKnight: Je suis à la disposition du Comité.

Le président: Très bien. Alors peut-être que vous pourriez nous présenter vos collaborateurs afin que les membres du Comité puissent savoir au moins à qui ils ont affaire.

M. McKnight: M. Herb Hansen, sous-ministre adjoint; M. Bill Kelly, sous-ministre associé; M^{lle} Jennifer McQueen, sous-ministre; M. Charlie Helmes, directeur général, Politique et des services administratifs; Greg Traversy. Au deuxième rang nous avons Linda Geller-Schwartz, Bob Gordon, Brian Keller, CLRB, M. Legault et Jim McLellan.

Le président: C'est une grosse équipe. Nous vous remercions tous d'être venus. Je dois signaler au Comité que la plupart des participants représentent Travail Canada mais nous avons également des représentants du Centre canadien pour la santé et la sécurité au travail et de la Commission canadienne des relations de travail.

M. McKnight: Le D^r Gordon Atherley, je m'excuse.

Le président: Très bien. Mademoiselle Copps.

Mme Copps: J'aimerais, pour commencer, revenir sur une question que nous avons effleurée lors de la première séance consacrée aux prévisions budgétaires, où nous avons parlé du groupe de travail Nielsen et des compressions budgétaires qui pourraient en résulter pour le ministère. Je crois que cette question fait actuellement l'objet d'une étude. Le fait est que le sous-ministre adjoint n'a pas mâché ses mots quant aux effets qu'une compression budgétaire pourrait avoir sur les services de médiation. Je me demande si le ministre veut bien nous dire comment son ministère réagit aux restrictions suggérées par le groupe Nielsen. J'aimerais également savoir si le ministre

[Text]

Mr. McKnight: Yes, Mr. Chairman, I do share those concerns. The options put forward by the government task force are options. I would hope, Mr. Chairman, that the committee would have some suggestions regarding the impact of the Nielsen studies, or the government studies on both the Federal Mediation and Conciliation Service and other impacts that they perceive from the Nielsen task force.

We have a concern about being able to continue providing the service that is necessary. I have expressed that concern, and I would hope that the committee would have some suggestions to put forward on how we could best maintain the good offices of the Federal Mediation and Conciliation Service.

Ms Copps: I think it was pointed out by the ADM that in fact if we were to have one railway strike for one day, that would far outstrip the cost of the Mediation and Conciliation Service for any number of years. So I guess there is some concern in that area.

I also have some concern about the possible cut-backs to the Canadian Centre for Occupational Health and Safety. As you know, they were cut back about 10%, I guess, in the Wilson budget. There is a further potential cut-back of about 10% that is being talked about now. Given that I think they got a fairly clean bill of health from Nielsen in terms of what they do, I just wonder if the Minister has any comment on those cut-backs.

Mr. McKnight: Well, the Canadian Centre for Occupational Health and Safety was part of the Nielsen task force, the government's task force study. The recommendations are known to the members, and again I have some concerns about those recommendations.

As the members know, Mr. Chairman, the centre is basically a tripartite centre. We have as partners organized labour, provincial governments, and the federal government. The mandate of the centre is broad. I believe its management now, with Martin O'Connell and Dr. Atherley, have embarked upon the proper direction, with my encouragement.

Again, if any members of the committee have suggestions as to how the recommendations of the Nielsen task force, the government task force, on the Canadian Centre for Occupational Health and Safety in Hamilton could be implemented and the directions it should take, I would be very interested in those discussions.

Ms Copps: I guess I was kind of hoping, and maybe you can comment on that as well, that with the data base that is being developed at the Canadian Centre for Occupational Health and Safety, and the fact that it is being made available not only to government but also to labour, that we would be looking at expanding those services.

[Translation]

partage les inquiétudes du son sous-ministre adjoint en ce qui concerne la situation actuelle de la médiation.

M. McKnight: Oui, monsieur le président, je partage ces inquiétudes. Les options présentées par le groupe de travail du gouvernement ne sont que des options. J'espère, monsieur le président, que le Comité aura des suggestions à faire en ce qui concerne les répercussions des études gouvernementales sur le Service fédéral de médiation et de conciliation et en ce qui concerne d'autres répercussions imputables au groupe de travail Nielsen.

Nous sommes préoccupés par le fait que nous ne pourrions peut-être pas fournir le service nécessaire. Ayant moi-même exprimé cette inquiétude, j'espère que le Comité aura des suggestions à faire... quant à la meilleure façon de maintenir les bons offices du Service fédéral de médiation et de conciliation.

Mme Copps: Je crois que le sous-ministre adjoint a signalé qu'il suffirait d'une grève d'une journée dans les chemins de fer pour que la perte dépasse considérablement les dépenses de plusieurs années du Service de médiation et de conciliation. Je comprends donc qu'on s'inquiète à juste titre à ce sujet.

Les compressions budgétaires pouvant toucher le Centre canadien pour la santé et la sécurité au travail me donnent également de l'inquiétude. Comme vous le savez, le budget de M. Wilson prévoyait une réduction, je crois, de 10 p. 100. On parle maintenant d'une autre réduction d'environ 10 p. 100. Cela veut dire que ce centre est en odeur de sainteté chez le groupe Nielsen. Je me demande si le ministre a quelque chose à dire au sujet de ces compressions.

M. McKnight: Eh bien, le Centre canadien pour la santé et la sécurité au travail a été passé en revue par le groupe Nielsen. Les membres du Comité connaissent les recommandations de ce groupe, lesquelles m'inquiètent un peu.

Comme on le sait, monsieur le président, ce centre est essentiellement tripartite. Les participants sont des syndicats, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. Les attributions du centre sont vastes. Je crois que les dirigeants actuels, sont M. Martin O'Connell et le Dr. Atherley, se sont engagés dans la bonne direction avec mon appui.

Je répète que si des membres du Comité ont des suggestions à faire quant à la mise en oeuvre des recommandations du groupe Nielsen, le groupe de travail du gouvernement, au sujet du Centre canadien pour la santé et la sécurité au travail dont le siège est à Hamilton, je serai très intéressé à en prendre connaissance.

Mme Copps: Compte tenu de la base de données en voie d'établissement au Centre canadien pour la santé et la sécurité au travail et compte tenu du fait qu'elle est mise à la disposition non seulement du gouvernement mais également des travailleurs, j'avais espéré que nous envisagerions l'agrandissement de ces services. Peut-être aimeriez-vous faire des commentaires à ce sujet.

[Texte]

• 1840

I think at the last estimates it was stated that the number of inquiries are projected to rise from 7,500 in 1985-86 to 9,500 in 1986-87. This may require some clarification from Dr. Atherley, but I believe he stated that the number of inquiries which will go uncompleted will double from 700 and—maybe this is in a timeframe—700 in 1985-86 to 1,500 in 1986-87. That is a figure which gives me some concern in the sense that if they are not completed, then obviously there are questions in the field going unanswered.

The other thing that was raised during estimates was the fact that one of the ministry's cut-backs has forced the cancellation of the survey on working conditions across Canada. In response to my questions on this issue, I think the deputy minister stated that the slack on that survey would be picked up in areas where there is a collective agreement. But I wonder what provisions the Minister has made for areas where there is not a collective agreement.

It was suggested that they would be getting data from organized labour in areas where they do have unions, but when there is no union, how are they going to be getting data based on working conditions, wages and hours?

Mr. McKnight: The study you refer to and the wage study that has been conducted by Labour Canada has been discontinued, Mr. Chairman, was discontinued for financial reasons. The data we will have will be data that would be available to anyone looking at collective agreements. The necessity of gathering that data, in the opinion of the department, and the necessity for conserving resources was that survey was no longer as relevant as it had been in the past.

Ms Copps: How does the Minister expect to get information regarding the working conditions of unorganized workers in Canada?

Mr. McKnight: Pardon me?

Ms Copps: How will information be gathered about the working conditions, salaries and wages of unorganized workers?

Mr. McKnight: The information that will be necessary will be obtained as it is necessary. It will not be obtained on a universal basis, but it will be obtained, as necessary.

Ms Copps: I expressed my concern at the time, because I think it is fine that we use available data with respect to areas where there is a collective agreement, but there are a lot of people out there. I think there is some concern about the way the labour market is changing, particularly with respect to part-time workers and unorganized workers, which we will not get a picture of as a result of the cancellation of this survey.

Mr. McKnight: I would not suggest that there will not be a picture, Mr. Chairman. There will be a picture. The picture will come from different areas of government. It could come

[Traduction]

Je crois que dans les dernières prévisions budgétaires, on a indiqué que le nombre des demandes de renseignements passera de 7500 en 1985-1986 à 9500 en 1986-1987. Le Dr. Atherley devra peut-être apporter des précisions à cet égard. Je crois cependant qu'il a indiqué que le nombre des demandes non traitées doublera et qu'il passera de 700 en 1985-1986 à 1500 en 1986-1987. Ces chiffres m'inquiètent un peu, car ces demandes de renseignements auxquelles on ne donne pas suite sont des questions auxquelles on ne répond pas.

L'autre point soulevé lors des prévisions budgétaires concerne le fait que l'une des restrictions budgétaires du ministère a entraîné l'annulation de l'enquête relative aux conditions de travail au Canada. En réponse aux questions que j'ai posées à ce sujet, je crois que le sous-ministre a déclaré que cette enquête sera maintenue dans les régions où une convention collective est en vigueur. Je me demande pourtant quelles dispositions le ministre a prises pour les régions où il n'y a pas de convention collective.

On a suggéré que les travailleurs se trouvant dans des localités où il n'y a pas de syndicat, pourraient obtenir des renseignements dans les localités où le travail est organisé. Cependant, s'il n'y a pas de syndicat pour renseigner ces travailleurs au sujet des conditions de travail, des salaires, des heures d'ouvrage, etc., où obtiendront-ils ces renseignements?

M. McKnight: L'enquête dont vous parlez et l'étude salariale ayant été effectuée par Travail Canada ont été interrompues, monsieur le président, pour des raisons financières. Les données que nous aurons proviendront des conventions collectives. Le ministère a jugé que la collecte des données et leur conservation ne requerraient plus l'enquête ayant eu son utilité dans le passé.

Mme Copps: Comment le ministre pense-t-il obtenir des informations au sujet des conditions de travail des travailleurs canadiens non syndiqués?

M. McKnight: Je vous demande pardon?

Mme Copps: Comment obtiendra-t-on des renseignements au sujet des conditions de travail et des salaires... des travailleurs non syndiqués?

M. McKnight: Les renseignements nécessaires seront obtenus quand il le faudra. Ils ne seront pas obtenus sur une base universelle, mais nous les aurons au moment voulu.

Mme Copps: J'ai déjà fait connaître mon inquiétude. Je crois en effet qu'il est utile de prendre les données provenant des régions où des conventions collectives sont en vigueur, mais comment connaître les conditions de travail des masses non syndiquées? Il y a de quoi être inquiet quand on voit les changements qui se produisent sur le marché du travail, particulièrement pour les travailleurs non syndiqués et à temps partiel. Nous ne pourrions pas avoir l'image de ce qui se passe vraiment par suite de l'annulation de cette enquête.

M. McKnight: Je ne dirai pas qu'il n'y aura pas d'image, monsieur le président, car il y en aura une. Cette image proviendra de divers secteurs gouvernementaux, comme le

[Text]

from the Department of Employment and Immigration, or from the employment area. It can come through other records of government. It can come through records that are kept by the provincial government; as I said earlier, the data that will be necessary will be gathered as it is necessary.

Ms Coppes: What is the effect of the cancellation of the Quality of Working Life Program?

Mr. McKnight: Mr. Chairman, the Quality of Working Life Program was established on a five-year mandate. That program was scheduled to expire on March 31, 1985, and did expire. The objectives of the Quality of Working Life Program will be, and are now, reflected in the changes to the Canada Labour Code under occupational health and safety, Part IV. The ongoing work of Labour Canada officers in providing information, in providing assistance from the field offices, is so that we can have joint decisions made by management and made by labour.

Ms Coppes: If I recall, at the time the Quality of Working Life Program was established, it was with the intention of not only implementing the ordinary work schedules and work responsibilities of ministry officials, but also of giving a kind of overall perspective to try to improve the quality of working life through innovative involvement in, for example, the adaptations that might be made to the industrial workplace to deal with the issue of noise, ergonomics and other issues which I would think are not dealt with by the ordinary ministry officers on a regular basis. I am not sure they would get into the study, for example, of VDTs and ergonomics and that type of thing.

• 1845

Mr. McKnight: The very study you are talking about is also part of the Canadian Centre for Occupational Safety and Health, which is doing an active study and has information gathered from all around the world on ergonomics. The program, as I said, was established, and was established to expire on March 31, 1985, and the program did expire. But some of the concerns the member expresses and the changes to Part IV under occupational health and safety of the Canada Labour Code reflect the work done by the quality of working life program and are now in the field in a revised code.

Ms Coppes: I wonder if the Minister could comment on the replacement of the Labour Adjustment Benefits Program by the POWA program, because I know that according to the figures that were tabled today in the short term there would be an increased amount of money spent on older workers, because you will continue to pay benefits to those who were previously eligible under LAB, but it seems to me the extension of a larger target group, along with the possibility of covering more workers in more professions . . . along with what appears to be a reduction in the actual dollars that will eventually be spent under POWA in relation to LAB, it seems to me you will have fewer dollars being spent for more retiring workers, and I am not sure how that fits into the government's program for older workers.

[Translation]

ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Des données pourront être obtenues dans les bureaux d'emploi ou dans les dossiers des gouvernements provinciaux. Comme je l'ai dit précédemment, les renseignements nécessaires seront obtenus quand il le faudra.

Mme Coppes: Quel est l'effet de l'annulation de l'enquête sur le programme de qualité de vie au travail?

M. McKnight: Monsieur le président, le programme de qualité de vie au travail avait été établi pour cinq ans. Il devait prendre fin le 31 mars 1985, c'est pourquoi il a expiré à cette date. Les objectifs de ce programme seront et sont déjà reflétés dans les changements apportés au Code du travail du Canada sous la rubrique Santé et sécurité au travail, partie IV. Les efforts faits par les agents de Travail Canada, pour donner des renseignements et fournir de l'aide par l'intermédiaire des bureaux régionaux, permettent de prendre des décisions conjointes avec les employeurs et les employés.

Mme Coppes: Si ma mémoire est bonne, lorsque le programme de qualité de vie au travail a été établi, il n'était pas seulement question de fixer des heures normales de travail et de définir les responsabilités des gestionnaires du ministère, mais il fallait aussi broser un tableau d'ensemble afin d'essayer d'améliorer la qualité de vie au travail, par exemple en apportant des modifications innovatrices aux lieux de travail où se posent des problèmes de bruit, d'ergonomie, etc. qui, je crois . . . ne retiennent pas régulièrement l'attention des agents ordinaires du ministère. Je ne suis pas certaine qu'ils étudieraient par exemple, la question des écrans cathodiques et des questions ergonomiques.

M. McKnight: Les études dont vous parlez sont faites au Centre canadien pour la santé et la sécurité au travail. Pour ce qui est de l'ergonomie, ce Centre a recueilli des informations provenant du monde entier. Comme je l'ai déjà dit, le programme pour la qualité de vie au travail a pris fin, comme prévu, le 31 mars 1985. En ce qui concerne les inquiétudes exprimées par l'honorable députée, je dois dire que les changements apportés à la partie IV du Code du travail, reflètent les travaux accomplis en vertu du programme pour la qualité de vie au travail. Le code révisé est d'ores et déjà appliqué dans les régions.

Mme Coppes: Je me demande si le ministre a des commentaires à faire au sujet du remplacement du programme d'ajustement des travailleurs par le programme POWA, car je sais que selon les chiffres déposés aujourd'hui, il devrait y avoir, à court terme, une somme accrue pour les travailleurs âgés, car vous continuerez à verser des allocations à ceux précédemment éligibles en vertu du programme d'ajustement des travailleurs, mais il me semble qu'en élargissant le groupe cible et possiblement en couvrant davantage de travailleurs dans un plus grand nombre de professions, alors qu'on aura, éventuellement une réduction des sommes consacrées au programme d'ajustement des travailleurs, il y aura moins d'argent pour davantage de travailleurs prenant leur retraite. Je ne vois guère comment cette situation peut convenir au programme gouvernemental destiné aux travailleurs âgés.

[Texte]

Mr. McKnight: The continuation of the LAB benefits with the addition . . . As the hon. member I am sure is aware, LAB was due to expire some nine months ago. It was extended until August 1986. The addition of the POWA, some \$125 million announced in the budget . . . that addition, plus the ongoing expenditures, will mean we will be spending more money on older worker adjustment than we had in the past.

Ms Copps: Right, but if I look at the figures the ministry has tabled today, the total package over the next five years is \$425 million, which if I extrapolate from that \$125 million for POWA means you would be spending about \$300 million for LAB.

Mr. McKnight: That is approximately the expenditure that we can anticipate.

Ms Copps: Presumably at some point in the bell curve, maybe not in the next four years, but by the time 1995 rolls around, the number of people who are going to be receiving LAB will obviously substantially diminish, since there will be no new entrants into the Labour Adjustment Benefits Program as of March . . . are you extending it to August or March of 1986? So at some point you are going to reach a point where in fact because of POWA you probably will be reducing by more than half the amount of money you are spending on older workers.

Mr. McKnight: The one point in the calculation the hon. member neglected in arriving at the number is that the POWA program will be a joint program, jointly cost-shared by the provinces, before we will enter into effective use of the program. That means \$250 million will be available.

The other point that has to be made is that at the present time there are several large corporations and industries that are very interested in participating in cost-sharing the program that has been put forward. We believe we will have more dollars available for older worker adjustment by taking this route, and it will be more generic, rather than having it tightly confined, as the previous program was, to the four designated areas, where some 85% of the payments go to one province.

Ms Copps: Given the explanation there, I just could not not follow it up. As I understand it, and from discussions we had with the deputy minister in committee a couple of weeks ago, provincial negotiations have not yet been completed, yet you are terminating the LAB program. So presumably the other expected funds from private corporations or the provincial sector have not necessarily been confirmed.

• 1850

Mr. McKnight: Termination of the program will take place in August. But what that does mean is that those individuals who become eligible for LAB during that time period will continue to be eligible. There will not be a termination.

Ms Copps: I understand that. But basically, by the time 1995 rolls around you will be covering a lot more workers with a lot fewer dollars, which is going to mean they will lose out in the long run.

[Traduction]

M. McKnight: Comme l'honorable députée le sait sûrement, le programme d'ajustement des travailleurs devait expirer il y a neuf mois. De fait, il a été prolongé jusqu'en août 1986. Les 125 millions de dollars annoncés dans le budget pour le programme POWA s'ajouteront aux sommes actuellement dépensées et nous consacrerons plus d'argent aux travailleurs âgés que nous ne l'avons fait par le passé.

Mme Copps: Très bien, mais si je regarde les chiffres ministériels déposés aujourd'hui, l'enveloppe totale pour les cinq prochaines années s'élève à 425 millions de dollars. En enlevant les 125 millions destinés au programme POWA, on constate qu'environ 300 millions seront dépensés dans le cadre du programme d'ajustement des travailleurs.

M. McKnight: C'est à peu près la dépense prévue.

Mme Copps: Il est probable qu'à un moment donné qu'on verra sur la courbe parabolique, peut-être pas dans un délai de quatre ans mais sûrement lorsque l'année 1995 fera son apparition, que le nombre des travailleurs qui recevront des allocations d'ajustement des travailleurs va évidemment diminuer considérablement étant donné qu'il n'y aura pas de nouveaux participants au programme à partir du mois de mars ou du mois d'août 1986, s'il est prolongé. Il arrivera donc un moment où à cause du programme POWA, il faudra réduire de plus de moitié le montant destiné aux travailleurs âgés.

M. McKnight: L'honorable députée a omis un point important dans ses calculs, à savoir que POWA est un programme devant être financé conjointement avec les provinces. Une somme de 250 millions de dollars sera donc disponible.

Il faut également noter qu'à l'heure actuelle, plusieurs grandes entreprises commerciales et industrielles sont très intéressées à participer au financement du programme proposé. Nous pensons avoir de plus grands moyens financiers pour les travailleurs âgés de cette façon, et ces moyens seront génériques au lieu d'être exclusivement destinés, comme dans le programme précédent, aux quatre régions désignées où 85 p. 100 des paiements reviennent à une seule province.

Mme Copps: Cette explication n'éclaire pas ma lanterne. À la lumière des discussions que nous avons eues en comité avec le sous-ministre, il y a deux semaines, les négociations avec les provinces ne sont pas encore terminées et cependant vous mettez fin au programme d'ajustement des travailleurs. Il semble donc que les fonds devant provenir des provinces et des entreprises privées n'ont pas encore fait l'objet d'une confirmation.

M. McKnight: Le programme prendra fin en août. Les travailleurs qui deviendront éligibles aux prestations d'ajustement durant cette période continueront d'avoir droit aux prestations. Il n'y aura pas de résiliation.

Mme Copps: Je comprends cela, mais lorsque l'année 1995 fera son apparition, davantage de travailleurs seront indemnisés avec des sommes réduites, ce qui signifie qu'ils seront perdants à long terme.

[Text]

Mr. McKnight: No, I would suggest just the opposite. There will be a lot more workers benefiting from a program put forward by the federal and provincial governments.

Ms Copps: That is right, with a lot fewer dollars.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le ministre, lors de la rencontre avec le sous-ministre et les divers représentants du ministère, nous avons parlé quelque peu du programme de changements technologiques. Si je ne fais pas erreur, le rapport Nielsen suggère que ce programme soit aboli. Qu'en pensez-vous? Y a-t-il beaucoup de personnes qui ont présenté des demandes de fonds dans le cadre de ce programme et qui ont utilisé l'argent pour faire de la recherche sur les changements technologiques? A-t-on fait un suivi? Sait-on si cela a donné des résultats tangibles dans le milieu industriel ou dans le milieu des travailleurs?

Mr. McKnight: The program that was initiated on June 5, 1984 to support the practical research within the workplace has been... I think we received some 117 proposals over a period of less than two years; 76 of those proposals were from organized labour groups and 48 recipients were... and of the 48 recipients, 39 were organized labour, 4 were women's groups, and the remainder were universities and support groups. The total to date is \$3.2 million in contributions. Therefore because of the time when the program started we have just now started to receive the data and the research that were done. There is a fourth deadline. I believe the last deadline under the existing program was February 1986. We received over 30 proposals.

I think the hon. member is aware of a couple of proposals, one from the Aluminum Workers of Canada. We will be reviewing those with an interdepartmental committee which reviews and makes decisions on who receives the grants. I hope to be able, in the near future, to put forward to my colleagues a proposal for a new form of technological research. We will have to wait and to see if I am successful. But in the meantime the program is continuing. The last allocation will be made shortly, with some 30 proposals that we have received and \$1 million in funding available.

M. Blackburn (Jonquière): Cette année, combien d'argent alloue-t-on à ce programme de changements technologiques?

Mr. McKnight: I do not have the figure for the present year, but the grand total that will be allocated is \$4,469 million in contributions, and the operational costs are \$746,000. In 1984-85, the first year, contributions were \$286,000. In 1985-86 contributions were \$2,010,000. In 1986-87 fiscal, we hope to be able to allocate—and we will—\$2,173,000 worth of contributions.

• 1855

Mr. C. Helmes (Director General, Administrative Policy and Services, Department of Labour): We have spent all but a

[Translation]

M. McKnight: Non, tout au contraire. Il y aura un nombre considérable de travailleurs qui bénéficieront d'un programme établi par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Mme Copps: C'est exact, mais avec beaucoup moins d'argent.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Minister, when we met with the Deputy Minister and various representatives of Labour Canada, we discussed briefly about the technological change program. If I am not mistaken, the Nielsen report recommended the abolition of this program. What do you think of this recommendation? Did many people apply for funds under this program and use the money to study technological changes? Was there a follow-up? Is it known whether these studies gave tangible results in the industrial sector or among workers?

M. McKnight: Le programme mis sur pied le 5 juin 1984 pour soutenir une étude pratique dans les lieux de travail a été... Je crois que nous avons reçu 117 propositions au cours d'une période de deux ans, et 76 de ces propositions ont été envoyées par des groupes de syndiqués. Parmi les 48 bénéficiaires, 39 étaient des groupes de syndiqués, 4 des groupes féminins et les autres bénéficiaires étaient des universités ou des groupes de soutien. Le total des subventions accordées jusqu'à présent s'élève à 3,200,000 dollars. Par suite de la date de mise sur pied du programme, nous venons tout juste de recevoir les résultats des études effectuées. Il y a une quatrième date limite. Je crois que la dernière date limite prévue dans le programme était février 1986. Nous avons reçu plus de 30 propositions.

Je crois que l'honorable député sait qu'une ou deux propositions ont été faites, dont l'une par les Travailleurs de l'aluminium au Canada. Nous allons examiner ces propositions avec le comité interministériel qui prend les décisions relatives à l'octroi des subventions. J'espère pouvoir, dans un proche avenir, soumettre à mes collègues un nouveau concept de recherche technologique. Je ne sais pas encore si mon projet aboutira. En attendant, le programme se poursuit. Les dernières subventions seront octroyées bientôt. Nous avons reçu 30 propositions et nous avons 1 millions de dollars en caisse.

Mr. Blackburn (Jonquière): How much money will be granted this year to this program of technological changes?

M. McKnight: Je n'ai pas le montant de cette année, mais la somme totale qui sera octroyée s'élèvera à 4,469,000 dollars. En 1984-1985, la première année du programme, les subventions ont totalisé 286,000\$. En 1985-1986 le total s'est élevé à 2,010,000 dollars. Durant l'exercice 1986-1987 nous avons l'intention d'octroyer 2,173,000 dollars en subventions.

M. C. Helmes (directeur général, Politique et services administratifs, ministère du Travail): Nous avons pratiquement dépensé la totalité des 2,010,000 dollars qui figuraient

[Texte]

very small portion of the \$2,010,000 that is in the 1985-86 budget—fully expended, a very minor amount lapsed.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le ministre, dans le cadre du programme d'adaptation pour les travailleurs âgés qui a été annoncé dans le Budget, on prévoit dépenser 125 millions de dollars au cours des quatre prochaines années. Pouvez-vous nous faire part de l'orientation que vous avez l'intention de prendre en ce qui a trait à ce programme? Quels sont les grands paramètres qui vous guident présentement quant à ce programme?

Mr. McKnight: The dollars defined are \$125 million over four years. By the time we become active we will have lost part of that time. The design is that we will cost-share with our provincial partners in a more generic older-worker adjustment program, rather than the four specific areas we have had in the old LAP and ILAP and MILAP. The only way to get outside the four designated industries was through ILAP and MILAP, and we were not able to assist in areas where the work disruption or permanent job loss due to massive work disruption was going to be of benefit to people in the old program.

Massive lay-offs or work disruptions have different impacts on different communities. I would suggest that the closure of a plant with 100 people in Mississauga would not be as massive and disruptive to the ability to have employment as it would be for a very, very small community who had only one plant and had 50 employees laid off. We are going to have to design it so it reflects the wishes of our provincial partners. We are going to have to negotiate with the provinces as to the size and the way we determine massive lay-off for older workers, but it will enable us to serve more people in more industries.

The reason why we are cost-sharing it is the Canada Assistance Plan, the CAP program, is cost-shared by the federal and provincial governments on a 50:50 basis and we hope to be able to put this adjustment program in place and then draw on industry to top up. As I said before, some industries are very interested in assisting the provincial and federal governments in topping up the adjustment program we are able to come up with.

M. Blackburn (Jonquière): Ma question avait trait au programme d'adaptation pour les travailleurs âgés, mais mon commentaire pourrait aussi s'appliquer à bien d'autres programmes.

Bientôt, on mettra sur papier des paramètres pour la mise en application de ce programme au cours des prochaines années. Il s'agit de 125 millions de dollars. Bien sûr, il y a des fonctionnaires très compétents qui pensent à tout cela, mais on omet souvent une étape lorsqu'on prépare des programmes de ce genre. On oublie de les soumettre à un comité parlementaire pour que les députés puissent voir si le programme en question répond aux besoins des travailleurs de leurs régions respectives. Nous sommes 282 députés, dont 210 du Parti progressiste conservateur. Nous sommes compétents, nous aussi, pour juger

[Traduction]

dans le budget de 1985-1986. Il n'est resté qu'un montant insignifiant.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Minister, under the program for older workers adjustment announced in the budget, \$125 million are to be spent during the next four years. Can you give us an idea of what you intend to do with that program? What are the broad parameters on which you are basing presently this program?

M. McKnight: Un budget de 125 millions de dollars a été prévu pour les quatre prochaines années. Lorsque ce programme sera véritablement en place, ce calendrier aura déjà été entamé. Notre objectif est de financer conjointement avec nos partenaires provinciaux un programme plus général d'adaptation des travailleurs âgés, contrairement aux anciens PAM, PAIM et autres PMAIM qui ne visaient que quatre secteurs particuliers. Le seul moyen d'échapper à l'orbite de ces quatre secteurs désignés était de faire appel aux PAIM et au PMAIM, et il nous était impossible de porter assistance aux secteurs atteints de graves perturbations économiques et de pertes d'emplois généralisées.

Les conséquences de licenciements massifs ou de perturbations économiques graves ne sont pas toujours les mêmes d'une communauté à l'autre. Par exemple, la fermeture d'une usine et la perte de 100 emplois à Mississauga ne sont pas aussi graves et perturbatrices que la fermeture de la seule usine avec le licenciement de ses 50 employés d'une toute petite communauté. Ce programme devra tenir compte des aspirations de nos partenaires provinciaux. Il nous faudra négocier avec les provinces la définition de licenciements massifs s'agissant de travailleurs âgés, mais cela nous permettra d'élargir notre capacité d'intervention auprès d'un plus grand nombre d'industries.

Si nous optons pour un programme à frais partagés, c'est parce que le Régime d'assistance publique du Canada est financé à 50 p. 100 par le fédéral et à 50 p. 100 par les gouvernements provinciaux, et nous espérons qu'une fois ce programme d'adaptation en place, nous parviendrons à y faire participer l'industrie. Comme je l'ai déjà dit, certaines industries souhaitent apporter leurs contributions aux programmes d'adaptation proposés par les gouvernements provinciaux et fédéral.

Mr. Blackburn (Jonquière): My question was directed to the program for older workers adjustment, but my comment could also apply to many other programs.

Shortly, the implementation parameters for this program will be drafted. \$125 million are budgeted. Of course, very competent public servants are tasked to do that, but often once that is forgotten when such programs are prepared. You do not think of submitting them to a parliamentary committee so that the MPs can see if the said program meets the needs of the workers of their respective areas. We are 282 MPs, of which 210 belong to the Progressive Conservative Party. We are also competent to judge whether the program meets the needs of our workers and we should be entitled to assess it before it is

[Text]

si le programme répond aux besoins de nos travailleurs et nous devrions être en mesure de nous exprimer avant qu'il soit annoncé et non après. Si on s'exprimait avant coup, ce serait beaucoup plus intéressant, même pour les fonctionnaires. Ainsi, on n'aurait pas l'impression d'être chacun de notre côté, et les fonctionnaires n'auraient pas peur qu'on remette le programme en question. Nous voulons simplement nous assurer que ce qu'on va faire correspondra à notre conception de la situation. Il pourrait y avoir une relation extrêmement intéressante entre les fonctionnaires et nous-mêmes dans l'établissement d'un tel programme.

• 1900

C'est une suggestion que je vous fais. J'aimerais bien qu'on puisse regarder cela ensemble avant que ce soit définitif.

Mr. McKnight: I agree with the member, Mr. Chairman, but he must recognize that the first priority is to establish a source of funds for a program. We were able to do that with the Minister of Finance in the last budget.

The second is to discuss with the provincial partners if they are ready and willing to participate with the federal government. And once we have established that, before the program is brought to fruition, we certainly have no objection to the committee looking at the program, assisting the department in establishing the priorities, but bearing in mind that there is another partner, the provincial government, and in some cases industry, who will be involved in the program.

M. Blackburn (Jonquière): Vous parlez du gouvernement provincial. C'est peut-être une raison de plus de nous demander ce que nous en pensons avant que ce soit rendu trop loin. Ainsi, il sera plus facile d'apporter les modifications nécessaires pour le bien de tous, et pour votre bien en tant que ministre, parce qu'il est agréable de pouvoir sentir que les députés vous appuient. Nous devrions pouvoir regarder cela avant que vous alliez voir le gouvernement du Québec. À ce moment-là, on aurait quelque chose de plus positif tout le monde.

Mr. McKnight: There is certainly no objection to that, Mr. Chairman. I know the committee well. I know it is master of its own direction. And that decision would have to be made by the committee. But I just once again say that there are other partners involved in it, both industry and the provinces, and in exploring the desire of our provincial and industry partners, we have to find that out before we can even attempt to design a program because there may be provinces that are not interested. If such a thing happens, that would change the dollars. It would change the program. So first of all, we have to discuss with the provinces if they are interested.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le ministre.

The Chairman: Just to put Mr. Blackburn's questions into context of the committee a bit, for the Minister's edification, this committee decided about two or three months ago to start, with our researchers, developing a paper and perhaps a work plan to look at the issue of industrial adjustment, because of technology, the potential of enhanced trading and so on. So we

[Translation]

announced and not after. If we were to express our views beforehand, it would be much more interesting even for the public servants. Thus, we would not be under the impression that we work in isolation and the public servants would not have to fear us questioning the said program. We just want to be sure that what will be done will be in accordance with our own assessment of the situation. The establishment of such a program could give rise to a very interesting relationship between ourselves and the public servants.

It is only a suggestion. I would like us to have a look at it together before it is final.

M. McKnight: Je suis d'accord avec le député, monsieur le président, mais il doit bien comprendre que la première chose à faire pour un programme est de lui trouver une source de financement. C'est ce que nous avons réussi à obtenir du ministre des Finances dans son dernier budget.

Deuxièmement, il faut discuter avec nos partenaires provinciaux et leur demander s'ils sont disposés à participer avec le gouvernement fédéral. Une fois ces questions réglées, avant que le programme ne devienne définitif, nous ne voyons certes aucune objection à ce qu'il soit étudié par votre Comité, à ce que celui-ci aide le ministère à établir les priorités, mais sans oublier qu'il y a un autre concerné, le gouvernement provincial et dans certains cas, l'industrie.

Mr. Blackburn (Jonquière): You mention the provincial government. Maybe it is one more reason to ask us what we think of it before it is too late. Thus, it would be easier to bring about the necessary changes for the good of everybody concerned, and for your good as Minister because it is nice to know that you have the support of the MPs. We should be able to have a look at it before you meet with the Quebec government. We would therefore be in a position of offering something more positive to everybody.

M. McKnight: Je n'y vois certes aucune objection, monsieur le président. Je connais bien votre Comité. Je sais qu'il est le maître de ses propres décisions. C'est une décision qui doit être prise par lui. Cependant, encore une fois, je répète que d'autres partenaires sont concernés, à la fois l'industrie et les provinces, et il nous faut les consulter avant même de concevoir notre programme, car il se peut qu'il n'intéresse pas certaines provinces. Au quel cas le financement n'est plus le même, le programme ne peut plus être le même. Donc, avant tout, il nous faut déterminer l'intérêt des provinces.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Minister.

Le président: Il serait peut-être bon de situer les questions de M. Blackburn dans le contexte de notre Comité. Monsieur le ministre, notre Comité a décidé il y a environ deux ou trois mois, de s'attaquer, avec l'aide de nos documentalistes, à la rédaction d'un document de réflexion sur toutes ces questions d'adaptation du monde du travail dans la perspective des

[Texte]

have been doing some of that kind of work. And in a sense, I think we are hearing from you a timetable. That if we had some suggestions, for instance, about some needs and things, if we were to report by the end of June, at least in part, that would be time perhaps to be included in some of these discussions, rather than too late. Is that sense of timing appropriate, whereas if we waited until fall it might be a bit late?

Mr. McKnight: No. I would suggest that the committee proceed. Hopefully, by the end of June it would be able to have input and direction for the Minister and the department. This program and the necessity for adjustment will not be going away. It will be here for quite a while, I think, Mr. Chairman. We all recognize that. We would be very interested in the thoughts of the committee and the members of it.

The Chairman: I am not sure how far we can take it in that timeframe. But we should have a few suggestions anyhow. Thank you very much.

Monsieur Tremblay, vous avez la parole.

M. Tremblay (Lotbinière): Je ne voulais pas intervenir, monsieur le ministre, étant donné que je viens tout juste de me joindre à ce Comité. Cependant, mon collègue de Jonquière vient de soulever une question qui me tient à cœur.

Dans le comté de Lotbinière, on s'intéresse beaucoup à votre programme d'adaptation des travailleurs. Je vous avoue bien honnêtement mon ignorance à ce sujet, mais j'entends dire des choses qui m'intéressent au plus haut point. Il s'agit certainement d'une répétition pour vous et pour les autres membres du Comité, et je m'en excuse.

• 1905

Vous avez parlé de négociations avec la province. J'aimerais savoir exactement ce qu'il en est. Si je comprends bien, le programme doit remplacer un autre programme, lequel autre programme devra être négocié avec les provinces. Où en êtes-vous rendus dans ces démarches? Quand ce programme-là doit-il être mis en application? Enfin, comme l'a demandé mon collègue de Jonquière, le Comité pourrait-il intervenir avant que les décisions finales soient prises?

Nous connaissons bien les problèmes de notre comté. Nous pouvons, je pense, être extrêmement utiles dans l'élaboration de ces critères tout en comprenant le bon sens des actions. Nous savons fort bien que les budgets sont limités, mais il reste qu'on doit discuter de certains critères, d'autant plus que vous avez parlé de désignation de régions. Ces mots me font peur. Une politique de barrière, ça plaît toujours à ceux qui sont à l'intérieur de la barrière, mais ça déplaît à ceux qui n'y sont pas.

Donc, où en est-on rendu actuellement, et quel rôle le Comité sera-t-il appelé à jouer?

[Traduction]

mutations technologiques et de la libéralisation des échanges commerciaux, entre autres. Nous avons donc déjà commencé à réfléchir à ce genre de problèmes. Et, dans une certaine mesure, ce que vous nous communiquez, c'est un calendrier. Si nous avons certaines suggestions à offrir, par exemple, au sujet de certains besoins et de certaines choses, si nous faisons un rapport d'ici la fin du mois de juin, tout du moins un rapport intérimaire, il ne serait peut-être pas trop tard pour intégrer certaines de ces suggestions à vos discussions. Par contre, si nous attendions jusqu'à l'automne, ne serait-ce pas un peu trop tard?

M. McKnight: Non. Je vous suggérerais de vous en tenir à ce calendrier. Ainsi, d'ici la fin du mois de juin, je l'espère, vous serez en mesure de me livrer ainsi qu'à mes collaborateurs le fruit de vos réflexions. Ce programme et cette nécessité d'adaptation ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Nous devons vivre encore longtemps avec ces problèmes, monsieur le président. Nous le reconnaissons tous. Les réflexions de votre Comité et de ses membres seront toujours fort appréciées.

Le président: Je ne sais ce que nous pourrions vraiment faire dans un tel délai. De toute manière, nous devrions déjà avoir certaines suggestions à vous soumettre. Merci beaucoup.

Mr. Tremblay, you have the floor.

Mr. Tremblay (Lotbinière): I did not want to intervene, Mr. Minister, since I am a brand-new member on this committee. However, my colleague from Jonquière just raised a question that is dear to my heart.

In the Lotbinière riding, we are very interested in your workers adjustment program. Frankly, I must admit my ignorance about this question, but I am hearing things that I find highly interesting. I am sure you and the other members of this committee heard it before and I do apologize.

You mentioned negotiations with the province. I would like to know exactly where we are at. I understand that this program is to replace another program and that it will have to be negotiated with the provinces. At what stage of the negotiations are you at? When will this program be implemented? Finally, as requested by my colleague from Jonquière, could this committee express its views before it is finalized?

We know the problems of our ridings. I think that we can be very helpful in the development of this criteria and of the right direction to be followed. We pretty well know that budgets are limited, but nevertheless, we must discuss some criteria all the more since you mentioned designated areas. A designated areas policies always places those within but displaces those without.

Therefore, where are we at presently and what will be the role of this committee?

[Text]

Mr. McKnight: The role of the committee will be the role the committee wishes to play in this. We are, hopefully, going forward and exploring with our provincial partners their desire to enter into an adjustment program for older workers. That started some six months ago. We were able to secure an allocation of funds from the Minister of Finance in the last budget of some \$125 million for this program over a four-year period. We will be continuing our discussion with the provinces. Mr. Russell Ramsay has met with all the provinces, and indeed all the Ministers responsible in the provinces. My officials . . . Mr. Bob Gordon has accompanied Mr. Ramsay on these discussions.

I broached the topic with my provincial colleagues at the last federal-provincial Ministers meeting, and they appeared to have an interest in a preliminary form. We have scheduled, I believe, two meetings this month between myself and provincial counterparts. After we have discussed with my provincial counterparts their desires and their ability to join with us in older worker adjustment, we will be making final decisions. But that decision will not be made at the end of this month. Indeed, it will not be made by the end of June, unless things move much more quickly than I would anticipate.

So there is a place for the committee. You have already a work plan that explores adjustment. Therefore, as I said, I would encourage the committee to become involved in exploring adjustment, as you have set out to do.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président. C'est tout.

The Chairman: If I could make an intervention with the committee . . . Late this afternoon I received a document from the Liaison Committee. That is the committee of chairpeople. I have been asked to submit a revised committee budget by 4 p.m. Friday. When we terminate this meeting, if members could stay for a few minutes and provide the Chair with some guidance on that, I could share with them the details and benefit from their wisdom. I would appreciate it. If that is impossible, we will try to catch you tomorrow. That is just to let you know that is on our plate.

Mr. Allmand: On that point, unfortunately I have another meeting following this meeting—probably not even following this meeting. I have another meeting at 7.30 p.m., so I will not be able to stay. I am very interested in that, and I think it is unreasonable that they give it to you today and ask you to give an answer by Friday.

• 1910

Mr. Murphy: Just on the same point, if I may, I will be leaving at 8 o'clock, so I suspect you will be calling a meeting later. That is giving the Minister fair warning.

Mr. Allmand: I was pleased to receive when I walked in here this report, *The Survey of Part-time Employment in Federally-Regulated Industries*. Is this the first time this was made public? I had not received this in my office before.

[Translation]

M. McKnight: Le rôle de votre Comité sera celui que vous souhaiterez lui faire jouer. Nous consultons nos partenaires provinciaux pour déterminer leur degré éventuel de participation à un programme d'adaptation pour les travailleurs âgés. Ce processus a commencé il y a déjà six mois. Nous avons pu obtenir du ministre des Finances qu'il attribue 125 millions de dollars à ce programme sur une période de quatre ans dans son dernier budget. Nous poursuivons nos discussions avec les provinces. M. Russell Ramsay a rencontré tous les ministres responsables des provinces. Mes collaborateurs . . . M. Bob Gordon a accompagné M. Ramsay dans ces démarches.

J'ai abordé la question avec mes homologues provinciaux lors de la dernière réunion fédérale-provinciale et ils ont semblé manifester de prime abord un certain intérêt. Je crois que je dois rencontrer par deux fois mes homologues provinciaux ce mois-ci. Une fois les desiderata de mes homologues provinciaux connus ainsi que leur possibilité de participation à un programme d'adaptation des travailleurs âgés, nous prendrons notre décision. Cette décision ne sera pas prise à la fin du mois. Il est fort peu probable d'ailleurs qu'elle soit même prise à la fin du mois de juin à moins que les choses n'aillent beaucoup plus vite que je le prévoies.

Vous pourrez donc intervenir. Vous travaillez déjà sur un rapport consacré à ces problèmes d'adaptation. Par conséquent, comme je l'ai déjà dit, je vous encourage à persévérer et à poursuivre votre tâche.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman. That is all.

Le président: Permettez-moi de faire une petite interruption . . . J'ai reçu en fin d'après-midi un document du Comité de liaison. C'est le comité des présidents. Ils me demandent de leur soumettre un budget révisé d'ici vendredi 16 heures. Lorsque cette réunion sera terminée, si vous pouviez rester quelques minutes et me livrer le fond de votre pensée, je me ferai un plaisir de la leur communiquer. Je vous en serais reconnaissant. Si ce n'est pas possible, nous essayerons de nous reprendre demain. Je vous le dis simplement pour que vous soyez prévenus.

M. Allmand: Malheureusement j'ai une autre réunion après celle-ci, peut-être même qu'elle commencera avant que celle-ci ne se termine, j'ai une autre réunion à 19h30 et je ne pourrai donc pas rester. Cette question m'intéresse et je ne trouve pas raisonnable qu'ils vous demandent de leur donner une réponse d'ici vendredi.

M. Murphy: Au même sujet, si vous le voulez bien. Je vais partir à 20 heures et je suppose que vous allez convoquer une autre réunion ultérieurement. Le ministre aura été prévenu assez longtemps à l'avance.

M. Allmand: J'ai été heureux de recevoir, lorsque je suis arrivé, ce rapport *Etude de l'emploi à temps partiel dans les secteurs réglementés par le gouvernement fédéral*. Est-ce la première fois qu'il est rendu public? Je ne l'avais pas encore eu à mon bureau.

[Texte]

Mr. McKnight: Mr. Allmand, it has just been finished. I believe it was distributed within the last week to my provincial colleagues and to some other interested parties. This is the first part of a two-part study. It is now public. It is another discussion I had with my provincial colleagues at the last Ministers' meeting and they were very interested in it and as they rolled off they were distributed.

Mr. Allmand: I ask that because the date is December 1985. So I presume while it was completed it was not ready for publication . . .

Mr. McKnight: That is right.

Mr. Allmand: —until this time.

Mr. McKnight: The data that is gathered is indicated in there and it had to be translated.

Mr. Allmand: I have been extremely interested in the Wallace commission report as you know, and they refer here to the Wallace commission. It was commissioned by the previous government and reported in 1983 and made many recommendations about part-time work.

The reason the commission was appointed, and I presume the reason this survey was set up, was that from a lay person's observation it appeared that there was an increase of part-time work. The Wallace commission confirmed in fact that there was; this report confirms that there is, and the reports put out by Statistics Canada confirm that it is growing.

In this report they say that approximately 16% of employees in federally regulated industries were part-time. The information I have from Statistics Canada is that for all employees, federal and provincial, through Statistics Canada surveys, it is just under 20%, but for women it is 27%. So while it has been increasing over, I think, the last 10 or more years, it took an upward trend during the recession, has levelled off, but it is still increasing.

It is also interesting that Statistics Canada in a recent survey said that those part-time workers preferring full-time work have risen from 17% in 1981 to 30% in 1984. In other words, the number of those who do not want to do part-time work has risen, but they are doing it anyway because there is nothing else.

Minister, the Wallace commission found—and we have had examples of it, I think with the Simpson-Sears incident in Toronto a couple of years ago—that some employers are laying off their full-time workers and then hiring them back as part-time workers, mainly to escape labour standards and benefits. That is one of the reasons why Wallace said that we should have pro rata benefits. If we did, then that sort of tactic could not be used.

I wanted to ask you about your intentions with respect to the recommendations in the Wallace report. I think this is becoming, and will become more and more, a major issue in

[Traduction]

M. McKnight: Il vient d'être terminé. Je crois qu'il a été distribué au cours de la semaine dernière à mes collègues provinciaux et à quelques autres parties intéressées. C'est la première partie d'une étude en deux parties. C'est maintenant un document public. Lors des discussions que j'ai eues avec mes collègues provinciaux à la dernière réunion des ministres, ils ont paru très intéressés et les rapports ont été distribués dès qu'ils ont été prêts.

M. Allmand: Je vous pose la question parce que la date indiquée est décembre 1985. Je suppose donc que le rapport était terminé mais qu'il n'était pas possible de le publier . . .

M. McKnight: C'est exact.

M. Allmand: . . . jusqu'à ces jours-ci.

M. McKnight: Les données réunies y sont indiquées et il a fallu le traduire.

M. Allmand: Comme vous le savez, j'ai été extrêmement intéressé par le rapport de la Commission Wallace dont on parle dans ce document. C'est un rapport qui avait été demandé par le gouvernement précédent, terminé en 1983 et qui contenait de nombreuses recommandations sur le travail à temps partiel.

La Commission a été créée, et je suppose que c'est aussi pour cette même raison que cette étude a été instituée, parce que, pour le profane, il semblait y avoir une augmentation du travail à temps partiel. La Commission Wallace l'a d'ailleurs confirmé; ce rapport confirme également ce phénomène, de même que les chiffres publiés par Statistique Canada.

Selon ce rapport, environ 16 p. 100 des employés des secteurs réglementés par le gouvernement fédéral travaillaient à temps partiel. D'après les enquêtes effectuées par Statistique Canada, pour tous les employés fédéraux et provinciaux, la proportion est légèrement inférieure à 20 p. 100 mais pour les femmes seulement elle est de 27 p. 100. Bien qu'il y ait eu une augmentation au cours des 10 dernières années environ, la courbe a monté en flèche pendant la récession, puis s'est aplanie, mais l'augmentation continue.

Il est également intéressant de voir que dans une enquête récente, Statistique Canada a constaté que le nombre de travailleurs à temps partiel préférant le travail à temps plein était passé de 17 p. 100 en 1981 à 30 p. 100 en 1984. En d'autres termes, le nombre de ceux qui ne veulent pas du travail à temps partiel a augmenté, mais ils acceptent malgré tout car il n'y a rien d'autre.

La Commission Wallace a observé—et nous en avons eu de nombreux exemples, je pense à l'incident de Simpson-Sears à Toronto il y a deux ans—que certains employeurs licenciaient leurs travailleurs à plein temps pour les rengager ensuite à temps partiel, essentiellement pour échapper aux normes du travail et aux avantages sociaux. C'est entre autres pour cette raison que Wallace préconisait des prestations calculées au pro rata. Si nous procédions ainsi, cette tactique ne serait d'aucune utilité.

Je voulais vous demander quelles étaient vos intentions à propos des recommandations du rapport Wallace. Cette question prend en effet de plus en plus d'importance dans notre

[Text]

the country, a very important social issue. Were you waiting for this report? Because your responsibility is only for the federally regulated field, although it is small, only 10% I believe.

Mr. McKnight: I think actually it is a little less than that, of the total.

The Wallace report, although it was very helpful, did not have the data on the federally regulated industries that you find in that booklet, Mr. Allmand. The findings are not a surprise to anyone involved in it. What we hope to be able to do, in our second stage, is a survey of the part-time employees themselves, and information gathered on personnel and labour market characteristics and the demand for benefits from these employees and the willingness to share the costs. If you look, you will find in there . . . I know you just received it. I cannot tell you what page, but you will find the average cost, Mr. Allmand, in federally-regulated industries of extending benefit coverage to all part-time workers would be 0.44% of the total wage package. If pension benefits were excluded, the average cost then would be 0.16% of the total wage package.

• 1915

As you know, the Minister of Finance is putting forward legislation that will change the way that pensions are vested and the way the benefits may be distributed, and this data that we have that is reasonably new will assist us in making a decision.

The case you referred to in Toronto, as you are well aware, is not within the jurisdiction of the federal government. Therefore we will, in discussions, which I also have had with my provincial colleagues . . . The provinces, as you know, occasionally blame the federal government for setting trends that they are not prepared to follow. I gave my provincial colleagues fair warning that we were reviewing the Wallace report, that we were seeking more information into part-time work and that we would be glad to work with them and share our information, but the federal government was going to continue to move toward rectifying some of these inadequacies.

Mr. Allmand: I am pleased to hear that. I will be supporting you when you do that. Having taken a quick glance at this survey by Hay Management Consultants, what I found is that they not only looked at what is defined as part-time work, but also temporary work. In trying to do studies on this myself, I found that while Statistics Canada in their surveys each month account for part-time work, which is 29 hours or less per month, they have a definition for temporary work, which is work that is contracted for less than six months, but they do not do any surveys on it. So we do not know through Statistics Canada how many people have full-time or part-time jobs that are temporary.

[Translation]

pays et devient un problème social crucial. Attendiez-vous ce rapport? Votre responsabilité ne porte que sur le domaine réglementé par le fédéral bien qu'il ne représente que 10 p. 100, je crois.

M. McKnight: C'est en fait un peu moins que cela.

Le rapport Wallace, quoique très utile, ne nous donnait pas les renseignements que l'on trouve dans rapport sur les industries réglementées par le fédéral. Les conclusions ne surprendront pas ceux qui connaissent la question. Ce que nous espérons faire, au cours de la deuxième phase, c'est une enquête auprès des employés à temps partiel eux-mêmes et réunir des renseignements sur le personnel, les caractéristiques du marché du travail, les exigences de ces employés en matière d'avantages sociaux et leur point de vue sur le partage des coûts. Si vous regardez, vous trouverez dans ce rapport . . . Je sais que vous venez de le recevoir. Je ne peux pas vous dire à quelle page, monsieur Allmand, mais on y explique que pour faire bénéficier tous les travailleurs à temps partiel des avantages sociaux dans les industries réglementées par le fédéral, le coût moyen correspondrait à 0.44 p. 100 du coût total des salaires. En excluant les pensions de retraite, le coût moyen tomberait à 0.16 p. 100 du total des salaires.

Comme vous le savez, le ministre des Finances prépare une loi qui changera le régime de pensions et la façon dont les prestations sont réparties et ces données relativement récentes nous aideront à prendre une décision.

Le cas de Toronto auquel vous avez fait allusion ne relève pas du gouvernement fédéral, comme vous le savez. Par conséquent, au cours des entretiens avec mes collègues provinciaux . . . Les provinces accusent de temps à autre le gouvernement fédéral de lancer des mouvements qu'elles ne sont pas prêtes à suivre. J'ai averti mes collègues provinciaux du fait que nous examinons le rapport Wallace et que nous essayions de recueillir davantage d'information sur le travail à temps partiel. Je leur ai dit que nous serions heureux de travailler avec les provinces et de partager avec elles nos informations, mais que le gouvernement fédéral allait continuer à tenter de remédier aux insuffisances du système.

M. Allmand: Je suis heureux de l'entendre. Je vous appuierai le moment venu. J'ai parcouru rapidement ce travail effectué par *Hay Management Consultants* et j'ai vu qu'ils ont examiné non seulement le travail à temps partiel comme on l'entend généralement mais aussi le travail temporaire. Lorsque j'ai moi-même voulu étudier cette question, j'ai constaté que bien que Statistique Canada tienne compte dans les enquêtes mensuelles du travail à temps partiel, c'est-à-dire 29 heures maximum par mois, il y a également une définition pour le travail temporaire, en l'occurrence le travail faisant l'objet de contrats de moins de six mois, mais il n'existe pas de chiffres sur ce secteur. Les données de Statistique Canada ne nous permettent donc pas de savoir quelle est la proportion des personnes employées à temps plein ou à temps partiel qui ne travaillent qu'à titre temporaire.

[Texte]

Now, in this survey they did take steps in the survey to find out what percentages were temporary. But, Mr. Minister, I think if we are going to be able to handle this whole situation properly, I had made a recommendation that Statistics Canada start including in their survey questions to find out who was temporary on a regular basis. It would seem to me that your department and Flora MacDonald's department would also want that information if you are going to plan properly. You just cannot have a report like this from time to time which gives you that kind of breakdown. Because what is happening is that some people are hired full-time but only for a three-month period, or they are hired part-time for a five-month period—or they may be part-time but permanent, not temporary, as the report points out. And in planning, when you talked about the cost . . .

Mr. McKnight: Really, we are fine. That other committee is always in the dark, so it is okay.

Mr. Allmand: There is a cost in implementing Wallace, but the point is that if you do not implement, we are going to have serious social costs. And the provinces are going to be left with a big welfare burden. We are going to have a lot of people who are going to retire with no pensions, with no benefits. You are going to end up with a growing social unrest situation. I just want to ask you: Have you considered making recommendations to Stats Canada to try to provide more complete data on the temporary employment picture as well as the part-time?

• 1920

Mr. McKnight: We have considered it and the other consideration, Mr. Allmand, that we have had, as to differentiation between summer work and . . .

Mr. Allmand: Seasonal.

Mr. McKnight: —seasonal, so that can be better defined than at present. Through the survey many employers felt it was feasible to extend benefits to permanent part-time workers, and that is . . .

Mr. Allmand: It is 40% to 60%, is it not?

Mr. McKnight: Yes. There is an administrative problem. A lot of those companies—not a majority, but a lot—are small employers, and paperwork is a burden to them.

The other thing about prorating under the Canada Labour Code, the benefits that are available now are time benefits, not benefits that are prorated. Let us use maternity leave as an example. If it were prorated for part-time, rather than a time benefit, a lot of people would have that benefit removed. So we have to be careful as to how we try to implement it.

The other thing that we have not had—that is the second part, as I mentioned, of the Hay survey—is the feelings of the employees themselves, the characteristics of their work and how long they work part-time. This will be of benefit to us in

[Traduction]

On a essayé de connaître ces pourcentages dans cette étude. Mais, monsieur le ministre, pour bien répondre à la question, il faut, et j'avais fait une recommandation en ce sens, que Statistique Canada inclue dans ses enquêtes les questions permettant de déterminer qui travaille sur une base temporaire. Il me semble que votre ministère ou celui de Flora MacDonald pourrait également utiliser cette information dans son travail de planification. On ne peut pas se contenter d'un rapport comme celui-ci qui de temps à autre donne la répartition. En effet, certaines personnes sont engagées à plein temps, mais seulement pour une période de trois mois ou encore elles sont engagées à temps partiel pour cinq mois—ou ce peut être des employés à temps partiel permanents et non temporaires, comme le souligne le rapport. Dans la planification, quand vous avez parlé du coût . . .

M. McKnight: Vraiment tout va bien. Cet autre comité est toujours dans l'ignorance, donc cela va.

M. Allmand: La mise en oeuvre des recommandations du rapport Wallace représente un certain coût, c'est un fait, mais si on ne les met pas en oeuvre, les coûts sociaux risquent d'être très élevés. Et les provinces se retrouveront avec une charge d'assistance sociale très lourde. Beaucoup de gens prendront leur retraite sans toucher aucune pension, ni aucune prestation. Vous finirez par provoquer une agitation sociale grandissante. Je voudrais savoir si vous avez envisagé de faire des recommandations à Statistique Canada pour essayer d'obtenir des données plus complètes sur l'emploi temporaire et à temps partiel?

M. McKnight: Nous l'avons envisagé et nous avons également pensé qu'il faudrait faire une distinction entre le travail d'été et . . .

M. Allmand: Saisonnier.

M. McKnight: . . . le travail saisonnier, de façon à mieux juger. De nombreux employeurs ont répondu qu'il serait possible de faire bénéficier les travailleurs à temps partiel permanents des avantages sociaux et que . . .

M. Allmand: Cela va de 40 à 60 p. 100, n'est-ce pas?

M. McKnight: Oui. Il y a un problème administratif. Beaucoup de sociétés, ce n'est pas la majorité mais il y en a beaucoup, sont de petites entreprises et toute la paperasserie est pour elles une lourde charge.

En ce qui concerne le calcul proportionnel en vertu du Code canadien du travail, certaines des prestations actuelles sont calculées en termes de durée et non de proportion. Prenons l'exemple du congé de maternité. Si, au lieu de correspondre à une certaine durée, il était calculé au pro rata du travail à temps partiel, beaucoup de gens voudraient supprimer ce congé. Nous devons donc être très prudents.

En outre, nous n'avons pas eu et, comme je l'ai expliqué, c'est la deuxième phase de l'étude Hay, les avis des employés eux-mêmes, leurs indications sur les caractéristiques de leur travail, sa durée. Ceci nous aidera à évaluer le coût, premièrement, et à déterminer, deuxièmement, la faisabilité.

[Text]

trying to come up with the cost, number one, and the feasibility, number two.

Mr. Allmand: There is no doubt that a number of people like part-time work. Sometimes women who have children at home, and the children are a little older, like to work two or three days a week. Students like to work part-time because they can go to university. As I pointed out, though, this survey that Stats Canada did in 1984... In 1981, 17% preferred full-time work to part-time work, but now it is 30% of those working part-time who want it. So there are a lot of people in it now that really do not want to be in it.

The other thing I wanted to ask you, and I...

The Chairman: Mr. Allmand, you are running a little over. Is it a short question?

Mr. Allmand: Yes, it is a short question, just to complete this thing. With respect to federal labour standards, at what point do they cover part-time and temporary workers? In other words, if you are working only, let us say, 10 hours a week, are you covered by federal labour standards? What is the cut in work time, both for temporary and part-time, to be covered by those labour standards?

Mr. McKnight: If I can, I will ask one of my officials. Once they start and are employed by a federal employer, they are covered. I do not believe there is... but I stand to be corrected.

Ms Linda Geller-Schwartz (Director General, Women's Bureau, Department of Labour): Essentially, an employee is covered under the Canada Labour Code. There is not a definition of a part-time employee or a full-time employee or any kind of definition of that sort. If the individual meets the time requirements under each of the standards under the code, he or she will be covered. In other words, for maternity leave, to take an example, if an individual has a continuous attachment to the employer for a period of six months, she will be entitled to the leave. But six months can be one day a week or it can be five days a week or it can be...

Mr. Allmand: But it has to be six months.

Ms Geller-Schwartz: It has to be a six-month period of attachment to be entitled. But each of the standards in the code has a slightly different period for qualification.

Mr. Allmand: Let us take an example, Mr. Chairman. Recently the Canadian Pacific Railway, which comes under your jurisdiction, laid off all their maintenance people down in Montreal, at Angus shops and so on. They replaced them by contract. First of all, the contractors were hiring the same people that were unionized on minimum wage. These maintenance repair people were working for small companies that were then contracted by the railway. By the way, the same thing is happening in the Post Office at the federal level. Those people, do they escape federal labour standards because they are working for a company which is in turn contracted by the

[Translation]

M. Allmand: Il est certain que beaucoup de gens aiment travailler à temps partiel. Quelquefois les femmes qui ont des enfants à la maison aiment travailler deux ou trois jours par semaine quand les enfants deviennent un peu plus grands. Les étudiants aiment travailler à temps partiel pour pouvoir suivre leurs cours à l'université. Comme je l'ai signalé, cependant, cette étude effectuée par Statistique Canada en 1984... En 1981, 17 p. 100 préféraient le travail à temps plein au travail à temps partiel et la proportion est maintenant passée à 30 p. 100. Il y a donc beaucoup de travailleurs à temps partiel malgré eux.

Je voulais vous demander autre chose et...

Le président: Monsieur Allmand, vous dépassez un peu votre temps. Votre question est-elle brève?

M. Allmand: Oui, c'est une petite question, simplement pour terminer sur ce point. À partir de quel moment les normes fédérales du travail s'appliquent-elles aux travailleurs à temps partiel et aux travailleurs temporaires? En d'autres termes, si vous ne travaillez que 10 heures par semaine par exemple, êtes-vous couvert par les normes fédérales du travail? À partir de quel nombre d'heures de travail ces normes s'appliquent-elles, aussi bien pour le travail temporaire que pour le temps partiel?

M. McKnight: J'aimerais poser la question à l'un de mes fonctionnaires. Une fois qu'un employé a commencé à travailler pour un employeur fédéral, il est couvert. Je ne crois pas qu'il y ait... mais je me trompe peut-être.

Mme Linda Geller-Schwartz (directrice générale, Bureau de la main-d'oeuvre féminine, ministère du Travail): En fait, un employé est toujours protégé par le Code du travail du Canada. Il n'y a pas de définition d'un employé à temps partiel ou d'un employé à plein temps, etc. Si quelqu'un répond aux exigences de temps fixées dans chacune des normes du Code, il est couvert. En d'autres termes, pour le congé de maternité par exemple, si une personne travaille de façon continue pour un employeur pendant une période de six mois, elle aura droit au congé. Mais lorsqu'on dit six mois, ce peut être un jour par semaine ou cinq jours par semaine ou...

M. Allmand: Mais il faut que ce soit six mois.

Mme Geller-Schwartz: Il faut que la personne soit employée depuis six mois. Mais la période de qualification varie légèrement pour chaque norme du Code.

M. Allmand: Prenons un exemple, monsieur le président. Récemment, CP Rail, qui relève de vous, a mis à pied tous ses employés de l'entretien à Montréal, à Angus, etc. Ils ont été remplacés au moyen de contrats. Tout d'abord, les entrepreneurs ont engagé ces mêmes personnes au salaire minimum. Ces employés de l'entretien travaillent pour de petites entreprises engagées à contrat par la compagnie ferroviaire. À propos, c'est la même chose aux Postes au niveau fédéral. Ces personnes échappent-elles aux normes fédérales du travail parce qu'elles travaillent pour une entreprise qui à son tour travaille à contrat pour CP Rail? C'est peut-être un problème

[Texte]

Canadian Pacific Railway? Maybe that is a legal question, but I would like it answered, because it is happening more and more.

• 1925

Mr. W. P. Kelly (Associate Deputy Minister, Federal Mediation and Conciliation Service, Department of Labour): No, they could not escape the federal minimum standards under Part III.

The Chairman: Thank you, Mr. Allmand. Mr. Murphy is next. We were a bit lenient with Mr. Allmand, and I will try to carry through with Mr. Murphy, give him equal opportunity.

Mr. Murphy: Well, I would like to press it, Mr. Speaker. You may be Mr. Speaker after that generosity.

The Chairman: Please, no!

Mr. Murphy: I do not blame you. Actually, I have a number of serious questions, but one of the first questions I must ask: Has the Minister had an opportunity to have his department check to make sure that his glasses are occupationally sound? It has been worrying me all meeting.

Mr. McKnight: Mr. Murphy, both you and I, coming from western Canada, can be proud they are a product of Calgary, Alberta, soon to be available to central Canada and other parts.

Mr. Allmand: He did not answer the question.

Mr. Murphy: I hope that is not a precedent. First of all, I would like to thank the department for providing answers to the questions I asked when the deputy minister and officials were here in April.

Looking at the answers relating to complaints handled by the Canada Labour Relations Board, with regard to I guess it is answer number 2, on page 2, you say that 36 complaints were against the Canadian Imperial Bank of Commerce and 7 of these were upheld by the board. What types of complaints were upheld by the board?

Mr. McKnight: Mr. Murphy, I will have to ask Mr. Brian Keller from the CLRB to respond. As you know, CLRB is a quasi-judicial body that the Minister looks at but does not touch.

Mr. Brian Keller (Vice-Chairman, Canada Labour Relations Board): The CIBC violated a number of the various provisions of the code. Obviously the ones that would be of most interest to us are the Imperial labour practice complaints themselves. They basically had to do most recently with the attempts by the union to organize, at the Visa centre for example, and it had to do with the interference by the employer with that attempt by the union to organize. Of the seven, that would be the majority.

I am frankly not aware of what the rest, the two or three, would have been, but at least four of those had to do with interference with organizing by the union.

[Traduction]

juridique mais j'aimerais avoir une réponse, car ça arrive de plus en plus souvent.

M. W. P. Kelly (sous-ministre associé, Service fédéral de médiation et de conciliation, ministère du Travail): Non, elles ne pourraient échapper aux normes minimales fédérales selon la partie III.

Le président: Merci, monsieur Allmand. Le suivant est M. Murphy. Nous avons été un peu trop indulgents avec M. Allmand et nous allons essayer d'être équitables et de donner les mêmes chances à M. Murphy.

M. Murphy: Eh bien, j'aimerais en profiter, monsieur l'Orateur. Vous pourriez devenir M. l'Orateur après une telle générosité.

Le président: Je vous en prie, non!

M. Murphy: Je ne vous blâme pas. J'ai en fait une série de questions importantes, mais je voudrais tout d'abord savoir ceci: le ministre a-t-il eu l'occasion de demander à son ministère de vérifier si ses lunettes sont professionnellement adaptées? Cela m'inquiète depuis le début de la réunion.

M. McKnight: Monsieur Murphy, nous venons tous deux de l'ouest du Canada et nous pouvons donc être fiers que ces lunettes, produit de Calgary, Alberta, soient sur le point d'être mises en vente dans le centre du pays et dans d'autres régions.

M. Allmand: Il n'a pas répondu à la question.

M. Murphy: J'espère que ce n'est pas un précédent. Tout d'abord, je voudrais remercier le ministère d'avoir fourni des réponses aux questions que j'avais posées au mois d'avril, lors de la comparution du sous-ministre et de certains fonctionnaires.

En réponse aux questions concernant les plaintes examinées par le Conseil canadien des relations du travail, vous dites à la réponse n° 2, à la page 2, qu'il y a eu 36 plaintes contre la Banque canadienne impériale de commerce, dont sept ont été maintenues par le Conseil. De quel genre de plaintes s'agissait-il?

M. McKnight: Je vais devoir demander à M. Brian Keller du CCRT de vous répondre. Comme vous le savez, le CCRT est un organisme quasi judiciaire que le ministre regarde mais ne touche pas.

M. Brian Keller (vice-président, Conseil canadien des relations du travail): La BCIC a enfreint plusieurs des dispositions du Code. Manifestement, les plaintes qui nous intéressent le plus sont celles concernant les pratiques de travail de la Banque. Il s'agit essentiellement des tentatives récentes d'organisation syndicale, au centre Visa par exemple, et de la façon dont l'employeur a tenté d'empêcher le syndicat de syndiquer ses employés. La majorité des sept plaintes portaient là-dessus.

Je ne sais vraiment pas quel était l'objet des deux ou trois autres, mais il y en avait au moins quatre concernant l'ingérence de l'employeur dans les tentatives syndicales.

[Text]

Mr. Murphy: With regard to the chart, which is also attached, dealing with the other major banks in Canada, would that again be the major area of complaints, especially where they were upheld?

Mr. Keller: I believe that is the case. Most of them, if you will notice, tend to be when the unions first started to organize at the banks, and it had to do with the organizing at the time. As the rules got straightened out, that number dropped off rather significantly. It depends where the unions attempted to organize at any given time.

Mr. Murphy: Also table one—just getting all the information I can at the beginning—you have eight more complaints with regards to the bank. Are they on table two, or are they subsequent to table two?

Mr. Keller: I am sorry?

Mr. Murphy: Are the complaints listed on table one subsequent to the complaints listed on table two, or are they included as well?

Mr. Keller: They should be included in that table.

Mr. Murphy: You have eight complaints against the banks, so there must be some overlap, or some difference, because you have only five listed on the April 1 to December 31, 1985 column.

Mr. Keller: There are eight banks on table one. Then, when you go to table two . . .

• 1930

Mr. Murphy: Ah! It does not have all the banks.

Mr. Keller: No.

Mr. Murphy: Okay. Thank you. That was just some information I wanted at the beginning.

Going on with the Canadian Labour Relations Board, in answer 3, on the same page, you give your average . . . the board took 179 days to dispose of complaints of unfair labour practice complaints. About cases requiring hearings, these took 248 days, on average. There are more figures later on. Do you have any information as to how that would compare with provincial labour boards, or your equivalent in each province?

Mr. Keller: I do not have the information here. One of the difficulties, of course, is that the nature of our hearings and the nature of the hearings held before the other boards are significantly different. I could get those figures for you, but I am not really sure what they would prove.

Mr. Murphy: They might prove who can act faster and who has complaints before them for a longer time. I think that might be some indication.

Mr. McKnight: The comparison of the two boards or the two codes between any province and the federal code is much like comparing apples and oranges, Mr. Murphy. When you take a look at the ability of the Canada Labour Relations Board to establish jurisprudence in the labour field or rulings

[Translation]

M. Murphy: Si nous passons au tableau qui est en annexe et porte sur les autres grandes banques canadiennes, serait-ce encore le principal sujet de plaintes, particulièrement pour celles qui ont été retenues?

M. Keller: Je crois que oui. Comme vous le voyez, la plupart des plaintes ont été formulées lorsque les syndicats ont essayé de syndiquer le personnel des banques pour la première fois et c'est de cela qu'il s'agissait. Quand les règles ont été précisées, le nombre a diminué considérablement. Tout dépend des endroits où ont eu lieu les tentatives d'organisation syndicale, à un moment donné.

M. Murphy: Au tableau un, j'essaie de recueillir tout de suite tous les renseignements possibles, vous avez encore huit plaintes concernant la banque. Sont-elles au tableau deux, ou viennent-elles à la suite du tableau deux?

M. Keller: Pardon?

M. Murphy: Les plaintes énumérées au tableau un font-elles suite aux plaintes énumérées au tableau deux, ou sont-elles incluses également?

M. Keller: Elles devraient être incluses dans ce tableau.

M. Murphy: Vous avez huit plaintes contre les banques et il doit y avoir un certain chevauchement, ou une différence, car vous n'en avez que cinq dans la colonne du 1^{er} avril au 30 décembre 1985.

M. Keller: Il y a huit banques au tableau un. Ensuite, au tableau deux . . .

M. Murphy: Ah! Il n'y a pas toutes les banques.

M. Keller: Non.

M. Murphy: Bien. Merci. C'était tout ce que je voulais savoir au début.

Continuons avec le Conseil canadien des relations du travail; à la réponse 3, à la même page, vous donnez votre moyenne . . . le Conseil a pris 179 jours pour régler les plaintes portant sur les pratiques déloyales. Et pour les affaires nécessitant des audiences, il a fallu en moyenne 248 jours. Il y a d'autres chiffres après. Savez-vous si cela correspond plus ou moins à ce que font les conseils provinciaux du travail ou les organismes équivalents dans chaque province?

M. Keller: Je n'ai pas les données ici. Le problème, c'est que nos audiences ne sont pas de même nature que celles des autres conseils. Je peux vous obtenir ces chiffres, mais je ne sais trop ce qu'ils prouveraient.

M. Murphy: Ils pourraient nous dire qui va plus vite et qui met plus longtemps à entendre les plaintes. Ce serait une indication.

M. McKnight: Faire des comparaisons entre les deux conseils ou les deux codes entre une province et le fédéral, c'est comparer des pommes et des oranges, monsieur Murphy. Si vous tenez compte du fait que les décisions du Conseil canadien des relations du travail font jurisprudence dans le

[Texte]

that cover the whole of Canada, when you take a look at the number of bargaining groups, if we look at the railroads, where we I believe have something like 11 separate bargaining groups that you would consider to be separate, the different places of work, and the number of employees involved in large negotiations and large rulings by the CLRB . . .

I can give you an example of the timetable—Mr. Keller can pick it up—as to reviewing the designations of Canada Post and the appropriateness of the existing bargaining units. I think Mr. Keller could mention the process, which may give you an idea compared with a ruling that may impact upon a garage under provincial jurisdiction with two or three employees.

Mr. Keller: We have the one file where Canada Post has asked us to review each and every one of its bargaining units, Mr. Murphy. We have scheduled hearings at the moment that we expect will take us into the end of November, on what I call "phase 1", which will be the determination of how many bargaining units there will be. Then we expect phase 2 will take at least as long, and that will be to define the bargaining unit boundaries. That is just one case. It is those types of cases that tend to throw our statistics out of line.

There is something else that is rather important. If you look at our figures compared with those of B.C. or Ontario, for example, they list all certification cases for hearing. We do not. We generally do not hold hearings on certification cases.

In Ontario, for example, they have normal "certification days", as they call it, where they could list up to 80 cases for hearing on a given day. Only one or two may actually come to hearing, but in their statistics they show they have scheduled and held 80 hearings on that day. We do not do that. What we list are those cases which actually are heard by the board. So it is in that respect, as I said before, that it is a bit of an apples and oranges comparison.

If you take a look at the number of those which are actually heard and determined by the board through actual *viva voce* evidence, we cannot get those statistics, but that may be a more reasonable basis of comparison.

Mr. Murphy: Actually, I have no problem with the answer, although I would still like to know whether these cases could be handled in a quicker manner. Both your answer and the Minister's answer provide my basic criticism of the Nielsen task force for their report on the federal mediation and counselling services. They have not taken into account the nature of the country.

I would like to hear the Minister's response to the task force recommendation that there will be a 15% cut in that service, in addition to the 10% cut that is already in the works, to use the expression.

Mr. McKnight: Your question was asked by a previous member, Mr. Murphy. I would have no problem in explaining my view. You cannot compare the two systems in either the CLRB or the FMCS.

[Traduction]

domaine du travail ou s'appliquent à l'ensemble du Canada, si vous prenez en considération le nombre de groupes de négociation, je crois que pour les chemins de fer par exemple il y a environ 11 groupes de négociation distincts, si l'on considère les lieux de travail différents et le nombre d'employés concernés par les grandes négociations et l'importance des décisions du CCRT . . .

Je peux prendre comme exemple le calendrier qui a été établi, M. Keller peut s'en occuper, pour examiner les désignations de Postes Canada et définir si les unités de négociation existantes étaient appropriées. M. Keller pourrait vous exposer le processus, ce qui vous permettrait de comparer avec une décision provinciale qui va s'appliquer à un garage comptant peut-être deux ou trois employés.

M. Keller: Nous avons le dossier où Postes Canada nous a demandé d'examiner chacune de ses unités de négociation. Nous avons prévu des audiences qui devraient nous amener à la fin novembre, dans ce que j'appelle la «phase 1», pour déterminer le nombre d'unités de négociation. Ensuite, nous entamerons la phase 2, qui sera au moins aussi longue, pour définir les limites des unités de négociation. Et ce n'est qu'une cause. C'est ce genre de question qui a tendance à déformer nos statistiques.

Il y a un autre élément important. Si vous comparez nos chiffres avec ceux de Colombie-Britannique ou d'Ontario, par exemple, les provinces énumèrent toutes les audiences d'accréditation. Pas nous. Généralement, nous n'avons pas d'audience pour les accréditations.

En Ontario, par exemple, il y a ce qu'on appelle les «journées d'accréditation» normales, pendant lesquelles on peut prévoir jusqu'à 80 causes à entendre en une journée. En fait, une ou deux seulement seront entendues mais selon les statistiques, 80 audiences ont été prévues et tenues cette journée-là. Nous ne faisons pas cela. Nous faisons la liste des causes ayant réellement été entendues par le Conseil. De ce point de vue, vous voyez, comme je l'ai dit tout à l'heure, que l'on compare des choses incomparables.

Si vous preniez le nombre de causes réellement entendues et jugées par le Conseil à la suite de témoignages «viva voce», nous ne pouvons pas avoir ces statistiques, mais ce serait une base de comparaison plus raisonnable.

M. Murphy: À dire vrai, je ne conteste pas la réponse, mais je voudrais simplement savoir s'il serait possible de traiter ces affaires plus rapidement. Votre réponse et celle du ministre confirment les critiques que j'ai formulées contre le rapport du groupe Nielsen sur le service fédéral de médiation et de conciliation. On n'a pas tenu compte de la nature du pays.

J'aimerais entendre la réponse du ministre à la recommandation du groupe de travail voulant qu'il y ait une diminution de 15 p. 100 dans ce service, en plus de la réduction de 10 p. 100 qui est déjà en train, si je puis dire.

M. McKnight: Votre question a déjà été posée par un député, monsieur Murphy. Je peux très bien vous expliquer mon point de vue. Vous ne pouvez pas comparer les deux systèmes, ni pour le CCRT ni pour le SFMC.

[Text]

I will go back to the railroads. One officer of FMCS in the railroad negotiations spent four months, because of all the bargaining units, because of the two railroads, and that was constant. Basically, he moved his place of residence.

• 1935

I have asked through the chairman earlier in the meeting that I would be very interested in the recommendations the committee would make to the government task force report. I have expressed my views; I have communicated with the private sector groups who are clients of Labour Canada in both the CRLB area and FMCS, and they have informed me that their feeling is much the same as yours and mine, that those options put forward by the government task force would not be acceptable and would impair the ability of both the CRLB and FMCS to serve the private sector that we are able to serve now.

Mr. Murphy: Thank you. Well, I am certainly not going to disagree with the Minister's response.

On a matter I have raised before in this committee and with the Minister in the House, and that is the Advisory Council on Occupational Health and Safety, is it the Minister's view that the law is proclaimed and that it is in fact in force at this time?

Mr. McKnight: The law that is in force is the law we proclaimed under Part III. On the "shall" provision of that section—that the Minister shall establish an advisory council—the Minister shall establish one. Mr. Murphy knows very well that with the resources available I made a decision as Minister to put forward the dollars and the implementation of the change in the occupational health and safety under Part IV into the workplace. This year that is entailing some 35 additional PYs within Labour Canada to assist in the implementation of it.

But the advisory committee, through discussions with the industry group, organized labour... We would be reviewing the code under occupational safety and health, and it is an ongoing review. Mr. Hansen has already established that the review on a voluntary basis by the people who would be involved in an advisory council is going to take place even without the establishment formally of the advisory council.

Mr. Hansen, could you just go ahead and explain where you are now?

Mr. Herman Hansen (Assistant Deputy Minister, Operations, Department of Labour): We have had a number of meetings lately with representative associations of industry and also with representatives of the labour movement to talk about the process for a review committee to undertake the technical revision of the regulations under Part IV. Our first meeting on this is scheduled for the early part of July, and we are hoping that by the time we are ready to start that technical review process we will have a means whereby tripartite input can be brought to bear on the regulations, both from Labour Canada

[Translation]

Je vais revenir aux chemins de fer. Un fonctionnaire du SFMC a consacré quatre mois ininterrompus aux négociations des chemins de fer, en raison de toutes les unités de négociation et de l'existence de deux compagnies ferroviaires. Autant dire qu'il a changé de lieu de résidence.

J'ai dit au début de la réunion que je serais très intéressé de connaître les recommandations du Comité sur le rapport du groupe de travail du gouvernement. J'ai exprimé mon opinion; j'ai contacté les groupes du secteur privé qui sont clients de Travail Canada, dans le domaine du CCRT et dans ceux du SFMC et ils pensent, un peu comme vous et moi, que les options proposées par le groupe de travail du gouvernement seraient inacceptables et empêcheraient le CCRT et le SFMC de répondre aux besoins du secteur privé, comme on le fait maintenant.

M. Murphy: Merci. Je ne serais certainement pas en désaccord avec la réponse du ministre.

Je voudrais revenir sur une question que j'ai déjà posée au sein de ce Comité et au ministre à la Chambre, celle du Conseil consultatif sur la sécurité et l'hygiène au travail; le ministre considère-t-il que la loi est promulguée et en vigueur actuellement?

M. McKnight: La loi en vigueur est celle que nous avons promulguée en vertu de la partie III. Conformément aux dispositions obligatoires de cet article, selon lequel le ministre doit établir un conseil consultatif, le ministre va en établir un. M. Murphy sait très bien qu'avec les ressources disponibles, j'ai décidé en tant que ministre de fournir les fonds nécessaires et d'effectuer le changement concernant la sécurité et l'hygiène au travail en vertu de la partie IV. Il faut cette année environ 35 années-personnes supplémentaires au ministère du Travail pour mettre en oeuvre cette décision.

Mais le comité consultatif, à la suite des entretiens avec les représentants des différents secteurs du monde syndical... Nous allons examiner les parties du Code concernant la sécurité et l'hygiène au travail et c'est un examen permanent. M. Hansen a déjà décidé que les personnes qui seraient appelées à faire partie d'un conseil consultatif pourraient entreprendre cet examen si elles le désiraient avant même que le conseil consultatif soit officiellement établi.

Pourriez-vous nous expliquer où vous en êtes, monsieur Hansen?

M. Herman Hansen (sous-ministre adjoint, Opérations, ministère du Travail): Dernièrement, nous avons rencontré à plusieurs reprises les associations patronales et les représentants syndicaux pour leur parler de la mise en place d'un comité d'examen qui effectuerait une révision technique des règlements de la partie IV. Notre première réunion est prévue pour le début juillet et nous espérons que d'ici le moment où nous serons prêts à entreprendre cet examen technique, nous aurons trouvé une façon de permettre aux trois parties concernées de dire leur mot au sujet des règlements, c'est-à-

[Texte]

as the regulator and from industry and labour as the regulatees.

Mr. Murphy: I understand you are saying that you are not going to form the advisory council in the immediate future, that you may have some informal mechanism in place perhaps by July.

I guess the question is this. You agree that the law is proclaimed. When you say that the employee shall do something or the employer shall do something, "shall" means "shall". Does "shall" not mean the same thing when the government "shall" do something?

Mr. McKnight: I agree with the hon. member's perception. The Minister could establish a council. There is no definition of that council.

Mr. Murphy: Yes.

Mr. McKnight: If the member would insist upon the establishment of an advisory council, I could do that within a day. It would not be a satisfactory council—it would not be staffed appropriately, it would not be funded appropriately—but it could be established as the law requires. I felt, in being practical, that putting the Canada Labour Code amendments into the workplace where men and women could benefit from those changes was the best use of the dollars available, and at the same time establishing on a voluntary basis the process that Mr. Hansen has described so we can have a technical review of the changes to the code.

• 1940

Mr. Murphy: I guess, Mr. Chairman, I am going to hang on to this one for a little while, despite the fact that I obviously would like to cover the whole department in our 15-minute spot. Going back to what I just said, an employer could take exactly the same argument as you have just made. It has been almost two years now since this legislation was passed. They have had two years' warning. They knew it was coming into place. They knew eventually that the government was going to proclaim the legislation. They could say, we do not have the resources. We really cannot do all the things that the regulations call for. I am worried—look at the number of examples the government is setting.

Secondly, now that I have heard that you are looking at some type of interim arrangement, which you may or may not have in place by July, how long is the interim arrangement going to be? When do we actually see a full-fledged advisory council? Hopefully, we will have some resources. I agree with the Minister, you cannot do it, just for the sake of doing it, or pretend that you have done it. But when do we see this advisory council?

Mr. McKnight: Mr. Chairman, in a letter to the Canadian Labour Congress, I put forward the decision that I would not be establishing an advisory council on promulgation; that I would be reviewing the resources available to me during this year, with the hope of establishing a council in the latter part of this fiscal year. That is where the Minister is now.

[Traduction]

dire à Travail Canada, auteur des règlements, et au patronat et aux syndicats, objet des règlements.

M. Murphy: Si j'ai bien compris, vous n'allez pas créer tout de suite le conseil consultatif mais vous pensez mettre en place un mécanisme officieux avant juillet.

La question est la suivante. Vous admettez que la loi est promulguée. Quand on dit que l'employé ou l'employeur doit faire quelque chose, c'est qu'il doit le faire. Est-ce que ce «doit» ne veut pas dire la même chose si c'est le gouvernement qui «doit» faire quelque chose?

M. McKnight: Je suis d'accord avec le sentiment de l'honorable député. Le ministre pourrait établir un conseil. Il n'y a pas de définition de ce conseil.

M. Murphy: Oui.

M. McKnight: Si le député insistait pour que l'on établisse un conseil consultatif, je pourrais le faire en un jour. Ce ne serait pas un conseil adéquat en ce sens qu'il n'aurait ni le personnel ni les fonds appropriés, mais il peut être établi conformément à la loi. J'ai cherché à être pratique et j'ai pensé que la meilleure façon d'utiliser les fonds disponibles était de faire intervenir les amendements du Code Canadien du travail sur les lieux de travail, là où des hommes et des femmes pourraient en bénéficier, tandis qu'en même temps, on établirait sur une base volontaire le processus qu'a décrit M. Hansen de façon à faire un examen technique des changements au Code.

M. Murphy: Je vais encore continuer un peu sur ce sujet, monsieur le président, bien que j'aie naturellement envie de parler de l'ensemble du ministère pendant mes 15 minutes. Pour en revenir à ce que je viens de dire, un employeur pourrait utiliser exactement le même argument que vous. Voilà presque deux ans que cette loi a été adoptée. Deux ans de préavis. Ils savaient à quoi s'en tenir. Ils savaient que le gouvernement allait promulguer la loi. Ils pourraient dire qu'ils n'ont pas les ressources nécessaires. Nous ne pouvons pas faire tout ce que demandent les règlements. Cela m'inquiète... voyez le nombre d'exemples que donne le gouvernement.

Deuxièmement, maintenant que je vous ai entendu dire que vous envisagiez des dispositions intérimaires, qui seraient peut-être en place d'ici juillet, pendant combien de temps vont-elles durer? Quand allons-nous avoir un véritable conseil consultatif? Espérons que nous aurons quelques ressources. Je suis d'accord avec le ministre, il ne faut pas le faire, simplement pour dire que c'est fait ou pour faire semblant. Mais quand ce conseil consultatif va-t-il être en place?

M. McKnight: Monsieur le président, dans une lettre au Congrès du travail du Canada, j'ai dit que je n'avais pas l'intention d'établir un conseil consultatif au moment de la promulgation, que j'étudierais les ressources disponibles pour cette année, dans l'espoir de mettre un conseil en place vers la fin de cette année financière. Le ministre en est là.

[Text]

We hope to be able to source the funds to establish a proper advisory council that would be able to do the job that I, and industry and organized labour, hope it will be able to do. It was a decision of using the dollars available, of putting into the workplace, in a practical manner, the changes in the Canada Labour Code, so that those changes could affect the men and women who work in Canada.

It was a decision that you may criticize me for, Mr. Murphy, but it was the best use of resources available. And rather than have the façade of an advisory council not properly staffed, not properly funded and not properly constituted, as to the makeup that would be necessary to have a proper council, I chose the route that we are discussing now.

Mr. Murphy: I think we can argue "shall be" and "shall" for a long time. I think that it shows a wilful neglect—to use a polite expression—on the part of the government to live up to the letter of the law. It is not a vague law. It does not say could, it does not say maybe or that it would be a good idea, it says shall pass that law. I sat on the Labour committee two years ago when we discussed this. And we said yes, it should be there, it must be there, and all the rest of that. It was agreed to, presumably by all three parties at that time. Now here we are, two years later. I certainly do not have any assurances from the Minister's response that at the latter part of the fiscal year he is going to have the resources. How do we know that "shall" will ever become "shall"?

Mr. McKnight: I would suggest, in the drafting of the legislation, that if "shall" meant "forthwith", the legislators would have drafted the legislation that way. It says in the legislation that the Minister "shall" establish. If the legislators who drafted that had wanted it to be done forthwith, forthwith would have been included in the legislation.

Mr. Murphy: I think the Minister is being ridiculous, if I can be polite. I do not think it says an employer shall forthwith do something or an employee shall forthwith do something. It does say shall, and it means you must. I would say that the Minister must do it. I can understand the problems he has with certain other departments, especially the Department of Finance and Treasury Board. But you know that it has to be done. It cannot be put off indefinitely. I worry that may happen.

But not to belabour the point, and recognizing that other people would like their chance to ask questions, I would like to follow-up on one other question that I asked at the last committee meeting. I wonder if the department has an answer. I had asked at that time whether the department was sponsoring any ongoing studies into video display terminals and any side effects or illnesses or problems related to that in terms of occupational health and safety. At that time, I was told the department was not doing anything, that perhaps the Department of National Health and Welfare was doing something.

• 1945

[Translation]

Nous espérons parvenir à trouver les fonds requis pour créer un conseil consultatif adéquat, capable de faire le travail que chacun—c'est-à-dire moi, l'industrie et les syndicats—attend de lui. Il a été décidé d'utiliser au mieux les dollars disponibles en appliquant sur les lieux de travail, d'une façon pratique, les changements intervenus dans le Code du travail du Canada, de façon que les travailleurs canadiens en bénéficient.

C'est une décision pour laquelle vous me critiquerez peut-être, monsieur Murphy, mais c'était la meilleure façon d'utiliser les ressources disponibles. Plutôt que d'avoir comme une belle façade un conseil consultatif qui n'aurait ni le personnel voulu, ni les fonds nécessaires et dont la composition ne serait pas appropriée, j'ai choisi l'option dont nous discutons maintenant.

Mr. Murphy: Nous pouvons continuer longtemps à discuter de l'interprétation de «doit» et «devoir». Ceci montre que le gouvernement néglige délibérément—pour prendre une expression polie—de respecter la lettre de la loi. Ce n'est pas une loi vague. On ne dit pas «pourrait», on ne dit pas «peut-être» ou «ce serait une bonne idée», on dit «doit adopter cette loi». Je faisais partie du Comité du travail il y a deux ans lorsque nous en avons discuté. Et nous avons dit oui, il faudrait que ce soit là, ce doit être là, etc. Les trois partis étaient d'accord sur ce point, à l'époque. Voilà où nous en sommes deux ans plus tard. Après la réponse du ministre, je ne suis pas certain qu'à la fin de l'année financière, il aura les ressources voulues. Comment pouvons-nous savoir si ce «doit» se concrétisera jamais?

Mr. McKnight: Si en écrivant «doit» dans la loi, on voulait dire «immédiatement», c'est ce que l'on aurait écrit. La loi dit que le ministre «doit» établir. Si les législateurs qui ont préparé le texte avaient voulu que ce soit fait immédiatement, immédiatement aurait été inclus dans le texte de loi.

Mr. Murphy: Je trouve le ministre ridicule, et je suis poli. On ne dit pas qu'un employeur doit immédiatement faire ceci ou qu'un employé doit immédiatement faire cela. On dit qu'il doit, et cela veut dire que ce cela veut dire. Je considère que le ministre doit le faire. Je comprends les problèmes qu'il a avec certains autres ministères, particulièrement le ministère des Finances et le Conseil du Trésor. Mais vous savez que ce doit être fait. Cela ne peut être remis à plus tard indéfiniment. C'est ce que je redoute.

Mais n'insistons pas davantage; et puisque je sais que d'autres aimeraient poser des questions, je voudrais revenir à l'une des questions que j'ai posées à la dernière réunion du Comité. J'avais demandé si le ministère avait entrepris ou fait faire des études sur les terminaux à écran cathodique et sur les effets secondaires ou les maladies qui leur seraient associées du point de vue de la santé et de l'hygiène au travail. A l'époque, on m'avait dit que le ministère ne faisait rien, mais que peut-être le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social faisait quelque chose.

Do you or your officials know the answer to that now?

Avez-vous, vous ou vos fonctionnaires, maintenant la réponse à cette question?

[Texte]

Mr. McKnight: I can tell you that the department is not now, Mr. Murphy. Within the department over the last three years, I believe, there has been a departmental practical study within Labour Canada on the workplace atmosphere of the use of those terminals.

Dr. Atherley and the Canadian Centre for Occupational Health and Safety has within their data bank most of the information available on world studies on the VDT screens. Perhaps Dr. Atherley would like to just come forward and give Mr. Murphy a rough idea as to the amount of data available to Canadians through the Canadian Centre for Occupational Health and Safety.

The Chairman: Would you like that, Mr. Murphy?

Mr. Murphy: I would like that, but I do not know if it would solve the problem in terms of if there are ongoing studies within Canada. The information I would hope is there . . . I am not sure how long the presentation will take; I am certainly willing to listen to it.

Again, the question posed is regarding the Canadian government and whether in any department they are doing anything to ensure that there are some ongoing studies in an area that certainly concerns a number of workers.

Mr. McKnight: I can only speak for Labour Canada, Mr. Murphy, and we are not.

Mr. Murphy: Could the Minister undertake to check to see if the government is undertaking or sponsoring any studies?

Mr. McKnight: Yes, I would undertake to do that.

Mr. Murphy: Thank you.

Mr. McKnight: Would you like Dr. Atherley . . . ?

The Chairman: I think it would serve the committee well.

Mr. Murphy: With the committee's permission, I certainly would like to hear from him.

The Chairman: Can you give us the general thrust of it as briefly as you can, Dr. Atherley?

Dr. Gordon Atherley (President and Chief Executive Officer, Canadian Centre for Occupational Health and Safety): Thank you, Mr. Chairman. We are in touch with the various countries interested in the problem, as the Minister said. Next month we are sending a member of staff to the Stockholm conference dealing with the issue of VDTs. We are involved with the University of Toronto and Ontario Hydro in studies they are carrying out which are looking into this problem. There are studies going on which the federal government is involved with through us. We are also in touch with the Department of National Health and Welfare and sharing our information with them. To that extent we are contributing to the growth of information and knowledge on the subject.

I do not know whether it is appropriate, Mr. Chairman, for me to go any further. I could outline what the issues are, if that would be helpful.

[Traduction]

M. McKnight: Je peux vous dire que le ministère ne fait rien actuellement, monsieur Murphy. Je crois que depuis trois ans le ministère mène une étude interne sur les conséquences de l'utilisation de ces appareils sur l'environnement des lieux de travail.

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail présidé par le Dr Atherley a dans sa banque de données la plupart des informations disponibles sur le plan mondial concernant l'utilisation de ces écrans de visualisation. Le Dr Atherley voudrait peut-être venir se joindre à nous pour donner à M. Murphy une petite idée de la somme de données mises à la disposition des Canadiens par l'intermédiaire du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.

Le président: Est-ce que c'est ce que vous voudriez, monsieur Murphy?

M. Murphy: Oui, mais je ne sais si cela m'apprendra pour autant si oui ou non des études sont faites au Canada. J'espère que nous avons ces informations . . . Il est possible que cela soit un peu long, mais cela m'intéresse vivement.

Encore une fois, la question s'adresse au gouvernement canadien, nous voulons savoir si certains ministères étudient ces problèmes de manière systématique, car il est certain qu'ils concernent de nombreux travailleurs.

M. McKnight: Je ne peux vous répondre qu'au nom du ministère du Travail, monsieur Murphy, et la réponse est non.

M. Murphy: Le ministre pourrait-il nous promettre de vérifier si le gouvernement fait faire de telles études?

M. McKnight: Oui, je vous le promets.

M. Murphy: Merci.

M. McKnight: Aimerez-vous entendre le Dr Atherley . . . ?

Le président: Je crois que cela nous serait utile à tous.

M. Murphy: Si vous le permettez, j'aimerais certes l'entendre.

Le président: Pouvez-vous nous brosser un tableau aussi bref que général, Dr Atherley?

Dr Gordon Atherley (président, Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail): Merci, monsieur le président. Comme le ministre vous l'a dit, nous sommes en contact avec les divers pays qui s'intéressent à ce problème. Le mois prochain nous envoyons un membre de notre personnel à la conférence de Stockholm consacrée à cette question des écrans de visualisation. Nous participons aux recherches faites sur cette question par l'Université de Toronto et Hydro Ontario. Le gouvernement fédéral participe à certaines études par notre intermédiaire. Nous sommes également en contact avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social avec lequel nous partageons nos informations. Dans cette mesure, nous contribuons à l'effort général de meilleure compréhension de ces problèmes.

Je ne sais, monsieur le président, si vous souhaitez que je vous en dise plus. Je pourrais vous indiquer brièvement quels sont les problèmes si cela peut vous être utile.

[Text]

The Chairman: I think it would.

Dr. Atherley: There are two broad issues, Mr. Chairman. One issue is the question of whether there is any harmful radiation of any type from these machines, and the other is the question of the ergonomics and the general effect on people to do with the work and posture and so on.

What seems to be coming out of the radiation question is that VDTs themselves are the source of a sort of radiation which knowledge cannot really define as harmful or harmless. The laboratory studies on animals show that these sorts of radiations do cause effects, but the effects have never been proven as having human consequences. None of the studies on human beings show anything other than doubtful results.

However, what has happened is that the industry has taken heed of the warnings of the scientists. We are going to see a general phase-out of the radiation part of the terminals with a different sort of equipment coming in. The IBM Corporation has asked our centre to help them test this new generation of equipment, which they expect to get rid of the problem. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Dr. Atherley. Mr. Blackburn has signalled on the second round. Mr. Murphy?

Mr. Murphy: I suspect I shall leave before I have a chance...

The Chairman: We have 10 minutes left. We will see how long Mr. Blackburn is. Mr. Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'aimerais un peu d'informations sur le programme. Quand on parle des trois petits programmes de subventions, celui des subventions au Bureau de la main-d'oeuvre féminine, celui des subventions non sollicitées... Que veut-on dire par subventions non sollicitées? Cela faisait partie de l'allocation que nous devons avoir, dans laquelle on parle de ces trois petits programmes de subventions. J'aimerais avoir des précisions sur ces subventions non sollicitées et celles accordées à la recherche universitaire.

• 1950

Mr. McKnight: I will start on the Women's Bureau Grants Program. The grants are awarded to promote the study of workplace issues and others that have an impact on women. They are used to defray the cost of holding conferences and seminars, to assist in producing audio-visual material for those seminars, etc.. The grants are eligible to groups made up of women, of unions, and of other interested groups. The projects that have been submitted by federal, provincial, territorial and municipal governments are not eligible, so we are really trying to serve people who have no other source.

The maximum grant is \$5,000, and the grants that have been awarded since September 1985, I believe, are Communications Workers of Canada, to assist in the preparation of

[Translation]

Le président: Ce serait utile.

M. Atherley: Il y a deux problèmes principaux, monsieur le président. Le premier est de savoir si ces machines émettent des radiations nocives, et le deuxième de faire un calcul ergonomique, c'est-à-dire de mesurer scientifiquement leur incidence générale sur les conditions de travail.

Il semble que ces machines soient source d'une sorte de radiation que nos connaissances actuelles ne nous permettent pas vraiment de qualifier de nocives ou d'innocentes. Les études en laboratoire sur des animaux montrent que ces sortes de radiation provoquent certains effets, mais il n'a jamais été prouvé que ces effets avaient des conséquences sur les êtres humains. Le résultat d'études sur des humains sont loin d'être probants.

Cependant, il reste que l'industrie a pris note des avertissements des scientifiques. Grâce à certaines modifications, les écrans des nouvelles machines mises sur le marché n'émettront plus de radiations. La société IBM a demandé à notre centre de l'aider à tester cette nouvelle génération de machines, qui devrait, selon eux, mettre un terme à ce problème. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, Dr. Atherley. M. Blackburn a signalé qu'il avait d'autres questions à poser. M. Murphy?

M. Murphy: Je suppose que je devrais partir avant de pouvoir...

Le président: Il nous reste 10 minutes. Nous verrons combien de temps il faut à M. Blackburn. M. Blackburn. M. Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to enquire about your policy program. You talk of three very small grants programs, the women's bureau grants and the unsolicited grants. What do you mean by unsolicited grants? You mention those three very small grants programs in the statement you were supposed to make. I would like to have some more information on these unsolicited grants and on the university research grants.

M. McKnight: Je commencerai par le programme de subventions du Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Ces subventions sont accordées pour financer l'étude, entre autres, des conditions de travail et leur incidence sur les femmes. Elles servent à financer des conférences, des séminaires, la production de documents audiovisuels pour ces séminaires, etc. Ces subventions sont accordées aux groupes composés de femmes, aux syndicats et autres groupes intéressés. Les projets soumis par les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux en sont exclus. Nous nous efforçons avant tout de les accorder à ces groupes, qui n'ont pas d'autres sources de financement.

La subvention maximum est de 5,000\$, et je crois que depuis septembre 1985, les bénéficiaires en ont été les travailleurs en communication du Canada pour la préparation du document

[Texte]

materials for a seminar on women's issues in the CWC staff and executive, which was held in January of this year; and the Canadian Congress for Learning Opportunities for Women was also given a grant of \$5,000 to help meet the cost of organizing a strategies colloquium on women's education and training in Canada. Those are the only two that have been done so far.

The other question you had, as to the unsolicited grants, it is a small amount of money, \$62,000 I believe, that has been used in various ways. Basically, it is a diverse funding. We have given money to such things as safety risks in agriculture and for health and safety symposiums.

The use of those dollars has had a couple of good effects. The funds we put forward from Labour Canada to the United Steelworkers of America and the steel companies of Canada about a year ago to assist them in a conference was a minimal amount of money. But it was the first time that the steel companies, the executive officers and presidents of those companies and the steel union and their presidents had sat down to discuss the concerns of the industry.

They did it in a setting at Sault Ste Marie; Kristen Shannon was the facilitator of that three-day meeting. The results, I would say, are very beneficial, because after that small seed money was put in by Labour Canada the steel workers and the steel companies formally incorporated as Steel Conference Canada Inc. and are having their first meeting within the next two weeks. They are now meeting, without government, to discuss the concerns of their industry, the ways they can work together to better the opportunities of steel in Canada, both for the workers and for the shareholders of the companies. It has not changed in any way, shape or form their tenacity in bargaining, but it has brought them together to assist their industry.

The forest industry in British Columbia and the IWA have contacted Labour Canada for assistance in putting together the same sort of conference, so that they can work together, the union and the companies, to benefit their industry.

If a small amount of money such as we have in the unsolicited grants program can show any benefit, I would suggest the benefit of getting management and labour together discussing issues that impact upon their industry, without government interference, without government direction, is of great benefit to not only industry, but to all of Canada. That is the way we use some of those programs.

M. Blackburn (Jonquière): Existe-t-il des petits fascicules au sujet de ces programmes? Ou est-ce plutôt discrétionnaire?

Mr. McKnight: No, Mr. Blackburn.

Mr. Blackburn (Jonquière): No? Okay.

• 1955

Mr. McKnight: With \$62,000, we do not have... [Inaudible—Editor].

[Traduction]

pour un séminaire consacré aux problèmes du personnel et des cadres féminins de cette association, qui a eu lieu en janvier de cette année; le Canadian Congress for Learning Opportunities for Women a également bénéficié d'une subvention de 5,000\$ pour financer l'organisation d'un colloque sur l'éducation et la formation des femmes au Canada. Ce sont les deux seules subventions qui ont été accordées jusqu'à présent.

Votre autre question portait sur les subventions non sollicitées. C'est une toute petite somme d'argent, 62,000\$, je crois, qui est utilisée de diverses manières. En gros, ce sont des subventions de caractère général. Nous avons accordé ces subventions à des colloques sur la sécurité en milieu agricole, à des colloques sur l'hygiène et la sécurité, etc.

Cet argent a été utilisé à une ou deux reprises à très bon escient. La subvention accordée par Travail Canada aux syndicats des métallurgistes et aux aciéries canadiennes il y a environ un an pour l'organisation d'une conférence était très minime. Cependant, c'était la première fois que ces aciéries, que les cadres et les présidents de ces compagnies discutaient ensemble des problèmes de leur industrie avec les représentants des syndicats de la métallurgie.

Ils se sont réunis pendant trois jours à Sault-Sainte-Marie grâce aux efforts de Kristen Shannon. Cette initiative a été plus que bénéfique puisque grâce à cette petite contribution de Travail Canada, les métallurgistes et les aciéries se sont officiellement incorporées sous le nom de *Steel Conference Canada Incorporated* et doivent tenir leur première réunion d'ici deux semaines. Ils se réunissent maintenant sans l'intervention du gouvernement pour discuter des problèmes de leur industrie, des moyens de valoriser ensemble l'acier canadien à l'avantage à la fois des travailleurs et des actionnaires des compagnies. Cela n'a rien changé à leur ténacité dans leurs négociations, mais ils ont uni leurs efforts pour protéger leur industrie.

L'industrie forestière de Colombie-Britannique et le Syndicat international des travailleurs du bois ont demandé à Travail Canada de les aider à mettre sur pied le même genre de conférence afin qu'ils puissent ensemble, le syndicat et les compagnies, régler les problèmes de leur industrie.

Si une aussi petite somme que celle consacrée au programme des subventions non sollicitées peut permettre de réunir les syndicats et le patronat pour qu'ils discutent de questions ayant une incidence sur leur industrie, sans intervention du gouvernement, je considère que c'est tout bénéfice non seulement pour cette industrie mais pour l'ensemble du Canada. C'est à cette fin que nous utilisons certains de ces programmes.

Mr. Blackburn (Jonquière): Have you any brochures about those programs? Or is it rather discretionary?

M. McKnight: Non, Monsieur Blackburn.

M. Blackburn (Jonquière): Non? D'accord.

M. McKnight: Avec 62,000\$, nous n'avons pas... [Inaudible—Éditeur].

[Text]

Mr. Murphy: Just do not put it on any maps of Canada.

M. Blackburn (Jonquière): Monsieur le ministre, je voudrais qu'on aborde les programmes de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Le président: Monsieur Blackburn, cette subvention c'est pour...

It is time it expired. Mr. Murphy.

Mr. Murphy: Thank you, Mr. Chairman. I am just kind of following up. I know \$62,000 is a lot of money for a specific purpose. My concern is that there really has not been an overhaul of the Canada Labour Code for a long time. There are parts, which of course we did deal with two years ago, basically part III, IV and V. Is there any intent by the department, any plan by the department, to have a wholesale review of the legislation?

Mr. McKnight: Not at this time, Mr. Murphy. As you are well aware, we are still implementing the last changes. The most important parts of the Canada Labour Code, as I view my responsibilities and how they are affected in government, are included in those three portions of the Canada Labour Code, which have just been changed. At this time, I can say that I have not given any thought to an overhaul of the code as it pertains to the other parts.

Mr. Murphy: As the Minister knows, Mr. Chairman, I also wrote to him asking him to review the section of the law dealing with first contract legislation, specifically in reference to the problems we have had with the banks, to explain some of the questions I asked the last time the department was before the committee and when the Minister's was here earlier this evening. Is it the Minister's intent not to move on any changes with regard to first contract legislation?

Mr. McKnight: The first contract legislation, which is in section 171 of the Canada Labour Code, is a portion of the Canada Labour Code that has had a lot of discussion. As the hon. member says, he has written and communicated with me. Other members of other unions also have.

Mr. Murphy: I am not unionized here.

Mr. McKnight: No. Other interested parties have.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. McKnight: You were at one time, Mr. Murphy, let us put it that way.

The portion of the first contract is not available on request. It is a reference that the Minister makes. As the member knows, even by making that reference, imposition of a first contract is not assured because the decision in that case is made by the Canada Labour Relations Board.

I find it difficult, in looking at industrial relations, to believe unions or management should rely on a piece of legislation to obtain something that they cannot obtain through collective bargaining. The first contract resolution is there. It has been used, and the most recent case was the VISA Centre. How-

[Translation]

M. Murphy: Ne mettez pas cela sur les cartes du Canada.

Mr. Blackburn (Jonquière): Mr. Minister, I would like to ask to tackle the CMHC programs.

The Chairman: Mr. Blackburn, the purpose of this subsidy is...

Il ne reste plus de temps. Monsieur Murphy.

M. Murphy: Merci, monsieur le président. Je poursuis dans la même veine. Je sais que 62,000\$, c'est beaucoup d'argent pour un seul but. Ce qui m'inquiète, c'est que le Code du travail du Canada n'a pas été révisé depuis longtemps. Bien sûr, nous avons révisé les Parties III, IV et V il y a deux ans. Est-ce que le ministère envisage de revoir toute la loi?

M. McKnight: Pas pour l'instant, monsieur Murphy. Vous n'ignorez pas que les dernières modifications restent encore à mettre en oeuvre. Je considère que les passages les plus importants du Code du travail du Canada sont précisément les trois parties qui viennent d'être modifiées. Je dois vous dire que pour l'instant, nous n'avons pas envisagé de modifier les autres parties.

M. Murphy: Monsieur le président, le ministre sait bien que je lui ai écrit pour lui demander d'étudier la partie de la loi qui régit les premières conventions collectives, en particulier les difficultés que nous avons eues avec les banques, et de répondre à certaines questions que j'ai posées la première fois que les représentants de son ministère ont comparu devant le Comité et aujourd'hui en début de soirée, en sa présence. Le ministre a-t-il l'intention de ne rien faire relativement aux premières convention collectives?

M. McKnight: La partie relative aux premières conventions collectives, soit l'article 171 du Code du travail du Canada, est une des parties du Code qui a fait l'objet de longues discussions. Le député le sait, il a pris contact avec moi et il m'a écrit. D'autres membres d'autres syndicats l'ont fait aussi.

M. Murphy: Je ne suis pas syndiqué ici.

M. McKnight: Effectivement. D'autres intéressés l'ont fait également.

Des voix: Oh, oh!

M. McKnight: Mettons que vous l'étiez, à un moment donné, monsieur Murphy.

La partie relative aux premières conventions collectives n'est pas disponible sur requête. Il faut que le ministre fasse un renvoi. Le député sait bien que même dans ce cas, la première convention collective n'est pas accordée nécessairement, car la décision doit être prise par la Commission canadienne des relations de travail.

Dans le cadre des relations industrielles, je vois mal pourquoi les syndicats ou les gestionnaires devraient invoquer une mesure législative pour obtenir ce qu'ils n'arrivent pas à négocier à la table des négociations. La première convention collective est prévue dans la loi. On a invoqué cet article tout

[*Texte*]

ever, even by reference to the Canada Labour Code by the Minister, there was no assurance that contracts would be imposed in that way.

I firmly believe the code allows for free collective bargaining, for the adjudication of unfair bargaining and unfair labour practices which would allow collective bargaining to work. I do not believe either unions or management should rely on legislation to attempt to obtain something that they cannot obtain through collective bargaining.

Mr. Murphy: Mr. Chairman, earlier in this meeting, Mr. Keller from the Canada Labour Relations Board indicated, just using the banks for an example, they have cleaned up their act because of decisions that have gone against them. Those decisions are based, of course, on the fact that we have laws in this land. They are helping to clean up their act. Obviously we still have some problems. The VISA Centre strike incident was just a very recent example of that. Obviously there is need for a law. I mean, otherwise why are we here?

• 2000

We have a situation where the banks are a very powerful organization. They are certainly not the only powerful employer group within our society. They just happen to be a very visible group in some ways, and in many ways the decisions that have gone against them had been very offensive, at least to my way of thinking—not the decisions, but what they have been convicted of, if I can use that expression.

I think there would be even more requests for the imposition of first contract legislation if weak employee groups... We are not talking about the steelworkers coming in here and demanding first contract legislation; we are talking about groups such as the VISA workers, who are basically immigrant women, people who are not by their very nature a very powerful group within society, having some faith that there is legislation in place and that the Minister is going to exercise that legislation to help create some fairness, which is not always there at the bargaining table. And I would certainly, I guess, continue to urge the Minister to act in this very important area.

Mr. McKnight: Mr. Chairman, I will not try and speak for Mr. Keller, but I think organized labour has changed—I am referring to banks—their tactics as they have gained experience with the Canada Labour Code. I think the number of complaints that you saw when organization of the banks initially started, and then the ability of organized labour to change their tactics to organize, is reflected in the number of complaints that have been found by the CLRB. So I think there is the ability of the leadership in organized labour to bring about the pressures that collective bargaining is about, a test of strength from both sides, and I would suggest that organized labour is well equipped to change their tactics and to accomplish their means without legislation in most cases.

Mr. Murphy: If the Minister wants to go back to the law of the jungle, he can. I mean, that is what you are advocating.

Mr. McKnight: No, no, not at all.

[*Traduction*]

récemment dans le cas du Centre VISA. Néanmoins, même dans le cas d'un renvoi du ministre au Code du travail du Canada, il n'y a aucune garantie que l'on signe une première convention collective de cette façon.

Je suis fermement convaincu que le Code permet la libre négociation collective, prévoit une déclaration en cas de négociations de mauvaise foi et de pratiques déraisonnables. Je ne pense pas que les syndicats ni les cadres devraient essayer d'utiliser la loi pour obtenir ce qu'ils n'arrivent pas à négocier.

M. Murphy: Monsieur le président, au début de la réunion, M. Keller, de la Commission des relations du travail, a cité l'exemple des banques qui ont décidé de changer d'attitude à cause de nombreuses causes qu'elles avaient perdues. Naturellement, ces décisions sont basées sur le fait qu'il y a des lois dans ce pays. Elles permettent de mettre de l'ordre. Manifestement nous avons encore des problèmes. L'incident de la grève au centre Visa l'a récemment prouvé. Il est certain qu'il faut une loi. Autrement, à quoi servons-nous?

Les banques sont des organisations très puissantes. Ce ne sont sans doute pas les seuls employeurs puissants de notre société. C'est simplement un groupe particulièrement visible à certains égards, et les décisions prises contre elles ont été très gênantes, à mon point de vue tout au moins—non les décisions elles-mêmes, mais les motifs de condamnation si je puis utiliser cette expression.

Il y aurait sans doute encore plus de demandes visant à imposer une loi sur les premières conventions si les groupes d'employés faibles... Je ne parle pas des métallurgistes qui viendraient nous demander une loi en ce sens; je parle de groupes comme les travailleurs de Visa, composés essentiellement de femmes immigrantes, des gens qui de par leur nature, ne constituent pas un groupe très fort au sein de la société qui se sentiraient rassurés de savoir qu'il existe une loi et que le ministre va la faire appliquer afin qu'il y ait une certaine justice, ce qui n'est pas toujours le cas à la table de négociation. Et je continuerais à encourager vivement le ministre à prendre des mesures dans ce domaine essentiel.

M. McKnight: Monsieur le président, je ne veux pas parler pour M. Keller, mais il me semble que les syndicats—et je pense aux banques—ont changé de tactique au fur et à mesure qu'ils connaissaient mieux le Code du travail du Canada. Je pense au nombre de plaintes que vous avez eues au début du mouvement syndical dans les banques; ensuite, les tactiques des organisations syndicales ont changé, ce qui se traduit par le nombre de plaintes au CCRT. J'ai donc l'impression que les dirigeants syndicaux sont parfaitement en mesure d'exercer les pressions nécessaires aux négociations collectives, qui sont finalement une épreuve de force entre les deux côtés, et d'après moi, les syndicats peuvent dans la plupart des cas changer de tactique et arriver à leurs fins sans loi.

M. Murphy: Si le ministre veut revenir à la loi de la jungle, libre à lui. C'est ce que vous préconisez.

M. McKnight: Non, pas du tout.

[Text]

Mr. Murphy: Are you saying that we have to have strong unions in the banks? Is that what you are saying?

Mr. McKnight: No, I would not impose unionization or non-unionization, because one would be as offensive to me as the other. The ability of workers to organize is inherent in the Canada Labour Code. The ability of the industry or management to bargain collectively with their employees is contained in the code, and I would suggest that in all cases that I am familiar with, the code has well served the people of Canada, organized and the management side.

Mr. Murphy: Can I ask a question for fact rather than for argument, because we can do that some other time. There have been seven decisions against the CIBC and we were told earlier that the vast majority of those were for unfair labour practices. In how many cases has first contract legislation been imposed on a bank?

Mr. Keller: This is the first time. There has been a previous referral with the Royal Bank, but that was not granted by the board.

Mr. Murphy: And do you know if there have been requests from various unions for first contract legislation?

Mr. Keller: I do not know how many requests would have been made to the Minister, but I know that there have been either seven or eight referrals to the Board from the Minister, for us to look at the question under subsection 171.(1).

Mr. Murphy: Can the Minister or his officials indicate how many requests have been made?

Mr. McKnight: The requests that have come forward to the Minister have been several, but in those cases, collective agreements were accomplished. So because the request was there, does not mean that collective agreements cannot be reached. In all cases that I am aware of since I have been Minister, the requests that have come forward and not acted on have resulted in contracts being agreed upon between the two parties.

• 2005

Mr. Murphy: I think I will just leave it there for now.

The Chairman: I would like to ask the Minister just one basic kind of budgetary question. Under the general labour services section of your budget, we find an increase in the legislative program that is directly related to the enforcement of the new parts of the Labour Code. I do a little of my back-of-the-envelope mathematics, and the increased staff size there would seem to work out at something in the order of \$230,000 per job, per PY. I am just wondering what is in there. That seems like an expensive increase in PYs. I took a little off for inflation, too.

Mr. Helmes: Mr. Chairman, if you are referring to the increase from the forecast of 1985-86 to the estimates of 1986-87, that increase was made up of \$3.7 million from the code, plus \$2.1 million of salaries in addition to the \$3.7 million operating, so it is a total increase of \$5.8 million.

[Translation]

M. Murphy: Prétendez-vous que nous avons des syndicats forts dans les banques? C'est ce que vous dites.

M. McKnight: Non, je ne voudrais rien imposer, ni les syndicats ni leur absence, car les deux formules me dérangent autant. Le droit des travailleurs à se syndiquer fait partie du Code du travail du Canada. De même, le Code prévoit que le patronat ou la direction a le droit d'entreprendre des négociations collectives avec ses employés, et dans tous les cas que je connais, le Code a bien servi la population canadienne, les syndicats comme le patronat.

M. Murphy: Je voudrais poser une question pour obtenir un renseignement et non pour discuter, ce que nous pouvons faire à un autre moment. Sept décisions ont été rendues contre la BCIC et l'on nous a dit tout à l'heure que dans la plupart des cas, il s'agissait de pratiques déloyales de travail. Dans combien de cas a-t-on imposé à une banque une loi sur la première convention?

M. Keller: C'est la première fois. Il y a eu un autre cas concernant la Banque royale, mais le Conseil n'a pas accepté.

M. Murphy: Savez-vous si les divers syndicats ont présenté des demandes pour obtenir une loi sur la première convention?

M. Keller: Je ne sais pas combien de demandes ont été présentées au ministre, mais je sais qu'il a renvoyé au Conseil sept ou huit affaires, afin que nous étudions la question à la lumière du paragraphe 171.(1).

M. Murphy: Le ministre ou l'un de ses collaborateurs peut-il nous dire combien de demandes ont été présentées?

M. McKnight: Plusieurs demandes ont été présentées au ministre, mais, dans ces cas-là, les conventions collectives étaient faites. Ce n'est donc pas parce qu'une demande est formulée qu'il est impossible de parvenir à une convention collective. Dans tous les cas dont j'ai eu connaissance depuis que je suis ministre, les demandes qui ont été présentées et sur lesquelles aucune mesure n'a été prise se sont terminées par la signature d'une convention collective entre les deux parties.

M. Murphy: Je vais en rester là pour l'instant.

Le président: Je voudrais poser au ministre une question classique relative au budget. Dans la partie de votre budget consacrée aux services généraux du travail, nous voyons une augmentation du programme législatif directement associée à la mise en oeuvre des nouvelles parties du Code du travail. Je fais mes petits calculs et, avec l'augmentation de personnel prévue, j'en arrive à une somme de l'ordre de 230,000\$ par poste, par AP. Je me demande ce que cela veut dire. Cela me semble une augmentation coûteuse en années personne. J'ai également tenu compte de l'inflation.

M. Helmes: Monsieur le président, si vous parlez de l'augmentation entre les estimations de 1985-1986 et les prévisions budgétaires de 1986-1987, cette augmentation correspond à 3.7 millions de dollars pour le Code, plus 2.1 millions de dollars pour les salaires en plus des 3.7 millions de

[Texte]

The Chairman: If \$2.1 million is salary, \$3.7 million is what? Is this travel funds to go to the accident sites, or . . . ?

Mr. Helmes: It is contract money, a whole series of that sort of thing.

Mr. Hansen: If you do the numbers, you probably come out with \$230,000 per job. I have not done them in that fashion. Some portion of that would be salaries. Probably on average something in the order of \$35,000 to \$38,000 is in actual salaries.

There is a number amount of capital vote spent for such things as laboratory equipment in our small lab, where we buy things of this nature for field test equipment. We have put together emergency test kits for our labour affairs officers in the field to go into work spaces and measure the amount of various things in the air, or that sort of thing. Some of it is travel money for the labour affairs officers to get around from one work-site to another. Within the federal jurisdiction alone there are some 40,000 work-sites, and we have something like 125 to 140 labour affairs officers at any one time, so there is a considerable amount of travel involved. There is educational material that is put out for employers with respect to the establishment of occupational health and safety committees, and made available to employees of labour groups. And we have done a number of studies in areas such as equal pay, and we have done some contract with respect to the development of the regulations and the technical reviews. It does not work out to everybody being paid \$230,000.

The Chairman: I suspected it might not.

Mr. Hansen: I wish.

The Chairman: Is there some staffing flexibility there? Is there some contracting capability? Investigating accidents, they do not occur according to plan. Is that part of it too, that there is some potential . . .

Mr. Hansen: Not for the actual investigation of accidents. For instance, we do certain studies with respect to the development of the information system, or studies that have been done with respect to regulation development, or research work into that sort of thing, but not for the actual contracting out of inspection work, no.

The Chairman: Is it fair to say we now have here an ongoing item, or there is a little heavier start-up cost period we might see in a subsequent year to . . . ?

Mr. Hansen: The start-up costs are by definition somewhat heavier. But I think we will also see, depending on the number of complaints under Part III, Mr. Chairman, or accidents to investigate, or inspection requests we have under Part IV, an increase in the costs of administering the legislation from what we had previously.

[Traduction]

dollars de coûts de fonctionnement, ce qui fait une augmentation totale de 5.8 millions de dollars.

Le président: Si vous avez 2.1 millions de dollars en salaires, à quoi correspondent les 3.7 millions de dollars? Aux frais de voyage pour aller sur les lieux d'accident ou . . . ?

M. Helmes: Ce sont les fonds destinés aux contrats, toute une série de choses du même genre.

M. Hansen: Si vous faites le calcul, vous arriverez sans doute à 230,000\$ par emploi. Je ne l'ai pas fait de cette façon. Une partie de cette somme correspondrait aux salaires. En moyenne, les salaires réels seraient de l'ordre de 35,000\$ à 38,000\$.

Il y a certains crédits consacrés par exemple à du matériel de laboratoire pour notre petit laboratoire, où nous achetons ce qu'il faut pour des analyses faites sur le terrain. Nous avons mis au point des trousseaux d'analyses d'urgence pour ceux de nos fonctionnaires qui sont sur le terrain et doivent aller sur les lieux du travail pour mesurer la teneur de l'air en certains éléments et ce genre de chose. Il y a également les frais de voyage pour les fonctionnaires devant se déplacer d'un lieu de travail à l'autre. Dans la zone de compétence fédérale, il y a environ 40,000 lieux de travail et nous avons de 125 à 140 agents des affaires du travail en permanence, ce qui représente un nombre considérable de voyages. Du matériel éducatif est également préparé pour les employeurs sur l'établissement de comités de santé et d'hygiène au travail, et ces documents sont mis à la disposition des employés des syndicats. Nous avons fait plusieurs études sur différents sujets, comme le salaire égal, et il y a eu également des contrats pour établir les règlements et élaborer les examens techniques. Cela ne veut pas dire que tout le monde est payé 230,000\$.

Le président: Je m'en doutais.

M. Hansen: J'aimerais bien.

Le président: Y a-t-il une certaine flexibilité dans la dotation en personnel? Pouvez-vous accorder des contrats? Les enquêtes sur les accidents, ceci n'est jamais prévu dans les plans. Est-ce que cela en fait partie également, y a-t-il . . .

M. Hansen: Pas pour les enquêtes sur les accidents proprement dites. Par exemple, nous faisons des études sur la mise au point des systèmes d'information ou encore, des études ont été effectuées sur la réglementation, ou des recherches sont prévues dans ce genre de domaine, mais nous ne donnons pas à contrat le travail d'inspection, non.

Le président: Peut-on dire que nous avons maintenant un poste permanent ou que les frais de démarrage sont un peu plus lourds et qu'au cours d'une année ultérieure . . .

M. Hansen: Les coûts d'établissement sont par définition un peu plus lourds. Mais nous verrons également, selon le nombre de plaintes en vertu de la partie III, ou en fonction du nombre d'accidents faisant l'objet d'une enquête, ou des demandes d'inspection en vertu de la partie IV, une augmentation du coût d'administration de la loi par rapport aux chiffres antérieurs.

[Text]

The Chairman: We may even see supps later in the year if your guess is not correct.

Mr. Hansen: No, no. I doubt that.

The Chairman: Okay. I thank you. On behalf of the committee, I thank you for attending.

• 2010

We have had quite a nice crowd, but they have standing room only next door. Mr. Stevens happens to be the witness on his estimates, and there is some interest in that, I gather.

I thank you very much. It has been very pleasant. You have been very forthcoming, and the committee appreciates it.

The meeting is adjourned to the call of the Chair, which is 3.30 p.m. tomorrow.

[Translation]

Le président: Nous aurons peut-être besoin de crédits supplémentaires dans le courant de l'année si votre hypothèse n'est pas juste.

M. Hansen: Non, non. J'en doute fort.

Le président: Très bien. Merci. Au nom du Comité, je vous remercie d'être venus.

Nous avons eu beaucoup de monde, mais il n'y a de place pour les gens debout qu'à côté. Il se trouve que M. Stevens vient témoigner sur ses prévisions, ce qui suscite beaucoup d'intérêt, je suppose.

Je vous remercie. Cela a été très agréable. Vous avez été très ouvert, et le Comité vous en est très reconnaissant.

La séance est levée jusqu'à nouvelle convocation du président, c'est-à-dire 3h30 demain.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Joe Bissett, Executive Director, Immigration;
Gerry Van Kessel, Director, Special Projects, Immigration;
Christopher Taylor, Director, Policy Development, Immigration.

From Labour Canada:

Jennifer McQueen, Deputy Minister;
W.P. Kelly, Associate Deputy Minister, Federal Mediation
and Conciliation Service;
Herman Hansen, Assistant Deputy Minister, Operations;
Linda Geller-Schwartz, Director General, Women's Bureau;

Charles Helmes, Director General, Administrative and
Policy Services.

From Canadian Centre for Occupational Health and Safety:

Dr. Gordon Atherley, President.

From Canada Labour Relations Board:

Brian Keller, Vice-Chairman.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Joe Bissett, directeur exécutif, Immigration;
Gerry Van Kessel, directeur, Projets spéciaux, Immigration;
Christopher Taylor, directeur, Elaboration de la politique,
Immigration.

De Travail Canada:

Jennifer McQueen, sous-ministre;
W.P. Kelly, sous-ministre associé, Service fédéral de
médiation et de conciliation;
Herman Hansen, sous-ministre adjoint, Opérations;
Linda Geller-Schwartz, directrice générale, Bureau de la
main-d'oeuvre féminine;
Charles Helmes, directeur général, Politiques et services
administratifs.

Du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail:

Docteur Gordon Atherley, président.

Du Conseil canadien des relations du Travail:

Brian Keller, vice-président.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 59

Thursday, May 8, 1986
Friday, May 9, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 59

Le jeudi 8 mai 1986
Le vendredi 9 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Labour, Employment and Immigration

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Order of Reference relating to Family Class
Immigration

and

Main Estimates 1986-87: Votes 10 and 15 (Job creation
and Training items) under EMPLOYMENT AND
IMMIGRATION

CONCERNANT:

Ordre de renvoi concernant l'immigration Catégorie de
la famille

et

Budget des dépenses principal 1986-1987: crédits 10 et
15 (Création de l'emploi et l'entraînement) sous la
rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Pauline Browes
Dan Heap
Sergio Marchi

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez
Maurice Tremblay (*Lotbinière*)

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

Pursuant to adoption of the 33rd report of the Striking
Committee (SO 94(3)):

On Thursday, May 1, 1986:

Maurice Tremblay (*Lotbinière*) replaced Gilles Bernier.

Suite à l'adoption du 33^e rapport du Comité de sélection
(Article 94(3)):

Le jeudi 1^{er} mai 1986:

Maurice Tremblay (*Lotbinière*) remplace Gilles Bernier.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 8, 1986

(88)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met *in camera* at 4:30 o'clock p.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom and Peter Peterson.

Other Member present: Andrew Witer.

In attendance: From the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer. From the Committee's Research Staff: Anne-Marie Smart. From the Committees and Private Legislation Directorate: Fiona Bladon, Administrative Assistant. From the Office of Dan Heap: Ann John Baptiste. From the Office of Jim Hawkes: Steve Harper. From the Office of Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. From the Office of Sergio Marchi: Michael Kaczorowski.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference relating to Family Class Immigration dated March 13, 1986 (See Minutes of Proceedings of April 29, 1986, Issue No. 58).

The Committee resumed consideration of its draft report to the House of Commons.

At 9:38 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

FRIDAY, MAY 9, 1986

(89)

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:30 o'clock a.m., this day, the Chairman, Jim Hawkes, presiding.

Members of the Committee present: Warren Allmand, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais and John Oostrom.

Acting Members present: Howard McCurdy for John R. Rodriguez; Gus Mitges for Pauline Browes.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. From the Committee's Research Staff: Louise Thibault and David McGovern.

Witness: From the Department of Employment and Immigration: Gaétan Lussier, Deputy Minister.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-87 (See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53).

The Chairman called Votes 10 and 15 under EMPLOYMENT AND IMMIGRATION.

The witness answered questions.

On motion of John Oostrom, it was agreed,—That the Committee approve the revised budget for the period of April 1, 1986, to March 31, 1987, as presented by the Chairman; and that the Chairman be authorized to present the said budget to the Liaison Committee.

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 8 MAI 1986

(88)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit à huis clos, aujourd'hui à 16 h 30, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Pauline Browes, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom, Peter Peterson.

Autre député présent: Andrew Witer.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche. Du personnel de recherche du Comité: Anne-Marie Smart. De la Direction des comités et de la législation privée: Fiona Bladon, adjointe administrative. Du Bureau de Dan Heap: Ann John Baptiste. Du Bureau de Jim Hawkes: Steve Harper. Du Bureau de Fernand Jourdenais: Jacques Lavoie. Du Bureau de Sergio Marchi: Michael Kaczorowski.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 13 mars 1986 relatif à l'immigration de membres de la catégorie de la famille. (Voir Procès-verbaux du 29 avril 1986, fascicule n° 58).

Le Comité reprend l'étude de son projet de rapport à la Chambre des communes.

A 21 h 38, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE VENDREDI 9 MAI 1986

(89)

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 30, sous la présidence de Jim Hawkes, (*président*).

Membres du Comité présents: Warren Allmand, Jim Hawkes, Fernand Jourdenais, John Oostrom.

Membres suppléants présents: Howard McCurdy remplace John R. Rodriguez; Gus Mitges remplace Pauline Browes.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. Du personnel de recherche du Comité: Louise Thibault et David McGovern.

Témoin: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Gaétan Lussier, sous-ministre.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987. (Voir Procès-verbaux du 19 avril 1986, fascicule n° 53).

Le président met en délibération les crédits 10 et 15 inscrits sous la rubrique EMPLOI ET IMMIGRATION.

Le témoin répond aux questions.

Sur motion de John Oostrom, il est convenu,—Que le Comité approuve, sous sa forme modifiée, le budget présenté par le président pour la période allant du 1^{er} avril 1986 au 31 mars 1987; et que celui-ci soit chargé de le soumettre au Comité de liaison.

It was agreed,—That the letter to *La Presse* from Renaud Paquet, National President, Canada Employment and Immigration Union, dated March 24, 1986, concerning the elimination of the Katimavik program, be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit "TRAV-114"*).

The Chairman authorized the filing with the Clerk of the Committee of the following documents:

- a) Report submitted to the Committee by Bal Dodd entitled: *Sponsored Immigration to Canada* (*Exhibit "TRAV-115"*).
- b) Letter from Keith Philander, Director, Archdiocese of Regina, dated May 2, 1986 to the Hon. Walter McLean, Minister of State, Immigration, concerning the proposed budget for refugee resettlement (*Exhibit "TRAV-116"*).

At 11:09 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Il est convenu,—Que la lettre qu'adressait au journal *La Presse*: Renaud Paquet, président national du Syndicat de l'emploi et de l'immigration du Canada, le 24 mars 1986, au sujet de l'élimination du programme Katimavik, soit déposée chez le greffier du Comité à titre de pièce justificative (*Pièce «TRAV-114»*).

Le président permet que soient déposés chez le greffier du Comité les documents suivants:

- a) Le rapport de Bal Dodd au comité, intitulé: *Sponsored Immigration to Canada* (*Pièce «TRAV-115»*).
- b) La lettre de Keith Philander, directeur, archidiocèse de Regina, en date du 2 mai 1986, à l'honorable Walter McLean, ministre d'État (Immigration), au sujet du budget proposé pour la réinstallation des réfugiés (*Pièce «TRAV-116»*).

A 11 h 09, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Friday, May 9, 1986

• 0930

The Chairman: Your chairman will call the meeting to order exactly on time. I thank the members for making a quorum. Today we are having our 89th formal meeting of the committee.

Our orders of the day are votes 10 and 15 on main estimates, the items relating to job creation and training under Employment and Immigration.

EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Employment and Insurance Program

Vote 10—Operating expenditures.....\$73,932

Vote 15—Grants and contributions.....\$1,513,877

The Chairman: I understand from the clerk that a continuation of this main estimates thing with the Minister will occur on May 20 at 8 p.m. There will be notification from the clerk, but members might wish to put that down.

The officials from the department today are Mr. Lussier, the Deputy Minister and Chairman of the commission; Mr. Gauvin, the Executive Director of Finance and Administration; and John Hunter, the Director General of Employment Operational Services.

Mr. Allmand.

Mr. Allmand: Mr. Lussier, we have information coming to us from officials in your department that... well, the job development program has been virtually shut down since April 1. In Ottawa, the office here told sources I have that all funds have been frozen since April 1 and no projects have been approved. We have the same story in New Brunswick. They are telling people there is no money available. In Toronto the officials are telling project applicants the same thing. In Windsor they have said they have had no money for six weeks. I would like to know what is happening here. After all the publicity and advertising and raising of expectations for the job development program, something seems to be amiss. I am wondering if you could try to explain that.

Mr. Gaétan Lussier (Deputy Minister and Chairman, Department of Employment and Immigration): It has been brought to my attention that there was, from our front-line officers in some regions of the country, a legitimate concern related to their finalization of what we call "budget allocations" in relationship to CEC regions. I do not think there is anything extraordinary in there, except that the budget approval process within CEIC, because of the nature of the organization and because of the size and the decentralization which are part of the existing Employment and Immigration Canada, brings about a process where I get involved personally

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le vendredi, 9 mai 1986

Le président: Le président ouvre la séance à l'heure exacte. Je remercie les membres d'être venus assez nombreux pour nous permettre d'atteindre le quorum. C'est aujourd'hui la 89^e séance du Comité.

Les questions à l'ordre du jour sont les crédits 10 et 15 du Budget principal d'Emploi et Immigration, il s'agit de création d'emplois et de formation.

EMPLOI ET IMMIGRATION

Programme d'emploi et d'assurance

Crédit 10—Dépenses de fonctionnement.....\$73,932

Crédit 15—Subventions et contributions.....\$1,513,877

Le président: Le greffier, me dit que l'étude du Budget principal se poursuivra avec le ministre le 20 mai à 20 heures. Le greffier vous en avisera, mais vous voudrez sans doute en prendre note.

Aujourd'hui les hauts fonctionnaires du ministère sont M. Lussier, sous-ministre et président de la commission; M. Gauvin, directeur exécutif des Finances et de l'Administration et John Hunter, directeur général des Services opérationnels d'emplois.

Monsieur Allmand.

M. Allmand: Monsieur Lussier, certains hauts fonctionnaires de votre ministère nous ont appris que... le programme de développement de l'emploi est pratiquement arrêté depuis le 1^{er} avril. À Ottawa, le bureau a déclaré à certaines de mes sources que tous les fonds sont gelés depuis le 1^{er} avril et qu'aucun projet n'a été approuvé depuis. Nous avons la même situation au Nouveau-Brunswick. On dit aux gens qu'il n'y a pas d'argent. Les hauts fonctionnaires de Toronto déclarent la même chose à ceux qui ont soumis des projets. À Windsor, ils déclarent qu'ils n'ont pas d'argent depuis six semaines. J'aimerais savoir ce qui se passe. Après toute la publicité qui a été faite, la parution de toutes ces annonces et tous les espoirs qu'a fait naître le programme de développement de l'emploi, quelque chose ne va pas. Je me demande si vous pourriez essayer de nous l'expliquer.

M. Gaétan Lussier (sous-ministre et président, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): On m'a en effet signalé qu'il régnait chez nos responsables dans certaines régions du pays une inquiétude légitime au sujet de l'établissement définitif de ce que nous appelons les «crédits budgétaires», au niveau des régions où existent des CEC. Je ne pense pas qu'il y ait là quoi que ce soit d'anormal, si ce n'est que, pour l'approbation du budget de la CEIC, étant donné la nature même de cet organisme, la taille d'Emploi et Immigration Canada et de la décentralisation de ce ministère, il existe une procédure dans laquelle je dois personnellement discuter de façon très, très

[Text]

with each regional director general in discussing their final budget allocations in a very, very detailed manner.

• 0935

There has been, as a result of a desire of the government to establish legitimate concern related to travel, and the freeze that took place from February 6 to the end of March, a restriction in the direct contact that was required between every RDG meeting with us. Naturally, this was corrected during the early part of April. But the situation is not what you are saying. The base allocation was in the budget. The detail was not going to be shared with every local office until there was this final discussion. And to use an example, for all the reasons I explained, about three weeks ago I met with the last province, Ontario. But the situation is now back to normal; that is, the regional allocations were known, the distribution is in process, and I think for all purposes, people . . . , maybe with some exceptions I do not know about among the 450 offices. But this being said, the situation on budget allocations is under control, and it is in business for permitting people to apply to the Canadian job strategy, as usual.

Mr. Allmand: I want to tell you that what I was saying were direct quotes made by your officials, in offices, and it was this week, and they said they had no money. To project applicants who were phoning to ask what had happened to their project—they wrote down the exact quotes—some were saying, we have no money; others were saying, we have had no funds for six weeks; others were saying, all funds are frozen. One did say they were not making approvals at the moment, but they did not put it the way you put it. If the facts are as you say, there is a great breakdown in communication between the top and the middle and the bottom.

All I can tell you is that what is coming back from the applicants is that they are so frustrated, their expectations having been built up, they are saying, screw the program; what is the use. By the way, as you know, this program was announced last fall, and some of them have had applications in since October and November.

By the way, another thing. I have another note out of Quebec. I will leave it with you.

You know, it is not what I am saying. People have been phoning my office, knowing I am the employment critic in the opposition, saying, here is what I have been told by offices in New Brunswick, in Ontario, in Quebec. I have had none from the west.

Mr. Lussier: I think I can understand that some people may not be fine-tuned. But at the same time, just to give you an

[Translation]

détaillée, avec chacun des directeurs régionaux de l'établissement définitif de leur crédits budgétaires.

Suite au désir du gouvernement de voir s'installer des attitudes plus responsables à l'égard des déplacements, et suite au gel qui a été décrété du 6 février à la fin mars, il y a eu certaines restrictions quant aux contacts directs que nous avions entre chacune des réunions du DRG. Ceci a naturellement été corrigé au cours de la première partie d'avril. Mais la situation n'est pas telle que vous la décrivez. L'affectation de base faisait partie intégrante du budget. Les détails ne pouvaient en être transmis à chaque budget. Les détails ne pouvaient être transmis à chaque bureau local avant la tenue de cette discussion finale. Et à titre d'exemple, pour toutes les raisons que j'ai données, il y a environ trois semaines, j'ai rencontré des représentants de l'Ontario, la dernière province sur la liste. Mais la situation est maintenant redevenue normale; c'est-à-dire que les crédits régionaux sont connus, la répartition est en train de se faire et je crois qu'à toutes fins utiles, les gens . . . peut-être à quelques exceptions près, dont je ne suis pas informé parmi les 450 bureaux. Mais ceci étant dit, la situation des crédits budgétaires est de nouveau bien en mains et il est maintenant possible que les gens fassent leurs demandes comme d'habitude au Programme de la planification de l'emploi.

M. AHmand: Je veux préciser que je ne fais que répéter les termes exacts que vos hauts fonctionnaires ont prononcés dans vos bureaux, et pas plus loin que cette semaine où ils disaient ne pas avoir d'argent. À ceux qui ont présenté des projets et qui téléphonaient pour savoir où ils en étaient—ils notaient exactement ce qu'ils entendaient—certains répondaient: nous n'avons pas d'argent; d'autres; nous n'avons pas eu d'argent depuis six semaines; et d'autres encore: tous les fonds sont gelés. L'un d'eux a dit effectivement qu'aucune approbation n'était accordée pour l'instant, mais aucun ne s'est exprimé comme vous le faites. Si les faits sont bien ce que vous dites, il y a alors un manque terrible de communication entre les divers échelons de la hiérarchie.

Tout ce que je peux vous dire, c'est ce qui ressort des conversations que j'ai eues avec les promoteurs des projets et c'est qu'ils sont terriblement frustrés. Après tout cet espoir qu'on a fait naître en eux, ils disent que le programme aille au diable, à quoi bon! À propos, et comme vous le savez, c'est à l'automne dernier qu'on avait annoncé ce programme et certains d'entre eux avaient fait parvenir leurs demandes en octobre ou en novembre.

J'y pense, j'ai ici une autre note provenant de Québec. Je vous la laisserai.

Vous savez bien que ce n'est pas moi qui le dit . . . Sachant que je suis le critique de l'opposition sur le plan de l'emploi, on m'appelle constamment au bureau pour me répéter ce que disent les bureaux du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Québec. Je n'ai eu aucun commentaire en provenance de l'Ouest.

M. Lussier: Je crois comprendre que certaines personnes ne sont guère renseignées. Mais en même temps et pour ne vous

[*Texte*]

example, since April 1, using your example of job development, all across the country there has been . . .

Mr. Allmand: These are all job development.

Mr. Lussier: —approval for over \$15 million, at the moment we are talking here this morning, since April 1.

Mr. Allmand: Where?

Mr. Lussier: All across the country. You are citing Quebec. Over \$10.5 million has been approved in Quebec. And I could go on and on. So, in every part of the country, since April 1, even with the technicality of having the specific numbers of person-years and O and M, and all that, which is a very complex process in CEIC, we have not stopped the machine running.

Mr. Allmand: Well then, there is something even fishier that occurs to me. Nearly all those areas where we are being told there are freeze-outs and no money are opposition areas. I would like a breakdown.

If what you are saying is true, in Montreal, in areas like the centre of Montreal, the centre of Toronto—my colleague from Windsor is here; he will probably speak for himself—in the Hamilton office, if those projects are being approved, maybe they are being approved in areas held by Conservative members. Maybe you cannot give it to us today, but I would like to know where the projects are being approved and where they are not being approved, because I have definite information that in certain offices not one project has been approved since April 1, none whatsoever, and the officials are telling that to members and to their constituents.

• 0940

Mr. Lussier: Mr. Chairman, just to answer the question that is raised, with all due respect I would suggest it would be easier if there was a specific case, otherwise what you are asking me is that I go to all the 450 offices and get back to you. You will not have the answer tomorrow because that means I will have to accomplish all that work.

Mr. Allmand: But I can tell you where they are not. You say there are areas where they are getting the money. I can give you areas . . . I just gave you Ottawa. They said that all funds had been frozen, no projects are to be approved. Toronto, Hamilton, Windsor, Montreal. I do not know if it is all in Montreal, but certainly the office in Montreal with members I am in touch with are being told that. So I have places where no projects have been approved, or are not being approved right now. So if there are areas where they are, I would like to know where they are.

Mr. Lussier: I do not know if it would be helpful, Mr. Chairman, to complete my thought on the question being raised. The question that there is no money, I doubt it. You have the blue book in front of you. There is \$1.6 billion in the Canadian job strategy which is there. So there is money.

[*Traduction*]

donner qu'un exemple, le vôtre, celui du Développement de l'emploi, il y a eu, à travers tout le pays . . .

M. Allmand: Tout cela fait partie du Développement de l'emploi.

M. Lussier: . . . au moment où nous nous parlons ici ce matin, il y a eu, depuis le 1^{er} avril, des approbations de plus de 15 millions de dollars.

M. Allmand: Où?

M. Lussier: À travers tout le pays. Vous parliez de Québec. Il y a eu plus de 10,5 millions de dollars d'approuvés au Québec. Et je pourrais vous en citer d'autres. Ainsi, depuis le 1^{er} avril, dans toutes les régions du pays, et malgré les exigences techniques d'un nombre spécifique d'années-personnes et de F & E et de tout cela—ce qui en fait un mécanisme très compliqué au CEIC—la machine continue pourtant à fonctionner.

M. Allmand: Quelque chose d'encore plus suspect me vient à l'idée. Presque toutes les régions rapportant un gel et se trouvant à court d'argent sont situées dans les secteurs de l'opposition. J'aimerais en avoir la répartition.

Si ce que vous dites est vrai, dans des secteurs comme le centre de Montréal ou le centre de Toronto—mon collègue de Windsor est ici et parlera probablement pour lui-même—au bureau d'Hamilton . . . si certains projets ont été approuvés, il se peut qu'ils soient dans les régions qui sont aux mains des Conservateurs. Vous ne pouvez sans doute pas nous le donner aujourd'hui, mais j'aimerais savoir dans quelles régions se trouvent les projets qui ont été approuvés et ceux qui ne l'ont pas été, car on m'a définitivement informé du fait que certains bureaux n'ont pas eu un seul projet d'approuvé depuis le 1^{er} avril, pas un seul, et les hauts fonctionnaires ne se privent pas de le dire à leurs membres et à leurs commettants.

M. Lussier: Monsieur le président, pour ne répondre qu'à la question posée et sauf votre respect, j'aimerais suggérer qu'il serait plus facile de traiter d'un cas spécifique. Car ce serait, autrement, me demander d'aller dans les 450 bureaux avant de vous revenir. Ce n'est pas demain que vous auriez la réponse si je dois accomplir une telle tâche.

M. Allmand: Mais je peux vous dire où ils ne sont pas. Vous dites que certaines régions ont reçu de l'argent. . . . Je peux vous citer des régions . . . je viens de mentionner Ottawa. On leur a déclaré que tous les fonds avaient été gelés et qu'aucun projet n'avait été approuvé, à Toronto, Hamilton, Windsor, Montréal . . . Je ne sais pas si c'est le cas partout à Montréal, mais on l'a dit en tout cas aux membres du bureau de Montréal avec qui je suis en contact. Je connais donc des endroits où aucun projet n'a été approuvé ni est en voie de l'être. Aussi s'il existe des régions où ils sont situés.

M. Lussier: Je ne sais, monsieur le président s'il vaut la peine que je termine ma pensée sur la question posée. La question selon laquelle il n'y a pas d'argent. Vous avez le livre bleu devant vous. Vous y trouvez 1,6 milliard de dollars,

[Text]

I have been giving you that since April, citing one program. There has been over \$15 million worth of projects approved. But I would like to . . .

Mr. Allmand: Let me just comment. Last year you had a lot of money approved in the estimates, too, but we had lapses, nearly \$400 million at the end of the year, with many projects not being funded. So when the end of the fiscal year came, you had a lot of frustrated, disappointed applicants, and yet you had lapsing of \$400 million, approximately. You gave us the figures yourself a couple of weeks ago.

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Allmand: You said that happens all the time. Still, when applicants see that happening, their projects are not funded and they see the lapses, they wonder what the hell is going on, as Canadians.

Mr. Lussier: I think I would like, because I think it might be helpful, to have an overall view of the framework under which we operate in relationship with the Canadian job strategy.

I think there is no doubt. I think it is natural that, using again your example of job development, history tells us that there will always be more projects presented than there is money available. Thus far, this imbalance between what I would call supply and demand will create, and understandably, natural frustration among those who are presenting projects and will not be responded to in a positive way. There is no doubt about that and I think it is certainly understandable. But there is also another element that is important to take into consideration when looking into the Canadian job strategy. What I want to say is that there is entrenched in the Canadian job strategy, principles of original flexibility as it relates to the mix of programs that will be used in order to satisfy the particular problem relative to a particular regional labour market.

What does that mean? With that kind of flexibility, I think in that sense there is a certain, if I can use the expression, measure of control of or directing the fund to programs that would be most beneficial to the local labour market. Having a program mix of job development, job interest, skill shortages, skill investment and so on, is not going to be a pattern in every part of the country. That is the flexibility element that is within the framework of a Canadian job strategy. So this means that all regions will not—and I want to make that clear—will not necessarily spend the same proportion of their funds on the same program as in any other region, because of that mix and because of that flexibility that is there to take into consideration local labour markets.

[Translation]

inscrits au chapitre de la Planification de l'emploi. Ainsi, de l'argent, il y en a.

Je vous ai dit cela depuis avril, pour ne citer qu'un seul programme. Des projets d'une valeur totale de 15 millions de dollars ont été approuvés. Mais j'aimerais . . .

M. Allmand: Laissez-moi placer un commentaire. L'an dernier, le budget vous avait accordé des montants très importants, mais il y a eu là aussi des fonds inutilisés qui se montaient à près de 400 millions de dollars en fin d'année et un grand nombre de projets qui n'avaient pas été financés. Aussi quand la fin de l'année financière est arrivée, un grand nombre de promoteurs de projets ont été déçus et frustrés alors que vous aviez laissé passer environ 400 millions de dollars . . . Vous nous en avez précisé les chiffres vous-même il y a quelques semaines.

M. Lussier: Oui.

M. Allmand: Vous disiez que cela est chose commune. Et pourtant, quand les promoteurs voient ce qui se passe, que leurs projets ne sont pas financés alors qu'il y a tant de fonds inutilisés, en tant que Canadiens, ne sont-ils pas réellement en droit de se demander ce qui se passe.

M. Lussier: J'aimerais, à toutes fins pratiques, vous permettre de jeter un coup d'oeil sur la structure de notre opération, en relation avec la Planification de l'emploi.

Il n'y a, je crois aucun doute . . . J'estime qu'il est naturel que . . . , pour utiliser une fois encore votre exemple du Développement de l'emploi, l'histoire nous dit qu'il y aura toujours plus de projets présentés que d'argent disponible. Jusqu'ici, ce déséquilibre entre ce que j'appellerai l'offre et la demande a toujours créé et c'est compréhensible, une frustration assez normale chez ceux qui présentent des projets mais à qui on ne répond pas de façon positive. Il n'y a aucun doute à cela et c'est, je crois, fort compréhensible. Mais il y a également un autre élément qu'il est important de prendre en considération lorsqu'on se penche sur la Planification de l'emploi dans laquelle sont enchâssés des principes de flexibilité originale en fonction de la combinaison des programmes qui seront utilisés pour répondre à un problème spécifique relatif au marché du travail d'une région particulière.

Qu'est-ce que cela veut dire? Cette sorte de flexibilité, crée, dans un sens une certaine mesure de contrôle—si je peux utiliser ce terme—pour diriger les fonds vers les programmes les plus bénéfiques au marché local du travail. Ayant un programme constitué d'une combinaison de développement d'emplois, d'intérêts au travail, de manque de compétences, ou d'investissements des compétences, etc . . . ce ne sera pas le modèle courant dans toutes les parties du pays. C'est ce qui constitue l'élément de flexibilité qui est au sein du cadre de travail d'une Planification de l'emploi. Ceci signifie donc que toutes les régions—et je veux que ce soit bien clair—ne dépenseront pas nécessairement la même proportion de leurs fonds sur le même programme que d'autres régions, par suite de la combinaison de leurs programmes et par suite aussi de cette flexibilité qui permet de prendre en considération les divers marchés du travail.

[Texte]

That is a principle, Mr. Chairman, that I thought was important to share. Otherwise, we go in a blind way and, say, if local office Y had so much money last year on some job development, it should have proportionately the same amount this year.

What I am saying is that in light of and using, in some instances, more and more the Local Advisory Council as an input in terms of what should be the proper mix of our program, that will best satisfy the objective of a local labour market situation. Those circumstances may change, and will not give you the theoretical pattern of similarities between 1985-86 and 1986-87. It is not because the money is not there. There will be a different approach, a different use of the program, depending on what the situation is in that local labour market.

• 0945

This is why there is this principle of flexibility entrenched into the Canadian job strategy framework.

The Chairman: Thank you, Mr. Lussier. I think we will move to Mr. McCurdy. I will put you down for the second round.

I would like to have this clarified. I think Mr. Allmand said that people were saying there were no funds.

Mr. Allmand: Definitely.

The Chairman: What you said about the flexibility—is it possible that there is a CEIC with no funds for job development?

Mr. Lussier: No, no.

The Chairman: So every CEIC would have some funds for job development?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Allmand: You had better tell them.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I think that is an important point that you are raising. I have been trying, without annoying you and boring you this morning, to tell you that there has been in this big thing a lot of—the regional people knew about their original location for a long time.

It is true that it is possible that last week, and even this week, in some regions, there was not adequate knowledge to be able to say, my budget is x thousand or x million of dollars and 25¢. That is possible.

But I am saying, at the same time, nothing has stopped. I use the example that, since April 1, in every province of the country in job development, there has been approval of projects...

The Chairman: The money goes to a region, then it goes to the CEIC, and some CEICs may be slow in finding out what is there.

[Traduction]

C'est un principe, monsieur le président, que je crois important de partager. Car autrement, nous ne pourrions qu'avancer aveuglément comme dans le cas où... disons... le bureau local Y qui aurait reçu tant d'argent l'an dernier en vue du développement de l'emploi pourrait prétendre recevoir cette année un montant proportionnellement identique.

Ce que je veux dire, c'est que l'utilisation de plus en plus grande, dans certains cas, du Conseil consultatif local pour son apport en termes de ce qui devrait être la combinaison correcte de notre programme, ne peut que satisfaire, dans la meilleure mesure possible, les objectifs particuliers d'une situation locale du marché du travail. Ce genre de circonstances peut évoluer et ne pas vous fournir le modèle théorique des similitudes existant entre les années 1986-1986 et 1986-1987. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'argent. C'est tout simplement une approche différente, une nouvelle façon d'utiliser le programme, selon ce qu'est la situation sur le marché du travail.

C'est pourquoi ce principe de flexibilité a été enchâssé dans la structure de la Planification de l'emploi.

Le président: Merci, monsieur Lussier. Nous passerons maintenant à M. McCurdy. Je vous placerais au deuxième tour.

J'aimerais que ceci soit clarifié. M. Allmand déclarait, je crois, que les gens lui disaient qu'il n'y avait aucun fonds.

M. Allmand: Assurément.

Le président: Après ce que vous venez de dire au sujet de la flexibilité—serait-ce possible qu'un bureau de la CEIC puisse se trouver sans argent pour le développement de l'emploi?

M. Lussier: Non, non.

Le président: Ainsi chaque bureau de la CEIC devrait avoir certains fonds à sa disposition pour le développement de l'emploi.

M. Lussier: Oui.

M. Allmand: Il vaudrait mieux le leur dire.

M. Lussier: Monsieur le président, je pense que vous soulevez là un point important. J'ai tenté de vous dire, en évitant de vous ennuyer ou de vous fatiguer, qu'il y a eu dans toute cette affaire une quantité de—des gens au niveau régional qui, depuis longtemps, sont au courant de leur position originale.

Il est vrai qu'il n'y avait peut-être pas, la semaine dernière, ou peut-être même cette semaine, des renseignements suffisamment précis pour pouvoir dire, mon budget est de X milliers ou de X millions de dollars. C'est bien possible.

Mais permettez-moi d'ajouter, aussi, que rien ne s'est arrêté. J'utilise l'exemple selon lequel, depuis le 1^{er} avril, des projets de développement d'emplois ont été approuvés dans chaque province du pays...

Le président: L'argent s'en va dans une région, puis va dans un bureau local de la CEIC, mais certains d'entre eux peuvent être assez lents à découvrir ce qui s'y trouve.

[Text]

Mr. Allmand: It is going to Tory ridings.

The Chairman: Mr. McCurdy.

Mr. McCurdy: You certainly are not aggravating or boring me. In fact, you rather amaze me.

You talk about flexibility. The message I receive is that there is vast rigidity that keeps things from getting done. You say that every region has its money. Every region does not have its money. If they do not feel in a position to allocate the money to particular regions or localities, they do not have the money.

I can tell you that, in spite of your citation of some approvals, we have called many CEICS, and have been called by many, across the country and get essentially the same message throughout.

Now, it may very well be that we are picking the wrong areas. Perhaps we should be looking at the government side and looking at the constituencies involved. But the fact is that you have people waiting, frustrated—\$400 million was not spent last year, while, at the same time, applications were not approved.

It is not acceptable to argue that this is because . . . A lot of projects come in and some of them are good projects, but sometimes, even with money left over, you have to reject bad projects.

If you look at the B.C.-Yukon region, \$15.8 million was left unspent, and there were proposals sitting there worth \$260 million. Now, you cannot convince me that such a small percentage of the total applications in terms of money could not have been approved instead of sending the money back.

Mr. Lussier: First of all, Mr. Chairman, I would like to correct the impression given in connection with the LACs. I do not know where you got the number of \$400 million for last year. I never said that. It is not the reality.

The reality is more in the vicinity of \$290 million.

Mr. McCurdy: Oh, well, just . . .

Mr. Lussier: Well, \$290 versus \$400 is a big difference.

Mr. McCurdy: What is it—one-quarter versus one-fifth, for the total allocation?

Mr. Lussier: At least, when I went to school, it was important.

Mr. McCurdy: Is it one-quarter or one-fifth of the total allocation?

Mr. Lussier: It is less than that. It is around 10% to 12%, which has been the pattern, year in and year out, since there has been job creation and programs in the organization of employment and immigration skills.

Mr. McCurdy: That really gets to the question—this has been going on so long and you allocate so much money. After each year, however, you do not spend it. Therefore, each year,

[Translation]

M. Allmand: S'en va-t-il dans les comtés conservateurs.

Le président: Monsieur McCurdy.

M. McCurdy: Vous ne m'ennuyez pas du tout. En fait vous me surprenez plutôt.

Vous parlez de la flexibilité. Le message que j'en reçois révèle qu'il y a là une énorme rigidité qui empêche les choses de se faire. Toutes les régions n'ont pas reçu leur argent. S'ils ne se sentent pas en position d'affecter l'argent à des régions ou à des localités particulières, c'est bien qu'ils n'en ont pas.

Je peux dire qu'en dépit de certaines approbations dont vous parlez, nous avons été en communication avec de nombreuses CEIC et plusieurs nous ont appelé de tous les coins du pays . . . le message est essentiellement le même.

Il se peut, naturellement, que nous choisissons les mauvais secteurs. Peut-être devrions-nous considérer le côté gouvernemental et ses comtés. Mais il est évident qu'un grand nombre de gens sont frustrés et attendent—les 400 millions de dollars qui n'ont pas été dépensés l'an dernier alors que, par ailleurs, leurs demandes n'étaient pas approuvées.

Il est inacceptable de prétendre que c'est à cause de . . . De nombreux projets se présentent et certains d'entre eux sont excellents, mais parfois, même avec de l'argent qui reste, vous devez rejeter les mauvais projets.

Si vous considérez la région du Yukon et de la C.-B., 15,8 millions de dollars sont restés inutilisés alors qu'attendaient des propositions d'une valeur de 260 millions de dollars. Vous ne pouvez me convaincre qu'un si petit pourcentage de l'ensemble des demandes d'argent ne pouvait être approuvé au lieu de renvoyer les fonds.

M. Lussier: J'aimerais tout d'abord, M. le président, corriger l'impression qui est donnée au sujet des CCL. Je ne sais d'où vous tenez ce chiffre de 400 millions de dollars pour l'an dernier. Je n'ai rien dit de semblable. Ce chiffre ne correspond en rien à la réalité.

La réalité est beaucoup plus près de 290 millions de dollars.

M. McCurdy: Oh, bien . . . juste . . .

M. Lussier: 290 par rapport à 400 constitue une énorme différence.

M. McCurdy: Qu'est-ce que c'est—un quart au lieu de un cinquième, sur l'ensemble des crédits.

M. Lussier: Cela était très important, tout au moins quand j'allais à l'école.

M. McCurdy: Est-ce un quart ou un cinquième des crédits totaux?

M. Lussier: C'est moins que cela. C'est de 10 à 12 p. 100 environ, ce qui a été le chiffre normal d'une année à l'autre depuis qu'il existe la création d'emplois et autres programmes dans l'organisation des compétences à la disposition de l'emploi et de l'immigration.

M. McCurdy: Ceci nous ramène vraiment à la question. Cela se fait depuis si longtemps et vous allouez tant d'argent. Mais à la fin de chaque année, vous ne le dépensez pas. Aussi,

[Texte]

the applicants are left in limbo because of the great flexible rigidity of the approval process. Maybe it is about time that something was changed.

• 0950

What is the sense in having a program that is supposed to satisfy the needs of the unemployed, if so many people are employed in making sure that money does not get delivered in time to do them any good? Do you not think it is about time that the process be re-examined?

Mr. Lussier: I do not think so. I think the process has been re-examined, Mr. Chairman, and I think has been yielding the result.

Mr. McCurdy: Well, wait a minute . . .

Mr. Lussier: I am sorry, sir.

Mr. McCurdy: Let us look at the results. Of the allocation, \$290 million was not spent last year, and it is certainly true that a whole lot of constituencies out there have not been approved and that the process has become so bad that even your own workers are frustrated, not to speak of the applicants.

Do you not think it is about time there was a re-evaluation of the process so that it can be more responsive?

The Chairman: Mr. McCurdy, may I just come in for one second. There is a difference between approvals and spending. Perhaps we could just find out whether the \$290 million was never approved or it was approved and not spent. It makes a difference, I think.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, there is a necessity, I suppose, to also understand what in reality is taking place when there is a project under job entry or job development or whatever.

Let us use an example. Let us suppose, to come back to the Chairman's question, a project is approved in March but for all practical reasons it will start only, let us say, in April. This project approved in March in the financial statement will not show as being spent, but the project has been approved and then will in fact be spent, in terms of carry-over, in the fiscal year 1986.

Mr. McCurdy: We understand that. I mean, good Lord have mercy, do not take us for absolute idiots! We understand that. We know of projects, applications that which were submitted back in October and November, that have not been acted upon, and we have \$290 million or \$400 million, whichever, that was not taken up.

We are not talking about the ordinary circumstances—an application that goes in in March or late February and gets approved, of course is not approved in time for that fiscal year—but we are talking about a whole lot of projects. We have \$290 million worth of projects in British Columbia and the Yukon.

[Traduction]

chaque année, des candidats restent dans le vague par suite de cette grande rigidité flexible du processus d'approbation. Il est sans doute grand temps qu'il y ait des changements.

Quel est le sens d'avoir un programme qui doit en principe répondre aux besoins des sans-travail, s'il y a tant de gens occupés à s'assurer que l'argent ne leur parvient pas en temps opportun pour leur être de quelque bénéfice? Ne croyez-vous pas qu'il est à peu près temps que tout ce processus soit réexaminé?

M. Lussier: Je ne pense pas. Je crois, monsieur le président, que ce processus a déjà été réexaminé et que cela a produit des résultats.

M. McCurdy: Bien, attendez une seconde . . .

M. Lussier: Je regrette, monsieur.

M. McCurdy: Examinons les résultats. Des crédits, 290 millions de dollars n'ont pas été dépensés l'an dernier et il est indéniable qu'une quantité énorme de comtés n'ont eu aucun projet approuvé et que le processus est si mauvais que même nos travailleurs sont frustrés, sans parler de ceux qui soumettent des projets.

Ne croyez-vous pas qu'il est à peu près temps de procéder à une réévaluation du processus afin qu'il soit plus efficace?

Le président: Monsieur McCurdy, puis-je vous interrompre une seconde. Il y a une différence entre «approbations» et «dépenses». Peut-être pourrions-nous nous contenter de découvrir si ces 290 millions ont jamais été approuvés ou s'ils ont été approuvés mais pas dépensés. Cela fait, à mon avis, une énorme différence.

M. Lussier: Monsieur le président, il est nécessaire, je suppose, de comprendre également ce qui se passe en réalité quand un projet est inscrit au chapitre de l'intégration professionnelle ou du développement de l'emploi ou de toute autre chose.

Prenons un exemple. Supposons, pour revenir à la question du président, qu'un projet soit approuvé en mars mais que, pour des raisons pratiques, il ne commence, disons, qu'en avril. Comme il a été approuvé en mars, il n'apparaîtra pas dans l'état financier comme ayant été dépensé, mais le projet a bien été approuvé et l'argent sera véritablement dépensé mais en termes de report sur l'année financière 1986.

M. McCurdy: Cela va sans dire. Je veux dire . . . par pitié . . ., ne nous prenez pas pour de véritables idiots. Nous comprenons tout cela. Nous connaissons des projets, des demandes qui ont été soumises en octobre et en novembre derniers mais au sujet desquels rien n'a été fait et nous avons 290 millions ou 400 millions de dollars, peu importe, qui n'ont pas été utilisés.

Nous ne parlons pas des circonstances normales. Une demande qui est soumise en mars ou à la fin février et qui est approuvée, n'est naturellement pas approuvée à temps pour l'année financière—mais nous parlons d'une quantité énorme de projets. Nous avons 290 millions de dollars de projets en Colombie-Britannique et dans le Yukon.

[Text]

Mr. Lussier: No, Mr. Chairman, I think it is not proper to say that LACs are awarding \$290 million of projects.

The approximation of \$290 million—we will know the number exactly, if you are taking 1985-86, later on when all the figures are together—is the accumulation of all six programs and is not, as you are inclined to give me in your comments, all directed to job development. It is part of the overall six programs of Canadian job strategy of which a certain number of money has not been spent for innovation or job entry or job development, but the \$290 million or thereabout, is not, as you are giving the impression, all related to job development.

Mr. McCurdy: Did I mention the words "job development" at all?

Mr. Lussier: You mentioned projects, yes.

Mr. McCurdy: Yes, I did.

Mr. Lussier: Yes, that is right.

Mr. McCurdy: Now we could also ask the question what the devil is Innovations and where is Futures going, and you could use whatever delegation of amounts within that \$290 million; you still have not responded to the essential question.

The essential question is—and I have said it now twice, and this is job development in the Yukon and British Columbia—that \$290 million worth of applications were not satisfied at the end of the last fiscal year and yet \$15.8 million was not taken up.

We have now gone six weeks into this fiscal year, and in a whole lot of areas—and our impression is that it is not just limited to Ontario or Quebec, that it is spread right across the country—your people and the applicants are upset about the failure to respond in a timely way.

My essential question to you is with respect to both in order to avoid the impression that what really is happening is that we are playing games with money and people's lives in order to make things correspond to the budget cuts that have been imposed this year, and to support the facade of last year that far more money was spent than was actually allocated for these programs. It is very nice to say there is so much allocated this year and that is great, that we are doing so much for youth and so on and that this year even more is being spent, when in fact the money is not being spent. The fact is that the process, no matter how flexible you describe it, is rigidly applied in order to result in a lot of people out there not benefiting from the programs.

[Translation]

M. Lussier: Non, monsieur le président, je ne pense pas qu'il soit exact de dire que les CCL aient attribué 290 millions de dollars de projets.

Cette approximation de 290 millions de dollars—nous en connaissons plus tard le chiffre exact, si vous prenez 1985-1986, lorsque tous ces chiffres seront réunis—représente l'accumulation de l'ensemble de six programmes et ne sont pas, comme vos commentaires le laissent entendre, tous destinés au développement de l'emploi. C'est une partie de l'ensemble des six programmes de la planification de l'emploi dont une certaine somme n'a pas été dépensée pour le Programme national d'aide à l'innovation, mais ces 290 millions ou quelque en soit le montant, ne sont pas, comme vous le laissez entendre, tous reliés au développement de l'emploi.

M. McCurdy: Ai-je même mentionné le terme «développement de l'emploi»?

M. Lussier: Oui, vous avez mentionné des projets.

M. McCurdy: Oui, en effet.

M. Lussier: Oui, c'est exact.

M. McCurdy: Nous pourrions maintenant aussi poser la question de savoir ce que, diable, est ce Programme national d'aide à l'innovation et où s'en va le développement des collectivités et vous pourriez utiliser n'importe quelle désignation de montants à l'intérieur de ces 290 millions de dollars; vous n'avez pas encore répondu à la question essentielle.

La question essentielle est—et je l'ai dit maintenant deux fois, il s'agit de la création d'emplois dans le Yukon et en Colombie-Britannique—qu'une valeur de 290 millions de dollars de demandes n'étaient pas satisfaites à la fin de la dernière année financière et, que pourtant, 15.8 millions de dollars sont restés inutilisés.

Nous sommes maintenant à la sixième semaine de notre nouvelle année financière et dans un grand nombre de régions—et nous avons l'impression que ceci ne se limite pas seulement à l'Ontario ou au Québec, mais que cela s'étend sur le pays tout entier—que vos gens et les candidats sont fort bouleversés par cette incapacité de répondre en temps opportun.

La question essentielle que je vous pose les concerne tous les deux afin d'éviter de donner l'impression qu'en réalité nous jouons avec l'argent et la vie des gens afin que tout s'aligne sur les coupures de budgets qui ont été imposées cette année et pour consolider la façade de l'an dernier ou avait été dépensé beaucoup plus d'argent que ce qui avait été réellement affecté à ces programmes. Il est très beau de parler de tout cet argent affecté cette année... n'est-ce pas merveilleux tout ce que nous faisons pour les jeunes, etc... et que cette année on en dépensera plus encore alors qu'en fait cet argent n'est pas dépensé. Le fait est que ce processus, quelle que soit la flexibilité dont vous parlez, est appliqué de façon rigide si bien qu'un grand nombre de gens là-bas ne profitent pas des programmes.

[Texte]

We have parenthetic statements on your part that you could not get together with the regional people because of the restrictions on travel allocations. Did I understand that correctly?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I am quite prepared to go further in the technicalities of what a budget is where you have 7,000 people in a region and all the discussion you need to have on a face-to-face basis before a budget is finalized. But at the same time, I am telling you that, independent of those technicalities with which I should not bore the committee, money has been in the regions, projects have been approved, and I have been citing an example since . . .

Mr. McCurdy: Tell me one project that has been approved in Windsor, just one.

Mr. Lussier: I do not know that, sir.

Mr. McCurdy: No, of course not. How about Windsor West, Essex—Windsor or Windsor—Walkerville?

Mr. Lussier: Again, Mr. Chairman, because I think it is important, I would like to correct the impression. When the member is using the example of B.C. and Yukon, in my own view he is still using the example related to job development and saying: You have been lapsing money of \$290 million or so, and you have not been relating to that. But again, what I want to make clear is that the overall potential lapsing of funds is related to a series of programs and your observations to me are related to job development. I said earlier, Mr. Chairman, that in any circumstances when you talk about this program, in my little experience of the past on other programs related to job creation, there have always been more projects than money allocated.

Mr. McCurdy: Let me repeat myself one more time. I am not confused. I understand there is more than one program in the Canadian job strategy, and I was really quite specific in only one instance; that is, B.C. and Yukon, that \$290 million worth of applications for job development was left fallow while \$15.8 million was described as not being taken up. It does not make any difference whether we are talking about job development or anything else; you keep telling us that programs have been approved, and we have not dissented from that statement. We do know, on the other hand, that a whole lot have not been, and that takes up a heck of a lot of constituencies in Ontario, certainly my own, where nothing has been approved.

My main question to you is: Do you not think that, in view of that situation, no matter how justified you may see it in terms of your experience or historical practice, surely you are faced with a situation that should be examined to provide a more timely response to what amounts to people in need. All I am hearing is that it has been like this before and an implied failure to understand the process. I understand the process. From all I have heard, the process stinks because it affects

[Traduction]

Certaines de vos déclarations alléguaient incidemment, que vous ne pouviez rencontrer les gens au niveau régional à cause des restrictions imposées sur les allocations de voyages. Ai-je bien compris?

M. Lussier: Monsieur le président, je suis bien prêt à entrer plus à fond dans les détails techniques de ce que peut être un budget quand on a 7,000 personnes dans une région et toutes ces discussions qu'il faut avoir face-à-face avant qu'un budget soit finalisé. Mais je vous dis aussi qu'indépendamment de tous ces détails dont je ne devrais pas ennuyer le Comité, l'argent est allé dans les régions, les projets ont été approuvés et j'en ai cité un exemple depuis . . .

M. McCurdy: Citez-moi un projet, un seul, qui ait été approuvé à Windsor.

M. Lussier: Je ne sais pas, monsieur.

M. McCurdy: Non, bien sûr que non. Qu'en est-il à Windsor Ouest, Essex—Windsor ou Windsor—Walkerville?

M. Lussier: Je voudrais à nouveau, monsieur le président, car je crois que c'est important, corriger l'impression qui a été donnée. Lorsque le député utilise l'exemple de C.-B. et du Yukon, il utilise encore, à mon avis, l'exemple qui est relié au développement de l'emploi en disant: vous avez laissé se perdre 290 millions de dollars—ou à peu près—et vous n'en parlez pas. Mais ce que je voudrais à nouveau éclaircir c'est que le potentiel général des fonds inutilisés est relié à toute une série de programmes alors que les observations que vous me faites se rapportent au développement de l'emploi. J'ai dit plus tôt, monsieur le président, qu'en toutes circonstances, lorsque vous parlez de ce programme que . . . selon ma modeste expérience du passé ou d'autres programmes reliés à la création d'emplois . . . qu'il y a toujours eu plus de projets que d'argent affecté.

M. McCurdy: Permettez que je me répète une fois de plus. Je ne suis pas confus. Je comprends qu'il y a plus d'un programme dans la Planification de l'emploi et je n'ai réellement été spécifique que dans un seul cas: au sujet de la Colombie-Britannique et du Yukon, où des demandes d'une valeur de 290 millions de dollars de développement d'emplois sont restés de côté alors que 15,8 millions de dollars sont décrits comme inutilisés. Cela ne fait aucune différence que nous parlions de développement d'emploi ou d'autre chose; vous continuez à nous dire que des programmes ont été approuvés. On ne vous a jamais dit le contraire. Nous savons pertinemment, par contre, qu'une quantité d'autres projets n'ont pas été approuvés et qu'ils couvrent un grand nombre de comtés de l'Ontario, le mien en tout cas où rien n'a été approuvé.

Ma principale question est celle-ci: ne croyez-vous pas qu'étant donné cette situation, aussi justifiée qu'elle puisse l'être à vos yeux par suite de votre expérience ou de la pratique historique que vous faites indéniablement face à une situation qui devrait être examinée afin de fournir des réponses en temps opportun à ceux qui sont, en définitive des gens dans le besoin. Tout ce que j'entends est que cela se faisait auparavant et que nous n'en comprenons pas le processus. De tout ce que j'ai entendu, le processus empeste parce qu'il touche à la vie des

[Text]

peoples lives. All we are doing is reiterating and reiterating how much of a practice it has been.

Also, in the course of the questions, you yourself cited a whole list of reasons why the machinery does not work as efficiently as Mr. Allmand and I would like it to run. What I thought you said was . . . If I am not going to get a real answer to the previous question, did I really hear you say—I will ask it clearly—that one of the reasons the consultation process did not work is because of changes in allocations of travel authorizations or something to that effect? Did you say that or not?

• 1000

Mr. Lussier: Mr. Chairman, if you are interested, I am quite prepared to lead you through the overall process related to budget elaborations.

Mr. McCurdy: If you would answer that one question . . . did I understand you or misunderstand you when I thought you said that among the host of the impediments that you describe there was some change in the method of travel authorization? Am I hearing you say that?

Mr. Lussier: No. I said that normally the process of having finalized with a fine-tooth comb the details related to the overall budget, which are not only the allocations of program but a bit more than that, takes a circle that starts in the fall and necessitates a lot of discussion back and forth and involvement with the regions and all that. What I have been telling you is that the finalization of that process this year has not been taking place during the time when normally I would do it, which is during the period of the middle of February, end of March, which called for discussions of four hours with RDGs and myself personally on all components of their budget. What I said to you was that this process did not take place exactly in that time frame this year because there was a freeze, which we all respected, related to travelling.

But having said that, I also said to you that it has not impeded the ruling on projects, because as of April . . .

Mr. McCurdy: Did it not delay it?

Mr. Lussier: No.

Mr. McCurdy: If you could not do it, did it not delay it? I mean, gee whiz, it is a straightforward answer.

Mr. Lussier: It delayed . . .

Mr. McCurdy: Thank you.

Mr. Lussier: No, no. Let me complete my sentence. You are not listening. It delayed the finalization of when the CEC manager or any APB officer got the final sheet of paper telling him every detail of his budget: person-years, person-months, what he should do, priorities, what should happen to the employment services, what the UI guys should do, what should be the priority; that fine-print detail.

[Translation]

gens. Tout ce que nous faisons est de réitérer et de réitérer les belles pratiques passées.

De plus, au cours des questions vous avez vous-même donné toute une liste de bonnes raisons expliquant pourquoi la machine ne fonctionne pas de façon aussi efficacement que M. Allmand ou moi-même aimerions la voir fonctionner. Ce que je croyais vous avoir entendu dire . . . Si je ne reçois pas une véritable réponse à la question précédente, vous ai-je entendu dire—je vais le demander très clairement—que l'une des raisons pour laquelle le processus de consultation n'avait pas fonctionné venait des changements apportés aux autorisations de voyages ou quelque chose de semblable. L'avez-vous dit, oui ou non?

M. Lussier: Monsieur le président, si vous êtes intéressé, je suis bien prêt à vous emmener à travers tout le dédale du processus qui est relié à l'élaboration des budgets.

M. McCurdy: Si vous pouviez répondre à cette seule question—vous ai-je bien compris oui ou non lorsque je croyais vous avoir entendu dire que, parmi la foule d'obstacles que vous décrivez, il y avait eu certains changements en ce qui concerne les méthodes d'autorisation de voyages? Vous ai-je entendu le dire?

M. Lussier: Non. J'ai dit que normalement le processus, qui conduit à la finalisation de tous les détails reliés à l'ensemble du budget, et ce ne sont pas seulement les affectations de programmes mais beaucoup plus, que ce processus donc suit une trajectoire qui débute à l'automne et nécessite un grand nombre de discussions de tous côtés, l'implication avec les régions, etc. Je vous ai dit que la finalisation de ce processus ne s'est pas fait cette année au moment où je l'aurais fait normalement, c'est-à-dire durant la période allant de la mi-février à la fin de mars ce qui m'obligea à quatre heures de discussions avec les DGR pour couvrir tous les éléments de leur budget. Je vous ai dit que ce processus ne s'était pas fait exactement au même moment cette année par suite du gel relié aux voyages . . . et nous l'avons tous respecté.

Mais ceci étant dit, j'ai également ajouté que cela n'avait en rien gêné les règles de procédures au sujet des projets puisque dès avril . . .

M. McCurdy: Cela n'a-t-il pas causé un certain retard?

M. Lussier: Non.

M. McCurdy: Puisque vous ne pouviez le faire, n'est-ce pas un retard? Je veux dire par exemple—voilà une réponse directe.

M. Lussier: Cela a retardé . . .

M. McCurdy: Merci.

M. Lussier: Non, non. Laissez-moi compléter ma phrase. Vous n'écoutez pas. Cela a retardé la finalisation du moment où le directeur du CEC ou tout agent de l'Office des produits agricoles ont reçu le document final leur donnant tous les détails de leur budget: années-personnes, mois-personnes, ce qu'ils devaient faire, les priorités, ce qui devait arriver aux services d'emploi, ce que les gens de l'Assurance-chômage

[Texte]

Mr. McCurdy: In other words, who is going to get a job. Right?

Mr. Lussier: No, no.

The Chairman: I think the distinction there is how many jobs are going to be created, rather than exactly who . . .

Members will note that they have in front of them a revised budget. I would like to bring it to a vote.

In light of the first two rounds of questioning, I wonder if I could ask the officials if they could provide us with some numbers; the allocation for this year ahead for labour force regions by program. I think you have 16 regions. Could we know how many dollars are allocated to each region under each of the six headings for this year, and, on some date, how much of that has been approved, for whatever date it is prepared for?

I wonder also, in light of the issue of lapsing, if we could have those same figures for last year, plus one additional figure, which is the amount spent. There is a differentiation between amount approved and amount spent, and I think it would be helpful to the committee . . .

I would point out also to committee members that under the revised rules of the House, if the lapsing of funds is a traditional pattern and has been a concern, that could be an area for the committee to hold some hearings on or to look into; if that is a considerable concern to us. The members just might want to consider that in advance of a steering committee meeting.

Mr. Oostrom: On that question, may I ask about the confusion of terms? "Allocation" is one, and "spent" is another. Okay; but could we have allocation and then the amount approved? Or is that the same thing?

The Chairman: No . . .

Mr. Oostrom: Okay. So I am interested also in knowing the amount approved. It may not have been paid, but . . .

The Chairman: Okay, allocation approved and spent.

Mr. Allmand: This is allocation approved and actually spent?

Mr. Oostrom: Exactly; so that there are three categories for . . .

The Chairman: So there are three categories for the past year. Right.

Mr. Allmand: You can approve it for a region, yet none of it might be given out in projects.

The Chairman: Right.

Mr. Allmand: I do not know the technical term, but . . .

The Chairman: "Approval" I think is when it is given to a project. The "allocation" is that it is available for a project, and "spent" is that it was actually used by a project. So

[Traduction]

devaient faire, quelles étaient les priorités, etc . . . tous ces petits détails.

M. McCurdy: En d'autres mots, qui va avoir du travail. N'est-ce pas?

M. Lussier: Non, non.

Le président: Je crois qu'il s'agit là de la distinction entre le nombre d'emplois créés, plutôt qu'exactement qui . . .

Les membres noteront qu'ils ont en face d'eux un budget révisé. J'aimerais le faire passer aux voix.

À la lumière des deux premières séries de questions, pourrais-je demander aux autorités de nous fournir certains chiffres; les crédits, par programme, pour l'année qui vient, pour les régions de population active. Je crois que vous avez 16 régions. Pourrions-nous savoir quel montant d'argent est affecté à chaque région en vertu des six programmes de l'année ainsi que quelques dates . . . quelle portion a été approuvée, quelle que soit la date pour laquelle ils ont été préparés?

Je me demande également, à la lumière de la question concernant l'argent inutilisé, s'il serait possible d'avoir ces mêmes chiffres pour l'an dernier, en plus d'un chiffre additionnel qui est celui du montant dépensé. Il y a une différenciation à faire entre le montant approuvé et le montant dépensé et je crois qu'il serait utile au comité . . .

J'aimerais également faire remarquer aux membres du comité qu'en vertu du Règlement révisé de la Chambre, si l'inutilisation des fonds correspond à un modèle traditionnel qui suscite des inquiétudes, que le comité pourrait tenir des audiences pour étudier ce sujet s'il nous inquiète suffisamment. Les membres pourraient y penser avant la tenue d'une réunion d'un Comité de direction.

M. Oostrom: Puis-je poser une question au sujet de la confusion possible des termes? «Crédit» d'une part et «dépensé» d'autre part. D'accord; mais pourrions-nous avoir le crédit puis le montant approuvé? Ou est-ce la même chose?

Le président: Non . . .

M. Oostrom: D'accord. J'aimerais connaître aussi les montants qui ont été approuvés. Il peut ne pas avoir été payé, mais . . .

Le président: D'accord, le crédit approuvé et dépensé?

M. Allmand: Est-ce un crédit qui a été approuvé et réellement dépensé?

M. Oostrom: En effet, de sorte qu'il existe trois catégories pour . . .

Le président: Ainsi, il y a trois catégories pour l'an dernier. Exact.

M. Allmand: Vous pouvez l'approuver pour une région et pourtant rien de cela n'aura été donné pour des projets.

Le président: Exact.

M. Allmand: Je ne connais pas le terme technique, mais . . .

Le président: «Approbation» signifie, je pense, lorsque c'est accordé pour un projet. «Alloué» représente la somme disponible pour un projet, et «dépensé» représente la somme qui a

[Text]

perhaps we could have those three things for last year, and I think having them by labour force regions would be sufficient for our purposes.

• 1005

Mr. Jourdenais.

M. Jourdenais: Merci, monsieur le président.

L'assurance-chômage et l'emploi, ce n'est pas tout à fait mon champ d'action. En effet, il y a seulement 4.2 p. 100 de chômage chez nous et il y a aussi de bons programmes. Cependant, deux ou trois choses me tracassent dans mon comté. Entre autres, on me pose beaucoup de questions sur Défi 86.

Des gens qui travaillent au bureau de poste pendant l'été depuis quelques années sont maintenant obligés d'aller s'inscrire au centre d'emploi avant de se faire embaucher par le bureau de poste. Êtes-vous au courant?

M. Lussier: Pour certains niveaux d'emploi, comme c'est aussi le cas à la Commission de la Fonction publique du Canada, nous avons conclu une entente. Les personnes s'inscrivent au centre d'emploi et le centre d'emploi réfère des candidats qui seront interviewés pour tel ou tel emploi.

M. Jourdenais: Oui, mais ils ont déjà travaillé trois ou quatre étés de suite. Ce sont des étudiants qui, à la fin de l'année scolaire, retournaient au bureau de poste et étaient automatiquement embauchés. Mais on leur dit maintenant d'aller d'abord s'inscrire au centre d'emploi. Si le gars a quatre ans d'expérience mais qu'un autre est allé s'inscrire plus tôt, donne-t-on la préférence à ce dernier? Je ne sais pas comment on fait le choix au centre d'emploi, mais ce n'est pas honnête d'agir ainsi envers quelqu'un qui a déjà trois ou quatre ans d'expérience. Je suis au courant d'une douzaine de ces cas. Ils craignent qu'en allant s'inscrire au centre d'emploi, ils auront moins de chance, car il y a tellement de personnes qui ne travaillent pas. N'y aurait-il pas moyen...

M. Lussier: Ce matin, je ne puis vous donner qu'une réponse théorique, mais je suis disposé à étudier cette question et à revenir pour vous donner l'explication.

J'ai l'impression que dans ce cas, nous recevons les inscriptions de l'ensemble des étudiants et l'entreprise demande qu'on lui réfère des étudiants dont elle étudiera la candidature pour des emplois d'été.

M. Jourdenais: Pouvez-vous me faire parvenir l'explication à mon bureau avant qu'on revienne ici? Je veux savoir pourquoi c'est comme cela cette année alors que ce ne l'était pas auparavant.

M. Lussier: D'accord.

M. Jourdenais: Je vous expose le cas d'une autre personne. La personne en question reçoit des prestations de préretraite du bureau d'assurance-chômage. C'est le centre d'emploi qui lui fait parvenir un chèque toutes les deux semaines. Je ne crois pas qu'elle travaillait pour le gouvernement. J'ai essayé de la comprendre, mais c'est une personne qui a de la difficulté à parler français et anglais. Elle me dit qu'elle reçoit ou qu'elle

[Translation]

effectivement été dépensée dans le cadre du projet. Si vous pouviez donc nous donner ces trois chiffres pour l'année dernière, je pense qu'il suffirait de nous donner la ventilation pour chacune de vos régions.

Monsieur Jourdenais.

Mr. Jourdenais: Thank you, Mr. Chairman.

UIC and Employment are not really my field of expertise. In my area unemployment is only at 4.2% and we do have very good programs. But I do have a few concerns specific to my riding. For example, people in my riding have a lot of questions about Challenge 86.

People who for the last few years have worked every summer at the Post Office have now been told that they must be registered at the Employment Centre before they can be hired by the Post Office. Are you aware of that?

Mr. Lussier: We have made an agreement for certain types of jobs, as we have with the federal Public Service Commission. People register with the Employment Centre, which in turn refers them as candidates for a given job.

Mr. Jourdenais: Yes, but they have already been employed three or four summers in a row. These are students who, at the end of the school year, went back to the Post Office and were automatically hired. Now, they are told that they must first register at the Employment Centre. If someone has four years' experience but someone else registered earlier, who will be given preference? I do not know how the Employment Centre decides, but it is not fair to the person who already has three or four years' experience. I know of a dozen such cases. People worry that by registering at the Employment Centre they will lessen their chances because there are so many people looking for work. Is there no way...

Mr. Lussier: Right now I could only answer in very general terms, but I would be glad to look into it and provide you with an explanation.

I would say that in a case like this, we register all the students and the company then asks that we refer a number of applicants for summer jobs.

Mr. Jourdenais: Could you send me this explanation at my office, before the committee reconvenes? I would like to know why things are different this year from the previous years.

Mr. Lussier: Fine.

Mr. Jourdenais: Let me tell you about another case. This person receives pre-retirement benefits from the Unemployment Insurance office. The cheque is mailed every two weeks by the Employment Centre. I do not believe that person was employed by the government. I tried to understand what she said but she has difficulty speaking both French and English. She told me that she receives, or should receive, a pre-

[Texte]

devrait recevoir toutes les deux semaines un chèque de préretraite du centre d'emploi. Son problème, c'est qu'elle ne reçoit pas son chèque régulièrement. Si elle reçoit des prestations de préretraite, c'est sans doute parce qu'elle a besoin d'argent. Elle a de la difficulté à administrer son budget et son chèque arrive trois, quatre ou cinq jours, ou même une semaine en retard. Est-ce qu'un programme semblable existe?

M. Lussier: Emploi et Immigration Canada administre pour le compte de Travail Canada un programme en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs. Dans certains secteurs d'activités, par exemple dans le secteur du textile, le gouvernement canadien a un programme qui permet, dans certaines conditions, à des personnes de 55 ans ayant 30 ans de service et plus et ayant pris leur retraite, d'avoir accès à un programme de préretraite. Pour des raisons d'efficacité administrative, nous administrons ce programme-là pour le compte de Travail Canada.

S'il y a des retards inacceptables dans la livraison des chèques de la personne dont vous me parlez, je suis heureux que vous me le disiez. Nous allons étudier le cas immédiatement.

• 1010

M. Jourdenais: Je vous donnerai le cas.

Vous avez parlé du secteur du textile. Ce programme s'applique-t-il aussi dans le secteur de l'amiante? Je connais quatre hommes de 56 ou 57 ans qui ont 30 et quelques années de service. La compagnie où ils travaillaient a fermé et ils voudraient, eux aussi, des prestations de préretraite. On me dit que cela existe, mais j'ai fait tous les ministères, sauf Travail Canada probablement, et je n'ai rien trouvé.

M. Lussier: Je suis prêt à faire parvenir au Comité des renseignements détaillés sur ce programme que nous administrons pour le compte de Travail Canada.

M. Jourdenais: S'il vous plaît. Je vous remercie.

Dans mon comté, un projet PDE avait été accepté et on avait commencé à donner des fonds. Tout à coup, le fonctionnaire du gouvernement va faire une vérification, se rend compte que cela ne fonctionne pas du tout, et annule le projet. Des fonds ont été alloués pour ce projet-là dans mon comté. Je voudrais savoir où vont ces fonds. Disons qu'il y avait 16,000\$ et qu'on a donné 2,500\$. Il reste donc 13,500\$. Où iront ces 13,500\$? Ils vont retourner à la banque régionale, mais est-ce qu'ils peuvent servir dans mon comté pour un autre projet qui a été refusé parce qu'il n'y avait plus de fonds?

M. Lussier: Je vais vous donner une réponse théorique. En principe, les fonds non alloués sont remis en circulation et utilisés en fonction de la valeur relative des projets présentés.

M. Jourdenais: En français, cela veut dire quoi?

M. Lussier: Cela veut dire qu'il n'y a de garantie absolue que ce sera alloué à un projet à la porte voisine.

M. Jourdenais: Dans mon comté.

[Traduction]

retirement benefit cheque from the Employment Centre every two weeks. The problem is that the cheque does not come regularly. If she is getting pre-retirement benefits it is probably because she needs the money. She is on a tight budget and her cheque is sometimes three, four, five days late, sometimes even a week. Is there such a program?

Mr. Lussier: Employment and Immigration Canada does administer for Labour Canada a program under the Labour Adjustment Benefits Act. In some sectors, like textiles, for example, the Canadian government does have a program which in certain circumstances allows people 55 years old and over, with a minimum of 30 years of service, and who have retired, to receive pre-retirement benefits. For reasons of administrative efficiency we manage that program for Labour Canada.

If the person you told us about is receiving her cheques with undue delays, I am glad to be informed of it. We will look into it immediately.

Mr. Jourdenais: I will give you the coordinates.

You mentioned textiles. Does the program apply in the asbestos sector as well? I know four men, aged 56 or 57, who have 30-odd some years' service. Their company closed down and they too would like to get pre-retirement benefits. I was told there is such a program, but I have called every department, except Labour Canada probably, and have found nothing.

Mr. Lussier: I will gladly send to the committee the details of this program we manage for Labour Canada.

Mr. Jourdenais: If you do not mind. Thank you.

There was one EDP project in my riding which had been approved and had received some funds. Suddenly, a bureaucrat went to do an inspection, decided that it was not working out and cancelled the project. Some monies had been allocated to that project in my riding. I would like to know where the money goes. Let us say that \$16,000 had been allocated and \$2,500 spent. There is \$13,500 left. What will be done with that money? It will be returned to the regional bank, but can it be used for another project in my riding, which had been turned down for lack of funds?

Mr. Lussier: I will answer in general terms. Generally, funds that have not been allocated are put back into the system and distributed based on the relative merit of the proposals.

Mr. Jourdenais: In clear what does that mean?

Mr. Lussier: That means that there are no guarantees that the money will go to a project in the same area.

Mr. Jourdenais: In my riding.

[Text]

M. Lussier: Cela dépendra de la qualité du projet, de l'ensemble des projets présentés et de leur valeur relative en termes d'impact.

Pour être très clair, il n'y a pas d'allocation par comté. C'est basé sur la valeur relative de chacun des projets présentés. Cependant, connaissant votre initiative, je suis certain que la valeur du projet présenté...

M. Jourdenais: C'est ce que je voulais entendre!

En ce qui concerne Défi 86, j'ai été bien traité, c'est vrai, mais il y a quelques questions qui me fatiguent. Comment calculez-vous le montant du budget d'une région donnée?

M. Lussier: Grosso modo, c'est basé sur la situation des sans-emploi, des jeunes, dans une région donnée. Par exemple, même si cette année, le budget global de Défi 86 est relativement moindre qu'en 1985, le montant alloué à la Nouvelle-Écosse dans le cadre de Défi 86 sera plus élevé, parce que le taux de chômage est plus élevé dans les Maritimes que dans d'autres régions.

Donc, c'est déterminé par la situation réelle du chômage des jeunes dans chacune des régions du Canada.

M. Jourdenais: Il faut certainement qu'on se base sur chaque territoire ou chaque comté. J'ai eu 165 demandes, ce qui représente environ 2 millions de dollars. Cependant, il y a beaucoup plus de demandes que de projets acceptés. On a décidé d'allouer seulement 240,000\$ à mon comté. Qui a décidé cela, et comment a-t-on décidé cela? Supposons qu'on dispose de 30 millions de dollars pour l'ensemble de Montréal. J'imagine que les 165 projets qui m'ont été présentés ont autant de valeur que ceux qui ont été présentés dans un certain comté libéral de la région de Montréal. Qui a décidé qu'on donnerait 240,000\$ au comté de La Prairie et 1.5 million de dollars du comté de Sainte-Marie?

M. Lussier: Teprenons l'exercice. Le 14 mars 1986 était le dernier jour pour faire des demandes dans le cadre de Défi 86. À ce moment-là, nous avons analysé l'ensemble des projets reçus. Donc, au niveau du district, disons le district de Montréal, on fait une première évaluation de l'ensemble des projets en se basant sur des critères. On fait une classification relative de leur valeur. On regarde si les objectifs sont reliés à la carrière, si les projets offrent aux gens de l'expérience pratique reliée à la carrière. On fait donc une évaluation sommaire et, ensuite, on fait des consultations. Encore une fois, ce n'est pas délimité par une clôture géographique

• 1015

Donc, premièrement, l'allocation globale est déterminée par le taux de chômage des jeunes. Deuxièmement, la date limite pour les demandes était le 14 mars au Québec. Tous ces projets-là sont analysés et on détermine, en fonction des critères, quels sont ceux qui ont une plus grande valeur relative.

M. Jourdenais: Les projets sont-ils analysés par comté? Il le faut.

M. Lussier: Bien sûr.

[Translation]

Mr. Lussier: It will depend on the merits of the project relative to the other proposals received and their relative impact.

In clear, the money is not allocated by riding. The allocations are made according to the relative merits of each project. However, knowing your initiative, I have no doubt that the value of the proposals...

Mr. Jourdenais: That is what I wanted to hear!

With regards to Challenge 86 I have been well treated, I admit, but there are a few things which bother me. How do you decide how much a region will receive?

Mr. Lussier: Generally speaking, we take into account the unemployment situation amongst the youth of the region. For example, although the total budget for Challenge 86 is lower in relative terms this year than in 1985, Nova Scotia will receive more because the unemployment rate is higher in the Maritimes than in the other regions.

In other words, it is calculated according to the real unemployment of youth in each of the regions.

Mr. Jourdenais: It must be done on the basis of an area or a riding. I have received 165 applications, which represent approximately \$2 million. But the applications far outnumbered the projects approved. The allocation for my riding was only \$240,000. Who made the decision, and how? Let us say that there is \$30 million available for the Montreal region. I would think that the 165 proposals I received had as much merit as those submitted in a certain Liberal riding in the region. Who decided that the La Prairie riding would get \$240,000 and the Ste-Marie riding \$1.5 million?

Mr. Lussier: Let us start from the beginning. The deadline for applications under Challenge 86 was March 14, 1986. After that date we examined all the proposals. So within a district, let us say the Montreal district, there is a first evaluation of all the projects based on certain criteria. We classify the projects according to their relative worth. We see if the objectives are career-oriented, if the projects offer a career-related experience. So we make a preliminary evaluation, and we go on with consultations. And I repeat that all of this is not limited by geographical considerations.

So the first step, the general distribution, is determined by the rate of youth unemployment. Then there is a deadline for submissions, and in the case of Quebec it was March 14. All the projects are analysed and according to certain criteria they are rated as to their relative worth.

Mr. Jourdenais: Are these projects analysed riding by riding? They must be.

Mr. Lussier: Certainly.

[Texte]

M. Jourdenais: Dans mon comté, on a accepté quelque 60 projets sur 165. Ce que je veux dire, c'est que dans mon comté, il devait certainement y avoir des projets qui avaient plus de valeur que certains projets dans le comté de Longueuil, par exemple. Le comté de Longueuil a eu 200,000\$ ou 300,000\$. Il est possible qu'on ait donné de l'argent pour un projet moins valable qu'un projet de mon comté qui n'a pas pu être accepté parce qu'il n'y avait pas assez d'argent. Mon comté a seulement 240,000\$. Ce n'est pas tout à fait juste d'agir ainsi. J'ai été invité à une présentation de quelqu'un d'un autre comté. Le projet avait plus ou moins de valeur, mais il a été accepté dans son comté à lui parce que le budget était suffisamment élevé. Il peut y avoir un très bon projet dans le comté de Châteauguay, meilleur que le mien, mais c'est le mien qui va être accepté parce qu'on a alloué 240,000\$ à mon comté.

Remarquez bien que je ne connais pas la solution.

M. Lussier: Je suis tenté de m'en remettre à votre expertise pour...

M. Jourdenais: Si vous voulez le savoir, monsieur Lussier, je vais vous le dire. C'est bien clair: allouez officiellement les fonds par comté. Quand votre ministère fait de la publicité à la radio, on dit: Embauchez des jeunes, c'est le temps. La boule grossit. Vous savez fort bien qu'ils ne sont pas tous acceptés. On demande aux députés de faire de la publicité. Je parle à un gars et je lui dis de faire sa demande. Il la fait avant le 14 et il est refusé. On me traite de trou avec quelque chose, et on a raison. Pourquoi agit-on de cette façon?

Je veux revenir à votre publicité. Coupez-là! Prenez ces millions de dollars pour le programme lui-même. La publicité se fera de bouche à oreille.

Je voudrais aussi qu'on cesse de communiquer avec les gens qui ont déjà bénéficié des programmes. Le gars qui a déjà eu un projet, qu'on le laisse tranquille. N'ayez pas peur, il va revenir. C'est comme la vache qui vient se faire traire. Ils viennent la traire, la vache, ils veulent du lait. Cessez la publicité. Vous n'en avez pas besoin. Prenez cet argent-là pour le programme. Je vais avoir cinq projets de plus dans mon comté et lui, il en aura cinq de plus dans le sien.

M. Lussier: Monsieur le président, nous transmettrons à notre ministre les observations du député.

M. Jourdenais: Je veux une réponse. Merci.

Next time, if I am still around.

The Chairman: Okay, we will have them in written form, photocopy ready.

We are going to Mr. Mitges, but are members ready to move a motion in terms of the budget? Would somebody move that the chairman be empowered to submit that revised budget to the liaison committee, understanding that there is one item missing, which is the travel that was approved by the House and has already been spent in this fiscal year? It has to be added. It is a sum of about \$56,000 for the reference on family immigration. Inadvertently, it was dropped. So it will go up about \$56,000 and some hundred.

[Traduction]

Mr. Jourdenais: In my riding, 60 projects out of 165 were chosen. What I mean to say is that in my own riding there must have been projects more worthwhile than some projects in the riding of Longueuil, for example. The riding of Longueuil received \$200,000 or \$300,000. And it could very well have been that there was a project there which was less worthwhile than another project, in my riding, which had to be turned down because there was not any more money. My riding only received \$240,000. So what I am saying is that the process was not entirely fair. I was invited to a presentation in another riding the other day. The project was more or less worthwhile, but it had been accepted in that riding because the budget was sufficient. Then again there might be a very good project in the riding of Châteauguay, better than another project in my riding, but mine would be accepted because my riding had received \$240,000.

I have to say to you that I do not have any solution to the problem.

Mr. Lussier: I am tempted to rely on your expertise in such matters...

Mr. Jourdenais: I would have this suggestion to make to you, Mr. Lussier. In the interests of clarity, make the allocations by riding official. When your department says on the radio that it is time to hire young people, you create an awful lot of expectations. But we know that all the projects will not be accepted. We are asked as members to advertise. So I tell a young guy to put in an application. He does so, before the 14th, and he gets rejected. I am called a you-know-what, and rightly so. Why does the department act in such a way?

I come back to the question of advertising. You should stop it! You should use the millions to augment the program itself. Word of mouth will suffice to make it know.

And I would like the department to leave alone the people who already have received money from the program. Let them be. You do not have to fear, they will be back. They will want to milk the cow again. You do not have to do advertising. You can take that money and use it for the program itself. That way, maybe I could have five more projects accepted in my riding and he could have five more in his riding.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, we will be pleased to pass on to the minister the member's suggestions.

Mr. Jourdenais: I would appreciate an answer. Thank you.

J'attendrai le prochain tour, si je suis encore là.

Le président: Nous aurons la réponse écrite, prête à être photocopiée.

Nous allons passer à M. Mitges, mais auparavant, les députés sont-ils prêts à présenter la motion portant sur le Budget? Quelqu'un désire-t-il proposer que le président soit autorisé à présenter le Budget révisé au comité de liaison, étant entendu qu'il manque un article relatif au voyage qui a été approuvé par la Chambre et pour lequel l'argent a déjà été affecté au cours de cette année financière? Il s'agit d'un montant d'environ 56,000\$ ayant trait au renvoi sur l'immigration dans la catégorie des familles. L'article a été laissé de côté

[Text]

Mr. Oostrom: I so move.

Motion agreed to

The Chairman: Thank you. Mr. Mitges.

Mr. Mitges: Thank you very much, Mr. Chairman. I understand the witness has said that the money under the job strategy program has been approved for the regions. Is that what you said?

Mr. Lussier: Yes.

Mr. Mitges: When can we expect this money to be disseminated and some action taken, because in my area, as I understand it, we are a tier 33 area? We have high unemployment. I have been in constant touch with our local CEIC office. I was given to understand there are 28 employers involving 96 jobs that can take off as soon as the money becomes available. So I would like to have a firm answer to when we can expect some results.

• 1020

Mr. Lussier: I think at the moment we are talking in terms of, as I said, specific numbers by a local office. I think now has been allocated . . . The original money has been there and the spending capacity also has been there, as illustrated by figures that I have been giving you related to the spending pattern from April 1 to May 8, as we are today, for a series of programs.

Having said that, I have again to express caution that to a specific program called job development there will be, in my view, always more requests than there is money available. Because of that and the relationship with the carry-over pattern . . . I mean, a project approved the previous year in which there is extra weeks. I will just give you an example.

Job development project, 23 weeks, approved March 15. There will be in the fiscal year 1986-87, most of this, of a project of last year being approved that is taking money off carry-overs. And then reduce, if I can use that expression so much, the new capacity of allocation and reduce the capacity of pattern of spending that might be sometimes a problem.

Mr. Mitges: I realize what you are trying to say, but certainly with all you have said and all the rhetoric we have heard today, 10¢ will not buy a cup of coffee. We have no money in my riding. We have not had any money for job-creation programs. And we are impatiently waiting for this money. Certainly, my manager there has been at me repeatedly to try and get some money because these jobs are waiting. The employers are waiting to get these jobs done. You know, 96 jobs in my area are a hell of a lot of jobs. I am not in a big metropolitan area. Certainly I would like to see some results as soon as possible, please.

Mr. Lussier: I understand that.

[Translation]

par erreur. Le total devrait être accru d'un peu plus de 56,000\$.

M. Oostrom: Je le propose.

La motion est adoptée.

Le président: Merci. Monsieur Mitges.

M. Mitges: Merci beaucoup, monsieur le président. Si j'ai bien compris le témoin, il a indiqué que les fonds au titre du programme de stratégie d'emploi ont été approuvés pour les diverses régions.

M. Lussier: C'est juste.

M. Mitges: Quand pouvons-nous nous attendre à ce que ces fonds soient distribués et à ce qu'il y ait des mesures concrètes, parce que ma région est considérée comme une région de la catégorie 33, sauf erreur? Nous connaissons un haut taux de chômage. J'ai été en contact constant avec notre bureau local de la CEIC. On m'a laissé entendre qu'il y a 28 employeurs, ce qui suppose 96 emplois, qui pourront démarrer dès que l'argent sera disponible. Aussi, j'aimerais recevoir une réponse ferme quant à la date où nous pouvons espérer avoir des résultats.

M. Lussier: Je crois qu'en ce moment, nous parlons, comme je l'ai dit, en termes de chiffres spécifiques fournis par un bureau local. Je pense qu'actuellement, le montant affecté . . . Le montant initial était là et la capacité de le dépenser y était aussi, comme le démontrent les chiffres que je vous ai donnés au sujet du régime de dépense pour la période du 1^{er} avril au 8 mai, soit aujourd'hui, pour toute une série de programmes.

Cela dit, je dois vous rappeler que tout programme de développement de l'emploi suscitera toujours plus de demandes, à mon avis, qu'il n'y aura d'argent disponible. De ce fait, et par suite de la relation existant avec le mécanisme de report . . . Je veux dire, un projet qui a été approuvé l'année précédente et auquel se rattachent quelques semaines supplémentaires. Je vous donnerai simplement un exemple.

Projet de développement de l'emploi, 23 semaines, approuvé le 15 mars. La majeure partie de ce projet tombera sur l'année financière 1986-1987, mais ayant été approuvé l'an dernier, il viendra gruger sur les reports des exercices postérieurs . . . Il vient donc réduire, si je peux utiliser cette expression, la nouvelle capacité des affectations et réduire aussi le mécanisme de dépenses, ce qui peut parfois créer un problème.

M. Mitges: Je comprends ce que vous essayez de dire, mais après tout ce que vous avez dit et toute la rhétorique que nous avons entendue aujourd'hui, 10¢ n'achèteront pas une tasse de café. Nous n'avons pas d'argent dans mon comté. Nous n'avons rien reçu pour des programmes de création d'emplois et nous attendons impatiemment cet argent. Mon directeur me talonne sans cesse pour tenter d'obtenir de l'argent, car ces emplois attendent. Vous savez, 96 emplois dans ma région, c'est beaucoup! Je ne suis pas dans une grande région métropolitaine. J'aimerais certainement, s'il vous plaît, avoir quelques résultats dès que possible.

M. Lussier: Je comprends cela.

[Texte]

Mr. Mitges: I appreciate that. I appreciate anything that can be done and certainly we need the jobs. Please do what you can, not only for me but for others in the same category.

Thank you very much.

The Chairman: Could I just follow-up on that for just a second?

All the allocations have been made to the 16 labour force regions in terms of job development. Do they have spending authority within the region?

Mr. Lussier: Yes.

The Chairman: What can the problem be here in terms of Mr. Mitges' riding? Is it that the regional manager has failed to give the local manager the spending authority?

Mr. Lussier: No. Mr. Chairman. I hope I am clear enough. What happens is this. I mean, we know every region and every local office knows the general pattern of their expenditure capacity. Okay? They know that this year we have over \$1.6 billion. They know what is going to be each provincial pattern. Then there is this question that I was referring to earlier of flexibility and mixing of programs to adapt it to the local labour market that may take more time to have the fine-tuning of each amount of money that goes into each program. There is money for each program, but in proportion that varies and depends on the local labour market situation. Okay? That is taking place. That is one factor.

The other factor is that when you are at the front end, and I understand that. If, suppose, and I will give you an example, you were having last year—it is a purely hypothetical example—\$4 million for job development. From that \$4 million, from which you have been committing money, the spending pattern of that \$4 million may, and again that is hypothetical, may have what I call a carry-over in this fiscal year of, let us say—purely hypothetical—\$2 million of that \$4 million, \$2 million that the budget of 1986-87 will have to cover because it is a commitment that was made before. Until they have the fine print of their local budget, what makes a CEC manager worried is how much more he can commit, depending on what is going to be final number of that budget related to 1986-87, knowing he has to protect \$2 million of project or there will be a spending pattern that will go in March, April and May, for example. And until this final amount is known, it creates a degree of uncertainty.

• 1025

But what will happen, so I am clear as much as I can be here, is we would have an approval process, I think, in the spring months, to a certain degree. But because of that carry-over pattern we develop year after year, we will also have to consider on that program job development an approval pattern, which will be more re-opening in terms of commitment, closer to the fall than during the summer.

[Traduction]

M. Mitges: J'apprécie cela. J'apprécie tout ce qui peut être fait, et nous avons certainement besoin d'emplois. Veuillez, s'il vous plaît, faire ce que vous pouvez, non seulement pour moi, mais pour les autres de la même catégorie.

Merci beaucoup.

Le président: Puis-je ajouter un mot sur ce sujet?

Toutes les affectations ont été faites dans les 16 régions de population active en termes de développement de l'emploi. Ces régions ont-elles l'autorisation de dépenser?

M. Lussier: Oui.

Le président: Quel peut être le problème dans le comté de M. Mitges? Le directeur régional aurait-il oublié de donner au directeur local l'autorisation de dépenser?

M. Lussier: Non, monsieur le président. J'espère être assez clair. Ce qui arrive, c'est ceci. Je veux dire que nous savons que chaque région et chaque bureau local sont au courant de l'aspect général de leur capacité de dépenser. D'accord? Ils savent que nous avons, cette année, plus de 1.6 milliard de dollars. Ils savent ce que sera chaque modèle provincial. Puis il y a cette question à laquelle je me réfèrais plus tôt concernant la flexibilité et la combinaison des programmes pour les adapter au marché local du travail, ce qui peut prendre plus de temps lorsqu'il s'agit des moindres détails de chaque montant d'argent allant dans chaque programme. Il y a de l'argent pour chaque programme, mais dans une proportion qui varie et dépend de la situation locale du marché du travail. D'accord? C'est ce qui se produit. C'est l'un des facteurs.

L'autre facteur est celui d'être placé en première ligne, et je le comprends. Supposez—et je vais vous en donner un exemple—que vous ayez reçu l'an dernier—c'est un exemple purement hypothétique—4 millions de dollars pour le développement de l'emploi. De ces 4 millions, pour lesquels vous avez engagé de l'argent, le mode de dépense de ces 4 millions de dollars peut—et là encore, c'est purement hypothétique—avoir à supporter un report dans cette année financière de, disons—montant hypothétique—de 2 millions de dollars sur ces 4 millions, soit 2 millions de dollars que le budget de 1986-1987 devra couvrir parce que c'était un engagement préalable. Jusqu'à ce qu'il ait en main tous les détails de son budget local, ce qui inquiète le directeur d'un CEC est de savoir quels montants il peut engager, selon ce que sera le chiffre définitif du budget de 1986-1987, tout en sachant qu'il doit protéger 2 millions de dollars de projets, à moins qu'il n'y ait un mécanisme de dépenses pour mars, avril et mai, par exemple. Et il restera dans une certaine insécurité jusqu'à ce que le montant final soit connu.

Mais ce qui arrivera, pour être aussi précis que je peux l'être ici, sera le processus d'approbation qu'on a dans une certaine mesure, je crois, au cours du printemps. Mais à cause de ce mécanisme de report qui est mis au point d'une année sur l'autre, il faut également considérer pour ce programme de développement de l'emploi un mécanisme d'approbation plus

[Text]

The Chairman: What you are really saying is we have, over time, developed a pattern of approving very few programs in the spring and more in the fall; that we have deliberately built the carry-over pattern into the whole system, and if we now front-load the money, then we are changing the pattern.

Mr. Lussier: That is right.

Mr. Mitges: Nobody reads the fine print. What people see is they are not getting the jobs. That is all. Nobody reads the fine print.

Mr. Lussier: I understand that.

Mr. Mitges: We are looking for results. So let us try to get some results, please. I would appreciate that. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Mitges.

I think there is a strong flavour coming through here; that if even 10% of last year's budget allocation were to be made available between now and the end of June so some things could get out there . . .

Mr. Lussier: It is. I have given you that on a specific program since April 1. It has been . . . million dollars.

The Chairman: Mr. Lussier, we understand that at the regional level, but I think you are hearing a lot of members saying that at the local CEIC level, the 450, there are some managers who believe they have no authority to fund a new project yet, and that is what they are communicating to the public. Their staff is telling that to people. The feeling of committee members, I think, is strong that they should have at every local CS level, six weeks into a new fiscal year, some spending authority. There may be fine-tuning required all year long, but surely we could get some local things approved in every area.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I want to have the facts straight. They have the spending authority, except they may not have all the money that is expected by projects that have been presented for approval in the spring, because there are more projects than there is money available.

The Chairman: Listen carefully to the members. The members are dealing with local CEIC people, and the communication that is coming out of them seems to be relatively clear that they believe they do not have the spending authority. That is what they are telling people.

Mr. Allmand: They say they have no money.

Mr. McCurdy: We got the message from rather high up that the regional allocations are on hold. And we want to know why the Minister herself says that there will be nothing until the end of the month.

[Translation]

ouvert, en termes d'engagement, plus près de l'automne que durant les mois d'été.

Le président: Ce que vous voulez réellement dire, c'est qu'avec le temps, nous avons mis au point un mécanisme particulier pour n'approuver qu'un très petit nombre de programmes au printemps, mais davantage au cours de l'automne; que nous avons délibérément inséré ce mécanisme de report dans tout le système; et qu'en arrivant maintenant avec de l'argent, nous changerions tout ce mécanisme.

M. Lussier: C'est exact.

M. Mitges: Personne ne lit les petites lettres. Tout ce que les gens en retiennent, c'est qu'ils n'obtiennent pas d'emplois. C'est tout. Personne ne lit les petites lettres.

M. Lussier: Je comprends cela.

M. Mitges: Nous voulons des résultats. Aussi, essayons d'en obtenir, je vous en prie. C'est ce que j'apprécierais. Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Mitges.

Il y a, dans tout cela, une forte dose d'ironie; même si 10 p. 100 des affectations du budget de l'an dernier venaient à être disponibles entre maintenant et la fin juin, certaines choses pourraient se faire . . .

M. Lussier: C'est cela. Je vous ai donné l'exemple d'un programme spécifique qui a été approuvé depuis le 1^{er} avril. Il y a eu . . . des millions de dollars.

Le président: Monsieur Lussier, nous comprenons qu'au niveau régional . . . mais j'imagine que vous entendez un grand nombre de membres vous dire cela au niveau local de la CEIC. Certains des directeurs des 450 bureaux pensent encore ne pas avoir l'autorisation de financer un nouveau projet, et c'est ce qu'ils disent au public. Leur personnel en dit autant. La ferme opinion des membres du Comité est, je crois, qu'ils devraient avoir, à chaque niveau local des CS, l'autorisation de dépenser au cours des six premières semaines d'une nouvelle année financière. Il peut y avoir des mises au point à faire sur des questions de détail tout au long de l'année . . . mais il est bien certain que chaque région devrait pouvoir faire approuver certaines choses au niveau local.

M. Lussier: Monsieur le président, j'aimerais que tout soit clair. Ils ont l'autorisation de dépenser, mais n'ont peut-être pas l'argent désiré pour les projets qui ont été présentés en approbation au cours du printemps, parce qu'il y a toujours plus de projets que d'argent disponible.

Le président: Écoutez les membres avec attention. Les membres traitent, en effet, avec le personnel local de la CEIC, et les informations qui nous viennent d'eux semblent établir de façon assez claire qu'ils pensent ne pas avoir l'autorisation de dépenser. C'est ce qu'ils disent aux gens.

M. Allmand: Ils disent qu'ils n'ont pas d'argent.

M. McCurdy: Nous avons appris d'autorités assez bien placées que les affectations ont été arrêtées. Et nous désirons savoir pourquoi. La ministre elle-même a dit qu'il n'y aurait rien jusqu'à la fin du mois.

[Texte]

Mr. Lussier: I do not know where that comment came from.

Mr. McCurdy: From the Minister.

Mr. Lussier: If the Minister said it, it should be right.

Mr. McCurdy: As a matter of fact, the members who have been making the case here must be right. And there is an implication in that, too.

The Chairman: Mr. McCurdy, was that a private communication with the Minister, or is that something said in the House? It is a private communication.

Mr. McCurdy: Correct.

The Chairman: Mr. Oostrom.

Mr. Oostrom: My question, Mr. Chairman, to Mr. Lussier, is on the local advisory councils. We have set one up in Willowdale, together with Don Valley East. We have met several times. We are meeting again on Monday and are just about ready to make the recommendations. And there are some very high-powered people from the business community and the municipality on that . . .

• 1030

The other day I heard from my colleague in Brampton that they have actually submitted suggestions to Ottawa about changing the mix so it is geared towards their area. They are not planning any more meetings—what is there to talk about?—until they have had some feedback from Ottawa on the basis of where moneys are allocated and when they can start spending. So these people say, I am just wasting my time. Are we going to continue with these LAC meetings and, if so, for what purpose? There was a lot of pressure on Members of Parliament to go on with these LAC committees.

I wonder what the process is, if there are no funds available. Mr. Chairman, we are going to get funds allocated by region. Is it possible that it can be more detailed, that the total can be broken down within a region by the LAC committee? You can never get it by riding, I understand, because that is not a region.

Mr. Lussier: With regard to the first question, Mr. Chairman, which is related to LAC's involvement, there is no doubt that the comments you are mentioning are very important. I think they correspond to one of the primary purposes of the establishment of the Local Advisory Council. As far as the Minister is concerned, the purpose is to have the opportunity of input of leadership in the local communities. This would permit the local community to communicate probably in a better way than our theoretical analysis or our economic analysis. What are the real priorities that need to be addressed in terms of the labour market? I am aware of a series of actions that has been taken, not by Ottawa—to use your expression—but within the delegated authority that exists at the regional level. This is related to the flexibility of mix of programs that needs to be considered in connection with a particular labour market.

[Traduction]

M. Lussier: Je ne sais d'où vient ce commentaire.

M. McCurdy: Du ministre.

M. Lussier: Si le ministre l'a dit, ce doit être vrai.

M. McCurdy: De fait, les membres qui ont ici soulevé ce cas doivent avoir raison. N'y a-t-il pas à cela certaines implications?

Le président: Monsieur McCurdy, s'agissait-il d'une conversation privée avec le ministre, ou est-ce quelque chose qui a été dit à la Chambre? C'était une communication privée.

M. McCurdy: C'est cela.

Le président: Monsieur Oostrom.

M. Oostrom: Monsieur le président, ma question s'adresse à M. Lussier. Elle concerne les conseils consultatifs locaux. Nous en avons organisé un à Willowdale, avec *Don Valley East*. Nous nous sommes rencontrés plusieurs fois. Nous nous réunirons de nouveau lundi et nous sommes presque prêts à faire des recommandations. Et nous avons des gens très connus du secteur des affaires et de la municipalité . . .

J'ai appris, l'autre jour, d'un de mes collègues de Brampton qu'ils ont effectivement soumis des suggestions à Ottawa au sujet de modifications à apporter à l'ensemble de façon à tenir compte de leur secteur. Ils ne prévoient pas d'autres réunions—de quoi peut-on parler?—avant de recevoir des nouvelles d'Ottawa concernant les secteurs où seront affectés les fonds et quand ils pourront commencer à les dépenser. Ces gens ont tout simplement l'impression de perdre leur temps. A quoi bon, disent-ils, de poursuivre ces réunions de conseil consultatif local? Les députés ont été soumis à beaucoup de pression pour la poursuite de ces réunions de CCL.

Je me demande quel est le processus s'il n'y a pas de fonds disponibles. Monsieur le président, nous allons recevoir le tableau des fonds affectés par région. Serait-ce possible d'avoir quelque chose de plus détaillé, avec ventilation du total dans chaque région, par le comité sur les CCL? Je comprends qu'on ne puisse répartir cet argent par comté, parce que les comtés ne correspondent pas aux régions.

M. Lussier: En ce qui concerne la première question au sujet de la participation des CCL, il n'y a aucun doute que les doléances que vous mentionnez ont une grande importance. Je pense qu'elles correspondent à l'un des objectifs premiers de la création du conseil consultatif local. Pour le ministre, il s'agit de donner aux dirigeants les collectivités locales la possibilité de faire part de leur point de vue, ce qui offrirait à ces dernières un meilleur moyen de communication que notre analyse théorique ou économique. Quelles sont les véritables priorités dont il faudrait s'occuper sur le plan du marché du travail? Je suis au courant de toute une série de mesures qui ont été prises, non par Ottawa—pour reprendre votre terme—mais par les régions, par délégation de pouvoirs. Il y va de la souplesse de l'ensemble des programmes qu'il faut considérer en fonction d'un marché du travail spécifique.

[Text]

In the particular case that you are raising, I am a bit perturbed that there has not been that communication back and forth between the members of LAC. We should look into that.

Naturally, the LAC committee has an important input into the response that our Canadian job strategies will bring to a particular labour market situation. I think there are other areas where their input is also very important—whether it is related to employment services, counselling or target group people who need to be helped more than others.

So I would hope, if there is an impression given that the world has stopped because the recommendation has been taken care of, that we correct the situation and give them feedback very quickly and that they continue to help us and help the community be on top of the local labour market situation.

Mr. Oostrom: Do the local CEC managers then have the authority to change the mix?

Mr. Lussier: The local CEC? No. They would have to refer to the Regional Director General, by delegation of authority from the Minister. A certain degree of authority, for looking at mix of programs, an area of 25%, plus or minus, is exercised not by the CEC manager but by the regions, by the Regional Director General.

In other words, the CEC manager should have communicated to his RDG and the RDG should have been getting back to that CEC manager with the response. In that particular case, I will investigate what happened, because it should have been done in this way.

Mr. Oostrom: If a project has been approved, that approval has to come from Ottawa, rather than . . . ?

Mr. Lussier: Let us use another example, Mr. Chairman. If the Local Advisory Council were suggesting policy changes, no doubt, policy changes would have to come back to Ottawa, will have to be discussed with the Minister and the Minister will have to indicate her reactions.

• 1035

If it is related to your earlier comments of the mix of programs, the budget and how the six programs should work, this will, within limits, not need to be come back to Ottawa. It should be clear that a Regional Director General should have the authority to be able to have 25% flexibility with the program and the mixing of those programs. If the request was for more than that, then it is true that it would have to come to Ottawa, to me and then to the Minister. Otherwise, it will be resolved regionally.

Mr. Oostrom: So once the mix is finalized, do the local members, or the LAC committee for that matter, have any input as to which ones will finally then be approved? Obviously you have more application than funds available.

Mr. Lussier: I think in the concept relative to the role of Local Advisory Council we have been trying to get away from

[Translation]

Dans le cas particulier que vous relevez, je suis un peu inquiet de constater que ce genre de communications n'a pas eu lieu entre les membres du CCL. Nous devrions nous en occuper.

Naturellement, le comité sur les CCL a un rôle important à jouer dans les mesures que pourra envisager la Planification de l'emploi à l'égard d'une situation particulière du marché du travail. Je pense qu'il y a d'autres secteurs où leur apport est également très important—qu'il s'agisse des services de placement, de l'orientation professionnelle ou des groupes qui ont besoin d'être aidés plus que d'autres.

Aussi j'ose espérer—si on a donné l'impression que le monde s'est arrêté de tourner parce qu'on s'est occupé de la recommandation—que nous corrigerons la situation et qu'on leur accordera très rapidement le feed-back nécessaire afin qu'ils continuent à nous aider et à aider la collectivité à dominer la situation locale du marché du travail.

M. Oostrom: Les directeurs des CEC locales ont-ils l'autorisation de changer la combinaison des programmes?

M. Lussier: Les CEC locales? Non. Il faudrait qu'ils se réfèrent au directeur général régional par délégation de pouvoirs du ministre. Un certain degré d'autorité pour étudier la combinaison des programmes—25 p. 100, plus ou moins—est exercé non par le directeur de la CEC mais par les régions, par le directeur général régional.

En d'autres termes, le directeur de la CEC aurait dû communiquer avec son DGR qui lui rapporte la réponse. Dans ce cas particulier, j'examinerai ce qui est arrivé, car c'est ainsi que cela aurait dû être fait.

M. Oostrom: Si un projet a été approuvé, cette approbation doit-elle venir d'Ottawa, plutôt que . . . ?

M. Lussier: Utilisons un autre exemple, monsieur le président. Si le conseil consultatif venait à suggérer des changements de politique, il est évident que ces changements viendraient d'Ottawa, ou ils devront être discutés avec le ministre afin que celle-ci exprime ses réactions.

Si c'est au sujet de vos commentaires précédents sur la combinaison des programmes, le budget et la façon dont les six programmes devraient fonctionner, il n'est pas nécessaire, dans certaines limites, d'en faire rapport à Ottawa. Il est clair qu'un directeur général régional devrait avoir l'autorisation d'utiliser un 25 p. 100 de flexibilité sur le plan des programmes ou de leur combinaison. Si la demande dépasse ce pourcentage, il faut que moi-même et le ministre soient informés à Ottawa. Autrement, le cas est résolu à l'échelon régional.

M. Oostrom: Ainsi, dès que la combinaison est finalisée, est-ce que les membres locaux, ou le comité du CAL pour cette affaire, ont une certaine influence sur la question de savoir quels programmes seront finalement approuvés. Vous avez évidemment plus de demandes que de fonds disponibles.

M. Lussier: Dans le concept du rôle attribué au conseil consultatif local, nous avons essayé de nous éloigner des

[Texte]

the day-to-day transaction operation. It may become very complex and very difficult to have everybody meet every week to look at that. I think it will seriously complicate the capacity to respond to requests. Having said that, though, I think their thinking on how we should orientate the strategy to respond to that local labour market is key in how we then embark into transactions project by project. However, as a reaction to your observation, I would be tempted to say that it will become very, very demanding and in fact very difficult to manage if those local committees were becoming involved in transactions. There are so many projects... I think everything will bog down, and I think it will not be serving the original intent of those Local Advisory Councils.

Mr. Oostrom: Mr. Chairman, I would like to follow up on the question that Mr. Jourdenais mentioned on advertising and publicity. There was \$1.3 million contribution made. Was this an advertising contribution to whom, and by whom? Or is the \$1.3 million part of some other advertising project? If it is excessive, maybe I would like to have some in my riding, as well as Jourdenais. There was mention of \$1.3 million for youth programs, an advertising project. I think the term "contribution" was used. What does that mean?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I need clarification. The \$1.3 million that you are using is the comment from Mr. Jourdenais, or is it in other papers?

An hon. member: It is the \$1.3 million that is given to the private sector initiative...

Mr. Lussier: Oh, Business Drive for Youth.

Mr. Jourdenais: C'est qu'il veut que les 1.3 million de dollars aillent dans mon comté.

Une voix: Pas seulement pour vous. Pour moi aussi!

Mr. Lussier: I am sorry. Now I have the right context. What was announced is in fact a fantastic initiative of collaboration between the Canadian Chamber of Commerce, the Canadian Manufacturers Association, the Canadian Federation of Independent Business and CEIC in order to involve the private sector and to sensitize them in the role they can play in creating and finding jobs for young Canadians. This \$1.3 million is the support from Employment and Immigration Canada to the effort of those three national organizations that have been prepared, very generously and with a lot of personal commitment to get involved with us in this program called Business Drive for Youth as a campaign to deal with the problem with youth.

Mr. Oostrom: Mr. Chairman, I have a final question on the Nielsen task force, which we still have to deal with in this committee. What suggestions or what options that are proposed in the Nielsen task force has your department dealt with? Has that been partially incorporated already in the estimates for 1986-87, or how does that work, because we still have to discuss these in committee.

[Traduction]

transactions quotidiennes. Il serait très complexe et très difficile de réunir tout le monde chaque semaine pour s'en occuper. Je crois que cela réduirait sérieusement la capacité de répondre aux demandes. Ceci étant dit, je pense pourtant que leur opinion, quant à la façon dont nous devrions orienter la planification pour répondre à ce marché local du travail, est un point essentiel des démarches nécessaires, d'un projet à l'autre. Cependant, pour répondre à votre observation, je serais tenté de dire que ce serait très, très difficile à gérer si ces comités locaux devaient être impliqués dans les transactions. Il y a tant de projets... Ceci risquerait de nous conduire dans une impasse—ce qui ne répondrait pas à l'intention originale de ces conseils consultatifs locaux.

M. Oostrom: Monsieur le président, j'aimerais enchaîner sur la question que posait M. Jourdenais au sujet de la publicité et des annonces. Une contribution de 1,3 million de dollars a été faite. Était-ce une contribution publicitaire? À qui et de qui? Ce 1,3 million fait-il partie d'autres projets publicitaires? S'il y en a trop, pourrais-je en avoir pour mon comté comme pour le comté de M. Jourdenais. On a mentionné 1,3 million de dollars pour des programmes de la jeunesse, un projet publicitaire. Je pense que c'est bien le terme de «contribution» qui a été utilisé. Qu'est-ce que cela signifie?

M. Lussier: Monsieur le président, j'ai besoin de plus d'éclaircissements. Ce 1,3 million de dollars fait-il suite à un commentaire de M. Jourdenais, ou a-t-il été mentionné dans d'autres documents?

Une voix: S'agit-il du 1,3 million qui a été accordé à l'initiative du secteur privé...

M. Lussier: Oh oui, Promotion des initiatives privées.

Mr. Jourdenais: The fact is he wants the 1.3 million dollars to go my county.

An hon. member: Not only in your case, but in my case also.

M. Lussier: Je regrette. Je vois maintenant quel en est le contexte. Ce qui a été annoncé était de fait une merveilleuse initiative de collaboration entre la Chambre de commerce canadienne, l'Association des manufacturiers, la Fédération canadienne des hommes d'affaires indépendants et la CEIC afin d'impliquer le secteur privé et de le sensibiliser au rôle qu'il peut jouer dans la création et la recherche d'emplois pour les jeunes Canadiens. Ce 1,3 million de dollars représente l'appui accordé par Emploi et Immigration Canada à l'effort de ces trois organismes nationaux qui ont été préparés, très généreusement et avec une quantité d'efforts personnels à participer avec nous à ce programme appelé Promotion des initiatives privées en tant que campagne de promotion relative aux problèmes que rencontrent les jeunes.

M. Oostrom: Monsieur le président, j'ai une dernière question concernant le groupe de travail Nielsen dont nous avons encore à nous occuper dans ce Comité. De quelles suggestions ou de quelles options proposées par ce groupe de travail, votre ministère s'est-il occupé? Ont-elles déjà été partiellement incorporées au budget de 1986-1987, et comment fonctionnent-elles car nous devons encore en discuter en Comité.

[Text]

Mr. Lussier: Okay. I think a few of those task forces have been related to the ongoing activities of Employment and Immigration Canada. There was one related to immigration; there has been another one related to employment training.

• 1040

Mr. Oostrom: Yes, I am particularly interested in the youth programs, in that area.

Mr. Lussier: I am trying to go by memory, Mr. Chairman, but related to youth, there was one observation of the ministerial task force which I think was related to the CEC on Campus. To my memory, this is the only one that was dealing directly with youth as such.

Of that one, after careful analysis of their proposal, there has been some streamlining taking place in relationship to the delivery of CEC on Campus.

Mr. Oostrom: I love that word "streamlining", Mr. Chairman. Does that mean cut? He speaks English very well!

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Lussier: No. Streamlining means that you proceed into reduction of the overall staff, expect and enjoy productivity improvement and service being maintained to the level that is expected of the proper operation of . . .

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Oostrom: Straight from the book.

The Chairman: Can I just get clarity on two things and then we will go to Mr. Allmand?

You said there was a 25% flexibility factor with regional managers. I would just like to understand that. Does that mean that if in a particular region the advice from Local Advisory Councils and stuff are that you do not need as much job entry money but you do need more job development money, you can pull from job entry to job development within the regional allocation of overall funds?

Mr. Lussier: Yes. The Minister has been agreeing in relationship with the principle of flexibility that was related earlier, giving to the regional director general a capacity of not expending 25% of the urgent allocation, but to permit, depending on the input that has been coming and the evolution of the local labour market situation, authority for changing the mix of programs for up to 25% . . .

The Chairman: Within the six programs.

Mr. Lussier: —within the six programs. However, if it is more than that, the Minister and the department in Ottawa would have to be involved.

The Chairman: Okay. The other follow-up . . . The \$1.3 million dollars is under the department's control in terms of

[Translation]

M. Lussier: D'accord. Je pense que quelques-uns de ces groupes de travail ont été reliés aux activités courantes d'Emploi et Immigration Canada. L'un d'eux était relié à l'immigration; un autre était attaché à la formation axée sur l'emploi.

M. Oostrom: Oui, dans cette région, je m'intéresse tout particulièrement aux programmes de la jeunesse.

M. Lussier: J'essaie de me souvenir, monsieur le président, mais au sujet des jeunes, il y a eu une observation du groupe de travail ministériel qui, je crois, était relié à la CEC sur les campus. De mémoire, c'est le seul qui traite directement des jeunes en tant que tel.

A ce sujet, et après l'analyse consciencieuse de leurs propositions, il s'est fait une certaine «rationalisation» relative à la prestation des CEC sur les campus.

M. Oostrom: J'adore le mot de «rationalisation», monsieur le président. S'agit-il de coupures? Comment il s'exprime bien.

Des voix: Oh!, oh.

M. Lussier: Non. «Rationalisation» signifie que vous procédez à des réductions de l'ensemble du personnel, que vous attendez et appréciez une amélioration de la productivité tout en maintenant le service au niveau d'opération désiré . . .

Des voix: Oh!, oh.

M. Oostrom: Directement du manuel!

Le président: Puis-je éclaircir deux points, puis nous passerons à M. Allmand.

Vous avez parlé de ce facteur de 25 p. 100 de flexibilité pour les directeurs régionaux. Je voudrais éclaircir ce point. Cela signifie-t-il que si dans une région particulière, les conseils consultatifs locaux et leur personnel vous avisent que vous n'avez pas besoin de tant d'argent pour les Programmes d'intégration professionnelle, mais que vous avez plutôt besoin d'argent pour développer l'emploi, pouvez-vous faire passer l'argent du chapitre de l'intégration professionnelle à celui du développement de l'emploi, à l'intérieur des affectations régionales de l'ensemble des fonds?

M. Lussier: Oui, le ministre est d'accord en ce qui concerne sa relation avec le principe de flexibilité dont il était question plus haut et qui donne au directeur général régional la capacité de ne pas dépasser 25 p. 100 des affectations d'urgence, mais pour lui permettre, selon les apports reçus et l'évolution locale du marché du travail, d'avoir l'autorité de changer la combinaison des programmes dans une proportion allant jusqu'à 25 p. 100.

Le président: À l'intérieur des six programmes.

M. Lussier: . . . c'est cela, à l'intérieur des six programmes. Cependant, si c'est davantage, le ministre et le ministère à Ottawa devront s'en occuper.

Le président: D'accord. Pour l'autre point . . . la somme de 1,3 millions de dollars est-elle sous la responsabilité ministé-

[Texte]

advertising, or is it a grant to some organization and they decide how to spend it?

Mr. Lussier: Not to be technical—and I hope to use the right word—it is a contract between the three associations and Employment and Immigration Canada for services.

The Chairman: Who makes the decision on expenditure?

Mr. Lussier: We have been agreeing on a plan between the three associations and ourselves on how the \$1.3 million will be spent in order to ensure the promotion of that program and the participation of the private sector.

The Chairman: But who contracts with the television station to carry an ad?

Mr. Lussier: If you are talking about an advertisement campaign, that has remained the responsibility of CEIC.

The Chairman: I am talking about the \$1.3 million dollars; who has the legal authority to contract for a service or an ad or whatever? Is this a new animal called a four-member co-op with everybody with a vote...

Mr. Lussier: No, no. On the advertisement component, it is CEIC which remains responsible for the development of the product and the placement through normal approved procedures to advertise that campaign.

The Chairman: So the department is spending the \$1.3 million and taking advice from the other three partners on how best to spend it.

Mr. Lussier: Not only advice. They are also participating and getting involved with their respective associations and communicating with their own members all across the country and becoming actively involved in promoting the program or business drive for jobs.

The Chairman: Okay, thank you very much. Mr. Allmand, if we could try five minutes, there would be certainly a chance for at least two more questioners, maybe three.

Mr. Allmand: Yes. To follow up on what we were asking previously, I want to read you a copy of a letter which I received from Mr. Renaud Paquet, National President of the Canada Employment and Immigration Union. That is the union for your department.

• 1045

In that letter with respect to job development—the letter is dated March 24 and copies went to the Prime Minister, Flora MacDonald, myself and Mr. Nystrom of the NDP—he says:

... you speak of a \$210,000,000 budget, which was the initial Employment Development Program budget. However, for yet unclear reasons, that budget was only partly spent, although the requests received within the offices of the Employment Development Branch would have warranted spending more than the original budget.

[Traduction]

rielle en termes de publicité, ou est-ce une subvention accordée à certaines organismes qui décident de la façon de la dépenser?

M. Lussier: Sans entrer dans les détails techniques—et j'espère utiliser le mot juste—c'est un contrat de services passé entre Emploi et Immigration Canada et ces trois associations.

Le président: Qui décide des dépenses?

M. Lussier: Nous nous sommes mis d'accord avec les trois associations sur la façon dont la somme de 1,3 millions de dollars serait dépensées afin d'assurer la promotion de ce programme et la participation du secteur privé.

Le président: Mais qui transige avec les postes de télévision pour passer les annonces télévisées?

M. Lussier: Si vous parlez d'une campagne de promotion, c'est resté la responsabilité de la CEIC.

Le président: Je parle des 1,3 million de dollars; qui a l'autorité légale d'établir un contrat pour un service, une annonce ou autre chose? Est-ce un nouvel animal appelé une coopération à quatre membres ayant chacun son vote...

M. Lussier: Non, non, en ce qui concerne l'élément publicité, c'est la CEIC qui reste responsable du développement du produit et du placement par l'intermédiaire des procédures normales des annonces reliées à cette campagne.

Le président: Ainsi le ministère dépense les 1,3 million de dollars et prend conseil des trois autres associés sur la meilleure façon de les dépenser.

M. Lussier: Non seulement des conseils... Ils collaborent avec leurs associations respectives et sont en contact avec leurs propres membres dans le pays tout entier. Ils s'occupent donc activement de promouvoir le programme ou de donner l'élan nécessaire aux affaires pour que des emplois soient créés.

Le président: D'accord. Merci beaucoup. Monsieur Allmand, si nous pouvions essayer pendant cinq minutes, il y aurait certainement place pour au moins deux autres intervenants, peut-être trois.

M. Allmand: Oui. Pour faire suite à ce que nous demandions précédemment, j'aimerais vous lire la copie d'une lettre que j'ai reçue de M. Renaud Paquet, le président national du syndicat d'Emploi et Immigration Canada. C'est le syndicat de votre ministère.

Il est question, dans cette lettre, du développement de l'emploi—elle est datée du 24 mars et des copies ont été adressées au premier ministre, à Flora MacDonald, à moi-même et à M. Nystrom du NPD. Il déclare:

... vous parlez d'un budget de 210 millions de dollars qui était le budget initial du Programme du développement de l'emploi. Cependant, pour des raisons pas encore très claires, ce budget n'a été dépensé qu'en partie, bien que les demandes reçues dans les bureaux de la Direction du développement de l'emploi auraient pu garantir de dépenser beaucoup plus que le budget original.

[Text]

We have already discussed that, but I want to tell you that also your own union is criticizing the department for that kind of thing.

He goes on to say:

... Finance Minister Wilson decided, last February, to cut fiscal year-end expenditures. This forced our department,

that is, the Department of Employment:

to issue advances covering only two or three weeks of operation, i.e. until March 31, 1986, instead of the 13 weeks provided for by the contracts signed with employers, contrary to Financial Administration Act regulations and practices. This means that under \$50 million of the \$210 million initially budgeted for the program in 1985-86 will be used, that many employers will be forced to borrow substantial amounts in order to meet their obligations, that the 1986-87 budget will be nearly all used for ongoing projects, and that there will be nearly no funds available to develop new training projects in 1986-87 unless present budgets are increased considerably.

Mr. Lussier, in my previous questioning I referred to remarks coming out of your local offices and regional offices. I also referred to this letter from Mr. Paquet, the National President of the Canada Employment and Immigration Union, in which he says similar things.

The Chairman: Perhaps we could file a copy of that as an exhibit before committee so we all have that letter.

Mr. Allmand: This is an English translation of a letter originally written in French. It is official, though. It was sent to the the editor of *La Presse* on March 24, with copies to Flora MacDonald, Brian Mulroney, the EDB representatives per province and the national executive of the union.

The Chairman: We will have to teach them that the committee is also important.

Mr. Allmand: I agree, Mr. Chairman. I would suggest you get in touch with Mr. Paquet, because it is his union that covers the work of this committee and it would be important for him to meet with you. I think you should try to meet him.

The Chairman: Okay, thank you. We will follow up on that.

Mr. Lussier: I would not like to leave the committee with obscure questions regarding what has been raised. To demystify what is in that letter and the obscure feelings that are there, there has been—it is a fact—a decision that, rather than the past practice that when we contracted with a sponsor we would make an advance for up to three months or what he called 13 weeks, our advance of money on the sponsor would now be on a monthly basis rather than giving an initial three months. I will explain why.

[Translation]

Nous avons déjà discuté de cela, mais je veux vous dire que votre propre syndicat critique le ministère pour ce genre de choses.

Il poursuit:

... M. Wilson, le ministre des Finances a décidé, en février dernier, de couper les dépenses de la fin de l'année financière. Ceci a forcé notre ministère,

c'est-à-dire le ministère de l'Emploi:

à émettre des avances ne couvrant que deux ou trois semaines d'opérations, soit jusqu'au 31 mars 1986, au lieu des 13 semaines prévues par les contrats signés avec les employeurs contrairement aux pratiques et règlements de la Loi sur l'administration financière. Ceci veut dire que sur les 210 millions du budget initialement voté pour le programme de 1985-1986, moins de 50 millions de dollars seront utilisés, qu'un grand nombre d'employeurs seront forcés d'emprunter des montants substantiels afin de faire face à leurs obligations, que le budget 1986-1987 sera presque totalement utilisé pour les projets courants et qu'il n'y aura guère de fonds disponibles pour élaborer de nouveaux projets de formation en 1986-1987, à moins que les présents budgets ne soient considérablement augmentés.

Monsieur Lussier, dans mes questions précédentes, je me référais à des remarques venant de vos bureaux locaux et régionaux. Je me référais également à cette lettre de M. Paquet, le président national du syndicat d'Emploi et Immigration Canada, dans laquelle il dit des choses similaires.

Le président: Peut-être pourrions-nous déposer au dossier une copie de cette lettre comme pièce devant le Comité afin que nous en ayons tous copie.

M. Allmand: C'est la traduction en anglais d'une lettre qui, à l'origine, avait été écrite en français. Elle est pourtant officielle. Elle a été envoyée au rédacteur en chef de *La Presse* le 24 mars avec copies pour Flora MacDonald, Brian Mulroney, les représentants de chacune des provinces et l'exécutif national du syndicat.

Le président: Il va falloir leur apprendre que le Comité a aussi son importance.

M. Allmand: Je suis d'accord, monsieur le président. Puis-je vous suggérer d'entrer en contact avec M. Paquet, car c'est son syndicat qui couvre les travaux de ce Comité et il serait important pour lui de vous rencontrer. Je pense que vous devriez essayer de le rencontrer.

Le président: D'accord. Merci. Nous suivrons cela.

M. Lussier: Je n'aimerais pas quitter le Comité avec des questions restant obscures au sujet de ce qui vient d'être soulevé. Pour démystifier ce que contient cette lettre et les sentiments obscurs qui s'y trouvent, il y a eu—et c'est un fait—une décision à l'effet que plutôt que de suivre les pratiques passées où se faisaient lors d'un contrat avec un commanditaire des avances d'argent allant jusqu'à trois mois—ou ce qu'il appelait 13 semaines, ces avances se feront maintenant sur une base mensuelle en avançant un mois plutôt que trois. Je vais vous expliquer pourquoi.

[Texte]

Certainly in the context of deficit control and the borrowing situation that is required, I think it is prudent management that, rather than transferring money for up to three months in advance to sponsors, we will be transferring money for one month, and from now on, producing money as required. So the obscure reason is to bring the advance of money, which in the past was three months, to one month presently. So that is nothing obscure. It is prudent management practice, and when everybody is knowledgeable about it, it should not affect the cashflow situation of anyone except that, rather than having money in the bank coming from us for three months in advance, it will be for one month and, after that, on a monthly basis.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I have very limited time. I want to debate this further, but I wanted to put it on the record today. Since I have only a bit of time left, I want to move to another point. It is on the Innovations Program.

• 1050

Again from an official within his department, a source, I am told—and I guess the deputy minister would confirm this—that Innovations still has no criteria; that the advisory committee for Innovations has not yet made any recommendations. However, despite that, projects have been approved, and the allegation I get is that they have been approved almost as a slush fund for the government to get certain projects going, that they think, on a very arbitrary basis, are good projects.

I would like the deputy minister to provide to the committee a list of the projects approved under Innovations. Where are those projects; in what towns, cities, or constituencies? And I would like to know who recommended them. I know you cannot give that to me today, but I would like those as soon as possible: what projects have been approved, where, and who recommended them. I would like to know why there still are no criteria, and when the advisory committee is going to be giving advice—maybe they have given it. But when is their advice going to start being implemented?

The Chairman: Mr. Allmand, there is a difference between "recommendation" and "approval". I suspect the recommendation thing has all kinds of dimensions to it, informal and formal.

Mr. Allmand: Yes. I understand certain projects have been approved. I do not know if the projects are actually under way; whether the money has been put into the pockets of the projects. Maybe that can be made more specific.

The Chairman: It is really who is approving these things; is that what you mean?

Mr. Allmand: I want to know the exact projects that have been approved and where they are in this country and who recommended them.

[Traduction]

Il est évident que dans ce contexte qui exige de contrôler le déficit et d'emprunter, je crois qu'une gestion prudente consiste à transférer des avances sur une base mensuelle, selon les nécessités, plutôt que de faire une avance de trois mois. Il s'agit donc tout simplement de ramener l'avance qui, dans le passé, était de trois mois, à un mois seulement. Aussi, je ne vois rien là de très obscur. C'est une pratique de saine gestion qui, lorsque tout le monde en est averti, ne devrait en rien déranger les mouvements de trésorerie de personne, la seule différence étant qu'au lieu d'avoir en banque notre avance de trois mois, cette avance n'est plus que d'un mois, et s'établit, par la suite, sur une base mensuelle.

M. Allmand: Monsieur le président, je n'ai que peu de temps. Je voudrais débattre cette question plus longuement, mais je voulais l'inscrire au dossier d'aujourd'hui. Puisque mon temps est limité, j'aimerais passer à un autre point. C'est celui du Programme national d'aide à l'innovation.

A nouveau, venant d'un haut fonctionnaire ministériel, l'une de mes sources m'a dit—et je suis certain que le sous-ministre le confirmerait volontiers—que le Programme national d'aide à l'innovation n'est encore basé sur aucun critère et que le comité consultatif de ce programme n'a fait encore aucune recommandation. Quoi qu'il en soit, et en dépit de cela, des projets ont pourtant été approuvés et on prétend qu'ils ont été approuvés presque à titre de caisse noire pour permettre au gouvernement de mettre en marche certains projets qu'il estime, sur une base très arbitraire, comme étant d'excellents projets.

J'aimerais que le sous-ministre fournisse au Comité la liste des projets qui ont été approuvés en vertu du Programme d'aide à l'innovation. Où sont ces projets; dans quels villes, villages ou comtés se situent-ils? Et j'aimerais savoir qui les a recommandés. Je sais que vous ne pouvez me donner ces renseignements aujourd'hui mais j'aimerais les avoir dès que possible: quels sont les projets qui ont été approuvés, où ont-ils été recommandés et par qui? J'aimerais savoir pourquoi il n'existe encore aucun critère et quand le comité consultatif va-t-il donner son avis—peut-être l'a-t-il déjà fait? Mais quand donnera-t-on suite à cet avis?

Le président: Monsieur Allmand, il y a une différence entre une «recommandation» et une «approbation». Je suppose qu'une recommandation a différentes dimensions, formelles ou informelles.

M. Allmand: Oui. Je sais que certains projets ont été approuvés. J'ignore si ces projets sont actuellement en voie de réalisation, s'ils ont été financés. Ceci pourrait être présenté de façon plus spécifique.

Le président: S'agit-il vraiment de savoir qui les a approuvés. C'est bien ce que vous voulez dire?

M. Allmand: Je veux savoir exactement quels projets ont été approuvés, où ils se situent dans le pays et qui les a recommandés.

[Text]

Mr. Lussier: Mr. Chairman, I am first of all very happy about the interest of members related to the most important driving force of the Canadian Job Strategy, which I think is the Innovation Program.

The second question, have criteria existed? Yes.

Mr. Allmand: Since when?

Mr. Lussier: Oh, my God! Since the program was announced.

Mr. Allmand: Well, just a second. How can an official within the department tell me—this was told to me on April 18, which was not too long ago—that there are as yet no criteria and no recommendations from the advisory . . .

Mr. Lussier: I regret to contradict that official, who is keeping his anonymity. But I can tell you for certain that those criteria were approved by Treasury Board on June 13, 1985.

On the second question, whether there is an advisory committee, yes, there is an advisory committee.

Mr. Allmand: He said there is.

Mr. Lussier: The advisory committee has been meeting regularly. It has been making recommendations, which have been acted upon. We are very happy about having the Innovations national advisory committee meeting with us. I think it has been very useful. It is composed . . . and we can give you the names of people representing various very important segments of our economic activities. The chairmanship is assumed by Brian Segal, the President of Ryerson Polytechnical Institute, from Toronto. They have met, at least to my knowledge, at least twice. They are scheduled to meet regularly.

Their involvement is in fact throughout. They are involved in projects which will have a value of more than \$250,000. Besides that, the normal process under the Financial Administration Act is involved, which is a recommendation from the deputy minister, from the department, to the Minister for observation.

As to providing a list, we would be very pleased to provide a list of members of Innovation projects that have been approved.

Mr. Allmand: That is good.

Give us the projects approved, where they are, and also whether those projects were the result of recommendations of the advisory committee, and if not, who did recommend them. I would like that information. Whether you can give me that or not that is another question. But you certainly should be able to tell me whether those projects were recommended by the advisory council—the ones that have been approved.

The Chairman: I do not want a response to that. Do what you can, and tell us why you cannot, where you cannot.

[Translation]

M. Lussier: Monsieur le président, je suis tout d'abord très heureux de l'intérêt que manifestent les membres au sujet du moteur principal de notre planification de l'emploi qui est, je crois, le Programme national d'aide à l'innovation.

Quant à la seconde question qui est de savoir s'il existe des critères, je répondrai oui.

M. Allmand: Depuis quand?

M. Lussier: Oh, mon Dieu! Depuis que le programme a été annoncé.

M. Allmand: Bien, juste une seconde. Dites-moi comment un haut fonctionnaire du ministère peut me dire cela—c'était le 18 avril, ce qui n'est pas bien loin—il n'y a encore aucun critère fixé ni aucune recommandation du Comité.

M. Lussier: Je regrette de devoir contredire ce fonctionnaire qui conserve l'anonymat. Mais je puis vous garantir que ces critères ont été approuvés par le Conseil du Trésor le 13 juin 1985.

A la seconde question, je répondrai oui, il y a un comité consultatif.

M. Allmand: Il dit qu'il existe.

M. Lussier: Le comité consultatif s'est rencontré régulièrement. Il a fait des recommandations qui ont été suivies. Nous sommes très heureux de participer aux réunions du comité consultatif national du Programme d'aide à l'innovation. J'estime qu'il a été très utile. Il est composé . . . et nous pouvons vous donner la liste des gens qui représentent des segments très importants de nos activités économiques. La présidence est assumée par Brian Segal, le président du *Ryerson Polytechnical Institute* de Toronto. Ils se sont rencontrés au moins deux fois. Il est prévu qu'ils se rencontrent régulièrement.

Ils sont de fait engagés dans le monde entier et dans des projets dont la valeur dépassera 250,000\$. Ils suivent, en outre, les procédures normales en vertu de la Loi sur l'administration financière, ce qui exige une recommandation émanant du sous-ministre, du ministère et du ministre pour observation.

Quant à vous fournir une liste, nous serions très heureux de vous donner la liste des membres engagés dans des projets relatifs au Programme national d'aide à l'innovation, qui ont été approuvés.

M. Allmand: C'est bien.

Donnez-nous les projets qui ont été approuvés, où ils sont situés et aussi si ces projets font suite aux recommandations du comité consultatif et sinon, qui les a recommandés. J'aimerais avoir ces renseignements. Que vous puissiez ou non me les donner, c'est une autre question. Mais vous devriez certainement pouvoir me dire si ces projets ont été recommandés par le conseil consultatif—je parle des projets qui ont été approuvés.

Le président: Ne répondez pas. Faites ce que vous pouvez et dites-nous pourquoi vous ne pouvez pas et où vous ne pouvez pas.

[Texte]

Mr. McCurdy: Mr. Lussier, you were very careful when I was questioning you to make sure I understood the difference between job development and the other programs.

• 1055

Following that, there was the Minister's announcement of June 1985 and we also have a report from Employment and Immigration of March 13 of this year. The Minister said that job entry was allocated \$350 million; your report says that as of March 13 \$81 million was spent. According to the announcement, \$700 million was allocated to job development; \$306 million was spent, according to the March 13 report. Skill investment had allocated to it \$100 million; \$15 million was spent. Job shortages, \$50 million; \$11.4 million spent. Innovations, \$100 million; \$19 million spent. Community Futures, \$250 million between them; \$19.8 million spent.

There is a considerable discrepancy between the report of March 13 and what the Minister said was going to be done, amounting to a total of \$1.015 billion. Would you explain the difference?

Mr. Lussier: Well, I would need to have your figures because...

Mr. McGrath: Well, they are your figures. You know the Minister's announcement. If you do not have this... This is June 28, 1985, and the figures I quoted from are from your department, right there. Now, if you look at the figures, you find there are discrepancies. It includes the discrepancy of \$400 million which was corrected by expenditures between the date of preparation of the report and the end of the fiscal year to make it \$290 million, but there are still a lot of discrepancies that are not explained.

Mr. Lussier: The report you have, and I recognize what it is, is a report that is produced regularly; it is a forecast of expenditure. Those figures, if not interpreted carefully, and I suppose it needs more time that that, can lead to your conclusion, as it led to the conclusion by some media representatives that it was that. However, I think the reality is that in fact over \$1.5 billion has been spent at this point in time, in 1985-86. So your \$1.05 billion is not what in reality has been spent in the budget 1985-86.

Mr. McGrath: Well, can I say this? One of the problems with your department is that Einstein would never understand what the hell is going on from what is communicated from it. This is dated March 7. These are your expenditures; it is your activity report as of March 7. The Minister has made certain announcements and this is the latest information you have.

Neither I, as a Member of Parliament, nor this committee, nor anybody else, including the press, can do what we should

[Traduction]

M. McCurdy: Monsieur Lussier, vous étiez très prudent lorsque je vous questionnais pour m'assurer de comprendre la différence existant entre le développement de l'emploi et les autres programmes.

Après cela, il y eut le communiqué du ministre en juin 1985 et nous avons également eu le rapport du 13 mars dernier d'Emploi et Immigration. Le ministre a déclaré que 350 millions de dollars avaient été affectés à l'intégration professionnelle; votre rapport précise qu'au 13 mars, 81 millions de dollars avaient été dépensés. D'après le communiqué, 700 millions de dollars furent affectés au Développement de l'emploi, dont 306 millions de dollars furent dépensés selon le rapport du 13 mars. 100 millions de dollars furent affectés à l'Acquisition des compétences, dont 15 millions de dollars furent dépensés. 50 millions de dollars pour les Programmes relatifs aux pénuries de main-d'oeuvre, dont 11,4 millions de dollars dépensés. 250 millions de dollars pour le Programme du développement des collectivités, dont 19,8 millions de dollars dépensés.

Il existe un écart considérable entre le rapport du 13 mars et ce que le ministre avait annoncé, cet écart s'élevant à 1,015 milliard de dollars. Pouvez-vous expliquer cette différence?

M. Lussier: Eh bien, j'aurais besoin d'avoir vos chiffres en main parce que...

M. McGrath: Ce sont pourtant vos chiffres. Vous connaissez le communiqué du ministre. Sinon, prenez cela... c'est du 28 juin 1985 et les chiffres que j'ai cités viennent directement de votre ministère. Maintenant, si vous regardez ces chiffres, vous découvrirez qu'il y a des écarts, y compris un écart de 400 millions de dollars qui a été corrigé par des dépenses faites entre la date de préparation du rapport et la fin de l'année financière pour en arriver à 290 millions, mais il y a encore d'énormes écarts qui ne sont pas expliqués.

M. Lussier: Je reconnais le rapport que vous avez là, c'est le rapport qui était publié régulièrement; ce sont des prévisions de dépenses. Si ces chiffres ne sont pas interprétés avec soin, et je pense que cela nécessite plus de temps que celui dont vous disposez, ces chiffres peuvent conduire à vos conclusions comme ils ont conduit certains représentants des médias aux mêmes conclusions que les vôtres. Néanmoins, je crois que la réalité est le fait que plus de 1,5 milliard de dollars a été dépensé à ce jour pour 1985-1986. Ainsi, votre 1,05 milliard ne correspond-il pas en réalité à ce qui a été dépensé dans le budget 1985-1986.

M. McGrath: Bien, permettez-vous? L'un des problèmes de votre ministère c'est qu'Einstein lui-même ne comprendrait jamais ce qui, diable, fait suite à ce qu'on en reçoit. Ce document est daté du 7 mars. Ceci représente vos dépenses; c'est votre rapport d'activités du 7 mars. Le ministre a fait certains communiqués et ceci est la dernière information que vous avez.

Ni moi, en tant que député, ni ce Comité, pas plus que personne d'autre, y compris la presse, ne peuvent faire ce que

[Text]

be doing, and that is a constructive job of criticism, if all we face is deliberate or unintentional crypticity.

Mr. Lussier: Mr. Chairman, it is not deliberate. The figures you have there are related strictly to the announcement of the Minister, Canadian Job Strategy, June 28, 1985.

Mr. McGrath: I know all that.

Mr. Lussier: However, 1986 has been a year of transition, which I regret is confusing for people. We have been moving from 12 programs to 6 programs. There was Canada Works; then there was no more Canada Works. There was the Youth Training Option; then there was no... I understand the difficulties you have. I regret it in a sense, because the intention is not to be not transparent regarding what is taking place. The figures in that table are very narrowly defined in relation to the Canadian job strategy, but at the same time there has been other spending in 1985-86 because we have been making a transition from a series of programs to six programs which started to be operative on Labour Day, September 5.

Mr. McCurdy: I have had no trouble whatever following the movement of your hands, but I am having great difficulty in getting any information that I can use to do my job.

You can say all of this, but the fact remains that there has not been a single time that we called the department or called anybody else... You have heard it. You have heard it right around the table. All of us are getting our information from the local offices; and they are not getting good information either.

• 1100

This is an absolutely outrageous situation. This is an entire waste of time. If every time I say I have some numbers or anybody else says they have some numbers or they have some information you come back... well, it is complicated, it is technical, it will take too long to explain, the numbers are not ready yet, and so on... we cannot do our job.

Something has to change. And the reason why it has to change is that it is not just a question of the techniques or anything of the sort that concerns us most. It is that there are people out there waiting for jobs. The figures are, in my own riding, quite significant. We are talking about approximately 100 applications sitting out there that have been waiting for a long time to hear about some money, and anybody who has had anything to do with organizations getting government grants for these purposes knows that they are entirely and repeatedly frustrated.

We do not know what is going on half the time. There is going to have to be a vast improvement in information transfer and in processing. I just really have to tell you I have not been at all satisfied with anything I have heard, because none of us is in a position to do anything constructive on the basis of what we have heard.

[Translation]

nous devrions faire, c'est-à-dire un travail constructif de critique si tout ce que nous avons en face de nous n'est qu'hermétisme délibéré ou involontaire.

M. Lussier: Monsieur le président, ce n'est certes pas délibéré. Les chiffres que vous avez là sont strictement reliés au communiqué du ministre du 28 juin 1985 sur la Planification de l'emploi.

M. McGrath: Je sais tout cela.

M. Lussier: Quoi qu'il en soit, 1986 a été une année de transition qui, je le regrette, est très déroutante pour tout le monde. Nous avons passé de 12 à 6 programmes. Il y eut Travail Canada, puis il n'y eut plus Travail Canada; il y eut les options de formation des jeunes; et bientôt il n'y en avait plus... Je comprends vos difficultés. Je le regrette dans un sens, parce que loin de nous l'intention de cacher quoi que ce soit. Les chiffres de ce tableau sont très étroitement définis en fonction de la Planification de l'Emploi mais il y a eu en même temps d'autres dépenses en 1985-1986 ayant passé, du fait de cette transition, de toute une série de programmes à six programmes seulement qui commencèrent à fonctionner le jour de la Fête du travail, le 5 septembre.

M. McCurdy: Je n'ai eu aucun problème que ce soit à suivre le mouvement de vos mains, mais j'ai de grandes difficultés à obtenir n'importe quel renseignement aux fins de mon travail.

Vous pouvez dire tout cela, mais le fait demeure qu'il n'y a pas eu une seule fois où appelant le ministère ou n'importe qui d'autre... Vous l'avez entendu. Vous l'avez entendu tout autour de la table. Tous autant que nous sommes nous obtenons nos renseignements auprès de centres locaux et nous n'obtenons pas de bons renseignements avec cela.

La situation est absolument aberrante. C'est une perte de temps totale. Si chaque fois que je dis que j'ai des chiffres ou que quelqu'un d'autre dise qu'il a des chiffres, vous nous répondez... eh bien c'est compliqué, c'est technique, il faudra beaucoup d'explications, les chiffres ne sont pas encore prêts... nous ne pouvons pas faire notre travail.

Il faut changer quelque chose. S'il faut changer quelque chose, c'est parce que ce ne sont pas uniquement les techniques et tout le reste qui nous préoccupent. Ce qui nous inquiète, c'est que des gens attendent des emplois. Dans ma circonscription, les chiffres sont éloquentes. Nous avons quelque 100 demandes qui attendent depuis longtemps et c'est une question d'argent. Quiconque a eu affaire aux administrations gouvernementales pour obtenir des subventions sait bien à quelles vexations répétées les gens s'exposent.

Nous ne savons pas ce qui se passe la moitié du temps. Il faudra donc une amélioration du tout au tout de la transmission et du traitement de l'information. Je dois vous dire que je suis tout à fait insatisfait de ce que j'ai entendu car aucun d'entre nous n'est en mesure de faire quoi que ce soit de positif suite à ce que vous nous avez dit.

[Texte]

Mr. Lussier: I would like just to say one word about the close interface relationship between our CEC managers and Members of Parliament. I think it is very positive.

Secondly, if the member wants to have access to questions allowing them to do your job, ask us, rather than depend on copies that will be confusing you not because we want to confuse you but because they are tables that were released under Access to Information and that are very narrowly related to the Canadian Job Strategy, do not give you the total picture . . . and then you get confused because you should ask, what do you want related to the picture.

Mr. McCurdy: We would not have to go to Access to Information if we were supplied the information in a timely fashion and voluntarily.

The Chairman: Mr. McCurdy, I am going to ask our researchers to follow up with you on the issue . . . there may be an issue of making recommendations for better packaging and so on. We are considering our work program for June and for the fall, and the researchers can sit with you, and maybe some of your researchers, and get a little more clarity on whether we do have an issue here that is worth pursuing.

Mr. Jourdenais.

M. Jourdenais: Monsieur Lussier, je reviens à la question que je vous ai posée tout à l'heure. Je parlais d'un projet qui avait été accepté et qui ne fonctionnait pas. Je ne trouve pas tout à fait juste que l'argent retourne au fonds principal, surtout lorsque de bons projets ont été refusés par manque de fonds. Pourquoi est-ce que cela ne reviendrait pas dans le comté pour créer des emplois? Il y avait quatre ou cinq emplois par projet et ils ont été éliminés parce que le projet ne fonctionnait pas. Pourquoi l'argent ne va-t-il pas dans le même comté? Croyez-vous que c'est juste?

M. Lussier: Monsieur le président, tout dépend s'il y a un budget par comté ou si les projets sont acceptés en fonction de leur valeur relative. En répondant à cette question-là, on répond à votre deuxième question.

M. Jourdenais: C'est toujours selon la valeur du projet. Si XYZ Electricité ne fonctionne pas, pourquoi le projet d'ABC Electricité, un projet d'aussi grande valeur dans le même comté, ne serait-il pas accepté? On a dû choisir l'un des deux projets parce qu'on n'avait pas assez d'argent pour accepter les deux. Qu'on essaie donc de me dire que le projet A est X p. 100 meilleur que le projet B! Ce sont deux projets semblables, mais on n'avait pas assez d'argent pour les deux. Je ne veux pas dire que l'agent a fait une erreur; il a simplement jugé que l'un devait être accepté au lieu de l'autre. L'autre projet, qui pourrait aussi être un très bon projet, perd la subvention. Pourquoi donne-t-on l'argent à la compagnie XYZ dans un autre comté au lieu de le donner à une compagnie de chez moi, pour créer des emplois chez moi?

[Traduction]

M. Lussier: Je voudrais dire quelque chose au sujet de la coopération étroite entre les gestionnaires des centres d'emploi et les députés. Je pense que cette coopération est tout à fait positive.

Deuxièmement, si un député veut obtenir des renseignements pour pouvoir faire son travail, il n'a qu'à s'adresser à nous plutôt que de se fier à des documents peu clairs, non pas parce que nous voulons vous induire en erreur mais parce qu'il s'agit de tableaux qui ont été diffusés sous le régime de la Loi sur l'accès à l'information et ces tableaux, bien qu'ils soient reliés étroitement à la stratégie canadienne de l'emploi, ne donnent pas une idée globale . . . Si vous êtes dans la confusion, c'est parce que vous n'avez pas demandé précisément les renseignements qui vous intéressent dans l'ensemble.

M. McCurdy: Nous n'aurions pas à invoquer la Loi sur l'accès à l'information si on nous donnait les renseignements en temps voulu sans faire d'histoires.

Le président: Monsieur McCurdy, je vais demander à nos documentalistes de poursuivre cette question avec vous . . . Il pourra se révéler nécessaire de faire des recommandations pour que les renseignements soient mieux présentés. Nous sommes en train d'étudier notre programme de travail pour le mois de juin et pour l'automne et le personnel du Comité comme vos documentalistes pourraient peut-être vous rencontrer pour tenter de déterminer s'il s'agit là d'un enjeu auquel il vaut la peine de nous attarder.

Monsieur Jourdenais.

Mr. Jourdenais: Mr. Lussier, I would like to go back to the question that I asked you earlier. I cited a project that had been accepted but turned out not to be working. I do not find it fair to merely return the money to the Consolidated Revenue Fund, especially when good projects have been rejected for lack of money. Why should that money not stay in the riding in order to create jobs? There were four or five jobs per project and they have disappeared because the project did not work. Why should the money not remain in the same riding? Do you think it is fair?

Mr. Lussier: Mr. Chairman, it depends whether there is a budget by riding or whether the projects are accepted according to their relative worth. In answering this question, one is answering your second question.

Mr. Jourdenais: It is always according to the worth of the project. If a project XYZ electricity does not work out, why would not the equally worthwhile project ABC electricity, in the same riding, be accepted? A choice was made between the two projects because there was not sufficient money to accept both. Do not try and tell me that project A is X per cent better than project B! They are similar projects but there was not enough money for both. I do not mean that the officer has made a mistake. He merely judged that one had to be accepted over the other. The other project, which may also have been a very good project, does not receive the grant. Why give the money to company XYZ in another riding rather than giving it to a company in my riding in order to create jobs for my constituents?

[Text]

Je ne parle pas seulement de mon comté. Il y a d'autres comtés où le taux de chômage est de 25 p. 100.

M. Lussier: Votre observation sera transmise à la ministre.

M. Jourdenais: Je voudrais qu'on agisse. La pauvre ministre a beaucoup de travail, et je pense que M. Lussier est assez bon vendeur pour lui vendre l'idée. L'argent devrait retourner dans le même district et dans le même comté. Ce ne serait que juste.

• 1105

Je reviens à votre publicité. Vous devriez agir différemment. On va chercher des compagnies ou des associations qui ont déjà eu des subventions. Si on veut habituer les gens à créer des emplois eux-mêmes, sans l'aide du gouvernement, on devrait les laisser venir et non courir après eux. On ne devrait faire de la publicité que pour annoncer le programme et dire quelle est la date limite pour les demandes. Il ne s'agit pas de prolonger le programme. Dans mon comté, on nous a dit que la date limite était le 8 mars et on a prolongé jusqu'au 14. J'ai même entendu de la publicité à la radio après le 14 mars.

Les étudiants ont besoin de travailler. Chez nous, on nous dit qu'on ne veut plus de demandes, mais on continue à faire de la publicité. La publicité a manqué son coup. Ne gaspillez pas l'argent, on n'en a pas assez. Si vous en avez de trop, envoyez-le dans mon comté, et je vais faire travailler des gens.

M. Lussier: Je prends note de vos remarques. J'ai bien entendu votre message publicitaire.

M. Jourdenais: Lorsqu'un cas est accepté, votre agent de projet doit-il téléphoner au promoteur du projet pour lui dire que c'est accepté?

M. Lussier: Après les opérations administratives nécessaires.

M. Jourdenais: C'est cela, oui. Est-ce que c'est fait par lettre ou par téléphone?

M. Lussier: Cela doit être fait aussitôt qu'on a pris les mesures nécessaires pour faire l'annonce.

M. Jourdenais: Une fois qu'on a averti le député, l'agent doit-il téléphoner aux organisations ou leur écrire?

M. Lussier: Une fois le message transmis, l'agent doit transmettre l'information.

M. Jourdenais: Actuellement, cela ne se fait pas chez moi. On m'a dit qu'on n'avait pas le temps. On du travail à faire. C'est l'argument qu'on me sert. Remarquez bien que j'ai moi-même averti les gens. Je n'ai rien que cela à faire. Je les avertis qu'on les traite bien. Ce n'est pas une plainte; je voulais simplement savoir ce qu'il fallait faire au point de vue administratif.

Je vous remercie beaucoup.

The Chairman: Thank you, Mr. Jourdenais.

Members will know that at yesterday's meeting I indicated it was my predisposition to file Mr. Dodd's report as an exhibit before committee and to conclude the contract and make the final payment. I indicated to members that if they had an objection they were to let me know that. I have had no such

[Translation]

I am not talking only of my constituency. There are other constituencies where unemployment is at 25%.

Mr. Lussier: Your remark will be reported to the Minister.

Mr. Jourdenais: I would like action. The poor Minister has a lot of work and I think Mr. Lussier has enough talent to sell the idea to him. The money should return to the same area, to the same riding. It is only fair.

I would like to go back to your advertising. You should change it. You are calling upon companies or associations which have already received grants. If we want to get people used to creating jobs themselves, without the help of government, we should let them come to us and not run after them. We should only advertise in order to make the program known and give the deadline for applications. It is not a question of prolonging the program. In my riding, we were told that the deadline was March 8, but then the date was pushed back to the 14. I even heard advertising on radio after March 14.

Students need to work. In my area, we are told that you do not want any more applications, but still the advertising goes on. The advertising has failed. Do not waste money, we do not have enough. If you have too much money, you can send it to my riding and I will put people to work.

Mr. Lussier: I take note of your remarks. I heard your advertising.

Mr. Jourdenais: When an application is accepted, does your project officer have to phone the promoter in order to tell him it was accepted?

Mr. Lussier: Yes, once the necessary administrative details are worked out.

Mr. Jourdenais: I see. Is that done by mail or by phone?

Mr. Lussier: It must be done as soon as the necessary steps are taken care of in order to make the announcement.

Mr. Jourdenais: Once the member has been told, does the officer have to phone the organizations or does he write them?

Mr. Lussier: Once the message has been communicated, the officer must forward the information.

Mr. Jourdenais: This is not done for the moment in my riding. I was told that there was no time. That there was work to be done. This is the answer that I received. I must tell you that I myself have notified the people concerned. It is true that I have nothing better to do. I have notified them that they are well treated. This is not a complaint. I merely wanted to know what had to be done from an administrative point of view.

Thank you very much.

Le président: Merci, monsieur Jourdenais.

Les députés doivent prendre note qu'à la réunion d'hier j'ai dit que j'étais disposé à présenter le rapport de M. Dodd à titre de document du Comité et à mettre fin au contrat après avoir fait le dernier versement. J'ai dit aux membres du Comité de me faire part de leurs objections éventuelles. Personne ne s'est

[Texte]

objection, so I want it on the record that the contract is complete and the clerk instructed to finish the contract.

Mr. Jourdenais: Agreed. I read it, and it is very good. It works well.

The Chairman: Thank you very much to the members and to the witnesses and to our staff. We are into employment creation and training, and there will be one or two more sessions on the same topic. I thank you.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

objecté si bien que je veux dire publiquement que ce contrat est désormais terminé et que le greffier a reçu instruction de prendre les dispositions nécessaires.

M. Jourdenais: D'accord. J'ai lu ce rapport et il est très bon. Il est bien agencé.

Le président: Merci beaucoup aux membres du Comité, aux témoins et à notre personnel. Nous étudions la formation et la création d'emplois et nous tiendrons une ou deux autres séances sur le même sujet. Je vous remercie.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESS—TÉMOIN

From the Department of Employment and Immigration:
Gaétan Lussier, Deputy Minister.

Du ministère de l'emploi et de l'immigration:
Gaétan Lussier, sous-ministre.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 60

Tuesday, May 13, 1986

Chairman: Jim Hawkes

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 60

Le mardi 13 mai 1986

Président: Jim Hawkes

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

Labour, Employment and Immigration

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent du*

Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

RESPECTING:

Main Estimates 1986-87: Votes 15, L20 and L25 under
LABOUR

CONCERNANT:

Budget de dépenses principal 1986-1987: crédits 15, L20
et L25 sous la rubrique TRAVAIL

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
EMPLOYMENT AND IMMIGRATION

Chairman: Jim Hawkes

Vice-Chairmen:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

Warren Allmand
Pauline Browes
Dan Heap
Sergio Marchi

COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE L'IMMIGRATION

Président: Jim Hawkes

Vice-présidents:

Jean-Pierre Blackburn
Fernand Jourdenais

John Oostrom
Peter Peterson
John R. Rodriguez
Maurice Tremblay (Lotbinière)

MEMBERS/MEMBRES

(Quorum 6)

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 13, 1986
(90)

[Text]

The Standing Committee on Labour, Employment and Immigration met at 9:36 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairman, Fernand Jourdenais, presiding.

Members of the Committee present: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Fernand Jourdenais and John Oostrom.

Acting Members present: Allan Redway for Pauline Browes; Sheila Copps for Warren Allmand.

In attendance: From the Library of Parliament: Kevin Kerr and Eric Adams, Research Officers. *From the Committee's Research staff:* Louise Thibault and David McGovern.

Witnesses: From Canada Mortgage and Housing Corporation: G.D. Anderson, President; R.J. Boivin, Senior Vice-President; E.A. Flichel, Vice-President, Finance and Management Information Systems.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated February 27, 1986 relating to the Main Estimates 1986-87 (*See Minutes of Proceedings of April 9, 1986, Issue No. 53*).

The Vice-Chairman called Votes 15, L20 and L25 under LABOUR.

G.D. Anderson made a statement, and, with the other witnesses, answered questions.

It was agreed,—That the questions prepared by Dan Heap for response by officials from Canada Mortgage and Housing Corporation, be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (*Exhibit "TRAV-117"*).

At 10:53 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 13 MAI 1986
(90)

[Traduction]

Le Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration se réunit, aujourd'hui à 9 h 36, sous la présidence de Fernand Jourdenais, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Jean-Pierre Blackburn, Dan Heap, Fernand Jourdenais, John Oostrom.

Membres suppléants présents: Allan Redway remplace Pauline Browes; Sheila Copps remplace Warren Allmand.

Aussi présents: De la Bibliothèque du Parlement: Kevin Kerr et Eric Adams, attachés de recherche. *Du personnel de recherche du Comité:* Louise Thibault, et David McGovern.

Témoins: De la Société canadienne d'hypothèques et de logement: G.D. Anderson, président; R.J. Boivin, premier vice-président; E.A. Flichel, vice-président, Finances et systèmes de gestion.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du 27 février 1986 relatif au budget des dépenses principal de 1986-1987. (*Voir Procès-verbaux du 9 avril 1986, fascicule n° 53*).

Le vice-président met en délibération les crédits 15, L20 et L25 inscrits sous la rubrique EMPLOI.

G.D. Anderson fait une déclaration, puis lui-même et les autres témoins répondent aux questions.

Il est convenu,—Que les questions qu'a préparées Dan Heap à l'intention des hauts fonctionnaires de la Société centrale d'hypothèques et de logement soient déposées chez le greffier du Comité à titre de pièces justificatives (*Pièce «TRAV-117»*).

A 10 h 53, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Michael Lukyniuk

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, May 13, 1986

• 0936

Le vice-président: À l'ordre!

Bonjour, messieurs. C'est aujourd'hui la 90^e réunion du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration depuis septembre 1984.

Je souhaite la bienvenue aux officiels de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, MM. Anderson, Boivin et Flichel. On me dit que vous avez un mémoire à nous présenter. Vous avez la parole.

LABOUR

Canada Mortgage and Housing Corporation

Vote 15—Operating Expenditures\$1,583,900,000

Vote L20—Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation under Section 55\$17,500,000

Vote L25—Advances to Canada Mortgage and Housing Corporation under Section 37.1\$13,600,000

Mr. George Anderson (President, Canada Mortgage and Housing Corporation): Thank you, Mr. Chairman. I have a brief statement to make.

The 1986-87 Main Estimates presented to you today represent the spending authorities of the corporation for grants, contributions and subsidies, as well as loans and investments, and are in accord with the approved program activity structure that was in effect in the fall of 1985.

Since that time, as you know, Cabinet has approved new housing initiatives. This makes it necessary to realign existing expenditure authorities within a new program activity structure. The corporation is now in the process of revising its 1986 corporate plan.

The new corporate plan will replace the one approved on December 19, 1985, and reflects the new social housing policy of the government.

In accordance with the direction provided by Cabinet last December, the new housing policy will be achieved through three federal planning elements for housing, each with its own objectives.

These elements are: market housing, social housing and housing support. Before restructuring, the corporate plan contained a number of other elements: mortgage loan insurance, community services, rehabilitation and conservation, research and development, and real estate and services to others. These are now part of the three comprehensive planning elements, which I just mentioned.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 13 mai 1986

The Vice-Chairman: Order!

Good morning, gentlemen. This is the 90th meeting of the Standing Committee on Labour, Employment and Immigration since September, 1984.

I welcome the officials of the Canadian Mortgage and Housing Corporation, Mr. Anderson, Mr. Boivin and Mr. Flichel. I understand you have a brief to read. Go ahead.

TRAVAIL

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Crédit 15—Dépenses de fonctionnement\$1,583,900,000

Crédit L20—Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement conformément à l'article 55 \$17,500,000

Crédit L25—Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement conformément à l'article 37.1\$13,600,000

M. George Anderson (président, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Merci, monsieur le président. J'ai une brève déclaration à vous lire.

Le budget des dépenses principale pour 1986-1987 qui vous a été présenté aujourd'hui contient l'autorisation des dépenses de la Société pour ses contributions et subventions d'une part, et les prêts et placements d'autre part, et il est conforme à la structure approuvée des activités de programmes en vigueur à l'automne de 1985.

Depuis cette époque, comme vous le savez, le Cabinet a approuvé de nouveaux programmes de logement. Cela nous a obligés à redistribuer les fonds déjà autorisés au sein d'une nouvelle structure d'activités, et la Société procède actuellement à la révision de son plan d'entreprise pour 1986.

Le nouveau plan remplacera celui qui avait été approuvé le 19 décembre 1985 et reflétera les orientations de la nouvelle politique du logement social.

Conformément à l'orientation que lui a donnée le Cabinet en décembre dernier, la nouvelle politique de l'habitation sera mise en oeuvre selon trois éléments de planification du logement, chacun ayant ses propres objectifs.

Ces éléments sont les suivants: logement du marché, logement social et aide au logement. Avant la restructuration, le plan d'entreprise contenait plusieurs autres éléments, à savoir: l'assurance prêts hypothécaires, les équipements collectifs, la remise en état et la conservation des logements, la recherche et le développement, ainsi que les propriétés immobilières et les services à des tiers. Ces éléments feront désormais partie des trois éléments de planification globaux que j'ai mentionnés tout à l'heure.

[Texte]

Although this change in the program activity structure requires realignment of budgetary and non-budgetary expenditures among the programs, there is no increase in the level of expenditures. The amended corporate plan is due for completion and presentation in June of this year.

Le Budget des dépenses principal qui vous a été présenté aujourd'hui contient les dépenses de la Société pour ce qui est des contributions et subventions d'une part, et des prêts et placements d'autre part, et il est conforme à la structure approuvée des activités de programme qui était en vigueur à l'automne de 1985.

Depuis cette époque, le Cabinet a approuvé de nouveaux programmes de logement. Ce nouvel élément nous oblige à redistribuer les dépenses déjà approuvées en les intégrant à une nouvelle structure des activités de programme. La Société procède actuellement à la révision de son plan d'entreprise pour 1986.

Le nouveau plan d'entreprise remplacera celui qui avait été approuvé le 19 décembre 1985 et épousera les orientations de la nouvelle politique de logement social.

Conformément à l'orientation que lui a donnée le Cabinet en décembre dernier, la nouvelle politique de l'habitation sera mise en oeuvre suivant trois éléments de planification du logement, chacun ayant ses propres objectifs. Ces éléments sont les suivants: logement du marché, logement social et aide au logement. Avant la restructuration, le plan d'entreprise contenait plusieurs autres éléments, à savoir l'assurance prêt-hypothécaire, les équipements communautaires, la remise en état et la conservation, la recherche et le développement, les propriétés immobilières et les services à des tiers. Ces éléments feront désormais partie des trois éléments de planification globaux.

• 0940

Bien que cette modification de la structure des activités de programme nous oblige à redistribuer les dépenses budgétaires et non budgétaires entre les différents programmes, le niveau de ces dépenses n'en sera pas pour autant relevé. Le plan d'entreprise modifié devrait être achevé en juin de cette année.

Mr. Chairman, I and my colleagues would be pleased to answer any questions.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Anderson.

Mr. Heap.

Mr. Heap: The first question is about the amended corporate plan due for completion in June of this year. Can you tell us whether that will be before Parliament rises on June 27, so that there would be opportunity for questioning, if the committee were prepared to do that?

Mr. Anderson: Mr. Heap, we are unsure at this point of the actual timing. We will make every effort to do so.

Mr. Heap: I see. The reason I ask is that I have many questions about the existing corporate plans and reports to find out why things were done as they were or why there has been no information, and why there have been five months of

[Traduction]

Bien que cette modification de la structure des activités de programme nous oblige à redistribuer les dépenses budgétaires et non budgétaires entre les différents programmes, le niveau de ces dépenses n'en sera pas pour autant relevé. Le plan d'entreprise modifié devrait être prêt en juin de cette année.

The Main Estimates presented to you today represent the spending authorities of the Corporation for grants, contributions and subsidies as well as loans and investments, and are in accord with the approved program activity structure which was in effect in the the fall of 1985.

Since that time, Cabinet has approved new housing initiatives. This makes it necessary to realign existing expenditure authorities within a new program activity structure, and the Corporation is now in the process of revising the 1986 corporate plan.

The new corporate plan will replace the one approved on December 19, 1985, and reflects the new social housing policy.

In accord with the direction provided by Cabinet last December, the new housing policy will be achieved through three federal planning elements for housing, each with its own objectives. These elements are: market housing, social housing and housing support. Before restructuring, the Corporate Plan contained a number of other elements, which were: mortgage loan insurance, community services, rehabilitation and conservation, research and development, and real estate and services to others. These are now part of the three comprehensive planning elements.

Although this change in the program activity structure requires realignment of budgetary and non-budgetary expenditures among the programs, there is no increase in the level of expenditures. The amended Corporate Plan is due for completion in June of this year.

Monsieur le président, mes collègues et moi-même sommes prêts à répondre à toutes vos questions.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Anderson.

Monsieur Heap.

M. Heap: Ma première question porte sur le plan d'entreprise modifié qui doit être prêt en juin. Pouvez-vous nous dire s'il sera prêt avant l'ajournement du Parlement le 27 juin, afin que l'on puisse poser des questions sur ce plan, si le Comité le désire?

M. Anderson: Monsieur Heap, nous ne savons pas encore exactement quand il sera prêt. Nous allons faire tout notre possible pour qu'il soit prêt à temps.

M. Heap: Je vois. C'est que j'ai de nombreuses questions à propos des plans et rapports actuels et je voudrais savoir pourquoi on a procédé comme on l'a fait, pourquoi il n'y a pas eu d'informations, et pourquoi il y a eu cinq mois d'inaction au

[Text]

inaction into 1986 without the possibility presented of using either 1985 programs extended or an interim program.

Can you comment on that? We are now half-way into May, months past the beginning of the construction season in most parts of the country, and there are no programs whatsoever. If programs are not produced till the end of June, do you envisage that the whole budget for 1986 will be a saving because nobody will be able to build?

Mr. Anderson: No, we envisage that to a very large extent the budgets that are allocated for 1986 will be taken up. We have been in the process since January of negotiation with the provinces and the territories on new funding arrangements. These negotiations are complex because they involve sharing of programs and they involve joint planning and monitoring of activity in each province of Canada.

To date, we have been able successfully to negotiate eight of those agreements. We are signing the eighth one this morning with the Province of Quebec. We anticipate that within two weeks the Province of Saskatchewan will have signed, as well as the Northwest Territories and the Yukon.

Once those signings are complete, the full budgets will be released in each province. In Prince Edward Island we have given the . . .

Mr. Heap: On the budgets, the Minister has referred to global budgets and I think >>operational budgets". Is that the term?

Mr. Anderson: There are global agreements and operating agreements. The budgets are the same for both.

Mr. Heap: But the eight agreements you referred to as signed, are they global or operating?

Mr. Anderson: They are global. We have two operating agreements signed at the present time, one with New Brunswick and one with Ontario. We anticipate the rest will follow within the next two or three weeks.

About the expenditure of funds, we have, as you are probably aware, released the RRAP or rehabilitation home owner budget last week. We have released development funding so that co-operative housing projects can get on with the development of their projects and get them in on time for the end of the year. We are confident with the new nonprofit program the provinces will be able to take up their allocations as well. So we do not foresee, notwithstanding the time of the year, that there will be undercommitments of funds in any significant degree this year.

Mr. Heap: When you say you have released the RRAP, I saw a news statement saying it had been released, but I saw no budget, no information concerning what was released. Is that available?

Mr. Anderson: Yes, it is.

Mr. Heap: How do we get it, please?

Mr. Anderson: I believe the Minister wrote directly to you last Thursday.

[Translation]

début de 1986, sans que l'on ait envisagé la possibilité de prolonger les programmes de 1985 ou alors, d'adopter un programme provisoire.

Pouvez-vous nous donner une explication? Nous sommes maintenant à la mi-mai; la saison de la construction a commencé depuis des mois dans la plupart des régions et il n'y a toujours pas de programmes. Si les programmes ne sont pas prêts avant la fin juin, prévoyez-vous économiser sur le budget de 1986 puisque personne n'aura pu construire?

M. Anderson: Non, nous prévoyons que les budgets prévus pour 1986 seront presque entièrement utilisés. Depuis janvier, nous sommes en négociations avec les provinces et les territoires pour arriver à des nouveaux accords de financement. Les négociations sont complexes car elles portent sur des programmes de partage ainsi que sur la planification et la surveillance conjointe des activités dans chaque province.

Jusqu'ici, nous avons réussi à conclure huit accords. Nous devons signer le huitième ce matin même avec le Québec. Nous pensons amener la Saskatchewan ainsi que les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon à signer dans les deux semaines qui viennent.

Une fois que tous les accords seront signés, chaque province recevra son budget intégral. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons donné . . .

M. Heap: À propos des budgets, le ministre a parlé de budgets globaux et de «budgets opérationnels», il me semble. Est-ce bien l'expression utilisée?

M. Anderson: Il y a des accords de principe et des accords de fonctionnement. Les budgets sont les mêmes.

M. Heap: Mais ces huit accords qui ont été signés, sont-ils des accords de principe ou de fonctionnement?

M. Anderson: Ce sont des accords de principe. Jusqu'ici, nous avons signé deux accords de fonctionnement, un avec le Nouveau-Brunswick et l'autre avec l'Ontario. Nous prévoyons que les autres suivront dans les deux ou trois semaines à venir.

À propos de l'engagement des fonds, comme vous le savez peut-être, nous avons annoncé le PAREL, ou le budget pour la remise en état des immeubles résidentiels la semaine dernière. Nous avons dégagé des fonds de développement afin que les coopératives de logement puissent mettre en route leurs projets et qu'ils soient prêts avant la fin de l'année. Nous pensons que grâce aux nouveaux programmes de logement à but non lucratif, les provinces pourront elles aussi se prévaloir des fonds qui leur sont alloués. Nous ne prévoyons pas, en dépit de la saison, qu'une grande partie des fonds restent inutilisés.

M. Heap: Lorsque vous dites que vous avez annoncé le PAREL, j'ai bien vu une déclaration l'annonçant, mais je n'ai pas vu de budget, aucun renseignement quant à ce qui avait été dégagé. Ces renseignements sont-ils disponibles?

M. Anderson: Oui.

M. Heap: Pourrions-nous les obtenir, s'il vous plaît?

M. Anderson: Je crois que le ministre vous a écrit directement jeudi dernier.

[Texte]

• 0945

Mr. Heap: Well, it must be in the slow mail. He may have sent it by way of Vancouver.

Mr. Anderson: We have also advised the provinces of the allocations, and we are working with them at this moment to turn those provincial allocations over to the municipal level.

Mr. Heap: Secondly, Mr. Chairman, I have a question regarding market housing and a statement in the 1985 Annual Report that the government would consult industry and provincial governments about revisions to the plans. Would it not also consult labour and the consumer groups and the municipalities and the co-ops?

Mr. Anderson: Yes. Our consultative efforts on the Mortgage Insurance Fund do include consumer representation as well as those mentioned in the release.

Mr. Heap: Mr. Chairman, I have quite a number of questions relating to the details of the 1985 report, which are not in the least reflected in the work we have from the librarian researcher. I understand the report was available two or three weeks ago, but the figures from the researcher are based on the 1984 report and do not, for example, reflect hundreds of lay-offs in CMHC since the 1984 report.

Therefore, Mr. Chairman, with your permission, I wish to table my questions with their brief explanations and request that CMHC respond as soon as possible to these questions, and that their answers to my questions be appended as exhibits—or whatever is the appropriate word. I understand this would mean that they not be printed in the *Minutes of Proceedings and Evidence* but would be available to all, including the public, on request.

The Vice-Chairman: Permission granted.

Mr. Heap: Rather than go through further detail, I would ask to table these as exhibits.

The Vice-Chairman: Thank you. Are you finished? You still have four minutes.

Mr. Heap: I still have four minutes. Okay. I was not sure of my timing.

Mr. Chairman, one question I have concerns the program for lending to the Indian reserves. It seems that only 18 direct loans were made for a total of \$500,000 and 35 additional loans for \$1.2 million to help financing Indian housing. I did not find the budget figure for these loans. I would like to know out of what budget these loans were made. What were the criteria for the loans? It seems like a very small number of loans and a small amount of money. Was there any special reason? If so, why was it so small? And what is forecast for 1986?

[Traduction]

M. Heap: Eh bien, il ne l'a pas mis dans le courrier exprès. Il doit l'avoir envoyé via Vancouver.

M. Anderson: Nous avons également informé les provinces des fonds qui leur étaient alloués et nous procédons actuellement en collaboration avec les provinces au transfert de ces fonds aux municipalités.

M. Heap: Deuxièmement, monsieur le président, j'ai une question portant sur le logement loué à la valeur marchande et une déclaration que contenait à ce propos le rapport annuel de 1985 selon laquelle le gouvernement consulterait le secteur du bâtiment et les gouvernements provinciaux sur la révision des plans. N'entend-il pas consulter également les syndicats, les consommateurs, les municipalités et les coopératives?

M. Anderson: Oui. Les représentants des consommateurs, ainsi que les autres groupes mentionnés dans le communiqué sont inclus dans les consultations sur le Fonds de l'assurance prêts hypothécaires.

M. Heap: Monsieur le président, j'ai un grand nombre de questions sur des aspects précis du rapport de 1985 qui n'ont pas du tout été mentionnés dans le document qu'a préparé le documentaliste de la Bibliothèque. Je crois que le rapport a été publié il y a deux ou trois semaines, mais les chiffres que nous a donnés ce documentaliste ont été tirés du rapport de 1984 et, par exemple, les centaines de mises à pied qui ont eu lieu à la SCHL depuis la publication du rapport de 1984 ne figurent pas dans ces chiffres.

Par conséquent, monsieur le président, avec votre permission, je voudrais déposer mes questions accompagnées d'une brève explication et demander à la SCHL d'y répondre dès que possible; je demanderais également que les réponses de la Société soient annexées au compte rendu, si c'est ainsi que s'appelle la procédure. Si j'ai bien compris, cela voudrait dire que les réponses ne seraient pas imprimées dans le corps des procès-verbaux, mais qu'elles seraient disponibles, sur demande, à toute personne intéressée.

Le vice-président: Vous avez ma permission.

M. Heap: Plutôt que de poser d'autres questions, je préfère les verser au dossier.

Le vice-président: Merci. Avez-vous terminé? Il vous reste quatre minutes.

M. Heap: J'ai encore quatre minutes. C'est très bien; je n'étais pas certain du temps que j'avais utilisé.

Monsieur le président, une de mes questions porte sur le programme de prêts dans les réserves indiennes. Il semble que 18 prêts directs seulement aient été accordés pour un total de 500,000\$ auquel s'ajoutent 35 prêts supplémentaires d'une valeur de 1,2 million de dollars d'aide au financement du logement pour les Indiens. Je n'ai pas trouvé de poste au budget pour ces prêts. Je voudrais savoir de quel poste budgétaire de prêts ont été tirés. Quels étaient les critères adoptés? Le nombre de prêts ainsi que les sommes prêtées me semblent modestes. Y a-t-il une raison particulière à cela? Le cas échéant, pourquoi si peu d'argent? Et quelles sont vos prévisions pour 1986?

[Text]

Mr. Anderson: The loans you are referring to, Mr. Heap, are loans made under section 59 of the National Housing Act, which is the part of the National Housing Act that deals with what we call residual lending. If lenders are not prepared to lend in a particular circumstance, the corporation will make a loan directly. In fact, it is my impression that the bulk of our lending on reserve now is done through private lenders and that would not be reflected in the figures you have. I think our output on reserve is certainly substantially in excess in total of the amounts you have mentioned because of the lender loan aspect.

Mr. Heap: Do you have figures on the lender loans?

Mr. Anderson: I can get them for you.

The Vice-Chairman: Mr. Redway.

• 0950

Mr. Redway: I was interested in finding out what portion of your budget is designated for payments of rent under the various rent-geared-to-income programs. How much are you actually spending to help subsidize rents across the country?

Mr. Anderson: I can give you an answer in order of magnitude without exact figures. I believe our budgetary/non-budgetary total request this year is \$1.6 billion. I would estimate that all but about \$200 million of those funds are being used to pay operating costs and subsidies on projects committed in prior years. So a very substantial proportion of our estimates is made up of bills to be paid on existing projects.

Mr. Redway: So you are saying about \$1.4 billion of your budget.

Mr. Anderson: Sorry; I am informed that it is \$1.2 billion.

Mr. Redway: So \$1.2 billion of a total budget of \$1.6 billion is going to subsidize rents across the country. Is that right?

Mr. Anderson: That is right, in existing projects that have been committed in previous years and are now occupied.

Mr. Redway: What sort of increase is that over last year in the way of rent subsidies?

Mr. Anderson: Let us see if we have the figures here. Can we come back to that, Mr. Redway?

Mr. Redway: Yes.

Mr. Anderson: I do not think we can find it at the moment.

Mr. Redway: Am I correct that you pay 50% of the rent on rental units that are rent-geared-to-income units?

Mr. Anderson: We have three types of programs. In two of them, what we call the section 42, 43 Public Housing Program, which, for example, operates in Ontario, we cost-share the subsidies on a 50:50 basis with the province. Likewise, in paragraph 44.(1)(a) of the National Housing Act...

Mr. Redway: Maybe you can tell me what those are.

[Translation]

M. Anderson: Ces prêts, monsieur Heap, sont consentis aux termes de l'article 59 de la Loi nationale sur le logement qui porte sur les prêts résiduels. Si les établissements de crédit ne veulent pas consentir un prêt dans certaines circonstances, la Société consent le prêt directement. En fait, il me semble que l'essentiel des prêts que nous accordons dans les réserves passent par des sociétés privées et ne seraient donc pas reflétés dans les chiffres que vous avez. Je pense que le total des prêts consentis dans les réserves est certainement beaucoup plus élevé que ce que vous avez mentionné, en raison de cet élément des prêts privés.

M. Heap: Avez-vous des chiffres là-dessus?

M. Anderson: Je peux vous les faire parvenir.

Le vice-président: Monsieur Redway.

M. Redway: Je voudrais savoir quelle part de votre budget est consacré à subventionner les programmes de loyer fixé en fonction du revenu. Combien dépensez-vous pour subventionner les loyers dans l'ensemble du pays?

M. Anderson: Je peux vous donner un ordre d'idées, mais pas de chiffres exacts. Je crois que le total des demandes budgétaires et non budgétaires pour cette année s'est élevé à 1.6 milliard de dollars. Je dirais que cette somme, à l'exception d'environ 200 millions de dollars, sert entièrement à payer les coûts d'entretien et les subventions pour des projets déjà existants. Une part très importante de notre budget sert donc à régler des dépenses engagées pour des projets existants.

M. Redway: Vous dites donc que cela représente environ 1.4 milliard de votre budget.

M. Anderson: Excusez-moi, on me dit que c'est 1.2 milliards de dollars.

M. Redway: Donc 1.2 milliard sur un budget total de 1.6 milliard de dollars sert à subventionner les loyers. Est-ce bien cela?

M. Anderson: C'est cela, sur des logements construits dans les années précédentes et qui sont maintenant habités.

M. Redway: Quelle augmentation cela représente-t-il par rapport à l'année dernière, pour les subventions de loyer?

M. Anderson: Voyons si nous avons les chiffres sous la main. Pouvons-nous vous répondre plus tard, monsieur Redway?

M. Redway: Oui.

M. Anderson: Nous ne semblons pas les trouver.

M. Redway: Est-il vrai que vous payez 50 p. 100 du loyer lorsque celui-ci est fixé en fonction du revenu?

M. Anderson: Nous avons trois programmes. Il y en a deux, les programmes de logement public aux termes des articles 42 et 43, par exemple, qui sont appliqués en Ontario, où nous partageons les subventions à part égale avec la province. De même, le sous-alinéa 44.(1)(a) de la Loi nationale sur le logement...

M. Redway: Vous pouvez peut-être nous dire de quoi il s'agit.

[Texte]

Mr. Anderson: Rent supplement programs.

Mr. Redway: Section 42 is what?

Mr. Anderson: Public housing.

Mr. Redway: And section 43 is what?

Mr. Anderson: Section 43 is the same.

Mr. Redway: Public housing?

Mr. Anderson: Yes, it is public housing.

Mr. Redway: Is public housing owned by a municipality or the province or whatever?

Mr. Anderson: That is correct.

Mr. Redway: So you pay 50:50 there.

Mr. Anderson: We pay 50:50 there.

Mr. Redway: Your other section, 44 . . .

Mr. Anderson: It is called the Rent Supplement Program, and that is a program which rents units in existing projects, privately owned, for low-income Canadians, and the costs there are shared with the province, again 50:50.

The third program, under section 40 of the National Housing Act, is also public housing but there the arrangements for cost-sharing of the subsidies are 75% on behalf of the federal government and 25% on behalf of the province.

Mr. Redway: What is the difference between your section 40 then and your other section 42, 43 public housing?

Mr. Anderson: Historically, the section 40 program, which was the older program, was a partnership arrangement where the housing is in effect owned by a partnership between the province and the federal government. The section 43 public housing is owned by the Province of Ontario, for example, where it operates in the Province of Ontario, and is not a partnership arrangement.

Mr. Redway: I am told that CMHC is one of the biggest land owners in this country. Is that correct?

Mr. Anderson: We own, either alone or in partnership with the provinces, approximately 9,400 acres of land. Most of that land is held, again, in a partnership arrangement under section 40 and is intended for development.

Mr. Redway: Is this raw land or land with buildings on it?

Mr. Anderson: It is in various stages. Some of it is raw; some of it is under development now and being sold.

Mr. Redway: What do you mean by under development?

Mr. Anderson: Being serviced and the lots being offered for sale.

Mr. Redway: I see.

So this is apart from land on which there is a social housing project?

[Traduction]

M. Anderson: Des programmes de subvention des loyers.

M. Redway: L'article 42 porte sur quoi?

M. Anderson: Le logement public.

M. Redway: Et l'article 43?

M. Anderson: La même chose.

M. Redway: Le logement public?

M. Anderson: Oui, le logement public.

M. Redway: Les logements publics appartiennent-ils à une municipalité, une province, ou autre?

M. Anderson: C'est cela.

M. Redway: Donc dans ces cas-là vous payez la moitié.

M. Anderson: Nous payons la moitié.

M. Redway: L'autre article, le 44 . . .

M. Anderson: C'est le programme de subvention des loyers, selon lequel nous louons des logements dans des immeubles privés, à l'usage de Canadiens à faible revenu, et là encore, nous partageons les frais avec la province à parts égales.

Le troisième programme, aux termes de l'article 40 de la Loi nationale sur l'habitation est également un programme de logement public, mais dans ce cas, les subventions sont payées à 75 p. 100 par le gouvernement fédéral et à 25 p. 100 par la province.

M. Redway: Quelle est la différence alors entre le logement public aux termes de l'article 40 et le logement public aux termes des articles 42 et 43?

M. Anderson: Le programme prévu à l'article 40, qui existe depuis plus longtemps, prévoyait à l'origine que la province et le gouvernement fédéral détiennent ensemble la propriété des logements. Le logement public prévu à l'article 43 appartient à la province de l'Ontario, par exemple, lorsqu'il s'applique à l'Ontario, et il n'y a aucune entente de copropriété.

M. Redway: Je me suis laissé dire que la SCHL est l'un des plus grands propriétaires terriens au pays. Est-ce vrai?

M. Anderson: Nous sommes propriétaires, à part entière ou en copropriété avec les provinces d'approximativement 9,400 acres. Encore une fois, la majorité de ces terrains sont détenus en copropriété conformément à l'article 40 et doivent être construits.

M. Redway: Ces terrains sont-ils nus ou portent-ils des bâtiments?

M. Anderson: Cela varie. Certains sont nus, d'autres sont en chantier et vont être vendus.

M. Redway: Qu'entendez-vous par en chantier?

M. Anderson: On les aménage et les parcelles vont être mises en vente.

M. Redway: Je vois.

C'est donc en sus des terrains sur lesquels on a construit des logements sociaux?

[Text]

Mr. Anderson: That is correct, although the development plans for that land very often include specific allocations for social housing and for community facilities in general.

• 0955

Mr. Redway: Then this is basically land to be developed. Is that what you are saying?

Mr. Anderson: Yes, it will be developed. A lot of it is in the process of development now. If you like, I have a breakdown of how much is raw land and how much is under development.

Mr. Redway: Can you tell us what that is?

Mr. Anderson: While I am looking this up, perhaps Mr. Flichel can tell you about the social housing budget allocation.

Mr. E.A. Flichel (Vice-President, Finance and Management Information Systems, Canada Mortgage and Housing Corporation): Mr. Chairman, in the main estimates for 1985-86, the social housing was just slightly under \$1.2 billion, and the increase for 1986-87 Main Estimates is going slightly over \$1.3 billion. That is the increase in your question.

Mr. Redway: So it is \$100 million increase.

Mr. Flichel: It would be \$115 million.

Mr. Redway: Is that going to continue to pay roughly 50% of the rental cost of social housing?

Mr. Flichel: Yes, the commitment on the project is to continue to make up the operating deficiency, so there is no discretion there.

Mr. Redway: Each year, the budget of CMHC will have to increase under these arrangements in order to pick up 50% of the rental costs, no matter what those rental costs are.

Mr. Flichel: That is right.

Mr. Redway: This means none of that 50% could then be passed on to either the province or the individual tenant of the various units.

Mr. Flichel: No, the nature of the agreements basically locks in the cost-sharing arrangements on each of the different types of projects Mr. Anderson noted at the outset.

Mr. Redway: As there are more social housing projects come onstream, then that part of the budget is going to increase. Is that correct? You are still tied in with that sort of an agreement on new projects as well.

Mr. Flichel: Well, the agreements are slightly different this year because of the federal-provincial negotiations.

Mr. Redway: Does the commitment to pay 50% of the rentals remain the same under these new agreements?

[Translation]

M. Anderson: C'est cela, même si souvent les plans pour ces terrains prévoient également un certain nombre de logements sociaux et des équipements collectifs en général.

M. Redway: En fait il s'agit de terres à mettre en valeur. C'est cela que vous dites?

M. Anderson: Effectivement, c'est cela. La mise en valeur a d'ailleurs déjà commencé sur une certaine échelle. Si vous voulez, je peux vous donner le détail des terrains qui sont mis en valeur et de ceux qui sont encore vierges.

M. Redway: Pourrez-vous nous le dire?

M. Anderson: Pendant que je cherche dans mes dossiers, M. Flichel pourrait peut-être vous parler du crédit budgétaire pour le logement social.

M. F.A. Flichel (vice-président, Finances et systèmes de gestion, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Monsieur le président, dans le budget principal de 1985-1986, le logement social représentait un peu moins de 1.2 milliard de dollars, et l'augmentation figurant au budget principal des dépenses pour 1986-1987 va la faire passer un peu au-dessus de 1.3 milliard de dollars. Voilà donc l'augmentation dont vous parlez dans votre question.

M. Redway: Une augmentation donc de 100 millions de dollars.

M. Flichel: Cent quinze millions de dollars pour être précis.

M. Redway: Cela va-t-il permettre de continuer à payer *grosso modo* 50 p. 100 des frais locatifs des logements sociaux?

M. Flichel: Oui, le projet entend continuer à assurer le paiement du déficit d'exploitation, de sorte qu'il n'y a en l'occurrence aucun élément discrétionnaire.

M. Redway: Chaque année, le budget de la SCHL va devoir augmenter en vertu de ces ententes afin de payer la moitié des frais locatifs, indépendamment de leur envergure.

M. Flichel: C'est exact.

M. Redway: Cela signifie que ces 50 p. cent ne peuvent en aucun cas aller à la province ou au locataire.

M. Flichel: En effet, selon les ententes, il y a effectivement blocage du partage des frais pour chacun des types de projets dont a parlé M. Anderson au début.

M. Redway: À mesure que le nombre de logements sociaux augmente, la composante de ce budget qui y est consacrée va augmenter. Est-ce bien cela? Vous restez lié par ces ententes pour les nouveaux projets également.

M. Flichel: Les ententes sont un peu différentes cette année-ci en raison de ce qui s'est négocié entre le gouvernement fédéral et les provinces.

M. Redway: Mais en vertu de ces nouvelles ententes, avez-vous continué à promettre de payer 50 p. cent des frais locatifs?

[Texte]

Mr. Flichel: It varies from province to province.

Mr. Redway: What about the Province of Ontario?

Mr. Flichel: I believe Ontario is 60/40 under the new arrangement, but I would have to double check that.

Mr. Redway: That is a 60% federal contribution to the rental?

Mr. Flichel: Right, it is 60:40 for Ontario.

Mr. Redway: So new social housing projects will come onstream in 1986, and henceforth in the Province of Ontario, CMHC is going to pick up 60% of the rental costs. Is that what you are saying?

Mr. Flichel: That is under the present agreement which was just signed.

Mr. Redway: Thank you.

Mr. Anderson: Mr. Chairman, I have the land figures now, if you would like those.

Mr. Redway: Please.

Mr. Anderson: We basically hold land under two sections of the National Housing Act, and I will give you a breakdown by each section.

In what we call the partnership lands, which I referred to as being section 40 earlier, we have 8,000 acres currently held; 75% of that number is land which is already developed. It has already been serviced and lots are being sold, or the servicing is underway now. In effect, those holdings will be disposed of within the next year to two years.

Then 10% of the land will be sold in its raw state. It will be offered on the market, and 15% of the land is by agreement currently slated for future development. We anticipate developing, servicing and selling that land within the course of the next year to two.

We also directly own 1,400 acres, 75% of which will be sold as raw land, and in all probability, the remainder will be developed by CMHC, although the decision has not yet been made in some of these cases.

• 1000

Mr. Redway: All of what we are referring to is raw land now or being serviced, but there are no buildings on them. Is that what you are saying?

Mr. Anderson: That is correct. In the 75% which has developed there could very well be construction going on now. But I cannot tell you whether they have started their projects, sold their houses or at what stage of development they are, because what you are doing in many cases is selling lots to small builders.

Mr. Redway: You are referring to houses as opposed to apartment buildings here.

[Traduction]

M. Flichel: Cela varie d'une province à l'autre.

M. Redway: Et en Ontario?

M. Flichel: Je pense que, pour l'Ontario, c'est 60 p. 100 et 40 p. 100 en vertu de la nouvelle entente, mais il faudrait que je vérifie.

M. Redway: C'est-à-dire que le gouvernement fédéral verse 60 p. 100?

M. Flichel: C'est cela, et 40 p. 100 pour l'Ontario.

M. Redway: De sorte que les nouveaux projets de logement social qui arriveront sur le marché en 1986, et pendant les années suivantes, en Ontario, vont coûter à la SCHL 60 p. 100 des frais locatifs. Est-ce bien cela?

M. Flichel: C'est ce que précise l'entente qui vient d'être signée.

M. Redway: Je vous remercie.

M. Anderson: Monsieur le président, j'ai les chiffres relatifs aux terrains, s'ils vous intéressent.

M. Redway: Je vous en prie.

M. Anderson: Nous sommes surtout propriétaires de terrains en vertu de la Loi nationale sur l'habitation et je vais vous en donner le détail par rubrique.

Dans ce que nous appelons les terres en copropriété, je vous en ai parlé en vous mentionnant l'article 40, nous avons actuellement 8,000 acres, dont 75 p. 100 sont déjà mis en valeur. Ce sont des terrains qui ont été aménagés, les parcelles sont à vendre ou du moins l'aménagement est en cours. D'ailleurs, tous ces terrains seront écoulés d'ici un ou deux ans.

Il y a également 10 p. 100 des terrains qui seront vendus non aménagés. Ils seront mis en vente et certaines ententes prévoient d'ores et déjà que 15 p. 100 de ces terrains seront mis en valeur ultérieurement. Nous prévoyons que la mise en valeur, l'aménagement et la vente de ces terrains s'effectueront d'ici un an ou deux.

Nous sommes également les seuls propriétaires de 1,400 acres dont 75 p. 100 seront vendus non aménagés et, selon toute probabilité, le reliquat sera mis en valeur par la SCHL même si dans certains cas nous n'avons pas encore pris de décision ferme à ce sujet.

M. Redway: Tout ce dont nous parlons ici représente des terres non aménagées ou en voie d'aménagement, mais ce ne sont pas des terrains bâtis. C'est bien cela?

M. Anderson: C'est cela. Pour revenir aux 75 p. 100 de terrains aménagés, les travaux de construction ont peut-être déjà commencé sur certains d'entre eux. Je ne saurais vous dire toutefois si les projets domiciliaires ont commencé, si les maisons ont été vendues, à quel stade en sont les travaux, parce que très souvent ce qui se passe, c'est que les parcelles sont vendues à des petits entrepreneurs en construction.

M. Redway: Vous voulez parler de maisons plutôt que d'immeubles d'appartements.

[Text]

Mr. Anderson: Yes, most of the land is zoned for single-family housing.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Madame Copps.

Mme Copps: Merci, monsieur le président. Êtes-vous prêt à déposer les documents que vous citiez tout à l'heure, les documents concernant les terrains que possède la SCHL?

Mr. Anderson: Mr. Chairman, certainly with the agreement of our partner, we are in partnership with the provinces in some of these cases, and subject to that agreement, we are prepared to table the extent of our land holdings across Canada.

Ms Copps: I believe the Standing Orders require that if you read from the document, it should be tabled. I do not think it requires agreement from your provincial partners. In this particular case, I would like to get a copy of that.

What happens with the money you get from these land holdings? Does it show up in the estimates?

Mr. Anderson: It shows up as a net reduction.

Mr. Flichel: Mr. Chairman, under the various agreements, the profit is returned to the corporation on those lands in section 40, and that would turn up as a net profit of the corporation which is returned to the government after the \$25 million reserve.

Ms Copps: Were you selling those lands off because of the cutbacks in the November 1984 budget, which in fact deleted your profit margin somewhere in the neighbourhood of \$200 million?

Mr. Flichel: No, the land development program was put in place to develop land, and these projects are now being developed as was the original intent.

Ms Copps: If it goes back into the general revenues of the corporation, what do you use the money for from there?

Mr. Flichel: We do not use it. We return it to the government. All profits of the corporation, after we pay tax and after our reserve of \$25 million, are returned to the CRF.

Ms Copps: What specific plans do you have to deal with the problem of homeless in Canada? I would specifically like to ask you about single persons.

Mr. Anderson: The single persons' response of the government is one based on targeting of our housing for those of lowest income, which single persons and single parents tend to find themselves in.

Our programming response in general is to target our assistance to those most in need in terms of income and most in need in terms of housing and adequacy. Consequently, single persons as a category of clientele are eligible for our programs.

Ms Copps: Single persons as a category are eligible for your programs in the context of subsidized housing. I do not know

[Translation]

M. Anderson: En effet, la plupart des terrains sont réservés à des maisons unifamiliales.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mrs. Copps.

Mrs. Copps: Thank you, Mr. Chairman. Would you be willing to table those documents you were quoting from a while ago, documents concerning lots held by the CMHC?

M. Anderson: Monsieur le président, avec le consentement de notre associé, car il s'agit dans certains cas d'une copropriété avec les provinces, et sous réserve évidemment de ce consentement, nous serions parfaitement disposés à déposer le détail de nos propriétés foncières au Canada.

Mme Copps: Le règlement prescrit je crois que, dès lors que vous citez un document, il doit être déposé. Je ne pense pas qu'il faille obligatoirement le consentement de vos associés provinciaux et, en l'occurrence, j'aimerais en avoir copie.

Que faites-vous du produit de la vente de ces terrains? Est-il inscrit au budget?

M. Anderson: Oui, sous forme d'une réduction nette.

M. Flichel: Monsieur le président, en vertu des diverses ententes, le bénéfice tiré du produit de la vente des terrains visés à l'article 40 revient à la société, il est inscrit comme un bénéfice net acquis par la société et il est rendu au gouvernement après le décompte de la réserve de 25 millions de dollars.

Mme Copps: Avez-vous vendu ces terrains à cause des réductions dues au budget de novembre 1984, lesquelles ont eu pour effet d'amputer votre marge bénéficiaire de quelque 200 millions de dollars?

M. Flichel: Non, le programme de mise en valeur des terres a été institué pour effectuer l'aménagement des terrains et ces projets sont actuellement en cours comme il avait été prévu à l'origine.

Mme Copps: Si le produit de la vente retourne à la caisse générale de la société, qu'en faites-vous alors?

M. Flichel: Nous ne nous en servons pas: nous le rendons au gouvernement. Tous les bénéfices faits par la société, après impôt et après constitution de notre réserve de 25 millions de dollars, retournent au Fonds du revenu consolidé.

Mme Copps: Avez-vous des plans pour améliorer le sort des sans-abri au Canada? J'aimerais vous parler surtout ici des personnes seules.

M. Anderson: Dans le cas des personnes seules, la réponse du gouvernement a été d'axer nos programmes de logement sur les gens à plus faible revenu, qui sont le plus souvent les personnes seules et les familles monoparentales.

D'une façon générale, nous axons notre aide, dans le cadre de nos programmes, sur ceux qui en ont le plus besoin, soit en raison de leur faible revenu, soit en raison de problèmes de logement. Ainsi, les personnes seules peuvent profiter de nos programmes et représentent l'une de nos clientèles.

Mme Copps: Les personnes seules représentent donc une catégorie de gens qui peuvent profiter de vos programmes de logements subventionnés. A l'heure actuelle, je ne connais

[Texte]

of any province at the moment which allows single indigent persons access.

Mr. Anderson: There are some projects which are specifically geared to low-income families and would serve low-income families. There are others which are geared for senior citizens and would serve senior citizens, both single and married. There is a third category of clientele the CMHC and the provinces do serve under their special programs, which would include single persons.

Ms Copps: Would this include single disabled persons?

Mr. Anderson: It would be disabled as well as . . .

Ms Copps: Can you point to a project in the Province of Ontario which targets single persons?

Mr. Anderson: No, but I can point to projects in which single disabled people, for example, are now living.

• 1005

Ms Copps: Right, single disabled people. But single, indigent, healthy people are at the moment, as I understand it, not eligible for a targeted program. If you look at the City of Toronto, for example, a great proportion of those people who are homeless are single, indigent people who are not eligible for your programs.

If I am wrong, you can correct me. I believe that is the case. I think it is something the federal government, given the changing composition of the family and the number of people who are living singly in the last decade . . . I think you should rethink that position.

I wondered if you could tell me a little about the role of CMHC in the sale of Habitat in Montreal.

Mr. R.J. Boivin (Senior Vice-President, Canada Mortgage and Housing Corporation): The Habitat project was offered for sale on a proposal call. We received initially a number of proposals, including one, as you no doubt know, from the tenants. The offer from the tenants was not basically the highest one; far from it. We negotiated with the highest bidder and sold the project roughly for \$10 million. The tenant then approached the new owner. We had with the new owner a provision that should he resell the project, CMHC would share in the proceeds.

Upon sale to the tenants, CMHC entered into negotiation over its share of the proceeds. The new sale was \$11.5 million, therefore \$1.5 million above the original price. We are about to settle with the tenants and the previous owner what our share of that additional amount is.

Ms Copps: What was the time frame in the increase from \$10 million to \$11.5 million?

Mr. Boivin: Relatively short; about a month and a half to two months.

[Traduction]

aucune province qui ouvre ces programmes aux personnes indigentes vivant seules.

M. Anderson: Il existe des projets qui sont expressément axés sur les familles à faible revenu, qui leur sont destinés. D'autres sont axés sur les personnes âgées vivant seules ou en couples. Nous avons une troisième catégorie de clients, une clientèle dont s'occupe la SCHL et les provinces dans le cadre de programmes spéciaux, et cette troisième catégorie comprend les personnes seules.

Mme Copps: Comprend-elle également les personnes handicapées vivant seules?

M. Anderson: En effet . . .

Mme Copps: Pouvez-vous me nommer un projet, en Ontario, destiné aux personnes seules?

M. Anderson: Non, mais je peux vous citer des projets domiciliaires dans lesquels vivent actuellement des personnes seules handicapées.

Mme Copps: Précisément, les célibataires invalides. Par contre, les célibataires qui sont en bonne santé, mais indigents n'ont pas actuellement droit au programme cible. Si vous prenez la ville de Toronto, par exemple, il y a beaucoup de gens sans domicile qui sont célibataires, des indigents qui n'ont pas droit à vos programmes.

Reprenez-moi si je ne me trompe, mais je crois que c'est le cas. Étant donné l'évolution de la famille, étant donné le nombre de gens qui vivent seuls depuis 10 ans, je crois que le gouvernement fédéral devrait . . . vous devriez repenser cette position.

Pouvez-vous me parler un peu plus du rôle de la SCHL dans la vente de Habitat à Montréal.

M. R.J. Boivin (vice-président principal, Société centrale d'hypothèques et de logement): Le projet Habitat a été mis en vente sur appel d'offres. Au départ, nous avons reçu plusieurs propositions, y compris celles des locataires, comme vous devez le savoir. L'offre des locataires n'était pas la plus élevée, loin de là. Nous avons négocié avec le plus offrant et vendu le projet pour environ 10 millions de dollars. Les locataires ont alors contacté le nouveau propriétaire. Nous avions prévu avec celui-ci une disposition selon laquelle la SCHL participait aux bénéfices s'il décidait de revendre.

Lorsque le projet a été vendu aux locataires, la SCHL a commencé à négocier sa part des bénéfices. La deuxième fois, le prix de vente s'est élevé à 11,5 millions de dollars, par conséquent, 1,5 million, de plus que le prix de départ. Nous sommes sur le point de nous mettre d'accord avec le locataire et avec le précédent propriétaire sur notre part de cette somme supplémentaire.

Mme Copps: En combien de temps le prix est-il passé de 10 à 11,5 millions de dollars?

M. Boivin: Relativement peu de temps, un mois et demi à deux mois.

[Text]

Ms Copps: In other words, CMHC was party to a quick flip?

Mr. Boivin: If the tenants had come higher than the previous purchaser, they would have purchased directly from us. The fact is they did not offer us what they offered the new owner. There is no way to prevent that from happening. In the sale of the project we have to ensure integrity in that process, which we did: full public disclosure of the financial reports of the projects and so on. We let the due competitive process work. The fact that the tenants came in lower and then decided they were willing to pay higher than that amount CMHC had no control over. We were satisfied with the first offer.

Ms Copps: Yes. But given that the tenants were prepared to pay the higher price, CMHC forwent a revenue of approximately \$1.5 million.

Mr. Boivin: They were not prepared at the time of CMHC sale to pay that higher price, no. Otherwise . . .

Ms Copps: But they have paid it, and you have been party to a split in the profits of a quick flip.

Mr. Boivin: They have paid it to the present owner. Had they wished . . .

Ms Copps: And you have shared in the profits.

Mr. Boivin: Yes. That was part of the proposal call that was made.

Ms Copps: Only one province has signed the operating agreements at the moment. Is there a second one now?

Mr. Anderson: New Brunswick.

Ms Copps: And when did New Brunswick sign?

Mr. Anderson: Last week.

Ms Copps: Give that when the Minister made the announcement he suggested that the operating and the global agreements would be signed by September of last year, what has gone wrong, and what steps have you taken with the Minister to speed up the process?

Mr. Anderson: To my recollection, the Minister's announcement was in December. Therefore the agreements could not have been signed in September.

Nothing has gone wrong. The agreements are complex. They attempt substantially to alter the present cost-sharing arrangements with the provinces. In many cases they now involve the provinces in cost-sharing and delivering programs which previously they have not done. It takes a while to negotiate the full set of programming lines across the full set of provinces of Canada. But we believe now, with eight of the global agreements signed, and we are confident of Saskatchewan and the territories signing quickly, the operating agreements will follow in the next two to three weeks. There is usually not a substantial lag between the signing of the global agreement and the operating agreement. Once the globals have been signed, we have seen a fairly quick response with the

[Translation]

Mme Copps: Autrement dit, la SCHL a participé à une opération de revente éclair?

M. Boivin: Si les locataires avaient fait une offre plus élevée que le premier acheteur, ils auraient pu nous acheter le projet directement. Le fait est qu'ils ne nous ont pas offert autant qu'ils ont offert au nouveau propriétaire. Ce genre de choses est inévitable. Lorsqu'un projet est vendu, nous devons protéger l'intégrité du processus, et c'est ce que nous avons fait: toutes les transactions ont été révélées publiquement, les bilans financiers, etc. Autrement dit, c'est la libre concurrence qui a joué. Si les locataires ont commencé par proposer un prix plus faible, pour décider ensuite qu'ils étaient prêts à payer plus, la SCHL n'y est pour rien. La première offre nous a paru satisfaisante.

Mme Copps: Oui. Mais puisque les locataires étaient prêts à payer plus, la SCHL y a perdu environ 1,5 million de dollars.

M. Boivin: Au moment de la vente par la SCHL, ils n'étaient pas prêts à aller si loin, non. Autrement . . .

Mme Copps: Mais ils ont fini par le faire, et vous avez participé aux bénéfices d'une opération de revente éclair.

M. Boivin: Ils ont payé cela au propriétaire actuel. S'ils avaient voulu . . .

Mme Copps: Et vous avez profité des bénéfices.

M. Boivin: Oui. Cela faisait partie du contrat.

Mme Copps: Pour l'instant, une seule des provinces a signé les accords d'exploitation. Est-ce qu'une deuxième a signé?

M. Anderson: Le Nouveau-Brunswick.

Mme Copps: Et quand le Nouveau-Brunswick a-t-il signé?

M. Anderson: La semaine dernière.

Mme Copps: Lorsque le ministre a annoncé cela, il a dit que l'accord général et l'accord d'exploitation seraient signés en septembre; qu'est-ce qui n'a pas marché, et quelles mesures avez-vous prises avec le ministre pour accélérer les choses?

M. Anderson: Si je me souviens bien, c'est en décembre que le ministre a annoncé cela, par conséquent, les accords n'auraient pas pu être signés en septembre.

Il n'y a rien qui n'a pas marché. Ce sont des accords très complexes qui cherchent à modifier considérablement les accords de partage des coûts avec les provinces. Dans de nombreux cas, les provinces participent maintenant au partage des coûts et au programme même, ce qui n'était pas le cas auparavant. Il faut un certain temps pour négocier toute cette série de programmes applicables à l'ensemble du Canada. Mais maintenant que huit des accords généraux sont signés, et la Saskatchewan et les Territoires devant signer d'ici peu, les accords d'exploitation devraient suivre d'ici à deux ou trois semaines. D'ordinaire, il n'y a pas tellement d'écart entre la signature de l'accord général et la signature des accords d'exploitation. Une fois signés les accords généraux, les autres

[Texte]

operating agreements. Once those are signed, then the programs begin to be delivered.

• 1010

Le vice-président: Votre temps est écoulé, madame Copps.

Monsieur Blackburn, s'il vous plaît.

M. Blackburn (Jonquière): Merci, monsieur le président.

On a parlé tout à l'heure d'un budget de 1.6 milliard de dollars. J'ai cru comprendre qu'environ 1.2 milliard de dollars de ce budget étaient consacrés à de nouveaux projets. Est-ce exact?

Mr. Anderson: No, Mr. Blackburn, the \$1.2 billion referred to by Mr. Fichel is money that is being spent on subsidies paid for projects already built.

Mr. Redway: Rents.

Mr. Anderson: For rents on projects already built and occupied. So the point I was making is that, when you look at our estimates, the vast majority of expenditure there is for existing projects, not new projects.

M. Blackburn (Jonquière): Au cours de l'année 1986-1987, combien de nouvelles constructions ou de nouveaux projets seront acceptés par la SCHL? Qu'est-ce que cela représente en termes de dollars?

Mr. Anderson: I can give you the total number of units that will be approved. The dollar amounts will vary because we operate largely on a competitive tender process and therefore it is difficult to estimate overall price until those tenders are in. But in terms of the total units anticipated to be spent on social housing, we expect approximately 24,400 new commitments, of which 19,400 would be for social housing and a further 5,000 for co-operative housing. In addition, in the rehabilitation program, we will spend in forgiveness—that is, in grants—a further \$122 million.

M. Blackburn (Jonquière): Lorsqu'on parle de 24,400 unités, il s'agit de 24,000 logements, et non de 24,000 immeubles, n'est-ce pas? Très bien.

Tout à l'heure, vous avez parlé d'une entente qui venait d'être signée avec le gouvernement du Québec. Vous avez utilisé le mot «aujourd'hui». Est-ce dire que cette entente se signe aujourd'hui?

Mr. Anderson: The Minister is in Quebec City this morning, and we anticipate that at 11.30 he and the Minister from Quebec will sign the global agreement, yes.

M. Blackburn (Jonquière): Donc, en ce qui concerne le Québec, les projets qui seront dorénavant présentés pourront être acceptés de part et d'autre. C'est bien cela?

Mr. Anderson: We have a slightly different arrangement in the province of Quebec. I will ask Mr. Boivin to explain the details of that.

M. Boivin: Au Québec, comme dans les autres provinces, il y a deux ententes. Il y a l'entente entre les deux ministres, le ministre délégué à l'Habitation, M. Bourbeau, et notre ministre, M. McKnight. Cette entente établit les grands

[Traduction]

suivent d'ordinaire très vite. Dès que ceux-là sont signés, les programmes peuvent commencer.

The Vice-Chairman: Your time is up, Ms Copps.

Mr. Blackburn, if you please.

Mr. Blackburn (Jonquière): Thank you, Mr. Chairman.

We heard about a \$1.6 billion estimate. I had been under the impression that \$1.2 billion were going towards new projects. Is it true?

M. Anderson: Non, monsieur Blackburn. Le 1.2 milliard de dollars dont M. Fichel a parlé représente des subsides à des projets déjà construits.

M. Redway: Location.

M. Anderson: Location de locaux déjà construits et occupés. Autrement dit, quand vous regardez notre budget, vous constatez que la grande majorité des dépenses sont consacrées à des projets existant déjà et non pas à de nouvelles entreprises.

Mr. Blackburn (Jonquière): How many new building projects will be approved by the CMHC in 1986-87? How much is it in dollars?

M. Anderson: Je peux vous donner le nombre total d'unités qui seront approuvées. En dollars, cela variera, car nous fonctionnons surtout par appel d'offres; par conséquent il est difficile de faire des projections avant d'avoir ces offres. Cela dit, nous pensons accepter environ 24,400 projets de construction de logements sociaux, dont 19,400 logements sociaux proprement dits et 5,000 logements en coopérative. De plus, dans le cadre du programme de réhabilitation, nous allons accorder des remises de prêts, c'est-à-dire des subventions, pour un total de 122 millions de dollars de plus.

Mr. Blackburn (Jonquière): When you say 24,400 units, you mean 24,000 housing units, and not 24,000 buildings, do you not? Very well.

You were talking about a recent agreement with the Government of Quebec. You said 'today'. Do you mean that it is being signed today?

M. Anderson: Le ministre est à Québec ce matin, et l'accord général devrait être signé ce matin à 11h30 avec le ministre du Québec.

Mr. Blackburn (Jonquière): Therefore, as far as Quebec is concerned, from now on projects will be accepted on both sides; is that right?

M. Anderson: Avec la province de Québec, les dispositions diffèrent un peu. Je vais demander à M. Boivin de vous en expliquer les détails.

Mr. Boivin: In Quebec, as in other provinces, there are two agreements. There is an agreement between the two ministers, the minister in charge of housing, Mr. Bourbeau, and our minister, Mr. McKnight. This agreement sets the main

[Text]

principes selon lesquels les deux sociétés, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société d'habitation du Québec, travailleront conjointement pour satisfaire les besoins. Aussitôt que cette entente sera signée, les deux sociétés d'habitation pourront signer une entente de mise en oeuvre. Tout de suite après la signature de cette deuxième entente, nous procéderons à l'approbation de projets. Il s'écoule généralement de deux à trois semaines entre la signature de l'entente globale entre les deux ministres et la signature de l'entente de mise en oeuvre.

Comme le disait M. Anderson, au Québec, c'est un peu différent. En ce qui concerne les fonctionnaires de la Société d'habitation du Québec et en ce qui nous concerne, l'entente est prête à être signée. Normalement, comme ce fut le cas pour l'Ontario, on pourrait la signer dès aujourd'hui. Cependant, le processus décisionnel au gouvernement du Québec est tel que le conseil des ministres du Québec doit donner à la Société d'habitation du Québec l'autorisation de signer l'entente de mise en oeuvre, alors que certaines sociétés d'habitation d'autres provinces ont déjà ce pouvoir. On s'attend donc à ce qu'il s'écoule encore trois semaines avant la signature de l'entente de mise en oeuvre.

• 1015

Nous prévoyons donc que d'ici trois semaines ou un mois au grand maximum, à moins que l'approbation du gouvernement du Québec tarde à venir, nous serons en mesure d'approuver des projets au Québec, exception faite du PAREL, parce que le Québec veut repenser son programme Loginove. Pour qu'il puisse être livré conjointement avec le nôtre, le Québec a demandé un délai jusqu'au 1^{er} juillet. En ce qui concerne le PAREL, que vous connaissez bien, les deux sociétés continueront de livrer unilatéralement, chacune de son côté, jusqu'au 1^{er} juillet, pour s'assurer que les citoyens canadiens du Québec ne soient pas pénalisés par ce délai. Nous commençons dès maintenant la livraison du PAREL canadien au Québec. Les bureaux locaux de la Société avisent dès maintenant les agents de livraison et les municipalités.

M. Blackburn (Jonquière): C'est donc dire que cela continue jusqu'au 1^{er} juillet?

M. Boivin: Oui, pour le PAREL. Les deux sociétés conservent les anciens programmes, et le 1^{er} juillet, puisque nous aurons conclu une entente, il y aura un programme conjoint et les deux gouvernements contribueront à 50-50 au PAREL. Il y aura donc plus d'unités et le programme sera accessible à tous. Comme vous le savez, plusieurs députés ont demandé qu'on élimine ces fameuses frontières de zones désignées.

M. Blackburn (Jonquière): En ce qui concerne le programme de coopératives d'habitation, y a-t-il une différence entre ce qui est appliqué maintenant avec la nouvelle politique et ce qui était appliqué auparavant?

M. Boivin: Il y a une différence. Le programme coopératif que nous avons connu jusqu'à l'annonce du ministre en décembre, était presque identique au programme des sociétés sans but lucratif. Il était avant tout caractérisé par ses objectifs à caractère social. À la suite de consultations, et étant donné

[Translation]

principles according to which both corporations, the Central Mortgage and Housing Corporation and the *Société d'habitation du Québec*, will work together in trying to answer the needs. As soon as this agreement is signed, both corporations will be able to sign an operating agreement. As soon as this second agreement is signed, we will approve projects. Usually there is a two to three week delay between the signing of the global agreement between the two ministers and the signing of the operating agreement.

As Mr. Anderson was saying, in Quebec, it is a little different. As far as the officials of the *Société d'habitation du Québec* and ourselves are concerned, the agreement is about to be signed. Usually, and this is how things went for Ontario, we should be able to sign today. But because of the decision-making process of the Government of Quebec, the Council of Ministers in Quebec has to authorize the *Société d'habitation du Québec* to sign the operating agreement; in other provinces, the housing authorities already have that power. Therefore, we expect a delay of about three weeks before the signing of the operating agreement.

It should be signed in the next three weeks, one month at the very most, unless the approval of the Government of Quebec is slow to come, we should be able to approve projects in Quebec, with the exception of the RRAP because Quebec wants to reassess its Loginove program. Quebec asked for a delay until the first of July in order to be able to ensure delivery jointly with us. As to the RRAP, which you well know, both corporations will continue delivery unilaterally until the first of July, thus avoiding penalizing the citizens of Quebec because of the delay. We are going to start delivery of the Canadian RRAP in Quebec immediately. The local offices of the Corporation are already advising delivery officers and municipalities.

Mr. Blackburn (Jonquière): In other words, all this is continuing until the first of July?

Mr. Boivin: Yes, as far as RRAP is concerned. Both corporations are maintaining the former programs, and on the first of July, since a new agreement will be signed, there will be a joint program with a 50-50 contribution of both governments to the RRAP. More units will be available and the program will become more open. As you know, several members have asked for the elimination of these famous designated areas.

Mr. Blackburn (Jonquière): Concerning the housing cooperative's program, there is a difference between what we have today with the new policy and what we had before?

Mr. Boivin: There is a difference. The cooperative program that we had until the announcement of the Minister in December was almost identical to the program of non-profit corporations. Its main feature was its socially oriented objectives. Following consultations, and because of financial

[Texte]

les contraintes financières et la nécessité de diriger l'aide fédérale vers les plus démunis, il a fallu reconnaître que le programme coopératif visait, par le biais du supplément de loyer, certaines familles à faible revenu, mais aussi les familles à revenu moyen qui ne font pas partie de la catégorie des plus démunis aux fins des nouveaux programmes de logement social du gouvernement du Canada.

Donc, à la suite de représentations faites par le mouvement coopératif au Canada et de suggestions très positives concernant un nouveau programme coopératif, le gouvernement du Canada travaille très étroitement avec le mouvement coopératif en vue de développer un nouveau programme. Les grands critères de ce nouveau programme sont déjà établis. Il s'agit maintenant d'établir les modalités. Mais on n'a pas retardé le processus de sélection et les projets commencent à être développés. La principale différence, c'est que l'aide du gouvernement du Canada aux familles à revenu moyen sera beaucoup moins importante qu'elle ne l'était en vertu de l'ancien programme. Nous travaillons présentement avec le mouvement coopératif à un principe hypothécaire qu'on appelle l'hypothèque à paiements indexés. Les paiements sont indexés à l'inflation, ce qui diminue les coûts d'un projet et donc l'aide fédérale. En plus d'avoir droit à cette hypothèque indexée, qui sera assurée entièrement par le gouvernement du Canada, par l'entremise de la SCHL, ces groupes auront droit à un supplément de loyer pour 30 p. 100 de leurs unités en moyenne, afin d'aider les personnes particulièrement démunies.

• 1020

En outre, il y a un prêt remboursable qui aidera le projet à être rentable durant les premières années. Avec l'hypothèque indexée, qui est beaucoup moins élevée qu'auparavant, il y a une petite différence que comblera ce prêt remboursable au bout de 15 ans.

Les caractéristiques du programme sont très différentes. Ses objectifs s'adaptent beaucoup mieux aux aspirations du mouvement coopératif, qui sont d'aider aussi ceux qui ne sont pas les plus démunis, mais qui ne peuvent pas se permettre l'accès à la propriété et qui ont un revenu un peu plus élevé que ceux qui ont maintenant accès aux HLM au Québec.

Le vice-président: Merci, monsieur Blackburn.

Monsieur Oostrom.

Mr. Oostrom: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Anderson, the mortgage rate protection plan, I believe only 100 people have applied, and some 25 or 26 have been approved. Why is this such an unattractive plan? Are you intending to continue with it, or modify it, or . . . ? It does not seem to be making any sense if so few people are getting approved.

Mr. Anderson: The program is available for those who wish to take advantage of it. And you are quite right, there have been very few Canadians who have seen fit to take advantage of it. I think, primarily, because interest rates have declined so substantially since the time the plan was introduced. It is our

[Traduction]

constraints and the will to use the resources to the benefit of the poorer, we had to realize that the cooperative program, with its rent supplement, was aimed at certain low income families, but also at a number of medium income families who are not considered poor according the new social housing programs of the Canadian government.

Therefore, following representations by the Cooperative Movement of Canada and following some very positive suggestions concerning a new cooperative program, the Government of Canada is working very closely with the Cooperative Movement in order to develop a new program. The larger criterias have already been established. The details have to be worked out. But projects are already starting and the selection process has not been delayed. The main difference, is that from now on, the aid given by the government of Canada to medium income families will be a lot less than it was in the old program. We are now working with the Cooperative Movement on a mortgage concept that we call indexed payments mortgage. Payments are indexed to inflation, making the projects less costly and therefore lowering federal aid. This indexed mortgage will be contributed entirely by the Government of Canada, through CMHC and these people will also get a rent supplement for 30% of the units on average, in order to help the very poor.

Moreover, there is a refundable loan, which will make the project more viable for the first few years. Taking into account the indexed mortgage, which is lower than it was, there is a small difference, and this loan, refundable after 15 years, will take care of it.

The terms of the programs are quite different. Its objectives are much more in tune with the aspirations of the Cooperative Movement which are to help also those who are not among the poorest, who have a little too much to be entitled to the low income housing in Quebec, but who still cannot accede to ownership.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Blackburn.

Mr. Oostrom.

M. Oostrom: Merci, monsieur le président.

Monsieur Anderson, je crois que 100 personnes ont cherché à s'inscrire au régime de protection du taux hypothécaire, et 25 ou 26 demandes ont été approuvées. Pourquoi ce régime est-il si peu attrayant? Est-ce que vous avez l'intention de le maintenir, de le modifier ou bien . . . ? À mon avis, cela n'a pas grand sens lorsque si peu de gens en profitent.

M. Anderson: Le programme est à la disposition de ceux qui le souhaitent. Vous avez parfaitement raison, très peu de Canadiens ont cherché à en profiter. Je pense que c'est avant tout parce que les taux d'intérêt ont beaucoup baissé depuis la mise en place du programme. Toutefois, nous avons l'intention

[Text]

intention, however, to carry on with the program; to provide that option to those who wish to take advantage of it.

Mr. Oostrom: Last year I asked a question about . . . and I have forgotten what the amount was now. It may have been 1984-85 or 1985-86, and I cannot find it in the estimates here, but people walked away, in Alberta particularly, from their homes. I do not know, it was maybe \$300 million you lost at that time. How is that situation today?

Mr. Anderson: Very much better than it was. We have paid in claims approximately \$260 million in the Province of Alberta. A large portion of those funds went for foreclosures where individuals had in fact walked away from their home and no longer made their mortgage payments. Towards the end of the year we noticed a very substantial change in consumer confidence in the Province of Alberta. Values began to rise. We began to sell our foreclosed homes at a healthy clip, and the rate of defaults declined.

It remains to be seen, given the current oil price situation, whether that degree of optimism that was evident in the market, certainly towards the end of last year and into the beginning of this year, will remain for the rest of the year; and it does represent for our Mortgage Insurance Fund a major concern.

Mr. Oostrom: On an earlier question by Ms Copps, the moneys you make or the profit, why does that go back into the Consolidated Revenue Fund? Why do you not make available more social housing projects, if there is any profit?

Mr. Anderson: That is a question, I think, you would have to direct to the Minister. Our legislation requires us to return net proceeds to the Consolidated Revenue Fund. We have no leeway to divert those profits into social housing programs under the current structure of the legislation.

Mr. Oostrom: Does your corporation have any mandate, or do you have any obligations to make a profit?

Mr. Anderson: Certainly not on our social housing programs. The mandate with respect to the Mortgage Insurance Fund is to attempt to break even; that is to not pay more in claims than one is collecting in fees and premiums, and that is something we are endeavouring to do.

Mr. Oostrom: I understand, though, from my experience, that in co-op housing single people, particularly those with children, can apply. Is there not a system in place in co-op housing where singles or singles with children can apply to get into the project?

Mr. Anderson: Yes.

• 1025

Mr. Oostrom: I see. That did not come out earlier on when you mentioned that singles had no opportunity at all, and I was just wondering . . .

Mr. Anderson: I do not think I mentioned that.

[Translation]

de le maintenir et d'offrir cette option à ceux qui souhaitent en profiter.

M. Oostrom: L'année dernière, j'ai posé une question au sujet . . . J'ai oublié la somme dont il était question. C'était peut-être en 1984-1985 ou en 1985-1986, et je ne retrouve pas la référence dans le budget, mais en Alberta en particulier, des gens ont dû quitter leur maison. C'est peut-être 300 millions de dollars que vous avez perdus à ce moment-là. Où en sommes-nous aujourd'hui?

M. Anderson: La situation s'est beaucoup améliorée. Nous avons versé environ 260 millions de dollars de compensation en Alberta. Dans la plupart des cas, il s'agissait de saisies, de gens qui étaient partis de chez eux et qui avaient cessé de rembourser leur hypothèque. Vers la fin de l'année, nous avons constaté que la confiance des consommateurs en Alberta avait beaucoup changé. Les valeurs ont commencé à remonter. Nous avons commencé à vendre les maisons saisies à des prix tout à fait satisfaisants, et les non-paiements d'hypothèque ont diminué.

Étant donné la situation actuelle, reste à savoir si cet optimisme qu'on a pu constater vers la fin de l'année dernière et au début de cette année se poursuivra pendant le reste de l'année, mais pour notre fonds d'assurance hypothécaire, ce n'est pas une préoccupation majeure.

M. Oostrom: Tout à l'heure, vous avez parlé à M^{me} Copps de l'argent que vous gagnez, des bénéfices que vous effectuez. Pourquoi cela est-il reversé dans le fonds du revenu consolidé? Pourquoi ne pas utiliser cet argent pour réaliser d'autres projets de logements sociaux?

M. Anderson: C'est une question qu'il faudrait poser au ministre. La loi qui nous régit exige que nous reversions les bénéfices nets au fonds du revenu consolidé. Aucune disposition ne nous autorise à utiliser ces bénéfices pour construire des logements sociaux.

M. Oostrom: Est-ce que votre société est censée faire des bénéfices, est-ce que vous avez cette obligation?

M. Anderson: Certainement pas sur nos programmes de logements sociaux. Quant au fonds d'assurance-hypothèque, il est censé rentrer tout juste dans ses frais. Autrement dit, ne pas payer plus qu'il ne touche sous forme de primes; c'est ce que nous essayons de faire.

M. Oostrom: Mais je crois comprendre que les gens, en particulier les personnes seules qui élèvent des enfants peuvent demander un logement en coopérative. Est-ce que des démarches sont prévues pour les gens seuls ou les gens seuls qui ont des enfants et qui veulent un logement coopératif?

M. Anderson: Oui.

M. Oostrom: Je vois. Ce n'était pas très clair tout à l'heure lorsque vous avez dit que les personnes seules n'avaient aucune chance, et je me demandais . . .

M. Anderson: Je ne pense pas avoir dit cela.

[Texte]

Ms Copps: It dealt with targeted groups.

Mr. Redway: The distinction between . . .

Ms Copps: Specific programs.

Mr. Redway: —the single-parent family and healthy singles.

Mr. Oostrom: Right.

Now, on the lands that Mr. Redway referred to earlier, is there any attempt to develop these lands in co-operation with private enterprise?

Mr. Anderson: Yes. From time to time it is an option that is considered.

Mr. Oostrom: But you have not acted on it.

Mr. Anderson: Yes, we have. I think there are a number of projects. Certainly one that we are developing now in the Woodroffe lands in Ottawa is one where I believe we are developing in co-operation with private enterprise. Indeed, our stated policy is to do that where feasible.

Mr. Oostrom: What are some of the criteria that you call "feasible"?

Mr. Boivin: By policy CMHC is mandated to dispose of that land in its current state through a developer, who in turn would develop a market and so on, unless it is to the clear financial advantage of government to proceed to develop the lots to the detailed retailing stage. But that option, the latter one, is one where there would have to be significant benefits to the government to proceed along that route. The favoured policy thrust is to engage a private market in that process. In so doing, however, we insist that there be a proper sharing by CMHC of whatever profits might ensue, as well as other objectives, such as sale to small builders, as opposed to a large developer. These two objectives are pursued in that strategy. But the preferred course is to engage the private market to develop those lands, providing there is no significant loss to the federal government and there is, for that purpose, some sharing in the end product.

Mr. Oostrom: In Toronto too it is very difficult for single people and the elderly to obtain housing. What are some of the changes, specific changes, in 1986-87 to improve the housing market for those targeted groups?

Mr. Anderson: The specific changes are first of all that we are directing the assistance that is available to low-income Canadians through a definition of need which requires that one be at a certain income level before you can qualify for aid, and secondly the total number of units produced. Because of the cost-sharing arrangements with the provinces, we are able to deliver more housing units in total than we were in the previous year.

About the clientèle which gets served, one of the very fundamental objectives of the government was that in signing these agreements with the provinces there would be much more local input into planning the distribution of budgets than previously there had been. Therefore joint planning and

[Traduction]

Mme Copps: Il était question des groupes spéciaux auxquels s'adressait le programme.

M. Redway: Et de la distinction entre . . .

Mme Copps: Dans le cadre des programmes spéciaux.

M. Redway: . . . la famille monoparentale et les personnes seules en bonne santé.

M. Oostrom: Exactement.

Revenons maintenant aux terrains dont nous a parlé M. Redway tout à l'heure; la mise en valeur de ces terrains se fera-t-elle en collaboration avec le secteur privé?

M. Anderson: Oui. C'est une solution qui n'est jamais complètement écartée.

M. Oostrom: Mais vous n'avez encore pris aucune décision.

M. Anderson: Il y a déjà toute une série de projets pour lesquels nous avons déjà effectivement décidé. En tout cas, pour ce qui est de la zone Woodroffe, à Ottawa, nous faisons cela en collaboration avec le secteur privé. Notre politique officielle exige que nous le fassions chaque fois que c'est possible.

M. Oostrom: Et quels sont les critères de ce «possible»?

M. Boivin: La SCHL a reçu l'ordre de se défaire de ces terrains, tels quels, en s'adressant à un promoteur, qui s'adressera lui-même au marché etc., à moins qu'il ne soit évident que l'État ait intérêt à s'occuper lui-même de l'affaire jusqu'au stade final du détail. Mais il faudrait, pour cela, que l'État y gagne vraiment. La solution préférée jusqu'ici est donc de s'adresser au marché privé. Toutefois, il conviendra de veiller à un partage équitable des bénéfices, ainsi que du pouvoir de décision, lorsque l'on décidera de s'adresser à des petits entrepreneurs, et pas seulement à un gros promoteur. Voilà deux points essentiels à cette stratégie. Mais il est clair que nous préférons associer le marché et le secteur privé à cette opération, à condition que l'État ne subisse aucune perte, et que l'on procède à ce partage dont je parlais.

M. Oostrom: À Toronto également, les personnes âgées et les personnes seules ont du mal à se loger. Quelles sont, pour l'exercice 1986-1987, les modifications de votre programme qui permettront d'améliorer leur situation?

M. Anderson: Nous avons effectivement apporté certaines modifications au programme, notamment en fixant un revenu au-dessus duquel il n'est pas possible de demander de l'assistance; le deuxième élément de ces améliorations tient au nombre d'unités de logement qui seront mises sur le marché. Ce chiffre sera supérieur à ce qu'il était l'an dernier, et cela grâce aux ententes de partage des coûts que nous avons passées avec les provinces.

Lors de la signature de ces ententes, le gouvernement fédéral a eu pour objectif principal de s'assurer que les autorités locales participeraient de façon complète à la planification et à la répartition des crédits disponibles. Il y aura donc dans toutes les provinces des comités mixtes de planification et de surveil-

[Text]

monitoring committees are set up with the province, in each province, under the new global and operating agreements to decide on the client groups and their priority within these broad parameters I have mentioned, and who gets served in what region of the country. Therefore the extent to which the allocations go to priority groups is really a decision on a specific project level that is made at the joint planning and monitoring committee. We are hopeful in this way the distribution of the budgets and the targeting to the various need groups in Canada will be more appropriately done than in the past.

• 1030

Mr. Heap: Mr. Chairman, I have a few questions relating to the co-op program, which you will find on page 3 of my document.

Why is it being restricted to moderate income Canadians, as suggested in the annual report, in the sense that it appears not to exclude high income Canadians, but to exclude low income Canadians? Will there be assistance to low income Canadians who wish to live in the co-operative housing? Will the co-ops have access to the rent supplement program on which so much money is to be spent?

Mr. Anderson: The answer is they will have access, and the program is not restricted to moderate income Canadians. While it represents the primary target group, there is provision in the co-operative housing budgeting and in the arrangements with the provinces for a minimum of 15% up to 30% of the occupants of these units to be low income and to benefit from rent subsidization.

Mr. Heap: Thank you. On page 5, I have some questions about the Mortgage Insurance Fund. When housing co-operatives had a zero default rate and the rental housing had 9.4% default rate, what action has been taken to attribute the deficit to the source, rather than making co-ops, who have not been cause to the deficit, pay? If it is a user-pay philosophy, why are the owners of rental housing being subsidized by the co-ops?

Mr. Anderson: It is not strictly a user-pay philosophy. Let me answer your first question first. Steps are taken to identify the source of default by business line, for example between rental housing, home owner existing housing, housing in resource towns and so on. I am not sure if co-op housing is specifically identified, but certainly social housing would be.

Mr. Heap: I asked about co-op housing, because I understand their rate of default is zero, which ought to be of interest.

Mr. Anderson: It is of interest, but the philosophy of the Mortgage Insurance Fund is one of pooling risk, and conse-

[Translation]

lance, chargés de faire respecter les ententes globales et de mise en oeuvre, et de décider, en faisant la répartition par région et par secteur de la population concernée, des listes de priorité. Ce sera donc, pour chaque projet, le Comité mixte de planification et de surveillance qui décidera de la répartition des logements et de la liste des groupes prioritaires. Nous espérons que de cette façon les budgets seront mieux répartis, et que l'on saura—mieux que par le passé—aider les Canadiens qui en ont le plus besoin.

M. Heap: Monsieur le président, j'ai quelques questions à poser sur le programme de logement coopératif, dont il est question à la page 3 de ce document.

Pourquoi ce programme est-il réservé aux Canadiens à revenu modéré comme on le dit dans le rapport annuel, ce qui semble exclure non pas les Canadiens des tranches supérieures de revenus, mais bien ceux des tranches inférieures? Ceux d'entre ces derniers qui aimeraient vivre dans des logements coopératifs auront-ils droit à une aide? Habiter dans ces logements coopératifs donnera-t-il accès au programme de supplément de loyer, dont le budget est assez énorme?

M. Anderson: La réponse est oui, et le programme de logement coopératif ne s'adresse pas uniquement aux Canadiens appartenant aux tranches moyennes de revenu. C'est le premier groupe visé, mais le budget de ce programme des coopératives de logement, ainsi que les accords passés avec des provinces, prévoient que 15 à 30 p. 100 des habitants de ces logements seront effectivement des Canadiens des tranches inférieures de revenu dont le loyer sera subventionné.

M. Heap: Merci. Je suis maintenant à la page 5 du même document, et j'aurais quelques questions à vous poser sur le fonds d'assurance hypothécaire. Alors que dans le secteur du logement locatif les défauts de paiement atteignent 9.4 p. 100, ce pourcentage est nul pour ce qui est des coopératives de logement. Celles-ci ne sont donc pas responsables du déficit, et j'aimerais savoir—puisque l'on a maintenant pour principe de faire payer l'usager—si l'on a prévu quelque chose pour que les propriétaires de logements coopératifs cessent de subventionner le secteur locatif.

M. Anderson: Vous dites que le principe est de faire payer l'usager, je dirais que ce n'est pas aussi restrictif que cela. Mais permettez-moi de répondre d'abord à votre première question. Nous voyons d'abord, par catégories, où il y a effectivement défaut de paiement, qu'il s'agisse du logement locatif, des logements habités par leur propriétaire, ou des logements des villes ressources etc. Je ne sais pas si les logements coopératifs en font partie, mais le logement social y est certainement.

M. Heap: Je vous ai parlé de ces coopératives de logement, car je vois qu'il n'y a aucun défaut de paiement, et c'est tout de même remarquable.

M. Anderson: Oui, mais le fonds d'assurance hypothécaire a pour principe de répartir les risques, et nous avons donc besoin

[Texte]

quently we need to generate fee and premium income from all sources of business in order to cover the risk being underwritten by the fund. If you go on the basis of no fees or premiums being paid now because there has been no claim, it does not mean there will not be in the future.

Mr. Heap: No, but any insurance company in private business distinguishes high-risk from low-risk categories, not individuals necessarily but categories.

Mr. Anderson: That has not been the philosophy of the Mortgage Insurance Fund. The Mortgage Insurance Fund has distinguished risk by type of product, by rental as opposed to home owner, or by new as opposed to existing.

Mr. Heap: The people who did volunteer work to ensure the zero rate in co-ops are subsidizing the speculative developers who run up a 9.5 loss rate, and you support that.

Mr. Anderson: I think that has been the philosophy in which the fund has acted historically. Now, I should tell you we are in the process of major consultation on the basis of the Mortgage Insurance Fund, which will certainly include the question of fees and premiums because they are always controversial and we are prepared to consider them. I believe the document offers this up as a possibility.

Mr. Heap: Which document?

Mr. Anderson: The consultation document on the Mortgage Insurance Fund, which was made public last week.

Mr. Heap: Where is it available, please?

Mr. Anderson: Well, I believe a copy should have been sent to you. We will send you a copy.

Mr. Heap: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Has he got one of these?

Mr. Anderson: No, those are the December announcements of the Minister on the new social housing directions. It only briefly refers to the mortgage insurance fund.

Mr. Heap: That is right. There are all kinds of paper put out by the Minister, and very little of it is useful.

My final question is on page 7 of my list. What is going to be the effect of the sales of the property referred to in the annual report? What will be the effect on the existing tenants of the properties? Will they include an offer to let the tenants purchase or an offer to let non-profit or co-op groups purchase?

• 1035

Mr. Boivin: On the real estate that is owned by the corporation, in increasing rents annually we do provide for rent-to-income assistance similar to the rent supplement program but unilaterally federally funded.

[Traduction]

de facturer des frais d'administration et de prélever des primes dans tous les secteurs dont nous nous occupons, afin de pouvoir effectivement assurer l'ensemble du risque pris en charge par le fonds. Qu'un des secteurs considérés ne soit pas en défaut de paiement, ne signifie pas qu'il en sera toujours ainsi; il ne serait donc pas sage de ne prélever aucune prime et de ne facturer aucun frais d'administration.

M. Heap: Non, mais les compagnies d'assurance du secteur privé font toutes des catégories parmi leurs assurés, en fonction du risque qui est assuré.

M. Anderson: Ce n'est pas la façon dont fonctionne le fonds d'assurance hypothécaire. Nos catégories de risque correspondent à des catégories de logements, logements locatifs par opposition aux logements habités par leur propriétaire, logements neufs ou vieux etc.

M. Heap: Mais ces gens qui font du bénévolat pour être sûrs qu'il n'y aura aucun défaut de paiement dans le secteur des coopératives de logement, subventionnent en fait les promoteurs et spéculateurs qui s'en permettent de l'ordre de 9.5 p. 100, et vous tolérez cela.

M. Anderson: C'est dans cet ordre d'idée que le fonds fonctionne depuis toujours. Nous sommes précisément en cours de consultation où il est question du fonctionnement du fonds, et on y soulèvera également le problème des frais d'administration et des primes, point toujours très controversé que nous sommes prêts à remettre en discussion. Je pense que ce document nous le permet.

M. Heap: Quel document?

M. Anderson: Le document de travail concernant le fonds d'assurance hypothécaire, rendu public la semaine dernière.

M. Heap: Où peut-on se le procurer?

M. Anderson: Vous auriez dû en recevoir un exemplaire. Nous allons vous en faire parvenir un.

M. Heap: Merci beaucoup.

Le vice-président: A-t-il reçu celui-ci?

M. Anderson: Non, il s'agit ici des déclarations du ministre concernant la nouvelle politique de logement social. Il n'y est question qu'en passant du fonds d'assurance hypothécaire.

M. Heap: Effectivement. Le ministre fait publier des tas de documents, et il y en a très peu qui soient vraiment utiles.

Ma dernière question concerne la page 7. Quelles conséquences auront les ventes de propriétés dont il est question dans le rapport annuel? Que se passera-t-il pour les locataires de ces logements? Une offre leur sera-t-elle faite? S'adressera-t-on également aux organismes sans but lucratif et aux coopératives?

M. Boivin: Les augmentations annuelles de loyer dans les logements qui nous appartiennent nous permettent d'aider certains locataires en fonction de leur revenu, et cela de façon tout à fait comparable au programme du supplément de loyer, à la différence qu'il s'agit là d'une aide strictement fédérale.

[Text]

Mr. Heap: My question is about the proposed sales.

Mr. Boivin: I am getting at that. When we sell corporation-owned real estate, we give priority to non-profits and co-ops, particularly to co-ops constituted of existing tenants. That has been a long-term policy. Only if it is turned down by the tenants or by non-profit, municipal or private do we go to the private market, and even in such cases we hesitate. We even refrain from selling if the low-income tenants would be overly impacted. On the Mortgage Insurance Fund properties, while we do certainly entertain proposals from non-profits and co-ops, our mandate is to sell those projects at market to minimize losses to the fund. So we do not have priority, although we do invite non-profit and co-ops to bid on those projects.

The Vice-Chairman: Thank you. Your time is over, Mr. Heap. Mr. Redway.

Mr. Redway: Going back to the land sale situation, particularly with respect to the raw land and service lots you are selling off, you said you had 9,400 acres of that land. I take it you are not buying any more. This land has been built up over a period of time; the policy now is to sell it all off. Is that right?

Mr. Anderson: That is correct.

Mr. Redway: Okay. You are not taking Mark Twain's advice that "they ain't making no more of it".

Can you tell me about your actually developed land? I suppose you talk here in terms of units. You are looking at sales of those as well, as I understand it. Can you tell me what numbers there are; that is, numbers of units you own entirely and that you have actually sold off to date or have on the market now or are contemplating putting on the market?

Mr. Anderson: It would be difficult. In historic terms, it amounts to hundreds of thousands.

Mr. Redway: Of units.

Mr. Anderson: Yes. Since at least 1977, the fund has been in a continual process of acquiring and selling, getting cash . . .

Mr. Redway: Do you not know how many units you own now?

Mr. Anderson: Currently in the Mortgage Insurance Fund, we own approximately 13,000 units. That number rises and falls depending on the extent of our monthly sales success and the extent of titles we receive from lenders who are making claims. So it is a fluid number. It has been as high as in excess of 20,000 and as low as a few thousand, depending on economic circumstances.

Mr. Redway: Those are individual houses, I take it.

Mr. Anderson: They comprise both individual houses and apartment buildings.

[Translation]

M. Heap: Ma question concernait votre intention de vendre.

M. Boivin: J'y viens. Lorsque nous vendons des logements de la société, nous donnons la priorité aux organismes sans but lucratif et aux coopératives, et tout particulièrement aux coopératives de locataires. C'est ce que nous faisons depuis déjà très longtemps. Ce n'est que lorsque ces deux groupes ont refusé notre offre, que nous nous adressons aux municipalités ou—en dernier ressort et avec hésitation—au marché. Nous évitons même de vendre lorsque nous pensons que les locataires les plus démunis risquent d'en souffrir. Pour ce qui est des logements appartenant au fonds d'assurance hypothécaire, tout en considérant les offres qui nous sont faites de la part des organismes sans but lucratif et des coopératives, nous avons pour directive de vendre aux conditions du marché afin d'éviter autant que possible que le fonds n'y perde. Nous n'avons pas véritablement de préférence, et nous invitons les organismes sans but lucratif et les coopératives à se porter acquéreur.

Le vice-président: Merci. Monsieur Heap, votre temps est écoulé. Monsieur Redway.

M. Redway: J'aimerais revenir à cette vente de terrains dont il a été question, qu'il s'agisse de terrains nus ou de parcelles déjà viabilisées que vous voulez céder; vous avez dit que vous aviez 9,400 acres. Je suppose que vous n'en achetez plus. Il a fallu un certain temps pour acquérir ces terres, et l'on décide maintenant de tout vendre. C'est bien cela?

M. Anderson: Oui.

M. Redway: Très bien. Vous ne suivez donc pas les avertissements de Mark Twain lorsqu'il dit: «On n'en fait plus de comme cela».

Pouvez-vous me dire aussi ce que vous voulez faire des terrains construits? J'imagine que vous parlez alors en termes d'unités de logement. Si je ne me trompe, vous en vendez également. Combien y en a-t-il? Combien d'unités de logement possédez-vous, combien en avez-vous vendues, combien sont en ce moment en vente sur le marché, et combien voulez-vous en mettre en vente?

M. Anderson: Il serait difficile de répondre. Au total, il y en a certainement eu des centaines de milliers.

M. Redway: Des centaines de milliers de logements?

M. Anderson: Oui. Depuis 1977, le fonds n'a pas cessé de faire des acquisitions, de vendre, de comptabiliser des rentrées d'argent . . .

M. Redway: Ne savez-vous donc pas combien d'unités de logement vous possédez maintenant?

M. Anderson: Nous en avons à peu près 13,000 au fonds d'assurance hypothécaire. Ce chiffre évolue de mois en mois en fonction des ventes, et également en fonction des cessions de titres lorsque les prêteurs réclament leur argent. Cela fluctue donc beaucoup, et on a pu même dépasser les 20,000, ou retomber à quelques milliers, selon la conjoncture.

M. Redway: Je suppose qu'il s'agit de maisons individuelles.

M. Anderson: Oui, et d'appartements en immeuble.

[Texte]

Mr. Redway: I see. Now, are you actively disposing of apartment buildings, for instance, that you own at the moment?

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Redway: So when we talk about 13,000, that is roughly the total number actually owned at the moment? Is that what you are saying?

Mr. Anderson: By the Mortgage Insurance Fund, that is correct.

Mr. Redway: By the fund. What about your other portfolio of units?

Mr. Anderson: As for corporate-owned real estate, which is separate from the Mortgage Insurance Fund, we own approximately 4,000 units.

Mr. Redway: When we talk about "corporate-owned", does that mean . . . ?

Mr. Anderson: Title is held by CMHC.

Mr. Redway: Under what category would the Main Square building in Toronto fall?

Mr. Anderson: Corporate-owned real estate.

Mr. Redway: I see. So you own only 4,000 units. That building is about half that.

Mr. Anderson: I think that building is approximately 1,000 units. It represents a substantial portion.

Mr. Redway: Right, a little more than that. Is that on the market at the moment?

Mr. Anderson: No.

Mr. Redway: Is it actively under review to be put on the market?

Mr. Anderson: We are examining the options for holding or sale in our entire corporate portfolio, but no decision has been made on that project.

Mr. Redway: You are looking at the entire portfolio for the possibility of selling off everything. Is that what you are saying?

Mr. Anderson: We are examining the feasibility of selling it, yes, or holding it, depending on the circumstances. One cannot make a blanket determination on these projects.

Mr. Redway: What would happen to your social housing agreements on a property such as Main Square, in which there are certain subsidized units? What would happen with that if you sold off this building? Would you be selling it off subject to that so you would continue to assist the rentals, or would you be selling it . . .

[Traduction]

M. Redway: Je vois. Mettez-vous également en vente certains de ces immeubles?

M. Anderson: Oui.

M. Redway: Treize mille est donc le nombre d'unités de logement dont vous êtes en ce moment propriétaire?

M. Anderson: Oui, je parle du fonds d'assurance hypothécaire.

M. Redway: Très bien. Mais vous avez également un autre portefeuille immobilier?

M. Anderson: La société possède effectivement 4,000 unités de logement, distinctes de celles du fonds d'assurance hypothécaire.

M. Redway: Lorsque vous me dites «la société» cela veut-il dire . . . ?

M. Anderson: La SCHL.

M. Redway: À qui appartient l'immeuble de Main Square à Toronto?

M. Anderson: À la société.

M. Redway: Très bien. Vous n'êtes donc propriétaire que de 4,000 logements. Cet immeuble en ferait à peu près la moitié.

M. Anderson: C'est effectivement une partie importante de l'ensemble puisqu'il doit faire près de 1,000 logements.

M. Redway: Exactement, un petit peu plus. Est-il en vente?

M. Anderson: Non.

M. Redway: Est-ce qu'on envisage de le mettre en vente?

M. Anderson: Nous n'avons pris aucune décision particulière à ce sujet, mais nous sommes en train effectivement de passer en revue toute notre propriété immobilière pour savoir si nous allons vendre.

M. Redway: Êtes-vous en train de nous dire que vous envisagez de tout vendre?

M. Anderson: Nous sommes en train de faire un tri et d'étudier les conditions dans lesquelles nous pourrions vendre ou rester propriétaires. Mais il n'est pas possible de prendre une décision globale.

M. Redway: Que se passera-t-il alors pour ces logements sociaux de l'immeuble de Main Square, qui sont subventionnés? Que se passera-t-il si vous vendez? Est-ce que vous vendriez sous condition afin de pouvoir continuer d'offrir de l'aide aux locations, ou est-ce que vous vendriez . . .

M. Anderson: Nous préférierions faire cela et en fait vendre soit à une société à but non lucratif, à la municipalité ou à la province, et c'est depuis toujours la voie que nous avons choisie

Mr. Anderson: Our preferred course of action is to do that and in effect to dispose to either a non-profit corporation, the municipality or the province, and that is traditionally the first

[Text]

route we have taken so the tenants in need would continue to receive a form of assistance with their rent.

Mr. Redway: Tell me why you do not have a system of rent review such as some of the provinces have on projects that you own.

Mr. Anderson: We do.

Mr. Redway: You do?

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Redway: That is news to me. When did that start?

Mr. Anderson: Are you talking about rent review or rent control?

Mr. Redway: Either one. Rent review in the sense, say, that the Province of Ontario has rent review. You may refer to that as rent control. I refer to it as rent review because that is the name of the legislation.

Mr. Anderson: Right.

Mr. Redway: I take it you review the rents—

Mr. Anderson: We do.

Mr. Redway: —so that is rent review, but what about the tenants' rights to have some input into that and to object and to have justification made as to rent increases? For instance, there is no ceiling above which you cannot raise rent without being required to have a review process. There is no requirement to justify your rental increases if the tenants request it. Why do you not have that, sir?

Mr. Anderson: First, the bulk of our corporate-owned real estate units are at rent levels that are substantially below market level, and therefore they represent historically in the marketplace very low rents and a very good bargain for the tenants.

Second, we do provide, where rents go up and tenants face hardship, for those tenants to benefit from subsidies.

Mr. Redway: But that does not tell us why you do not have a review process, or a control process, if you prefer the word.

Mr. Anderson: We do. Our control process is, where feasible, to put the rents at market for those people that can afford it, and for those that cannot we subsidize them.

Mr. Redway: Yes, but why do you not . . .

The Vice-Chairman: Sorry, Mr. Redway, your time is over, and we have to get out because they are waiting in the hallway.

Madame Copps, c'est votre tour.

Ms Copps: I think "historical" was the pertinent word in your answer because historically that may have been the case but presently that is no longer, given the corporation's rather unique way of assessing market value.

[Translation]

avant tout afin que les locataires qui en ont besoin puissent continuer de compter sur une certaine forme d'aide.

M. Redway: Pouvez-vous me dire pourquoi vous n'avez pas de régime de révision des loyers pour les immeubles que vous possédez comme il en existe dans certaines provinces?

M. Anderson: Mais nous en avons un.

M. Redway: Ah vraiment?

M. Anderson: Oui.

M. Redway: Je ne savais pas. Depuis quand?

M. Anderson: Est-ce que vous parlez de révision des loyers, ou de surveillance des loyers?

M. Redway: L'une ou l'autre. Je songe notamment à la révision des loyers comme elle existe en Ontario. Vous songez sans doute à une surveillance des loyers. Si j'ai parlé de révision des loyers, c'est à cause du titre de la loi.

M. Anderson: Vous avez raison.

M. Redway: Si j'ai bien compris, vous révisez les loyers . . .

M. Anderson: En effet.

M. Redway: . . . si bien que c'est une révision des loyers, mais les locataires ont-ils le droit d'intervenir, de s'opposer ou encore d'exiger des explications quand il y a augmentation des loyers? Par exemple, il n'existe pas de seuil que les loyers ne peuvent pas dépasser sans le déclenchement d'un processus de révision. Vous n'êtes pas forcés de donner des explications sur les augmentations de loyer à la demande des locataires, n'est-ce pas? Pourquoi cela n'existe-t-il pas?

M. Anderson: Tout d'abord, l'essentiel de nos immeubles de location contiennent des logements dont les loyers sont considérablement inférieurs à ce que l'on demande sur le marché en général; par conséquent on les considère depuis toujours comme des immeubles à loyer très modique, c'est-à-dire très intéressants pour les locataires.

D'autre part, quand les loyers augmentent et que les locataires sont dans l'embarras, nous offrons à ces derniers des subventions.

M. Redway: Mais cela ne nous dit pas pourquoi vous n'avez pas de processus de révision ou de surveillance, si vous préférez cette expression-là.

M. Anderson: Mais nous en avons un. Concrètement, notre processus de surveillance équivaut, dans la mesure du possible, à offrir des loyers à la valeur marchande aux gens qui en ont les moyens et d'offrir des subventions à ceux qui ne les ont pas.

M. Redway: Oui, mais pourquoi n'avez-vous pas . . .

Le vice-président: Excusez-moi, monsieur Redway, votre temps est écoulé. Il nous faut plier bagage parce que les autres attendent dans le couloir.

Mrs. Copps, it's your turn.

Mme Copps: Je pense que l'expression «depuis toujours» est l'expression-clé de votre réponse, car actuellement, les choses ont changé puisque la société a désormais une façon tout à fait originale de déterminer la valeur marchande.

[Texte]

I would like just to make some general comments and maybe elicit some responses about the shift in the corporation's emphasis and the fact that the Minister is now saying, because you are targeting your 24,500 units to those who are most in need . . . We went through that experience in the 1960s, and it proved to be a disaster from a geographic as well as a socio-economic point of view. We developed the kind of ghettos you see in Toronto now, in Regent Park. I am sure that there are other examples across the country of where specific projects developed specifically for those who are at the absolute lowest end of the income scale, without any kind of a balance, cost us in the long run.

I predict that the same thing is going to happen with this new policy because it was introduced without consideration of the massive dislocation and socio-economic ghettoization that occurred in the 1960s. We moved away from that because it was not working, but now we are moving back to it because the government is able to stand up in the House and say we have created more units. Sure you have created more units, but you are in the process of creating a monster when it comes to some kind of a national housing policy.

The Province of British Columbia has not signed the operating agreement at this point—is that correct?

Mr. Anderson: That is correct.

Ms Copps: When did they sign the global agreement?

Mr. Boivin: About two weeks ago, and they intend to send the operating agreement within the next few days.

Ms Copps: How can you, in good conscience, as a corporation with a national housing mandate, turn over the responsibility for social housing in the Province of British Columbia to a government that has demonstrated quite clearly that it has no interest in non-profit housing, no interest in co-operative housing and no interest in the kind of social benefits to housing that you espouse as being your mandate?

Mr. Anderson: We are not, in my view, turning over the responsibility for housing to the Province of British Columbia. We are entering into some cost-sharing arrangements and some joint planning arrangements, but the federal objectives of those arrangements are very clearly spelled out in the global and operating agreements, and my Minister is determined that the federal aims of those agreements will be respected. This is not a carte blanche . . .

• 1045

Ms Copps: Your Minister has stood in the House and defended British Columbia's social housing record, which is an absolute disgrace, and he has stood up and said: Is it not wonderful that we have seen a 60% increase in the number of units that have come on-stream in British Columbia? If he

[Traduction]

Je voudrais faire quelques remarques d'ordre général qui me vaudront sans doute des réponses concernant l'évolution de la position de la société et le fait que le ministre annonce désormais, étant donné que vous avez étiqueté 24,500 unités à l'intention de ceux qui en ont le plus besoin . . . Dans les années 60, nous avons vécu une expérience semblable, et cela s'est révélé une catastrophe tant du point de vue géographique que du point de vue socio-économique. C'est à ce moment-là que nous avons érigé les ghettos que l'on voit encore aujourd'hui à Toronto, à Regent Park. Je suis sûre que l'on peut trouver d'autres exemples de cela ailleurs au Canada. En effet, ces immeubles construits spécifiquement à l'intention des gens à très faible revenu, sans égard aucun à l'équilibre, nous coûtent cher à long terme.

Je pressens que l'application de cette nouvelle politique va aboutir à la même chose, car on l'a élaborée sans tenir compte du morcellement massif et de la constitution de ghettos socio-économiques, qui était typique des années 60. Nous avons abandonné la politique de ces années-là parce qu'elle s'est révélée inefficace, mais voilà que nous y revenons, car le gouvernement veut pouvoir dire à la Chambre qu'il multiplie les unités de logement. Il est vrai que vous avez multiplié les unités de logement, mais en même temps, vous avez créé un monstre du point de vue de la politique nationale de logement.

La province de Colombie-Britannique n'a pas encore signé l'entente de fonctionnement, n'est-ce pas?

M. Anderson: Vous avez raison.

Mme Copps: Quand la province a-t-elle signé l'accord cadre?

M. Boivin: Il y a environ deux semaines, et elle a l'intention de signer l'accord d'exploitation d'ici quelques jours.

Mme Copps: Comment pouvez-vous en votre âme et conscience, en tant que société responsable du logement à l'échelle du pays, remettre la responsabilité du logement social en Colombie-Britannique à un gouvernement qui a fait la preuve indiscutable qu'il ne s'intéressait pas aux logements à but non lucratif, qu'il ne s'intéressait pas aux coopératives d'habitation et qu'il ne s'intéressait pas aux subventions sociales au logement, toutes choses qui font partie de votre mandat?

M. Anderson: À mon avis, nous ne remettons pas la responsabilité en matière de logement à la province de Colombie-Britannique. Nous négocions certains accords de partage des coûts et de planification, mais les ententes globales et d'exploitation énoncent on ne peut plus clairement les objectifs recherchés par le gouvernement fédéral en la matière; de plus, le ministre de tutelle tient à ce que les objectifs recherchés par le gouvernement fédéral en signant ces accords soient atteints. Aucune carte blanche n'est . . .

Mme Copps: Le ministre a défendu à la Chambre le programme de logements sociaux de la Colombie-Britannique, ce qui est une honte absolue; c'est lui qui a déclaré qu'il est absolument merveilleux de voir que le nombre d'unités construites en Colombie-Britannique a augmenté de 60 p. 100.

[Text]

reads any newspaper in B.C. he will know that the people of British Columbia are not satisfied with the B.C. government's attitude about or interest in social housing. And yet he has defended it in the House.

Therefore, I am not that confident that the British Columbia government is going to have a conversion on the road to Damascus. And by signing the global agreement and moving toward an operating agreement, what the federal government is doing in my opinion is turning over the responsibility for what has been a national mandate to provincial governments, and in some cases governments that have clearly shown they are not interested in the social housing mandate.

On the issue of co-operative housing, you have stated here today that the co-ops have been permitted to maintain a national mandate of a 70:30 or an 80:20 split in terms of geared to income as well as straight co-operative involvement. Why have you not guaranteed the same type of benefit to people in non-profit housing, or are they somehow lesser citizens? Do they not count? Why are you introducing a housing policy which is going to create ghettos by saying 100% targeted is going to mean that the housing projects that are developed in the future, with the exception of co-operative housing, are going to be putting people into ghettoized boxes?

Mr. Anderson: The opinion that this program will create ghettos is an opinion I do not share.

Ms Copps: Have you examined the experience of the 1960s?

Mr. Anderson: Yes. I was involved in the urban renewal program.

Ms Copps: Then why did we move away from it?

Mr. Anderson: I was involved in the change and I have been involved in the change back.

Ms Copps: Why did we move away from it?

Mr. Anderson: From the urban renewal program?

Ms Copps: Why did we move away from the approach of the 1960s of building massive amounts of public housing which turned out to be a disaster?

Mr. Anderson: I do not think the numbers of units in themselves represented a problem. They were a response to a real need for shelter.

Ms Copps: It was the distribution that created a problem.

Mr. Anderson: The size of the projects was a problem and I am sure you are familiar with the case in St. Louis, for example, where some 5,000 units had to be destroyed because of insensitive planning, the very poor consideration in terms of where that project was located.

The planning process which we are engaged in with the provinces is sensitive to that observation.

[Translation]

Il n'a qu'à feuilleter n'importe quel journal de Colombie-Britannique pour se rendre compte que la population de cette province est mécontente de l'attitude de son gouvernement ou de l'intérêt qu'il a manifesté à cet égard. Pourtant, il a défendu ce que la Colombie-Britannique a fait à la Chambre.

Par conséquent, je crains que le gouvernement de Colombie-Britannique ne voie jamais la lumière. En ratifiant cette entente globale et en négociant un accord d'exploitation, le gouvernement fédéral remet, à mon avis, ses propres responsabilités entre les mains des gouvernements provinciaux, et dans certains cas, entre les mains de gouvernements qui ont montré sans l'ombre d'un doute que le dossier des logements sociaux les laissent de marbre.

A propos des coopératives, vous avez dit aujourd'hui qu'elles pourraient continuer d'accueillir 20 p. 100 ou 30 p. 100 de gens qui paieraient un loyer en fonction de leur revenu tout en consentant à s'occuper des coopératives en question. Pourquoi n'avez-vous pas accordé ces mêmes droits à ceux qui vivent dans des logements à but non lucratif? Doivent-ils être considérés comme des citoyens de deuxième classe? Ne comptent-ils pas? Pourquoi établir une politique de logement qui ne fera que créer des ghettos, car la totalité de ces logements, exception faite des coopératives, qui bénéficieront de l'aide de l'État enfermeront leurs locataires dans un ghetto.

M. Anderson: Dire que ce programme créera des ghettos est une opinion que je ne partage pas.

Mme Copps: Savez-vous ce qui s'est passé pendant les années 60?

M. Anderson: Oui, je me suis occupé du programme de réaménagement urbain.

Mme Copps: Alors, pourquoi avons-nous changé notre fusil d'épaule?

M. Anderson: Je me suis occupé de l'ancienne réorientation de ce programme et je m'occupe de la nouvelle.

Mme Copps: Pourquoi n'y avons-nous pas donné suite?

M. Anderson: Au programme de réaménagement urbain?

Mme Copps: Pourquoi n'avons-nous pas continué, comme dans les années 60, à construire des montagnes de logements sociaux, ce qui s'est révélé un désastre complet?

M. Anderson: Je ne crois pas que le problème venait du nombre d'unités construites. Elles l'ont été pour répondre à des besoins urgents en logements.

Mme Copps: C'est la façon dont ces logements ont été répartis qui a posé problèmes.

M. Anderson: Ces projets étaient trop importants, et je suis sûr que vous savez ce qui s'est passé à St-Louis, par exemple, où quelque 5,000 unités ont dû être détruites en raison d'une planification complètement ratée et de l'emplacement inconsideré de ce projet.

La planification en cours avec les provinces tient compte de cette observation.

[Texte]

Ms Copps: The B.C. government is sensitive to the planning process for social housing. Is that your position?

The Vice-Chairman: Excuse me, I have to cut in. You have already had over six minutes instead of five.

Ms Copps: City Hall is the local project. Look what is happening in British Columbia, it is a disaster. You are aiding and abetting what is going to be an absolute disaster in British Columbia.

Le vice-président: Merci, madame Copps.

Monsieur Oostrom.

Mr. Oostrom: I have a short question.

The low-income Canadians who can participate in the co-op housing, is that percentage being reviewed? Or how does that process work? Is it reviewed each year? I understand that co-op housing is more for moderate income Canadians, is that not right? So the low-income people, can they participate in the rent subsidies? And what is the percentage? And is that being reviewed each year?

Mr. Boivin: The present co-op program does indeed provide, as an integral part of our program design, that one-third of the units . . . 30% of the allocation for the province of the co-op units would be on rent supp and therefore geared to the low-income on average. This could vary by project. Some might need more than 30%, others less, but the average is 30% of the units. So basically, if you have 1,000 units, 300 would be reserved for the low income.

Second, there is a possibility, because we have been controlled by units historically in social housing, should the experience prove to be more cost-effective in terms of the co-op program, our Minister said to the foundation that he is quite prepared next year to look within the same budget, if we can do more than 30% he is quite open to discussions on that basis. Right now for 1986, 30% of the co-op units in a province on average would benefit from the rent-to-income assistance.

• 1050

Mr. Oostrom: And is that an improvement over 1985, or is that percentage the same?

Mr. Boivin: It is an improvement in some projects, about the same in others. As you know, on the 56-1 it all depended on how much of the subsidy went to bridge the gap between economic and market, and leaving a pool to assist low-income.

Mr. Oostrom: But the average . . .

Mr. Boivin: The minimum of the old program—the minimum—was 15%. It was exceeded in many cases, but the minimum was 15%. That will be exceeded, in my view, under the new program; definitely.

[Traduction]

Mme Copps: Vous dites que la planification de logements sociaux tient au coeur du gouvernement de la Colombie-Britannique. Est-ce cela?

Le vice-président: Excusez-moi, mais je dois vous interrompre. Vous avez eu droit à six minutes au lieu des cinq prévues.

Mme Copps: Le projet local est celui de City Hall. Regardez ce qui se passe en Colombie-Britannique, c'est un véritable désastre. Vous donnez votre bénédiction à un projet qui sera un désastre absolu en Colombie-Britannique.

The Vice-Chairman: Thank you, Ms Copps.

Mr. Oostrom.

M. Oostrom: Ma question sera brève.

Revoit-on actuellement le pourcentage des Canadiens à faible revenu qui peuvent se loger dans des coopératives? Comment procède-t-on? Ce pourcentage est-il revu chaque année? Je crois savoir que les coopératives accueillent surtout des Canadiens à revenu modéré, est-ce cela? Le loyer de ceux dont les revenus sont faibles est-il également subventionné? Quel est le pourcentage? Est-il revu chaque année?

M. Boivin: Le programme actuel de coopératives prévoit effectivement qu'un tiers des unités . . . 30 p. 100 des unités allouées à la province sont subventionnées et s'adressent donc en général aux personnes à faible revenu. Ce pourcentage peut varier selon les projets. Dans certains cas, il peut être supérieur à 30 p. 100, dans d'autres, inférieurs, mais il est en moyenne de 30 p. 100. Ainsi, si un projet compte 1,000 unités, 30 p. 100 seraient réservés aux personnes pauvres.

Deuxièmement, le nombre de logements sociaux ne pouvant dépasser un certain plafond jusqu'à présent, il se peut fort bien, si l'on constate que les coopératives sont plus rentables, que ce pourcentage de 30 p. 100 soit relevé, notre ministre a dit devant la fondation qu'il était tout à fait disposé, l'an prochain, à revoir ce chiffre, le budget restant le même; il est prêt à en discuter. Mais pour l'année 1986, dans chaque province, 30 p. 100 en moyenne des unités coopératives accueilleraient des gens qui bénéficieraient d'une aide de l'État.

M. Oostrom: Est-ce une amélioration par rapport à 1985 ou se pourcentage est-il demeuré le même?

M. Boivin: Ce pourcentage a augmenté dans certains cas, il est demeuré le même dans d'autres. Comme vous le savez, à propos du 56-1, tout dépendait du montant de la subvention qui servait à combler l'écart entre le prix demandé et le prix du marché tout en en laissant pour aider les personnes à faible revenu.

M. Oostrom: Mais la moyenne . . .

M. Boivin: Le minimum était de 15 p. 100 pour l'ancien programme. Ce pourcentage a été supérieur dans de nombreux cas, mais le minimum était de 15 p. 100. Ce pourcentage sera dépassé lorsque le nouveau programme entrera en vigueur; c'est certain.

[Text]

Mr. Oostrom: One last question. In 1985 compared with 1986, the 1985 actual units built in co-op housing compared with what your plan is in 1986, could you give me the number of units?

Mr. Boivin: In what we committed for co-op housing units in 1985, it was 4,700, roughly, and our federal base, what we are planning for 1986, is 5,000 units. We are working very hard to make those 5,000 units happen. They are very much dependent, of course, on the budget we have. But according to current estimates we can reach those 5,000 units.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Étant donné qu'il reste à peu près deux minutes, je vais me permettre de faire un commentaire.

Ms Copps: Mr. Chairman, I think it is about 10.50 a.m. The meeting, you said a few minutes ago, was going to go until 11 a.m.

The Vice-Chairman: No, at 10.55 a.m. we have to get out of here.

Ms Copps: You said they have to leave at 11.00 a.m. It takes one minute to change spots. I have other questions, if we have time.

The Vice-Chairman: We have no time.

Ms Copps: We have five minutes.

The Vice-Chairman: We have three minutes; and when you ask a question, Ms Copps, it takes you five minutes to come out with one question.

Ms Copps: Well, that is my choice, and I am being censored by the chairman.

The Vice-Chairman: I have the duty to say what I have to say, and I will.

L'opinion émise au début par un député sur le mémoire préparé par le chercheur de la Bibliothèque du Parlement, n'est pas nécessairement l'opinion de tous les députés présents. Si on lit attentivement le rapport, on voit que celui-ci a trait aux prévisions de 1986-1987 dans une proportion de 90 p. 100. Le rapport du ministre est daté le 3 avril, et on m'a dit tout à l'heure qu'il avait été déposé le 27 mars. Notre chercheur n'avait donc pas le temps d'attendre le rapport de 1985.

Cela dit, je remercie les témoins, MM. Anderson, Boivin et Flichel.

M. Anderson: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: La séance est levée.

[Translation]

M. Oostrom: Une dernière question. Pourriez-vous me dire combien de logements coopératifs ont été construits en 1985 et combien le seront en 1986?

M. Boivin: En 1985, nous avons financé environ 4,700 logements coopératifs et nous en prévoyons 5,000 en 1986. Nous travaillons d'arrache-pied pour que ces 5,000 logements soient construits. Cela dépend évidemment de notre budget. Mais d'après les prévisions que nous avons établies nous devrions pouvoir les construire.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

We have approximately two minutes left and I will allow myself to make a comment.

Mme Copps: Monsieur le président, il n'est que 10h50. Vous aviez dit il y a quelques instants que cette séance durerait jusqu'à 11 heures.

Le vice-président: Non, nous devons avoir quitté la salle d'ici 10h55.

Mme Copps: Vous avez dit qu'ils devaient partir à 11 heures. Il ne faut qu'une minute pour changer de place. J'aurais d'autres questions à poser, s'il nous reste du temps.

Le vice-président: Il ne nous en reste pas.

Mme Copps: Il nous reste cinq minutes.

Le vice-président: Il nous reste trois minutes; et lorsque vous posez une question, madame Copps, il vous faut cinq minutes pour la sortir.

Mme Copps: Je suis libre de faire comme il me plaît; voilà que le président me censure!

Le vice-président: Je dois dire ce que j'ai à dire et je le dirai.

The opinion expressed at the beginning of this meeting by a member on the brief prepared by the researcher of the Library of Parliament does not necessarily reflect the opinion of all members present. If you read the report carefully, you will see that 90% of it deals with the 1986-87 Budget Estimates. The report of the Minister is dated April 3, and I have been told it was tabled March 27. Therefore, our researcher could not wait for the 1985 report.

This being said, I would like to thank our witnesses, Mr. Anderson, Mr. Boivin and Mr. Flichel.

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: The meeting is adjourned.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From Canada Mortgage and Housing Corporation:

G.D. Anderson, President;
R.J. Boivin, Senior Vice-President;
E.A. Flichel, Vice-President, Finance and Management,
Information Systems.

De la Société canadienne d'hypothèques et de logement:

G.D. Anderson, président;
R.J. Boivin, premier vice-président;
E.A. Flichel, vice-président, Finances et systèmes de gestion.

JUL 2 1987

